

UNIV. OF ARIZONA  
HD644.8 .L43 1959 mn  
Lefebvre, Georges/Les paysans du Nord pe



3 9001 03770 2894

FEVRE

LES PAYSANS DU NORD  
PENDANT  
LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

UNIVERSITY  
OF  
ARIZONA  
LIBRARY



*This Volume  
Presented to the Library*

*by*


Dr. & Mrs.

Boyd C. Shafer

1978







Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
Kahle/Austin Foundation

COLLEZIONE STORICA





HD  
644.8  
L43  
1959

GEORGES LEFEBVRE

LES PAYSANS DU NORD  
PENDANT  
LA RÉVOLUTION FRANÇAISE



EDITORI LATERZA - BARI 1959

PROPRIETÀ LETTERARIA

ARTI GRAFICHE GIUS. LATERZA & FIGLI - BARI 359 - 65



## PRÉFACE

*C'est en 1924 que Georges Lefebvre, alors " agrégé d'histoire et géographie ", publia Les paysans du Nord pendant la Révolution française. Mais nous n'oserions pas dire que ce fut là une " publication d'éditeur " : le frontispice des deux volumes (le premier de 886 pages, plus xxv pages de préface; le second de 134 pages) porte le titre de la collection " Bibliothèque d'histoire moderne " de l'éditeur parisien Rieder; mais en réalité, l'unique éditeur en était Lefebvre lui-même, par l'intermédiaire de l'imprimeur lillois O. Marquant. Histoire habituelle de la publication des thèses de doctorat! En effet, Les paysans du Nord pendant la Révolution française furent imprimés à trois cents exemplaires à peine, et il suffit de connaître les dispositions formelles qui règlent, en France, le dépôt obligatoire des exemplaires de thèses dans les bibliothèques des Facultés pour se rendre compte que l'ouvrage de Lefebvre était destiné à devenir immédiatement une authentique rareté, même sur le marché des bouquinistes. En vingt ans de recherches à Paris, deux fois seulement, l'un des deux rédacteurs de cette préface est tombé sur l'ouvrage de Lefebvre: trop tard la première fois pour faire sien le volume convoité, à temps la seconde fois, mais à quel prix...!*

*Nous nous sommes permis de rappeler cela pour expliquer l'extrême rareté des Paysans du Nord et pour témoigner toute notre gratitude à Georges Lefebvre et aux éditeurs*

*Laterza qui ont bien voulu consentir que ce joyau de l'historiographie française, dont on parle beaucoup mais que peu ont lu, ne soit plus entre les seules mains de quelques privilégiés.*

*Les trente-cinq années écoulées n'ont rien retiré à l'oeuvre de Lefebvre: comme il arrive fréquemment aux oeuvres vraiment fortes, ses fruits ont eu le temps de mûrir lentement. En France, pendant une quinzaine d'années encore après 1924, les historiographes de la révolution de 1789 ont préféré suivre la voie ouverte par le brillant Mathiez, et sont restés attachés à l'optique "d'en haut" qui était celle de ce dernier; mais désormais les limites de cette historiographie, centrée exclusivement sur la remise en valeur du moment robespierriste, apparaissent en pleine évidence; c'est le mérite de l'optique "d'en bas" de Lefebvre et de ses Paysans du Nord d'avoir établi le seul plan valable de la recherche et de la reconstruction historiographique. Certes, le domaine s'est désormais élargi: aux paysans sont venus s'ajouter les sans-culottes et le prolétariat urbain; mais la primauté appartient toujours et appartiendra encore pendant des dizaines d'années aux paysans, cette épine dorsale de l'histoire de la France de l'Ancien Régime et de la France post-révolutionnaire. Un thème, celui de la "communauté rurale", prévaut aujourd'hui auprès des historiens et des chercheurs les plus avertis, non seulement en France, mais dans tout le vieux continent européen (même en Angleterre, avec les modifications que les structures historiques de cette nation comportent), et la recherche, si elle se développe sous le signe de Marc Bloch, se développe également sous celui des Paysans du Nord de Lefebvre.*

*Sa valeur toujours actuelle nous incite à rappeler ici, sans nous soucier du recul du temps, les paroles par lesquelles un grand historien mort, mais pourtant toujours présent à la problématique la plus raffinée de l'historiographie mondiale, le belge Henri Pirenne, saluait, en 1926, dans la "Revue belge de philologie et d'histoire", le livre de Lefebvre:*

“ Ce livre est un modèle de conscience ou, pour mieux dire, d’abnégation scientifique. La somme de travail qu’il représente atteste une énergie et une persévérance poussées jusqu’à la limite des forces humaines. M. Lefebvre n’a voulu prendre la plume qu’après avoir épuisé toutes les sources de son sujet. La méthode qu’il a adoptée, et qui est celle de la statistique, lui faisait un devoir de ne rien avancer que sur chiffres, et comme la valeur d’un chiffre est proportionnelle au nombre des faits qu’il symbolise, il s’est astreint à recueillir tous les faits qui lui étaient accessibles, afin de donner à ses chiffres le maximum de l’exactitude. Ainsi comprise, la tâche qui s’imposait à lui était formidable. Il ne lui a pas fallu moins d’un vingtaine d’années pour s’acquitter du labeur monotone de mettre sur fiches le contenu des innombrables séries de documents consultés par lui tant aux archives départementales qu’aux archives communales du Nord, sans compter les archives nationales de Paris. Si ses recherches ont été singulièrement facilitées par l’ordre et le classement modèles que l’excellent archiviste du Nord, M. Max Bruchet, a fait régner dans le dépôt de Lille, leur mise au point ne laissait pas d’en être si ardue, tant par l’immensité du champ à parcourir que par les obstacles dont il était parsemé, que l’on ne peut achever la lecture de ce volume sans un sentiment d’admiration. Et ce sentiment s’impose d’autant plus que la modestie de l’auteur semble s’être ingéniée à dissimuler la grandeur de son effort. Il se borne à mentionner les séries d’archives consultées par lui sans dire un mot de leur étendue. Il faut la connaître d’expérience pour pouvoir s’en faire une idée adéquate. Une seule fois, parce qu’il le fallait pour justifier son opinion, M. Lefebvre sort de sa réserve et nous apprend en passant qu’il a dépouillé onze cents registres rien que dans la catégorie de l’enregistrement! La patience que suppose semblable tâche n’en est d’ailleurs que la première condition. La plus grande difficulté consistait à



*critiquer et à combiner les données fournies par les relevés administratifs, à en combler les lacunes, à en supputer les erreurs, à en extraire par combinaison, comparaison et interprétation des précisions de toute sorte. On imagine ce qu'un tel travail demande tout à la fois de prudence et d'ingéniosité et quelle masse de connaissances précises il requiert sur tout ce qui touche les hommes et les choses: moeurs et coutumes, droit et institutions, technique agricole, poids, mesures et monnaies etc. Qu'il suffise de dire que M. Lefebvre s'en est acquitté de main de maître, et qu'il a mis en oeuvre ses matériaux avec autant d'habileté qu'il a déployé d'endurance à les recueillir.*

*Il m'est impossible de donner dans les limites restreintes d'un compte-rendu, le sommaire d'une oeuvre aussi touffue, aussi neuve, aussi abondante en détails instructifs que l'est celle-ci. Elle constitue une contribution de premier ordre à l'histoire économique de la fin de l'Ancien Régime et de la Révolution. Et si elle se restreint soigneusement aux limites du département envisagé, l'importance de ce département augmente singulièrement sa portée. On peut affirmer, je pense, qu'elle restera une de ces monographies-types auxquelles le temps n'enlève rien de leur valeur documentaire, parce qu'elles ont vraiment épuisé leur sujet. On y reviendra toujours comme on revient à une statistique bien faite, pour lui emprunter des faits incontestables. Ce qu'elle a établi demeurera comme une acquisition définitive de la science — et c'est l'essentiel. Mais il faut ajouter qu'à cela ne se borne pas son mérite. Par l'interprétation qu'il donne de ses résultats, M. Lefebvre ouvre encore, sur l'oeuvre sociale de la Révolution française, des perspectives nouvelles."*

*Pour présenter cette édition aux lecteurs, nous avons dû affronter le problème de savoir s'il fallait donner le texte intégral ou réduit de l'ouvrage de Lefebvre. Nous nous sommes moins posé la question en termes — comment dire? —*

*trop réalistes (avec les questions qui en dépendent: prix élevé de l'impression, exigences du marché, etc...) qu'en termes plus pertinents de savoir s'il fallait conserver aux Paysans du Nord son caractère de "monographie-type" de la structure économique et sociale d'une région, ou bien mettre l'accent sur l'autre caractère du livre, qui "ouvre encore, sur l'oeuvre sociale de la Révolution française, des perspectives nouvelles". Dans la distinction des plans établie par Pirenne, nous avons opté pour le second. Toutefois, nous avons rejeté, comme une trahison à l'esprit du livre de Lefebvre, le recours aux coupures, aux réductions, etc... Le texte publié dans cette présente édition est intégralement celui de Lefebvre avec la seule élimination des notes et du volume II tout entier, qui contient uniquement des tables statistiques (le sous-titre était en effet: "Tableaux annexes et index"). Ceux qui connaissent l'édition originale savent déjà que la méthode que nous avons employée ne retire rien d'essentiel à l'ouvrage: les notes, qui se référaient aux archives, ne faisaient qu'apporter la confirmation de ce qui était dans le texte, elles n'introduisaient jamais d'éléments nouveaux. Nous avons aussi éliminé les pages XXI-XXV de la préface du tome I qui concernent la liste des "Sources imprimées" et des "Travaux", puisqu'elles sont désormais de peu d'utilité. Au contraire, des pages XIV-XXI, nous avons conservé les notes dans la mesure où elles rendent beaucoup plus clair cet authentique modèle de méthodologie qu'est la "Note sur l'étude des documents fonciers". Enfin, si le critère que nous avons choisi nous a portés à pratiquer les éliminations décrites ci-dessus, nous avons par contre ajouté la carte du Nord dont Pirenne regrettait l'absence dans l'édition de 1924.*

*Paris-Pisa, le 20 février 1959.*

ARMANDO SAITTA

ALBERT SOBOUL





## INTRODUCTION

Ce travail a été entrepris en 1904. L'idée en a été suggérée par les travaux de MM. Kareiev, Loutchisky et Sagnac et par l'histoire de la Révolution de Jean Jaurès qui, au cours des années précédentes, avaient de nouveau attiré l'attention sur l'importance de l'histoire économique de cette période et particulièrement des transformations foncières. L'exécution en a été favorisée par la publication d'un recueil sur l'histoire des subsistances dans le district de Bergues, qui a été accueilli par la Commission d'histoire économique de la Révolution fondée à l'instigation du grand orateur dont la mémoire, à ce titre encore, doit être évoquée ici.

Quand on étudie l'histoire de cette époque, il est séduisant de consacrer son effort aux assemblées, aux administrations, aux villes. Cependant la France, en 1789, était avant tout un pays agricole. Bien que le département du Nord fût un des plus industriels, sa population, pour les trois quarts, était encore rurale. C'est dans les campagnes qu'apparaît le plus nettement et presque pur de tout mélange le caractère principal de la grande crise : pour les paysans, elle a été essentiellement une révolution sociale. On a essayé de préciser les idées générales qui ont cours à cet égard ; on s'est efforcé surtout de mettre en lumière non seulement, comme on le fait d'ordinaire, les besoins et les vœux de la bourgeoisie rurale, mais ceux de la masse des paysans, dont les tendan-

ces, plus ou moins conscientes, étaient en conflit évident avec la conception moderne de la propriété. On a dû se borner à un département : la répartition de la propriété et de l'exploitation est nécessairement la base de toute étude de cet ordre et il est si malaisé de la déterminer que l'organisation collective du travail permettrait seule d'embrasser un territoire de grande étendue.

Les recherches ont été poursuivies avec les encouragements bienveillants de MM. Aulard et Sagnac, professeurs à la Sorbonne. On aurait été obligé de les restreindre si M. Bruchet, archiviste départemental du Nord, n'avait concouru sans se lasser à lever les difficultés qui s'opposent à l'exploration des archives des communes.

L'ouvrage n'est pas tel, on doit l'avouer, qu'on avait espéré le présenter. Pour des raisons matérielles, les tableaux statistiques ont dû être réduits au minimum ; les cartes et les graphiques ont dû être supprimés.

## BIBLIOGRAPHIE DES SOURCES MANUSCRITES

*Archives nationales.* — Les documents qui intéressent le département du Nord ont été recherchés, d'après les indications du livre de M. SCHMIDT et des répertoires imprimés ou manuscrits, dans les séries ADxvi, AFii, AFiii, Bii et iii, Diii, Div, Div bis, Dxiv, Dxv, Dxix, Dxxix, Dxxix bis, Dxl, Dxli, F i b ii, F i c iii, F<sub>4</sub>, F<sub>7</sub>, F<sub>10</sub>, F<sub>11</sub>, F<sub>20</sub>, H et Q. La grande majorité nous renseignent sur l'évolution de l'opinion et principalement dans les villes; ceux qu'on trouve dans les séries F<sub>10</sub> et F<sub>11</sub> font souvent double emploi avec ceux que fournissent les archives locales. Pour l'histoire des paysans, ce sont les séries Dxiv, Dxxix et Dxxix bis qui ont été les plus utiles, mais elles n'ont fourni qu'un nombre de pièces relativement restreint.

*Archives départementales du Nord.* — Elles constituent la base essentielle de ce travail, principalement les séries C, L, Q, celle des plans, les fonds de l'enregistrement et du tabellion.

La série C n'est pas classée de manière définitive; elle est divisée en quatre fonds: *Flandre maritime*, *Flandre wallonne*, *Hainaut*, *Cambrésis*, et l'on trouve dans chacun d'eux des pièces relatives à d'autres provinces; pour chacun d'eux, il existe un répertoire manuscrit sommaire. Bien qu'une très grande quantité de liasses aient été explorées, des documents ont pu échapper. Cette série est très précieuse en tout ce qui concerne l'administration des intendants et des Etats provinciaux; elle contient aussi un certain nombre de rôles d'impositions, dont il sera question plus loin, et de comptes communaux. On y trouve

quelques enquêtes d'ordre agricole et beaucoup de documents sur les mesures prises par le pouvoir à l'égard de la clôture, des biens communaux et du commerce des grains, mais ils sont très dispersés.

La série L a été classée par M. BRUCHET, archiviste départemental, qu'en a donné un répertoire numérique. La plus grande partie du dépouillement était achevée à ce moment : M. BRUCHET m'a procuré le moyen d'établir la concordance pour un grand nombre de cotes. Je serai pourtant obligé d'indiquer quelques cotes anciennes. On connaît le contenu ordinaire de cette série : les archives du Nord ne se distinguent guère des autres que par leur richesse. Toutefois, les registres de la Jointe autrichienne de Valenciennes constituent un ensemble unique en son genre.

La série Q, sans être reclassée, a reçu de nouvelles cotes, mais M. BRUCHET en a établi la concordance qui est à la disposition du public : j'indiquerai les cotes anciennes, mon travail ayant été entièrement opéré avant la transformation. Il n'existe que peu d'inventaires des biens nationaux ; les procès-verbaux d'adjudication sont à peu près complets ou sont suppléés par les états de vente et les affiches. La collection des décomptes, sans être complète non plus, est très importante. Les dossiers du milliard des émigrés sont conservés en leur totalité. La série comprend en outre un grand nombre de documents administratifs précieux.

La série des plans a été utilisée parce qu'en réalité elle comprend un certain nombre de répertoires qui sont de véritables terriers. Le cumulus ecclésiastique, réintégré de l'enregistrement, analysé par le répertoire Saulnier, mais aujourd'hui incorporé à la série H, comprend un plus grand nombre encore de documents d'ordre foncier.

Le fonds de l'enregistrement comporte des registres d'actes civils notariés ou sous seing privé, dont 1066 ont été dépouillés : on y trouve surtout des documents relatifs aux transactions foncières, mais aussi des renseignements de toutes sortes. Dans le fonds du tabellion qui réunit les minutes des notaires de la châtellenie de Lille, on a dû limiter la recherche aux actes de baux et de vente des années 1779 et 1788.

On mentionnera, en second lieu, le bureau des finances et la série E pour l'étude du régime seigneurial; la série H, à raison des renseignements qu'on trouve dans les derniers cartons et les dernières pages des registres des corps ecclésiastiques; la série K, les arrêtés préfectoraux et les décisions du conseil de préfecture étant très utiles pour l'étude de la vente des biens nationaux et du partage des communaux tout autant que de la politique consulaire; la série M, où sont conservés les papiers de Bottin, secrétaire général de la préfecture et véritable auteur de la Statistique de Dieudonné; enfin la collection des *Placards*.

*Direction des contributions directes du Nord à Lille.* — Elle conserve un certain nombre de documents cadastraux anciens, mais aucun n'est antérieur à 1817, bien qu'on en trouve dans les communes qui remontent aux années précédentes; on en a néanmoins retenu quelques-uns, les moyens de comparaison manquant souvent.

*Archives communales.* — Sans parler des villes plus qu'à demi rurales qui étaient nombreuses en 1789, on peut glaner dans les archives des villes proprement dites bien des renseignements relatifs aux campagnes, mais on y a cherché surtout les fonds qui les concernent et qu'on s'attendrait à trouver aux archives départementales ou dans les greffes. Tels sont, aux archives de Dunkerque, l'ensemble des minutes de plusieurs justices de paix; dans celles de Bergues, les registres des comités révolutionnaires de plusieurs communes rurales et la réponse de Boissier à l'enquête de Bottin; dans celles de Maubeuge, les cahiers des paroisses de la Prévôté.

Les archives des communes rurales ont été inventoriées, en très petit nombre, pour la période antérieure à 1790, et quelques inventaires ont été imprimés. Pour la période moderne, ils sont plus rares encore. L'exploration en a été fondée sur ceux qui ont été dressés sous le règne de Louis-Philippe et qui sont conservés aux archives du Nord: confirmation de l'existence des documents a été demandée; puis il a été procédé à



leur examen sur place. On a pu constater que beaucoup avaient disparu et que, presque toujours, le classement ancien n'existait plus. On ne peut assurer que l'enquête ait révélé tous les documents intéressants; l'expérience montre qu'aux demandes écrites il est parfois répondu négativement sans qu'aucune recherche ait été faite; il arrive que les documents qui subsistent sont à vrai dire ignorés des secrétaires de mairie, étant relégués dans un grenier ou au fond d'une armoire; ou bien, ils se trouvent dans un tel état que l'examen en est très pénible.

On trouve peu de dossiers administratifs dans les petites archives; les délibérations sont loin d'apporter les éclaircissements qu'on supposerait; elles sont presque toujours fragmentaires et sommaires; çà et là on trouve des comptes; plus rarement encore quelque précieux document, comme le cahier, le partage de biens nationaux achetés collectivement, à Clary et à Saint-Aubert, ou celui des biens communaux. Mais on tenait surtout à réunir tous les documents d'ordre foncier qui pouvaient compléter les séries départementales et surtout les états de sections de 1791 et de l'an X qui n'ont jamais été utilisés. On trouvera au répertoire de la série L, page XXXIII, la liste dressée par M. BRUCHET, des communes qui conservent des documents de l'époque révolutionnaire, et ci-dessous, tableau 1, l'indication des terriers, rôles, états de sections et matrices qui ont été tirés de leurs archives.

La guerre a provoqué la destruction de plusieurs des dépôts d'archives communales qui avaient été examinés, comme ceux d'Estaires, La Gorgue, Merville, Mortagne, Seclin, ou qui ne l'avaient pas encore été comme ceux de Bailleul, de La Bassée et de Cambrai. Elle a également dévasté les archives du Pas-de-Calais qui intéressaient quelques communes du département du Nord autrefois artésiennes. Un certain nombre de greffes de paix, principalement dans le district de Bergues, ont été explorés et le greffe de la Cour d'appel de Douai, mis à contribution, par exemple pour l'affaire Groslevin.

Un certain nombre de documents qui seront signalés dans les notes m'ont été communiqués par MM. BERCET, à Anor et à Solre-le-Château; JENNEPIN, à Cousolre; LHOMME, à Liessies; QUARRÉ-REYBOURBON, à Lille.

## NOTE SUR L'ÉTUDE DES DOCUMENTS FONCIERS

On peut dire que le caractère principal de presque tous les documents qui concernent les paysans et l'agriculture, c'est leur dispersion. Par ailleurs, ils ne provoquent pas d'autres observations critiques que les sources de même ordre qui sont d'un emploi constant. Il n'en va pas tout à fait de même pour les documents fonciers. Les rôles d'impositions variaient d'une région à l'autre avant la Révolution et, à notre connaissance, les états de sections n'ont jamais été étudiés. L'utilisation de ces documents présente des difficultés qu'on ne peut pas résoudre sans faire appel à d'autres sources. Un de leurs traits distinctifs est aussi de ne pouvoir fournir à l'histoire leur contribution essentielle qu'après avoir été réduits en forme de statistiques à la suite d'un travail extrêmement long qui ne se prête pas au contrôle. On croit donc indispensable de donner quelques renseignements sur eux et quelques précisions sur la méthode qui a présidé à leur élaboration.

Dans le département du Nord, ils sont de trois sortes : les rôles d'impositions de l'Ancien Régime, principalement les rôles des vingtièmes royaux et des centièmes d'Artois ; les terriers seigneuriaux et les « cartulaires » de dîmes ; les états de sections, matrices et rôles des contributions établies par la Révolution.

Les rôles d'impositions de l'Ancien Régime changent de caractère et de valeur d'une région à l'autre et sont de beaucoup les documents les moins sûrs. Les vingtièmes de Flandre et les centièmes d'Artois sont d'ordinaire rédigés avec soin. En Flandre wallonne notamment, on entreprit dans les dernières années de l'Ancien Régime d'établir une nouvelle matrice foncière par paroisse et nous en possédons un certain nombre. Ordinairement, le total des superficies dans les différents rôles d'un même village ne varie pas dans de trop grandes proportions et demeure assez voisin du nombre fourni par les états de sections révolutionnaires et les matrices cadastrales. Les propriétaires et les occupants sont régulièrement désignés. Mais l'étude de la propriété est toujours indiquée par masse sans qu'il soit tenu

compte du morcellement parcellaire. La plupart du temps, on distingue toutefois le courtil, la pâture et le labour. Les rôles de vingtièmes du Hainaut et du Cambrésis sont beaucoup plus décevants. Comme c'étaient les occupants qui payaient l'impôt, ils y figurent seuls dans un grand nombre de cas, en sorte que ces documents ne nous renseignent que sur la répartition des exploitations. On possède quelques rôles d'autres impositions, notamment des tailles et de l'impôt représentatif de la corvée : ils méritent le même reproche.

Il y a heureusement des exceptions et, d'ailleurs, on observe que la répartition des exploitations étant d'une importance au moins égale à celle de la propriété, les documents qui ne nous renseignent que sur elle n'en sont pas moins précieux. On doit reconnaître que, dans le Hainaut et le Cambrésis, la superficie totale qui ressort des rôles est généralement très variable de l'un à l'autre et s'écarte sensiblement de l'étendue cadastrale, mais comme c'était l'exploitant qui payait l'impôt, il n'y a pas de raison pour que la proportion ait été systématiquement altérée au profit d'une classe de propriétaires. Il est toutefois à craindre que, pour le même motif, les mutations de propriété n'aient pas été enregistrées avec une exactitude minutieuse, d'une année à l'autre. On ne doit pas oublier non plus que les échevins étaient accusés dans certain villages de favoriser certains contribuables, et il est à craindre qu'ils n'aient dressé les rôles en conséquence. On sait même qu'à Caudry, les gens de loi, pendant une quinzaine d'années, envoyèrent à l'intendant un rôle qui ne correspondait pas exactement à la perception de l'impôt. Si ces documents accusaient des différences très sensibles par rapport à ceux d'autre espèce, il conviendrait donc de les écarter; en fait, il n'en est rien : bien qu'on puisse donc mettre en doute, dans le détail, l'exactitude rigoureuse des données qu'ils fournissent, on doit admettre que ces dernières indiquent des proportions d'ensemble qui ne s'écartent pas sensiblement de la réalité. Enfin on rappellera que, dans les Pays-Bas, les vingtièmes royaux étaient purement fonciers : les biens des privilégiés figurent aux rôles comme les autres sans exception; l'impôt étant payé par l'exploitant et les privilégiés

exempts des vingtièmes louant toujours leurs terres, on n'a pas d'omission à craindre; au surplus, les rôles du Hainaut et du Cambrésis indiquent en terminant, dans la plupart des cas, les biens exploités directement par les privilégiés <sup>1</sup>.

Les terriers sont d'une valeur bien supérieure. Souvent la rédaction en a été suivie d'un cerquemenage ou vérification qui comportait un arpentage. Les parcelles y sont soigneusement distinguées et plusieurs sont accompagnés de plans. Il en est de plusieurs sortes: les uns décrivent les possessions foncières d'un noble ou d'un corps ecclésiastique; les autres énumèrent toutes les terres soumises à la dîme ou au terrage: ces derniers

---

<sup>1</sup> En principe, quand on a complètement dépouillé les actes de vente de biens nationaux, on devrait disposer d'un moyen de contrôle à l'égard des documents fonciers. Mais beaucoup de causes peuvent intervenir pour expliquer normalement les divergences sans qu'on doive conclure nécessairement à l'inexactitude de ces derniers. Une partie des biens ecclésiastiques ne fut pas vendue, par exemple: les biens communaux réputés usurpés et réintégrés, les forêts demeurées nationales, différentes parcelles restituées après la Révolution au clergé ou attribuées à des institutions de bienfaisance; on n'a jamais la certitude de les connaître tous. En second lieu, il faut compter avec les différences dans l'estimation de la superficie qui peut avoir été défectueuse aussi bien dans les ventes nationales que dans les rôles. Mais naturellement, les principales causes des variations sont: 1<sup>o</sup> le fait que beaucoup de domaines ecclésiastiques étaient à cheval sur plusieurs communes: l'ensemble est compté tantôt sur l'une tantôt sur l'autre; même on a parfois rassemblé dans les ventes bon nombre de parcelles en les attribuant à une seule commune alors qu'elles étaient réparties entre plusieurs. Ainsi à Neuville-lez-Salesches, la proportion des biens du clergé est de 31% d'après les états de sections et de 13% d'après les ventes: la différence provient de la vente du Mesnil (abbaye de Vicoigne). A Beaurain, les ventes n'accusent aucun bien ecclésiastique tandis que les vingtièmes donnent 44%: c'est qu'ils portent 89 mencaudées du cantuaire de Landrecies alors que, dans les ventes, les biens du cantuaire, 100 mencaudées, sont vendus comme sis à Neuville et à Vendegies, communes limitrophes. A Fontaine-au-Pire, les états de section donnent 42%, les ventes: 75% à cause de la ferme du Fresnoy que celle-ci comptent à Fontaine, mais qui était en réalité divisée entre cette commune et ses voisines. 2<sup>o</sup> Les limites ont varié: avant la Révolution, les territoires étaient souvent enchevêtrés et comportaient beaucoup d'enclaves; quelques paroisses ont été partagées entre leurs voisines, comme La Motte-au-Bois, dans le district d'Hazebrouck: la commune de Vieux-Berquin avait 2.886 mesures; l'étendue cadastrale a passé ainsi à 7.354 et la proportion des biens du clergé est tombée de 46% dans le terrier à 17% quand on compare les ventes à l'étendue cadastrale. Quelquefois, il faudrait une enquête locale particulière pour essayer d'éclaircir le problème. A Sepmeries, les vingtièmes attribuent au clergé 525 mencaudées sur 896, soit 59%. Les ventes accusent 325 mencaudées et l'étendue cadastrale ressort à 2.606, ce qui ne donne plus que 19%.

seuls conviennent à notre dessein Malheureusement l'occupéur n'est pas toujours indiqué. D'autre part, beaucoup ne comprennent qu'une partie de la paroisse; parfois certaines terres, notamment les fiefs, sont négligées comme exemptes de redevances; d'autres fois, la dîme ou le terrage ou l'un et l'autre étaient partagés entre plusieurs propriétaires: chacun avait son terrier particulier et nous ne les possédons jamais tous. Inversement, le terrier comprend presque toujours des parcelles éparpillées dans des paroisses voisines et quelquefois englobe pêle-mêle et sans distinction plusieurs paroisses contigues. Il est rare qu'il se prête à des comparaisons. Aussi quelques terriers méritent-ils une mention particulière: ce sont ceux qui ont enregistré les mutations des propriétaires et des occupants et qui permettent ainsi d'étudier en toute sûreté l'évolution foncière <sup>1</sup>.

Les états de sections de 1791 indiquent les noms des propriétaires et des occupants, l'étendue de chaque parcelle avec son revenu imposable et, assez souvent aussi, les mutations. Ils sont établis sur des cahiers d'un modèle fixé par le pouvoir central, transmis par le District, à raison d'un par section et restés généralement séparés, ce qui en a favorisé la destruction <sup>2</sup>. S'ils sont distincts, il est nécessaire de s'assurer qu'il n'en manque aucun, en recherchant le procès-verbal de la division du terroir en sections ou en rapprochant les cahiers du plan cadastral. On retrouve quelquefois tout ou partie des déclarations qui ont servi à les rédiger et les rôles de la contribution foncière établis d'après leur contenu. Mais ces derniers ne peuvent en tenir lieu: la propriété y est désignée par la lettre de sa section et le numéro d'ordre qu'elle y détient, non par sa contenance; toutefois, ils nous renseignent sur le nombre des propriétaires des différentes classes sociales <sup>3</sup>. Ajoutons que des municipalités ne comprirent pas leur tâche ou ne surent pas l'exécuter: elles dressèrent les états, comme les vingtièmes royaux, par occupants, sans faire mention du propriétaire;

---

<sup>1</sup> Terriers d'Oxelaëre et de Vieux-Berquin.

<sup>2</sup> On en trouvera les cadres reproduits dans BLOCH, *Les contributions directes*.

<sup>3</sup> Par exemple, à Hondegheem.



heureusement elles furent peu nombreuses et appartiennent au seul Cambrésis.

Les états de sections prêtent au même doute que les rôles des anciennes impositions. Les municipalités avaient intérêt à diminuer la superficie de leur terroir et les administrations supérieures les accusèrent plus d'une fois d'avoir accepté des déclarations infidèles. En général, ils font pourtant ressortir une superficie totale beaucoup plus proche de l'étendue cadastrale que les rôles de vingtièmes, et, d'autre part, on ne voit pas comment la proportion entre les différentes classes de propriétaires aurait pu être altérée sciemment dans les déclarations. On peut tenir les états de sections, sauf exception, pour dignes de confiance et, par leur date, ils sont évidemment très précieux.

Ils ont été mentionnés par A. de Tocqueville<sup>1</sup>, mais ils n'ont pas été utilisés encore, à notre connaissance, et il faut convenir que l'étude en est malaisée. Il n'en reste qu'un petit nombre et il faut aller, sur place, les rechercher dans les archives communales. D'autre part, ils sont dressés d'après une méthode, en quelque sorte, topographique : chaque parcelle est mentionnée dans la section, d'après la place qu'elle occupe sur le plan du terroir. On ne peut donc les utiliser qu'en les mettant sur fiches, article par article : dans la moindre commune, il y en a plusieurs centaines ; à Steenwerck, près de 4.000. Il faut ensuite classer les fiches par propriétaire et faire l'addition de chaque groupe avant d'en arriver à l'étude de la répartition. Bien entendu, ces deux dernières opérations doivent être recommencées, si l'on veut aussi étudier la répartition des exploitations<sup>2</sup>. La tâche est à peu près doublée si l'on étend l'examen aux états de sections de l'an X : ils sont assez souvent rédigés, comme il était prescrit, par masse de culture, en sorte que les parcelles d'une même occupation se succèdent assez

---

<sup>1</sup> *L'Ancien Régime et la Révolution*, p. 36.

<sup>2</sup> Il m'aurait été impossible de faire ce travail sur place. C'est grâce à M. BRUCHET, archiviste départemental, qu'il a pu être exécuté ; M. BRUCHET a bien voulu, avec l'assentiment de M. le Préfet du Nord, organiser, dès 1910, un service de transfert des documents communaux en communication aux archives départementales, tel qu'il fonctionne maintenant officiellement partout ainsi qu'entre ces dernières et les archives nationales.



régulièrement, mais dans chaque section seulement, en sorte que la mise sur fiches demeure indispensable; dans tous les cas, elle resterait inévitable pour ce qui concerne les propriétaires. Enfin, il faut observer que les états de sections de 1791 ont été généralement rédigés à un moment où une partie des biens nationaux étaient déjà vendus. Ordinairement, on les mentionne sous le nom de l'ancien propriétaire ecclésiastique: les acquéreurs sont ajoutés ultérieurement, par mutation. Mais tel n'est pas toujours le cas. Le contrôle est impossible si l'on n'a pas dépouillé l'ensemble des actes de vente des biens ecclésiastiques qui permettent en outre de retrouver presque toujours les biens du clergé déjà portés au nom de leurs nouveaux possesseurs<sup>1</sup>.

A quelque catégorie qu'ils appartiennent, ces documents présentent fréquemment des lacunes essentielles: la profession du propriétaire est assez rarement indiquée, celle de l'occupé plus rarement encore; qui pis est, il advient que leur domicile manque, au moins pour partie d'entre eux. Cependant, on n'a pas cru convenable de les écarter à priori, le nombre de ceux qui subsistent étant déjà bien médiocre.

On n'éprouve guère de difficultés à distinguer les propriétaires ecclésiastiques et les nobles. On a réservé la dénomination de propriétés ecclésiastiques aux biens fonciers de mainmorte, les biens patrimoniaux des clercs ayant été traités comme biens nobles ou bourgeois suivant le statut personnel du propriétaire. Il est un peu plus difficile de distinguer les nobles des bourgeois: dans une même famille, il arrive que telle branche est anoblée et que telle autre ne l'est pas. Mais l'on possède la liste des nobles convoqués aux élections de 1789, et M. DENIS DU PÉAGE, qui a dressé la généalogie des familles notables des Pays-Bas français, a bien voulu me renseigner dans tous les cas difficiles. Pour ce qui est des bourgeois, la difficulté est d'abord de définir le terme. En principe, on s'en est tenu au sens médiéval:

---

<sup>1</sup> Cette opération demeure impossible si les acquéreurs ont immédiatement partagé leurs terres entre commandés non dénommés: les états de sections de Taisnières-en-Thiérache n'ont pu, pour cette raison, être complètement utilisés.

est bourgeois qui habite la ville par opposition aux ruraux. De la sorte, on a compté comme bourgeois un artisan urbain ou un domestique urbain; leurs propriétés foncières étant insignifiantes, toute contestation à cet égard serait sans répercussion sérieuse sur la statistique. On serait aussi amené à compter de la sorte comme ruraux les personnes de profession libérale domiciliées dans les villages: notaires, avocats, médecins, et les négociants ou industriels qu'on trouve surtout dans les paroisses de la région lilloise; c'est ce qui n'est pas possible. On définira donc le bourgeois, en fin de compte: celui qui habite la ville ou qui, domicilié dans les campagnes, se trouve détaché de la terre par le caractère suffisamment rémunérateur de sa profession principale. Mais on ne se dissimule pas que, de la sorte, il est assurément impossible de tracer une ligne de démarcation rigoureusement précise entre la bourgeoisie et les occupés d'industrie des campagnes.

Quant à distinguer, dans les documents incomplets, les bourgeois des paysans, on doit observer que, s'il s'agit d'une occupation agricole comportant une habitation et une certaine quantité de terre, on est en droit d'admettre que l'occupateur est un domicilié; s'il n'y a pas de bâtiment annexé à l'exploitation, il est probable qu'il s'agit d'un forain, mais, de toute façon, s'il n'est pas propriétaire ou s'il ne possède qu'une faible partie de son exploitation, c'est sûrement un paysan, les bourgeois domiciliés dans les villages, d'ailleurs rares dans le sud du département, n'exploitaient jamais qu'une petite partie de leurs biens et louaient le reste; les bourgeois non domiciliés ne conservaient que les bois ou une habitation de plaisance. Quand le document indique l'occupateur, on peut donc parvenir ainsi à une discrimination satisfaisante. Mais il est possible, sinon facile, d'en améliorer beaucoup les conditions. Pour le même village, on possède fréquemment des documents fonciers de diverses espèces et de diverses dates. Il est bien rare que tous présentent les mêmes lacunes et on peut compléter l'un par l'autre en ce qui concerne la plupart des individus. Lorsqu'on étudie ceux qui se rapportent à des villages voisins ou à la même région, on constate presque toujours qu'un certain nom-

bre de propriétaires leur sont communs et l'on est renseigné sur eux par l'un ou par l'autre. Pour ceux qui datent des dernières années de l'Ancien Régime, les dossiers des ventes de biens nationaux fournissent d'importants éclaircissements : on y trouve non seulement les noms et domiciles de la plupart des acquéreurs, mais la mention d'un grand nombre de cultivateurs, soit dans les soumissions, soit dans la description des terres à vendre qui donnent ordinairement le nom des occupants. Un grand nombre de documents de la série C et surtout de la série L apportent également leur contribution : par exemple, les listes de meuniers, de cultivateurs requis pour les marchés, d'électeurs et de fonctionnaires, de membres des comités révolutionnaires et des sociétés populaires, de suspects, les procès-verbaux d'élection, les états d'emprunts forcés et de dommages de guerre.

On peut affirmer que les propriétaires de classe bourgeoise ne peuvent que difficilement échapper aux recherches si l'on a une connaissance convenable de l'ensemble des documents régionaux.

Lorsqu'on entreprend de comparer entre eux les documents fonciers relatifs à un même village, on rencontre d'autres difficultés. La superficie totale varie de l'un à l'autre, et il est indispensable de tenir compte de cette variation lorsqu'on veut apprécier les changements qui se sont produits dans la répartition de la propriété ou des exploitations. Si elle est trop considérable, toute comparaison devient peu sûre à moins qu'on ne puisse en déterminer la cause. En rapprochant les nombres des propriétaires et des occupants, on n'obtient pas non plus de résultat absolument sûr : dans beaucoup de documents, la proportion des propriétés demeurées indivises est considérable. A Wervick, en 1782, il y en a 48 sur 211 propriétés paysannes ; la matrice cadastrale de 1811 n'en compte plus que 17 sur 219. La plupart du temps, ces propriétaires sont dénommés en bloc : les hoirs, les héritiers, les ayants-droit, les enfants, les mineurs, les frères et sœurs et on n'a aucun moyen d'en connaître le nombre. Ainsi ne peut-on pas attacher une valeur rigoureuse à la comparaison dont nous parlons. Pour les occupants, la diffi-

culté est encore plus grande : c'est par exception que sont mentionnées les familles qui n'occupaient qu'une partie de maison et non une habitation indépendante avec courtil ou jardin. On rencontre très fréquemment dans les états de sections des articles qui, après avoir indiqué la superficie de la parcelle, ajoutent : « avec une maison (ou plusieurs) à deux (ou plusieurs) demeures », en indiquant seulement le nom du propriétaire et de son principal locataire : on doit supposer qu'une ou plusieurs de ces « demeures » étaient louées ou sous-louées, mais on ne peut évaluer le nombre de ces locataires. Seuls, les états de sections de Flêtre, pour 1791, les indiquent régulièrement : ils sont au nombre de 90, soit le quart du nombre total des occupants et le tiers des domiciliés. Dans les rôles de vingtièmes, on trouve quelquefois, après la liste des occupants, celle des habitants taxés « à raison de leur faculté », mais sans indication d'occupation. A Hecq, en 1785, il y en a 14 dans ce cas à la suite d'un état de 47 occupants. A Haverskerque, en 1789, on impose 40 habitants dont 8 « pauvres » sans leur attribuer comme aux autres une propriété, ou une occupation, soit un cinquième des domiciliés <sup>1</sup>. Et il pouvait y avoir en outre des locataires non imposés. Si utiles que soient ces indications, elles sont fragmentaires et ne rendent pas les comparaisons plus satisfaisantes.

Quant aux différentes catégories de ruraux : cultivateurs, manouvriers, artisans et marchands ou occupés d'industrie, enfin clercs, greffiers, gardes et maîtres d'école, il est assez rare que les documents nous permettent de les distinguer avec sûreté. On comprend qu'on ne se souciât guère d'indiquer la profession de l'occupant qui payait l'impôt foncier : ou bien, c'était un cultivateur proprement dit et il paraissait superflu de le dire ; ou bien il était difficile de déterminer la profession principale de l'intéressé, souvent ménager, journalier et artisan tout à la fois. Ce sont les artisans qualifiés, maîtres et ouvriers, les mar-

---

<sup>1</sup> Au rôle de 1772, figurent 43 imposés qui n'ont ni propriété ni occupation, dont 20 « pauvres ». En outre il y a 3 « pauvres » parmi les occupants et un « pauvre » propriétaire et occupant.

chands qui sont le plus fréquemment désignés avec le clerc, le garde et le barbier-chirurgien. On possède bien quelques documents suffisamment explicites, notamment quelques rôles de la contribution mobilière, qui permettent de calculer les proportions numériques des diverses catégories de la population rurale, mais il faut renoncer à toute statistique proprement dite.

Quand on étudie la question agraire, on ne tarde pas à se rendre compte que les mouvements de la population en sont un des facteurs les plus importants. Nous disposons à cet égard de deux sortes de documents.

Dans la dernière décade de l'Ancien Régime, les intendants de Lille et de Valenciennes prirent l'habitude de faire dépouiller chaque année les actes de catholicité et de dresser des tableaux du mouvement de la population d'après les renseignements ainsi recueillis. Quelques-uns ont été conservés. Les actes de catholicité étaient tenus avec un soin inégal, mais, à la veille de la Révolution, dans nos provinces, il ne pouvait pas y avoir d'omissions. Si l'on veut embrasser une période plus étendue, et, d'ailleurs, essayer d'apprécier la valeur relative de l'accroissement, il faut avoir recours aux recensements. On en fit un en 1790 par le moyen de l'enquête sur la mendicité. On dressa aussi des tableaux en 1778 et vers 1782, pour le Hainaut et le Cambrésis, à l'occasion des rectifications de limites qu'on voulait opérer entre ces provinces et la Flandre. L'exactitude de ces recensements est douteuse : il n'est pas vraisemblable qu'on ait procédé à un dénombrement ; la valeur de l'évaluation devait varier d'un village à l'autre et il est fort probable que les gens de loi avaient tendance à diminuer le nombre de leurs administrés. Cependant, ils peuvent donner une idée de l'ordre de grandeur des faits démographiques. Antérieurement à 1778, on n'a plus que les renseignements locaux fournis par quelques registres de délibérations et surtout les évaluations de population des rôles d'impôts et de corvées du Hainaut et du Cambrésis : ces dernières naturellement sont plus suspectes encore.

Quelques-uns de ces documents sont particulièrement importants en ce qu'ils nous font connaître le nombre des feux : tel sont les tableaux de l'enquête sur la mendicité en 1790 ; tels

sont aussi les rôles de vingtièmes du Hainaut et du Cambrésis qui parfois dénombrent aussi les chefs. Malheureusement, les rédacteurs ne définissent jamais le feu. L'exemple des paroisses qui avaient des bois communaux prouve qu'il y avait des ménages ou des chefs qui avaient feu commun; mais le nombre des feux devait, en général, être peu différent de celui des chefs. En calculant le rapport du nombre des propriétaires domiciliés à celui des feux, ce qu'on ne peut faire avec régularité qu'au moyen des états de 1790 qui en donnent seuls une liste complète, on doit néanmoins admettre qu'on obtient une proportion trop favorable; mais, d'autre part, il y avait, parmi les propriétaires, des enfants, des femmes mariées et des célibataires au pain de leurs parents: l'opération ne doit donc pas donner un résultat très éloigné de la réalité.

Il importait de montrer combien les documents sont imparfaits: les indications qu'on en a tirées ne peuvent jamais avoir qu'une valeur approximative. D'autre part, si l'on est renseigné sur un peu plus de 200 communes — soit un peu moins du tiers —, il faut observer que les différentes régions ne sont pas également représentées; enfin, d'une commune à l'autre, les proportions varient parfois très sensiblement entre les différentes classes de propriétaires, en sorte que l'adjonction d'une paroisse pourrait modifier la moyenne indiquée dans nos tableaux: chaque région est caractérisée moins en elle-même que par rapport aux autres. C'est une conclusion qu'on peut étendre à tous les renseignements qu'on tire des documents fonciers et, par conséquent, pourvu qu'ils manifestent des contrastes bien marqués, ils peuvent mettre en lumière soit l'aspect des régions géographiques, soit la condition respective des différentes classes, soit le sens de l'évolution sociale.







MER DU NORD

P. Canal. R. O.

Calais Bourbourg Colme R. Berques S. Vnoxe Ekeobek Watten Carrel Steennoorde Ypres

S. Omer

Hasebrouck

Blaringhem

Merville

Baillert Haubourdin

La Bassée

Deule R.

Armentie

Seclin

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

Arche

CARTE

DU DÉPARTEMENT

DU NORD.

\* Chef lieu du Département

† Chef lieux des Districts

° Chef lieux des Cantons 20 Longitude du Meridien de l'île d'

Ribecourt

DÉP D.

LA SOMME

Longitude du Méridien de Paris

2

Communes de 2283 toises, et de 25 au Degré

5

10

15

Toutes les Cartes de Departemens. qui Suivront.  
seront sur la même échelle que celle ci.



50

D. DE L'ATLAS

22



## CHAPITRE PREMIER

### LE PAYS ET SON ADMINISTRATION

#### I. - LES RÉGIONS NATURELLES

Trois régions naturelles, que les géographes ont décrites, se partagent le département : au Nord, la plaine basse des Flandres ; au Sud, la haute plaine du Cambrésis et du Hainaut septentrional ; au Sud-Est, les abords de l'Ardenne. Bien que du Nord au Sud, le climat ne reste pas identique à lui-même, elles se distinguent surtout par la nature du sol et la situation géographique.

La Flandre est une plaine argileuse, mais beaucoup moins uniforme qu'on ne l'imagine souvent. Au bord de la mer du Nord, s'étend la plaine maritime, reconquise par l'homme durant les premières siècles du Moyen Age. Son altitude dépasse de peu le niveau de la mer et vers l'Est, dans la région des Moères, lui est souvent inférieure. La barrière des dunes et la nappe d'eau douce qui remplit ses fossés et imprègne ses terres la défendent contre l'irruption et contre l'infiltration de la mer. Mobiles, les dunes étaient pourtant aussi un danger au XVIII<sup>e</sup> siècle pour les régions voisines et l'eau douce, sans cesse accrue par les pluies et par les rivières, l'Aa, l'Yser, descendues de l'Artois et du pays au



bois, menace sans cesse la plaine de submersion; les lacs des Moères tendent perpétuellement à se reformer. Un réseau de canaux éclusés et de fossés, les watergands, entretenus par l'administration autonome des watteringues, dont l'origine remonte au moyen âge, prévient l'inondation sans laisser d'entretenir l'humidité protectrice. Sans arbres et, bien que fertile, particulièrement douée pour l'élevage en pâture, la plaine maritime, aux fermes souvent importantes, se distingue nettement de la Flandre intérieure qui commence à la Colme et au canal d'Hondschoote, pour finir au sud de Lille, et dont la plaine de la Lys occupe le centre.

C'est aussi une plaine, mais moins basse et plus diverse d'aspects. Des éminences de sables et de grès tertiaires y subsistent ça et là, tandis que les rivières, Lys, Deûle et Marque, y ont déblayé de vastes cuvettes marécageuses où l'on voit reparaître les fossés de drainage et les levées qui, comme dans la plaine maritime, forment digues et, en même temps, portent les chemins et souvent les habitations. Au nord de la Lys, de Watten à Bailleul, s'alignent les collines de Flandre. C'est le *Houtland*, le *pays au bois*, dont les arbres s'éparpillent, autour des fermes isolées, dans les pâtures closes de haies. Les *clîtres*, glaises peu fertiles, y sont assez abondantes: c'est un pays moins riche et, en même temps, plus peuplé que la plaine maritime. La plaine de la Lys, particulièrement large au sud d'Hazebrouck et de Bailleul, bien qu'en partie couverte par la forêt de Nieppe, est plus monotone, mais mieux douée pour la culture. En rapports étroits avec la région lilloise par sa situation et par sa rivière, elle lui était étroitement associée dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. A l'ouest de Lille, elle touche au pays de Weppes où une terrasse argileuse la sépare de la plaine de la haute Deûle, à peine moins large, mais qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, demeurait plus marécageuse. Au nord-est de la grande ville, le Ferrain, au contraire, se rapprochait plutôt du pays au bois.

Au sud de Lille, dès les portes mêmes de la ville, s'annonce la transition vers la plaine méridionale: le calcaire y paraît pour constituer une plaine riche et découverte, limitée à l'Ouest par la vallée de la Deûle et sillonnée par la dépression de la Marque. On y attache d'ordinaire le nom de Mélandois et elle formait aussi au Sud-Ouest une partie du Carembault. Plus au Sud encore, l'argile et la sable reparaissent dans la Pévèle, avec quelques-uns des caractères du pays au bois, les arbres et les haies. Enfin la vaste plaine de la Scarpe, couverte encore de marais au XVIII<sup>e</sup> siècle, entrecoupée de forêts, marque la véritable limite de la Flandre. Son rebord méridional s'appuie au flanc des couches crayeuses qui plongent vers le Nord sous les argiles flamandes.

C'est entre la Scarpe et l'Escaut, dans le pays qu'on appelait au Moyen Age l'Ostrevent, que l'on passe à la région méridionale: à l'Est, les forêts de Raismes, de Vicoigne et de Bonsecours y séparent du Hainaut la Flandre et le pays de St-Amand; au sud-est de Douai, les grès dominent le pays en rides allongées; mais au centre, le calcaire s'y étale au nord de l'Escaut, dans l'ancienne châellenie de Bouchain: c'est l'extrémité de la plaine picarde dont les plateaux, s'inclinant peu à peu vers le Nord, constituent le Cambrésis et le Hainaut septentrional. A leur surface, la craie n'apparaît point. Le sol arable est généralement constitué par un limon très argileux, la terre à brique, plus rarement par un limon plus sablonneux et plus léger, l'*ergeron*, qui, par ses qualités naturelles, l'emporte sur tous les autres. Les sables tertiaires subsistent çà et là, principalement dans le sud du Cambrésis et portent quelques forêts qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, étaient plus étendues qu'aujourd'hui. La craie apparaît sur les versants et dans les ondulations tantôt sèches, tant parcourues par des riots souvent temporaires; mais c'est bien elle qui donne son aspect au pays: le pla-

teau est généralement sec et les habitations y sont groupées en gros villages; les vallées, peu nombreuses, contrastent fortement avec lui par leurs eaux, leurs prairies et même, parfois, leurs marais et leurs tourbières. Ces vastes surfaces, découvertes et sèches, s'opposent nettement à la plaine humide et verdoyante des Flandres: aux yeux d'Arthur Young, l'apparition, au delà de Bouchain, de la pâture close, plantée d'arbres, marquait le commencement des Pays-Bas.

Mais elles ne se distinguent pas moins du Hainaut méridional. Quand de l'Escaut ou du Câteau, on s'avance vers la Sambre, le sol se relève, la craie s'amincit; dans les vallées, on voit s'étaler aux abords de Catillon, du Quesnoy, de Bry et de Wargnies, les *dièves* marneuses qui, entretenant l'humidité, font reparaître l'herbage, la haie, les arbres; la forêt, sur de grands espaces, finit par prendre possession du pays. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, au nord de la forêt de Mormal, du Quesnoy à Bavai et Maubeuge, et au Sud, de Landrecies à Maroilles et Avesnes, la transition était plus graduée qu'aujourd'hui: la culture occupait encore, dans beaucoup de paroisses, la majorité des terres et ce fut seulement en 1773 que l'édit de clôture permit de multiplier les haies; mais déjà, par contraste, cette région méritait le nom d'herbagère. Plus à l'Est, les terrains primaires à leur tour surgissent dans les fonds et, sous la méridien d'Avesnes, prennent possession de la surface même du plateau: ce sont surtout des *agaïses*, schistes fissurés qui nourrissent des herbages médiocres; au XVIII<sup>e</sup> siècle, les forêts étaient beaucoup plus étendues qu'aujourd'hui dans cette région extrême et les formes les plus primitives de l'agriculture s'y conservaient encore.

Au regard du cultivateur, la région herbarière avec son sol rocailleux ne pouvait soutenir la comparaison avec les deux autres; d'entre celles-ci, la terre arable du Cambrésis et du Hainaut septentrional, bien qu'elle manquât aussi de chaux, l'emportait de beaucoup sur la Flandre par ses qua-

lités naturelles. Mais, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le progrès technique et la capacité productive des deux régions n'étaient nullement en rapport avec leurs aptitudes originelles. A cette époque, l'agriculture flamande avait déjà un caractère moderne et pouvait soutenir la comparaison avec celle de l'Angleterre, tandis que la plaine méridionale demeurait attachée aux pratiques et aux productions traditionnelles : c'était la Flandre qui leur servait de modèle et la perfection de la culture diminuait du Nord au Sud. Sans que les origines de la culture flamande aient été étudiées de près, on sait que ses progrès avaient eu pour cause le développement de la civilisation urbaine que la Flandre, au Moyen Age, dut à la prospérité de son commerce et de son industrie. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce stimulant ne cessait point d'agir. L'essor de l'industrie permettait à la population de croître, multipliait les voies de communication, exigeait des charrois sans cesse plus nombreux : l'agriculture en profitait. C'était la région lilloise, la plus riche en agglomération citadines et industrielles, qui était le mieux cultivée, et la plaine de la Lys, grâce à son voisinage, l'emportait aussi sur le pays au bois et la plaine maritime. Le Sud n'était pas dépourvu d'industries, mais Valenciennes seule, au seuil de la Flandre, était une grande ville de commerce. Le textile, qui avait pris un grand développement dans le Cambrésis, s'y trouvait presque exclusivement rural ; la *mulquinerie* ne s'alimentait même pas dans le pays et tirait ses lins de la plaine de la Scarpe. Dans le Hainaut méridional, les industries du bois et de la pierre, une grande partie de la métallurgie étaient nettement villageoises. La Flandre s'opposait donc à toute la région méridionale à la fois par la prospérité de son agriculture, sans cesse tenue en éveil par l'extension du marché urbain, et par celle de son industrie qui offrait au paysan un travail d'appoint plus abondant et plus régulier que partout ailleurs.

C'est sans doute aussi par l'ancienne histoire de nos pays que la répartition de la propriété, telle qu'elle nous apparaît à la fin de l'Ancien Régime, pourrait trouver une explication partielle. La prospérité du commerce et de l'industrie rend compte de l'extension prise par la propriété bourgeoise en Flandre et surtout dans la plaine maritime: mais s'est-elle développée aux dépens du clergé et de la noblesse? les privilégiés ont-ils toujours été réduits à la médiocrité où nous les trouvons à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle? Entre la Flandre, où la féodalité n'avait pas à cette époque de profondes racines, et le Hainaut-Cambrésis, où la propriété ecclésiastique et nobiliaire était si étendue et le régime seigneurial si oppressif encore, il est probable qu'il y a toujours eu un contraste dont l'origine pourrait remonter à la mise en culture du pays et à l'occupation primitive. En ce cas, l'opposition que nous ne cesserons de constater entre le nord et le sud du département aurait pour cause première les conditions géographiques qui déterminèrent les modes d'appropriation et de défrichement et peut-être des différences ethniques, comme le soupçonne M. Blanchard en ce qui touche à l'habitation. La répartition de la terre entre les exploitants constitue un autre problème qui n'est guère moins obscur. Le facteur démographique a joué certainement son rôle. Si la Flandre est un pays de petite exploitation, c'est sans doute en partie qu'elle est aussi un pays très peuplé, mais la nature du sol et la perfection de la technique agricole paraissent avoir exercé une certaine influence. C'est par la compacité du sol exigeant de forts attelages que M. Blanchard explique les grandes fermes de la plaine maritime, et la persistance des vastes exploitations dans le Cambrésis semble avoir été liée, dans quelque mesure, à celle de la jachère. Enfin la répartition de la propriété a dû exercer une action profonde.

En étudiant la révolution agraire dans le Nord, il serait précieux du pouvoir la rattacher au passé et, par lui, aux



conditions géographiques du pays lui-même; mais dans l'état de nos connaissances, les hypothèses même ne nous sont pas permises.

## II. - LES ANCIENNES PROVINCES ET LE DÉPARTEMENT

Le département du Nord fut constitué aux dépens des provinces belgiques conquises pendant le règne de Louis XIV, mais dont la frontière extérieure avait été légèrement modifiée en 1769 et en 1779 par les traités dits des frontières: il réunit toute la Flandre, le Hainaut et le Cambrésis presque entiers et quelques parties de l'Artois et de la Picardie. En 1789, ces différentes provinces étaient groupées en deux généralités: celle de Flandre et Artois ou intendance de Lille, et celle du Hainaut ou intendance de Valenciennes à laquelle était incorporé le Cambrésis et qui comprenait en outre une partie du département actuel des Ardennes et les enclaves du Hainaut autrichien. Mais cette simplicité n'était qu'apparente: en réalité chaque province se gouvernait séparément et suivant des usages particuliers.

L'Artois, la Flandre wallonne et le Cambrésis étaient pays d'Etats. En Artois, la noblesse avait la prépondérance, et en Cambrésis le clergé; en Flandre wallonne, les grands bail-lis, représentants des quatre seigneurs hauts justiciers, maîtres du plat pays, partageaient l'autorité avec l'oligarchie bourgeoise des trois villes principales, Lille, Douai et Orchies. Le Département de Flandre maritime n'avait point d'Etats: l'assemblée formée des délégués de ses châtellemies et territoires ne votait pas l'aide; mais en face du roi et de l'intendant, elle n'en représentait pas moins la province et avait réussi à sauvegarder en partie son autonomie, c'est-à-dire, en réalité, celle des châtellemies gouvernées par des oligarchies municipales qui, sauf dans celle de Bailleul, ne



faisaient aucune place aux représentants des paysans : la Flandre maritime était une sorte de fédération de châtelainies et la bourgeoisie y dominait exclusivement. Quant au Hainaut, ce fut seulement en 1787 qu'il se vit accorder une assemblée provinciale : jusque-là soumis à l'autorité absolue de l'intendant, c'était lui qui se rapprochait le plus des pays de l'ancienne France. Cependant, il n'était point parfaitement homogène : le poids des impôts y variait avec la date de l'annexion, et toute autonomie n'avait pas disparu dans certains de ses cantons. La châtelainie de Bouchain, la prévôté de Mortagne et celle de St-Amand entretenaient elles-mêmes leurs chemins au moyen de droits sur les boissons dont on leur laissait la disposition ; la prévôté de St-Amand avait une assemblée purement administrative, mais connue sous le nom d'Etats. L'abbé de St-Amand y régnait en maître, mais les villages y étaient représentés. Dans le reste du Hainaut lui-même la noblesse demeurait très influente ; le bailliage de Condé était seigneurial ; il formait une subdélégation et le prince de Croy y était tout puissant. Aussitôt créée, l'assemblée provinciale, sous l'influence de l'aristocratie laïque, annihila en grande partie l'autorité de l'intendant.

Les pays belgiques jouissaient aussi d'une certaine autonomie judiciaire. Le Hainaut, le Cambrésis et la plus grande partie de la Flandre relevaient du parlement de Douai ; une partie de la Flandre maritime et l'Artois, du Conseil d'Artois, et par là du parlement de Paris. Mais surtout, elles étaient séparées du royaume par la barrière douanière des cinq grosses fermes, tandis qu'une autre s'interposait entre elles et les Pays-Bas autrichiens. Leur incorporation au royaume demeurait donc inachevée. Toutes les classes sociales y étaient favorables à l'unification économique par le recule-ment des barrières et l'institution d'un système national de mesures ; mais quant à la fusion administrative, il en allait

autrement. L'autonomie dont ces pays jouissaient les avaient préservés de certains impôts, comme la gabelle, et, le Hainaut excepté, de la corvée royale. Outre que, par sa richesse foncière, elle tenait dans la sujétion une nombreuse clientèle, l'aristocratie pouvait compter, pour défendre son autorité, sur la complicité de beaucoup d'intérêts particuliers. Elle trouvait aussi un appui naturel dans l'esprit particulariste si fortement enraciné dans les villes des Pays-Bas par le développement incomparable de la vie urbaine qui avait marqué la fin du moyen âge.

C'était sans doute la fusion intellectuelle qui était la plus incomplète. Non seulement le clergé était, au point de vue temporel, le maître presque absolu du Cambrésis, mais il jouissait dans toutes les provinces belgiques d'un ascendant extraordinaire. Au cours de troubles religieux du XVI<sup>e</sup> siècle, et surtout après leur séparation d'avec les Provinces Unies, la persécution les avait expurgées de tous les hétérodoxes. Ainsi sélectionnée, la population avait été soumise en outre à une propagande très active. Les Jésuites, notamment, s'étaient installés dans toutes les villes et l'université de Douai, créée par Philippe II, avait absorbé avec eux presque toute l'activité intellectuelle du pays. Non seulement la conquête française n'avait pas affaibli l'autorité du clergé, mais elle n'avait porté aucune atteinte à l'organisation religieuse des anciens Pays-Bas espagnols. En 1789, la Flandre était partagée entre les évêchés français d'Arras et de St-Omer et les évêchés belges d'Ypres et de Tournai; l'archevêché de Cambrai s'étendait à peu près par moitié des deux côtés de la frontière. Le clergé du Nord était ainsi en rapports intimes avec celui des Pays-Bas autrichiens. Or les réformes religieuses de Joseph II avaient provoqué dans ces derniers une violente agitation et le clergé joua un grand rôle dans la révolution belge. Les patriotes français sans doute ne furent pas seuls à méditer l'exemple des Brabançons.



## CHAPITRE II

### LA RÉPARTITION DU SOL

#### I. - LA PROPRIÉTÉ: RÉPARTITION D'ENSEMBLE

Comme on l'a dit, on a pu étudier la répartition de la propriété dans 208 villages, un peu moins du tiers, et pour une superficie d'environ 150.000 hectares, un peu plus du quart du département. Considérés dans leur ensemble et sans distinguer entre les régions, nos documents attribuent 31,9% du sol aux paysans, 17,2 aux bourgeois, 22 à la noblesse, 22,4 au clergé, 2,7 aux hôpitaux et tables des pauvres, 3,8 aux biens domaniaux, communaux, etc.

Appliqués à la superficie totale du département, ces coefficients sont un peu trop élevés parce que nos sources ne tiennent compte que de la surface cultivée, plantée ou bâtie: le déficit peut être estimé à 4%. Après correction, celui du clergé, par exemple, serait ramené ainsi à 21,5%.

D'autre part, on peut contrôler ce dernier puisqu'on connaît l'étendue approximative des biens ecclésiastiques devenus nationaux; elle ne dépasse guère 110.000 hectares, soit 19% de la surface du département. L'écart des deux évaluations est sensible: la première, en effet, appelle une correction nouvelle. On se rend compte aisément que si l'on possédait des documents pour toutes les communes ou seulement pour

une superficie proportionnée à celle de chaque région, la différence serait sensiblement réduite. Le Cambrésis, le Hainaut septentrional, l'Ostrevent, la plaine de la Scarpe, où le clergé était le plus puissant, sont représentés dans nos calculs par le tiers de leurs communes, le pays au bois de la Flandre maritime et la région herbagère du Sud-Est, qui réunissent une superficie comparable et où le clergé était quatre ou cinq fois moins riche, par un quart seulement de leurs paroisses. Par contre, le roi possédait dans le Nord les forêts de Nieppe, de Phalempin et de Mormal, environ 12.000 hectares, soit plus de 2% du département, qui ne sont pas comprises dans nos sources, non plus d'ailleurs que les dunes et les moères de la Flandre maritime. Il faudrait, de ce chef, porter à 5% au moins la proportion des biens domaniaux et communaux, et réduire celle du clergé.

Il y a lieu de penser qu'au contraire, la part des nobles ne diminuerait pas si la statistique était complète: médiocre dans le pays au bois, elle était très considérable dans la région d'Avesnes et dans l'Ostrevent oriental. Près de 10.000 hectares de forêts, qui nous sont connus comme leur appartenant, ne figurent pas dans nos calculs. Il ne semble pas que les autres classes seraient très touchées non plus. En fin de compte, la répartition d'ensemble serait donc la suivante:

Clergé: 19 à 20%.

Noblesse: 21 à 22%.

Bourgeois: 16 à 17%.

Paysans: 30 à 31%.

Biens domaniaux, communaux, etc.: 5 à 6%.

Hôpitaux et tables des pauvres: 2 à 3%.

Chemins, rivières canaux, etc.: 4%.

Le trait le plus remarquable est la modicité relative de la richesse foncière du clergé dans un département où les administrateurs de l'Ancien Régime la considéraient comme

exorbitante. « Dans la Flandre et le Hainaut particulièrement, observait, en 1788, l'intendant Sénac de Meilhan, la plus grande partie des propriétés est entre les mains des gens de mainmorte...; dans le Cambrésis seul, leurs possessions sont dans la proportion de 14 à 17 », c'est-à-dire de plus de 82%. Les révolutionnaires n'avaient aucune raison de révoquer en doute l'opinion de l'administration royale et n'avaient pas les moyens de la contrôler. En réalité, elle n'était exacte que pour quelques villages; même pour le Hainaut et le Cambrésis, elle s'éloignait beaucoup de la vérité; pour la Flandre, elle était complètement erronée. Si étroites que paraissent les limites d'un département, on ne peut pas s'en tenir aux proportions que nous venons d'indiquer: chaque région avait les siennes et, au vrai, ce sont elles qu'il importe surtout de déterminer.

## II. - LA PROPRIÉTÉ: RÉPARTITION RÉGIONALE

### A) *La plaine du Cambrésis et du Hainaut.*

C'était pour le clergé un pays d'élection. Il l'emportait particulièrement dans le futur district de Cambrai: il y possédait 40% du sol et, dans 40 villages, il dépassait cette proportion. L'archevêque, les chapitres de Cambrai et les abbayes de la province étaient les principaux propriétaires. Le plus grand nombre des paroisses où se manifestait particulièrement leur prépondérance étaient situées entre l'Escaut et la Sambre, de part et d'autre de la Selle: un premier groupe à l'Ouest, de Caudry à Carnières et Boussières, de Béthencourt à Awoingt, Séranvilliers et Esnes; un second, entre la Selle et la Sambre, comprenant la plupart des paroisses de la châtellenie du Câteau; un troisième au Sud, de Reumont à Selvigny; un quatrième au Nord, entre la Selle



et l'Erclin, de Neuville à St-Aubert. Mais sur le haut Escaut s'étendaient aussi les domaines des abbayes de Vaucelles et de Honnecourt et, très considérables étaient aussi les biens ecclésiastiques à l'Ouest du fleuve, dans les villages de Villers-Plouich et de Ribécourt, aux environs de Cambrai et, plus au Nord, sur les bords de la Sensée.

Autour de ces domaines compactes, la maîtrise du clergé fléchissait, d'ordinaire au profit de la noblesse. Sa part devient inférieure à la moyenne et tombe même fort au-dessous dans une zone allongée au centre, d'Est en Ouest, d'Inchy à Cantaing par Lesdain, Masnières et Marcoing. Une autre, vers le Sud, amorcée à l'Ouest de l'Escaut vers Villers-Guislain, se prolonge à l'Est, en accentuant son caractère, et marque la lisière de l'antique forêt d'Arrouaise. A l'extrémité occidentale, plusieurs villages dénoncent l'approche de l'Artois où la noblesse prenait le pas sur le clergé. Enfin au Nord-Est de Cambrai, à l'Est de l'Escaut, un groupe étendu de villages, où l'Eglise n'était pas très riche, s'interposait entre ses grands domaines du Cambrésis et ceux de la région de Bouchain. Mais il est bien rare que la proportion des biens ecclésiastiques tombe au niveau de la Flandre: 9 villages seulement du district de Cambrai en ont moins de 12%.

Lorsqu'on s'éloignait vers le Nord, la prépondérance du clergé, toujours sensible, devenait moins imposante. Deux régions néanmoins soutenaient la comparaison avec le Cambrésis: la plus importante s'étendait de l'Escaut jusqu'au cours supérieur de l'Ecaillon; l'autre se trouvait au Nord-Est, principalement au delà de la Rhônelle, gagnant les abords de Valenciennes, à Marly et Onnaing. Entre Ecaillon et Rhônelle, le clergé était beaucoup moins avantagé. Enfin, au Nord de l'Escaut, il se retrouvait fortement installé dans la partie méridionale de l'Ostrevent, sa puissance faiblissant à mesure que la craie disparaît sous l'argile, le sable ou le grès. De la Sensée au voisinage de Valenciennes, 7 com-

munes sur 27 avaient aussi plus de 50% de biens ecclésiastiques, 4 plus de 40% et 4 seulement moins de 10%, proportion également comparables à celles du Cambrésis. Au total, la plaine méridionale, sur 185 communes, n'en présentait que 13 où le clergé n'eût point le dixième du terroir et, dans 53, soit plus du quart, il possédait plus de la moitié du sol.

Cependant la noblesse n'était pas évincée. Les documents fonciers lui accordent 13,78% dans le Cambrésis, et 16,13 dans le Hainaut, ensemble 14,59, un peu plus du tiers de la part du clergé. Dans les subdélégations de Cambrai et du Câteau, il y avait 85 seigneuries ecclésiastiques et seulement 50 laïques. Elle n'en avait pas moins la suprématie dans quelques villages. Au centre même du Cambrésis, elle l'emportait à Troisvilles, à Lesdain et probablement dans plusieurs paroisses voisines. A Inchy, 75% du sol appartenait au comte de Clermont. Dans bon nombre de villages de la vallée de l'Escaut et des abords de l'Artois, les nobles balançaient la puissance du clergé ou la dépassaient. Enfin ils étaient bien pourvus sur la lisière méridionale du Cambrésis et au Nord de Cambrai, le long de l'Escaut. Au contraire, ils ne possédaient presque rien dans la châtellenie du Câteau. Quelques-uns, sans avoir de grands domaines d'un seul tenant, avaient une grande fortune foncière, comme Mairesse de Pronville, dont on retrouve les propriétés dans 26 villages au moins, et Grenet de Blérancourt, possessionné dans 22 paroisses. Tous n'étaient pas, à proprement parler, du Cambrésis. Quelques familles appartenaient aussi au Hainaut comme les Villers au Tertre, à la Flandre comme Grenet, surtout à l'Artois, comme les d'Havrin court et de Coupigny.

La propriété nobiliaire allait se fortifiant vers le Nord. Dans le Hainaut septentrional, 45 seigneuries sur 82 appartenaient à des nobles; le clergé n'en avait que 26. Ils l'emportaient dans la région de Solesmes, à Querenaing,

propriété du marquis de Vignacourt, sur les confins orientaux, enfin au Nord-Ouest, de part et d'autre de l'Escaut. Aux nobles du Hainaut, qui dominaient, de la Flandre et du Cambrésis, commençaient à s'adjoindre ceux des Pays-Bas autrichiens. Valenciennes aussi avait poussé dans leurs rangs quelques-uns de ses bourgeois.

Tandis que les privilégiés possédaient ainsi 56% du sol, la bourgeoisie était réduite en moyenne à 8% et venait partout au dernier rang. Elle était assez bien pourvue dans quelques villages des environs de Cambrai où nobles et bourgeois réunis l'emportaient ainsi sur le clergé. Ça et là, elle avait même l'avantage sur la noblesse; ce cas devenait fréquent dans le châtelainie du Câteau parce que la noblesse y était faiblement représentée; mais, sauf au Câteau même, la bourgeoisie n'en était pas plus avantagée pour cela. D'après les documents qui nous restent, sa propriété foncière aurait été un peu moins étendue dans le Hainaut septentrional que dans le Cambrésis. Son rôle n'est pas moins effacé dans l'Ostrevant. Cependant la bourgeoisie valenciennoise était riche et possédait quelques seigneuries; Boursier, seigneur de Ruesnes et de Louvignies-Quesnoy, avait une grosse fortune en terres. Il est à peu près certain que la proportion des biens de la bourgeoisie serait plus élevée si nos sources étaient plus nombreuses, notamment pour les environs de Valenciennes: à Denain et à Vicq, elle était de 20% et dépassait celle des nobles. Mais elle resterait sûrement inférieure à celle du département et n'excéderait guère 10%.

Quelle était donc enfin la part des paysans? un peu plus du quart, 28%, dans le Cambrésis; un peu plus du tiers, 37%, dans le Hainaut du nord, si l'on tient compte de quelques rôles de vingtièmes, médiocrement sûrs, comme ceux de Solesmes ou d'Haussey, qui leur sont très favorables. D'une paroisse à l'autre la proportion variait beaucoup. Il y avait des villages où les privilégiés ne laissaient presque rien

aux paysans: 9% à Inchy, 11% à Montay, souvent moins du cinquième ou du quart. Et cependant, bien que la plaine ne leur fût pas clémente, elle n'en formait pas moins transition entre la région herbagère et les pays de l'Ostrevent et de la Scarpe: dans ces derniers, les paysans étaient plus mal traités encore.

### B) *L'Ostrevent et la plaine de la Scarpe.*

C'étaient, par le régime de la propriété, les régions les plus aristocratiques. Dans l'ensemble de l'Ostevent, la richesse du clergé était sensiblement moindre que dans le Sud: les villages étudiés ne lui attribuent que 29% du terroir; dans 12 communes seulement sur 66, il dépassait 50%. En effet, si l'Ostrevent méridional et central prolongeait la plaine méridionale au point de faire corps avec elle, malgré la coupure de l'Escaut, on y voyait cependant les domaines des nobles s'accroître, puis dominer çà et là et ils l'emportaient presque partout à l'Est et à l'Ouest. Au total, les documents fonciers leur attribuent un tiers du pays et cette moyenne est certainement inférieure à la réalité. Dans l'Ostrevent occidental même, où les nobles de toutes les provinces circonvoisines se partageaient le terroir, ils avaient le pas sur le clergé dans 17 communes sur 23. Mais c'était surtout dans la région forestière de l'Est que ce dernier s'effaçait: s'il demeurait puissant autour de l'abbaye de Vicoigne, il ne détenait pas 10% du sol dans les deux tiers des villages. La noblesse possédait les quatre cinquièmes des bois et probablement 35 à 40% du pays: les grands seigneurs des Pays-Bas, le prince de Croy et le prince d'Aremberg, comte de Lamarck, y tenaient le premier rang.

Le plaine de la Scarpe était un peu plus favorable au clergé: il dominait autour des nombreuses abbayes qui avaient entrepris au Moyen Age le dessèchement de la vallée.

Les mêmes circonstances l'avaient pareillement favorisé dans la plaine de la Haine et de l'Hogneau, autour de l'abbaye de Crespin. Mais hors du voisinage immédiat des abbayes, son ascendant s'évanouit promptement et le nombre des communes où il ne possédait pas 10% du sol s'accroît encore. Les nobles, un peu moins riches que dans l'Ostrevent, détenaient la moitié des seigneuries et le quart du sol. Comme le clergé, ils étaient cantonnés plus étroitement qu'ailleurs par la forêt ou le marais.

En résumé, les privilégiés possédaient au moins 62% du sol dans l'Ostrevent et 58% dans la plaine de la Scarpe. Cependant la part des bourgeois ne décroissait pas; les documents fonciers leur attribuent 9 et 7%, la proportion étant un peu supérieure aux environs de Douai et de Valenciennes. C'était donc la part du paysan qui se trouvait réduite. Dans l'Ostrevent, elle était de 18%, et encore 13 villages sur 22 étaient-ils au-dessous de la moyenne: à Hamel, la proportion tombe à 6%. La moyenne était à peu près la même dans la plaine de la Scarpe, mais il semble que les villages à faible pourcentage étaient un peu moins nombreux. Outre 4.000 hectares environ de forêts, la vallée comportait des marais très étendus. Si l'on ne tenait compte que du sol arable, le part des paysans approcherait sans doute de 40%. Ici, le lien était particulièrement visible entre la structure sociale et le caractère géographique de la région.

### C) *La région herbagère.*

Lorsqu'on abandonne la craie, vers l'Est, pour passer dans la région herbagère et forestière, on constate que la puissance du clergé diminuait brusquement. Dans la région de Bavai, les communes étudiées lui attribuent 14,58% du sol, moyenne peu supérieure à celle des Flandres. Le district d'Avesnes n'avait pas 12% de biens ecclésiastiques: ce



n'était pas le tiers de ce que possédait le Cambrésis. Cependant on retrouvait çà et là dans cette région des groupes étendus de domaines monastiques: on peut dire que la richesse du clergé y était liée surtout au progrès du défrichement et qu'elle décroissait en général quand on s'avancait vers la forêt.

Au Nord-Est du Câteau, au delà de Pommereuil et de Montay, son approche se manifestait subitement par une étonnante diminution du coefficient ecclésiastique qui tombait au-dessous de 20%. Des villages qui entouraient la forêt domaniale de Mormal, un seul avait 10% de biens du clergé, la plupart moins de 5%. C'étaient les nobles qui possédaient une grande partie d'Amfroipret, de Preux-au-Bois, de Bousies, de Sassegny, et, sans qu'on puisse l'exprimer numériquement, leur richesse n'était pas moindre en beaucoup d'autres lieux. Au nord de Mormal, dans la région de Bavai, où les bois s'espaçaient, la transition était plus graduée quoique rapide. Le groupe compacte de domaines ecclésiastiques qui s'étendait à l'Est de Valenciennes ne dépassait pas l'Aunelle, mais plus au Sud, on en retrouvait jusqu'à l'Est du Quesnoy, à Villereau. Au delà encore, leur coefficient se maintenait entre 10 et 20% à Potelle, Frasnay, Bry, Sebourg, Wagnies-le-Grand et même à Gussignies, Hon et St-Waast. Autour de Bavai encore, trois communes étaient comparables à celles de la plaine. Les nobles ne l'emportaient pas moins dans la plupart des villages. Les documents fonciers leur attribuent une moyenne de 36% qui, certainement, constitue plutôt un minimum. Au contraire, au Sud de Mormal, dans les cinq villages, installés autour de l'abbaye de Maroilles, dans la vallée de la Sambre et dans les vallées inférieures des deux Helpes, d'où les bois avaient à peu près disparus, le clergé possédait environ 25% du sol. Il n'existait là qu'un grand domaine noble: celui de M. de Trudaine à Favril; il comprenait précisément le bois du



Toaillon. On n'en connaît guère non plus sur les plateaux à peu près défrichés déjà qui s'étendent à l'Est de Mormal et au Nord de Maubeuge ainsi que sur le flanc méridional de la vallée de la Sambre: le chapitre de Ste-Aldegonde de Maubeuge, l'abbaye d'Hautmont, le prieuré d'Aymeries y occupaient au contraire une position assez forte. Au Nord de la Sambre, le clergé n'avait presque jamais moins de 12% du terroir et, dans quatre communes, sa part atteignait 40%. A Hautmont, Boussières et Aymeries, il possédait à peu près la moitié des terres et, en général le quart, dans les villages situés au Sud de la rivière, jusqu'à la Solre.

Mais, dès qu'on abordait la région forestière du Sud-Est, plus étendue qu'aujourd'hui, qu'on vînt de l'Ouest ou du Nord, la propriété ecclésiastique tombait ordinairement du cinquième au vingtième: dans plus des trois quarts des paroisses, elle ne couvrait pas un dixième du sol; dans plus de la moitié, elle était inférieure au vingtième et ne dépassait pas le plus souvent 1 ou 2%. La limite était nettement dessinée du côté de Maroilles, par Dompierre, les Fayts et Prisches et vers le Nord, par St-Hilaire, Semousies, Flourisies, Beaufort, Ferrière-la-Petite, Cerfontaine, Recquignies et Marpent. La propriété ecclésiastique était à peu près absente de toute la terre d'Avesnes. Elle reparaisait par îlots plus à Est; c'étaient, le plus souvent, de grandes fermes créées sur des essarts par des abbayes du pays ou de Belgique: Ste-Aldegonde à Coulsore et Colleret; St-Denis-en-Brocqueroy à Obréchies; Alne à Aibes; Liessies dans le village du même nom et aussi à Boulogne. Quelquefois, les essarts n'étaient que la moindre partie du domaine: l'abbaye de Liessies conservait ainsi en bois la plus grande partie du village dont elle possédait 95%; la moitié de la haye de Fourmies lui appartenait également et l'abbaye de Lobbes conservait le tiers du village de Moustier-en-Fagne dans la partie orientale de la forêt de Trélon.

La noblesse possédait 35 à 40% du pays. 10.000 hectares de forêts appartenaient à des grands seigneurs, étrangers à la province: celles d'Avesnes, de Sains et de Fourmies au duc d'Orléans, celle de Trélon au comte de Mérode, celle de Barbençon au comte de Taufkirch, celle de Jeumont au prince de Ligne. Il existait aussi quelques familles nobles dans la région, mais leurs domaines se trouvaient plutôt en marge de la forêt. Bady, comte de Normont, possédait une partie du sart de Dourlers, sur le plateau, au Nord d'Avesnes. Marguerite Bady avait ses terres à Lez-Fontaine, Sars-Poteries et Beaurieux. Le tiers du village de Rainsart appartenait à un autre Bady. Le chevalier d'Hennezel était propriétaire à Anor, à peu près dans la même proportion; Préseau d'Hugemont avait des domaines importants à Dompierre et à Floyon.

La bourgeoisie détenait peu de terres au Sud de la Sambre: 5 à 6% du terroir et même moins du côté de Maroilles. Elle n'était pas représentée dans beaucoup de villages. Mais elle jouait un rôle important dans quelques villages forestiers où elle présidait aux industries du fer et du verre. Au Nord de la Sambre, elle était plus riche. Nos sources lui attribuent une moyenne supérieure à 12% et pourtant elles ne nous renseignent pas sur la banlieue de Maubeuge où la bourgeoisie devait être assez influente. Cette moyenne est supérieure à celle du Cambrésis: les petites villes étaient ici plus nombreuses. Landrecies et Bavai avaient une subdélégation et un tribunal; Le Quesnoy se trouve à la lisière occidentale et la bourgeoisie de Valenciennes était représentée dans cette région.

D'un bout à l'autre de la zone herbagère, les paysans aussi étaient plus favorisés. A l'Est du Quesnoy, il semble que la moyenne du Cambrésis devenait un minimum et qu'en général les paysans possédaient plus d'un tiers du sol, même aux abords de Mormal. Au Sud de la forêt, aux alen-

tours de Maroilles, où les privilégiés n'en détenaient que 30%, les deux tiers demeuraient entre leurs mains. Mais, au delà, leur part retombait au niveau du Cambrésis. Toutefois, les exceptions étaient nombreuses. Au milieu des forêts, dans les essarts, les paysans de plusieurs villages étaient aussi bien pourvus que vers Bavai, et il en était de même quand on descendait vers la Sambre, notamment dans les vallées des deux Hèles. Comme dans l'Ostrevent et la plaine de la Scarpe, la propriété paysanne faiblissait parce qu'elle était exclue de la forêt, mais elle comprenait en réalité la moitié de la terre cultivable et souvent bien davantage. La région herbagère s'apparentait ainsi au pays au bois de la Flandre maritime et, comme lui, attribuait aux paysans plus de terre qu'aucune partie du département.

#### D) *La Flandre.*

Aussitôt franchie la plaine de la Scarpe, la richesse foncière du clergé devenait très médiocre: c'était un des traits essentiels de la Flandre. Il possédait 11% du futur district de Lille, 12% du district de Bergues, 6% seulement du district d'Hazebrouck.

Dans la Pévèle, il conservait quelque puissance au Sud, dans la zone défrichée voisine de la vallée de la Scarpe et au Nord-Est, où étaient installés l'abbaye de Cysoing et, à Cobrieux l'ordre de Malte: de la sorte, la moyenne dans la Pévèle était plus forte que dans les autres parties de la Flandre wallonne septentrionale. Les villages étudiés la portent à 12,21%. Dans les deux tiers des villages, le clergé avait plus de 10% du sol et dans 16, plus de 30%. Mais il était très faiblement pourvu dans toute la région occidentale de la Pévèle, demeurée plus boisée, bien qu'il y fût représenté par l'abbaye de Phalempin. Il n'y dépassait part 17% et dans 6 villages sur 10 n'atteignait pas 10%.

Dans la majorité des villages de la région lilloise, ses propriétés étaient pareillement d'étendue fort médiocre : elles couvraient moins de 20% du sol dans 30 villages sur 101, moins de 10 dans 22, moins de 5 dans 29 autres. La banlieue de Lille seule constituait un puissant noyau de domaines ecclésiastiques grâce à la collégiale de St-Pierre et aux abbayes de Loos et de Marquette : une dizaine de paroisses y abandonnaient au clergé plus d'un tiers et même la moitié de leurs terres.

Abstraction faite de quelques paroisses au Nord-Est, il ne restait dans le Mélantois et le Carembault aucun village où le clergé possédât plus d'un cinquième du sol, malgré la présence, en leur centre, de la collégiale de Seclin, et vers l'Ouest, la moyenne tombait généralement au-dessous de 5%. La banlieue lilloise réservée, le pays de Weppes se plaçait à peu près au même rang. Dans la moitié de ses villages, le clergé avait plus de 10% du sol. Mais si l'on y englobe la vallée moyenne de la Deûle, la moyenne tombe au-dessous de ce nombre. Dans la plaine de la Lys, étroitement unie au pays de Weppes, on ne trouvait aucune abbaye, mais seulement des congrégations et l'ermitage de Préavin dans la forêt de Nieppe. Dans 7 communes sur 8, le clergé n'avait pas 10% de la superficie. Mais l'abbaye de Marquette possédait un vaste domaine à Vieux-Berquin, en sorte que la moyenne de la région était à peu près celle du district de Lille. Quant au Ferrain, il se tenait fort au-dessous de celle-ci. A l'Est d'Hellemmes et de Marquette, les terres du clergé n'atteignaient nulle part le quart du territoire et, dans les deux tiers des communes, il n'en possédait pas 10%. Cette région ressemblait au pays au bois auquel elle est géographiquement réunie par les pays belges de la rive gauche de la Lys.

Ce pays au bois était très pauvre en biens ecclésiastiques, principalement dans sa partie méridionale qui n'avait non

plus aucune abbaye. Les communes qu'on y peut examiner n'accordait au clergé qu'une moyenne de 4,64%. Au Sud de Cassel, 3 seulement dépassent 10%. Vers le Nord, il ressemblait davantage au Weppes et à la Pévèle. On y trouvait le couvent des Guillemites de Noordpeene, l'abbaye de Ravensberghe à Merckeghem et les chapitres de Cassel; l'évêque de St-Omer possédait une grande partie des villages de Watten et de Wulverdinghe avec le bois du Ham. Malgré tout, le pays au bois, dans son ensemble, n'était pas plus favorable au clergé que le Ferrain.

Il était au contraire sensiblement plus riche dans la plaine maritime. L'abbaye de St-Winoc à Bergues, le chapitre de Bourbourg, l'abbaye de St-Bertin et l'évêque de St-Omer, les abbayes belges y étaient d'importants propriétaires. A Cappelle, Holque et Petite-Synthe, le clergé possédait plus de 40% du sol, à Bourbourg-Campagne, Coudekerque, Spycker et St-Georges, de 20 à 25%. Dans le tiers des paroisses, il n'avait pas 10% du terroir, mais dans l'ensemble, la plaine maritime présentait à peu près la même moyenne que le district de Lille.

La propriété nobiliaire présentait, d'une région à l'autre, beaucoup plus de variations. D'après nos documents, elle comprenait 31% de la Flandre wallonne septentrionale et elle était particulièrement étendue dans les environs de Lille, déjà si riches en biens ecclésiastiques. La banlieue lilloise, avec 60% au moins de biens privilégiés, rappelait ainsi l'Ostrevent par son caractère aristocratique et différait profondément des pays qui l'entouraient, où l'ensemble de ces biens ne dépassait jamais 45%. La noblesse toutefois n'y était guère moins puissante. Dans la Pévèle, la moyenne est un peu supérieure à celle de l'ensemble. A Mérignies, de Tenremonde possédait 69% du sol; à Ennevelin, Jacobs d'Aigremont 44%. La région boisée de l'Ouest paraît avoir été particulièrement favorable aux nobles. En outre, le roi y



possédait la forêt de Phalempin. Le Ferrain s'en tenait à peu près à la moyenne générale, mais les grands domaines semblent y avoir été plus rares, les propriétaires nobles plus nombreux et la proportion plus variable d'un village à l'autre. On constate une semblable inégalité dans le Mélan-tois et le Carembault. Abstraction faite de la banlieue lilloise, la moyenne y est un peu plus faible. Mais au Nord-Est, quelques villages comme Bourghelles et Anstaing pourraient la relever si on les connaissait mieux. Dans le pays de Weppes, la moyenne, les environs de Lille demeurant toujours exceptés, n'est également soutenue que par quelques domaines isolés : Lefebvre-Delattre possédait 95% du village de Ligny et le comte d'Egmont 42% de Wavrin.

Dès qu'on franchissait la Lys, la noblesse partageait au contraire le sort du clergé. Elle tombait à 11% dans la plaine de la Lys et le Bois, à 9% dans la plaine maritime. A Lederzeele, elle atteignait exceptionnellement 25%, à Drincham, 21%. Partout ailleurs, les domaines les plus importants ne dépassaient pas 20%.

Pareillement la Flandre lilloise et la Flandre maritime se distinguaient par le rang qu'elles accordaient à la bourgeoisie. Certes, dans l'une comme dans l'autre, son importance était beaucoup plus grande que dans toute la région méridionale. De la plaine de la Scarpe à la Pévèle, elle passait à peu près au double. Cependant, la propriété bourgeoise n'atteignait pas 15% dans la Pévèle, le Mélan-tois et le Carembault, le pays de Weppes. Rares sont les villages où elle dépassait cette moyenne et ils n'appartiennent pas en général à la banlieue lilloise; au contraire, la bourgeoisie y est généralement peu favorisée. C'est autour des bourgs que se trouvent les plus fortes proportions.

Mais le Ferrain se distinguait de tout le reste de la Flandre wallonne par l'importance de la propriété bourgeoise en même temps que par la grande faiblesse de la propriété



ecclésiastique. La moyenne y passe subitement à 27%. Comme celle des nobles, la proportion se soutient assez bien d'un village à l'autre, entre 15 et 40%. Pour la première fois, la bourgeoisie dépassait quelquefois la noblesse : ainsi le Ferrain, de nouveau, dénonçait le voisinage de la Flandre maritime.

En effet, la Lys franchie, la bourgeoisie l'emportait à elle seule sur les privilégiés réunis, détenant à peu près le tiers du sol dans la plaine de la Lys et le pays au bois et environ la moitié dans la plaine maritime. C'était sur le territoire des petites villes à demi-rurales et tout autour d'elles que la propriété bourgeoise était le plus dense.

C'était l'originalité de la Flandre maritime que cette suprématie foncière de la bourgeoisie, et la plaine maritime, à cet égard, se distinguait elle-même fort nettement de la région intérieure. Cependant, la Flandre wallonne et la Flandre maritime étaient peut-être moins dissemblables qu'il ne semblerait au premier abord. Dans l'une et l'autre, les grands seigneurs d'épée, si puissants dans le Cambrésis et le Hainaut, n'avaient que peu de biens et la plupart étaient étrangers au pays. La grande majorité de la noblesse était d'origine relativement récente et ne remontait pas au delà du XVI<sup>e</sup> siècle. En réalité, c'étaient des bourgeois, très anciennement enrichis par le commerce, qui avaient acquis la noblesse à prix d'argent, soit directement, soit plutôt par l'exercice d'une charge vénale. La grande puissance de la noblesse en Flandre wallonne témoignait en réalité que la bourgeoisie était en cette province plus active, plus riche, plus influente que partout ailleurs. Dans la Flandre maritime, elle était d'origine rurale et, dans les villes de la plaine, elle grandissait surtout depuis un siècle par les progrès du commerce. Elle investissait sa fortune en terres ; mais, si quelques familles déjà, les Taverne, les Coppens, les Lenglé étaient anoblies, elle ne s'était pas encore démembrée

au même degré que dans la Flandre wallonne. L'anoblissement tentait moins en Flandre maritime parce qu'il ne conférait en principe aucun privilège financier. S'il en est ainsi, on constate sans surprise que la Flandre recouvre son unité quand on réunit en un seul groupe la propriété nobiliaire et la propriété bourgeoise: l'ensemble constitue 45 à 50% du sol dans la Flandre wallonne septentrionale, 43 à 45% dans la Flandre maritime intérieure, 56 à 62% dans la plaine maritime. C'était dans le Ferrain, la principale région industrielle, et dans la plaine maritime, à portée des armateurs et des négociants de Dunkerque, qu'il atteignait le maximum: 59 et 62%.

Quant aux paysans, les diverses parties de la Flandre leur réservaient au contraire un sort très inégal. De la plaine de la Scarpe à la Lys, ils ne possédaient que 28% du sol: c'était la moyenne du Cambrésis. Mais il faut rappeler qu'autour de Lille, leur part était extrêmement faible: 11% en moyenne, 5% à Lomme, 7 à Lambersart et à St-André. Ces villages mis à part, la proportion se relevait à 31%, comme dans le Nord du Hainaut. De part et d'autre de l'Ostrevant et de la vallée de la Scarpe, dont les paysans étaient les plus mal pourvus du département, la plaine méridionale et la Flandre wallonne septentrionale se faisaient en quelque sorte vis-à-vis. Après le banlieue lilloise, c'était le Ferrain qui avait le moins de terre paysanne: 28%. Le Mélantois et le Carembault, beaucoup moins riches au Nord-Est, l'étaient bien davantage à l'Ouest: la moyenne demeurerait à peu près la même. La Pévèle était, dès cette époque, beaucoup plus favorisée: le part des paysans y atteignait 35%; à Mons-en-Pévèle et à Templeuve, elle s'élevait à 40 et à Landas à 55. Le pays de Weppes égalait la Pévèle.

A l'autre extrémité de la Flandre, dans la plaine maritime, la propriété paysanne au contraire était très faible. La bourgeoisie lui laissait vraiment peu de place: à Bierne, aux

portes de Bergues, 6% seulement du village. Mais, en outre, les eaux stagnantes, comme aux bords de la Scarpe, et les dunes rognaien le part du paysan. A Warhem, dans la région des Moères, il n'avait que 30% du sol; à Grande-Synthe, au pied des dunes, moins de 12%. La moyenne se relevait un peu grâce à certains exceptions comme le village d'Holque, trop éloigné des villes pour que la bourgeoisie y fût encore très forte, ou celui de Mardyck, colonie de pêcheurs à qui l'Etat avait donné les dunes à défricher. Dans l'ensemble néanmoins, le paysan n'avait pas plus de 20% du sol et, dans la région de Bourbourg, il en possédait moins de 15%.

C'était entre la Lys et la limite septentrionale du pays au bois qu'il l'emportait. Ici les nobles et les bourgeois étaient sensiblement moins puissants que dans la région lilloise et le clergé n'était nulle part aussi faible. Dans le Sud, malgré la présence des bourgs industriels, les paysans détenaient en moyenne 40% des terres et souvent davantage: 55 à Neuf-Berquin, 59 à Steenwerck. Il est vrai que cette proportion d'ensemble ne tient pas compte de la forêt de Nieppe qui, mise en compte, l'abaisserait sensiblement, en sorte que la plaine de la Lys se rapprocherait beaucoup, comme toujours, du pays de Weppes. Mais plus au Nord, dans le pays au bois, les paysans possédaient sans conteste la moitié du sol. La proportion, faible dans les bourgs et dans quelques villages où le clergé et les nobles étaient par exception assez bien dotés, s'élève parfois aux deux tiers ou aux trois quarts des terres, particulièrement au Nord-Ouest, dans l'angle éloigné de Bergues et de Cassel et séparé de St-Omer par le marais et la forêt de Clairmarais. Le pays au bois était, avec le canton de Maroilles, le seul où le paysan fut vraiment le maître du sol.

En résumé, le département du Nord, au moment qu'il se forma, se partageait en deux régions qui s'affrontaient entre la Pévèle et la Scarpe.

Au Sud, dominait l'aristocratie: l'Eglise dans la plaine du Cambrésis et du Hainaut, la noblesse dans les régions forestières, l'Eglise et la noblesse associées dans la plaine de la Scarpe et dans l'Ostrevent. La propriété paysanne, assez développée et parfois très étendue dans la région herbagère du Sud-Est, allait décroissant vers le Nord pour trouver son minimum dans l'Ostrevent et vers la Scarpe: c'étaient les vrais pays « d'ancien régime ».

Au Nord, l'aristocratie, sauf aux alentours de Lille, ne possédait nulle part la majorité des terres; le clergé était au dernier rang et la noblesse, puissante dans la région lilloise grâce à un afflux constant de bourgeois enrichis, n'avait guère plus d'importance que lui dans la Flandre maritime. La propriété bourgeoise et la propriété paysanne se partageaient la plus grande partie du sol dans des proportions variables et donnaient à la Flandre une physionomie déjà moderne.

### III. - DIVISION DE LA PROPRIÉTÉ

#### A) *Les privilégiés et la bourgeoisie.*

La répartition des biens ecclésiastiques entre les différents éléments du clergé et leur appropriation aux diverses fonctions dont l'Eglise était chargée étaient loin d'être satisfaisantes. Les collèges et l'université de Douai n'avaient pas 2% de cette fortune foncière; les biens des cures et des fabriques ne comptaient pas pour beaucoup plus de 10%: or c'était ceux dont le paysan pouvait le plus facilement admettre l'existence puisque les revenus s'en consommaient sur place et subvenaient aux frais du culte. Il convient d'observer que la Flandre maritime affectait aux collèges, aux cures et aux fabriques une proportion plus considérable

que les autres régions; le haut clergé séculier et les réguliers n'en conservaient pas moins 80% des biens ecclésiastiques; ailleurs cette proportion dépassait 85 et même 90%. Encore, les congrégations d'origine relativement récente, les Jésuites exceptés, avaient-elles toujours été médiocrement dotées. Les propriétaires les plus riches étaient les chapitres, les collégiales et les grandes abbayes dont le rôle avait été considérable dans la mise en valeur du pays, mais était depuis longtemps terminé. On peut ajouter que, si le nombre des monastères était considérable, celui des moines, tout imposant qu'il fût encore, allait diminuant à la fin de l'ancien régime. Quant aux biens des fondations charitables et des tables des pauvres, si on les incorporait aux biens d'église, ils ne formeraient que 12 à 13% du total.

Les cures et fabriques, les couvents d'origine récente avaient ordinairement leurs biens à proximité immédiate. Il n'en allait pas tout-à-fait ainsi des autres propriétaires. Les domaines des grandes abbayes étaient sans doute situés, en majorité, dans leur voisinage, mais il en était d'assez éloignés. L'influence géographique sur leur distribution paraît avoir été sans importance. Les abbayes du pays herbager, organisées pour l'élevage plutôt que pour la culture, possédaient de grandes fermes en Cambrésis. Celle des circonscriptions ecclésiastiques était plus visible, principalement en ce qui concernait les biens des évêchés et des chapitres. On retrouverait aussi celle des grandes divisions féodales. Mais il y avait beaucoup d'anomalies qu'expliqueraient l'illustration de certains monastères, la dispersion des élèves des collèges et de l'université et les hasards individuels.

Les propriétaires ecclésiastiques étaient donc très nombreux: 12 à 1.400. Outre l'archevêque de Cambrai et cinq évêques qui résidaient hors du département, on comptait quinze chapitres ou collégiales, 185 abbayes, prieurés et couvents, un collège dans la plupart des villes et gros bourgs,

à Douai l'université et plusieurs séminaires, dans chaque village la cure et la fabrique, sans compter les confréries, les chapelles à fondations particulières et les écoles des pauvres. Il s'y ajoutait les abbayes de l'Artois, de l'ancienne France et des Pays-Bas autrichiens. Dans 87 villages sur 202 qui nous sont suffisamment connus, les corps ou fondations ecclésiastiques forment 5 à 15% du nombre total des propriétaires; dans 106 autres, leur proportion est de 1 à 5%. Jamais elle ne dépasse 20%.

Sur 1.800 propriétaires ecclésiastiques relevés dans ces 202 villages, 77% n'avaient pas 10 hectares, à peu près 20% de 10 à 100 hectares, 3,27 seulement plus de 100 hectares. Ces chiffres n'expriment pas la proportion réelle des grands propriétaires ecclésiastiques puisqu'ils étaient précisément possessionnés dans un grand nombre de villages, mais la moitié des propriétaires, les cures et les fabriques n'avaient certainement pas plus de 10 hectares. La propriété du clergé était donc très divisée. On remarquera en outre que ces indications numériques donnent une idée approximative du morcellement des plus grosses fortunes ecclésiastiques qui se trouvaient éparpillées dans l'étendue d'un ou de plusieurs districts; encore ne rendent-elles pas compte du morcellement parcellaire, chaque propriétaire, dans la même paroisse, comptant pour une unité alors que, très souvent, ses biens comprenaient en réalité plusieurs parties distinctes.

Le nombre des propriétaires nobles, inférieur à celui des ecclésiastiques, demeurerait toutefois important. Dans 74 villages sur 202, ils forment de 5 à 15% du nombre total, dans 95 de 1 à 5%; eux non plus ne dépassent jamais 20%. Leurs domaines sont plus considérables: 2.045 propriétaires nobles figurent dans les 202 villages, dont 68% ont moins de 10 hectares et à peu près 10% plus de 100 hectares. Ce n'était pas néanmoins que ces domaines fussent non plus très concentrés. Les anoblis dont la fortune foncière était en



terres de labour, tout comme celle des bourgeois, les groupaient de préférence autour de la ville où ils résidaient, mais ils se répandaient aussi dans toute leur province. Quelques-uns même, comme Grenet de Blérencourt, avaient des biens d'un bout à l'autre du département. C'étaient les grands seigneurs, d'ancienne noblesse, pour la plupart étrangers au pays, qui possédaient les domaines les plus étendus, les plus productifs, puisqu'ils comprenaient les forêts, et souvent aussi le plus étrangement répartis.

Beaucoup plus divisée encore était la propriété bourgeoise. Les propriétaires de cette classe formaient plus de 5% du nombre total dans 141 villages sur 202, soit presque le double des nobles et du clergé. En outre les propriétaires privilégiés ne dépassaient jamais la proportion de 20%, tandis que les bourgeois allaient de 20 à 50% dans 44 communes. La proportion variait à peu près de même façon que l'étendue de la propriété bourgeoise. En général, elle était inférieure à 10% au Sud de la Pévèle et oscillait entre 10 et 30 en Flandre, la plaine maritime présentant la moyenne maxima de 31%. On a compté 5.816 propriétaires de cet ordre dont 40% possédaient moins d'un hectare et 37% moins de 5. Ceux qui dépassaient 40 hectares ne formaient pas le centième du nombre total. Des possessions si médiocres ne pouvaient pas se disperser géographiquement.

Dans la région méridionale, ces bourgeois étaient presque exclusivement urbains. Les officiers des justices seigneuriales résidaient eux-mêmes dans les villes. Certains villages avaient leur médecin, leur notaire, leur avocat et leurs rentiers, mais presque toujours les bourgeois domiciliés n'avaient pas plus de 1 ou 2% des terres. Le grand fermier ne faisait pas souche de bourgeois: devenu vieux, il passait le bail à son fils et achevait sa vie près de lui. Tout au plus, son cadet se faisait-il prêtre. Il en allait autrement en Flandre. Dans les villages, souvent plus peuplés, on rencontrait çà et là, non

seulement des notaires, mais des médecins, des avocats et même, dans le pays au bois, des greffiers et des receveurs seigneuriaux, souvent riches en terres. En outre certaines industries, comme la brasserie et la meunerie prospéraient davantage et leurs chefs se détachaient parfois de la terre. Autour de Lille, surtout dans le Ferrain, il y avait des négociants et des industriels dans certains villages, comme à Wervicq, Bousbecques et Deûlémont, qu'on ne pouvait plus regarder comme des paysans : la bourgeoisie domiciliée dans ces paroisses possédait près de 20% du sol. Enfin dans la plaine de la Lys et le pays au bois, une bourgeoisie d'origine rurale demeurait installée dans les villages après avoir abandonné la culture. A Esquelbecq, en comparant le rôle de 1771 à celui de 1791, on constate que plusieurs familles avaient cessé d'exploiter dans l'intervalle et étaient devenues bourgeoises. Un jour ou l'autre, elles finissaient par aller habiter la ville. Entre 1771 et 1791, un rentier d'Esquelbecq s'en était ainsi allé à Cassel. A Wormhoudt, l'un des propriétaires était un ancien fermier qui s'était retiré à Bergues. Mais ils étaient remplacés par d'autres. De 1771 à 1791, on voit des fermiers accroître leur exploitation ; ils étaient en passe de devenir à leur tour des bourgeois domiciliés. Dans bon nombre de villages, cette partie de la bourgeoisie possédait de 5 à 10% du sol et même davantage. C'était encore un trait qui distinguait le Nord du département de la partie méridionale.

Que la propriété privilégiée et bourgeoise fût ainsi très divisée, c'était un fait de grande importance pour les paysans. La division de la propriété entraîne, dans une certaine mesure, celle de l'exploitation qui est d'autant plus essentielle que la propriété paysanne est d'une étendue plus médiocre. D'autre part, il valait mieux débattre le prix des fermages avec un grand nombre de propriétaires d'importance moyenne que de traiter avec quelques magnats ou

plutôt avec leurs intendants. Cet avantage était particulièrement apparent en ce qui concerne les biens ecclésiastiques et c'était heureux pour le clergé. Beaucoup de ces propriétaires résidaient au loin; ils étaient peu enclins à changer de fermiers et à modifier les conditions des baux. Les biens des cures et fabriques s'affirmaient aux enchères et il n'était pas difficile aux paysans de les modérer. Une administration générale des biens d'église ou seulement des fermiers généraux chargés par quelques potentats ecclésiastiques d'administrer leurs biens, en procédant avec une régularité et une rigueur aveugles, auraient privé le paysan de maintes chances heureuses. Précisément, au XVIII<sup>e</sup> siècle, les fermiers généraux ou amodiateurs firent leur apparition dans le Sud et l'archevêque de Cambrai lui-même en choisit un. Les ressentiments, comme nous le verrons, n'en furent pas médiocrement accrus.

#### B) *La propriété paysanne.*

Quelque région que l'on examine, les propriétaires les plus nombreux sont toujours les paysans; ils formaient toujours plus de la moitié du total: dans le Nord, moins des trois quarts; dans le Sud, à partir de la Pévèle, toujours plus et jusqu'à 91% dans la région d'Avesnes. Mais n'étant pas en rapport avec l'étendue de la propriété paysanne, non plus qu'avec la moyenne individuelle, cette proportion donne seulement l'impression que cette propriété était très divisée. On aperçoit mieux le caractère si l'on calcule la proportion relative des diverses catégories de propriétaires ruraux classés d'après l'étendue de leurs biens en très petits (de 0 à 1 hectare), petits (de 1 à 5), moyens (de 5 à 10), grands (de 10 à 40) et très grandes propriétaires (plus de 40 hectares). La superficie moyenne pour chacune de ces catégories confirme, dès l'abord, l'impression première: elle est toujours plus proche de la limite inférieure que de la supérieure.

Dans la plaine méridionale et partout vers le Nord, jusqu'à la Lys, où les paysans possédaient un tiers au plus des terres, les trois quarts environ d'entre eux n'avaient pas un hectare; les très petits propriétaires étaient d'autant plus nombreux que la région était plus pauvre en terre paysanne: la proportion est de 82% dans l'Ostrevent et s'abaisse à 73 dans la plaine; elle est de 82% dans la banlieue lilloise et de 71 dans la Pévèle. Le nombre des propriétaires de 1 à 5 hectares variait en sens inverse sans jamais dépasser beaucoup le quart du total: de 16% dans l'Ostrevent, ils s'élèvent à 22 dans le Hainaut et le Cambrésis; de 15% dans la banlieue lilloise à 25 dans la Pévèle. Les propriétaires de plus de 5 hectares comptaient pour 2 à 3% dans le Weppes, la Pévèle et le Ferrain, ainsi que dans la plaine méridionale; pour moins de 2% partout ailleurs. On remarquera d'autre part que les petits propriétaires de 1 à 5 hectares détenaient environ la moitié des terres paysannes. Les très petits étaient réduits au tiers ou au quart, leur part étant d'autant moindre qu'ils étaient plus nombreux. Il restait généralement moins d'un quart pour les moyens et les grands propriétaires; dans la plaine du Sud, ils atteignaient 35%. On peut donc considérer la petite propriété de 1 à 5 hectares comme une sorte de centre de gravitation, mais, en moyenne, le paysan de cette catégorie n'avait que 2 hectares environ et, par conséquent, se rapprochait plutôt de la très petite propriété que de la moyenne. Avec 2 hectares, il ne pouvait pas vivre sans travailler comme journalier ou comme artisan. Quant aux très petits propriétaires, qui n'avaient en moyenne qu'une trentaine d'ares, soit une maison et son courtil, ils constituaient une majorité énorme. Il n'y avait donc que 2 à 3% des paysans propriétaires qui fussent indépendants.

La situation commençait à se modifier dans le pays de Weppes et la plaine de la Lys. Les très petits propriétaires n'y figuraient plus que pour 68% dans le premier, pour 58

dans la seconde et on y trouvait un tiers de petits propriétaires. Dans le Weppes, ces derniers possédaient 54% de la part des paysans et leur prépondérance était telle que les catégories supérieures n'étaient pas plus importantes que dans les régions dont nous venons de parler. Mais dans la plaine de la Lys, celles-ci constituaient tout à coup plus de 8% du nombre total avec 42% de la propriété paysanne. On voyait en outre apparaître pour la première fois des propriétaires de plus de 40 hectares.

Ainsi se dessinait l'autre type de répartition qui constituait l'originalité de la Flandre maritime. Dans le Bois et la plaine maritime, c'étaient les propriétaires de plus d'un hectare qui constituaient la majorité: il ne restait plus que 45% de très petits propriétaires dans le Bois et 40 seulement dans la plaine, avec respectivement 6 et 3% des terres. Chacune des catégories supérieures croissait à mesure. La majorité appartenait aux petits et moyens propriétaires réunis (1 à 10 h.), formant ensemble 47% dans le Bois et 52% dans la plaine. En outre, la perfection de la culture flamande assurait, semble-t-il, l'indépendance au cultivateur de cinq hectares: or 16% des propriétaires dans le Bois, 22 dans la plaine dépassaient ce minimum avec 61 et 72% de la terre réservée aux paysans. Dans l'ensemble, la situation du paysan propriétaire était donc beaucoup plus favorable qu'au Sud de la Lys.

Le même type, quoique moins accentué, prévalait dans la région herbagère. Autour de Maroilles, on trouvait 48% de très petits propriétaires avec 7% du sol qui appartenait aux ruraux, 38% de petits propriétaires avec 38% du sol. Les propriétaires moyens détenaient 54% de ces terres et formaient 13% du nombre total. On voyait aussi reparaitre les propriétaires de plus de 40 hectares. Ceux de 1 à 10 hectares formaient à peu près la majorité absolue (47%). Ces villages avaient donc à peu près la même physionomie



que ceux du pays au bois. Mais au lieu que, dans le Nord, ces caractères se développaient et s'affermisssaient dans la plaine maritime, ils allaient au contraire se dégradant vers Avesnes et Bavai. Toutefois, il restait dans la région d'Avesnes 9% de moyen et grands propriétaires avec 50%, et dans celle de Bavai un peu plus de 4% avec 28% de la part des paysans. Toute la région d'outre Sambre demeurait donc assez fidèle au type de la Flandre maritime, tandis que la région de Bavai évoluait vers celui du Hainaut-Cambrésis et de la Flandre wallonne.

On objectera que, dans chaque village, une partie des propriétaires étaient des forains et qu'inversement une partie des domiciliés possédaient des terres dans les paroisses voisines: il est malheureusement impossible de leur en tenir compte; nos documents ne concernent que des villages isolés. On peut seulement chercher dans quel sens s'opèrerait la correction, en excluant les forains du calcul. Quelques exemples choisis dans des régions différentes donnent des résultats concordants. Seuls les grands propriétaires augmentent proportionnellement, quant au nombre et quant à la propriété. En effet, les paysans qui possédaient des terres foraines étaient ordinairement les plus riches et la partie principale de leurs terres se trouvaient dans le village qu'ils habitaient: ainsi en retranchant les forains, on atteint surtout les catégories les plus modestes. Si donc nous pouvions étudier un groupe compact de villages et ajouter aux propriétés des paysans de l'un d'entre eux les terres foraines qui leur appartenaient, on peut admettre que les proportions des catégories supérieures seraient légèrement accrues, mais, quant au nombre des propriétaires, les variations ne dépasseraient pas 2 à 3% et nos conclusions n'en seraient pas modifiées.

On voudrait pouvoir déterminer exactement comment la propriété paysanne était répartie entre les différents éléments



de la population rurale. Cet examen permet de distinguer assez nettement deux groupes parmi les paysans les plus riches qui constituaient la bourgeoisie rurale : les grands fermiers possédaient généralement peu de terres ou même pas du tout ; les exploitants d'importance moyenne étaient plus ordinairement propriétaires de tout ou partie de la terre qu'ils cultivaient : nous leur réserverons le nom de cultivateurs ou de laboureurs ; ils correspondent à ceux que nous avons appelés moyens et grands propriétaires, mais, aussi, pour partie, aux petits. Au-dessous d'eux se plaçaient les ménagers, les manouvriers, les artisans et les marchands ou occupés d'industrie ; enfin, on peut grouper séparément le clerc, le greffier, le maître d'école, les gardes, le chirurgien, la sage-femme ; cette dernière catégorie avait peu d'importance ; elle comprenait au plus 2 à 3 % des ruraux propriétaires avec 5 à 6 % des terres. Au contraire, les autres groupes étaient très nombreux, mais, entre eux, le départ est impossible. Suivant les documents, un petit propriétaire est compté tantôt comme ménager, tantôt comme journalier, tantôt comme artisan ou marchand. Au sud de l'Escaut, on compte généralement dans les documents suffisamment explicites un quart de manouvriers possédant moins de 15 % de la propriété paysanne ; dans le Cambrésis, où presque tout le monde tissait, 36 % d'occupés d'industrie avec 30 % des terres ; dans la région d'Avesnes, 45 % avec une proportion à peu près pareille quant à la propriété. Restaient 30 à 40 % de cultivateurs avec un peu plus de la moitié des terres en Cambrésis et du tiers dans la région d'Avesnes. A partir de l'Ostrevent, le nombre des occupés d'industrie propriétaires diminuait beaucoup. Il était de 14 % avec une égale proportion de biens. Il descendait en Flandre à 10 ou 12 % avec 6 à 10 % des terres.

Les manouvriers propriétaires avaient moins d'un hectare ; tout au plus entraient-ils dans la catégorie immédia-

tement supérieure. Il est plus intéressant de constater que les occupés d'industrie étaient dans le même cas : on entrevoit ainsi que l'exercice des métiers dans les campagnes n'était pas la voie de la richesse, mais un appoint. Certes, il y avait dans les villages des brasseurs, des tanneurs, des marchands dont la condition était supérieure, mais ils louaient leurs terres, s'ils étaient au-dessus de leurs affaires, et devenaient des bourgeois. Les artisans qui demeuraient attachés à la terre étaient de pauvres gens qui ne comptaient même pas dans la bourgeoisie rurale. On peut conclure que dans le Nord du département la majorité des propriétaires ruraux vivaient exclusivement de l'agriculture, soit comme laboureurs indépendants, soit comme fermiers-propriétaires, tandis que dans le Sud, le plus grand nombre complétaient leur gain en travaillant chez les autres ou en exerçant un métier.

#### IV. - RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS; MORCELLEMENT PARCELLAIRE

Les privilégiés exploitaient rarement leurs terres. Des propriétaires ecclésiastiques, seules les abbayes éloignées des villes faisaient valoir elles-mêmes une partie des terres qui les environnaient. En 1788, l'abbaye de Maroilles pratiquait l'élevage sur 266 rasières de pâture et fabriquait des fromages. Les moines de Liessies, en 1754, exploitaient toutes leurs propriétés dans le village : ils avaient une forge importante et une brasserie. Pendant une grande partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'abbaye de Loos fit valoir un clos de trente à quarante bonniers. Les nobles, dans beaucoup de villages, affermaient toutes leurs terres à l'exception de quelques pièces en jardin ou en pâture à proximité du château ou de la maison de plaisance. Toutefois, dans le Hainaut et le Cambrésis, quel-

ques-uns s'intéressaient à l'agriculture et dirigeaient de grandes exploitations. En 1790, Carondelet de Noyelles faisait valoir 174 mencaudées, une soixantaine d'hectares, et en 1788, Nédonchel de Jolimetz 44 bonniers, à peu près autant. Le cas était plus rare en Flandre. D'ailleurs, il semble que les privilégiés avaient tendance à se défaire de leurs domaines au profit des paysans: tels le seigneur de Jenlain entre 1769 et 1787 et l'abbaye de Loos entre 1775 et 1789. Au point de vue économique, la résidence de ces propriétaires-exploitants pouvait avoir pour le village des effets satisfaisants. Ils étaient conduits à s'intéresser au progrès général et notamment à l'amélioration des voies de communication; s'ils étaient bien informés, leur exemple ébranlait la routine du paysan. Mais au point de vue social, il y avait doute. Assurément, leurs aumônes suppléaient en quelque mesure à l'insuffisance des fonds de charité; leurs granges faisaient fonction de greniers d'abondance; ils pouvaient aussi prêter un peu d'argent; à cet égard, les abbayes continuaient à rendre quelques services, comme au moyen âge. Il n'en est pas moins vrai que ces exploitations réduisaient sensiblement la part du paysan. Carondelet et Nédonchel, dont nous avons parlé plus haut, tenaient la place d'un grand fermier ou de cinq ou six cultivateurs moyens. En louant ses terres, l'abbaye de Loos augmenta le nombre des exploitants de 5 à 40 hectares. En 1789, les paysans étaient hostiles au faire-valoir direct des privilégiés et, quand on approuve sans réserve les seigneurs qui le pratiquaient, on néglige l'aspect social de la question pour n'envisager que son aspect économique.

C'est avec le même souci exclusif qu'on envisage souvent la répartition des exploitations, soit qu'on en recherche les causes, soit qu'on en apprécie les conséquences. Il est bien vrai qu'elle est déterminée dans une certaine mesure par la nature du sol et par la technique agricole qui dépend elle-

même des connaissances et des ressources du cultivateur. Mais on lui trouve aussi des causes d'ordre social et démographique: la division de la propriété entraîne une certaine division des exploitations; l'accroissement de la population, en multipliant les preneurs, tend à provoquer la division des tenures. Et, à cet égard, son influence est également considérable. Si, dans nos provinces, les administrateurs du XVIII<sup>e</sup> siècle se prononçaient en faveur de la petite culture, c'était qu'elle leur paraissait capable de nourrir un plus grand nombre de familles et de favoriser ainsi l'augmentation de la population. Ils étaient moins attentifs aux considérations d'ordre social, mais elles nous semblent plus essentielles encore. Puisque les paysans ne possédaient qu'un tiers du sol, la répartition des deux autres était pour eux d'un intérêt capital. On pourrait même soutenir qu'elle était d'une importance plus immédiate que la répartition de la propriété. De même, après tout, que l'artisan peut vivre et même s'enrichir en se procurant, par le crédit, outils et matières premières, tout aussi bien le paysan peut-il y parvenir en prenant une terre à ferme. Si haute idée qu'on ait de sa valeur économique, on ne peut nier que la grande exploitation ne tende et ne réussisse souvent à s'annexer toutes les terres disponibles et que son maître n'ait intérêt à voir se multiplier, non les cultivateurs indépendants, mais les petits ménagers et les simples manouvriers qui lui fournissent une main-d'œuvre abondante et peu exigeante. L'équilibre social est, au contraire, mieux assuré par l'accroissement des exploitations moyennes et la crise agraire qui contribua tant à la chute de l'Ancien Régime dut beaucoup à leur insuffisance.

La très grande exploitation était propre à la plaine méridionale et à l'Ostrevent occidental. Dans cette dernière région, les exploitants de plus de 40 hectares détenaient plus de la moitié du sol (51%) et plus du quart (26%) était partagé en fermes de 100 à 200 hectares. Unis à ceux qui culti-

vaient de 10 à 40 hectares, ils emportaient 72% des terres. Dans le Hainaut-Cambrésis, les proportions indiquent des cultures un peu moins étendues: 33% au-dessus de 40 hectares, 27 de 10 à 40; les fermes de plus de 100 hectares occupaient moins de 10% des terres, mais il en était de plus fortes qui se tenaient entre 200 et 300 hectares. Les exploitations de 5 à 10 hectares étaient exceptionnellement réduites dans l'une et l'autre région (6 et 9%); l'étendue des catégories inférieures était au contraire à peu près normale par comparaison avec le reste du département. La tendance vers les extrêmes était donc évidente. La grande exploitation s'expliquait aisément par la persistance de la jachère et par l'ampleur de la propriété aristocratique.

Ces caractères s'atténuaient un peu dans le pays de Bavai, quand on pénétrait dans la région herbagère: les exploitations supérieures à 40 hectares ne comprenaient plus la moitié de la superficie; les fermes supérieures à 40 hectares conservaient néanmoins une grande importance (21%) et celle de plus de 100 hectares couvraient encore 3% du sol. Au contraire, au Sud de la Sambre, autour de Maroilles, les exploitations de 5 à 40 hectares acquéraient la prépondérance (43%), bien qu'il restât 14% des terres aux fermes de plus de 40 hectares, et dans le pays d'Avesnes, elles triomphaient avec près de 60% contre 4 seulement aux très grandes fermes. On peut donc affirmer que dans le pays herbager prévalait un type de répartition plus modérée qu'on pourrait appeler d'exploitation moyenne. La jachère n'avait pas ici autant d'influence à cause de l'extension des pâturages et la grande propriété consistait surtout en forêts.

À l'autre extrémité du département, la plaine maritime et le Nord du pays au bois pouvaient être considérés comme régions de grande exploitation. 14% du sol de la plaine maritime, 6 à 9% dans le pays au bois étaient divisés en fermes de 40 à 100 hectares; la proportion en était beaucoup plus

considérable encore dans la région des dunes. Par contre, celles de 10 à 40 hectares prenaient une importance caractéristique et absorbaient plus de la moitié des terres: 58% dans la plaine, 61% dans le bois septentrional. Les exploitations moyennes occupaient à peu près deux fois plus de place que dans la plaine méridionale (13; 15%), tandis que les petites et les très petites en tenaient moins que partout ailleurs. En réalité, la grande exploitation n'était pas ici comme dans le Sud un type originel; il semble bien, comme nous le verrons, qu'elle était en train de se constituer. L'importance visible des exploitations de 5 à 40 hectares doit être considérée comme la trace d'un état plus ancien dont les traits réapparaissaient peu à peu dans toute leur intégrité à mesure qu'on s'avavançait vers la Flandre wallonne: les exploitations supérieures à 40 hectares perdaient du terrain pour se réduire à 3 et 5% dans la plaine de la Lys et le Weppes; celles de 10 à 40 hectares cessaient d'englober plus de la moitié du sol dans le Sud du pays au bois (47%), pour tomber à 41% vers la Lys, à 38 plus au Sud, à 30 dans la vallée de la haute Deûle. Au contraire, l'exploitation moyenne proprement dite (5 à 10 h.) n'avait nulle part autant d'étendue et atteignait 25% dans le pays de Weppes. Les petites obtenaient le quart du sol; les très petites même se rétablissaient et jusqu'à 9% vers la haute Deûle. Ainsi dans la plaine de la Lys et le pays de Weppes, on parvenait aussi bien à englober plus de la moitié du sol en réunissant les exploitations inférieures à 10 hectares (55%) qu'en groupant celles de plus de 5 (69%). Bien qu'elle ressemblât à la région de la Sambre cette région méritait donc bien mieux encore d'être prise comme type d'exploitation moyenne, de même qu'elle était également plus favorable au paysan quant à la répartition de la propriété.

De là, jusqu'à l'Ostrevent, régnait une grande diversité et se retrouvaient les deux types de répartition que nous ve



nons de caractériser; il s'y en ajoutait même un troisième. Dans la banlieue Ouest de Lille réapparaissait la grande exploitation en même temps que la grande propriété. Les fermes de 10 à 40 hectares occupaient 42% du sol, celles de 10 à 40 h.: 18%. En outre, on retrouvait ici, comme dans le Cambrésis, les fermes de 2 à 300 hectares, à peu près avec la même importance. Le Ferrain, le Mélantois et le Carembault présentaient des caractères analogues bien qu'atténués: moitié moins de fermes supérieures à 40 hectares, aucune au-dessus de 100; comme ce n'étaient pas les exploitations moyennes qui en profitaient, mais les petites, la tendance vers les extrêmes n'en demeurait pas moins nette. Plus au Sud, la plaine de la Scarpe rappelait davantage le type d'exploitation moyenne, mais, en même temps, elle annonçait l'Ostrevent parce que la grande propriété y multipliait les fermes de 40 à 100 hectares (13%).

Quant à la Pévèle, elle possédait un mode particulier de répartition. Les exploitations supérieures à 5 hectares n'y couvraient que 47% du sol; en réunissant celles de moins de 10 hectares, on atteignait au contraire 52%; les cultures de 1 à 5 hectares avaient la plus grosse part: 31%, et les occupations inférieures à un hectare atteignaient la plus forte moyenne du département (8 à 9%). Ce pays pouvait être dit à bon droit de petite exploitation.

Comme ceux qui expriment la répartition de la propriété, ces proportions devraient être rectifiées. Dans le Sud, il y avait ordinairement un quart à un tiers d'occupeurs forains avec un cinquième des terres. Dans les pays de moyenne et de petite exploitations, leur nombre variait davantage, mais il était toujours moindre et ils n'occupaient que 10 à 15% du sol. Si on les néglige, on arrive à la même conclusion que pour la propriété: dans toutes les régions, ce sont les exploitations supérieures à 40 hectares qui, proportionnellement, gagnent du terrain. Les proportions indiquées sont donc in-

férieures à la réalité pour les exploitations importantes et supérieures pour les petites. Elles le seraient plus encore si, au lieu d'écarter les terres foraines, on pouvait au contraire les adjoindre aux exploitations dont elles formaient réellement partie et qui en général comptaient, à coup sûr, parmi les moyennes ou les grandes : la proportion des terres partagées en petites exploitations diminuerait certainement. Leurs pertes n'ajouteraient pas grand'chose aux autres dans les pays de grande culture dont la physionomie resterait telle que nous l'avons décrite, mais on peut admettre que la plaine de la Lys, le pays de Weppes et la Pévèle se distingueraient d'une manière un peu moins tranchée des régions voisines.

Quant au morcellement parcellaire qui exerce une si grande influence sur l'économie de l'exploitation, tout ce que nous avons dit des exploitations et de la division de la propriété indique qu'il était déjà poussé très loin, mais il est difficile de l'évaluer numériquement. Il n'y a guère que les états de sections qui énumèrent séparément les parcelles et encore n'est-il pas sûr qu'ils le fassent toujours avec la même méthode ; car, dans certaines communes, le nombre en diminue de 1791 à l'an X, ce qu'il est difficile d'admettre, le morcellement ayant fait de grands progrès grâce à la vente des biens nationaux. Les indications qu'on en a tirées confirment en tout cas ce que nous venons de dire, principalement pour la région herbagère et pour la Flandre. Mais pour apprécier sainement l'importance du morcellement, c'est sur plan qu'il faudrait raisonner et les états de sections n'en comportaient pas.

Si intéressant qu'il soit, au point de vue géographique et économique, d'étudier, comme nous venons de le faire, la répartition du sol entre les différentes catégories d'exploitations, il est beaucoup plus important, au point de vue social, d'en considérer le nombre. Du Cambrésis à l'Ostrevent,

c'est-à-dire dans les pays de grande exploitation, 60 à 70% des occupants ne disposaient pas d'un hectare, un cinquième à un quart d'entre eux environ cultivaient moins de cinq hectares. La région de Bavai s'en tenait aux mêmes proportions : 63 et 26%. Or, dans ces pays de jachère, un laboureur n'était guère indépendant que s'il disposait d'une dizaine d'hectares. 7% dans l'Ostrevent, 5 à 6% dans la plaine et au Nord de la Sambre dépassaient ce nombre. Il est donc évident que la grande exploitation entraînait, au point de vue social, une organisation de type pauvre et créait une oligarchie rurale.

Au Sud de la Sambre, pays d'exploitation moyenne, la proportion de ceux qui occupaient moins d'un hectare était au contraire inférieure à 50%; un tiers au moins des exploitants disposaient de un à cinq hectares, 10% de 5 à 10, en sorte que les catégories comprises entre 1 et 10 hectares balançaient en nombre celle des très petits occupants. Il n'en restait pas moins une proportion d'exploitants de plus de 10 hectares au moins égale à celle de la plaine. Comme les paysans disposaient ici de biens communaux et avaient la ressource de la vaine pâture, c'était une répartition beaucoup plus satisfaisante.

Dans la plaine maritime qui évoluait vers la grande exploitation, les exploitants de plus de 10 hectares, détenant la plus grande partie du sol, formaient le quart du nombre total et ceux de 5 à 10 comptaient pour 13%; c'étaient les plus fortes moyennes du département. Un quart aussi avaient d'un à cinq hectares et il ne restait qu'un tiers de très petits occupants. La répartition des exploitations, comme celle de la propriété paysanne, créait donc ici une bourgeoisie rurale nombreuse et assez homogène; aussi serait-elle pleinement satisfaisante, si elle n'eût entraîné, comme nous le verrons, la privation de toute occupation, si humble fût-elle, pour nombre de journaliers et par conséquent l'apparition d'un véritable prolétariat.

Ce type allait se dégradant peu à peu vers le Sud : à mesure que les exploitations petites et moyennes tendaient à accaparer la majeure partie du sol, le pays au bois, la plaine de la Lys, le pays de Weppes reproduisaient les caractères de la région d'outre Sambre. La proportion de ceux qui occupaient moins d'un hectare était, à peu près partout, de 45 à 50% ; ceux qui cultivaient de 5 à 10 hectares comprenaient pour 10 à 12%. Les paysans qui disposaient de plus de 40 h., tombaient à 15% dans le Nord du pays au bois, à 12 dans le Sud, à 7 dans la plaine de la Lys, à 6 dans le Weppes. Les exploitants de 1 à 5 hectares augmentaient à mesure et formaient environ le tiers du nombre total. Ces régions n'avaient pas de biens communaux, mais l'incomparable fertilité d'un sol qui était l'objet de soins minutieux permettait à un laboureur de vivre indépendant avec cinq hectares et même un peu moins. De même que pour la propriété, ce pays se rapprochait de la région de Maroilles et d'Avesnes ; il tendait à s'y constituer une démocratie de petits cultivateurs et de ménagers.

Dans la région lilloise, la transformation se poursuivant ramenait le type pauvre de la plaine méridionale avec la grande exploitation : on trouvait 61% d'occupations inférieures à un hectare dans la banlieue ouest de Lille, 62 dans le Mélantois, 68 à Sainghin-en-Weppes et à Wavrin, 70 dans le Ferrain ; ceux qui cultivaient de 1 à 5 hectares formaient moins du quart : 19% seulement dans le Ferrain ; les exploitants moyens tombaient à 5 ou 6%. S'opposaient à eux une petite minorité de gros « censiers » : 8% à l'Ouest de Lille, 5 dans le Ferrain. Ce dernier pays était ainsi un des plus deshérités du département. La Pévèle et la plaine de la Scarpe ne s'écartaient pas beaucoup de ces proportions. Seul la Pévèle avait une proportion un peu plus forte de petits occupants d'un à cinq hectares : 36%, qui le rapprochait du pays de Weppes, et un peu moins de très petits (56%).

Si l'on admet qu'un cultivateur indépendant devait exploiter 5 hectares en Flandre et 10 dans les pays à jachère, la Flandre septentrionale fournissait ce minimum à une proportion d'exploitants qui allait de 39% dans la plaine maritime à 16 dans les pays de Weppes; dans la Flandre wallonne, elle n'était plus que de 9 à 14% et dans la région méridionale de 5 à 7%. En écartant les forains, la proportions des exploitants de un à dix hectares diminue encore dans le Sud tandis que le nombre des très petits s'accroît beaucoup plus que celui des grands exploitants; dans le Nord, au contraire, la proportion des occupants de moins de cinq hectares diminue et celle des exploitations supérieures à ce chiffre augmente. Si donc l'on pouvait tenir compte de l'exploitation foraine, ces modifications s'accroîtraient encore et le contraste entre les deux régions serait encore plus saisissant. D'ores et déjà, on peut mesurer de quelle importance était pour la plupart des paysans les ressources que constituaient les biens communaux, les droits d'usage et l'industrie rurale.

Il est intéressant aussi d'observer que le faire-valoir direct était principalement représenté dans les très petites occupations et que sa part va toujours diminuant quand on s'élève vers les catégories supérieures. Les exploitations mixtes atteignent généralement leur proportion maxima dans les occupations de 5 à 10 ou de 10 à 40 hectares; au-dessus, elle diminue. C'est parmi les grands exploitants que les fermiers sans propriété sont, comme nous l'avons déjà dit, le plus nombreux.

Mais la proportion des fermiers ou locataires privés de toute propriété varie considérablement du Nord au Sud et achève de caractériser les régions opposées. Elle est très considérable dans toute la Flandre maritime et dans le Nord de la Flandre wallonne. De 75% dans la plaine maritime et 66 dans le Nord du pays au bois, elle descend à 44 au Sud mais

remonter à 60 dans la plaine de la Lys, à 65 dans le Ferrain. Dans le banlieue Ouest de Lille, elle est encore de 57% et dans le pays de Weppes de 50; mais au Sud de la ville, sa chute est rapide: 40% dans le Mélantois, moins de 30 dans la Pévèle. Au delà, elle descend à 19% dans l'Ostrevent et la région de Bavai, à 12 dans la plaine méridionale, à 8 au Sud de la Sambre, à 4 autour de Maroilles. La proportion des occupations mixtes varie beaucoup moins, mais en général en sens inverse. Réunies, les deux catégories des occupants mixtes et fermiers constituaient au moins 65% du total au Nord de la Scarpe, 70% au Nord de la Pévèle, 83 vers la Lys, 87 dans la plaine maritime. Au contraire, ils n'étaient que 48% dans l'Ostrevent, 33 dans la plaine méridionale, 35 vers Bavai, 26 vers Maroilles, leur proportion ne remontant à 45% que dans la région d'Avesnes. Ces faits paraissent en rapport à la fois avec la répartition de la propriété et avec celle de l'exploitation. Le nombre des paysans qui louaient des terres diminuait à mesure que celui des très petits propriétaires augmentait, la plupart, trop pauvres, n'ayant évidemment pas les moyens de cultiver une terre plus étendue ou plutôt ne trouvant pas à louer un lopin qui convînt à leurs forces; mais il diminuait plus encore lorsque la grande et principalement la très grande exploitation accaparaient une grande partie du sol.

La Flandre était donc essentiellement un pays de fermiers et d'occupants mixtes; à l'exception de la plaine maritime, les paysans y avaient plus de terre que dans la région méridionale et, dans le pays au bois, leur propriété était très étendue: c'était pourtant là qu'un nombre de paysans plus considérable que partout ailleurs pouvaient compléter leur occupation en louant des terres ou s'en procurer une, quand ils n'avaient aucun bien. Au contraire, dans le Cambrésis, l'Ostrevent et une grande partie du Hainaut,



même herbager, où les paysans propriétaires, réduits à de faibles parcelles, éprouvaient d'autant plus le besoin d'y adjoindre quelque terre à bail, le sol se louait par grandes masses et le nombre des fermiers était moitié moindre.

#### V. - CEUX QUI N'AVAIENT NI PROPRIÉTÉ NI EXPLOITATION; PROPORTIONS RÉELLES DES PROPRIÉTAIRES ET DES EXPLOITANTS

Resterait à déterminer le nombre des paysans qui n'avaient ni propriété ni exploitation : au point de vue social, ce n'est pas la tâche la moins essentielle. L'étendue et le mode de répartition de la propriété et des exploitations ne sont pas les seuls termes du problème : il est aussi démographique. Or le département du Nord était fort peuplé. D'après les états dressés en 1790, en laissant de côté la population des villes, on trouvait plus de 130 habitants au kmq., de la plaine de la Scarpe au pays au bois inclus; le pays de Wepes en avait 182, le Ferrain 204. Dans le Nord du pays au bois la moyenne tombait à 80 et, dans la plaine maritime, à 47. La plaine méridionale avait environ 100 habitants au kmq., mais les régions herbagère et forestière étaient beaucoup moins peuplées. La densité s'abaissait à 86 dans l'Ostrevant, à 53 dans la région de Bavai, à 44 dans celle d'Avesnes. Autour de Maroilles, elle remontait à 67.

Les proportions de paysans propriétaires ou exploitants que nous avons indiquées précédemment sont donc entachées d'un vice grave : c'est par rapport au nombre des *chefs*, hommes ou femmes, célibataires ou mariés, qu'elles devraient être calculées. On a montré à quelles difficultés se heurtait pareille entreprise et quelle incertitude pesait sur les résultats obtenus. Sous ces réserves, on peut essayer de se former une idée approximative du nombre des paysans dépourvus de propriété et de ceux qui, même à titre de locataires, ne dispo-

saient pas d'une habitation indépendante et d'un lopin de jardinage.

Dans la plaine du Hainaut-Cambrésis, où les très petits propriétaires et les très petits occupants étaient si nombreux, les proportions étaient faibles: 15 à 20% pour les sans propriété, 10% pour ceux qui n'occupaient point de terre. Dans la région herbagère, elles paraissent l'avoir été plus encore dans la plupart des communes au sud de la Sambre et même, dans certaines d'entre elles, tous les chefs auraient été propriétaires; mais entre Bavai et le Quesnoy, un quart à un tiers des chefs au contraire n'auraient cultivé aucune terre.

Au Nord, dès qu'on dépassait l'Ostrevant, le nombre des sans propriété ne cessait plus de croître. La propriété paysanne était pourtant plus étendue qu'au Sud, mais la propriété moyenne était plus répandue et surtout la population était plus nombreuse: le fait démographique primait tous les autres. On pouvait compter 30 à 40% de chefs sans propriété dans la plaine de la Scarpe, la Pévèle et le Mélançois, 70% dans le Ferrain surpeuplé et dans la banlieue de Lille, environ 60% dans le Weppes, 65 vers Merville, 55 dans le Sud du pays au bois, 70 dans le Nord et 75 dans la plaine maritime. Mais le nombre des ruraux privés de terre à bail n'augmentait pas de même: de la Pévèle au Ferrain, ils formaient 10 à 20% du nombre des chefs et un tiers au nord de la Lys.

On a montré combien était faible la proportion des propriétaires et des exploitants qui pouvaient être regardés comme indépendants. Il apparaît maintenant qu'elle était en réalité plus faible encore par rapport à la population rurale tout entière, surtout dans le Nord du département. Dans le pays au bois, les propriétaires de plus de 5 hectares qui formaient 16% des propriétaires ne constituaient que 6 à 7% du nombre des chefs; dans la plaine, on en comptait 22

pour cent propriétaires, mais seulement 5 à 6 sur cent chefs. On peut faire la même réflexion en ce qui concerne les exploitants de plus de cinq hectares. Dans la plaine, il y en avait 39% : par rapport au nombre des chefs, la proportion s'abaissait à 27; dans le pays de Weppes, elle tombait de 16 à 14. Dans la plaine méridionale, les exploitants de plus de 10 hectares ne comptaient plus que pour 4,5 à 6% au lieu de 5 à 7. En grande majorité, les paysans n'étaient donc point parvenus à s'élever, même comme fermiers, jusqu'à la dignité de cultivateurs indépendants, et un grand nombre n'avaient même point la possession précaire d'une chaumière et de son courtil.

## VI. - COMMENT ÉVOLUAIT LA RÉPARTITION DU SOL?

Le journalier du moins avait-il chance de pouvoir s'établir un jour et le ménager d'arrondir son lot? le nombre des propriétaires et des occupants augmentait-il? Ainsi qu'on l'a montré, on ne peut raisonner que d'après des exemples fort peu nombreux, et il faut renoncer aux évaluations précises, mais on peut entrevoir dans quel sens s'opérait l'évolution. Par là, on peut du moins se représenter les sentiments du paysan, car il ne devait pas avoir beaucoup plus de renseignements que nous.

Dans toute la Flandre, jusqu'à la plaine de la Scarpe, la propriété paysanne ne paraît guère avoir augmenté depuis les dernières années du règne de Louis XV. Dans huit communes de la Flandre maritime, elle demeurait stationnaire. Il arrive même que la proportion en diminue d'un ou deux pour cent par rapport au terroir. A Morbecque et à Pitgam seulement où on peut comparer des rôles de 1756 et de 1790, on constate une augmentation appréciable. Dans la région

lilloise, une douzaine de villages paraissent témoigner de la même stagnation ou d'une légère diminution : Wervicq fait exception. Tantôt c'étaient les nobles et tantôt les bourgeois qui augmentaient leur part. A Esquelbecq, à Oxelaëre, à Deûlémont, la propriété nobiliaire grandissait aux dépens des bourgeois et des paysans. A Brouckerque et à Flêtre, la bourgeoisie prospérait au détriment des nobles et des paysans; à Bousbecques, au préjudice des nobles. Plus fréquemment, semble-t-il, nobles et bourgeois gagnaient sur les paysans : ainsi en était-il à Vieux-Berquin, Beaucamps, Fâches, Halluin et Loos.

Au Sud de la Scarpe, au contraire, la propriété paysanne croissait généralement aux dépens des autres laïques. Du milieu du siècle à la Révolution, l'augmentation est de 5 à 6% du terroir à Ecaillon, Vicq, Verchain et Esnes, de 3% à Cuincy, Lambres, Lallaing, Neuville, et, pendant le règne de Louis XVI, de 1% à Haussy et Solesmes. Dans la région herbagère, on entrevoit aussi une augmentation, mais plus faible, aux dépens des nobles.

Le nombre des propriétaires s'accroissait également : à Brouckerque, entre 1771 et 1790, à Oxelaëre, entre 1779 et 1790, d'une unité seulement, mais de 8% à Haverskerque entre 1772 et 1789, de 6% à Fâches entre 1770 et 1791, et de 11% dans trois communes du Ferrain entre 1785 et 1791. Par contre, il y avait diminution à Vieux-Berquin, à Loos et à Halluin. L'augmentation est plus nette dans le Sud. Entre 1750 et la fin de l'Ancien Régime, trois villages de la Scarpe accusent 18%; Neuville : 14% de 1762 à 1783; plusieurs villages du Hainaut : 10 à 15%. Là où on peut utiliser des documents plus anciens, la proportion est quelquefois plus forte : à Maroilles et à Noyelles, elle ne dépasse pas 13% de 1734 à la Révolution, mais à Mons-en-Pévèle, de 1729 à 1785, elle atteint 28%, et à Bousbecques 44% entre 1727 et 1791.

De ces nouveaux propriétaires, la plupart certainement n'appartenaient pas à des familles jusque-là privées de biens fonciers, mais n'avaient fait que profiter des coutumes successorales qui, dans les Pays-Bas, assuraient la division progressive des terres. A cet égard, la Flandre maritime tenait le premier rang; le droit de tester était limité au tiers des biens; la succession ab intestat se partageait également entre les enfants et on représentait, par souche, à l'infini, même en ligne collatérale. Le droit de maineté ne pouvait préjudicier à la légitime. Partout ailleurs, le droit de tester n'était pas plus étendu, mais le partage égal souffrait des exceptions: à Lille, les femmes étaient exclues au pareil degré; dans plusieurs coutumes du Hainaut, les fils avaient double part, et, dans la même province, les coutumes du double lien et de la dévolution contrariaient également l'égalité. Enfin la représentation en ligne collatérale n'existait nulle part. Mais par « avis de père et de mère », on remédiait au moyen du tiers disponible, au moins en partie, à l'injustice de la coutume: on pouvait même par ce moyen instituer la représentation pour ce qui concernait les fiefs qui, en principe, excepté en Cambrésis, ne la comportaient pas. Pour les biens nobles eux-mêmes, le droit d'aînesse n'était nullement illimité: s'il y avait plusieurs fiefs, il n'excluait que les filles, l'aîné pouvant seulement choisir celui qui lui convenait; à Lille et en Flandre maritime, les cadets en outre avaient droit, dans tous les cas, au cinquième de la succession, étant seulement obligés de se contenter d'argent ou de terres roturières, s'il plaisait à leur aîné. L'opinion était entièrement favorable au partage égal. Tous les cahiers demandèrent que les biens nobles suivissent le sort des terres roturières et que la représentation en ligne collatérale devînt le droit commun.

Si le nombre des propriétaires augmentait, c'était bien faiblement par rapport à l'accroissement de la population.

De 1786 à 1788 inclus, le seul excédent des naissances sur les décès aurait donné aux campagnes flamandes 5.541 habitants de plus, soit 0,55% l'an. Dans le futur district de Bergues et dans la subdélégation de Douai, la moyenne dépasse un peu 1%; dans le futur district d'Hazebrouck elle est de 0,8%. C'est dans la châtellenie de Lille qu'elle fléchit surtout à moins d'un quart %, les naissances y étant moins nombreuses qu'ailleurs. Dans le Hainaut et le Cambrésis, l'accroissement est beaucoup plus considérable et s'élève à 10.745 individus, soit 1,7% l'an. La plaine méridionale atteint 1,8.

Il ne s'ensuit pas que la population de la Flandre augmentât réellement moins vite. Il est probable que, tout au moins dans le Ferrain, les villages profitaient comme les villes des progrès de l'industrie et recevaient des immigrants. Mais nous savons peu de chose de ces migrations et nous ne possédons pour cette région aucun recensement antérieur à 1790. Pour le Hainaut et le Cambrésis, il existe un recensement de 1778 qui, comparé à celui de 1790, indique une augmentation annuelle qui correspond assez bien à celle que nous avons citée plus haut. Il en est de même de la comparaison qu'on peut faire pour treize communes du Cambrésis entre la population de 1716 et celle de 1790, et d'où résulte un accroissement moyen de 1,58% par an. De la sorte la population de la région herbagère et du Cambrésis se serait accrue de 15 à 16% entre 1778 et 1790. De 1790, la population des treize villages du Cambrésis aurait triplé. Les moyennes tirées de la comparaison du nombre des chefs concordent assez bien avec les précédentes. Dans la région du Quesnoy et de Bavai, ils augmentent de 80% environ du milieu du siècle à la Révolution. On ne risque guère de se tromper en assurant que, dans la région méridionale, la population avait doublé au XVIII<sup>e</sup> siècle et qu'elle s'était accrue d'au moins la moitié depuis 1750. Le nombre des proprié-



taires était bien loin d'avoir augmenté en proportion et il n'est pas surprenant que les nouveaux ménages fussent souvent incapables de se procurer une habitation indépendante. Comme on ne possède pas de dénombrements qui correspondent régulièrement aux documents fonciers qui subsistent, on ne peut pas apprécier l'augmentation numérique des paysans qui ne possédaient point de terre, mais on ne peut pas la mettre en doute, et, quand on étudie les variations de chacune des catégories de propriétaires ruraux, on arrive à la même conclusion.

Dans la Flandre maritime, le nombre des propriétaires de moins d'un hectare grandissait proportionnellement plus vite que l'étendue qu'ils possédaient; il arrivait même que cette dernière n'augmentât point ou même qu'elle diminuât. En général, c'était la petite propriété de 1 à 5 hectares qui se fortifiait. Au-dessus, le déclin était général, sauf dans quelques communes du pays au bois, par exemple à Morbecque pour la propriété moyenne, à Buysscheure et à Esquelbecq pour la grande de 10 à 40 hectares. Il en allait souvent de même au Sud de la Lys. Dans le pays de Weppes, la très petite propriété faiblissait; de 1 à 10 hectares, au contraire, le nombre des propriétaires croissait proportionnellement moins vite que l'étendue de leurs biens. On fait la même remarque à Loos, dans certaines communes du Ferrain (Deûlémont, Halluin, Willems), à Fâches, dans le Mélan-tois, et à Louvil, dans la Pévèle. Mais dans nombre de paroisses du Ferrain (Bousbecques, Houplines, Wervicq) et à Mons-en-Pévèle, la très petite propriété ne s'étiolait pas et se développait en même temps que la petite et la moyenne tandis que les catégories supérieures diminuaient. L'évolution se poursuivait à peu près dans le même sens dans la plaine de la Scarpe et l'Ostrevent, mais surtout au profit de la propriété moyenne de 5 à 10 hectares au détriment des catégories de 1 à 5 et de 10 à 40 hectares. Il semble donc que,

dans la majorité des paroisses, les propriétés paysannes les plus étendues diminuaient en nombre, soit parce que leurs détenteurs passaient à la bourgeoisie, soit parce qu'après leur mort, leurs biens se fragmentaient, et que, d'autre part, quelques propriétaires de moins d'un hectare, arrondissant leur lot, s'élevaient à la catégorie supérieure: leur classe se recrutait mal et par conséquent le nombre des ruraux sans propriété allait augmentant sans cesse. Même dans le Ferrain, la multiplication des très petits possédants, favorisée sans doute par la prospérité de l'industrie, n'était pas en rapport avec celle de la population.

Dans la plaine méridionale, la très petite propriété tendait aussi à s'émietter entre un nombre croissant de bénéficiaires; sa proportion s'abaissait par rapport aux autres et parfois elle diminuait de manière absolue. Mais c'était la propriété supérieure à 10 hectares qui augmentait le plus fréquemment. Dans quelques villages de l'Ostrevent, aux environs de Douai, où la très petite propriété s'accroissait, la petite et la moyenne diminuaient tandis que la grande se maintenait et qu'on voyait apparaître quelques lots de plus de 40 hectares. De manière générale, la propriété moyenne s'effritait: quelques rares unités passaient aux catégories supérieures; d'autres se divisaient en parts inférieures à 5 hectares et même à 1 hectare. Les caractères de cette zone, tels que nous les avons marqués au début, tendaient à s'accroître.

La région herbagère accuse des tendances contradictoires. Vers Maroilles, les catégories supérieures à 5 hectares paraissent croître aux dépens des autres; au Nord de la Sambre, les propriétés de plus de 10 semblent diminuer au profit des catégories inférieures; dans le pays d'Avesnes, c'est tantôt le premier cas, tantôt le second. Mais l'augmentation de la classe moyenne, de 5 à 10 hectares, paraît à peu près générale; comme d'ordinaire ce pays se rapprochait plutôt de la Flandre.

En résumé, le plus souvent, la petite propriété gagnait un peu de terrain en Flandre; la moyenne dans une partie de l'Ostrevent, la plaine de la Scarpe, la région herbagère; la petite et la grande dans la plaine méridionale; mais la très petite, par l'incertitude de ses progrès, montre que c'était le prolétariat rural qui devait croître le plus vite.

Les variations, en étendue et en nombre, des exploitations agricoles sont d'un intérêt plus grand. En Flandre maritime, la disparition des petites fermes était l'objet de protestations déjà anciennes. On reprochait aux propriétaires de les démolir ou de les laisser tomber en ruines pour en louer les terres en bloc à un grand fermier ou en détail à divers cultivateurs. On ôtait ainsi à un jeune paysan, qui voulait se marier, l'espoir de s'établir et de se rendre indépendant; eût-il reçu de ses parents un petit héritage amasé, les bâtiments dont il disposait ne lui permettaient pas d'exploiter les terres de la ferme disparue. Les coutumes flamandes condamnaient formellement ces pratiques. A la fin de l'Ancien Régime, la « démasuration » n'était peut-être pas le cas le plus fréquent. Ou bien le nouveau fermier prenait les bâtiments à bail avec les terres et les utilisait comme granges ou étables, ou bien le propriétaire les louait à part comme locaux d'habitation. S'il agissait ainsi, ce n'était pas qu'il voulût suivre les conseils des physiocrates et améliorer la culture en choisissant des fermiers plus instruits et mieux outillés: il se déterminait par des motifs de commodité et d'intérêt immédiat. L'administration du patrimoine était simplifiée quand toutes les terres qu'il comprenait dans un village ou dans des villages contigus étaient confiées à un seul exploitant. La démolition des bâtiments s'expliquait par les dépenses qu'exigeait leur entretien et qui étaient proportionnellement d'autant moins fortes que la ferme était plus grosse. Quand, dans un village, la population ouvrière croissait, c'était une excellente opération d'en expulser le fermier pour les louer, en

détail, aux nouveaux ménages sans logis. Evidemment, on pouvait objecter aux propriétaires que, d'un autre côté, les paysans, dans leur âpre désir d'obtenir une exploitation, n'hésitaient pas à renchérir les uns sur les autres: il ne semble pas que le « mauvais gré » existât en Flandre; en diminuant le nombre des exploitations, les propriétaires risquaient de se trouver enfin en présence d'un petit nombre de gros fermiers capables de se refuser aux augmentations de fermage. Mais c'était un danger lointain et, au XVIII<sup>e</sup> siècle, c'étaient plutôt les grands fermiers qui, pour accroître leurs exploitations, étaient les plus capables de surenchérir.

Un très grand nombre de cahiers de paroisses de la Flandre maritime s'élèvent contre ces pratiques, mais on s'est demandé si le grief était fondé. A la vérité, les documents qui mentionnent une réunion de fermes ne sont pas fréquents; il s'en trouve pourtant: ainsi le 2 octobre 1792, on vendit à Holque une ferme de 228 mesures, donnée en bail avec la dîme en 1782, et le 22 août précédent, une autre de 34 mesures affermée en 1783: elles avaient le même occupeur. Dans les documents fonciers, on constate que des cultivateurs exploitaient différents lots sur chacun desquels se trouvaient des amasements et qui, d'ailleurs, appartenaient à des propriétaires différents. On y voit même apparaître un fait plus grave encore: çà et là, ils mentionnent des sous-locations non de fermiers qui auraient cédé leur bail pour renoncer à la culture, mais d'exploitants qui cèdent à des tiers des fractions amasées de leur occupation. Le grand fermier s'essayait donc au rôle de fermier général et des bourgeois, comme Delattre à Merville, lui donnaient l'exemple ou l'imitaient. Au surplus, l'intendant de Séchelles, en 1775, avait prescrit de respecter la coutume. Mais en 1762, un arrêt du Parlement annula une ordonnance rendue à cet effet par le magistrat de Bergues, et nos documents prouvent qu'en effet la législation, à la fin de l'Ancien Régime, avait cessé de

protéger les petits. A Flêtre, Oxelaëre et Morbecque, dans le Sud du pays au bois, les très petites et les petites occupations avaient le même destin : elles avaient perdu ensemble de 3 à 6% du sol dans la seconde moitié du siècle. Dans la plaine maritime, à Brouckerque, et dans le Nord du pays au bois, à Esquelbecq, elles avaient au contraire gagné 2 à 3%, mais leur nombre s'était accru beaucoup plus que leur étendue et, d'autre part, les occupations de 5 à 40 hectares avaient reculé à leur tour de 14 et de 7% respectivement. C'étaient les exploitations supérieures qui avaient profité de cette décadence, et notamment à Brouckerque et à Esquelbecq, celles de plus de 40 hectares : leur nombre avait augmenté et les occupations mixtes avaient diminué. Vers le Sud du pays au bois, l'évolution était un peu moins brutale : à Oxelaëre, les occupations de 5 à 40 hectares reculaient aussi, en sorte que l'accroissement était exclusivement dévolu, comme au Nord, aux très grandes fermes ; mais à Morbecque, le fléchissement s'arrête à 10 hectares : au-dessus, il y a augmentation. A Flêtre, les occupations de 5 à 40 hectares augmentent toutes et il n'y en a pas de plus grandes. L'occupation mixte, dans ces villages, se défendait mieux. Malgré tout, la transformation critiquée par les cahiers est également manifeste.

Mais il n'en était pas de même dans la plaine de la Lys, la région lilloise et la Pévèle. Il est certain, à la vérité, que les réunions n'y étaient pas inconnues : dans un partage de succession de l'an XIII est comprise la ferme de Rouvroy, à Herlies, forte de 10 bonniers et « démolie en 1736 ». A Fromelles, entre 1736 et 1788, les occupations supérieures à 40 hectares avaient seules gagné du terrain. Il est possible que le fait y fût antérieur aux dernières années de l'Ancien Régime ; cependant à Loos, de 1775 à 1789, celles de 5 à 10 hectares avaient fortement reculé au profit principalement des exploitations de 10 à 40 hectares. Mais, la plupart du



temps, on constate que dans la plaine de la Lys et le pays de Weppes, l'occupation comme la propriété moyennes n'avaient cessé de prospérer. A Haverskerque, de 1772 à 1789, les exploitations supérieures à 10 hectares avaient perdu 10% du sol au profit des catégories inférieures à 5. A Vieux-Berquin, celles de moins de 5 hectares et celles de 10 à 40 avaient augmenté en même temps, tandis que les autres reculaient: le cas est similaire, les fermes de plus de 40 hectares et les occupations de 5 à 10 se démembrant pareillement au profit des catégories immédiatement inférieures. Le pays de Weppes, toujours pareil à la plaine de la Lys, donne la même impression. A Beaucamps, entre 1765 et 1789, à Radinghem, entre 1778 et 1791, l'unique occupation supérieure à 40 hectares disparaît: les exploitations de 5 à 40 hectares gagnent du terrain; celles de 1 à 5 en perdent: l'étendue des très petites occupations s'accroît un peu. De 1772 à 1791, la transformation avait suivi la même voie à Illies. A Santes, de 1785 à 1791, les fermes de 10 à 40 hectares avaient diminué en étendue au profit des autres. Dans tout le pays de Weppes, le fermage pur avait décru, au moins relativement, à l'avantage des occupations mixtes. Cette tendance à l'accroissement des exploitations moyennes se retrouve en général dans le Ferrain; mais, là aussi, il se peut qu'elle ne fût pas très ancienne. A Halluin, de 1745 à 1770, les catégories moyennes de 5 à 40 hectares paraissent avoir diminué au profit des grosses; de 1770 à 1788, le mouvement inverse se produit au profit des occupations de 5 à 10 hectares. A Houplines, de 1780 à 1791, on voit s'accroître à la fois ces occupations moyennes et les fermes de plus de 40 hectares au détriment de toutes les autres. On connaît quelques cas de démembrement de ferme: en 1790, un propriétaire lillois louait en quatre baux environ huit bonniers en six parcelles «démembrées de la ferme des Marlières» à Tourcoing. Il semble que le fait démographique dans ces régions tendît à



l'emporter sur toutes les autres influences. Les documents montrent que bon nombre de ruraux louaient des maisons qu'ils avaient construites sur de petites parcelles; à Deûlémont et à Bousbecques, un grand nombre appartenaient même à de petits propriétaires qui n'avaient pas d'autres biens et qui devenaient ainsi de véritables bourgeois. Comme la propriété paysanne était très faible, la demande croissante aboutissait à augmenter beaucoup le fermage pur et non l'occupation mixte. La diversité paraît croître encore dans le Mélantois et la Pévèle et il semble que, dans ces régions moins peuplées, la tendance de la Flandre maritime se retrouvait mieux. A Gondecourt et à Sainghin-en-Weppes, de 1782 à 1791, les occupations de 1 à 10 hectares avaient perdu 5 et 10% du terroir; les fermes de 10 à 40 hectares en avaient gagné et, surtout, il s'en était constitué une à Gondecourt de plus de 40 hectares. A Louvil, dans la Pévèle, de 1750 à 1785, les exploitations de 1 à 5 et de 10 à 40 hectares avaient reculé concurremment au profit des moyennes et des très grandes. Mais les occupations inférieures à un hectare avaient continué de s'étendre, à la faveur du dessèchement des marais, dans beaucoup de paroisses, et à Wattignies, de 1750 à 1791, les fermes supérieures à 10 hectares avaient cédé du terrain aux autres. En 1790, le District de Lille attribua la diminution du nombre des moutons à la suppression des grandes exploitations.

Dans l'ensemble de la plaine méridionale, les grandes fermes de plus de 100 hectares avaient éprouvé des retranchements assez sensibles bien que, dans certaines communes, elles se maintinssent ou eussent légèrement accru leur part. C'étaient les fermes de 40 à 100 hectares qui augmentaient le plus régulièrement; celles de 10 à 40 et les petites occupations de 1 à 5 diminuaient assez souvent au profit de la catégorie inférieure. Pourtant, il y avait eu aussi des réunions: le 1<sup>er</sup> octobre 1791, on vendit 50 bonniers à Rombies

dont 1.524 verges « sur lesquelles est actuellement une grange et il y avait ci-devant une ferme ». Mais il est probable que les très grosses fermes éprouvaient quelque difficulté à se procurer la main-d'œuvre suffisante à cause de la grande extension de l'industrie à domicile; dans le nord du Hainaut, le recul de la jachère a pu favoriser aussi le développement des fermes plus modestes; même dans le Cambrésis, on voit les grands exploitants sous-louer, par parcelle, une part notable de leur domaine. C'était probablement l'influence de la Flandre, pays de petite culture et modèle agricole que le sud du département s'efforçait d'imiter, qui portait surtout l'opinion à donner quelque satisfaction aux nombreux paysans qui désiraient obtenir une exploitation. Il semble que la transformation commença vers 1760, en même temps que les progrès agricoles. L'intendant examina s'il convenait de l'imposer. Ni les subdélégués ni les membres de la société d'agriculture du Hainaut ne purent se mettre d'accord. Mais en 1790, Plichon, grand fermier de Salesches, membre du District du Quesnoy, critiqua fortement l'habitude qui s'était répandue de démembrer les grandes fermes. Comme la propriété supérieure à dix hectares progressait quelque peu, le fermage pur faiblissait presque toujours au profit de l'exploitation mixte. Ainsi la plaine voyait s'esquisser la formation d'une bourgeoisie rurale, un peu moins exclusive que l'oligarchie des grands fermiers. 40 hectares n'y valaient guère plus qu'une ferme flamande de moitié moins grande et, en réalité, cette région tendait ainsi à se rapprocher de la Flandre, surtout de sa partie septentrionale.

Dans la région herbagère, les exploitations de 5 à 40 hectares tendaient aussi à étendre leur domaine au détriment des autres; elles étaient favorisées par la suppression de la vaine pâture. Ici encore, le fermage pur, d'ailleurs plus rare, allait s'affaiblissant. La population rurale s'irritait vivement, comme en Flandre maritime, de la diminution de la part

dévolue aux petites exploitations. Plusieurs cahiers des paroisses de la prévôté de Mauberge protestèrent contre les réunions de fermes. Nous ne possédons malheureusement ni ceux du Cambrésis ni ceux de la Flandre wallonne: il est bien probable que nous y trouverions des plaintes identiques contre les grandes fermes.

En effet, les variations les plus favorables aux petits exploitants n'avaient qu'une valeur absolue fort médiocre: presque toujours c'étaient de quelques hectares seulement que les diverses catégories d'exploitations augmentaient ou diminuaient pendant une période de vingt-cinq à trente ans ou même plus longue encore. Le nombre des exploitants des catégories moyennes et supérieures ne pouvait donc subir que des changements à peine perceptibles; souvent même l'étendue occupée se modifiait sans que le nombre des exploitations changeât. Considérée du point de vue de l'économie, la division lente des grandes fermes de plus de 100 hectares en exploitations de 40 à 100, dans la plaine méridionale, pouvait par exemple ouvrir des perspectives satisfaisantes si elle concordait avec les conditions de la culture; mais, pour la presque totalité de la population rurale, elle n'avait aucune importance parce qu'elle profitait seulement à quelques individus. C'étaient le nombre des occupants des catégories les moins favorisées qui devait impressionner l'opinion. Or à cet égard, les modifications qui se poursuivaient à la fin de l'Ancien Régime ne pouvaient laisser qu'une impression fâcheuse. Partout le nombre des petits et très petits occupants, qui n'avaient pas assez de terre pour vivre indépendants, augmentait avec rapidité alors que la superficie qu'ils se partageaient augmentait peu ou diminuait.

C'était naturellement le cas de la Flandre maritime. A Esquelbecq, entre 1771 et 1791, apparaît un fermier de plus de 40 hectares, mais le nombre des occupants de 5 à 40 hectares diminue de 23%, tandis que ceux de moins de 5 aug-

mentent de 60%. A Flêtre, entre 1766 et 1791, l'aggravation était moindre; pourtant les très petits occupants avaient augmenté de 40%, les petits de 10 seulement et ceux de plus de 5 hectares de 13%. Mais il n'en allait pas beaucoup autrement dans la plaine de la Lys et la Flandre wallonne. A Haverskerque, de 1772 à 1789, les occupants de moins de 10 hectares avaient augmenté de 39%, tandis que le nombre des fermes d'étendue supérieure ne diminuait que de 24%. A Sainghin-en-Weppes, entre 1781 et 1791, les catégories de 5 à 10 et de 10 à 40 hectares s'étaient augmentées chacune d'une unité, tandis que celle de 1 à 5 diminuait de 9% et que ceux qui avaient moins d'un hectare croissaient de 38%. A Wattignies et à Fâches, ils avaient seuls augmenté en nombre; à Halluin de même entre 1745 et 1786. L'équilibre relatif qui résultait en Flandre de l'importance de la moyenne exploitation était donc menacé par le pullulement de la très petite occupation, effet naturel de la surpopulation. Partout, mais principalement autour de la forêt de Nieppe, d'où les pauvres pouvaient tirer bien des profits en contravention des règlements, dans les monts de Flandre et dans les dunes, on voyait se multiplier les « baraques » et les « petites maisons » construites sur des arrentements accordés par les propriétaires ou à titre précaire et sans permission de personne; les municipalités voyaient avec désespoir accourir des étrangers qui augmentaient le nombre de leurs indigents, mais elles n'osaient les empêcher de quêter le bois, la paille et l'argent pour bâtir. Et en même temps, les familles de manouvriers s'entassaient comme elles pouvaient dans les fermes désaffectées. En Flandre wallonne, dans la région des marais, les emprises sur les biens communaux étaient innombrables.

Au Sud de la Scarpe, la multiplication des très petits occupants était moindre. Dans la plaine, il est même des villages où elle est faible: la formation d'une bourgeoisie ru-

rale est alors mise en évidence par les calculs. Mais si la population augmentait moins vite qu'en Flandre, ses progrès n'en étaient pas moins incontestables : si donc la petite occupation ne se développait pas, c'était en réalité que le prolétariat des journaliers complètement privés de terre allait croissant et qu'à cet égard aussi la région du Sud tendait à se rapprocher de celle du Nord. Quant à la région herbagère, on y voit reparaître, avec quelque atténuation, les mêmes caractères qu'en Flandre. Dans tout le Sud du département les concessions de biens communaux pour bâtir étaient très fréquentes ainsi que les emprises. On ne se plaignait pas ici, comme en Flandre, de voir se multiplier les occupations minuscules ou les simples chaumières : la majorité des paysans n'étaient pas logés à meilleure enseigne et la bourgeoisie, encore peu nombreuse, n'assistait pas les pauvres. Tout au contraire, le Tiers du Quesnoy demanda qu'on abrogeât la défense de bâtir à proximité des forêts et notamment de Mormal ; il prit la défense des engagistes du domaine qui avaient été réduits, en 1781, à la condition de simples locataires, et la noblesse, sur ces deux points, s'associa aux roturiers. Pareillement, le Tiers du Quesnoy désirait que les gens de mainmorte fussent autorisés à arrenter leurs terres sans autorisation aux particuliers qui voulaient bâtir et qu'en ce cas, le droit d'amortissement fût supprimé. En 1789, les habitants de Maroilles et des villages circonvoisins se plaignirent de l'abbaye qui avait imposé un cens à quelques pauvres diables qui, étant sans logement, s'étaient installés sur de petits coins de terre en friche.

En tant que collectivité humaine, le futur département donnait une impression de richesse et de puissance ; pourtant le plus grand nombre des paysans éprouvaient une impression d'appauvrissement ou désespéraient d'améliorer leur condition : la population croissait trop vite et une petite minorité de cultivateurs tirait seule un profit appréciable de la

prospérité du pays. Après avoir observé que les neuf dixièmes du terroir appartiennent au clergé et à ses fermiers, le cahier de Mairieux ajoute amèrement : « Le reste de la communauté est condamné à rester éternellement misérable ». Il faudrait, dira en 1790 la municipalité de Merville, donner au pauvre « l'aiguillon d'un avenir plus heureux ». Mais le cahier de Killem, avec moins d'illusions, avait déjà conclu. « Il semble que c'est une chose décidée que le pauvre doit rester pauvre ». Il y avait donc crise agraire, mais, comme on va le voir, elle était plus grave qu'il n'apparaît encore.



## CHAPITRE III

### LES DROITS COLLECTIFS ET LES LIMITES DE LA PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les paysans conservaient sur le sol de leur paroisse des droits, parfois importants, de jouissance collective. Les biens communaux demeuraient étendus. La moisson enlevée, le regain ou même la première herbe coupés, la terre redevenait patrimoine commun pour le glanage et la vaine pâture. Ces droits d'usage jouaient un grand rôle dans la vie rurale. L'économiste les condamnait parce qu'ils étaient étroitement associés à la jachère et aux formes extensives de l'élevage, mais on ne pouvait pas les faire disparaître sans priver les ménagers et les manouvriers d'une ressource essentielle et sans indisposer les fermiers et les cultivateurs eux-mêmes qui en tiraient profit pour nourrir leur bétail. On n'aurait cependant qu'une idée bien insuffisante de leur influence historique si on s'en tenait aux considérations économiques. En les supprimant, on ne lésait pas que des intérêts. Dans l'esprit des paysans, la jouissance des communaux et des droits d'usage leur conférait la propriété indivise du fonds; en les en privant, on opérait, à ce compte, une véritable révolution juridique qui donnait à la propriété individuelle une extension conforme au droit romain, mais qui leur paraissait injuste.

Ce n'est pas tout encore. En refusant d'admettre que le droit d'usage conférât aucun titre sur le fonds, la législation et la jurisprudence, néanmoins, ne méconnaissaient pas toujours son existence juridique. Mais c'était en violation du droit écrit que le paysan imposait à la propriété individuelle des limites bien plus étroites encore : il avait droit « au pain », à l'existence par le travail et n'admettait pas que le propriétaire exerçât un droit absolu sur la terre, instrument de production dont sa vie dépendait. C'est à tort qu'on attribue à tous les paysans du XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'égard de la propriété, les idées de la bourgeoisie rurale qui, singulièrement fortifiée par la Révolution, est demeurée la maîtresse à peu près incontestée des campagnes depuis que les ménagers et les manouvriers les ont désertées en masse. Cette conception coutumière de la propriété n'a même pas encore disparu aujourd'hui et, en dépit des lois, s'impose comme au XVIII<sup>e</sup> siècle par les sanctions populaires attachées au *mauvais gré* ; en 1789, les vœux qui tendaient au démembrement des exploitations et même à la taxation des fermages montrèrent à quel point elle était profondément enracinée dans les campagnes. Elle n'a jamais pris une forme juridique et même les différents éléments de la population rurale en tiraient des conséquences contradictoires, mais elle n'en était pas moins fondée en équité dans la conscience populaire, et il est évident que la jouissance collective du sol qui subsistait partiellement contribuait obscurément à l'entretenir.

Depuis longtemps les juristes l'avaient proscrite et le pouvoir royal protégeait les propriétaires contre les sanctions populaires. Depuis longtemps aussi, les feudistes avaient attribué aux seigneurs la propriété des forêts et des communaux ; les droits d'usage y périlcliaient. Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, pour assurer la mise en valeur du sol et avantager les grands propriétaires, c'est-à-dire princi-

pablement les privilégiés, le pouvoir royal et les intendants favorisèrent l'appropriation individuelle des communaux et abolirent purement et simplement le droit d'usage dans les pâtures, c'est-à-dire le plus important de tous. L'évolution se précipita ainsi à la veille de la Révolution et prépara le triomphe définitif de la propriété individuelle, telle que la bourgeoisie l'a consacrée dans le Code civil. Mais elle lésait les intérêts et heurtait les idées de la majorité des ruraux : la crise agraire acquit par là une gravité exceptionnelle.

### I. - LES BIENS COMMUNAUX

On peut en distinguer trois espèces principales : les bois communaux, à l'extrémité de la région du Sud-Est ; les trieux incultes, les terres vagues, waréchaix et flégards, et les pâtures communes, importants surtout en Hainaut et en Cambrésis ; enfin les marais qui s'étendaient à la lisière de l'Artois, de la Lys à la Sensée, dans les vallées de la Deûle et de la Marque, de la Scarpe et de l'Escaut, principalement en Flandre wallonne et dans les parties limitrophes du Hainaut et du Cambrésis.

Des bois communaux se rencontraient au sud de la Sambre, le long de la frontière, principalement à Cousolre, autour de Trélon et dans les enclaves d'Erpion et de Renlies. Le roi en avait fait mettre le septième en réserve comme dans les autres forêts. A Trélon, on abattait le reste tous les dix-huit ans, à Cousolre tous les quatorze ou quinze ; la futaie était vendue au profit de la communauté et le bois « de râpe » partagé entre les habitants. Dans certains villages, on pelait le bois sur pied pour en réserver l'écorce et on semait du grain après la coupe, le feu ayant préalablement nettoyé le sol : le partage de la coupe se faisait sur pied en portions arpentées, estimées et tirées au sort. En général, on distri-

buait le bois débité, à la corde et par feu : tous les domiciliés recevaient leur part, mais souvent, on faisait « jeûner » longtemps les nouveaux venus. Dans quelques paroisses, à Erpion, à Trélon, le partage se faisait par ménage : beaucoup, faisant feu commun, pouvaient vendre du bois aux aisés, aux étrangers ou aux fabricants de chaux, de briques et de charbon. Or les bois communaux ne suffisaient pas à chauffer les habitants. Aussi à plusieurs reprises, l'intendant et le Parlement défendirent la vente, sauf autorisation, et en 1785, la municipalité de Trélon établit une taxe sur ceux qui employaient ces bois à des usages industriels. La forêt communale était aussi ouverte au bétail. On était bien obligé de convenir qu'elle en subissait beaucoup de dommage. A Trélon, le règlement admettait les chevaux dans les tailles de cinq ans, le gros bétail dans celles de dix, les porcs un an sur dix. Quelquefois la paisson était adjugée aux enchères ; en général elle demeurait commune.

Les pâturages étaient beaucoup plus étendus que les forêts. Dans toute la partie orientale de la région herbagère, où affleuraient les roches primaires, il y avait de vastes trieux incultes, d'ordinaire rocailleux, quelquefois humides et tourbeux. Dans tout le Hainaut, chaque paroisse avait ses waréchaix, parties de terre en friche, plus ou moins propres à la culture, parfois plantés d'arbres ou utilisés comme place publique. Le Cambrésis avait aussi les siens. Tout le département appelait flégards les lisières herbeuses des chemins : en Flandre, les marais exceptés, il n'y avait guère d'autres pâturages communs. Enfin beaucoup de communes du Hainaut et de l'Ostrevent avaient des pâtures proprement dites ; elles étaient naturellement beaucoup plus rares dans la plaine, surtout en Cambrésis : on les y trouvait dans le fond des vallées. Ces pâtures étaient tantôt louées en partie, tantôt complètement abandonnées aux habitants. Elles étaient réservées à la race bovine. Dans les autres pâturages, les mou-

tons lui faisaient concurrence et les mêmes difficultés se présentaient que pour la vaine pâture dont nous parlerons plus loin.

De tous les biens communaux du Nord, les marais, à coup sûr, étaient l'espèce la plus originale; beaucoup plus concentrés, ils constituaient de véritables régions géographiques. Les paroisses qui les possédaient formaient des groupes compacts dans la vallée de la Sensée; dans celle de la Scarpe: environs de Douai, marais des Six-Villes et marais des Onze-Villes; dans celle de la haute Deûle et le long de la Marque. On en trouvait aussi quelques-uns le long de l'Escaut, entre Bouchain et Valenciennes et à l'Est de cette dernière ville dans la vallée de la Haine. Ils y jouaient un grand rôle dans l'économie rurale et les habitants de certains villages en tiraient presque tous leurs moyens d'existence. Les portions qui n'étaient que temporairement inondées servaient de pâturages. Grâce au marais, disait la municipalité de Brunémont en 1790, «presque tous les habitants ont une vache, ce qui fait qu'il n'y a pas de mendiants». Ils semblaient indispensables à l'élevage. A Sainghin-en-Weppes, on prétendait que cent habitants devaient se défaire de leurs vaches s'ils étaient défrichés, à moins qu'on ne consacraît 200 mesures de terres aux prairies artificielles au détriment des grains. Ils fournissaient d'autre part les moyens de chauffage: on y plantait des bois blancs et surtout on en extraissait la tourbe. En théorie, on ne devait y prendre que la consommation locale, à la pelle hottoire qui permettait de faire les tourbes plates appelées palées. Les gens de loi devaient désigner l'endroit à exploiter et la quantité à extraire. L'extraction au louchet et à la wague ou édrague n'était autorisée que dans certaines paroisses et seulement pour d'anciennes tourbières expressément désignées: ces instruments permettaient une exploitation plus intense et on en cédait alors le produit aux villages voisins ou on le brûlait

pour en vendre les cendres comme engrais. Enfin il y avait presque toujours un « *clair* », parfois créé par le tourbage lui-même, où l'on pêchait et qui servait à rouir le lin et le chanvre. Certaines communes comme Sainghin-en-Weppes, Wavrin, Sin et surtout Somain, Fenain, Wallers, Hasnon, dans la vallée de la Scarpe, s'étaient ainsi spécialisées dans le commerce du lin. Grâce à leurs rouissoirs et à leurs pâtures, préférables pour la préparation de ce textile aux éteules et aux jachères, leurs marchands étaient devenus des intermédiaires indispensables aux régions voisines. A Sainghin, 200 marchands traitaient 100.000 bonjots. La pêche, le tourbage, le travail du lin composaient aux habitants un mode d'existence originale et qui les distinguait nettement des vrais paysans. « Avec sa vache et les tourbes, disait-on à Brunémont, on élève sa famille. Avec la vache, on a aussi un cochon ». Quelquefois la paroisse louait une partie du pâturage ou le droit de pêche et percevait une taxe sur le rouissage, ce qui lui constituait d'importantes ressources. Tous les villages contigus au marais en avaient l'usage. Combien ils en étaient jaloux, c'est ce que prouvent les innombrables contestations qui les mirent aux prises, au XVIII<sup>e</sup> siècle, chaque fois que certains d'entre eux, pour dessécher et défricher leur part, voulurent sortir d'indivision. Telle paroisse, prétendant à la propriété du fonds, se refusait au cantonnement; telle autre exigeait une part supplémentaire en indemnité de la réduction du droit d'usage. L'intendant put ménager le partage amiable des marais des Six-Villes et des Onze-Villes, mais il ne fut pas toujours assez heureux pour empêcher les procès.

De quelque nature qu'ils fussent, l'administration des biens communaux favorisait le riche. Les pâturages communs étaient souvent accaparés par les troupeaux du grand fermier ou des marchands de bestiaux. Il advenait même que le fermier se chargeât de faire pâturer les animaux de



paroisses voisines en les présentant comme siens. A Fresnes, on parait ces inconvénients en limitant le nombre de bêtes que chacun pouvait envoyer sur les communaux et en exigeant qu'elles eussent hiverné dans la paroisse : on faisait une retrouve à la veille de Noël et on marquait le bétail. Il n'en restait pas moins que les plus pauvres, n'en ayant point, ne tiraient aucun profit du pâturage ; c'est pourquoi, à Aymeries, on faisait payer une taxe par tête mise en pâture. Mais, comme l'échevinage était formé presque toujours de cultivateurs aisés, ces restrictions étaient tout à fait exceptionnelles.

Les revenus qu'on tirait des biens communaux constituaient souvent dans le Hainaut, un fonds spécial, la massarderie, dont on rendait compte distinct à l'intendant. Dans tous les cas, les paroisses s'en servaient pour acquitter les charges communales et, trop fréquemment, une part au moins des impôts royaux : le surplus seulement était distribué entre les chefs de famille. Le fermier, maître du pâturage, ne payait même pas les frais et impôts qui grevaient les communaux et qui étaient compris dans les dépenses municipales. Ce régime pouvait se défendre dans les villages où tous les habitants étaient restés à peu près aussi pauvres qu'autrefois, mais c'était le cas le plus rare. Dans la plupart des paroisses, le pauvre ne recevait rien. Il est vrai que les dépenses d'assistance faisaient partie des charges communales, mais les fermiers avaient naturellement intérêt à les réduire au minimum. A Sainghin-en-Weppes, en 1791, la municipalité semble convenir qu'elles étaient rayées de son budget sous prétexte qu'ils donnaient aux pauvres 300 livres de pain par semaine : tout au moins n'y perdaient-ils pas en autorité.

Les seigneurs auraient pu aisément redresser ces abus, mais ils ne s'occupèrent des biens communaux que pour en dépouiller les paysans, le jour où ils s'avisèrent qu'on pou-

vait y planter ou les défricher. Les paysans estimaient que la possession immémoriale du droit d'usage témoignait de leur droit de propriété sur le fonds; mais les juristes étaient formels: la directe la conférait au seigneur. La possession ne pouvait être invoquée qu'en faveur du droit d'usage et c'était à la communauté de prouver, par titres, que le seigneur lui avait cédé le fonds. Encore, dans beaucoup de paroisses, le droit d'usage était-il contestable, le seigneur exigeant en retour un droit de gavage, d'herbage, de tourbage ou de rouissage. Merlin allait plus loin: que la jouissance des paysans fût gratuite ou concédée à titre onéreux, le seigneur avait pareillement le droit de la supprimer à son gré pour arrenter, planter ou défricher. Ainsi firent-ils au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle pour les flégards, les waréchaix et les terres vagues de médiocre étendue. Ils y plantèrent, tantôt en interdisant la paison, tantôt en rendant les habitants responsables des arbres. Jusque-là, ils avaient prêté peu d'attention aux menues usurpations des pauvres qui s'installaient sur les communaux pour y bâtir ou avaient laissé les gens de loi accorder des arrentements: ils se mirent à les concéder eux-mêmes; beaucoup obligèrent les nouveaux occupants à payer un cens. La transformation fut progressive et le plus souvent silencieuse. La coutume attribuait formellement les flégards et les waréchaix au seigneur et il était difficile aux paysans de prouver leur droit d'usage sur ces terres éparpillées; pour chacune d'elles, il eût fallu engager un procès dont elle ne valait pas les frais. Mais en 1789 et 1790, on se plaignit partout de ces agissements et jusque dans la région lilloise: seule, la Flandre maritime paraît en avoir été exempte.

Quand il s'agissait de vastes pâturages, comme les trieux et les marais, les paysans ne pouvaient pas se laisser exproprier sans résistance. Or ils pouvaient invoquer l'ordonnance de 1669. Le pouvoir royal avait en effet reconnu qu'il ne

pouvait les laisser dépouiller sans risque pour l'ordre public et surtout pour la perception des impôts : le seigneur ne pouvait donc disposer, en principe, que du tiers des communaux et, encore, à condition que les droits d'usage n'eussent pas été acquis à titre onéreux et que les deux tiers dont la communauté restait propriétaire exclusive pussent suffire à ses besoins. Aux yeux d'un juriste comme Merlin, ce cantonnement restreignait indûment le droit seigneurial, mais le politique jugeait que le seigneur n'avait pas à se plaindre, attendu que les biens communaux ne lui avaient été jusque-là d'aucun rapport, et qu'en fait, il lui était impossible d'en enlever la totalité aux habitants sans les réduire à la misère et au désespoir. En Flandre et en Hainaut, les intendants jouirent, non sans obstacle, de la juridiction administrative en cette matière, c'est-à-dire qu'ils décidaient si l'on pouvait défricher sans inconvénient et si le triage était possible, la communauté conservant le droit de prouver devant les juges ordinaires qu'elle avait acquis la propriété. On ne paraît guère avoir invoqué l'ordonnance de 1669 avant 1760 : seul le marais de Trith fut trié en 1733. Mais il en alla autrement quand se fut ouverte l'ère des défrichements systématiques encouragés par l'édit de 1764, et certaines communautés, en demandant à en profiter, provoquèrent elles-mêmes l'intervention du seigneur. L'intendant réussit souvent à empêcher des procès en ménageant une transaction : ce fut à l'amiable que s'opéra le partage du marais des Onze-Villes entre les communautés et l'abbaye de Marchiennes en 1759 et pendant les années qui suivirent. A Dechy, l'abbaye de St-Amand renonça aussi au triage à condition de conserver les plantis et de percevoir une rente en blé sur toutes les parties qui seraient défrichées (1777). A Santes, en 1760, à Maing, en 1762, à Arleux, en 1778, il y eut aussi arrangement. Au contraire, l'abbaye d'Hasnon exigea le partage en 1761 bien que la communauté se prétendît propriétaire, et la plupart

des seigneurs qui eurent à prendre position imitèrent cet exemple, qu'il s'agît de terres vagues ou de marais. A Gondecourt, après un procès de vingt-deux ans, la paroisse succomba en 1772. A Wavrin, le comte d'Egmont avait demandé le triage en 1714: il triompha seulement en 1772 et consentit alors à une transaction. Le plus grand nombre des triages concernèrent les marais. Cependant quelques seigneurs firent aussi valoir leurs droits sur les waréchaix et les trieux du Hainaut, pour couper court aux contestations sur le plantis et les arrentements. La paroisse de Beaudignies céda ainsi trois waréchaix pour tenir lieu de triage en 1761. A Floyon, de Préseau prétendit à la propriété de certains communaux en 1764; ayant été débouté, il s'en fit céder une partie à titre onéreux par les gens de loi en 1787. Une assemblée d'habitants ayant condamné l'acte, il réclama le triage et l'obtint du Parlement en 1788.

Pour les seigneurs, le principal inconvénient de l'ordonnance de 1669 était de les obliger à contester avec les communautés. Aussi, dès 1775, les grands baillis de Flandre wallonne, dont l'un au moins, le marquis de la Rianderie, était directement intéressé parce qu'il guettait l'occasion de mettre la main sur les vastes marais de Lécluse, s'employèrent à faire déclarer le triage obligatoire en insistant sur l'impérieuse nécessité de défricher les marais qui étaient les seuls communaux importants de leur province. L'édit du 27 mars 1777 leur donna gain de cause. Il y eut malgré tout quelques contestations à Hantay, Sin, Brillon, Warlaing et surtout à Lécluse où le seigneur, après avoir obtenu le triage, plaida en Parlement pour obtenir la propriété du marais entier. En outre les seigneurs entrèrent aussi en conflit entre eux et avec le domaine. En 1789, il y avait ainsi un certain nombre de partages qui demeuraient en suspens. En Artois, le triage avait d'abord été déclaré facultatif en 1773; on le rendit ensuite obligatoire, mais la résistance des paysans fut si vive

qu'un sursis fut accordé en 1781 et qu'en 1787 on revint à l'édit de 1773. On paraît toutefois avoir trié sans difficulté dans les communes artésiennes des environs de Douai, mais, en 1789, la paroisse de Sainghin-en-Weppes continuait à plaider contre M<sup>me</sup> de Verghelles. Les seigneurs du Cambrésis ne pouvaient pas manquer d'imiter leurs voisins. L'intendant Sénac n'admettait le triage qu'en cas de concession gratuite et à condition que les deux tiers restants permissent d'attribuer une mencaudée par chef; tout au moins voulait-il le refuser aux seigneurs ecclésiastiques, à moins qu'ils ne fussent astreints à concéder leur part aux habitants contre redevance; il voulait en somme maintenir l'ordonnance de 1669. Mais les Etats l'emportèrent en 1781 et, mieux encore, se firent attribuer la juridiction administrative pour l'exécution de l'édit, au préjudice de l'intendant. Il ne paraît pas néanmoins que les seigneurs en aient tiré grand parti. Quant au Hainaut, comme l'intendant y gouvernait sans partage, l'ordonnance de 1669 demeura seule en vigueur. Soit par le triage, soit par un accaparement plus ou moins légal, les communaux ayant été baptisés flégard ou waréchaix, une part notable de cette propriété collective se trouva ainsi transformée, au profit du seigneur, en propriété individuelle. Pour la part laissée aux paysans, tout dépendait des intendants.

Ils étaient pareillement indifférents aux abus qui entachaient l'administration des communaux et même ne voyaient pas de mauvais œil qu'on payât les charges locales sur leur produit, car l'impôt royal n'en était que plus facilement perçu. Mais l'exploitation de ces biens excitait aussi les critiques des agronomes, surtout celle des marais. La population en usait de telle façon qu'ils tendaient à se dégrader horriblement. Dès la conquête, les intendants s'étaient efforcés de les protéger. Ils avaient interdit d'y mener les oies, ordonné d'y cantonner les moutons et de borner à la belle



saison la paison du gros bétail, interdit le rouissage dans les rivières et dans les marais qui pouvaient les empoisonner. Le tourbage surtout leur donnait de perpétuels soucis parce qu'il transformait les marais en étangs qu'on ne pouvait plus dessécher et d'une influence pernicieuse sur la santé des habitants. Les seigneurs aussi étaient intervenus pour le régler soit par souci de l'intérêt général, soit pour contester la compétence de l'intendant, soit parce qu'ils tourbaient eux-mêmes et voulaient se réserver les plus gros profits. Tous ces efforts semblent avoir eu fort peu de résultats. Même quand l'édit de 1777 l'eut interdit purement et simplement, le tourbage n'en persista pas moins. Habités d'autre part à leur mode de vie si particulier, les habitants ne se montraient pas très enclins à mettre les marais en culture. Si, du moins, la mendicité et le vagabondage en eussent été diminués! Mais précisément les gens du marais « tous pauvres, fainéants, méchants, entêtés » n'avaient pas bonne réputation. « On ne croit pas, écrivait la municipalité de Flines, en 1790, que la bonne ou mauvaise administration des biens communaux influe sur le nombre des mendiants. Les communes où il y a le plus de ressources sont ordinairement celles où il y a le plus de gens sans propriété et sans courage qui s'y établissent pour entretenir leur fainéantise ». Il en allait autrement pour les pâturages du Hainaut qui n'engendraient pas une mode particulière d'existence. On ne pouvait pas contester qu'ils aidaient à vivre bon nombre de ménagers et d'ouvriers agricoles. Mais en les mettant en culture, on augmenterait la masse des subsistances et surtout on pourrait leur faire payer plus d'impôts. Pour les intendants, c'étaient des raisons décisives. Il fallait donc supprimer la jouissance collective et transformer aussi en propriété individuelle ce qui était resté aux mains des paysans.

Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, trois moyens furent envisagés : la concession à des compagnies, la location, le partage. En



1758, une compagnie offrit au gouvernement de défricher les marais de la Scarpe; le subdélégué d'Avesnes, Faussabry, proposa aussi d'en former une pour défricher les trieux. Mais les intendants firent la sourde oreille et se servirent seulement de ces demandes pour briser la résistance des fermiers ou les faire sortir de leur inertie. C'était la location à long terme qui avait leur préférence. Les habitants n'avaient pas les capitaux d'une compagnie, mais on y remédiait jusqu'à un certain point en louant par petites portions. Le défrichement était plus lent, mais l'argent ne sortait pas du pays. D'autre part, on soutenait que la location était préférable au partage qui devait souvent attribuer une partie du sol à des gens incapables de défricher, faute de moyens, et qui priverait les générations futures de toute ressource. Probablement, on voulait ainsi continuer aux principaux cultivateurs la jouissance exclusive des biens communaux, tout en les obligeant à les défricher. Inconsciemment, les échevinages ruraux contribuèrent beaucoup à supprimer la paisson commune. Chaque fois qu'il fallait payer les frais d'un procès, reconstruire l'église, secourir les pauvres dans les circonstances extraordinaires, ils demandaient à passer bail à long terme d'une fraction des biens communaux. Quand l'édit de 1764 eut accordé des avantages aux terres défrichées, on trouva des fermiers et des spéculateurs locaux pour mettre en culture les portions affermées. Enfin l'accroissement de la population multiplia les demandes d'arrentement de biens communaux et les emprises: les fermiers avaient intérêt à les prendre en location pour les soustraire aux pauvres. On peut dire qu'en 1789, presque toutes les paroisses qui en possédaient en louaient au moins une partie, même dans les pays de marais, et, quand l'édit de 1777 eut ordonné de partager ceux de la Flandre, on n'en continua pas moins d'appliquer l'ancienne méthode à la totalité de ceux qui n'étaient pas assez étendus pour se prêter à l'opération, par exemple à Wattignies et à Coutiches.

Dans la région de marais, la question se posa de même quand, au milieu du siècle, les travaux de dessèchement se trouvèrent assez avancés; mais elle était plus malaisée à résoudre. Dans les paroisses où le rouissage et le tourbage occupaient la majeure partie des habitants, on ne pouvait pas les priver de tout moyen d'existence au profit de quelques cultivateurs. On avait seulement l'espoir de les habituer, à leur tour, au travail de la terre en leur partageant le marais. Une autre raison obligea le pouvoir royal à envisager aussi le partage avec plus de faveur: les seigneurs réclamant le triage, une résistance énergique était à prévoir de la part des paysans coalisés. On pouvait essayer de les diviser en offrant aux pauvres une parcelle de terre.

Toutefois l'attribution des lots en toute propriété, qui fut plus tard ordonnée par la Convention, ne parut pas désirable. On craignit que nombre de bénéficiaires ne vendissent leur part aux cultivateurs, après quoi, privés ainsi de toute ressource, ils seraient plus dangereux qu'auparavant. En 1777, les grands baillis de Flandre wallonne disaient préférer le statu quo au partage. Mais il existait à Gondecourt, et peut-être dans d'autres paroisses, une institution qui ne présentait pas les mêmes inconvénients et devait être très ancienne. On y avait prélevé sur le marais commun un certain nombre de portions appelées wardelles: chacune était attribuée à un ménage et le conjoint survivant la conservait jusqu'à sa mort, sans pouvoir toutefois en acquérir une autre par second mariage. Les nouveaux ménages, originaires de la commune ou étrangers nouvellement domiciliés, prenaient rang d'ancienneté: au fur et à mesure qu'une wardelle devenait vacante, le plus ancien en prenait possession. Celui qui quittait Gondecourt perdait sa wardelle, mais, s'il y revenait, il avait droit à la première vacante. Le lot était d'environ un cent, à peu près neuf ares, et payait une redevance à la communauté. En 1773, le marais se trouvait aussi

complètement défriché qu'il pouvait l'être à la suite de locations successives dont plusieurs étaient en cours. A la suite d'un long procès, le seigneur avait obtenu le triage et 67 wardelles avaient été comprises dans sa part. On en tailla 79 nouvelles et, parmi les ménages en instance, les douze plus anciens en reçurent une en même temps que les détenteurs dépossédés. En même temps, il fut arrêté que désormais les conjoints, dont l'un au moins serait natif, prendraient seuls rang d'ancienneté. Ce régime était à peu près celui que le roi avait institué au profit des mateiots de Fort-Mardyck. On ne s'en tint pas là. Les habitants demandèrent et obtinrent que tous ceux qui avaient feu, mariés ou non, eussent également une portion et il en fut ainsi décidé. On convint que les terres en location resteraient louées à l'avenir pour l'acquit des charges locales. Les parties inondées seraient passées à bail en même temps que les terres dont elles dépendaient à condition de n'être employées ni comme pêcheries ni comme tourbières, mais seulement en pâturage ou plantis. Deux hectares d'eau furent aussi loués pour la pêche. On réserva un demi-bonnier pour le rouissage et une autre partie comme port. Les wardelles constituèrent la troisième catégorie. Le reste, plus de 30 bonniers, environ 43 hectares, fut divisé entre les 252 particuliers ayant feu, y compris le curé, le vicaire et le clerc, dont les portions devaient rester invariables et passer à leurs successeurs; les 249 autres tirèrent au sort, étant entendu qu'on perdrait sa part en cessant de faire feu séparé et que deux portionnaires qui se marieraient ensemble en abandonneraient une. Par contre, le cumul d'une portion et d'une wardelle fut autorisé. Accordée à vie, la portion devait passer ultérieurement au plus ancien habitant ayant feu, pourvu qu'il fût natif ou marié à une native. Elle était assujettie à une redevance d'un demi-havot de blé au cent de terre et ne pouvait être mise qu'en labour, prairie ou plantis. Aucune stipulation ne défendait de la louer. La

portion ménagère, comme on l'appela désormais, substituait donc à la jouissance commune l'exploitation individuelle, mais elle maintenait tous les paysans dans leur droit et elle conservait la forme collective de la propriété dont la redevance était le signe. Elle répondait parfaitement à la conception paysanne.

Tel fut le régime que les grands baillis de Flandre wallonne firent déclarer obligatoire pour toute la province par lettres patentes du 27 mars 1777. Il ne fut pas question de wardelles, mais seulement de portions ménagères et toutes les dispositions que nous venons d'indiquer furent reproduites dans l'édit. Toutefois, en stipulant qu'on retrancherait, avant partage, pour être données à bail la quantité suffisante pour amortir la dette actuelle de la communauté et payer les frais du partage, le roi ne fit aucune allusion aux charges locales. Le défrichement fut également déclaré obligatoire sous le bénéfice des avantages accordés en 1764 et 1766. Ce règlement fut étendu, tel quel, au Cambrésis, par lettres patentes du 30 mars 1780. L'édit du 29 mars 1773, qui fut appliqué facultativement dans celles de nos communes qui faisaient partie de l'Artois, avait également créé les portions ménagères, mais les avait déclarées héréditaires au profit de l'aîné des enfants : elles ne revenaient à la communauté que si la ligne directe s'éteignait. Un autre édit rendit, en 1779, le partage obligatoire en Artois.

On formula deux critiques principales contre les portions ménagères. La principale était que les surnuméraires étaient injustement privés de la jouissance des biens communaux. Tel était l'avis de l'intendant du Hainaut, Sénac de Meilhan, et de Dehau de Lassus, subdélégué de Bouchain. Dès 1785, dix ans après le partage, il y en avait 12 à Tilloy et ils demandaient qu'on leur partageât un morceau demeuré en friche. En 1789, ils étaient 22 et, depuis dix ans, trois ménages seulement avaient accédé à une portion. A titre de

dédommagement, les habitants qui étaient pourvus leur partageaient le produit de la redevance qu'ils payaient, mais la compensation n'était pas jugée suffisante et, d'ailleurs, dans beaucoup de paroisses, les portionnaires ne s'acquittaient pas. L'exclusion des étrangers légalement domiciliés suscitait également des plaintes légitimes, car ils participaient aux charges locales. Postulants et exclus se plaignaient d'autant plus que des habitants vendaient leur jouissance viagère. D'autre part, on soutenait que le défrichement demeurerait imparfait parce que les portions ne passaient pas aux enfants. En fait, il fut poursuivi avec ardeur et l'hérédité qu'adopta la Convention fut beaucoup plus injuste que le régime de 1777 pour les générations ultérieures.

La réforme rencontra partout l'opposition déterminée des principaux cultivateurs; ils se voyaient privés de la pâture commune dont ils étaient les principaux bénéficiaires et d'une grande partie des biens loués dont ils jouissaient seuls. Désormais, ils allaient être obligés de payer la majorité des charges locales. Le subdélégué de Lille, Lagache, dénonçait avec raison leur injustice et leur égoïsme. Quand ils représentaient que, du jour au lendemain, ils ne pourraient pas remplacer la nourriture dont on privait leur cheptel et seraient obligés de s'en défaire, au grand dommage de la culture et des consommateurs, on était bien obligé de reconnaître que l'argument n'était pas sans valeur. Mais ils ne s'y tenaient pas et invoquaient tous les prétextes pour retarder le partage. Ils réussirent à l'éviter à Wattignies et à Coutiches en montrant que les portions seraient trop petites; dans plusieurs paroisses, ils profitèrent pour l'ajourner des difficultés que suscitait le triage. Ils réussirent plus d'une fois à rallier à leur cause une partie des habitants. La réforme était en effet compromise aux yeux des paysans par le triage qu'elle rendait pareillement obligatoire en faveur du seigneur. Dans les bourgs, à Marchiennes, Orchies, La Bassée, les bour-



geois, les marchands, beaucoup d'artisans n'avaient que faire d'une portion ménagère : ils préféraient la location qui diminuait leurs impôts. Dans les villages à rouissoirs et tourbières, il était facile d'émouvoir les journaliers. Ailleurs, les cultivateurs mettaient en œuvre tous les moyens d'intimidation dont ils pouvaient disposer et, çà et là, ils obtinrent le concours de l'aristocratie locale. A Seclin, le chapitre de St-Piat intervint activement contre le partage et décida que ses membres refuseraient leur portion. A Flines, la majorité se prononça aussi contre lui et probablement l'abbaye y fut pour quelque chose. Dans tous les endroits où les riches ne purent obtenir gain de cause, ils parlèrent avec le plus grand mépris de leurs adversaires, paresseux, endettés, mendiants, incapables de défricher leur part et qui la revendraient aussitôt reçue pour retomber à la charge de la communauté. Mais la plupart du temps, ceux-ci ne se laissèrent pas convaincre ni intimider. A Flers, les gens de loi demandèrent en 1788 à passer comme devant leur marais à bail et, rencontrant de la résistance, réduisirent leur prétention à 15 bonniers pris au plus proche du village, c'est-à-dire dans la partie qui était justement la plus favorable aux pauvres privés de chevaux. 250 ménagers et journaliers protestèrent, soutenant que les dettes de la paroisse eussent dû être payées sur les fermages échus et qu'au besoin ils lèveraient une taille, « car alors, ils sauraient comment et pourquoi on dépense ». A Annappes, en réponse à pareille requête, les habitants indiquèrent en détail les charges locales qu'ils voulaient voir rayer des comptes des biens communaux et votèrent le partage, le 30 mai 1788, par 82 voix contre 33. Les gros fermiers essayèrent d'obtenir une décision opposée en réunissant une seconde assemblée, mais en vain. A Fretin, les gens de loi, soutenus par le seigneur et par leurs confrères de Templeuve, Ennevelin et Péronne, furent également battus en assemblée, malgré leurs efforts désespérés.



L'édit ne fut appliqué ni promptement ni à la rigueur. L'intendant de Calonne et son successeur Esmangart écartèrent le partage pour les bourgs et pour les marais trop peu étendus, admirèrent que les contestations sur le triage le suspendaient, acceptèrent à Sin une transaction qui le remplaça par l'arrentement du tiers revenu au roi et, chaque fois que les habitants ne réclamèrent pas, semblent avoir laissé les gens de loi gagner du temps. En Artois, des communautés recoururent à la résistance ouverte, ce qui leur donna à réfléchir. Ce fut tout à fait par exception qu'ils durent recourir à la force armée: en 1786, à Lécuse, pour assurer le triage et en 1788, à Cysoing où les gens de loi et une partie des habitants menaçaient de mort ceux qui réclameraient le partage qui fut néanmoins exécuté. Il aurait fallu sans doute l'employer aussi à Seclin où, en 1789, la fermentation était grande. Quelques années encore et tout eût été terminé. Mais en Artois, le partage fut de nouveau déclaré facultatif en 1787 de sorte que, vers la haute Deûle, plusieurs paroisses comme Sainghin, et dans les environs de Douai, quelques autres encore ne changèrent rien à leurs coutumes. D'ailleurs, dans celles où le tourbage et le rouissage constituaient les occupations essentielles, le défrichement ne les supprima pas complètement. A Lauwin-Planque et à Lécuse, on continua de tourber malgré les défenses. Quant au Cambrésis, on ne voit pas que les Etats aient fait exécuter le partage. Les marais défrichés, à Iwuy, Neuville-St-Rémy et Morenchies étaient loués en 1789.

Dans le Hainaut, l'intendant, bien avant l'édit de 1777, avait commencé à faire diviser en parcelles les lots de marais qu'on mettait en location. Le subdélégué de Bouchain conseilla de s'en tenir à cette méthode en réservant les lots aux seuls domiciliés. Sénac de Meilhan adopta ces vues. Aucun édit ne rendit le triage et le partage obligatoires dans la

province, mais dans les villages où l'on réclama l'adoption des portions ménagères, on distribua entre les chefs, à titre de bail pour 18 ans, une étendue plus ou moins considérable de marais. L'avantage était pour eux beaucoup moindre; en outre, dans beaucoup de villages, on s'en tint aux errements traditionnels.

Bien que l'appropriation individuelle des communaux demeurât loin d'être achevée, elle avait donc fait de grands progrès, et, en tout cas, la jouissance collective avait perdu beaucoup de terrain. Réduisant l'élevage extensif au profit des cultures, cette transformation pouvait être considérée comme avantageuse au point de vue économique. Mais ses conséquences sociales étaient beaucoup plus contestées. L'élevage extensif constituait une des principales ressources du ménager et du manouvrier. En Flandre wallonne, ils avaient reçu, en compensation, le lopin de terre auquel ils aspiraient, parfois même un lot important; leur condition s'était améliorée et les municipalités en convirent en 1790. Ce fut l'unique mesure de l'Ancien Régime qui eût atténué la crise agraire; elle était bien conçue, satisfit certainement le prolétariat rural et contribua beaucoup à empêcher la Flandre wallonne de faire cause commune avec la région méridionale. Mais dans cette dernière, il n'y eut point de compensation pour les pauvres et la crise en fut aggravée. Il faut d'ailleurs observer que, même en Flandre, coïncidant avec le triage, la réforme de 1777 apparut comme un empiètement des privilégiés et perdit beaucoup de son influence pacifiante. Mais la conséquence la plus fâcheuse pour l'ancien régime fut peut-être la crise de l'élevage; ce fut le motif qu'invoquèrent le Tiers de Douai, de Lille et de Cambrai et la noblesse du Cambrésis pour demander que tous les marais fussent remis en pâturage commun; elle avait été prévue et ne devait être que momentanée. Mais à quoi on n'avait pas

assez réfléchi, c'est que les éleveurs qui étaient les plus atteints et les plus mécontents, étaient les cultivateurs aisés et les grands fermiers dont l'Ancien Régime avait d'intérêt à se concilier l'affection.

## II. - LA VAINÉ PÂTURE

Dans le Pays-Bas français, on confondait volontiers sous ce nom la païsson des biens communaux et celle des biens privés qui, à certains moments et sous certaines conditions, redevenaient le patrimoine commun de tous les habitants, un régime distinct étant naturellement réservé aux chaumes et aux prairies ou pâtures.

La Flandre, à cet égard, se distinguait, une fois encore, des autres provinces. La vaine pâture n'y était de droit que sur les communaux qui, en dehors de la région des marais, se réduisaient aux chemins et places publiques et à leurs flégards. Sur les biens privés, elle était subordonnée au consentement de l'exploitant : l'usage était de la tolérer vingt-quatre heures après l'enlèvement des avéties ; comme les jachères étaient rares, elle n'était jamais de longue durée. Le gros bétail vivant en pâture ou à l'étable, elle n'intéressait que le mouton. Quant aux pâtures, la clôture était de droit et même obligatoire si elles jouxtaient des terres cultivées.

Au contraire, dans le Hainaut et le Cambrésis, la vaine pâture tenait une grande place dans la vie rurale et, dans la plaine crayeuse où les communaux étaient d'étendue médiocre, son rôle était d'autant plus considérable qu'elle portait surtout sur les biens privés et s'y trouvait étroitement liée à la persistance de la jachère. La coutume protégeait les terres labourées et ensemencées ; une branche d'arbre plantée au bord du chemin ou au milieu du champ les mettait en

défense. Mais deux jours ordinairement après l'enlèvement de la récolte, les chaumes appartenait à tous et aussi longtemps que la terre demeurerait inculte. On y menait pareillement le gros bétail et le mouton; l'herbe des jachères était même particulièrement réputée. En principe, les prairies artificielles étaient protégées comme les avêties et interdites tant qu'on pouvait les faucher. Dans la première moitié du siècle, les intendants leur avaient accordé sauvegarde du 1<sup>er</sup> mars au 1<sup>er</sup> décembre. Cependant, à Avesnes-le-Sec, vers 1770, les trèfles étaient « à tous », c'est-à-dire traités comme les pâtures qui s'ouvraient beaucoup plus tôt; dans la subdélégation de Valenciennes, toute contestation n'avait pas cessé et, dans celle de Maubeuge, on signalait en 1782 que, dans la pratique, ils n'étaient pas fort respectés. Quant aux pâtures, elles se divisaient en trois catégories: les unes devenaient banales après le regain; d'autres, moins nombreuses, après la première coupe; d'autres encore, beaucoup plus rares, n'admettaient pas la vaine pâture. Autour de St-Amand et de Condé, dans l'Ostrevent et au Sud de l'Escaut jusque dans le Cambrésis, la plupart étaient de la première sorte. La communauté toutefois en prenait possession à date fixe: le 1<sup>er</sup> octobre, dans la région de Condé et à Hasnon, le 18 (St-Luc), vers Landrecies; sa jouissance était suspendue d'ordinaire le 1<sup>er</sup> ou le 15 avril. Dans la châtellenie de Bouchain, le subdélégué prétendait que la vaine pâture était pure tolérance de la part du propriétaire, mais le point de droit ne paraît pas avoir été tranché. Dans toute la région, la clôture était permise mais on n'en usait pas, les haies pouvant nuire aux labours, beaucoup plus importants dans la plaine, et on n'osa jamais assurer à l'intendant qu'elle emportât suppression du droit d'usage. En tout cas, il n'en pouvait être ainsi quand le regain appartenait à la communauté, comme il arrivait dans un certain nombre de paroisses. Quand on atteignait la région herbagère, la pâture close redevenait,

comme en Flandre, un trait du paysage; mais, jusqu'à l'édit de 1771, la clôture n'emportait suppression de la banalité que pour les labours accourtilés ou pour les pâtures exemptes pas possession d'état. Aussi était-il rare qu'on fit pour les autres les frais d'un enclos; les haies plantées d'arbres se multiplièrent surtout à la fin de l'Ancien Régime. Les pâtures qui devenaient banales après la première coupe étaient dans ce pays beaucoup plus nombreuses que dans le reste du Hainaut: elles s'ouvraient aussi à une date fixe qui variait avec les communes: à la St-Jean, à la Madeleine (22 juillet), à la St-Christophe (25 juillet), généralement le 1<sup>er</sup> août au Sud de la Sambre: si la première herbe n'avait pas été fauchée, elle tournait elle-même au profit des habitants; aussi, dans les mauvaises années, l'intendant reculait l'ouverture par ordonnance. La communauté laissait pâturer le troupeau communal dans les regains ou bien elle les adjudgeait, soit pour l'année, soit à long terme, parfois en excluant les étrangers. L'une et l'autre méthode l'emportaient à peu près dans le même nombre de paroisses. Les riches préféraient naturellement la seconde: ils se rendaient acquéreurs et le prix du bail servait à acquitter une partie des impositions à leur décharge. Les propriétaires, au contraire, préféraient la première parce qu'ils profitaient de la fumure. Des intendants avaient limité au tiers la proportion des regains loués et par conséquent fauchés, mais ces prescriptions n'étaient pas respectées. De toute façon, la période du regain finissait au plus tard à la St-Rémy (1<sup>er</sup> octobre) et la pâture devenait banale à partir de cette date. Si, à ces « près sauvages », comme on les appelait souvent à cause de l'état où les propriétaires les laissaient naturellement, on ajoute ceux qui devenaient communs après le regain, les pâturages qui étaient propriété collective et enfin les forêts, on conviendra que la vaine pâture disposait d'espaces immenses dans la région herbagère, surtout au Sud de la Sambre. Ce pays se

distinguait en outre par le droit de parcours qui permettait à certaines de ses communautés de faire paître leurs bestiaux sur tout ou partie du terroir d'une paroisse voisine, sans qu'il y eût nécessairement réciprocité. Les parcours se rencontraient principalement dans le voisinage de la frontière et plusieurs créaient des liens d'intérêt entre villages français et villages impériaux.

En Flandre, la vaine pâture ne suscitait guère de difficultés, mais dans le Sud, elle en engendrait beaucoup qui étaient à la fois d'ordre économique et d'ordre social. Elle rendait la police rurale à peu près impossible. Pendant une grande partie de l'année, le bétail vivait dans les champs et sur les chemins; moissons et plantations étaient exposées à beaucoup de dégâts. Pour le gros bétail, il y avait assez souvent un pâtre communal, notamment dans les paroisses qui avaient conservé leurs marais en pâturage ou qui disposaient de forêts. Mais la paisson isolée déterminait beaucoup d'abus, surtout dans la région herbagère. On y menait les vaches dans les forrières ou fossés qui coupaient les labours pour en assurer le drainage et on les y attachait sans les garder: les cultivateurs prétendaient qu'elles mangeaient les avêties à quatre pieds à l'entour; les chevaux étaient abandonnés à eux-mêmes à la St-Rémy: on les lâchait dans la campagne contrairement aux règlements. Partout les moutons étaient particulièrement redoutés. Les petits troupeaux confiés à des enfants étaient dénoncés comme un fléau. Il fut proposé souvent, et encore en 1790, d'obliger leurs propriétaires à entretenir un berger à frais communs; mais ils étaient trop peu nombreux et le berger était un domestique trop coûteux pour que l'on s'y décidât. C'est pourquoi on défendait à quiconque n'exploitait pas de terre de tenir des moutons. Dans l'opinion de tout le monde, ils n'auraient pu les nourrir qu'au préjudice d'autrui. En Flandre maritime, il n'y avait point de minimum fixé; mais en 1790, le District



d'Hazebrouck proposa de l'établir à 12 mesures (4 hect. 20). En Cambrésis, le Parlement exigea, en 1776, 120 mencaudées au moins (42 hect.); en 1782, il prétendit étendre cette règle au Hainaut, mais dut y renoncer quant à la région herbagère où les grandes exploitations étaient trop rares pour qu'il n'en résultât pas une disparition presque complète de l'élevage. Même ainsi limité et malgré la surveillance du berger, il suscitait des plaintes. Ainsi, pour gagner les jachères, qui étaient leur pâturage d'élection, les moutons devaient éviter les chemins bordés de terres empouillées, mais souvent il n'y en avait pas d'autres. Le droit de parcours à cet égard était particulièrement nuisible; heureusement il n'avait lieu que dans la partie la plus inféconde du Hainaut; mais le grand fermier qui avait des terres sur plusieurs paroisses prétendait profiter de la vaine pâture dans chacune d'elles et instituait en fait un parcours à son profit. L'intendant défendit, en 1755, de faire sortir les moutons de la paroisse du fermier; mais il dut accorder des dérogations et le Parlement, en 1776, prétendit confirmer les cantonnements existants.

Cependant les difficultés les plus graves provenaient de la rivalité entre moutons et gros bétail. Les pâtures et les marais étaient réservés à ce dernier, mais ne lui suffisaient pas. Il avait donc fallu limiter le nombre des moutons dans le Hainaut et le Cambrésis. Il était de quatre au bonnier et fut porté à 6 pour la terre d'Avesnes en 1779. En 1755, on avait en outre interdit au berger de joindre au troupeau du maître une monture, c'est-à-dire un certain nombre de bêtes qui lui appartenaient, mais la défense ne fut pas observée parce que le berger tenait absolument à cette condition. Il n'était du reste pas défendu de tenir des moutons qui appartenaient à autrui, généralement à un boucher, dans la limite légale. En 1755, l'intendant du Hainaut prit une autre mesure en faveur du gros bétail: il réduisit le mouton au

quart des chaumes, chaque échevinage devant, en tant que besoin, cantonner les troupeaux; la même règle fut appliquée aux waréchaix communaux jusqu'à la date où le gros bétail entraînait en pâture. Le cantonnement entre les troupeaux de moutons n'était pas nouveau, mais la réduction au quart des chaumes ne put être maintenue dans les pays où les jachères n'étaient pas assez étendues. Les subdélégations de St-Amand, de Mortagne et de Bouchain, celles de Landrecies, Avesnes et Maubeuge, les paroisses de St-Waast et la Flamengrie dans celle de Bavai, en furent successivement exemptées, en sorte que la plaine seule y fut soumise; quant aux waréchaix, la mesure fut confirmée. Toutefois, on a des raisons de croire que les prescriptions relatives aux moutons n'étaient pas exactement observées. L'intendant, en effet, les renouvelait fréquemment et les gens de loi, d'autre part, souvent fermiers, étaient intéressés à ne pas les appliquer.

Ces conflits en effet avaient aussi un caractère social. Non seulement les habitants qui n'avaient pas de bétail constataient avec amertume que les biens communaux et la vaine pâture ne leur étaient d'aucun profit, mais la paisson elle-même mettait aux prises les ménagers et les grands fermiers. La plupart du temps, ces derniers accaparaient en fait le pâturage, tant leurs bestiaux étaient nombreux et, seuls, ils étaient autorisés à élever des moutons et à leur faire réserver une partie du terroir.

L'inconvénient principal de l'usage commun était qu'il détournait les propriétaires d'améliorer les pâtures. Vers le milieu du siècle, quand l'emploi des engrais se fut développé dans la région herbagère, on chercha les moyens d'échapper à cette servitude. A Felleries, à Prisches, la communauté consentait à abandonner son droit contre une redevance d'un florin par rasière. En 1770, l'intendant homologua sur demande des principaux habitants de Fourmies et de Trélon une convention semblable qu'ils avaient conclue avec les

gens de loi. C'était la solution que préconisait le subdélégué d'Avesnes pour généraliser la clôture. Celui de Valenciennes préférait voir passer les regains à long bail et comptait que le preneur serait intéressé aux améliorations, surtout si c'était l'exploitant ou le propriétaire du fonds.

Simultanément le pouvoir royal, pour développer la production des fourrages, prenait la résolution de supprimer la vaine pâture et d'autoriser le propriétaire à clore. En 1766, le contrôleur général Bertin proposa toutefois à l'intendant de limiter la clôture au cinquième des pâtures soumises à la banalité. La société d'agriculture approuva le projet et le bureau de Valenciennes demanda qu'on n'y apportât aucune restriction. Les subdélégués de la plaine se montrèrent peu enthousiastes; les pâtures n'y étaient pas très étendues et l'intérêt de la réforme leur semblait médiocre. Mais ceux de la région herbagère l'approuvèrent chaleureusement. Seul, le subdélégué d'Avesnes, Faussabry, d'abord favorable, se déclara en 1768 hostile à la clôture, sauf pour les parties éloignées des rivières et à condition que le propriétaire payât une redevance. Il prit ardemment la défense des ménagers. L'intendant Taboureau passa outre et conclut, le 3 mars 1771, en faveur de la clôture. On ne pouvait pas en contester l'intérêt économique. Mais, encore une fois, les petits allaient en faire les frais. Le paysan propriétaire et le grand fermier pouvaient hésiter: c'étaient eux qui tiraient le plus grand profit de la vaine pâture et des regains; mais, d'un autre côté, par la clôture, ils se réserveraient leurs prés, les amélioreraient et augmenteraient leur troupeau, à charge toutefois, pour le fermier, d'une augmentation de rendage. C'étaient les propriétaires privilégiés qui devaient principalement tirer profit de la réforme. C'est ce que les subdélégués de Valenciennes et de Cambrai laissèrent entendre, tandis que celui d'Avesnes le proclamait hautement. Mais l'intendant fit bon marché de l'argument. Reconnaisant que les

voituriers, si nombreux au Sud de la Sambre, devraient se défaire de leurs attelages, il répondait lestement : « Ils feront autre chose ».

Le problème pourtant n'était pas seulement économique et social : il était aussi juridique. Les droits d'usage, la banalité des prés dont le droit de regain n'était qu'un démembrement, comme en convenait en 1768 le bailli d'Elesmes, remontaient vraisemblablement à l'occupation primitive du sol et constituaient des vestiges de propriété collective. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, quelques personnes prétendaient que le droit de regain était une usurpation qui datait des guerres religieuses du XVI<sup>e</sup> siècle, et que les propriétaires avaient tolérée parce qu'ils avaient trop peu de bétail pour tirer partie de la seconde herbe. Mais la vaine pâture, comme l'usage des biens communaux, étaient des faits trop généraux et trop uniformes pour résulter d'usurpations et de conventions. Les juristes n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur la nature du droit qui appartenait à la communauté. Les uns le niaient, comme une usurpation ; les autres pensaient qu'il constituait une servitude ; d'autre encore admettaient qu'il emportait co-propriété du fonds. Pour les biens communaux, l'ordonnance de 1669 avait admis la seconde de ces opinions : le seigneur, pour supprimer l'usage, abandonnait les deux tiers du fonds. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, dans les Pays-Bas français, la jurisprudence considérait au contraire la vaine pâture et le droit de regain comme résultant soit d'une convention entre les propriétaires du terroir, soit d'une stipulation qui avait accompagné la concession du fonds ; dans le premier cas, tout propriétaire en dénaturant ou en clôturant son fonds, était libre de mettre fin, pour ce qui le concernait, à la banalité ; dans l'autre, le titre primitif manquant, on admettait qu'il y avait présomption en faveur de la communauté si le droit de regain n'était pas général, mais limité à un certain nombre de pâtures, et que sa pro-

priété était prouvée s'il était interdit au propriétaire de dénaturer le fonds. Ainsi, en 1758, l'intendant déclara la banalité abolie à Orchies parce qu'on avait le droit de transformer les pâtures en labours. De même le Parlement se prononça en faveur du comte de Calonne-Ricouart, à Wallers, parce que ses fermiers avaient établi un roussoir dans les pâtures. Dans l'un et l'autre cas, on avait joint le regain à la banalité et cette dernière avait été subordonnée au consentement du propriétaire.

Ce fut sur cette jurisprudence qu'on fonda l'édit de mai 1771 qui l'autorisa à clore ses pâtures et à supprimer ainsi la vaine pâture sur son fonds, en renonçant de ce fait à l'exercer sur la terre des autres. Le droit de regain fut joint à la vaine pâture, à moins que la communauté ne prouvât sa propriété par titres valables. Quels étaient-ils? l'édit ne le disait pas. S'il s'agissait du titre primitif, le droit de regain se trouvait aboli purement et simplement, et l'édit se montrait beaucoup plus audacieux que la jurisprudence : c'est ce que les subdélégués de Bouchain et d'Avesnes représentèrent aussitôt à l'intendant qui remit l'affaire à justice : ses papiers montrent qu'il se représentait le droit de regain comme un empiètement sur la propriété d'autrui ; la possession immémoriale ne légitimait pas l'abus et l'intérêt général exigeait qu'il disparût. On le conciliait avec le respect dû à la propriété en admettant la production du titre primitif. Les privilégiés, enchantés de la plus-value ainsi assurée à leurs terres, s'empressèrent d'applaudir. Mais ils ne prenaient pas garde que la dîme et les droits féodaux entravaient aussi les progrès de l'agriculture : la Législative ne devait pas raisonner autrement que l'intendant du Hainaut. Et pourquoi même le droit bourgeois de propriété n'aurait-il pas cédé à la nécessité de diviser les fermes pour améliorer la situation du paysan et développer la petite culture dont l'opinion, dans le Nord, admettait la supériorité?



Ce fut naturellement dans la région d'Avesnes que l'émotion fut la plus vive. L'édit fut enregistré le 14 juin. Après la première coupe, au début d'août, quand on voulut s'en prévaloir, des attroupements, principalement de femmes, recoururent à la force. Les clôtures furent arrachées, les pâtures envahies et les arbres fruitiers coupés. A Obréchies, le principal fermier vit briser ses charrues. Les attentats nocturnes commencèrent. A Etrœungt, on tira des coups de fusil sur les bestiaux de la veuve Hufty, et, à deux reprises, dans ses fenêtres. L'intendant se rendit en personne à Maroilles. Les troubles cessèrent parce qu'en fait l'édit n'avait pas pu recevoir encore une application très étendue, mais la fermentation dura longtemps. Faussabry, prévoyant ces désordres, avait convoqué pour le 7 août les mayeurs des communautés. Il signa et probablement rédigea le mémoire qui sollicita la révocation de l'édit; il répondit ouvertement à celui de ses adversaires et compromit l'intendant en annonçant que ce dernier lui avait fait espérer quelques tempéraments. Les grands propriétaires le rendirent responsable des troubles. Pendant l'hiver et pendant le printemps suivant, on combattit à coups de mémoires au Conseil du roi et les communautés du Hainaut septentrional entrèrent dans la lice. Mais l'édit ne fut pas rapporté bien que l'intendant, ému de ses conséquences, insistât désormais sur ses inconvénients dans sa correspondance avec le ministère. Un grand nombre de procès en résultèrent, mais peu à peu les propriétaires en tirèrent profit et firent mettre leurs clôtures, par le Parlement, sous la sauvegarde des communautés, ce qui brisa l'opposition. L'aristocratie foncière demanda même, il est vrai sans succès, la faculté pour les propriétaires d'échanger sans frais, pendant six ans, même avec les gens de main-morte, les parcelles susceptibles de clôture.

Lors de la rédaction des cahiers, bon nombre de paroisses de la prévôté de Maubeuge demandèrent l'abolition de la



clôture; mais, à l'assemblée générale, la majorité s'y refusa. Au contraire, les assemblées des bailliages principaux d'Avesnes et du Quesnoy adoptèrent le vœu. Le bailliage de Mortagne se prononça aussi contre l'édit. Comme l'intendant en était convenu en 1771, ses adversaires avaient une énorme supériorité numérique.

### III. - LES DROITS D'USAGE DANS LES FORÊTS

Pour les paroisses installées à la lisière, les forêts constituaient également une ressource précieuse. A la vérité, on ne pouvait plus en tirer les bois de chauffage et de construction; l'ordonnance de 1669 avait formellement aboli ces droits d'usage dans les forêts domaniales, et quant aux particuliers, le paysan lui-même ne contestait pas la propriété du fonds et des arbres à leurs possesseurs. Cependant quelques seigneurs se montraient tolérants et laissaient subsister par grâce quelques restes des anciens usages: à Walincourt, le marquis de Bécelaer permit jusqu'à la Révolution de couper du bouleau pour faire des balais, des « bâtons » pour chauffer le four et « les plantis nécessaires pour la couverture des toits en paille ». En tout cas, les forêts, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, admettaient toutes le pâturage, plus ou moins exactement réglementé; autour d'elles, l'élevage dépendait de cette ressource; on assura en 1789 que la prévôte de Bavai avait perdu 5 à 6.000 bêtes à cornes depuis que la forêt de Mormal leur était fermée et, en 1790, que leur nombre avait beaucoup diminué dans l'Ostrevent et la vallée de la Scarpe, les trois quarts des habitants renonçant à s'en pourvoir pour semblable raison.

Le pâturage était certainement préjudiciable à la forêt. C'était pour diminuer cet inconvénient que l'ordonnance de 1669 défendait la païsson isolée, mais elle ne l'avait pas

supprimée. Or, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le bois devint très cher : on fut amené à expulser les troupeaux pour augmenter le revenu des plantations en invoquant encore une fois l'intérêt général. Une mesure législative ne fut pas nécessaire. Dans les forêts domaniales, l'ordonnance de 1669 accordait aux maîtrises le droit de réglementer et de borner la paisson. En usant de ces pouvoirs, elles les firent complètement. Ainsi, en 1773, Aupépin, le nouveau maître des eaux et forêts du Quesnoy, supprima le pâturage dans la forêt de Mormal, ce qui fut un désastre pour une vingtaine de paroisses. Dans les forêts particulières, personne ne contestait au propriétaire le droit de cantonnement et de règlement et, au surplus, on pouvait appliquer l'édit de clôture. On finit par interdire au paysan d'y couper de l'herbe et d'y ramasser du bois mort.

Les cahiers du Hainaut et du Cambrésis et les enquêtes de 1790 montrent que le paysan fut également très sensible à cette expropriation silencieuse ; elle fut particulièrement cruelle aux pauvres gens et le tiers de Mortagne pria les propriétaires de vouloir bien, tout au moins, rétablir en leur faveur la permission de ramasser le bois mort.

#### IV. - LE GLANAGE

Le glanage était aussi dans le pays de culture une ressource importante et principalement dans le Sud où on moissonnait à la faux. « Beaucoup de ménagers et de bons ouvriers, disait le Parlement en 1771, abandonnent tout ouvrage pour aller glaner ». Des cultivateurs ne dédaignaient pas d'y envoyer leur femme, leurs enfants, leurs domestiques. Pour les payer moins cher, ils convenaient avec leurs moissonneurs que leurs familles pourraient glaner derrière les

«recueilleurs» qui suivaient les faucheurs pour gerber les épis. L'intendant, le Parlement, et, à leur suite, les bans d'août interdisaient ces abus: le glanage était en effet le patrimoine des indigents et des infirmes de la paroisse, à l'exclusion de tout étranger; la liste devait en être dressée par les gens de loi à l'intervention du curé.

Mais ils se rendaient eux aussi coupables d'excès. Il leur était interdit de glaner de nuit et avant que les gerbes ne fussent liées et mises en moyes ou diseaux; on leur défendait aussi de s'approcher des gerbes, même pour se reposer. Il est bien certain que les nuées de glaneurs qui rôdaient autour de sa moisson avaient bien de quoi inquiéter le cultivateur, surtout aux époques de disette, et qu'il était bien difficile de la protéger. En outre quand, dans le blé, on avait semé du trèfle, on glanait au rateau, au grand dommage de ce dernier.

Le champ était réservé aux glaneurs pendant vingt-quatre heures au moins; en 1778, le Parlement accorda trois jours; ensuite, les troupeaux pénétraient dans les chaumes. Mais les pauvres prétendaient aussi arracher les éteules qu'ils donnaient aux bêtes ou qui leur servaient à chauffer le four. Les chartes du Hainaut et les règlements du Parlement le leur défendaient jusqu'à la St-Rémy, les éteules constituant un engrais ou une pâture pour le mouton. Sans pouvoir supprimer le glanage, le cultivateur pouvait en diminuer beaucoup l'importance en employant le piquet: le piqueteur formait la gerbe en même temps qu'il fauchait et perdait moins d'épis. En Flandre, on ne connaissait pas d'autre moissonneur. Mais l'introduction de cet outil dans le Hainaut et le Cambrésis se heurtait à la résistance des populations: en 1791, les habitants de Capelle et de Vendegies-sur-Ecaillon, en 1792, ceux de Montigny-en-Cambrésis et des communes voisines maltraitèrent et chassèrent les piqueteurs «sous le prétexte qu'on ne peut préjudicier aux droits de glanage qui leur appartiennent».

Dans ces régions, la coutume n'avait pas disparu de donner comme salaire aux moissonneurs une part de la récolte. A Solesmes, en 1762, ils prélevaient une gerbe matin et soir au préjudice des décimateurs. En général, ils prenaient 8% des gerbes. Les fermiers s'efforçaient de remplacer par un salaire proprement dit cette rémunération qui les privait de leurs pailles; mais, en ce cas, les ouvriers conservaient souvent l'habitude d'emporter subrepticement des gerbes. Pourtant, dans certaines paroisses tout au moins, les habitants prétendaient aussi posséder un véritable droit sur les récoltes. A Cysoing et à Louvil, quand elle était mûre, on rassemblait les journaliers au son de la cloche et on les répartissait entre les cultivateurs pour la recueillir à l'exclusion des étrangers; ils prélevaient à Cysoing la vingt-cinquième gerbe et à Louvil la vingt-deuxième: c'était le droit de picorée. Mais cette coutume parut encore plus illégale à l'intendant que tous les autres droits d'usage, et il l'abolit en 1782 à la requête des fermiers.

## V. - LE « MAUVAIS GRÉ » DES FERMIERS

Les droits d'usage restreignaient la jouissance du propriétaire au profit de la collectivité, mais du moins ne leur contestaient-ils pas le droit de louer sa terre et d'en disposer comme il l'entendait. Bien plus audacieux était le fermier qui s'arrogeait sur son *marché* ou exploitation deux privilèges qu'on réunit sous le nom de *droit de marché* ou de *mauvais gré des fermiers*. Si le propriétaire mettait sa terre en vente, le fermier ne tolérait pas, alors même qu'il n'avait aucunement l'intention de l'acheter, qu'un habitant du pays, et surtout de son village, se présentât pour acquérir; l'injure lui semblait particulièrement grave de la part d'un cultivateur. Le propriétaire se trouvait donc placé devant cette

alternative: ou lui vendre la terre au prix qui lui convenait, ou trouver un amateur complètement étranger au canton. Bien plus important encore était le privilège relatif à la location. Sous aucun prétexte, le fermier n'admettait que le propriétaire lui donnât congé et qu'un autre cultivateur acceptât de le remplacer; même si le propriétaire voulait cultiver lui-même, l'éviction n'était pas admise. Cette règle s'appliquait à tous les baux, même à ceux des dîmes et terrages. Le fermier était donc maître de fixer le prix du fermage plus encore que le prix de vente. On peut dire que, dans l'essentiel, le droit de marché lui assurait un bail perpétuel au prix qu'il estimait juste et qui était toujours inférieur à celui que le propriétaire aurait normalement réussi à lui imposer. Le fermier disposait à son gré de l'ensemble de ces droits et les transmettait avec l'exploitation à ses héritiers; il les cédait avec son bail à qui lui plaisait, moyennant un *déport* ou *chapeau*, sans consulter le propriétaire ni même l'avertir; il sous-louait une partie des terres plus cher qu'il ne les payait lui-même. Il pouvait renoncer contre indemnité à exercer ses prérogatives, mais encore fallait-il, pour que l'achat ou la cession fût réputée *de bon gré*, qu'aucune intervention judiciaire, aucune menace, aucune pression morale n'eût contribué à décider le fermier; au cas contraire, il pouvait très bien arriver qu'ayant été dédommagé, il n'en conçût pas moins *mauvais gré*.

Si le propriétaire passait outre, ce n'était pas à lui que le fermier s'en prenait directement, aussi bien était-il hors d'atteinte; celui qui était frappé, c'était le paysan traître à sa classe, le *los*, l'*agosille*, le *jean-f...*, qui avait consenti à payer un prix supérieur. L'autorité publique étant au service du propriétaire et de l'exploitant qu'il avait choisi, le fermier évincé, réduit à ses propres forces, n'aurait pu leur nuire sans grand péril. S'il existait un droit de marché, c'est qu'il constituait pour la collectivité paysanne une loi non

écrite qu'elle faisait respecter par ses propres moyens, en dépit de l'autorité. Les honnêtes gens étaient le plus stricts à l'observer; c'étaient les gens peu scrupuleux et peu honorables qui l'enfreignaient. Contre eux, tous les moyens étaient légitimes. Le fermier lui-même ou plus souvent un intermédiaire, quelquefois même un tiers agissant spontanément, le punissaient dans sa personne et dans ses biens. Des paroles à double entente ou des signes, une croix plantée au bord du champ, une fosse creusée pour lui dans sa cour ou dans ses terres, une charge de fusil déposée devant sa porte, une torche plantée dans son chaume lui dénonçaient le péril. Des lettres le sommaient de déguerpir. S'il s'obstinait, ses récoltes étaient dévastées, ses arbres coupés, ses bestiaux mutilés, ses instruments aratoires brisés; sa ferme et ses meubles flambaient; lui-même était assommé ou tué à coups de fusil. La corde attendait le meurtrier; l'ordonnance de 1685 avait édicté la roue contre le *sommeur* et le feu même s'il avait effectivement incendié la ferme. Mais la difficulté était d'atteindre le coupable et de le convaincre. Une conspiration universelle entravait l'action de la justice. Ceux qui, par horreur du crime ou par respect de l'autorité, auraient été tentés de la renseigner, se taisaient par peur: ils seraient exposés au même châtement.

L'arrêt de 1714, l'édit de 1724, la déclaration de 1768, en confirmant les sanctions, placèrent le fermier de mauvais gré sous la sauvegarde de la communauté; mais si l'on put ainsi diminuer peut-être le nombre des attentats, nulle puissance au monde ne pouvait supprimer la seconde forme de la vindicte paysanne qui était la mise à l'index. L'intrus ne trouvait rien à acheter; il ne pouvait rien vendre dans le pays; aucun ouvrier, aucun artisan ne consentait à travailler pour lui; personne n'entraît en rapport avec lui et l'excommunication atteignait ses enfants qui ne pouvaient se marier. Aussi plus d'une terre demeurait inculte parce que le propriétaire qui s'entêtait ne trouvait pas de fermier.



Il paraît y avoir eu deux principaux foyers de mauvais gré, à chacune des extrémités de la plaine méridionale : au Nord, la Pévèle et le pays de St-Amand jusqu'à la Scarpe, étroitement unis au Tournaisis resté belge; au Sud, le canton de Marcoing qui constituait, à cet égard, l'extrémité de la région de Santerre où cette coutume régnait avec une force particulièrement redoutable. Mais en réalité, toute la plaine méridionale la connaissait et peut-être même la région herbagère. En revanche, on n'en trouve pas mention au XVIII<sup>e</sup> siècle en Flandre au nord de Lille. Pourtant elle avait un nom en flamand (*haet van pacht*) et peut-être, si elle n'existait plus en Flandre maritime, était-ce qu'elle avait triomphé, au moins indirectement. La coutume de Bailleul interdisait au propriétaire de laisser ses terres en friche sous prétexte qu'il n'en pouvait pas obtenir le prix qu'il désirait. La nécessité d'assurer la production du blé, qui était d'ordre public, suffit assurément à expliquer cette disposition; mais elle n'en assurait pas moins en fait la victoire du fermier s'il était soutenu par la coalition des paysans, et bien qu'elle fût certainement en désuétude, elle avait pu engendrer des habitudes qui modéraient les fermages comme le mauvais gré dans le Sud.

Ce dernier constituait en fait aux dépens du propriétaire une propriété indivise du fonds entre lui et son fermier; aucun des caractères de la propriété individuelle ne se retrouvait dans son droit; l'usage de son bien lui était interdit, il ne pouvait en percevoir les fruits à sa convenance ni même en disposer librement. Ces restrictions expliquent la grande inégalité des fermages. Elles jettent aussi un grand jour sur l'inquiétude que plus d'un fermier éprouva lorsque la Révolution vendit les biens du clergé, car il était certain que beaucoup de nouveaux propriétaires engageraient la lutte pour augmenter les baux; elles permettent aussi de comprendre pourquoi tant de terres furent adjudgées, sans en- chère, à l'occupéur.

C'était aux fermiers seuls qu'elles profitaient et d'autant plus qu'ils étaient plus aisés. Pourtant il n'était pas un paysan qui n'aidât à les faire respecter: c'est que, contre le propriétaire qui n'exploitait pas, tous les paysans étaient solidaires. Mais il n'en résultait nullement que le monopole de la bourgeoisie rurale leur apparût comme fondé pour ce qui les concernait: en ce cas, ils auraient dû renoncer à tout espoir d'obtenir une exploitation et, quand on vendit les biens nationaux, d'en acquérir une part. Au contraire, tous ceux qui n'avaient pas de terre ou qui n'en avaient pas assez, unis à la fois contre le propriétaire et contre le grand fermier, méditaient une restriction nouvelle au droit de propriété et ils s'en expliquèrent dans les cahiers de 1789.

## VI. - LE DÉMEMBREMENT DES EXPLOITATIONS

Le problème agraire qui, à cette époque, préoccupait surtout la majorité des paysans, était la répartition des exploitations. Qu'on vendît la totalité des biens ecclésiastiques, c'est ce qui ne pouvait point leur sembler vraisemblable. Que si pourtant cette heureuse chance devait leur échoir, des règles bien différentes devaient présider à l'opération suivant l'opinion qu'on se formait sur la grande et la petite cultures. D'autre part, si le droit de marché prévalait en cette conjoncture, les exploitants actuels en seraient les seuls bénéficiaires. Enfin une quantité énorme de terres demeurerait de toutes façons entre les mains des laïques, particulièrement en Flandre. S'ils conservaient la liberté de les affermer dans les mêmes conditions qu'auparavant, un grand nombre de paysans resteraient privés de terre et la question agraire serait loin d'être résolue.

La Flandre maritime ne connaissait pas le mauvais gré; les biens communaux n'y existaient pas et les droits d'usage

n'y jouaient qu'un rôle effacé. Mais sur le démembrement des exploitations, elle se trouvait en plein accord avec le Hainaut et le Cambrésis. Seule la Flandre wallonne, où elles semblaient en voie de division et où les portions ménagères avaient apaisé le conflit en nombre de paroisses, ne paraît pas, à en juger du moins par le cahier général du Tiers, s'être associée au vœu général.

Un grand nombre de paroisses de Flandre maritime s'élèverent avec vigueur, en invoquant leurs coutumes, contre les réunions de fermes qui tendaient à bouleverser l'état social de ce pays et, en 1790, les municipalités rangèrent pareillement cet abus parmi les causes principales de la misère. Non seulement les cahiers demandèrent qu'on l'interdît pour l'avenir, mais ils sollicitèrent le rétablissement des fermes supprimées et, au besoin, leur reconstruction. Lederzeele proposa en outre qu'aucune exploitation ne pût dépasser 50 mesures (17 hect. 65). Les cahiers des bailliages de Cambrai et du Quesnoy réclamèrent pareillement le démembrement des grandes fermes : le premier fixa un maximum de 300 mencaudées (106 hect.) que les paysans devaient trouver bien élevé ; car, en 1790, la municipalité d'Ors proposait de l'abaisser à 29 et même à 21 hectares suivant la qualité. Le Cambrésis, comme quelques paroisses flamandes, demanda aussi qu'il fût interdit aux corps ecclésiastiques d'exploiter eux-mêmes leurs terres. Quelques cahiers de l'Ostrevent é mirent des vœux analogues : à Marquette, on estima que 45 hectares suffisaient à un fermier « pour lui procurer la vie et élever une honnête famille », et le tiers de Mortagne prétendit réserver aux domiciliés les terres de chaque village. Dans le bailliage d'Avesnes, ce fut le clergé lui-même qui demanda la division des exploitations qui appartenaient aux corps ecclésiastiques. Dans la prévôté de Maubeuge, la discussion fut très vive lors de l'assemblée générale. Bachant et Bersillies demandèrent la limitation des fermes à 40 bon-

niers (56 hect.) pour doubler le nombre des cultivateurs; mais l'opposition fut « presque générale », ce qui prouve que les députés étaient des paysans aisés, mais non pas que la majorité des habitants de leurs villages fût hostile à cette mesure.

On remarquera que ces cahiers demeuraient modérés. Ils étaient bien loin de vouloir supprimer les grandes fermes et de prétendre accorder une exploitation à tous les paysans. Ils se tenaient pour satisfaits si l'on voulait bien éviter l'abus. Cependant le principe une fois posé, il n'était pas bien difficile d'en tirer des applications plus rigoureuses; comme on vient de le voir, certaines paroisses étaient plus exigeantes que d'autres. Un mémoire adressé à l'Assemblée nationale par quelques cultivateurs d'Onnaing montra bientôt à quels résultats la logique devait naturellement conduire. Les fermes étant réduites, proposent-ils, à 150 mencaudées, soit 34 hectares 47, les terres devenues disponibles seront réparties entre les paysans par un inspecteur royal placé à la tête d'un groupe de villages. En ce cas, tous les manouvriers auraient évidemment réclamé tout au moins leur portion ménagère, même si le maximum de 150 mencaudées eût dû être abaissé. Et comment douter que la moindre propagande aurait concilié à ce système leur approbation unanime? On en a du reste la preuve: appliqué à la vente des biens nationaux, il conduisait à les partager entre les paysans, en portions inégales peut-être, mais assez nombreuses pour que chacun eût la sienne; or c'est ce qui se fit dans plusieurs villages du Cambrésis.

Mais tout en cherchant ainsi à démembrer les occupations en dépit du mauvais gré des fermiers, les paysans n'entendaient pas pour cela renoncer pour eux-mêmes aux avantages du droit de marché. Le Tiers du Quesnoy demanda que le clergé fût tenu de passer des baux de 18 ans au prix normal, et les cultivateurs d'Onnaing proposèrent d'autoriser

l'inspecteur royal à taxer les fermages chaque année d'après le prix des grains. Il obligerait aussi les fermiers à labourer, au prix fixé, les terres des ménagers dépourvus d'attelage. Il recenserait les récoltes et, si le grain était en quantité excessive, l'achèterait pour le roi qui aurait ainsi le monopole de la grande circulation et de l'exportation. Si éloignées que paraissent ces vues de l'état d'esprit qu'on attribue traditionnellement aux paysans, il faut bien convenir qu'elles tendaient aux mêmes fins que le droit de marché : elles en étendaient seulement le bénéfice à l'ensemble des paysans ; quant à l'institution d'un monopole du commerce des grains, il répondait parfaitement aux désirs du peuple des villes et de la grande majorité de celui des campagnes. Il n'était pas question de supprimer la propriété, mais son importance était singulièrement réduite et il n'y avait plus que quelques pas à faire pour arriver à la loi agraire. La plaine du Hainaut et du Cambrésis n'est que l'extrémité de la plaine picarde et, au Sud, elle touche directement à ce Santerre où le mauvais gré était si puissant et où la vente des biens nationaux paraît avoir été envisagée de la même façon que dans le Cambrésis. Or le Santerre est le pays de Babœuf et l'état d'esprit dont nous venons de noter les manifestations pourrait bien être l'origine historique de sa doctrine.

## VII. - LA CRISE AGRAIRE

A ces symptômes, on pouvait reconnaître que la crise était très profonde, qu'elle devait aller s'aggravant avec l'augmentation de la population et que, plus on irait, plus une révolte paysanne deviendrait susceptible de dériver peu à peu vers la loi agraire. Mais le remède était aisé à trouver. Le démembrement des exploitations, qui était la question essentielle, mettait en évidence la division des paysans en

classes hostiles : bourgeoisie rurale d'une part, démocratie des petits cultivateurs et prolétariat des manouvriers de l'autre. Grands fermiers et riches cultivateurs pouvaient bien concevoir « mauvais gré » contre les propriétaires, mais ils ne pouvaient en aucune façon s'associer au démembrement des exploitations et à leur répartition approximativement égalitaire. Bien qu'ils fussent peu nombreux, ils purent cependant exprimer leur opinion dans certains cahiers comme celui de la prévôté de Maubeuge et, en 1790, lors des enquêtes ouvertes par les Districts au sein desquels ils avaient d'ailleurs des représentants influents. Or ils étaient d'accord à cet égard avec la bourgeoisie urbaine. En les gagnant, on pouvait briser l'unité paysanne.

En Flandre, la tâche était particulièrement facile. En Flandre maritime, l'unité n'était pas cimentée au même degré que dans le Sud par la haine du privilégié. La richesse foncière de l'Eglise y était médiocre. Certes, les ruraux n'étaient pas insensibles à l'appât : les paroisses de Lynde et de Serfus demandèrent la vente des biens ecclésiastiques ; mais il ne pouvait pas avoir pour eux le même attrait passionné que dans le Cambrésis. L'oppression féodale était moindre qu'ailleurs et l'ignorance du français fermait le pays aux idées nouvelles. Mais surtout la structure sociale était déjà moderne. Sauf dans la plaine maritime, la propriété paysanne était très étendue et les très petits propriétaires moins nombreux que dans le Sud : c'étaient les propriétaires et les exploitants de moyenne importance, plus ou moins à leur aise, qui dominaient et leur propriété augmentait aux dépens de la petite. Ils voyaient se constituer au-dessus d'eux une classe de grands fermiers qui accaparaient les exploitations à leur préjudice et c'est ce qui les ralliait à l'idée de démembrer les fermes, mais, d'autre part, ils se sentaient menacés par la foule sans cesse croissante des manouvriers misérables à l'égard desquels ils ne ressentaient que crainte et mépris.



C'est pourquoi, en 1790, la municipalité de Watou, signalant les inconvénients des grandes exploitations, reconnaissait qu'il était « pour ainsi dire impossible » de rétablir les petites. Le District de Bergues s'écriait : « Qu'on divise la propriété et surtout l'exploitation, l'on marchera à grands pas vers la prospérité sociale ou plutôt on l'atteindra ; du moins, cette division est une des principales bases du bonheur du peuple ». Et tout aussitôt, il ajoutait : « Mais, dans le moment d'une liberté naissante, il serait peut-être impolitique de rétrécir le cercle des droits qui résultent de la propriété ». En Flandre maritime, le temps des soulèvements agraires était déjà passé, semble-t-il, et il ne devait pas être difficile d'y faire prévaloir les solutions conservatrices. La Flandre lilloise, à certains égards, différait moins de la région méridionale. Si le pays de Weppes, étroitement uni à la plaine de la Lys, voyait prévaloir l'exploitation moyenne, les très petits propriétaires et les très petits occupants étaient souvent fort nombreux. Les nobles étaient très puissants. Enfin on parlait français. Cependant le clergé n'était pas plus richement doté dans l'ensemble du pays que dans la Flandre maritime ; surtout le prolétariat était nombreux et même, dans le Ferrain, d'un caractère trop industriel déjà, pour que la solidarité fut très développée entre les paysans. Tout compte fait, la Flandre conservait une certaine unité, et, entre les deux grandes régions du futur département, l'étude sociale conduit à tracer la même ligne de démarcation que la géographie.

Au contraire, sous les yeux des paysans du Cambrésis et du Hainaut, s'étendaient de vastes domaines ecclésiastiques qui ne leur laissaient aucun espoir d'accéder à la propriété ou d'accroître leur lot et constituaient en outre un redoutable obstacle à la division des exploitations. Les cahiers de paroisses nous manquent et ceux des bailliages n'abordent la question des biens du clergé que du point de vue financier ;

mais en 1790, lors de l'enquête sur la mendicité, les municipalités représentèrent avec insistance que l'une de ses causes essentielles était la mauvaise répartition de la propriété, le petit nombre des propriétaires, l'insuffisante étendue de leurs biens et elles exprimèrent plus ou moins nettement l'espoir que l'on songerait à y remédier en disposant des biens nationaux. Moins étendus dans la région herbagère, ils n'excitaient guère moins de convoitise. Et, d'autre part, le Hainaut et le Cambrésis étaient des pays de féodalité oppressive. Or s'il commençait à s'y constituer une bourgeoisie rurale qui démembrait les grandes fermes et, en même temps, accroissait ses biens-fonds aux dépens de la propriété moyenne, la petite oligarchie des grands fermiers n'en demeurerait pas moins prédominante : c'étaient les propriétaires et les occupants de la très petite espèce qui fourmillaient, et leur condition n'était pas beaucoup supérieure à celle des manouvriers qui n'avaient ni propriété ni exploitation; ces derniers du reste étaient moins nombreux qu'en Flandre. L'énorme majorité de la population des campagnes méridionales était donc puissamment unie pour l'action révolutionnaire par la communauté des intérêts et des sentiments qui résultent des conditions d'existence. Dans la région herbagère, la propriété paysanne était plus étendue; les propriétaires et les fermiers d'importance moyenne étaient beaucoup plus nombreux et la question des biens communaux et de la vaine pâture les mettait aux prises avec les ménagers et les manouvriers; malgré tout, il y avait beaucoup d'affinité entre les paysans de cette région et ceux de la plaine: les uns et les autres prirent également part à la révolte agraire. La révision des droits féodaux et le morcellement partiel de la grande propriété eussent été ici absolument nécessaires pour diviser les paysans et assurer le triomphe de l'individualisme. Mais que la tâche fût difficile ou aisée, l'ancien régime ne l'entreprit point. Assurément il favorisa l'appro-

priation individuelle du sol; mais, si l'on excepte la création des portions ménagères en Flandre wallonne, ce fut surtout au profit des privilégiés. Il s'efforça, comme on le verra, de développer l'agriculture et de procurer au cultivateur une rémunération convenable en développant la circulation et en libérant le commerce d'une partie de ses entraves; mais, préoccupé avant tout de ses finances et soucieux de ménager les privilégiés, il ne fit rien pour alléger les charges du paysan. Aussi ne réussit-il point à briser l'unité paysanne. Quand la révolte des campagnes triompha en 1789, le problème agraire conservait donc toute sa gravité. Par là, on peut mesurer déjà l'importance de la vente des biens nationaux. Telle qu'on l'organisa, elle fut la grande mesure conservatrice: en satisfaisant la bourgeoisie rurale, en attirant dans ses rangs nombre de paysans, elle limita la Révolution et sauva la propriété.

## CHAPITRE IV

### LES CHARGES DU PAYSAN LA DÎME ET LES DROITS FÉODaux

#### I. - LA DÎME

Dans les Pays-Bas français, on distinguait ordinairement : la dîme des labours, appelée grosse ou grande dîme ; la dîme des jardins potagers et des arbres fruitiers, dite dîme d'enclos ou infra-muros ; enfin la dîme de sang ou de carnage sur les volailles, les agneaux, les porcs et les toisons des moutons. Les deux dernières formaient la petite ou menue dîme.

En principe, toute terre labourable devait dîme. Il y avait pourtant des exemptions : les ordres de Cîteaux, des Prémontrés et de Malte en jouissaient pour leurs biens. En outre, dans son règlement de 1675, le Parlement avait admis la prescription trentenaire. Anor et le hameau de la Cochette à Raimbeaucourt en avaient profité. Mais la proportion des labours exempts devait être très faible. Au contraire les pâtures, bois, marais et terres vagues ne devaient pas dîme tant qu'ils n'étaient pas mis en labour ou lorsque, après avoir été cultivés, ils étaient ramenés à leur état primitif. En outre, une fois défrichés, ils ne payaient pendant qua-

rante ans que la dîme novale dont le taux était moindre et que la jurisprudence du Parlement abandonnait, la première année, au curé. Quand on voulut encourager les défrichements et les dessèchements, ces ménagements parurent insuffisants. Une déclaration royale du 14 juin 1764 accorda vingt ans d'exemption aux terres desséchées et réduisit la dîme à 2% pour l'avenir; une autre du 13 août 1766 accorda la même faveur pendant quinze ans aux terres défrichées. En 1770, les marais anciennement desséchés et nouvellement mis en culture furent admis au même bénéfice.

Dès le XV<sup>e</sup> siècle au moins, les progrès de l'agriculture et de la population avaient fait de la dîme un perpétuel sujet de contestations. On bâtissait de nouvelles demeures, transformant des labours en enclos; on introduisait de nouvelles cultures; dans la région herbagère, on substituait la prairie close à la culture. Les paysans prétendaient ne payer dîme que sur les grains, les quatre « gros fruits », blé, seigle, orge, avoine. Le clergé ripostait que le labour devait toujours dîme même s'il était dénaturé. Le conflit se poursuivit jusqu'à la Révolution. Les juristes locaux paraissent avoir hésité. Le droit canon donnait raison aux décimateurs, mais la dîme leur semblait être un droit d'usage, levé sur les fruits, et non un droit foncier, comme le terrage: en ce cas, la dîme pouvait se prescrire et, en dehors des quatre gros fruits traditionnels, elle n'était pas de droit; il incombait au décimateur de prouver qu'il dîmait les fruits nouveaux. Appelé à trancher la difficulté, Charles-Quint avait décidé, dans ses placards de 1520 et de 1523, que la dîme se justifierait par quarante ans de possession et, pour les fruits nouveaux, par l'usage de la paroisse ou de ses voisines. Mais, comprenant qu'ainsi les paysans éluderaient dans l'avenir toute réclamation, il avait renvoyé les juges, pour le cas où il n'y aurait pas d'usage constaté, au droit écrit, c'est-à-dire, en l'espèce, au droit canon, ce qui donnait gain de cause au

clergé. Les décimateurs pourtant ne se tinrent pas pour satisfaits et, pendant deux siècles, réclamèrent sans cesse une loi qui assujettît purement et simplement tous les fruits à la dîme. Mais en 1675, le Parlement se contenta de reproduire les chartes du Hainaut et les placards, et quand le roi de France fut appelé à son tour à mettre fin au débat, il ne fut pas plus positif : le 26 octobre 1754, il décida en effet qu'on percevrait la dîme suivant les lois particulières des Pays-Bas.

Pour la dîme d'enclos, l'intérêt en jeu n'était pas très considérable; il n'était d'ailleurs pas facile de la lever exactement. Comme la dîme de sang, elle était surtout un éternel prétexte à chicanes. Les paysans n'admettaient pas aisément qu'on dimât les légumes destinés à leur consommation. En 1785, quand on renouvela le cartulaire de Lesdain, plusieurs habitants protestèrent « qu'il n'était pas d'usage de payer la dîme des carottes et pommes de terre de leurs héritages » et même, chose plus grave, « de ce qu'ils pouvaient mettre dans leurs terres labourables pour leur consommation personnelle ». A Lauwin-Planque, en 1761, on ne dimait pas les légumes ni les prairies. Les cahiers furent unanimes à réclamer l'abolition pure et simple des menues dîmes.

Pour les labours transformés en prairies, les chartes du Hainaut, invoquées par le Parlement en 1675, tranchaient la question : la dîme restait due. Mais on n'en tira point partout les mêmes conséquences. Au Sud de la Sambre, on substituait à la dîme une rente dite d'accourtillage, comme il était de droit commun pour le terrage. Les communautés intervinrent souvent pour la faire fixer une fois pour toutes. Néanmoins les procès pour accourtilrages furent continuels jusqu'à la Révolution. Au Nord de la Sambre, on se contenta de percevoir la dîme des foins et des arbres fruitiers plantés dans les prairies. Le cahier du Tiers du Quesnoy demanda qu'on épargnât ces derniers.



Mais c'étaient les fruits nouveaux qui étaient l'objet de la plupart des litiges, surtout en Flandre où la culture était le plus savante. Au moment de la conquête française, le clergé n'avait encore pu faire prévaloir son droit dans la plupart des paroisses et le produit de la dîme devait être par conséquent sensiblement diminué: du moins, en 1684, maintes communes de Flandre wallonne affirmèrent-elles aux Etats qu'elles n'avaient jamais payé dîme sur la garance, le tabac, le colza, les carottes, les navets et autres légumes, le trèfle, le foin et les fruits; ces affirmations sont confirmées par les nombreux procès qui marquèrent le XVIII<sup>e</sup> siècle. Pour arriver à ses fins, le clergé obligeait ses fermiers à payer la dîme et il inscrivait dans les baux les fruits pour lesquels elle était contestée, tout au moins pour s'en réserver la perception: un certain nombre de paysans, intimidés, se résignaient. Au bout d'un certain temps, le décimateur pouvait prouver que l'usage de la paroisse était contraire aux prétentions des récalcitrants. Il obtenait parfois leur capitulation en consentant une transaction qui limitait la perception à une période d'ailleurs très longue: mais dans la suite elle devait fonder son droit en justice. En Flandre maritime, le clergé eut affaire à forte partie; car les châellenies et le Département lui-même soutinrent les paysans. Avec les progrès de la culture, le conflit gagna le Hainaut et le Cambrésis. Le chapitre de Maubeuge imposa ainsi la dîme des pommes de terre à mesure que la culture s'en implanta. Malgré tout, en 1789, la victoire du clergé n'était nullement complète. Ainsi à Wervicq, en 1789, il ne dîmait pas le tabac et le colza; à Houplines, le tabac, le colza, l'œillette, la garance demeuraient exempts. Du moment que la législation civile n'avait pas adopté formellement le principe canonique, la lutte devait recommencer à chaque culture nouvelle. Aussi les cahiers se plaignirent amèrement des « dîmes insolites » et en demandèrent unanimement la suppression ou, tout au moins, la réglementation définitive.

En Flandre, la dîme se prenait généralement à l'onzième gerbe, soit 9%. En Flandre wallonne où le terrage faisait son apparition et surtout en Hainaut et en Cambrésis, le taux semble en avoir été plus variable et ordinairement plus faible; le plus fréquemment il était de 8%, mais il n'était pas rare qu'il tombât au-dessous: le terrage variait souvent en sens inverse. La novale se levait à 3 du cent. La dîme d'enclos et la dîme de sang était généralement du dixième. Le taux ne variait pas seulement de village à village, mais d'un champ à l'autre dans chaque paroisse. Les cahiers exprimèrent aussi unanimement le vœu qu'il devînt uniforme.

La perception de la dîme ne pouvait pas être d'une exactitude mathématique. Le dîmeur et le paysan avaient également intérêt à ce qu'elle fut rapidement évaluée et enlevée. A cet effet, les gerbes ou les bottes étaient groupées par monceaux ou diseaux. Leur composition, la grosseur des gerbes, le poids des bottes étaient sujets à contestations: la justice et jusqu'au Parlement devaient intervenir. L'usage parfois diminuait en fait le taux de la dîme. A Aix, où elle était de 8%, on prenait deux gerbes de chaque mont ou quarteron de 28 gerbes, soit un peu plus de 7% et, pour la novale qui était de 3%, trois gerbes de quatre monts, soit un peu plus de 2½%. Aussi était-ce un métier que de lever la dîme et il apparaît souvent dans les rôles d'impôts. Le tourner ou dîmeur prêtait serment par devant les gens de loi de tourner ou lever la dîme pour le compte du décimateur ou de son adjudicataire sur le pied accoutumé, sans rien innover, mais en toute conscience.

Comme la dîme était un impôt de quotité, d'un taux très inégal, comme elle atteignait un revenu essentiellement variable d'année en année et d'une région à l'autre, il est très difficile d'évaluer la charge qui en résultait pour le cultivateur. Les contemporains pourtant étaient obligés de s'en

former une idée. Il faut écarter les estimations des rôles d'impositions, trop suspects à cet égard; les procès-verbaux d'adjudication permettent d'apprécier le produit net qui revenait au décimateur plutôt que la charge du paysan. Pendant la révolution, celle-ci fut estimée soit pour faire payer la dîme en 1790, soit pour calculer le prix des biens nationaux à partir de l'an IV; mais il est à craindre que les administrations n'aient adopté des évaluations trop favorables aux intéressés. Plus dignes de confiance sont les estimations que les commissaires à terrier ont fournies quelquefois à leurs clients pour leur usage particulier ou les indications que les propriétaires nous ont parfois laissées. On peut en dire autant de l'appréciation qu'on fit du terrage, souvent égal à la dîme, quand, pendant la Révolution, le remboursement en fut fait par l'Etat à un particulier, ou par un particulier à un autre. Il résulte de ces documents que, dans la plaine méridionale, le produit de la dîme, compte tenu de la jachère, était d'environ trois livres à la mencaudée pour un fermage de 12 livres; on peut estimer à 25% les frais de perception: la charge résultant de la dîme aurait donc été équivalente au tiers du fermage. En principe, elle devait être beaucoup plus productive en Flandre où la terre était mieux cultivée et le taux supérieur. Si l'on s'en rapporte aux indications données par le chanoine Montlinot sur le produit d'une ferme de seize bonniers, dont quinze en culture, le produit brut dans la région lilloise aurait monté à 58 livres le bonnier, soit près de la moitié du fermage (45,5%). Mais comme les fruits nouveaux, précisément les plus rémunérateurs, n'étaient pas atteints dans beaucoup de paroisses, il est prudent de considérer ce nombre comme un maximum, bien qu'il soit confirmé par plusieurs baux. En prenant la dîme du blé comme moyenne, elle aurait constitué pour le paysan un impôt de 32 livres au bonnier, soit un peu plus du tiers du fermage. Les renseignements qu'on possède sur

la Flandre maritime montrent aussi que le fermage devait être égal au triple de la dîme. On conclura donc que la pleine dîme imposait communément au cultivateur une charge égale ou supérieure au tiers du fermage en Flandre et comprise entre le tiers et le quart dans le Hainaut et le Cambrésis. Quant à la région herbagère où le produit des grains ne constituait qu'une portion moins importante du revenu, la proportion pouvait descendre au cinquième. Le fardeau semblait très lourd. Les cahiers demandèrent fréquemment, à défaut de suppression, la réduction de la dîme à 3% sur les seules récoltes de grains : elle n'aurait plus dépassé le dixième du fermage.

Mais si la dîme était impopulaire, c'était aussi qu'elle avait de graves inconvénients d'ordre économique et même social et que le produit en paraissait abusivement diverti de sa destination légitime. Elle semblait injuste au producteur parce qu'elle atteignait le produit brut : la portion de la récolte destinée aux semailles, à la nourriture des bestiaux et des travailleurs était dîmée comme le reste ; aucun compte n'était tenu des dépenses engagées pour améliorer le fonds. Même, après avoir pris sa part du grain et du fourrage, le décimateur en prélevait indirectement une autre, en dîmant le bétail qu'on avait nourri avec ce qu'il avait laissé. Il ne participait aucunement aux risques agricoles. Quand le colza avait manqué et que le paysan devait faire de nouveaux frais pour le remplacer par des menus grains, la dîme était due néanmoins, même dans les paroisses où le colza était exempt. Le bail une fois passé, le risque de saison était à la charge de l'adjudicataire tant que la récolte n'était pas diminuée de plus d'un tiers. Enfin, en matière de dîme, il n'y avait naturellement pas d'insolvable. Sans risque ni dépense, le décimateur profitait de tous les progrès de l'agriculture, de la disparition de la jachère, de l'accroissement des rendements, de l'introduction des cultures riches. Le lin, observent

les cahiers, n'aurait pas dû payer, tout au moins, plus que les grains. Quand la jachère était supprimée, la dîme aurait dû diminuer d'un tiers.

En outre, elle gênait directement le paysan dans ses travaux et dans l'économie de son exploitation. D'une part, étant quérable, elle retardait la moisson : on ne pouvait l'enlever avant que le dîmeur n'eût été dûment averti et n'eût marqué sa part ; même après son passage, il fallait opérer entre le lever et le coucher du soleil. A Bambecque, le fermier des dîmes prétendait même obliger le paysan à remplacer les gerbes gâtées quand il n'avait pas pu les rentrer à temps. D'autre part, la dîme ôtait au cultivateur la paille et le fourrage nécessaires au bétail et diminuait d'autant le fumier qui demeurait le principal engrais en Flandre et le seul dans le Sud du département. Dans les mauvaises années, il pouvait être obligé d'acheter pour remplacer tout ou partie de ce que la dîme lui avait pris ; en tout cas, il ne pouvait rien vendre aux non-récoltants et les journaliers se trouvaient également atteints.

La manière dont les décimateurs exploitaient leurs dîmes aggravait ou atténuait ces inconvénients et réagissait en même temps sur les conflits sociaux. Dans la région méridionale, l'archevêque, les chapitres, les abbayes percevaient eux-mêmes leurs dîmes et leurs terrages ou les louaient, en même temps que leurs domaines, à un grand fermier, souvent par un même bail, sans ventilation du rendage. Dans le premier cas, le produit de la dîme était perdu pour le village, bien qu'on l'abritât souvent sur place dans la grange aux dîmes. Dans le second, le grand fermier, déjà si puissant, prélevait ainsi, dîme et terrage réunis, le sixième au moins de la récolte de toute la partie du terroir qu'il n'exploitait pas ; il dépendait de lui de fournir blé et fourrage aux ménagers et aux manouvriers ; il était maître du prix et pouvait accaparer la main-d'œuvre. Presque toujours, il dîmait



dans plusieurs paroisses à la ronde, ce qui aggravait encore le mal. Aussi la dîme était encore plus détestée dans le Sud qu'en Flandre. Le Tiers du Cambrésis demanda que le clergé ne pût lever lui-même ses dîmes et terrages; le bailiage d'Avesnes, qu'ils fussent afferméés aux seuls paroissiens; celui du Quesnoy, que la dîme fût cédée à chaque paroisse; celui de Douai, qu'elle fût récoltée et engrangée dans le village.

En Flandre, au contraire, les décimateurs avaient coutume de mettre leurs dîmes en adjudication chaque année, sur place et par branches ou cantons plus ou moins étendus, de sorte que des paysans très humbles pouvaient en obtenir un. En général, il est vrai, les adjudicataires étaient des fermiers, des aubergistes, des marchands de grains et de fourrages, mais le produit de la dîme se trouvait assez divisé pour qu'il n'y eût pas accaparement. Cette coutume n'était malheureusement pas universelle: ainsi à Santes, en 1782, la dîme fut louée pour trois ans au seigneur Vanzeller. Et d'autre part, on tendait à l'abandonner, au moins en Flandre maritime. Ici, les décimateurs s'arrangeaient pour faire monter les enchères au moyen d'hommes de confiance: comme on avait besoin de paille et de fourrage, ils trouvaient toujours preneurs, mais les riches étaient favorisés. Là, ils entreprenaient, à l'exemple de leurs confrères du Cambrésis, de lever la dîme eux-mêmes, ou, pis encore, la passait à bail pour plusieurs années. A Bambecque, Oostcappel, Rexpoëde et Westcappel, ils s'étaient entendus pour louer « depuis six ou sept années... leurs dîmes en tas et bloc, les quatre paroisses ensemble, à deux particuliers associés, par bail à longues années » et en leur défendant de sous-louer. Ces preneurs étrangers à la paroisse exigeaient la dîme avec la plus grande rigueur, même les dîmes insolites. Ils employaient nombre d'ouvriers étrangers qui retombaient, comme indigents, à la charge des habitants. Surtout, ils emmenaient la



totalité du produit, évidemment pour en faire commerce, car l'un d'eux était conseiller pensionnaire de la châtellenie. Il n'y a pas lieu de penser que le mal eût fait encore de grands progrès en 1789, mais pareil régime était encore plus détestable que celui du Cambrésis. La dîme tendait à devenir ainsi, aux mains de certains bourgeois, une sorte d'entreprise capitaliste et la Flandre, à cet égard, se montrait, comme toujours, plus précoce que le reste du département. L'intérêt de la culture n'était pas seul en cause. Des adjudicataires de cette sorte, bien plus encore que les décimateurs et les fermiers, devaient escompter la hausse des grains et, sur les marchés très localisés, pouvaient se trouver en mesure d'avoir une certaine action sur les cours. Or déjà, dans le Sud, les « amas » constitués par la levée des dîmes faisaient crier à l'accaparement.

Il eût été aussi facile que sage de donner satisfaction aux paysans en remplaçant la dîme par une redevance pécuniaire, sinon par un impôt global sur la communauté; le clergé y eût moralement gagné et le roi eût agi prudemment en lui imposant la commutation. Dans la région lilloise, quand il s'agissait de dîmes insolites difficiles à faire admettre et à percevoir, le clergé s'y décida parfois. Le chapitre de St-Pierre de Lille percevait à Wazemmes la dîme de luzerne à 6 patards le cent, à Marquette celle du tabac à 10 patards. Il y a quelques exemples pareils dans le Hainaut pour la dîme des prairies et la dîme de sang. Mais ce fut l'archevêque, ou plus probablement son fermier général, qui se montra le plus habile. A Solesmes, le bail de la dîme fut accordé à la communauté représentée par huit députés, c'est-à-dire qu'elle fut transformée en abonnement. Un certain nombre d'estimations de biens nationaux montrent que, d'autre part, il avait pris l'habitude de joindre au prix du bail celui de la dîme estimé à la mencaudée et plusieurs corps ecclésiastiques en faisaient autant. L'un et l'autre de ces

procédés correspondaient au vœu général qu'exprimèrent les cahiers. Mais le clergé ne sut pas tirer un profit suffisant de cet exemple, sans aucun doute par esprit de routine, mais aussi parce qu'il n'eût pas été facile d'augmenter ensuite la redevance pécuniaire à mesure que le rendement du sol s'accroîtrait : seul, le décimateur qui était en même temps propriétaire du fonds pouvait accepter la commutation sans risque, parce qu'il pouvait récupérer à titre de fermage ce qu'il perdrait sur la dîme. Ainsi l'intérêt personnel entraînait en jeu.

Son rôle eût été moindre, le clergé eût été plus accommodant et le paysan, d'ailleurs, beaucoup moins hostile, si la dîme n'eût été détournée de sa destination naturelle. Une part appréciable avait été inféodée à des laïques, principalement en Flandre maritime. Ces décimateurs ne participaient aux charges que si leurs collègues ecclésiastiques n'y pouvaient suffire et, en fait, n'en supportaient aucune. Les décimateurs ecclésiastiques payaient une portion congrue au curé et, quand l'évêque en créait un, au vicaire. Le Parlement de Flandre était en possession d'en fixer le montant. En Hainaut et en Cambrésis, ils entretenaient et, au besoin, réédifiaient le chœur ; les habitants avaient la charge de la nef et du clocher, des agrandissements et embellissements, et ils devaient fournir les vases sacrés, les ornements et les livres saints. Les décimateurs devaient aussi assurer le logement au curé et au vicaire si les biens de cure n'y suffisaient pas. En Flandre, un placard de 1613 avait limité au tiers du revenu des décimateurs, et pendant six ans seulement, leur contribution à l'entretien et à la réédification des églises pour le cas où les ressources des fabriques n'y suffisaient pas ; les habitants payaient le surplus. La déclaration royale de 1686 avait aboli cette restriction, mais en 1695 les décimateurs en avaient obtenu la suspension. La Flandre maritime parvint en 1773, après d'interminables débats, à faire

mettre l'entretien des églises et des presbytères à la charge des décimateurs. Mais ceux de Flandre wallonne réussirent encore une fois à empêcher l'application des lettres patentes à cette province qui demeura soumise au régime de 1613. Les cahiers de la Flandre wallonne et du Hainaut réclamèrent le bénéfice de la réforme de 1773.

Mais les vœux du paysan ne se bornaient pas là. A son avis, la dîme aurait dû pourvoir à tous les services que le clergé prétendait assumer. Elle aurait dû assurer la rémunération d'un clergé paroissial assez nombreux pour suffire aux besoins religieux de la population et assez bien payé pour qu'il pût supprimer le casuel et célébrer le culte gratuitement; le coudre, qui était en même temps instituteur, aurait dû être rétribué et la maison d'école entretenue au moyen de la dîme; surtout, elle aurait dû servir à secourir les pauvres qui, en Flandre surtout, grevaient très lourdement les communautés. Comme les cahiers en témoignent, l'opinion sur ces différents points était unanime et quelques-uns vont jusqu'à demander que la dîme soit purement et simplement affermée à la municipalité à charge de pourvoir à tous ces besoins. Subsidiairement, la plupart désiraient que le produit de la dîme fût réparti également entre les décimateurs, le clergé, les bâtiments et les pauvres ou, tout au moins, qu'un tiers fût réservé à ces derniers, les décimateurs remplissant de surcroît leurs obligations d'ordre religieux. Les dîmes inféodées seraient supprimées ou assujetties aux mêmes charges. Les bourgeois, la noblesse et les curés eux-mêmes étaient pleinement d'accord avec les paysans. Mais les gros décimateurs, en 1789, persistaient à considérer les dîmes comme des biens ordinaires et les lettres patentes de 1773 leur paraissaient un attentat au droit de propriété. Ils s'étaient même efforcés de soustraire leurs dîmes à l'impôt. N'ayant pu y réussir, ils n'en payaient du moins qu'une faible part: les plaintes des paysans à cet égard sont con-

firmées par les rôles; en outre, ils ne participaient point aux charges locales. Le roi n'osa rien entreprendre contre cette oligarchie. En la brisant, la Constituante répondit aux désirs de toutes les classes de la population.

## II. - LES DROITS FÉODAUX: LA JUSTICE

Comme partout, les droits féodaux étaient, dans les Pays-Bas français, d'une grande complexité, et quand on entreprend de les classer, pour en ramener la diversité à quelques traits essentiels, on voit se poser beaucoup de problèmes historiques et juridiques. Nous nous en tiendrons aux principes du Comité féodal de la Constituante. La Flandre et le Hainaut y étaient représentés et l'un de ses principaux inspireurs fut Merlin de Douai, un des plus grands feudistes du temps et qui connaissait parfaitement le régime domanial et seigneurial de nos régions pour avoir plus d'une fois défendu les droits des seigneurs devant le Parlement de Flandre. Quelques critiques qu'on puisse adresser à sa classification, elle suffit à notre dessein. On sait qu'elle distingue les droits personnels, considérés comme un reste des droits régaliens usurpés par les seigneurs: ce seraient, proprement les droits seigneuriaux, et les droits réels, dérivés, présume-t-on, de la concession, par le seigneur, des fonds dont il conservait la directe ou propriété éminente, qui seraient proprement les droits domaniaux. Dans la première catégorie, elle range la justice et toutes les prérogatives qu'on y attachait, la mainmorte et les taxes personnelles, les péages et les droits de marché, les banalités, des droits de chasse et de pêche. Le droit de plantis et les prétentions des seigneurs sur les biens communaux finirent par être considérés aussi comme résultant d'abus de pouvoir, alors que les feudistes y voyaient une conséquence de la directe.

La justice demeurait le droit seigneurial par excellence : on distinguait entre les seigneurs suivant que leur justice était haute, moyenne ou vicomtière, basse, ou simplement foncière, chaque degré comportant, outre sa compétence propre, celle des degrés inférieurs. La haute justice et la justice foncière étaient délimitées avec une précision suffisante ; mais, pour les autres, la coutume était variable et même incertaine. La justice foncière accordait au seigneur le pouvoir d'assurer la perception des redevances et l'exercice de ses droits, le relief, le retrait seigneurial, sur les héritages de son domaine. A défaut de paiement des rentes et terrages, il pouvait prononcer la réunion de la tenure au gros du fief. S'il y avait rébellion contre ses arrêts, bris de scellés, etc., il pouvait infliger amende et même ordonner arrestation jusqu'à production d'une caution. La basse et la moyenne justice se partageaient de manière variable la juridiction civile contentieuse et gracieuse. Ordinairement, la première comportait l'action réelle possessoire, le bornage, les œuvres de loi, et la justice vicomtière, l'action réelle pétitoire, les causes personnelles, les tutelles. En cas d'infraction de loi, elles avaient le droit de recourir aux mêmes sanctions. Mais il faut observer que, le plus souvent, on confondait sous le nom de basse justice la juridiction purement foncière et la basse justice proprement dite.

La juridiction criminelle appartenait en principe au haut justicier, à la réserve des cas royaux et prévôtaux et sauf confirmation par le Parlement de toute condamnation afflictive, le bannissement à temps excepté. Mais le vicomtier ajoutait à sa juridiction civile la connaissance des conventions ou même de certains délits suivant la coutume du lieu ou de la province. Comme le haut justicier, il publiait des bans de police rurale et municipale et il avait la police des chemins dits vicomtiers. En général, il ne pouvait toutefois prononcer que des amendes et le taux en était devenu si



faible, par la diminution du pouvoir de l'argent, que sa juridiction était inefficace.

L'appel au suzerain était de droit. Or aux justices seigneuriales, le roi avait superposé les siennes. Au criminel, les hautes justices relevaient directement du Parlement; mais au civil, il fallait généralement s'adresser au préalable, en Flandre maritime, au présidial de Bailleul; en Cambrésis, au magistrat de Cambrai; partout ailleurs, à un bailliage ou à une prévôté du roi. Il y avait ainsi trois degrés de juridiction au moins, souvent davantage et jusqu'à six en Cambrésis. Néanmoins, il faut observer que le suzerain pouvait, par prévention, juger à la place de son vassal et que, dans le Hainaut, les tribunaux royaux pouvaient aussi être saisis directement.

C'était en Flandre maritime que les justices seigneuriales étaient le moins nombreuses. Le roi y était seigneur d'un grand nombre de villages et, lors de la conquête, il avait trouvé les échevinages de Cassel, Bergues, Bourbourg, Dunkerque, Gravelines et Merville, villes chefs-collège, en possession des droits de justice et d'administration dans les seigneuries royales et souvent du droit d'appel sur les justices seigneuriales de leurs châtelainies et territoires respectifs, excepté en matière de fiefs. Il les leur avait confirmés, ne maintenant à côté d'eux que ses cours féodales; toutefois, en 1702, il avait réuni l'échevinage de Cassel à la cour féodale de cette châtelainie.

En Flandre wallonne, les justices du roi étaient moins nombreuses et plusieurs avaient été engagées sous la domination espagnole. Mais c'était surtout dans le Hainaut que les justices seigneuriales étaient importantes: telles les prévôtés de St-Amand et de Mortagne, les justices de la terre d'Avesnes et du chapitre de Ste-Aldegonde à Maubeuge, des principautés de Solre et de Barbençon, de la pairie de Berlaimont et du marquisat de Trélon, du prince de Croy ou



bailliage à Condé. On comptait 58 justices dans la prévôté de Maubeuge, 37 dans la subdélégation du Quesnoy, 85 dans la prévôté de Bouchain, sans compter celles des paroisses qui avaient été réunies à la Flandre. Toutefois les tribunaux royaux jugeaient par prévention les causes civiles personnelles concurremment avec tous ces hauts justiciers. Dans le Cambrésis, l'aristocratie triomphait complètement. On comptait 84 justices ecclésiastiques et 42 laïques dans la subdélégation de Cambrai et la puissance de l'Eglise était encore renforcée par le rôle de l'officialité qui jugeait par prévention, comme les tribunaux royaux dans le Hainaut, cas « sans exemple dans tout le royaume ». Les cahiers de paroisse se plaignirent unanimement de cette organisation chaotique dont ils réclamèrent la simplification, de manière qu'il n'y eût plus que deux juridictions et qu'en première instance, on put juger définitivement les procès de peu d'importance.

Le seigneur était toujours représenté par deux tribunaux : le bailliage et l'échevinage. Pour former le premier, il nommait un bailli et un lieutenant à l'occasion, un procureur d'office et un greffier. En Flandre maritime, le roi avait créé, moyennant finance, un bailli héréditaire par châtellenie pour ses seigneuries réunies, mais les seigneurs avaient tiré plus adroitement parti de leur droit : leurs baillis et leurs greffiers achetaient d'ordinaire leur charge. Dans certains villages, le bailli seigneurial était représenté par un amman, mais le plus souvent l'ammen n'était qu'un sergent ou un huissier qui présidait notamment aux ventes judiciaires. En principe, le bailli ne jugeait pas dans les Pays-Bas, il semonçait les « hommes de fief », ordinairement au nombre de quatre, et les « conjurait » de remplir leur office. Si le seigneur n'avait pas d'hommes de fief, il pouvait en créer, en affieffant une part de sa terre, ou en emprunter à son suzerain. Mais au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce n'était plus là que théorie juridique. Depuis longtemps, il pouvait désigner des hommes de loi qui

n'avaient point de fief et qu'on appelait « hommes de fief de plume ». En réalité, c'était le bailli qui choisissait ses assesseurs et c'était la source d'abus multiples; il donnait la préférence aux avocats qui lui apportaient des procès, au préjudice de leurs clients, au lieu de saisir par prévention le tribunal royal; la plupart des greffers, dans le Hainaut, étaient en même temps lieutenants du bailli. Dans toute la région méridionale, quand les officiers du bailliage et les assesseurs n'étaient pas des avocats, c'étaient des paysans qui dépendaient du seigneur, ses fermiers de préférence. A Hautmont, un domestique était procureur; à Floyon, un cabaretier était greffier et lieutenant-bailli. Le bailliage n'avait presque jamais de prison et ne disposait pas toujours d'un auditoire: à Floyon, le greffier prêtait son cabaret pour l'audience; à Maulde, on jugeait dans la maison d'un brasseur. Le bailli siégeait ordinairement seul et les hommes de fief n'intervenaient que dans les œuvres de loi. Il était seul compétent au criminel et, d'ordinaire, jugeait les affaires de police. Au civil, il connaissait des actions personnelles, mais l'échevinage, les juges royaux dans le Hainaut. L'officialité en Cambrésis les lui disputaient par prévention. En second lieu, le bailliage seigneurial était une cour féodale: tous les procès et tous les devoirs de loi relatifs aux fiefs lui étaient réservés, ce qui n'était nullement indifférent aux paysans, car ils en possédaient plus d'un.

Le mayer ou prévôt et les échevins des villages, de nombre variable, étaient ordinairement désignés par le bailli. Le roi exerçait son droit par l'intermédiaire de l'intendant. En théorie, les membres de l'échevinage devaient être hommes cotiers ou de mainferme, c'est-à-dire propriétaires de biens roturiers. De même que le bailli, le mayer n'avait aussi que la « conjure »; mais ce n'était plus là qu'une fiction: c'était lui qui exerçait au fait l'action prépondérante. L'échevinage jugeait les causes réelles relatives aux biens

roturiers, coteries et mainfermes, et les causes personnelles par prévention. Mais sa juridiction civile était à charge d'enquête, c'est-à-dire que, pour chaque procès, il était tenu de faire juger le point de droit, soit au chef-lieu dont il suivait la coutume, comme c'était le cas pour les villages de la coutume de Valenciennes, ceux du bailliage du Quesnoy exceptés, soit par des juriconsultes, comme en Cambrésis. Aussi au XVIII<sup>e</sup> siècle, il ne restait guère aux échevinages ruraux que quelques actions réelles possessoires. Quant à la police, le bailliage s'en emparait presque toujours. Mais ils avaient conservé les œuvres ou devoirs de loi, qu'on appelait juridiction gracieuse, pour les terres roturières et c'en était assez pour leur conserver un grand rôle dans la vie du paysan.

Dans les Pays-Bas, quand la terre, fief ou roture, changeait de mains, elle était d'abord remise au seigneur par la désaisine ou déshéritance : c'était la nantissement ; puis, elle était remise au nouveau propriétaire, par la saisine, ensaisinement ou adhéritance. Les intéressés devaient être présents : ils se déshéritaient et s'adhéritaient en touchant de la main le bâton que tenaient le bailli ou le mayer. Ces formalités maintenaient la directe du seigneur et lui permettaient de percevoir le relief ou les lods et ventes. Mais elles remplaçaient aussi l'acte notarié et, en assurant la publicité de l'acte, elles permirent la constitution dans ce pays du prêt hypothécaire par le nantissement du fonds. Aussi le franc-alleu lui-même y était-il soumis. Elles avaient toujours cours au XVIII<sup>e</sup> siècle, mais naturellement on couchait aussi par écrit l'acte de transmission sous forme de chirographe ou chartepartie. C'étaient le bailliage pour les fiefs, l'échevinage pour les rotures qui avaient qualité pour le rédiger et pour en faire dresser copie ou embref. L'original était conservé dans le ferme ou coffre. On l'enregistrait également et quelques livres d'embrefs se conservent encore dans les archives

des communes. Cette organisation avait été supprimée en 1675 à la suite de la création des notaires royaux, à titre vénal, et de tabellion garde-notes chargés de conserver les minutes. La rédaction des actes fut interdite aux échevinages autres que ceux des villes closes. Ce régime nouveau gênait le paysan qui, pour obtenir copie de ses contrats, était obligé de se déplacer. En Flandre, le recours au notaire paraît être entré peu à peu dans les habitudes. Mais dans le Hainaut et le Cambrésis, l'édit ne fut pas respecté et la jurisprudence du Parlement lui-même demeura incertaine. En 1777, le Cambrésis réussit à obtenir le maintien officiel des devoirs de loi, sauf pour les donations entre vifs. Il avait aussi racheté l'office de tabellion. L'enregistrement des actes avait aussi été menacé par la création des droits de contrôle, insinuation et petit-scel, mais les différentes provinces des Pays-Bas français en avaient obtenu l'abonnement. Ainsi, jusqu'en 1789, surtout dans le Sud, les échevinages continuèrent à dresser des actes, en concurrence avec les notaires, à procéder aux formalités de saisine et de désaisine et à enregistrer les embrefs. On payait naturellement de ce chef des droits au seigneur et les officiers se faisaient verser des vacations. Dans le Hainaut et le Cambrésis, elles avaient été taxées, au moins pour les bailliages. Elles ne l'étaient pas en Flandre, et, surtout quand les baillis et les greffiers achetaient leur charge, ils en profitaient pour accroître les frais.

Lors de l'enquête ouverte au moment de la réforme judiciaire de 1788, les subdélégués du Hainaut et du Cambrésis dénoncèrent les inconvénients et les abus des justices seigneuriales avec autant de force et de précision, sinon davantage, que les cahiers l'année suivante. Le bailli, le procureur, le greffier même ne résidaient pas et il en résultait naturellement des ajournements et des difficultés de toutes sortes. La justice était coûteuse; les degrés de juridiction étaient trop nombreux; dans tout le ressort du Parlement de

Douai, on plaidait par mémoires intégralement lus au tribunal : les juges étaient payés à l'heure. Des officiers seigneuriaux, soustraits à tout contrôle, on n'obtenait rien sans les rétribuer officieusement et ils étaient suspectés de partialité intéressée. En Flandre maritime, la vénalité des charges rendait la fiscalité judiciaire particulièrement accablante. La justice ne rapportait probablement pas de grosses sommes au seigneur, mais elle devait nourrir ses officiers. Les règlements de police, par exemple la défense de posséder des fusils et des chiens, l'écourage ou visite des chemins, leur permettaient de multiplier amendes et vacations. C'est à ces inconvénients que les cahiers, principalement ceux de la Flandre maritime, semblent particulièrement sensibles.

Mais en outre, cette prérogative était, entre les mains du seigneur, une arme redoutable. Dans les procès relatifs aux droits féodaux, elle le constituait juge et partie et, chaque fois qu'il entraînait en conflit avec ses paysans, il pouvait les accabler sous toutes sortes de prétextes. Le seigneur de Floyon, cherchant à arracher aux siens quelques parties de biens communaux, celui d'Elincourt, prétendant imposer une banalité, les écrasaient d'amendes. En pareille conjoncture, les échevins n'étaient souvent pas plus indépendants que le bailli. Les cahiers du Hainaut, où la féodalité était beaucoup plus oppressive qu'en Flandre, dénoncent avec indignation cette tyrannie et en réclament la suppression.

Cependant c'était aussi un avantage appréciable que d'avoir des juges à sa portée pour régler les menus litiges de la vie rurale et pour passer les contrats : en Flandre maritime, les villages de la châtellenie de Cassel demandèrent le rétablissement de leurs vierschaeres. Aussi, bien des cahiers semblent accepter le maintien des justices seigneuriales à condition qu'elles fussent réformées et qu'on leur enlevât la police au profit de municipalités élues.

Conformément à l'immémoriale confusion des pouvoirs, la justice conférait en effet au seigneur l'administration du village. Il la déléguait à l'échevinage sous la surveillance du bailli, mais il promulguait lui-même les règlements de police, les bans de mars et d'août et parfois il prétendait nommer certains fonctionnaires municipaux, le coutre et le messier : ce dernier lui évitait la dépense d'un garde. Le roi, pour fortifier l'autorité de l'intendant, avait cherché à diminuer l'influence du bailli : il lui avait défendu en 1692 de faire fonctions de maire et, en 1702, d'assister aux assemblées. En 1703, la réunion des assemblées d'habitants avait été subordonnée à l'autorisation du seul intendant. A la fin de l'Ancien Régime, ce dernier prétendait être seul compétent pour régler le tourbage et réprimer les infractions. Le contrôle financier appartenait aussi au seigneur. C'était son bailli qui entendait les comptes de la collecte, de la table des pauvres et des marguilliers : nouveaux prétextes à vacations. L'édit de 1691 attribua à l'intendant la vérification des comptes des communautés. Il fut appliqué au XVIII<sup>e</sup> siècle dans le Hainaut comme en témoignent les archives, mais non pas dans les autres provinces. A la fin de l'Ancien Régime, le pouvoir du seigneur dans la paroisse demeurait presque intact.

Le symbole en était les droits honorifiques qui étaient attachés à la justice : le banc armorié à l'église, la présentation de l'eau bénite et du pain bénit, les corvées d'honneur, rares à la vérité, à ce qu'il semble, dans les Pays-Bas. Aussi, quand la révolte agraire eut anéanti l'autorité du seigneur, la suppression de son banc et de tous les honneurs qu'on lui rendait fut exigée souvent par les paysans comme une manifestation tangible de leur délivrance.



### III. - LES DROITS FÉODaux (suite): REDEVANCES PERSONNELLES; PÉAGES ET TONLIEUX; BANALITÉS; CHASSE ET PÊCHE; PLANTIS

De la servitude personnelle, il n'y avait nulle trace en Flandre; mais, dans le Hainaut, on y voyait l'origine du droit de meilleur cattel, appelé aussi mortemain, bien qu'en réalité il ne dérivât pas uniquement du servage. Le meilleur cattel se prenait sur la succession mobilière de l'assujetti; l'héritier présentait les trois objets les plus précieux et le seigneur en choisissait un, rarement deux. A Liessies, il était dû par les habitants non bourgeois: les pauvres seuls le payaient; l'abbaye ne recueillait que des nippes en mauvais état et remettait souvent le droit. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, quelques paroisses en firent le rachat.

La mortemain avait parfois pour origine la protection accordée au paysan par un seigneur religieux ou laïque. Telle était aussi celle que Merlin attribuait au droit de gave, gavenne ou gavre, qui se percevait dans quelques villages des environs de Douai et que le seigneur de Beaudignies et de Capelle s'était fait confirmer par le Parlement en 1729. On peut en dire autant des droits de garde ou sauvegarde, mentionnés par le tiers du bailliage d'Avesnes. L'abbaye de Maroilles prétendait aussi que le fouage qu'elle percevait à Marbaix et Taisnières, à raison d'une poule ou de 10 s. par ménage, était un droit d'avouerie.

D'autres droits avaient été établis en compensation d'avantages définis. A Marbaix, les habitants donnaient tous les ans un fromage par vache en échange d'un droit de paisson ou, prétendait l'abbaye, en dédommagement de terres qu'elle leur avait cédées. On en peut rapprocher les droits de pâturage et d'herbage qui étaient perçus pour la jouissance des biens communaux et qui prenaient parfois le

caractère d'un droit personnel seigneurial: les habitants de Brunémont et d'Hamel payaient de ce chef 6 patards par tête et devaient corvée d'honneur. Le droit de bourgeoisie, perçu dans certains villages, par an et par chef, représentait aussi certains avantages: à Arleux les non bourgeois pouvaient être exclus de la jouissance des biens communaux; à Liessies et à Rainsart, les bourgeois n'étaient pas soumis au meilleur cattel. D'autres droits, comme le charriage d'Arleux et l'assiette de Rousies, représentaient la taille et la capitation seigneuriales; à Bachant et à St-Hilaire, la dénomination de taille s'était conservée. Ils frappaient tous les habitants, mais l'assiette en était tantôt réelle, tantôt personnelle: à Beugnies, on prenait une rasière d'avoine par ménage, à Arleux 5 liards par cheval; ailleurs, elle était à la fois réelle et personnelle: à Rousies, 2 rasières d'avoine et 2 s. par chef et par cheval; à Salesches 6 d. par manant et 4 par cheval; à Bachant, 5 s. par ménage et 4 s. par muid de terre; à Rainsart, 4 d. par rasière. Quant aux droits de soing ou poursoing, dont parle aussi le Tiers d'Avesnes, il remplaçait le droit de gîte. Les corvées personnelles demeuraient nombreuses. A Marbaix, on devait quatre corvées l'an pour voiturier le bois; ceux qui n'avaient pas de chariots venaient le charger et le ranger. Les cahiers du Hainaut et du Cambrésis réclamèrent tous l'abolition sans indemnité de tous les droits personnels.

En Flandre, on ne peut comparer à ces redevances que certains droits de pâturage comme celui d'herbage à Wavrin. Les corvées personnelles sont mentionnées jusqu'à la Lys. En Flandre maritime, il ne restait que les droits de bourgeoisie: on acquérait cette qualité en payant une taxe. Le bourgeois n'était pas nécessairement obligé de résider, mais le forain devait retourner dans le village qui l'avait reçu pour accomplir ses œuvres de loi; s'il mourait, l'échevinage envoyait ses partageurs régler sa « mortuaire » et prenait en

garde ses enfants mineurs, ce qui entraînait de grands frais. De plus, en cas de mariage entre personnes de bourgeoisies différentes, le changement de bourgeoisie était ordinairement obligatoire pour l'une d'elles : en ce cas, elle abandonnait un dixième de ses biens comme droit d'issue ou d'écart. Il en était de même pour les successions, quand les héritiers étaient d'une bourgeoisie étrangère. Les villes, et certains villages également, prélevaient cette part à leur profit. Mais souvent le seigneur en prenait une fraction : le roi, en cette qualité, avait la moitié du droit d'issue dans les villages de la châtellenie de Bergues. A Pitgam et à Hond-schoote, le seigneur partageait avec l'église ; à Houtkerque, il prenait la totalité du droit. Un très grand nombre de paroisses protestèrent contre cette coutume, en demandant qu'on fût de droit bourgeois dans la paroisse qu'on habitait. Le Tiers de la Flandre maritime inscrivit cette revendication dans son cahier et, pareillement, celui de Douai et d'Orchies.

On percevait dans les Pays-Bas français un certain nombre de droits soit sur les bateaux au passage des ponts et des écluses, soit en certains points des chaussées, généralement aux ponts et aux bacs et à l'entrée des villes et bourgs. Sur la Lys, de la Gorgue à Wervicq, un bateau payait à huit ponts différents ; sur la basse Deûle à trois. Cette taxe portait ordinairement le nom de péage ou de pontonnage. Sur la Lys, à Armentières et à Merville, par exemple, il s'y ajoutait un droit de masqueppe, pour les bateaux en train de charger. Sur les chaussées, la redevance était généralement dénommée vinage ou travers et vinage, quelquefois chausséage. La majorité de ces droits appartenait au roi, aux Etats et aux villes. Mais les seigneurs étaient aussi propriétaires de plusieurs d'entre eux : le duc de Croy avait celui de Quesnoy-sur-Deûle, le comte d'Egmont ceux de la Sambre à Berlaimont, Bachant et Pont ; ceux de Masnières, Marcoing, Arleux demeuraient aux sei-

gneurs. Le taux en était faible. Jusqu'en 1788, le péage de Quesnoy rapportait au duc de Croy 16 florins l'an pour les bateaux et 32 pour les passants. Les péages des Etats de Flandre wallonne ne suffisaient pas à la réparation des chaussées. Mais ils gênaient la circulation et, à ce titre, le sentiment général leur étaient hostile.

Plus nombreux étaient les droits de marché appelés halage, étalage, tonlieu. Dans le Hainaut, le roi percevait une taxe aux foires à bestiaux d'Avesnes et de Solesmes et la moitié de l'étalage aux marchés de Landrecies. Au Quesnoy, ce dernier appartenait à la ville. Les seigneurs possédaient tous les autres droits de marché: à Condé, Barbençon, Solre, Trélon, Prisches et Etrœungt. En Flandre, dans tous les marchés, il y avait des droits semblables: très souvent ils appartenaient au magistrat de la ville. Le produit était parfois appréciable. A Estaires, le seigneur percevait un droit sur les toiles qui rapportait, dit le cahier, 8.130 livres. Il pouvait s'y ajouter des droits de mesurage pour l'usage des poids et mesures publics. Certaines taxes sur la circulation du bétail, comme le Pas de Penas, en Hainaut, le denier César, en Flandre wallonne, le droit de vuidangle, en Flandre maritime, étaient du même ordre; mais, perçus au profit du roi, ils avaient pris figure d'impôt d'Etat et la Constituante refusa de les considérer comme seigneuriaux. En Flandre maritime, tout au moins, certains tonlieux ou pontoles ne se percevaient pas seulement sur les marchés. A Broxeele, le marquis de Steenvorde percevait 6 d. par l. sur la vente à domicile des bêtes et des bois, et à Houtkerque, le seigneur percevait le droit d'*attelage* sur toutes les ventes des marchands de la paroisse. Les droits de marché ne sont pas visés par les cahiers de paroisses. Ils ne gênaient guère les paysans et comportaient la jouissance de la voie publique et de la halle; d'ailleurs, ils retombaient sur l'acheteur. Mais ceux qui étaient perçus à domicile en Flandre maritime et

les droits sur le bétail, qui les soumettaient à l'exercice de la ferme, les irritaient violemment. Il en était de même des droits sur les boissons, le gambage ou cambage et l'afforage, qui constituaient de véritables impôts seigneuriaux. S'ajoutant à ceux que le roi et les Etats percevaient de leur côté, ils grevaient lourdement la consommation du pauvre.

La banalité pouvait avoir le même effet. Celle du four paraît avoir disparu au XVIII<sup>e</sup> siècle : elle avait été rachetée ou commuée en une redevance soit collective soit individuelle ; celle du moulin jouait au contraire un rôle important, mais elle ne profitait pas à tous les seigneurs. En Flandre, elle n'était pas seigneuriale. La coutume de la Salle de Lille disait : « En la châteltenie, il n'y a four ni moulin ban-neret ». Les juristes attribuaient au comte de Flandre la banalité générale ou droit d'eau et de vent : il l'avait déléguée à certains seigneurs ou à des institutions charitables, comme la comtesse Jeanne à l'hospice Comtesse de Lille. Ils en devaient prouver la possession par titres. Il ne paraît pas y avoir eu beaucoup de moulins banaux en Flandre maritime ; ils étaient plus nombreux en Flandre wallonne. A défaut de concession du droit, le souverain pouvait l'exercer lui-même : il y avait à La Gorgue des moulins domaniaux, d'ailleurs engagés. Le cas était rare, en sorte que la mouture demeurait libre dans les villages où il n'y avait pas eu concession au seigneur. En 1547, Charles-Quint entreprit de tirer parti du droit d'eau et de vent et défendit d'ériger aucun moulin, à quelque usage qu'il fût destiné, sans son autorisation qu'il subordonna au paiement d'une redevance annuelle. Ce placard ne fut pas appliqué et on le publia de nouveau en 1628. Après la réunion à la France, il fut régulièrement observé en Flandre maritime. La Flandre wallonne continua de soutenir, vainement à la vérité, qu'il ne lui était pas applicable. Le droit d'eau et de vent s'étendait aux moulins industriels, si nombreux en Flandre : moulins à

huile, à écorce, à garance, à poudre, moulins à foulon et à tordre les fils. L'administration du domaine précisa que la banalité du seigneur n'empêchait pas que l'érection d'un moulin ne fût subordonnée à la permission du roi et au paiement de la redevance.

Le placard promulgué pour la Flandre fut étendu par le roi de France à tous les Pays-Bas français par arrêts du Conseil de 1678, 1700 et 1701. Mais un sursis fut accordé en 1702 à la suite des protestations des Etats provinciaux. En Hainaut et en Cambrésis, le droit d'eau et de vent demeura toujours contesté, les seigneurs hauts justiciers prétendant que la banalité leur appartenait de droit. Mais les fermiers du domaine ne cessèrent de revenir à la charge et, avec l'appui de l'intendant et du bureau des finances, firent prévaloir leurs prétentions. Finalement, un arrêt du Conseil trancha définitivement la question en leur faveur, le 21 janvier 1788. Mais il ne fut enregistré qu'au bureau des finances de Lille. Le parlement prit toujours le parti des seigneurs et le Conseil dut intervenir par évocation dans chaque procès. En 1789, la noblesse de Lille et celle du Quesnoy, le Tiers aussi en beaucoup d'endroits, protestèrent contre le droit d'eau et de vent, la noblesse parce qu'elle voyait sa banalité limitée, le Tiers parce qu'il désirait la liberté pure et simple. Dans le Hainaut et le Cambrésis cependant, les moulins banaux étaient très nombreux et ils constituaient des monopoles fructueux. A Cambrai, l'archevêque avait 7 moulins à eau et 2 à vent qu'il affermaient 20.000 livres à la fin de l'Ancien Régime. A Marez, le moulin banal rapportait plus à lui seul que toutes les rentes foncières. A mesure que le prix du blé montait, la banalité devenait plus précieuse, car le droit de mouture se percevait en nature. Mais le moulin banal ne prenait pas plus que les autres. Si le meunier était honnête et si le seigneur l'obligeait à avoir, comme c'était l'usage, ses chasse-manée pour aller prendre le grain



à domicile, la banalité n'avait pas d'autre inconvénient que d'empêcher l'établissement de nouveaux meuniers dont la concurrence aurait peut-être fait baisser le prix de la mouture. Mais ces conditions n'étaient pas toujours réalisées. A Elincourt, en 1785, le meunier n'avait pas de chasse-manée: il louait d'autant plus cher; il servait d'abord les étrangers, clients volontaires; il travaillait mal et volait les habitants; ceux-ci, alléguant que le terroir ne les nourrissait pas, demandaient à faire moudre sur place le grain qu'ils achetaient au dehors et aussi à porter à moudre aux moulins voisins quand le vent manquait, le cas de force majeure étant constaté par les hommes de fief convoqués par le mayor. L'intendant reconnut la justice de ces doléances qui montrent clairement les difficultés qu'éprouvait le paysan du fait de la banalité. Si le seigneur ou son meunier étaient chicaniers, c'était bien pis. Ils étaient en droit de soutenir que le droit était illusoire s'ils n'exerçaient une surveillance attentive et pouvaient créer des gardes de la banalité. Les chasse-manée d'un moulin étranger ne pouvaient en aucun cas venir quêter dans le ressort; mais à Elincourt, il était défendu en outre aux marchands de grains de traverser la seigneurie sans la permission du meunier qui ne devait l'accorder que pour la journée. Il tenait registre de ses moutures et en délivrait certificat: l'habitant qui ne faisait pas moudre une quantité suffisante était suspect de fraude et poursuivi. Les gardes faisaient des visites domiciliaires de jour et de nuit, saisissaient les grains et les farines en cas de doute et emprisonnaient l'habitant. Pareilles rigueurs étaient sans doute rares, mais les seigneurs ne plaisantaient pas quand leur droit paraissait menacé. L'administration royale ne semble pas avoir été très favorable à la banalité et tous les cahiers du Tiers en demandèrent la suppression.

Le droit de chasse était également considéré, dans les Pays-Bas, comme une concession du prince. Un placard de

1613 l'accordait aux seuls seigneurs dans leurs seigneuries et les chartes du Hainaut le restreignaient même aux hauts justiciers. Le même placard défendait aux paysans de posséder des armes à feu et assurait la protection des chiens de chasse. Le roi de France n'avait rien changé à cette législation. Le droit des seigneurs avait seulement été restreint çà et là par la constitution de capitaineries royales en faveur des gouverneurs et des officiers des états-majors. Le maréchal de Castries fit supprimer celle de Lille en 1789 pour qu'ils pussent jouir de leur propriété et le Parlement de Flandre demanda, en invoquant la même raison, que les autres le fussent aussi. En Flandre maritime, le roi abandonnait la chasse, avec ses droits honorifiques, à ses baillis héréditaires et aux échevinages des chefs-collèges qui la louaient à leur bénéfice ou en faisaient profiter leurs amis. Les paysans du Nord, comme les autres, regardaient le gibier, nourri sur leurs terres, comme leur propriété et avaient de bonnes raisons de le détruire. En 1746, un arrêt du Parlement les rappela au respect de la légalité. Mais en 1760, les nobles du Cambrésis lui représentèrent de nouveau qu'ils ne parvenaient pas, malgré des frais de garde « immenses », à les empêcher de chasser parce qu'on ne leur avait pas défendu d'avoir des chiens de chasse et surtout des lévriers. Un nouvel arrêt compléta la législation sur ce point. En Flandre maritime, on faisait abattre les chiens qui n'étaient pas attachés, même dans l'intérieur des fermes.

La chasse avait d'autres inconvénients pour le paysan. Le Parlement avait bien défendu, en 1746, de chasser du 1<sup>er</sup> avril au 15 août dans les terres ensemencées; mais, au 15 août, la moisson n'était jamais terminée et on ne tenait guère compte de cette prescription qui d'ailleurs ne protégeait pas les semailles d'hiver. Les dommages étaient souvent minimes en soi et le seigneur les jugeait insignifiants, mais ils étaient cruels pour le paysan. La preuve exigeait des

enquêtes longues et difficiles; le procès était coûteux et aléatoire: en fait, il n'y avait aucune réparation à espérer. Ce n'était pas tout: le gibier pullulait, surtout quand le seigneur, comme il advenait, ne chassait pas. Le droit de garenne, qui n'existait pas dans la châtellenie de Lille et avait été supprimé en Cambrésis par un arrêt du Conseil de 1687, aggravait encore le mal dans les autres régions. Bourgeois et paysans étaient d'accord pour réserver la chasse au propriétaire. Tout au plus le paysan admettait-il que le monopole fût maintenu au profit de la communauté. Le seigneur avait aussi la propriété des rivières non navigables et du droit de pêche: il l'affermait ordinairement. Ce droit excitait moins de réclamations. On se borna à demander parfois qu'en retour il fût tenu d'entretenir les ponts.

Le droit de colombier n'était pas non plus seigneurial, mais, au contraire de la chasse, il n'avait pas été réservé aux seigneurs par le prince: les paysans pouvaient tenir des pigeons et il y en avait beaucoup dans la plaine méridionale et le Sud de la Flandre wallonne. La grande ferme comportait souvent au-dessus de la porte charretière un colombier de grandes dimensions qui dominait les alentours comme une sorte de donjon. L'autorité royale avait aperçu les inconvénients qui en pouvaient résulter pour l'agriculture bien que le pigeon fournît un engrais recherché: elle procéda comme pour le mouton; le placard de 1613 défendit d'élever des pigeons à qui n'exploitait pas neuf bonniers, à moins de possession immémoriale et de permission du souverain. Ce règlement semblait trop libéral et pourtant on n'y tenait pas la main. En 1774, à Avesnes-lez-Aubert, il y avait 19 colombiers dont 7 «aussi grands que des clochers», contenant chacun environ 1.500 couples, et 12 petits dont plusieurs de 20, 30, et 50 couples. Le placard de 1613 défendait de tuer les pigeons: il était impossible de protéger les semailles. On demanda, toujours en vain, qu'ils fussent tenus enfermés des semailles à

la moisson: beaucoup de seigneurs et de leurs fermiers avaient des colombiers et l'intendant ne se décida jamais à intervenir, par crainte d'un conflit avec le Parlement et les Etats du Cambrésis.

Le droit de plantis sur les chemins royaux appartenait au roi. En Flandre maritime, il l'abandonna contre redevance au Département en 1774; en Flandre wallonne, il le céda, en 1776, aux Etats qui maintinrent les concessionnaires antérieurs et vendirent les autres arbres aux propriétaires riverains, presque tous nobles. Les arbres poussés sur les autres grands chemins, dits vicomtiers, sur les waréchaix et les flégards appartenaient aux hauts justiciers et aux seigneurs vicomtiers. Ils en conclurent qu'ils avaient le droit d'en planter et leur prétention fut approuvée par les juristes et par le Parlement. En Flandre maritime, le roi aurait pu exercer ce droit comme seigneur d'un grand nombre de paroisses: il l'abandonna aux chefs-collèges. Mais dans cette province, le plantis n'était guère en usage sur les chemins et peu de cahiers s'en plaignirent. Il en allait autrement dans le Hainaut et le Cambrésis: l'extension systématique des plantations fut aux yeux des paysans un des empiétements principaux des seigneurs dans la seconde partie du siècle; elle entraîna d'autres abus et provoqua contre les arbres mêmes, des actes de vandalisme qui, à leur tour, déterminèrent le Parlement à les mettre sous la sauvegarde des communautés. Aussi était-ce un des droits seigneuriaux les plus détestés et il ne contribua pas médiocrement à surexciter cette haine de l'arbre dont la manifestation fut des traits de la révolte agraire.

## IV. - LES DROITS FÉODaux (suite): LES DROITS RÉELS

Pour les juristes, la Flandre se distinguait du Hainaut et du Cambrésis, en ce que la maxime « Nulle terre sans seigneur » n'y était point admise, tandis que les chartes du Hainaut l'admettaient implicitement: c'était à cette directe sans réserve que les seigneurs se référaient pour réclamer les biens vacants et surtout les terres vagues et les biens communaux; en vertu de ce même principe, toute terre devait hommage ou cens au seigneur à moins qu'on ne prouvât sa qualité d'alleu. Mais en ce cas, les juristes prétendaient la placer sous la directe universelle du roi, ce qui entraînait pour l'alleutier le paiement d'un cens recognitif ou droit de franc-alleu. Dans la pratique, la différence entre la Flandre et le Hainaut ne semble pas avoir été bien sensible: d'une part, quand il fut question de trier les marais, on ne fit pas de différence entre les deux provinces; d'autre part, on ne voit pas que le roi ait fait reconnaître sa directe dans l'une ni dans l'autre. Le contraste se marquerait mieux peut-être si l'on possédait une statistique des alleux, mais comment l'établir, puisque les terriers et les dénombrements n'avaient pas à les mentionner? On en citait çà et là, mais les alleux proprements dits devaient être très peu nombreux.

Les terres placées sous la directe seigneuriale se partageaient en deux catégories: les fiefs et les rotures, celles-ci appelées de préférence mainfermes dans le Hainaut et coteries en Flandre. On n'a pas non plus de statistique en ce qui les concerne, mais la proportion paraît en avoir été fort variable suivant les seigneuries. A Ochteele, il y avait environ 200 mesures de fiefs contre 287 en rotures; en outre 135 appartenaient au seigneur dont quelques-unes en coterie: les autres étaient sans doute des fiefs, en sorte que la seigneurie se serait divisée en deux parts presque égales. Au

contraire, à Buysscheure, la presque totalité du terroir était chargée de rentes foncières, tandis qu'à Emmerin, la seigneurie de Lassus comprenait 8 bonniers 9 cens de fiefs, 68,5%, et 3 bonniers 15 cents de rotures. A Linselles, au Nord de Lille, et à St-Hilaire-lez-Chambrai, la proportion des fiefs était de 20 à 25%.

Le fief était naturellement exempt de toute redevance en argent ou en nature, mais il devait les droits casuels. Un grand nombre étaient passés aux mains des roturiers et, dès le Moyen Age, avaient perdu tout caractère militaire. Dans la Flandre comme dans le Hainaut, on distinguait le fief lige et le fief ample. Le premier se distinguait par le *liget*: si le fieffé avait un cheval d'armes et une armure, le relief les emportait; s'il n'en avait pas, l'héritier payait 60 s. en remplacement; il va de soi qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, le relief était toujours acquitté sous cette dernière forme. Mais le fief avait perdu, depuis si longtemps, son caractère originel, qu'en principe, tout fief était ample sauf preuve contraire. A Ochteele, les roturiers possédaient 200 mesures de fief, plus de la moitié, dont 58 à des bourgeois et le reste aux paysans. Or cette tenure était soumise à une législation successorale particulière qui apportait une grande perturbation dans le partage entre héritiers roturiers. Entre leurs mains, le fief supportait en outre une charge particulière: le franc-fief ou nouvel acquêt que le seigneur ne percevait pas, mais que le roi avait établi à son profit en Flandre, en 1695, et fixé d'abord à une année et demie de revenu, puis en 1708, à une année seulement tous les vingt ans. Le franc-fief n'avait pas lieu dans le Hainaut et le Cambrésis; en Flandre maritime, le Département en obtint l'abonnement, mais les cahiers de Flandre wallonne représentèrent qu'il empêchait les roturiers d'acquérir les fiefs et en abaissait la valeur vénale. Les nobles du bailliage de Lille demandèrent eux-mêmes son abolition pour les biens qui valaient moins de 10.000 l. En



Flandre maritime, plusieurs cahiers demandèrent même que le seigneur fût autorisé à transformer ses fiefs en rotures, en conservant les droits de mutation et la justice et en établissant une censive de 5 s. par arpent; le roi convertirait de même les fiefs de la couronne. Le Tiers du Quesnoy demanda aussi qu'on pût éclipser ou démembrer les fiefs du roi sans formalités, ce qui faciliterait l'aliénation, la division et le défrichement des domaines nobiliaires. Ces faits montrent que la distinction entre les deux espèces de tenures paraissait désuète et qu'elle gênait l'aristocratie elle-même.

La coterie ou mainferme était assujettie, non seulement aux droits casuels, mais à un cens: comme il représentait la directe, les juristes disaient qu'il était de droit et imprescriptible. Il prenait deux formes: le terrage et la rente foncière.

Le terrage était un cens qui frappait uniformément des cantons entiers du terroir, sinon sa totalité. Il se percevait, comme la dîme, sur les moissons, mais il en différait juridiquement parce qu'il était attaché au sol et non à son produit. Par suite, il ne prêtait pas aux mêmes difficultés: tous les fruits étaient terrageables sans conteste. En Flandre, au XVIII<sup>e</sup> siècle, on admettait seulement qu'on semât un an sur trois des fruits dont le terrage ne pouvait être exigé dans la pratique comme les fourrages consommés en vert. Autre différence: il était portable. Le terrage caractérisait le Hainaut et le Cambrésis. En Flandre wallonne, il devenait rare au Nord de la Pévèle. On le retrouvait en Artois, souvent sous le nom de droit de soyeté que quelques communes du Cambrésis et de la Flandre, voisines de cette province, connaissaient également. En Flandre maritime, il paraît inconnu. Le taux en variait beaucoup. Très souvent, dans les seigneuries ecclésiastiques, il était affermé et perçu indivisément avec la dîme. Il était tantôt égal à celle-ci, tantôt supérieur. Presque toujours une partie du terroir ne payait que demi-terrage. Il constituait donc une charge égale à la dîme et il

était aussi insupportable qu'elle pour des raisons à peu près identiques. Etant portable et non quérable, il était même plus onéreux encore : car il n'en fallait pas moins attendre le passage du terrageur, nommé de la même façon que le dîmeur, et, avant d'enlever sa moisson, le paysan devait conduire à ses frais à la grange du seigneur la part qui revenait à ce dernier, obligation particulièrement lourde pour le ménager qui n'avait pas d'attelage. A Floyon, le seigneur, étant en conflit avec ses paysans, exigeait qu'on lui amenât séparément le terrage et le fermage en nature et que le terrage fût transporté sur chariot. Toutefois, il est probable que, dans les paroisses où le terrage appartenait au décimateur, il était enlevé avec la dîme, étant affermé au même grand fermier. Le terrage était si impopulaire que, dès le XIII<sup>e</sup> siècle, on se mit à le commuer en rentes foncières et à concéder des labours à cens; on s'en débarrassa aussi par rachat en capital. C'est peut-être de cette manière qu'il disparut en Flandre maritime; c'est certainement ainsi qu'il était devenu rare en Flandre wallonne. On s'explique de même que dans le Hainaut et dans le Cambrésis lui-même, où il était le plus répandu, l'étendue des terres qui s'y trouvaient assujetties variait beaucoup d'un village à l'autre. A St-Hilaire-lez-Cambrai, d'après les déclarations faites en 1759, pour la rénovation du terrier, il n'y aurait eu qu'environ 15% des censives du dîmage ou 10,5% du terroir qui payaient terrage, tandis qu'on trouve 43 et 47% du terroir à Pommereuil et au Cateau et 72% à Basuel. Le terrage aurait pu disparaître ainsi complètement. Mais au XVIII<sup>e</sup> siècle, les seigneurs répugnaient à la commutation, à moins qu'il ne s'agît de labours accourtilés. Il arrivait que, le souvenir de la transaction s'étant perdu, le paysan refusait la rente comme illégitime : le chapitre métropolitain dut ainsi plaider contre un habitant de Villerspol et démontrer qu'elle n'était qu'un abonnement du terrage. Aussi était-il défendu au terrageur

d'accepter paiement en argent. Quant au rachat, on ne voulait pas en entendre parler, l'intérêt de l'argent étant trop faible. En Cambrésis, on commençait à joindre le terrage au fermage dans les mêmes conditions que la dîme; mais les seigneurs ecclésiastiques, possédant à la fois la terre, la dîme et le terrage, avaient à cet égard plus de commodités et couraient moins de risques que les autres.

Le terrage en 1789, n'était plus aux mains des seuls seigneurs. Hiolle, grand fermier de Sommaing-sur-Ecaillon avait acheté 60.000 l. un fief lige constitué par un terrage à 8%. Houriez, autre grand fermier de Monchecourt, en avait acquis un autre sur 125 rasières, du comte de Ste-Aldegonde-Noircarmes, moyennant 20.000 l. Ridez, fermier à Guesnain, en possédait un également. En ce cas le terrage ne restait pas toujours seigneurial. Quand le seigneur le vendait sans spécifier qu'il aliénait aussi la directe, il devenait entre les mains du nouveau propriétaire un simple droit réel ou foncier. Houriez, le fermier de Monchecourt, qualifiait le sien de franc-allevu, et, sur le titre qu'il produisit, la nation le lui remboursa en 1793. Dès avant 1789, Merlin enseignait aussi que le terrage n'était pas seigneurial quand il se percevait concurremment avec une autre redevance seigneuriale, cens ou rente. Après le décret du 17 juillet 1793, cette distinction prit un intérêt capital; pourtant ce n'était là qu'une fiction juridique. A Neuville, un certain nombre de parcelles payaient à la fois terrage et rente au chapitre métropolitain; à Rainsart, le terrage se percevant en général à 8%, certaines terres ne payaient que 3% mais, en ce cas, acquittaient en outre des rentes, le tout au même seigneur.

Il est du moins certain que, le plus souvent, la rente seigneuriale était due par une terre qui ne payait pas terrage. Dans le Sud, elle tenait donc une place secondaire dans beaucoup de paroisses; en Cambrésis, elle portait souvent

sur les enclos ou constituait une rente d'accourtilage; à ce dernier titre, elle était plus fréquente dans la région herbagère. Mais l'usage en était surtout répandu en Flandre et principalement en Flandre maritime. La rente, comme le terrage, pouvait passer aux mains d'un acquéreur et perdre le caractère seigneurial pour devenir une simple rente foncière: elle cessait alors d'être irrédimable. Merlin pensait qu'une rente était purement foncière quand elle coexistait avec un cens.

Il y avait des rentes stipulées en argent, mais elles l'étaient beaucoup plus fréquemment en nature, surtout en grains et en volaillies. Deux traits essentiels les distinguaient du terrage. En premier lieu, elles variaient à l'infini d'une parcelle à l'autre. D'autre part, l'usage s'était introduit de les payer en argent suivant les prisées des cours féodales suzeraines, fondées sur les marchés locaux, ou celles de la seigneurie même et dont l'établissement ne comportait jamais l'intervention du paysan. Certaines coutumes locales autorisaient d'ailleurs expressément le paiement en nature. Perçue en argent, la rente ne présentait pas pour l'agriculture les mêmes inconvénients que le terrage, mais elle était portable et la perception donnait lieu aussi à des abus ou tout au moins à des contestations. Le seigneur ne tenait pas toujours son siège de rentes à l'époque fixée et en retardait la date s'il y trouvait avantage. A Bantouzelle, les habitants se plaignaient que, les rentes en avoine étant dues à la St-Rémy, le seigneur ne les voulût recevoir qu'à Noël « lorsque les freintes sont faites ». Deux paroisses de Flandre maritime se plaignirent qu'on laissât les rentes s'accumuler pour mettre le débiteur en mauvaise posture. Dans la châtellenie de Lille, on était plus exact. Le débiteur n'était pas obligé de s'acquitter à la St-Rémy ou à la Chandeleur, échéances ordinaires: il pouvait se libérer à l'Ascension; en ce cas, le seigneur pouvait calculer la rente d'après la prisée

la plus élevée; au prix du délai qu'il octroyait, il profitait de l'augmentation sans jamais souffrir de la baisse: c'est ce qu'on appelait le droit de hausse. A Tourcoing, le débiteur payait 3 s. d'amende s'il laissait passer le terme, et s'il ne s'acquittait pas à la St-Jean-Baptiste, la rente était doublée. Cette rigueur était préférable: le paysan se trouvait protégé contre la tentation de ne pas payer ce qu'on ne lui réclamait pas, quitte à souffrir ensuite de l'apparente indulgence du seigneur. Le paiement en nature suscitait d'autre part des plaintes relatives au mesurage. A Bantouzelle, le seigneur faisait mesurer l'avoine à comble, tandis que l'usage de Cambrai était de mesurer ras. Mais qu'il payât en nature ou en argent, le paysan souffrait surtout de l'autorité arbitraire des receveurs que le chapitre de Seclin, en conflit avec l'engagiste du domaine en 1786, se laissait aller à critiquer vertement: « Que sont des comptes (seigneuriaux)? des écritures privées qui ne font aucune preuve vis-à-vis du censitaire, l'ouvrage de receveurs qui peuvent aisément les fabriquer à *l'insu* des redevables; on dit à *l'insu* parce que les receveurs ne motivent pas toujours leurs quittances, qu'ils ne donnent aux débiteurs ni le temps de confronter leur présente à celle de l'année précédente, ni la permission de demander raison de l'augmentation, s'il s'en trouve, et de la contester. On leur demande d'abord leur nom, pour leur dire ensuite impérieusement: vous devez tant, payez et allez-vous en ».

Il n'est pas possible de déterminer approximativement la valeur moyenne des rentes comme on l'a essayé pour la pleine dîme et par conséquent pour le terrage qui était levé sur le même pied; elles étaient trop variables. A Pommereuil, dans le Cambrésis, les rentes assises sur les héritages amasés ne semblent pas très inférieures à la valeur du terrage; environ 2 l. 10 s. la mencaudée. A Maretz, elles sont bien supérieures et pouvaient rapporter 9 à 10 livres. Dans la région

herbagère, les rachats opérés pendant la Révolution donnent à penser que la charge était plus faible. En Flandre maritime, les cahiers mentionnent parfois des rentes très élevées : jusqu'à 30 livres à Broxeele, par mesure de 35 ares ; à Volckerinckhove, un grand nombre de paysans payaient autant de rente que de fermage. Mais il y avait des paroisses beaucoup moins chargées : à Bavinckhove, on ne payait que 3 s. 9 d. par mesure ; d'après le cueilloir de Buysscheure, près de 1.400 mesures sur 1.553 payaient seulement 10 d., les autres pas beaucoup plus. Dans la même commune, les mêmes différences se retrouvaient : à Ste-Marie-Cappel, certaines terres payaient 9 à 10 livres, toutes les autres 9 d., probablement à titre de cens. De même dans le Sud de la Pévèle, le cahier de Landas fait présumer une charge de 5 à 6 florins au bonnier tandis qu'à Tilloy on payait 16 rasières d'avoine, soit 32 à 35 livres. La seule conclusion qui semble incontestable est que la rente variait encore plus que le taux du terrage et que l'inégalité était particulièrement sensible en Flandre : « N'est-ils pas pénible pour les propriétaires et les cultivateurs, dit le cahier de Wemaerscappel, de voir que leurs terres adjacentes l'une l'autre doivent payer plus de cinq fois autant contre les autres et sous la même direction et châteltenie? ». En ce qui concerne les rentes, cette inégalité s'explique assez bien quand il s'agissait de terres amassées ; d'une manière générale il faut la rapporter sans doute à l'état du sol au moment de sa concession ; mais il est évident qu'elle ne correspondait plus au XVIII<sup>e</sup> siècle à des différences effectives entre les terres imposées et semblait inexplicable.

Appliquées à la rigueur, les théories des feudistes eussent exigé que toute mouvance roturière qui ne payait pas terrage payât rente et réciproquement ; mais il n'en était rien ; il y avait des enclos libres de rentes et les labours qui se trouvaient exempts de terrage, soit par rachat, soit par désué-



tude, ne devaient même pas de cens recognitif : rien ne les distinguait des alleux, si ce n'est le taux des droits casuels.

Si donc on adjoint aux fiefs les terres roturières qui ne supportaient plus aucune charge foncière féodale, on reconnaît que, dans plus d'un village, une très forte proportion des terres se trouvait exempte des redevances réelles et ne devait plus que les droits casuels. Dans le dîmage de St-Hilaire-lez-Cambrai, elle allait à 80%. C'est probablement un maximum, mais une moyenne de 50% ne paraît pas invraisemblable. Toutefois, l'impopularité du terrage et des rentes n'en était qu'accrue. L'abolition en fut demandée par les cahiers en même temps que celle de la dîme. Subsidièrement, ils émirent le vœu que le terrage fut commué en une redevance pécuniaire, laquelle serait rachetable ainsi que les rentes, et la Flandre s'associa très énergiquement sur ce point aux doléances du Hainaut.

#### V. - LES DROITS FÉODaux (suite) : LES DROITS CASUELS

La tenure, féodale ou roturière, ne pouvait changer de mains sans l'intervention du propriétaire de la directe : elle se manifestait dans les œuvres de loi et comportait le paiement de relief ou des lods et ventes que la Flandre maritime réunissait sous le nom de *marcgelt*.

Le fief devait relief à la mort du vassal. Dans le Cambrésis, le relief était de 60 s. plus un droit de cambrelage ou chambellage, présent du nouveau vassal aux domestiques du suzerain, généralement de valeur égale. En Flandre, il était souvent de 10 livres parisis, soit 6 l. 5 s. tournois. Les autres mutations emportaient lods et ventes. En Cambrésis et en Hainaut, on les appelait quint, le seigneur prenant le cinquième denier du prix de vente. Si le fief était vendu franc-denier, c'est-à-dire si l'acquéreur se chargeait des frais et

achetait par conséquent meilleur marché, on y ajoutait le requint, soit la cinquième du quint. En Flandre, le droit était ordinairement du dixième, éventuellement on y ajoutait le dixième du dixième.

Pour les rotures, la coutume variait en ce qui concernait le relief. Dans le Hainaut, il y avait des seigneuries où elles ne le payaient pas : il n'est pas mentionné à Liessies et Rain-sart, à Berlaimont, à Barbençon, Erpion et Renlies. Il ne l'est pas non plus à Arleux, en Cambrésis. Dans la coutume de Valenciennes, il n'était dû qu'en ligne collatérale. Dans le bailliage d'Avesnes, au contraire, on payait souvent le « requaix », même en ligne directe et la quotité en était très inégale. En Flandre wallonne, on doublait la rente à titre de relief : ainsi, à Aubers, Seclin, Tourcoing et à Bouvignies. En Flandre maritime, le marcgelt des rotures ne touchait que les ventes.

Les autres mutations des rotures étaient toujours taxées, mais dans des proportions qui changeaient aussi avec les régions. A Cambrai, on levait le centième denier. Mais les seigneurs, dans les campagnes, demandaient le vingtième et quelquefois le cinquième, comme pour les fiefs. Le quint était souvent exigé aussi dans le Hainaut, par exemple à Liessies et à Renlies. Il y avait même des lieux où les lods et ventes étaient plus élevés encore : à Arleux, on percevait 24 fl. 16 pat. du cent, soit à peu près 25% ; à Aulnoye, le quart denier. Au contraire, d'après les cahiers, il était modéré au vingtième dans les bailliages du Quesnoy et de Mortagne, bien qu'on lui conservât le nom de quint et à Liessies, l'abbaye ne le percevait pas sur les bourgeois. Comme pour le fief, il y avait lieu à requint en cas de vente franc-denier. Enfin, dans le Hainaut tout au moins, les arrentements étaient également frappés : on payait une année de rente à la mutation. Il y avait un peu plus d'uniformité en Flandre : le droit était ordinairement d'un dixième en

Flandre wallonne, d'un trentième en Flandre maritime. Il s'y ajoutait les frais des devoirs de loi et de l'ensaisinement.

Les droits casuels étaient donc fort lourds et l'usage paraît avoir été de les modérer d'un quart, mais ils ne touchaient chaque année qu'un petit nombre de familles. Comme beaucoup de fiefs étaient aux mains de paysans, il est important de remarquer que, dans le Sud, ils étaient plus lourdement frappés que les rotures puisqu'ils payaient toujours relief et généralement le double au moins des mainfermes ou coteries pour les autres mutations. Quand le cens des rotures était faible, il pouvait arriver que la terre noble se trouvât plus chargée qu'elles. C'était une nouvelle raison de demander sa transformation en censive.

Les droits casuels avaient pour corollaires les droits d'amortissement et de nouvel usage. Tous les biens qui passaient à l'Eglise, aux hôpitaux et aux tables des pauvres étaient soumis au premier. Un placard de 1528 interdisait aux gens de mainmorte d'acquérir des terres sans la permission du seigneur. Le roi de France percevait, depuis la conquête, excepté dans le Cambrésis, un droit d'amortissement, non seulement à raison des terres mouvant de la couronne, mais de celles aussi qui étaient tenues de particuliers, quoique à un taux un peu moindre; tous les seigneurs ne paraissent pas s'être préoccupés de monnayer leur droit de veto sur les acquisitions des mainmortables. En 1708, le roi avait d'autre part assujetti les communautés d'habitants à un droit de nouvel acquêt pour tous les droits d'usage qu'elles possédaient sans avoir payé d'amortissement: les biens communaux étant supposés appartenir au seigneur, ces droits étaient regardés comme acquis du propriétaire. Elles devaient payer une année de revenu tous les vingt ans, mais il ne semble pas qu'elles se soient acquittées régulièrement. Quant aux seigneurs, ils ne poussaient pas si loin la subtilité juridique, mais c'était peut-être à raison du même principe

qu'à Maroilles et à Marbaix, ils prenaient une part des revenus patrimoniaux des communautés.

Les cahiers se préoccupèrent beaucoup moins des droits casuels que des autres droits réels; pourtant plusieurs bailliages en demandèrent la réforme et la suppression. Le droit d'amortissement, par lui-même, ne gênait pas les paysans, mais il était le symbole des restrictions apportées à l'aliénation aussi bien qu'à l'acquisition des terres par les bénéficiers: ils ne pouvaient arrenter sans autorisation; il leur était également défendu d'employer leurs fonds disponibles en constitution de rentes. C'est pourquoi certains cahiers s'associèrent aux plaintes du clergé: on aurait préféré voir s'émietter les domaines et pouvoir emprunter au besoin les capitaux ecclésiastiques.

## VI. - AGGRAVATION DES DROITS FÉODAUX

Les droits féodaux constituaient une lourde charge, souvent vexatoire, mais après tout, coutumière. S'ils excitaient si fort l'animadversion des paysans à la fin de l'Ancien Régime, n'était-ce pas que les seigneurs les exigeaient avec plus d'exactitude et de rigueur ou même les accroissaient? Les juristes les y incitaient, tandis que l'hostilité des économistes et sous Louis XVI, les tentatives de réformes les inquiétaient et les irritaient. D'autre part, certains étaient pressés d'argent, comme le duc d'Orléans, ou entendus en affaire, comme les princes de Croy. Le roi, ou du moins les fermiers du domaine, leur donnaient l'exemple. Ainsi dans les dernières années de l'Ancien Régime, ils voulaient affieffer en Flandre maritime les droits honorifiques, la chasse, la pêche et le plantis jusque-là abandonnés aux échevinages des chefs-collèges. Et des nobles se présentèrent aussitôt pour se les disputer. On peut objecter que la fiscalité seigneuriale n'était

pas plus neuve que celle du roi et que l'esprit nouveau, qui animait la bourgeoisie, ayant gagné les paysans, il se peut qu'ils jugeassent intolérables des exigences que leurs pères avaient supportées passivement. Il ne paraît cependant pas douteux qu'à la veille de la Révolution, les seigneurs des Pays-Bas se montraient plus soucieux qu'ils ne l'avaient jamais été de tirer tout le profit possible de leurs droits féodaux et il est certain que l'extension du droit de plantis et le triage ou l'accaparement des communaux constituèrent une aggravation très sensible du pouvoir seigneurial.

Il faut convenir qu'un danger menaçait sans cesse le seigneur : ses receveurs pouvaient, par leur négligence, laisser tomber tel ou tel droit en désuétude. A Pommereuil, en 1782, le nouveau terrier observe que le fief Cadart, tenu de l'archevêché et comprenant 49 mencaudées 75 verges, devait le terrage à 9% : « aujourd'hui, il ne se perçoit plus qu'à 8 : on ne sait pourquoi ». Celui de Maretz, dressé en 1783, remarque que sur 325 mencaudées qui devaient dîme et terrage, 6 ne paient plus le terrage sans qu'on sache non plus pourquoi. Aussi le seigneur avait-il intérêt à posséder titre. En général, les comptes et cueilloirs n'étaient pas explicites et n'étaient pas conservés régulièrement. Les seigneurs laïques fournissaient un dénombrement à la mutation, mais ce document n'était pas assez précis pour imposer silence à un particulier récalcitrant. Le terrier seul, appelé souvent cartulaire, donnait pleine sécurité : c'était un véritable cadastre, établi contradictoirement sur les déclarations des tenanciers, contrôlées par tous les documents et tous les renseignements que le commissaire à terrier pouvait réunir et suivi souvent d'un arpentage qui permettait de dresser un plan du terroir. La rédaction d'un tel document prouve que le seigneur jugeait ses droits en péril ou incomplètement exercés, soit qu'il n'en eût jamais fait établir, soit qu'il eût constaté l'insuffisance de l'ancien terrier. Or, sous le règne

de Louis XVI, on procéda à la rénovation des terriers avec plus d'activité qu'auparavant. On a pu utiliser pour l'étude de la propriété foncière dans le Cambrésis, 23 terriers de dîme et terrage postérieurs à 1774. L'archevêque avait obtenu des lettres patentes pour tous ses domaines en 1781 et le chapitre métropolitain dès 1780. On a la preuve qu'un bon nombre furent aussi refaits dans la région herbagère et la Flandre.

Cette opération alarmait et irritait les paysans. Outre l'ennui de fournir une déclaration, de produire leurs titres et, qui plus est, de payer le commissaire à terrier pour avoir, en somme, instrumenté contre eux, ils pouvaient être sommés, si leurs déclarations paraissaient imprécises ou incomplètes, de les présenter par voie judiciaire, ce qui entraînait l'intervention des notaires et des frais énormes. S'ils avaient déclaré moins de terre qu'ils n'en possédaient, ce qui pouvait leur arriver de bonne foi, car ils n'avaient pas les moyens de faire les frais d'un arpentage et souvent n'avaient pas même de titre, ils couraient un grave danger : le terrier terminé, le seigneur pouvait prescrire un cerquemenage ou arpentage général du terroir. Il laissait au paysan l'étendue déclarée et s'attribuait le surplus, comme usurpé sur les biens incultes ou vacants. Si, au contraire, les déclarations présentaient un total supérieur à celui de l'ancien terrier, on recherchait les parcelles qui devaient être considérées comme bien seigneurial. De toutes les manières, les propriétés étaient remises en question. Un seigneur lui-même, quand il était propriétaire dans une seigneurie étrangère, n'était naturellement pas à l'abri. Aussi est-ce l'abbaye de St-Aubert qui a fait la plus juste critique de cet abus. Il ne pouvait pas être nouveau, mais les inconvénients en étaient proportionnés au nombre des terriers qu'on renouvelait. On n'est donc pas surpris qu'il ait provoqué les protestations formelles du Tiers d'Avesnes, de Cambrai et du Quesnoy.



On ne connaît pas d'exemple où cette opération ait entraîné un accroissement des redevances, bien que le silence des documents ne soit pas une preuve décisive qu'il n'en ait jamais été ainsi: tout se passait entre le commissaire à terrier et le paysan et les contestations ne laissaient pas de traces s'il n'osait protester. Mais, à St-Hilaire-lez-Cambrai par exemple, l'abbaye du St-Sépulcre essaya d'en profiter pour remettre en vigueur des droits tombés en désuétude: elle dut transiger. Nombre de faits montrent par ailleurs que les seigneurs s'efforçaient, en bons administrateurs, de tirer de leurs droits le plus de profits possible et de faire consacrer par la justice ceux qui leur étaient jusque-là contestés. Le duc d'Orléans, dans sa terre d'Avesnes, fit exiger très exactement les droits personnels: à Beugnies, quelques habitants payaient le fouage; tous finirent par y être soumis au moyen de poursuites judiciaires. A Aulnoye, le seigneur, un peu avant la Révolution, exigea le droit de gambage qui, assurèrent les habitants, n'avait jamais été perçu. Celui de Beaurepaire s'avisa de refuser le paiement du terrage en argent qui était entré en usage et rétablit la perception en nature. A Montigny-en-Ostrevent, comme à Quaëdypre et à Lederzeele, on se plaignit que les seigneurs, en laissant s'accumuler les rentes arriérées, fissent en fin de compte prononcer défaut contre leurs débiteurs et réunir leurs propriétés à leur propre domaine. A Floyon, Boussu et Marpent, de longs procès aboutirent à la reconnaissance d'un terrage. Le chapitre métropolitain renouvela, à partir de 1783, des tentatives qui se poursuivaient, paraît-il, depuis le début du XVI<sup>e</sup> siècle, pour établir le même droit à Villerspol, mais étaient suspendues depuis 1752. Au Sud de la Sambre, les abbayes étaient accusées de déclarer seigneuriales les rentes d'accourtilage, qui représentaient la dîme, afin de continuer à les percevoir, tout en levant de nouveau la dîme, si les pâtures étaient remises en labour. Comme en ce cas le ter-

rage était aussi transformé en rentes d'accourtilage, incontestablement seigneuriales celles-là, on comprend que la confusion fût aisée. A St-Aubert, à partir de 1780, l'abbaye obligea les détenteurs d'arrentement à signer des baux : elle n'apporta aucune limitation à leur jouissance et ils continuèrent à disposer de leurs terres comme auparavant à titre gracieux ou onéreux, mais, en possession des baux, elle devenait maîtresse de remplacer la rente, qui était très faible, par un fermage et même de reprendre les biens, s'il lui plaisait, avec les édifices qu'on y avait élevés. Les droits casuels n'étaient pas négligés non plus : à Bantouzelle, les habitants prétendirent, en 1790, que le seigneur exigeait un droit nouveau d'une année de rente à chaque mutation. St-Rémy-Mal-Bâti perdit un procès à propos des lods et ventes en 1786 ; à Bouvignies, en 1783, le seigneur dut reconnaître qu'il n'avait pas droit au dixième denier qu'il exigeait des bourgeois.

La banalité du moulin suscita quelques procès retentissants à Marbaix où l'abbaye de Maroilles capitula en 1768 ; à St-Aubert et à Elincourt ; à Lécuse ; à Beaudignies, Quarouble et Sebourg. La communauté de St-Aubert, en 1788, après avoir dépensé 8.000 florins, avait seulement réussi à obtenir du Conseil l'évocation et le renvoi du procès au Parlement de Paris : il avait commencé en 1773. Le conflit de Prémont et des habitants d'Elincourt devint plus fameux encore à cause des rigueurs que ce seigneur exerça contre ses vassaux. Revendiquée par lui en 1773, la banalité lui fut adjugée par le Parlement en 1776. Le Conseil rejeta l'appel en 1783. Les contestations relatives à la fixation des dommages et intérêts et au paiement des dépens n'étaient point terminées en 1790. La communauté avait pourtant dépensé 60.000 l. au moins. Dans le Cambrésis, l'archevêque ou son fermier général cherchaient à tirer parti du droit de chasse : ils organisaient des remises et le gibier devint, dans

les dernières années de l'Ancien Régime, un fléau dans la châtellenie du Câteau. Un exemple saisissant de la politique seigneuriale fut celui que donna le duc de Croy à propos du péage de Quesnoy-sur-Deûle. Il l'affermait 48 l. par an. Ayant fait reconstruire le pont, il lui en coûta 33.000 l. Il en tira prétexte pour demander une augmentation du tarif et l'obtint en effet par arrêt du Conseil en 1788. Or, en 1790, Merlin put affirmer que le péage lui rapportait désormais près de 30.000 l. et 39.000 dans les bonnes années : en un an, il avait récupéré sa mise de fonds. Les Etats de Flandre wallonne eux-mêmes, si peu suspects de préventions hostiles à l'égard de la noblesse, protestèrent mais vainement.

Mais aucun droit seigneurial ne reçut, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, une extension aussi méthodique que le droit de plantis. Encouragés par la rareté et la cherté du bois, les seigneurs se mirent à planter dans les terres vagues, les pâtures et marais communaux : les communautés leur en contestèrent le droit et les procès se multiplièrent. La paroisse de Sassegnyes perdit le sien contre le comte d'Egmont et il lui en coûta plus de 8.000 florins. D'autre part, on savait bien que la coutume attribuait aux seigneurs le plantis des chemins vicomtiers, mais on pensait qu'il fallait entendre par là le chemin principal ou le plus fréquenté, qui reliait le village à ses voisins et à la grande route : les seigneurs appliquèrent cette dénomination à tous les chemins indistinctement et jusqu'à des chemins d'exploitation. Beaucoup étaient trop étroits pour être plantés et se trouvaient déjà bordés de haies et d'aulnes, dit têtards ou halots : les seigneurs se souvinrent alors que l'entretien des chemins, qui incombait aux riverains, était placé sous la surveillance de leurs tribunaux et firent promulguer par le Parlement, en 1778 et 1780, des arrêts de règlement qui organisèrent le contrôle régulier des réparations, mais qui prescrivirent également d'élargir les chemins jusqu'à dix pieds aux dé-

pens des riverains et de raser les haies et les arbres de bordure, sous prétexte qu'ils en empêchaient l'assèchement. Dans un grand nombre de paroisses, les paysans se virent accabler d'amendes, en même temps qu'on rognait leurs champs et détruisait leurs clôtures. Selon le cahier d'Ebbelinghem, on abattit pour plus de 10 millions de bois et de haies et la châteltenie de Cassel paya près de 40.000 l. d'amendes. A Floyon, le seigneur, en conflit avec les habitants à propos des communaux, se montra implacable. Il en fit condamner plus de deux cents et embaucha cinquante ouvriers qui portèrent les chemins à 25 pieds de large : pour les payer, on imposa les riverains de près de 5.000 livres. Mais le comble fut que, surtout dans le Hainaut, les seigneurs se mirent à planter à leur profit, le long des chemins ainsi élargis, au delà des fossés c'est-à-dire sur les champs des riverains; dans les villages mêmes, les arbres ombragèrent les places et aveuglèrent les fenêtres des maisons. Il y avait un raffinement d'arbitraire et d'injustice à raser la haie du paysan pour planter à sa place sur son propre bien. Les arbres furent exposés aux injures du bétail et les actes de malveillance se multiplièrent. Les seigneurs les firent alors placer, par le Parlement, sous la sauvegarde des communautés qui en devinrent collectivement responsables.

Avec l'extension des plantis, les restrictions apportées aux droits d'usage et l'accaparement des biens communaux furent, à la fin de l'Ancien Régime, les manifestations les plus impopulaires du pouvoir seigneurial. Aux droits d'usage, ils ne furent pas seuls à porter atteinte : la clôture fut ordonnée par le roi et les maîtres des eaux et forêts fermèrent les bois domaniaux; mais il est vrai que la première profita surtout aux seigneurs qui étaient les principaux propriétaires et qu'en supprimant, de leur côté, la paisson dans leurs forêts, ils causèrent aux paysans beaucoup plus de dommages que le roi. Plusieurs allèrent encore plus loin et supprimèrent

les servitudes de passage en plaçant, comme les abbayes d'Hasnon et de Marchiennes, des barrières à l'entrée des chemins forestiers. Malgré tout, les paysans leur reprochèrent avec plus d'amertume encore leurs entreprises sur les biens communaux.

Les triages notamment furent pour les seigneurs de fructueuses opérations. Ils ne leur coûtaient rien : pour en payer les frais, on louait une partie des terres dévolues à la communauté ; et ils leur procuraient des terres souvent excellentes. En 1779, le seigneur de Santes, Vanzeller de Roders, loua pour quatre-vingt-dix-neuf ans le tiers qui lui était échu sur le pied de 132 livres le bonnier à défricher : il avait augmenté son revenu de 1.461 livres l'an sans bourse délier. Le roi ayant, comme seigneur, recueilli le tiers des marais dans plusieurs paroisses, la noblesse des Pays-Bas manifesta une fois de plus, l'entente, toute bourgeoise, des affaires qui la caractérisait ; plusieurs de ses membres, dont les marquis de Nédonchel et d'Avelin, s'empressèrent de demander au domaine de leur céder la part du roi à titre de fief. Ce furent l'intendant Esmangart et le subdélégué de Douai Dhaubersart, qui s'opposèrent à cette ingénieuse combinaison ; ils firent prévaloir leurs vues : le tiers royal fut accordé aux habitants de Sin, en portions ménagères, et il allait être également concédé à d'autres paroisses quand la Révolution survint.

Les triages s'opèrent généralement sans trouble. A Lécuse seulement, le seigneur se fit envoyer des troupes et fit emprisonner un paysan. Mais on aurait tort d'en conclure que les habitants les virent sans colère, bien que le partage en portions ménagères ait pu atténuer le mécontentement du plus grand nombre et détourner l'attention en mettant aux prises les ménagers et les manouvriers avec les cultivateurs et les grands fermiers. En 1783, le seigneur de Gondecourt engagea contre la communauté un curieux procès à raison d'un



« monopole fait par les habitants pour ne pas prendre à ferme les parties de terre » qui lui étaient échues en triage; il n'avait pu les louer qu'à bas prix et, en 1788, fit condamner la paroisse à lui payer 1.634 florins constituant la différence entre les nouveaux baux et les anciens. « La puissance du seigneur, écrivait la municipalité d'Arleux, en 1790, aggravait de plus en plus la misère de notre communauté par d'injustes alarmes, par des menaces cruelles; alors nous fûmes contraints de plier les genoux devant lui en nous voyant ainsi dépouiller de nos domaines ». Il n'est guère d'entreprise qui ait donné aux paysans un sentiment plus profond d'injustice et d'oppression et, en 1789, leurs cahiers furent unanimes à demander réparation.

Contre les prétentions si variées des seigneurs, dont nous venons de donner quelques exemples, il leur était très difficile de se défendre. Le laboureur isolé n'avait aucun recours. C'est par l'action collective qu'ils pouvaient seulement tenir leur maître en échec et ainsi les succès des seigneurs ont dû être beaucoup plus nombreux que les documents d'archives ne le laisseraient supposer. L'action collective était en effet malaisée à organiser. Les juristes n'admettaient pas que les tenanciers, assignés séparément, fissent joindre leurs procès, ni qu'ils intervenissent à titre privé en faveur de l'un d'entre eux, dont la condamnation pourtant était ensuite invoquée pour les accabler à leur tour: il fallait que la communauté intervînt officiellement. Or, le seigneur avait bien des moyens de l'en empêcher puisqu'elle était représentée par les gens de loi qu'il nommait et révoquait à son gré et qui, le plus souvent, dépendaient de lui comme fermiers. Il fallait demander à l'intendant la permission de réunir une assemblée d'habitants et nommer des syndics qui sollicitaient ensuite l'autorisation d'ester. Dans cette assemblée, le seigneur se formait un parti en soudoyant, par ses gens de loi, tous ceux qu'on pouvait priver de travail et



d'assistance ou vexer de mille manières. Il advenait même que les gens de loi intervenissent ensuite au procès pour contrecarrer les syndics. Poursuivi par-devant le bailliage seigneurial, puis devant les juridictions suzeraines, il ne se présentait pas sous d'heureux auspices pour les paysans et il finissait par être soumis au Parlement dont les membres étaient seigneurs eux-mêmes ou prévenus, comme juristes, en faveur des seigneurs. Le plus fameux des avocats, Merlin, de Douai, était le zélé défenseur des droits féodaux; les articles qu'il fournit au répertoire de Guyot concluaient invariablement en faveur des seigneurs; de la directe et de la souveraineté seigneuriales, il tirait les conséquences logiques avec la même rigueur qu'il déduisit plus tard toutes les applications des principes révolutionnaires. C'étaient les représentants du pouvoir royal, le subdélégué, l'intendant, et, à Paris, le Conseil des parties qui, seuls, contrebalançaient parfois les puissances conjurées contre le laboureur. Mais les nobles et le clergé avaient bien des moyens d'agir à la cour et dans les ministères; le subdélégué et l'intendant n'étaient pas insensibles à l'intimidation ou à la séduction des relations mondaines; le pouvoir royal, quand les intérêts du domaine n'étaient pas en cause, était enclin à ménager les seigneurs et répugnait à encourager l'insubordination des peuples. C'était assez pourtant que l'intendant montrât quelquefois de l'impartialité pour exciter la colère des privilégiés et, dans quelques conflits mémorables, le Parlement tint tête à l'intendant et au Conseil du roi pour les soutenir: tel fut le cas à St-Aubert et à Villerspol, à propos de la banalité, et à Floyon, à propos des biens communaux. A Villerspol, l'érection d'un moulin ayant été permise par le bureau des finances, il admit l'appel du chapitre métropolitain, bien qu'il fût incompétent, et après que le Conseil du roi eût approuvé l'autorisation, il n'en ordonna pas moins la démolition de l'édifice; le meunier ayant fait appel au con-

seil, il le fit emprisonner pour désobéissance à la cour (1782-85).

Le procès terminé par la condamnation des opposants, la liquidation des dommages et des dépens en provoquait d'autres. Le seigneur et le Parlement en profitaient pour tirer vengeance des syndics. A Elincourt, en 1784, le Parlement fit saisir tous leurs biens et les fit vendre sans rémission, y compris le bétail et les instruments de labour. Après quoi, il aurait fait de même pour tous ceux qui les avaient nommés, si l'intendant n'eût fait casser l'arrêt et tout ce qui s'en était suivi : « L'exposé de ces habitants, disait-il, est aussi exact qu'il est touchant ». Les paysans, comme le montrent les cahiers, n'avaient aucune illusion sur les juges auxquels ils s'adressaient. Ils conservaient confiance en la justice du roi, mais ils ne comptaient guère sur ses représentants. Cette conviction était le fruit de l'expérience et, peut-être, la conséquence la plus grave de ces conflits. Rien n'était plus dangereux pour l'Ancien Régime. A l'égard de la puissance seigneuriale, telle qu'elle se manifestait à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la haine du paysan était irréconciliable : tôt ou tard, elle devait s'étendre à ceux qui la défendaient.

Toutefois, la dîme et les droits féodaux n'atteignaient pas également tous les paysans. Les droits personnels seuls n'épargnaient personne ; si la dîme et les droits réels lésaient tous les paysans indistinctement, c'étaient seulement parce qu'ils gênaient la culture et aussi le ravitaillement, en faisant sortir du village une partie des grains qui auraient dû le nourrir : comme redevances, ils atteignaient moins le fermier que le propriétaire ; les terres qui en étaient exemptes pour tout ou partie devaient nécessairement se louer d'autant plus cher. Or, la grande majorité des terres n'appartenait pas aux ruraux. Ainsi le problème de la dîme et des droits féodaux était intimement uni à la crise agraire. Créer de nouveaux propriétaires sans faire disparaître ces redevances ou, réci-

proquement, les supprimer sans accorder la propriété aux paysans, c'était risquer de multiplier les mécontents. Leur abolition et la vente des biens nationaux apparaissent ainsi comme inséparables. Du moins, en les éteignant, l'Ancien Régime n'eût pas seulement favorisé l'agriculture et diminué les charges de tous les paysans : il aurait fortifié la bourgeoisie rurale dans la mesure où, déjà, elle possédait la terre ; entre elle et les autres paysans, la distance se serait accrue et elle eût plus aisément toléré la suprématie des privilégiés.

Beaucoup de droits féodaux se seraient prêtés à des transformations conciliatrices. Le terrage aurait pu être converti comme la dîme en une redevance en argent et, surtout, on aurait pu autoriser ou même imposer le rachat des droits, comme on l'avait fait en Savoie. En 1789, on savait que l'Empereur l'avait permis en Belgique, dans ses terres, et on disait que le roi était favorable au rachat. Quelques seigneurs comprirent qu'il était sage de s'y prêter de bonne grâce et la noblesse de Flandre maritime proposa nettement qu'il eût lieu sur le pied du dernier vingt, tandis que le clergé de cette province, sans le recommander, ne s'y déclarait point hostile. Mais partout ailleurs, les nobles se roidirent dans la résistance et réclamèrent la conservation des droits seigneuriaux. « C'est une propriété aussi respectable qu'aucune autre », disaient ceux du Cambrésis. Ils mentionnèrent spécialement la justice et la nomination des échevins. La noblesse du bailliage du Quesnoy protesta formellement contre le rachat obligatoire : « ce serait une entreprise sur la propriété ». Celle de Flandre wallonne ne fut pas moins nette à cet égard : « les redevances sont le fruit d'un contrat ». Evidemment, les nobles étaient effrayés par la perspective de voir bouleverser leur existence traditionnelle. Recevoir le capital des rentes et redevances, en trouver le placement ou le faire valoir par eux-mêmes, c'était en fait se confondre avec la haute bourgeoisie ; c'était aussi courir des risques,

tandis que les revenus féodaux étaient de tout repos et trouvaient toujours acquéreurs à bon prix, comme le montrent les actes notariés.

Cependant l'orgueil des seigneurs était atteint sans doute, beaucoup plus encore que leurs intérêts n'étaient menacés, chaque fois que leurs droits étaient contestés. On ne s'explique guère autrement l'acharnement dont plusieurs, comme le chapitre métropolitain à Villerspol, l'abbaye de St-Aubert, de Préseau à Floyon et de Prémont à Elincourt, firent preuve dans leurs différends avec les paysans. Les curés de la Flandre maritime demandèrent que le roi réprimât « l'esprit orgueilleux des seigneurs des paroisses » qui voulaient « mettre sous leurs volontés tous les paroissiens » : « s'ils pouvaient, ils les mettraient en esclavage ».

Or, le paysan, prenant le contre-pied des théories juridiques, en venait justement, dans ses cahiers, à dénoncer les droits féodaux comme des impôts injustifiés et qui faisaient double emploi avec l'impôt d'État : le roi seul peut l'exiger, dit la paroisse de Beaufort ; « mais ce terrage, cette dîme, voilà, Sire, oui voilà le coup de massue qui nous assomme ; voilà ceux qui accablent notre courage ». Ces droits « ont pris naissance dans l'ombre d'un mystère répréhensible » ; « ils sont l'effet de la crainte et de pusillanimité », disent les cahiers de Raimbeaucourt et d'Alnes. Le principe même de la propriété féodale était donc contesté ; elle était nettement distinguée de la propriété bourgeoise, comme entachée de dol, de fraude et de violence. Aussi le paysan exigeait-il que le seigneur produisît son titre, comme on lui avait réclamé le sien dans les procès en droits d'usage. On rencontre cette audacieuse réclamation dans plusieurs cahiers de paroisses. A l'assemblée de la prévôté de Maubeuge, elle fut inscrite comme étant le vœu particulier des campagnes. En Flandre maritime et dans le bailliage de Douai, elle fut adoptée par quelques villages, mais les cahiers généraux ne

la retinrent pas et furent beaucoup plus modérés : aussi ne peut-on pas dire que les bourgeois aient à cet égard inspiré ou excité les paysans, et les dispositions des cahiers des bailliages d'Avesnes, du Quesnoy et du Cambrésis doivent être tenues pour l'expression de leur sentiment. Ainsi les deux classes, dressées l'une contre l'autre, allaient vers un conflit décisif.

Comme on l'a vu au cours des pages qui précèdent, il ne se présentait pas de même au Nord et au Sud du département et, entre les deux régions, un nouveau contraste s'adjoignait ainsi à ceux que nous avons déjà marqués. En Flandre, la dîme était plus élevée ; mais la terre, produisant davantage, en supportait mieux le poids et, souvent, les modalités en étaient moins oppressives. On trouvait insuffisantes les charges des décimateurs : c'était pourtant en Flandre maritime qu'elles étaient le plus lourdes. Dans cette dernière province, les droits et les corvées personnels étaient inconnus, la banalité rare, le droit de plantis à peu près théorique ; les seigneurs étaient peu nombreux et ils admettaient que les rentes fussent déclarées rachetables. Le principal seigneur était le roi, en sorte que beaucoup de droits seigneuriaux apparaissaient comme des impôts proprement dits, d'une espèce particulière, mais dont il n'y avait pas grande difficulté à modifier l'assiette : la disparition de la féodalité devenait une réforme législative ou même administrative et, en tout cas, nulle part elle ne semblait plus facile à réaliser. La Flandre wallonne, comme toujours, ménageait la transition ; mais, en cette affaire, elle se rapprochait plus de la Flandre maritime que du Hainaut : on n'y connaissait pas non plus les droits personnels ; la corvée et le terrage y étaient rares. Toutefois, le roi n'y tenait pas la même place comme seigneur et les nobles y refusaient d'abandonner quoi que ce fût de leurs droits ; bien plus, ils avaient éveillé, par les triages, des rancunes redoutables.

Mais c'était dans le Hainaut et le Cambrésis, plus semblables au reste du royaume, que le régime seigneurial conservait toute sa force. Droits personnels, corvées, banalité, plantis, envahissement des communaux, suppression des droits d'usage, rien ne manquait au tableau. Le terrage souvent venait doubler la dîme. Ils étaient plus insupportables par la manière dont on les percevait et parce que le pays était plus pauvre. Les seigneurs n'étaient nulle part plus empressés à ressusciter les droits tombés en désuétude ou demeurés jusque-là improductifs et des procès fameux éveillaient partout la crainte et la colère. La haine du seigneur, autant, sinon plus, que les conditions d'existence, réalisa dans ces provinces l'union de presque tous les paysans et, en juillet 1789, les souleva brusquement contre l'Ancien Régime.



## CHAPITRE V

### LES CHARGES DU PAYSAN (suite): LES IMPÔTS

#### I. - L'AUTONOMIE FINANCIÈRE

En tout ce qui concernait les impôts, chacune des provinces qui formaient les généralités de Lille et de Valenciennes avait son régime particulier et conservait une certaine autonomie. La Flandre wallonne et le Cambrésis étaient pays d'Etats, comme l'Artois: chaque année, les commissaires du roi venaient demander le vote d'une aide. En 1777, les Etats du Cambrésis avaient même obtenu qu'on leur demandât pareillement leur quote-part de tous les impôts royaux que payait la généralité de Valenciennes. Ce consentement était de pure forme, mais il comportait quelques avantages: la seule perspective d'une discussion semble avoir suffi à maintenir l'aide à peu près invariable et, d'autre part, les Etats réussissaient toujours à obtenir des remises considérables qui ne soulageaient pas le contribuable, mais qui étaient employées cependant au profit exclusif de la province.

L'aide, d'origine espagnole, représentait la taille. Le roi de France y avait ajouté d'autres impôts, principalement la capitation et les vingtièmes royaux que les Etats n'étaient

pas appelés à voter, mais dont ils avaient obtenu l'abonnement. Ils se chargeaient aussi de faire face aux dépenses supplémentaires, principalement militaires, imposées par le service du roi. Quant aux impôts indirects, ils levaient à leur profit les droits sur les boissons : c'étaient les plus rémunérateurs. On peut donc dire qu'entre le fisc et les contribuables, les rapports directs étaient peu nombreux. Les Etats se procuraient comme ils l'entendaient les fonds qu'il fallait verser au roi ; ils employaient à cette fin tout ou partie de leurs octrois et levaient des impôts directs dont ils faisaient le répartition, rendaient les rôles exécutoires, opéraient la recette par leurs propres agents. Ils connaissaient même des contestations relatives aux impôts. Enfin ils réglaient les dépenses provinciales et y pourvoyaient pareillement. La surveillance de l'intendant ne leur était pas épargnée et ils lui rendaient compte ; mais, en fait, leur indépendance administrative était fort étendue.

Le Département de Flandre maritime n'avait pas à consentir l'impôt, ni même à le répartir entre ses châtelainies. D'autre part, s'il déterminait les dépenses provinciales et en faisait le répartition, il avait peu de ressources propres ; car Louis XIV avait confisqué à son profit les octrois ou droits des quatre membres, perçus avant la conquête au profit de la province. Le choix du mode d'imposition était laissé aux châtelainies, en sorte que la vie provinciale tendait à se résorber en activité municipale plus étroitement surveillée par l'intendant. Cependant, le Département défendait bien les intérêts provinciaux par-devant le roi : il obtenait des remises et contractait des abonnements tout aussi bien que les Etats des provinces voisines.

Des Etats du Hainaut, il ne subsistait rien dans les parties qui en avaient été réunies à la France. Cependant leur sort ne différait pas autant qu'on pourrait le croire des autres pays conquis. L'aide, ou anciens vingtièmes, ne variait guère

non plus et les autres impôts directs étaient également abonnés. Toute trace d'autonomie n'avait pas disparu. A Valenciennes, l'intendant venait tous les ans demander l'aide au magistrat. Les prévôtés seigneuriales de St-Amand et de Mortagne se voyaient signifier séparément le montant de leurs impôts. Elles entretenaient elles-mêmes leurs chemins au moyen de leurs octrois. La châellenie de Bouchain jouissait aussi de ce dernier privilège et ne dépendait pas des ponts et chaussées; l'aide extraordinaire lui était remise chaque année à même fin. Dans le reste du Hainaut, les droits sur les boissons n'étaient pas non plus versés au trésor et s'employaient aux besoins locaux. Enfin le Hainaut était, comme tout le reste des Pays-Bas, soustrait à la gabelle. Mais on reconnaissait, à certains signes, qu'il n'était pas administré par l'aristocratie locale: les fermiers du domaine y étaient plus actifs que partout ailleurs; c'étaient eux qui percevaient, dans une partie de la région, les octrois et les anciens vingtièmes qui représentaient la taille. Seul de toutes les provinces belgiques, le Hainaut fut, pour la majeure partie, assujetti à la corvée royale et, en 1786, à l'imposition représentative. Les impôts du roi y étaient aussi un peu plus lourds qu'ailleurs.

L'aristocratie se paraît volontiers des avantages que son gouvernement patriarcal procurait aux contribuables, mais il faut se garder de les exagérer. Elle était certainement intéressée à ce que le poids des impôts demeurât faible, puisque le taux des fermages en était rehaussé d'autant. Mais, en fait, elle abandonnait partout le pouvoir, bon gré mal gré, à une petite oligarchie dont l'avidité obérait le budget provincial et, d'autre part, dans le choix des impositions et même dans le répartition, les villes, qui exerçaient sur les Etats une grande influence, étaient toujours avantagées au préjudice des paysans qui nulle part n'y étaient représentés. Que les octrois fussent abonnés au Département de Flandre maritime

ou perçus par les Etats, c'était un médiocre avantage sur le Hainaut : comme celui du domaine, le fermier des Etats n'en venait pas moins visiter la cave et compter les bestiaux ; le paysan ne s'en trouvait pas beaucoup mieux et celui de la Flandre maritime ne se plaignit pas moins en 1789 que celui du Hainaut. Le *self government* était celui de l'aristocratie et c'était surtout à elle que profitait l'autonomie financière.

## II. - LES IMPÔTS DIRECTS

Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, les Pays-Bas payaient tous les ans au souverain une aide ordinaire et une aide extraordinaire dont le montant était réparti comme impôt direct et recouvré comme tel, au moins dans le campagnes, sous des formes et des noms variés. Dans le Cambrésis et la Flandre wallonne, on percevait des tailles ; dans le Hainaut, les feux et cheminées. On avait conservé, en Flandre wallonne et en Hainaut, le vingtième qu'on qualifiait d'ancien pour le distinguer de celui du roi de France, et en Artois, le centième institué au temps du duc d'Albe : ils étaient assis sur les biens-fonds, tels que ceux-ci avaient été déclarés et évalués au moment de leur établissement et produisaient par conséquent une somme fixe ; à mesure que l'aide augmentait, on percevait un nombre proportionné de vingtièmes ou de centièmes. Au régime espagnol remontait aussi l'impôt des quatre patards au bonnier pour les fortifications. Sous la domination française, le système espagnol demeura une des parties essentielles de l'organisation financière des Pays-Bas, mais le pouvoir royal y ajouta des impôts nouveaux.

En 1789, les exigences du roi étaient à peu près les mêmes dans les deux Flandres et le Cambrésis. C'étaient l'aide ordinaire et l'aide extraordinaire, les quatre patards au bon-

nier en Flandre et l'entretien des fortifications de Cambrai en Cambrésis, la capitation, les vingtièmes royaux, avec une addition pour la reconstruction du palais du Parlement de Douai, le don gratuit des villes, la maréchaussée, l'impôt pour la sûreté des côtes, les abonnements du contrôle, des courtiers-jaugeurs, du nouvel acquêt, des huissiers au conseil. Le Cambrésis et la Flandre wallonne payaient en outre leur quote-part pour l'indemnité due à raison des terrains consacrés aux fortifications de Valenciennes. Le Cambrésis contribuait aussi au creusement des canaux de Bourgogne et de Picardie. La Flandre entière ignorait la corvée des routes. Le roi ne l'avait pas établie non plus en Cambrésis, mais les Etats étaient autorisés à l'exiger depuis 1767 et elle fut commuée en taxe représentative dans la châteltenie du Câteau en 1788.

En Hainaut, on retrouvait les deux aides à Valenciennes et dans la Prévôté le Comte, dans la châteltenie de Bouchain, le bailliage de Condé, les prévôtés de St-Amand et de Mortagne; dans le reste de la province, elles avaient gardé le nom de vingtièmes. Les paysans acquittaient en outre les feux et cheminées. Enfin, de la domination espagnole datait aussi le patard au florin sur la vente des bois ou la taxe de remplacement. La province payait naturellement les impôts français: capitation, vingtièmes, don gratuit imposé même à de petits bourgs ruraux comme Trélon, Solre et Solesmes ou à de vrais villages qualifiés bourgs comme Pecquencourt, enfin les abonnements énumérés plus haut. Il s'y ajoutait les contributions pour les routes d'entre Sambre et Meuse et pour les canaux. En outre les paysans étaient assujettis, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1787, à l'imposition représentative de la corvée, sauf dans la châteltenie de Bouchain et dans les prévôtés de Mortagne et de St-Amand. Les différentes parties du Hainaut supportaient encore quelques charges particulières: indemnités aux maîtres des postes dans la châteltenie de Bou-

chain et le plat pays du bailliage de Condé, quatre patards au bonnier dans la Prévôté le Comte et la châellenie de Bouchain, logement de l'état-major de cette dernière place dans toute sa châellenie, pépinière de Beuvrages partout sauf dans les circonscriptions de Bouchain, Mortagne et St-Amand. Le Hainaut était la province la plus imposée, mais certains cantons l'étaient plus que d'autres, même pour les anciens vingtièmes : dans les bailliages d'Avesnes et du Quesnoy et dans la prévôté de Landrecies, réunis en 1659, on en payait deux ; dans les prévôtés de Bavai et de Maubeuge, réunis en 1678, quatre ; dans tout le reste du Hainaut, le roi de France avait augmenté l'aide de telle manière qu'elle équivalait à dix vingtièmes.

Parmi les demandes du roi, il convient de ranger séparément celles qui concernaient l'armée : équipement de la milice, entretien des casernes et couchage des troupes, logement des officiers, fourniture des fourrages, corvées militaires. Elles étaient particulièrement impopulaires. Le service de la milice pesait sur les paysans seuls : ils ne redoutaient rien tant que d'être enrôlés et demandaient, s'il ne se présentait pas un nombre suffisant de volontaires, que le roi s'en rapportât aux administrations provinciales pour susciter les engagements par des primes convenables ; malgré les ordonnances, c'était toujours ainsi que se faisait le recrutement : les paroisses achetaient les hommes qu'elles étaient tenues de fournir. Les corvées militaires, souvent commandées sans qu'il fût tenu compte des travaux des champs, constituaient une lourde charge, surtout dans le Hainaut où les places fortes étaient nombreuses. Elles se transformaient souvent aussi en un charge pécuniaire, les villages payant sur leurs dépenses locales les charrois exigés.

La multiplicité et la diversité de ces demandes rendaient impossible toute comparaison entre les charges respectives des provinces. Les cahiers demandèrent souvent qu'on y sa-



tisfit au moyen d'un impôt unique et de préférence abonné aux Etats provinciaux.

Aux exigences royales s'ajoutaient dans les pays d'Etats les frais provinciaux : députations, présents, réceptions, appointements et surtout rentes des emprunts ; en Flandre maritime, on y ajoutait bien des dépenses qui auraient dû demeurer à la charge exclusive des villes. Enfin, si la région avait à entretenir des travaux de dessèchement, comme les watteringues et la vallée de la Scarpe, elle était astreinte à une contribution particulière.

En fait, dans les pays d'Etats, toutes ces charges ne prenaient pas la forme d'impôt direct. Les Etats disposaient de taxes indirectes, que le roi percevait lui-même dans les autres provinces, et de divers revenus, par exemple les gages des offices rachetés, certains droits de péages ou de plantis, la redevance de 4 d. pour l. sur les ventes de meubles attribuée aux jurés priseurs dont les charges avaient été acquises du roi, les sommes dont le roi tenait compte pour les fourrages livrés aux troupes. Ils payaient sur ces revenus ceux des frais d'ordre militaire qu'on ne rejetait pas, comme les corvées, sur les paroisses rurales et aussi les dépenses provinciales, les dessèchements exceptés. Mais le département de Flandre maritime, moins avantagé, devait reporter presque toutes les dépenses sur les châtelles qui n'avaient guère d'autre ressource que l'impôt direct et, dans le Hainaut, il fallait répondre directement aux ordres du roi.

Les pays d'Etats et les châtelles de Flandre maritime étaient libres de choisir le mode d'impositions qu'ils préféraient ; mais, en fait, la consommation des paysans n'était pas assez considérable pour qu'on pût songer à recourir exclusivement à des taxes indirectes, et quant aux directes, on suivait l'usage traditionnel. Aussi les impôts effectivement perçus variaient d'une province à l'autre, sauf qu'on y retrouvait partout la capitation et les nouveaux vingtièmes.

Encore les indications qui vont suivre ne sont-elles exactes que pour les campagnes, les villes demeurant libres de payer leur quote-part sur leurs octrois ou au moyen de telle autre taxe qu'il leur plaisait d'établir.

En général, les impôts, dans le Hainaut, étaient groupés de la manière suivante, chaque section justifiant un mandement ou, au moins, un rôle particulier: 1<sup>o</sup> l'aide ou les anciens vingtièmes, et 2<sup>o</sup> l'aide extraordinaire, avec ses accessoires, maréchaussée, fortifications de Valenciennes, courtiers-jaugeurs, milice et, s'il y avait lieu, quatre patards au bonnier, maîtres des postes, état-major de Bouchain; 3<sup>o</sup> les feux et cheminées; 4<sup>o</sup> la capitation et ses accessoires, contrôle, huissiers au conseil, nouvel acquêt, routes d'entre Sambre et Meuse, canaux de Picardie et de Bourgogne et, en tant que besoin, pépinière de Beuvrages; 5<sup>o</sup> les vingtièmes royaux avec leur accessoire, pour la reconstruction du palais du Parlement; 6<sup>o</sup> depuis 1787, l'impôt représentatif de la corvée qui ne devait pas dépasser en principe les trois cinquièmes de la capitation roturière. Cette division est fort importante; car, non seulement chaque groupe était assis et perçu séparément, mais il avait son mode d'assiette particulier.

Le Cambrésis était, à l'opposé du Hainaut, la province la moins chargée. Sur leurs octrois, les Etats payaient les intérêts des rentes, une partie des frais d'entretien des routes et des travaux publics, les fortifications de Cambrai, la part de la ville dans l'aide ordinaire, l'abonnement des menus impôts, courtiers, fortifications de Valenciennes, nouvel acquêt, huissiers au conseil, maîtres des postes, et même une part de l'extraordinaire, de l'abonnement au contrôle et de la capitation, principalement, il est vrai, à la décharge de la ville de Cambrai. Dans le plat pays, ils percevaient: 1<sup>o</sup> les cinq tailles, savoir: la taille personnelle, le moulinage, autre taille personnelle qui remplaçait d'anciens droits sur le blé

et la farine à cuire le pain, la taille de l'extraordinaire et la milice, la taille des mencaudées, la taille de contrôle; 2° la capitation et ses accessoires: impôt pour la sûreté des côtes, sols pour livre des octrois des Etats et, au besoin, huissiers au conseil; 3° les vingtièmes royaux; 4° la taxe de la corvée dans la châteltenie du Câteau en 1789.

En Flandre wallonne, les Etats déterminaient la part des trois villes: Lille, Douai, Orchies; puis les quatre grands baillis imposaient sur les paroisses des châteltenies: 1° autant de vingtièmes anciens qu'il était nécessaire pour payer l'aide ordinaire (généralement  $2\frac{1}{4}$ ), l'aide extraordinaire (pareil nombre) et les petits abonnements: quatre patards au bonnier, contrôle, courtiers-jaugeurs, nouvel acquêt, fortifications de Valenciennes ( $1\frac{1}{4}$ ); 2° les cinq tailles ordinaires, savoir: la taille ordinaire dite de Noël, les deux tailles, dites extraordinaires, de mars et de la St-Jean, la taille de passage (des gens de guerre) ou de septembre, la taille du prévôt ou de la maréchaussée, auxquelles s'ajoutaient: la double taille de passage de la St-Jean et de Noël, et la taille de la milice; 3° la capitation; 4° les vingtièmes royaux.

En Flandre maritime, la part du plat pays était généralement distribuée en quatre chapitres; 1° les vingtièmes royaux; 2° toutes les autres impositions royales; 3° la part réservée à la châteltenie et au Département, sous le nom d'*envoi*, parce que l'indication de la somme à payer était *envoyée* par le chef-collège, ou sous celui de *transport*, parce que la répartition entre communautés se faisait sur le pied du transport de Flandre; 4° le moulage, impôt personnel qui faisait partie des droits domaniaux dits des quatre membres et qui remplaçait d'anciens droits sur le blé et la farine.

Tous les frais de perception étaient laissés à la charge du contribuable. La multiplicité des impôts, séparément répartis, obligeait les gens de loi à faire dresser par le greffier

plusieurs rôles qu'il fallait envoyer, en double exemplaire, à l'intendant, ainsi que les comptes. Ils recevaient des vacations pour l'assiette. La communauté payait en outre le messenger de l'intendant qui lui apportait les mandements d'imposition et tous les papiers officiels. La collecte s'ajugeait ordinairement au moins-disant. Les droits perçus par le receveur des Etats et par le receveur général étaient taxés. Le total de ces frais ne peut guère s'estimer à moins de 5% du montant des impôts et la proportion était d'autant plus forte que la paroisse était plus petite. Ce fut, en 1789, l'occasion d'âpres critiques : les cahiers demandèrent à verser directement leurs impôts à des fonctionnaires royaux dont les appointements seraient fixes.

Enfin il fallait compter avec les dépenses propres de la communauté qu'on appelait ordinairement faux frais ou mauvais frais, cette dénomination étant également appliquée au coût de la perception. Elle n'avait pas de budget : le collecteur avançait aux échevins l'argent nécessaire au fur et à mesure des dépenses. Lors du compte annuel, si le découvert était trop élevé, on avisait à lever une taille exceptionnelle. Dans le cas contraire, on attendait qu'il en valût la peine. Mais il faut observer qu'on appliquait les revenus des biens communaux à ces sortes de dépenses. En outre, la plupart du temps, quand on établissait les rôles ordinaires, on répartissait une somme supérieure au mandement : l'excédent couvrait les charges locales. Les tailles de mauvais frais étaient donc assez rares. De la sorte, les habitants ne pouvaient exercer aucun contrôle sur les dépenses des gens de loi auxquels s'associaient les officiers seigneuriaux pour se partager les vacations et festoyer aux frais de la communauté à l'occasion des auditions de comptes. Parfois, les aisés profitaient aussi de ces errements. A Marbaix, on achetait tous les ans deux taureaux qu'on revendait à perte : ceux qui n'avaient pas de vaches payaient comme les autres. En

Flandre, cette dissimulation des faux frais était défendue. Mais les habitants n'ayant pas voix au chapitre, elle se perpétuait. Au reste, ils y trouvaient aussi avantage, car ainsi les forains contribuaient aux dépenses locales. En Flandre cependant, elles étaient si élevées qu'il fallait bien recourir à des tailles spéciales et levées parfois suivant un mode particulier: c'est que les charges d'assistance y étaient très lourdes tandis que, dans le Hainaut et le Cambrésis, on secourait les pauvres sur le produit des biens communaux ou on les abandonnait à leur sort. On peut assurer que les dépenses locales augmentaient aussi les impôts de 5% et ordinairement de beaucoup plus: en Flandre, cette proportion pouvait s'élever jusqu'à près d'un cinquième.

### III. - LES PRIVILÈGES; LE RÉPARTEMENT ET L'ASSIETTE

Les privilèges d'ordre financier étaient d'étendue médiocre dans les Pays-Bas, du moins en théorie. Pour les impôts antérieurs à la conquête française, la Flandre maritime et le Hainaut d'une part, la Flandre wallonne et le Cambrésis de l'autre, traitaient les nobles et les ecclésiastiques de manière différente. En Flandre maritime, à part le moulage qui était personnel, tous étaient fonciers et n'admettaient aucune exemption. Le principe de l'égalité devant l'impôt était si bien établi que, si le roi en accordait une, il dégrevait la province d'une somme égale. En Hainaut, les anciens vingtièmes n'épargnaient aucune terre ni aucun droit utile. Les privilégiés n'étaient exempts que des feux et cheminées. Mais il en allait autrement en Flandre wallonne et en Cambrésis.

En Flandre wallonne, les biens qu'exploitaient personnellement nobles et ecclésiastiques étaient exempts des tailles. Ils contribuaient seulement aux anciens vingtièmes. Assem-

blés en même temps que les Etats dont ils ne faisaient point partie, ils votaient eux-mêmes leur quote-part qui était toujours inférieure à celle des roturiers. En 1788, par exemple, ils consentirent un vingtième et demi, c'est-à-dire moitié seulement en sus de ce qu'ils payaient au XVI<sup>e</sup> siècle, tandis que les roturiers supportaient deux vingtièmes et quart; de plus ils ne participaient en rien aux charges accessoires qu'on acquittait au moyen de vingtièmes supplémentaires.

En Cambrésis, ils étaient exempts des tailles pour les biens qu'ils occupaient et, comme les Etats ne levaient pas d'autre impôt direct, ils ne contribuaient pas à l'aide: dans cette province seule où le clergé et les nobles étaient maîtres des Etats, ils étaient, à cet égard, vraiment privilégiés.

Des deux principaux impôts directs créés par la roi de France, celui des vingtièmes était devenu purement foncier et n'épargnait dans les Pays-Bas que les terres non louées des princes du sang, du domaine, de l'ordre de Malte et des hôpitaux ou des pauvres. En Flandre wallonne et en Cambrésis, les nobles et les ecclésiastiques le payaient comme ailleurs pour les biens qu'ils occupaient eux-mêmes. Quant à la capitation, les nobles la devaient partout, mais l'intendant faisait dresser pour eux des rôles particuliers ainsi que pour les employés de quelques administrations, ce qui ne pouvait que leur être favorable et les mettait à l'abri de toute comparaison. Le clergé s'y était soustrait et consentait seulement, en certaines circonstances, un don gratuit. En 1782, le roi avait ainsi frappé le clergé de Flandre wallonne d'un subside annuel de 24.000 l. jusqu'à nouvel ordre. Les abbayes du Hainaut payaient aussi le droit d'oblat et le clergé de cette province payait, pour arrérages d'anciens emprunts, une contribution aux Etats du Hainaut à Mons.

Le caractère personnel de la capitation créait une autre catégorie de privilégiés: les étrangers qui possédaient ou louaient des terres en France en étaient exempts. Comme on



lui adjoignait d'importants accessoires et qu'en 1787, l'imposition de la corvée fut instituée à règle de capitation, cette exemption fut vivement critiquée par les cahiers du Hainaut.

Si modestes que fussent relativement les privilèges fiscaux, tous les paysans en demandèrent naturellement l'abolition en 1789, ainsi que celles des rôles particuliers qui auraient rendu l'égalité illusoire; mais ils firent remarquer en outre que divers abus les rendaient plus considérables qu'il n'apparaissait dans le principe.

En Flandre maritime même, ce n'était pas sans difficulté que les privilégiés s'étaient résignés à payer pour leurs bois et, en 1789 encore, plusieurs de ceux-ci n'étaient pas taxés. En Flandre wallonne, leurs forêts n'étaient pas non plus imposées partout ou ne l'étaient pas autant que les labours qui rapportaient pourtant moins. Quant aux châteaux et aux maisons de plaisance, ils ne l'étaient nulle part à leur valeur réelle. Dans beaucoup de villages, les échevins, nommés par le seigneur, les ménageaient. Les dîmes étaient généralement estimées beaucoup trop bas. En Flandre wallonne, le terage et les rentes seigneuriales n'étaient portés qu'au rôle des vingtièmes royaux. Enfin, en Hainaut et surtout en Cambrésis, des abbayes comme Vicoigne, des nobles et principalement l'archevêque avaient fait abonner aux vingtièmes leurs terres louées elles-mêmes: en admettant, chose peu probable, qu'on en tint compte exact aux communautés, toute augmentation d'impôt retombait sur les autres occupants. D'autre part, la population urbaine aussi était privilégiée parce que le répartition se faisait d'après une proportion établie à une date très ancienne, alors que les villes s'étaient beaucoup accrues en population et en richesse. En Flandre wallonne, Lille payait invariablement un quart environ des impositions et 40% de la capitation. Les villes, il est vrai, payaient seules le don gratuit, mais de petits bourgs ruraux y étaient aussi assujettis et, d'autre part, elles ne partici-

paient pas à l'entretien des chemins. Dans le Hainaut, elles étaient aussi exemptes de la corvée. Quand on la transforma en un impôt, celui-ci fut fixé aux trois cinquièmes de la capitation roturière, mais à la charge exclusive des paysans.

Entre les communautés rurales elles-mêmes, le répartition était extrêmement défectueux. En Flandre wallonne, certaines localités ne dépendaient pas des grands baillis. Ces « terres franches » se voyaient signifier directement leurs impositions par l'intendance et leurs gens de loi en versaient eux-mêmes le produit au trésor. Elles ne payaient qu'une partie des taxes qui frappaient toutes les autres. Dans le Hainaut, il y avait aussi une grande inégalité entre les divers bailliages pour ce qui concernait les anciens vingtièmes. Au moment de la conquête, en 1659, ceux d'Avesnes et du Quesnoy, ainsi que la prévôté de Landrecies, n'en payaient que deux. Quand Louis XIV annexa Maubeuge, Bavai et les villes de l'Escaut, en 1678, ces territoires en payaient quatre. Cette anomalie subsista jusqu'à la Révolution. Même on l'aggrava, car à Valenciennes et dans la Prévôté-le-Comte, la châteltenie de Bouchain et le plat pays du bailliage de Condé, Louis XIV doubla l'impôt et, en 1704, y ajouta encore deux vingtièmes, en sorte que ces régions supportaient dix anciens vingtièmes ainsi que St-Amand depuis 1769 et Mortagne depuis sa réunion en 1779.

Entre les paroisses soumises au droit commun, le répartition se faisait d'après des cadastres si anciens qu'ils ne correspondaient aucunement à leur population et à leur richesse. On utilisait ainsi en Flandre maritime le transport de Flandre établi en 1309 pour lever l'indemnité promise à Philippe le Bel. Certes il avait été plusieurs fois retouché depuis, mais la dernière révision remontait à 1719, pour la part des châteltenies, et à 1631 pour le répartition entre les paroisses. En Flandre wallonne, on employait les rôles du vingtième établis en 1601. Dans le Hainaut, on prit pour base jusqu'à

la Révolution les « cahiers » dressés en 1604. Il en était de même pour les feux et cheminées. Les plaintes furent à peu près universelles en 1789. Le village de Neuf-Mesnil exposa ainsi qu'il payait deux cinquièmes de plus à la mesure que ses voisins et un tiers de plus pour les feux et cheminées. L'inégalité était encore aggravée, surtout dans le Hainaut, par la dissemblance des mesures agraires : l'impôt était réparti à la rasière ou mencaudée sans qu'on tînt compte de leur étendue particulière. Enfin, dans ces vieux documents, le territoire des paroisses n'était pas exactement délimité ; on y avait enregistré en bloc les exploitations qui chevauchaient sur plusieurs d'entre elles, en sorte qu'il y avait beaucoup d'enclaves. En 1787, à Erre, 35 rasières étaient imposées dans trois villages limitrophes, tandis que les gens de loi portaient d'autre part sur leur rôle 21 rasières d'un terroir étranger ; à Escautpont, 100 bonniers et 60 maisons, à Escaudain, 180 mencaudées étaient imposées au dehors. Pour les mêmes raisons, la répartition entre les particuliers était parfois vicieuse. Beaucoup de terres autrefois incultes et maintenant défrichées prétendaient à l'exemption ou au moins imposé, quant aux anciennes contributions, en invoquant les documents anciens. La confection d'un cadastre fut souvent réclamée en 1789. A elle seule, cette opération aurait suffi à rendre l'impôt beaucoup plus juste et plus supportable. Les administrations provinciales en convenaient. Les Etats de Flandre wallonne décidèrent, en 1728, une révision de leurs cahiers, mais la guerre interrompit le travail qui ne fut repris que sous Louis XVI : d'ailleurs il s'agissait seulement de réparer les omissions ; on ne modifia pas les évaluations et les terres qu'on reprit aux rôles furent estimées sur le pied des tarifs de 1601. Dans le Hainaut, une des premières décisions de la nouvelle assemblée provinciale fut d'ordonner, le 11 décembre 1787, la confection d'un nouvel état des terres et redevances de chaque paroisse.

Pour l'assiette, le placard de Charles-Quint qui avait réglé le répartition, avait également prescrit de tenir compte des feux, des bestiaux et de la terre (1553). Mais en Flandre on avait pris l'habitude de ne tenir compte que de cette dernière et de répartir l'impôt, y compris la capitation et les vingtièmes royaux, à la mesure, sans tenir compte de sa fertilité; les mauvais labours payaient autant que les prairies ou les pâtures: ainsi le paysan payait d'autant plus qu'il était plus pauvre. Inversement, il advenait que des terres, défrichées depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, étaient exemptes ou au moins dégrevées. En Flandre maritime, le moulage ajoutait une autre inégalité à la précédente: on le percevait sur tous les habitants de plus de sept ans, d'ordinaire à 15 s. par tête, sans égard pour leurs facultés: c'était une charge sensible pour les nombreuses familles des artisans et des manouvriers.

L'assiette avait plus de variété dans le Hainaut et le Cambrésis où on continuait d'appliquer les principes établis par Charles-Quint, mais sans uniformité. En Cambrésis, on répartissait généralement la taille des mencaudées, celle de contrôle et les vingtièmes royaux sur les terres, à la mesure. La capitation et les autres tailles étaient à la fois personnelles et réelles: la capitation et la taille de l'extraordinaire atteignait à la fois le chef, le bétail et la terre; la taille personnelle le chef et le bétail seulement: on les répartissait à la tête, le chef de famille, le bétail et les terres étant comptés pour un certain nombre de têtes suivant un barème qui ne variait guère d'une paroisse à l'autre. Le moulage était tantôt joint à la taille personnelle, tantôt assis à part, comme en Flandre maritime, sur tous les habitants de sept ans au moins. Mais il semble qu'on tendait, comme en Flandre, à simplifier la besogne en asseyant tous les impôts sur la terre. A Crèvecœur, la capitation, la taille personnelle et le moulage étaient seuls levés par tête et à Marcoing on ne procè-

dait plus ainsi que pour la capitation. Dans le Hainaut, l'aide ordinaire était purement foncière, comme les vingtièmes royaux; l'aide extraordinaire et les accessoires, comme la milice, étaient perçus à la tête, à la bête, à la mesure. Les feux et cheminées constituaient une taxe personnelle sur les chefs de famille. Mais la capitation semble avoir été généralement imposée sur le revenu global évalué arbitrairement par les gens de loi.

En Hainaut et en Cambrésis, on ne distinguait pas non plus les bonnes des mauvaises terres, mais on imposait presque toujours à un taux différent les pâtures, les labours et quelquefois les jardins. En faisant entrer en ligne de compte le nombre des bestiaux, on pouvait arriver à une répartition plus équitable que dans les Flandres, car il était jusqu'à un certain point proportionné à l'importance de la production agricole. La retrouve des bestiaux étant faite pour le compte du domaine qui percevait la taille des bêtes vives, on peut admettre qu'elle était à peu près exacte. Mais cet avantage était annulé par l'imposition du chef de famille.

Du moins, pour tous ceux qui exploitaient des terres, l'assiette, exception faite de la capitation dans le Hainaut, était-elle exactement réglementée et ne prêtait pas à la taxation arbitraire, sauf abus exceptionnel dissimulé à l'intendant par les gens de loi avec la connivence des officiers seigneuriaux. Mais pour les autres habitants, il n'en allait pas de même. Les revenus qui ne provenaient point de la culture étaient comptés dans les rôles pour un certain nombre de mesures de terre. Ainsi opérait-on pour les dîmes, terrages et droits utiles. Dans la région lilloise, les Etats de Flandre wallonne faisait un répartition spécial dans certaines paroisses: à Houplines, ils déchargeaient la communauté paysanne proprement dite de 1.800 florins qu'ils imposaient sur les tanneurs et les fabricants. Dans les paroisses, les artisans et les manouvriers qui n'occupaient qu'une parcelle insigni-



fiance ou une simple maison, étaient de même imposés comme s'ils eussent exploité une certaine quantité de terre qu'on fixait d'après leur revenu supposé. C'est ce qu'on appelait, en Flandre maritime, la taxe des court-assis (Cortgeseeten) et, en Cambrésis, la taille d'industrie. On en venait donc, en fait, à un véritable impôt sur le revenu arbitrairement estimé, sans déclaration ni voie de recours. Les privilégiés n'en souffraient pas en ce qui concernait leurs droits fonciers: les cahiers se plaignirent qu'on les estimât à un trop petit nombre de mesures. Mais les court-assis qui étaient pour la plupart les pauvres du village étaient au contraire imposés à l'excès et plusieurs cahiers intervinrent en leur faveur. A Haverskerque, on assura qu'un ouvrier gagnant 7 s. par jour, et seulement pendant les deux tiers de l'année, payait 10 livres. Le tiers de Cambrai et celui de Mortagne s'apitochèrent également sur le sort de ces contribuables et demandèrent qu'on exemptât de tout impôt « celui qui n'a que son travail, sans aucun bien ». Ce qu'ils payaient venait à la décharge des fermiers et cultivateurs et, comme les gens de loi étaient pris parmi ces derniers, la taxation du revenu était, entre leurs mains, un instrument singulièrement redoutable. Dans les Pays-Bas comme partout, malgré la modération des privilèges, on payait proportionnellement d'autant plus d'impôt qu'on était plus pauvre.

#### IV. - LES IMPÔTS INDIRECTS

On peut grouper en deux catégories ceux qui se percevaient dans les Pays-Bas français: 1<sup>o</sup> les droits sur les bestiaux et les boissons qui, avec quelques autres, appartenaient soit au roi, soit aux Etats et qui, en Flandre maritime, constituaient, avec le moulage, les droits dits des quatre membres, affermés au Département; 2<sup>o</sup> toutes les autres contributions indirectes exclusivement perçues au profit du roi.



Les droits sur les bestiaux étaient domaniaux en Flandre et en Hainaut; en Cambrésis ils étaient levés au profit des Etats. Il en était de trois sortes: 1<sup>o</sup> droit sur les bestiaux pâturent, appelé vaclage en Flandre maritime, et ailleurs taille des bêtes vives ou pied fourché; 2<sup>o</sup> droit de tuage; 3<sup>o</sup> droit sur les bestiaux qui sortaient de la province: wuidangle de Flandre maritime, pas de penas du Hainaut. En Cambrésis, ils paraissent s'être réduits à deux: le tuage et un pied fourché sur toutes les ventes indistinctement. Le droit sur les bêtes mises en pâture était le plus productif et le plus facile à percevoir, au moyen de retrouves opérées par les agents du fermier des domaines et par les gens de loi qui les utilisaient en Hainaut pour asseoir une partie des impôts directs. On taxait les animaux à partir de deux ans et leur âge était apprécié d'après le nombre de dents. En Flandre maritime, la déclaration et le contrôle s'opéraient du 1<sup>er</sup> au 15 mai et du 1<sup>er</sup> au 15 septembre, le paiement dans les premières quinzaines de juillet et de novembre. En Flandre wallonne, la plupart des paroisses semblent avoir payé par abonnement. En Hainaut, le droit variait: dans le bailliage d'Avesnes, on ne faisait qu'une retrouve; dans la prévôté de Maubeuge et la châellenie de Bouchain, on en faisait deux et il fallait payer double taxe. Cet impôt pourrait à la vérité être considéré comme un impôt direct. Les nobles en étaient exempts pour leurs chevaux de selle et de carrosse. Le tuage et le droit de sortie comportaient déclaration. En Flandre maritime, on percevait aussi le tuage pendant les six mois de la belle saison et, en Flandre wallonne, il paraît avoir été abonné avec la taille des bêtes vives. Le droit de sortie prêtait aisément à la fraude et, bien qu'on s'en plaignît beaucoup, c'était le moins productif. Ces impôts nuisaient à l'élevage parce qu'on les percevait sur des bestiaux encore trop jeunes pour être utiles et ils irritaient le paysan obligé de déclarer le moindre changement dans leur

nombre et frappé d'amende en cas de négligence. L'abonnement aurait été particulièrement indispensable. Il en avait été question pour le Hainaut sans qu'on eût abouti.

Les impôts sur les boissons se levaient, en sus des droits seigneuriaux de gambage et d'afforage, sur les bières, vins, cidres et eaux-de-vie. En Flandre maritime, le roi les avait abonnés au Département qui les affermait. Dans le Hainaut, ils étaient payés au domaine, mais reversés à la province pour l'entretien des hôpitaux (liards au pot) et des chemins (droit des égards gourmeurs et jurés brasseurs). La châellenie de Bouchain, les prévôtés de St-Amand et de Mortagne les percevaient elles-mêmes, à leur profit, sous le nom d'octrois. En Flandre wallonne et en Cambrésis, ils constituaient, sous la même désignation, le plus clair des revenus des Etats qui s'étaient en outre réservés le monopole de la vente de l'eau-de-vie. L'impôt sur la bière, qui constituait la boisson du peuple, était une charge fort lourde, et elle était aggravée par les privilèges. Il y avait, dans toutes les provinces, de nombreux exempts, nobles, ecclésiastiques et fonctionnaires. Les nobles et ecclésiastiques jouissaient aussi en Flandre wallonne d'un dégrèvement sur l'eau-de-vie. Mais surtout, la bière cabaretière, vendue au peuple à la mesure, était frappée, en Hainaut et en Cambrésis, de droits plus de deux fois supérieurs à ceux que payait la bière vendue à la tonne pour la consommation des aisés. Dès 1769, le bailli d'Elesmes représentait que le prix de la bière était ainsi doublé pour les pauvres et allait à 6 s.  $\frac{1}{2}$  le pot, soit les deux tiers de la journée d'un manouvrier agricole. Dans la châellenie de Bouchain, la bière cabaretière était aussi la plus imposée. D'aucun autre impôt on ne peut dire avec autant de certitude qu'il frappait le pauvre beaucoup plus que le riche.

Quelques autres droits s'ajoutaient encore aux revenus des Etats et du domaine. En Flandre wallonne, le denier César était dû sur la vente des grains de toutes sortes, même

des oléagineux, mais il avait été abonné aux Etats qui répartissaient le montant du bail entre les communautés. Dans la même province, les Etats avaient créé un impôt sur les matériaux de construction, briques, tuiles et moellons. Enfin les Pays-Bas supportaient le poids des nombreuses taxes indirectes établie par le roi de France sur les cartes à jouer, les huiles et savons, les cuirs, l'amidon; certains grevaient sensiblement le paysan. Les cahiers attribuèrent au droit sur les cuirs l'augmentation considérable du prix des chaussures. L'agriculture souffrait aussi du droit sur les charbons étrangers qui, dans le Hainaut, gênait la fabrication de la chaux.

Du moins, les Pays-Bas échappaient à la gabelle et au monopole royal du tabac; toutefois si ces denrées étaient ainsi moins chères que dans l'ancienne France, le commerce n'en était pas pour cela absolument libre. On ne pouvait user que du sel du royaume et le blanc seul était permis. Le transport et le commerce du sel gris étaient interdits dans le plat pays, sauf à quelques raffineurs, et il était défendu de s'approvisionner de sel blanc pour plus de six moins. Dans les trois lieues des frontières de la Picardie, des précautions particulières visaient à empêcher la fraude. Les Etats de Cambrésis désignaient dans chaque paroisse un vendeur de sel et de tabac; on dressait un rôle des habitants et leur consommation était rationnée. La culture du tabac était subordonnée à des règlements sévères et était interdite à moins de trois lieues de la Picardie. En Flandre wallonne, les Etats percevaient un droit d'autorisation. Ils avaient le monopole de la vente et l'affirmaient. En Hainaut, la ferme générale le vendait seule, mais à meilleur marché qu'en France. La vente n'était vraiment libre qu'en Flandre maritime.

Outre des griefs d'ordre local, les cahiers formulèrent une protestation générale contre les impôts indirects et contre l'exercice auquel les employés des différentes régies soumet-

taient les paysans et les marchands. Ils en demandèrent la suppression ou tout au moins l'abonnement aux Etats provinciaux qui resteraient libres de se procurer les fonds par telle méthode qu'ils jugeraient bon.

#### V. - ACCROISSEMENT ET POIDS DES IMPÔTS

Pendant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, les impôts s'accrurent dans les Pays-Bas comme partout ailleurs. Ce fut au moment de la guerre d'Amérique qu'ils atteignirent le maximum : ils diminuèrent ensuite à la veille de la Révolution. Il n'en est pas moins vrai que, pendant le règne de Louis XVI, les impôts royaux augmentèrent de plus d'un quart dans la généralité de Valenciennes et notamment de 38%, entre 1777 et 1789, dans le Cambrésis jusque-là exceptionnellement épargné. Dans la paroisse de Ribécourt, les impôts directs, de 1776 à 1789, s'élevèrent de 50%. En Flandre, l'accroissement fut moins rapide. En Flandre wallonne, les versements opérés au profit du roi augmentèrent seulement de 20% environ de 1774 à 1789 pour les impôts directs; en Flandre maritime, on payait la même somme en 1789 qu'avant la guerre d'Amérique; mais, dans cette province, les charges du Département, des châtellemies et des paroisses s'étaient, de leur côté, beaucoup alourdies sans qu'on puisse en déterminer le total. Quant aux impôts indirects et aux monopoles, les cahiers se plaignirent aussi de quelques augmentations. En tenant compte des octrois des Etats, le plat pays de Flandre wallonne rapportait au total, en 1789, 28% de plus qu'en 1774. On admettra qu'en moyenne nos provinces payaient alors 25 à 30% de plus que vers 1770. On objectera que la population avait sensiblement augmenté; mais la richesse ne s'était pas développée dans la même proportion pour toutes les classes. Pour les ménagers

et les manouvriers, privés de terre et chargés de famille, les impositions par tête et les indirectes étaient certainement devenues plus lourdes.

Si l'on compare le produit des impôts royaux au nombre des habitants, la moyenne par tête est de 5 à 6 livres en Flandre maritime, de 6 à 7 dans le Hainaut, de 4 à 5 dans le plat pays de Flandre wallonne et le Cambrésis. Mais il s'y ajoutait les frais de collecte et les charges provinciales et locales qui étaient très variables. L'ensemble des impôts directs pouvait être estimé, en 1789, à une dizaine de livres par tête en Flandre maritime et dans la région lilloise. A Houplines, il atteignait 12 livres, mais dans le Sud de la Flandre wallonne, il paraît avoir été d'un tiers plus faible. En Hainaut il était ordinairement de 8 à 10 livres; dans la région forestière du Sud-Est, la moyenne s'abaissait à 3 ou 4. En Cambrésis, à Ribécourt, elle ne devait pas dépasser 8 livres: le Hainaut et le Cambrésis. moins riches, dépendaient peu pour les services municipaux et ne secouraient pas les pauvres. Si l'on admet qu'en 1789, la puissance d'achat de la monnaie était trois fois plus grande qu'en 1913, on constate que, très souvent, les impôts directs étaient plus élevés à la veille de la Révolution qu'à la veille de la grande guerre, bien qu'ils vinssent en sus de la dîme et des droits féodaux. Quant aux impôts indirects, nous n'en connaissons pas le produit par village; la distinction entre villes et plat-pays n'étant même pas faite, toute estimation serait imprudente.

Une moyenne par chef de famille exprimerait mieux la charge effective de l'impôt. Malheureusement on obtient en la calculant des nombres trop élevés puisque les forains payaient une partie des impôts de la paroisse. Ils gardent toutefois une certaine valeur pour la comparaison des régions et des époques. En général, le chef payait beaucoup plus en Flandre que dans le Sud, surtout si l'on fonde le calcul sur

les indications de l'enquête de 1790 relative à la mendicité, car un certain nombre de communes indiquèrent le nombre des chefs qui ne payaient pas d'impôt. En Flandre, où il était principalement foncier, les journaliers, sans métier qualifié et sans terre, ne payaient que le moulage dont on ne paraît pas avoir tenu compte, parce qu'il était versé à la ferme du droit des quatre-membres avec les taxes indirectes. De la sorte, dans quatre villages du pays au bois, 17% des chefs sont portés comme n'étant pas imposés et 19% comme payant seulement la valeur d'une ou deux journées de travail. Ces proportions s'abaissent à 8 et 12% pour 29 communes des cantons du Quesnoy et de Solesmes, à 6 et 12 pour 36 communes des cantons de Bavai, Berlaimont, Feignies et Landrecies, dans la région herbagère. A Frasnoy, aucun chef ne payait moins de 6 journées et à Liessies le moindre habitant payait 10 livres. Dans le Hainaut, les manouvriers qui n'avaient pas leur maison et leur courtil étaient beaucoup moins nombreux et l'assiette était personnelle pour une part, en sorte qu'on n'exemptait que les mendiants et seulement dans une partie des paroisses.

On voudrait enfin pouvoir estimer le poids de l'impôt à la mesure, dans son rapport avec le produit brut et la valeur locative. Cette recherche est encore plus difficile que pour la dîme et le terrage, parce que l'impôt était mal réparti entre les paroisses et même entre les différentes parties de leur terroir. Les indications fournies pour la châtellenie de Bailleul par une enquête de 1785 font varier l'impôt de 16 à 38 livres l'hectare, toutes charges comprises, suivant les paroisses, et celles que l'on tire des cahiers de la Flandre maritime de 10 à 29 livres. Dans la région lilloise, le mémoire de Montlinot, insistant sur la modicité des impôts, en évalue la charge à 32 l. le bonnier soit 22 l. 9 s. l'hectare, dont les trois quarts, 16 l. 16 s. pour l'impôt proprement dit, le reste pour les pauvres : c'était là, semble-t-il, le maximum.



Dans le Hainaut, l'inégalité paraît avoir été aussi extrême qu'en Flandre maritime; le plus fréquemment, l'hectare payait de 10 à 20 livres.

D'après Montlinot, l'impôt aurait été égal à 26,70% du fermage. Comparé aux indications qu'on possède sur la valeur locative moyenne, l'impôt direct paraît en représenter le tiers au moins. C'est en effet au tiers qu'on l'évaluait en Flandre maritime. Si l'on tenait compte du moulage et des taxes sur les bestiaux, la proportion serait plus forte encore. Dans le Sud, elle ne devait pas dépasser le tiers ou même le quart dans le Cambrésis. La Flandre maritime prétendait être la province la plus chargée de toutes.

Le système financier prêtait à de justes critiques et les impôts étaient lourds, mais comparés à ceux qu'on payait dans le reste du royaume, il semble qu'ils aient été modérés: c'est avec cette signification qu'on peut accepter les assertions d'observateurs de classe bourgeoise, qui attribuaient en partie à la faible quotité de l'impôt la prospérité de l'agriculture des Pays-Bas.

## CHAPITRE VI

# L'AGRICULTURE A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

### I. - LA PRODUCTION

#### La Flandre

La Flandre, par la supériorité de sa technique, se distinguait nettement de toute la région méridionale qui, peu à peu, s'efforçait de se mettre à son école et tirait leçon de son expérience. Mais de toute la Flandre, c'était la région lilloise qui avait porté l'agriculture au plus haut point de perfection. A lire Young, on sent bien qu'il ne pouvait s'empêcher de l'admirer, malgré ses préventions en faveur de la grande culture. En France, elle n'avait point d'égale et les habitants étaient fiers de posséder « la plus belle pièce de terre de toute l'Europe, avec la Lombardie ». A la fin de l'Ancien Régime, on peut dire que les méthodes lilloises étaient pratiquées au Sud jusqu'à la Scarpe, et au Nord, dans la plaine de la Lys et la partie méridionale du pays au bois, jusque vers Hazebrouck et Cassel.

Dans ces régions, l'élevage extensif, qui caractérisait encore la région méridionale, avait disparu. La pabulation elle-même n'avait presque plus cours. Les pâtures, dans la châtellenie de Lille, n'occupaient pas plus de 6% de la superficie

agricole; les fermes d'une certaine importance conservaient seules une pâture qui servait en même temps de verger et de plantis. Le bétail était nourri toute l'année à l'étable grâce aux prairies artificielles, aux cultures fourragères et à certains résidus industriels, les tourteaux et les drèches de brasserie. L'élevage était donc devenu une industrie véritable, très profitable en elle-même dans un pays fortement peuplé et de grande civilisation urbaine, mais subordonnée essentiellement à la culture. Par cette transformation, toute la terre avait pu être mise en valeur et, d'autre part, elle rapportait plus qu'ailleurs.

Aux yeux du cultivateur flamand, le principal avantage de la stabulation était de lui assurer un fumier abondant; il demeurait l'élément fondamental de l'exploitation, « le dieu de l'agriculture », comme disaient, en 1760, dans le Hainaut, les paysans de Robersart. Mais un autre trait caractéristique de cette région, c'était qu'on y avait mis à contribution, au profit de la terre, toutes les ressources locales; les villes et l'industrie étaient à cet égard associées à la vie agricole. Les ordures ménagères et la boue des rues se vendaient à des entrepreneurs qui en faisaient commerce. En 1776, une ferme de 22 hectares devait acheter chaque année environ 150 charretées de fumier, de 80 kilogs, qui revenaient à 3 l. l'une. L'emploi de l'excrément humain, appelé gadoue ou courte-graisse, était le trait probablement le plus connu de l'agriculture flamande, celui aussi qu'on adoptait le plus difficilement dans les autres pays. Les cultivateurs achetaient la vidange des fosses d'aisance (dans les villes, c'était le profit des domestiques) et l'emportaient dans de petits tonneaux que tous ont connus dans le pays jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La vidange était conservée dans des citernes où on versait aussi l'urine des bestiaux et la fiente des volailles délayée dans l'eau. On répandait le liquide sur le champ, à la volée, avec la « louche à puriau ». On y

joignait des tourteaux achetés aux tordoirs à huile et réduits en poudre ou dissous dans l'eau. Pour le lin, on appréciait particulièrement la *colombine* : le fermier louait en Artois ou en Cambrésis un pigeonnier de 4 ou 500 oiseaux pour un demi-bonnier ou 70 ares, moyennant 70 à 80 l. Pour le colza, on utilisait la suie de cheminée. En outre, depuis très longtemps, on employait la chaux comme fumure annuelle. Il en venait de Tournai et on la fabriquait aussi sur place, notamment au Sud de Lille, dans le Mélantois. Le commerce avait introduit les cendres de tourbe employées en Hollande; on y avait joint les cendres du pays et même celles de houille, quoiqu'elles fussent moins appréciées. Elles étaient utilisées pour le trèfle et pour les pâtures.

Au total, les différents engrais achetés par le fermier d'une exploitation de 22 hectares pour compléter ceux qu'il tirait de son bien même, formaient le neuvième de ses frais d'exploitation. C'était grâce à eux que le sol de la Flandre était devenu véritablement fertile. Certaines de ses argiles, la blanchâtre de la plaine maritime, la jaune du pays au bois, la brune de la plaine de la Lys étaient citées comme naturellement productives, mais assez vite épuisées. En beaucoup d'endroits, ce sont des glaises compactes et médiocres, d'ailleurs peu perméables et difficiles à travailler, comme la terre clître, au Sud-Ouest de Bergues. De toute façon, c'est par un effort obstiné qu'on avait procuré au sol ou qu'on lui conservait la fertilité qui est souvent considérée à tort comme un don naturel. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le sol arable avait généralement un pied dans les argiles.

L'utilisation complète du sol n'était point uniquement due à l'ingénieux emploi de tous ces engrais, mais aussi à la variété des assolements sans lesquels on n'aurait jamais pu supprimer la jachère ni assurer à l'élevage et à l'industrie des ressources qui leur permettaient de venir ensuite en aide à la culture. Le blé demeurait le produit fondamental

et couvrait le tiers des labours. On distinguait à Lille le blé blanc ou blanzé, le blé gris ou froment et le blé gros ou barbu. On y joignait l'orge d'hiver, escourgeon, scorion ou sucron, indispensable à la brasserie. L'orge de printemps ou pamelles n'était semée qu'en temps de crise, quand les grains d'hiver avaient manqué. Le seigle, qui se donnait au bétail ou qu'on ajoutait à la farine de blé pour cuire, le méteil, l'avoine et surtout le sarrasin ne jouaient qu'un rôle secondaire. Aux céréales étaient depuis longtemps associées les légumineuses et autres plantes propres à la nourriture de l'homme et du bétail : pois, haricots, fèves, raves, panais, carottes, navets et pommes de terre. On cultivait pour le bétail une pomme de terre dite « de vache », très grosse mais qui se conservait peu ; on réservait pour la nourriture la longue rouge et la ronde rouge ou grise.

Le développement des cultures fourragères, également très ancien, avait certainement constitué dans l'histoire de l'agriculture flamande un événement essentiel ; non seulement il avait fourni des éléments nouveaux d'assolement, mais surtout il avait permis de supprimer l'élevage extensif. On semait en automne pour le cheval un mélange de seigle et de vesces appelé hivernage ; au printemps, pour le bétail, les warats, composés de vesces, de lentilles et de fèves, et pour le cheval, les dravières, où l'avoine était coupée de fèves, de lentilles ou de pois. On cultivait aussi le choux-collet ; en 1784, le gouvernement avait fait distribuer des graines de betterave fourragère et la culture en avait aussitôt été adoptée. Mais c'était le trèfle, semé dans le blé ou l'avoine, au printemps, qui était le plus apprécié. Après la moisson, il formait prairie artificielle pendant un an, et, le regain coupé ou consommé, on en tirait encore quelque profit, par le labour, à titre d'engrais vert. On connaissait parfaitement le sainfoin et la luzerne ; cette dernière était même jugée d'un meilleur rapport que le trèfle, mais on en semait peu, estimant le sol trop humide.

En 1789, c'étaient surtout les cultures industrielles qui excitaient l'envie des régions voisines. La plupart d'entre elles étaient aussi fort anciennes en Flandre; quelques-unes étaient à peu près à leur apogée. Au premier rang se plaçaient les oléagineux, les *graines grasses* dont l'une, le lin, était en même temps un textile essentiel. L'œillette, la navette, le lin et surtout le colza alimentaient des huileries qui pourvoyaient tout le Nord de la France. Vers 1770, on y avait ajouté la cameline dont la culture se développa surtout à la veille de la Révolution. Le lin au contraire était moins prisé du cultivateur qu'il ne l'avait été dans la première moitié du siècle. En dehors de la région des marais, on cultivait surtout le lin de gros qui rapportait moins que le lin de fin; mais on lui reprochait surtout d'épuiser la terre. Dans la ferme-type, on ne lui assignait qu'un demi-bonnier et l'on prenait soin de ne le laisser revenir dans l'assolement que tous les onze ou douze ans au moins. Venait ensuite le tabac dont la culture était libre; c'était une plante de printemps qu'on pouvait heureusement substituer au blé ou au colza qui avaient manqué. Mais les fermes d'une certaine importance y avaient renoncé à la fin de l'Ancien Régime, parce qu'il exigeait trop de travail: c'était la grande ressource des petites fermes de moins de 6 bonniers; on l'estimait particulièrement dans le Ferrain, autour de Wervicq. De 1773 à 1790, la châtellenie de Lille en produisit chaque année près de 4 millions de kilogs; on l'amalgamait au tabac d'Amérique qui entraît dans le mélange dans la proportion de cinq sixièmes; ce travail se faisait surtout à Dunkerque qui avait soixante fabriques et exportait ses produits. Le houblon prospérait aussi autour de Bailleul. Enfin on s'était efforcé au XVIII<sup>e</sup> siècle de développer la culture de la garance en Flandre wallonne et autour de Bergues. L'intérêt de ces cultures est bien connu. Elles exigeaient des travaux minutieux, des binages et sarclages répétés, des engrais abondants dont elles pouvaient



supporter les frais et qui profitaient à celles qui leur succédaient. « Pour semer lin, il faut lasser l'herche » (herse), disait-on en Flandre. Elles fournissaient quelques ressources subsidiaires; les tiges des oléagineux étaient employées au chauffage domestique; les bourgeons et les feuilles retranchés au plant de tabac constituaient un excellent engrais; les tourteaux trouvaient le même emploi et servaient à nourrir le bétail. Elles étaient également précieuses pour le manouvrier, parce qu'elles exigeaient une main-d'œuvre abondante. Le colza, par exemple, était semé à l'automne; au printemps, il fallait repiquer le *planchon*. Le lin n'était pas moins important, parce que le rouissage, le teillage et la filature, abandonnés aux paysans, comptaient parmi les ressources essentielles des campagnes.

La proportion et la rotation des cultures variaient naturellement avec l'étendue de l'exploitation et les capitaux engagés. La jachère morte avait disparu. Dans les petites exploitations de moins de trois bonniers, la terre ne se reposait jamais. Dans les autres, la jachère n'allait pas au huitième; la ferme-type de 16 bonniers, dont 15 de cultures, en comptait un et demi comme telle; mais ce qu'on appelait jachère était en réalité une culture dérobée: on semait un tiers en colza, le reste en choux-collets et navets; le tout faisait place à l'avoine lors des semailles de printemps. Dans cette exploitation, les treize bonniers et demi qui restaient étaient partagés en trois parties égales, l'une en blé, l'autre en trèfle, graines grasses, fèves et lin, la troisième en autres grains, hivernage, trèfle, betterave, cameline, pommes de terre; les trois soles alternaient, sauf que tous les ans un bonnier et demi était mis en soi-disant jachère et que le lin revenait seulement au bout de trois rotations au moins. Au total, le blé occupait un peu moins d'un tiers du sol, l'ensemble des céréales un peu moins de moitié, les légumineuses et les plantes fourragères, un tiers, le trèfle, un dixième, les graines grasses et le lin un peu moins du cinquième.

Comme on l'a fait entrevoir, le travail de la terre était extrêmement soigné. Après la récolte, on déchaumait au binot. Fin septembre et en octobre, on labourait. Quand on avait répandu la pleine fumure pour le blé ou l'engrais annuel, la charrue passait de nouveau. On semait alors le blé, le seigle, le soucion, le méteil, l'hivernage, le colza. Pour les autres productions, les mars ou marsages, on retardait le nouveau labour au printemps. On était attentif au choix des semences. Elles étaient renouvelées tous les deux ou trois ans au plus et souvent tous les ans. Pour les céréales, la région de Lille s'adressait par exemple aux marchés de la Lys et de Bergues : ces grains se payaient un quart en sus du prix ordinaire. On les chaulait ou on les trempait dans un bain de sel ou de soude, dans une lessive de cendres ; certains employaient les « paquets d'apothicaire », probablement l'arsenic. Pour le trèfle, on s'adressait à la Belgique ; pour le lin, les semences venaient de Riga. A partir du printemps le travail ne cessait plus. Les sarclages se répétaient ; le fermier sortait rarement sans sa houlette à échardonner. Il fallait repiquer le colza, éclaircir l'œillette et la *rocter* à la *rasette*, c'est-à-dire tasser la terre au pied de la tige tout en sarclant, ramer le lin de fin, émonder et châtrer le tabac. Dès mai, on fauchait le seigle en vert ; c'était ensuite le tour du trèfle, en juin. La moisson commençait par le seigle dans la première quinzaine de juillet : la paille fournissait les liens pour les gerbes. Venaient ensuite le lin, le soucion, l'hivernage, puis, en août, le blé, et après lui, les oléagineux ; en septembre, le tabac, l'avoine, les fèves et les pommes de terre. Aussitôt il fallait commencer les labours et en même temps le battage. Les graines grasses étaient battues dès qu'elles étaient sèches, le lin en grange, l'œillette, la cameline, le colza dans les champs, sur des toiles étendues à terre, et la paille du lin était aussitôt vendue en bottes ou bonjots. Pour les grains, l'opération se poursuivait tout l'hiver.

L'outillage était, à certains égards, plus perfectionné que dans les régions voisines, mais c'était certainement lui qui avait fait le moins de progrès. L'argile des Flandres, d'ailleurs ameublie par un travail incessant, était moins difficile à travailler que les terres du Cambrésis, plus sèches, durcies par la jachère et le piétinement des troupeaux. La charrue était plus légère que dans le Sud et on l'attelait au plus à deux chevaux. Elle était montée sur avant-train, avait un coutre en fer et un versoir en bois ou en fer, mobile, et qu'on changeait de côté à l'extrémité du sillon. Mais on usait aussi, pour les labours secondaires, du *brabant* qui n'avait pas d'avant-train et glissait sur un patin. Il était plus léger encore, mais son versoir était fixe et il fallait tourner au bout du sillon. Enfin on disposait d'un binot sur avant-train. Il semble qu'on pouvait labourer à un pied au plus et semer à quelques pouces de profondeur. Dans la région lilloise, l'insuffisante profondeur des labours avait attiré l'attention et on y suppléait par le *ruotage*. Avant les semailles, on traçait des sillons distants de trois mètres, enlevant la terre à la bêche, sur une profondeur d'un pied en la rejetant sur les côtés; la charrue aplanissait le talus ainsi formé, ne laissant entre les planches légèrement bombées qu'un *ruot* peu profond. D'année en année, le décalage du sillon ramenait ainsi à la surface toute la terre arable. On complétait par le *palotage*, exécuté après semailles: il consistait à approfondir à la bêche le ruot pour assurer le drainage des planches. Mais ces travaux, exécutés à main d'homme, entraînaient des frais considérables. On comprend aisément que, dans ces conditions, l'opinion universelle fût, dans les Flandres, en faveur de la petite culture. Le petit exploitant, n'ayant pas de chevaux, devait payer le labourage au cultivateur voisin; autant que possible, il travaillait ses terres au *louchet* de 12 à 14 pouces, à raison de deux ares par jour, ou à la houe, à raison de six; il *ruotait* et *palotait* de ses

propres mains. Il arrivait à cultiver aussi bien que le *censier*. Ce dernier, obligé de faire cultiver aussi à bras le lin, le tabac, les pommes de terre, ne pouvait pas non plus étendre démesurément son exploitation.

La herse triangulaire ou quadrangulaire, à dents de bois, quelquefois en fer, complétait, avec la rouleau, l'outillage essentiel. Il s'y ajoutait quelques instruments à main, la bêche et le louchet, la rasette et le plantoir. On semait à la volée, comme partout. On plantait à la main les fèves, le planchon de colza et la pomme de terre. Mais pour la moisson, bien que la Flandre n'eut pas non plus d'instrument à tracteur, elle usait d'un outil particulier: on y moissonnait à la petite faux ou piquet qui tranchait les épis à peu près à ras de terre, tandis que la main gauche, armée d'un crochet, les rassemblait simultanément pour former la gerbe, épargnant ainsi de la main-d'œuvre et du grain. Quand le moissonneur travaillait à la grande faux, il fallait le faire suivre d'une équipe chargée de gerber, et, dans ce travail, on laissait toujours davantage à glaner que le piqueteur. Quant à la faucille, on ne l'utilisait que pour le colza. Le lin, l'œillette et la cameline s'arrachaient à la main. Pour le battage malheureusement, on n'était pas mieux pourvu que pour les semailles, bien que des machines eussent été imaginées. On était réduit à l'antique fléau et, pour le lin, à la maille, ou masse de bois. Pour nettoyer le grain, on avait recours au van. Si on tenait à le trier soigneusement, par exemple pour les semailles, on pouvait recourir à un professionnel, le *pureur* ou *pureux* qui allait de ferme en ferme.

De toute façon, la part du travail exécuté à main d'homme était énorme. Le cheval ne traînait que la charrue, la herse et le rouleau. Encore, dans les petites exploitations, le paysan s'attelait lui-même aux deux derniers de ces instruments. Le lin était toujours hersé à bras. Mais aucun travail n'était aussi exténuant que le battage au fléau dans la

grange, interminable et monotone; au soir des jours d'hiver, quand le pauvre manouvrier, suant et rompu, altéré par la poussière, les mains, pourtant calleuses, couvertes d'ampoules, s'en allait, après avoir reçu ses dix ou douze sous, il pouvait bien songer avec quelque amertume au sort plus doux des citadins.

On peut estimer à environ 240 l. à l'hectare l'ensemble des frais de culture proprement dits et ils emportaient près de la moitié du produit brut de l'exploitation entière. Du moins les rendements étaient-ils satisfaisants; à l'hectare, on obtenait 21 à 22 hectolitres de blé, 23 de seigle, 42 de souchon, 45 d'avoine, 24 de fèves, 25 de colza, 100 à 130 quintaux métriques d'hivernage ou de trèfle, 200 kilogs de pommes de terre, 370 de lin. Young ne les jugeait pas supérieurs à ceux du reste de la France, bien qu'il reconnût naturellement qu'ils l'étaient néanmoins parce qu'il n'y avait pas de jachère. Mais en réalité la Flandre produisait à l'hectare de blé un quart de plus que le Cambrésis.

Bien qu'ils fussent considérés comme accessoires, les produits de l'élevage n'étaient pas négligeables. On tenait en grande estime les espèces flamandes. Le cheval est une bête massive et puissante, excellente pour le labour et les charrois. Young faisait l'éloge du mouton *flandrin* dont il jugeait la laine capable de donner des peignés égaux à ceux de l'Angleterre; la toison lavée pesait trois à quatre livres. L'espèce porcine était très forte et le porc gras atteignait jusqu'à 400 livres. Mais la région lilloise ne faisait pas beaucoup d'élèves; elle n'avait de chevaux que pour ses labours; le mouton diminuait sans cesse, malgré quelques tentatives isolées pour créer des troupeaux d'espèce plus perfectionnée encore; on n'engraissait guère le bœuf et la plupart du temps, le veau était vendu à huit ou dix jours. A part le porc, le cultivateur n'entretenait que ses vaches. La ferme-type en avait douze, dont une génisse et une vache à l'engrais pour



la nourriture de la famille et des ouvriers. Elles étaient fortement nourries; le cultivateur très économe pour lui-même n'épargnait rien pour elles; matin et soir, elles recevaient une *boisson* tiède ou *moulage*, formée de tourteaux de colza et de marcs de brasserie (drague ou drèche), délayés dans l'eau. On pensait qu'une vache donnait pendant huit mois plus de 7 litres de lait par jour; la consommation déduite, la ferme pouvait vendre sept à huit cents kilogs de beurre; il restait en outre le petit lait ou *lait battu* qui jouait un grand rôle dans l'alimentation des paysans et même des citadins et dont le fermier pouvait également vendre une part. Quant à la volaille, on l'estimait de peu de profit. Plus intéressants étaient les arbres du verger; le cultivateur se chauffait en partie avec le bois qu'il tirait de l'élagage et aussi de la *tonte* ou émondage des haies. Enfin on aurait une idée incomplète de l'agriculture flamande si on n'observait que, dans un pays où les villes étaient si nombreuses et si peuplées, les cultures maraîchères, les vergers et l'horticulture étaient de bon rapport. Les pépiniéristes étaient nombreux; on avait créé à Quesnoy-sur-Deûle une pêche devenue, paraît-il, fameuse; l'horticulture était florissante à Lannoy et à Armentières et exportait en Angleterre.

Au Nord et au Sud de cette région centrale de la Flandre, deux autres placées sous son influence, en différaient pourtant par quelques traits notables. Lorsqu'au Nord de la plaine de la Lys, on entrait dans le pays au bois, la répartition du sol et le caractère de l'élevage subissaient des modifications profondes. Dans la ferme ordinaire, un tiers de l'exploitation demeurait en pâture, close de haies et plantée d'arbres. Dans la plaine maritime, il n'en allait pas autrement sauf que les arbres disparaissaient. Par suite, le bétail ne vivait à l'étable que pendant l'hiver; il donnait un fumier moins abondant et se trouvait moins subordonné à la culture; l'importance de la pâture, d'une valeur locative ou vénale



bien supérieure à celle des labours, donnait d'autre part à l'élevage un rôle essentiel dans l'économie rurale. Cette modification s'annonçait d'ailleurs dès la vallée de la Lys dont les prés célèbres étaient les terres les plus chères du département.

Young observait que, vers Cassel, la perfection de la culture diminuait avec la fertilité des terres et tous les documents confirment cette assertion. Non seulement l'engrais était moins abondant, mais il était moins varié. Il n'y avait guère qu'une trentaine d'années en 1789 qu'on avait pris l'habitude de marner régulièrement le sol, tous les dix ou douze ans, pour améliorer le fonds trop argileux tout en employant chaque année la chaux en fumant les labours. On la faisait venir de St-Omer. On employait moins de cendres, plus rarement encore les tourteaux; l'usage de la gadoue était à peu près inconnu. On était donc souvent réduit à la fumure triennale que procuraient les bestiaux. Les assolements aussi étaient un peu moins variés. On semait peu de colza vers Bergues; le canton de Gravelines ne produisait ni lin ni oléagineux. Par contre, la vallée moyenne de l'Aa cultivait le chanvre qui manquait à la région lilloise et la plaine maritime était la terre d'élection du soucrion. Le travail de la terre, plus difficile, exigeait l'intervention de la charrue; la proportion des portions cultivées à bras tombait à 2%; quant au ruotage, il était ignoré. Les semences se renouvelaient moins souvent: tous les sept ou huit ans vers Bergues. Malgré cela, la jachère tenait peu de place; elle n'était pratiquée que pour les terres clîtres, au Sud-Ouest de Bergues, où elle revenait tous les quatre ans, mais d'ordinaire ce n'était pas tout-à-fait une jachère morte: on pratiquait au moins une culture dérobée. Elle avait plus d'importance aux abords des dunes où l'on trouvait quelques très grandes fermes. Par contre, les cultures maraîchères avaient pris de l'extension dans cette région autour de Dun-

kerque, à Petite-Synthe et à Rosendaël: Young avait remarqué les progrès du jardinage en cette dernière paroisse. Dans la plaine même, à la fin de l'Ancien Régime, les haricots nains de Warhem avaient acquis de la réputation et on s'était mis à les cultiver un peu partout. Les rendements demeuraient très satisfaisants. L'hectare de blé, dans l'ensemble du futur district d'Hazebrouck, ne produisait pas beaucoup moins que dans la châtellenie de Lille et fournissait encore 20 hectolitres et demi en moyenne dans celui de Bergues. Néanmoins les produits de l'élevage tenaient plus de place dans le revenu du cultivateur. La région ne produisait pas tout-à-fait autant de beurre que la châtellenie de Lille, bien qu'elle en exportât davantage, la population urbaine étant bien moins nombreuse; mais c'était qu'une notable partie du lait se transformait en fromage dit de Bergues, «façon Hollande», qui s'exportait en quantité. Ici on engraisait non seulement le porc, mais le bœuf et quelquefois le veau. On élevait le cheval: les maquignons amenaient des étalons normands et, en retour, achetaient des poulains. Sans être très nombreux, les moutons subsistaient aussi; au voisinage de la mer, leur chair était particulièrement appréciée. La plaine maritime était au reste beaucoup plus adonnée encore à l'élevage que le pays au bois.

A l'autre extrémité de la Flandre, la plaine de la Scarpe présentait également des caractères originaux. Une importante partie des marais demeurait en pâturage commun, en sorte que l'élevage y conservait aussi une grande importance, mais avec un caractère extensif qui le laissait bien en arrière de la Flandre maritime: par là, cette région servait de transition vers la plaine meridionale. Toutefois le pays de St-Amand, de Mortagne et de Condé pratiquaient l'élevage du cheval flamand avec un certain succès. Mais en outre les terres de la Scarpe étaient particulièrement propres aux cultures maraîchères et aux textiles. En 1789,

les haricots de Pecquencourt, les choux de Sin, les asperges de Marchiennes, les navets de St-Amand avaient grande réputation et pareilles spécialités se retrouvaient même plus au Sud, dans les régions de marais : à Arleux les aulx et les oignons, et, dans la vallée de l'Escaut, autour de Cambrai, les oignons et les carottes. Toutefois, c'était la culture du lin et du chanvre qui constituait la richesse essentielle de la vallée de la Scarpe. On y produisait le lin de fin qui alimentait la mulquinerie c'est-à-dire la fabrication des batistes et des linons, dans le Cambrésis. Young dit en outre que le pays de St-Amand était la meilleure terre à chanvre de toute l'Europe. Les procédés de la culture lilloise étaient complètement entrés en usage dans ces régions, y compris le ruotage. On peut ajouter que quelques-uns de ces caractères, le pâturage des marais et le grand développement de la culture du lin, se retrouvaient encore dans quelques-unes des paroisses de la vallée moyenne de la Deûle et même de celle de la Marque, partout où l'édit de 1777 n'avait pas encore reçu une application complète.

### La plaine du Hainaut et du Cambrésis

Jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'agriculture de la plaine méridionale avait été comme l'antithèse de la flamande. Passé la Scarpe, la pâture disparaissait, si ce n'est dans les fonds, le long des rivières, et ce qui en restait ne pouvait se comparer aux pâtures closes de la Flandre maritime. Le Cambrésis n'avait pas beaucoup plus d'herbages que la région lilloise. Or, il produisait peu de trèfle et de plantes fourragères; loin de tenir ses troupeaux toute l'année à l'étable, c'est à grand peine que le fermier pouvait les y nourrir l'hiver. L'élevage reposait donc sur la vaine pâture et sur l'emploi des pailles : nulle part ailleurs la dîme et le terrage n'avaient à cet égard autant d'inconvénients; la

couverture en chaume, le paiement des moissonneurs en nature aggravaient encore le mal. Le cheptel bovin était très médiocre; il ne dépassait probablement pas le tiers du flamand et les animaux, mal nourris, étaient chétifs; la production en lait et en beurre était plus faible que partout ailleurs. Le grand fermier paraît avoir eu peu de vaches; elles étaient surtout élevées par les petits ménagers de peu de ressources. Or, la vaine pâture avait encore l'inconvénient de diminuer la quantité de fumier d'un quart au tiers. Au contraire les écuries des grandes fermes étaient bien garnies; le pays plus accidenté, le sol plus difficile à travailler exigeaient des attelages de quatre à six chevaux; mais on n'élevait pas de poulains: les chevaux étaient achetés dans les régions voisines et la majorité des cultivateurs n'en avaient pas. Quant aux pigeons, ils étaient nombreux, mais la colombine n'était jamais qu'un appoint. Tout compte fait, le fumier de la ferme assurait seulement une pleine fumure tous les neuf ans.

Les autres engrais étaient inconnus. La chaux n'aurait pas été moins utile qu'en Flandre. Le limon de la plaine picarde est une argile dite terre à brique, souvent froide et compacte; l'ergeron, plus léger et moins froid, se trouve généralement à un niveau inférieur, sur les plateaux labourables; il apparaît surtout sur leurs bords déclives. Dans le sous-sol calcaire, on aurait aisément trouvé les éléments de l'amendement, mais jusque vers 1740, on n'employa guère la chaux. Tout était à faire du travail qui devait, comme en Flandre, achever de constituer le sol arable. Quant aux cendres, aux tourteaux et à la gadoue, personne n'en usait. D'autre part, la production n'était pas assez variée pour que l'assolement fût convenablement nuancé. Les céréales étaient, de beaucoup, la culture la plus essentielle: au premier rang, le blé, puis le soucrion; enfin, le seigle et le méteil; la principale semaille de mars était l'avoine, pourtant moins

abondante qu'en Flandre; on y joignait la pamelles, quand les grains d'hiver avaient manqué. Pour le bétail, on semait un peu d'hivernage, mais plutôt, en mars, la vesce, la lentille fourragère, un peu de pois et de féverolles. Point d'autre ressource, si ce n'est, aux confins de la région herbagère, un peu de houblon.

Ainsi, de toutes façons, on était réduit à la jachère: après l'année des céréales d'hiver venait celle de mars, qui était de demi-jachère et dont le produit était estimé à la moitié de la précédente; la troisième année, la jachère morte était de rigueur; on n'avait pas de culture de substitution et, au surplus, la pleine fumure ne revenant que tous les neuf ans, il n'y avait pas d'autre moyen de laisser la terre réparer ses forces. C'était pour soutenir sa vigueur défaillante que le fermier faisait intervenir le mouton; aussitôt après la récolte, commençait le *champiage*; pendant la belle saison, de la St-Jean à la mi-septembre, le troupeau était parqué et passait la nuit dans les champs. On calculait que cent moutons fumaient une rasière de 35 ares en seize nuits. A cet égard, ils étaient beaucoup plus estimés que les bovins et c'était pourquoi les grands fermiers s'efforçaient de leur réserver la vaine pâture. Ils étaient deux fois plus nombreux qu'en Flandre. Mais l'entretien d'un troupeau de moutons était en fait leur privilège, car le berger coûtait cher: en 1782, on évaluait à 1.200 l. le coût d'un troupeau de 120 têtes et on concluait que le fermier était en perte: il ne s'y résignait que pour se procurer l'engrais absolument indispensable. Ainsi la plaine méridionale représentait dans le futur département du Nord l'agriculture des champagnes françaises, fondée sur la culture du blé, la jachère triennale et l'élevage du mouton; la grande exploitation se trouvait favorisée et il n'était pas possible que le ménager devînt un producteur indépendant.

A quelques égards, l'outillage aussi était arriéré. Pour les labours principaux, on disposait d'une forte charrue pourvue d'un coutre et d'un versoir de fer et dite à deux fers; la charrue à versoir de bois, dite à un fer, servait pour les labours légers; le brabant était moins employé qu'en Flandre. La grande charrue, harna ou hernal, s'attelait à quatre ou six chevaux et pouvait seule déchirer la glèbe des jachères. Mais pour la moisson, on n'employait que la grande faux: l'apparition de cet usage marquait aussi nettement la frontière entre Flandre et Hainaut que celle de la jachère ou que la disparition de la pâture close. Le choix des semences n'était pas non plus judicieux.

La culture était l'objet de beaucoup de soins, mais à l'inverse de ce qui se passait en Flandre, les grands fermiers pouvaient soutenir que leurs terres étaient beaucoup mieux entretenues que celles des petits cultivateurs et leurs affirmations, quoique probablement trop absolues, ne sont pas sans vraisemblance; ils étaient eux-mêmes responsables pour une part de cette infériorité, parce qu'ils ne labouraient chez les ménagers que lorsqu'ils n'avaient rien d'autre à faire et, d'autre part, les petits exploitants n'étaient pas astreints à multiplier les façons comme ceux des Flandres qui produisaient le lin, le colza ou le tabac. Le rendement moyen à l'hectare, en 1789 encore, dans le Cambrésis où les progrès étaient moins sensibles que dans le Hainaut septentrional, n'excédait pas 16 hectolitres de blé. Les jachères favorisaient les ravages des mulots dont on se plaignait beaucoup. On ne pouvait vendre de beurre qu'en restreignant la consommation locale et le principal profit de l'élevage résultait de la laine des moutons qu'on choisissait de race ardennaise.

L'exemple de la Flandre pouvait seul arracher la plaine méridionale à sa routine. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'agriculture flamande avait déjà franchi la Scarpe et entrepris la conquête de l'Ostrevent. La châteltenie de Bouchain, au



centre, bordée au Nord par les marais de la Scarpe, au Sud par ceux de la Sensée et assise à cheval sur la vallée souvent humide de l'Escaut, était toute désignée pour céder la première et pour servir de médiatrice. Elle ne manquait pas de pâturages en beaucoup d'endroits, ni par conséquent de bétail. Vers 1760, la culture du trèfle, du sainfoin et de la luzerne était déjà signalée comme coutumière. La châtelainie était déjà conquise, en principe, à l'emploi des engrais industriels: en 1752, son administration mettait des terrains à la disposition des marchands importateurs de cendres de Hollande, pour aider à leur diffusion. Enfin, en dehors de la région de la Scarpe, la culture du lin avait été adoptée par un certain nombre de cultivateurs qui avaient pu ainsi supprimer la jachère. L'excellence du ruotage avait même été reconnue, mais la dépense en excédait encore les moyens du paysan. Vers l'Est, le pays de St-Amand marquait en 1760, l'extrémité du domaine flamand. Au delà, les pays de Mortagne et de Condé pratiquaient l'élevage du cheval et ne semailent guère que le seigle et l'avoine. Autour de Valenciennes seulement la culture des légumes et des fruits était déjà une source de richesse et de progrès; grâce au fumier urbain, la plupart des fermiers des environs avaient pu supprimer la jachère. A l'Ouest, au Sud de Douai, les méthodes traditionnelles prévalaient encore. Dans le Hainaut et le Cambrésis, on commençait à employer la chaux depuis quelques années et l'usage des cendres se répandait rapidement, mais le prix en dépassait encore les ressources de la grande majorité des paysans.

De 1760 à la Révolution, les procédés flamands s'infiltrèrent peu à peu dans ces régions et, de l'Escaut moyen, escaladèrent les plateaux crayeux du Hainaut pour atteindre, par Haussy et Solesmes, le Cambrésis lui-même. En 1789, les régions de Mortagne et de Condé et celle de Valenciennes pouvaient être considérées comme annexées à la Flandre. On y

comptait à peu près deux tiers de labour pour un de prairies et de bois. La terre était trop sablonneuse pour le froment dans les deux premières, mais elle portait, sans jachère, le seigle, l'avoine et le sarrasin successivement et aussi le lin et le colza. On donnait une fumure annuelle; on pratiquait le palotage et on moissonnait au piquet. Dans la région de Condé, les prairies artificielles avaient pris une grande extension. Les mines avaient groupé une importante population qui avait défriché presque toutes les terres incultes et la pomme de terre de Condé était renommée. La culture du tabac était devenue également prospère autour de Condé et de Valenciennes. La châellenie de Bouchain avait naturellement continué ses progrès. Le lin y était entré dans l'assolement ordinaire. En 1790, Trannin, grand fermier et membre du District de Valenciennes, attestait que la culture avait été poussée à une grande perfection depuis quarante ans: il n'y avait plus de friches, presque plus de jachères, en sorte que le mouton disparaissait, et c'était à la hauteur de Bouchain que Young avait placé la démarcation entre l'agriculture française et la flamande. Au Sud de Douai, la jachère, sans avoir disparu, avait aussi sérieusement reculé et la culture du lin, cheminant le long des marais, s'était développée jusqu'au Cambrésis.

Plus au Sud, l'usage désormais normal de la chaux et des cendres constituait le principal progrès. La chaux était devenue tout au moins un engrais foncier qui se donnait tous les dix ou douze ans. Dès 1774, les cendres de Hollande, dites aussi de mer, et celles de tourbe ou de houille, tirées du crû, étaient couramment employées pour les cultures fourragères. En 1776, on commença à exploiter aux environs de Sars-Poteries un lignite terreux qu'on appelait cendres noires fossiles et qu'on transformait parfois par la combustion en cendres rouges; moins estimées que celles de Hollande, elles trouvèrent beaucoup d'acheteurs parce

qu'elles coûtaient moins cher. Le trèfle, le sainfoin et la luzerne, les navets et les carottes, la pomme de terre commençaient à se répandre. En 1786, les foins ayant manqué, ces cultures firent quelques progrès. Le colza lui-même apparut. Dès 1782, les progrès étaient déjà appréciables. « Il n'y a pas quinze ans, écrivaient les baillis du Cambrésis, il était encore d'usage constant en Cambrésis qu'un tiers de toutes les terres du terroir restaient en jachère et qu'il n'y était point du tout question de forcer tellement la fertilité du sol qu'il ne reste plus aujourd'hui habituellement un sixième des terres en labour qui soit à vide ». En même temps que la jachère, disparaissait le mouton. « Il y a même des villages où la disette du campiage devient si grande que certains fermiers sont obligés d'y suppléer au moyen des prairies artificielles qui diminuent cependant encore d'autant plus le nombre des terres qui devraient rester en jachères ». Cet usage de dessoler les terres pour « y semer par une culture forcée et anticipée, soit des lins, soit des colzas, soit d'autres productions inusitées, en diminuant nécessairement la quantité de jachère et rétrécissant également le partie de chaume des blés et autres récoltes ordinaires, s'il paraît tendre en quelque sorte à la perfection de l'agriculture, nuit et ruine nécessairement et le commerce des laines et celui des bestiaux ». Les baillis, mécontents, exagéraient l'étendue de la transformation. La jachère ne reculait pas si vite, ni partout également. En réalité, dans le Cambrésis, la plupart des cultivateurs, en 1789, continuaient à pratiquer la jachère triennale; l'emploi de la chaux et des cendres était encore trop discret; le blé était toujours réduit à la pleine fumure qu'on commençait seulement à renouveler un peu plus souvent, au lieu d'attendre la neuvième année; les cultures nouvelles étaient essayées plutôt qu'adoptées à proprement parler. Si la jachère paraissait reculer si vite, c'était probablement qu'on la réduisait par une culture dérobée. La région

du Quesnoy paraît avoir été la plus arriérée. Les graines grasses y étaient inconnues et il ne semble pas que la jachère y eût encore subi de grave atteinte. A en juger par l'exemple de Plichon, déjà cité, les grands fermiers n'étaient pas tous favorables aux innovations et voyaient disparaître avec dépit la vaine pâture dont leurs moutons étaient à peu près seuls à profiter. Ils avaient tendance à rejeter comme impraticables les méthodes flamandes, la culture des oléagineux, l'emploi des tourteaux et condamnaient l'abandon de la jachère : « Quoique nos terres soient à la sole, disait Plichon en 1790, la culture, active et labourieuse dans ce district, empêche soigneusement la moindre herbe dans le tiers restant chaque année en jachère et l'expérience prouve que, sans jachère, trois dépouilles n'en valent pas une et multiplient les frais de culture en détruisant la substance du sol ». Malgré des progrès incontestables, la grande région agricole du Sud demeurait, en dépit de ces assertions, beaucoup moins productrice que la région flamande.

### La région herbagère

A l'Est du Quesnoy et de Catillon, à mesure que la pâture, le trieux et le bois prenaient possession du sol, le rôle de l'élevage dans la vie rurale devenait de plus en plus important. La région herbagère ne ressemblait pourtant qu'en apparence à la Flandre maritime; l'élevage y était extensif, la pâture même, au moins jusqu'à l'édit de clôture, étant plus qu'à demi-commune; par là, elle ne se distinguait de la plaine méridionale que par l'étendue de ses pâturages. Mais elle tirait une autre originalité, malheureusement pour elle, de la pauvreté de son sol qui ne lui permettrait que des cultures médiocres. En hiver, la païsson commune ne nourrissait pas le bétail et comme les labours lui fournissaient peu de secours, il ne pouvait être ni nombreux ni prospère.

La terre arable, dans cette région, était partout fort mince et complètement dépourvue de calcaire et de phosphates. A peu près à la même époque que dans le Cambrésis, vers 1740, on avait entrepris de la marnier et de lui incorporer les cendres de Hollande. L'exemple de quelques grands propriétaires paraît avoir été imité assez promptement. A en juger par l'enquête de 1760, il semble même que la région herbagère se soit laissée convaincre plus facilement que la région voisine où la terre était plus fertile et produisait suffisamment pour la consommation locale. La Flandre ici n'était pas la seule initiatrice. La Belgique qui entourait la région herbagère au Nord et à l'Est exerçait aussi sur elle une grande influence: elle lui fournissait la chaux ou le charbon pour la fabriquer; il est bien vraisemblable que l'idée du chaulage en était venue. Vers 1760, on était parvenu ainsi à semer du blé à la place d'épeautre dans les anciens labours et à mettre beaucoup de trieux en état de porter l'épeautre, le seigle et l'avoine. On avait pris aussi l'habitude de cendrer les pâtures closes et c'est ce qui explique qu'on entreprit, en 1776, d'exploiter les cendres fossiles de Sars-Poteries dont l'usage se répandit dans le Cambrésis: on peut admettre qu'ainsi la région herbagère exerça, elle aussi, sur cette dernière province, une influence favorable. Malheureusement la chaux demeura toujours trop chère à cause du tarif douanier et de l'état des transports. A un sol si pauvre, il eût fallu beaucoup de fumier. Mais l'élevage, beaucoup plus extensif encore que dans la plaine, n'en donnait que fort peu. Pendant une grande partie de l'année, le bétail errait dans les communaux. A Anor, les chevaux n'étaient presque jamais à l'écurie; même les rouliers, aux temps de repos, les mettaient dans les bois. En 1760, dans la subdélégation de Bavai, où les grandes fermes étaient le plus nombreuses, il n'y avait pas de fumier à suffisance pour le douzième des labours. En 1789, l'amé-

lioration n'avait pas pu certainement combler ce déficit. Or, au lieu de la fumure du Cambrésis qui ne revenait que tous les neuf ans, ces terres auraient eu besoin d'une fumure triennale au minimum.

Il ne pouvait pas être question de leur imposer des cultures industrielles, si ce n'est peut-être à l'Ouest, sur les confins de la plaine; dans cette région de transition, c'était en somme l'agriculture du Cambrésis qui prévalait et à la culture du blé, les assolements flamands auraient pu s'associer. Mais on ne les y connaissait pas. Autour de Bousies et de Fontaine-au-Bois, on cultivait seulement le houblon pour les besoins de la province. A mesure qu'on se rapprochait de Maubeuge au Nord de la Sambre et dès qu'on passait la rivière vers Landrecies, le seigle ou le méteil et surtout l'épeautre remplaçaient en grande partie le blé; la seconde année, on semait surtout l'avoine, un peu d'orge ou d'autres « ronds grains » et parfois de trèfle. La jachère était de règle la troisième année. A l'Est, quand on abordait la région forestière, apparaissait l'écobuage, forme plus primitive encore d'exploitation. Vers 1760, de Maubeuge à Anor, en beaucoup de paroisses, la moitié ou les deux tiers des terres demeuraient en friche dix-huit ou vingt ans; on incendiait alors la broussaille; on pouvait cultiver des navets ou du seigle les deux années suivantes et de l'avoine la troisième; après quoi la terre était de nouveau abandonnée. On procédait de même quelquefois après la coupe des taillis. A la fin de l'Ancien Régime, on avait fait quelques progrès. A Anor, en 1765, on essartait seulement tous les vingt ans; à l'époque de la Révolution, la friche ne durait plus que six ans: on faisait ensuite deux récoltes, l'une d'avoine, l'autre de seigle, et les meilleures terres portaient du trèfle. A Trélon, dès 1775, le subdélégué affirmait, probablement avec trop d'optimisme, que les labours, cultivés autrefois tous les dix à vingt ans, l'étaient maintenant tous les ans.



Les rendements étaient naturellement les plus faibles des Pays-Bas. Le blé donnait en moyenne 13 hl. à l'hectare; vers la Sambre, on obtenait au plus 18 à 20 hl. d'épeautre à l'hectare et beaucoup moins vers l'Est: or l'épeautre valait moitié moins que le blé.

La région herbagère représentait dans le Nord les bocages français, bien qu'elle eût ainsi commencé à évoluer, grâce au chaulage, un siècle avant ceux de la région armoricaine. Elle était naturellement destinée à abandonner la culture pour l'élevage. Les habitants s'en rendaient bien compte et l'évolution était commencée depuis longtemps, principalement dans la région de Maroilles; l'accourtilage remontait au moins au XVI<sup>e</sup> siècle et se continuait au XVIII<sup>e</sup>. A Maroilles, dès 1760, il n'y avait plus qu'un quart des fonds en labour et seulement cinquante laboureurs. Ainsi apparaissait un type de paysans qui n'existait nulle part ailleurs dans les Pays-Bas: le petite herbager qui ne cultivait pas et mettait toutes ses terres en pâtures. Mais les difficultés des communications obligeait à conserver beaucoup de terres en labours. « On les cultive parce qu'il faut », disait la municipalité de Rainsart en 1791. Encore n'obtenait-on que le tiers ou le quart de la consommation. D'autre part, tant que les pâtures n'étaient pas closes et ne fournissaient que fort peu de foin, les pailles et le peu de plantes fourragères qu'on cultivait étaient indispensables au bétail; il fallait même acheter de la paille en Cambrésis et du foin en Thiérache. Ainsi la pâture n'occupait pas encore dans ce pays la place qu'on pourrait croire et la race bovine n'avait pas encore pris non plus la prépondérance qui aurait assuré la prospérité des habitants: comme en Cambrésis, le mouton, moins exigeant et plus résistant aux intempéries, jouait un rôle fort important.

En moyenne, la pâture couvrait le tiers seulement du sol et comprenait moins de la moitié des terres agricoles. Sa

valeur était très variable. En 1789, l'édit de clôture était bien loin d'avoir été appliqué partout; dans le district d'Avesnes, on n'estimait pas à plus d'un sixième du sol l'étendue des bons pâturages. Aujourd'hui encore beaucoup sont de mince valeur sur les *agaïses*, schistes fissurés, qui les laissent très vite égoutter leur eau et se faner si la pluie tarde. D'autre part, la paisson commune s'était restreinte par la fermeture des bois et par les défrichements. Avec la région des marais, le pays herbager était le plus affecté par le progrès des cultures et la réduction corrélative de l'élevage extensif. Le cheptel n'était pas considérable et sa qualité était fort médiocre. Le cheval ne prospérait pas. La taille des bêtes vives s'atteignant à deux ans, on attelait le poulain trop jeune et c'était au dehors que les rouliers remontaient leurs attelages. Au Nord de la Sambre seulement, par l'introduction de la race flamande, on était parvenu à tirer quelque profit de cette branche de l'élevage. Au total, il ne devait pas y avoir plus d'une dizaine de milliers de chevaux. Le troupeau des bovins peut être estimé à 50.000 têtes: c'était peu en comparaison de la Flandre. L'espèce était petite, surtout, à l'Est, la vache de Solre, accoutumée à paître dans les bois; elle était chétive aussi; la vache laitière, mal nourrie, était exténuée. La production du beurre et du fromage n'était importante que dans les basses vallées des deux Helves: le fromage de Maroilles était déjà réputé en France; on y engraisait aussi le bœuf jusqu'à 7 ou 800 livres pour les bouchers du Hainaut; les bœuf maigres venaient de Lorraine et de Franche-Comté. On commençait à imiter cet exemple dans la région de Maubeuge et même dans la zone forestière. Quant aux moutons, de race ardennaise, on en comptait environ quarante mille. Malgré tout, l'élevage extensif assurait plus de ressources aux ménagers et aux manouvriers qu'ils n'en avaient partout ailleurs et le pays de Maroilles était certainement prospère. Vers 1771, il fal-

lait pour avoir une vache disposer d'une rasière de 27 ares 55, qui se louait de 13 à 18 livres; la vache rapportait net 60 l. et même 100 vers Maroilles. En général, disait le subdélégué, chaque habitant a deux vaches plus les élèves, « le beurre et le fromage donnent une aisance qu'on ne rencontre pas dans les pays de grande culture ». A Floyon, en 1790, il y avait 304 feux : 168 chefs avaient au moins une vache; les effets de la clôture et des défrichements avaient pu déjà diminuer leur nombre; néanmoins, il restait certainement dans la région herbagère plus de bien-être, et à coup sûr plus d'indépendance, pour la foule des ménagers, que dans le Cambrésis et la Flandre. C'est probablement pour cette raison que les habitants de la région herbagère étaient le plus instruits en 1789 et que, dès l'origine, ils se montrèrent les partisans les plus fidèles de la liberté politique en même temps que des réformes égalitaires de la Révolution.

Les progrès techniques qu'on a signalés apparaissent au premier abord comme l'œuvre des paysans. Ainsi qu'on va le voir, on fit fort peu de choses pour les encourager directement et pour les instruire. Pourtant on ne peut pas douter qu'un certain nombre de mesures adoptées par le pouvoir royal n'aient contribué aussi à ces transformations, soit en hâtant la mise en valeur du sol, soit en accordant aux cultivateurs une plus juste rémunération.

## II. - LE GOUVERNEMENT DE L'AGRICULTURE

Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, à partir surtout de l'entrée de Bertin au Contrôle général des finances, en 1759, le pouvoir royal se préoccupa, comme on sait, d'encourager les progrès de l'agriculture. Il se proposait avant tout d'accroître la richesse imposable et de faciliter, par une production plus abondante, l'augmentation de la population.

L'extension des cultures par le défrichement ou le dessèchement des terres incultes attira particulièrement son attention. Sous l'influence des physiocrates, il se montra enclin à favoriser les grands propriétaires et les grands fermier ou cultivateurs aisés par la suppression des droits d'usage, le triage des communaux, le développement des voies de communication et la libre circulation des grains.

L'aristocratie locale aurait pu conseiller le ministre et même lui proposer d'heureuses innovations en ce qui concernait notamment l'enseignement agricole, la transformation en abonnement des taxes sur le bétail et la commutation de la dîme et du tannage en redevances précuniaires. Mais, si l'on excepte quelques mesures des Etats, elle s'intéressa principalement au triage et à la clôture qui devaient augmenter son revenu.

A son défaut, c'était aux intendants qu'il appartenait d'interpréter les intentions du pouvoir et d'exprimer les besoins des provinces, mais ils ne montrèrent aucun zèle à assumer cette tâche. Leur premier souci était toujours de pas diminuer les ressources du trésor et la moindre réforme se heurtait aux objections des fermiers généraux. Ils devaient aussi songer à l'industrie dont les besoins étaient parfois opposés aux intérêts de l'agriculture. D'autre part, les considérations économiques ne s'imposaient pas seules à leur esprit : ils étaient aussi responsables de l'ordre public et il leur fallait tenir compte des conséquences que les réformes pouvaient entraîner pour les diverses classes de la population ; ils se prononcèrent pour la clôture, mais ils ménagèrent les petits dans l'affaire des marais ; de même, ils inclinaient vers la liberté du commerce, mais ils tenaient à pourvoir les non-récoltants et surtout la population urbaine, toujours prompte à s'émouvoir quand le pain devenait trop cher. Enfin, ils redoutaient les conflits avec les Etats et avec le Parlement et ne pouvaient rien proposer qui ne fût agréable

à l'aristocratie. Aussi évitèrent-ils de prendre des initiatives qui auraient pu nuire à leur carrière ou à leur tranquillité et se contentèrent-ils de mettre à exécution les instructions venues de Paris.

Ainsi on ne fit aucune tentative pour embrasser le problème agraire dans toute son étendue et notamment pour diminuer les charges qui pesaient sur l'agriculture et dont l'atténuation était pourtant la condition essentielle de ses progrès. Il y eut, si l'on veut, une administration qui prit d'heureuses mesures isolées: il n'y eut pas un gouvernement de l'agriculture.

### III. - DÉFRICHEMENT ET DESSÈCHEMENTS

Ce fut par les déclarations de 1764 et de 1766 que le roi entreprit d'encourager les défrichements et les dessèchements. Il accorda aux premiers quinze ans et aux seconds vingt ans d'exemption d'impôts et de dîme. En outre la dîme n'était ensuite exigible que sur le pied de 2% pour les dessèchements. Les décimateurs contestèrent le bénéfice de cette réduction aux marais déjà desséchés et qu'on entreprenait de défricher: des lettres patentes de 1770 condamnèrent en Flandre leurs prétentions et le Parlement les appliqua au Hainaut. Ces avantages contribuèrent certainement à déterminer un certain nombre de particuliers à mettre leurs terres en culture ou à louer des friches pour les faire valoir. Dans le Hainaut on remit aussi, çà et là, des pâtures en labour, espérant profiter de l'exemption. Des seigneurs abattirent des bois: ainsi le prince de Ligne, celui d'Amblize à Quarembule dans les dernières années de l'Ancien Régime. D'après les états dressés par l'intendance du Hainaut, on aurait défriché, de 1766 à 1784, 646 hectares dans cette province, dont 340 dans la subdélégation de Maubeuge et 195 dans

celle d'Avesnes, plus 400 hectares dans la châteltenie de Bouchain, principalement en marais. Mais on ne peut pas douter que l'augmentation des denrées et l'accroissement de la population n'aient aussi contribué à ce résultat. Pour une grande part, ces terres étaient d'anciens communaux et on a déjà étudié les perturbations que les mesures de 1764 et de 1766 contribuèrent ainsi à provoquer dans l'ordre social. Dans la vallée de la Scarpe et en Flandre wallonne, ces communaux étaient surtout des marais dont le dessèchement supposait l'intervention préalable des pouvoirs publics. Ainsi les exemptions accordées auraient été inutiles sans les grands travaux qui, depuis longtemps, avaient été entrepris pour l'assurer.

Dans la plaine maritime, au moment de la conquête française, l'opération était déjà très avancée et l'appropriation individuelle du sol était depuis longtemps chose faite. L'administration des watteringues était même d'antiquité immémoriale. On n'avait eu qu'à étendre le réseau des watergands et à perfectionner le déversement des eaux de la région de Bourbourg en leur ouvrant le port de Dunkerque. Les watteringues formaient deux arrondissements : ceux de Bergues et de Bourbourg. Dans ce dernier, deux commissions régissaient, l'une, les canaux, ponts et écluses, l'autre les digues. Le premier se divisait en trois cantons qui avaient chacun leur administration particulière. Ces commissions étaient formées de membres des échevinages urbains et de grands propriétaires. Elles nommaient des watergraves qui dirigeaient et inspectaient les travaux et elles imposaient sur les terres intéressées des taxes particulières. La situation technique, en 1789, était considérée comme satisfaisante, bien qu'on eût conservé l'usage d'extraire de la tourbe. Mais les paysans se plaignaient que l'administration fut entièrement soustraite à leur contrôle et que les taxes fussent excessives et en partie détournées de leur objet.



Dans la vallée de la Lys, lors du redressement de la rivière en 1779, on fit des travaux considérables pour perfectionner l'écoulement des eaux de la plaine: cependant, en 1790, le District d'Hazebrouck, tout en reconnaissant qu'on avait desséché 4.000 mesures à l'Est de St-Omer, déclarait le travail inachevé.

Dans la vallée de la Scarpe et celle de l'Escaut autour de Condé et de Valenciennes, les travaux étaient moins avancés au XVII<sup>e</sup> siècle et les Français durent les poursuivre pendant le siècle suivant. La première possédait des marais très étendus, entre Douai et Marchiennes surtout: marais de six villes au Nord, des onze villes au Sud; on y avait creusé des fossés d'écoulement qui se prolongeaient les uns les autres en un cours sinueux, le Décours au Nord, la Traitoire au Sud; leur entretien était à la charge des riverains et des communautés sans aucune administration directrice. Les intendants entreprirent de les régulariser, de les approfondir et de les prolonger, en imposant des taxes spéciales aux paroisses intéressées: on les asseyait sur les terres et sur les lins rouis. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les travaux furent placés sous la direction d'un bailli des eaux. P.-J. Laurent, de Bouchain, célèbre ingénieur, directeur général des eaux de la province, et après lui, son neveu, les poussèrent assez vigoureusement à partir de 1750. Le Décours fut d'abord amélioré pour achever le desséchement du marais des six villes (1752-57). En 1774, on le prolongea jusqu'à Douai. En 1778, on entreprit d'y amener les eaux des marais à rouissoirs situés au Sud de la Scarpe, de Douai à Pecquencourt. En même temps, la Traitoire fut approfondie pour dégager complètement le marais des onze villes, puis prolongée jusqu'à St-Amand (1764): dès lors, la vallée inférieure se trouva beaucoup plus menacée qu'auparavant. En 1782 et 1784, on prit des mesures pour conduire les deux collecteurs jusqu'à l'Escaut, la Traitoire jusqu'à Thun, le

Décours jusqu'en aval de Mortagne: cette entreprise n'était pas terminée en 1789. Comme dans les watteringues, les habitants se plaignaient que l'intendant et le bailli des eaux décidassent seuls des travaux et des taxes et trouvaient l'administration trop coûteuse.

Entre Valenciennes et Condé, la vallée de l'Escaut constituait aussi une zone d'inondation qui s'étendait au loin vers l'Est jusqu'en Belgique; la Haine, l'Hogneau, divers autres ruisseaux y déversaient leurs eaux. Les travaux, anéantis pendant la guerre de Succession d'Espagne, puis restaurés à partir de 1731 en vertu d'un traité avec l'Autriche, demeuraient imparfaits. Ce fut aussi sur les plans de Laurent que des arrêts du Conseil de 1771 et de 1775 ordonnèrent de prolonger le canal du Jard jusqu'en aval d'Hergnies. Une douzaine de paroisses étaient intéressées au dessèchement et formaient les deux directions de Condé et de Valenciennes. Dans chacune d'elles, les principaux propriétaires constituaient une commission qui percevait des taxes, dont le montant était fixé par le roi, pour l'amortissement d'un emprunt et l'entretien des ouvrages.

En Flandre wallonne, il y avait longtemps que la Deûle était endiguée et approfondie et les marais de sa vallée se trouvaient desséchés pour autant que leur profondeur, souvent accrue par le tourbage, l'avait permis et que les ouvrages étaient convenablement entretenus par les communautés: aucune administration générale n'en était chargée. La vallée de la Marque n'avait pas été l'objet des mêmes soins; la rivière inondait encore au XVIII<sup>e</sup> siècle 614 bonniers sur le territoire de seize paroisses, dans la vallée moyenne, et 227 autres sur quatre paroisses, dans la vallée supérieure. Les grands baillis firent procéder au nivellement dès 1753, mais ce fut seulement en 1776 qu'un arrêt du Conseil ordonna l'exécution des travaux d'après le plan de Laurent neveu à qui l'adjuration fut accordée en 1778, les

baillis faisant les avances nécessaires. En 1781, ils étaient terminés pour la vallée moyenne et les seize communautés prirent possession de leurs parts, mais les quatre paroisses d'amont contestèrent que le dessèchement fut effectif. Elles n'avaient jamais approuvé sincèrement l'opération qu'elles jugeaient coûteuse; il se trouva qu'en effet on avait dépassé les devis et, en 1782, un nouvel arrêt augmenta l'indemnité à payer par les communautés. D'autre part, le nouvel intendant, Esmangart, estima les critiques justifiées. Mais les baillis, aidés par le subdélégué Lagache, tinrent bon; en 1784 les travaux furent repris et déclarés parachevés en 1786: les quatre paroisses n'en soutinrent pas moins jusqu'à la Révolution qu'il n'en était rien; il en résulta un incroyable imbroglio judiciaire et administratif qui, en retardant le partage des marais entre les habitants, fit le jeu des cultivateurs, mais finit par provoquer des troubles.

Ces travaux améliorèrent certainement beaucoup de propriétés particulières, mais en outre ce furent leurs progrès dans les vallées de la Scarpe et de la Marque qui permirent de promulgueur l'édit de 1777 et d'ordonner dans toute la Flandre wallonne le partage et le défrichement des marais jusque-là conservés en pâtures. D'après les états de l'intendance, on aurait réclamé le bénéfice des exemptions accordées en 1764 et 1766 pour plus de 2.600 hectares entre 1779 et 1788.

Dans la plaine maritime aussi, il restait de vastes étendues à dessécher, mais de nature telle que l'Etat ne jugea pas à propos de s'en charger. De part et d'autre de la frontière s'étendaient la grande et la petite moères, desséchées au XVII<sup>e</sup> siècle par l'ingénieur Coebergher et de nouveau inondées en 1646, lors du siège de Dunkerque. C'était une étendue de plus de 3.300 hectares dont 2.135 en France. La profondeur minima des eaux était de 5 pieds et demi. Les lacs furent concédés en 1746 à d'Hérouville et se trou-

vèrent desséchés en 1770. Malheureusement une nouvelle interruption des eaux ruina le concessionnaire qui abandonna ses droits aux syndics des bailleurs de fonds qu'il avait trouvés en Hollande. En 1789, la petite moëre était de nouveau en culture; mais, pour la grande, le débit des pompes d'épuisement alarma les communes des environs qui craignirent de voir déborder le déversoir; l'intendant leur donna raison et les travaux furent suspendu en 1783.

Les dunes attirèrent aussi l'attention. Elles constituaient, pour une part, des biens communaux et quelques paroisses en louaient au moins des portions. Le reste était domanial. A Mardyck, Louis XIV en avait constitué le patrimoine d'une colonie de pêcheurs qui s'y taillaient des portions ménagères, le reste demeurant banal. A Gravelines, les marins des Huttes avaient obtenu pareille faveur. Mais qu'elle fût bien communal ou bien domanial, la dune était progressivement envahie sur sa lisière méridionale par les pauvres gens en quête d'un lopin de terre. Autour de Dunkerque, les jardiniers avaient, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, occupé le Rosendaël et les communaux de Petite-Synthe. Il restait pourtant des parties à défricher principalement sur le front de la mer. Les intendants s'y intéressèrent. Les lapins y étaient trop nombreux et dévastaient les terres voisines. On n'y respectait pas les plantations d'oyats et l'instabilité des sables constituait un danger: c'est en 1777 qu'une partie du village de Zuydcoote fut enseveli. On pensa que des concessionnaires remédieraient à ces inconvénients et, à partir de 1770, le roi accueillit plusieurs demandes. En 1771, 200 mesures furent accordées au Nord de Gravelines au sieur Vironchaux qui les endigua; à côté de lui, en 1787, le maréchal de camp Duvignau, directeur des fortifications, obtint un millier d'arpents. En 1773 et en 1784, le bord de la mer, entre Mardyck et Dunkerque, fut abandonné au général Lamorlière, au négociant dunkerquois Castelyn et au vicomte de Gand.

Plusieurs habitants de Lille entreprirent aussi des défrichements au Nord de Ghyvelde pour les louer aux paysans. Ces spéculateurs entrèrent en conflit avec les matelots des Huttes et de Mardyck et avec les paroisses limitrophes qui se prétendirent lésés. Les opérations furent donc en Flandre maritime une entreprise capitaliste qui profita surtout à la noblesse et à la bourgeoisie.

Au point de vue économique, les défrichements et les dessèchements, auxquels sont étroitement liées la disparition des communaux et l'institution de la clôture dont on a marqué déjà la grande importance sociale, eurent pour résultat de précipiter l'évolution de la région méridionale et de la zone des marais : en supprimant l'élevage extensif, on les incitait à adopter les méthodes de la Flandre ; mais il ne paraît pas douteux qu'on provoqua aussi une crise, momentanée assurément, de l'économie rurale ; on se plaignit en 1789 de la diminution du cheptel et il est tout au moins certain que les petits cultivateurs avaient de la peine à nourrir leurs bestiaux.

#### IV. - TENTATIVES POUR ENCOURAGER LES PROGRÈS DE L'AGRICULTURE

Bien qu'il s'intéressât avant tout à l'extension des cultures, le pouvoir central se rendait bien compte que la propagation des méthodes les plus modernes aurait beaucoup contribué aussi à provoquer l'enrichissement dont il comptait profiter. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les administrateurs des Pays-Bas, comme plus tard le préfet Dieudonné, ne manquaient pas à l'occasion de vitupérer la routine du paysan. Les Flamands eux-mêmes n'étaient guère moins défiants que les autres à l'égard des innovations, surtout quand elles leur étaient proposées par des citadins. « Toute nouveauté paraît ridicule à leurs yeux », écrivait en l'an VII l'administration du canton

d'Hazebrouck. A plus forte raison, le cultivateur du Hainaut et du Cambrésis était-il difficile à convaincre. La jachère avait d'acharnés partisans et les grands fermiers n'étaient pas les derniers à la défendre. En 1790, Plichon, membre du District du Quesnoy, soutenait que, sans elle, on épuisait la terre, sans obtenir, dans l'ensemble, des rendements supérieurs. Quelques administrateurs observaient plus simplement que le cultivateur était très ignorant et souhaitaient qu'il reçût « une éducation conforme à son état » : « ils n'ont qu'une routine qu'ils ont reçue de leurs pères, disait le sub-délégué de Bouchain en 1760, et ne peuvent point se former aucune idée de faire mieux ». Beaucoup ne savaient pas lire, surtout dans le Sud et, en tout cas, ils n'apprenaient rien au delà. Jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ils ne pouvaient d'ailleurs faire aucune lecture qui eût rapport à leur profession. L'exemple de quelques-uns d'entre eux et, dans le Sud, ce qu'on rapportait des méthodes flamandes, voilà tout ce qui pouvait les instruire et, pour être juste, on aurait dû convenir que, de si faibles moyens, ils tiraient après tout, assez promptement, bon parti.

Expliquer et préconiser les méthodes nouvelles, tel était sans doute le but qu'assignait le gouvernement aux sociétés d'agriculture dont il favorisait la création. On n'en parla pas en Flandre où elles auraient pu jouer très utilement le rôle de chambres consultatives. Mais, en 1760, le contrôleur général Bertin demanda qu'on en créât une dans la généralité de Valenciennes. L'intendant de Blair se mit en devoir d'obéir et elle fut instituée par arrêt du Conseil du 4 septembre 1763. En cette circonstance, l'aristocratie locale put donner sa mesure. Il ne lui aurait rien coûté d'assumer le rôle social qu'on lui assignait : au contraire, toute amélioration agricole devait augmenter ses revenus d'autant qu'elle possédait les deux tiers du sol. Pourtant, elle se préoccupa surtout de faire respecter les préséances et de manifester sa



jalousie et sa méfiance à l'égard de l'intendant. Pour ménager les Etats du Cambrésis, celui-ci avait fait diviser la société en deux bureaux qui devaient siéger l'un à Cambrai, l'autre à Valenciennes, mais les Etats n'en prétendirent pas moins nommer celui de Cambrai. L'intendant passa outre à leurs récriminations; mais, dans l'une et l'autre ville, pour ménager les amours-propres, il fixa son choix « sur trop de gens qui ne s'intéressaient pas à l'agriculture et sans relations avec la campagne ».

La noblesse du Hainaut comptait pourtant quelques agronomes distingués. Ce furent, paraît-il, Bady de Dourlers et Préseau d'Hugemont qui vulgarisèrent l'usage de la chaux dans la région herbagère. Desmaizières de Trith avait longtemps exploité une partie de ses terres. Mais précisément Bady et Préseau furent oubliés ou écartés. Bien entendu, on ne désigna pas un seul paysan. Du moins, il avait été convenu qu'on nommerait dans les paroisses des associés correspondants, mais ce projet demeura sans suite. Les bureaux tinrent quelques séances du 25 octobre 1763 au 6 septembre 1766; comme il ne venait plus personne, on cessa de les convoquer. Dans les dernières années de l'Ancien Régime, on reparla plusieurs fois de cette société, mais elle ne ressuscita pas. Ses rares décisions ne la faisaient guère regretter. A Cambrai, comme on avait mis en délibération quelques améliorations suggérées par certain membre, la majorité opina « qu'il fallait suivre la routine de nos ancêtres ». A Valenciennes, en 1765, la création d'une école d'agriculture fut rejetée. Ainsi jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, l'instruction agricole se trouva limitée aux quelques instructions imprimées que le gouvernement envoyait de temps en temps aux intendants et dont la diffusion était certainement très limitée.

Au surplus, la majorité des grands propriétaires ne se préoccupaient pas plus des progrès de l'agriculture que les

sociétaires nommés par l'intendant. Ils auraient pu, sinon l'encourager, du moins la délivrer d'une entrave. Les baux, surtout dans le Sud, imposaient la jachère; ils énuméraient les pièces de terre qui composaient les trois royes ou soles, en défendant de les déroyer, dessoler ou dessaisonner. Ces prescriptions, ainsi que beaucoup d'autres, avaient été autrefois stipulées pour empêcher le paysan de dégrader le fonds et, en somme, dans l'intérêt de la culture; elles devenaient maintenant une gêne et les baux jouaient le même rôle que les règlements corporatifs. Or, les propriétaires ne les modifièrent pas. Certes le paysan était routinier, mais ses maîtres ne l'étaient pas moins. Le zèle qu'ils manifestèrent pour le triage des communaux, la clôture et les plantations ne doit pas faire illusion: en pareils cas, ils invoquaient volontiers le bien général, mais l'intérêt personnel était leur véritable guide.

Aussi quelques personnes n'hésitaient pas à prier l'Etat de réglementer l'agriculture soit pour la perfectionner, soit pour remédier à quelque inconvénient préjudiciable à l'intérêt public. En 1765, un membre de la société d'agriculture proposa au bureau de Cambrai d'obliger les fermiers à mettre le dixième de leurs labours en prairies artificielles et de les astreindre en même temps à planter ces prairies en pommiers. D'autres gens s'alarmaient au contraire de voir s'étendre les cultures industrielles et demandaient qu'on les interdît, au moins en temps de disette. Beaucoup plus nombreux étaient ceux qui auraient voulu, comme les paysans, que le gouvernement se prononçât en faveur de la petite culture, limitât l'étendue des exploitations ou fît respecter les coutumes qui défendaient les réunions de fermes. Les mérites respectifs de la grande et de la petite culture furent proposés à la société d'agriculture comme sujet d'étude en 1765 par l'intendant du Hainaut. Mais, sur aucun point, les intendants ne se montrèrent favorables à la réglementation.

Contrairement à ce qui se passait pour le commerce des grains, il semble que les autorités subalternes n'étaient pas non plus disposées à intervenir dans les pratiques agricoles. Les règlements que l'on connaît étaient de simple police rurale.

Sans employer la contrainte, le pouvoir royal essaya du moins d'encourager l'élevage et l'amélioration des espèces; à cet égard, l'initiative paraît avoir été prise en Flandre par les autorités locales elles-mêmes. Dès 1720, les grands baillis de Flandre wallonne passaient marché pour l'entretien de six étalons et, en 1724, ils en firent acheter cinq en Hollande. En 1751, le haras en comprenait quatorze ou quinze de toutes races qu'on plaçait pendant quatre ou cinq mois dans les villages. Les paysans étaient libres de leur amener leurs juments ou de préférer les étalons des particuliers. Mais en 1770, le succès étant médiocre et les frais considérables, les baillis défendirent de recourir à ces derniers à peine de 60 florins d'amende. L'étalonnage coûtait 20 s., plus pareille somme s'il naissait un poulain. En 1772, il devint gratuit si la jument demeurait stérile, et quatre prix, de 100 à 200 l., furent établis pour les plus beaux poulains de trois ans. Mais la contrainte fut très impopulaire et la gestion paraît malheureusement avoir été peu scrupuleuse, en sorte que les cahiers demandèrent la suppression du haras et que le District de Lille la vota le 18 septembre 1790. En Flandre maritime, les châtellenies de Bergues et de Bourbourg se bornèrent plus adroitement à instituer trois prix pour les plus beaux étalons. Ce fut l'occasion d'une ébauche de comice agricole où l'on rassemblait les animaux et où on distribuait les récompenses en cérémonie. Les étalons primés étaient conduits ensuite à la station qu'on leur avait assignée.

Dans le Sud, l'initiative vint de Préseau d'Hugemont qui, en 1765, offrit d'entretenir à ses frais trois ou quatre étalons. L'intendant l'approuva, puis fit établir en 1767, un impôt de

6.000 livres sur la province pour former un haras de dix à douze bêtes qui furent distribuées pour la plupart entre les abbayes. En 1768, le contrôleur général invita en outre quelques-unes d'entre elles à faire les frais d'un étalon. Dans le Hainaut, l'abbaye de Liessies, qui imposait déjà à ses fermiers de dîme l'obligation de nourrir un taureau pour « la commodité des bestiaux » du canton, accepta d'en acheter un et celle de Maroilles de même. Le marquis de Traisnel à Villers-au-Tertre et le seigneur d'Aymeries les imitèrent. Mais en Cambrésis, l'abbaye de Vaucelles fit tant de difficultés que l'intendant dut s'adresser aux Etats: ils se résignèrent, en 1769, à acquérir un étalon qu'ils placèrent chez le seigneur de Thun-St-Martin, mais, en 1784, refusèrent de le remplacer. Des prix pour les poulains avaient été établis par l'intendant et il avait fait exempter les juments pleines des corvées et de la taille des bêtes vives. D'autre part, la liberté ne fut jamais supprimée. Malgré tout, les résultats demeurèrent médiocres et le haras fut dissous en 1786.

On essaya aussi de lutter contre les épizooties qui étaient fréquentes. De 1770 à 1775 la châteltenie de Bergues perdit 13.262 bovins. Le Hainaut fut également atteint. En 1789-1790, une épizootie sévissait dans la Pévèle. Dans ces circonstances, les intendants désignaient des maréchaux experts pour visiter étables ou écuries et portaient des règlements pour l'abatage et l'enfouissement des bêtes malades. Un arrêt du Conseil du 16 juillet 1784 prit à cet égard des dispositions d'ordre général. Pour former des vétérinaires, on imposa aux provinces la création de bourses à l'école d'Alfort. En 1767, les grands baillis de Flandre wallonne consentirent à y envoyer un élève. Mais, lors de l'épizootie de 1770, ils jugèrent que les élèves d'Alfort, envoyés par le gouvernement, réussissaient beaucoup moins bien que les maréchaux du pays à enrayer le mal et, à partir de 1773, ils se refusèrent à entretenir d'autres pensionnaires. Le Hainaut en envoya deux qui,

à leur retour, furent attachés au haras. Mais les paysans restèrent fidèles aux maréchaux de village qui étaient nombreux et que le préfet Dieudonné, en l'an XII, jugeait assez instruits.

Dans l'ensemble, on ne peut se dissimuler que les initiatives de l'Etat furent mal accueillies parce que chacune d'elles entraînait l'établissement d'un impôt nouveau et le paiement de pensions ou de traitements à des hommes dont le paysan ne reconnaissait pas la compétence. Les cahiers demandèrent la suppression des haras et des maréchaux experts. On aurait dû se borner à exciter l'émulation par des concours; la création de chambres consultatives d'agriculture aurait été aussi mieux accueillie pourvu que les paysans y fussent admis: mais elles auraient aussitôt réclamé des réformes que l'Ancien Régime n'était pas disposé à accorder.

## V. - LES FORÊTS ET LES PLANTATIONS

Les forêts tenaient la première place dans l'estime des propriétaires fonciers: elles rapportaient plus que toutes les autres terres. Le roi possédait Mormal, la plus grande de toutes et deux autres en Flandre, Nieppe et Phalempin; mais les cinq sixièmes appartenaient à l'aristocratie. Dans les régions de pâturages, le pays au bois en Flandre, le haut Hainaut, les arbres épars constituaient aussi une ressource importante. Le bois jouait dans l'économie, au XVIII<sup>e</sup> siècle, un rôle considérable. La marine se réservait les hautes futaies; les industries à feu et le chauffage domestique en requéraient d'énormes quantités ainsi que les bâtiments. Il était la matière première de beaucoup d'artisans qui l'ont remplacé depuis par le métal et il était particulièrement indispensable à l'agriculture pour la confection des principaux instruments aratoires. Le prix ne cessa d'augmenter au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Au moment de la conquête française, les forêts se trouvaient déjà dans un état satisfaisant. Le taillis ou râpe se coupait tous les douze ou même dix-huit ans. A sept ou huit, on l'éclaircissait en retranchant les ronces et en élaguant légèrement. La futaie était soigneusement ménagée. Les portions épuisées étaient défrichées, puis remises en bois par des semis et des plantations. Les juges ordinaires étaient compétents en matière forestière comme pour la chasse et la pêche.

Le roi de France installa des maîtrises des eaux et forêts à La-Motte-aux-bois, Lille, Valenciennes et Le Quesnoy. L'ordonnance de 1669 était leur règle et elles l'appliquèrent aux forêts domaniales. Mais pour ce qui concernait les forêts particulières, Louis XIV s'était décidé en 1706 à conserver dans les Pays-Bas l'administration coutumière, « en bon père de famille ». Il s'était contenté d'ordonner aux maîtrises de mettre le huitième de tous les bois de plus de quarante arpents en réserve pour les besoins de l'Etat. En fait, au XVIII<sup>e</sup> siècle le roi abandonnait le plus souvent la coupe aux propriétaires. La réserve ne fut même établie qu'avec beaucoup de lenteur. En 1776, le chapitre de St-Pierre de Lille fut encore condamné à l'amende pour avoir exploité sans permission une coupe en réserve. Les bois communaux du Hainaut ne furent soumis à cette règle qu'après 1768 : en 1766, les habitants de Boussu et d'Erpion s'étaient opposés par la force aux opérations de la maîtrise. Plusieurs cahiers demandèrent la suppression de cette institution et, dès le début de la Révolution, les municipalités mirent leurs réserves en coupe. Ce fut aussi pour améliorer le produit des forêts qu'on y abolit les droits d'usage qui appartenaient aux paysans.

En ce qui concerne les plantations des chemins, l'impulsion paraît être venue du pouvoir central. Ce fut un arrêt du Conseil du 3 mai 1720 qui ordonna aux riverains de les



entreprendre. On créa des pépinières à Willems et à Douai, pour la Flandre, en 1723, aux frais de la province: elles devaient délivrer les arbres gratuitement. En 1728, comme personne n'avait obéi, l'intendant intervint. A défaut des riverains, les seigneurs voyers furent autorisés à planter à leur profit: à la vérité, les grandes routes réservées, on ne faisait que leur restituer leur droit. Les pépinières de Flandre furent cédées aux grands baillis. Ultérieurement le roi leur céda le droit de planter le long des routes royales et il accorda la même faveur au Département de Flandre maritime pour la route de Lille à Dunkerque: en réalité, le droit fut recédé aux riverains. En 1789, il y avait beaucoup de pépinières particulières en Flandre; la principale était celle de Coget à Thumeries. Dans le Hainaut, on créa également aux frais des contribuables des pépinières à St-Amand, à Maubeuge, et, dans la châteltenie de Bouchain, à Denain et à Iwuy. De grands propriétaires y virent une source de profits. Le prévôt Hennet de Baret eut l'entreprise de celle de Maubeuge. Vers 1780, Moreau de Beuvrages dirigeait la plus importante. En 1789, les principales étaient celles de Bonsecours à Condé, de Raismes et de Wallers. Néanmoins la plantation des grandes routes fut lente. En 1791, celles de St-Amand à Orchies et à Valenciennes ne comptaient pas encore un seul arbre. Le District de Valenciennes demanda qu'on poursuivît l'œuvre commencée. Dès 1789, le Tiers de la prévôté de Maubeuge avait aussi demandé qu'on plantât sur les routes des noyers, devenus rares déjà et indispensables à la manufacture d'armes pour la confection des crosses de fusil.

Si utiles qu'elles fussent, ces plantations n'étaient pas vues de bon œil parce que, dans le Hainaut, on plaçait les arbres au delà des fossés, sur la terre même du riverain: pour la culture le dommage était considérable. Mais ce ne fut pas là le pire. Excités par l'exemple du roi et par le

renchérissement du bois, les seigneurs, comme on l'a montré, se mirent à planter partout. Ce fut probablement dans ce domaine que les encouragements du pouvoir central eurent le plus de succès; mais pour le paysan, ce succès fut une véritable calamité.

## VI. - LES VOIES DE COMMUNICATION ET LES TRANSPORTS

### L'Administration des chemins publics

« Le principal obstacle au progrès de l'agriculture, écrivait le District d'Hazebrouck, le 22 septembre 1790, est l'impraticabilité des chemins et le défaut de canaux: 1<sup>o</sup> pour le transport des engrais qui ne peut se faire que dans une saison avancée; 2<sup>o</sup> pour l'exportation des denrées et bois qui ne peut se faire que dans certains intervalles, plus ou moins longs, des plus beaux jours de l'été et dans les moments dont les cultivateurs devraient profiter pour les travaux champêtres. Par l'établissement de bons chemins praticables en toutes saisons de l'année et de quelques canaux, on faciliterait la culture d'un sol naturellement fertile, on procurerait une valeur certaine aux productions de la terre, fondée sur la facilité de les exporter en toutes saison ».

C'était mettre en pleine lumière l'importance du commerce agricole destiné à pourvoir le cultivateur d'instruments de travail, de semences, d'engrais et à lui assurer une rémunération convenable par l'extension du marché. Plus ou moins claire et complète, pareille démonstration n'est pas rare dans les documents de ce temps; s'ils insistent plus volontiers sur le transport des engrais et les travaux ruraux, les paysans n'en témoignent pas moins qu'ils étaient souvent capables d'envisager dans son ensemble le problème des voies de communication.

Les conditions naturelles n'étaient pas favorables dans les Pays-Bas à l'établissement des routes et des chemins ruraux. En Flandre, l'argile et la glaise, ne laissant pas aisément filtrer l'eau, se délaient sous les pluies, à peu près continues de l'automne au printemps, en une boue visqueuse et profonde. Dans toute la Flandre, toute circulation active est impossible si la route n'est pavée. Les vallées marécageuses, particulièrement celles de la Lys et de la Scarpe, le pays des watterings, mal drainées, se trouvent dans une situation particulièrement périlleuse. Dans ces régions, une route proprement dite doit être construite en remblai; elle emprunte volontiers les digues qui contiennent les rivières et les canaux et, sur ses bords, les habitations viennent naturellement s'aligner. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la plaine de la Lys n'était en hiver qu'un vaste borbier où l'on ne circulait, non sans danger, que par le secours de grosses pierres placées au bord du chemin: on sautait de l'une à l'autre en s'appuyant sur un long bâton. Les municipalités en faisaient les frais, mais il existait aussi des confréries villageoises qui vouaient expressément leur effort charitable à l'achat et à la mise en place de ces pierres de pas.

Bien que les plaines du Hainaut et du Cambrésis se prêtent mieux à la circulation, elles n'en présentent pas moins de vastes surfaces planes et la « terre à briques », inégalement perméable, se délaie comme l'argile flamande quoique moins profondément. Dans le Cambrésis aussi, une bonne route est un « pire », c'est-à-dire une chaussée pavée ou très solidement empierrée. Quant à la région bocagère, l'abondance des haies et des arbres y entretient l'humidité des chemins. Ils sont très souvent déclives ou encaissés et, si le limon manque, le sol devient raboteux. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ils demeuraient presque partout à l'état de pistes primitives, surtout à l'Est d'Avesnes. Aussi employait-on pour les charrois non seulement des attelages très nombreux de chevaux, mais aussi des bœufs.

Les matériaux ne manquaient pas absolument. On pouvait se procurer des sables et des pavés de grès dans les monts de Flandre et surtout dans les carrières de l'Ostrevent, au Sud-Est de Douai, vers Erchin et Bugnicourt. Les abords de l'Ardenne pouvaient fournir du cailloutis. Mais précisément l'imperfection des chemins rendaient leur transport très difficile et coûteux. En réalité, on en était toujours à court et on les réservait aux grandes routes. En 1790, le Département constatait que les carrières étaient très insuffisantes et voulut interdire l'exportation des pavés. Pour les chemins ruraux, on était réduit aux ressources locales. En Flandre, on payait les pauvres qui épierraient le terroir.

Compte tenu des circonstances géographiques, il faut avouer qu'une décentralisation excessive contribuait à entraver les progrès du réseau routier. Sous la domination espagnole, le pouvoir royal ne s'en occupait pas et Louis XIV en avait laissé aux administrations provinciales les frais et l'administration. Quelques péages qui appartenaient au prince leur avaient été abandonnés ainsi que le plantis des routes royales. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le roi se contenta d'accorder des subsides pour la construction de nouvelles chaussées et d'envoyer dans les Pays-Bas quelques ingénieurs des ponts et chaussées. Chacune des châtellenies de la Flandre maritime, la Flandre wallonne, les prévôtés de St-Amand et de Mortagne, la châtellenie de Bouchain, le Cambrésis constituaient donc des circonscriptions routières autonomes. Dans le Hainaut proprement dit seulement, l'intendant et les ponts et chaussées étaient seuls maîtres de cette administration. En Flandre et en Cambrésis, sauf quelques péages, il n'y avait pas de revenu spécialement affecté aux chaussées. Les administrations leur consacraient, sur leurs ressources propres, telle somme qu'elles jugeaient convenable ou la contribution que le roi leur imposait pour une entreprise exceptionnelle. Dans le Hainaut, on leur attribuait le produit d'une

partie des droits sur les boissons. En outre, le roi y levait en 1789 un impôt pour la construction des routes entre Sambre et Meuse; il y ajoutait à même fin un subside.

En Flandre, la corvée n'avait pas lieu. Dans la châtellenie de Bouchain, elle était limitée aux travaux neufs et n'était employée que pour le seul transport des matériaux. Le Hainaut et le Cambrésis au contraire y avaient recours. Dans le Hainaut, elle fut transformée en taxe pécuniaire en 1787, comme dans le reste du royaume, et l'archevêque fit de même en 1788 dans la châtellenie du Câteau.

Il n'y avait point de cantonniers appointés; mais, en Flandre, il existait certainement des ouvriers qui avaient l'habitude d'être employés aux routes. En Flandre wallonne, un règlement de 1770 effectait à chacune des grandes chaussées deux « bandes » d'ouvriers vraisemblablement permanentes. Dans le Sud, quand on entreprenait un travail considérable, on formait, en embauchant un certain nombre de chômeurs de toutes professions, un atelier de charité auquel s'adjoignaient les corvéables.

Les ressources affectées aux chemins et l'intérêt qu'on leur portait variaient avec les provinces. A la fin de l'Ancien Régime, la Flandre wallonne, le pays de St-Amand, la châtellenie de Bouchain possédaient déjà toutes leurs grandes routes pavées. Le Hainaut et le Cambrésis étaient plus en retard. Les châtellenies de la Flandre maritime avaient montré longtemps peu de dispositions à s'occuper des routes; à la veille de la Révolution seulement elles se mirent d'accord pour leur consacrer les bénéfices que laissait la ferme du droit des quatre membres et commencèrent quelques travaux. Les intendants ne paraissent pas avoir exercé une grande influence dans ce domaine, ni fait aucun effort pour ramener les différentes administrations à une certaine unité de vue et d'action. Le corps des ponts et chaussées aurait pu, par voie de conseil, la réaliser jusqu'à un certain point; mais il

n'était considéré et influent que dans le Hainaut, où l'intendant était seul maître et lui abandonnait l'emploi des fonds destinés aux routes, ainsi que la direction des travaux. Partout ailleurs, les ingénieurs n'étaient que des agents d'exécution étroitement subordonnés à des administrations provinciales, très jalouses de leur pouvoir. Naturellement, la police des routes appartenait à l'autorité qui présidait aux travaux. Les intendants n'intervenaient guère que pour réveiller de temps en temps le zèle des défaillants : il fixait la largeur des chaussées, ordonnait de faire restituer les emprises, prescrivait de faire exécuter les réparations, réglementait la charge des voitures, faisait fermer ou rouvrir les barrières. Leurs ordonnances venaient en double emploi avec celles des administrations provinciales. En outre, l'autorité judiciaire, comme d'ordinaire, se prétendait chargée elle aussi de faire exécuter les édits royaux par voie de règlement et par l'intermédiaire de la maréchaussée. La plupart de ces prescriptions étaient identiques, mais leur multiplicité laissait une impression d'incertitude.

Or, la confusion n'était guère moindre à l'intérieur de chacune des circonscriptions. En principe, on divisait les routes en trois catégories : les chemins royaux, de ville à ville ; les vicomtiers, d'un bourg ou d'un village à l'autre ou à la ville prochaine ou au chemin royal ; enfin les chemins paroissiaux, rues de village et chemins d'exploitation. La province s'occupait des deux premières, la troisième était à la charge des communautés. Mais le classement effectif était coutumier et souvent contesté pour les chemins vicomtiers qui constituaient des sections d'une route de ville à autre ou à un bourg important. En Flandre wallonne, Lille et Douai étaient reliés à tous les bourgs de la province et à ceux des pays limitrophes par des chaussées pavées aux frais des Etats ; partout ailleurs les villes seules communiquaient entre elles par les soins de la province et quelquefois



par des routes en cailloutis. Or, les paroisses n'avaient pas les moyens de paver les chemins vicomtiers. La châteltenie de Bergues avait offert des grès, mais en vain, parce qu'elle avait refusé de se charger de l'entretien à moins qu'on ne lui abandonnât le plantis. Quant aux chemins vicinaux, les Etats de Flandre wallonne seuls encourageaient leur amélioration en fournissant des grès; les communautés les laissaient d'ordinaire en terre; les bourgs seuls pavaient quelques rues.

C'étaient surtout les règles relatives à l'entretien qui étaient défectueuses et qui, plus que toute autre cause, expliquaient l'état misérable des chemins. Sur les routes qu'elles prenaient en charge, les administrations provinciales établissaient et entretenaient soit un pavé de 4 à 5 mètres de large, quelquefois avec cailloutis latéraux, soit uniquement un cailloutis de 5 à 6 mètres. Tout le reste de l'entretien, accotements et fossés, incombait aux riverains. Quant aux communautés, elles n'étaient tenues qu'à l'entretien des rues proprement dites: les chemins paroissiaux étaient donc entretenus en totalité par les riverains. En principe, la communauté devait intervenir quand le dommage était trop considérable ou quand les matériaux manquaient, mais il était bien rare qu'elle s'en souciât. Ce régime ne pouvait pourtant pas fonctionner si une autorité n'assurait un travail simultané: la coutume déférait au seigneur la police de l'entretien et il la réglementait dans les bans de mars; c'était en partie pour unifier ces dispositions que l'intendant, les Etats et le Parlement intervenaient, en partie aussi pour obliger les baillis à les faire respecter. En 1780, le Parlement leur prescrivit de procéder à une visite en mars et d'indiquer les travaux à exécuter en donnant aux riverains un temps normal. Une seconde visite constatait leur achèvement. La besogne en souffrance devait être alors exécutée aux frais du défaillant que le bailli ne se faisait pas faute de condamner

en outre à l'amende. Dans les seigneuries royales de Flandre maritime, c'étaient les échevinages des chefs-collèges qui dépêchaient des inspecteurs avec des bandes d'ouvriers pour remplacer les récalcitrants. On en faisait autant partout pour les chemins royaux et provinciaux. A la fin de l'Ancien Régime, ce système donna lieu à des abus incroyables. Le Parlement avait eu beaucoup moins à cœur de restituer aux chemins leur largeur réglementaire et d'assurer leur assèchement, en faisant détruire les haies et les « hallots » qui les jalonnaient, que de permettre ainsi aux seigneurs de planter à leur aise. Les baillis se souciaient peu des réparations : ils songeaient aux amendes ; en tout cas, ils fermaient volontiers les yeux quand il s'agissait de leurs protégés ou se laissaient aisément amadouer par quelque présent. Si le seigneur était en conflit avec la communauté, il instrumentait à la rigueur et écrasait les riverains de frais énormes. Les instructions du Parlement qui fixaient les travaux après les semailles du printemps n'étaient pas respectées et on astreignait souvent le paysan à y procéder alors qu'il était occupé aux champs, même à la moisson, ou gêné par le mauvais temps. Et malgré tout, l'entretien demeura déplorablement insuffisant. Des cantonniers salariés n'auraient pas coûté plus cher et auraient fait le travail.

Pourtant on était bien loin de souhaiter l'établissement d'une administration centralisée ou même d'un corps technique au service de la province. Les cahiers demandèrent souvent la suppression des agents des ponts et chaussées. On désirait que les chemins fussent exactement classés : les grands laissés à la province, les autres aux communautés avec toute latitude d'exécuter les réparations comme elles l'entendaient, au moyen, par exemple, de leurs pauvres et sans aucune intervention d'étrangers. « Il suffirait, disait la municipalité de Merville, en 1790, de créer un inspecteur par district. Les travaux faits par les administrations coû-

tent toujours beaucoup plus cher sans être mieux faits ». Du moins, la majorité des paroisses semble avoir souhaité l'abolition de la servitude imposée aux riverains. Les chemins de la commune servant à tous, une imposition foncière locale, réservée aux chemins, leur semblait plus juste. Plusieurs Districts en 1790 se firent les interprètes de ce sentiment. Cependant il n'était pas unanime. Le fermier, prenant son temps et employant ses ouvriers à moment perdu, préférait faire le travail lui-même au lieu de payer l'impôt. Beaucoup des municipalités du district de Douai se prononcèrent dans ce sens en 1790.

Dans le Sud, c'était bien entendu la corvée royale qui attirait surtout l'attention. Les cahiers furent unanimes à demander qu'on l'abolît et, par conséquent, l'impôt qui la représentait, les routes devant être entretenues par ceux qui en usaient au moyen de péages établis aux barrières, comme dans le Hainaut autrichien. Si l'impôt subsistait, du moins tout le monde devait le payer. Mais il est bien curieux qu'au Sud de la Sambre, les communautés villageoises aient déclaré préférer la corvée elle-même à l'impôt assurant qu'elles entretiendraient leurs chemins elles-mêmes et ne souciant pas évidemment de contribuer à l'établissement des grandes routes. Le pays d'Avesnes jusque-là n'en avait guère et les corvéables pouvaient se juger frustrés; mais il faut reconnaître que les paysans se montraient constamment tiraillés entre deux idées contraires; ils se plaignaient que leurs chemins fussent en mauvais état et, en même temps, voulaient qu'on leur laissât le soin de les entretenir à leur gré; ils montraient que, faute de grandes routes, ils ne pouvaient transporter les engrais et les grains, mais celles qu'on entretenait leur paraissaient inutiles si elles ne passaient par leur village et ils n'entendaient pas contribuer à leur établissement. L'injuste répartition des charges entraînait pour beaucoup dans cette contradiction; on ne peut pas oublier

non plus que la majorité des ruraux s'aventurait rarement jusqu'à la grande ville : mais aussi, les paysans étaient des hommes.

### Le réseau routier et le réseau navigable

En séparant les Pays-Bas conquis de la Belgique, le roi de France leur avait imposé des difficultés économiques dont ils avaient longtemps souffert, mais il les avait aggravées en ne les réunissant pas au marché national : entre la frontière politique du royaume et celle des cinq grosses fermes, ils constituèrent jusqu'à la Révolution une unité économique distincte dont la Flandre wallonne était le cœur et Lille la capitale. Malgré sa science, l'agriculture de la Flandre wallonne ne pouvait pas nourrir sa nombreuse population. Trois régions pouvaient contribuer à garnir les marchés de Lille et de Douai : l'Artois, la plaine de la Lys et la plaine du Hainaut et du Cambrésis, du moins dans sa partie occidentale ; car à l'Est, la région herbagère venait acheter au Câteau et au Quesnoy, tandis que le Nord devait nourrir Bouchain, qui n'avait même pas de marché, et Valenciennes devenue, avec ses environs, une agglomération considérable depuis les progrès des mines d'Anzin. Quant à la région de Bergues, obligée de pouvoir Dunkerque, elle ne se suffisait pas tout à fait. C'était aussi vers le Nord-Ouest que la région herbagère elle-même, adossée à l'Ardenne et à la Thiérache, devait penser à expédier les produits de son élevage, dans la faible mesure que comportait l'état des transports. D'autre part, au moins dans les bonnes années, les mêmes régions, Lille et Douai pourvues, disposaient d'un excédent qu'elles pouvaient envoyer par mer dans le reste de la France ou à l'étranger, quand l'exportation était permise. Les grains s'embarquaient à Dunkerque et, pour une part moindre, à Gravelines et à Calais. Au point de vue agricole, l'Artois à

l'Ouest, la Belgique à l'Est, pays de culture, n'achetaient guère. Ainsi, dans le futur département du Nord, le commerce agricole était orienté du Sud-Est au Nord-Ouest, parallèlement à la frontière belge. Au surplus, l'industrie, si elle disposait d'autres débouchés, ne pouvait cependant dédaigner cette même voie : la Flandre wallonne fournissait le Hainaut et le Cambrésis comme la Flandre maritime ; elle exportait par Dunkerque. L'industrie textile du Cambrésis tirait ses lins de la région de la Scarpe. De la région herbagère venaient les produits des forges, des carrières et des forêts. Le Hainaut et le Cambrésis étaient ainsi soudés à la Flandre et pour leur plus grand bien. Le futur département, bien qu'on ait pu, à d'autres égards, en critiquer la constitution, était déjà formé dans l'économie et le sens des échanges est devenu l'axe de sa forme étrange.

Ce n'est pas à dire que nulle autre perspective ne fût ouverte au Cambrésis et même à la région herbagère. D'abord elles se complétaient mutuellement, cette dernière achetant des grains et offrant ses produits d'élevage et d'industrie. Puis, vers le Sud, d'autres appels les sollicitaient. La région herbagère avait quelques liaisons avec la Thiérache et Guise fournissait le marché de Landrecies. Mais surtout le Cambrésis, extrémité de la plaine picarde, un des greniers de Paris, ne manquait pas d'attraits pour les marchands de grains ; ils poussaient volontiers jusqu'au marché de Cambrai, surtout quand le blé était rare. En Flandre même, l'industrie linière et celle des huiles s'intéressaient également au marché parisien. Mais la distance, la barrière douanière, l'absence de voie navigable n'avaient pas encore permis à ces relations de se développer comme elles l'ont fait depuis.

Ces rapports économiques devaient naturellement se traduire dans le réseau routier et trouver en lui le moyen de se fortifier ; mais, tel qu'il existait en 1789, il ne pouvait encore remplir pleinement son rôle. Visiblement, il était né

de l'industrie et du négoce : c'était de Lille que rayonnaient le plus grand nombre des chaussées, une dizaine, qui se dirigeaient dans tous les sens. Par Douai, Orchies et St-Amand, croisant la route d'Arras à Tournai par Douai et Orchies, elles atteignaient à Valenciennes, à Bouchain, à Cambrai, la vallée de l'Escaut, le long de laquelle courait la chaussée de Cambrai à Condé, prolongée vers Arras et Bapaume à l'Ouest et vers Mons à l'Est. Ces « pavés » étaient tous antérieurs à 1750. Seule, la vallée de la Scarpe ne possédait pas de route moderne.

Au Sud de l'Escaut, au contraire, les voies de pénétration manquaient. De Cambrai, une route menait au Câteau depuis 1760; de Valenciennes, d'autres conduisaient au Quesnoy et, par Bavai, à Maubeuge d'où l'on pouvait atteindre Avesnes et ensuite la Thiérache par la Capelle : il n'y avait pas d'autre grande route pavée et en bon état. Du Quesnoy à Cambrai, de Valenciennes au Câteau, tout autour de Solesmes, le vaste quadrilatère de la plaine n'avait pas de voies transversales. Autour de Clary, le Cambrésis méridional n'était pas plus favorisé : la route de Cambrai à Guise par Bohain, qu'on devait ouvrir à travers la forêt d'Arrouaise, était tracée, mais son pavé ne dépassait pas la banlieue. Seul, le Cambrésis occidental était convenablement desservi par les chaussées qui menaient vers l'Artois et surtout par celles de Péronne et de St-Quentin qui conduisaient à Paris. Quant à la région herbagère, les liens qui la réunissaient à ses voisines étaient bien ténus. L'énorme bastion de Mormal, renforcé par le fossé de la Sambre, n'était pas entamé et il fallait le contourner soit au Nord, par Maubeuge et Bavai, soit à l'Ouest, par la route de Landrecies au Quesnoy : or, celle-ci n'était pas encore pavée en 1789. Du côté du Cambrésis, on avait décidé en 1783 de prolonger la chaussée de Cambrai au Câteau qui devait aboutir à Givet : franchissant la Sambre à Catillon, elle avait gagné Lan-



drecies et de là, par Maroilles, Avesnes; en 1789, elle avait atteint la fagne de Sains: mais ce n'était encore qu'un cailloutis. Vers la Thiérache, les routes de Landrecies à Guise et d'Etrœungt au Nouvion n'étaient encore que des projets. On s'explique donc aisément que ce pays eût encore conservé ses relations essentielles avec la Belgique d'où pouvaient lui venir le plus facilement le charbon et la chaux: mais il n'avait non plus aucune bonne route de ce côté. A l'Est de la chaussée de Maubeuge à la Capelle, on ne trouvait que des chemins ruraux. De 1786 à 1789, l'abbaye de Liessies dépensa 27.505 l. rien que pour faire aplanir la route de Solre-le-Château.

Au Nord, entre Lille et Dunkerque, la soudure n'avait été assurée pendant longtemps que par Ypres, au moyen d'une route construite avant la paix d'Utrecht. Ce fut en 1759 seulement que la chaussée de Lille à Dunkerque, entreprise en 1756, se trouva ouverte et le nouveau pont sur la Lys ne la compléta qu'en 1765. Les marchés de Cassel et de Bailleul devinrent ainsi accessibles, mais l'intérieur de la Flandre maritime demeura privé de routes. La plaine de la Lys, qui contribuait à nourrir Lille et où l'industrie de la toile était si développée, n'en avait aucune. D'Hazebrouck, un pavé menait à Morbecque; mais, en 1789, on avait seulement décidé en principe de le continuer jusqu'à Aire et un embranchement sur St-Venant avait été réclamé en vain. Merville et Estaires voulaient être réunies à Caëstre et à Béthune, mais le prince de Robecq avait fait pencher la balance en faveur d'une route de Merville à Hazebrouck pour favoriser ses domaines de Morbecque, sans que toutefois aucune décision définitive eût été prise. Dans le pays au bois, la route de Cassel à St-Omer avait été ouverte en 1776 et Hazebrouck s'était rattaché à la chaussée de Lille; mais plus au Nord, il n'y avait ni communication régulière avec l'Artois, la chaussée de Dunkerque à Gravelines entreprise

en 1785 étant inachevée, ni avec la Belgique, si ce n'est par la vieille route d'Ypres. Bourbourg réclamait sa jonction avec Cassel, Hondschoote avec Bergues et Caëstre par Steenvoorde, Bergues avec St-Omer. En 1789, les châtelainies avaient seulement entrepris cette dernière route. De St-Omer à Bourbourg et Gravelines, le long de l'Aa, il n'y avait pas d'autre communication par terre que le chemin de halage. Sans le réseau navigable, la mer eût été hors d'atteinte et la Flandre maritime n'aurait pas pu vivre; il n'en desservait pas toutes les parties et, pour gagner le canal, beaucoup de paroisses devaient attendre la gelée ou la belle saison; néanmoins, c'était en grande partie par eau qu'étaient alimentés les grands marchés de Bergues et de Bourbourg et, entre les villes de la plaine maritime, les marchandises et les voyageurs se transportaient par coche d'eau. De même, dans la vallée de la Lys, on employait les *becques* qui conduisaient au fleuve et qui furent partiellement canalisées au XVIII<sup>e</sup> siècle. Par la Lys et la Deûle, on gagnait Lille. Les *maskeppes* transportaient les grains les jours de marché de toutes les villes de la Lys jusqu'à Armentières au moins. Cette facilité de communiquer par les rivières ou les canaux avait certainement contribué à détourner les administrations de la construction des routes. La vallée de la Scarpe, en utilisant les *coulants* et la rivière elle-même, suppléait aussi à l'insuffisance des siennes. Le pays herbager n'aurait pas été en relations si étroites avec la Belgique s'il n'avait disposé de la Sambre.

Jusque vers la fin de l'Ancien Régime le réseau navigable conserva pourtant un caractère local et ne put pas suppléer, pour les rapports entre les régions, à l'insuffisance du réseau routier. Entre la Lys et l'Escaut, la communication était assurée depuis longtemps par le canal de la haute Deûle à la Scarpe: cependant, il existait à Lille une interruption entre la haute et la basse Deûle qui ne fut supprimée qu'en

1752. Mais à cette époque encore, ces voies navigables étaient fort imparfaites. Il était nécessaire d'approfondir et de rectifier le cours de la Lys, ce qui fut entrepris en 1774 et se continua jusqu'en 1789. Le canal de la haute Deûle paraît avoir été médiocrement entretenu. La Scarpe ne fut approfondie et redressée qu'au cours des travaux de dessèchement dont nous avons parlé. L'Escaut communiquait avec le bassin houiller de Mons et son cours supérieur fut également rendu navigable : en 1789, on le remontait jusqu'à Cambrai. Visiblement, Lille était le centre de ce réseau navigable comme du principal faisceau de routes.

Mais au Nord, on ne pouvait pas atteindre Dunkerque par la Lys : ce fut seulement en 1772 qu'on décida d'unir la Lys à l'Aa par le canal de Neuffossé qui fut terminé vers 1779 ; il fallut en outre opérer des améliorations notables sur l'Aa et les deux Colmes et transformer complètement le cours de la Lys. On put alors aller par eau de Cambrai à Dunkerque. Malheureusement, la pente de la Lys et surtout celle du Neuffossé restaient fortes et les écluses y étaient nombreuses. En été, la quantité d'eau dont on disposait n'était pas toujours suffisante. Dans l'été de 1789, les écluses d'Aire et de St-Venant ne s'ouvraient que deux fois par semaine. D'autre part, il fallait faire deux grands détours, l'un par Valenciennes, l'autre par Lille, pour gagner Cambrai : aussi, sauf pour les besoins locaux, la navigation ne dépassait pas Douai. Deux projets étaient à l'étude pour remédier à cet inconvénient : un canal de l'Escaut à la Scarpe par la vallée de la Sensée, un autre de la Lys à Estaires, La Gorgue, St-Venant ou Aire, jusqu'au canal de La Bassée, embranchement de la haute Deûle.

Vers le Sud, on n'en était plus aux promesses : le canal de Picardie était commencé par la canalisation de l'Escaut en amont de Cambrai ; déjà la Somme était jointe à l'Oise. Le Cambrésis pouvait espérer que, vers la fin du siècle, une

voie navigable l'unirait à Paris : ce devait être pour lui une sorte de révolution économique, mais on pouvait tout au plus la prévoir ; que le marché de Douai, qui était à sa portée, fût maintenant uni à la mer, c'était un fait important : il n'était pourtant pas suffisant pour assurer aux blés du Cambrésis un débouché régulier. Quant au Hainaut, la plus grande partie ne tirait aucun secours du réseau navigable. Aucun des affluents de droite de l'Escaut n'est utilisable et aucun canal ne gagne la Sambre aujourd'hui encore, bien que cette jonction fût envisagée déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle. Le canal de Sambre à l'Oise, d'une exécution plus facile, n'était encore qu'un projet. C'est pourquoi le Hainaut méridional, par la Sambre, trafiquait autant que possible avec la Belgique.

Encore une fois, la Flandre avait donc l'avantage. De l'Escaut à la Lys, on disposait à la fois de routes et de canaux ; de la Lys à la mer, les routes manquaient, mais le réseau navigable se trouvait mis au point. La partie occidentale du Cambrésis et du Hainaut, par les routes qui existaient et par les canaux en projet ou en cours d'exécution, s'incorporait graduellement à la région septentrionale ; mais le Hainaut central et méridional demeurait la région déshéritée.

En supposant qu'on eût donné aux voies de communication toute la perfection désirable, il eût fallu encore débarrasser la circulation d'entraves archaïques. Les péages et les droits de chaussée ne s'ajoutaient pas seulement aux frais du transport : ils les accroissaient indirectement en le retardant, inconvénient particulièrement sensible pour les bélandres, déjà obligées de s'arrêter à chaque écluse. Les bélandriers avaient des privilèges dont les conséquences étaient encore plus graves. Turgot les avait supprimés en 1775 pour la Flandre et l'Artois, mais, en 1781, on avait rétabli ceux de Dunkerque : seuls, les bélandriers de cette ville pouvaient charger les marchandises débarquées dans le

port. Dans le Hainaut, les bateliers de Condé étaient seuls autorisés à transporter les charbons et mettaient leur concours à si haut prix que, dans le Cambrésis, on ne pouvait employer le charbon d'Anzin. Les trois ordres se trouvèrent d'accord en 1789 pour demander que la circulation devînt entièrement libre.

### Influence des modes de transport sur l'agriculture

Il est à peine besoin de rappeler qu'elle était considérable. Ils étaient lents et avaient peu de débit. Les canaux n'étaient pas profonds : en Flandre, les ordonnances des intendants limitaient le tirant d'eau à 3 pieds en remontant, à 3 pieds 4 pouces en descendant ; les bélandres jaugeaient en moyenne 60 à 70 tonneaux de 2.000 l. pesant ; de Dunkerque à Douai, elles mettaient six jours environ ; les voitures portaient au maximum 5 milliers en été, 3 en hiver ; elles ne pouvaient pas faire ce même parcours en moins de trois jours. Le frêt revenait à 7 l. le tonneau jusqu'à Lille, à 10 l. jusqu'à Douai ; la voiture coûtait le double au moins. Les denrées périssables ne pouvaient donc pas s'aventurer bien loin et on ne pouvait pas non plus transporter le gros bétail : il fallait le faire circuler en troupeau, sur route. De toutes les branches de la production agricole, l'élevage était le plus gêné. En fait, la grande majorité des produits agricoles allaient au marché voisin sur la voiture du paysan et d'un marché à l'autre sur celle du commissionnaire.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, quand le réseau navigable se trouva en relation avec le port de Dunkerque, il apporta à l'agriculture un secours précieux. Autant que possible les négociants en grains empruntèrent la bélandre qui était moins chère ; on ne recourait à la voiture que si l'urgence était extrême ou la voie d'eau inutilisable. Elle avait pour eux un autre avantage : les émeutes qui marquaient les époques

de cherté étaient en grande partie provoquées par la circulation continuelle, à travers villes et campagnes, des convois de grains et de farine dont la vue à chaque instant réveillait le soupçon, la colère et la convoitise; les bélandres attiraient moins l'attention et surtout il était plus facile de les protéger par une escorte. Les progrès du commerce extérieur des grains après 1780 sont dûs principalement au perfectionnement du réseau navigable. Mais ce fut aussi en se chargeant du transport d'une grande quantité de produits industriels que le bateau vint indirectement en aide à l'agriculture en libérant beaucoup de chevaux puisqu'il n'avait besoin, pour le halage, que d'un petit nombre d'attelages. Sans lui, les progrès de l'industrie seraient devenus ruineux pour l'agriculture.

Malgré ces progrès, le transport par voiture constituait pour elle un lourd fardeau. Sans doute, les pays qui élevaient des chevaux y voyaient une source de profits; les contrées pauvres étaient heureuses de fournir des rouliers: c'était un métier apprécié au Sud de la Sambre. Mais comme la culture se faisait à l'aide de chevaux, elle ne pouvait se féliciter que le roulage les rendît rares et chers. D'autre part, le paysan était détourné de ses travaux: on le réquisitionnait avec son chariot pour les besoins de l'armée et les travaux des routes; le transport des denrées au marché lui prenait beaucoup de temps. Bien plus, il négligeait parfois son travail dans les régions où l'industriel et le commerçant offraient des salaires rémunérateurs pour le transport des matières premières ou des produits manufacturés. Mais la guerre surtout aggravait le mal: les transports militaires ruinaient nécessairement l'agriculture dans les régions de la frontière: plus les armées devenaient nombreuses, plus le péril croissait; on allait s'en apercevoir pendant la Révolution.



## VII. - LE COMMERCE AGRICOLE

Incapable de libérer la circulation des droits qui l'entra-vaient au moment même où il s'efforçait d'étendre le marché en multipliant les voies de communication, le pouvoir central oscilla pareillement entre la liberté commerciale et la réglementation traditionnelle. Le problème, en effet, n'était pas purement économique à ses yeux. Les considérations financières et politiques ne lui permettaient pas de céder sans hésitation aux objurgations des économistes et de laisser le champ libre à la bourgeoisie rurale et aux négociants. Il lui fallait tenir compte de l'industrie qui, elle aussi, payait des impôts et qui avait intérêt à ce que le pain et les matières premières d'origine agricole fussent bon marché. D'autre part, il avait souci de l'ordre public que le renchérissement du pain ne manquait jamais de compromettre. Les derniers intendants de Flandre et Artois, Calonne et Esmangart, qui, par le port de Dunkerque, tenaient en leurs mains le sort du commerce, tout enclins qu'ils fussent à lui accorder la liberté, ne semblent pas s'être souciés de se plier à un système rigide et voulaient demeurer maîtres de la restreindre, si les circonstances l'exigeaient.

C'était du commerce des grains que la prospérité de l'agriculture dépendait principalement et c'était aussi le moins libre de tous. Presque tous les bourgs et villes avaient leur marché et il rythmait l'existence de leurs habitants. Non seulement il leur procurait la subsistance, mais il leur assurait aussi la clientèle des paysans dont les artisans et le marchands du crû ne pouvaient se passer. Si les citadins tenaient tant à la législation traditionnelle, c'était autant pour la seconde raison que pour la première. Excepté dans les grandes villes, les gens aisés achetaient eux-mêmes leur grain; ils cuisaient ou tout au moins pétrissaient chez eux;

d'autres donnaient leur blé aux boulangers qui le façonnaient. C'étaient surtout les pauvres qui achetaient directement le pain dans les boulangeries. Mais les citadins n'achetaient pas seuls au marché. Les non-récoltants des campagnes avaient le droit de se procurer chez le cultivateur la quantité nécessaire à leur consommation, mais celui-ci ne s'y prêtait pas toujours et préférait vendre tout son grain au cours du marché. Beaucoup de paroisses d'ailleurs, aux alentours des villes et dans la région herbagère, ne pouvaient se suffire. Nombreux étaient donc les villageois qui achetaient dans les marchés et aussi dans les boulangeries. Aussi quand une ville manquait de grains, l'alarme se répandait dans la campagne, d'autant qu'en pareil cas, elle cherchait à évincer les étrangers; si des troubles y éclataient, ils semaient à la fois parmi les fermiers la peur et parmi les manouvriers la révolte: c'est ce qui arriva en 1789.

Les Pays-Bas étaient soumis aux mêmes règles que le reste du royaume. Les paysans ne pouvaient vendre qu'au marché, sans pouvoir confier ses grains à un commissionnaire; à l'heure fixée, il ouvrait ses sacs sous les yeux du public. Les particuliers achetaient d'abord, puis les boulangers; les marchands étaient admis les derniers. Le paysan ne devait pas remporter ses grains, ni les déposer en magasin privé; mais, dans les villes qui possédaient une halle, il pouvait les confier au hallier, qui devenait un mandataire, et il ne revenait plus au marché. En principe, on pouvait aussi transformer l'arrondissement administratif ou judiciaire en circonscription de marché et intimider le paysan en lui dépêchant le curé, le bailli ou la maréchaussée pour l'exhorter à garnir le marché ou même l'y contraindre par voie de réquisition. Ainsi chaque ville pourvoyait d'abord à ses besoins, ne cédant que l'excédent; les habitants, achetant les premiers, payaient moins cher et, pensait-on, au juste prix.

En fait, cette réglementation était moins rigide qu'il ne paraît. C'était un arsenal où l'autorité puisait, en temps de disette, les armes qui paraissaient « analogues aux circonstances » ; la population elle-même se chargeait alors de la police des grains. Mais en temps normal, celle-ci était sans rigueur et les infractions innombrables. Le paysan gardait le libre choix du marché et vendait quand il lui plaisait. Au surplus, il savait en tout temps tenir son prix et attendre l'heure du marché libre, ayant accepté des arrhes en chemin ou vendu d'avance son grain aux marchands dans les cabarets.

En tout cas, le commerce des grains présentait une certaine activité puisqu'il fallait pourvoir la région herbagère, la Flandre wallonne et certaines villes dépourvues de marché, comme Bouchain, ou privées, comme Dunkerque, de toute ressource par leur situation géographique. La tâche incombait surtout aux bladiers qui assuraient la liaison entre les marchés. C'étaient des courtiers autant que des marchands. Ils achetaient souvent par commission de clients locaux ou de négociants urbains. En théorie, nul autre que bladiers et négociants, soumis à la déclaration, ne pouvaient faire ce trafic. Mais boulangers et meuniers achetaient aussi, soi-disant pour leurs clients, et les meuniers qui étaient payés en nature avaient toujours un approvisionnement. Tant que la région demeura marché fermé, il est évident toutefois que les spéculations commerciales ne pouvaient pas avoir une grande influence sur les prix, parce qu'on n'aurait pas pu emmagasiner beaucoup de grains.

Le transport au marché était pour le paysan une lourde servitude, principalement pour les petits cultivateurs qui n'avaient pas d'attelage et devaient recourir à l'obligeance du grand fermier. En temps de crise, il n'allait pas sans risques. Mais les prix étaient déterminés, en réalité, par l'importance de la récolte et les conditions naturelles qui rég-

laient l'approvisionnement du marché: le battage, les intempéries, les travaux de la campagne et les besoins d'argent du paysan. Après la moisson, il battait et vendait pour se procurer l'argent du fermage et des rentes foncières qu'on payait d'ordinaire à la St-Rémy, à la St-Martin ou à la St-André, et pour faire baisser les cours; car si les redevances étant généralement stipulées en nature, comme aussi beaucoup de fermages en Hainaut et en Cambrésis, on les payait souvent en argent d'après la prise de la St-André. Ensuite, il terminait les labours et semailles d'hiver, puis se remettait à battre jusqu'aux semailles de printemps qui provoquaient une nouvelle interruption. Pendant toute cette période, les apports étaient subordonnés à l'état des chemins. Les villages voisins des villes ou à portée des canaux profitaient de l'abstention des autres: ceux-ci se réservaient pour la belle saison. Cette alternance équilibrait le marché. C'était pendant les mois d'été que le blé était toujours le plus rare et le plus cher, parce que les paysans étaient occupés à la fenaison et à la moisson. S'il ne restait pas de *vieux blé*, la crise se perpétuait en septembre jusqu'à ce que le battage eût commencé. Les grands cultivateurs ajournaient autant que possible leurs ventes pour profiter de cette hausse inévitable. En Flandre, ils détenaient seuls le stock disponible, puisque la dîme s'affermait et qu'on payait rentes et fermages en argent. Toutefois, en Flandre wallonne, les Etats avaient constitué un magasin, en 1727, pour Lille et sa châtellenie et les grands baillis usaient de leur autorité morale pour amener les paysans à leur céder à un prix modéré une bonne partie de leur récolte. Dans le Hainaut et le Cambrésis, les grands fermiers, peu nombreux, souvent détenteurs de la dîme et du terrage, exerçaient un ascendant plus grand encore; mais les abbayes et quelques grands propriétaires, ecclésiastiques ou laïques, disposaient aussi, grâce aux fermages en nature, de quantités impor-

tantes: en temps de crise, les intendants avaient recours à eux; ils pouvaient donc aussi profiter de la cherté et on le leur reprochait.

Si l'obligation de fréquenter le marché n'exerçait pas sur les prix une action bien efficace, il en allait autrement de l'interdiction de faire passer les grains dans d'autres provinces du royaume et de les exporter. Le futur département du Nord n'avait point par lui-même de blé à vendre dans les années moyennes; quand la récolte était bonne, il pouvait en vendre un peu et disposer d'une certaine quantité de soucrion; en outre, on ne pouvait le séparer de l'Artois: Cambrai, Douai, Lille, St-Omer, Bourbourg, Gravelines, les villes de la Lys étaient des marchés communs au Cambrésis et à la Flandre d'une part, à l'Artois de l'autre. Or, cette dernière province avait ordinairement un excédent qui pouvait sortir des Pays-Bas ou venir remplacer en Flandre et en Cambrésis ce que ces régions auraient expédié. Le fait n'est pas douteux pour la fin de l'Ancien Régime et il est probable qu'il était déjà ancien. Ce disponible pesait sur les cours et, sans renoncer à la vente au marché, afin de tenir compte des justes craintes de la population à l'égard des spéculateurs éventuels, il aurait été convenable d'en permettre la sortie pour encourager la culture. Les administrateurs s'en rendaient bien compte; mais la crainte prévalait de voir disparaître toute réserve, et il est certain qu'en cas de disette, la difficulté des communications ne permettait pas de la remplacer facilement; il était facile de l'exporter, mais beaucoup moins de la reconstituer par l'importation, d'autant plus qu'elle exigeait des avances considérables. Aussi la circulation à destination du royaume demeurait subordonnée à l'autorisation des intendants. L'arrêt du 17 septembre 1754 la supprima en principe, mais laissa subsister beaucoup de formalités. Seuls les marchands parisiens pouvaient acheter hors des marchés et circuler librement d'une province à

l'autre, mais ils ne poussaient leurs achats dans les Pays-Bas qu'après avoir épuisé la Picardie. D'autre part, la circulation par mer, autorisée en 1723, ne se faisait que sous acquit-à-caution. Quant à l'exportation, elle était beaucoup plus mal vue encore : permise à la généralité de Lille en 1735 et à celle du Hainaut en 1736, elle leur fut de nouveau interdite en 1737. Toutefois, aussi longtemps que le port de Dunkerque demeura dans l'état pitoyable où l'avait mis le traité d'Utrecht et surtout qu'il resta sans communication par eau avec l'intérieur du pays, on peut dire que cette législation ne causa qu'un dommage médiocre. On aurait pu exporter vers la Belgique; la plupart des rivières y conduisaient et on accusait couramment les habitants de l'Ardenne d'acheter en France. Mais la Belgique était aussi un grand marché agricole et ses récoltes avaient très souvent le même sort que celles de nos régions. La situation changea complètement quand le réseau routier se fut développé, que la Lys eut été unie à l'Aa et que la guerre d'Amérique eut permis au port de Dunkerque de recouvrer sa liberté.

Or, il y avait déjà longtemps que le pouvoir envisageait la liberté avec un peu moins d'inquiétude. Bertin avait autorisé la circulation des grains entre provinces par terre et par mer avec exemption de péages, le 25 mai 1763, puis, le 19 juillet 1764, l'exportation du blé par des villes désignées, tant qu'il ne valait pas 12 l. 10 s. le quintal. Terray avait de nouveau interdit l'exportation sans autorisation, le 14 juin 1770, et surbordonné la circulation par mer à l'autorisation et à l'acquit, le 14 février 1773. Puis Turgot avait rendu la liberté à la circulation intérieure, le 13 septembre 1774, sans que les circonstances lui eussent permis de rétablir l'exportation. Sans rapporter l'édit de Turgot, Necker revint ensuite au régime de l'autorisation pour la circulation par mer. Dans les Pays-Bas, Dunkerque et Calais avaient été admis à exporter en 1764, mais, dès 1767, Dunkerque avait été



de nouveau fermée. Lors de l'enquête ouverte par Terray en 1771, les intendants de Flandre et de Hainaut se prononcèrent contre l'exportation : les stocks ayant été enlevés, il s'en était suivi un grand renchérissement en 1768 et 1769. En 1776, ces provinces demeurèrent fermées alors qu'on avait autorisé la sortie des grains dans d'autres provinces frontalières. Du moins, les marchés de Landrecies et d'Avesnes pouvaient-ils désormais s'approvisionner régulièrement en Picardie.

Ce fut seulement sous les ministères de Necker et de Calonne que nos régions commencèrent vraiment à faire l'épreuve de la liberté, comme si la nouvelle voie commerciale, à peine ouverte, avait aussitôt contraint l'administration qui l'avait créée à la laisser remplir sa fonction. L'exportation fut autorisée en 1780, en 1782, en 1783 et en 1786. La circulation par mer eut à peu près le même sort. Mais les intendants ne perdaient pas de vue les considérations étrangères à l'économie : aussitôt que les prix s'élevaient, toutes deux étaient suspendues. Les négociants et les grands cultivateurs n'avaient donc pas la sécurité qu'ils auraient désirée. Cependant, de 1780 à 1787, il sortit beaucoup de grains des Pays-Bas : 164.194 rasières de blé et de seigle en 1783, 158.927 en 1786, et les cours en furent raffermis.

Le 17 juin 1787, Brienne inaugura une politique nouvelle, la plus libérale qu'on eût connue encore puisque le commerce des grains fut délivré de toute entrave. Il sortit de Dunkerque 83.982 rasières de blé et de seigle en 1787 et 152.600 en 1788 à destination de la France et de l'étranger. Du moment que la province cessait d'être un marché fermé sans aucune réserve pour l'avenir, il était à peu près inévitable que la réglementation intérieure se trouvât condamnée. On aurait pu soutenir qu'elle était plus que jamais nécessaire pour modérer la spéculation. Mais les négociants et les cultivateurs avaient trop d'intérêt à entrer directement en

rapport et à accélérer les transactions pour ne pas éluder l'obligation de se présenter au marché hebdomadaire si on les y tracassait; en tout cas, celui-ci ne pouvait plus décider des cours: le prix d'exportation devenait la règle. Déjà, en 1763, Bertin en accordant la libre sortie avait supprimé la réglementation. Terray l'avait rétablie en 1770, puis Turgot supprimée de nouveau. Necker, sans se prononcer officiellement, laissa faire les autorités locales. En rétablissant la liberté, Brienne renouvela les édits de Bertin et Turgot. En réalité, les règlements ne disparurent pourtant pas à proprement parler. Les échevinages n'en abrogèrent aucun. Seulement, en temps normal, ils ne les appliquaient point, ainsi qu'on l'a dit. Il leur suffisait que le paysan vînt, comme d'habitude, garnir leurs marchés et faire des achats en ville. Or, cette habitude, la liberté ne la leur fit pas perdre. Ce fut pendant le règne de Louis XVI que le marché de Bourg devint particulièrement florissant, tandis que ceux de Bergues et de Cassel conservaient leur prospérité. L'achat en grange n'était sûrement pas devenu la règle. Le négociant, tant qu'il trouvait le marché pourvu, n'avait aucun intérêt à prendre à sa charge les frais de transport de la ferme à la ville; en tout cas, il choisissait, pour les épuiser, les communes les plus riches et les plus accessibles. Bien des années devaient s'écouler avant que le paysan prît l'habitude d'attendre à domicile, en temps normal, les offres du marchand; tant que celui-ci achetait principalement pour vendre au loin, ses achats n'étaient pas assez volumineux pour intéresser tous les cultivateurs et le grand, seul, pouvait attendre. Ce sont l'abandon de la cuisson familiale du pain et la concentration de la minoterie en un petit nombre de grandes entreprises qui ont fait abandonner les marchés. La réforme de Brienne ne marqua donc pas une révolution brusque dans le commerce des grains. Mais, à la première alerte, dès que la cherté provoquerait de l'agitation dans les

villes, il était certain que le paysan et le négociant useraient de la liberté qu'on leur avait accordée et que les marchés publics seraient abandonnés, en sorte que la crise prendrait une ampleur extraordinaire: ce fut ce qui advint en 1788 et surtout pendant la Révolution.

A partir de 1789, le négoce ne s'en développa pas moins. Vanlerberghe à Douai, Maracci à Lille, Deneuille à Bergues, Schoel et Devinck à Dunkerque, et beaucoup d'autres, se trouvèrent bientôt à la tête d'un trafic considérable. En 1787, la liberté permit d'accroître le nombre des courtiers qui les approvisionnaient; le métier était lucratif et les années 1787 et 1788 furent un âge d'or pour les négociants et les grands fermiers: les prix montèrent régulièrement à Bourbourg de 18 l. 18 s. en janvier 1788 à 21 l. 10 s. en août. Mais il fut bref. La récolte de 1788 ayant été mauvaise, Necker se hâta d'interdire l'exportation le 7 septembre: on ne devait plus la rétablir de longtemps. Cependant il était trop tard: il ne restait rien de la récolte de 1787; les petits cultivateurs n'avaient que le nécessaire et les grands attendaient la hausse: elle vint, la plus forte du siècle, et ne contribua pas médiocrement à déclencher la révolte agraire de 1789.

Comme on le vit au cours de cette crise, les autorités locales, subdélégués, juges, échevins, n'avaient nullement changé d'opinion en ce qui concernait le commerce des grains et ils ne faisaient qu'interpréter, dans leur correspondance et par leur actes, le sentiment général. Les cahiers de bailliage des trois ordres approuvèrent la libre circulation, mais condamnèrent unanimement l'exportation, à moins que le prix ne fût très modique; ils restèrent muets sur les règlements de marché, sauf la noblesse du Cambrésis qui réclama la liberté. On objectera que ces cahiers représentaient peut-être l'opinion des citadins, mais il n'y a aucun doute que la majorité des ruraux ne fût du même avis. Les cahiers de paroisse abordent rarement la question, soit

qu'elle parût réglée par les mesures de Necker qui, au cours de son second ministère, rétablit l'ancienne législation, soit que les cultivateurs fussent hésitants ou mal renseignés sur les avantages de la liberté, soit que l'assemblée fût divisée. Très rares sont les cahiers qui critiquent les mesures de Necker : Sailly-lez-Cambrai et Villers-Plouich, d'entre ceux qu'on possède, réclament seuls la liberté du commerce. A Estrées et à Hamel, on s'éleva seulement contre le magasin des Etats de Flandre wallonne en accusant les baillis d'avoir fait « leur fortune à la sueur et fatigue du pauvre mercenaire », parce qu'on supposait qu'ils revendaient leurs blés dans le reste du royaume. Au contraire, un certain nombre de paroisses protestèrent contre l'exportation, demandèrent l'observation rigoureuses des règlements de marché, la réquisition des stocks des abbayes et des grands fermiers et même la taxation. Le mémoire des paysans d'Onnaing, dont nous avons parlé déjà, proposa que le roi fît faire tous les ans l'inventaire de la récolte et s'attribuât le monopole du commerce pour tout ce qui excéderait la consommation. En 1789 et durant les années qui suivirent, les campagnards, municipalités en tête, ne furent pas les moins ardents à dénoncer l'exportation et, sous prétexte de l'empêcher, à entraver la circulation. La liberté n'avait pas d'autres partisans qu'un petit nombre de grands cultivateurs, et, en effet, ils étaient seuls à en profiter. En les favorisant, le pouvoir royal avait, une fois encore, accentué l'antagonisme social.

Souvent sacrifiée aux villes, dans l'intérêt de l'ordre public, l'agriculture l'était aussi à certaines industries qui exigeaient les matières premières à bon compte. Les genièveries, qui lui auraient fourni un débouché important et qui prospéraient en Belgique, n'existaient encore que dans le port franc de Dunkerque et les amidonneries étaient réglementées, du moins en théorie. Mais la brasserie qui achetait

les soucions entraînait en conflit avec la culture. En 1783, les brasseurs protestèrent à l'avance contre toute exportation et, quand elle eût été autorisée en 1786, ils firent rapporter cette mesure. Comme on avait proposé, à la même époque, de frapper les houblons belges d'une taxe de 20 s. au quintal pour favoriser ceux du pays, ils obtinrent un avis défavorable de la chambre de commerce de Lille et de l'intendance. L'industrie textile avait fait défendre l'exportation du lin et du fil de lin. Il en résultait un abaissement du prix de la matière première et les fileuses, toutes paysannes, avaient ainsi moins d'ouvrage; mais en outre, pour empêcher la fraude, l'intendant Taboureaux ordonna, en 1766, que dans toutes les paroisses, jusqu'à deux lieues de la frontière, les lins seraient soumis à déclaration pour la destination en être suivie; il fut défendu d'en tenir magasin dans cette zone. Dans la prévôté de St-Amand, on dut renoncer au rouissage et le transporter à Hasnon. Mais le conflit était particulièrement aigu à propos du charbon et de la chaux dans le Sud et des graines grasses en Flandre. Les droits de douane assuraient à la compagnie d'Anzin un véritable monopole, alors que la région herbagère aurait eu intérêt à se pourvoir à Charleroi, par la Sambre, et que le Cambrésis, à cause des privilèges des bateliers de Condé, pouvait difficilement employer la voie navigable. Or, la chaux étrangère était également imposée et, pour empêcher la contrebande, il était défendu d'établir des fours à moins d'une demi-lieu de la frontière. Tous les cahiers protestèrent contre ces mesures qui, depuis des années, entravaient le progrès de la culture. En Flandre, on avait défendu en 1768 l'exportation des fumiers et autres engrais, mais, comme toujours, on accorda longtemps des dérogations: ce fut seulement à partir de 1784 que l'intendant, sur l'avis des subdélégués, prit l'habitude de les refuser. Tout aussi caractéristique fut l'affaire des graines grasses et des tourteaux. En novembre 1764, un arrêt du Conseil en



avait autorisé l'exportation. Les procédés des ollieurs étaient archaïques et ils supportaient des taxes assez lourdes; quand, en 1784, le prix du colza augmenta sensiblement, ils demandèrent que l'exportation fut suspendue et l'intendant leur donna satisfaction; malgré les protestations des fermiers, la mesure fut maintenue jusqu'à la Révolution. Au contraire, les fabricants avaient intérêt à vendre les tourteaux à l'étranger tandis que les paysans voulaient les conserver: sur ce point encore, l'intendant les abandonna; l'exportation, interdite le 30 mars 1785, fut de nouveau autorisée le 27 novembre.

Pour l'élevage, le paysan était plus favorisé. L'administration n'avait aucune raison pour ne pas lui laisser les mains libres. Le 27 mai 1785, on décida même de laisser entrer les fourrages en franchise. Depuis 1763, le commerce extérieur du bétail était libre. Mais on achetait des élèves en Belgique et c'est pourquoi on était bien disposé à l'égard des éleveurs qui pouvaient nous délivrer de ce tribut. En principe, la vente au marché était obligatoire aussi pour le bétail. Les bouchers et les charcutiers n'auraient pas été fâchés qu'on fît respecter les règlements, mais, en fait, le commerce intérieur demeura libre. Les maquignons et les marchands de bestiaux amenaient des étalons normands et du bétail maigre de Lorraine et de Franche-Comté. Ils achetaient, aussi bien dans les fermes qu'à la foire, des bêtes grasses pour les marchés de Sceaux et de Poissy et des chevaux pour la cavalerie ou pour l'intérieur de la France. Les taxes à la sortie des provinces entravaient seules ce trafic. Les produits de ferme non plus n'étaient soumis à aucune restriction commerciale, bien qu'en théorie, le marché aussi dût être pourvu de ces denrées; en fait, c'était d'ailleurs là qu'on les vendait pour une part. Le beurre et le fromage étaient l'objet d'un commerce important. Les négociants de Bergues et de Dunkerque notamment les expédiaient par mer pour l'étranger



ou les ports du royaume. La volaille et les œufs avaient un marché moins étendu; on en envoyait pourtant jusqu'à Paris. Les poulaillers ou cocassiers n'achetaient pas seulement au marché; ils parcouraient les fermes; comme les bladiers, ils se firent à la fin de l'Ancien Régime les courtiers des négociants: ils se préparèrent ainsi à jouer un rôle essentiel, pendant la période du maximum, par l'organisation du commerce interlope.

### VIII. - LE PRIX

Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, le marché demeurant fermé, le prix des grains ne cessa cependant de croître. La courbe qui en représente les variations dessine des vagues, sans cesse plus hautes; leur crête marque les crises de disette et de cherté qui se renouvellent tous les quinze à vingt ans, en 1725, 1740, 1757, 1768, 1788. A Lille, le prix de la rasière de blé atteignit 16 l. en 1725, 16 l. 12 s. en 1740, 18 l. 5 s. en 1757, 21 l. 10 s. en 1768, 33 l. 5 s. en 1789. Dans les intervalles, les prix ne retombaient presque jamais aussi bas que précédemment: la hausse se consolidait toujours partiellement. En 1715, le prix moyen était descendu à Lille jusqu'à 5 l. 8 s.; entre 1725 et 1740, le minimum fut de 6 l. 6 s.; entre 1740 et 1757: 6 l. 8 s.; entre 1757 et 1758: 8 l. 8 s.; entre 1768 et 1789: 9 l. 19 s. Enfin, pour chacune de ces périodes intermédiaires, la moyenne s'élève; en prenant pour base l'hectolitre et sans distinguer entre les qualités, le blé coûta 7 l. 17 s. entre 1715 et 1725, 8 l. 13 s. de 1725 à 1740, 8 l. 18 s. de 1740 à 1757. Cette dernière date marqua une séparation nette entre les deux parties du siècle. De 1757 à 1768, l'hectolitre atteignit 10 l. 12 s. Nouvelle hausse pendant la dernière période: de 1769 à 1788, la moyenne fut de 13 l. 2 s. A Dunkerque, de 1738 à 1788, la courbe présente des inflexions parallèles.

Cette augmentation continue ne datait pas du XVIII<sup>e</sup> siècle. Du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle à la troisième décade du XVIII<sup>e</sup>, le prix des grains avait presque triplé. On ne peut pas douter qu'elle eût pour cause fondamentale la diminution du pouvoir de l'argent. Mais à partir de 1760, l'ascension, lente et graduée jusqu'alors, s'accrut brusquement : c'est à l'extension du marché et à l'accroissement de la population qu'il convient d'attribuer ce phénomène.

La liberté de circulation et les autorisations d'exporter exercèrent à coup sûr une certaine influence, grâce au développement des voies de communication; mais elle fut surtout remarquable dans les temps des crises provoquées par l'insuffisance des récoltes; le commerce libre exagéra indirectement, en épuisant les stocks, la pénurie et la cherté en 1768 et en 1789 et, s'il put contribuer à atténuer la première par l'importation, il n'enraya nullement la seconde, car les grains importés se vendirent souvent plus cher que les grains du pays. C'est un fait dont on ne semble pas tenir un compte suffisant quand on apprécie l'attitude des administrateurs de l'Ancien Régime et le rôle joué par la réforme de Brienne dans les événements qui préparèrent la Révolution. En temps normal, l'action de la liberté fut beaucoup plus discrète. De 1769 à 1779, l'exportation étant interdite et la circulation par mer insignifiante, l'hectolitre valut à Lille, 13 l. 8 s. De 1780 à 1788, période de liberté relative, le prix moyen fut de 12 l. 14 s. Mais en 1779, le prix tomba à 10 l. 5 s., en 1780 à 9 l. 19 s.; au contraire, pendant l'hiver de 1787 à 1788 il ne descendit qu'à 13 l. 8 s. La liberté commerciale eut donc pour effet principal d'empêcher l'effondrement des cours après une abondante récolte, et après une mauvaise, de consolider une plus forte proportion de la hausse qu'elle avait contribué à rendre anormale. Il ne paraît pas douteux que l'augmentation sensible de la population, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle surtout, a dû avoir une influence

plus soutenue; il faut y ajouter le développement de la vie urbaine qui provoquait naturellement une consommation plus abondante: consommation de pain blanc et de pain de luxe, dit mollet. Mais l'action de ces facteurs étant lente et progressive ne se décèle pas comme celle du commerce et elle était équilibrée, au moins en partie, par l'augmentation de la production agricole, incontestable en Flandre surtout, mais qu'on ne peut évaluer. Il n'est donc pas possible d'exprimer numériquement quelle part de la hausse était due à chacun d'eux.

Dans la dernière décade de l'Ancien Régime, le blé valut à Douai 14 l. 10 s. l'hectolitre, à Dunkerque 15 l., dans les marchés intérieurs de la Flandre maritime 13 l. 10 s. à 14 l. En admettant que le cultivateur flamand tirait de son blé 13 l. à l'hectolitre, on demeure en dessous de la moyenne d'ensemble et celui qui pouvait prendre son temps devait en obtenir 14. Le Cambrésis était moins favorisé. De 1781 à 1788, la prisée de la St-Rémy fut en moyenne de 10 l. 18 s.; en admettant qu'elle se trouvât un peu faible, l'hectolitre ne devait guère dépasser néanmoins 11 livres; c'est que cette région n'avait ni la forte population urbaine, ni les facilités commerciales de la Flandre. Cette différence de prix correspondait d'ailleurs à l'inégalité des frais de culture et surtout des fermages, en sorte qu'on peut admettre qu'ils procuraient à peu près la même rémunération.

Les autres grains paraissent avoir également renchéri. L'hectolitre d'avoine se vendait 4 l. 10 s. à 5 l., le seigle 10 l., les fèves 8 à 9 l. Pendant cette période, le soucion augmenta de 50% et valut 9 à 10 l. Les mauvaises récoltes et l'exportation y furent pour quelque chose, mais la consommation plus considérable de la bière, attestée par la plus-value des octrois, contribuait à la hausse. Le cultivateur flamand tira en outre de grands profits de la vente des graines grasses. Vers 1780, le prix ordinaire du colza était

de 9 l. la rasière de 120 livres, environ 11 l. l'hectolitre et l'huile se vendait 40 l. la tonne de 48 pots pesant 200 livres. A partir de 1783, le prix de 15 l. la rasière devint courant; en 1786, il atteignit 25 l.: l'huile se vendit alors de 106 à 108 l. la tonne. Le colza était d'un succès incertain et il avait manqué plusieurs années de suite; mais en septembre 1790, après une récolte excellente et bien que l'exportation demeurât défendue, l'huile valait encore à Bergues 60 l. la tonne, ce qui devait mettre la rasière de colza à environ 14 l. Or à 22 l. 10 s., les marchands d'huile assuraient qu'un cultivateur de la région de Bailleul trouvait un bénéfice net de 500 l. à l'hectare et la chambre de commerce de Dunkerque, favorable à l'exportation cependant, admettait qu'elle fût interdite quand la rasière atteignait 12 l. 10 s. Les producteurs ont donc réalisé de grands bénéfices pendant ces quelques années. Les graines de lin, d'œillette et de cameline se vendirent d'ailleurs à des prix également rémunérateurs: le lin, 14 à 15 l., l'œillette 16, la cameline 12.

Les fourrages, au contraire, n'étaient pas chers; l'usage des tourteaux seul était limité par l'exportation qui en était permise et qui portait leur prix à 10 ou 12 l. le cent. On payait 30 à 40 sols le quintal de trèfle, 40 à 50 sols la paille de blé. Ce n'était pas que les fourrages fussent surabondants, mais la dîme et les fermages en nature constituaient des stocks de paille qui pesaient sur les cours: en fait, c'était une circonstance propre à atténuer dans une certaine mesure les conséquences fâcheuses de ces usages.

On manque de points de comparaison pour les prix du bétail. Indiqués d'ailleurs à la tête et non au poids vif, ils ne se laissent pas interpréter. Mais pour les denrées de ferme, la hausse n'est pas douteuse. En 1766, à Liessies, la livre de beurre valait 5 patards, un peu plus de 6 sols. En 1789, dans les comptes des moines, elle ne figure jamais pour moins de 10 sols et se porte en hiver jusqu'à 18 s. 6 d.: le prix en avait donc doublé dans la région herbagère.

Ainsi d'une manière générale, à la veille de la Révolution, les prix s'élevaient rapidement. Au point de vue économique, il en pouvait résulter pour l'agriculture un encouragement mérité; mais cette hausse profitait principalement au cultivateur relativement aisé, capable de vendre au bon moment; au point de vue social, elle était donc dangereuse parce qu'elle rendait la vie plus dure à l'immense majorité des ruraux qui, pour subsister, avaient besoin d'un salaire.

#### IX. - CONCLUSION: LA QUESTION DES CHARGES DU PAYSAN

En résumé, deux faits principaux marquèrent l'histoire de l'agriculture dans la dernière partie du XVIII<sup>e</sup> siècle: d'une part, la restriction progressive de l'élevage extensif qui devait hâter l'évolution de la région méridionale en l'obligeant à adopter les méthodes flamandes; d'autre part, l'élargissement du marché par le développement des voies de communication et la souplesse nouvelle de la législation. L'un et l'autre sont dûs, pour une part notable, à l'action de l'administration royale; tous deux furent favorables aux propriétaires non seulement de terres, mais aussi de dîme, de terrages et de rentes, c'est-à-dire principalement aux privilégiés: néanmoins on ne peut pas douter que la bourgeoisie rurale y ait aussi gagné; la masse des ménagers et des manouvriers fit les frais de la transformation.

Au point de vue technique, les nouveaux profits des cultivateurs étaient un symptôme favorable: le progrès agricole dépendait avant tout de la constitution aux mains des paysans d'un capital d'exploitation. En 1760, le subdélégué de Bouchain montrait fort bien que leur routine tenait en grande partie à leur pauvreté; «la misère de leur équipement» les empêchait de labourer convenablement et ils ne pouvaient ni l'améliorer, ni l'augmenter: «il faudrait qu'ils eussent

au moins une année d'avance et plus ». En 1780, le subdélégué de Condé montrait que les avances seraient bien plus favorables au défrichement que les exemptions d'impôt et proposait de constituer une caisse de crédit et de secours dont le capital serait fourni par les abbayes. A vrai dire l'argent ne manquait pas dans le pays, surtout en Flandre : on empruntait couramment à 4% sous Louis XVI; on l'eût pu obtenir plus facilement encore si le clergé eût été autorisé à constituer des rentes foncières sans formalités. Mais pour emprunter, il fallait disposer d'un produit net capable au moins d'acquitter les intérêts. Ainsi apparaissait l'importance des charges qui pesaient sur le paysan. Si le privilégié, par la dîme et le tannage, le propriétaire, par le fermage, le roi, par l'impôt, lui enlevaient la plus-value à mesure que le progrès général en déterminait la constitution, celui-ci s'en devait trouver retardé et la bourgeoisie rurale, dont l'enrichissement et l'extension auraient fortifié l'Ancien Régime, en divisant les paysans, ne pouvait pas se trouver satisfaite. Un véritable gouvernement de l'agriculture aurait donc abordé cette question des charges avec la ferme résolution de les diminuer; l'Ancien Régime ne le fit point et, en même temps qu'il irritait la masse rurale, négligea ainsi de s'attacher définitivement ceux qu'il avait favorisés.



## CHAPITRE VII

### LE FERMAGE - LE REVENU FONCIER

#### I. - LE FERMAGE ET LES BAUX

Pour les exploitations rurales, le fermage était le seul mode de tenure; le métayage était inconnu dans les Pays-Bas et l'arrentement perpétuel, au XVIII<sup>e</sup> siècle, s'appliquait seulement à des terres de peu d'étendue, généralement accordées pour bâtir.

En Flandre, le prix du bail était fixé en argent, d'ordinaire globalement, quelquefois à la mesure; la plupart du temps, on stipulait néanmoins quelques prestations en nature, surtout des poulets, plus rarement des corvées. Dans le Hainaut et le Cambrésis, le rendage était au contraire indiqué le plus fréquemment en nature, généralement en blé auquel s'ajoutaient, selon les cas, d'autres grains, un agneau ou un porc, de la volaille, de la cire. La corvée se retrouvait dans tous les baux, surtout pour les exploitations importantes, notamment la corvée de chauffage à Anzin ou à Mormal. Parfois le fermier acquittait aussi des fondations ou faisait dire des messes à l'intention du bailleur. Les baux ecclésiastiques l'obligeaient à héberger le bénéficiaire ou ses représentants quand ils avaient affaire dans la paroisse. Le rendage mixte, en nature et en argent, n'était pourtant pas

rare et il paraît certain qu'à la fin de l'Ancien Régime, tout en conservant l'option, plus d'un propriétaire acceptait le paiement en espèces sur le pied des mercuriales ou de la prisée qui servait de base au paiement des rentes seigneuriales; les baux se réfèrent presque toujours à ces prix officiels pour déterminer la qualité du blé de rendage et parfois de manière à laisser présumer une commutation en argent. Dans le Sud, la prisée essentielle, pour les fermages, était celle de la St-André. Le mode d'estimation variait et suscitait des critiques. Tout au moins comprend-on que le Tiers du Quesnoy ait demandé en 1789 que les fermiers fussent représentés lors de l'opération. Au rendage s'ajoutait le pot-de-vin appelé aussi couvre-chef ou chapeau: généralement une année ou une demi-année de fermage, et assez souvent le denier à Dieu, le cadeau aux « domestiques », un don aux pauvres, le tout payé comptant à l'entrée en jouissance et en argent. A l'origine, le pot-de-vin n'était pas différent de ce cadeau aux domestiques qui n'avait pas cessé d'être inscrit au bail et on le buvait même effectivement, ou bien il représentait les frais de déplacement des agents du bailleur. Mais au XVIII<sup>e</sup> siècle, il avait pris une importance extraordinaire; le propriétaire avait grand avantage à exiger sous cette forme l'augmentation de fermage qu'il jugeait convenable, puisqu'il touchait le pot-de-vin d'avance; jusqu'à un certain point, il venait par ce moyen à bout du mauvais gré: quand le bail expirait, il ne consentait à en signer un nouveau que contre argent comptant; aussi plus d'un fermier se serait volontiers passé d'un titre légal; mais la coutume du Hainaut n'admettait pas la tacite reconduction, en sorte qu'il se serait trouvé exposé à l'éviction; malgré la protection que leur assurait le mauvais gré, les fermiers préféraient transiger, d'autant plus qu'ils estimaient ainsi se mettre en règle avec la loi écrite et acheter par le pot-de-vin la reconnaissance des droits qu'ils prétendaient avoir sur leur exploitation.

Outre le rendage et le pot-de-vin, les deux charges principales étaient le paiement des contributions et les frais d'entretien. Tous les impôts directs d'assiette foncière étaient payés par le fermier qui avait aussi la charge des chemins, fossés et canaux dont l'entretien incombait aux riverains. Le propriétaire n'avait donc à payer que sa capitation personnelle, les vingtièmes royaux étant devenus un simple impôt foncier. Toutes les dispositions contraires des ordonnances royales avaient été éludées; dans la plupart des baux, le fermier renonçait formellement à s'en prévaloir, le propriétaire déclarant que, sans cette convention, il aurait exigé un fermage plus élevé. A la veille de la Révolution, il mentionnait expressément la subvention territoriale dont il se croyait menacé; sous la Constituante, il procéda de même pour toutes les impositions de remplacement dont on attendait la création; dans ses cahiers, le paysan demanda quelquefois que l'impôt foncier fût payé par le propriétaire. La raison invoquée par ce dernier était spécieuse; en réalité, pendant la durée du bail, il se déchargeait sur le preneur de toutes les augmentations d'impôt et ce privilège était d'autant plus précieux qu'il était plus difficile d'imposer un accroissement de fermage. Mais on sait que le nouveau régime ne devait rien changer sur ce point aux errements de l'ancien.

Les charges d'entretien étaient de deux sortes. Les unes étaient d'intérêt purement économique et sauvegardaient le fonds. Les royages étaient délimités et le fermier n'y devait rien changer; le marnage et la fumure étaient réglementés; les prairies à cours de faux étaient interdites au bétail et les pâtures au mouton et au cheval. Les pailles devaient être consommées dans la ferme et, à l'expiration du bail, il devait rester le fumier de deux années au moins, que le nouveau preneur reprenait à dire d'expert. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ces dispositions ne gênaient guère le paysan quand il avait de

l'initiative et quelques ressources; elles avaient seulement l'inconvénient d'encourager la routine. D'autres constituaient une charge, mais contre compensation. Le preneur devait entretenir les haies, en échange de l'émondage dont il avait le profit à condition de n'y procéder qu'une fois au cours du bail; il devait remplacer les arbres fruitiers, quelquefois les planter ou les greffer suivant les conventions du bail. Mais l'entretien des bâtiments mérite une mention particulière: le fermier était tenu aux grosses réparations et notamment de consacrer un nombre déterminé de *gluyes* ou bottes de paille aux toitures de chaume. En Flandre maritime, il n'était obligé qu'aux menues réparations, mais il devait concourir aux grosses en faisant les charrois et en nourrissant les ouvriers. L'incendie de la ferme elle-même n'obligeait pas toujours le bailleur; s'il n'aimait mieux résilier, le preneur était astreint par certains baux à rebâtir pour n'être dédommagé qu'à fin de bail et à dire d'expert.

Quant aux risques, il était souvent stipulé qu'aucune diminution de fermage ne pouvait résulter de la perte des récoltes, à moins qu'elle n'atteignît le cinquième en Flandre, la moitié en Cambrésis. L'incendie, très fréquent, était particulièrement redoutable: aucune assurance ne couvrant le fermier, il était réduit à demander un secours à l'intendant et à quêter dans la paroisse.

L'inconvénient principal des baux était leur brièveté: neuf ans pour les labours, six pour les fermes herbagères. En Flandre, les neuf années se subdivisaient en périodes triennales: à la fin de chacune d'elles, on pouvait résilier le bail. Pour les biens ecclésiastiques, c'était pis: il devenait caduc à la mort du bénéficiaire qui l'avait consenti. Les agronomes déploraient que, de la sorte, le paysan fût obligé de mesurer avec beaucoup de prudence les dépenses consacrées à l'amélioration du fonds et il est évident que l'inconvénient était surtout sensible dans les régions les plus arriérées. A

Bouchain, en 1760, le subdélégué demandait des taux de trente-six ans pour les défrichements. Mais le mal n'était pas purement économique. Le paysan manquait aussi de sécurité personnelle; à chaque renouvellement de bail, il pouvait être privé de son gagne-pain ou dépouillé de toute la plus-value qui résultait de ses efforts ou des circonstances favorables, particulièrement de la hausse des denrées, sans que le propriétaire acceptât de prévoir un risque contraire. L'éviction prononcée à la suite du refus d'accepter une augmentation de fermage était, de beaucoup, la cause la plus fréquente des manifestations de *mauvais gré* et des terribles représailles qu'il entraînait trop souvent.

Il est certain que les paysans obtinrent très souvent gain de cause par cette action directe. « On n'est pas d'usage dans cette province, écrivait le subdélégué de Bouchain, en 1760, de changer les fermiers et laboureurs de leurs occupations à l'expiration de leurs baux; ces occupations se continuent par les propriétaires dans la famille des occupants, en sorte qu'ils y font des dépenses et les exploitent comme un bien de patrimoine ». Mais les propriétaires ne se résignaient naturellement pas à voir s'améliorer le fonds et les rendements sans en tirer profit et, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, avaient obtenu l'appui du pouvoir central pour briser la résistance qu'on leur opposait. En 1724 et en 1768 le roi intervint de nouveau pour condamner le mauvais gré. Le Parlement frappa impitoyablement les incendiaires et les meurtriers. Mais encore fallait-il les connaître ou les convaincre, ce qui était rare. Et si les crimes devinrent peut-être moins fréquents, la justice était incapable d'empêcher les attentats contre les bestiaux, les arbres, les récoltes, et surtout de mettre fin à la mise à l'index de quiconque remplaçait le fermier évincé. La résistance continua donc et on en trouve l'écho dans les cahiers mêmes: le Tiers du Quesnoy demanda que le clergé fût tenu de passer des baux de dix-huit ans et

au prix normal. D'autre part, les cultivateurs d'Onnaing, dans la pétition dont on a parlé, réclamèrent la taxation des fermages.

Il n'y a aucun doute que le paysan réussit à enrayer la hausse dans une certaine mesure; ainsi s'explique-t-on qu'une partie des biens du clergé ait été notamment affermée à un prix relativement modique. Mais les propriétaires obtinrent partiellement satisfaction. Ils accrurent les pots-de-vin à défaut du fermage; les terres défrichées ne prêtaient pas au mauvais gré; quand une famille s'éteignait, rien n'empêchait d'augmenter le prix du bail. Les fermiers eux-mêmes qui sous-louaient une partie de leur occupation contribuaient probablement à la hausse des fermages. Or, le mauvais gré, s'il avait pour fin naturelle d'obtenir les terres au-dessous du prix qui aurait été normal, n'allait pas jusqu'à prétendre dépouiller le propriétaire et n'était pas incompatible avec une élévation progressive du rendage. Enfin, malgré toutes les difficultés, des propriétaires s'entêtèrent à user de leur droits légaux. Discuter avec le fermier, lutter contre lui et, au besoin, lui trouver un successeur n'était point tâche aisée. On s'explique que les grands propriétaires fonciers aient amodié leurs biens et se soient déchargés ainsi sur un fermier général des rapports avec les paysans. Ainsi fit l'archevêque de Cambrai; il abandonna la régie de ses propriétés à un sieur Rodesse. Dès 1760, le subdélégué de Bouchain signalait comme pernicieuse à l'agriculture l'amodiation « des biens des grosses maisons... à des compagnies » et on peut conclure de son exposé que le mauvais gré ne les empêchait pas d'arriver à leurs fins. A ce moment les fermages augmentaient depuis quelques années et les vingtièmes venaient d'être mis à la charge du preneur. Vingt ans plus tard, le subdélégué de Valenciennes attestait aussi que les fermages avaient augmenté, en même temps que les impôts, à mesure que la terre avait rapporté davantage, et celui de Cambrai,



qu'ils s'étaient « considérablement » accrus depuis vingt-cinq ans; ce dernier, en 1775, dans ses observations sur le cahier des Etats avait déjà parlé avec sévérité des exigences des bénéficiers: « Les grands propriétaires qui sont tous ecclésiastiques ont, depuis une trentaine d'années, tellement augmenté le prix de leurs fermages que plusieurs fermiers ont été ruinés ou obligés d'abandonner leurs exploitations et que d'autres se découragent, s'épuisent pour acquitter leurs redevances et traînent pour la plupart une vie languissante et malheureuse ». Au début de la Révolution, plusieurs villages du Cambrésis se plaignirent du prix excessif des fermages ecclésiastiques, avec d'autant plus d'amertume qu'il déterminait celui des biens nationaux. Mais il ne convient pas de prendre au tragique ces affirmations. Ainsi en 1791, un fermier de Crèvecœur exposa qu'il payait, jusqu'en 1788, 208 à 216 florins pour 80 mencaudées, soit 3 l. 5 s. à 3 l. 8 s. la mencaudée, 9 l. 3 s. à 9 l. 10 s. l'hectare; le 18 juillet 1788, le fermage avait été porté à 120 mencauds de blé, soit à 5 florins, « prix très modique », 26 l. 8 s. l'hectare ou 9 l. 7 s. 6 d. la mencaudée. En fait, ce dernier prix n'avait rien d'excessif, semble-t-il; le chanoine Evrard, déjà cité, louait la mencaudée 12 l. et Dieudonné donne en effet 36 l. à l'hectare pour le prix des labours de la moindre qualité dans le Cambrésis. Les propriétaires s'efforçaient donc tout simplement d'obtenir le prix normal. Mais ils n'y réussissaient pas tous ou n'osaient pas l'exiger. « Il n'est pas plus rare, disait le District du Quesnoy, en 1792, de voir les terres des ci-devant abbayes et prieurés à 5 et 6 livres la mencaudée (17 l. 4 s. à 20 l. 3 s. l'hect.), qu'il est commun de voir celles des curés et bénéficiers de même valeur à 10 l. (33 l. 19 s. l'hect.) pour rendage annuel ». On peut se faire une idée approximative de l'augmentation moyenne des fermages d'après les baux conservés pour la châtellenie de Lille dont la partie méridionale était région de mauvais gré,

tandis que le Nord est supposé l'avoir beaucoup moins pratiqué. On a comparé ceux des années 1779 et 1788 qui portèrent respectivement sur 1.697 et 1.701 bonniers, soit 2.418 et 2.424 hectares; le fermage passa de 69 l. 16 s. à 72 l. 17 s. l'hectare, vin non compris, soit une augmentation de 3 l. 1 s.; le vin étant ordinairement d'une année, on doit la porter à 3 l. 8 s. ou 4,45%. Elle paraît correspondre à la hausse des denrées.

Les plaintes des paysans paraissent donc avoir pour origine l'idée qu'ils se faisaient de la propriété: ils n'admettaient pas qu'elle permît de les dépouiller automatiquement de la plus-value de l'exploitation. Quelque légitime qu'on puisse estimer la conduite du propriétaire, on comprend néanmoins l'irritation du fermier de Crèvecœur dont le fermage passait brusquement de 9 à 26 livres l'hectare. Il est également remarquable que les administrateurs locaux aient jugé légitimes les doléances des cultivateurs tandis qu'aucune manifestation semblable ne nous est connue pour la Flandre. Il semble évident qu'ici encore les deux régions du département entrent jusqu'à un certain point en opposition. En essayant de briser le mauvais gré et en aidant les propriétaires à élever le fermage, le pouvoir royal avait contribué à exaspérer la population rurale du Hainaut et du Cambrésis.

La statistique du préfet Dieudonné nous a transmis des indications précises sur le fermage des prairies, pâtures et labours, divisés respectivement en trois catégories suivant la qualité; elle suppose en outre l'étendue de chacune de ces dernières en sorte qu'on peut calculer la valeur locative moyenne pour l'ensemble: les résultats obtenus sont inférieurs aux prix indiqués par Young et par Montlinot dont l'attention paraît avoir été attirée par les meilleurs terres. Pour l'arrondissement de Lille, les baux donnent également une moyenne beaucoup plus forte que Dieudonné, peut-être

parce que les terres les plus rapprochées des villes y sont proportionnellement plus nombreuses. En tout cas, il est certain que les indications de Dieudonné n'exagèrent pas le prix des terres. Les pâtures et les prairies étaient louées sensiblement plus cher que les labours. Aussi dans les régions de Bergues et d'Avesnes, le prix moyen des terres était égal ou supérieur à celui des meilleurs labours. Dans la chatellenie de Lille, il était de 62 l. à l'hectare, les labours, qui occupaient plus des neuf dixièmes du sol, allant de 44 à 74 l. Il descendait à 55 l. environ au Nord, dans la Flandre maritime, et au Sud, dans la châtellenie de Douai et le Hainaut septentrional. Dans le Cambrésis, les labours, constituant la même proportion que vers Lille, oscillaient entre 36 et 59 l.; la moyenne se fixait à 47 l. Enfin dans la région herbagère, elle descendait à 38, les labours se tenant entre 14 et 38, les pâtures entre 38 et 80. On peut dire que par rapport à la région lilloise, la valeur locative du Cambrésis était des trois quarts et celle de la région herbagère du tiers. Si l'on suppose que le produit du blé représente la valeur moyenne du produit brut de l'exploitation, le fermage aurait représenté du cinquième au sixième de ce dernier, en Flandre, et un tiers dans le Cambrésis.

## II. - LA VALEUR VÉNALE DES TERRES ET LE REVENU FONCIER

Le prix de vente à l'hectare était en moyenne de 2.300 à 2.500 livres entre la région d'Hazebrouck et celle de Douai; partout ailleurs, il était beaucoup moindre: 1.558 vers Bergues, 1.678 dans le Cambrésis, 1.471 dans la région herbagère. Entre les différentes catégories de terre, l'écart était très grand. Dans la région lilloise, les prés de Lys dépassaient 8.000 livres; vers Avesnes et Bergues, les labours les moins bons tombaient à 600.

Les variations régionales de la valeur vénale de l'hectare ne sont pas exactement parallèles à celles de la valeur locative. Le revenu foncier était de 2,5% dans la région lilloise : il tombait à 2,3 vers Hazebrouck, à 2,1 vers Douai. La région herbagère donnait aussi 2,5. Le Cambrésis, avec 2,8 et la région de Bergues, avec 3,6, étaient plus favorables au propriétaire; dans ces mêmes contrées et ailleurs aussi, mais avec moins de constance, les meilleures terres lui rapportaient moins que les autres, par exemple 3 à 3½ vers Bergues contre 4 à 4¼. Il est naturel qu'elles aient été en effet recherchées par les acquéreurs les plus aisés, les cultivateurs qui voulaient arrondir leur patrimoine et les bourgeois qui achetaient plus volontiers un corps de ferme que de mauvais lopins. Or, dans les pays de mauvais gré, c'était surtout le fermage de ces parties qu'il faisait baisser et, partout, le grand fermier était mieux en état de discuter les prétentions du bailleur que les manouvriers et les ménagers. Ceux-ci au contraire, quand ils cherchaient une terre à louer, devaient se contenter des médiocres que les cultivateurs dédaignaient et dont la location, d'ailleurs, exigeait moins d'argent liquide, le pot-de-vin et les frais étant moins élevés; mais leur concurrence n'en attribuait pas moins à ces parcelles une valeur locative relativement élevée et, comme ces paysans achetaient beaucoup moins, ils n'en soutenaient pas la valeur vénale; ainsi le taux du revenu s'élevait. La différence ne pouvait pas croître indéfiniment, mais elle ne pouvait pas non plus s'effacer. Même l'attrait d'un revenu supérieur ne pouvait pas déterminer les bourgeois à s'embarasser de terres pauvres, peu étendues, dispersées, éloignées des villes et d'une gestion malaisée.

Si l'on s'en rapporte aux actes notariés de la châellenie de Lille, le prix des terres aurait été en voie d'augmentation rapide. En 1779, l'hectare se vendait 2.590 l.; en 1788, il atteignait 2.931; la hausse était donc de 13,1% tandis que,

pour la valeur locative, elle n'atteignait pas 5%; le revenu foncier avait baissé de 2,7 à 2,4%. Young, l'évaluant à  $2\frac{3}{4}$ , s'étonnait de sa médiocrité. Il l'attribuait « à la passion du peuple pour acquérir... Cette passion conduit à donner pour la terre plus qu'elle ne vaut, haussant ainsi le prix de celles du reste du pays ». Mais il observait aussi, avec raison, que les industriels achetaient des terres et on peut en dire autant de toute la bourgeoisie. L'étude des prix montre qu'à la fin de l'Ancien Régime, l'argent était abondant et recherchait les placements fonciers sans se laisser rebuter par la baisse du revenu. C'était évidemment un signe de prospérité et, bien qu'il vaille surtout pour la bourgeoisie urbaine, il porte témoignage aussi à l'égard de celle des champs.

### III. - LE REVENU DU PAYSAN

La détermination approximative du produit net qui revenait au cultivateur est, on le sait, la question la plus difficile à résoudre, tant les facteurs en sont variables. Pour la région de Lille, un contemporain s'y est essayé et ses évaluations, qui ont été contrôlées par Dieudonné et que nous pouvons nous-mêmes vérifier dans une certaine mesure grâce aux mercuriales, paraissent dignes de confiance. La ferme de 16 bonniers, à peu près 23 hectares, qu'il a prise pour exemple, aurait laissé au fermier 1.306 livres par an, toutes ses dépenses personnelles ordinaires étant supposées comprises dans les frais d'exploitation. Mais Montlinot, dans son travail, a passé la dîme pour mémoire, alléguant que, dans la plupart des cas, elle n'était pas perçue sur le colza. En admettant que les cultures fourragères et industrielles fussent exemptes, il est évident que les grains ne pouvaient l'être : de ce chef, le fermier aurait livré, à 9%, une valeur de 396 l.,

soit 20,6% du fermage estimé 1.920 l.; pour le cas où la dîme aurait atteint toutes ses productions, elle lui aurait retiré 873 livres, soit 45,4% du fermage. Son bénéfice aurait donc été réduit à 910 l. dans le premier cas, à 433 dans le second. Par rapport au total des dépenses, 9.240 l., le revenu ressortait donc à 9,45% ou à 4,70%; par rapport au produit brut à 8,6% ou à 4,1. Encore a-t-on également passé sous silence les rentes seigneuriales qui n'étaient pourtant pas négligeables. En tout cas, c'est un fait certain qu'à la veille de la Révolution, la bourgeoisie rurale gagnait de l'argent, d'autant plus qu'une partie des fermiers possédaient quelques terres pour lesquelles, ne payant pas de fermage, le taux de leur profit était plus élevé. Nous n'avons malheureusement pas d'évaluation semblable pour le Cambrésis; on sait que le fermage y était relativement plus lourd, au moins pour ceux qui ne bénéficiaient pas d'une situation exceptionnelle, grâce au mauvais gré; en outre, beaucoup de terres devaient terrage; cependant le fermier qui disposait d'une exploitation proportionnée, compte tenu de la jachère, devait aussi réaliser quelques profits.

Mais au point de vue social, il est beaucoup plus important de déterminer combien de terre il fallait qu'un ménager pût louer s'il voulait vivre de manière indépendante, sans être obligé de s'employer entre temps comme manouvrier. Dans la région de Bergues qui, d'après le taux des fermages, était en somme la moins productive de la Flandre, on a pris pour type une exploitation de quatre mesures, soit 1 hect., 76 a. 40 c. Dîme et semence déduites, une mesure en blé aurait donné 4 rasières et une mesure d'avoine un peu moins de 8. Une mesure de pâture aurait suffi à une vache pendant la belle saison; une autre mesure de terre aurait donné de l'hivernage qui, avec la paille, l'aurait nourrie pendant l'hiver et, en outre, des pommes de terre et des légumes. En vendant l'avoine, un veau, quelques fromages et du



beurre, le ménage aurait couvert à peu près ses frais : impôt, fermage et labour, la vache fournissant le fumier et lui-même faisant, avec les siens, les autres travaux de culture, la moisson et le battage. Pour sa nourriture, il lui serait resté légumes, pommes de terre, un peu de beurre, le lait battu, un porc, quelques volailles. Les quatre rasières de blé auraient fourni au moins la moitié du pain nécessaire. Pour le complément et les autres dépenses, il lui fallait se louer; en outre, sa femme et ses enfants filaient ou travaillaient aussi à la journée. Au total, il pourrait vivre. « Un citoyen, exploitant quatre à cinq mesures, même un moindre nombre, disait le District de Bergues, en 1790, entretient sept à huit enfants, sans devoir recourir aux charités ». Qu'on suppose ce ménage à la tête de 12 mesures, 5 hect., 29 a. 20 c., soit trois mesures de blé, une de trèfle, deux d'hivernage et de cultures fourragères ou de légumes divers, deux d'avoine, une de soucrion et trois de pâture : il pouvait nourrir un cheval et trois vaches et, son pain cuit, vendre l'orge, cinq rasières et demie de blé, plus neuf d'avoine et le produit de l'étable. En outre il pouvait faire des labours ou des transports pour les petits ménagers. Nourriture assurée, il devait lui rester un peu d'argent liquide; il était donc indépendant. Son voisin de la région d'Hazebrouck et de la Flandre wallonne devait l'être à plus forte raison sur pareille étendue; en mettant une mesure en colza, en lin ou en tabac, il pouvait même vivre moins chichement.

Si l'on attribue au cultivateur du Cambrésis, la même occupation, par exemple 15 mencaudées, ou 5 hect., 31 a. 90 c., sa situation paraît beaucoup moins satisfaisante. Cinq mencaudées de blé lui donnaient, dîme et semence déduites, 41 mencauds et quatre mesures d'avoine 59 mencauds. Une mencaudée d'hivernage jointe à la vaine pâture nourrissait une vache. Cinq autres restaient en jachère. Consommant environ 18 mencauds de blé, il en vendait 31, plus l'avoine

et le beurre. Mais ne pouvant nourrir un cheval, il couvrait tout au plus ses frais, s'il devait terrage en sus de la dîme et, en tout cas, ne pouvait vivre qu'en travaillant au dehors ou en associant la mulquinerie à la culture. Il se trouvait donc à peu près dans la situation du petit ménage qui, vers Bergues, disposait de quatre mesures. Pour être indépendant, il semble qu'il aurait fallu huit hectares au moins. Dans la région d'Avesnes, un ménage qui louait 18 rasières, soit 4 hect., 95 a. 90 c., en était à peu près au même point. Il mettait quatre rasières en épeautre pour sa consommation et vendait la récolte de quatre rasières en avoine. Quatre rasières de jachère, six de pâture et la paisson commune entretenaient deux ou trois vaches. Ayant couvert ses frais, il était nourri, mais, pour avoir un peu d'argent, il lui fallait travailler au dehors. Toutefois, sa situation se trouvait bien meilleure s'il ne louait que des pâtures, surtout si elles étaient closes: peut être alors se tirait-il d'affaire.

On a donc admis qu'en louant cinq hectares, un paysan flamand pouvait, en temps normal, vivre sur sa terre. quoique pauvrement, mais qu'au paysan du Hainaut et du Cambrésis, il en fallait une dizaine. Propriétaire, la moitié ou les deux tiers lui aurait suffi. Deux faits essentiels, déjà exposés, se trouvent ainsi confirmés. De la faculté de nourrir un peu de bétail dépendaient le bien-être relatif du paysan et, jusqu'à un certain point, son indépendance. Le ménage qui ne louait pas assez de terre pour tenir au moins une vache, ne tirait guère d'autre profit de sa culture que le salaire de son travail, et, si l'on veut, la certitude d'éviter le chômage, car il lui fallait payer le fumier, outre les frais du labour; là où on cultivait le tabac, il pouvait en être autrement, mais quelques avances étaient alors nécessaires. On mesure, dès lors, l'importance de la vaine pâture et des biens communaux qui, précisément, fournissaient au ménage l'appoint indispensable. D'autre part, la grande majo-

rité des paysans devaient s'employer comme manouvriers au service de la bourgeoisie campagnarde ou travailler comme ouvriers d'industrie pour le compte des bourgeois urbains : sans ces ressources, dont nous allons maintenant parler, les Pays-Bas n'auraient jamais pu nourrir leur population rurale.

## CHAPITRE VIII

### LE PROLÉTARIAT DES CAMPAGNES — LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE ET LES INDUSTRIES RURALES — L'ASSISTANCE PUBLIQUE ET LA MENDICITÉ

#### I. - LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

Ainsi qu'on l'a montré, les trois quarts au moins des chefs de famille n'exploitaient pas de terre ou si peu qu'ils n'en tiraient pas de quoi vivre toute l'année: c'étaient eux et leurs enfants qui fournissaient aux fermiers et aux cultivateurs les ouvriers dont ils avaient besoin, domestiques loués à l'année, faucheurs et moissonneurs, journaliers enfin.

En principe, une exploitation d'une vingtaine d'hectares employait un valet de charrue ou carton, un second valet et une servante. Le premier conduisait les chevaux et dirigeait les travaux des champs concurremment avec le maître; le second était chargé de tâches purement manuelles: sarclage, ruotage, nettoyage des étables et des écuries, entretien des fossés et chemins, battage; moins payé, il peinaît plus durement. La servante donnait au bétail, trayait les vaches trois fois par jour, pétrissait et cuisait le pain, faisait le beurre et le fromage à côté de la fermière, vaquait au ménage et filait le lin ou la laine; à l'occasion, elle sarclait aussi. Suivant l'importance de la ferme, des enfants entraient

également dans la composition du personnel, soit pour remplacer une adulte, soit pour lui venir en aide. Les garçons étaient employés à la garde des troupeaux, les filles au ménage et à la filature, les uns et les autres au sarclage. Autant qu'ils le pouvaient, le cultivateur et sa femme se chargeaient de toutes ces besognes et, sans hésiter à leur imposer des tâches excessives pour leur âge, mettaient leurs propres enfants à l'ouvrage, à douze ans au plus tard. Souvent les petites filles de six ans passaient déjà leur vie à filer, en gardant les nouveau-nés. La plupart du temps, on faisait au moins l'économie du second valet : le carton, pendant l'hiver, battait en grange, travaillait aux chemins et aux fossés ou tissait avec le maître. Seules, les grandes exploitations engageaient un berger qui était, de tous les salariés agricoles, le plus indépendant et le mieux payé. Tous les domestiques étaient naturellement nourris et logés. Ils se louaient à l'année. Le carton gagnait de 100 à 120 livres, le second valet un tiers de moins, le berger un tiers de plus ; mais, quand ce dernier avait sa monture, 18 à 24 bêtes entretenues aux frais du fermier, on en tenait quelque compte. La servante recevait 70 à 90 livres, les enfants 30 à 40. Ces gages étaient fréquemment payés partie en blé à la Saint-Jean, partie en argent à la Toussaint.

Le cultivateur, réduisant le personnel fixe au minimum, était obligé d'employer de temps à autre des journaliers de renfort, principalement pour le sarclage, le curage des fossés, le palotage et le ruotage. A cet égard, les cultures riches comme le lin, et surtout le lin de fin qu'on était obligé de ramer, le houblon et le tabac, le colza qu'on repiquait, étaient très favorables au journalier. Les femmes faisaient aussi la lessive. Le cureur et le paloteur travaillaient souvent à la tâche, mais la plupart des manouvriers étaient nourris : en ce cas, le salaire pouvait être estimé à 10 s. l'hiver, à 15 s. l'été ; la moyenne de 12 s. 6 d. semble acceptable. En

l'an IX, Dieudonné estimait qu'en 1789, elle ne dépassait pas 10 s. et il est certain que des journaliers devaient se contenter de moins. A Hondeghe, en 1790, on assurait qu'ils gagnaient de 7 s. 6 d. à 10 s. A Liessies, en 1789, on leur donnait 9 à 10 s. Mais, en été, pendant la moisson, ils pouvaient aussi dépasser quelquefois 15 s.

Au moment des foins et surtout de l'août, toute la main-d'œuvre disponible était en effet appelée. Faucheurs et moissonneurs travaillaient à la tâche. Le faucheur était payé en argent, le moissonneur très souvent exigeait du blé: en Flandre, on convenait d'une quantité déterminée; en Hainaut et en Cambrésis, l'usage lui attribuait une rémunération proportionnelle à la récolte qui semble avoir été égale ordinairement à la dîme (8%) ou un peu inférieure (de la treizième à la seizième gerbe). Ce mode était singulièrement défavorable au cultivateur qui perdait une partie de ses pailles et ne pouvait pas profiter de l'abondance de la main-d'œuvre pour diminuer le salaire. Par comparaison à celui du journalier ordinaire, on peut estimer que le moissonneur gagnait 20 à 22 s., la nourriture en sus, la femme employée à lier les gerbes 15 s., l'enfant 6 s.

Le battage se faisait, à l'occasion, au moyen de journaliers; ce travail si pénible était un peu moins rétribué que les travaux des champs, tout au moins en Flandre, parce qu'il se faisait en hiver. Dans le Sud, le batteur se faisait payer en nature comme le moissonneur; il prenait le vingtième, le dix-huitième, le seizième du blé battu, soit 5 à 6%: sans être désavantageux à l'ouvrier, ce mode tournait aussi à l'avantage du cultivateur, car le batteur ne mettait guère moins de temps à battre une maigre récolte que des épis très drus et il était intéressé à ne pas laisser de grains dans la paille.

Il est naturellement impossible de déterminer combien de temps le journalier pouvait être occupé à ces travaux agri-



coles, mais il est évident que le chômage était très fréquent en hiver et que sa condition était extrêmement précaire. Le ménage qui ne pouvait vivre qu'en s'employant au dehors, mais qui était en compte avec le cultivateur pour le labour de son champ, était pour lui un concurrent redoutable. Dans les mauvaises années, le cultivateur, rognant sur la main-d'œuvre, se passait de lui. Le domestique était durement traité et n'était pas mieux payé, mais n'ayant pas de famille à nourrir, son pain était assuré. Le ménage, plus rapproché du cultivateur par sa condition, souvent ancien domestique de ferme, trouvait plus facilement à placer quelqu'un de ses enfants. Le journalier n'avait d'autre recours que la mendicité.

## II. - LES ARTISANS ET LES MARCHANDS

Dans presque tous les villages, une partie au moins des corps de métier qui intéressaient l'agriculture avaient des représentants ainsi que ceux du bâtiment, du vêtement et de la chaussure. C'étaient le maréchal qui servait de vétérinaire, le charron, plus rarement le bourrelier; le maçon, le charpentier, le menuisier, le couvreur en paille ou en tuile et ardoise; le tisserand, le tailleur et la couturière; le cordonnier et le sabotier. Le village ne pouvait guère non plus se passer de quelques débitants: le marchand mercier, le marchand de sel et de tabac, le cabaretier surtout; mais la clientèle de ces marchands était fort restreinte; le cultivateur s'approvisionnait volontiers à la ville les jours de marché et il leur fallait aussi compter avec le colporteur dont ils se plaignaient amèrement. Le colporteur avec sa voiture, traînée souvent par des chiens en Flandre, était un personnage important dans les campagnes où il faisait circuler les nouvelles et apportait quelque distraction. Certains produits

de l'industrie des Pays-Bas circulaient par leur entremise : les gens de Raimbeaucourt vendaient eux-mêmes leurs allumettes qu'ils portaient dans leur hotte ; la poterie rouge commune était colportée en voiture ou à dos de cheval. Aussi, dans le village, la division du travail n'était point achevée. Beaucoup d'artisans étaient en même temps cabaretiers et marchands. Tous pouvaient en même temps être comptés comme ménagers et plus d'un, à l'occasion, travaillait aux champs comme journalier, du moins au moment de la moisson. De même, ceux qui remplissaient des fonctions publiques, le garde, le greffier, le clerc avaient toujours quelque autre corde à leur arc. C'était en Flandre et seulement dans quelques gros villages du Sud que la division était le plus avancée.

Beaucoup de ces *occupés d'industrie*, notamment les ouvriers du bâtiment et la couturière n'étaient que des journaliers. Ils gagnaient ordinairement 20 à 25 s. sans être nourris. S'ils l'étaient, on comptait généralement un tiers en moins. Quand leur industrie était saisonnière, leur situation n'était pas beaucoup supérieure à celle du manouvrier agricole. Le tisserand, le tailleur, le cordonnier et le sabotier travaillaient à façon. Seuls, le maréchal et le charron étaient à peu près assurés d'avoir du travail toute l'année.

Plus favorable était la condition de certains marchands ou *occupés* qui avaient pour clients les paysans de plusieurs paroisses, les meuniers, les boulangers, les brasseurs, les tonneliers, et surtout ceux qu'on ne rencontrait guère que dans les bourgs ou les plus gros villages, les bouchers en même temps marchands de bestiaux, les marchands de grains, les poulailliers ou coquetiers, les aubergistes. La Flandre, à cet égard, était beaucoup plus avantagée.

Il est malaisé de dénombrer approximativement les habitants du village qui pouvaient ainsi compléter les ressources que leur procuraient les travaux agricoles ou même aban-

donner complètement ces derniers. On a peu de recensements et certains ne mentionnent, comme les rôles d'impôts, que les chefs de famille; la valeur de ces documents est d'ailleurs très incertaine puisque beaucoup d'habitants pouvaient être classés indifféremment comme ménagers, journaliers ou artisans. A Ennevelin, dans la Pévèle, il y avait en 1789, 290 feux et 1.260 habitants. On y trouvait la plupart des professions habituellement représentées dans les villages, mais aucun brasseur, aubergiste ou marchand de grains. Les occupés d'industrie étaient au nombre de 17; ils employaient 28 compagnons et 7 apprentis, soit deux en moyenne. On comptait en outre un marchand de tabac et douze cabaretiers. En admettant que les compagnons fussent mariés et pères de famille, les marchands et artisans ne pouvaient pas représenter plus de 15 à 20% de la population, le tiers ou le quart de ceux qui ne vivaient pas exclusivement de la culture: or, la Pévèle septentrionale faisait partie de la région lilloise où un ménage disposant de cinq hectares pouvait être considéré comme indépendant; la situation dans la région méridionale était certainement beaucoup plus fâcheuse. Heureusement les campagnes possédaient d'autres ressources et les négociants des villes n'étaient pas fâchés d'y trouver de la main-d'œuvre disponible.

### III. - LES INDUSTRIES RURALES

Chacune des régions du futur département du Nord avait d'abord son industrie extractive traditionnelle. Dans les pays de marais et les watteringues, on exploitait la tourbière; au Sud de Lille et dans la plaine du Cambrésis, la pierre blanche, dont les carrières occupaient 500 ouvriers; au Sud-Est de Douai et dans la région du Quesnoy, le grès indispensable au pavage et à l'empierrement des routes: Quen-

nesson, à Bugnicourt, s'enrichit dans cette entreprise et devint, pendant la Révolution, adjudicataire des travaux des routes et grand acquéreur de biens nationaux. On trouvait un peu partout le sable et surtout l'argile à poterie, matière première d'industries caractéristiques du pays et d'un débit assuré : les briqueteries, les fabriques de tuiles et de *pannes*, la poterie proprement dite ou poterie rouge dont les principaux centres étaient Englefontaine et les villages voisins, ainsi que Sars-Poteries et Ferrière-la-Petite, au Sud de la Sambre, où l'on y joignait la poterie de grès. Les carrières alimentaient aussi beaucoup de fours à chaux. Toutefois, les abords de l'Ardenne et la banlieue de Valenciennes occupaient la place d'honneur dans l'industrie extractive. Au Nord de Bavai, on tirait du sol la pierre bleue, utilisée comme pierre de taille, moellon ou cailloutis. A Barbençon, Boussu, Bachant, Jeumont, Ferrière-la-Petite, 400 ouvriers extraiaient et travaillaient le marbre qui trouvait acheteurs dans l'intérieur du royaume. A Glageon, se trouvait l'unique mine de fer exploitée dans le Nord. Le premier rang revenait naturellement aux mines de charbon de Vieux-Condé et d'Anzin qui employaient 4.000 ouvriers et produisaient 250.000 à 300.000 tonnes, laissant loin derrière elles les mines d'Aniche qui, plus récentes, n'occupaient que 300 ouvriers et ne fournissaient que 4.000 tonnes. Ces mineurs étaient des paysans des alentours qui n'étaient pas encore complètement déracinés. Aux alentours de Vieux-Condé, ils avaient défriché les terres incultes. A Trith, en 1790, la municipalité attestait qu'elle n'avait ni mendiants ni vagabonds, les journaliers trouvant du travail dans les charbonnages.

L'exploitation des forêts et les industries du bois entretenaient une activité plus localisée, mais non moins considérable. Aux abords de toutes les forêts, on trouvait des marchands de bois qui prenaient les coupes en adjudication et y employaient des journaliers dont un certain nombre

étaient spécialisés dans le métier de bûcherons. C'étaient naturellement la région de Mormal et d'Avesnes qui en possédait le plus. On y fabriquait aussi le charbon de bois. Seule, elle vendait des sabots au dehors, employant à cette fabrication une centaine de familles. La boissellerie, le travail du *bois joli* en occupaient plusieurs centaines d'autres, dans 26 communes. Au Nord de la Sambre, en dehors du charronnage, réputé dans la châtellenie de Lille, la principale industrie du bois était la construction des bélandres à Fresnes et à Anzin, sur la basse Deûle et dans les faubourgs des villes placées sur les voies navigables.

Au Moyen Age, l'étendue des forêts avait favorisé le développement de l'industrie métallurgique. Elle gardait quelque importance le long de la frontière belge au Nord et au Sud de la Sambre. Le nombre des forges diminuait. Vers 1774, celles d'Eppesauvage avaient disparu. Il en restait 18 dont 5 à Anor et 2 à Trélon. A Liessies, l'abbaye en exploitait une. Elles alimentaient plus de cent petites usines, fonderies, platineries, martinet de Marpent, cuirasserie de Couloire, quincailleries et clouteries. La manufacture d'armes de Maubeuge occupait, en 1789, 418 ouvriers dont un grand nombre habitaient les villages environnants comme Cerfontaine et les deux Ferrières; en tout la métallurgie employait 8 à 900 ouvriers dont plus de la moitié ruraux. C'était aussi la présence du bois qui avait assuré le progrès de l'industrie céramique. Outre les fabriques de poteries, la région possédait à Fourmies et à Anor, des verreries qui fabriquaient des bouteilles pour les négociants de Reims. Les mêmes industries se développaient aux environs de Valenciennes, grâce à la houille. Il y avait deux verreries à Fresnes et la clouterie avait pris un développement extraordinaire à Marly: il s'y trouvait 54 forges et 200 à 250 maîtres dont le plus important commandait à 5 ou 6 compagnons. Dans le pays d'Avesnes, le transport de tant de matières lourdes, alors que les bonnes

routes et les voies navigables manquaient, multipliait en outre les voituriers et rapportait beaucoup d'argent aux cultivateurs eux-mêmes.

Dans la région lilloise et, à un degré moindre, dans celles de Douai et d'Hazebrouck, certaines industries à base agricole avaient pris une extension singulière. C'était dans la châtellenie de Lille que se trouvaient principalement les tanneries : un grand nombre étaient dispersées dans les villages. 17 paroisses aux environs de Lille, une dizaine autour d'Hazebrouck préparaient le tabac qui s'exportait abondamment en fraude. Raimbeaucourt avait la spécialité des allumettes soufrées fabriquées avec la paille de chanvre. Les tordoirs à huile surtout attiraient l'attention : on en comptait 235 dans la région lilloise. La plupart des villages avaient leur *olieur*. De ce chef, le Nord de la France jusqu'à Paris était plus ou moins tributaire de la Flandre. Comme le pays d'Avesnes, la Flandre employait un grand nombre de voituriers et, en outre, beaucoup de hâleurs de bateaux.

Mais de toutes les industries rurales, c'était la textile qui avait le plus d'importance : les trois quarts des salaires au moins en provenaient. Toutes les autres d'ailleurs étaient plus ou moins étroitement cantonnées : la textile, au contraire, était pratiquée dans le moindre village. Beaucoup d'entre elles aussi n'employaient que les hommes : la filature occupait surtout les femmes et les enfants. Le carrier et le bûcheron, comme le journalier agricole, ne travaillaient qu'à la belle saison : le tissage, dans les campagnes, était surtout une industrie d'hiver et la filature ne s'arrêtait jamais ; dès qu'elle était de loisir, la paysanne, depuis la femme du pauvre journalier jusqu'à la fermière, faisait tourner son rouet.

Il n'y avait pas très longtemps que les campagnes jouissaient librement de cette précieuse ressource. On ne leur avait jamais, et pour cause, contesté le droit de filer. Mais



les villes avaient longtemps disputé au plat pays le droit de fabriquer certaines étoffes. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, Lille avait soutenu une lutte acharnée contre Roubaix et Tourcoing sans épargner les villages environnants. Un arrêt du Conseil du 30 avril 1776, confirmé le 9 novembre 1777, avait enfin donné gain de cause aux bourgs non fortifiés et en même temps aux campagnes dont les progrès étaient alors devenus très rapides. De même, à Cambrai, le corps des maîtres mulquiniers, composé de 70 à 80 membres, en 1789, n'avait que dix métiers en activité, tandis que certaines paroisses en avaient 4 à 500; Valenciennes qui avait produit 48.228 pièces de toiles fines en 1766 n'en fabriquait plus que 5.448 en 1789. Les négociants des villes y trouvaient leur avantage au détriment de l'artisanat urbain. Ce n'était pas que l'industrie rurale échappât complètement aux règlements de corporation. Si Necker les avait rendus facultatifs en 1779, les villes et les intendants les avaient fait maintenir. La surveillance pourtant était difficile dans les campagnes; les règlements des villes ouvertes, comme Roubaix, étaient moins étroits que ceux des vieilles cités. Mais, pour les négociants, l'avantage principal était de trouver une main-d'œuvre à bon marché et de pouvoir, en toute liberté, poursuivre la concentration capitaliste en réunissant entre leurs mains la production et la vente.

L'industrie fondamentale était celle du lin divisée en deux branches: le lin de gros et le lin de fin; la laine, au second rang, était distancée de loin; l'industrie du coton en était à ses débuts. La Flandre travaillait le lin de gros, la laine et le coton; la plaine méridionale avait le monopole du lin de fin; la région herbagère s'en tenait à la laine; les deux premières seules exportaient et leur renommée dépassait les limites du royaume.

La facilité de rouir le lin de gros dans les eaux stagnantes de la plaine maritime, de la plaine de la Lys et de la Flandre

wallonne avait beaucoup contribué à en développer l'industrie, si bien qu'on ne travaillait pas seulement les lins du pays, mais qu'on en importait beaucoup des régions voisines, notamment de l'Artois. Il était livré en *bonjots* de dix kilogs pour être *épangué* ou *échangué*, c'est-à-dire broyé et teillé. L'ouvrier pouvait expédier cinq bonjots par jour et gagner ainsi 25 sols. Pendant les mois qui suivaient la récolte, 2.000 à 2.500 hommes étaient employés à ce travail. Quesnoy-sur-Deûle et Douai étaient les principaux marchés du lin échangé. Il s'exportait beaucoup, par bottes d'un kilog et demi, en Normandie et dans l'Ouest. Une partie, moins du quart, était ensuite *cheringué*, c'est-à-dire peigné et débarrassé d'un tiers d'étoupe.

La filature du lin de gros employait, en 1789, près de 46.000 rouets dont les trois quarts tournaient en Flandre. La grande majorité était concentrée entre Lille, La Bassée, Quesnoy et Cassel. Les fileuses livraient deux millions de kilogs de fil par an. Une partie en était transformée en fil retors soit au rouet par les femmes, soit au moulin: la retorderie ou filterie était installée à Frelinghien et dans quelques villages des environs d'Hazebrouck, mais elle était principalement le fait des villes et bourgs et non pas une grande industrie rurale. Au contraire, le tissage de la toile était en grande partie abandonné aux paysans: tandis que la femme filait, l'homme tissait, principalement l'hiver. Plus des trois quarts des métiers étaient réunis dans la même région. Entre Cassel et la Lys, chaque cultivateur avait le sien; certains en possédaient deux ou trois et employaient les ménagers et les journaliers. Pour le linge de table, c'étaient les bourgs de la Lys qui avaient la prépondérance, Estaires, Merville et Armentières. Le cultivateur vendait sa toile écrue dans les foires locales ou la cédait aux blanchisseries qui s'échelonnaient, au nombre d'une cinquantaine, le long de la rivière, de Thiennes à Deûlémont; on en trouvait

aussi au Nord, jusque vers Bergues, et au Sud, dans le pays de Weppes et aux environs de Lille. La toile était blanchie à la lessive de *cassottes* ou potasse de Pologne, rincée et étalée dans les pâtures: c'était un travail de femme. Quant aux toiles de couleur, c'était en dehors de Lille, le monopole de Comines et d'Halluin. Dans la plaine maritime, on avait aussi créé une manufacture de toile à voile à Coppenaxford, en 1782. Pour ce qui est de la dentelle, elle occupait en Flandre des milliers de femmes, mais la plupart habitaient Lille; on en trouvait pourtant quelques centaines dans les villages voisins et dans les bourgs de la Flandre maritime.

Dans la région lilloise, le lin et la toile exerçaient un empire moins absolu que dans la plaine de la Lys: l'industrie lainière, comme on sait, y était plus ancienne encore; mais les campagnes y avaient moins de part que les villes. La filature de la laine courte, préalablement cardée, se faisait au grand rouet dans les ateliers du fabricant de drap, de molleton et de couvertures; de même la sayetterie, c'est-à-dire le tissage de la laine peignée, et la bonneterie à l'aiguille ou au métier étaient principalement urbaines: sauf dans la Pévèle et le pays de St-Amand, on ne trouvait pas, dans les campagnes, beaucoup de tricoteuses et de *baslotils*. C'était la filature de la laine peignée, au petit rouet, qui appartenait surtout aux villages: elle occupait 27.000 personnes autour de Lille et au Nord-Est, dans tout le Ferrain, entre la route de Wervicq et celle de Lannoy. Tourcoing faisait également filer dans la Pévèle et dans le pays de St-Amand. Il en allait de même pour le coton: le tissage était réservé aux villes, mais la filature se pratiquait surtout dans 50 ou 60 villages plus dispersés d'ailleurs que les paroisses lainières. Haubourdin, La Bassée, Seclin, Templeuve, Lannoy constituaient des centres pour la filature du coton aussi bien que Lille, Roubaix et Tourcoing. A la veille de la Révolution, cette industrie était en pleine crise technique: on filait en-

core au grand rouet, mais on avait introduit les métiers anglais; ils étaient encore de petite taille, mûs à la main, et les ouvriers se montraient encore peu habiles à les utiliser; on ne parvenait à fournir au tissage que les deux tiers de la demande. Une transformation imminente allait faire apparaître la manufacture.

Le Hainaut et le Cambrésis avaient une industrie textile moins variée mais plus originale, parce que leur industrie du lin de fin était unique en Europe. C'étaient la plaine de la Scarpe et le pays de St-Amand qui le produisaient; le rouissage et le teillage se faisaient sur place. Fenain, Somain, Erre, Wallers, Hasnon jouissaient à cet égard d'une réputation immémoriale. Ce travail pouvait occuper 14 à 1.500 ouvriers pendant neuf mois. Chacun produisait par jour une botte d'un kilog et demi. Le centre de la filature était le Cambrésis, mais on y travaillait au Nord jusqu'à l'Escaut et à l'Est, dans les cantons de Landrecies, de Berlaimont et même de Bavai jusqu'à La Longueville. Le travail du lin avait même pris pied à Fourmies, aux abords de l'Ardenne. La fileuse de fin commençait par peigner le lin et en retirait un tiers d'étaupe qu'on utilisait comme lin de gros. Elle travaillait au rouet à main et au mouillé en employant sa salive, disposant le fil en petits paquets ou quenouilles qu'elle bobinaient sur des *buhots*. Le fil fin, dit de *mulquinerie*, se retordait en fil d'once à Fourmies, à Wargnies-le-Grand et aussi dans les villes pour l'usage des dentellières, mais la plus grande partie servait à tisser les fameuses *toilettes*, c'est-à-dire les batistes et les linons. Dès que la fileuse disposait de cinq à six buhots, elle les portait au mulquinier qui possédait un ourdissoir, pour préparer la chaîne, et un métier. Le fil était passé à la colle de pâte ou au suif; pour l'empêcher de sécher trop vite, le métier était installé au rez-de-chaussée qu'on tenait peu aéré et peu éclairé et, de préférence, dans la cave, recevant le jour à droite, de la cour

ou de la rue, par un vitrage incliné. Chaque mulquinier était aidé d'un apprenti ou d'une femme. A cinquante ans, il avait la vue *mangée*.

Cette fabrique n'était pas limitée au futur département du Nord : elle s'était répandue dans une grande partie de la plaine picarde et dans la Thiérache. Néanmoins, elle intéressait plus de cent communes dans le Cambrésis et le Hainaut ; une dizaine avaient chacune plus de trois cents métiers ; autant dire que toute la population filait ou tissait, même les cultivateurs. Plus de 150.000 personnes de tout âge vivaient de cette industrie. Quant à la blanchisserie, elle échappait complètement au paysan. Valenciennes en était le centre principal comme elle était aussi à la tête du commerce des toilettes.

Bien que le Cambrésis fût essentiellement attaché, comme on l'a dit, à l'élevage du mouton, l'industrie lainière n'y était guère représentée que par la bonneterie, principalement à Iwuy et au Câteau. Au contraire, la région herbagère filait, principalement pour ses besoins, la laine cardée et en fabriquait des couvertures et diverses étoffes communes, les cazées et les serges. Outre Maubeuge, Avesnes et Solre-le-Château, une dizaine de villages s'y employaient ; un grand nombre tricotaient aussi des bas au métier.

En résumé, dans la région herbagère où la culture employait peu de bras, et dans la Flandre wallonne ainsi que dans la région d'Hazebrouck, qui étaient très peuplées, une industrie variée, le bois, les carrières et mines, la métallurgie, la céramique, le lin et la laine dans la première, l'huilerie, la tannerie, le tabac, les textiles dans les deux autres, employaient un grand nombre de paysans ; dans la plaine méridionale, l'existence de beaucoup de villageois dépendait de la fabrication des toilettes ; seul, le futur district de Bergues tirait fort peu de ressources de l'industrie ; la ville de Dunkerque était fort active, mais c'était un port franc, séparé

du plat pays par une barrière douanière. Toutefois, l'inconvénient paraît avoir été mince : la plaine maritime ne disposait pas d'une main-d'œuvre surabondante.

Tous ces artisans n'étaient naturellement pas de même condition. Les potiers, les boisseliers et les sabotiers, les allumettiers de Raimbeaucourt travaillaient ordinairement à leur compte et se trouvaient à peu près dans la même situation que les artisans qui s'adressaient à la clientèle locale : le colportage, dont ils se chargeaient parfois eux-mêmes, leur assurait un débouché suffisant. Mais, à l'opposé, le carrier et le bûcheron étaient strictement subordonnés aux entrepreneurs ; la tricoteuse et la dentellière travaillaient pour les négociants des villes ; les ouvriers des forges, les verriers et plus encore les mineurs dépendaient de véritables capitalistes : travaillant ou non à domicile, tous étaient purement et simplement des salariés sans indépendance aucune. Entre ces termes extrêmes, un nombre considérable d'industries, huileries, tanneries, métallurgie, tissage et blanchisserie conservaient le type traditionnel de l'artisanat. Exigeant soit un certain outillage, soit des avances importantes, elles établissaient une distinction assez nette non seulement entre le maître et le compagnon, mais entre le maître qui travaillait à son compte et celui qui travaillait à façon. Dans le Cambrésis, des mulquiniers apparaissent comme fort aisés et capables d'acheter de la terre ; ils avaient plusieurs métiers, occupaient des compagnons et faisaient la loi aux fileuses. D'autres au contraire recevaient le fil d'un négociant et n'étaient que des salariés ; tel était aussi le cas de beaucoup de tisserands des Flandres. Mais les uns et les autres, et c'est le trait le plus remarquable de l'industrie rurale, dépendaient en fin de compte du grand négoce parce qu'ils travaillaient pour l'exportation et n'avaient point de contact avec le marché. Néanmoins cette dépendance n'était pas encore directe dans le cas le plus ordinaire : entre le maître



et le négociant s'interposait souvent un courtier qui courait la campagne; le premier n'en tirait aucun profit: c'était le négociant qui fixait le prix; en tant que besoin, le courtier imposait la réduction à l'ouvrier qui, en outre, faisait évidemment les frais du courtage.

D'une manière générale, les compagnons étaient mieux payés que le journalier agricole. Les boisseliers, les cloutiers atteignaient 25 s., les tanneurs, les tailleurs de pierre blanche 30 s., les bûcherons 32 s., les tuiliers, les potiers, les briseurs de grès 40 s.; mais les aides et les manœuvres ne dépassaient pas 20 s. et il y avait des différences sensibles d'une région à l'autre, les ouvriers ne se déracinant pas facilement. Dans le pays d'Avesnes, le tailleur de pierre bleue gagnait 15 s. et le cloutier arrivait jusqu'à 18. Or, les ouvriers d'industrie n'étaient pas nourris: beaucoup ne gagnaient donc pas plus qu'un journalier de culture. L'industrie textile se distinguait de toutes les autres par l'extrême médiocrité des salaires qui contrastait vivement avec la grande habileté technique qu'on réclamait par exemple d'un mulquinier; ce dernier mettait trois semaines à fabriquer une pièce: elle lui rapportait 15 à 20 livres, soit au maximum 20 s. par jour. Dans la région d'Avesnes, un bon tisserand de cazée pouvait gagner 8 l. par semaine et le fabricant de bas 20 à 25 s. par jour. Dans la région lilloise, le filtier gagnait 20 s. Naturellement, les fileuses étaient beaucoup moins favorisées encore: le fil de mulquinerie rapportait en moyenne 9 s., avec un maximum de 12 à 14, le fil de gros 8 s.

En 1790, lors de l'enquête sur la mendicité, l'insuffisance de ces salaires fut unanimement reconnue par les municipalités. Celle d'Hondeghem écrivait: « Les journées de 6 et 8 patards par jour (7 s. 6 d. et 10 s.) ne peuvent suffire à l'entretien d'un père et d'une mère chargés de 3 à 6 enfants, attendu que le gain d'une femme est de très peu de conséquence ». « Il est certain, affirmait celle de Robermez, qu'un

homme qui ne gagne que 20 s. par jour ne peut pas nourrir une famille nombreuse...; celui qui n'a pas 15 s. par jour est pauvre ». D'après notre enquête, on reconnaîtra que tel était le cas de l'immense majorité des journaliers. Les progrès de l'industrie n'empêchaient pas qu'ils fussent obligés de recourir à l'assistance. Et, dans le Cambrésis, la municipalité de Quiévy disait pareillement : « Un père et une mère peuvent nourrir deux enfants; pour empêcher la mendicité, il faut payer au troisième 20 ou 30 s. par semaine jusqu'à l'âge de 12 ou 14 ans ».

A la fin de l'Ancien Régime, l'industrie réclamant une main-d'œuvre de plus en plus abondante et le renchérissement des denrées étant continu, on s'attendrait à voir les salaires s'accroître, du moins dans une proportion notable. Les ouvriers ruraux ne passaient pas pour très dociles; pendant la Révolution, quand on voulut appliquer le maximum des salaires, on se plaignit beaucoup de leurs coalitions. D'autre part, les domestiques de ferme en usaient à l'égard du fermier comme celui-ci à l'égard du propriétaire: ils n'admettaient pas qu'on les congédiât et il y avait aussi un *mauvais gré* des salariés quoique beaucoup moins général et surtout moins efficace que celui des fermiers; en revanche, beaucoup d'entre eux n'hésitaient pas à rompre leur engagement et à abandonner subitement leurs maîtres s'ils y trouvaient avantage.

Cependant il n'y a pas de doute que les salaires fussent peu variables. Quand le prix du blé s'élevait à la suite d'une mauvaise récolte, les documents ne parlent jamais d'une augmentation correspondante des salaires. Il fallait qu'au bout de longues années le renchérissement se fût consolidé pour qu'ils fussent réajustés au prix de la vie: d'après la déclaration de la municipalité d'Orchies en 1790, la journée d'ouvrier estimée 12 s. jusqu'en 1782 pour le paiement des droits féodaux avait dû alors être portée à 14. De la sorte,

les salaires demeuraient toujours insuffisants et certains cahiers de paroisses en témoignent avec quelque précision. Celui de Quaestraete représente que « tout est renchéri même jusqu'au double, mais malheureusement à l'exception des journées du mercenaire ». Les cinq maîtres charpentiers de Ste-Marie-Cappel, dans un supplément au cahier, se déclarèrent « dans l'impossibilité de gagner leur pain à la sueur de leur corps ». Et le curé de Zuytpeene intervint en faveur de ses paroissiens : « le salaire des ouvriers n'étant presque jamais proportionné à la cherté des vivres », il proposa de les taxer d'après les prix des denrées. A Estrées, au sud de la Flandre wallonne, des ouvriers agricoles réclamèrent aussi dans le cahier une augmentation de salaire : « Quelques personnes qui travaillent à gré demandent à le prendre au dixième », c'est-à-dire à recevoir dix gerbes du cent lors de la moisson, au lieu de huit, taux habituel en cette région.

Mais les charpentiers de Ste-Marie-Cappel proposaient un autre remède qui était de taxer le blé chaque année « pour laisser vivre tout le monde » ; il est certain que c'était la solution qui, à cette époque, avait les préférences de tous les salariés et de là vint l'importance, à la fois politique et sociale, du maximum. S'ils regardaient en principe leurs salaires comme à peu près fixes, c'était probablement que le chômage était un mal endémique. Chaque année, au moment de la moisson, des migrations temporaires portaient un certain nombre de journaliers de la région herbagère, de l'Ostrevent, de la région lilloise et du pays au bois vers le Cambrésis et la plaine maritime. A l'automne, le Ferrain et les paroisses à marais des environs de Douai envoyaient en Belgique quelques centaines d'ouvriers liniers. Mais pendant l'hiver, les journaliers étaient sans ressources. Toutefois les variations saisonnières n'étaient pas la cause principale du mal. S'il y avait tant de chômeurs et si les salaires demeuraient si bas, la cause en doit être imputée à l'augmentation rapide de la population : encore une

fois, le fait démographique était l'explication profonde du malaise social. Les contemporains s'en rendaient parfaitement compte. Les salaires des ouvriers sont modiques, explique la municipalité de Steenbecque « à cause de leur trop grande multitude ». En Cambrésis et dans la région herbagère, comme dans le pays au bois, les mariages précoces entre jeunes gens pauvres et les familles trop nombreuses étaient dénoncés comme engendrant naturellement une misère sans remède.

Cependant ces ouvriers ruraux n'avaient nulle idée d'abandonner leurs villages : ils demeuraient des paysans ; quand ils réfléchissaient au moyen d'améliorer leur sort, c'était à la terre qu'ils pensaient ; ils voulaient qu'on taxât le blé ; ils tenaient passionnément à leurs droits d'usage et aux communaux dont on les privait peu à peu ; à mesure que ces ressources leur étaient ôtées, ils rêvaient plus que jamais d'obtenir un peu de terre à cultiver. Sur ce point encore, l'enquête de 1790 montra que l'opinion était unanime : pour diminuer le nombre des assistés et des mendiants, il fallait diviser les exploitations. « Un pauvre possédant trois arpents et travaillant peut se soustraire de la misère », disait la municipalité de Romeries. Quand les conventionnels voulurent par la vente des biens d'émigrés et le partage des biens communaux transformer en propriétaires tous les chefs des familles rurales, il n'est donc pas juste le prétendre qu'ils obéissaient à des vues théoriques sans lien avec le réel ; pas davantage n'offraient-ils la terre, comme on l'a dit, à des hommes qui ne se souciaient pas ou qui étaient incapables de la cultiver ; ils essayaient de satisfaire non seulement les désirs, mais les besoins immédiats de la plèbe rurale. Ainsi peut-on mesurer encore une fois la gravité de la crise agraire : car ces journaliers, qui réclamaient de la terre, n'avaient pas les moyens de la payer.

## IV. - L'ASSISTANCE

Sur le nombre des habitants qui avaient besoin d'assistance, nous n'avons pas d'autre source que l'enquête de 1790. Beaucoup de municipalités grossirent visiblement le nombre de leurs indigents. A s'en tenir aux réponses les plus modérées, la proportion paraît avoir été de 20%. Elle était particulièrement considérable en Flandre, entre Lille et Hazebrouck. A Steenwerck, d'après un document digne de foi, elle s'élevait à 43%. Beaucoup d'entre ces indigents, et même tous dans certaines paroisses, n'en payaient pas moins l'impôt. A Frasnoy, à Lameries, à Liessies, à Neuville, par exemple, aucun chef en 1790 ne payait moins de trois journées de travail. On n'en est pas surpris quand on a relevé dans les rôles d'impôt foncier les noms de contribuables déclarés mendiants de profession. Il semble qu'en Flandre, on épargnait davantage l'indigent, sans doute parce que le paupérisme proprement dit y sévissait davantage. Cependant en 1790, le district de Douai accusait 26% d'indigents et seulement 11% d'exempts.

Dans la plupart des villages, il y avait quelques terres ou rentes affectées à la charité; elles étaient très souvent confondues avec les biens de fabrique, quant à l'administration. Presque toujours, c'était une maigre ressource. Il est évident que les institutions charitables avaient beaucoup moins attiré les donations que les institutions pieuses. Pour les paroisses qu'on a pu étudier, les biens des pauvres ne représentent pas plus d'un ou deux pour cent du terroir dans la région herbagère et ne dépassent pas trois ou quatre partout ailleurs. Rares étaient les paroisses comme Férin, qui pouvaient déclarer en 1790 que les pauvres y jouissaient d'un revenu de 2.000 florins; plus rares encore celles qui, aux revenus de la pauvreté proprement dite, pouvaient ajouter

la ressource d'un hôpital ou d'un hospice, comme Prisches et Seclin. Et pour les habitants de ces villages, l'avantage sans doute était mince, car le nombre des pauvres était ordinairement proportionné aux revenus qui leur étaient destinés, « soit par la précaution qu'ont les ouvriers de se retirer aux approches de la vieillesse dans des municipalités où ils espèrent plus de soulagement, soit parce que l'abondance des secours entretient plus longtemps leur santé ».

L'Etat n'intervenait qu'en cas de pertes agricoles ou d'incendies exceptionnellement désastreux, en accordant à la province une remise d'impôts. Dans les années calamiteuses, il accordait pareille faveur pour permettre d'ouvrir des ateliers de charité; indirectement, il procurait la même faculté quand il attribuait des subsides aux travaux publics: rien n'empêchait d'en exécuter une partie en régie. Mais, en temps normal, chaque paroisse devait se suffire. Dans celles qui avaient des biens communaux, les échevins autorisaient le massard à distribuer sur ses recettes des secours aux pauvres. Partout ailleurs, ceux-ci tombaient à la charge des contribuables. L'édit de juillet 1724, celui d'avril 1766 interdisant la mendicité, ordonnaient aux communautés d'aumôner les indigents, à défaut de fonds de charité. Toutefois, le Hainaut et le Cambrésis ne faisaient presque rien pour eux. On s'en remettait aux abbayes et aux corps ecclésiastiques qui distribuaient en effet des secours, mais certainement insuffisants. En 1790, la municipalité de Catillon suggérait qu'il fût organisé des quêtes en faveur des pauvres, mais n'allait pas jusqu'à proposer l'assistance obligatoire. Soit qu'elles fussent plus riches, soit à défaut de biens communaux et de secours ecclésiastiques suffisamment abondants, soit plutôt parce que leurs pauvres étaient beaucoup plus nombreux et par conséquent plus inquiétants, la plupart des paroisses flamandes s'imposaient au contraire fort lourdement en leur faveur. Ordinairement, elles levaient une taxe



particulière; quelquefois aussi une partie des secours était fournie en nature: les fermiers livraient alors chaque semaine le *weekebroot*, une certaine quantité de pain proportionnée à leur occupation. Des notables, douze le plus souvent, administraient la *table des pauvres*, dressaient la liste des indigents et fixaient le montant des secours. L'un d'eux, le *pauvriseur*, exécutait leurs décisions et tenait la caisse. Quand ce bureau de bienfaisance n'était pas organisé ou ne fonctionnait pas régulièrement, la répartition des allocations par les échevins suscitait infailliblement des plaintes: à Watten, le cahier représenta que le mayeur n'en accordait qu'aux pauvres qui lui plaisaient. Les pauvriseurs eux-mêmes n'étaient pas à l'abri des reproches. Non seulement ils cédaient souvent aux mendiants les moins intéressants qui les menaçaient, mais ils prélevaient sans vergogne sur les fonds d'aumône des vacations multipliées et les curés de la Flandre maritime les accusèrent de dureté et de barbarie à l'égard des pauvres.

Les secours étaient distribués à domicile; on payait aussi le loyer des indigents. Aucune paroisse n'internait ses assistés. Les orphelins et enfants trouvés, les infirmes, les incurables étaient confiés à des particuliers: on les adjugeait au moins-disant, dans une assemblée de paroisse où ils comparaissaient l'un après l'autre. L'assistance médicale n'était pas négligée, même dans le Sud, mais elle était très insuffisante. Les Etats du Cambrésis payaient un médecin et un chirurgien pour les secours à donner dans la campagne, ainsi qu'un apothicaire. En 1772, on avait fondé, en Hainaut et Cambrésis, un cours gratuit pour former des sages-femmes. La châtellenie de Bourbourg subventionnait aussi le médecin, chirurgien et sage-femme des pauvres. Mais en fait, ces subventions n'étaient guère profitables aux paysans; pour amener ces praticiens à quitter la ville, il fallait les rétribuer tout de même que les autres. Les paroisses qui avaient un médecin

et une sage-femme ou qui en trouvaient dans les villages voisins, les priaient de soigner leurs indigents en les payant à la visite ou plus souvent à forfait. Mais la grande majorité n'avaient à leur disposition qu'un chirurgien ou une sage-femme et n'assuraient pas d'assistance régulière. En Flandre même, on se plaignait des chirurgiens incapables qui faisaient illégalement office de médecins et des sages-femmes qui n'avaient aucune notion scientifique.

En Flandre, les pauvres constituaient une très lourde charge. Montlinot l'estimait au tiers de l'impôt royal. Houplines déclarait assister 1.600 pauvres sur 2.200 habitants; les biens de charité produisaient seulement 200 florins; les contribuables payaient 2.700 florins, un sixième des impôts royaux: encore les secours ne ressortaient-ils ainsi qu'à 2 l. 10 s. au plus par tête, si le nombre des pauvres n'a pas été exagéré. A Steenwerck, en 1792, on distribuait 13.600 l., en pains, à 252 ménages comptant 1.958 personnes; en outre, 87 vieillards, enfants et infirmes coûtaient 6.240 l.; en ajoutant les secours en vêtements et en espèces ainsi que les soins médicaux, la paroisse avait dépensé, en 1791, 34.912 l. En 1790, elle comptait 4. 678 habitants dont 468 citoyens actifs. La charge ressortait à près de 10 livres par tête d'habitant non indigent et à plus de 50 l. par citoyen actif. On comprend dès lors l'animadversion violente qu'excitait la répartition du produit des dîmes. Il n'est pas surprenant non plus que la liberté d'établissement ne fût pas encore complète. Jusqu'en 1750, un particulier suspect d'avoir besoin d'assistance n'était admis à domicile que sous la garantie du pauvriseur de sa paroisse d'origine qui promettait de l'aider en cas de besoin ou d'indemniser sa nouvelle paroisse. En 1750, les châtellenies des deux Flandres s'étant mises d'accord avec celles de la Flandre belge, le roi homologua le concordat. La garantie du pauvriseur fut remplacée par un certificat du curé et du bailli ou des échevins,

justifiant que l'intéressé était né dans la province et y demeurait, était catholique et de bonnes mœurs et exerçait un métier capable de le faire vivre. Ceux qui, malgré tout, tombaient dans l'indigence, devaient retourner dans leur paroisse natale, sans pouvoir se prévaloir de l'acquisition de domicile, même depuis trois ans et plus. Mais les contestations étaient déferées à l'intendant et les cahiers l'accusèrent d'avoir systématiquement accordé en fait la liberté de domicile, en sorte que certaines paroisses avaient été peu à peu envahies par les pauvres gens qui venaient y bâtir une maison et tombaient à leur charge. Il était impossible de les faire déguerpir. Aussi les cahiers demandèrent que le concordat de 1750 fût observé à la lettre. Du moins, quand ils étaient d'une paroisse peu éloignée, le faisait-on respecter jusqu'à un certain point : on obligeait celle-ci à entretenir elle-même ses pauvres émigrés et à leur envoyer son chirurgien ou sa sage-femme. Il en résultait une complication extraordinaire. En 1790, Houtkerque entretenait 85 personnes domiciliées au dehors, tandis que 20 ménages de cette paroisse étaient assistés par d'autres. Quelques cahiers demandèrent que le régime fût réformé et que chaque village entre tint ses domiciliés. Il était évidemment nécessaire, dans l'intérêt des pauvres et aussi des paroisses qui remplissaient consciencieusement leur devoir, que l'organisation de l'assistance fût remaniée sur un plan uniforme : beaucoup d'indigents se trouvaient délaissés par leur ancienne comme par leur nouvelle paroisse ; certains villages, découragés par leur affluence, les abandonnaient à leur sort en les autorisant à mendier ; enfin, dans le Hainaut et le Cambrésis surtout, l'assistance devait être rendue obligatoire.

## V. - LA MENDICITÉ

Bien que nos régions fussent certainement de celles qui offraient le plus de ressources à la plèbe rurale, tant en salaires qu'en secours, elles ne pouvaient manquer cependant de souffrir de la mendicité et du vagabondage, éternelles plaies des campagnes : il y avait trop de chômage encore et surtout les secours, si coûteux qu'ils parussent au contribuable, étaient trop chichement accordés encore. Le journalier ne pouvait pas se dispenser de mendier, tout au moins quand il n'avait pas d'ouvrage ; plus ordinairement, il envoyait ses enfants « demander leur pain ». En tout cas, c'était la principale ressource des veuves chargées d'enfants, des vieillards et des infirmes. Mais il n'y a d'autre part aucun doute que la mendicité ne fût une véritable profession et qui n'avait rien de déshonorant. En 1791, deux « mendiants » ou « pauvres » sont inscrits aux états de sections de Felleries ; en l'an X encore, quatre sont propriétaires à Sainghin-en-Weppes ; en 1790, à St-Rémy-Chaussée, trois mendiants et deux citoyens « manouvriers et mendiants » figurent dans le rôle de la contribution patriotique. A Estaires, en 1790, il y avait une dizaine de mendiants professionnels, « souvent de père en fils » : « le mendiant se marie à 20 ou 25 ans, sans moyens, disant que la pauvreté est là. Quand il a un enfant, ou même pas, il court sans cesse au pauvriseur et mendie et donne ainsi l'exemple à ses enfants ». A Godewaersvelde et à Boeschèpe « le petit peuple, jusqu'aux fermiers de deux vaches même, est dans cette habitude, depuis mémoire d'homme, de courir mendier trois lieues à la ronde, ce qui a donné l'exemple aux fainéants des autres paroisses ». Le mal était particulièrement développé aux alentours des abbayes habituées à distribuer des aumônes et on s'explique ainsi que le menu peuple n'ait pas toujours vu sans regret

s'évanouir la richesse du clergé. Ce n'était donc pas sans raison qu'en recherchant les cause du mal, les administrateurs inculpaient la paresse, la « gueuserie », comme disait le subdélégué de Cambrai, en 1778 : l'état moral des journaliers et des ménagers des campagnes n'était pas toujours satisfaisant.

On était unanime à demander que, du moins, les pauvres ne pussent mendier hors de leur paroisse pour qu'on pût apprécier leur cas et les menacer au besoin de se voir retirer tout secours ; mais la police des campagnes était tout à fait insuffisante et on ne parvenait pas à les empêcher de circuler dans les villages voisins : ainsi naissait le vagabondage. Certains, quittant leur village, menaient la vie errante, plus dangereux encore, à demi-brigands. La mendicité était une lourde charge pour le cultivateur qui payait déjà la taxe des pauvres et devait aussi accueillir le moindre mendiant. Mais il la redoutait surtout parce qu'elle dégénérât en maraude et en pillerie. Les mendiants s'attroupaient, menaçaient plus ou moins ouvertement et commettaient une foule de délits ruraux ou de menus larcins. L'abattis des arbres, la mutilation des bestiaux dans les pâtures, l'incendie des meules et de la ferme punissaient tôt ou tard le cultivateur récalcitrant. On donnait par peur ; le pauvre lui-même se laissait mettre à contribution ; c'était beaucoup moins la charité que la prudence qui assurait aux pauvres des secours réguliers, propres à les détourner dans quelque mesure de la mendicité, primes contre le vol et l'incendie.

Le Hainaut et le Cambrésis étaient plus éprouvés encore que la Flandre. Les sommations aux fermiers et même aux curés et aux abbaye y étaient très fréquentes : les *sommeurs* exigeaient de l'argent sous peine d'incendie. La menace était si sérieuse que le sommé, autant que possible, faisait dresser inventaire de ses biens afin de demander dédommagement, et, en 1789, le Tiers de la prévôté de Maubeuge

demanda qu'on indemnisât régulièrement les victimes. D'après Dieudonné, c'était un métier que d'être sommeur, et, en 1763, on en roua un, convaincu d'avoir adressé vingt-trois billets en huit ans. Ces crimes se confondaient avec ceux qu'engendrait le mauvais gré et, en partie pour les mêmes raisons, n'étaient pas faciles à réprimer. Les juges seigneuriaux auraient pu rendre à cet égard de grands services; même si le cas était royal, ils étaient chargés de l'instruction; mais ils montraient la plus grande négligence parce que le seigneur ne voulait pas faire des frais en pure perte. D'autre part, la peur retenait baillis et gens de loi; à plus forte raison, trouvait-on difficilement accusateurs et témoins. En 1723, le Parlement ordonna aux sommés d'avertir l'autorité et, en 1763, il leur défendit de céder à la menace à peine de 1.500 l. d'amende; mais en 1778, les incendies étant redevenus fréquents, le procureur général était bien obligé de constater que l'on n'avait guère obéi aux arrêts et que les juges subalternes eux-mêmes n'avaient rien fait pour aider la cour. Cependant à chaque recrudescence du mal, quelques condamnations à la roue et au feu amenaient une rémission: il paraît avoir diminué entre 1780 et 1789. Mais la mendicité et le vagabondage ne pouvaient pas être réprimés par les mêmes moyens. La sécurité des campagnes était avant tout affaire de police.

Jusqu'en 1777, l'immémoriale coutume du guet et garde avait été conservée. Les placards, repris par les ordonnances des gouverneurs, ordonnaient aux paroisses de placer un guetteur dans le clocher pour allumer un fanal aussitôt qu'il en verrait luire un dans les autres villages. Les paysans, de 18 à 60 ans, armés de fusils, devaient, à leur tour, monter la garde et faire des patrouilles; le bailli et les domestiques des ecclésiastiques et des nobles étaient exempts. En 1740, le duc de Boufflers fixait à quatre le nombre des hommes de garde, plus un sergent pour les commander. En cas d'at-



trouplement, le bailli ou le curé faisait sonner le tocsin; le premier devait détenir des fusils en nombre suffisant pour armer en ce cas les habitants. En principe, la garde était permanente. Il y a des exemples qu'elle fût suspendue pendant la moisson et les semailles; plus souvent au contraire, on tenait la main à ce qu'elle fût rigoureuse au moment de la récolte. Mais il n'y a pas de doute qu'elle ne fût fort mal faite: plus la peur se répandait, plus le cultivateur était pressé de rentrer ses grains; en outre, c'était une lourde charge, car elle était gratuite. Aux yeux de l'autorité, elle présentait le grave inconvénient d'armer les paysans. On leur défendait de charger leurs fusils au petit plomb, preuve qu'ils en profitaient pour chasser. En cas de trouble, ils étaient parfaitement capables de tourner leurs armes contre la force publique. D'ailleurs, les brigands pouvaient les leur voler. Aussi en 1777, la garde fut suspendue jusqu'à nouvel ordre; les gens de loi furent chargés de faire arrêter les gens sans aveu par les sergents des juridictions et les gardes des seigneurs ou des particuliers. Les habitants reçurent l'ordre de déposer leurs armes chez le seigneur, le greffier ou le mayeur et la maréchaussée de saisir les fusils conservés illégalement. Ces prescriptions furent exécutées rigoureusement; les campagnes se trouvèrent complètement désarmées; les seigneurs furent ainsi rassurés, mais les brigands aussi.

Dans la plupart des villages en effet il n'y avait point de force publique. Le seigneur ne payait point de sergent. Les coutumes autorisaient les habitants à nommer des gardes-messiers pour faire observer les bans de mars et d'août; le Parlement et les intendants, chacun de leur côté, prétendaient aussi organiser la police rurale. A partir de 1757, l'intendant du Hainaut, dans son règlement de moisson, autorisa chaque année les gens de loi à nommer des gardes, au moins-disant, en leur attribuant en outre 14 patards par contrevenant. En 1774, le Parlement renouvela son arrêt de

1694 ordonnant à chaque paroisse d'instituer un ou plusieurs messieurs désignés par le bailli et les gens de loi. Quelquefois, le seigneur ou son bailli prétendait aussi nommer le garde en le faisant bien entendu payer par la communauté. En fait, les paroisses n'en faisaient qu'à leur guise; la majorité certainement n'avaient pas de gardes; la plupart des autres n'en désignaient qu'à titre temporaire, pour la récolte. Tantôt les gens de loi le choisissaient, tantôt il était élu avec la coopération des principaux occupants; d'autres fois encore, il était désigné par adjudication. Il était payé à l'année ou à la contravention; quelquefois, on combinait les deux modes. La châtelainie de Lille entretenait elle-même huit sergents messieurs et celles de Flandre maritime payaient des archers à pied et à cheval qui circulaient dans les campagnes; mais leur surveillance était trop intermittente et il en allait de même pour la maréchaussée: il aurait fallu que les paysans eux-mêmes vinssent en aide à la force publique en lui dénonçant les vagabonds dangereux; la peur les en empêchant, l'action des archers s'exerçait surtout par les patrouilles et par quelques arrestations en cas de flagrant délit.

Vers le milieu du siècle, le pouvoir royal essaya d'épurer les campagnes en renouvelant l'édit de 1724 qui interdisait la mendicité et en soumettant vagabonds et mendiants à la juridiction prévôtale. L'édit du 3 août 1764 envoyait les vagabonds aux galères; celui d'avril 1766 infligea la marque et, en cas de récidive, trois ans de galère, aux mendiants arrêtés à six lieues de leur domicile; tous les autres devaient être envoyés aux dépôts de mendicité qu'un arrêt du 21 octobre 1767 ordonna d'ouvrir en tant que besoin. Le Hainaut en établit un à Valenciennes la Flandre deux à Lille et à Dunkerque. Ils étaient administrés par les subdélégués et les prisonniers y étaient astreints au travail. La maréchaussée fit des rafles dans le plat pays. Mais, en 1774, Turgot convenait qu'on y avait mis du discernement dans les Pays-Bas,

c'est-à-dire qu'on s'était borné à interner les individus les plus inquiétants: en 1776, il y en avait 90 au dépôt de Valenciennes. Turgot avait ordonné de borner les arrestations aux non domiciliés et de libérer les prisonniers qui ne paraissaient pas dangereux. En fait, les édits ne furent pas appliqués. On continua, comme auparavant, à ne poursuivre que ceux qui s'étaient rendus coupables de larcins ou de violences; et, en ce cas, la peine la plus fréquente était le bannissement, après quelque temps de prison. Banni de la paroisse, de la châtellenie ou de la province, le vagabond passait dans la voisine et ne tardait pas à revenir. De 1781 à 1790, le Parlement jugea en appel trente-trois affaires de rupture de ban. Quant aux mendiants de profession, l'argent manquait pour les interner. Pour entretenir les dépôts existants, le roi avait étendu aux Pays-Bas l'impôt pour l'abolition de la mendicité: 3 d. p. l. des aides ordinaire et extraordinaire et de leurs accessoires; l'intendant du Hainaut défendit sa généralité et en obtint remise en 1776, mais la Flandre paya. Le produit, 16.327 l., suffisait tout au plus à l'entretien; on ne put créer de nouveaux dépôts. Les subdélégués, en 1778, les paroisses, dans leurs cahiers, les municipalités, en 1790, lors de l'enquête sur la mendicité, indiquèrent d'autres remèdes: tous apercevaient que l'industrie seule pouvait débarrasser les campagnes du fléau, en absorbant la main-d'œuvre dont l'agriculture n'avait pas besoin: il fallait créer l'enseignement professionnel, de préférence sous forme de manufactures où les enfants des assistés apprendraient obligatoirement un métier; pour les vieillards et les infirmes, les provinces établiraient des hospices. Quant aux « vagabonds et paresseux », aux « gens indisciplinés, intraitables et incorrigibles », on leur appliquerait les édits: les communautés seraient autorisées à les faire emprisonner ou envoyer « aux îles ». Mais l'exécution de ces mesures supposait un effort financier dont l'Ancien Régime ni la Révolution ne furent capables.

Comme, en temps normal, plus de la moitié des paysans parvenaient tout juste à vivre, les crises de chômage et de cherté les réduisaient à mendier aussi et, parmi la foule immense des besogneux, le vagabondage et le brigandage faisaient de nombreuses recrues. La sécurité qui était le premier souci de la bourgeoisie rurale se trouvait dès lors bien compromise. Tandis que les récoltes mûrissaient, l'effroi se répandait; la vaine pâture menaçait les avéties; la disette augmentant, les grains étaient fauchés la nuit avant d'être mûrs; des bandes parcouraient le pays et rançonnaient les fermiers; en plein jour, autour des moissonneurs, on s'attroupait sous prétexte de glanage pour piller les gerbes. La menace était partout, innombrable et insaisissable; l'angoisse la déformait et l'exagérait.

Il y avait eu ainsi une recrudescence de l'insécurité et de la criminalité vers 1768, à la suite du renchérissement provoqué par la proclamation de la liberté commerciale. A partir de 1787, les Pays-Bas dérivèrent peu à peu vers une crise nouvelle à cause du traité de commerce de 1786 avec l'Angleterre. Protégés efficacement jusque-là, même aux dépens des campagnes, les industriels du Nord ne s'étaient pas beaucoup préoccupés d'améliorer leur outillage tandis que les Anglais révolutionnaient la technique. En ouvrant le royaume aux marchandises étrangères, le pouvoir central ne s'avisa même pas qu'il convenait du moins d'abolir les douanes intérieures: soumises aux droits des cinq grosses fermes, les produits du Nord payaient à peu près autant que ceux de l'Angleterre. La crise fut aussi violente que subite. L'industrie textile principalement fut atteinte par l'arrivée des cotonnades anglaises; or, c'était surtout cette industrie qui aidait le paysan à vivre; la Flandre maritime n'en avait pas d'autre; en Flandre wallonne, c'était l'essentielle: la production diminua de moitié. Seul, le commerce des toiles fines demeura prospère tout d'abord, parce que les Anglais

ne fabriquaient pas de toilettes; mais il ne tarda pas à sentir aussi l'effet de la concurrence, tout au moins sur le marché français, des cotonnades fines et à bon marché que la mode adopta. Les cahiers dénoncèrent le traité avec âpreté et demandèrent qu'on reculât les barrières aux frontières du royaume, mais, en attendant, les ouvriers chômaient. Young a noté l'hostilité universelle qui s'était déchaînée contre le traité et qui dégénérait en anglophobie.

Or, tandis qu'il provoquait ainsi une crise industrielle épouvantable, l'Ancien Régime vidait les greniers en établissant la liberté illimitée du commerce des grains: il suffisait désormais d'une mauvaise récolte pour que le péril fût au comble; ce fut justement ce qui arriva en 1788. En tout temps, pareilles conjonctures provoquaient des troubles, mais tant que les paysans, abandonnés à eux-mêmes, ne réclamaient que du travail et du pain, le régime lui-même n'était pas en danger. Cette fois, les circonstances politiques dressaient contre lui la bourgeoisie rurale: son exemple orienta contre les privilèges l'irritation populaire et déchaîna la révolte agraire.

## CHAPITRE IX

### LA VIE DU PAYSAN A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

#### I. - LA DOMINATION DE LA BOURGEOISIE RURALE

Il résulte de toute notre étude que la population du village, solidaire en face du roi, du privilégié et du citadin, ne formait nullement une classe homogène, mais constituait une petite société qui avait son prolétariat, divisé lui-même en journaliers et en ménagers, sa classe moyenne, formée par les laboureurs que leur exploitation suffisait à faire vivre, et enfin sa classe dominante, les grands fermiers et les cultivateurs aisés qui composaient, en très petit nombre, la bourgeoisie rurale.

En théorie, le maître du village était le seigneur qui exerçait son pouvoir sous le contrôle distrait de l'intendant. En fait, la foule des ménagers, des artisans et des journaliers avaient d'autres maîtres encore dont le joug, qui n'était pas moins pesant, se faisait continûment sentir : à cette bourgeoisie, déjà, leur condition sociale les assujettissait étroitement. Dans la plaine méridionale, le grand fermier possédait peu de terre, mais le vaste domaine, dont il était souvent le maître héréditaire, pourvu d'une forge, outillé pour filer et tisser, évoquait le souvenir de la villa gallo-romaine; seul de



son espèce dans son village et même aux alentours, il régnait sans partage. Le petit cultivateur, dépourvu d'attelage, tremblait devant celui qui pouvait refuser de labourer sa terre ou de transporter au marché le peu de denrées qu'il avait à vendre. Le charron, le maréchal et le boutiquier mendiaient sa clientèle. Pire encore était la situation du journalier : le fermier pouvait le priver de travail, refuser de lui vendre du grain, lui faire supprimer tout secours de charité. En Flandre, le pouvoir était partagé entre quelques fermiers moins puissants, mais la situation du mercenaire était par devers eux exactement pareille : « ils se trouvent dans la triste situation de devoir mendier leur pain chez tous ces grands fermiers » qui, accaparant les terres, « en font le loup pour avaler le public et pauvres misérables ». Et dans la région herbagère, le bailli d'Elesmes écrivait dès 1768 : « Ceux qui sont à portée de connaître le régime des villages savent que les principaux fermiers tiennent le reste de la communauté dans une sorte de dépendance ; le charron, le maréchal, le bourrelier en dépendent pour les ouvrages de leurs styles ; les ouvriers attachés à la ferme et les domestiques conducteurs des charrues y sont encore plus assujettis parce qu'ils sont plus pauvres : la volonté de tous les mercenaires est renfermée dans celle de leurs maîtres ».

A la puissance sociale, la bourgeoisie rurale joignait le pouvoir ou l'influence administratifs ; c'était dans son sein que le seigneur choisissait les gens de loi et l'intendant avait une certaine considération pour ces contribuables importants. C'est ainsi qu'ils pouvaient acquitter les charges communales sur les revenus des biens communaux ; qu'ils s'épargnaient eux-mêmes, sans oublier leurs amis, en répartissant l'impôt royal auquel ils assujettissaient pourtant les pauvres ; qu'ils s'attribuaient des vacations de toutes sortes comme échevins, pauvriseurs, marguilliers ou massards ; qu'ils se réservaient, aussi longtemps qu'ils le pouvaient, en intimidant

les petites gens, une part léonine dans la jouissance de la vaine pâture et des biens communaux. Leur ascendant n'était un peu bridé que par l'intendant ou par leurs propres rivalités quand certains d'entre eux se faisaient les instruments du seigneur et se perpétuaient dans l'échevinage. Mais il advenait à l'occasion que le grand fermier tînt tête au contraire au bailli, sinon au seigneur lui-même. En 1788, à Aix, le propre censier du seigneur et son lieutenant-bailli était dénoncé pour son « esprit républicain ». Et contre le subdélégué ou l'intendant, les puissants du village, plus d'une fois, surent se servir du seigneur lui-même.

La bourgeoisie rurale n'avait point de part au gouvernement de l'Etat: ce n'était pas dans son intérêt, mais en faveur des privilégiés et dans l'espoir d'accroître ses propres revenus que le pouvoir royal avait pris les mesures que nous avons décrites, et c'est ce qui contribua beaucoup à la ruine de l'Ancien Régime. Il n'en est pas moins vrai que les dispositions favorables à l'agriculture lui profitaient indirectement et qu'elle tirait bénéfice du renchérissement général engendré par l'accroissement de la population et les progrès du commerce. Dès 1783, le hallier de Valenciennes attribuait même ce renchérissement « à une féodalité de gros propriétaires campagnards qui peuvent spéculer sur les ventes ». Dans cette féodalité moderne, si curieusement dénommée et dénoncée avant que la Révolution ne lui donnât le pouvoir politique, prenaient rang les grands fermiers et les riches cultivateurs.

Leur domination est le trait le plus frappant qui apparaît dès qu'on essaie de se représenter le village de l'Ancien Régime. Il va de soi que la vie du paysan semble bien différente suivant qu'on le choisit parmi les cultivateurs, les ménagers ou les journaliers, et c'est ce qui explique qu'on ait porté sur sa condition des jugements opposés. D'autre part, pour ce qui concerne nos campagnes, il est complète-

ment inexact d'alléguer, comme on l'a fait plus d'une fois, que la Révolution, en détruisant l'autorité patriarcale du seigneur débonnaire, soumit la plèbe rurale à celle d'une bourgeoisie avide. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la bourgeoisie rurale était dure au peuple. Elle trouvait naturel de le priver de ses droits d'usage. Les fermiers « paient pour leurs terres : ils doivent jouir du pâturage », disait la municipalité d'Aniche en 1790. Ils envisageaient de mauvais œil, dans plus d'un village, l'établissement d'une industrie qui, en occupant les chômeurs, les priverait d'une main-d'œuvre mal payée. Les pauvres n'étaient pas seuls à témoigner de leur rudesse. Des hommes de plus haute condition, rares il est vrai, ont exprimé leur pitié pour le sort de ces malheureux, « ces hommes si estimables et si peu considérés, dit le bailli d'Elesmes, sans qui l'Etat ne subsisterait pas une année, qui recueillent nos moissons sous le ciel le plus brûlant et qui, depuis trois heures du matin jusqu'à neuf et dix du soir, soutiennent le travail le plus dur et le plus opiniâtre..., si utiles et si courageux...; leur sort, il est vrai, est d'être pauvres, mais non pas misérables ». La vérité est que l'Ancien Régime ne traitait pas non plus les paysans comme une classe homogène : dur aux pauvres, il était indulgent aux riches et leur laissait commettre beaucoup d'abus sordides que la Révolution, si elle n'a pas, à beaucoup près, redressé tous les torts, supprima du moins pour toujours.

## II. - LA VIE MATÉRIELLE

Entre les différents éléments de la population rurale, l'habitation marquait les distances. Les géographes ont surtout montré comment le plan, les matériaux et le mode de groupement des fermes se modifiaient d'une région à l'autre et trahissaient le caractère de chacune d'elles. Ils ont décrit

la ferme de la plaine maritime qui groupe autour d'une grande cour des bâtiments ordinairement séparés; le hofstede du pays au bois, dont la cour, qui s'ouvre sur la route, s'entoure sur les trois autres côtés de constructions nettement distinctes les unes des autres; la cense wallonne, complètement close au contraire, qui dresse sur la rue, à la picarde, la façade presque aveugle de sa vaste grange; la ferme cambrésienne qui relègue celle-ci au fond de la cour et aligne son corps principal perpendiculairement à la rue d'où la lumière pénètre dans l'ancre du mulquinier; la ferme herbagère enfin, espaçant volontiers ses éléments essentiels au milieu de ses pâtures plantées d'arbres. Ils ont expliqué aussi l'isolement de la ferme flamande et de la ferme herbagère et la concentration ordinaire du village wallon ou cambrésien. Plus forte encore que de nos jours était, au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'empreinte géographique sur l'aspect des constructions, puisqu'on était plus strictement réduits aux matériaux du terroir. Dans la plus grande partie du pays, les plus ordinaires demeuraient le pisé ou torchis et le chaume, tandis que vers Avesnes et Bavai, on bâtissait en moellons bleus. Suivant Dieudonné, en l'an X, un tiers ou un quart à peine des édifices étaient construits en briques, un quart ou un cinquième couverts en tuiles, mais ces proportions s'appliquaient aux villes comme aux campagnes, et pour ces dernières, elles devraient être abaissées: à Ennevelin, non loin de Lille, on comptait, en 1789, 39 maisons de briques contre 251 en terre, soit 13,4% et 18 couvertes en tuiles ou ardoises contre 272 en chaume, soit 6,3%.

Mais les différences géographiques ne masquaient pas l'inégalité sociale. En tous lieux, la prééminence du grand fermier se manifestait clairement. La grande ferme était presque toujours isolée, même dans la plaine cambrésienne, où, le groupement étroit étant la règle ordinaire, elle tirait de sa solitude une sorte de majesté. A peu près seule, si l'on excepte

les presbytères et quelques demeures de bourgeois ruraux ou de marchands en train de s'enrichir, elle était construite en briques et couverte de tuiles et souvent, dans la plaine méridionale, elle dressait au-dessus de sa porte charretière un énorme colombier qui la signalait partout à la ronde. Dans la ferme des autres cultivateurs, la brique au contraire était rare. Quand on l'employait, la construction était disparate : on la réservait pour les bâtiments principaux, ou seulement pour les pignons, quelquefois pour la façade. Plus rare encore était la tuile. Mais aux murs de pisé, on donnait un soubassement de pierre du pays, pierre blanche, grès ou pierre bleue et un squelette de colombage et de lattis sur lequel on appliquait le torchis, revêtu ensuite d'un enduit de chaux. A mesure que les ressources diminuaient chez le ménager, la brique disparaissait, le soubassement s'étriquait, le colombage se simplifiait. Finalement, dans la demeure du journalier, le mur n'avait qu'un socle à fleur de terre sur lequel on posait le mortier par couches. En même temps l'habitation se rataitinait : la grande ferme elle-même n'avait guère qu'un rez-de-chaussée, mais la maison du ménager perdait en hauteur et s'affaissait sur elle-même à mesure que ses matériaux devenaient moins solides ; derrière l'habitation et l'étable, le chaume peu à peu s'abaissait jusqu'à terre par dessus des pièces plus petites et plus basses. Il était naturel que les bâtiments diminuassent en surface avec l'étendue de l'exploitation, mais ils finissaient aussi par renoncer à cette séparation si nette qui, chez le cultivateur aisé, mettait à part l'écurie et l'étable. Chez le ménager, un bâtiment unique finissait par les abriter sous le même toit que l'habitation, bien que jamais, dans nos pays, on ne rencontrât, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la métairie du Centre ou de l'Ouest où une simple barrière séparait le maître de son bétail.

Peut-être peut-on dire pourtant qu'en pénétrant dans l'habitation proprement dite, la différence sociale ne s'ac-



centuait pas comme on aurait pu s'y attendre. Le grand cultivateur vivait durement et sa puissance se manifestait plutôt par l'étendue des bâtiments d'exploitation que par les aises qu'il s'accordait. Il se contentait d'une *pièce, maison* ou *huys*: sous un ample manteau s'y ouvrait l'âtre énorme qu'alimentait la tourbe ou le bois. C'était là qu'il vivait et, à l'occasion, couchait également. Une seconde pièce, bâtie en Flandre, au-dessus de la cave, pour cette raison un peu surélevée et appelée la *voûte*, servait de chambre à coucher et de *salle* pour les réceptions. Le fournil formait un bâtiment distinct et les domestiques gîtaient dans les recoins, l'étable ou l'écurie. Le ménage et l'artisan avaient aussi deux pièces mais plus petites, d'un mobilier plus sommaire, la paille remplaçant souvent le matelas de laine. C'était la demeure du journalier, avec sa pièce unique, qui faisait surtout contraste: elle n'avait qu'une porte et une fenêtre; certaines n'avaient qu'une porte. Ces habitations, même celles des cultivateurs, étaient en général trop basses, mal aérées et humides. Les écuries et les étables, si on leur mesurait moins étroitement la place, n'étaient pas plus favorisées à cet égard; par peur des vagabonds, on engrangeait la récolte autant que faire se pouvait: les fourrages étaient entassés sur des claires-voies, au-dessus des bêtes, et les privaient d'air.

Promptement aussi ces bâtiments prenaient un aspect pitoyable; la chaux délavée par la pluie, le torchis se détrem-pait et tombait par plaques, le mur gauchissait, le chaume noircissait et se dépouillait. Mais on ne prenait garde qu'à un inconvénient plus apparent qui était le péril du feu. Les sinistres étaient très fréquents et, de chaume en chaume, l'incendie gagnait aisément tout le village sans qu'on eût aucun moyen de le combattre efficacement. En 1773, par exemple, Arleux, St-Aubert et Haucourt furent dévastés, les trois plus grosses fermes de Selvigny furent incendiées et



Walincourt fut détruit « totalement » y compris les grains engrangés. Aussi les règlements de police, qui furent tous repris sous la Révolution et même par les Districts, édictaient des précautions sévères : visite des fours et cheminées, défense de fumer la pipe dans les rues et même dans sa cour, d'aller chercher du feu à chaufferette ouverte ou d'aller allumer lampe ou chandelle dans la maison voisine. Le remède le plus efficace était évidemment de couvrir en dur et les Etats du Cambrésis distribuaient des primes aux paysans qui s'y décidaient.

Le train d'existence des cultivateurs était réduit pour l'ordinaire à l'indispensable. En général, les gens de la ferme mangeaient tous ensemble sous la présidence du maître, le matin les tartines et le lait, à midi la soupe, les légumes, la vache ou le lard salés ou fumés, le soir de nouveau les tartines avec du fromage ou le lait battu. D'une ferme à l'autre, la différence portait d'abord sur la quantité des aliments, surtout de la viande et du fromage : en 1791, des moissonneurs stipulent ainsi dans leur contrat qu'ils auront de la viande trois fois par semaine ; elle portait aussi sur la boisson ; la bière coûtait cher, en général 3 s. le litre ; le fermier l'économisait tant qu'il pouvait ; dans le pays au bois et la région herbagère, il fabriquait du cidre pour la remplacer ; mais ses ouvriers y tenaient : pendant la Révolution, il n'en trouvait pas facilement quand il ne pouvait pas leur en donner. Le maître se réservait le café et le sucre ; plus d'un enfin, même à sa table, rationnait ses domestiques et, à plus forte raison, ses journaliers.

La nourriture des ménagers et des manouvriers se composait des mêmes éléments, mais les plus nourrissants ou les plus succulents y figuraient moins souvent ; comme pour l'habitation, ces paysans se distinguaient des autres en ce qu'il leur manquait, non pas le superflu que personne ne se permettait, mais, à certains moments, le nécessaire. Dans

le pays au bois, par exemple, on remplaçait le lait par du thé; sur le pain, le beurre était plus rare ou tout à fait absent. A midi, au lieu de soupe, on mangeait, à Hondeghem, « du pain trempé dans la graisse de cochon ». Le soir, le lait battu était de rigueur. On buvait de l'eau, souvent mauvaise, puisée dans les fossés, à défaut de puits ou de pompes. La Flandre se distinguait nettement de la région méridionale par le pain qu'on y mangeait: le peuple s'y nourrissait de pain bis où on laissait une grande partie du son; dans la plaine cambrésienne, on ne voulait que du pain blanc: nul trait ne marque mieux combien la population trop dense de la Flandre en faisait un pays de pauvres gens, en dépit de sa puissance collective. Mais il est certain que partout le journalier ne pouvait manger de viande que chez le maître qui l'employait; s'il n'avait ni jardin ni vache, il était réduit au pain, au lait battu et à quelques légumes; la privation de bière lui était surtout sensible; aussi fabriquait-on une petite bière, de deuxième brassin, appelée dans le Sud, bouillie ou boulinage, et même, dans le Hainaut, une piquette, exempte de droit, en faisant macérer ensuite le malt dans de l'eau, sans faire bouillir. En hiver, le journalier souffrait aussi d'être privé de chauffage et de lumière. Le bois était rare; le charbon revenait à 3 l. la rasière de Lille, soit environ 21 s. le sac de 50 kilogs: « le pauvre ne peut en avoir », dit le cahier d'Houplines. « Il faut considérer, représente le Tiers d'Avesnes, que la vente du charbon de terre des mines du Hainaut français étant entre les mains d'une seule compagnie, le public en est excessivement rançonné ». Restait la tourbe qui revenait sur place à 3 l. au moins le mille pour les plus petites mottes. La chandelle et l'huile renchérirent aussi beaucoup dans les années qui précédèrent la Révolution. L'habillement ne suscitait pas les mêmes plaintes: le paysan portait les draps et les pinchinats de Lille, les cazées d'Avesnes, la paysanne les perses et les

indiennes. Mais la chaussure, elle aussi, était devenue très chère en Flandre où le cuir s'exportait par Dunkerque et les cahiers demandèrent qu'on en prohibât la sortie.

Les documents ne permettent pas d'apprécier quelle influence l'insalubrité trop certaine de l'habitation et l'imperfection de l'alimentation exerçaient sur la santé des paysans. Le taux de la mortalité était assez élevé, 22 à 26 %, mais il l'était bien plus encore dans les villes. Dans le pays au bois, on signala en 1790 que la fièvre était endémique à l'automne : les eaux y étaient mauvaises et il s'agissait peut-être de la typhoïde. La dysenterie aussi semble avoir été fréquente. D'autres épidémies, dont on n'indique pas la nature, sont souvent signalées. Les enfants étaient très éprouvés. On emmaillottait étroitement les nourrissons et on les emprisonnait dans des corps baleinés. Le bain était inconnu pour eux comme pour leurs parents. On ne les vaccinait pas et la petite vérole régnait tous les ans ; la rougeole et la coqueluche les décimaient également.

Si l'on veut conclure, il faut se garder des extrêmes. Le travail du paysan le plus aisé était très pénible, ses dépenses strictement mesurées, sa nourriture monotone et sans agrément ; son esprit était sans cesse tendu vers l'économie à réaliser par la privation : à son bétail seulement il ne ménageait rien. Parlant du fermier de seize bonniers, ce qui, dans la région lilloise, constituait une grosse ferme, Montlinot insistait sur la rigueur de cette existence : « L'économie est tellement la base du plan d'agriculture que l'on a tracé qu'il est impossible de s'arrêter à aucune autre idée ; il n'est presque pas de propriétaire de ville qui ose faire valoir par lui-même parce qu'il ne pourrait pas entrer en concurrence avec son fermier pour l'économie intérieure et le travail extrêmement rude du dehors ». Le voyageur anglais Rigby a vu les femmes des cultivateurs, portant de très bons bonnets, des boucles d'oreilles, des colliers et des croix, s'en

aller au marché portant leurs légumes dans de grosses et lourdes hottes. Mais il est certain qu'ils gagnaient de l'argent et que, s'ils vivaient durement, c'était pour épargner. Cette bourgeoisie rurale n'était pas nombreuse et le ménager n'avait pas cette satisfaction; cultivant à bras, il peinait plus encore; «notre commune, disait la municipalité de Pont-d'Estaires, en 1790, est peuplée de forçats, parce qu'on y fait le travail que les chevaux font dans les autres départements». En temps normal pourtant, son pain était assuré. La situation du journalier était beaucoup plus précaire; cependant Rigby note que, si la campagne flamande marquait peu d'opulence, il n'y avait pas beaucoup de gens du peuple en haillons. Il ne faut pas oublier que, pendant des siècles, c'était le problème du pain quotidien qui avait obsédé la plèbe rurale. On peut dire que, dans nos provinces, il se trouvait résolu: elle mangeait tant bien que mal et c'était pourquoi elle croissait si rapidement en nombre. Même en temps de crise, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Pays-Bas ne connaissaient pas, comme d'autres provinces du royaume, la famine proprement dite, mais seulement la privation et la misère. Ce qui manquait à l'immense majorité des paysans, c'était la sécurité et l'espoir de s'élever à un sort meilleur. C'en est assez pour qu'on soit mal fondé, en fixant ses regards sur la bourgeoisie rurale, à faire de leur vie un tableau idyllique.

### III. - LA VIE COLLECTIVE

La vie collective du village était compromise par l'état déplorable de l'organisation municipale. La nomination de la *loi*, mayeur et échevins des Wallons, hoofman et pointeurs, cortiseurs ou asséeurs, dans le pays flamand, était à la discrétion du seigneur ou, en Flandre maritime, de la

châtellenie. Le règlement établi pour la Flandre en 1672 en ordonnait le renouvellement annuel; il interdisait d'y faire entrer à la fois le père et le fils, le beau-frère et le beau-fils, les frères et beaux-frères; le mandat ne pouvait être renouvelé plus de deux ou trois fois et la destitution sans motif légitime était interdite. Mais, en ce domaine, l'intendant n'avait aucune autorité; tout au plus, dans les cas les plus graves, intervenait-il avec beaucoup de discrétion pour conseiller au seigneur de redresser les abus; le Parlement, auquel on se plaignait aussi, n'avait pas la moindre envie de borner le pouvoir seigneurial. Le pire était que le bailli disposait très souvent en toute liberté des fonctions municipales. A Watten, en 1789, malgré toutes les pétitions adressées au seigneur, le mayeur était en place depuis quinze ans et avait pour échevins ses parents et ses locataires. En 1787, à Caudry, la loi était aussi en fonctions depuis quatorze ou quinze ans. Ces municipalités ne cédaient pas toujours aux ordres du seigneur et du bailli; en ce cas, elles encourageaient la destitution: en 1788, à Beaurepaire, le seigneur ayant perdu un procès, cassa le mayeur et le remplaça par un individu que les habitants accusaient de nombreux méfaits: le subdélégué lui-même le jugeait plus digne de poursuites judiciaires que de pareil honneur. Mais le plus souvent, elles favorisaient les prétentions de leurs maîtres ou du moins conseillaient aux paysans d'accepter une transaction. En 1788, le seigneur de Frelinghien ayant constitué par testament une rente de 300 fl. au profit des pauvres, son fils, marquis de Croix, plaida en Parlement pour faire annuler cette clause et les échevins consultés conclurent à la nullité, sous prétexte que, le seigneur étant très charitable, elle était superflue.

En échange de pareille docilité, le seigneur et le bailli laissaient les gens de loi administrer à leur gré et souvent à leur profit. A Watten, jusqu'en 1787, la recette de l'octroi et des biens de la fabrique et des pauvres n'avait pas été



adjudgée depuis des années, mais abandonnée au fils ou au frère du mayeur. Les ordonnances stipulaient que les frais paroissiaux, notamment quand il s'agissait d'un procès, devaient être fixés à l'intervention de deux des principaux propriétaires et de cinq notables choisis par les habitants; elles taxaient les vacations; mais c'était en vain: les gens de loi agissaient sans consulter personne et leur administration était bien loin d'être gratuite. La répartition des impôts souffrait même de leur arbitraire. A Watten, le seigneur ne payait rien pour les trois ou quatre bateaux qu'il possédait parce qu'il nommait lui-même ses parents comme asséeurs. A Caudry, en 1787, les gens de loi reconnurent que les rôles visés par le subdélégué étaient de pure forme ainsi que leurs comptes.

Le résultat de ces abus était que les paysans voyaient en leurs échevins des adversaires plutôt que des représentants; le village était profondément déchiré; la bourgeoisie rurale était elle-même très hostile aux hommes du seigneur qui la privaient du pouvoir. On pouvait bien avoir recours à une assemblée d'habitants, mais il fallait d'abord obtenir la permission de l'intendant et il n'en est jamais question que dans les cas extrêmes, quand on se décidait à ester en justice. Il n'en est jamais question en Flandre maritime, et partout ailleurs, ces assemblées n'ont jamais d'autre objet que de nommer des syndics pour représenter la communauté par devant les tribunaux: le village par conséquent n'avait jamais d'administrateurs qui lui appartenissent en propre.

On doit reconnaître d'ailleurs que les contribuables principaux, vivant durement et ne songeant qu'à soi, s'intéressaient médiocrement au progrès de la vie collective: ils voulaient payer le moins possible et répugnaient à tout accroissement de la vie municipale, même s'il était favorable à leurs intérêts, du moment qu'ils devaient supporter leur quote-part de frais. Il n'y avait pas de budget communal. Le



collecteur percevait les impôts et les revenus communaux ordinaires; il payait au roi ce que la paroisse lui devait solidairement et acquittait les dépenses ordonnées au jour le jour par les échevins. A la fin de l'année, il rassemblait pêle-mêle le doit et l'avoir en un compte unique; il n'y avait même pas d'année financière: les dépenses d'une année étaient à l'occasion reportées sur le compte suivant, si elles étaient acquittées en retard. Quand les biens communaux ou la perception des impôts royaux sur un pied excessif laissaient un boni, on le distribuait ou on en tenait compte l'année suivante dans l'assiette de l'impôt; si au contraire le découvert était considérable, on dressait un rôle supplémentaire de mauvais frais. Quand la communauté soutenait un procès ou était obligée à une dépense extraordinaire, comme la reconstruction de l'église, on faisait un emprunt dont les intérêts et l'amortissement étaient assurés par la location à long terme ou l'aliénation d'une part des biens communaux. Les frais ordinaires qu'on ne pouvait éviter comprenaient la recette des impôts, les contraintes et non-valeurs, les impôts et rentes dûs par la communauté, les salaires des messagers qui apportaient les ordres de l'intendant, les vacations des échevins pour la reddition des comptes, l'établissement des rôles, la visite des chemins, des fours et cheminées, les voyages et missions; enfin, de temps à autre, quelques frais de bureau ou de police: entretien du corps de garde, vacations de la maréchaussée. Beaucoup de paroisses n'avaient pas de maison commune: certaines louaient une salle pour en tenir lieu, ordinairement chez un cabaretier; un grand nombre consentaient aussi quelques dépenses pour le culte. Les travaux municipaux étaient réduits à peu de chose: entretien de l'église et du presbytère et, s'il y avait lieu, de l'école et de la maison cléricale et vicariale, des cloches et de l'horloge. Très rares étaient les villages qui payaient leurs principales rues. Quant au personnel, il pouvait se trouver ré-

duit au collecteur, désigné pour l'année, par adjudication au moins-disant et payé à proportion de la recette. On nommait moins régulièrement, surtout dans le Sud, un greffier et un garde. En Hainaut et en Cambrésis, le premier recevait des vacations, rarement un traitement; en Flandre maritime les gros villages l'appointaient; c'était alors un personnage, quelquefois un bourgeois. Du garde, on a déjà parlé. Certains villages payaient aussi un sonneur de cloches. On est surtout frappé par l'absence de tout effort sérieux pour assurer la police rurale et pour améliorer l'état des chemins: chaque cultivateur en souffrait et s'en plaignait, mais aucun ne voulait payer parce que tout le profit ne serait pas pour lui.

Si la vie collective officielle était peu active, les paysans se retrouvaient pourtant au jeu et au cabaret. Chez les Wallons, le jeu de paume était très populaire et il l'est resté depuis. Des villages mentionnent, parmi leurs biens communaux, la place publique qui lui était réservée. Le tir à l'arc au berceau ou à la perche et l'arbalète étaient en grand honneur dans les Flandres; ceux qui les pratiquaient formaient des confréries qui figuraient en armes, avec leurs bannières, dans les processions et les fêtes publiques, organisaient des concours et se défiaient mutuellement. Mais le cabaret était beaucoup plus fréquenté que le terrain de jeu. Il était accessible à tous et, l'hiver, le paysan n'avait pas d'autre distraction que d'y aller fumer la pipe et jouer aux cartes. On y dansait les dimanches et fêtes. Dans certains villages, on se plaignait que le seigneur y mît obstacle ou permit à tel cabaretier ce qu'il défendait aux autres. De ci, de là, il y avait dans les villages des « musiciens » qu'on engageait pour les noces et pour les fêtes. Les curés ne voyaient pas toujours de bon œil ces réjouissances. En Flandre maritime, plusieurs demandèrent, dans les cahiers, qu'on empêchât les paysans de danser. Que le cabaret en-

courageât l'intempérance, on n'en peut pas douter, et quelques cahiers accusèrent l'ivrognerie d'engendrer la mendicité, mais le mal ne pouvait pas être très étendu parce que la bière était chère et l'eau-de-vie plus encore : on la tirait du Midi et il n'y avait encore de genièvreries que dans le port franc de Dunkerque. Sauf les jours de fête, on sonnait la retraite à huit ou neuf heures l'hiver, à neuf ou dix l'été. Pour les femmes, il semble qu'elles eussent déjà l'habitude, même chez les pauvres, de se réunir pour boire le café « qui a tellement pris dans le pays, dit le cahier d'Eecke, que la classe la plus pauvre y met tout son temps et son argent ».

Mais l'église était, par dessus tout, le centre de la vie collective. A l'égard de leur curé, les paysans se montraient très indépendants et même méfiants et jaloux. Ils ne lui faisaient aucune part dans l'administration du village ; l'usage ne l'admettait pas non plus à la gestion de la table des pauvres ni même à celles des biens de fabrique et de fondations ; parfois, on lui refusait même tout droit d'intervenir dans la nomination du coute. A leur manière, les paysans défendaient l'autonomie du pouvoir temporel. Les cahiers du clergé se plaignirent de cet ostracisme « comme évidemment injuste et abusif, en ce qu'il diminue le respect que les peuples doivent à leurs pasteurs ». D'autre part, on n'hésitait pas non plus à protester contre les oblations que le clergé exigeait lors de certaines cérémonies et notamment des funérailles. « Il paraît, dit le cahier de Zermezele, que l'avarice forme le partage des ecclésiastiques : l'on voit journalièrement augmenter leurs prétendus droits, comme les denrées sur le marché ; sans le *stipendium*, point de service pour les pauvres ». Comme on voit, les Flamands eux-mêmes n'étaient pas sur ce point les moins enclins à la critique. Plusieurs paroisses de la Flandre maritime demandèrent en 1789 que le culte fût gratuit et même qu'il n'y eût qu'un même service funèbre pour les pauvres comme

pour les riches. Encore moins se faisait-on scrupule de s'en prendre au curé en tant que décimateur. En 1788, le village d'Aix-en-Pévèle, engagea énergiquement la lutte contre le sien qui voulait modifier la manière de compter la dîme et s'était avisé d'aller de maison en maison pour persuader ses paroissiens et de prêcher en chaire sur ce sujet.

Ces réserves faites, les paroissiens cependant vivaient presque toujours en bonne intelligence avec leur curé : il était ordinairement du pays et appartenait à la bourgeoisie rurale. Le fermier cédant son exploitation à l'aîné, il arrivait très souvent que l'un au moins d'entre les autres entraît au séminaire, tandis que les filles qui ne trouvaient pas à se marier prenaient le chemin du couvent. Dans les Pays-Bas, les curés étaient choisis avec soin : les évêques procédaient à des concours et désignaient, parmi ceux qui avaient été admis, trois candidats entre lesquels les patrons choisissaient. En tout cas, la foi des paysans demeurait intacte. Leur religion était naturellement mêlée de superstition. La croyance aux revenants était générale. Il y avait encore des sorciers, qui prêtaient la main aux vengeances personnelles, et des gens qui savaient les combattre par des exorcismes appropriés. Mais les pratiques religieuses étaient bien loin d'en souffrir : le paysan y était très exact ; au besoin, il réclamait un vicaire pour aider le curé et, ne l'obtenant pas du décimateur, il payait pour en avoir un ; de surcroît, il payait encore, lui si avare, pour qu'on le vînt prêcher en carême. Le repos dominical était très rigoureusement observé et les offices étaient la principale distraction des dimanches et fêtes chômées. Les règlements de police ordonnaient aux cabarets de demeurer clos et aux moulins de ne pas tourner pendant le service divin ; ils défendaient également de travailler le dimanche, de jurer et de blasphémer. Ils se conformaient il est vrai aux placards du XVI<sup>e</sup> siècle et, au témoignage des curés, n'étaient pas exactement respectés.

Mais quand, en 1790, les nouvelles municipalités se trouvèrent maîtresses d'en décider, elles conservèrent toutes ces prescriptions dans leurs ordonnances. Dans quelle mesure ce zèle religieux entretenait la moralité, c'est ce qu'on ne peut dire. Au Moyen Age, le paysan n'était pas moins pieux et les mœurs, dans les Pays-Bas, étaient néanmoins d'une grande brutalité. On ne peut pas aller en Flandre sans couteau, disait-on. Elles s'étaient adoucies avec le progrès économique, mais demeuraient rudes : les atroces sanctions que les plus honnêtes gens donnaient au mauvais gré en témoignent. Les paysans étaient, en grande majorité, trop pauvres et trop ignorants pour qu'il en allât autrement. D'autre part, il y avait des enfants trouvés parmi les pupilles des communautés : la plupart n'étaient sûrement pas des enfants légitimes. Dans les appels au Parlement, les affaires de mœurs ne manquent pas non plus. Mais si l'influence moralisatrice du clergé ne peut être exactement appréciée, il n'y a aucun doute qu'il fût complètement maître des esprits. Le cahier d'Hondeghem demanda, comme tous ceux des ecclésiastiques, que le catholicisme demeurât la religion du royaume et particulièrement de la province. Cet exemple paraît unique. Mais c'est que les paysans, bien qu'il restât quelques protestants dans les villages vers St-Amand et dans le Cambrésis, n'avaient point l'idée qu'on pût en avoir une autre. Les troubles religieux du XVI<sup>e</sup> siècle et la longue période de rigoureuse intolérance qui les avaient suivis, en exterminant ou en faisant fuir les hétérodoxes, avaient soigneusement sélectionné la population et, d'autre part, dans la mesure où le paysan recevait l'instruction, il la tenait uniquement de l'Eglise.



## IV. - L'ÉCOLE

L'école était une dépendance de l'église, non seulement de par la loi qui obligeait le maître à obtenir licence de l'évêque, mais aussi dans l'opinion des paysans, telle qu'elle s'exprimait par l'usage. Dans les villages, c'était le clerc laïque ou coutre qui était maître d'école. Mais ses fonctions cléricales étaient, de beaucoup, les plus importantes. Il prenait soin de l'église et du cimetière, chantait au lutrin, sonnait la cloche et notamment l'Angélus, portait l'eau bénite et le buis et tenait école si le curé n'avait pas besoin de lui à l'église. C'était au clerc que la communauté accordait un traitement et c'était de l'église qu'il tenait la plus grande partie de ses émoluments complémentaires: les dons des paroissiens, assez souvent le logement dans la maison cléricale, quelquefois une pension des décimateurs ou la perception de la dîme curiale. Dans quelques villages, des fondations ou des subventions accordées par des corps ecclésiastiques ou des prêtres entretenaient des écoles dominicales, devenues assez souvent quotidiennes, telle la fondation de la Préelle à Aubigny-au-bac, destinée aux filles et confiée à des religieuses. Leur objet essentiel était pareil: c'était de préparer les enfants au catéchisme et de les conduire à la messe autant que possible tous les jours.

Tant vaut le maître, tant vaut l'école. Dans des conditions qui n'étaient pas très différentes, l'enseignement fit des progrès au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais, à la fin de l'Ancien Régime, la situation des maîtres était encore trop modeste et surtout trop précaire pour que leur recrutement et leur valeur pédagogique fussent satisfaisantes. Tantôt la paroisse accordait un traitement fixe sans qu'il fût mention d'écolage, tantôt les parents devaient une rétribution, le plus souvent 4 à 5 s. par mois si l'enfant apprenait seulement à lire, 6 à 7 s. s'il



écrivait, plus quelque chose pour le chauffage : en ce cas, la communauté payait ordinairement pour les pauvres, soit par tête, soit à forfait ; mais il arrivait qu'elle ne rétribuât le clerc que pour les sonneries ou qu'elle ne lui accordât rien : en ce cas, il était réduit à ses profits d'église et à l'écolage. D'après les exemples que l'on connaît, le maximum du traitement fixe aurait été de 300 l. A Ste-Marie-Cappel, le coutre, tout compté, se faisait, disait-il, 450 l. C'est la Flandre maritime qui semble avoir payé le mieux ses instituteurs. Tous n'étaient pas logés ou même n'avaient pas de salle d'école ; quelques-uns au contraire tenaient pension. Quand ils jouissaient d'une maison cléricale, ils pouvaient vivre comme de petits ménagers.

Mais ils n'avaient ni indépendance ni sécurité. Les conditions de nomination n'étaient pas les mêmes partout. A Wattignies, à Coutiches, à Féchain, à Pitgam, c'était le seigneur qui le nommait ; de même à St-Hilaire-lez-Cambrai, l'abbaye du St-Sépulcre, en cette même qualité. Plus rarement, le curé, comme à Linselles, prétendait aussi le choisir. Il arrivait que la communauté contestât ce droit au seigneur. En 1777, à Vieux-Berquin, les principaux habitants le lui reconnurent tandis que les autres voulaient le lui disputer en justice ; en 1789, les habitants de Marcq-en-Ostrevent, soutenus par le curé, étaient en conflit sur ce point avec le marquis de la Pierre. Dans le Hainaut, le droit de la communauté paraît avoir été reconnu : d'ordinaire, c'étaient les échevins qui l'exerçaient, en consultant le curé et les personnages influents ; mais, en théorie, la généralité des habitants avaient le droit de participer à l'élection : il arrivait qu'il y eût scission et on en référait alors à l'intendant. Dans certains villages, on procédait à un concours préalable. Dans tous les cas, le clerc était en premier lieu subordonné au curé : il ne pouvait s'absenter sans sa permission et enseignait sous son contrôle ; d'autre part, il l'était aux habi-

tants : son contrat le soumettait à la réélection annuelle ou le déclarait révocable à volonté. En 1745, le clerc de St-Rémy-Mal-Bâti fut destitué après trente-trois ans d'exercice. On ne s'étonnera pas que, dans ces conditions, le recrutement ne fût pas de premier choix. Il y avait des clercs fort peu instruits, comme le montrent des documents rédigés par eux. Celui de St-Rémy-Mal-Bâti, destitué en 1745, était accusé de ne savoir pas écrire et le subdélégué, qui avait pris sa défense, reconnaissait pourtant qu'il n'écrivait pas bien. En 1791, le maire de St-Vaast, exigeant que le clerc fût choisi au concours, justifiait sa prétention en disant qu'on n'avait jamais eu que des ânes. Mais on peut admettre qu'en général les maîtres étaient capables d'enseigner aux paysans ce qu'ils désiraient apprendre et qui était peu de chose. Les cultivateurs ne méconnaissaient pas qu'il y eût quelque utilité à savoir lire, écrire, et compter, mais tant de savoir ne leur paraissait cependant pas indispensable : c'était déjà un luxe que d'apprendre à lire pour suivre la messe. Rares sont les cahiers de paroisse qui s'intéressent à l'école et c'est toujours pour demander, non qu'on en perfectionne l'enseignement, mais que le clergé en fasse seul les frais. Tout au plus peut-on dire, d'après l'enquête de 1790 sur la mendicité, que certaines municipalités désiraient assez sagement qu'on lui donnât un certain caractère professionnel et qu'on y apprît au moins à filer.

Combien de villages et combien d'enfants profitaient-ils du moins de cet enseignement si élémentaire ? La très grande majorité des paroisses avaient un clerc qui tenait école, mais non pas toutes. Quant à la fréquentation, on manque de documents pour l'apprécier ; elle était essentiellement saisonnière, commençait généralement après la Toussaint pour finir à Pâques. Pour se rendre compte des résultats obtenus, on se fonde généralement sur les registres de catholicité qui indiquent la proportion des personnes qui pouvaient signer

leur acte de mariage. Dans le Nord, pendant la période qui va de 1750 à 1790, elle fut de 53,97 pour les hommes et de 36,29 pour les femmes et, pendant l'année 1789, de 58,13 et 37,28 respectivement : elle est supérieure à la moyenne du royaume. Le futur arrondissement d'Avesnes était le plus instruit avec 73 et 56% ; celui de Lille le plus ignorant avec 48 et 36. Mais combien de ces signatures sont-elles tracées d'une écriture courante et témoignent-elles véritablement d'une instruction élémentaire ? Les documents de l'époque révolutionnaire, sans fournir aucune donnée statistique, n'en laissent pas moins une impression assez fâcheuse. De 1790 à 1792, les actes des municipalités sont en majorité à peu près corrects dans la Flandre maritime où ils furent rédigés par la bourgeoisie rurale ; mais dans le Hainaut et le Cambrésis, il n'en va pas de même. Le 5 juillet 1792, le District du Quesnoy explique que « beaucoup de municipalités de campagne n'ont pas de registre ni assez souvent de personne capable de rédiger ». Lorsqu'à la fin de 1792 et en l'an II, les ménagers et les journaliers prirent le pouvoir, les délibérations et la correspondance devinrent grossièrement incorrectes et trop souvent informes. Dans beaucoup de communes, les actes d'état civil, quand les registres n'en étaient pas confiés au curé, furent d'abord dressés de manière pitoyable. En l'an VI, les agents ou adjoints municipaux de Millonfosse, Sars-et-Rosières et Thun furent suspendus parce qu'ils ne savaient même pas lire.

L'école était, avant tout, destinée à former des enfants pieux et dociles ; elle ne cherchait pas à éveiller la vie intellectuelle, encore moins à l'entretenir chez l'adulte et à rester pour lui un foyer de vie collective. D'autre part l'influence de la grande ville ne pouvait pas se faire sentir directement : la plupart des villages n'avaient de rapports qu'avec la petite ville de marché et les journaliers même ne s'y rendaient que par exception pour acheter du blé. Ne pouvant pas lire,

la plus grande partie des paysans ne communiquaient avec le reste du royaume que par l'intermédiaire du curé et de quelques bourgeois ou cultivateurs suffisamment instruits : on en trouvait dans bon nombre de paroisses et c'est pourquoi la Révolution a pu gagner les campagnes, mais il fallait que la commotion fût bien violente pour qu'elles fussent troublées dans leur routine millénaire et le pays flamand constituait à cet égard une zone plus fermée encore : dans le pays au bois et la plaine maritime, on enseignait en flamand et les trois quarts au moins des habitants ne comprenaient pas le français ; ils ne pouvaient savoir de la vie nationale que ce qu'il plaisait au curé, aux bourgeois, aux gens aisés de leur en raconter. C'est pourquoi l'idéalisme révolutionnaire toucha difficilement les paysans : ce n'est pas qu'ils y fussent plus réfractaires que les citadins, mais les moyens manquèrent pour le leur faire connaître. C'était par leur curé, qu'ils regardaient comme leur maître intellectuel et qu'ils venaient régulièrement écouter, que la Révolution pouvait principalement les atteindre. En brisant avec lui, elle ne leur imposa pas seulement un choix douloureux et qui, pour un grand nombre, ne pouvait pas être douteux, elle se priva par devers eux d'un médiateur intellectuel que, de longtemps, elle ne put pas remplacer.

#### V. - LES CAHIERS : ÉTAT D'ESPRIT ET VŒUX DU PAYSAN

Quant à l'idée que le paysan se formait de sa condition et des moyens de l'améliorer, il semble facile de la connaître puisqu'il l'a exprimée dans les cahiers de paroisses. On a contesté leur valeur objective : il faut accorder qu'ils doivent être contrôlés comme tous autres documents, mais l'épreuve leur est entièrement favorable et il est d'ailleurs difficile d'admettre que les paysans eussent pu, en présence du

bailli, dénoncer tel droit ou tel abus seigneurial dont l'existence eût été imaginaire ou affirmer mensongèrement que tel était le taux de l'impôt, alors qu'ils savaient la vérification si aisée. On a mis en doute aussi leur valeur subjective et certains cahiers, en effet, d'origine visiblement bourgeoise, appellent beaucoup de réserves : mais elles ne concernent que les vœux politiques ; sur l'organisation sociale et même sur les réformes administratives, on ne peut par lire les cahiers des paroisses sans acquérir la conviction qu'ils expriment bien la pensée des paysans. Sans doute, certains ont pris pour modèle l'œuvre de leurs voisins, mais l'identité complète est rare et il n'est pas surprenant que les griefs se soient trouvés les mêmes dans un groupe de villages contigus. Même dans les cahiers où l'influence du bourgeois est sensible, les revendications paysannes formulées dans ceux qui ne prêtent pas au soupçon n'en réapparaissent pas moins et tiennent la plus grande place. Dans les cahiers de bailliage aussi la voix des paysans a su se faire entendre. En Flandre maritime et dans la châtellenie de Lille, ils eurent peu de part à la rédaction du cahier général ; à Bailleul, les quatre députés furent pris dans la bourgeoisie ; à Lille, on prit deux députés sur quatre dans la bourgeoisie rurale des fermiers, mais, dans le cahier, les demandes propres des paysans furent rejetées à l'arrière-plan. Comme toujours, la région méridionale se distingua nettement de la Flandre. A Douai même, on se plaignit que les députés des campagnes se fussent rendus maîtres de l'assemblée ; à Maubeuge, le cahier du Tiers de la prévôté distingue les demandes des villes de celles des campagnes ; à Cambrai, dix-sept des vingt-quatre commissaires chargés de la rédaction furent des paysans.

Si les cahiers de paroisses méritent un reproche, ce n'est certes pas d'avoir exprimé un mécontentement fictif, c'est bien plutôt, en dépit de la hardiesse de certains d'entre eux,



d'avoir gardé une modération, une timidité qui ont dissimulé les véritables sentiments d'une partie tout au moins des paysans, des plus ardents et des plus passionnés. Le cahier de paroisse n'était pas un procès-verbal : il n'a pas nécessairement reproduit tout ce qui à été proposé dans l'assemblée, encore moins ce qui s'y est dit. Les paysans n'étaient pas d'accord sur toutes les questions : en général, les plus pauvres ne prédominèrent pas dans l'assemblée et ce ne fut pas en leur faveur que dut s'exercer l'influence du bailli qui présidait. Mais surtout, il n'est pas probable qu'on ait osé dire tout ce qu'on pensait. En Flandre maritime, vingt communautés désignèrent le bailli comme député, treize autres élurent le hoofman ou l'assesseur qui était un paysan, mais qui représentait la châellenie ou le seigneur ; à Wattignies, le comte de Lannoy, seigneur, assista à l'assemblée de paroisse avec le curé : ils signèrent le cahier et le comte fut nommé député. De même, à Loos, le comte de Thiennes, seigneur, et à Pérenchies, le bailli furent élus pour représenter la paroisse. Peut-on supposer qu'on ait parlé sans crainte au milieu de paysans si dociles ? A Mortagne, le Tiers garda le silence sur les droits féodaux, demanda que les biens du clergé fussent respectés et que les privilèges honorifiques fussent conservés ainsi que le vote par ordre : mais après le 14 juillet, la prévôté n'en fut pas moins un des principaux théâtres de la révolte agraire ; évidemment l'abbaye du Château et les seigneurs du crû, probablement aussi les agents du comte de la Marck, avaient tout conduit. A Gœulzin, après la rédaction, le 25 mars, d'un cahier en cinq articles qui reste muet sur les droits féodaux et porte 17 signatures, il en fut rédigé un autre en quatorze articles ; il porte 28 signatures dont trois tout au plus émanent peut-être des précédents rédacteurs : or ce cahier est une violente diatribe contre le seigneur. Il paraît significatif aussi que des pétitions particulières, comme l'adresse des paysans d'On-



naing, aient été envoyées à Necker ou à l'assemblée après la rédaction des cahiers. Enfin beaucoup de langues se délièrent après la victoire de l'Assemblée constituante, comme le montrent les papiers du Comité féodal. Si les paysans attendaient beaucoup du roi, les plus audacieux, au printemps de 1789, ne pouvaient pas imaginer que leurs maîtres fussent à la veille de perdre à la fois pouvoir et richesse et même de disparaître du pays pour toujours.

Malgré tout, ils en ont dit assez pour manifester leur solidarité en face des seigneurs et de tous les privilégiés : qu'ils paient l'impôt et qu'ils cessent d'exploiter illégalement le paysan ; la dîme est détournée de sa destination ; les droits féodaux ont « pris naissance dans l'ombre d'un mystère répréhensible » et sont « l'effet de la crainte et de la pusillanimité ». Si d'aucuns sont des propriétés légitimes, qu'on le prouve et qu'en ce cas, ils soient déclarés rachetables. Que la récolte, tout au moins, soit laissée à celui qui l'a semée : la dîme et le terrage perçus en argent, on sait bien qu'avec le temps, la charge s'en atténuera jusqu'à devenir illusoire. Mais de la Flandre au Cambrésis, le ton monte visiblement, à mesure que la féodalité se fait plus oppressive. En Flandre maritime, assez rares sont les cahiers qui exigent des seigneurs et décimateurs la production de leurs titres ; ceux qu'on possède pour la châtellenie de Lille sont muets. Au contraire, dans le Sud, c'est un cri général. On n'avait pas en vain remontré aux paysans que possession ne vaut point titre afin de leur ôter leurs biens communaux et leurs regains. Que la loi soit donc la même pour tous. Non seulement bon nombre de cahiers de paroisses sont formels, mais les cahiers de bailliage ont recueilli sans protestation cette prétention, essentiellement révolutionnaire, de vérifier l'origine de la propriété.

En face de la bourgeoisie urbaine aussi, les paysans se sentent solidaires. Car nombreux aussi sont ses privilèges et

ses exactions. La ville paie moins d'impôt, pense le rural; ses habitants échappent aux corvées et aux réquisitions; ils ne tirent pas à la milice. Dans les états provinciaux, les citadins sont représentés; les paysans non; en Flandre maritime, c'est pis; ils administrent le plat pays. Que de profits ils en tirent! Une partie des dépenses urbaines est couverte par le budget de la châellenie ou du département, aux frais de la campagne. Dans le Hainaut, l'impôt sur la bière, si lourd au pauvre, ne profite qu'aux hôpitaux des villes. C'est pour entretenir des citadins, leurs créatures, que les administrateurs laissent subsister tant de trésoriers et de receveurs qui enflent sans nécessité les frais de perception. C'est au profit des bourgeois qu'on s'abstient de réformer une organisation judiciaire d'une incroyable complication et une procédure écrite d'un coût exorbitant. C'est pour alimenter à bon marché les villes que, jusqu'en 1787, la liberté commerciale a été refusée aux paysans; c'est pour permettre à leur industrie de s'approvisionner à bon compte qu'on empêche encore le cultivateur d'exporter le colza et le lin. Le village enfin doit devenir en toutes choses l'égal de la cité; la procédure sera simplifiée, la perception des impôts pareillement; on imposera le superflu, les chevaux de luxe, les gens de livrée, au soulagement de l'agriculture; comme les nobles le demandent aussi, on enlèvera aux financiers « dont la fortune s'établit sur les désordres de l'Etat », « les moyens d'acquérir subitement une grande fortune et de s'enrichir sans travail ». Le cultivateur deviendra un producteur indépendant; maître de la totalité de sa récolte, il en disposera comme il l'entendra.

Comment s'en tenir là? le paysan aperçoit très bien qu'il n'obtiendra rien tant qu'il ne tiendra pas dans l'organisation de l'Etat la place qui lui revient. Il ne gouverne même pas son village. Quelquefois il admet que le seigneur continue à nommer une partie des échevins ou conserve l'agrément; plus

généralement, c'est une municipalité élue qu'il réclame, indépendante du seigneur, directement subordonnée à l'autorité provinciale; un corps de notables lui sera adjoint; tous exerceront gratuitement et seront renouvelés à court terme et par fractions: sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, on est surpris de constater à quel point les lois de la Constituante ont fidèlement respecté les vœux des cahiers.

Le village était aussi en rapport trop étroit avec l'administration provinciale pour n'avoir pas d'opinion précise sur son compte. Dans la châtellenie de Bailleul et la prévôté de St-Amand seules, le paysan avait voix au chapitre; partout ailleurs, l'autonomie provinciale n'était pour lui qu'un mot. Les cahiers ne tarissent pas sur les méfaits des Etats et des châtellenies, « d'une composition aussi extraordinaire qu'incroyable » et dont la gestion est « ruineuse pour le peuple ». Unique est le cahier de Raimbeaucourt qui veut conserver au pays ces administrations « dont la douceur du régime a maintenu l'opulence »; très rares sont ceux qui, les condamnant, enregistrent néanmoins les arguments de leurs partisans. La noblesse et le clergé eux-mêmes font chorus. On a parfois insisté complaisamment sur le particularisme des cahiers, comme s'il était la justification de ces gouvernements patriarcaux et oligarchiques: il n'en est rien; s'il désire maintenir les privilèges de sa province, le paysan, d'accord avec le citadin, veut en transformer complètement l'administration: elle deviendra élective et les campagnes désormais y seront représentées; certains, en Flandre maritime, prétendent revenir aux conventions primitives qui associaient les délégués des paroisses au magistrat du chef-collège: le régime de la châtellenie de Bailleul leur paraît satisfaisant; ailleurs, on veut calquer l'assemblée provinciale sur les Etats généraux: le Tiers y sera doublé et on votera par tête; mais il faut que les paysans y soient directement représentés: par exemple, la moitié des députés du Tiers pourraient être pris

parmi eux; dans la châtellenie de Douai, on désire qu'ils forment un quatrième ordre, comme en Suède; d'esprit plus moderne et avec plus d'adresse, nombre de paroisses demandent que chacune ait son député ou, mieux encore, que les élections se fassent par arrondissement territorial, en sorte que les campagnes disposeront de la majorité.

A côté ou au-dessus des administrations provinciales, le paysan, comme le citoyen, vise l'intendant, représentant du pouvoir central, et veut le supprimer: ainsi restera-t-il maître de sa paroisse sous la surveillance de l'assemblée provinciale où il exercera lui-même une influence prépondérante. Mais qui obligera cette dernière à coordonner son action à celle de la nation? Ce n'est pas que le sens de la vie nationale manque complètement aux paroisses. Très nombreuses sont celles qui demandent l'abolition des douanes intérieures, l'unification de la législation, de la monnaie et des mesures et toutes ne justifient pas ces vœux par des considérations exclusivement utilitaires: «les habitants du Hainaut et du Cambrésis, disent ceux de Ramousies, sont eux-mêmes Français et gouvernés par le même souverain», et en priant le roi d'abolir la juridiction des moines, ils s'écrient: «nous vous appartiendrons de plus près: c'est le vœu de toute la nation». Mais avant tout, l'Etat que l'intendant représente apparaît comme l'instrument des classes privilégiées ou leur protecteur; on ne songe donc qu'à diminuer son autorité, en défendant les privilèges et l'autonomie de la province désormais soumise à la volonté populaire. Cette réaction violente contre l'Etat tendait à établir la souveraineté nationale, mais fragmentée entre les diverses régions qui constituaient la nation. Elle survécut à l'Ancien Régime, à la monarchie elle-même et, par ses conséquences, devint un des traits essentiels de la Révolution. Bien que la nation eût pris possession de l'Etat, la Constituante n'en fit pas moins une part très grande à la décentralisation et, dans l'application, on alla

bien au delà de ses intentions : une fédération de paroisses qui n'en feront qu'à leur tête, voilà où mènent, sans qu'on s'en rende bien compte, les projets qu'on inscrit dans les cahiers, sans réfléchir que la vie nationale peut en être compromise ; que la région, puis la paroisse, abandonnées à elles-mêmes et s'isolant instinctivement, pourront se voir incapables d'assurer les fonctions ordinaires de la vie sociale, la perception de l'impôt, les échanges économiques, le maintien de l'ordre ; qu'enfin les maux qui en seront la conséquence dégoûteront les paysans de la liberté politique, comme les abus de l'Ancien Régime les dressaient, en ce temps, contre la centralisation.

Les demandes relatives à l'administration de la paroisse et de la province sont si fréquentes et s'expliquent par des abus si notoires qu'elles traduisent, sans doute possible, l'opinion de la majorité des paysans, bien qu'assurément elles ne réalisent pas l'unanimité comme les réclamations d'ordre social. Mais les vœux politiques, ceux qui concernent l'organisation du pouvoir central, les libertés nécessaires et l'accession aux fonctions publiques, n'intéressent évidemment qu'un petit nombre de ruraux. A cet égard, certains cahiers de paroisses se distinguent très nettement des autres ; celui de Baives, petit village perdu au pied de l'Ardenne, divisé en chapitres, constitue une sorte d'opuscule sur la réforme du royaume ; ceux de St-Rémy-Chaussée et de Floyon dans le Hainaut, de Boeseghem, de Quaestraete en Flandre maritime, de Waziers, près de Douai, de Bachy et de Frelinghien, dans la châtellenie de Lille accordent, entre autres, beaucoup d'importance aux questions politiques. Quelques cahiers réclament aussi le vote par tête, la périodicité des Etats généraux, le consentement de l'impôt. Mais on est particulièrement surpris de voir quelques paroisses de Flandre maritime manifester leur attachement à Necker, celle de St-Pierrebrouck réclamer la liberté de la presse,



celle d'Houtkerque protester contre l'attribution exclusive des grades militaires à la noblesse. Il va de soi que l'immense majorité des payans ne pouvait pas s'intéresser à semblables questions; on peut seulement admettre que l'appel du roi ayant éveillé parmi eux une sorte d'espérance messianique et leur méfiance à l'égard des privilégiés étant égale à leur haine des privilèges, ils étaient capables de comprendre l'importance du vote par tête et de la périodicité des Etats généraux. « Très peu initiés dans les affaires de l'Etat et se renfermant dans les objets qui leur sont particuliers... »: tel est le début du cahier d'Ohain et tel pourrait être celui de beaucoup d'autres, les objets particuliers qui les intéressent étant l'abolition des privilèges et la réforme ou la destruction des redevances agraires. Mais on n'épuise pas le problème en attribuant à la bourgeoisie la rédaction de ces cahiers exceptionnels.

S'agit-il de citoyens qui auraient remis aux payans un modèle servilement recopié? ou « d'intellectuels » ruraux, notaires, avocats, qui auraient tenu la plume, mais qui, installés dans les villages et, souvent, chefs de l'opposition dirigée contre le seigneur, étaient capables d'expliquer à leurs concitoyens l'importance des revendications politiques? Et surtout, dans quelle mesure la bourgeoisie rurale proprement dite, celle des fermiers et des cultivateurs, leur a-t-elle donné son adhésion raisonnée? On peut répondre tout au moins à la première de ces questions. Si des cahiers ont, comme on l'a dit, des traits de ressemblance, ils ne copient jamais textuellement le modèle dont ils ont pu s'inspirer et les articles qui surprennent, par la maturité politique qu'ils supposeraient chez les payans, apparaissent toujours comme adjoints à un fonds de revendications incontestablement rurales: ils ont donc été introduits dans les cahiers par les bourgeois de campagne et quelquefois peut-être par des bourgeois ruraux proprement dits, fermiers ou cultivateurs,



qui étaient en rapport avec eux ou avec des citadins. Dans certains cas, il est facile de désigner parmi les signataires du cahier le personnage qui a dû proposer les vœux politiques. Ainsi à St-Pierrebrouck, les frères Vermeersch, deux cultivateurs, d'accord avec Muchembled, avocat à St-Omer; dans la région de Bourbourg et de Gravelines, leur ami, le notaire Warin, qui instrumenta dans plusieurs assemblées paroissiales, et à St-Georges l'avocat Picquart, de Bourbourg; à Steenvoorde, l'avocat Van Bambeke; à Eecke, le bailli Neuwe; à Pradelles, l'avocat Ruckebusch; à Hoymille, l'avocat Debaecque; à Quaestraete, le maître des postes Makereel; à Houplines, Lemesre, greffier et cultivateur; à Frelinghien, le notaire Blanquart; à Brillon, le futur conventionnel Briez; à Floyon, le médecin Lebon, qui dirigeait, depuis plusieurs années, la lutte contre M. de Préseau; si nous possédions tous les cahiers, nous pourrions en citer beaucoup d'autres qui furent envoyée à l'assemblée bailliagère, jouèrent un rôle dans les conseils de leur commune, des districts et du département ou furent même élus représentants du peuple. En communication avec les chefs urbains, ils étaient dans les campagnes les propagandistes du parti patriote. Il est donc certain que les fermiers et les cultivateurs aisés ont entendu discuter les questions politiques et qu'ils s'y sont intéressés puisque quelques-uns d'entre eux ont pris rang dans le personnel révolutionnaire. Mais leur attention demeura distraite: consentement de l'impôt par des Etats périodiques et vote par tête, c'est à peu près tout ce qu'ils demandaient; assurément c'était l'essentiel et ils pouvaient abandonner à leurs représentants le soin de tirer de ces principes les conséquences constitutionnelles. Mais cette brièveté contraste avec l'abondance et la précision des vœux d'ordre social et administratif et il est évident qu'ils attachaient infiniment plus d'importance à ces derniers, ainsi que les autres paysans. D'autre part, beaucoup de cahiers de pa-

roisses étant demeurés muets sur la réforme politique, on doit conclure que d'eux-mêmes, ils n'y pensaient guère et que, dans beaucoup de villages, on ne trouvait point l'animateur indispensable. Enfin on ne saurait oublier que la bourgeoisie villageoise ne formait qu'une très petite minorité. Ainsi l'œuvre politique de la Révolution ne devait pas s'enraciner dans les campagnes comme son œuvre sociale; entre leurs chances de succès, les circonstances historiques établissaient une différence vraiment étonnante. Pour presque tous les paysans, être libre c'était être débarrassé du seigneur; liberté, égalité, deux mots pour une seule chose qui était l'essence même de la Révolution.

Mais il était pour la révolution politique un autre danger. Nous avons essayé de montrer que la population rurale n'était pas homogène et de discerner les intérêts propres des éléments qui la constituaient. Bien que le régime électoral de 1789 fût très libéral puisqu'étaient admis à l'assemblée tous ceux qui payaient une contribution directe, c'est-à-dire dans beaucoup de villages tous ou presque tous les chefs de famille, on ne peut guère douter que les ménagers et les ouvriers n'y aient été souvent les moins nombreux. Les cahiers malheureusement, s'ils portent les signatures, ne mentionnent pas les assistants qui ne savaient pas écrire: par exception à Bachy et à Hondeghem, on les a cités; à Bachy, il y avait 144 feux: il y eut 55 comparants; à Hondeghem 129 pour 339 feux. D'autre part, l'ascendant de la bourgeoisie rurale était tel que beaucoup de ceux qui lui étaient économiquement assujettis ne pouvaient être que des figurants: ce sont les laboureurs indépendants, tout au moins dans une assez large mesure, qui ont dû dominer et c'est entre eux et les potentats de la culture que le débat dû être circonscrit. Si l'on joint à cette circonstance la réserve qu'imposait la présence du bailli, on s'explique aisément que la crise agraire tienne une place relativement

bien moindre dans les cahiers qu'on n'aurait dû s'y attendre. Comme on le vit en 1790, lors de l'enquête sur la mendicité, les paysans se rendaient bien compte qu'ils devenaient trop nombreux, qu'il leur aurait fallu devenir propriétaires et qu'il aurait été nécessaire aussi de limiter la puissance de la bourgeoisie rurale. Bien rares furent pourtant les cahiers qui osèrent demander l'aliénation des biens du clergé; ils bornèrent généralement leur audace à demander qu'on en tirât parti pour l'extinction de la dette et du déficit. Par quel moyen? en saisissant les revenus apparemment. Mais ne touchant pas, du moins en principe, à la propriété, le démembrement des exploitations ne leur inspira point, comme on l'a montré, la même timidité.

A qui donc profiterait la Révolution? la bourgeoisie rurale réussirait-elle à accaparer les biens nationaux et à s'assurer ainsi le bénéfice de l'abolition de la dîme et des droits féodaux? Les réformes de l'Ancien Régime qui avaient tourné à son profit, la clôture, la liberté du commerce des grains, seraient-elles maintenues? Que ferait-on des communaux? Toucherait-on aux exploitations? Taxerait-on les fermages, mais aussi les travaux des champs, les salaires et le prix des grains? Et d'autre part, si la révolte agraire, après avoir abattu le seigneur, se prolongeait indéfiniment, la sécurité du grand cultivateur serait-elle suffisamment protégée par un gouvernement populaire? Il était intéressé au maintien d'une autorité ferme, capable de maintenir l'ordre. Dès 1789, la bourgeoisie rurale, çà et là, protesta d'avance contre le suffrage universel qui pouvait mettre le pouvoir entre les mains de la plèbe rurale disposée à s'en servir contre elle, tandis que tous ses intérêts l'obligeaient à la maintenir dans la sujétion politique et sociale; elle réclama l'établissement d'un cens qui exclurait tout au moins les non imposés et les assistés, « seul moyen d'empêcher que les assemblées (de paroisse) ne soient trop tumultueuses »; elle demanda que

les plus haut cotisés eussent voix prépondérante de peur « que la populace n'y ait trop d'influence »; seuls seraient éligibles « les plus notables, instruits et probes citoyens qui aient aussi une fortune suffisante pour répondre de leur gestion ». Qu'elle n'ait pu faire inscrire pareils vœux que dans un petit nombre de cahiers; qu'elle n'ait pu empêcher d'y introduire ceux qui tendaient au démembrement des exploitations, ce n'était pas un signe bien favorable pour l'œuvre politique de la Révolution qui ne pouvait se consolider sans l'approbation de la bourgeoisie rurale dont l'influence était si grande. Qu'elle dût partager le pouvoir que l'Ancien Régime lui accordait sur la paroisse, qu'elle vît l'insubordination se développer parmi les ménagers et les manouvriers, on pouvait être sûr qu'elle abandonnerait aisément le pouvoir politique à un gouvernement qui restaurerait son autorité sociale.



## DEUXIÈME PARTIE

LES PAYSANS ET LA RÉVOLUTION





## CHAPITRE PREMIER

### LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME AGRAIRE

#### I. - LA DISETTE

Lorsqu'à la veille du printemps, les paysans se réunirent dans chaque paroisse pour rédiger leur cahier et nommer leurs députés à l'assemblée du bailliage, une crise d'excessive cherté sévissait déjà, comme dans le reste du royaume. La récolte de 1788 avait été compromise par la sécheresse de l'été et, le 13 juillet, la grêle avait dévasté la moisson en plusieurs endroits; les pluies qui avaient suivi cet orage avaient abîmé les blés et gâté les fourrages. En Flandre maritime, on évalua la récolte à la moitié ou aux deux tiers au plus d'une année normale. Pour 1789, les perspectives n'étaient pas rassurantes: l'hiver fut très rigoureux; beaucoup de blés gelèrent et il fallut les remplacer par des orges de mars; les autres n'étaient pas encore aussi avancés en avril que d'ordinaire à la fin de novembre; les colzas manquèrent entièrement; dans la région méridionale, les greniers furent envahis par les rats et les souris. Dès juillet 1788, la hausse avait commencé et ne s'arrêta plus. Les cultivateurs vendirent le moins possible: ils poussaient à la hausse et beaucoup sans doute craignaient aussi la disette pour 1790. A mesure que l'agitation s'accrut, la peur les saisit en outre

d'être arrêtés sur les routes, pillés ou obligés de vendre à vil prix dans les marchés. Comme l'intendant Esmangart le prévoyait, ils ne se démunirent des « vieux blés » qu'après la récolte de 1789: on les vit reparaître alors comme d'habitude sur les marchés de la Flandre maritime; toutes les objurgations et les hauts prix eux-mêmes n'avaient pu les faire sortir plus tôt.

Jusqu'au printemps, les administrateurs persistèrent à croire que la rareté était factice, qu'ils auraient de grandes difficultés à surmonter à cause de la cherté, mais qu'il n'y aurait pas de disette. Dans le courant d'avril, ils durent pourtant reconnaître qu'on ne pourrait pas atteindre la récolte: en s'enquérant des disponibilités, ils se contentèrent des déclarations des cultivateurs; mais, même en tenant compte de leur insuffisance, ils purent se convaincre que les ressources locales ne nourriraient pas les villes. Dans le Cambrésis, on les estimait à 23.000 mencauds: il en manquerait 53.000. St-Amand, au 13 avril, n'avait plus de grains que pour trois mois; de même, la châellenie de Bergues, à la fin de mai: qu'allait devenir Dunkerque, obligée de se fournir au marché de Bergues? La situation était naturellement pire dans la région herbagère: dès la fin d'avril, Landrecies n'était plus pourvue à suffisance; à la fin de juin, Maubeuge, Landrecies, Le Quesnoy, Le Câteau même « manquaient absolument ». Seul, le futur district d'Hazebrouck continua jusqu'au bout de vendre un peu de blé. Pressées de faire garnir les marchés, les abbayes promirent de faire ce qu'elles pourraient, mais représentèrent que, les besoins de leurs paroisses satisfaits, elles disposeraient de fort peu de grains. Il est surprenant que la gravité de la situation n'eût pas alarmé plus promptement les administrateurs. Ils savaient, il est vrai, que la Flandre et le Hainaut ne se suffiraient pas, mais comptaient comme d'ordinaire sur les apports de la Picardie, de l'Artois et du Sois-

sonnais; or, il était notoire que l'Artois avait souffert aussi; la région parisienne non plus n'avait pas été épargnée: dès août 1788, le directoire des subsistances, inquiet, s'était mis à acheter sans relâche jusqu'en Flandre. D'autre part, les conséquences de la liberté d'exportation et de circulation par mer n'échappaient à personne: il était évident qu'en août 1788, les vieux blés étaient rares et c'était pourquoi la hausse s'était produite si brusquement après la moisson; il fallait donc s'attendre à un déficit bien supérieur à la normale. Les négociants en grains devaient connaître l'état des greniers. A la fin d'avril, les intendants n'en furent pas moins surpris par la rareté, la hausse et les troubles qui en résultèrent. De surcroît, la circulation ne tarda pas à être interrompue dans les provinces voisines et l'alarme devint universelle.

Comme toujours, les accusations contre les accapareurs allèrent leur train. Il était impossible de ramener la confiance dans l'esprit des populations riveraines des canaux et des habitants des ports qui avaient vu sortir tant de grains durant les années précédentes: toutes les précautions qu'on prit à Dunkerque pour empêcher l'exportation n'y parvinrent pas. Il en allait de même le long de la frontière belge. Bien que l'Empereur, lui aussi, eût de nouveau interdit l'exportation, les Français réussissaient à tirer des grains des Pays-Bas, en fraude. A Condé, en avril, des meuniers belges venaient apporter des farines et, chaque jour, on vendait 3 à 400 livres de pain venu de l'étranger. Les habitants de Liessies avaient pu également s'approvisionner en Belgique. Comment n'aurait-on pas admis que les marchands français pussent tout de même exporter en contrebande? En vain aurait-on objecté que la différence des prix ne les y encourageait pas: on répondait qu'ils exportaient pour accentuer la hausse et faire ensuite rentrer leurs grains en réclamant la prime d'importation. Evidemment, pareille

manœuvre n'a pu, en tout cas, porter que sur des quantités insignifiantes: de 1788 à septembre 1789, on ne saisit que 18 sacs en quatre fois sur la frontière du Hainaut. Mais l'opinion populaire ne se laissait pas convaincre; les municipalités la partageaient et les subdélégués parfois y prêtaient l'oreille. Il faut ajouter qu'au Sud-Est, les enclaves du canton de Barbençon devaient être ravitaillées à travers le pays étranger et que Trélon et les villages environnants étaient autorisés par l'Empereur à acheter au marché de Chimay: il s'ensuivait des échanges qui paraissaient aisément suspects et, à Paris, il était de notoriété qu'une contrebande active, entre Sambre et Meuse, nous privait d'une partie de nos ressources.

Dès lors qu'on attribuait à l'exportation, d'après quelques indices, une importance exagérée, comment n'aurait-on pas incriminé l'accaparement? Les négociants en grains détenaient des stocks ou, tout au moins, avaient des magasins qui pouvaient en contenir; leurs bateaux et leurs chariots allaient et venaient sans cesse; les bladiers, les meuniers, les boulangers traversaient le pays en tous sens et il n'était pas de village où leur passage quotidien ne vînt exciter le soupçon. Tout marchand était d'ailleurs réputé accapareur parce qu'en achetant, il provoquait la hausse en un lieu et qu'en revendant, il profitait de la cherté dans un autre. En vain objectait-on qu'ils se rendaient très utiles en pourvoyant les régions déficitaires: en était-il moins vrai qu'ils profitaient sans vergogne des circonstances, au lieu de limiter leur gain? L'arrêt du conseil du 23 novembre 1788 qui avait rétabli la réglementation des marchés, en satisfaisant l'opinion, justifiait les griefs. Or il ne fut pas exactement respecté. Aux environs de Landrecies, les marchands, au bout d'un mois, avaient, paraît-il, recommencé à acheter à domicile et revendaient 17 l. 10 s. ce qu'ils avaient acheté 13 l. 15 s. Pour tourner la loi, le fermier prétendait vendre par l'intermédiaire

d'un commissionnaire ou fondé de pouvoir qui n'était autre que le marchand : quand on prenait la peine de faire enquête, on découvrait que ce dernier avait payé les grains avant de les conduire au marché. Les règlements qui lui défendaient de n'acheter qu'après le bourgeois ou le boulanger étaient souvent violés ouvertement ou tournés grâce à la connivence de quelques habitants. Les municipalités et beaucoup de subdélégués partageaient l'opinion populaire à l'égard des marchands et n'avaient pas beaucoup meilleure opinion des grands négociants. A Bourbourg et à Lannoy, par exemple, on interdit purement et simplement le marché aux bladiers. Le subdélégué de Bailleul était d'avis que c'était le seul remède. L'échevinage de Bergues était en perpétuelles difficultés avec les boulangers de Dunkerque. Quand des troubles éclataient dans les marchés, la présence des bladiers en était invariablement la cause ; les magistrats qui les défendaient étaient regardés comme complices et devenaient les victimes désignées de l'émeute ; aussi les protégeaient-ils mollement ; ils leur donnaient tort à la moindre difficulté et les obligeaient à revendre les grains achetés. Autant que possible, ils écartaient aussi les consommateurs étrangers et notamment les commissaires des autres villes ainsi que les paysans des alentours. Tous les échevinages qui achetèrent des grains, pour les faire porter au marché, s'irritèrent de voir ces derniers profiter de leurs sacrifices et préférèrent souvent fabriquer du pain pour leurs seuls pauvres ; beaucoup refusèrent, pour cette même raison, d'accorder des primes aux fermiers, comme les intendants le leur conseillaient, afin de les encourager à garnir les marchés. En définitive, les deux intendants furent à peu près seuls à défendre la liberté du commerce intérieur. Esmangart cassa les ordonnances des échevins de Bourbourg et de Lannoy ; Sénac donna raison aux fermiers qui commissionnaient les marchands ; tous deux interdirent de fermer les marchés aux étrangers. Ils firent



de leur mieux pour rendre les transports par eau plus faciles et moins onéreux et suspendirent les droits sur les grains. Pour protéger les convois, ils mirent en mouvement toutes les troupes dont ils disposaient : les détachements couraient d'une ville à l'autre et escortaient les bédandres le long des canaux, les chariots sur les routes. Mais ni la maréchaussée ni les troupes ne parvenaient à épargner aux marchands les insultes et les menaces : leur présence même excitait plutôt le peuple, parce qu'en rassurant les fermiers, elle raffermissait les cours. Quand vint l'été, la liberté de circulation ne fut plus qu'un mot ; on parvint seulement, non sans difficulté, à transporter les grains importés. Comme à toutes les époques de cherté et de pénurie, chaque ville, chaque paroisse vécut sur ses propres ressources et le fédéralisme municipal s'institua dans l'économie avant de triompher dans la politique.

Dès que les administrateurs eurent reconnu l'insuffisance des ressources nationales, ils firent naturellement appel à l'importation. Le gouvernement avait accordé des primes jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1789. Les grands négociants de Dunkerque, de Bergues, de Lille et de Douai, notamment Devinck et Vanlerberghe, passèrent d'importants marchés de blé, de seigle et d'orge en Angleterre, en Hollande, à Hambourg et aux Etats-Unis. De mars à septembre, il arriva plus de 200.000 quintaux : on fit ainsi rentrer, mais à grands frais, les grains qui étaient sortis les années précédentes. Il n'y eut guère que les châtelainies de Bourbourg et de Cassel et le territoire de Merville qui n'en prirent pas leur part. Dunkerque, Bergues et Gravelines, la châtelainie de Lille, les Etats de Cambrai, Douai et toutes les villes du Hainaut eurent recours aux importateurs. On mit aussi à contribution les magasins de l'Etat. Tous les grains panifiables furent utilisés. On parvint ainsi à éviter la famine. « Aucun canton, put assurer Esmangart, ne manqua réellement ». La

gêne fut surtout sensible dans le Hainaut: tant bien que mal, on parvint pourtant à s'y nourrir aussi.

Mais à quel prix! En tout temps, les achats, opérés sans concert et en concurrence, faisaient renchérir les blés à l'étranger; or, les circonstances y étaient très défavorables: la guerre du Nord rendait la Baltique peu accessible en sorte que la Hollande et Hambourg étaient démunis; la Belgique, se jugeant menacée, s'était fermée et consentit difficilement un maigre prêt qu'on ne put restituer. Les grains importés se payèrent souvent plus cher que les grains indigènes: il fallait pourtant les vendre au cours. Non seulement les Etats et les villes durent emprunter, mais ils s'endettèrent, les intendants promettant que le roi paierait la moitié du déficit. Si donc l'importation sauva les Pays-Bas de la famine, elle n'empêcha pas les cours de monter. L'hectolitre de blé qui valait à Lille 15 l. à la St-Jean de 1788, se vendait près de 18 l. à la Noël, et 25 l. fin mars 1789; en mai, il atteignit 29 l., en juin 30, en juillet 31 l. 10 s.: le pain fut alors à 4 s. 6 d. ou 5 s. la livre; son prix avait plus que doublé en six mois, alors que la crise industrielle réduisait beaucoup de gens au chômage. Chaque augmentation avait provoqué des mouvements populaires: à Cambrai, le 13 mars; à Hondschoote, le 22; à Valenciennes et à Hazebrouck, le 30; à Bergues, le 6 avril; à Dunkerque, le 11; à la fin de ce mois et au début de mai, ils dégénèrent en émeutes à Lille, le 29, à Douai le 30, à Cambrai, les 6 et 7 mai et, presque en même temps, à Valenciennes, Armentières, Estaires et Hazebrouck; ils continuèrent en juin. Partout, on s'en prit à la fois aux négociants, aux bladiers, aux meuniers, aux boulangers et enfin aux paysans. Les femmes donnèrent parfois le signal de la révolte, comme à Douai. La force armée parvint à empêcher le pillage des maisons et des magasins et à protéger les personnes, mais les grains furent souvent pillés en route ou dans les marchés; le plus

souvent, on ne les payait pas; quelquefois, on se bornait à les taxer au prix courant des dernières années; mais, sur ce point du moins, les échevinages étaient d'accord avec les intendants: taxer les grains revenait pour eux à vendre à perte au profit des aisés et des étrangers, car personne n'avait l'idée d'une réquisition générale des grains. Une taxe factice du pain avait même inconvénient: on se borna, comme les intendants le recommandaient, à distribuer des bons qui réduisaient le prix pour les indigents ou à cuire pour eux un pain « mêlé » qu'on pouvait vendre à peu près au prix ordinaire.

Ces mesures, combinées avec l'emploi de la force armée, permirent d'atteindre juillet sans trop d'encombres. Mais la fermentation allait croissant. Or, comme tous les ans, les prix montèrent encore en juillet; la hausse atteignit, presque partout, son apogée au début de la seconde quinzaine: à ce moment même, on annonça que la Bastille était prise.

## II. - LA DISETTE DANS LES CAMPAGNES ET SES CONSÉQUENCES

La crise affecta tout aussi profondément les campagnes que les villes bien que, d'ordinaire, ces dernières retiennent plus aisément l'attention des historiens, les troubles urbains ayant souvent un caractère plus dramatique et les documents qui les concernent étant surtout beaucoup plus nombreux. On vit renaître l'antique conflit des villes et des campagnes. Les villes de marché ne cherchèrent pas seulement à écarter les étrangers: elles prétendirent aussi assujettir de nouveau les fermiers de leur circonscription administrative ou judiciaire à venir les alimenter régulièrement. L'arrêt du Conseil du 23 novembre 1788, en obligeant les cultivateurs à vendre exclusivement dans les marchés, ne leur défendait pas de choisir entre eux et surtout ne les empêchait pas de

conserver leurs grains. Mais celui du 23 avril 1789 autorisa les réquisitions. A vrai dire, on en usa peu. Les intendants firent seulement opérer par leurs subdélégués des recensements par simples déclarations; les paysans furent invités à garnir les marchés; au besoin, ajoutait Sénac, on pouvait le leur ordonner au nom du roi: c'était une réquisition bien imprécise. Esmangart répugnait davantage encore à l'emploi de la contrainte. En général, subdélégués et échevins se bornèrent aux exhortations; ils craignaient par dessus tout d'alarmer ou d'irriter le cultivateur et de voir leurs marchés déserts; déjà sans doute les temps étaient révolus où l'on pouvait aisément l'intimider.

Tous ceux qui avaient du blé à vendre en disposèrent donc librement et continuèrent souvent à vendre à domicile. Mais ce n'est pas à dire qu'ils ne fussent inquiets ni mécontents. Après avoir joui d'une liberté complète, il était dur de se voir de nouveau suspecté, exposé aux enquêtes, injurié, menacé ou pillé le long des routes et sur les marchés. D'un jour à l'autre, la réquisition pouvait devenir une réalité. Certaines municipalités étaient moins indulgentes aux cultivateurs. Celle de Bavai demanda que la déclaration fût obligatoire; elle lança des réquisitions nominatives et numériques et fit enlever les grains chez les récalcitrants.

Mais infiniment plus nombreux que ces grands producteurs étaient, comme on l'a vu, les petits ménagers, les artisans et les journaliers des campagnes qui étaient obligés d'acheter au marché. A Bailleul, en juin, bien que les marchands eussent à peu près disparu, la moitié des grains étaient achetés par les gens du dehors. Eux non plus n'avaient beaucoup à se louer des municipalités urbaines qui cherchaient à les exclure. Cependant que la pénurie et la cherté croissaient, les cultivateurs, inexorables, refusaient de plus en plus de livrer du blé aux journaliers en les renvoyant à se pourvoir dans les villes: il ne fallait rien

de moins que l'autorité de l'intendant pour que les pauvres gens des campagnes ne mourussent pas de faim entre les greniers et les marchés qui se fermaient pareillement devant eux. Cette hostilité entre citadins et ruraux ne masquait point par conséquent le conflit des classes. Au fond, les fermiers ne redoutaient guère les échevinages urbains ni même les intendants : ils craignaient bien plutôt le petit peuple des villes. Au contraire, les pauvres gens des campagnes avaient les mêmes griefs que ce dernier ; comme lui, ils en voulaient aux négociants et aux marchands, aux municipalités et aux intendants qui les protégeaient, aux gros cultivateurs qui se faisaient leurs complices. Allant chaque semaine au marché, ils entraient en contact avec le prolétariat urbain et ainsi les troubles devenus endémiques dans les villes menaçaient de trouver dans les campagnes d'alentour un écho redoutable. Dès le mois de mai, on en eut la preuve dans le Cambrésis qui, naturellement, s'ébranla le premier : le 6, le peuple de Cambrai s'était soulevé et avait saisi partout le blé au prix qu'il avait fixé ; dès le 8, tout à l'entour de la ville, les paysans s'insurgèrent.

Mais même si les villes étaient demeurées calmes, la sécurité n'en fût pas moins devenue précaire dans les campagnes : la misère suffisait bien à exaspérer les pauvres. Dès l'hiver, elle fut grande. La crise industrielle aggravait le chômage saisonnier ; les intendants et les abbayes épuisèrent en vain leurs fonds d'aumônes. Au printemps, les travaux des champs occupèrent une partie des bras, mais la situation devint néanmoins pire encore à cause de l'extrême cherté. En Flandre maritime même, la pénurie atteignit le menu peuple des villages tout autant que celui des villes. Dans la châtellenie de Lille, les Etats durent faire distribuer du riz dans le plat pays. Dans celle de Douai, Vanlerberghe vendit de l'orge aux échevinages ruraux. La pénurie fut surtout sensible dans la région herbagère. Beaucoup de jour-



naliers par suite se mirent à mendier et à vagabonder. Si redoutable que fut le mendiant isolé, le cultivateur, en pareilles circonstances, craignait sans doute plus encore le manouvrier et le ménager de son village qui réclamaient, comme un droit, qu'il leur livrât du grain à un prix raisonnable : les sommations se multiplièrent. Dès la fin de mars, dans le Hainaut, plusieurs villages furent menacés d'incendie si les fermiers ne portaient pas de blé au marché. Il y eut des attentats contre les personnes. Puis, çà et là, des bandes se formèrent qui, de jour et de nuit, envahissaient les fermes et se faisaient livrer des grains de gré ou de force. Les marchands et les boulangers des bourgs n'étaient pas à l'abri. La Flandre maritime elle-même s'inquiéta. Dès le 12 mars, le magistrat de Bergues augmenta le nombre de ses archers dans la campagne. Au début de mai, un attroupe-ment de cent vingt personnes se transporta à Morbecque vers onze heures du soir et entra de force dans une maison où on croyait trouver du blé. Dans les paroisses des environs d'Hazebrouck, des bandes de dix à douze individus circulaient la nuit ; dans le bourg, suivant la municipalité, les cabarets fourmillaient le soir de malintentionnés qui parlaient de piller l'hôtel de ville : elle n'osait les déloger ; « le bourgeois, n'étant pas un seul moment en sûreté, réclame du secours » et l'intendant dut accorder un détachement de chasseurs. Bailleul, en mai, Merville, en juin, exprimèrent les mêmes craintes. Dans la châtellenie de Lille, le bailliage rendit, le 1<sup>er</sup> mai et le 3 juillet, deux ordonnances pour défendre « de s'attrouper et de forcer soit les fermiers, soit les marchands de farine et les boulangers, de livrer à prix arbitraire ou gratuitement, blé, farine et pain » et pour réprimer « des excès et des actes de violence exercés la nuit par des inconnus demandant l'aumône, l'exigeant et la taxant à main armée ». « Quelques-uns des prétendus mendiants avaient porté l'audace jusqu'à tirer à balles dans les



maisons dont les paillotis avaient été percés et dont les habitants avaient failli être tués ou au moins grièvement blessés ». L'abbaye de Marchiennes ne dissimulait pas à l'intendant qu'elle serait pillée si elle n'approvisionnait pas le marché. Les arrêts du Parlement, 30 avril et 12 mai, montrent que le mal était général. En pareilles conjonctures, ce fut avec angoisse qu'on vit en juillet s'approcher l'époque de la moisson; de partout, on signala aux intendants et aux autorités judiciaires que les grains risquaient d'être coupés, même encore verts, ou enlevés, à peine moissonnés, par des affamés attroupés. Les châtelainies de Flandre maritime organisèrent des patrouilles à partir de juin pour la protection de la récolte. En Flandre wallonne, les villages eux-mêmes remirent la garde sur pied: le 28 juin, à Ennevelin, il fut arrêté de dresser un rôle de tous les habitants de 18 à 60 ans en état de porter les armes et le terroir fut divisé en cinq cantons confiés chacun à un commissaire. Le bailliage de Lille sanctionna l'initiative des communautés et étendit ces dispositions à toute la châtelainie par ordonnance du 3 juillet. Celui de Douai en avait ordonné de même en juin. Les gens de loi furent autorisés à armer la garde et à faire sonner le tocsin en cas de résistance à la force publique. Dans le Hainaut, le Parlement et le commandant, Esterhazy, prescrivirent à toutes les paroisses, dès le 12 mai, à la suite des troubles du Cambrésis, d'organiser des gardes villageoises: ils ne furent pas obéis partout; les cantons demeurés les plus tranquilles répugnaient à assumer pareille charge et, en général, les cultivateurs trouvaient beaucoup plus efficace la protection des soldats ou de la maréchaussée. Aussi Esterhazy dispersa-t-il, en juillet, toutes les troupes dont il put disposer à travers les campagnes et notamment dans la région de la frontière où les postes pouvaient en même temps s'opposer à l'exportation des grains. Ces précautions témoignent de l'inquiétude générale. La crainte des brigands

qui viendraient, soit des villes, soit des campagnes, saisir les grains ou enlever la moisson, rend aisément compte des exemples, d'ailleurs rares, de terreur panique qui se manifestèrent en juillet dans le Nord et qui sont si connus, dans le reste de la France, sous le nom de « Grand Peur ».

Les seigneurs laïques et ecclésiastiques devaient s'attendre à n'être pas épargnés : la dîme et le terrage les faisaient regarder comme des accapareurs-nés. Mais il est évident que, si le mouvement prit un caractère social de plus en plus accentué, la convocation des Etats généraux y contribua par dessus tout. On n'a malheureusement que peu de renseignements sur les assemblées de paroisse ; il est sûr toutefois que certaines furent très agitées parce que la bourgeoisie rurale ou les échevins soumis au seigneur se montraient trop modérés. A Gœulzin, comme on l'a dit, il y eut scission. A St-Amand, le 30 mars, la convocation des députés des villages de la prévôté provoqua un rassemblement énorme des paysans des environs qui finirent par assiéger l'abbaye et furent dispersés par la force armée. Mais ce fut surtout dans le Cambrésis que les réunions furent tumultueuses. Beaucoup refusèrent formellement d'accepter comme président le bailli ou le mayeur. Le grand bailli rendit le 7 avril une ordonnance avertissant que les opérations auxquelles ils n'auraient pas présidé seraient considérées comme nulles et qu'on écarterait les députés que les villages avaient affecté de nommer « parmi des gens sans réputation et dont les mœurs sont peu connues ». Les administrateurs et l'aristocratie trouvaient le suffrage beaucoup trop étendu et la bourgeoisie rurale partageait certainement cette opinion. Mais en ce qui concernait la dîme et les droits seigneuriaux, il ne pouvait pas y avoir division entre les paysans et si, dans la majorité des villages, tout se passa paisiblement, c'est qu'ils étaient tous d'accord pour rédiger leurs cahiers en conséquence ; cette consultation inusitée n'en eut pas moins pour effet de surex-

citer les rancunes et d'enhardir les plus timides. Aux yeux des paysans, elle démontrait que le roi s'était résolu à réformer les abus dont ils souffraient; les remerciements que plus d'un cahier lui présenta n'étaient pas de pure forme. Dans son arrêt du 12 mai, le Parlement signala que, dans le Cambrésis, des mutins avaient été « assez téméraires pour exiger de par le roi » les grains qu'ils réclamaient et, au cours des récoltes de juillet, on remarqua que beaucoup de paysans croyaient agir conformément aux intentions du roi, tenu jusque-là en échec par la résistance des privilégiés. La confiance en Necker n'était pas moindre. Plusieurs villageois qui n'avaient pas osé parler dans l'assemblée ou qui n'avaient pas trouvé le cahier assez énergique, lui adressèrent des pétitions particulières. Le 26 avril, un certain nombre d'habitants de Marbaix, Maroilles, Noyelles et Taisnières lui adressèrent, contre les agissements de l'abbé de Maroilles, une plainte que les gens de loi désavouèrent, le 15 juin, dès qu'elle leur fut connue. A Marbaix, le député au bailliage, Wallerand, ayant fait insérer au cahier qu'il serait convenable d'attribuer à l'Etat un tiers des revenus de l'abbaye, celle-ci déclara qu'elle supprimait la messe basse qu'elle s'était engagée à faire dire dans ce village, les dimanches et fêtes: Wallerand envoya requête à l'intendant pour qu'il la fît maintenir. « Depuis les assemblées, disait le bailli de Bailleul, on ne craint plus personne ». Toutes les autorités paraissent avoir été frappées par le sentiment d'indépendance que l'appel du roi avait éveillé dans les campagnes. Naturellement, quand les Etats généraux se trouvèrent assemblés, quand le Tiers eut pris le nom d'Assemblée nationale qui devint aussitôt populaire, les paysans reportèrent leurs espérances sur les députés qu'ils avaient nommés. Après la séance du 23 juin, le bruit se répandit, par exemple à Dompierre et à Taisnières, qu'en dédaignant la déclaration royale, l'Assemblée avait proscrit la dîme et les redevances

seigneuriales et que toutes les communautés étaient maintenant autorisées à se faire rendre justice par voie d'action directe. A Eswars et à Thun-l'Evêque, Dherbécourt, l'un des rédacteurs du cahier du Tiers du Cambrésis, enseignait que les arrêts du Parlement n'avaient plus aucune valeur et que les ordres de l'Assemblée comptaient seuls désormais. Si l'on cessa de payer l'impôt en juillet ce fut sans doute aussi, pour une part, que l'Assemblée n'en avait reconnu la légalité qu'à titre provisoire.

Il importe de ne pas oublier non plus qu'en nommant des députés à l'assemblée bailliagère, les paysans se donnèrent aussi des chefs qui jouèrent un grand rôle dans la région méridionale, notamment à Cambrai, au Quesnoy, à Maubeuge et même à Douai; ils entrèrent ainsi en rapports étroits avec les révolutionnaires des villes et revinrent chez eux pénétrés de leur importance, résolus à contrecarrer l'échevinage seigneurial en attendant de prendre sa place. Wallerand, à Marbaix, Dherbécourt, dit « gros yeux », à Eswars, qui fut en août 1789, le chef de la révolte agraire, furent évidemment de ceux-là. D'autre part, certains bourgeois des villages et surtout des bourgs ruraux se mirent à la tête du peuple des campagnes, à l'occasion des élections, pour reprendre ou continuer l'attaque contre la municipalité d'Ancien Régime et contre le seigneur. Le 16 mars, les gens de loi de Marchiennes s'attendaient « à voir encore les mazarins à la tête de la vile populace et captiver leurs suffrages pour être députés ». Tel fut aussi le rôle du médecin Lebon qui, à Floyon, dirigeait depuis longtemps la lutte contre de Préseau. Ces personnages n'avaient certainement pas l'intention de se compromettre dans les mouvements agraires, mais ils étaient en sympathie avec la foule, partageaient ses opinions sur l'exportation et l'accaparement des grains et lui désignaient le décimateur et le seigneur comme responsables de sa misère, en épargnant le marchand et le grand

fermier qu'elle aurait volontiers confondus avec eux. En plusieurs endroits, les gens en place dénoncèrent, sans les nommer malheureusement, des bourgeois qui excitaient le peuple à s'ameuter. A Armentières, un chevalier de St-Louis vint d'Houplines, le 10 mai, et déclara en pleine rue, à haute voix, que le subdélégué n'enlèverait aucun grain de la ville. De Bailleul, le 16 juin, le bailli écrivait que, n'ayant point passé pour patriote dans les assemblées, les ennemis qu'il s'y était attirés «secondaient sourdement ou ne déconseillaient pas les mutineries». A Cassel, le 16 avril, le fils d'un avocat fut compromis dans un pillage de blé. A Quesnoy-sur-Deûle, en juillet, ce furent des bourgeois qui encouragèrent les paysans à empêcher l'adjudication des dîmes. Plus ou moins consciemment, ils se rendaient compte qu'ils n'abattraient l'Ancien Régime que par la force et que le peuple seul pouvait la mettre à leur service. C'est vraisemblablement à ces faits que les arrêts du Parlement et des bailliages, ainsi que la correspondance des administrateurs, font allusion quand ils prétendent que la disette seule ne peut expliquer les troubles et qu'il faut y voir un commencement d'exécution de desseins redoutables. De là vint qu'on attribua la révolte agraire à un complot dont on fit remonter la responsabilité de degré en degré jusqu'au duc d'Orléans.

La résistance fut très faible. Les privilégiés se rendirent compte que leur intérêt eût été de conclure un concordat avec le Tiers dans les assemblées de bailliage afin de ne pas être débordés aux Etats généraux par une majorité compacte et résolue. A Cambrai, comme en Artois, les Etats avaient essayé d'obtenir le choix des députés de la province. Puis la noblesse offrit aux deux autres ordres de dresser un cahier commun : le clergé s'y refusa comme le Tiers. Mais, pour réaliser l'accord, il eût fallu que les privilégiés fissent de très larges sacrifices personnels ; or ils se bornèrent, et non pas unanimement, à sacrifier leurs exemptions pécu-



niaires; la noblesse du Quesnoy admit aussi le vote par tête à condition que les deux tiers de l'ordre y consentissent. Ils demeurèrent tous d'accord que leur prééminence honorifique devait rester intangible, les curés faisant seulement exception parfois pour l'accession aux charges, et surtout que leurs droits utiles devaient être consacrés comme propriétés légitimes, sans pouvoir même être déclarés obligatoirement rachetables. Dans ces conditions, aucun arrangement n'était réalisable, même avec la bourgeoisie rurale.

Quant à ceux qui détenaient l'autorité publique, ils se sentaient décriés et menacés. Dans l'intendance de Valenciennes, Sénac de Meilhan avait été déconsidéré par l'institution de l'assemblée provinciale en 1787, et il était en conflit permanent avec l'aristocratie des deux provinces qui comptait se débarrasser définitivement de lui si elle restait maîtresse des Etats généraux. A protéger les marchands de grains, même fort mollement, les subdélégués, les baillis, les échevins, les intendants eux-mêmes avaient acquis la réputation d'être leurs complices. On racontait qu'Esmangart avait laissé partir des chargements entiers de grains pour l'étranger en tardant à promulguer, en septembre 1788, l'ordonnance qui suspendait l'exportation; que les marchands et les fermiers s'assuraient une complète liberté en achetant la connivence des subdélégués et des municipalités; que les gens en place faisaient commerce de grains, de compte à demi avec les grands négociants. Les assemblées électorales avaient ruiné leur prestige parce qu'on avait pu les défier publiquement et inscrire sous leurs yeux, dans les cahiers, la critique la plus virulente de leur administration. Ils étaient inquiets pour eux-mêmes... Néanmoins, tout en incriminant quelquefois les idées nouvelles qu'ils rendaient responsables des troubles, il ne semble pas qu'ils aient mesuré l'étendue du péril. Privilégiés de toutes sortes, administrateurs royaux et seigneuriaux, juges des différents degrés, continuèrent à



se jalouser et à se disputer sur leur compétence respective. A Bailleul, le prévôt de St-Donat refusa d'ordonner dans sa seigneurie qu'on montât la garde comme le bailli l'avait prescrit. Quand il reçut la déclaration du 24 mai qui soumettait les émeutes à la juridiction prévôtale, le Parlement ne voulut l'enregistrer que pour trois mois, croyant les troubles momentanés. La répression aussi demeura timide. A Cambrai, le 6 mai, la troupe reçut l'ordre d'user de douceur. A Arras, des inculpés d'Oisy, pour la révolte de mai, neuf seulement furent jugés, deux acquittés, sept condamnés au blâme : cette peine entraînait le paiement des dépens, c'est-à-dire la ruine de ces paysans, autrement, disait le subdélégué, « on pourrait dire que ce serait la montagne qui serait accouchée d'une souris ». Quant à l'armée, il est à peine besoin d'observer que son service devint épuisant pendant les mois d'été; dispersés en petits détachements, répartis au milieu de populations à demi révoltées, les soldats furent bientôt parfaitement d'accord avec le peuple, tout au moins sur ce qui concernait les subsistances ou les privilèges, et la discipline se relâcha; la plupart du temps, la révolte, en juillet, ne rencontra aucune résistance.

### III. - LES SOULÈVEMENTS AGRAIRES

Ce fut en Cambrésis qu'éclata le premier soulèvement agraire et après ce que nous avons dit de l'état de nos provinces à la fin de l'Ancien Régime, on n'en sera pas surpris. Le 6 mai 1789, le peuple de Cambrai s'insurgea et saisit partout le blé au prix qu'il avait fixé. Dès le 8, les paysans des alentours se révoltèrent : comme les citadins, ils voulaient du blé. Les fermiers de Walincourt, de Clary, d'Esnes et de plusieurs censes isolées, furent rançonnés; les seigneurs et les abbayes possédaient des réserves : on les assaillit. A Wa-

lincourt, le château du marquis Bécelaer, le chapitre et l'abbaye des Guillemins furent envahis. De plusieurs paroisses, on marcha sur les abbayes de Vaucelles et de Honnecourt. Le même jour, l'abbaye du Verger, à Oisy, village de l'Artois, à deux lieues de Cambrai, fut également forcée et dut livrer trois cents rasières de blé, en présence de huit cavaliers de la maréchaussée qui demeurèrent impuissants. Partout le blé et le pain furent saisis au prix fixé par les émeutiers. Ils causèrent de grands dommages, brisant portes et fenêtres pour entrer; mais il ne paraît pas y avoir eu pillage général et il n'y eut ni incendies ni meurtres. En même temps, une dizaine de villages des environs d'Oisy s'entendirent pour se débarrasser du gibier du seigneur et l'exterminèrent; enfin, ils déclarèrent hautement qu'à l'avenir ils ne paieraient plus le droit de soyeté, c'est-à-dire le terrage. On assura que le comte d'Oisy, qui était en chemin pour revenir dans ses terres, avait reçu le conseil de s'en retourner à Paris et profité de l'avis. Toutes les causes qui concouraient à soulever les paysans et que nous avons énumérées se retrouvent dans ce premier mouvement: la ville avait donné le signal; la révolte provoquée par le chômage et la disette avait visé aussi bien la bourgeoisie rurale que les seigneurs; mais tout aussitôt, ces derniers en étaient devenus les principales victimes et l'Ancien Régime agraire s'était trouvé mis en question.

Les troupes accoururent et leur présence ramena un calme apparent; un certain nombre de mutins furent arrêtés et on entreprit leur procès; mais plusieurs faits montrèrent çà et là, pendant les mois qui suivirent, que les possesseurs de grains et la moisson prochaine n'étaient pas seuls menacés. En juin, le long de l'Escaut, à Neuville, Louches, Escaudain et Rœux, les paysans se mirent en possession d'une digue, élevée à travers leurs marais, et dont la paisson était louée au profit des Ponts-et-Chaussé. En juillet, il en alla de

même à Denain. A Orchies, le 4, l'échevinage fut sommé de distribuer aux habitants le produit des biens communaux et il s'exécuta. En beaucoup d'endroits, la perception des impôts devint à peu près nulle. Comme on le prévoyait, la moisson fut le signal de nouveaux troubles : mais ils commencèrent de manière imprévue et dans la châtellenie de Lille, où, semble-t-il, on ne s'y attendait guère. C'est qu'en Flandre, on adjugeait la dîme chaque année plusieurs semaines avant la récolte : or c'était une excellente occasion de mettre les décimateurs à contribution et de leur imposer des concessions ; ainsi la crise éclata avant que la nouvelle de la prise de la Bastille vînt donner le branle et, à l'origine du moins, les événements politiques n'altérèrent aucunement son caractère économique et social. Le chapitre de St-Pierre de Lille commença ses adjudications le 9 juillet à Marcq-en-Barœul et à Wasquehal ; elles se continuèrent sans difficulté la semaine suivante. Mais le 16, à Quesnoy-sur-Deûle, Maniez, receveur des Etats, proposa aux paysans rassemblés de ne pas laisser louer les dîmes avant que les chanoines n'eussent accordé pour les pauvres un louis par branche, et un autre bourgeois, le médecin Duhem, réclama pour eux le tiers des dîmes. Ils ajoutèrent que si l'on ne cédait, les pauvres lèveraient la dîme à leur profit, de gré ou de force. Les chanoines se retirèrent au milieu des huées et des menaces. Le lendemain, à Verlinghem, ils trouvèrent 30 à 40 femmes armées de bâtons qui leur présentèrent même demande. L'attroupement leur parut dirigé par Dumoustier, chirurgien à Quesnoy. On les tint prisonniers pendant quatre heures. Le 18, à Frelinghien, au moment de l'adjudication, une femme battit le chaudron et ameuta ses compagnes. L'une d'elles prit la parole pour réclamer le tiers des dîmes, et trois ou quatre paysans, au nom de la communauté, vinrent les appuyer. A Deûlémont et à Bousbecques, on s'attendait à voir les troubles s'étendre de proche en proche : ils gagnèrent Neuville-en-Ferrain.

Les chanoines avaient partout allégué qu'ils devaient consulter leurs collègues: le 21 juillet, dans la matinée, 400 femmes entrèrent dans Lille et vinrent demander au chapitre de leur donner satisfaction. La troupe les écarta. Mais à ce moment, la ville était en rumeur: depuis le 17 au moins, on connaissait la prise de la Bastille et on y avait arboré la cocarde. L'intendant et le subdélégué, inquiets, avaient jugé prudent de s'éclipser. La manifestation paysanne paraît avoir mis le feu aux poudres: l'émeute éclata, la troupe laissa faire, la bourgeoisie forma une milice et s'empara du pouvoir. Au milieu du désordre, les villageoises revinrent le 22 et envahirent la collégiale. Les chanoines durent leur accorder une grosse somme et, les jours suivants, ils promirent des aumônes considérables à plusieurs autres villages. A la nouvelle de l'émeute, l'émotion fut vive dans le plat pays. Au Nord et à l'Ouest de Lille, la grand'peur se manifesta, notamment à Frelinghien le 29 juillet et on commença à fuir, mais les troubles furent peu nombreux. Le 25 juillet, à Fretin, où le partage en portions ménagères demeurait en suspens, les « mazarins » envahirent le marais encore aux mains des fermiers et pillèrent les avoines vertes. Leur chef fut pendu à Lille le 28. A Frelinghien, le 31, on arrêta aussi un bateau de blé. Le caractère de tous ces troubles ne paraît pas douteux: c'étaient les pauvres qui s'étaient soulevés et surtout dans le Ferrain où ils étaient le plus nombreux.

Mais, dans la Pévèle méridionale, les cultivateurs manifestèrent leur sentiment particulier, dès le 21 juillet, c'est-à-dire avant que l'émeute lilloise leur fût connue. Les députés du chapitre de Tournai ayant voulu adjuger la dîme de Landas, les paysans assemblés déclarèrent qu'ils ne la paieraient qu'à trois du cent et non à huit, jusqu'à ce que les Etats généraux eussent prononcé sur son sort; d'eux d'entre eux lurent une adresse conforme, portant vingt-cinq signa-

tures: le cahier avait en effet réclamé la réduction du taux. Toutes les objurgations furent inutiles et l'adjudication ne put avoir lieu. Les jours suivants, Nomain et Orchies se prononcèrent dans le même sens « par un cri général »: les dîmeurs furent signifiés de ne pas percevoir davantage. A cette nouvelle, les paroisses où la dîme était déjà adjugée s'émurent à leur tour. On sait du moins que le 23, les paysans de Mouvaux, dans le Ferrain, au nombre de 6 à 700, signifièrent aussi qu'ils ne paieraient que 3%. Le 24, le chapitre de Tournai écrivit à l'Assemblée nationale que, sans son intervention, il ne pourrait percevoir ses dîmes. On constate en effet que, dans plusieurs villages, la dîme et le terrage ne furent qu'incomplètement levés. A Baisieux, l'abbaye de Cysoing dut se contenter de 3% et encore beaucoup d'habitants ne laissèrent-ils au dîmeur que ce qu'ils voulurent. A Hem, le chapitre de Tournai put dîmer: seulement, les habitants s'opposèrent toute l'année à ce que l'on sortît quoi que ce fût de la grange aux dîmes. A Annœullin, dans le Carembault, le fermier de St-Vaast d'Arras se vit refuser la perception sur plus de la moitié du terroir. L'incident le plus grave fut le fait des villageois de Templeuve et de Cappelle-en-Pévèle: le 23, au nombre de 600, ils cernèrent en armes l'abbaye d'Anchin, à Pecquencourt, ayant parcouru une trentaine de kilomètres; ils forcèrent l'abbé à renoncer à ses dîmes et à leur signer un engagement de 42.000 l., en remboursement des frais d'un procès relatif à la reconstruction de l'église de Templeuve; puis ils se firent donner à manger et à boire. Ainsi, à mesure qu'on s'approche du Hainaut, la révolte prend un caractère de plus en plus violent. Elle s'atténue au contraire quand on franchit la Lys pour s'avancer en Flandre maritime.

Dans la plaine de la Lys, l'agitation fut assez vive. Des bateaux de blé furent arrêtés à Estaires. A Merville, le 27 juillet, on dut vendre à bas prix tout un chargement et



établir une garde bourgeoise; le 4 août, les échevins furent obligés de promettre aux pauvres d'abaisser le prix du pain. A Bailleul, on pilla au marché, le 21, et l'on parla d'incendier les maisons de marchands ou d'échevins: une garde qu'on organisa suffit à maintenir l'ordre en obligeant les fermiers à garnir le marché. Mais à côté de ces émeutes frumentaires, on vit apparaître aussi la résistance proprement paysanne. A Merville, quand les chanoines de St-Amé de Douai voulurent adjuger leurs dîmes, le 4 août, aucun amateur ne se présenta et quelques assistants se répandirent en menaces. Les chanoines invoquèrent l'arrêt du Parlement qui, le 31 juillet, avait rendu les communautés responsables de la dîme et du terrage: les échevins s'entremirent et proposèrent de leur payer la dîme au même prix qu'en 1788; ils acceptèrent, bien que la récolte de 1789 fût beaucoup plus abondante. Le 20, les cultivateurs consentirent à payer 4 livres à la mesure. Le même arrangement fut proposé, le 18, à Vieux-Berquin et accepté par les adjudicataires du chapitre St-Pierre de Cassel. Il est bien probable que ces exemples ne furent pas uniques, mais on n'en connaît pas au Nord de la plaine de la Lys. Les émeutes de Lille et de St-Omer et les troubles de l'Artois n'en répandirent pas moins l'alarme, le long de la frontière occidentale de la province et la grand' peur s'y manifesta. D'après le subdélégué de Merville, «le 28 juillet, toute la ville était en alarme et dans la consternation de voir arriver des familles entières, des troupeaux de bestiaux qui fuyaient les villages voisins sur un faux bruit qui s'était répandu qu'une troupe de gens armés assaillaient et dévastaient les villages plus éloignés; on a sonné le tocsin; on a fait prendre les armes à tous les habitants qu'on a pu rassembler». Le 30 encore, à Watten, on racontait qu'une bande de brigands parcourait la campagne. Ces bruits gagnèrent Bailleul, Cassel et Bergues dont les magistrats s'émurent, mais constatèrent facilement qu'ils



étaient sans fondement. Dans les villes de la Flandre maritime, à Bergues et à Dunkerque notamment, les échevins purent échapper à l'émeute en abaissant le prix du pain en temps opportun. Leur autorité fut très éblanlée; mais, du moins, par ce sacrifice pécuniaire, ils purent demeurer en place. Les villes qui parlaient leur langue ne leur donnant pas l'exemple, les paysans flamands restèrent inactifs.

Dans toute la région méridionale, au contraire, on vit se renouveler, en maint endroit, les événements de mai et, avec ou sans violences, la rébellion des paysans devint générale. Les grandes villes partout donnèrent le signal: Valenciennes, le 24, Cambrai, le 26, Douai et Maubeuge le 27. Dans les petites villes et les bourgs, on s'en tira généralement à bon compte, en diminuant le prix du pain; cependant, il y eut des troubles à Bavai et, à Condé, les charbonniers de Fresnes vinrent piller quelques sacs au marché. Mais l'exemple des grandes villes était bien suffisant pour entraîner les campagnes. Dès le 24, à Douai, la grand' peur régnait: on racontait que les « Bretons » arrivaient pour piller.

A St-Amand, la présence de la troupe maintint l'ordre; mais, le 25 au matin, lendemain de l'émeute valenciennoise, les paysans de Mortagne et de Flines s'attroupèrent et, l'après-midi, marchèrent en armes sur l'abbaye du Château, en entraînant le bailli, les échevins et le notaire. Ils rejoignirent ceux de Bruille et de Château assemblés par le tocsin, armés, échevins en tête. L'abbé dut accorder tout ce qu'ils voulurent et signer l'acte dressé par le notaire; il renonçait à tous ses droits seigneuriaux, terrage, rentes, afforage et cambage, plantis, et s'engageait à ne lever la dîme qu'à trois du cent et sur les gros fruits seulement: encore se chargeait-il, en échange, de toutes les dépenses du culte et promettait-il de rembourser tous les frais des procès soutenus contre les habitants à propos de terrage ou de reconstruction d'église; enfin, il était convenu qu'il prouverait par titre ses

droits sur certains biens qu'on prétendait communaux. Les habitants de Bruille et de Château exigèrent en outre 20.000 écus pour remboursement de la dîme perçue en sus des trois pour cent depuis 1709 et finirent par se contenter de 12 livres par ménage. Vers la fin de l'après-midi, les habitants du Fort de Mortagne et de Flines obligèrent à son tour le vicomte de Wavrin à signer renonciation au terrage et aux rentes. Ils firent dresser procuration à deux d'entre eux pour aller trouver à Bruxelles le comte de Maldeghem et obtenir de lui le droit d'usage dans les bois et l'abolition de l'afforage et cambage. Le 26, le tocsin sonna de nouveau et tous les villages se rassemblèrent au château du comte de la Marck, seigneur de Mortagne. Le bailli, menacé d'être pendu, dut accorder aussi tout ce qu'on demandait, notamment l'usage du bois, les arbres du plantis et le droit d'avoir un fusil: au 1<sup>er</sup> août, on avait déjà abattu 3.435 arbres.

Dans la vallée de la Scarpe, l'abbaye d'Anchin avait, comme on l'a dit, subi, dès le 23, le contre-coup de l'émeute lilloise et l'on y racontait déjà que, la veille, l'abbaye de Marchiennes avait été prise à partie par ses paysans. En tout cas, le 25, les habitants de Beuvry, Bouvignies, Alnes et Tilloy envahirent en armes la ville de Marchiennes: l'abbé dut renoncer à la part de marais qu'il s'était fait attribuer. Craignant une nouvelle attaque, il demanda des troupes et les échevins, fort inquiets eux-mêmes de l'attitude de leurs propres administrés, entreprirent de former une milice. Le 29, ce fut le tour de l'abbaye de Flines: au son du tocsin, 6 à 700 paysans armés exigèrent que l'abbesse abandonnât tous les biens que la communauté disait siens et promît une indemnité en argent. Des troupes accoururent; on fit feu sur elles; un des mutins, fait prisonnier, fut pendu à Lille, le 4 août.

Le Cambrésis étant occupé militairement depuis mai, il ne semble pas qu'aucun mouvement y ait eu lieu. On sait

que les archives de l'abbaye de Honnecourt furent détruites, mais il se peut qu'elles l'eussent été en mai. Au contraire, il y eut des troubles dans la partie septentrionale de la plaine. De Verchain-Maugré, les paysans se mirent en route pour l'abbaye de Vicoigne, assez éloignée cependant, afin de se faire restituer un waréchaix et rembourser les frais d'un procès. Ils avaient emmené avec eux leur seigneur, Desars-Dorimont, qui, après avoir reçu, pour eux, 12.000 livres de l'abbé, leur persuada de restituer la somme. Au début d'août, la prévôté d'Haspres, dut céder 226 mencaudées en bail à la majeure partie des habitants. A Villereau, le 27 juillet, on fit sommation judiciaire à l'abbaye de St-Sépulcre, en la maison seigneuriale du village, d'avoir, sous tiers jour, à restituer les biens réclamés par la communauté comme appartenant à l'église et à deux chapelles ainsi qu'à elle-même, avec indemnité pour les fruits illégalement perçus; à réduire la dîme injustement portée de 3 à 8%; à produire les titres et cartulaires de la seigneurie et de la dîme. Au début d'août, on s'attroupa aussi à Eswars et à Thun-l'Evêque: Dherbécourt, député au bailliage, et Boniface, lieutenant mayor d'Eswars, étaient à la tête du mouvement. L'abbé de St-Sépulcre fut également sommé de renoncer à la dîme et on prétendit obliger le curé, le vicaire et le seigneur à monter la garde. En outre un certain nombre d'exemples prouvent que le refus de la dîme et du terrage fut fréquent et probablement général. Dès le 27 juillet, les fermiers des dîmes de Ste-Croix demandaient des instructions pour le cas prévu où ils ne pourraient rien obtenir. Le 4 août, les redevables de Béthencourt et de Boussières vinrent demander en effet qu'on leur cédât la dîme au prix de l'adjudication et, le 17, plusieurs refus de payer étaient signalés dans ces villages. Le 10, ceux de Noyelles-sur-l'Escaut firent la même proposition: ils admirent, le 12, qu'on levât la dîme sur promesse de la leur rembourser si l'Assemblée la suppri-

mait. Le 6, à Quiévy, les paysans enlevèrent la récolte sans en rien céder, et à Catillon, les échevins eux-mêmes dirigèrent la résistance: on ne put rien percevoir. D'ailleurs, ce fut par deux chanoines de Cambrai que les doléances des seigneurs et décimateurs des quatre provinces du Nord furent transmises à l'Assemblée nationale.

Au sud de la Sambre, les deux abbayes de Maroilles et de Liessies furent également assaillies. Le 29 juillet, les paysans de Taisnières prirent les armes au son du tocsin et, après avoir entendu la messe, envahirent l'abbaye de Maroilles. Leurs demandes ayant été repoussées, elle fut complètement sacagée. Le «vacarme» de Maroilles fut l'épisode le plus grave de la révolte agraire. Dès le 20, ceux de Dompierre s'étaient mis en marche pour aller réclamer à l'abbé de Liessies la châsse de St-Etton enlevée de leur église en 1556: un conseiller au bailliage qu'ils rencontrèrent leur persuada de s'en retourner. Mais le 29, ils se remirent en route, quatre ou cinq cents, après avoir entendu la messe sur les quatre heures du matin, en emmenant le mayeur. Ils reprirent les reliques et, en outre, obligèrent l'abbé de renoncer à la dîme et aux droits féodaux sous menace de lui couper la tête et de mettre le feu. Déjà les habitants de Jemont et de Marpent avaient adressé même demande: on leur avait répondu qu'on se conformerait à la décision des États. Ils répliquèrent que le Tiers pouvait tout et réclamèrent 40.000 livres pour les droits perçus depuis 1709, en menaçant de «faire comme les autres». Ils vinrent en effet à Liessies, le 30, mais les habitants défendirent les moines et firent 19 prisonniers que la troupe accourue emmena à Avesnes. Les villages de l'abbaye d'Hautmont vinrent aussi l'assiéger: l'abbé réussit, paraît-il, à calmer les paysans et à les renvoyer. A Floyon, ce fut de Préseau qui fut menacé de voir son château pillé. L'avocat Hannoye consentit à s'y rendre, d'Avesnes, et obtint qu'on attendît la décision de l'Assemblée.

Un grand nombre de faits semblables nous échappent certainement, mais les troubles proprement dits s'échelonnèrent sur une courte période, une quinzaine de jours environ. La répression se fit un peu plus sévère. Dans le Hainaut, Esterhazy annonça, le 28 juillet, qu'il rappelait tous les détachements des villages où ils étaient incapables d'arrêter le désordre. « Les communautés se réunissant pour aller faire des sommations à leurs seigneurs et aux abbayes, elles peuvent de même se rassembler pour veiller à la sûreté de leurs moissons ». De la sorte, on disposa de contingents plus importants pour rétablir la tranquillité. D'autre part, les prévôts de maréchaussée procédèrent à quelques exécutions à Lille, Condé, Cambrai et Valenciennes. Le seigneur de Verchain, accusé d'avoir pactisé avec l'émeute, s'enfuit en Angleterre et fut condamné, par contumace, à la pendaison. Le 31 juillet, le Parlement renouvela ses défenses à l'égard des attroupements et rendit les communautés responsables du paiement des redevances. Mais ce fut l'achèvement de la moisson qui, tout naturellement, amena l'apaisement puisque la perception de la dîme et du terrage avait été la cause principale des soulèvements. On ne peut pas douter non plus que la nouvelle de la nuit du 4 août y ait contribué : les paysans les crurent disparus pour toujours. Bien que les violences fissent impression, elles n'étaient d'ailleurs pas nécessaires. Pour que la révolution agraire s'accomplît, il suffisait aux paysans d'engranger tranquillement sans avertir dîmeur ou terrageur et d'attendre les poursuites judiciaires. La bourgeoisie révolutionnaire ne pouvait pas aider les privilégiés à les mater, en sorte que leur succès dépendait de leur audace et de leur fermeté. Il est certain que, si on leva la dîme dans la plus grande partie de la Flandre, il y eut beaucoup de défaillants en Flandre wallonne et que, dans le Hainaut et le Cambrésis, la majorité ne paya point. Beaucoup de seigneurs et de décimateurs durent aussi accorder



des réductions ou accepter la commutation en argent. Quelques-uns aperçurent bien l'importance de cette « espèce de concert unanime de ne plus payer aucun de ces droits et d'employer à l'appui de leur refus toutes les forces dont ils sont capables ».

Les mois qui suivirent furent pourtant obscurs et difficiles pour les paysans. Après avoir aboli, le 4 août, les droits féodaux, la Constituante les avait provisoirement maintenus pour la plupart ainsi que la dîme par le décret du 11 et, jusqu'à celui du 15 mars 1790, elle parut de nouveau avoir oublié le vœu essentiel des campagnes. En juillet, encore, l'aristocratie des Pays-Bas ne se jugeait pas menacée. Dès les premiers troubles, les décimateurs et les seigneurs avaient fait appel à l'Assemblée, en lui demandant un décret sur ses décisions du 23 juin pour « dissiper toutes les fausses conséquences auxquelles une interprétation monstrueuse a donné lieu dans une populace sans principes et sans lumières ». La nuit du 4 août avait été pour eux un coup de massue. Le haut clergé n'avait pas de représentants: trois des curés du Cambrésis et du Hainaut s'unirent de tout cœur au Tiers ainsi que l'un au moins de ceux de Flandre. Des nobles, l'un, le marquis d'Aoust, adhérait à la Révolution; un autre, le propre député du Cambrésis, le marquis d'Estourmel, s'excusa, paraît-il, de n'avoir point protesté, en invoquant l'enthousiasme communicatif qui avait entraîné tout le monde. La noblesse et le haut clergé conçurent un profond ressentiment contre ceux qui les avaient sacrifiés ou abandonnés. Comme on pouvait s'y attendre, le mouvement de protestation partit du Cambrésis: dès le 7 août, le baron de Noyelles écrivait à M. de Stappens, président de la commission de correspondance instituée par la noblesse de la Flandre wallonne, en vue d'une manifestation commune. Jusqu'aux journées d'octobre, la sanction du roi demeura suspendue et, après tout, jusqu'au décret définitif que l'assemblée avait annoncé, tout



espoir n'était pas perdu. Mais on perdit un temps précieux. Ce fut seulement le 19 septembre que les députés ecclésiastiques des Etats du Cambrésis vinrent présenter leurs doléances sur la suppression de la dîme au bureau permanent qui adressa des représentations au Comité ecclésiastique et infligea un blâme à d'Estourmel. Le 25, le magistrat de Cambrai s'associa à la protestation. Un mois encore se passa : enfin le 16 octobre, les décimateurs du Cambrésis formulèrent officiellement leur plainte ; les Etats l'adoptèrent le 17 et l'étendirent aux droits féodaux. Le clergé et la noblesse de Flandre wallonne reprirent le mémoire de ceux du Cambrésis ; le clergé de Flandre maritime les imita, le 28. On comptait que l'assemblée du Hainaut suivrait, par les soins de sa commission intermédiaire et que le Département de Flandre maritime, qui devait se réunir le 27 octobre, mettrait en mouvement les châtellemies. Quelques-uns rêvaient d'une fédération des administrations provinciales des Pays-Bas. Mais l'impression et la distribution des résolutions adoptées suscitèrent une grande fermentation dans les villes ; l'Assemblée nationale interdit le 26 toute réunion des Etats provinciaux et le 3 novembre, en prorogeant les vacances du Parlement, elle priva l'aristocratie d'un appui précieux. Néanmoins, en déclarant, le 2, que les biens du clergé étaient à la disposition de la nation, elle lui porta de nouveau un coup si sensible que la résistance s'accrut. Le 9 novembre, les Etats du Cambrésis se réunirent, malgré la défense de l'Assemblée, révoquèrent leurs députés et protestèrent contre les décrets d'août et de novembre ; leur adresse fut lue, le 19, et annulée, sur la proposition de Merlin, dans la séance du 25 : d'Estourmel lui-même déclara n'avoir pas été informé. Quant à la Commission du Hainaut, elle se borna à demander respectueusement, le 19, la réunion des États et à transmettre un mémoire présenté, au nom du clergé, par l'abbé de Crespin. Ce fut la dernière manifestation officielle de

l'aristocratie. Mais elle ne désarma pas et marqua son opposition par ses propos et par des pamphlets; en 1790, elle fit de son mieux pour intervenir dans les élections. Elle demeurerait redoutable. Dans les campagnes, les échevinages étaient toujours en place et les justices seigneuriales, condamnées en principe, gardèrent leurs pouvoirs jusqu'à la réorganisation de la justice qui ne fut définitivement votée que le 16 août 1790. Les cours prévôtales, appelées précisément à connaître des troubles agraires, virent modifier en octobre leur procédure expéditive, mais les procès en cours ne furent pas abolis. Au Parlement, la chambre des vacations et le parquet demeurèrent en fonctions jusqu'à la suppression de la cour en septembre 1790. Aussi la répression suivit-elle son cours. Les habitants de Mortagne supplièrent le seigneur de leur pardonner et promirent de reconstituer son plantis. Ceux de Taisnières, menacés de jugement prévôtal, firent amende honorable à l'abbaye de Maroilles, retirèrent toutes les plaintes portées contre elle et reconnurent qu'elle les avait comblés de bienfaits. En avril, l'un d'eux était encore en prison à Valenciennes et plusieurs décrétés de prise de corps. Ils n'obtinent qu'en juillet leurs lettres de grâce et durent payer tous les frais du procès. A Avesnes, on poursuivit celui des dix-neuf habitants de Jeumont et de Marpent arrêtés à Liessies et les députés du Tiers, Hennet et Darche, durent intervenir en leur faveur. A Eswars, Dherbécourt, contre lequel M. de Franqueville avait demandé, dès le 7 août 1789, des mesures de rigueur au procureur général Bruneau de Beaumetz, fut arrêté le 22 septembre et il ne fut libéré qu'en mars 1790. A Valenciennes, le procès de Vicoigne se poursuivit jusqu'en décembre 1789. Le 30 mars, l'Assemblée décréta enfin la mise en liberté provisoire des accusés et des condamnés à une peine non infâmante: leur sort n'en avait pas moins paru terriblement incertain pendant de longs mois et leur seule détention était bien propre à intimider le pay-

san. A plus forte raison, les seigneurs suivirent-ils les procès civils en cours : celui d'Elincourt réclamait toujours les frais de l'instance relative à la banalité et celui de Floyon poursuivit la communauté jusqu'en 1791. A Aulnoye, les officiers du comte d'Egmont, citèrent la communauté comme responsable du plantis.

On ne considérait nullement leurs droits comme périmés. Le 15 mars 1790, c'est-à-dire le jour même où la Constituante votait le célèbre décret interprétatif de celui du 11 août, Dusart d'Escarnes, lieutenant au bailliage de Lille, achetait à d'Hespel d'Harponville la seigneurie de Lassus à Emmerin et il lui en coûtait plus de 36.000 livres en principal ! Les juristes d'ailleurs soutenaient que tous les droits, dont le décret du 11 août n'avait point parlé, étaient conservés : il avait aboli le régime féodal, mais les avocats contestaient que telle ou telle prérogative y fût comprise ; en s'appuyant sur les coutumes des Pays-Bas, ils prétendaient maintenir la bâtardise, la déshérence, les épaves, le plantis, la dévolution des terres vagues, flégards et waréchaix. Le long silence de la Constituante permit à leurs affirmations de constituer peu à peu une sorte de jurisprudence. La main-morte réelle et personnelle avait été abolie ainsi que les redevances qui en tenaient lieu, mais l'origine de ces dernières n'étaient pas toujours claire et, en tout cas, le duc d'Orléans faisait poursuivre le recouvrement des arrérages échus. Réduits à la résistance passive, les paysans intimidés se résignèrent assez souvent à payer en argent la dîme et le terrage de 1789. Le chapitre Ste-Croix de Cambrai poursuivit ainsi plusieurs habitants de Neuville et de Carnières et, le 24 mai 1790, le dernier village conclut transaction avec le chapitre métropolitain : on promit de payer dîme et terrage à raison de 7 florins 4 patards la mencaudée, plus tous les dépens du procès ; dès le 21, les paysans de Boussières avaient entrepris de se concilier avec le fermier de Ste-Croix pour la récolte prochaine.

Pourtant les circonstances qui avaient contribué à provoquer les troubles n'avaient pas cessé d'exercer leur action. Sans être mauvaise, la récolte de 1789 n'avait pas été satisfaisante partout, notamment dans le Cambrésis et le Hainaut. Les cours ne baissèrent que lentement jusqu'à l'hiver. Après une telle crise, les fermiers n'étaient pas pressés de vendre et les marchands n'osaient trop se montrer. C'était en vain que la Constituante avait rétabli la liberté du commerce intérieur et rendu au cultivateur la complète disposition de ses grains, ne maintenant que la défense d'exporter. Dans les villes, les municipalités, favorables à la réglementation, se trouvaient maintenant associées à des comités de subsistances qui, représentant les habitants, étaient encore plus hostiles à la liberté. Il était peut-être encore plus difficile d'assurer dans les campagnes la circulation des grains : les incidents étaient continuels et entretenaient la fermentation. On dénonçait avec plus d'ardeur que jamais l'exportation frauduleuse et le commandant Esterhazy, à la demande des comités urbains, dut établir un cordon de troupes le long de la frontière. L'accaparement n'excitait pas moins d'inquiétudes et des soulèvements se produisirent même dans la Flandre maritime, jusque-là demeurée si calme. Les paysans de Maroilles se plaignirent à la Constituante que les marchands de Landrecies les fissent « passer à l'alambic » et les députés des villages à l'assemblée bailliagère d'Avesnes députèrent l'un d'eux à Paris pour se plaindre de l'exportation. Avec l'hiver, le chômage redevint cruel ; « se voir entourés de plus de quatre mille ouvriers sans travail et sans ressources, cela est terrible », écrivait encore l'abbé de Liesies, le 20 mai 1790. Il fallut continuer les aumônes et les distributions aux pauvres. La médiocrité des dernières récoltes et la misère générale fournirent aux paysans de bonnes raisons pour ne pas payer les rentes et les fermages à la fin de 1789 ; certains obtinrent une modération ; les plus hardis

ne payèrent que par contrainte, souvent très tard. Ainsi le chapitre Ste-Croix de Cambrai ne reçut que fort peu de rentes à Boussières, lors de la St-André; il ajourna sans succès le paiement à la Noël et, le 15 mars 1790, décida de poursuivre les défaillants. En mai, l'abbé de Liessies assurait que pas un de ses fermiers n'acquittait les fermages. On ne vint donc pas à bout de la résistance passive des paysans: la Constituante demeurait maîtresse de la situation; ils l'attendaient à l'œuvre; eux non plus ne perdaient pas espoir.

Cependant, une autre conséquence des troubles agraires commençait à se manifester; la police rurale était désormais abandonnée en fait aux paysans eux-mêmes; non seulement l'insécurité allait croissant pour le cultivateur, mais tous les règlements de l'Ancien Régime cessaient d'être respectés. L'abolition du droit de chasse avait inauguré partout la guerre au gibier. En théorie, il avait été transféré aux seuls propriétaires et sous réserve de règlements à établir pour la sauvegarde de l'ordre public; en fait, tout paysan voulut avoir son fusil et se mit à battre la campagne. Le 3 décembre, les municipalités des environs de Condé se plaignirent de ce « brigandage » qui endommageait les semailles et les bâtiments et avait déjà causé des accidents graves. Dès le 8 septembre, et de nouveau le 1<sup>er</sup> janvier, on signalait, de Strazeele, les exploits des « brigands et braconniers » qui menaçaient les cultivateurs récalcitrants. Quelquefois, les municipalités encourageaient la destruction du gibier; en tout cas, elles étaient incapables de faire respecter le décret. En même temps qu'au gibier, on déclara la guerre aux arbres: déjà, ils avaient eu beaucoup à souffrir des troubles de l'été; la sauvegarde des communautés n'était plus qu'un mot: d'après le décret du 14 décembre, elles n'étaient plus responsables que si elles avaient refusé main forte contre les délinquants. Les plantis seigneuriaux furent impunément



attaqués. Les forêts ne furent pas épargnées : les paysans se remirent peu à peu en possession des droits d'usage et réduisirent les gardes à l'impuissance ; quand les biens du clergé eurent été déclarés nationaux, ses bois furent mis au pillage : dès qu'elles furent constituées en juillet 1790, les administrations des districts constatèrent des dégradations énormes mais ne réussirent jamais à les interrompre. Enfin toutes les prescriptions relatives aux biens communaux tombèrent en désuétude. Dans la région du Sud-Est, on mit les réserves en coupe. Dans les marais, on tourba avec d'autant plus d'ardeur que la misère sévissait. Dès le 18 mai 1790, Camuset, procureur de la commune de Paillencourt, dénonçait la municipalité pour avoir laissé dégrader 200 arpents de prairies de l'archevêque. Tous les arrangements ménagés avec tant de peine au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle entre communautés furent remis en question et les triages seigneuriaux, à plus forte raison, menacés. Tous les paysans ne se réjouissaient pas de ce bouleversement général. Autant pour rétablir l'ordre que pour affaiblir le seigneur, la bourgeoisie rurale souhaitait vivement une réforme municipale et la création d'une autorité respectée. Les échevinages ruraux n'étaient pas moins discrédités que ceux des villes. On leur reprochait tous les abus qu'on avait dû si longtemps souffrir et, souvent, on les accusait de pactiser avec les marchands de grains et les gros fermiers. Celui d'Houplines se maintint à grand'peine : il rendit coup pour coup à ses adversaires et les amena à résipiscence par la voie judiciaire. A Douchy, en décembre, les paysans entreprirent d'opposer au leur une municipalité de leur façon. Dès novembre, les villages des environs d'Avesnes pressaient la Constituante de leur donner des municipalités élues. La loi du 14 décembre vint leur donner satisfaction : c'était, depuis le décret du 11 août, le premier coup sérieux porté au pouvoir du seigneur.



#### IV. - LES NOUVELLES MUNICIPALITÉS ET LE DÉCRET DU 15 MARS 1790

C'est en janvier 1790 que les nouvelles municipalités furent élues: on participa presque partout avec beaucoup de zèle à leur nomination. Aussitôt installées, bon nombre d'entre elles s'empressèrent de renouveler et de compléter les doléances des cahiers: elles adressèrent à l'Assemblée nationale des pétitions, souvent beaucoup plus hardies, contre leurs seigneurs; sans oublier les redevances, elles protestèrent, avec beaucoup d'âpreté, contre les triages, les usurpations de biens communaux et les plantis sur lesquels rien encore n'avait été décidé. En attendant, elles se mirent en devoir d'ôter aux seigneurs toute autorité publique et de les réduire au rang de simples citoyens. Elles n'y parvinrent pas sans peine. Conservant provisoirement sa juridiction, le seigneur contestait à la municipalité le droit de police; il prétendait maintenir ses fourches patibulaires et son pilori; il revendiquait ses droits honorifiques et soutenait qu'aucun décret ne lui avait ôté le droit de nommer les marguilliers et le coute dans les paroisses où il le possédait. Le Comité féodal jugeait qu'en effet toutes ces prérogatives subsistaient tant que l'organisation judiciaire demeurait en suspens. Un avocat de Lille, député à Paris par les seigneurs de Flandre, publia cette consultation dans une lettre qui «répandue dans les campagnes, y fit le plus mauvais effet». Encore une fois, les paysans furent déçus. Pendant les mois qui suivirent, les baillis seigneuriaux, plus acharnés que les seigneurs mêmes à exercer leurs prérogatives expirantes, entrèrent assez souvent en conflit avec les municipalités. A St-Python, le 13 juin, l'un d'eux prétendit assermenter le dîmeur, à la demande du fermier: on faillit le jeter à l'eau au cri de

« plus de dîmeur, ni de bailli ». Mais leurs jours étaient comptés. Le décret du 16 août fit disparaître les justices seigneuriales et l'autorité seigneuriale s'évanouit définitivement.

Toutes les prérogatives honorifiques qui étaient attachées à la justice se trouvèrent supprimées du même coup, mais la préséance à l'église, qui tenait le plus à cœur au seigneur, avait déjà été abolie, avec la noblesse héréditaire, par le décret du 19 juin : « l'encens ne sera brûlé dans les temples que pour honorer la divinité et ne sera offert à qui que ce soit ». Il stipulait qu'on ne pourrait l'invoquer pour « attenter aux monuments placés dans les temples », mais plus d'une municipalité s'estima fondée à supprimer le banc armorié du seigneur ; le Département, saisi de plusieurs plaintes, ordonna tantôt la réintégration, tantôt la restitution des matériaux, tantôt le renvoi aux tribunaux. Dans certaines paroisses, le seigneur resta en bonne intelligence avec ses anciens sujets ou même fut élu maire ; la plupart du temps, il entra en conflit avec eux ; comme citoyen, plus d'un se plaignit qu'on le brimât, par exemple en l'imposant exagérément. Dès la fin de 1789, les châteaux furent regardés comme les repaires de la contre-révolution et, à mesure que les circonstances s'assombrirent, les seigneurs, traités en suspects, se trouvèrent exposés aux visites domiciliaires et à des vexations de toutes sortes. Dès novembre 1790, Duchambge de Noyelles fut condamné par le tribunal municipal d'Houplines, pour avoir, en protestant contre l'enlèvement des bancs, adressé des menaces à deux membres du conseil général.

Cependant, le décret annoncé par celui du 11 août avait été enfin voté le 15 mars 1790. Cet acte célèbre fut une déception pour les paysans, car il confirmait les redevances supposées réelles tant qu'elles n'auraient pas été rachetées et il demeurait bien en deçà de leurs revendications à l'égard

des biens communaux; il ne réglait pas non plus la question des plantis. Il n'en prononçait pas moins l'abolition définitive de plusieurs droits seigneuriaux et notamment de la banalité. Les droits de marché, mesurage et hallage paraissent avoir disparu sans difficulté ainsi que les vinages et tonlieux. Certains péages proprement dits furent l'objet de quelques contestations, parce que le décret conservait ceux qui avaient été accordés pour la construction d'un ouvrage d'art ou à titre d'indemnité pour expropriation d'intérêt public. Mais il fallait présenter le titre primitif ou deux reconnaissances des habitants énonciatives d'une plus ancienne et soutenues par une possession de quarante ans. Le prince de Croy ayant demandé le maintien du péage de Quesnoy que les Etats de Flandre wallonne et les négociants de Lille regardaient comme supprimé, l'Assemblée consentit seulement, le 13 juillet, à le maintenir provisoirement sur le pied du tarif ancien, le titre primitif n'ayant pu en prévoir d'autre: restait au prince à présenter ce dernier et encore fallait-il qu'il énonçât concession à charge de construction; en fait, c'était la suppression. Pareillement, à défaut de titre, le Département suspendit, jusqu'à décision contraire du Comité féodal, le péage d'Aubigny-au-Bac, contesté par les habitants, celui de Pont-à-Râches et celui de l'écluse de Fort-de-Scarpe. Au contraire, il maintint, sous la même réserve, ceux des trois écluses de la Scarpe; mais à la fin de 1791, tous avaient cessé d'exister. La banalité aussi disparut sans bruit. On profita du décret pour édifier beaucoup de nouveaux moulins. A Pont-sur-Sambre, où de Ste-Aldegonde avait deux moulins banaux, l'un à vent et l'autre à eau, on en construisit deux à vent et trois sur la Sambre, pendant la Révolution. Les meuniers ne tardèrent pas à se plaindre. Dès le 30 avril, l'adjudicataire des moulins de l'archevêché à Cambrai diminuait le droit de mouture « pour procurer au moins aux moulins une concurrence avec ceux du dehors ». Le droit

d'eau et de vent fut abandonné: le Département rejeta sans délibérer les demandes d'autorisation qu'on lui présentait. Les meuniers du Hainaut auraient voulu que la banalité subsistât à titre gratuit: en la subordonnant à une enquête qui constatât l'utilité, ils cherchaient à conserver leur monopole ou, tout au moins, à limiter la concurrence. Mais ce fut seulement sous le Directoire qu'on s'inquiéta des inconvénients que pouvait présenter l'édification inconsidérée de moulins à vent et des entraves que les moulins à eau apportaient à la navigation ou à l'écoulement des eaux.

Le décret du 15 mars avait aussi abordé la question des biens communaux qui préoccupait tant les paysans. Mais seuls les triages contraires à l'ordonnance de 1669 avaient été annulés et à condition qu'ils ne fussent pas antérieurs à trente ans. Dans le Nord, c'en était assez pour qu'il eût des conséquences très importantes, puisqu'un grand nombre de triages avaient été exécutés en vertu des lettres patentes de 1777 et 1779. Les paysans se mirent en devoir de prendre purement et simplement possession du tiers seigneurial pour le partager en portions ménagères. Le District de Lille reçut avis, de divers côtés, que l'opération se ferait à partir du 1<sup>er</sup> octobre et il adressa, le 23 septembre, une circulaire impérative aux municipalités pour leur rappeler qu'elles devaient d'abord se faire attribuer la propriété par voie judiciaire, comme la Constituante avait déjà été obligée de l'indiquer expressément le 15 mai. Un certain nombre de communes des districts de Douai et de Lille firent alors les diligences nécessaires pour se faire autoriser à ester et furent peu à peu réintégrées dans leur propriété. Quelques-unes n'eurent qu'à faire lever le séquestre du tiers contesté. Mais ces actions judiciaires répugnaient aux municipalités rurales; elles se défiaient du tribunal du district et craignaient qu'il ne reprît, en matière d'administration, l'autorité qu'avaient exercée sur les anciens échevinages le bailliage royal et le

Parlement. « Les municipalités n'ont rien à faire avec lui, écrivaient les municipaux de Willems, en août 1791. Si on le laisse se mêler d'administration, on détruira les municipalités ou elles retomberont sous l'ancien régime et il n'y aura plus de tranquillité pour ceux que leurs concitoyens choisissent et qui se dévouent gratuitement à la conservation de leurs droits et intérêts, surtout dans les villages où il y a des marais, des fruits de marais à faire séquestrer ou d'autres droits à réclamer contre les ci-devant seigneurs ». En fait, la municipalité de Willems n'avait pas esté contre le comte d'Orgères; mais, au moment de la moisson, elle avait décidé de mettre en adjudication les avêties du triage; l'accusateur public et le commissaire du roi, tout dévoués aux seigneurs, avaient obtenu un décret d'arrestation contre le maire et le procureur. Cet exemple n'est pas unique. A Alnes, en avril 1791, les fermiers du tiers seigneurial, bien que maintenus par le District et le Département, avaient été chassés à main armée par les paysans. Dans nombre de communes, on s'en tint à des voies de fait plus ou moins avouées et, des municipalités qui auraient pu faire valoir juridiquement leurs droits, près de la moitié attendirent les lois de 1792 et de 1793 et l'institution de la procédure arbitrale dont l'issue ne laissait point de place au doute. Le décret du 15 mars leur semblait d'ailleurs très incomplet. Il respectait les triages conformes à l'ordonnance de 1669 et ne parlait point des flégards et waréchaix que la coutume laissait au seigneur: pour le Hainaut et le Cambrésis, c'était justement le point essentiel. Un certain nombre de communes demandèrent aussi à les revendiquer, mais jusqu'à la loi du 28 août 1792, l'affaire demeura en l'état. Du moins, elles obtinrent, dès l'été de 1790, une première satisfaction quant à ceux de ces biens que les seigneurs avaient fait planter.

Malgré les vœux si nettement exprimés dans les cahiers et les récentes pétitions, le décret du 15 mars n'avait point fait allusion au droit de plantis. Dès le mois de mai, douze communes du district du Quesnoy et quinze du district de Douai, puis, en juillet, huit autres du district d'Avesnes protestèrent par devant l'Assemblée. Les seigneurs aussi se plaignirent parce que les municipalités prétendaient les empêcher d'abattre leurs arbres avant qu'il n'eût été statué sur la propriété. Le 9 avril, un député du Cambrésis demanda qu'il en fût décidé au plus tôt et l'affaire fut renvoyée à Merlin. Le décret du 26 juillet-15 août 1790 abolit pour l'avenir le droit de plantis sur les chemins publics, flégards, waréchaix et places publiques; il maintint les seigneurs en possession des arbres existants, mais autorisa les riverains à les racheter: le seigneur ne pouvait les vendre ou abattre qu'après les avoir prévenus deux mois à l'avance. Cependant toute difficulté n'était pas levée, car on n'avait pas défini le chemin public. Les seigneurs, si ardents autrefois à planter partout, soutenaient maintenant volontiers qu'il s'agissait seulement des chemins vicomtiers ou de grande communication. Mais les paysans n'entendaient souffrir aucune exception et il n'y en eut aucune. De 1790 à 1792, un très grand nombre de municipalités, principalement en Hainaut et en Flandre wallonne, rachetèrent et revendirent ensuite ou plus généralement abattirent, au profit de leur caisse ou pour en partager le produit entre les habitants, les arbres plantés sur les places publiques, les waréchaix, ou sur les chemins, en bordure des propriétés de l'église, des pauvres et de la commune. Les rachats des particuliers ont laissé moins de traces puisqu'ils n'exigeaient pas d'autorisation administrative; mais, comme il fallait s'adresser à l'Etat pour les anciennes seigneuries ecclésiastiques, on a néanmoins la preuve qu'ils furent également nombreux. Quelques seigneurs se prêtèrent de bonne grâce à l'opération: le seigneur de Rain-



sart céda ses arbres à la commune pour les deux tiers de l'estimation; la plupart attendirent qu'on les expropriât; un petit nombre, tels les Carondelet de Potelle et de Beaudignies, continuèrent à abattre leurs arbres comme auparavant et s'attirèrent une interdiction administrative. Dans le Cambrésis, quelques municipalités, soit ignorance de la loi, soit malveillance, prétendirent empêcher le seigneur d'abattre ses arbres sans vouloir cependant lui en offrir le rachat. Mais, dans l'ensemble, la loi fut appliquée sans difficulté: c'est le seul droit seigneurial dont la suppression ait comporté des rachats si nombreux. Toutefois, tous les seigneurs ne furent pas indemnisés; ceux dont les arbres n'étaient pas mûrs ne pouvaient pas mettre les intéressés en demeure de les acheter et, en ce cas, ces derniers profitèrent plus tard de la loi du 28 août 1792.

Lorsqu'on approcha de la moisson de 1790, il fallut pour tant reconnaître que l'essentiel n'était pas fait: le terrage et les rentes étaient toujours exigibles. Il allait falloir aussi payer la dîme: en établissant le traitement des fonctionnaires ecclésiastiques, le décret des 14 et 20 avril l'avait supprimée au 1<sup>er</sup> janvier 1791, mais la récolte prochaine y demeurerait soumise. Le décret du 18 juin le rappela de nouveau: on pouvait seulement la commuer en argent, si le décimateur ou son fermier y consentait; la municipalité devait même la lever ou la louer à défaut du propriétaire; un autre, du 21 juin, autorisa les décimateurs étrangers à jouir de leurs dîmes en France, même des inféodées, à charge de réciprocité. En dépit des prescriptions formelles de l'Assemblée, personne ne douta que la perception ne dût être fort difficile. Les corps ecclésiastiques continuaient à passer des baux ou à adjuger la dîme comme d'ordinaire, mais leurs fermiers et adjudicataires témoignaient de l'inquiétude. Le chapitre Ste-Croix de Cambrai était obligé de leur promettre un dédommagement éventuel et leur recommandait de

prendre note des refus avec le plus grand soin pour les dénoncer aux municipalités. De leur côté, les paysans s'agitaient. Après le décret de juin, beaucoup, du moins, « imaginèrent qu'on satisferait à la loi en payant en argent au gros décimateur la somme qu'il tirait de son fermier ». Les douze paroisses du canton de Landrecies adressèrent un mémoire à l'Assemblée nationale pour la supplier de s'en expliquer. Le 30 juin, la municipalité de Pecquencourt envoya une députation au District de Douai pour prendre son avis sur les modalités de perception. Après délibération, les municipalités se résignaient à recevoir le serment des dîmeurs et des terrageurs; mais cette formalité n'engageait pas les redevables qui étaient, en majorité, décidés à ne pas payer, tout au moins en nature, s'ils n'y étaient contraints par la force. Les circonstances favorisaient la résistance et y encourageaient. Jusqu'à la moisson, les municipalités ne connurent d'autre autorité supérieure que la Constituante; le Département et les Districts ne furent organisés qu'en juillet; le premier ne put agir efficacement qu'aux environs de Douai; les autres, assaillis, dès leur installation, par mille difficultés, ne firent presque rien pour contraindre les paysans et cherchèrent tout au plus à persuader les fermiers d'accepter un arrangement. Les décimateurs et les seigneurs ne disposaient d'aucun moyen d'exécution immédiate; le Parlement et les justices seigneuriales disparurent au moment de la moisson. Assurément les campagnes étaient moins troublées que l'année précédente: le prix du pain était redevenu normal et la lutte contre l'Ancien Régime semblait toucher à sa fin; le paysan était le maître du village et la fête de la Fédération marquait le triomphe de la Révolution. Mais la dîme, le terrage et les rentes n'en étaient que plus inexplicables. Qu'attendait la nation victorieuse pour s'en débarrasser elle-même? Et puisqu'elle s'était attribué, par le décret du 14 avril, l'administration des biens ecclé-

siastiques, pourquoi levait-elle en 1790 la dîme qu'elle déclarait supprimée pour 1791?

Comme l'année précédente, la résistance se manifesta tout d'abord en Flandre à propos de l'adjudication annuelle. De nouveau, on sollicita des aumônes; mais, cette fois, dans la plupart des villages, les cultivateurs apparurent seuls au premier plan. Les plus hardis prétendirent s'opposer à la location et obliger le décimateur à leur abandonner la dîme moyennant un prix forfaitaire, ainsi que cela s'était fait déjà en 1789; ailleurs, ils soutinrent que les municipalités seules pouvaient se rendre adjudicataires, en sorte qu'elles n'eussent payé que ce qu'elles voulaient. Presque partout, ils s'opposèrent avec la plus grande résolution à l'intervention des étrangers, fussent-ils d'un village limitrophe, conformément à un vœu qu'on retrouve dans un grand nombre de cahiers: étant d'accord entre eux pour ne pas enchérir, ils ne donnaient aussi que ce qu'ils jugeaient bon. La coalition semble avoir été universelle et beaucoup mieux organisée qu'en 1789, ce qui s'explique aisément. « Il s'est formé entre les paysans, écrivait à l'Assemblée le chapitre de St-Pierre de Lille, un esprit de monopole qui ne permettra pas que la dîme s'élève à la moitié de sa valeur ». Il ne fallait pas compter qu'aucun paysan ni même un étranger pût enchérir sans risque: c'eût été par excellence un cas de mauvais gré.

La plupart des décimateurs n'essayèrent pas de résister. A Carnin, le 12 juillet, la municipalité estima elle-même la dîme à 1.000 l. et fit appeler le curé qui en était le bénéficiaire, pour lui signifier sa délibération: il accepta sans protester. Dans les villages où les députés des corps ecclésiastiques ne voulurent pas céder, les paysans prirent une attitude menaçante. Le 6 juillet, à Lomme, deux chanoines de St-Pierre réunirent comme de coutume les municipalités de Lomme, Prêmesques et Sequedin pour adjuger leur dîme sur ces trois

villages. Celles de Lomme et de Sequedin refusèrent d'admettre les étrangers, à moins que le chapitre ne se déclarât responsable des impositions à la charge des preneurs; celle de Prêmesques ne fit aucune opposition. Mais, comme en 1789, les femmes s'attroupèrent et les chanoines jugèrent prudents de se retirer. A Baisieux, les chanoines de Tournai ne trouvèrent aucun enchérisseur pour aucune des branches qu'ils possédaient dans la région. Pour amadouer les gens de Willems, ils y transportèrent l'adjudication pour la dîme de ce village. Mais la municipalité exigea qu'elle eût lieu en plein air. Une seule partie obtint une enchère. Toutes demeurèrent finalement aux municipaux qui, aussitôt après, répartirent la somme au bonnier: personne ne paya en nature. Les adjudicataires ordinaires se plaignirent, paraît-il, mais ils n'avaient osé souffler mot « tant les regards de ces officiers intimidaient les assistants ». A Toufflers, ce fut pis. Le grand vicaire de la cathédrale de Tournai s'y présenta le 13 juillet et aussitôt les paysans attroupés exigèrent qu'il passât la dîme à la municipalité sur une offre de 1.100 livres. Il déclara qu'il ferait lever la dîme lui-même, mais en ayant vendu une branche par convention à un paysan du village, ce dernier, assailli de menaces, se déporta de l'acquisition. Le grand vicaire fut hué, insulté et finalement enfermé dans la salle municipale. Il ne s'en tira qu'en payant à boire et en cédant la dîme pour 1.500 livres: année commune, elle en valait 2.380 et la récolte de 1790 fut magnifique. Au total, le chapitre de Tournai ne put tirer de tous les villages qu'il dîmait dans cette région que 3.100 livres au lieu de 11.120, année commune. Il en alla de même dans les lieux où l'adjudication fut apparemment régulière. A Marcq-en-Barœul et Wasquehal, la dîme de St-Pierre et de l'hôpital de Seclin avait été adjugée 913 livres en 1789; en 1790, elle rapporta seulement 601 livres. Là où la dîme était affermée, les municipalités élevèrent contre les fermiers le soupçon d'insol-

vabilité et demandèrent qu'ils fournissent caution. A défaut, celle d'Illies put ainsi, en invoquant le décret, lever la dîme elle-même, en nature à la vérité, mais évidemment au taux qui lui plût. A Herlies, un fermier, procureur de la commune, avait passé bail de la dîme avec l'abbaye de Marœuil, le 28 juin seulement; la municipalité en passa un autre et le District lui donna raison. Le comité des dîmes, saisi de plusieurs plaintes, les renvoya au District de Lille qui enquêta, mais ne prit aucune mesure de rigueur. Les municipalités l'emportèrent sans difficulté. On connaît des villages où des adjudicataires et des fermiers entreprirent cependant de lever la dîme comme à l'ordinaire: mais c'est souvent pour constater qu'ils n'y réussirent que très imparfaitement. Dès le 4 janvier 1791, ceux d'Erquinghem-Lys demandèrent pour cette raison une modération. Le fermier de St-Vaast à Annœullin déclara, en l'an II, n'avoir pu lever ni dîme, ni terrage en 1789 et en 1790. A Bersée, dans la Pévèle, le procureur-général-syndic dut expressément rappeler la municipalité à l'ordre pour qu'elle fît respecter le décret. Malgré tout, on ne peut disconvenir que les paysans versèrent des sommes importantes. Le 7 floréal an II, le receveur du canton de Seclin disait que la dîme et le terrage avaient été levés « partout, même en 1790 »; il ne précisait pas, il est vrai, dans quelles conditions! Mais, en janvier 1791, le chapitre St-Pierre reconnaissait avoir en caisse 20.000 livres provenant des dîmes. Quant à la Flandre maritime, la perception semble avoir été aussi régulière qu'en 1789. Cependant, les adjudicataires qu'on connaît sont presque toujours des paysans et il n'est pas invraisemblable qu'une certaine pression se soit exercée en faveur de la location à des domiciliés. A Merville, on leva la dîme, comme en 1789, en argent et à forfait. Le chapitre St-Pierre de Cassel rencontra une vive résistance à Haverskerque et à Morbecque et dut louer à un prix très faible. Les municipa-



lités s'appliquèrent d'ailleurs à imputer sur le produit les charges qui incombait aux décimateurs pour la réparation des églises.

Au Sud de la Scarpe, où la dîme se doublait souvent du terrage, la résistance prit souvent un caractère plus révolutionnaire en ce que l'on contesta plutôt le principe même de la perception que ses modalités. Les refus de livrer furent extrêmement nombreux, mais la plupart du temps, tout se passa tranquillement : le paysan enleva sa récolte sans prévenir personne ; toutes les observations restèrent vaines. Comment cependant recourir à la voie judiciaire contre des villages entiers ? On pouvait seulement essayer d'intimider les municipalités, par des injonctions administratives, ou la population elle-même, par la perspective d'une occupation militaire : encore n'obtint-on de la sorte que la conclusion d'arrangements pareils à ceux de la région lilloise.

Dans plusieurs communes, le conflit éclata dès juin, à propos de la dîme des foins. Le dimanche 13, le bailli de St-Python faillit être jeté à l'eau pour avoir voulu recevoir le serment du dîmeur. Le fermier ne fut guère mieux traité. La municipalité et les plus modérés des habitants s'entremirent et lui proposèrent de lui payer son fermage, mais sans le pot-de-vin : il lui fallut accepter et M. de Polinckhove, le seigneur, qui possédait une petite dîme inféodée, dût adhérer à l'arrangement. Dans le canton de Landrecies, les paysans voiturèrent leurs trèfles en se contentant de compter eux-mêmes les monceaux, sauf, dirent-ils, à payer la dîme en grange, s'il y avait lieu. A Forest, le fermier, qui était en même temps officier municipal, s'adressa à la justice et multiplia les assignations : en quinze jours, il fit aux paysans un millier de francs de frais, mais sans obtenir un sou ; il se rendit naturellement la vie difficile ; la municipalité refusa désormais de collaborer avec lui et, aux élections de novembre, il ne fut pas réélu.



Au moment où le Département s'installa, on commençait la moisson; il fut obligé aussitôt d'employer les moyens de rigueur dans le district de Douai. Dès juillet, le procureur-général-syndic signifiait le décret de juin à plusieurs municipalités en les avertissant qu'il poursuivrait les récalcitrants. Les villages de Dechy, Erchin, Guesnain et Masny s'entêtèrent dans la résistance. La municipalité de Dechy se déclara impuissante et, le 9 août, en présence du District, le fermier de la dîme et du terrage accepta le paiement en argent, à dire d'experts, sous la garantie solidaire de la communauté. A Masny, la municipalité refusa d'accepter le tourneur du fermier et fut mise en demeure, le même jour, d'en nommer un autre. Le lendemain, le fermier proposa lui-même le paiement sur expertise, mais le conseil refusa à cause des frais: il voulait traiter à forfait; sur le refus du fermier, il offrit de lui payer le fermage, plus un tiers à titre de profit. Finalement, le 12 août, le Département envoya dans les quatre villages la maréchaussée et deux cents gardes nationaux. A Erchin seulement, on fit mine de résister: le détachement fut couché en joue, mais les armes n'étaient pas chargées; un caporal se blessa légèrement en voulant enlever à un habitant la hache dont il s'était armé. L'affaire se termina à l'amiable; les fermiers acceptèrent les offres des paysans: à Masny, 3.000 florins dont la municipalité fit une taxe foncière; à Erchin, 4 l. 10 s. à la rasière.

Mais les autres Districts, abandonnés à eux-mêmes, s'en tinrent à des injonctions qui demeurèrent souvent inutiles. Dans le Cambrésis, beaucoup de municipalités encouragèrent ouvertement la résistance. A Avesnes-lez-Aubert, lors de la moisson, le maire annonça que les redevances étaient supprimées. A Catillon, la municipalité refusa d'intervenir et approuva la rébellion. Le maire de Villers-en-Cauchie fut dénoncé pour avoir excité ses administrés à l'insubordination, « spécialement pour leur avoir défendu de payer la dîme en

nature ». La municipalité de Niergnies contesta le droit du fermier dont le bail expiré avait été prorogé provisoirement par arrêt du Parlement et elle adjugea elle-même la dîme, de manière à la faire payer en argent. A Busigny, personne ne voulut payer; la municipalité ne bougea pas « pour éviter une insurrection ». Le bailliage du Quesnoy, sur la plainte des fermiers, fit envoyer des dragons: les paysans s'engagèrent à payer les dépens et à verser la dîme à la St-André; mais ils ne s'exécutèrent pas. Au Câteau et à Fressies, ils déclarèrent qu'ils ne devaient plus rien et ne paieraient pas. Les plaintes nombreuses des fermiers prouvent que la résistance fut générale et victorieuse. Les exemples sont beaucoup plus rares pour les districts du Quesnoy et de Valenciennes dont les archives furent en partie détruites en 1793-1794: leur silence n'est pas une preuve certaine que les paiements aient été plus réguliers. Dans le district d'Avesnes, les documents ne sont pas plus explicites et, pourtant, le 5 août, l'administration recommandait aux municipalités de faire observer le décret « afin de faire cesser les plaintes qui ont été portées de la part de différentes paroisses ». Ce n'est pas à dire que les paysans n'aient rien payé. Même, dans le Cambrésis, à mesure que les arrêtés administratifs parvinrent à leur connaissance, un certain nombre s'arrangèrent avec les fermiers. A Avesnes-lez-Aubert, quelque temps après la moisson, ils consentirent à livrer la dîme en nature dans leurs granges et sur leurs déclarations. A Neuilly, on avait payé, au moins en partie, en octobre. A St-Hilaire et à Carnières, on conclut une convention forfaitaire au début de 1791. Mais dans d'autres villages, on ne céda pas: le fermier de Fressies reçut complète décharge de son rendage.

La dîme supprimée au 1<sup>er</sup> janvier 1791, l'agitation agraire s'atténua: c'était la charge la plus lourde que supportât le paysan; en Flandre, on ne payait presque partout en sus que des rentes foncières qui ne pouvaient pas créer

entre les débiteurs la même solidarité que la dîme et l'Etat perçut fort mal celles qui étaient dues aux seigneurs ecclésiastiques. Dans le Sud, la fermentation persista jusqu'à l'abolition complète de la féodalité, à cause du terrage; mais à partir de 1791, l'attention des paysans y fut attirée par la vente des biens nationaux et leur ardeur belliqueuse se tourna contre ceux qui voulaient les leur disputer.

A la vérité, le décret du 15 mars avait donné aux paysans la faculté de se libérer des rentes et du terrage en les rachetant sur le pied du denier 25 ou du denier 20, selon qu'ils les payaient en nature ou en argent. Mais cette perspective ne leur offrait pas beaucoup d'attraits. Le 3 avril 1791, Mortier, député du Cambrésis, père du maréchal, écrivait lui-même aux jacobins du Câteau: « Je suis certain que personne ne parle du rachat des terrages, ce qui est le plus onéreux aux habitants ». Ils préférèrent consacrer leur argent à l'achat de biens nationaux. Pourtant, lorsque les terrages échus à la nation furent mis en vente, ils s'émurent. Quelques-uns furent soumissionnés et acquis par des bourgeois ou de grands fermiers. En fait, ceux-ci firent une mauvaise affaire, car ils ne les perçurent pas plus facilement que les seigneurs et ils furent plus tard remboursés en assignats, dépréciés. Mais leur exemple semblait confirmer que la féodalité n'était pas près de disparaître. D'autre part, une communauté qui se portait adjudicatrice avait beaucoup de chances de ne pas rencontrer de concurrents: comme on le verra plus loin, les paysans du Hainaut et du Cambrésis savaient s'arranger pour les écarter. Or, les terrages et rentes étaient mis à prix sur le pied du denier 20 ou du denier 15, suivant qu'ils étaient payés en nature ou en argent: on gagnait donc à les éteindre ainsi et, en outre, on avait dix ans pour s'acquitter. Aussi, en 1791, un certain nombre de communes du district d'Avesnes soumissionnèrent et acquirent le terrage et les rentes par personne imposée, chargée

de faire la recette de la somme due par chaque propriétaire. Mais, dès le 9 mars 1791, la Constituante interdit la vente des droits féodaux et autres, incorporels, fixes ou casuels, dévolus à la nation : le mouvement ne put donc se développer. Plusieurs communautés offrirent alors le rachat à l'Etat, mais on ne profita pas, comme on pourrait croire, de leurs dispositions conciliantes : les Districts ordonnèrent des expertises qui ajournèrent la liquidation. Dès le 14 juin 1791, la municipalité de Mœuvres se plaignit au Comité féodal qu'on n'eût donné aucune suite à sa proposition et, en 1792, elle n'avait pas encore été admise à effectuer le rachat. Pour opérer celui du terrage levé sur ses biens communaux, Bermerain demanda à emprunter 5.000 livres : le décret qui l'y autorisa n'intervint que le 28 juillet 1792, c'est-à-dire à la veille de la loi qui allait rendre l'opération superflue. A Préseau, la solution fut ajournée parce que le District jugeait l'estimation insuffisante. Quelques autres demandes paraissent n'avoir pas eu meilleur succès. Pommereuil et Avesnes-le-Sec se virent signifier le paiement à effectuer. La négligence des administrations était d'autant plus regrettable que la nation était obligée de payer les droits féodaux dûs par les biens ecclésiastiques et d'en opérer le rachat à mesure qu'elle les aliénait.

Quelques particuliers se libérèrent aussi, par voie légale, du terrage et des rentes dûs à l'Etat. Il n'y avait pas de doute que le terrage ne fût pas dû solidairement et le Département en autorisa le rachat individuel, conformément à la jurisprudence même de l'Ancien Régime. Mais celui des droits casuels aurait dû être opéré simultanément ; or il ne semble pas qu'on ait jamais fait respecter à cet égard la loi du 15 mars. Les rachats les plus nombreux concernèrent les droits casuels, principalement en Flandre maritime. Mais, de ces liquidations, un très petit nombre seulement intéressèrent des paysans. Elles furent principalement sollicitées

par des nobles et des bourgeois qui payaient régulièrement les droits casuels, comme sous l'Ancien Régime, et furent, par là même, amenés à en provoquer l'extinction. De même, le plus important des rachats de rentes fut exécuté au nom du duc d'Orléans, pour sa pairie d'Avesnes. De redevable à seigneur, il y eut aussi quelques rachats, par exemple à Jeumont, à Raimbeaucourt, à Frasnoy. A en juger par les documents qui nous restent, les paysans éteignirent plus souvent les droits entre les mains des particuliers que par devers l'Etat dont ils redoutaient beaucoup moins les réclamations. Les exemples que l'on peut citer ne doivent pas faire illusion : la proportion en demeura petite. Dans les actes notariés enregistrés à Lille, les ventes indiquent en général la mouvance, preuve que les droits subsistaient. On ne trouve, pour aucun des bureaux de l'enregistrement, le registre spécial que la loi prescrivait d'ouvrir pour y coucher séparément les actes de rachat, soumis à un droit de 15 s. seulement, sans sol pour livre. Au bureau de Seclin, on en ouvrit un, le 1<sup>er</sup> février 1791 : il demeura vierge jusqu'au 2 juillet 1792, après quoi il servit à enregistrer les actes courants. On peut conclure que les paysans préférèrent gagner du temps et l'événement leur donna raison.

#### V. - DISPARITION PROGRESSIVE DES DROITS FÉODaux EN 1791 ET 1792

Au cours des années 1791 et 1792, l'édifice féodal se lézarda rapidement et ne tarda pas à menacer ruine. Une des causes principales de cette décadence fut qu'un grand nombre de seigneuries étaient passées du clergé à la nation. Au cours de ces deux années, d'autres, qui appartenaient à des émigrés, se trouvèrent plus ou moins délaissées avant d'être à leur tour séquestrées. De la part de l'Etat révolu-



tionnaire, il y avait quelque contradiction à percevoir des droits qu'il avait déclarés incompatibles avec l'ordre nouveau et dont il souhaitait ouvertement la disparition. Il était à prévoir que les Districts, sinon le Département, ne mettraient pas beaucoup de zèle à les exiger ou qu'ils adopteraient tous les moyens d'en rendre du moins la charge plus légère, comme ils l'avaient déjà fait en août 1790. Mais en outre, ayant tant de tâches à remplir, il ne leur fut pas possible d'assurer la perception régulière des redevances. Les cartulaires, terriers ou cueilloirs n'étaient pas en leur possession. Il aurait fallu créer un service spécial d'archives pour les réunir et les utiliser, en admettant que les bénéficiaires ecclésiastiques et les émigrés ne les eussent pas emportés, détruits ou laissés aux mains des fermiers et des receveurs. L'administration du domaine, en voie d'organisation, prenait en charge l'administration des biens nationaux : la recette des fermages et des arrérages des biens vendus était pour elle une tâche écrasante ; celle des droits féodaux ne l'était guère moins et parut moins pressante, la résistance des paysans devant la rendre moins fructueuse. Dès le 5 janvier 1791, le procureur-syndic ayant requis à Cambrai l'affermage des rentes seigneuriales, le District décida que, jusqu'à nouvel ordre, on ne ferait aucune diligence à cet égard et qu'on commencerait par en dresser un inventaire : les débiteurs n'avaient aucune inquiétude à concevoir ! Juridiquement, ces rentes étaient portables : on attendit qu'ils vinssent les payer, sans qu'aucune trace indique qu'on les ait jamais rappelés à leurs obligations. Il est donc évident qu'elles disparurent en fait dès 1790 et les droits casuels eurent le même sort. Les bourgeois et les nobles, soucieux de s'assurer une tranquille possession, paraissent seuls avoir acquitté régulièrement les droits casuels dûs à l'Etat ; outre qu'on possède à cet égard quelques documents administratifs, les contrats enregistrés spécifient souvent que les droits



féodaux sont à la charge de l'acquéreur ou qu'ils ont été acquittés, ou encore que le vendeur en a opéré le rachat.

Pour le terrage, on fut moins tolérant : la difficulté était moins grande, le taux en étant de notoriété publique ; encore fallait-il connaître les terres assujetties : le 1<sup>er</sup> juin 1791, le District de Cambrai ordonna aux municipalités de former un cueilloir pour leurs terroirs respectifs ; mais il y avait quelque naïveté à compter sur elles en pareil besoin. En réalité, les administrations n'auraient pu percevoir le terrage en nature, et aussi bien les rentes, qu'en s'assurant le concours des fermiers, de leurs tourneurs et des receveurs seigneuriaux ; mais elles ne l'auraient pas obtenu la plupart du temps et les paysans d'ailleurs ne l'auraient pas toléré. Autant qu'elles le pouvaient, les municipalités s'opposaient à ce qu'on prorogât les baux échus. En 1791, celle de Bruille-lez-Marchiennes, malgré le District, adjugea même son terrage bien que le bail en fût en cours. Tracassés de toutes façons, les fermiers de terrages proposèrent de résilier leurs baux ou renoncèrent à en solliciter un nouveau. Le 20 juin 1791, le District de Cambrai admit en résiliation l'un des terrageurs de Thun-St-Martin attendu « qu'il serait fort difficile, en ce moment de crise, de percevoir le terrage » ; l'autre, qui était maire, fut déchargé de la recette, le bail étant échu. En pareil cas, il ne restait qu'à ouvrir une adjudication et c'était la municipalité qui en était chargée par la loi. Les administrations tinrent assez exactement la main à ce que les terrages fussent en effet loués en 1791 et 1792 ; mais aussi, la transformation dont les décimateurs de Flandre wallonne s'étaient plaints, en 1790, devint extrêmement rapide : les adjudications consenties par les municipalités étaient fictives ; le terrage n'était pas perçu en nature, mais en argent et à un taux dérisoire. Dans les villages où le fermier demeurait en fonction, la conversion en argent fit également des progrès. A Mœuvres, il n'osa même pas réclamer le terrage en

1791 et la municipalité fut autorisée à en verser le prix au District, à dire d'expert. A Flesquières, en 1792, on paya en argent, par abonnement, comme les années précédentes. A Fenain, le fermier consentit aussi à la commutation, sur le pied de 4 livres la rasière, et passa, à cet effet, en 1791, un bail de trois ans avec la communauté.

On peut se demander si les terrages et les rentes demeurés aux mains des seigneurs laïques furent perçus avec plus d'exactitude. On possède quelques baux de terrages passés en leur nom pour un an: le rendage aussi en paraît bien médiocre. En 1791, le fermier de M. de Franqueville, à Bantigny, fit résilier son bail, tout comme un fermier ecclésiastique. En 1792, à Cantaing, dans le Cambrésis, à Bourghelles, dans le district de Lille, on s'efforça de ne pas payer le terrage aux seigneurs. En tout cas, ils furent atteints, comme les terrages nationaux, par le décret du 7 juin 1791, qui autorisa les débiteurs de toutes rentes seigneuriales, payables en nature, à opérer une retenue d'un cinquième, comme représentant la valeur de l'imposition foncière dont le propriétaire devait prendre sa part, ainsi que les cahiers l'avaient demandé. M. de Villers, propriétaire du terrage de Ligny-en-Cambrésis, se plaignit que les paysans voulussent appliquer cette loi au terrage et le District lui donna raison; mais le Département décida que les terrages rentraient dans la définition donnée par la loi et ainsi, en 1791, ils se trouvèrent tous amputés d'un cinquième. On connaît au moins un seigneur qui trouva expédient de conclure un arrangement avec ses paysans et de faire la part du feu. Le 31 décembre 1791, Bady de Rainsart signa une transaction avec cinquante propriétaires du lieu et avec le conseil général, intervenant pour les biens de l'église et de la commune, conformément à une proposition du 10 juillet: il accorda l'abolition, à titre gratuit, des droits casuels et de la redevance de 4 d. par rasière et la commutation du terrage en

une rente de 10 s. à la rasière; les terres accourtillées depuis 1724 devaient payer moitié moins; celles qui l'avaient été antérieurement étaient déclarées exemptes. La dite redevance demeurait d'ailleurs rachetable au denier 20. Les non comparants étaient exclus de ces avantages: par là, on peut supposer que ce curieux accord a dû être exceptionnel et que les paysans, comme les récalcitrants de Rainsart, ne s'y prêtaient pas volontiers en admettant que beaucoup de seigneurs fussent disposés à l'accommodement.

Mal instruits peut-être des dispositions du décret du 15 mars, ils entreprirent bien plutôt de contester la validité des droits féodaux et de réclamer, comme ils l'avaient fait dans les cahiers et au cours des troubles de 1789, la production du titre qui les légitimait. Dès le 29 juin 1790, les habitants de Beaurepaire, assemblés, requièrent le seigneur de le présenter, à quoi il répondit en demandant à la prévôté de Maubeuge d'ouvrir contre eux une procédure criminelle; on riposta par une plainte à l'Assemblée nationale. En janvier 1791, la commune de Boursies représenta aussi au District de Cambrai que le terrage de la Métropole était un droit usurpé et celle de Camphin-en-Carembault fut autorisée à intervenir, pour contester la légitimité du terrage, en la cause de plusieurs habitants assignés en paiement par l'abbaye de St-Pierre de Gand. En février, la municipalité de Templemars, prenant fait et cause pour les paysans, requit le fermier de produire son titre. En juin, le conseil général d'Onnaing fit pareille sommation, déclarant qu'à défaut de titre, il s'opposerait à la perception. Le 26 août encore, plusieurs propriétaires de Louvroil, mis en demeure par le District d'Avesnes de payer le terrage, répondirent en demandant production des titres. Semblables entreprises durent être nombreuses; car, le 27 juillet 1791, le Département rappela formellement que la contestation sur le fond ne permettait pas de refuser le paiement et que c'était aux

tribunaux, régulièrement saisis, qu'il appartenait de réclamer les titres.

Enfin, on ne peut douter qu'à l'approche de la récolte de 1791, la résolution de ne pas payer se soit manifestée avec plus d'audace encore que l'année précédente. En juillet, les habitants de Préseau proposèrent qu'au moins la conversion en argent fût obligatoire; ceux de Sebourg et de Thivencelles demandèrent tout simplement à ne plus payer de terrage. Par le même arrêté du 27 juillet 1791, le Département menaça de poursuivre, comme perturbatrices du repos public, « les personnes qui par des discours, menaces, voies de fait ou autrement, mettraient obstacle à la perception ». Mais il n'intimida personne. Le Cambrésis surtout paraît avoir été irréductible. « En 1791, disait le District, le 1<sup>er</sup> mars 1792, toutes les communes se sont refusées de payer le terrage, sous le vain prétexte que tout était aboli ». Il obligea la commune de Catillon à promettre une indemnité conventionnelle, mais elle ne fut point versée. A Bermerain, le 18 juin, la municipalité fit annoncer à son de caisse de ne plus payer: « le terrage est rasé ». A Erchin, l'acquéreur du terrage ne put le percevoir. La région herbagère ne paraît pas avoir été beaucoup plus accommodante. A Floyon, le 30 juin, la municipalité fit sonner le tocsin et défendre publiquement de payer le terrage « sous peine de la vie ».

En 1792, le Département ne renouvela pas son injonction. Il se borna à faire adjuger le terrage dans les communes, sans cesse plus nombreuses, où il n'y avait plus de fermier. Les conséquences de la guerre commençaient d'ailleurs à se faire sentir. Les Autrichiens avaient déjà fait plusieurs incursions dans le département et les administrations avaient des préoccupations plus pressantes que la perception des droits féodaux. La Législative, par le décret du 18 juin, avait supprimé sans indemnité les droits casuels, sauf production du titre primitif témoignant qu'ils résultaient d'une

concession de fonds. Les événements politiques permettaient d'entrevoir l'extension prochaine de cette mesure à tous les autres. A Cartignies, le 3 septembre, il y eut émeute. En Flandre même, où on s'était tenu jusqu'alors pour satisfait de payer le terrage en argent et à forfait, des refus de payer commencèrent à se produire. La loi du 25 août vint trancher les difficultés au moment où elles battaient leur plein.

## VI. - LES LOIS DE 1792 ET DE 1793

De juin à août 1792, trois lois de la Législative achevèrent la ruine du régime seigneurial. Le 18 juin, les droits casuels furent supprimés sans indemnité, à moins qu'on ne présentât le titre primitif: dès août, on cessa, dans le Nord, de les rembourser à raison des biens nationaux vendus et d'en accepter le rachat pour le compte de la nation. Après le 10 août, le régime démocratique et, de fait, républicain, fit aux paysans de nouvelles concessions: le 22 août, on autorisa le rachat séparé des droits casuels et des redevances; on abolit la solidarité entre les débiteurs de rentes seigneuriales; on étendit à tous les droits féodaux le mode de rachat établi, le 14 novembre 1790, pour ceux qui étaient devenus biens nationaux, c'est-à-dire que l'indemnité se trouva payable en deux ans dix mois; enfin on décréta que le terrage serait commué, sur demande, en une redevance fixe quoique payable en grains. Six jours après, la production du titre primitif, portant concession de fonds, fut exigé pour tous les droits seigneuriaux: or, il ne pouvait être représenté que par exception dont on ne connaît pas d'exemple dans le Nord. En ce qui concernait l'Etat, il ne se soucia pas de le rechercher pour ceux qui lui étaient échus. En même temps, les arrérages des droits supprimés cessèrent d'être exigibles et les procès engagés pour en opérer le recouvrement furent

mis à néant. Les droits de mainmorte réelle et toutes les redevances représentatives disparurent également; les biens concédés au seigneur pour en obtenir l'abolition devaient être restitués. Tout ce qui avait été conservé des péages et des banalités fut détruit purement et simplement. Les circonstances ne prêtaient pas aux contestations; aux élections de novembre 1792, les républicains prirent d'ailleurs possession du Département et des Districts.

S'il demeura des droits qu'un titre primitif eût pu fonder, on n'eût pas le temps de les produire. Le 17 juillet 1793, avant la moisson, la Convention les abolit également sans indemnité; en ordonnant le dépôt des archives seigneuriales pour le brûlement en être exécuté par les administrations, elle ferma la porte à toute contestation ultérieure. On en détruisit en effet une partie dans les villes du Nord. Ce fut certainement en vertu de cette loi que, le 8 août 1793, les paysans de Raimbeaucourt déclarèrent s'opposer « formellement » à la perception du terrage.

Il ne subsista plus que les terrages et rentes de caractère purement foncier: ceux, par exemple, qui se cumulaient avec un cens, comme les feudistes eux-mêmes l'avaient enseigné; encore les titres de propriété ne devaient-ils être entachés d'aucune dénomination seigneuriale. Désormais, ce fut bien rarement qu'on parla des droits féodaux. Après l'invasion, lors de la moisson de l'an III, quelques propriétaires de terrage qui se considéraient comme maintenus dans leurs droits recommencèrent à le réclamer: on connaît un exemple à Rumilly où les paysans refusèrent d'ailleurs de payer. En l'an V, un habitant du Câteau qui avait possédé un terrage sur 42 mencaudées à Pommereuil, dont plusieurs avaient été vendues comme biens nationaux, demanda une indemnité; mais il produisit des pièces où son terrage était réputé fief: il n'était pas besoin d'aller plus avant. Ce fut seulement sous l'Empire et la Restauration que les dernières



contestations furent réglées. Le trésor public essaya de récupérer un certain nombre de rentes. Quelques terrages furent revendiqués et payés. En 1823, par exemple, on en racheta un qui appartenait à la municipalité de Villers-en-Cauchie et qui avait été aliéné en vertu de la loi du 20 mars 1813. La même année, un engagiste du domaine fut déclaré propriétaire incommutable d'un terrage, conformément à la loi de l'an VII. Ces terrages et rentes purement fonciers, mais perpétuels, durent être rachetés assez vite, car il ne semble pas qu'il en reste aujourd'hui aucun souvenir.

En même temps que les redevances, les seigneurs perdirent ce qui leur restait des plantis. La loi du 28 août 1792 attribua gratuitement aux riverains les arbres des chemins publics et aux municipalités ceux de leurs biens communaux. Encore une fois, la guerre fut déclarée aux arbres. Mais elle le fut aussi aux seigneurs : le plus souvent on ne fit aucune exception au cours des abattis ; or, le seigneur, comme riverain, pouvait revendiquer, comme les autres, sa part du plantis et la laisser sur pied ; d'accord avec les habitants, des municipalités n'en mirent pas moins en vente tous les arbres des chemins sans distinction.

La même loi régla aussi la question des biens communaux. En premier lieu, elle reconnut aux communes la propriété des terres vaines, c'est-à-dire, dans le Nord, des trieux, flégards et waréchaix. Peu de mesures leur furent aussi agréables : elles reçurent à la fois le sol et les arbres. A la vérité, les seigneurs pouvaient conserver ces terres, s'ils prouvaient que leur possession remontait à quarante ans. Mais, dès qu'elles connurent le décret, les municipalités se comportèrent en propriétaires, sans se préoccuper de faire reconnaître leurs droits par les voies légales. Comme toujours, les paysans du Cambrésis se montrèrent les plus violents. Le 4 novembre 1792, le procureur-syndic déclara « qu'il se commettait dans les campagnes les plus grands désordres ». Rap-

pelées à leurs devoir par les administrations supérieures, un grand nombre de municipalités demandèrent, en 1792 et 1793, à ester pour revendiquer les terres vaines et les plantis qui en dépendaient; mais, de ces derniers déjà, il ne restait d'ordinaire plus rien.

Enfin la loi du 28 août 1792 abolit les triages, même ceux qui avaient été opérés en vertu de l'ordonnance de 1669. Beaucoup de communes qui n'avaient pas encore invoqué la loi de 1790 sollicitèrent alors l'autorisation de plaider. Qu'il s'agît de terres vaines ou de triages, les administrations s'inquiétèrent, car l'Etat était maintenant aux droits de la majorité des seigneurs. Les paysans savaient bien que les titres avaient été enlevés par eux ou compris dans le brûlement des archives. Or, la preuve incombait aux seigneurs, donc à l'Etat. Le Département essaya d'enrayer le mouvement en exigeant que la commune qui demandait à ester indiquât la date et les circonstances de la spoliation dont elle se plaignait, avec pièces à l'appui. Mais c'était là vraiment un abus du pouvoir administratif, puisqu'il y avait présomption légale en faveur des communautés. Une « infinité » de jugements leur donna raison contre le procureur-général-syndic désarmé. La loi du 10 juin 1793 permit au Département de revenir à la charge, car elle stipula que la nation était propriétaire des biens communaux qui avaient appartenu au clergé, aux émigrés et au domaine et ne pouvaient revenir aux communautés, qu'ils fussent vendus ou à vendre. Il lui parut que cette disposition permettait d'annuler les jugements rendus contre le procureur-général-syndic, mais que, quant aux triages, elle était contraire à la loi du 28 août 1792. Les paysans ne furent pas longtemps menacés: le 8 août, la Convention déclara qu'elle n'avait entendu porter aucune atteinte à leur droit de se faire réintégrer.

Cette loi du 10 juin 1793 fut, pour ce qui concernait les biens communaux, comme aussitôt après, celle du 17 juillet

pour les droits féodaux, le couronnement de la législation révolutionnaire. Pour les triages, tout était dit depuis le 28 août 1792; mais pour les terres vaines, les seigneurs pouvaient encore invoquer la prescription de quarante ans: la loi du 10 juin l'abolit; il leur fallait donc présenter le titre primitif d'acquisition, ce qui était généralement impossible. L'abolition de cette prescription fut interprétée par la jurisprudence, tantôt comme créant en faveur des communes une présomption légale que le titre primitif pouvait seul détruire, tantôt comme confirmant la propriété des seigneurs qui prouvaient une possession plus ancienne. Mais, dans ce dernier cas, les paysans l'emportaient encore parce qu'ils obtenaient aisément des communautés voisines des certificats de notoriété, à charge de revanche. En 1793, quelques seigneurs, encore une fois, avaient essayé de transiger. Le 2 mai, Carondelet de Beaudignies obtint de la commune une transaction qui lui laissa une partie des waréchaix contestés. Le 12 avril, le marquis d'Aoust avait fait abandon de son triage à la municipalité de Quincy et, le 1<sup>er</sup> septembre, il offrit de lui rendre les biens communaux contestés en échange de quelques labours qu'elle possédait. La majorité des habitants acquiesça en principe « moyennant une restitution raisonnable de la part du citoyen d'Aoust ». Mais la loi du 10 juin rendait vaine toute espérance d'arrangement par une dernière disposition qui instituait, pour toutes les contestations, la procédure d'arbitrage. Les municipalités désignèrent comme arbitres soit des paysans, soit leurs avocats. En cas de partage, le juge de paix rural ne manquait pas de désigner un paysan d'une autre commune. La sentence n'était pas un instant douteuse et elle était sans appel: il ne restait que le recours en cassation pour violation de la loi ou vice de procédure, moyens qui, à la vérité, pouvaient être invoqués assez souvent, mais ne dispensaient pas d'une procédure longue et coûteuse. Au surplus, pendant la Terreur, personne n'eût

osé l'entreprendre. L'invasion n'arrêta pas la réintégration et elle poursuivit son cours jusqu'à la loi du 21 prairial an IV qui suspendit les procédures engagées en vertu de la loi du 10 juin. En l'an III, le procureur-général-syndic, de Warengnien, s'éleva avec amertume contre les lois de 1793, sous le prétexte qu'elles avaient dépouillé la République d'une grande quantité de terres et que les communes avaient mésusé de celles qu'on leur avait rendues. Sans doute n'aurait-il pas été fâché de venir en aide à quelques anciens nobles, à d'Aoust, par exemple, qui avait, comme lui, pris parti pour la Révolution et qui avait été atteint comme les autres. En vendémiaire an IV, Thieffries de Beauvois protestait de même contre ces lois, en employant les mêmes arguments. On pouvait critiquer l'usage que les paysans faisaient souvent de leurs biens communaux, mais les droits des seigneurs résultaient trop clairement de la puissance féodale et des théories des feudistes pour que la Révolution pût avoir égard à des protestations qu'ils avaient inspirées. Plus impressionnantes étaient les plaintes des tiers. Les seigneurs avaient souvent arrenté ou vendu, par confusion avec leurs biens patrimoniaux, les biens communaux qu'ils avaient usurpés ou obtenus par triage. La loi du 10 juin n'avait pas confirmé les possesseurs de bonne foi. A Coutiches, vingt-sept chefs de famille se trouvèrent ainsi expropriés au début de l'an III. Une vingtaine d'autres n'étaient pas moins inquiets : ils occupaient des terres qui avaient été vendues au notaire Allard, de Douai ; en expropriant ce dernier, la commune devait les faire entrer dans le partage entre les habitants et ils allaient être privés de leur exploitation. Également lésés se trouvaient ceux qui avaient reçu à long bail des parties de marais soit du seigneur, soit des échevinages et les avaient défrichés : à ce dernier titre, ils pouvaient invoquer la loi du 10 juin, mais les arbitres n'en tenaient pas toujours compte. Le 18 brumaire an III, ils condamnèrent

plusieurs bourgeois de Douai, arrentataires de portions de marais dans l'ancienne châellenie de Lécuse, à prouver qu'ils avaient opéré le défrichement de leurs propres mains. Cette décision manifestait une fois de plus l'idée que les paysans se faisaient de la propriété rurale et qui était bien différente de celle que la bourgeoisie a fait prévaloir.

La loi de l'an XII qui annula les partages de biens communaux ne révoqua pas les réintégrations qui avaient été prononcées. Mais les seigneurs demeuraient maîtres d'en contester la validité. En outre certaines communes, comme Hasnon, avaient négligé de remplir les formalités légales et s'étaient remises en possession de leur propre chef. Sous le Consulat, l'Empire et la Restauration, il y eut, par suite, un retour offensif des anciens propriétaires, soutenus par les nouveaux administrateurs et les tribunaux. Plusieurs communes succombèrent : Lécuse dut consentir au rétablissement de la transaction de 1781. Santes fut obligée d'en conclure une avec les anciens propriétaires. D'autres furent condamnées à restituer le tiers ou à abandonner les waréchaix que la Révolution leur avait rendus. Mais la majorité des villages demeurèrent définitivement en possession de leurs biens communaux.

## VII. - A QUI PROFITA LA SUPPRESSION DE LA DÎME ET DES DROIT FÉODAUX?

Dès 1789, ce fut un des arguments favoris des contre-révolutionnaires qu'elle ne profiterait pas aux paysans, attendu que la majeure partie des terres ne leur appartenait pas et que les propriétaires s'empresseraient d'augmenter les baux en proportion des redevances supprimées. La Constituante justifia elle-même leur assertion : le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1790 ordonna aux fermiers de tenir compte de la

dîme aux propriétaires à compter du 1<sup>er</sup> janvier suivant. Déjà ces derniers avaient pris les devants. Dès 1790, les baux, tout au moins en Flandre, stipulaient que, si la dîme venait à disparaître, le rendage serait augmenté d'autant, à moins qu'elle ne fût remplacée par un impôt : en ce cas, le fermier le paierait tout entier et quel qu'il fût, imposaient les uns, ou seulement pour la partie correspondant à la valeur de la dîme, concédaient les autres. Plus d'un propriétaire eut même la prétention de se substituer purement et simplement au décimateur et de continuer à lever la dîme en nature : le Département dut le leur défendre, le 1<sup>er</sup> août 1791. On possède un certain nombre des accords qu'ils conclurent avec leurs fermiers. En ce qui concernait les droits seigneuriaux rachetés, la Constituante ne prit aucune mesure pour garantir les intérêts du propriétaire. Mais ils ne manquèrent pas de prendre leurs précautions. D'ailleurs la loi du 25 août 1792 leur attribua bientôt la valeur des droits qu'elle supprima et la Convention en décida de même.

Cependant la valeur locative des terres ne s'accrut pas comme on pourrait le croire d'après ce que nous venons de dire et elle se trouva en l'an XII à peu près égale à ce qu'elle était en 1789. Il faut admettre que, pour beaucoup de terres, l'accroissement de l'impôt foncier absorba le profit que le fermier aurait pu ainsi réaliser ; mais il y avait en 1789 des terres lourdement imposées déjà. Il est donc probable que, dans plus d'un cas, le bénéfice fut partagé entre le preneur et le bailleur. D'autre part, il convient de ne pas négliger le bienfait d'ordre économique, à la fois agricole et commercial, qui résultait de la réforme. Le cultivateur gardait maintenant sa paille et son foin, ce qui devait lui permettre de nourrir un peu plus de bétail et, par conséquent, de fumer plus facilement ses terres. L'abolition de la dîme et du terrage, perçus en nature, était impérieusement commandée par la suppression de l'élevage extensif qui mena-



çait de réduire le cheptel et de compromettre indirectement le progrès de la culture qu'on avait voulu favoriser. Que si le cultivateur vendait la paille et le foin qu'on lui laissait, comme c'était même, pour une part, indispensable, puisqu'il fallait pourvoir le roulage et la cavalerie, du moins se trouvait-il maintenant le seul maître du marché, et la hausse, s'il s'en produisait au cours du bail, ne profiterait plus qu'à lui seul.

Malgré tout, il va de soi que c'était le paysan propriétaire qui profitait surtout de la révolution qui libérait la terre. On n'en mesure donc l'importance que si l'on observe qu'une part considérable des terres du clergé et des nobles passa en même temps aux mains des cultivateurs et notamment des manouvriers : ainsi se justifient les mesures que prirent les révolutionnaires pour appeler à la propriété autant de ruraux qu'il se pourrait ; ainsi s'explique également que les paysans du Hainaut et du Cambrésis ne se bornèrent pas à hâter la disparition des redevances, mais intervinrent aussi, avec la même violence, pour s'assurer une large part des biens nationaux. L'abolition des droits réels accroît l'importance de la grande expropriation révolutionnaire et, en même temps, c'est grâce à celle-ci qu'elle put exercer sur la vie de beaucoup d'hommes une influence libératrice.

#### VIII. - L'AUTRE ASPECT DE LA RÉVOLTE AGRAIRE :

##### LA REPRISE DES DROITS COLLECTIFS

L'abolition de la dîme et des droits féodaux, réalisée par le concert à peu près unanime des paysans, reçut l'adhésion de la bourgeoisie et se trouva scellée pour jamais : ainsi devint-elle la conséquence la plus importante de la révolte

agraire. Mais il en fut une autre qui, pour n'avoir pas eu la même fortune, préoccupa beaucoup, à l'époque, la bourgeoisie rurale.

L'Ancien Régime avait hâté de son mieux l'évolution qui tendait à faire de la propriété foncière un droit purement individuel. N'ayant pas osé toucher aux servitudes féodales, il avait laissé à la Révolution le soin d'achever son œuvre; mais il avait porté hardiment la main sur les droits collectifs qui constituaient le patrimoine de la plèbe rurale et la bourgeoisie des campagnes, qui, par routine, avait parfois répugné à ses innovations, avait fini par en apprécier le profit tout autant que les grands propriétaires. Le plus grand nombre des paysans, en s'attaquant au décimateur et au seigneur, n'oublièrent pas leurs griefs propres et, comme on l'a déjà laissé entrevoir, ils profitèrent de leur victoire pour reprendre les droits d'usage et même pour les étendre, tandis que les grands fermiers s'efforçaient vainement de les restreindre encore et que les administrations, suivant leur composition, se prononçaient tantôt pour les uns et tantôt pour les autres.

Dès 1789, l'édit de clôture devint lettre morte en beaucoup d'endroits. Ainsi à Boulogne, l'abbaye de Liessies avait clos 80 arpents de prairie. A la suite de la révolte agraire, les habitants ayant protesté, elle promit, paraît-il, verbalement à deux d'entre eux d'autoriser la païsson, sur quoi ses fermiers portèrent plainte au tribunal seigneurial le 12 septembre 1789: l'abbaye assura, déclarèrent les habitants à l'Assemblée nationale dans la requête imprimée qu'ils lui adressèrent, que c'étaient ses fermiers qui avaient pris l'initiative de clore. Aussitôt, l'édit de 1771 fut contesté au fond par devant l'Assemblée au moyen des arguments traditionnels qui représentaient la vaine pâture comme emportant propriété indivise du sol. Un des premiers soins du District d'Avesnes, aussitôt installé, fut de rappeler les municipalités, par circu-

laire du 5 août 1790, au respect de la clôture, mais on connaît des faits qui prouvent qu'elle demeura imparfaitement observée. Dans la région de Valenciennes, il y eut des conflits très vifs. Le 3 septembre 1790, la municipalité d'Haulchin, et le 11 novembre, celle de Thivencelles décidèrent de se remettre en possession des regains et expulsèrent les détenteurs des prairies autrefois communes; elles adressèrent requête à l'Assemblée et furent imitées par plusieurs autres. Le District et le Département essayèrent en vain de les faire céder. En février 1791, le Département se décida à envoyer la force armée à Thivencelles.

Quant à la vaine pâture proprement dite et à la paisson des biens communaux, elles provoquèrent beaucoup de plaintes, même en Flandre où les dunes, notamment, se virent dépouillées de leurs plantations d'oyats. Le 19 juillet 1792, le District de Cambrai constatait qu'on laissait les bestiaux errer dans les rues et places, qu'on les menait paître à travers les avéties et dans les prairies artificielles. Naturellement le cantonnement des moutons et les règlements qui en défendaient l'élevage aux pauvres furent de nouveau mis en question, d'autant que le Département ouvrit, en 1790, une enquête sur le moyen d'augmenter leur nombre. Plusieurs municipalités demandèrent que chacun pût avoir des bêtes à laine, même sans avoir d'exploitation, et se prononcèrent contre les troupeaux à part, tandis que d'autres prenaient la défense des fermiers. Le District de Douai se prononça formellement en faveur des pauvres.

Mais le trait le plus caractéristique de l'époque fut probablement le rétablissement des droits d'usage dans les bois. Les administrations furent sollicitées par les municipalités d'autoriser le pâturage dans les forêts devenues nationales et les paroisses qui touchaient à la forêt de Mormal s'adressèrent à l'Assemblée. Le Département ne prêta point l'oreille à ces vœux. Mais les paysans s'inquiétaient peu de ces

pourparlers : ils avaient envahi les bois sans permission et le District de Cambrai essaya inutilement, le 5 décembre 1792, de restaurer les règlements, établis par les anciens propriétaires, qui subordonnaient notamment la paisson à une autorisation et au paiement d'une redevance. La paisson forestière tenait si fort à cœur aux paysans que, le 15 mai 1793, au plus fort de la crise révolutionnaire, les représentants en mission l'autorisèrent pour les bois de plus de dix ans, ce qui, faute de surveillance, revenait à les abandonner tous. Quant aux forêts particulières, par exemple celles du duc d'Orléans, elles étaient peu respectées dès 1790 et presque toutes furent peu à peu séquestrées.

Mais les paysans ne s'en tinrent pas à la paisson ; ils reprirent aussi les usages de chauffage et de construction que l'ordonnance des Eaux-et-Forêts avait supprimés. Durant toute leur existence, les Districts se plaignirent sans cesse des dégâts « journaliers », « épouvantables » qui en résultèrent : ils ne trouvaient pas d'épithètes assez fortes pour en donner idée. Chaque fois qu'ils ordonnèrent des recherches, on trouva chez les paysans jusqu'à des arbres entiers et, dans les forêts, des bois qu'on était en train d'y façonner ouvertement. Beaucoup de pauvres gens n'y voyaient pas malice et prenaient suivant leurs besoins, mais la reprise spontanée et illégale favorisa l'improbité de quelques-uns qui se mirent à faire commerce des bois dérobés et accrurent beaucoup le mal. Les maîtrises des Eaux-et-Forêts étaient restées provisoirement en fonctions, mais les gardes particuliers, regrettant leurs anciens maîtres, montraient peu de zèle, et ceux des bois domaniaux, dont le salaire devint dérisoire quand l'assignat se déprécia, étaient peu surveillés : d'ailleurs, quand les Districts les faisaient comparaître, ils donnaient des explications auxquelles on ne trouvait rien à répondre. Les municipalités refusaient de leur prêter main-forte pour arrêter les coupables. Y eussent-elles été disposées qu'elles se fussent

trouvées impuissantes « avec des gardes nationales qui commettent elles-mêmes les délits ». Le danger d'ailleurs était grand : on peut dire qu'en ce qui concernait les bois, la révolte agraire se prolongea indéfiniment ; les paysans s'y rendaient en armes et par troupes, une partie montant la garde pour protéger les bûcherons. L'intervention des commissaires des Districts provoquait des émeutes. Il n'y avait pas d'autre ressource que d'envoyer la troupe ou la gendarmerie en nombre suffisant ; on enlevait alors les bois abattus ; mais, les soldats partis, les paysans se remettaient à l'œuvre. Au surplus, les gardes savaient qu'on ne donnait aucune suite à leurs procès-verbaux : en 1792, le District du Quesnoy déclarait n'avoir pas de fonds pour les faire enregistrer.

En un temps où le chômage multipliait les mendiants et les vagabonds, il était naturel que le glanage fût exercé à la rigueur : en août 1791, une soixantaine de glaneurs de St-Rémy-Chaussée vinrent enlever une partie de la récolte à Ecuelin, bien que les règlements réservassent ce droit aux domiciliés. A Villers-Guislain, le 20 août de la même année, le tribunal municipal condamna neuf personnes qui glanaient avant la moisson. L'emploi du piquet, qui était mal vu des glaneurs, suscita au plus haut point l'animosité contre les fermiers. En juillet 1791, les habitants de Capelle, St-Martin, Bermerain, Vendegies s'entendirent pour chasser les piqueurs des grands exploitants. Le District dut envoyer la force armée contre les émeutiers de Capelle dont le maire était précisément un grand fermier. On refusa de loger les soldats qu'on essaya de débaucher. En août 1792, l'insurrection éclata pour la même raison à Montigny-en-Cambrésis, Bertry et Caudry, et, en mars 1793, les fermiers du Tronquoy, qui avaient été visés par les révoltés, étaient menacés d'incendie. Enfin, comme on l'a déjà dit, tout le monde s'était mis à chasser : c'était un nouveau droit d'usage qui était venu s'ajouter aux autres.

Ces faits alarmaient à plusieurs titres la bourgeoisie rurale. Par leur caractère anarchique, ils compromettaient la prospérité publique et risquaient de tarir plusieurs de ses sources. Les populations des campagnes, éprouvant leur force, perdaient leurs habitudes de soumission passive : qui devait y perdre le plus, sinon le grand cultivateur qui ne pouvait se passer de leur travail et dont les biens étaient à leur merci du moment qu'elles ne le respectaient plus ? Si le prolétariat rural l'emportait, si la notion purement individuelle de la propriété ne triomphait pas, ce n'étaient pas seulement les servitudes collectives qui se trouveraient restaurées : il n'y avait pas de raison pour qu'on n'en créât pas de nouvelles, comme les cahiers l'avaient demandé, en démembrant légalement les exploitations. Au milieu du difficile combat que la Révolution menait contre l'Ancien Régime expirant, c'était une question qui ne pouvait pas, du premier coup, apparaître au premier plan, mais personne ne la perdait de vue. Toutes les enquêtes ouvertes en 1790 sur l'élevage du mouton, sur les biens communaux, sur la mendicité en fournissent des preuves et nous les avons souvent invoquées. Quand l'invasion eut commencé, des préoccupations plus immédiates détournèrent les esprits du problème social, mais la Convention n'en continua pas moins à recevoir de la Picardie et de l'Ile-de-France des pétitions sur le démembrement des grandes fermes et les paysans du Nord n'avaient pu oublier leurs vœux de 1789.

Cependant la Constituante avait résolument signifié son opposition à tout retour en arrière. Le 26 mai 1790, un décret avait maintenu l'édit de clôture et, à l'égard des servitudes collectives, le code rural consacra l'œuvre de l'Ancien Régime ; il innova seulement, pour ce qui concernait les Pays-Bas, en permettant à quiconque n'exploitait pas de terres, de profiter de la vaine pâture jusqu'à concurrence de six bêtes à laine et d'une vache avec son veau, suivant le vœu



du District de Douai. Il est remarquable que la Constituante demeura ainsi en deçà des vœux de la bourgeoisie rurale qui manifesta, en plusieurs circonstances, qu'elle eût désiré abolir la vaine pâture, même sur les terres ouvertes. A Genech, un fermier, la déclarant supprimée, prétendit interdire ses prairies aux habitants qui en jouissaient après la première coupe, bien qu'il ne les eût pas encloses. De 1790 à 1792, le conflit fut continu et fut soumis aux administrations et au juge de paix; il durait encore en l'an IV. Le 3 prairial an II, le District d'Avesnes prit également sur lui d'interdire la paisson sur la terre d'autrui qu'elle fût close ou non et la municipalité de Leval adopta la même disposition sous le prétexte que la guerre ayant détruit les haies, la clôture n'était plus qu'un mot. Invoquant les besoins des armées en bétail, le Comité de salut public suspendit aussi la vaine pâture le 25 thermidor an III: dans le canton d'Avesnes, elle ne fut officiellement rétablie qu'en thermidor an IV.

Mais sur les droits d'usage et sur l'étendue du droit de propriété, la bourgeoisie n'était plus d'accord avec la masse des paysans: qui donc pouvait assurer qu'elle serait obéie? En échange de leur propriété collective, ménagers et manouvriers demandaient implicitement un peu de terre. L'Ancien Régime avait admis jusqu'à un certain point la légitimité de leurs réclamations quand il avait institué en Flandre wallonne le régime des portions ménagères. Multiplier les propriétaires ruraux, diviser l'exploitation, sinon en droit, du moins en fait, par la division de la propriété, c'était les incorporer à l'ordre social nouveau et en assurer la stabilité: ainsi envisagée, la révolte agraire, encore une fois, commandait l'expropriation du clergé. Mais pour qu'elle donnât pareil résultat, il fallait que la bourgeoisie renonçât à conserver pour elle tout le profit de l'opération: pénible sacrifice qu'elle limita au strict nécessaire et dont l'histoire constitue l'intérêt principal de la vente des biens nationaux.

## CHAPITRE II

### LA DIVISION DU SOL : VENTE DES BIENS NATIONAUX

#### I. - LES PRÉLIMINAIRES

En dépit de l'autonomie dont jouissaient les Pays-Bas, le pouvoir royal leur avait enseigné, par l'exemple, que le clergé n'était point juridiquement propriétaire des biens dont il jouissait et que l'Etat pouvait en modifier la destination, les séquestrer et les vendre sans qu'on pût l'accuser d'être l'ennemi de l'Eglise. Le Concordat n'y était pas en vigueur, mais le roi ne s'en efforçait pas moins d'y introduire la comende et il avait imputé de lourdes pensions sur les revenus des abbayes; il avait saisi et distribué ou conservé sous séquestre les biens des Jésuites qui possédaient un collège dans la plupart des villes. La commission des réguliers avait supprimé les prieurés de Beaurepaire et d'Hamage; à la veille de la Révolution, le 20 décembre 1788, la prévôté d'Haspres eut le même sort et le couvent de Noordpeene était menacé. Mieux que nulle part ailleurs, on était aussi au fait des réformes de Joseph II et un arrêt du Conseil du 25 juillet 1783 avait mis sous séquestre les biens des couvents qu'il avait supprimés en Belgique.

Sur l'appropriation des biens ecclésiastiques, l'accord était plus complet encore que sur celle des dîmes. Noblesse et

Tiers-Etat jugeaient qu'il fallait prélever sur leur revenu de quoi faire vivre tous les ministres du culte ainsi que les moines mendiants: le surplus devait aller aux pauvres et surtout aux écoles; il convenait en outre que les moines et les religieuses se rendissent utiles en soignant les malades et en enseignant. Le clergé du bailliage d'Avesnes s'associa à ces vœux; les curés de la châtellenie de Lille demandèrent que les communautés de femmes leur fussent soumises, dans l'intention de les associer aux œuvres paroissiales. Quelques-uns des moines eux-mêmes cédèrent: les réguliers du bailliage d'Avesnes offrirent de se charger de l'enseignement. Mais d'autres communautés protestèrent en invoquant l'excellence de la vie contemplative.

Qu'on prélevât aussi une part pour l'Etat, c'était une opinion fort répandue, bien que moins générale. A Douai, Avesnes, Le Quesnoy et Cambrai, le Tiers demanda que le roi devînt commendataire des abbayes et usât des menses abbatiales pour amortir la dette publique ou combler le déficit. Mais certains jugeaient qu'ainsi on attenterait à la propriété du clergé, tandis qu'en changeant l'appropriation de ses biens, ils pensaient qu'on le ferait seulement rentrer dans la légalité qui l'obligeait à remplir les fonctions auxquelles il avait été destiné. Le clergé, dans ses cahiers, revendiqua nettement la propriété des biens dont il jouissait, même quand il admettait qu'on en modifiât l'emploi, et il est certain qu'une partie de la bourgeoisie, et probablement la noblesse presque entière, n'adoptaient point à cet égard les théories des juristes. Le Tiers du bailliage de Mortagne protesta d'avance contre toute atteinte qui serait portée à la propriété ecclésiastique.

L'idée de vendre ces biens à tout venant devait donc susciter plus d'hésitations encore. On la trouve dans quelques cahiers de paroisse, mais le bailliage d'Avesnes, seul, l'accueillit, et seulement à titre de demande particulière.

Cependant les administrateurs de l'Ancien Régime et la bourgeoisie jugeaient le clergé beaucoup trop riche et quant aux paysans, le besoin d'acquérir la terre primait tout à leurs yeux. L'opération était si audacieuse que les cahiers ne pouvaient guère la proposer ouvertement; mais qu'elle parût possible et désirable, c'est ce que prouvent précisément les protestations du clergé. Une considération puissante intervenait toutefois en sa faveur: les Pays-Bas étant très riches en biens ecclésiastiques, leurs habitants désiraient unanimement en conserver le bénéfice. Les cahiers combattaient la commende parce qu'elle soutirait les revenus du clergé local au profit d'étrangers; en demandant une appropriation nouvelle de ces ressources, ils spécifiaient qu'aucune partie n'en devait être employée hors de leurs provinces; quand ils suggéraient de les consacrer aux besoins de l'Etat, c'était pour diminuer exclusivement leur propre quote-part dans le total des impôts; les paysans eux-mêmes, qui proposaient de vendre les terres, entendaient les acheter en écartant les étrangers. L'attribution des domaines du clergé à la nation entière, en alarmant le particularisme, devait fournir à ses partisans des arguments très pressants.

Presque en même temps que la suppression des dîmes, on apprit que les abbayes tout au moins étaient menacées. Le mouvement de protestation que l'aristocratie essaya d'organiser contre le décret du 11 août fut également dirigé contre la nouvelle entreprise révolutionnaire. Le clergé du Hainaut adressa à l'Assemblée un mémoire qui fut lu dans la séance du 21 octobre: il avait été approuvé par les députés ordinaires des Etats de la province. La délibération des Etats du Cambrésis, qui fut adoptée par les privilégiés de Flandre wallonne, dénonçait les mesures de la Constituante qui tenaient à «la ruine de la religion». On comptait, non sans raison, obtenir des municipalités, une intervention en faveur des corps ecclésiastiques qui contribuaient à la prospérité du

commerce local: dès le 22 août 1789, la municipalité du Câteau avait demandé le maintien de l'abbaye de St-André. Les habitants des paroisses de Flines, Bruille et Château-l'Abbaye, ou plus exactement les curés et les gens en place, confirmèrent de même le vœu du bailliage de Mortagne.

Cette fois, du moins, la cause fut plaidée devant l'Assemblée. Le 31 octobre, d'Estourmel demanda l'ajournement jusqu'après l'organisation de l'administration provinciale; le 2 novembre, le comte de la Marck revint, paraît-il, à la charge, et le curé Besse, qui était sincèrement patriote et prêta le serment, demanda lui-même qu'on se bornât à une réforme. Mais, le même jour, l'Assemblée passa outre. Dès lors, bien que le curé Breuvart soit intervenu de nouveau, le 12 avril 1790, le clergé s'efforça surtout de gagner la population pour faire échouer l'opération projetée. Le prieur de Maroilles fut un des chefs de la propagande; il disposait d'une imprimerie et avait déjà publié une brochure destinée à être répandue dans les campagnes: « La religion vengée ». Une partie des curés firent chorus et se mirent à prêcher publiquement contre ceux qui soumissionnaient et, ensuite, qui achetaient les biens nationaux, en les menaçant de la damnation. On fit un grand effort pour empêcher les municipalités de présenter des soumissions ou pour les leur faire annuler, si elles s'étaient laissé tenter. Les élections avaient introduit dans leur sein, comme dans les Districts et dans le Département, nombre de personnages qui étaient bien loin d'approuver la subversion totale de l'Ancien Régime, et la manœuvre réussit en partie, après que la Constituante eût voté la Constitution civile du clergé qui vint, aux yeux de beaucoup de gens, confirmer les craintes qu'avaient fait naître l'égalité de droits accordée aux protestants et le rejet de la motion de dom Gerle. Jusque-là, on n'avait pas cru la religion catholique menacée, comme le clergé le prétendait, parce qu'il perdait ses dîmes et ses terres. Mais à mesure

que le schisme se dessina, tous ceux qui prirent parti pour les futurs réfractaires furent d'avis que les sombres prédictions du clergé se trouvaient justifiées et regardèrent la vente des biens nationaux comme un acte anti-religieux. Bien entendu, on représentait aussi que, si la contre-révolution s'opérait, les biens nationaux seraient repris à leurs acquéreurs. La société populaire de Douai assurait qu'elle ne le pourrait pas, mais c'était un risque à courir.

Le 22 septembre 1790, la municipalité de Douai présenta au Département une protestation. Energiquement rabrouée, elle se rétracta, le 25; mais, sous prétexte de défendre la cause des chômeurs, de plus en plus nombreux, à la veille de l'hiver, elle revint à la charge les 19 et 23 octobre et de nouveau le 1<sup>er</sup> décembre. La manifestation, cette fois, fut publique: la délibération fut imprimée et distribuée en ville. Comme celle des Etats du Cambrésis en 1789, il n'y a guère de doute qu'elle n'eût été adoptée par d'autres autorités si, après le Département, l'Assemblée ne l'avait cassée, le 12: on s'abstint d'une démarche déclarée inconstitutionnelle; mais plusieurs municipalités n'en demandèrent pas moins la conservation de leurs couvents ou retirèrent leurs soumissions d'achat. La municipalité de Douai n'avait pas craint d'adopter la thèse, contraire à l'unité nationale, que les privilégiés avaient défendue l'année précédente: les provinces belgiques n'étaient pas responsables des dettes contractées avant leur réunion à la France, ni même de l'accroissement du déficit depuis la réunion des Etats généraux, attendu qu'elles n'avaient pas cessé de payer les impôts en 1789; en tout cas, le Nord et le Pas-de-Calais ne pouvaient prendre à leur charge que deux quatre-vingt-troisièmes de la dette et leurs domaines ecclésiastiques ne devaient être aliénés que pour faire face à cette charge.

Le peuple des villes et des campagnes ne pouvait pas être très sensible à ces arguments. Mais la municipalité de



Douai en avait ajouté d'autres qui étaient propres à le **toucher**. Le Nord et le Pas-de-Calais comptaient parmi les départements où les créanciers de l'Etat étaient les moins nombreux et qui possédaient au contraire le plus de terres ecclésiastiques : elles seraient donc acquises par des étrangers au département et les revenus en seraient dépensés au loin, tandis qu'il faudrait augmenter les impôts pour suffire aux frais du culte et à l'entretien des pauvres. D'autre part, le séquestre déjà portait atteinte au commerce local et aggravait ainsi le chômage en même temps qu'il supprimait les aumônes des corps ecclésiastiques : « les pauvres ont, dans ces biens, une portion matrimoniale, sacrée et imprescriptible, ce qui établirait qu'elle est inaliénable ». On tenait là le moyen d'inquiéter, dans les villes et dans les campagnes, une foule de pauvres gens. Quand les scellés eurent été apposés à l'abbaye de Maroilles, une troupe de mendiants vint inviter la municipalité à en réclamer la levée. Beaucoup de communes demandèrent au Département que les secours ordinairement distribués par le clergé leur fussent délivrés et il fallut y pourvoir pour calmer l'émotion.

Mais en outre, la municipalité de Douai s'était également apitoyée sur le sort des fermiers et, en ce qui concernait les paysans c'était la difficulté principale que soulevait l'aliénation. Tous ceux qui allaient acquérir avaient intérêt à modifier les baux ou, s'ils cultivaient eux-mêmes, à ne pas les renouveler. Le danger était si grave que la Constituante, au risque d'éloigner certains acquéreurs, avait maintenu les baux en cours dans le décret des 14-17 mai 1790. Pour les grands fermiers, déjà sérieusement atteints par l'abolition de la dîme, c'était une question de vie ou de mort : si on pouvait résilier les baux, rien n'empêcherait la foule des paysans d'acheter les grandes fermes pour se les partager, en sorte qu'ils étaient à la fois menacés par le bourgeois des villes et

par la plèbe rurale. Que feraient-ils alors de leur capital d'exploitation? Un grand nombre de cultivateurs exploitaient quelque partie de biens ecclésiastiques; leurs occupations étaient menacées de dislocation. La décision de l'Assemblée ajournait plus ou moins le péril, mais ne le supprimait pas. On pouvait alléguer que beaucoup de domaines seraient achetés en bloc par des bourgeois qui conserveraient les fermiers; mais la municipalité de Douai risquait que le clergé louait souvent à bon compte et que le paysan qui garderait son exploitation la paierait beaucoup plus cher. Les arrentataires, qui avaient bâti et planté, n'auraient guère été mieux lotis. Plus d'un fut évincé, dans le courant de la Révolution, pour n'avoir pas en mains un état de lieux ou pour n'avoir pas déclaré et fait parapher leurs baux. A Vieux-Berquin, où tous les biens de l'abbaye de Marquette étaient arrentés et furent rachetés par les occupants, le Département dut les dispenser de payer leurs bâtiments et il fallut aussi rendre un décret en faveur des arrentataires de Crèvecœur. L'ascendant de la bourgeoisie rurale se trouvait ainsi menacé en même temps que les intérêts de beaucoup de paysans peu aisés. Les conséquences pouvaient être désastreuses pour la vente des biens nationaux et pour la Révolution elle-même. On peut mesurer le danger lorsqu'en octobre et novembre, on se demanda en Flandre maritime si les baux sous seing privé qui étaient d'usage courant devaient être considérés comme authentiques et déjà ç'avait été Merlin de Douai qui, avec Reubell, avait insisté énergiquement pour que le décret de mai respectât les baux. Malgré cette garantie provisoire, les fermiers firent preuve de mauvaise volonté; ils refusaient de communiquer les baux pour empêcher les municipalités de présenter des soumissions.

Malgré tout, l'occasion était si belle que les paysans eux-mêmes cédèrent à la tentation. On peut même assurer qu'en alarmant les fermiers, on détermina beaucoup d'entre eux

à se porter acquéreurs. A l'automne de 1790, un nombre important de municipalités avait présenté des soumissions et les particuliers les imitaient. Il y eut une chaude alarme quand on connut le décret du 3 novembre qui modifiait les conditions de paiement et, à Cambrai, les soumissionnaires se retirèrent en masse; mais celui du 31 décembre, en annulant le précédent, remit tout en ordre. Lorsque le clergé constata que le scrupule de conscience n'arrêterait pas les acquéreurs, il n'hésita pas, en beaucoup d'endroits, à essayer de gêner les administrations en refusant de présenter les baux, en faisant disparaître les archives ou même en dégradant les biens qu'il abandonnait. L'apposition des scellés donna lieu parfois, surtout à Cambrai, à des scènes tumultueuses, à la fin de 1790 et au début de 1791. Dans le Cambrésis, des fermiers furent invités à abandonner la culture des terres vendues: le mauvais gré pouvait empêcher d'en trouver d'autres. Certains corps ecclésiastiques paraissent avoir entrepris de faire acheter leurs biens par personne interposée pour rendre ensuite plus facile la réintégration qu'ils continuaient à croire certaine. Mais, dans l'ensemble, tous ces efforts demeurèrent vains.

Les ventes commencèrent le 12 novembre 1790 au District de Douai, en janvier 1791 à Avesnes, Bergues, Cambrai, Le Quesnoy et Lille, en février à Hazebrouck, en mai à Valenciennes. Elles se poursuivirent jusqu'à l'invasion de 1793 à Avesnes, Cambrai, Le Quesnoy et Valenciennes, et sans interruption jusqu'en l'an IV dans les autres districts. Elles eurent un grand succès: jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1794, date à laquelle entrèrent en vigueur les décrets du 3 juin 1793 et du 22 novembre qui transformaient le mode de vente institué par celui du 14-17 mai 1790, on vendit 65.000 hectares de terre et 1.323 maisons et édifices divers, soit les deux tiers des biens aliénés, répartis en 1.315 affiches et 17.187 contrats.

Les administrations révolutionnaires constatèrent avec

satisfaction que les efforts des aristocrates pour écarter les amateurs avaient échoué : « le concours est immense » écrivait le Département le 21 décembre 1790. Il semble que tous les citoyens veulent prouver ainsi leur attachement à la Révolution. Pour toute réponse aux aristocrates on s'empresse d'acquiescer. On a vu un cultivateur, un de ces pamphlets à la main, doubler les enchères en disant : « Il faut que j'essaie qui, du clergé ou de la nation, a tort », et à la fin de 1791, il annonçait fièrement que, du 7 janvier au 1<sup>er</sup> octobre, on avait vendu pour 41 millions de biens nationaux. A côté d'un grand nombre de députés, d'administrateurs du nouveau régime et d'une quarantaine de prêtres constitutionnels, le parti aristocratique eut l'amertume de distinguer des nobles parmi les adjudicataires : le marquis d'Aoust et son fils, Honoré du Locron, de Gernonval d'Esquelbecq, Cambier de Wavrechain, de Nédonchel, Cappey de l'Epine, Carondelet de Noyelles, les Taffin, la veuve de Brigode à Lille, le duc d'Ursel, grand seigneur des Pays-Bas, alors réfugié en France, plusieurs membres du Parlement : de Warenguien, Maloteau de Guerne, et la compagnie d'Anzin elle-même où le prince de Croy et le vicomte Desandrouins étaient tout-puissants. Des fonctionnaires de l'Ancien Régime les imitèrent : de Crochart, trésorier des guerres, de Récalde, directeur des domaines, le maire de Dunkerque Thierry, les secrétaires des anciens magistrats d'Hazebrouck et de Cambrai, Campagne et Lallier. Plusieurs émigrèrent ; d'Aoust fils et Lallier furent décapités ; aucun n'était disposé à se rallier à une nouvelle révolution démocratique et républicaine ; on consent même que l'intérêt les guidât uniquement, comme les autres acquéreurs, et qu'ils fussent souvent obligés d'acheter, en quelque mesure, pour refaire leur patrimoine ou employer les assignats qu'ils avaient reçus en remboursement de charges ou de droits supprimés. En fait, cependant, ils ne pouvaient pas s'y résoudre sans approuver

implicitement le principe de l'opération, sans prêter indirectement leur appui à la Révolution, sans témoigner que son œuvre leur paraissait définitive. Ce que voulaient les aristocrates, c'était qu'on n'achetât point, même à vil prix. Ils avaient fait, du succès de la vente, l'enjeu d'une lutte politique : ils avaient perdu la partie et les révolutionnaires, s'ils ne furent pas seuls à en tirer profit, étaient fondés à se réjouir.

## II. - LA PREMIÈRE PÉRIODE DES VENTES : LA RÉPARTITION DES TERRES ECCLÉSIASTIQUES

Des terres qui furent ainsi aliénées, quelle part revint aux paysans ? A quel prix l'acquirent-ils ? Telles sont les questions auxquelles il faut essayer de répondre. Et puisque la rareté et la cherté de la terre à vendre ou à louer était une des causes principales de la crise agraire, c'est la première qui se trouve ici la plus essentielle.

En étudiant la répartition de la propriété, on a dit qu'il n'était pas possible de tracer entre paysans et bourgeois une démarcation parfaitement nette. On a procédé ici suivant la méthode qui a été exposée plus haut : certainement, une connaissance plus approfondie des circonstances locales permettra de contester, dans tel village, le classement de tel acquéreur occupé d'industrie ou marchand, mais on peut assurer que les résultats n'en seront affectés que dans une proportion très faible et que le sens n'en sera pas altéré.

Il n'est pas possible d'apprécier avec quelque exactitude la part respective des paysans et des bourgeois d'après le prix des adjudications : tout au plus obtient-on ainsi des présomptions, car on ne peut pas comparer les résultats qui correspondent aux différentes périodes de la vente : de mois en mois, la dépréciation du papier-monnaie donne aux mêmes nombres une valeur différente, alors que la propor-



tion des superficies acquises varie perpétuellement d'une vente à l'autre entre les deux classes sociales. L'addition des prix étant impossible, il faut également renoncer, quand on emploie ce procédé, à dresser une liste générale des acquéreurs. On a donc pris pour base l'étendue des biens vendus : les mesures agraires étant très variables, surtout dans le Hainaut, il a fallu naturellement opérer, pour chaque contrat, la réduction en mesures décimales. On n'imagine pas, bien entendu, être parvenu ainsi à une exactitude d'ordre mathématique : les désignations de superficie dans les procès-verbaux ne sont pas toujours entièrement dignes de foi et sont en grande majorité approximatives ; dans certains villages, on n'employait pas la même mesure pour les labours, les pâtures et les bois ou pour les différents cantons du terroir ; les procès-verbaux ne permettent pas toujours de choisir et on est obligé d'adopter la mesure la plus commune. Enfin un petit nombre de maisons rurales et de presbytères, avec leurs courtils, et, d'une manière générale, les maisons des villes, furent mis en vente sans indication de superficie ; il a fallu les compter à part : la superficie ainsi occupée est d'ailleurs nécessairement très faible par rapport aux cent mille hectares aliénés. Les proportions numériques ainsi calculées n'ont donc qu'une valeur indicative ; mais si elles ne donnent qu'une image grossière de la réalité, elles rendent sensibles le sens de la transformation et demeurent préférables aux inductions tirées de quelques exemples ou d'une étude fragmentaire des prix d'adjudication.

On objectera que, dans le calcul de la superficie attribuée à chaque acquéreur, les édifices urbains ne sont pas seuls à être négligés jusqu'à un certain point, étant dénombrés séparément ; qu'en outre, et surtout, on ne tient pas compte du capital représenté par les bâtiments. Cette objection a une grande valeur quand on cherche à évaluer le profit total de la bourgeoisie, mais elle perd beaucoup de son importance



quand on se place au même point de vue que le paysan. On savait d'avance que les propriétés urbaines passeraient, à peu près en totalité, aux mains des citadins, mais ce n'était pas ce qui pouvait préoccuper la population des campagnes : il s'agissait pour elle d'acquérir la plus grande part possible, non pas des biens nationaux en général, mais de la terre qui constituait son principal instrument de travail. Quand on tire parti de la vente des propriétés urbaines pour démontrer que la bourgeoisie a pris la majeure partie de la valeur vénale des biens nationaux, on n'éclaircit donc pas de manière suffisante l'influence réelle de l'opération sur la condition des paysans ; il est nécessaire, au contraire, de mettre bien en lumière la répartition des biens proprement ruraux, seuls capables d'être exploités par eux.

Bien que son ascendant fût contrebalancé, dans une certaine mesure, par le délai de douze années accordé par la Constituante pour le paiement des biens nationaux, la puissance financière de la bourgeoisie devait lui assurer l'avantage, du moment qu'ils étaient mis aux enchères ; mais il était évident aussi que l'on pouvait diminuer beaucoup cette prépondérance en adoptant un mode de vente convenable : le paysan ne pouvait acheter, le plus souvent, que des lots modestes et le capitaliste, au contraire, ne pouvait être tenté que par de grandes exploitations. Mais, en vendant par parcelles, on risquait de ralentir les ventes, d'en diminuer le produit et on réduisait les chances de la classe qui dirigeait la Révolution et avait le plus d'influence dans l'Etat. Ainsi la législation varia, suivant que la bourgeoisie sentit plus ou moins le besoin de s'assurer l'appui moral de la masse rurale ou que les nécessités financières et les appétits des spéculateurs l'emportèrent dans les conseils de l'Etat.

Suivant le décret des 14-17 mai 1790, on peut dire que la vente était principalement dominée par le régime de l'exploitation. Quelle que fût l'étendue des soumissions, rien

n'empêchait les Districts de mettre à prix séparément chaque occupation. De la sorte, dans le pays où l'exploitation était très divisée, surtout dans les marais desséchés des vallées de la Deûle et de la Scarpe, les petits fermiers du clergé pouvaient, sans grande difficulté, acheter la terre qu'ils cultivaient; il est fort probable que le mauvais gré écartait les autres paysans; de fait, le nombre des petits et moyens occupants parmi les acquéreurs fut considérable. Mais il s'ensuivait que les paysans qui n'occupaient pas de terres ecclésiastiques et les manœuvres qui n'en occupaient d'aucune sorte ne pouvaient rien acheter, si les grandes exploitations étaient vendues telles quelles. Le grand fermier du Cambrésis lui-même ne pourrait pas toujours acquérir plusieurs centaines d'hectares. La Constituante autorisa donc la mise à prix de chacune des pièces qui les constituaient et donna la préférence à l'adjudication par parties quand le produit en égalait l'enchère sur la totalité. Le capitaliste qui voulait acheter une grande ferme n'en avait pas moins toutes les chances de succès; l'amateur isolé d'une pièce de terre n'en avait aucune; il fallait que chaque pièce isolée trouvât son enchérisseur, ce qui supposait une entente préalable, l'organisation d'une de ces coalitions que l'esprit individualiste de la Révolution redoutait par dessus tout. Mais on peut ajouter que, dans beaucoup de cas, une pareille coalition n'était pas facile à organiser parce que les grandes exploitations comprenaient souvent des pièces énormes; telle était celle de l'abbaye de Vaucelles à Crèvecœur. Il eut fallu alors pouvoir morceler l'exploitation et en mettre les différentes parties aux enchères séparément. Or, le décret l'interdisait positivement: on craignait de porter atteinte à la production agricole en anéantissant la grande culture et surtout de voir acheter les portions les plus fertiles ou les mieux situées, sans pouvoir ensuite trouver preneur pour les autres qui se trouveraient dépréciées d'autant.

Quelque libéral qu'on proclame souvent le mode de vente inauguré par la Constituante, il ne répondait donc pas aux espérances des paysans du Nord. Un cultivateur, maire de Leauette, dans le Pas-de-Calais, montra, dans un « Vœu » daté du 10 novembre 1790 et imprimé à Douai, que, si l'on vendait aux enchères et sans démembrer les exploitations, la plupart des paysans ne pourraient rien acquérir « en sorte que la portion laborieuse se verra perpétuellement réduite à rester dans la classe des journaliers ». Estimant que la nation pourrait pourvoir à ses besoins urgents en vendant aux « gros propriétaires, aux grands capitalistes » les forêts et les édifices, il demandait que les cultures et les prairies fussent cédées à ceux qui n'avaient pas d'argent, moyennant une rente perpétuelle à 2½% : on sait que la loi du 3 juin 1793 accorda en effet aux citoyens qui ne possédaient pas de terre la faculté d'obtenir un arpent en arrentement. Tel était certainement le vœu des paysans. A la fin de 1790, lors de l'enquête sur la mendicité, plusieurs municipalités du Cambrésis exprimèrent l'espoir qu'on tiendrait compte de la misère des habitants privés de terre, en disposant des biens nationaux, et le District du Quesnoy signala que beaucoup avaient exagéré le nombre de leurs indigents « dans l'espoir qu'on leur donnerait de fortes portions de biens nationaux pour subvenir aux besoins de tous ces nécessiteux », soit pour les leur partager, soit pour les transformer en biens communaux. Peut-être ne comptaient-elles point les obtenir sans payer, mais sûrement, elles ne pensaient pas devoir les disputer au feu des enchères, encore moins par corps d'exploitation. Lors de l'enquête sur les moutons, à la même époque, la municipalité de Cantin demanda qu'on cédât aux communautés des biens nationaux qui deviendraient prairies communes et qu'on paierait collectivement, sans intérêt. Dans l'état d'agitation révolutionnaire où se trouvait le peuple, ces espoirs, s'ils étaient complètement déçus, pouvaient le con-

duire à s'approprier purement et simplement les biens du clergé. Dans le courant de 1791, bon nombre d'ouvriers et d'artisans s'en attribuèrent spontanément des portions dans la basse ville de Dunkerque et se mirent à bâtir, quelques-uns après avoir fait soumission, mais avant toute adjudication, les autres sans avoir même demandé permission. Les aristocrates, pour atteindre la bourgeoisie, n'hésitaient pas à conseiller aux paysans de se pourvoir eux-mêmes. « Si c'est nous qui sommes la nation... la vente est faite : prenons chacun notre part. Si on vient nous demander de l'argent, nous répondrons... « c'est la nation qui vend ; c'est à elle qu'on doit le prix ; or vous nous avez appris que nous sommes la nation : conséquemment le prix nous appartient ». Les paysans n'allaient pas jusque-là : ils ne refusaient pas de payer, mais ils voulaient leur part. A Verchain-Maugré, les habitants soumissionnèrent de petits lots à prélever sur la grande ferme de l'abbaye d'Hautmont : de pareils arrangements, disait, le 30 juin 1791, le District de Valenciennes, sont sollicités de toutes parts. L'intérêt de la Révolution et de la bourgeoisie même n'était pas de pousser à bout les paysans. Les Districts de Bergues et de Douai insistaient avec force sur la nécessité de diviser la propriété et l'exploitation et tous certainement pensaient de même, car c'est un fait qu'ils dépassèrent les intentions de la Constituante. Même en Flandre, à Lille et à Hazebrouck, ils admirent des soumissions et procédèrent à des adjudications de pièces démembrées d'une exploitation, ou, pis encore, de parcelles prélevées sur l'une de ces pièces.

Le Département inclinait, au fond, dans le même sens. Le procureur-général-syndic ne rappela jamais les Districts à l'observation de la loi sans manifester discrètement ses regrets. « Je veux bien, écrivait-il le 26 janvier 1791, que dans ces parties (d'une exploitation), il se trouve encore des corps de terre qu'il serait avantageux de pouvoir subdiviser, mais

cette opération irait à l'infini et pourrait, par un excès opposé, nuire, à certains égards, à la chose publique ». « Je sais bien disait-il le 13 juin, que cette opinion préjudicie à la division des propriétés que les décrets désirent; j'en ai écrit au comité d'aliénation ». En attendant, il fallait bien que le décret fût respecté; les plaintes des fermiers et des gros acquéreurs affluaient. Le 7 mai 1791, par une circulaire, il interdit formellement le morcellement préalable des fermes. L'émotion fut vive. « Il me semble que (ma circulaire) excite bien des réclamations », constatait-il le 13 juin, et il émit l'avis qu'on pouvait, sans inconvénient, procéder à celles de ces adjudications illégales qui avaient été annoncées déjà. Le 20 mai, le Département avait autorisé le District de Cambrai à diviser en neuf lots une pièce de 137 mencaudées détachée d'une grande ferme d'Haynecourt, à condition de les mettre aux enchères concurremment en totalité et séparément.

En général, les Districts obéirent, dès lors, à la loi et suspendirent les démembrements et les morcellements. Mais ils prirent soin de mettre en vente séparément les lots soumissionnés ensemble, quand ils avaient des occupants ou des propriétaires différents; celui d'Hazebrouck refusa énergiquement de recevoir une enchère globale sur le domaine de la Motte-aux-Bois qui était loué en vingt-deux portions et le Département l'approuva, conformément à l'esprit du décret. Mais le District de Cambrai persista dans ses errements et la poussée paysanne était si forte dans le Sud qu'en 1792 le Département, malgré sa sévérité à l'égard de cette administration incapable ou rebelle, lui donna quelque satisfaction à l'égard du clos de l'abbaye de Vaucelles qui comprenait près de 900 mencaudées, plus de 300 hectares. « Cédant aux réclamations qui se sont faites de toutes parts... et considérant que cette ressource donnerait lieu aux acquéreurs partiels... de se faire des habitations sur leurs nouvelles



propriétés, ce qui encouragerait l'industrie et procurerait à ce pays, ainsi qu'à la nation, un avantage inappréciable, en même temps que la vente partielle dont il s'agit remplirait abondamment les vues des décrets de l'Assemblée nationale par l'augmentation des propriétaires », ce District avait décidé, le 27 décembre 1791, que les dits biens « seraient allotis à la proportion de deux ou trois mencaudées pour les prairies, et de 2, 3, 6, 12, 20, 30 et 40 pour les terres laboureables en laissant les étangs et viviers dans toute leur compréhension ». Ainsi divisés, ils seraient mis à prix par portions et en totalité. Les soumissionnaires protestèrent sans aucun doute et le Département ne confirma pas l'arrêté, mais le 10 octobre 1792, il n'en autorisa pas moins la division en quatre lots. Elle parut tout à fait insuffisante aux communes limitrophes, et le 17 décembre, Crèvecœur réclamait, encore une fois, 400 mencaudées au prix de l'estimation. La vente n'en eut pas moins lieu, le 4 février 1793, et, malgré la mise à prix partielle, les quatre lots furent adjugés en bloc. Mais cet exemple montre clairement que le décret du 3 juin 1793 ne fut nullement l'œuvre de théoriciens arbitraires et qu'il eut pour origine non seulement le sentiment populaire, mais l'opinion des administrations locales.

En interdisant le morcellement préalable des corps de ferme, le procureur-général-syndic avait tenu à rappeler aux Districts que la loi leur laissait le moyen d'ouvrir une voie aux petits acquéreurs en faisant procéder d'office à leur estimation et en les mettant en adjudication, dès qu'il y avait soumission pour une des pièces qui les composaient. Il n'est pas possible de discerner s'ils purent donner suite à cette suggestion; mais ce qui est certain, c'est que leur méthode d'adjudication tendait à favoriser les acquéreurs partiels. Partout, on mettait d'abord à prix la totalité et ensuite les parties. Aussitôt après, on prononçait l'adjudica-



tion, soit globale, soit partielle, sans donner éventuellement à l'enchérisseur de la totalité la faculté de surenchérir. A Valenciennes, le 3 mars 1791, le District ayant voulu considérer les deux premières séries d'enchères comme provisoires et procéder à des enchères définitives, les assistants s'y opposèrent unanimement; le District céda et revint au mode habituel. A Cambrai, le District procéda de même jusqu'au 27 mai; comme le désordre y était extrême, il s'embrouilla souvent dans l'addition des enchères partielles et adjugea parfois au-dessous de leur total ou même au-dessous de la soumission. Naturellement, les grands acquéreurs protestèrent. A Valenciennes, les 16 et 23 mai, lors de l'adjudication de deux fermes des Chartreux à Marly, les fermiers réclamèrent vainement une troisième crie sur l'ensemble et, à la suite de leur plainte, le Département reçut d'Amelot, directeur de l'Extraordinaire, des instructions en vertu desquelles il cassa les adjudications incriminées et ordonna à tous les Districts de procéder désormais à deux enchères définitives après les deux enchères provisoires.

Dès le 29 mai, en signalant au District de Cambrai, l'irrégularité de sa conduite, le Département remarquait d'ailleurs que cette manière de procéder favorisait beaucoup moins les paysans que les spéculateurs qui, après s'être attribué presque toutes les parties à un prix infime, apostaient un insolvable qui faisait monter la dernière à un prix exagéré, assurait l'adjudication aux enchérisseurs partiels et en était quitte pour encourir la folle enchère. Il est vrai que les adjudicataires partiels étaient solidaires et encouraient tous la folle enchère si l'un d'eux ne s'acquittait pas en temps voulu, mais il ne paraît pas qu'on ait jamais été si rigoureux et, en fait, ils étaient traités comme des acquéreurs ordinaires. On eut aussitôt la preuve que le Département avait raison. Quand, le 6 juillet, le District de Valenciennes voulut appliquer la nouvelle méthode, les ama-

teurs présents protestèrent en bonne et due forme, déclarant qu'Amelot n'avait pas le droit d'interpréter les décrets, qu'ils dénonceraient le fait aux Amis de la Constitution et tiendraient la vente pour nulle et non avenue; elle ne put avoir lieu; mais, le 11 et le 13, le District passa outre, malgré de nouvelles récriminations. Le 27 juillet, elles dégénérèrent en émeute. Le procès-verbal constata que l'opposition était conduite par des spéculateurs de la ville, d'ailleurs membres du club: la protestation signifiée au District est en effet signée de gros acquéreurs, de condition médiocre, qui achetèrent uniquement pour revendre. Plus encore que le morcellement arbitraire, l'adjudication partielle, telle qu'on l'avait pratiquée, favorisait le spéculateur des villes au moins autant que les paysans.

Les Districts se conformèrent désormais à la loi, sauf, comme toujours, celui de Cambrai qui, en 1792, revint à l'ancien procédé. Les commissaires du Département envoyés de nouveau, au début de 1793, pour le faire rentrer dans l'ordre, l'obligèrent à rétablir la double criée. Mais il avait eu le temps de prononcer plusieurs adjudications partielles d'importance notable: le 11 février 1791, la ferme de Tilloy (515 mencaudées); le 28 février, celle de Boistrancourt à Carnières; le 31 mars, celle de Prémy à Fontaine-Notre-Dame (207 menc.); le 10 mai, le marché de Bezin à Fontaine-au-Pire (532 menc.); le 30 mai, la ferme d'Hurtevent à Pommereuil (333 menc.); le 14 septembre 1792, celle de Tassaumé à Mazinghien; en janvier 1793, une ferme de Vaucelles et celle de la Vaucelette, à Crèveœur; le 2 juillet, celle de St-Lazare à Busigny et quelques autres encore. Mais elles furent bien éloignées de profiter uniquement aux paysans. Aussi préférèrent-ils employer une autre méthode pour s'assurer les biens qu'ils convoitaient et c'est ce qui explique, au moins en partie, que les adjudications partielles n'aient pas été plus nombreuses. Il y en eut moins encore dans les

autres districts du Sud. Quant à la Flandre, où les paysans achetèrent le moins, elle en vit peu.

Ainsi ramenés aux conditions strictement légales, les paysans ne pouvaient guère soumissionner que les petites pièces de terre louées séparément : c'est une des raisons pour lesquelles les biens des cures trouvèrent si grande faveur auprès d'eux ; les grandes fermes au contraire restaient aux bourgeois dès qu'ils le voulaient. Or, il y en avait, dans le Nord, qui disposaient de capitaux considérables, non seulement dans les grandes villes, mais dans les petites : Beharelle à Estaires, Bollaert, brasseur à Steenvoorde, Josson, négociant à Orchies, Aimable Vanlerberghe à Marchiennes et beaucoup d'autres, parmi lesquels de nombreux administrateurs et fonctionnaires, furent de gros acquéreurs. Les principaux se rencontrent néanmoins dans les grandes villes : au Nord, à Dunkerque ; au centre, à Lille ; au Sud, à Douai et à Valenciennes. A Dunkerque, presque tous les armateurs et grands négociants, tels que Vanhée et Pierre Salomez, se retrouvent sur les listes, à côté de Cornu, capitaine de navire. A Lille, quelques négociants et industriels, Bernard-Danniaux, Bougenier, Danniaux, Martel, Prosper Lachez comptèrent parmi les grands acquéreurs de la première période, mais nul n'égale en importance Urbain Dominique Virnot, salineur et négociant en épicerie, place St-Martin, qui acheta plus de 405 hectares, dans les premières années de la Révolution. A côté d'eux, figurent pourtant en bonne place le directeur des domaines de Récalde, le trésorier des guerres, de Crochart, et les architectes-arpenteurs, Comer et Lewille. A Douai, jouent un rôle éminent Dumonceaux, beau-frère de Merlin, le brabançon réfugié Cornet des Grez et de notables spéculateurs : Alexandre Desmoutier, membre du District, Dhardivillier, receveur des domaines, J.-Bte Paulée, compère de Vanlerberghe, le célèbre spéculateur, et qui commençait sa brillante carrière ; ils devaient trouver sous le Directoire des

occasions plus favorables encore de se signaler. A Valenciennes, à part Prouveur, un homme de loi, les plus grands acquéreurs sont des négociants: Truffaut, Dupont, Parent, Pillion-Chauwin, Delpierre; mais tous s'effacent devant la compagnie d'Anzin qui, soit en son propre nom, soit, plus généralement, sous le couvert de Mathieu, son directeur, de Thellier et de Renard, ses agents, acheta plus de mille hectares, ce qui la constitua une fois pour toutes, et malgré l'apparition de très gros acheteurs sous le Directoire, la bénéficiaire la plus considérable de la vente des biens nationaux.

A côté de ces bourgeois, dont plusieurs achetaient pour revendre, au moins en partie, apparaissaient déjà quelques spéculateurs de peu de moyens qui ne songeaient aucunement à devenir propriétaires et qui étaient les premiers échantillons de l'espèce qui allait pulluler sous le Directoire: Delahaef, à Dunkerque; Molein, porteur de contraintes, à Steenvoorde; à Lille: l'aubergiste Gihoul, les Labbe, bouchers, le marchand Cornille, les Cottignies, arpenteurs; à Douai: l'horloger Contrejean; à Valenciennes: Carpentier, Debaralle, Goffart, Taquet, Tilmant, Bottiau, cabaretiers et brocanteurs; à Cambrai: le marchand de fer Lussiez et le secrétaire du district, Deloffre. L'un d'eux était promis à la célébrité: c'était Lesurques, un douaisien, alors employé du District et qui fit fortune comme marchand de biens.

Dans le Sud du département, la bourgeoisie était certainement moins nombreuse et moins riche. On trouve pourtant quelques acquéreurs importants à Cambrai: Béthune et Lély, receveurs du district, Morval et Descamps, négociants, et le rentier Frémicourt; au Quesnoy, l'avocat Duwooz; à Maubeuge et à Solre: les négociants Mallet-Carlier et George. Mais la richesse de la plaine picarde en biens ecclésiastiques était si notoire qu'un certain nombre d'acquéreurs étrangers au pays y vinrent renforcer la bourgeoisie locale. On compte

parmi eux plusieurs personnages illustres: Treilhard acquit la ferme de Marchiennes à Abscon (170 hect.); Tronchin, ministre de Genève à Paris, les fermes d'Arrouaise (55 hect.) et de la Vacquerie (34 hect.) à Villers-Plouich. Mais on distingue surtout quelques spéculateurs de haute volée: tels sont des négociants de St-Quentin, Dupont, Doublet et Clin, ces deux derniers acquéreurs de l'abbaye de Vaucelles, la plus grosse adjudication de la période, près de 300 hectares, estimée 596.733 l. et vendue, le 4 février 1793, 740.000 l.; tel est encore Sahuguet d'Espagnac; tels sont surtout Claude-Henri de St-Simon, colonel du régiment d'Aquitaine et futur théoricien de la réforme sociale, à Péronne, associé, dès 1790, au comte Jean Sigismond Ehrenreich de Redern, ambassadeur de Prusse en Angleterre, pour acquérir des biens nationaux dans plusieurs parties de la France: rien que dans le Pas-de-Calais et le Nord, on évaluait leurs achats, en l'an II, à plus d'un million. On a trouvé plus de 1.200 hectares au compte de St-Simon et de Redern, soit par achat direct, soit à titre de commands.

Partout où le paysan se trouva isolé en face de si puissants seigneurs, il ne manqua pas d'avoir le dessous. Les trafiquants de biens ne lui furent pas toujours utiles: ils n'avaient ni le temps ni les moyens de morceler les terres avant de les revendre et se hâtaient de les céder, tels quels presque toujours, à des bourgeois. Les paysans tirèrent surtout profit des opérations de quelques citadins, isolés ou associés, qui entreprirent, çà et là, de démembrer de grandes fermes. C'est ainsi que de Récalde et de Crochart dépecèrent la ferme de l'abbaye de Loos (87 hect.) à Tressin et celle de l'Abbiette (35 hect.) à Ascq et à Tressin. A Bavai, une société se constitua qui acquit, entre autres, la ferme du Roteleux et la ferme Delcourte à Houdain: la seconde au moins fut démembrée pour la revente. Il se forma aussi au Câteau de nombreuses sociétés dont on n'a pu démêler les



opérations. Une autre rassembla Cochet, notaire à Catillon et administrateur du département, Mortier, du Câteau, et plusieurs autres : elle se fit adjuger 412 hectares en 72 contrats et en revendit tout au moins une partie.

Dans les districts de Bergues et de Lille, les bourgeois l'emportèrent nettement. 304 bourgeois domiciliés dans le premier acquirent plus de 4.000 hectares tandis que 517 paysans domiciliés n'en obtinrent que 1.305; ainsi la bourgeoisie l'a emporté du triple dans la région où sa prépondérance était déjà le plus marquée. 534 bourgeois du district de Lille s'adjugèrent 4.876 hectares, contre 2.416 à 1.167 paysans, soit un avantage qui s'abaisse au double. Dans le district d'Hazebrouck où la bourgeoisie était infiniment moins puissante et où les biens du clergé étaient composés, en grande partie, de pièces éparpillées, 530 bourgeois n'achetèrent que 886 hectares contre 1.302 à 998 paysans. Dans celui de Douai, la bourgeoisie, quoique plus forte, ne fournit que 720 acquéreurs avec moins de 3.000 hectares contre 1.475 paysans, avec 3.300 hectares. Les bourgeois et les paysans, pendant la première période, achetèrent pareillement autour de leur résidence; les achats des habitants du Pas-de-Calais et de la Belgique se répartissent à peu près également entre les districts limitrophes; quant aux acquéreurs du reste de la France, ils opérèrent presque uniquement dans le Hainaut et le Cambrésis. On peut donc assurer que, dans l'ensemble de la Flandre, si la part des paysans n'alla pas à la moitié de celle des bourgeois, la première période des ventes ne leur permit pas moins d'affermir leur emprise sur le pays au bois où ils avaient déjà la prépondérance et de la développer singulièrement dans le Sud de la Flandre wallonne où ils étaient jusque-là si déshérités.

Il est probable que, dans les districts méridionaux, une vente normale aurait donné des résultats plus favorables aux paysans; toutefois, l'intervention des capitalistes étrangers



aurait pu causer bien des surprises. Mais, dans ces régions, la vente prit une allure toute différente et les paysans ne se laissèrent pas évincer, comme en Flandre, en se présentant isolés à l'adjudication. Ils avaient espéré qu'on laisserait aux communautés une partie au moins des biens nationaux pour en doter les pauvres. Ils avaient supposé ensuite qu'on vendrait directement aux habitants de chaque commune ceux de leur terroir dont ils déclareraient avoir besoin, au prix de l'estimation et sans adjudication : c'est à ces conditions, comme on l'a dit, que la municipalité de Crèvecœur demanda, en 1792, 400 mencaudées du clos de Vaucelles pour les répartir entre ses administrés. On s'explique ainsi que les soumissions des municipalités aient été si nombreuses dans la région méridionale : certains faits ne permettent pas de douter que l'aliénation, consentie par la Constituante aux municipalités, fut considérée, à l'origine, comme définitive, en sorte qu'elles se regardaient comme maîtresses de faire des biens l'usage qu'elles préféraient, en payant le prix de la soumission. Tout au moins, s'estimaient-elles en droit de les vendre elles-mêmes, ce qui aurait eu pour conséquence d'écarter en fait tout acquéreur étranger à la commune. Le conseil général de Catillon demanda ainsi à vendre les terres qu'il avait soumissionnées à la maison commune et non à Cambrai. La municipalité de Féron fit mieux : elle vendit de son propre chef celles qui lui avaient été accordées par décret du 19 janvier 1791. A Etrœungt et à Dompierre, un grand nombre d'habitants ayant formé société pour acheter au District les biens nationaux du terroir et se les étant partagés ensuite aux enchères, quelques-uns de leurs concitoyens, qui n'avaient pas signé l'acte d'association, réclamèrent néanmoins leur part des bénéfices, en alléguant que les biens avaient été soumissionnés par les municipalités. Le tribunal du district et le District leur donnèrent raison ; le Département lui-même prit des arrêtés contradictoires et eut

peine à se rendre compte que les pétitionnaires n'avaient de droit à faire valoir que sur le seizième du bénéfice réalisé, dans la vente au District, sur le prix de la soumission : à leurs yeux, au contraire, la vente au District ne comptait pour rien, la collectivité communale étant propriétaire depuis la soumission et la société n'ayant été constituée que pour procéder à la revente au nom de la municipalité et par conséquent au profit de tous. Dans aucune commune sans doute les intentions des paysans ne se manifestèrent aussi clairement qu'à Neuville. Ils s'étaient fait adjuger, le 29 mars 1792, une partie des biens nationaux de leur terroir, à des prix très bas, en violentant les enchérisseurs, et le Département avait cassé l'adjudication, le 28 juin. Ils se mirent en état d'insurrection ouverte, se partagèrent les terres et, en août, y firent la récolte. Les fermiers, ainsi que le juge de paix d'Ors qu'ils avaient appelé, furent insultés, menacés, mis en fuite. Les officiers municipaux se trouvèrent impuissants, s'ils n'étaient complices. Parmi les révoltés se trouvaient les notables qui délibéraient sans les consulter. Impossible, naturellement, de recourir à la garde nationale formée par les rebelles eux-mêmes. Le District envoya des cuirassiers. La municipalité ne put les loger que chez les rares habitants qui s'étaient montrés plus réservés et les notables défendirent au collecteur de payer de ce chef aucune dépense. Les fermiers néanmoins purent ainsi sauver une partie de la récolte. Mais en juillet 1793, la situation se retrouva telle quelle : cette fois, la municipalité affirma que les habitants avaient fait les semailles et avaient droit à la dépouille. Pour comble, le receveur du district avoua qu'il n'avait pas été informé de l'annulation de la vente et qu'il avait admis les mandataires de la communauté à effectuer le second paiement, le 13 mai 1793. L'invasion autrichienne vint tirer le District d'embarras, mais on voit clairement que les paysans entendaient se pourvoir par tous les moyens et

que la seule concession qu'ils consentaient à faire était de payer une certaine somme, pourvu toutefois qu'elle fût très modique.

Lorsqu'il fut cependant de notoriété commune que les soumissions des municipalités ne conféraient aux habitants aucun droit sur les terres elles-mêmes, il leur fallut bien aviser. D'ailleurs, la majorité n'en avait pas fait. Le procureur-général-syndic, en interdisant les morcellements, avait indiqué lui-même aux paysans la marche à suivre: « Il est un moyen bien simple aux amateurs, c'est de se réunir à plusieurs pour convenir d'avance du partage d'un corps de terre dont chacun pourrait ne désirer qu'une partie quelconque ». Ils se décidèrent donc à présenter aux enchères en la personne de mandataires, désignés par une société régulièrement formée pour acquérir non pas un corps de ferme, comme le prévoyait le procureur, mais toutes les terres qu'on aurait convenu. Au préalable, ils devaient toutefois surmonter un important obstacle: les baux ne pouvant être résiliés, ils avaient la perspective d'attendre plusieurs années avant de pouvoir opérer le partage. D'autre part, quand il s'agissait de grandes fermes, leurs exploitants pouvaient être, lors de l'adjudication, de dangereux concurrents. Même s'ils ne pouvaient acquérir, ils cherchaient à retarder la vente: en juin 1791, on craignait une insurrection; à Caudry, contre le maire qu'on accusait d'avoir fait suspendre la vente de certains biens nationaux; ils achetaient par mandataire et refusaient ensuite de ratifier la déclaration de command, suscitaient un acquéreur insolvable ou plusieurs successifs. Tous évidemment se réclamaient, comme Herlem à St-Hilaire, de la coutume du mauvais gré: mais il ne s'agissait plus de lutter contre le propriétaire et la masse des paysans n'entendait pas qu'on pût s'en prévaloir contre elle. Plus d'un fermier, peut-être, cherchait à gagner du temps dans l'intérêt des anciens propriétaires; la plupart se

ménageaient un délai pour trouver un arrangement capable de sauvegarder en partie leur situation; tel achetait sa ferme pour un bourgeois qui lui avait promis un bail de longue durée, à un prix modéré; tel autre achetait pour son compte, mais après s'être associé secrètement un bourgeois qu'il nommait command pour une part. De façon ou d'autre, le conflit entre paysans et grands cultivateurs éclatait sur ce point comme sur beaucoup d'autres. Pour réduire les fermiers, on retourna contre eux les sanctions du mauvais gré. A Mazinghien, en 1791, ils furent menacés de voies de fait s'ils osaient enchérir. A Féron, l'un d'eux fut empoigné un dimanche, au sortir de la messe et mené sur la place, la corde au cou, avec menace d'être pendu s'il ne renonçait à son bail et aux parties qu'il avait acquises. A Etrœungt, comme un autre refusait de céder son bail, on passa outre et on se partagea son exploitation. Aussi, en général, ils consentirent à un arrangement: ils acceptaient de résilier contre indemnité ou seulement contre le remboursement des labours et semailles; ou bien, s'ils désiraient eux aussi acquérir, ils entraient dans l'association paysanne qui leur laissait une partie de leur ferme: à St-Aubin, Pierrard offrit 48 l. à chacun des 98 membres pour s'assurer ce privilège; tout au moins s'engageaient-ils, si on leur permettait d'acheter sans concurrence, à céder une portion déterminée de leur exploitation.

On trouve donc, dans la plaine méridionale, deux types principaux d'association paysanne: ou bien la communauté acheta par commissaires après s'être entendue avec le grand fermier qui abandonnait son bail contre indemnité et conservait une partie de l'acquisition; ou bien c'était lui qui achetait après avoir obtenu le désistement de la communauté en prenant l'engagement de lui abandonner une part de son exploitation. Les résultats — suppression des enchères et achat à vil prix, morcellement des grandes fermes —

étaient toujours les mêmes. Le premier mode est plus répandu dans le Cambrésis: il manifeste la hardiesse et la puissance de la masse rurale; le second se rencontre plus fréquemment dans le Hainaut, entre l'Escaut et la Sambre. L'un n'exclut pas nécessairement l'autre. Après avoir obtenu 75 hectares du fermier Despinoy sur une exploitation de 165, les habitants d'Avesnes-le-Sec en firent acheter directement trente et un autres. En droit, la municipalité et le conseil général ne pouvaient pas représenter les habitants à l'adjudication sans demander une autorisation administrative: on formait donc une association par acte notarié. Mais, en fait, c'était le conseil général, qui, souvent, réglait le partage, les paiements, la recette des fermages. Certains villages commirent aussi l'imprudence d'agir sans remplir aucune formalité et s'attirèrent ainsi des ennuis. En 1806, la municipalité de Bertry obtint autorisation de faire dresser, pour un achat de cinq hectares, les actes de command que les commissaires n'avaient jamais passés, en sorte que, juridiquement, ils étaient demeurés propriétaires et qu'en 1816, ils prétendaient encore l'être. A Vertain, il fallut plaider contre le commissaire qui n'avait pas voulu rétrocéder son acquisition. A Quiévy, le maire annonça que la part de chaque habitant était de trois boitelées et offrit 200 l. à ceux qui voudraient la lui abandonner; on constata ensuite que la part était de trois mencaudées. Visiblement, la bourgeoisie rurale essaya, après avoir cédé à l'orage, de reprendre l'avantage par la ruse ou la tentation d'un profit immédiat.

Une fois l'achat décidé, on prenait toutes mesures pour qu'il se fit à un prix satisfaisant. Il est bien probable que les experts étaient circonvenus, menacés ou corrompus; les employés des Districts étaient souvent de connivence et les Districts eux-mêmes fermaient les yeux. Au District du Quesnoy, on vendit très souvent en bloc des biens de cures et même d'abbayes qui n'avaient pas les mêmes occupants ni



les mêmes propriétaires : isolés, les paysans avaient intérêt à ce qu'on les vendît séparément, conformément à la loi ; coalisés, ils préféraient les acheter en bloc, parce que l'insuffisance de l'estimation était moins facile à constater et à prouver. Le jour de l'adjudication, les habitants escortaient leurs commissaires, remplissaient la salle et en gardaient les abords. Si un étranger à la commune et, surtout, un bourgeois s'avisait d'enchérir, le tumulte éclatait. L'intrus était apostrophé, injurié, ordinairement empoigné, frappé et jeté dehors. Les adjurations des administrateurs se perdaient dans le vacarme. Il fallut prendre l'habitude, à Cambrai, de convoquer une garde ; presque toujours, elle était débordée ; le District, assiégé, ne parvenant pas à se dégager, suspendait la séance et appelait du renfort. Quand on reprenait la vente, l'après-midi ou le lendemain, les concurrents s'abstenaient presque toujours et les mandataires des paysans obtenaient les biens au prix de l'estimation ou sur une enchère insignifiante. Les troubles furent continuels à Cambrai de 1791 à 1793 ; ils furent surtout fréquents en 1792. Au Quesnoy, les mêmes faits se produisirent dès le 16 juin 1791 ; les procès-verbaux sont moins explicites en sorte que les troubles paraissent moins nombreux, mais il était de notoriété publique que les ventes s'y faisaient dans des conditions déplorables pour les intérêts financiers de la nation. Le 15 mars 1793 encore, les habitants de Forest interrompirent les enchères ; la garnison dut accourir pour dégager la garde nationale accablée. A Valenciennes, les renseignements sont encore plus rares, mais il y eut aussi des troubles chaque fois que les paysans entreprirent d'acquérir collectivement : le 28 juillet 1792, on ne put achever la vente de la ferme d'Hurtebise à Trith.

Au moyen de ces procédés révolutionnaires, les paysans de nombreux villages du Cambrésis et du Hainaut obligèrent la bourgeoisie des villes et celle des campagnes à leur aban-



donner une grande partie des biens ecclésiastiques. On a découvert des achats de communauté dans plus de quarante communes du district de Cambrai, vingt-huit autres du district du Quesnoy et dix du district de Valenciennes. A Clary, la communauté obtint ainsi 508 hectares, à Catillon et à St-Aubert plus de 400, à Caudry à peu près 800. Les acquéreurs paysans domiciliés dans le district de Cambrai, au nombre de 1.521, dont beaucoup représentaient des villages entiers, obtinrent ainsi plus de 16.000 hectares en 2.364 contrats, tandis que 266 bourgeois domiciliés n'achetèrent que 1.600 hectares environ. Dans le district du Quesnoy, 758 paysans s'adjudgèrent plus de 6.000 hectares en 1.016 contrats contre 641 à 92 bourgeois. Dans celui de Valenciennes, 1.566 paysans obtinrent près de 8.000 hectares en 2.555 contrats, bien que les achats collectifs n'aient pas dépassé la Scarpe, tandis que 204 bourgeois en acquirent seulement 2.800, dont un tiers pour la compagnie d'Anzin.

C'est une question essentielle de savoir ce que les paysans entendaient faire des biens ainsi acquis. On n'a malheureusement pas beaucoup de renseignements sur ce point. Dans la plaine, il n'y avait presque pas de biens communaux et on ne connaissait pas ces portions ménagères qui avaient permis en Flandre de concilier la propriété collective avec le sentiment individualiste. Un passage du rapport de Cloteau, commissaire du Département en 1791, sur les agissements des communautés du Cambrésis, n'en est que plus frappant: « C'est le conseil de la commune, dit-il, qui, de son autorité, fait le partage ou plutôt assigne la part d'un chacun, en rendant les uns responsables des autres pour le paiement du prix...; il en est, pour ainsi dire, le souverain arbitre; il faut que chacun prenne ce qu'on lui donne; on donne une part aux pauvres nécessiteux; qui est-ce qui la paiera pour eux? » Ainsi on entendait bien transformer l'achat commun en propriétés personnelles, mais les communautés s'inspiraient du

même esprit ardemment démocratique que les lois de 1793 : les parts pouvaient être inégales, à condition que chacun eut la sienne, même le plus pauvre. La Convention, fidèle à l'individualisme, demeura bien en deçà de leurs règlements qui instituaient entre leurs membres une étroite solidarité : si les pauvres ne pouvaient pas payer, il pouvait advenir qu'on payât pour eux, à titre d'assistance tout au moins. Mieux encore : on imposait des conditions qui, remarquait Cloteau, étaient « contraires à un vrai droit de propriété... telle, par exemple, que celle qu'en cas qu'on cesse d'exploiter la partie qui est assignée, on ne pourra soi-même l'affermir, mais qu'on sera obligé de la remettre entre les mains de la municipalité pour qu'elle choisisse le fermier et la donne elle-même à bail ». Les paysans appliquaient ainsi leurs idées favorites : le propriétaire s'il n'exploitait pas lui-même, devait se contenter d'une rente qu'il n'était pas maître de fixer et la communauté répartissait elle-même les terres de manière que chacun des travailleurs ruraux disposât, autant que possible, de quelque parcelle. Certes, ils n'en étaient pas au communisme agraire de Babeuf, mais ils étaient plus loin encore de notre régime individualiste.

Nous ne possédons malheureusement aucun partage qui soit pourvu du « cahier des charges » résumé par Cloteau ; mais son exposé ne permet pas d'admettre qu'il s'agit d'une exception sans portée. Les prétentions des communautés étaient si contraires aux lois qu'on ne peut s'étonner qu'elles aient été rapidement violées ou abandonnées, car il n'était pas possible de les faire sanctionner par les tribunaux. On disposa donc des lots en toute propriété et l'enregistrement nous a conservé un certain nombre d'actes de cession qui montrent qu'il en fut ainsi dès l'origine.

Pour deux villages, Clary et St-Aubert, nous possédons du moins le procès-verbal de division des biens nationaux acquis par la communauté et qui constituaient la grande ma-

majorité des propriétés ecclésiastiques du terroir. A St-Aubert, elle acheta 410 hectares; il y eut 240 co-partageants; l'un prit 38 hectares, trois plus de 20, 4 plus de 10, 5 plus de 5, 9 plus de 2 et 33 plus d'un hectare. Les autres, au nombre de 185, eurent en général une ou deux mencaudées de 35 ares; quelques-uns une boitelée ou une pinte. A Clary, on acquit 508 hectares et 284 habitants se les partagèrent. L'un reçut 80 hectares, un autre 40, un troisième 29, le quatrième 20. Deux autres obtinrent respectivement 12 et 13 hectares, six plus de 5 hectares, 2 plus de 4, 5 plus de 3, 9 plus de 2 et 48 plus d'un hectare. Restèrent 207 paysans qui se contentèrent d'une ou deux mencaudées et même de moins. En 1790, St-Aubert avait 308 feux, Clary 340. Tous les chefs de famille n'auraient donc pas pris part au partage, soit qu'ils fussent déjà propriétaires et contents de leur part, soit qu'ils fussent incapables de tirer parti d'un lot, si petit fût-il, à cause de leur âge ou de leurs infirmités, soit, plus probablement, qu'ils eussent abandonné leur part à d'autres contre indemnité pécuniaire. En tout cas, il est évident que le partage a profité à la très grande majorité des habitants et qu'il accrut considérablement le nombre des propriétaires.

Le centre du mouvement fut le Cambrésis, ou plus probablement la Picardie à laquelle il est étroitement uni. Son intensité alla décroissant vers le Nord. Au delà de l'Escaut, on ne peut citer que les achats des communautés d'Erre, Hérin, Somain et Fenain, ce dernier considérable (211 hectares). Par l'Ostrevent oriental, il gagna la Pévèle. A Raismes, une société acheta et partagea 78 hectares; à Lelcelles, une société de quarante paysans obtint, le 23 juin 1792, une adjudication considérable. A Coutiches, la communauté fit aussi un petit achat d'une dizaine d'hectares: on ne connaît pas d'autre exemple en Flandre. Le phénomène est limité à la plaine méridionale, à la région des grands domaines ecclésiastiques.

Mais la région herbagère s'y associa jusqu'à un certain point. Les habitants de Noyelles, le 4 avril 1791, de Maroilles, le 18, de Coulsore, le 21 juillet, employèrent aussi la violence pour écarter leurs compétiteurs; le Département annula bien certaines adjudications, mais ils demeurèrent maîtres du terrain lors des reventes. A Boulogne, Cartignies, Féron, Noyelles et St-Aubin, les habitants conclurent des accords avec les fermiers pour qu'il n'y eût pas d'enchères. A Noyelles, les premiers se contentèrent, paraît-il, d'une gratification et, de manière générale, la portée sociale du mouvement fut moindre parce que la majorité des sociétés se proposèrent non de partager, mais de revendre les biens à ceux de leurs membres qui les convoitaient, pour répartir le bénéfice en espèces. Dans certains villages, Boulogne, Dompierre, Etrœungt, St-Aubin, l'association, quoique nombreuse, n'engloba que la minorité des chefs. Celle de St-Aubin, qui acheta la ferme du Temple, comprenait 98 membres; celle d'Etrœungt 110. Ailleurs, le conseil général intervint dans la formation de la société et le choix de ses commissaires. A Fourmies, sa constitution est mentionnée dans les délibérations: elle comprit «la municipalité, le conseil général et la plus grande partie des habitants». A Trélon, la municipalité convoqua la garde nationale qui tint une assemblée sur la place, le 18 mars 1792, et vota l'acquisition par mandataires. Pour légaliser l'opération, on invoqua la loi municipale qui autorisait les assemblées d'habitants. La résolution fut reçue par un notaire et enregistrée. On remplit également cette dernière formalité pour les délibérations du conseil général qui réglèrent la revente et le lotissement. La communauté d'Ohain s'associa à celle de Trélon pour acquérir les exploitations réparties sur le terroir des deux communes et employa probablement le même procédé. Les municipalités de Bachant, Eppesauvage, Floyon, Prisches, Wallers achetèrent aussi une certaine quantité de

terres. On connaît également, dans le district d'Avesnes, des sociétés formées par quelques paysans seulement qui revendirent leurs achats à leurs concitoyens. Il est possible que ces reventes aient été convenues d'avance et que ces opérations fussent du même ordre que les précédentes, quoique plus limitées. Mais il semble plus probable que ces acquéreurs agissaient pour leur propre compte. Au total 1.052 paysans domiciliés dans le district d'Avesnes acquirent 4.118 hectares, tandis que 118 bourgeois n'en achetèrent que 856.

Si l'on ajoute aux achats des domiciliés, ceux des paysans des départements voisins et de la Belgique, environ 400 hectares, et ceux des bourgeois étrangers au pays, environ 2.000 hectares, il n'en reste pas moins qu'au total, les paysans, dans les quatre districts du Sud, acquirent quatre fois plus de terre que les bourgeois. Mais les procédés qu'ils avaient employés étaient trop préjudiciables aux intérêts de l'Etat pour que les réclamations de la bourgeoisie ne fussent pas prises en quelque considération par les administrations. Le District du Quesnoy conseilla au Département d'annuler certaines ventes et de faire poursuivre les coalitions par les tribunaux. Il prononça en effet quelques annulations et peut-être découragea-t-il ainsi quelques communautés: Cagnoncles et Montay, ayant formé une société, n'achetèrent rien. Mais, dans l'ensemble, jusqu'au décret du 24 avril 1793, les paysans ne changèrent point de conduite.

Ce décret ordonna aux municipalités de dénoncer les achats collectifs dont elles s'étaient fait l'instrument: celle de Walincourt seule obéit. Les biens acquis par les coalitions devaient être revendus: on imaginera sans peine la clameur! Le District de Cambrai représenta au Département qu'il allait falloir remettre aux enchères «la plupart des domaines aliénés» dans son ressort. On n'eut pas à pousser plus loin les investigations: l'invasion autrichienne ajourna la difficulté. Mais, soit à cause du décret, soit à cause des



malheurs de la guerre, certaines municipalités renoncèrent à profiter des cessions qu'on leur avait consenties.

En l'an III, le débat se rouvrit. Le 16 vendémiaire, l'agent national du district de Cambrai requit l'application du décret de 1793 et la menace ne parut pas vaine; car, dans le canton du Câteau, des terres demeuraient incultes parce que la propriété, de ce chef, en paraissait contestée. De fait, le 18 nivôse, le Département annula quatre adjudications de 1791 et 1792 à la municipalité de Béthencourt. Il s'ensuivit des contestations interminables, les paysans niant les illégalités qu'on leur reprochait. La loi du 4 nivôse an VII leur fut d'un grand secours, car elle confirma les adjudications faites aux communautés pourvu qu'elles n'eussent pas été accompagnées de violences. Il était déjà bien tard pour procéder à des enquêtes sur les circonstances matérielles des ventes. Aussi le sort des adjudications fut très divers. Le Département se déclara favorable à l'annulation des acquisitions de la commune de Clary, mais elle ne fut pas prononcée. La vente de la ferme de Courtarieux à St-Martin fut annulée en l'an IV, puis confirmée. Les achats de Béthencourt, annulés en l'an III, ne furent pas revendus. La commune de St-Vaast finit par être maintenue en possession en 1807. Au contraire, la société de Lecelles, qui avait dénoncé son propre achat conformément à la loi, voulut en vain revenir sur sa dépossession et la commune de Basuel, dont les adjudications avaient été annulées en 1792, après avoir obtenu gain de cause en l'an VII, en perdit définitivement le bénéfice en l'an IX. La plupart des communautés gardèrent ce qu'elles avaient acquis.

La première période des ventes fut ainsi caractérisée par l'incontestable succès des paysans. Dans l'ensemble du département, on compta, parmi eux, 8.490 acquéreurs qui en représentaient un bien plus grand nombre et qui emportèrent plus de 43.000 hectares auxquels on peut ajouter 123 mai-



sons ou édifices divers. La bourgeoisie leur opposait 2.143 acquéreurs avec moins de 22.000 hectares et 1.200 maisons ou édifices. La part des paysans était donc à peu près le double de celle des bourgeois. On peut alléguer que, sans l'invasion, l'application stricte du décret du 24 avril 1793 aurait modifié cette proportion. Mais le mouvement paysan ne donnait aucun signe d'affaiblissement à cette époque et il eût bien fallu composer avec lui. D'ailleurs les lois de juin et de septembre lui accordaient une compensation dont il eût pu, en temps normal, largement profiter. Ce fut l'invasion qui l'arrêta, et, à partir de ce moment, les circonstances devinrent de plus en plus défavorables aux paysans.

### III. - LA PREMIÈRE PÉRIODE : ESTIMATIONS, PRIX ET PAIEMENTS

Il n'est pas douteux que les biens nationaux furent très souvent estimés et mis à prix fort au-dessous de la moyenne qui avait cours à la fin de l'Ancien Régime. En principe, l'estimation était de vingt-deux fois le rendage, mais le mauvais gré réduisait souvent ce dernier et, si le bail remontait à 1781, la nation ne profitait pas de la plus-value récente des terres. Les charges accessoires n'étaient pas toujours indiquées dans les baux, notamment le pot-de-vin. Comme ils mettaient toujours à la charge du preneur la dîme, le terrage et l'impôt, on aurait pu augmenter proportionnellement l'estimation, mais on en tint rarement compte jusqu'en l'an IV. En admettant que le texte du bail fut loyal, il prêtait souvent à des difficultés. Par exemple, les bâtiments d'une ferme du Cambrésis étaient loués 25 florins alors qu'on les estimait en capital à 12.740 florins : on ne peut pas prendre le bail comme base, écrivait le District, sans faire courir de gros risques à la nation. D'autre part,

un grand nombre de fermages étaient exprimés en nature. Si les experts n'étaient pas étroitement contrôlés, rien n'était plus facile de les évaluer sur le pied des mercuriales les plus faibles et, justement, en 1790 et 1791, le blé n'était pas cher. Enfin, d'après les baux du tabellion, la valeur vénale en 1788 aurait été égale à plus de quarante fois la valeur locative dans la châtellenie de Lille. D'après Dieudonné, celle des labours aurait été de 38 à 41 fois le fermage dans le district de Lille, de 34 à 39 dans celui de Cambrai, de 20 à 24 dans celui de Bergues. Dans ce dernier seul, le multiplicateur adopté par la Constituante aurait donc convenu. A Lille et à Cambrai, il faisait tomber l'estimation à la moitié de la valeur ordinaire.

On peut néanmoins tenir pour certain que l'estimation d'après bail constituait encore la meilleure garantie pour l'Etat. On peut opposer à la vérité quelques faits à cette assertion. En Flandre maritime, les paysans avaient redouté l'expertise et on connaît quelques exemples où elle a donné des résultats plus satisfaisants que le bail. Mais il n'est pas douteux que, la plupart du temps, les experts prirent pour base non le prix courant des terres, mais la valeur, arbitrairement évaluée, à laquelle ils jugeaient qu'elles avaient été réduites en raison même de la vente des biens nationaux. La voie fut ainsi ouverte aux collusions, d'autant plus que beaucoup d'experts se portaient en même temps soumissionnaires ou enchérisseurs, soit pour eux-mêmes, soit pour des commands. Le Département et Amelot tentèrent parfois de réagir. Quelques estimations furent recommencées et quelques adjudications contestées ou cassées, mais ce fut l'exception.

Dans le district de Lille, le total des estimations pour 6.300 hectares vendus entre 1791 et 1793 montre qu'elles se firent sur la base d'une valeur locative de 56 à 57 livres l'hectare, charges comprises, soit environ les trois quarts du prix accusé par les baux du tabellion en 1788, 75 l. vin

compris. Dans celui de Bergues, de l'estimation de 4.619 hectares, on déduit un fermage supposé de 35 l., soit environ les deux tiers du prix des baux enregistrés en 1791.

Dans le Sud du département, les Districts résistèrent mal à la pression paysanne. Dès l'origine, on éleva de vives réclamations contre le taux excessif des baux ecclésiastiques et on demanda qu'il n'en fût pas tenu compte. « C'est, écrivait le District de Cambrai au Département, le 4 janvier 1791, un obstacle terrible à la réception des soumissions ». Pour favoriser les paysans, il lâcha la bride aux experts. Le 30 septembre 1792, la municipalité d'Ors ayant demandé l'expertise des biens situés sur son territoire, sous prétexte que les baux étaient expirés, il lui donna satisfaction, attendu qu'il était « de la connaissance publique que les biens dont il s'agit étaient loués à un prix exorbitant par les agents du ci-devant archevêque de Cambrai » et « qu'en adoptant les dits baux pour base d'évaluation, personne ne se présentera pour en faire l'acquisition, vu que le prix en serait excessif, eu égard surtout à la baisse qu'éprouvent aujourd'hui les biens en général ». Dans tout le Sud, les experts agirent en conséquence. Le rapport de Cloteau, enquêteur à Cambrai dans l'automne de 1791, nous renseigne avec quelque précision sur leurs opérations. Il suffisait, dit-il, qu'un bail fût expiré pour qu'on le négligeât; de même, quand il comprenait un terrage ou une dîme; à plus forte raison, quand on vendait des terres démembrées d'une occupation, ce qui fut très fréquent dans cette région. « C'était le vœu des soumissionnaires auquel on cédait; il en résultait qu'ils se procuraient des estimations fort basses et de beaucoup inférieures à la valeur à laquelle l'estimation aurait pu monter d'après le prix du bail ». Pour comble, quand on tenait compte de ce dernier, on déduisait un sixième du fermage pour les impositions, alors qu'on aurait dû au contraire les ajouter. Du calcul opéré sur plus de 19.000 hec-

tares, la moyenne du fermage ressort à 25 l. l'hectare, à peine, soit les deux cinquièmes du prix indiqué par Dieudonné pour les labours de qualité supérieure. Lorsque le Département fût intervenu en 1793, la moyenne s'éleva à 42 l. soit les deux tiers de ce même prix. Les mêmes abus furent signalés dans le district du Quesnoy. A Maresches, des terres de l'abbaye de St-Jean furent ainsi estimées sur la base d'un rendage de trois vasseaux de blé à la mencaudée, « redevance très basse » observait le procureur-général-syndic. D'après le prix commun des vingt dernières années, ces trois vasseaux valaient neuf livres. Or, les experts les avaient estimés trois florins, soit beaucoup moins que la moitié « ce qui est inconcevable ». La modicité du multiplicateur aggrava le déficit. A Lille, l'hectare fut mis à prix 1.240 l. en moyenne, soit un peu plus des deux cinquièmes accusés par les baux du tabellion pour 1788; à Bergues: 762 l. et à Cambrai: 544, respectivement les deux tiers et le quart du prix indiqué par Dieudonné pour 1789. L'insuffisance des mises à prix résulte encore des baux consentis par les acquéreurs de biens nationaux: ils sont généralement très supérieurs à la base supposée de l'estimation. On ne pouvait pas évidemment offrir les biens nationaux au prix courant, mais la bourgeoisie était fondée à soutenir qu'on n'avait pas suffisamment défendu les intérêts de l'Etat et qu'en favorisant les paysans, on avait lésé les siens.

Du moins, au début des ventes, les administrations se déclarèrent très satisfaites des enchères. « Le concours est immense, écrivait le Département, le 21 décembre 1790, à propos des ventes de Douai; les soumissions sont écrasées par les enchères ». « On ne peut se faire une idée du prix que se vendent ici les biens nationaux » annonçait-on de Bergues. Il est exact que les adjudications donnèrent des résultats convenables jusqu'à la fuite à Varennes: même en les réduisant à leur valeur réelle, elles excédèrent d'un tiers les

estimations à Cambrai et à Bergues et des trois cinquièmes à Lille. Mais il était impossible que l'acquéreur, même fervent patriote, n'évaluât point, en poussant l'enchère, le risque de contre-révolution : les ventes devaient nécessairement éprouver le contre-coup des événements qui semblaient l'annoncer. La baisse progressive de l'assignat, due à l'inflation, mais aussi à l'influence de ces mêmes événements, devait exercer également une influence déprimante sur la confiance publique et rendre d'ailleurs les ventes encore moins fructueuses pour l'Etat en donnant aux enchères un caractère fictif. La fuite à Varennes, succédant à l'écrasement de la révolution brabançonne, répandit dans le Nord une alarme inexprimable ; au cours de l'automne qui suivit, on constata dans le district de Cambrai qu'un grand nombre de soumissionnaires ne donnaient plus aucune suite à leurs demandes « se laissant conduire aux bruits vagues et sans vraisemblance que ne manque pas de souffler continuellement la rage aristocratique », et le 18 novembre, à la réunion du conseil général du Département, on représenta qu'il y avait urgence à prendre des mesures contre les intrigues qui entravaient la vente. De fait, si, jusqu'à la déclaration de guerre, la valeur nominale des adjudications continua à présenter un excédent à peu près constant sur les estimations, la dépréciation du papier-monnaie le ramena au quart des estimations à Lille et à moins d'un quart à Bergues, tandis qu'à Cambrai il fit place à un déficit d'un dixième. La guerre et les incursions ennemies qui s'ensuivirent durant l'été de 1792 affaiblirent encore les enchères. Ce fut en mars 1792, à la veille de la déclaration de guerre, que la valeur réelle des ventes tomba pour la première fois au-dessous des estimations dans le district de Lille où les biens nationaux s'étaient toujours vendus le mieux. Pendant les mois qui suivirent, les prix réels furent tantôt inférieurs, tantôt un peu supérieurs aux estimations et l'ensemble laissa un excé-



dent d'environ un sixième. Dans le district de Bergues, qui ne fut guère touché par la guerre en 1792, ils se maintinrent à peu près au même niveau qu'auparavant. A Cambrai, la dépréciation s'accrut au contraire jusqu'au septième. La mort du roi et la guerre contre l'Angleterre firent tomber l'assignat à 50%. C'est en février 1793 que se place le premier exemple connu de l'insertion d'une clause de garantie dans un acte de revente d'un bien national. Vinrent enfin la débâcle de la Belgique et la trahison de Dumouriez, puis l'invasion qui plongea le département dans le désordre et la misère. Les ventes furent interrompues le 2 avril 1793 à Valenciennes, le 26 au Quesnoy. L'avance de l'ennemi provoqua le même effet à Avesnes, le 22 juillet, et à Cambrai, le 25. Dans les autres districts, pourtant envahis aussi, on poursuivit intrépidement l'opération : à Bergues, elle s'interrompit seulement pendant le siège de Dunkerque, du 17 août 1793 au 1<sup>er</sup> octobre. Mais naturellement, bien que les enchères nominales se soient énormément accrues, preuve que, malgré tout, les amateurs demeuraient nombreux, la valeur réelle des adjudications continua à décroître par la dépréciation désormais extrêmement rapide de l'assignat : le déficit par rapport aux estimations fut d'un dixième à Lille, d'un vingtième à Bergues, d'un quart à Cambrai.

Bien entendu l'influence des événements politiques ne fut pas toujours seule à compromettre les résultats financiers qu'on avait espérés. En Flandre, les ventes se poursuivirent avec calme et gardèrent le caractère individualiste qui mettait les enchérisseurs en compétition. Mais il en alla autrement dans le Hainaut et le Cambrésis : les coalitions et les voies de fait des paysans y provoquèrent souvent la vente pour le prix d'estimation et les administrations laissèrent prise au blâme et même au soupçon. Le 2 mai 1791, le Département, sur l'ordre du Comité d'aliénation, envoya deux de ses membres à Cambrai : ils ne purent que recon-



naître l'exactitude des faits et l'incroyable désordre des bureaux. Le secrétaire, Deloffre, avait été compromis dès les premières adjudications. Le 17 septembre, le Département chargea en conséquence l'un de ses membres, Trocmé, architecte à Cambrai, de réformer cette administration et on lui adjoignit un homme de loi, Cloteau, qui fit un excellent rapport le 14 octobre. Malheureusement, Trocmé avait partie liée avec certains membres du District contre d'autres et son intégrité pouvait être suspectée à propos de l'acquisition de l'église St-Martin qu'il venait d'obtenir et qu'on lui reprocha immédiatement : les débats qui s'ensuivirent retardèrent la réforme. Enfin le 16 avril 1792, le Département ordonna de surseoir aux adjudications et proposa de les transférer provisoirement à Douai. De Paris, on l'autorisa seulement à envoyer un membre du directoire et le procureur-général-syndic pour continuer l'enquête et surveiller les ventes qui reprirent le 2 août. La situation était également fâcheuse au Quesnoy et à Avesnes. Au Quesnoy, les conventionnels, en mission, saisis de l'affaire par plusieurs électeurs, demandèrent, en octobre 1792, des explications au District qui alléguait l'impossibilité d'empêcher les coalitions ; le secrétaire Millot affirma par-devant notaire que la nation avait perdu un million à un million et demi depuis le début des ventes. A Valenciennes, le désordre était « incroyable ». Comme d'ailleurs il avait recommencé à Cambrai, le directoire du département y suspendit de nouveau les ventes le 1<sup>er</sup> février 1793, et le 21, le conseil général décida d'envoyer des commissaires dans tous les districts : la crise qui suivit aussitôt fit abandonner l'enquête. Il n'est donc pas surprenant que des faits d'improbité aient été, çà et là, imputés à des commis et à des experts qui, mal surveillés, se laissaient corrompre par les spéculateurs. A Bergues et à Hazebrouck, comme à Valenciennes et à Cambrai, différents incidents montrèrent que des acquéreurs n'hésitaient pas à profiter

d'une erreur, plus ou moins involontaire, pour léser la nation.

Les paysans en effet ne furent pas les seuls à troubler les adjudications. Eux, du moins, ne se cachaient pas et à la légalité bourgeoise opposaient ouvertement leur action révolutionnaire. Mais les amateurs professionnels s'entendaient secrètement pour empêcher les enchères. Il se forma des sociétés pour acquérir des domaines importants, principalement, dans les villes, des maisons religieuses afin de les démolir et de revendre les terrains. Ces bandes noires trouvaient à peu près le champ libre et quelquefois se l'assuraient par menaces ou corruption. En outre, il y avait près de chaque District, un petit nombre d'individus, les uns marchands de biens par profession ou par circonstance, les autres mandataires de qui voulait : ce dernier métier tenta beaucoup de pauvres diables et ils ne chômaient guère parce que beaucoup de gens voulaient acheter sans se faire connaître. Ces acquéreurs convenaient souvent de ne pas entrer en concurrence à l'égard des lots qui convenaient à chacun d'eux ou bien chargeaient l'un d'entre eux d'acheter tous les biens convoités pour se les partager ensuite. Certains n'hésitaient pas à tromper leurs compères et cherchaient à conserver ce qu'ils les avaient laissé acheter à vil prix : c'est par les réclamations des dupés que nous sommes renseignés sur ces pratiques. On doit constater qu'à Cambrai, Deloffre, secrétaire du District, comptait parmi les dupeurs. Les manœuvres furent plus fréquentes encore et plus souvent couronnées de succès en ce qui concernait les ventes de meubles. Les aigrefins se trouvèrent en outre favorisés par l'incapacité où se trouvèrent les receveurs de poursuivre avec exactitude le recouvrement des termes échus. Au début, il fut assez facile de mettre les acquéreurs en demeure ; on exigea caution des inconnus et on revendit régulièrement en folle enchère en cas de non-paiement. Mais, dans le courant de 1792, à mesure que le deuxième terme devint

exigible pour tous les biens vendus l'année précédente, les receveurs furent débordés. Après le premier versement, ou même avant, l'adjudicataire de mauvaise foi tirait du domaine tout ce qu'il pouvait, coupe, matériaux, fermage, puis attendait qu'on le poursuivît. Un pareil abus démoralisa les acquéreurs, surtout à mesure que l'assignat se déprécia et que la guerre diminua la confiance: ils avaient trop d'intérêt à payer le plus tard possible ou même à ne rien verser jusqu'à la fin de la lutte. Certains spéculateurs purent ainsi accomplir de véritables exploits. Ainsi le 30 juin et le 3 juillet 1791, un certain Jourdan, garde national soldé de Paris, acheta trois fermes dans le district de Bergues pour Nicolas Louvet, de Paris, qui probablement se désista et, en tout cas, ne paya rien, car les biens furent portés en folle enchère, mais seulement le 6 mars 1793. Or, un agioteur du pays, J.-Bte Delahaef, de Dunkerque, se présenta, le 5, chez le receveur du district qui se laissa verser les sommes dues, avec une perte énorme pour la République, le retard ayant permis à l'assignat de se déprécier. Le lendemain, Delahaef fit opposition à la vente; mais, comme il n'avait pas de procuration de Jourdan, les biens n'en furent pas moins revendus à Bachelier, procureur-général-syndic, avec un boni de 150.100 livres qui couvrait en partie la perte de la nation. Jourdan était alors à Bruxelles, probablement dans l'armée de Dumouriez. Delahaef y courut et, le 13 mars, se fit céder les achats de 1791 par acte en bonne forme. De retour, il se fit payer les fermages échus. Quand Bachelier voulut entrer en possession, il trouva la place occupée. L'affaire fit du bruit, mais bien que le District et le Département se fussent prononcés contre lui et qu'il n'eût aucun titre, Delahaef tint bon et, finalement, il obtint gain de cause: le Département annula, le 19 du premier mois, les ventes du 6 mars. On aurait tort néanmoins de s'abandonner à l'impression que laissent pareils abus et de conclure à une gabegie universelle.

L'administration des districts flamands paraît avoir été consciencieuse. Si les receveurs se trouvaient en retard, ils travaillaient pourtant. Bon nombre de biens déclarés en folle enchère ne furent pas revendus parce que les acquéreurs s'exécutèrent à temps. Il n'y eut que 651 folles enchères proprement dites et l'examen des décomptes achève de montrer que, sans la guerre, les comptables auraient promptement régularisé les opérations.

Quoi qu'il en soit, il est certain que les biens nationaux se vendirent bon marché. Dans le district de Cambrai, l'hectare valut 577 livres jusqu'à la fuite à Varennes; tombé à 452 en 1792, il remonta à 652 après l'intervention du Département. En moyenne, il se vendit 541 livres de 1791 à 1793, prix réel, c'est-à-dire moins cher que l'estimation et environ le quart de la valeur commune des terres. Mais dans les régions où la bourgeoisie dominait, les terres se vendirent beaucoup mieux: à Bergues, jusqu'à la guerre, 967 livres l'hectare, et, pendant toute la période, 942, soit à peu près trois cinquièmes de la valeur commune; à Lille, 1.769 livres jusqu'à la guerre, soit un peu plus de la même fraction et, en moyenne, 1.653 livres, sensiblement plus de la moitié du prix courant.

Ces prix sembleront bien insuffisants à l'économiste et au financier, parce qu'ils admettent implicitement que l'Etat aurait dû vendre ces domaines au prix habituel. Mais l'historien ne peut pas adopter cette manière de voir. Au point de vue financier, la Révolution ne pouvait pas attendre: avant tout, il fallait qu'elle vécût; au point de vue politique, il en allait de même: il fallait qu'elle s'enracinât, en s'attachant de nombreux acquéreurs; de toute façon, la rapidité des ventes était d'importance essentielle et, pour vendre vite, on ne devait pas vendre cher. En vain allèguera-t-on que les premiers acquéreurs revendirent souvent à gros bénéfice et presqu'aussitôt: ils rendaient à la Révolution le service in-

contestable de se charger du placement des biens et aussi d'«essuyer les plâtres», beaucoup de gens bien pensants ayant beaucoup moins de scrupule à les acheter de seconde main. Mais, surtout, on ne peut pas oublier que la Révolution n'avait pas été faite au seul profit de la bourgeoisie. Dans le Nord, c'était la cherté et la rareté de la terre, tout autant que le régime féodal, qui avaient soulevé le paysan contre l'Ancien Régime. Conserver à l'Etat les biens ecclésiastiques pour les vendre au prix courant, c'était perpétuer la rareté et la cherté: il est évident que la Révolution ne pouvait pas y songer. Il fallait absolument satisfaire tout au moins un certain nombre de paysans: la bourgeoisie pouvait s'estimer heureuse d'avoir pu mener les ventes avec régularité en Flandre et obtenu quelque argent des paysans du Cambrésis: après tout, s'ils avaient pris les biens nationaux sans les payer, elle aurait été bien empêchée d'employer contre eux la contrainte.

On convient du reste que la dépréciation ultérieure de l'assignat, en diminuant progressivement la valeur des paiements, vint encore réduire le prix des achats. A titre d'indication, on a étudié les décomptes qui subsistent pour les ventes qui ont eu lieu sur le territoire de Phalempin, dans le district de Lille. Ils montrent que les paysans payèrent souvent très vite et même immédiatement, soit qu'ignorant la destinée de l'assignat, ils voulussent profiter de la dépréciation du moment, soit que leur acquisition, une fois payée, leur parût, non sans raison, plus malaisée à contester. Sur une valeur nominale de 233.807 l. 10 s. (valeur réelle: 189.740 l. 14 s.), ils avaient déjà versé 172.000 l. à la fin de 1793. Pendant l'invasion, ils ne payèrent que 16.245 livres; puis, en l'an III, ils se libérèrent par 55.624 livres qui n'en valaient que 3.282. De l'an VII à 1814, l'Etat exigea une soulte de 336 fr. 15. Au total, il reçut, en valeur réelle, 116.000 livres, soit les trois cinquièmes du prix réel. Les



bourgeois avaient acheté pour 66.217 l. 10 s. valeur nominale (valeur réelle: 56.663 l. 1 s.): ils payèrent encore plus vite, n'ayant versé que 10.408 l. 18 s. en l'an II, 23 l. 14 s. en l'an III, 1.860 l. 10 s. en l'an IV et 81 l. 7 s. en 1811-12. Au total l'Etat reçut d'eux 46.695 l. 19 s., soit 83% du prix réel.

Dans l'ensemble, il obtint donc en numéraire à peu près les deux tiers du prix de vente, ramené à sa valeur réelle: l'hectare vendu 1.997 livres, valeur réelle, lui rapporta 1.320 livres. Il en résulterait qu'en Flandre, l'acquéreur de terre ecclésiastique la paya effectivement un peu plus de la moitié du prix ordinaire et en Cambrésis le sixième. Les bourgeois, s'étant libérés plus rapidement, auraient payé plus cher: à Phalempin, l'hectare leur revint à 1.560 livres; les paysans l'ayant acheté plus cher: 2.050 livres contre 1.895, valeur réelle, l'obtinrent en fin de compte à meilleur marché, 1.252 livres, soit deux cinquièmes du prix commun, parce qu'ils profitèrent mieux de la dépréciation. En comparaison de ces profits, ceux que les paysans tirèrent de la vente des garnitures de ferme, complétée plus d'une fois par le pillage, sont de peu d'importance, quoique très réels. Mais ceux d'entre eux qui exploitaient des biens nationaux non vendus y ajoutèrent un supplément très important, car les receveurs eurent encore plus de peine à leur réclamer les fermages et l'avilissement de l'assignat leur permit plus tard de se libérer à bon compte.

#### IV. - LA DEUXIÈME PÉRIODE DES VENTES: SES CARACTÈRES

Pendant la première période des ventes, les paysans n'avaient pu accéder en masse à la propriété qu'en recourant à des méthodes contraires à la loi et le décret du 24 avril 1793, en condamnant leur coalition, avait atteint leur inter-



vention dans son principe même. Bientôt après cependant, les circonstances politiques obligèrent les Montagnards, qui venaient d'accéder au pouvoir, à leur donner satisfaction; aux prises avec une grande partie de la bourgeoisie, même rurale, ils cherchèrent naturellement à se concilier la plèbe des campagnes en même temps que les artisans des villes. Ils ne renoncèrent pas à la conception individualiste des ventes et n'abrogèrent pas le décret du 24 avril, mais ils autorisèrent ce morcellement des biens nationaux qui avait été réclamé de toutes parts en 1791 et que les Districts avaient essayé de réaliser. Les décrets du 3 juin et du 25 juillet, destinés à organiser la vente des biens d'émigrés, mais étendus le 2 frimaire et le 4 nivôse an II à tous les biens nationaux, ordonnèrent de diviser les terres et de les vendre par lots sans soumission préalable; il n'était plus question d'une simple préférence accordée à l'adjudication partielle: l'adjudication globale était prohibée et le démembrement des exploitations obligatoire; on devait même découper chaque pièce en plusieurs articles estimés et vendus séparément, s'il apparaissait qu'on pouvait le faire sans déprécier l'ensemble. La réduction à dix années du délai de paiement était de bien peu d'importance auprès d'un pareil changement. D'ailleurs le décret, non moins fameux, du 13 septembre, en accordant, aux chefs de famille non propriétaires et non imposés des communes dépourvues de biens communaux, la faculté d'acquérir des biens d'émigrés jusqu'à concurrence de 500 l., leur permit de s'acquitter en vingt ans sans intérêt.

Les aliénations de la première période avaient emporté une part considérable du domaine national, mais il se trouva successivement renforcé, pendant la suivante, des biens dits de seconde origine: ceux des Jésuites, des fabriques et de l'ordre de Malte, des abbayes et communautés étrangères si richement dotés dans le Nord, des collèges, des hôpitaux et des tables des pauvres, enfin et surtout des émigrés: les

paysans avaient de quoi se pourvoir encore. Et d'autre part, la concurrence des bourgeois des villes et des campagnes leur était beaucoup moins redoutable, parce que les riches devenaient aisément suspects et que les gros acquéreurs de biens nationaux n'étaient nullement épargnés par les terroristes. Ce pouvait être une bonne note d'avoir acheté des terres du clergé, mais à condition qu'il ne s'agît que d'une parcelle ou d'une petite exploitation. Il était, paraît-il, notoire à Cambrai que Lebon menaçait publiquement les grands acquéreurs, aussi bien que les fermiers « à grosses bottes », en les appelant : *patriotes par intérêt*. Même après thermidor et sous le Directoire, les républicains ne se montrèrent pas toujours sympathiques à ceux que la Révolution avait enrichis : en l'an IV, les rôles de l'emprunt forcé les signalèrent en termes dépourvus d'indulgence, sans épargner ceux des campagnes.

Mais, en réalité, la guerre et l'invasion ne permirent pas d'appliquer avec rapidité les nouvelles lois ni aux paysans d'en profiter et l'on peut assurer que, dans le Nord, ce furent ces désastreuses circonstances qui distinguèrent principalement la seconde période de la première. On eut même grand peine à continuer les ventes. Les administrations et les bureaux, bouleversés par l'épuration et l'émigration, pourvoyaient difficilement aux besoins de l'armée et de la population au prix d'un travail incessant. Dans les districts du Quesnoy et de Valenciennes, il fallut, après la retraite des coalisés, reconstituer les services de fond en comble; pour ce qui concernait les biens nationaux, les baux et les rôles d'impôts avaient été détruits et même une partie des actes d'adjudication. Or, la vente entraînait désormais des préparatifs plus compliqués qu'auparavant : il fallait envoyer sur place des experts pour établir un projet de morcellement. En outre, les biens d'émigrés étaient plus difficiles à inventorier et même à reconnaître que les autres. En 1792, on

n'avait guère commencé que les inventaires mobiliers; la vente avait été ensuite entreprise dans certains districts; mais ces opérations se poursuivirent pendant l'an II et elles n'étaient pas terminées en l'an IV pour les régions envahies. Quant aux immeubles, l'inventaire n'était guère avancé quand l'invasion survint. Dans l'intervalle, les lois contre les émigrés se multiplièrent et compliquèrent le travail. Aux émigrés s'ajoutèrent les condamnés et on leur assimila les prêtres déportés. Il fallut séquestrer les parts successorales qui leur revenaient et rechercher, pour les annuler, les actes de vente, donations, etc., consentis par les défunts après l'émigration de leurs parents. Quelques biens furent d'ailleurs réclamés par des tiers ou par des municipalités. A ces difficultés s'en ajoutait une autre qui, à vrai dire, commandait à toutes: c'était de dresser exactement la liste des émigrés, tâche que l'invasion rendit particulièrement malaisée dans le Nord, puisqu'elle obligea beaucoup de gens à quitter leur domicile et provoqua des erreurs aisément explicables.

Dans les districts flamands qui ne furent envahis que peu de temps, comme celui de Bergues, ou partiellement, comme ceux de Douai et de Lille, il n'y eut point d'interruption dans les ventes des biens ecclésiastiques auxquels on adjoignit tous les autres à l'exception des biens d'émigrés, mais le ralentissement en fut très marqué. Ce fut la Flandre maritime qui se montra le plus régulière: seuls, ses deux districts vendirent la plus grande partie des biens de charité, tandis que les autres n'en aliénèrent que fort peu ou même pas du tout; malgré cela, ce fut en l'an II que le nombre des adjudications fut le plus faible. Dans le district de Douai, elles furent rares au cours de l'été de 1793 pour redevenir à peu près normales à partir d'octobre, tandis que la stagnation persistait à Lille. A Cambrai, les ventes s'étaient arrêtées le 25 juillet 1793, au moment où l'offensive autrichienne menaçait la ville; elles ne reprirent que le 3 prairial an II:

encore la seconde vente n'eut-elle lieu que le 28 fructidor; ce fut seulement en brumaire an III qu'elles redevinrent régulières. Dans les autres districts méridionaux, la suspension avait été plus hâtive encore; on recommença de vendre à Avesnes le 21 brumaire, au Quesnoy le 1<sup>er</sup> nivôse, à Valenciennes le 26 pluviôse seulement: en fait l'activité ne se ranima vraiment qu'au printemps de 1795, si l'on excepte la Flandre maritime.

Les biens d'émigrés eurent un tour de faveur, autant qu'on le put. La première vente eut lieu à Douai, le 26 août 1793. On attendit la seconde jusqu'au 23 septembre. Il n'y eut aussi qu'une vente en brumaire. A partir de ce moment, on en fit chaque mois, mais en petit nombre jusqu'à Fleurus: à partir de messidor, elles se multiplièrent. En Flandre maritime, la première adjudication se fit le 9 brumaire an II à Bergues et à Hazebrouck: c'est l'époque ordinaire dans le reste de la France; la vente prit un train normal à partir de ventôse. A Lille, il n'y eut aucune vente avant le 2 pluviôse, mais les adjudications se succédèrent régulièrement dès le début. Jusqu'au printemps d'ailleurs, les amateurs furent peu nombreux et les enchères souvent très faibles: le 14 brumaire an II, le District de Douai ne voulut valider la vente qu'avec l'autorisation de Duquesnoy. Le 13 prairial encore, elle fut suspendue faute d'amateur. Après une première vente à Avesnes le 25 frimaire, à Cambrai le 11 nivôse, l'opération traîna jusqu'aux derniers mois de 1794. Naturellement elle ne put commencer qu'à cette dernière époque au Quesnoy et à Valenciennes. Le District de Valenciennes, à peine réorganisé à Bouchain, fit une vente le 22 messidor an II, mais on attendit la seconde jusqu'au 1<sup>er</sup> ventôse an III. Au Quesnoy, les deux premières adjudications datent des 22 et 28 brumaire an III, mais on dut ajourner la seconde faute d'amateurs et on ne procéda à la troisième que le 3 messidor. Les représentants s'irritaient de ces lenteurs qui semblaient

ménager les contre-révolutionnaires. Laurent interrompit même la vente des biens de toute autre origine en ordonnant de n'aliéner que les biens d'émigrés, mais le Comité de salut public annula son arrêté.

En résumé, on ne vendit guère, pendant la deuxième période, que 22.000 hectares, un peu plus du tiers de l'étendue adjugée pendant la première; les maisons des villes, plus faciles à estimer et qu'on n'avait pas à diviser, furent au contraire aliénées en grand nombre: environ 1.500 contre 1.300 pendant les années précédentes. Les biens d'émigrés comptent, dans les terres, à peu près dans la même proportion que les autres: un peu moins de 11.000 hectares. Pour l'Etat, on pouvait penser que cette lenteur n'avait pas que des inconvénients: les biens se vendaient dans des conditions si fâcheuses qu'il était préférable d'attendre que la victoire eût rétabli la confiance et, s'il était possible, la valeur de l'assignat. En fait, le mal fut sans remède, parce que les biens se dégradèrent et que les dilapidations se multiplièrent à la faveur du désordre. L'administration et la vente des meubles d'émigrés furent de bonne heure une pierre de scandale. A beaucoup d'édifices, la guerre fut fatale. Certains furent ruinés ou démolis au cours des opérations militaires; un grand nombre furent employés comme casernes, hôpitaux, prisons, ateliers ou magasins et irrémédiablement endommagés. Les administrations y installèrent aussi les réfugiés et les gardiens leurs amis. Dans les villages, les municipalités occupèrent les presbytères abandonnés ou laissèrent les paysans les démolir à leur convenance. Les abbayes isolées eurent le même sort. La crise agricole porta le plus grand préjudice à la valeur des terres. On fut même incapable d'en assurer la location régulière et beaucoup tombèrent en friche au cours de l'an II. Lors de la retraite de l'ennemi, un grand nombre de fermiers et même d'humbles paysans le suivirent parce qu'ils s'étaient compromis en sa



faveur ou qu'on leur avait fait des sans-culottes une description terrifiante : leur attirail de culture fut vendu pour en éviter le pillage et leurs terres se trouvèrent abandonnées. De la durée extrêmement courte de la location, ordinairement un an, résultait d'ailleurs une dépréciation indépendante de la guerre ; elle avait l'avantage de ne pas écarter l'amateur ; mais, à la longue, elle décourageait le cultivateur et épuisait le fonds, d'autant que la mauvaise foi s'en mêlait : il se trouvait des locataires qui faisaient une moisson sans fumer ou ne cherchaient qu'à sous-louer et laissaient le bien en friche, s'ils n'y parvenaient pas. Or le décret du 3 juin avait accordé à l'acquéreur le droit de résilier les baux : à partir de ce moment, tous les détenteurs de biens nationaux sans exception se trouvèrent intéressés à commettre les mêmes excès.

Mais les paysans aussi furent victimes de la lenteur des ventes : une partie des biens devenus nationaux ne furent pas aliénés, la Convention étant revenue sur son vote avant que les administrations du Nord eussent eu le temps de les mettre en adjudication : tels furent les biens des condamnés, des pauvres et de plus d'un émigré. Elles n'eurent pas non plus le loisir d'appliquer convenablement les lois qui favorisaient les pauvres et que la Convention rapporta aussi en votant celle du 12 prairial an III. Mais surtout, l'énorme quantité de biens qui resta disponible se trouva destinée à l'application de la loi du 28 ventôse an IV qui fut aussi néfaste pour le paysan que pour l'Etat.

On ne peut disconvenir au surplus que l'attrait de la terre n'ait été contrebalancé dans l'esprit des masses rurales pendant cette période par le risque évident que courait l'acquéreur. D'une part, les coalisés occupaient une partie du département et on savait parfaitement qu'ils étudiaient la reprise des biens vendus ; en attendant, les détenteurs étaient molestés de toutes manières dans le pays occupé : or, le sort



de la campagne demeura indécis jusqu'à Fleurus. D'autre part, une grande partie des biens de seconde origine ne paraissait pas d'une acquisition aussi légitime que celle des biens ecclésiastiques. Ceux des fabriques, de l'ordre de Malte, des abbayes étrangères et des collèges se confondirent sans difficulté avec ces derniers. Mais la vente des biens de charité paraît avoir surpris. En fructidor an II, le bruit courut que la vente allait en être suspendue et que les adjudications déjà consommées seraient annulées. Naturellement, celle des biens des émigrés éveilla plus de scrupules et de craintes encore; la victoire même de la Révolution ne put en venir à bout. Dès l'an III, les émigrés rentrèrent en foule, se répandirent en menaces, déclarèrent que la vente allait être suspendue et, soutenus par les contre-révolutionnaires, assurèrent qu'ils ne tarderaient pas à reprendre leurs biens: en thermidor, des acquéreurs se plaignirent et les ventes se ralentirent.

On a souvent attribué l'échec relatif des Montagnards, non sans esprit de raillerie, au caractère arbitraire de leurs lois: s'étant proposé de faire des propriétaires, ils auraient trouvé peu de gens du peuple pour assumer pareil rôle; en réalité, leurs mesures répondaient parfaitement, comme on a pu en juger, aux vœux des paysans; mais pour les appliquer, un an de gouvernement au milieu de circonstances pareilles, était un délai dérisoire.

## V. - LA DEUXIÈME PÉRIODE (suite):

### APPLICATION DES LOIS DE 1793

Des mois s'écoulèrent avant que les paysans eussent seulement connaissance des lois de la Convention; ce fut au printemps de 1794 qu'ils commencèrent à en réclamer l'application. Le II germinal, la municipalité d'Haynecourt

demanda qu'on vendît les biens d'émigrés conformément à la loi du 25 juillet. A Hazebrouck, lors de l'adjudication du 3 ventôse, les amateurs avaient déjà requis le District d'observer les décrets. Le 3 messidor, la municipalité de Mouchin présenta une pétition analogue à celui de Lille : les paysans n'étaient pas demeurés indifférents, mais ils avaient attendu qu'on procédât d'office au morcellement et à l'estimation, comme la loi le voulait. Or, elle demeura longtemps lettre morte.

Groslevin, procureur-syndic du district d'Avesnes, fut semble-t-il, le premier à en requérir l'exécution et, dès le 9 août 1793, fit nommer des commissaires pour procéder à la division, mais on ne fit rien avant l'été de l'an II. Au District de Douai, ce fut le 13 pluviôse seulement que l'agent national présenta son réquisitoire et la première adjudication conforme au décret du 3 juin eut lieu le 11 floréal, onze mois après son vote par la Convention. Ce jour-là, on vendit séparément les six pièces d'un corps de ferme, sans procéder, comme de coutume, à une enchère sur l'ensemble. Mais, sur l'affiche, l'estimation avait encore été portée en bloc; aussi, le 26 floréal, l'agent national revint à la charge et obtint satisfaction complète : on se mit enfin, non seulement à estimer les pièces séparément, mais à les morceler. A Lille, on vendit d'après les règles adoptées en 1790 jusqu'au 18 ventôse an II. A cette date, l'agent national s'opposa à l'adjudication de deux terres de même origine et louées ensemble; on se mit dès lors à vendre les lots un à un, bien que l'estimation eût été faite par masse d'exploitation. Enfin, le 13 germinal, on vit apparaître à l'affiche des pièces morcelées. A Cambrai, les enchères totales continuèrent, concurremment avec les partielles, jusqu'au 25 fructidor an II. L'agent national, ayant reçu un arrêté de Duquesnoy, exigea cette fois que l'adjudication fût recommencée lot par lot. Le morcellement ne fonctionna qu'à partir de l'affiche 207, le 22 frimaire an III.

Dans le district d'Avesnes, les affiches sont peu explicites et n'indiquent pas souvent les occupants, en sorte qu'il n'est pas facile de se rendre compte de l'étendue de la division. Mais on voit vendre des lots de plusieurs hectares, en sorte qu'on peut assurer qu'en tout cas, on ne la poussa pas bien loin. Il en alla autrement à Cambrai : les lots furent très inégaux, mais en général exigus : ainsi furent partagés les domaines de Leroideville à Cantaing, Marcoing, Noyelles ; ceux de Grenet et de Cardevaque à Flesquières, la ferme de Cantimpré à Sailly, le 22 nivôse an III, celle de St-Lazare à Fontaine-au-Pire le 1<sup>er</sup> messidor. Le District de Douai forma des parcelles souvent un peu plus grandes, de 2, 3, 4 et même 8 rasières, soit de 1 à 4 hectares environ. Celui de Lille appliqua la loi avec rigueur et divisa en parties de 4 ou 5 cents, 36 à 45 ares, et même moins. La ferme de Dubosquié à Bondues, 36 bonniers (51 hect.), fut vendue en 101 articles ; une pièce de 10 bonniers (14 hect.) de l'émigré Fourmestaux, à La Neuville, en 33 lots ; la ferme de la noble famille à Mons-en-Pévèle en 59 parcelles de 2 à 4 cents, 19 à 36 ares. On peut dire que dans ces quatre districts la loi fut appliquée, mais pendant un an au plus et de manière plus ou moins satisfaisante.

Après l'évacuation, le représentant Duquesnoy rappela, par son arrêté du 26 thermidor an II, la nécessité de diviser les biens nationaux en petits lots. Le District du Quesnoy désigna des commissaires le 6 fructidor, mais leur opérations ne commencèrent pas avant pluviôse an III, et comme on ne vendit pas de biens d'émigrés avant messidor, elles ne purent concerner que ceux d'autre origine. En fait, il se borna à vendre séparément les lots de propriétaires et d'occupants distincts. Il y eut néanmoins quelques morcellements. Ainsi le 7 floréal an III, on adjugea une pièce de 8 mencaudées à Fontaine-au-Bois en trois parcelles, et le 28, une autre de 34 mencaudées en sept parties ; au contraire,

le 23 prairial, la ferme du Roteleux à Bersillies, fut vendue en bloc, par folle enchère il est vrai. A Valenciennes, on procéda de même. Ainsi à Hordain, le 4 prairial, 20 mencaudées de la veuve Tiriot furent adjugées en quatre lots égaux, mais une ferme de 46 mencaudées de la même émigrée fut vendue en bloc. Probablement on se borna à morceler quand des amateurs l'exigeaient; l'opération était longue et coûteuse et on était préoccupé de vendre le plus vite possible, moins par souci financier que pour raisons politiques.

Il est plus surprenant de voir les districts de la Flandre maritime adopter à peu près la même méthode, car ils furent les moins touchés par la guerre et disposèrent du même temps que les quatre premiers. Dans celui de Bergues, une circulaire d'octobre 1793 et une autre du 13 frimaire avaient semblé préparer l'application des décrets. Cependant, en pluviôse an II, on vendait encore comme en 1791. Dans son compte de la deuxième décade de germinal, l'agent national annonça qu'il avait requis l'observation de la loi. De fait, en prairial pour les biens d'émigrés, en fructidor pour les autres, on vit porter aux affiches des pièces estimées séparément et un certain nombre de domaines furent en effet adjugés par parties comme la ferme de l'émigré Ghys à Ledringhem, le 15 messidor, et celle des Jésuites à Lefrinckhoucke, le 25 fructidor. Mais les pièces furent vendues telles qu'elles figuraient dans les baux sans avoir subi aucun changement, et beaucoup plus nombreuses furent les exploitations qu'on céda en bloc comme les fermes Lenglé et de Beaufort à Lederzeele, en ventôse, de Sapelier à Hondshoote, le 19 germinal, des dames de Bourbourg, à Looberghe, le 9 floréal. Le District d'Hazebrouck, en pluviôse, n'avait pas changé d'errements: le 26 nivôse, il avait adjugé d'un coup la ferme des religieuses de Steenvoorde, à Terdeghem, 26 hectares, et le 13 pluviôse, celle de Louver-

val, à Zermezele, 14 hectares. L'administration centrale des domaines nationaux critiqua vivement son inertie et le 3 ventôse, sur la protestation des amateurs, il se décida à vendre par lots. A partir de cette date, il annonça dans ses affiches qu'il en userait ainsi dans le cas où on le lui demanderait. En floréal, l'administration centrale lui fit de nouvelles remontrances: bien qu'il eût nommé des commissaires, en germinal, pour procéder à la division, cette mesure n'avait guère eu d'effet. Quelques biens furent adjugés par pièces, sans morcellement toutefois et même sans estimation distincte, par exemple la ferme de Nédonchel à Staple, le 13 fructidor, et trois autres à Steenbecque, le 27 fructidor an II et le 23 frimaire an III. Mais le plus généralement, on vendit par masse: ainsi la ferme de Ghys à Bavinckhove et Zuytpeene, le 13 frimaire an III; celle de Lenglé à Wemaers-Cappel, le 15 pluviôse, sur estimation globale; celles de Théry d'Ingeland, le 23 ventôse, et de Briois, le 28 germinal, estimées de même, à Strazeele. Outre les difficultés qu'engendrait le morcellement, non seulement avant la vente, mais entre acquéreurs, il semble certain que ces Districts en redoutèrent les conséquences, s'il était rigoureusement exécuté, tant pour la prospérité de l'agriculture que pour la condition de la petite bourgeoisie rurale.

Au contraire, ils furent à peu près seuls à appliquer le décret du 13 septembre 1793. Le 17 prairial an II, celui d'Hazebrouck, observant que très peu de citoyens en avaient réclamé le bénéfice, «plutôt par ignorance que par insouciance», arrêta de le faire réimprimer et distribuer dans les villages. Ainsi que le District de Bergues, il distribua des bons de 500 l. à présenter au moment du paiement. Le receveur divisait le prix de vente en deux parties: l'une, de 500 l., payable en vingt ans sans intérêt; l'autre, comprenant le surplus, payable en dix ans, conformément au décret du 3 juin. Plusieurs détenteurs de bons pouvaient intervenir

comme commands, soit pour une part correspondant exactement à 500 l., soit pour une part supérieure. Ainsi à Bourbourg-Campagne, le 24 fructidor an II, quatre porteurs de bons acquirent sept mesures et demie de bien d'émigrés pour 3.400 l. Chacun eut donc à payer 165 l. plus les intérêts de la partie payable par dixièmes (1.400 l) et non libérée. Le 3 germinal an II, l'acquéreur de 316 verges, sis à Blaringhem, provenant de l'émigré Buisseret, pour 4.250 l., nomma six commands qui prirent chacun 30 verges pour leur bon, « afin d'acquérir sans intérêt, privilège accordé par la loi, comme étant porteurs des certificats nécessaires ». Il est évident que cette méthode, qui laissait aux détenteurs de bons le soin de morceler eux-mêmes les biens, n'en favorisait pas l'emploi. Au 19 frimaire an III, le District de Bergues avait distribué 32 bons: 13 avaient déjà été employés; 5 au moins le furent ultérieurement: au total plus de moitié. Pour celui d'Hazebrouck, on a conservé le registre complet des bons distribués du 12 ventôse an II au 12 messidor an III: ils furent au nombre de 186: 29 au moins, soit un sixième, furent utilisés. On sait de plus que, dans le district de Douai, des municipalités dressèrent la liste des ayants droit, mais il n'y a aucune trace qu'ils en aient tiré profit. D'ailleurs, dans les autres districts, nombreuses étaient les communes qui avaient des biens communaux et qui, par conséquent, ne pouvaient jouir du bénéfice de la loi.

On ne peut considérer ces résultats comme négligeables, car nous sommes peu renseignés sur l'application de cette loi dont les procès-verbaux d'adjudication ne disent rien; c'est à peine si elle dura un an et, comme l'observait le district d'Hazebrouck, les paysans n'en eurent pas tous connaissance: ce sont surtout les habitants des bourgs qui figurent sur son registre, c'est-à-dire ceux qui pouvaient le moins facilement en tirer parti. Comment d'ailleurs l'auraient-ils pu, sans de grandes difficultés, puisque précisément



les districts de la Flandre maritime s'abstinrent de morceler les terres? En réalité, la loi que les Montagnards eussent dû appliquer était celle du 3 juin qui accordait un arpent en arrentement à tous ceux qui ne possédaient pas de terre; cette disposition ne demeura pas inaperçue: à Bierne, les ayants droit vinrent en réclamer le bénéfice à la municipalité le 8 frimaire an II; mais à ce moment, elle était déjà abrogée. Pour l'appliquer aisément, il eût suffi de fixer l'arrentement à une étendue variable, d'une valeur fixe, d'en subordonner l'attribution à la mise en culture par le bénéficiaire lui-même, s'il était valide, et d'accorder l'autorisation de le prélever au besoin sur les domaines qui ne provenaient pas des émigrés. On aurait obtenu alors les résultats que les communautés du Cambrésis avaient cherché à réaliser par les règlements dont Cloteau nous a transmis le souvenir; ces arrentements auraient également ressemblé aux portions ménagères de l'Artois qui étaient héréditaires. Si les Montagnards les répudièrent, ce fut probablement parce qu'ils maintenaient une propriété éminente de forme collective. Comme ils supposaient que le morcellement serait exécuté conformément à la loi, ils pouvaient croire que tous les paysans qui le désiraient pourraient, leur bon en main, obtenir une parcelle. Mais ils auraient dû réfléchir que le morcellement ne pouvait pas décourager complètement le gros acquéreur ou le spéculateur (beaucoup d'exemples en témoignèrent dans le district de Lille) et que leurs enchères étaient susceptibles d'annuler l'avantage qu'ils avaient accordé aux pauvres. Ainsi on distribua peu de bons, on ne morcela point convenablement dans les districts où ils furent émis et la concurrence des plus fortunés écarta les manouvriers. Si ces lois avaient été durables, peut-être eussent-elles fini par être appliquées plus exactement; mais la réaction thermidorienne les sacrifia et la dernière chance s'évanouit de voir la Révolution accorder aux pauvres la compensation qu'elle aurait dû

leur donner, puisqu'elle avait sanctionné les atteintes que l'Ancien Régime avait portées aux droits d'usage collectifs.

Brusquement, le 12 prairial an III, la Convention abrogea les lois de 1793 et ordonna de vendre les biens nationaux sur simple estimation aux soumissionnaires, par ordre de priorité. L'émotion fut vive non seulement dans les villes où l'esprit de spéculation se déchaîna, mais dans les campagnes où l'on se rendit compte que les habitants du chef-lieu de district, se faisant inscrire les premiers, allaient accaparer tous les biens. Pour les régions où le morcellement allait son train, c'était une incroyable révolution. A Avesnes, le 19, 73 citoyens présentèrent pétition contre la soumission en bloc par un riche particulier des biens nationaux de six communes, « procédé nuisible à la république et aux citoyens peu fortunés ». Plusieurs Districts hésitèrent à ouvrir les registres de soumissions. A Douai, on retarda l'affichage de la loi jusqu'à huit heures du soir, le 18, pour se donner le temps de la faire imprimer et de l'expédier, espérant qu'il viendrait peu de soumissionnaires à une heure si tardive et que les ruraux auraient le temps d'accourir; mais il vint 59 personnes de la ville, le soir même. A Bergues, le 16, le Directoire décida d'ajourner l'ouverture du registre: « autrement ce serait donner tout l'avantage aux riches des environs et aux spéculateurs avides »; mais deux membres observèrent qu'on ne pouvait ajourner l'exécution d'une loi et, le 17, on arrêta d'y procéder dès qu'on l'aurait reçue officiellement. A Avesnes, dès le 16, on voulut forcer le District à suspendre la vente annoncée pour le lendemain; il s'y refusa et envoya aussitôt des exprès dans les villages; il fit saisir un cahier où un chef de bureau avait déjà reçu des soumissions sans y être autorisé; la loi n'arriva que le 18. Celui d'Hazebrouck fit mieux encore: après avoir averti les municipalités par une circulaire, dès le 15, il ne publia la loi que le 19 et fixa l'ouverture du registre au 21 seulement.

La Convention avait voulu précipiter les ventes pour essayer de remédier à la baisse foudroyante de l'assignat. Mais elle se rendit compte qu'elle allait gaspiller en pure perte le reste du patrimoine de la nation et rapporta la loi presque aussitôt. Les paysans en furent quittes pour la peur. Cependant la loi du 24 prairial, en rétablissant les enchères, ne ressuscita pas les mesures de 1793 : on en revint au régime de 1790. On ne l'appliqua toutefois qu'en thermidor ou fructidor et les ventes préparées en conformité des lois de 1793 furent exécutées sans modification. On se remit ensuite à vendre des corps d'exploitation en bloc dans les districts où le morcellement avait été pratiqué, par exemple la ferme des Oratoriens à Feignies (103 hect.) le troisième jour complémentaire an III, celle de Launay à Aix et Nomain (57 hect.) le 28 fructidor, la ferme de la Marlière à Provillle (89 hect.) et 59 mencaudées à Anneux, dès le 18 thermidor, et la ferme de la Métropole au même lieu (52 hect.) le 16 fructidor; les fermes de Villers-Fama et de Prémy à Marcoing, le 27 fructidor an III et le 1<sup>er</sup> vendémiaire an IV, la ferme du Frasnay, à Boussières (192 hect.), le 8 brumaire. Il demeura entendu que l'adjudication partielle demeurerait possible. A Valenciennes, le 24 fructidor, le District annonça qu'on enchérirait totalement, puis par parties, sur la ferme d'Hurtebise, à Trith, et qu'il donnerait la préférence au produit le plus élevé, mais la même contestation qu'en 1791 se reproduisit : plusieurs amateurs demandèrent que, si la seconde opération l'emportait sur la première, on recommençât l'adjudication et ainsi de suite tant qu'il se trouverait des enchérisseurs; le District leur donna satisfaction. Mais les circonstances étaient beaucoup moins favorables encore aux achats partiels et on n'en connaît aucun exemple. Pas plus qu'en 1791, les ventes globales ne profitèrent uniquement aux bourgeois : ce fut l'occupé qui acheta la ferme de Feignies; ce furent dix-huit paysans qui achetèrent la ferme de Launay à Aix et Nomain :

c'est même l'un des rares exemples d'acquisitions par société qu'on connaisse dans cette région et sa date tardive montre que les paysans modestes n'étaient point incapables d'absorber leur part de ce qui restait des biens nationaux, bien que les circonstances fussent désormais redevenues particulièrement favorables à la bourgeoisie rurale et urbaine : mais les ventes prirent fin en brumaire an IV et, quand elles recommencèrent, la loi du 28 ventôse an IV s'était indirectement prononcée contre eux.

#### V. - LA DEUXIÈME PÉRIODE (suite) : LES RÉSULTATS

Les acquéreurs ne manquèrent pas : si le risque croissait, les chances de profit augmentaient aussi à mesure que l'assignat baissait et les facilités offertes aux paysans ne demeurèrent pas dédaignées. Proportionnellement à la masse des biens vendus, ils furent même plus nombreux que pendant la première période. Mais ils n'appartenaient pas tout à fait aux mêmes catégories sociales et la répartition des biens entre eux ne se fit pas de la même façon. On retrouve dans leurs rangs les administrateurs révolutionnaires anciens ou nouveaux, mais les nobles ont disparu et les grands bourgeois sont rares, du moins jusqu'en l'an III. Au contraire, on voit apparaître, parmi les adjudicataires, à côté de presque tous les spéculateurs de la première période, beaucoup d'autres personnages de même acabit dont plusieurs préludent au rôle qu'ils vont jouer sous le Directoire : à Lille, le coutelier Copette, les fripiers Jouveaux, les deux Desoubry, Pinart et Vanhout, le cordonnier Théry ; à Valenciennes, le brocanteur Vansteenkiste, l'avocat Dupire, les négociants Ewbank et Malton ; à Cambrai, Cacheux, Boursier et le cabaretier Blondeaux ; à Douai, Vardon, Deffosse, Desuede et Delagrangé ; au Quesnoy, Murgeon et Lécuyer.

Leur rôle a grandi incontestablement pendant cette période, à cause du grand nombre de maisons mises en vente et des circonstances qui éloignaient les riches des adjudications, tout autant que de l'insuffisante application de lois de 1793. Jusqu'à la fin de l'an III, les grands fermiers cessèrent aussi de compter parmi les acquéreurs. Mais un grand nombre de paysans s'attribuèrent les biens des fabriques et des pauvres, composés en général de pièces peu étendues, et une part des terres morcelées par les Districts de Lille, Douai et Cambrai. Toutefois, pour les raisons que nous avons exposées, ils furent bien loin d'obtenir la supériorité qu'on aurait pu supposer.

Au total, les paysans acquirent un peu moins de 12.000 hectares et 146 édifices ou maisons, les bourgeois 10.500 hectares et 1.438 maisons ou édifices. Si ces deux parts étaient exprimées par leur prix d'adjudication, les bourgeois l'emporteraient sûrement. Les paysans manifestèrent une préférence nette pour les biens du clergé et ceux qu'on leur avait adjoints: 4.438 d'entre eux en achetèrent 6.049 hectares en 6.391 contrats. Il ne s'en trouva que 2.942 pour s'adjuger 5.832 hectares de biens d'émigrés en 5.401 contrats; au total 7.060 acquéreurs dont 320 seulement de l'une et l'autre catégorie. On voit que les petits acquéreurs se classèrent surtout dans la première et cette constatation met en lumière l'échec des lois du 3 juin et du 13 septembre 1793. A l'opposé, 1.348 bourgeois achetèrent des biens d'émigrés et 580 seulement des biens d'autre origine: en tout 1.516 dont 412 de l'une et l'autre catégorie; bien que le nombre très élevé des maisons vendues explique en partie cette proportion contraire, il reste tout de même que les acquéreurs de terres d'émigrés furent un peu plus nombreux et leurs parts un peu plus petites. Mais on observe surtout que la supériorité des paysans, si nette dans les districts méridionaux pendant la première période, demeura sensible dans



ceux d'Avesnes, de Cambrai et du Quesnoy : elle fut environ du double, même si l'on tient compte des achats des bourgeois domiciliés hors du département. Au contraire, dans le district de Valenciennes, les bourgeois prirent le dessus. En Flandre, les paysans accentuèrent leur avantage à Douai et Hazebrouck, tandis qu'à Lille et à Bergues, ils obtinrent une proportion bien supérieure à celle de la première période. Si donc les lois de 1793 n'ont pas réussi, telles qu'elles furent conçues et surtout appliquées, à faire préférer les biens d'émigrés, elles ont cependant exercé une action favorable aux ruraux ; sans les malheurs de la guerre, elles auraient vraisemblablement permis à ceux de la région méridionale de conserver leur suprématie. Malgré tout, comme nous l'avons dit au début, ce sont bien les conséquences de l'invasion qui, en affaiblissant l'élan rural, en dépit de la législation montagnarde, impriment à la période son caractère essentiel.

Les adjudications ne furent pas troublées, comme les années précédentes, par les violences des paysans, mais elles continuèrent d'être adultérées par des ententes entre les amateurs ; les actes officiels en mentionnent quelques exemples, à la charge des paysans aussi bien que des citadins ; parmi ces derniers, le nombre croissant des spéculateurs et des intermédiaires à dû les rendre très fréquentes ; en outre, quand il s'agissait de biens d'émigrés, on s'effaçait volontiers devant le mandataire de la famille ou devant celui qui se donnait pour tel, conformément à une des règles du « mauvais gré ». Mais, si les biens revinrent meilleur marché encore aux acquéreurs que pendant la première période, l'insuffisance des estimations et la dépréciation des assignats en furent surtout la cause. A partir du moment où on appliqua les lois de 1793, l'estimation par experts devint la règle et il fut impossible de tirer parti des baux. Or, on ne pouvait plus parler d'une valeur normale des terres et les expertises



devinrent entièrement arbitraires. La dépréciation du papier-monnaie, très rapide en 1793, se ralentit à la fin de l'année grâce au maximum; mais, en l'an II, il ne valait pas plus de 30%; après la chute de Robespierre et surtout après l'abolition du maximum, il recommença à baisser et son effondrement devint définitif dans l'été de l'an III. A la vérité, on en tint compte dans les estimations. A Cambrai, les terres d'émigrés furent estimées en moyenne 696 l. l'hectare; à Lille 2.343 l.; à Bergues 1.540; les biens d'autre origine 1.470 l., 1.687 et 1.295 respectivement; ces prix sont très supérieurs à ceux de la première période: à Lille et à Bergues, à peu près le double, pour les biens d'émigrés, de l'estimation des biens vendus entre 1791 et 1793; l'augmentation est seulement d'un peu plus de moitié pour les autres. A Cambrai, la hausse est moins considérable pour les biens d'émigrés, mais elle demeure notable; quant aux autres, ils furent estimés presque au triple, en partie à cause de la loi du 12 prairial an III qui porta le multiplicateur de 22 à 75. Mais cette précaution des experts fut vaine à partir du moment où la dépréciation s'accéléra: il eût fallu rectifier l'estimation le jour même de la vente, ce qui était impossible.

Les acquéreurs, à la vérité, tinrent compte, de leur côté, de cette considération et jamais les enchères ne furent si fortes: dans l'ensemble, les biens du clergé et assimilés se vendirent huit fois l'estimation à Cambrai, quatre fois à Lille, six fois à Bergues; les biens d'émigrés trois fois l'estimation à Cambrai, moins de trois fois dans les deux autres villes. Mais en réalité, on savait bien que, de la sorte, le prix réel égalait à peine l'estimation et on était absolument certain qu'au moment des paiements, le papier aurait encore baissé. A Cambrai, les biens d'émigrés se vendirent, en valeur réelle, 434 l. l'hectare en moyenne, soit un cinquième de moins que les terres adjudgées pendant la première période, et les autres 340 l. seulement, parce que les adjudications les

plus importantes eurent lieu à la fin de l'an III et au début de l'an IV. La ferme de Liessies à Viesly, estimée, en 1793, 68.732 l. 12 s. et adjugée, le 3 mai, 201.000 l., soit 106.530 l., valeur réelle, fut réestimée, en fructidor an III, 234.485 l. 18 s. 9 d. et revendue, le 27, 3.213.000 l., soit en valeur réelle, 68.544 l., c'est-à-dire un peu au-dessous de la première estimation. Elle fut payée beaucoup moins encore; car, le 7 nivôse an VII, l'acquéreur la céda pour 67.654 l. et il fit évidemment un bénéfice quelconque. A Lille, les terres d'émigrés se vendirent 1.392 l. l'hectare et les autres 1.164 l.; ces prix ne sont pas très différents de la moyenne de 1793, mais ils sont notablement inférieurs à celle de la première période; à Bergues, ils furent plus satisfaisants: les biens du clergé et assimilés se vendirent 748 l. au lieu de 942, mais les terres d'émigrés dépassèrent sensiblement cette dernière moyenne et ressortirent à 1.004 l. l'hectare. Il est remarquable que les biens d'émigrés aient été estimés et vendus plus cher que les autres. Peut-être étaient-ils loués à plus haut rendage; plus probablement les meilleures terres ecclésiastiques avaient été vendues avant 1793. Mais le fait n'en prouve pas moins que les estimations furent assez consciencieuses, car il n'aurait dépendu que des experts et des administrateurs d'en abaisser la mise à prix à proportion de la défaveur dont ils souffraient.

Quant aux paiements, on les a étudiés pour les biens vendus dans la commune de Phalempin, ainsi que pour la première période. Pour des achats opérés du 9 pluviôse an II au 8 floréal an III, les paysans avaient à verser 127.207 l. 12 s., valeur réelle 32.744 l. 14 s., soit 1.277 l. l'hectare. Ils s'acquittèrent avec un grand zèle et, à la fin de prairial an III, beaucoup plus de la moitié se trouvait payée. La loi du 3 messidor, qui créa l'échelle de proportion, ayant fixé terme pour les paiements en assignats au pair, ils s'empresèrent d'apporter le reste: en messidor, 43.610 l. 4 s. qui ne

valurent à l'Etat que 1.492 l. Au total, ce dernier reçut réellement 16.728 l. 17 s. soit 653 l. l'hectare, la moitié du prix réel, 13 à 14% du prix nominal. Les bourgeois achetèrent, du 9 messidor an II au 8 floréal an III, pour 79.705 l. de terres, valeur réelle 22.234 l. 12 s., soit 2.111 l. l'hectare. En brumaire an IV, ils payèrent 50.513 l., soit les deux tiers du prix nominal, en obligations diverses, ce qui ne produisit à l'Etat que 436 l. 11 s. Au total, la valeur réelle de leurs versements fut de 3.256 l. 5 s., soit 309 l. l'hectare, 15% du prix réel et un peu plus de 4% du prix nominal. Contrairement à ce qui s'était passé pendant la première période, les paysans avaient payé plus vite et, en conséquence, deux fois plus cher que les bourgeois. Si l'on compare ces résultats à ceux des années précédentes, on conclut que les paysans payèrent l'hectare moitié moins cher et les bourgeois six fois moins; par rapport à la valeur réelle de 1788, les premiers faisaient un bénéfice de 80%, les bourgeois de 90%, à peu de chose près. Encore une fois, ces profits ne furent pas les seuls: des paysans réalisèrent de fructueuses opérations en achetant, en l'an II, les avèties et l'attirail des fermiers qui venaient d'émigrer; les biens nationaux furent loués à des prix très faibles et les fermages en furent acquittés en assignats. Quelque préjudice qu'il en résultât pour l'Etat, ces avantages ne faisaient souvent que compenser les pertes causées par la guerre et les réquisitions, mais il faut en tenir grand compte lorsqu'on veut se faire une idée du sort des paysans pendant la Révolution.

## VI. - LA TROISIÈME PÉRIODE DES VENTES

La dépréciation de l'assignat paraissant irrémédiable, le Directoire suspendit les ventes le 30 brumaire an IV. A ce moment, le franc numéraire valait, dans le Nord, 125 francs

papier. Elles reprirent en prairial an IV, après la création du mandat territorial substitué à l'assignat, sous le régime de la loi du 28 ventôse à laquelle succédèrent celles des 16 brumaire an V et du 26 vendémiaire et 27 brumaire an VII. La plus importante fut celle du 28 ventôse que compléta l'instruction du 6 floréal; elle rétablissait le mode de vente adopté en prairial an III, puis aussitôt abandonné: l'adjudication sur simple soumission; l'on revit, en germinal et floréal an IV, la même affluence d'amateurs que l'année précédente. 6.414 contrats furent délivrés en vertu de cette loi. La masse des biens nationaux avait sensiblement diminué. Déjà la Convention avait suspendu la vente des biens des pauvres et des hôpitaux, des condamnés, des déportés, des étrangers, des émigrés rayés provisoirement. Le Directoire rendit ceux des parents d'émigrés, le 20 floréal an IV. La majeure et la meilleure partie de ce qui restait fut aliéné sous le régime de la loi de ventôse, notamment les grandes exploitations encore disponibles et les bois dont la vente avait été autorisée le 3 nivôse. La loi du 16 brumaire an V rétablit les enchères: elle régira 3.567 contrats; on en dressa 3.254 pendant l'application des lois de l'an VII qui se bornèrent à modifier les bases d'estimation: au total 6.821 contrats après enchères; mais l'importance de la superficie aliénée ne fut pas proportionnelle à leur nombre; notamment, on vendit, en l'an VII, des centaines d'églises à charge de démolition, le terrain non compris. Sous le Consulat et l'Empire, le domaine national subit de nouvelles amputations, soit par l'attribution de quantité d'édifices et de terres à des services publics, hôpitaux, bureaux de bienfaisance, légion d'honneur, ainsi qu'aux sénatoreries et aux majorats, dont une partie, à la vérité, fut ensuite remise en vente, soit par des restitutions au clergé et aux émigrés amnistiés. Depuis le moment où l'on reprit les ventes, en vertu de la loi des 15 et 16 floréal an X jusqu'en 1823, on ne délivra plus que

2.255 contrats, en général de très médiocre importance. Le total fut de 15.490 contrats dont plus de 1.500 furent annulés ou tombèrent en folle enchère. 50.000 hectares environ, plus d'un tiers des terres aliénées, furent vendus sous le régime de ces différentes lois, dans des conditions généralement très fâcheuses pour l'Etat et pour les paysans.

Les difficultés que présentaient l'administration du séquestre et la préparation des ventes se trouvèrent accrues par la concentration de tout le travail entre les mains de la seule administration centrale du département, composée de cinq membres qui connaissaient moins bien les circonstances locales que les Districts, qu'avaient souvent aidés en outre les commissaires des municipalités soumissionnaires. Or, il restait précisément à vendre la grande majorité des biens d'émigrés à propos desquels se posaient souvent des problèmes difficiles à résoudre. C'est pourquoi il y eut tant de contrats annulés pour erreur ou double emploi. De même, si les biens nationaux furent désormais soustraits à l'occupation militaire ou aux ravages de la guerre, la dégradation s'en poursuivit faute de surveillance: ce mal fut conjuré par l'extrême rapidité des ventes, mais au prix de dilapidations d'autre origine.

D'autre part, la confiance ébranlée par la contre-révolution autrichienne et par l'attitude de beaucoup de terroristes, puis des répartiteurs de l'emprunt forcé de l'an IV, à l'égard des grands acquéreurs, ne réussit pas à se rétablir sous le Directoire. Beaucoup de réfractaires et d'émigrés continuèrent à rentrer et reprirent immédiatement une grande influence, surtout après les élections de l'an V. Quand le 18 fructidor eût ruiné leurs espérances, on remit sous séquestre les biens des émigrés qui n'avaient pas été rayés définitivement. L'administration centrale du Nord adopta la même disposition pour ceux des ascendants en ligne directe et ceux des co-propriétaires d'émigrés. Mais ces mesures, succédant à un coup d'Etat, étaient plus propres à alarmer



qu'à attirer les gens prudents. Vinrent ensuite la seconde coalition et les lois révolutionnaires de l'an VII; si le Nord ne fut pas touché par les insurrection royalistes ni par l'agitation jacobine, il ne pouvait pas les ignorer. Le 18 brumaire aggrava encore les craintes parce qu'on demeura d'abord incertain des intentions de Bonaparte; malgré les assurances de son gouvernement, les anciens réfractaires reprirent de l'assurance et beaucoup d'émigrés rentrèrent. Ces inquiétudes se prolongèrent jusqu'à l'Empire et les restitutions au clergé et aux émigrés les entretenirent. Beaucoup d'acquéreurs prirent leurs sûretés: ils revendirent aux anciens propriétaires ou obtinrent leur garantie par un arrangement. Les actes de l'enregistrement mentionnent ouvertement ces conventions et, en l'an XII, le gouvernement jugea nécessaire d'interdire toute stipulation de cette nature. On ne peut pas oublier non plus que, si la dépréciation des effets publics ouvrait une belle carrière aux acquéreurs audacieux, ils étaient toujours sous le coup d'une mesure gouvernementale qui viendrait modifier les conditions de paiement. La loi du 13 thermidor an IV en donna un mémorable exemple qui coûta fort cher aux heureux bénéficiaires de la loi du 28 ventôse. Le Département du Nord s'éleva précisément contre cette loi en représentant avec raison qu'à ce moment les menées contre-révolutionnaires alarmaient les acquéreurs.

Les circonstances fâcheuses qui, dès l'an II, avaient déprécié les biens nationaux subsistèrent donc. Mais il s'en ajouta d'autres. L'Administration centrale dut abandonner tout le travail à ses bureaux sans pouvoir les contrôler rigoureusement. La vente sur soumission, sans aucune publicité, favorisa les collusions entre employés, experts et soumissionnaires, d'autant que nombre d'employés et d'experts prétendaient eux-mêmes acquérir; quelques exemples caractéristiques nous font imaginer ce qui devait se passer fréquemment. Et malheureusement la difficulté d'organiser le



contrôle n'était pas seule à encourager ces actes d'improbité. Certains faits montrent qu'il y avait désordre et négligence, même de la part de l'enregistrement. Mais le pire était qu'aux yeux du public, les chefs mêmes de l'administration étaient complices. Beaucoup de receveurs de l'enregistrement et leur directeur, tout le premier, Dhardivillier, profitaient de leur situation pour faire d'heureuses acquisitions; de même Gautier, secrétaire de l'Administration centrale et chef des bureaux; de même encore les membres de l'Administration, Lorain et Alexandre Desmoutier, associés à Gautier et à Dhardivillier; de même enfin le commissaire du Directeur, Groslevin, dont la tâche était de les contrôler tous. Comment eussent-ils pu échapper aux soupçons? Comme d'autre part ils entrèrent en compétition et que les rivalités personnelles ou même, peut-être, les rancunes politiques s'en mêlèrent, un gros scandale finit par éclater et prouva que les bruits qui couraient n'étaient pas sans fondement, à la grande joie des contre-révolutionnaires et au grand préjudice du régime.

Le commissaire Groslevin s'était associé avec des amis politiques de la région d'Avesnes, presque tous fonctionnaires pendant la Terreur ou sous le Directoire, parmi lesquels on distinguait Pierre Evrard, d'Aymeries, Humbert Evrard, de Boulogne, Pierrart, de St-Aubin, tous trois anciens fermiers du clergé et grands acquéreurs de biens nationaux. Pierre Evrard soumissionna la ferme du Hambus à Berlaumont, Pierrart une autre et en outre la ferme de Coulmy à Aibes: Groslevin leur fit délivrer expédition des contrats, assurant au secrétaire Gautier qu'il se chargeait de faire signer la minute par les administrateurs. Or, ceux-ci refusèrent, jugeant l'estimation trop faible. Sur les instances réitérées de Gautier, Groslevin finit par rapporter les expéditions. Cependant, un an après, de nouveaux contrats furent dressés et cette fois régularisés sans opposition « dans la foule des signatures qui se font journellement dans une administration ».

De ces contrats, un seul était au nom de Pierrart : les deux autres étaient au profit de Groslevin lui-même et de Verstraete, aubergiste à Douai, soi-disant commands en vertu de cessions, l'une antidatée, l'autre irrégulière. Pour comble, le prix était encore plus minime que la première fois. Cependant l'affaire n'aurait probablement jamais attiré l'attention sans l'impudence de Pierrart et d'Evrard : ils avaient opéré les premiers paiements sur les premiers contrats, les croyant définitifs. Pour ne pas perdre leurs fonds, ils firent valoir leurs quittances pour l'acquit des nouveaux et le receveur Dhardivillier, découvrant la fraude, la dénonça à l'administration centrale du département, le 12 ventôse an VI. Les administrateurs avaient été renouvelés aux élections de l'an V et après le 18 fructidor ; la plupart n'avaient jamais entendu parler de ces ventes. Après enquête, ils les annulèrent le 19. Entre temps, le Directoire exécutif avait été saisi de l'affaire : dès le 15, il révoquait Groslevin et il ordonna, le 24, des poursuites judiciaires. Gautier finit par être mis hors de cause, le 16 prairial an VII. Dhardivillier fut révoqué pour avoir communiqué le dossier à Lebon, de Floyon, ennemi de Groslevin, qui aggrava le scandale en publiant contre les accusés une brochure qui eut un grand retentissement. Groslevin et ses amis furent renvoyés par devant le jury d'accusation de Cambrai qui rendit un non-lieu, le 25 vendémiaire an VII. Le tribunal criminel cassa l'arrêt pour vice de forme et parce que le jury n'avait été saisi que d'une partie des faits. Le procès fut renvoyé à celui de Lille et on n'en connaît pas l'issue, les archives du greffe de Lille ayant été détruites par un incendie. Mais il se termina certainement par un non-lieu ou un acquittement ; car, en l'an VIII, Groslevin, Verstraete et Pierrart obtinrent définitivement leurs contrats après nouvelle expertise. Si le commissaire du Directoire s'est laissé entraîner à commettre une fraude si grossière, on ne peut guère douter que beaucoup de conni-

vences n'aient favorisé certains soumissionnaires au préjudice des autres et abaissé les estimations à leur avantage sans que la légalité eût été ouvertement violée. Ces mœurs administratives furent très profitables aux agioteurs qui pouvaient déjà tirer un si bon parti de la faiblesse du crédit public.

Un des traits les plus accentués de cette période fut en effet l'énormité des achats réalisés par des sociétés de spéculateurs ou par des intermédiaires isolés. Quelques associations appartenaient à la finance et étaient complètement étrangères au département : les compagnies Bodin, Chevallier et Rochefort opéraient de Paris ; d'autres y avaient quelques attaches, principalement celles où entraient Paulée et Vanlerberghe. Paulée acheta, par l'intermédiaire de Claro, épiciier à Douai, son ancien associé, près de 600 hectares dans le Nord. Comme il fut longtemps l'un des fournisseurs des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, il est possible qu'il ait été l'âme de la compagnie, demeurée anonyme, que déclarait représenter un certain Delfosse, entrepreneur de la fourniture des lits militaires à Douai et qui fit d'importantes acquisitions. Celles de Vanlerberghe sont surtout connues par les cessions consenties à sa femme qui, en les prenant à son compte, les soustrayait aux revendications éventuelles des créanciers de son mari. Les gardes-magasins, les préposés aux vivres, les étapiers qui s'attiraient souvent l'animadversion publique par un « luxe insolent » et qui, croyait-on, volaient impunément la République, firent également des marchés heureux et il est vraisemblable qu'ils n'agissaient pas toujours isolément. On citait particulièrement Moll et Musse, étapiers à Valenciennes et à Cambrai ; Masse, préposé à Lille, et surtout Mercieul, garde-magasin à Douai. Certains acquéreurs, étrangers au pays comme Blanquart, de Saint-Quentin, qui acheta beaucoup d'édifices à Cambrai pour les démolir, notamment la Métropole, Legendre, domicilié d'après les contrats à Paris, St-Quentin et Cambrai, Denoyer à Gand,

représentaient peut-être aussi des bandes noires. Leurs opérations s'éclaireraient probablement si les fonds de l'enregistrement des autres départements étaient systématiquement dépouillés.

Mais il se forma aussi sur place des associations très puissantes et deux surtout sont bien connues. L'une comprenait Groslevin et ses amis de la région d'Avesnes, Bonnaire, membre du District pendant la Terreur; Carton, ancien secrétaire du subdélégué et du District, les deux Evrard et Azambre, commissaires du District en l'an II; Vandermarcq, agent national de Bachant; Wallerand, président du canton de Maroilles; Gau, commissaire du Directoire à Dourlers, neveu d'Elie Pierrart, fermier à St-Aubin; Hazard, commissaire du Directoire à Solre-le-Château. L'autre fut constituée par Alexandre Desmoutier et Lorain, membres de l'Administration centrale, Gautier, secrétaire général, et Dhardivillier, directeur de l'enregistrement. Ils s'adjoignirent parfois d'autres amateurs, notamment Salembier, notaire à Lille, qui probablement entraît dans l'affaire pour obtenir à meilleur compte les biens que les anciens propriétaires l'avaient chargé de racheter. Cette société a opéré sur beaucoup plus de mille hectares. Tous ses membres n'achetaient pas uniquement pour revendre: Desmoutier et Lorain constituèrent de grosses fortunes foncières.

A côté de ces groupes s'agitèrent un grand nombre d'agioteurs isolés dont beaucoup avaient commencé à exercer ce métier pendant les périodes précédentes. Ils furent renforcés par d'autres: Boucher, à Maubeuge; Paris, à Bavai; Jouberthon et l'aubergiste Montigny-Caffin, à Cambrai; Leblond, Ledoux et l'aubergiste Sajor au Câteau; Delaby, Lebague, Ledru, Vasseur et l'aubergiste Verstraete, à Douai; Douillet, Dubar et Dubus à Valenciennes; le marchand Corrège, le marchand forain Roussel, Dassonville et Darthois à Lille; Bernast à Steenvoorde. Parmi eux, les aubergistes et les ca-

baretiers, les fripiers et les marchands forains comptèrent en grand nombre parce que leur profession les destinait naturellement au rôle d'intermédiaires. Les employés de l'Administration centrale et de l'enregistrement remplirent les mêmes fonctions. Mais des bourgeois associés ou isolés, qui achetaient pour revendre autant que pour leur compte, tinrent aussi, à cet égard, une grande place : tels Virnot, précédemment nommé ; Landas, d'abord installé à Phalempin, puis à Lille, et enfin chauffournier dans les environs de Tournai ; Preux, beau-frère d'un fermier de Neuville ; Pavy, de Vaux-en-Arrouaise (Aisne).

Tous ces spéculateurs ne prospérèrent pas. Les paiements se faisaient maintenant à bref délai et le cours des effets publics, qui permettaient de s'exécuter à bon compte, variait incessamment : ils étaient obligés de revendre promptement et se trouvaient exposés à de grosses pertes. Un grand nombre des fripiers et des cabaretiers dont nous avons parlé moururent insolvables et le trafic des biens nationaux dut contribuer à la faillite de plusieurs négociants, parmi lesquels on compte Lussiez, marchand de fer à Cambrai, en l'an VIII ; Martin-Damann, marchand à Douai, et Lachez, à Lille, en l'an XII ; Claro à Douai en 1806 ; Delannoy, marchand de bestiaux à Lille, en 1807. En l'an XII, on vendit à l'encan tous les biens de J.-Bte Decottignies, à Lille ; le fils de Virnot tomba en déconfiture et vit vendre, par ses créanciers, l'abbaye de Loos. La compagnie Rochefort, de Paris, liquida sans avoir payé la moitié des obligations souscrites à l'Etat. Ce n'était qu'une minorité. Mais ces catastrophes frappèrent les esprits et contribuèrent à répandre l'opinion que les biens nationaux portaient malheur à leurs acquéreurs. Comme toujours, on ne calcula pas la proportion de ceux, innombrables, qui, ayant sagement proportionné leurs achats à leurs moyens, n'avaient qu'à se féliciter de leur chance. Et surtout on n'observa pas que d'autres ne se firent pas



scrupule, les boucs émissaires une fois sacrifiés, de racheter, à bon compte, leurs dépouilles, sous le spécieux prétexte qu'en passant par leurs mains les biens du clergé étaient devenus biens privés; puis, grâce au bienheureux concordat, en alléguant que l'aliénation en était maintenant légitimée. Quand on peut suivre la destinée de quelque famille d'acquéreurs ou les transferts d'un domaine, ce ne sont pas toujours des amis de la Révolution qu'on rencontre, chemin faisant.

Parmi les acquéreurs, les administrateurs, anciens ou nouveaux, sans faire figure de spéculateurs comme ceux que nous avons déjà mentionnés, furent bien entendu fort nombreux. Beaucoup, qui s'étaient abstenus pendant la deuxième période, sortirent alors de leur réserve. On vit reparaître quelques grandes familles bourgeoises ou nobles: de Brigode, de Warenguien, Quecq, ainsi que les grands propriétaires étrangers à la région qui s'étaient effacés depuis 1792: Doazan, fils du fermier général, acheta, le 27 ventôse an VI, une ferme de 260 hectares à Capelle; Dubois-Crancé acheta et revendit les biens de Nédonchel au Jolimetz. Enfin un certain nombre de personnes apportèrent, bien malgré elles, leurs deniers à l'Etat; quelques prêtres acquirent leur presbytère pour le conserver à la commune ou se procurer un abri; et beaucoup d'émigrés et d'héritiers de condamnés rentrèrent ainsi partiellement en possession de leurs biens: tels Grenet de Blérancourt et sa fille M<sup>me</sup> de Diesbach, les familles Poteau, Rouvroy, Taffin, Carondelet, Butron de la Torre, de Valicourt, Cappey de l'Epine, Boursier, parmi les premiers; les sœurs Lenglé, Alexis de Fourmestiaux, Choart, de Paris, gendre de Mairesse de Pronville, parmi les seconds. Quelques-uns même achetèrent, de seconde main, des biens nationaux, soit pour les garder, soit pour les revendre, vraisemblablement poussés par la nécessité de se procurer des fonds ou de reconstituer leur patrimoine.



Ce résumé a pu donner l'impression que les paysans avaient été complètement évincés. Et, à priori, le mode de vente le donnerait également à supposer. Sous le régime de la loi du 28 ventôse an IV, les soumissionnaires étaient admis par priorité ou, en cas d'égalité, après tirage au sort : les paysans avaient peu de chance d'arriver les premiers. Plus d'une fois, la vente eut lieu sans qu'ils en entendissent même parler. La loi du 18 brumaire an V rétablit les enchères, mais elles avaient lieu à Douai et le plus grand nombre d'entre eux n'y pouvaient pas venir ou n'étaient pas informés à temps. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'on trafiqua beaucoup des soumissions et que les expertises pouvaient avertir les paysans et leur faire connaître le nom du soumissionnaire; aussi y a-t-il un grand nombre de commands énoncés dans le contrat même. Quand les adjudications eurent recommencé, on pouvait assez facilement trouver un mandataire. Mais il est évident que, seuls, les paysans d'une certaine instruction ou d'une certaine aisance, pouvaient tirer ordinairement parti de ces facilités et surtout supporter l'obligation du paiement presque immédiat. On vit ainsi plusieurs grands fermiers acheter leur exploitation comme avant l'invasion : tel fut le cas pour la cense Deleval (36 hectares), provenant de Ste-Aldegonde, à Ascq et Tresin, le 7 nivôse an V; pour celle de Lemaître d'Anstaing (43 hect.) à Chérengh, le 26 prairial an IV; pour celle du comte de la Marck (47 hect.) à Bousies, le 9 brumaire an VI; pour trois fermes à Bermeries et deux autres à Monchaux et à Famars, en l'an IV. Les achats furent également aisés pour les marchands de la campagne, accoutumés à se rendre fréquemment à la ville. Il ne faut pas croire qu'ils en eurent le monopole : les cultivateurs de médiocre importance obtinrent aussi leur part et même parfois s'associèrent comme autrefois. Mais la masse des ruraux, les ménagers et surtout les manouvriers, qui avaient joué un si grand rôle de 1791

à 1793 et qui avaient encore réussi, en l'an II et en l'an III, à profiter du morcellement, furent réduits à l'insignifiance. Par là, se manifeste l'importance du mode d'adjudication, quand on étudie la vente des biens nationaux dans ses conséquences sociales.

## VII. - LA TROISIÈME PÉRIODE (suite): LES RÉSULTATS

Au total, il se trouva encore 4.477 acquéreurs paysans contre seulement 2.285 bourgeois, soit à peu près le double : proportion beaucoup plus faible que durant les premières périodes, mais importante encore. Ils obtinrent plus de 16.000 hectares et 106 édifices ou maisons en 5.937 contrats; la moyenne par contrat et par acquéreur n'est guère que doublée par rapport à la deuxième période; il y eut donc encore beaucoup d'achats fort modestes. Les bourgeois prirent plus de 33.000 hectares et 926 constructions en 7.863 contrats, soit deux fois plus de terre que les paysans, et la moyenne par acquéreur, plus de 14 hectares, se trouva plus élevée qu'elle ne l'avait jamais été. En ce qui concerne la terre, la bourgeoisie rétablit ainsi à peu près l'égalité entre elle et les paysans, du moins en apparence, car bon nombre de ses acquisitions n'étaient que des rachats et nous essaierons plus loin d'en tenir compte. Elle l'emporta dans toutes les régions. Les bourgeois de Douai, mieux placés que les autres, achetèrent dix fois plus que les ruraux de l'ancien district; ceux de Lille et de Bergues reprirent leur supériorité; ce fut encore une fois dans la plaine méridionale que les achats des paysans demeurèrent les plus importants.

Comme dans toute la France, les prix furent alors au plus bas. La loi du 28 ventôse an IV avait rétabli l'estimation d'après le revenu net de 1790, compte tenu désormais des charges du fermier, notamment de la dîme et des droits féo-

daux. Mais souvent le bail était expiré et on ne le possédait pas. L'occupéur qui voulait acheter le dissimulait, s'il croyait y avoir avantage. Quelquefois, on ne l'exhibait qu'après l'adjudication, afin de la contester pour cause de lésion, soit pour empêcher le nouveau propriétaire d'entrer en jouissance, soit pour gagner du temps, quand il s'agissait par exemple du bien d'un émigré en instance de radiation. A défaut de bail, le revenu net était évalué à quatre fois la contribution de 1793, mais alors on ne tenait pas compte des charges et le Département accorda plusieurs fois, de ce chef, des diminutions de prix: or, ce procédé donnait en général des résultats très insuffisants. Très souvent, d'ailleurs, le rôle de 1793 avait disparu au cours de l'invasion. On était alors ramené à l'expertise et, presque toujours, dans les cas où on put la contrôler au moyen du bail, représenté au cours d'une contestation, on put constater qu'abstraction faite de la dépréciation des moyens de paiement, elle était aussi très faible; sans doute, les experts opéraient des déductions abusives sous prétexte de tenir compte de la dégradation des domaines et de la baisse de la valeur vénale qui affectait toutes les terres. Le 5 messidor an VI, le Département annula le contrat, passé le 28 germinal an V, de 78 mencaudées d'émigré, à Louvignies-Quesnoy, pour 8.580 l., soit 2.700 l. au plus, valeur réelle: le bail produit portait le prix à 17.233 l. et quand on revendit le 14 ventôse an VII, le même acquéreur paya 21.907 fr., 16 en numéraire. Le 2 thermidor an VII, le Département confirma au contraire une vente dont l'évaluation d'après bail aurait produit 16.729 l. 15 s., tandis que l'expertise n'avait donné que 10.000 l. Le 14 floréal an VI, il ordonna d'enquêter sur la dénonciation du commissaire du Directoire contre des individus de Steenwerck qui avaient fait estimer 1.150 l. trois parties de biens qui en valaient, disait-il, 5.000: en outre, ils les avaient indiquées comme constituant une seule pièce,

sans indiquer le nom du propriétaire et des locataires, et ils s'étaient arrangés pour qu'aucune affiche ne fût apposée à Steenwerck. Le 14 messidor suivant, le commissaire requit contre la vente de deux fermes du prince de Croy, à Quesnoy, vendues en prairial an V. Pour l'une d'elles, le contrat portait une contenance de 28 bonniers : en réalité, elle était de 34 bonniers et demi, soit 10 hectares  $\frac{1}{2}$  de plus, et elle avait été estimée 23.653 l. 10 s., alors que le fermage de 1790 étant de 2.555 l. 5 s., elle eût dû être comptée 56.215 l. 10 s. non compris les charges. « Rien n'a été plus arbitraire que ces expertises », disait plus tard le conseil de préfecture, à propos d'une pièce de terre, sise à Coudekerque-Branche, qui, soumissionnée deux fois, à huit jours d'intervalle, avait été estimée concurremment 396 et 673 l.

Malgré tout, les estimations ne furent pas, dans l'ensemble, aussi insuffisantes que tant de défaillances pourraient le faire croire. Pour 2.067 hectares vendus dans l'ancien district de Lille, du 3 prairial au 10 thermidor an IV, elles furent en moyenne de 1.946 livres, donc supérieures de plus de moitié à celles de 1791-1793. Dans l'ancien district de Cambrai, 1.108 hectares furent évalués 898 l. en moyenne, à peu près deux tiers en sus du prix de 1791-1793. Il est donc évident qu'un grand nombre furent faites d'après les baux et compte tenu des charges.

Mais les estimations les plus loyales étaient illusoires. Au moment où on délivra les premiers contrats, en prairial an IV, le mandat avait déjà perdu les quatre cinquièmes de sa valeur. Or, l'instruction du 6 floréal défendait de tenir compte de cette dépréciation dans le calcul du prix. Si, au contraire, on le ramène à la valeur réelle, on constate que, dans l'ancien district de Lille, l'hectare a été offert à 207 l., et dans celui de Cambrai à 88 l., soit cinq sixièmes de moins que pendant la première période. Heureusement pour l'Etat, la loi du 13 thermidor an IV, en exigeant le paiement du qua-

trième quart en mandats au cours, avec effet rétroactif, limita la perte. Les valeurs moyennes se trouvèrent ainsi ramenées à environ 635 l. dans le district de Lille et 290 dans celui de Cambrai: c'est un peu plus de la moitié de l'estimation qui avait été adoptée pendant la première période. Mais ces estimations étaient maintenant des prix de vente, puisqu'il n'y avait plus d'adjudication, et si on les compare non plus aux estimations, mais aux prix définitifs des précédentes époques, la dépréciation réapparaît comme très considérable. Ces comparaisons d'ailleurs demeurent de médiocre valeur; car, de 1791 à l'an III, les prix avaient été purement fictifs, étant entièrement payés en assignats au pair, tandis que désormais une partie en était acquittée en numéraire ou valeurs au cours. Aussi préfère-t-on la comparaison exacte, quoique limitée, qu'on a pu instituer pour le village de Phalempin. 7 bonniers 4 cents, en 11 contrats, avaient été estimés et vendus, en vertu de la loi du 28 ventôse an IV, 19.785 l., soit, en valeur réelle, 142 l. environ l'hectare. En fait, de par la loi du 13 thermidor, les acquéreurs durent payer 5.815 l. 3 s., valeur réelle, soit 582 l. l'hectare, c'est-à-dire quatre fois plus qu'ils n'avaient supposé. Entre 1791 et 1793, les paysans avaient remis une valeur réelle de 1.252 l. l'hectare et pendant la seconde période 1.277; la dépréciation était donc de plus de moitié. On l'a estimée à un peu moins de moitié en comparant la valeur réelle des estimations de l'an IV, aux estimations de 1791-1793: on peut, à titre d'indication, admettre qu'en fin de compte, l'Etat reçut 50% de moins que pendant les périodes précédentes.

Ce déficit était dû pour une part à la suppression des enchères; néanmoins, quand on les eût rétablies en l'an V, elles ne donnèrent pas de résultats satisfaisants, parce qu'on ne paya plus en numéraire que la moitié des trois quarts de l'estimation, et, encore, en acceptant comme tel les bons du



tiers consolidé. Si l'on observe que les enchérisseurs se mettaient d'accord entre eux, on comprend que le commissaire du Directoire se soit pourvu, à plusieurs reprises, pour « fraude et dol aux intérêts de la nation » à raison de l'insuffisance du prix. Il signala ainsi que, le 8 messidor an VI, on avait vendu à Raimbeaucourt un peu plus de 7 hectares de bois d'émigré, estimés 6.000 l., pour 16.000 l., soit 2.560 l. en valeur réelle, ou 365 l. l'hectare. Quand l'estimation était vicieuse, le résultat était naturellement pire encore. La ferme de Croy, à Quesnoy, fut vendue 56.500 l., le 24 prairial an V, à peine le prix auquel elle aurait dû être évaluée. Il calculait que la partie payable en espèces, étant acquittée en bons du tiers, ne produisait que 5.912 l. 7 s. 6 d.; le reste, en bons de trois quarts, vaudrait au plus 4.477 l. 6 s.: la ferme avait donc été cédée pour 10.390 l., environ 208 l. l'hectare, sans compter qu'on avait négligé d'estimer les arbres. Il aurait pu ajouter que le fermage de 1790, 2.555 l., était lui-même trop faible, car le cessionnaire loua la ferme 3.750 l. en 1806, contributions en sus, estimées au quart du fermage, ce qui au taux de capitalisation adopté par la Constituante, aurait fourni une estimation de plus de 100.000 l.: cet acquéreur avait donc fait un profit de 90%. La loi du 16 vendémiaire an VII, en conservant les enchères, établit enfin le paiement de la totalité du prix en numéraire et la loi du 27 brumaire le conserva pour les biens ruraux. Mais en même temps, cette dernière abaissa l'estimation à huit fois le revenu net de 1790. Encore une fois, le prix moyen de l'hectare ne se releva donc pas comme on avait dû l'espérer. Dans l'ancien district de Lille, pour 860 hectares, il fut de 987 livres et, dans celui de Cambrai, pour 827 hectares, de 368 l. Bien qu'il y eût progrès depuis l'an IV, il demeurerait faible. La loi du 16 floréal an X releva l'estimation à dix fois le revenu net et, grâce au rétablissement du crédit public, les biens se vendirent mieux désormais. De



l'an X à 1810, 215 hectares dans l'arrondissement de Lille produisirent en moyenne 1383 fr. l'un, c'est-à-dire un peu plus de ce qu'on avait probablement payé en valeur réelle pendant la première période; dans le district de Cambrai, la même comparaison fait naturellement ressortir une augmentation plus sensible; 554 hectares s'y vendirent sur le pied de 1.020 fr. en moyenne. Mais, même alors, les biens nationaux ne furent jamais traités comme les autres, leur sort paraissant toujours lié aux chances de la guerre. D'autre part, comme pendant les périodes précédentes, le prix des reventes montre que, dans l'opinion, cette dépréciation officielle était excessive, car les premiers acquéreurs trouvèrent toujours à se défaire des biens nationaux avec un bénéfice souvent considérable.

#### VIII. - RÉSULTATS GÉNÉRAUX DE LA VENTE DES BIENS NATIONAUX

Au total, le nombre des acquéreurs primitifs fut de 23.124, dont 17.618 paysans et 5.506 bourgeois: les premiers obtinrent 71.409 hectares et 375 édifices; les autres 65.772 hectare et 3.564 édifices; en ce qui concerne la terre, les paysans reçurent donc 52% de la superficie aliénée et les bourgeois 48%. Il y eut à peu près trois fois plus d'acquéreurs paysans que de bourgeois: cette proportion devient supérieure au quintuple dans les districts d'Avesnes et de Cambrai, au sextuple dans celui du Quesnoy; elle tombe au double dans le district de Bergues. Les acquéreurs étrangers au département, 169 paysans et 262 bourgeois, ne la modifient guère, mais leur rôle s'amplifie quand on prend en considération les superficies. Si l'on s'en tenait aux seuls habitants du Nord, les paysans seraient beaucoup plus avantagés: ils obtinrent environ 70.000 hectares contre 56.000, soit 56%

contre 44. Les paysans domiciliés l'emportent sur les bourgeois du pays dans les quatre districts du Sud et dans celui d'Hazebrouck : leur avantage est d'un tiers dans ce dernier ; il est proche du double dans ceux d'Avesnes et de Valenciennes et d'environ le quadruple à Cambrai et à Valenciennes. Ailleurs, ils n'obtinrent pas la moitié de la part des bourgeois : dans la ville de Lille même, il se trouva près de 1.000 acquéreurs qui enlevèrent près de 13.000 hectares ; dans celle de Douai, 801 avec 11.200 hectares ; dans celle de Dunkerque, 324 avec près de 5.600 hectares. Malgré cela, il fallut l'intervention des bourgeois étrangers pour rétablir dans l'ensemble du département la situation de la bourgeoisie : ils se firent adjuger près de 10.000 hectares, tandis que les paysans des régions limitrophes n'acquirent que 1.454 hectares.

On n'insistera pas davantage sur ces résultats immédiats des adjudications, parce qu'un certain nombre d'acquéreurs, et justement des plus importants, ne conservèrent pas leurs domaines. C'est ainsi que, dans les nombres qui précèdent, les commissaires des communautés sont comptés comme acquéreurs, alors qu'ils représentaient en réalité une grande quantité de paysans. De même, les grands spéculateurs du Directoire, tels que Desoubry, le fripier, et Claro, l'homme de paille de Paulée, ne gardèrent rien de leurs achats. Il est donc nécessaire de rechercher une approximation un peu plus satisfaisante en tenant compte des partages, cessions et reventes.

Les procès-verbaux d'adjudication, et quelquefois les pièces annexes, en indiquent beaucoup, indépendamment bien entendu des déclarations de command faites séance tenante ou dans le délai prescrit pour qu'elles fussent exemptes des droits d'enregistrement et dont le bénéficiaire doit être considéré comme acquéreur primitif. Mais si l'on s'en tenait là, on en connaîtrait relativement peu et les in-

dications feraient presque entièrement défaut pour la période directoriale, au moment où elles sont le plus nécessaires. Il est heureusement d'autres sources : les décomptes, les états de sections qui indiquent les mutations, les actes de partages ou de reventes conservés dans quelques communes ; deux surtout ont une importance essentielle : les actes de l'enregistrement et les dossiers de l'indemnité versée aux émigrés en vertu de la loi de 1825.

Les actes notariés sont difficiles à atteindre et mal conservés pour la période révolutionnaire ; d'ailleurs un grand nombre de cessions ont été opérées par acte sous seing privé. L'enregistrement, au contraire, nous a conservé une quantité considérable des uns et des autres et, sans doute, plus qu'on n'en a découverts, car il n'indique pas toujours l'origine des biens vendus. Le nom du vendeur, celui de l'acquéreur, la nature du bien éveillent souvent l'attention et permettent de retenir l'acte pour vérifier s'il correspond à une aliénation nationale, mais plus d'une cession doit ainsi échapper aux recherches. Néanmoins la quantité des renseignements fournis par les onze cents registres qui ont été dépouillés est si considérable que cette source apparaît comme de premier ordre. Elle trouve cependant un complément essentiel dans les dossiers du milliard des émigrés car ils étaient tenus d'indiquer, en les constituant, les biens qu'ils avaient antérieurement rachetés. Or, toutes les cessions n'ont pas été enregistrées et une partie l'a été hors du département : ainsi nous échappent presque toutes celles des spéculateurs parisiens, tandis que nous connaissons au contraire bon nombre d'acquisitions réalisées en Belgique ou dans les départements voisins par des habitants du Nord. Les cessions n'ont même pas toujours fait l'objet d'actes réguliers et c'est notamment le cas pour plus d'un acte de partage entre paysans. Aucune enquête, si étendue soit elle, ne peut donc être complète. Mais cette réserve étant d'application presque constante en

histoire économique, on n'a pas jugé inutile de pousser les recherches aussi loin qu'il était matériellement possible et d'en exposer ici les résultats.

En premier lieu, les partages et cessions ont considérablement accru le nombre des bénéficiaires définitifs. Parmi eux, les paysans comptent pour 25.000, soit une augmentation de 8.000. Or, nombre de partages de communautés ne nous étant pas connus dans leur entier, il n'en a pas été tenu compte : aussi peut-on porter ce nombre à environ 30.000, car chaque partage profitait souvent à des centaines d'ayants droit. Quant aux bourgeois, ils passent de 5.506 à 6.353, soit un accroissement de 800 : il est particulièrement sensible pour les bourgeois étrangers au département : 409 au lieu de 262. Au total, il y a plus de 3.000 acquéreurs dans chaque district, sauf dans celui d'Avesnes et dans la Flandre maritime ; dans le district de Cambrai, il s'en trouve près de 7.000 et ce n'est qu'un minimum. On peut donc assurer que 35.000 habitants du Nord devinrent détenteurs de biens nationaux. Tous n'étaient pas des chefs de famille, mais parmi les 170.000 chefs que Dieudonné dénombrait en l'an XII, il est vraisemblable qu'un sixième au moins, et plus probablement un cinquième, comptait parmi les acquéreurs définitifs. Ils appartenaient à toutes les classes de la société. Parmi les paysans, plus de 60% avaient acquis moins d'un hectare et près de 30% de 1 à 5 hectares : en tout plus de 90%, avec 39% de la part des ruraux. Mais près de 2.200 d'entre eux, à peu près 9%, avaient acheté aussi à peu près 39%, en lots de 5 à 40 hectares capables de les rendre indépendants. Moins de 200 avaient obtenu plus de 40 hectares et, au total, environ 22% de la part des campagnes. Parmi les bourgeois, plus de 1.600 s'étaient contentés d'acheter une ou plusieurs maisons. Des acquéreurs de terres, 62% à peu près, acquirent moins de 5 hectares, emportant seulement 7% du lot de leur classe et moins de 30% de 5 à 40 hectares, soit

31% de l'ensemble. 8% environ d'entre eux s'attribuèrent près de 62% des terres restées à la bourgeoisie, en lots de plus de 40 hectares, et parmi ces grands acquéreurs, 122 (2,59%) achetèrent plus de 37%, en parts supérieures à 100 hectares.

La seconde constatation qui s'impose quand on tient compte des cessions, c'est que la part des paysans fut un peu moindre que les actes de vente ne le donnaient à penser : elle se trouve ramenée à 68.703 hectares, tandis que celle des bourgeois passe à 68.434. Comme ces nombres ne peuvent être qu'approximatifs et que, d'ailleurs, nous ne connaissons pas toutes les cessions, il est fort possible que cette dernière soit même devenue supérieure à l'autre : or, les bourgeois ont conservé les maisons et édifices divers dont ils s'étaient rendus acquéreurs primitifs. Tantôt les paysans ont cédé leurs achats en vertu de conventions antérieures ; tantôt ils s'en sont débarrassés parce qu'ils étaient effrayés par la crise révolutionnaire ou appauvris par les malheurs de l'invasion ; tantôt encore ils ont revendu à l'émigré rentré, de bon gré ou autrement. Si puissants que fussent les bourgeois du Nord, ils firent peu pour modifier la balance. Leur part augmenta dans les districts de Bergues et d'Hazebrouck, dans ceux de Cambrai et de Valenciennes, mais elle diminua dans les autres, notamment dans ceux de Douai et de Lille dont les spéculateurs revendirent n'importe où. Dans l'ensemble, les bourgeois du Nord, s'ils ont augmenté en nombre parmi les acquéreurs, ont vu leur part diminuer légèrement. Ce sont les bourgeois étrangers qui ont profité des cessions, notamment ceux qui résidaient en Belgique : or, la plupart étaient des émigrés qui rachetaient leurs biens. Ainsi se pose une question essentielle : convient-il de compter au bénéfice de la bourgeoisie les rachats d'émigrés et même, ces émigrés étant, pour une part notable, des bourgeois ou s'étant confondus, dans l'ordre nouveau, avec la bourgeoisie, leurs

biens, si important qu'en fût le transfert en d'autres mains, au point de vue politique, constituaient-ils pour cette dernière un véritable gain, au point de vue social? Nous insisterons plus loin sur ce point, mais comme les études, déjà publiées dans d'autres régions de la France sur la vente des biens nationaux, répondent implicitement par l'affirmative, nous poursuivrons provisoirement cette étude, comme si cette solution nous paraissait juste, afin qu'elle continue à offrir un point de comparaison.

Combien, parmi les acquéreurs définitifs, était-il de paysans qui accédaient pour la première fois à la propriété? C'est une des questions les plus importantes et les plus controversées. On a représenté que la plupart des acquéreurs devaient être déjà propriétaires, attendu que pour acquérir et gérer un bien de quelque importance, il fallait des avances et surtout une capacité qui supposaient la possession d'une propriété si petite fût-elle. Il est évident que, pour le Nord, ce raisonnement n'a aucune valeur. En premier lieu, beaucoup de paysans qui ne possédaient rien exploitaient, de père en fils, une ferme plus ou moins grande: il ne leur manquait rien pour passer au faire-valoir direct, même pas l'argent, surtout si on leur accordait délai. D'autre part, un grand nombre de ménagers et de manouvriers désiraient arrondir leur courtil ou obtenir un lopin pour se bâtir une maison: ils étaient à la hauteur de cette tâche et plus d'un, pour avoir été valet de ferme, pouvait diriger une exploitation de moyenne importance. C'est ce qu'ont pensé les assemblées révolutionnaires et leur tentative n'avait rien de chimérique: on peut seulement objecter que leurs mesures n'ont pas toujours été assez favorables aux petits pour qu'elle réussît pleinement, en sorte que les paysans du Cambrésis furent obligés de se pourvoir eux-mêmes.

Pour en venir aux faits, l'enquête est malheureusement très difficile parce qu'on ne possède qu'un petit nombre



d'états de sections et de rôles de l'époque révolutionnaire et qu'il n'existe de série complète pour aucune commune. On est obligé de limiter aux documents de la fin de l'Ancien Régime et de 1791 la comparaison avec les listes d'acquéreurs; comme les achats se répartissent sur une dizaine d'années, on n'est jamais certain que, depuis 1791, les bénéficiaires n'étaient pas déjà devenus propriétaires par une autre voie, en sorte que la proportion de nouveaux propriétaires qu'on indiquera doit être considérée comme un maximum, sans qu'elle soit vraisemblablement très supérieure à la réalité. D'autre part, on ne possède aucun document qu'on puisse rapprocher des actes de partage qui subsistent pour le Cambrésis, où les nouveaux propriétaires ont été certainement très nombreux; enfin le district de Valenciennes n'est pas représenté dans les résultats qu'on va énoncer. On a dû, en résumé, se borner à étudier 67 communes, principalement situées dans les districts de la Flandre, c'est-à-dire dans la région où les paysans ont acheté le moins. Il résulte de cet examen, comme on pouvait s'y attendre, qu'en général (la plaine maritime fait seule exception), les acquéreurs définitifs comptent plus de nouveaux propriétaires que les acquéreurs primitifs: les adjudications ne furent donc pas seules à en créer; il en apparut beaucoup d'autres, au fur et à mesure que les reventes morcelèrent les domaines et ce mouvement dut se continuer sous l'Empire. En second lieu, le nombre des nouveaux propriétaires varie selon les régions. Dans le pays herbager, où la propriété paysanne était assez forte, on en trouve seulement 28% parmi les acquéreurs primitifs de neuf communes des districts d'Avesnes et du Quesnoy et 33% parmi les acquéreurs définitifs. Dans la plaine, les proportions sont beaucoup plus fortes: 51 et 53% dans huit communes dont aucune, pourtant, n'a bénéficié d'un partage de communauté. En Flandre, la proportion croît encore dans les régions où la propriété paysanne était particulièrement

faible. Dix communes de l'Ostrevent occidental et de la vallée de la Scarpe présentent 62% de propriétaires nouveaux parmi les acquéreurs primitifs et 65% parmi les acquéreurs définitifs. Six communes de la plaine maritime donnent 75 et 74%. Dans le district de Lille, les moyennes sont plus faibles: 39 et 48%, et dans le pays au bois où la propriété paysanne était très développée, on retrouve celles du Cambrésis, 52 et 53%. Comme l'étendue des biens nationaux variait beaucoup de village à village, il est malaisé de généraliser, l'enquête étant du reste fort étroitement limitée, mais si l'on admet que 30.000 paysans acquièrent des biens nationaux, il n'est pas exagéré de supposer parmi eux un tiers de propriétaires nouveaux. A cette conséquence, souvent remarquée de la vente des biens nationaux, s'en ajouta une autre d'importance au moins égale. En 1789, le paysan s'attachait plutôt à demander le démembrement des exploitations: il fut partiellement réalisé et aux paysans devenus propriétaires vinrent s'ajouter ceux qui avaient pu obtenir une occupation ou arrondir celle qu'ils cultivaient déjà; on ne peut examiner cet aspect de la question en fonction des listes d'acquéreurs, mais la transformation des exploitations qui sera étudiée plus loin, n'a pas d'autre origine.

Dans cette répartition définitive, telle qu'on a pu l'établir, les paysans manifestent une préférence marquée pour les biens des cures et des fabriques dont ils ont acquis 70% en moyenne et beaucoup plus dans certains districts, ensuite pour les autres biens du clergé (55%) et des pauvres ou hôpitaux (52%), tandis qu'ils n'ont absorbé que 34% des biens d'émigrés. Les biens des cures, des fabriques et des tables des pauvres leur convenaient particulièrement parce qu'ils étaient formés généralement de très petites pièces de terre. L'insuffisante application des lois de 1793, la vente des deux tiers des domaines d'émigrés sous le régime des lois du Directoire, à Douai, loin de l'humble paysan, expliquent,

tout autant que les considérations d'opinion, la place médiocre que tiennent ces terres dans la part des paysans. Quant à la répartition géographique, elle ne donne pas de résultats différents de ceux qu'a suggérés l'étude de la marche des ventes. Dans la plaine méridionale, les paysans l'emportèrent nettement. Près de la moitié du district de Cambrai, 34.000 hectares, soit 44% de la superficie, changea de mains. Les paysans acquirent 64% des terres vendues, soit 28% du district, ne laissant aux bourgeois, domiciliés ou étrangers, que 35%, soit 15% du district. Leur prépondérance n'est guère moindre plus à l'Est, mais l'étendue des biens aliénés est bien inférieure, l'Etat ayant conservé pour lui les forêts. Dans le district du Quesnoy qui joignait la forêt et l'herbage à la grande culture, on ne vendit que le quart de la superficie: plus de 60% allèrent aux paysans et 39% aux bourgeois, respectivement 15 et 10% de l'étendue du district. Dans celui d'Avesnes, tout entier herbager et forestier, l'Etat ne céda que 12% de la surface: près de 62% passèrent aux paysans contre 37,5, soit 7,5 et 4,5 de l'arrondissement. Dans ces trois circonscriptions, les biens nationaux se sont donc partagés entre les deux classes suivant une proportion à peu près constante: un peu plus d'un tiers aux bourgeois; un peu moins des deux tiers aux paysans, bien que la modification apportée effectivement à la répartition de la propriété soit très variable, la proportion du sol aliéné allant du simple au double quand on passe du district d'Avesnes à celui du Quesnoy, et presque au quadruple de celui d'Avesnes à celui de Cambrai.

Dans les districts de Douai et de Valenciennes qui englobaient des régions très différentes: extrémité de la plaine, Ostrevent, plaine de la Scarpe et partie de la Pévèle, près d'un tiers du pays a été vendu, bien que l'Etat ait gardé aussi des forêts étendues. Les paysans l'emportèrent d'abord dans celui de Valenciennes et tinrent tête aux bourgeois dans

celui de Douai, puis, sous le Directoire, ils eurent partout le dessous. Finalement, ils recueillirent dans le premier 47% contre 53 (14 et 16% du district), et dans le second 43% contre 57 (14 et 18%). Ce sont là des régions de transition, car les trois autres districts de la Flandre s'opposent nettement à ceux du Sud. D'abord la superficie qui changea de propriétaires fut beaucoup moindre. Dans celui de Lille, elle se tient encore à 22,6%, à cause du grand nombre d'émigrés, mais elle descend à 12,75% dans celui d'Hazebrouck et à 16,8 dans celui de Bergues. Les paysans et les bourgeois se partagèrent les terres dans une proportion sensiblement égale encore une fois : 35% contre 65 dans le district de Lille, 37 contre 63 dans celui d'Hazebrouck, 32,5 contre 67 dans celui de Bergues. Ces districts sont donc comme l'envers des districts méridionaux : les bourgeois y obtinrent à peu près deux fois plus de terres que les paysans, mais l'importance de leur succès fut considérablement réduite par la médiocre étendue des biens vendus et ils gagnèrent seulement à peu près 15% du district de Lille, à peu près 11% de celui de Bergues et 8% de celui d'Hazebrouck contre 7,8, 5,2 et 4,6 aux paysans.

D'après cela, on ne peut pas dire qu'en règle générale, les paysans ont surtout acquis dans les régions où ils étaient déjà favorisés. Cette proposition assez exacte pour la région herbagère ne se vérifie pas dans le pays au bois. De même, si les paysans ont peu acquis dans la plaine maritime où, avant la Révolution, ils avaient moins de terres que partout ailleurs, ils ont complètement triomphé dans la plaine méridionale où ils étaient également peu avantagés. Ce sont les modalités de la vente qui ont principalement déterminé la répartition, non l'indifférence qu'on attribue à la masse des sans propriété, et, par modalités de la vente, il faut entendre moins encore les dispositions légales que les circonstances créées par la population rurale elle-même. Les paysans du

Cambrésis et du Hainaut obtinrent la majorité des terres parce qu'ils étaient résolus à les prendre et ils auraient fait mieux encore si l'invasion n'était pas venue briser leur élan révolutionnaire; ceux des Flandres furent réduits à la portion congrue parce qu'ils restèrent désunis et inertes et abandonnèrent la carrière à la bourgeoisie. En définitive, le mouvement agraire de 1789, sourdement continué jusqu'en 1793, a laissé, dans la répartition des biens nationaux, une trace ineffaçable et assuré, aux paysans qu'il avait soulevés, la part du lion.

Dans l'intérieur de chaque district, l'attraction des grandes villes exerça une influence assez marquée. Autour de Douai, toutes les communes donnent la majorité aux bourgeois et souvent très forte: 70% des biens vendus à Courchelettes et à Cuincy, plus de 80% à Esquerchin, plus de 90 à Lambres. L'influence de Valenciennes est également assez sensible à St-Saulve (plus de 70% aux bourgeois), Curgies, Marly et Azin (plus de 60%). Celle de Lille surtout fut puissante: plus de 50% aux bourgeois à Mons-en-Barœul, plus de 60 à La Madeleine, de 70 à Esquermes, Wazemmes, Marcq, Emmerin, plus de 80 à Fives, Hellemmes, Loos, Ronchin, St-André, plus de 90 à Lomme et Lambersart. Mais pour les villes d'importance moyenne, l'attraction urbaine s'atténue beaucoup et très nombreux sont les villages de leur voisinage où les paysans obtiennent des terres. En général, quand on répartit les villages en deux groupes suivant que paysans ou bourgeois y ont la majorité, on obtient une réplique à peu près exacte des proportions qui précèdent. Les paysans l'obtiennent dans 65 villages sur 95 du district de Cambrai (68%); dans 56 sur 96 du district du Quesnoy (58%); dans 67 sur 93 du district d'Avesnes (72%). En Flandre, la bourgeoisie l'emporte dans 85 villages sur 127 du district de Lille (67%); dans 38 sur 56 du district d'Hazebrouck (68%); dans 45 sur 58 du district de Bergues (77%).



Dans les districts intermédiaires, cette statistique précise les affinités, bien que tous deux donnent aux bourgeois la majorité de la superficie totale : celui de Douai la lui accorde dans 37 villages sur 62 (60%), en sorte qu'il s'agrége par là au reste de la Flandre, tandis que celui de Valenciennes l'attribue au contraire aux paysans dans 44 sur 84 (52%), ce qui le rattache aux autres districts du Hainaut et du Cambrésis.

Ainsi la Flandre s'apparente à la plupart des régions de la France, déjà étudiées, où la prépondérance de la bourgeoisie s'est trouvée affirmée, tandis que le Hainaut et le Cambrésis éveillent le souvenir des conclusions de M. Loutchisky sur la région voisine du Laonnais. Mais il nous reste à suggérer une correction qui modifie, dans un sens singulièrement favorable aux paysans, les résultats que nous venons de présenter, en nous en tenant aux principes généralement adoptés, et qui, peut-être, appliquée dans d'autres régions, apporterait aussi d'importants changements à ceux que l'on regarde comme acquis.

#### IX. - LA QUESTION DES BIENS D'ÉMIGRÉS ET LA VÉRITABLE RÉPARTITION DES BIENS NATIONAUX

Bien qu'on reconnaisse dans toutes les régions qu'une part étendue des biens d'émigrés a été rachetée par eux, on ne laisse pas cependant de porter ces acquisitions à l'actif de la bourgeoisie, comme nous l'avons fait nous-même jusqu'ici. Dans le Nord, sur un peu plus de 35.000 hectares de biens d'émigrés, il en a été racheté au moins 8.556, soit à peu près le quart. Il est vrai que notre département a vu émigrer des grands fermiers et de simples ménagers; on vendit 719 hectares qui provenaient d'eux et ils en ont racheté 368, soit la moitié. Mais des nobles et les bourgeois, comme on pense,



avaient bien d'autres brèches à combler dans leur patrimoine. Sur près de 30.000 hectares de biens nobles, environ 7.000, c'est-à-dire près d'un quart, ont été rachetés par les anciens propriétaires; les bourgeois émigrés ont récupéré 1.188 hectares sur 4.410, soit plus du quart. Il est de toute évidence que, pour apprécier les gains respectifs des paysans et des bourgeois, on ne peut pas faire entrer en ligne de compte ces biens qui n'ont pas changé de mains et qu'il faut les déduire de leurs parts respectives. Celle des paysans, faiblement atteinte, demeure supérieure à 68.000 hectares, mais celle des bourgeois tombe à moins de 61.000: l'écart est dès lors de 8.000 au profit des paysans. Bourgeois et nobles demeurent acquéreurs d'à peu près 3.500 maisons ou édifices divers et l'on peut admettre, si l'on veut, que leur valeur compense ou dépasse celle de cet avantage foncier; mais, pour les paysans, peu importait: dès à présent, il est manifeste qu'ils acquièrent 53% des terres qui changèrent réellement de mains. Dans les districts d'Avesnes, de Cambrai et de Valenciennes, au Sud, dans celui de Bergues, au Nord, la part des bourgeois par rapport à l'étendue de l'arrondissement territorial ne diminue que d'une fraction inférieure à 1%; mais le retranchement est supérieur à 1% dans ceux d'Hazebrouck et de Douai, et à 2% dans celui du Quesnoy; il atteint presque 3% dans celui de Lille où leur part tombe de 14,7 à 11,8.

D'autre part, tous les émigrés dont la bourgeoisie a acheté les biens n'étaient pas des nobles, comme on vient de le rappeler. Pourtant quand un bourgeois acquérait ainsi les terres ou les maisons d'un autre bourgeois, on admet qu'il accroissait d'autant les propriétés de sa classe et on les fait également entrer dans la balance des gains respectifs. Certes, il n'est pas indifférent pour la société et pour la bourgeoisie elle-même que ces capitaux aient changé de mains et passé souvent à de « nouveaux riches »; ils infu-

saient à leur classe une énergie, un esprit d'entreprise et d'expansion que perdent rapidement les familles dont la fortune est consolidée. Et, au point de vue politique, ce transfert a créé au sein de la bourgeoisie nouvelle une scission profonde qui a favorisé les partis libéraux et démocratiques. Mais enfin, en face des paysans, il est évident, encore une fois, que la richesse de la bourgeoisie n'en était pas accrue dans son ensemble. De même qu'il faut retirer du gain des paysans, les biens qu'ils ont acheté au détriment d'autres paysans, en quantité d'ailleurs insignifiante (240 hectares), de même aussi faut-il déduire de celui des bourgeois, les 1.852 hectares et les 640 maisons qui provenaient d'autres bourgeois. Il y a plus : bourgeois et paysans ont perdu une certaine quantité des biens qu'ils possédaient en 1789, tout aussi bien que les privilégiés : des bourgeois ont acquis 110 hectares de terres au préjudice de paysans émigrés ; les paysans 1.370 hectares en provenance d'émigrés bourgeois. Ces pertes ont compensé, dans quelque mesure, les avantages réalisés par ailleurs, et il est indispensable d'en tenir compte. Ces réductions et ces compensations opérées, le gain des paysans demeure à peu près égal à 68.000 hectares, mais celui de la bourgeoisie se trouve ramené à 57.000, plus 2.700 maisons et édifices. Les gains respectifs étant cumulés, le premier est au second comme 55 est à 45 ; par rapport à la superficie du département entier, les paysans ont gagné 11,7 %, les bourgeois 9,8 seulement.

Mais on est en droit d'aller plus loin encore. Certes, quand la terre du noble passa aux bourgeois, ce fut à grand profit pour le paysan. Le domaine nobiliaire n'était pas de main-morte, mais il ne l'entamait pas facilement. Le droit successoral ne le fragmentait pas et son propriétaire ne se ruinait pas souvent au XVIII<sup>e</sup> siècle à tel point qu'il fût obligé de le vendre tout entier. Entre les mains du bourgeois, il se trouva exposé à toutes les vicissitudes qu'imposaient souvent à la

fortune de son nouveau possesseur, non seulement le droit successoral, devenu d'ailleurs le même pour tous, mais les risques de l'industrie et du commerce ou des placements mobiliers : le paysan pouvait compter que son jour viendrait bien plus vite. Il n'était pas non plus indifférent pour lui, quand il avait acheté le bien d'un noble, que le bourgeois en eût fait autant : il pouvait être sûr qu'on ne le lui reprendrait pas facilement, dès qu'il avait ainsi un protecteur influent, à coup sûr involontaire, mais fidèle par intérêt. Enfin, au point de vue politique encore, l'achat des terres nobiliaires par la bourgeoisie mit aux prises nobles et roturiers au sein de la bourgeoisie nouvelle et l'empêcha longtemps, même après la loi de 1825, de constituer une aristocratie homogène et résolument conservatrice. Cependant, dès avant la Révolution, que la terre lui fût louée par un noble ou par un bourgeois, peu importait au paysan : les conditions étaient exactement les mêmes et ce qu'il voulait enlever au noble, c'était son pouvoir et ses droits seigneuriaux, non ses terres dont il ne songeait point à lui contester la propriété, si bien qu'il hésita à les acquérir quand on les lui offrit. Pour le rural, tous ces citoyens formaient bloc, en tant que bailleurs ; à cette unité d'ordre économique, la Révolution ajouta bien une unité d'ordre juridique, en effaçant la distinction entre nobles et roturiers, mais la situation des preneurs n'en fut en rien modifiée. Seuls, les biens ecclésiastiques se distinguaient à cet égard, parce que les baux étaient résiliés à la mort du bénéficiaire et parce qu'ils demeuraient hors du commerce. Quand donc un paysan acquérait le domaine d'un émigré, bourgeois ou noble, c'était pour sa classe un gain, comme lorsqu'il achetait un bien du clergé ; mais, quand il passait d'un noble à un bourgeois, la richesse foncière des maîtres qui lui louaient la terre ne pouvait pas, à ses yeux, se trouver accrue : elle n'augmentait que si le noble ou le bourgeois prenait sa part des domaines ecclésiastiques. S'il

reste donc bien vrai que les conséquences des confiscations révolutionnaires nous échapperaient en partie si nous ne déterminions dans quelle proportion les biens des nobles ont passé aux bourgeois d'Ancien Régime, il n'en est pas moins exact que, du point de vue des paysans, on n'en mesure pas non plus exactement l'importance si on laisse le bénéfice de ces achats à la bourgeoisie nouvelle. C'est ce qu'on aperçoit bien quand on compare, d'après les états de sections de 1791 et de l'an X, le total des terres qui appartenaient à l'ensemble des nobles et des bourgeois: il arrive que, malgré les achats considérables des bourgeois, ce total a diminué dans l'intervalle. Or, si l'on ôte à la bourgeoisie nouvelle le bénéfice des terres nobiliaires, son gain est ramené à moins de 34.000 hectares, plus 2.164 maisons et édifices divers. Celui des paysans ressort, dès lors, au double de celui des bourgeois: telle est notre conclusion définitive.

Si l'on étudie, d'après ces principes, la répartition des biens nationaux dans chaque commune, on constate qu'à l'exception de celui de Bergues où le gain de la bourgeoisie nouvelle reste supérieur à 6,5% de la superficie de l'arrondissement, contre 5% seulement aux paysans, tous les districts donnent la supériorité aux paysans: leur avantage est presque du triple dans celui de Cambrai, du quintuple dans ceux du Quesnoy et d'Avesnes; il est à peu près du double dans ceux de Lille et d'Hazebrouck; c'est dans les districts de Douai et de Valenciennes qu'il demeure le plus médiocre: un peu moins de 2% dans le premier, un peu plus de 2% dans le second, par rapport à la superficie du district. Dans ceux de Cambrai et du Quesnoy, un cinquième des communes conservent la suprématie à la bourgeoisie nouvelle; dans celui d'Avesnes, un sixième seulement; dans ceux de Douai, de Valenciennes, de Lille et d'Hazebrouck, un tiers; dans celui de Bergues, moins de la moitié. Mais le résultat le plus caractéristique, c'est que, dans nombre de communes,

la bourgeoisie nouvelle, loin d'être en gain du chef de la vente des biens nationaux, possède moins de terre qu'avant la Révolution, si du moins on fait abstraction des autres causes qui ont pu modifier la répartition de la propriété: on en compte 21 sur 101 dans le district de Cambrai, 28 sur 84 dans celui du Quesnoy, 22 sur 93 dans celui d'Avesnes, 40 sur 123 dans celui de Lille; la proportion ne s'abaisse que dans les districts de Douai et d'Hazebrouck (13 sur 55 et 13 sur 62), dans celui de Valenciennes (13 sur 84) et surtout dans celui de Bergues où on n'en compte que 6 sur 59.

Ces conclusion pourront surprendre, car on n'a pas accoutumé d'étudier, suivant cette méthode, la vente des biens nationaux; mais c'est qu'on ne la rapproche pas des documents fonciers de l'époque consulaire; l'étude que nous leur consacrerons dans un prochain chapitre achèvera de les justifier.

## CHAPITRE III

### LA DIVISION DU SOL (suite): LE PARTAGE DES BIENS COMMUNAUX; LES DOMAINES ENGAGÉS; LES VENTES PARTICULIÈRES; LES PARTAGES SUCCESSORAU

#### I. - LA QUESTION DES BIENS COMMUNAUX JUSQU'À LA LOI DU 10 JUIN 1793

A la veille de la Révolution, la question des biens communaux était une de celles qui préoccupaient le plus la population des campagnes; l'agitation n'en fut pas moins accrue par la restitution des triages dont il fallait régler la destination et par l'enquête qu'ordonna la Constituante et qu'ouvrit, dans le Nord, la circulaire du 30 octobre 1790; une assemblée d'habitants devait donner son avis sur le mode de jouissance actuellement en vigueur; c'était un supplément au cahier de doléances que la communauté était invitée à rédiger, mais la municipalité paraît avoir répondu souvent de son propre chef sans consulter les habitants. La Constituante s'était réservé de statuer. Mais les conseils généraux, une fois installés, n'en eurent pas moins à examiner bien des modalités de la jouissance qui pouvaient sembler secondaires, mais avaient un intérêt essentiel pour les paysans.

Dans la région forestière, on mit en discussion la répartition du bois, la paisson et, comme partout, le prélèvement



des frais communaux sur les fonds de la massarderie. Trélon se prononça ainsi pour la répartition par feu, commun ou non; à Fourmies, on décida que la massarderie n'aurait plus à payer que l'entretien des biens communaux. Le District proposa de promulguer un règlement pour étendre ces réformes à toutes les communes; il voulait aussi protéger les nouveaux chefs contre toute exclusion. Le partage du bois fut plus tard réglementé par la loi du 26 nivôse an II, qui ordonna de le faire par tête. Quant à la paisson, le District désirait la surbordonner à une expertise annuelle, et, à Trélon, on la réglementa. Mais, comme on l'a dit, tous les efforts, à cet égard, furent vains. On ne put pas empêcher non plus les municipalités de se mettre en possession de la réserve forestière.

Dans les villages où les communaux étaient susceptibles de partage, l'enquête de 1790 ne manifesta pas un grand esprit de changement. En Hainaut, beaucoup ne répondirent pas ou se bornèrent à envoyer la liste de leurs biens; presque tous les autres se prononcèrent pour le statu quo, sous réserve parfois de quelques concessions proposées en faveur des pauvres. C'était la bourgeoisie rurale qui constituait la plupart des municipalités: elle désirait maintenir la paisson commune ou la location; contre le partage ou la vente, elle reproduisit quelquefois les arguments habituels. Dans la région des marais, les villages à portions ménagères se prononcèrent aussi presque toujours pour le statu quo. Cependant les cahiers des bailliages avaient demandé à rétablir le pâturage: peu de communes reprirent ce vœu; les habitants n'auraient certainement pas permis aux municipalités d'approuver sur ce point l'œuvre de la bourgeoisie qui avait dominé aux assemblées de bailliage. Mais le véritable sentiment de celle-ci réapparut dans les villages où le partage n'avait pas été effectué: les municipalités s'y prononcèrent aussi pour le statu quo, en répétant, avec acrimonie,

les reproches ordinairement dirigés contre les pauvres. Il en alla de même pour les marais qui demeuraient en grande partie consacrés au rouissage et, certainement, les municipalités s'y trouvèrent les interprètes fidèles d'une part notable du petit peuple; le tourbage aussi, comme on l'a dit, était redevenu général et c'était une ressource dont on ne devait pas souhaiter la disparition.

Cependant bien des indices montrent que le sentiment égalitaire s'était réveillé partout et qu'on était obligé de lui faire des concessions. Bon nombre de municipalités proposèrent d'établir, et parfois instituèrent effectivement, au profit des habitants qui ne pouvaient jouir du pâturage ou du marais, une taxe par tête de bétail ou une redevance pour le rouissage. A Trith, l'assemblée des habitants admit même qu'on pourrait se servir du produit pour acheter du bétail qu'on distribuerait aux pauvres. A Capelle, district du Quesnoy, la municipalité demanda que les pauvres qui n'avaient pas de vache fussent avantagés dans la répartition des revenus. A Mecquignies, elle observa qu'ils n'avaient en fait aucune part dans la jouissance et, à Montigny-en-Ostrevent, que le pâturage ne profitait qu'aux gens aisés; celle de Pont-sur-Sambre décida de le limiter à une vache ou « deux aumailles », par habitant « riche ou pauvre », le pauvre privé de bétail étant autorisé à louer son droit.

D'autre part, l'emploi des revenus fut critiqué ou réformé dans un certain nombre de villages. Dès le 4 juillet 1789, la municipalité d'Orchies s'était résignée à les distribuer, moyennant quoi, en 1790, les habitants s'abstinrent de réclamer le partage en portions ménagères. Celle de Marcq-en-Ostrevent décida, comme celle de Fourmies, de n'en retenir que les frais de gestion, en mettant toutefois un quart du produit net en réserve pour les mauvaises années. Anhiers et Lallaing blâmèrent également leur emploi à l'acquit des charges locales.

Dans les communes à portions ménagères, les détenteurs se plaignirent souvent que quelques-uns d'entre eux vendissent leur part au lieu de la cultiver et, à Wandignies, en 1790, on limita la concession des portions à quinze ans avec défense de les louer pour plus de trois ans. Dans l'ensemble, on paraît avoir estimé qu'il convenait de laisser la propriété éminente à la collectivité. De même, il est rare qu'on demande la suppression de la redevance qui en témoignait. Cependant, les portionnaires émirent çà et là des vœux en faveur de l'hérédité des lots en ligne directe et, plus ordinairement, refusèrent de procéder à un nouveau partage qui aurait permis de pourvoir les nouveaux ménages : maintenant qu'ils étaient en possession, ils sentaient s'éveiller en eux une âme de propriétaire et ce petit fait éclaire la transformation qu'opérèrent, dans les idées de beaucoup de paysans, les ventes et les partages révolutionnaires ; tout au moins formaient-ils maintenant, par rapport aux nouveaux venus, une petite bourgeoisie rurale, une bourgeoisie d'usufruit. Ils avaient d'ailleurs de bons arguments à leur opposer puisqu'ils payaient, en principe du moins, une redevance au profit des surnuméraires ; que leurs enfants prendraient rang aussi un jour parmi ces derniers et surtout qu'ils avaient mis le sol en culture, les portions n'ayant pas en général dix ans d'existence. En outre, il faut reconnaître qu'ils se montrèrent conciliants et ne manifestèrent pas l'exclusivisme jaloux qu'on se plaît souvent à juger naturel chez les nouveaux propriétaires. A Herrin, le 26 avril 1791, on attribua à quatre ménages des portions nouvelles à prendre sur les biens jusque-là mis en location. A Tilloy, 35 habitants reçurent une part, en 1793, sur la partie commune. Alnes et Vred admirèrent qu'on employât le tiers seigneurial recouvré à pourvoir les postulants. A Lauwin-Planque, on proposa même un nouveau partage que le Département interdit. Naturellement, on se montra moins

bien disposé à l'égard des étrangers qui venaient prendre domicile dans la commune, attirés justement par les portions ménagères : mais l'édit de 1777 les réservait aux natifs ; nantis ou surnuméraires, ces derniers défendaient leur privilège, principalement dans l'intérêt de leurs enfants. A Gondecourt et à Marquillies, ils ôtèrent même leurs portions au curé et au vicaire. Mais les nouveaux domiciliés étaient contribuables et constituaient une portion, souvent importante, du corps électoral. Le Département finit par intervenir en leur faveur auprès de l'Assemblée nationale et le District de Douai se prononça pour leur admission après cinq ans de domicile.

Ainsi, graduellement l'égalité dans le partage s'instituait. Ce fut le Département qui, ayant défendu le 30 octobre 1790, toute innovation jusqu'à décision de la Constituante, résista le plus longtemps. Toutefois, on observera que le partage par feu ne trouva pas beaucoup d'opposants : le procureur de Flines s'éleva contre ce mode et les municipalités d'Auby et de Saighin-en-Weppes recommandèrent le partage par tête comme le plus équitable, mais on ne connaît pas d'autre exemple. On avait raison de soutenir que le partage par tête comporterait promptement tout autant d'injustice si on ne le remaniait continuellement et qu'on ne le concilierait avec le principe de l'usufruit qu'au prix d'une réglementation compliquée, mais il est assez surprenant qu'aucune proposition n'ait été faite de dédommager les pères de familles nombreuses.

Si les surnuméraires et les nouveaux domiciliés réclamaient ainsi leur part dans les communes à portions ménagères, il aurait été bien étrange que, dans les autres, les paysans dépourvus de propriété n'eussent pas demandé à prendre possession d'une part au moins des biens communaux et, de fait, ils cherchèrent à s'en rendre maîtres en procédant, dans chaque région, suivant les habitudes que l'ad-

ministration d'Ancien Régime avait fait prévaloir. En Flandre wallonne, ils réclamèrent la division en portions ménagères, d'autant plus naturellement qu'elle était légale puisque le Département maintenait l'édit de 1777. On vit donc se renouveler le conflit entre les grands cultivateurs, demeurés très influents dans les municipalités, et la masse rurale. A Fretin, où le partage imminent avait provoqué une émeute en 1789, les fermiers, encouragés par la répression, persistèrent à l'ajourner indéfiniment et, en septembre 1790, les troubles recommencèrent; la foule se montra décidée à partager elle-même le marais, comme elle l'avait voulu faire l'année précédente et à expulser les locataires. Le District de Lille dut envoyer des commissaires qui ménagèrent un accord: le conseil général consentit au partage pourvu qu'on respectât les baux; les fermages seraient payés exactement faute de quoi les locataires ne participeraient pas au partage. Mais le Département fit attendre son approbation et le maire, avec deux officiers municipaux, en profita pour réclamer de nouveau la location. Trois autres officiers et neuf notables protestèrent, et le 21 janvier 1791, firent confirmer la transaction du 27 septembre. Puis le Département, se déjugant, ordonna une nouvelle assemblée d'habitants: ceux-ci demeurant inébranlables, les opposants se bornèrent à demander qu'on louât du moins cinq bonniers, probablement pour diminuer d'autant les charges communales. Mais cette fois le Département se décida à passer outre. A la fin de 1790, l'agitation était très vive dans la région des marais et le District de Lille proposa au Département de publier une circulaire pour essayer de la calmer. A Provin, en octobre, les fermiers du tiers seigneurial se plainquirent d'être continuellement vexés et, le 24 mai 1791, le partage en fut opéré. Bauvin demanda aussi le partage du triage et Bouvines, celui de tout le marais. A La Bassée, l'assemblée des habitants vota enfin la division si souvent réclamée avant 1789, mais



ce fut seulement le 19 octobre 1791 que le Département donna son autorisation, à la condition expresse de maintenir les baux. A Haubordin, le conseil général résolut de louer comme auparavant 23 bonniers défrichés en 1768. Certains habitants soutinrent qu'il fallait les remettre en tourbière pour le chauffage des pauvres ou les diviser en portions ménagères. On en vint aux injures et aux menaces. Le District, pour mettre fin aux troubles, ordonna de louer pour un an seulement et de réunir une assemblée: 170 voix sur 192 approuvèrent la location avec partage du produit par feu; ce fut le seul succès, semble-t-il, à l'actif des adversaires du partage. En 1791, Ennevelin, à son tour, le vota par 148 voix contre 23; Wattignies et Salomé décidèrent celui lu triage et l'exécutèrent au début de 1793; à Sainghin-en-Weppes même, une partie des habitants tentèrent deux fois, à en croire la municipalité, de se partager eux-mêmes le marais pour le défricher. Les événements suivirent le même cours dans le district de Douai. A Marchiennes, dès la fin de janvier 1790, le conseil général décida de préparer le partage. Le procureur de la commune, membre du magistrat sous l'Ancien Régime, protesta en invoquant les motifs coutumiers et, de plus, l'impossibilité de tailler 1.800 à 1.900 parts. Son opposition ne demeura pas isolée, mais les portions ménagères furent distribuées et leurs adversaires firent plus tard casser l'opération par la jointe autrichienne. Aubigny-au-Bac et Montigny-en-Ostrevent se prononcèrent aussi pour l'application de l'édit de 1777, lors de l'enquête de 1790, mais les administrations supérieures ajournèrent leur décision, parce que ces communes demeuraient dans l'indivision avec leurs voisines; en avril 1792, les habitants d'Aubigny entreprenaient le partage de leur propre autorité. Les municipalités de Bouvignies et de Flines s'étaient prononcées au contraire pour le statu quo, la dernière, avec un luxe d'arguments qui témoignaient d'une inquiétude bien fondée, car la division



n'avait été écartée qu'avec difficulté jusque-là et, dès mars 1791, des habitants protestaient auprès du Département; en janvier 1792, les portions ménagères l'emportèrent enfin dans les deux villages; à Bouvignies, elles obtinrent 94 voix contre 21; à Flines, sur 500 chefs, 101 vinrent à l'assemblée et furent unanimes; aucune opposition ne se manifesta. A Alnes, le Département eut grand'peine à maintenir les fermiers du triage qu'on voulait chasser pour le partager.

Dans l'ancien Hainaut, l'édit de 1777 n'avait pas lieu; mais les villages de la vallée de la Scarpe agirent souvent comme s'il leur eût été applicable; seulement, la résistance y fut plus énergique parce que les grands cultivateurs n'étaient pas encore préparés à l'abolition de leurs privilèges coutumiers. A Wandignies, le conseil général décida, le 29 mars 1790, de convertir en portions le marais jusque-là conservé en pâturage. De sa propre autorité, il borna la jouissance à quinze ans, avec transmission héréditaire dans la limite de ce délai. Un grand fermier s'adressa au bailliage de Bouchain qui défendit de mettre l'arrêté à exécution jusqu'à décision des autorités compétentes. La municipalité riposta en supprimant le pâturage et en vendant les herbes au profit des habitants. Le 12 juin, le partage fut définitivement décidé et s'exécuta. Aux élections de novembre 1790, les fermiers essayèrent de faire nommer leurs candidats et contestèrent le succès de leurs adversaires. En 1791, la majorité des habitants d'Aniche demandèrent également le partage. A Pecquencourt, la lutte fut très vive. En 1790, la municipalité proposa le statu quo avec l'approbation de « presque tous les habitants », moyennant l'établissement d'une taxe de pâturage dont, ensuite, il ne fut plus question. Mais, à la fin de 1791, les partisans du partage avaient converti leurs concitoyens, car ils firent ordonner par le District une assemblée d'habitants qui le vota à l'unanimité, le 8 janvier 1792. Le conseil général essaya de désarmer ses adversaires

en établissant enfin la taxe de paisson; puis il proposa une transaction: le marais serait partagé pour cette année et chacun serait propriétaire des herbes de sa portion; mais il demeurerait en pâturage et redeviendrait commun le 15 août. Saisi de la pétition, le Département avait exigé, le 4 janvier, qu'on se conformât d'abord à la loi du 5 janvier 1791 sur les dessèchements. Le conseil général ignorait peut-être cet arrêté; plus probablement, il s'était renseigné sur cette loi; en tout cas, il ne tarda pas à déclarer qu'elle exigeait au préalable une estimation de dépenses et un procès-verbal régulier d'assemblée, ce qui lui permit d'en convoquer une nouvelle dont nous ne connaissons pas l'issue et de révoquer le partage des herbes, en revenant à la taxe de paisson. Mais les habitants ne désarmèrent pas et, le 26 février 1793, le nouveau conseil vota de nouveau la suppression du pâturage et la vente des herbes au profit des habitants.

Dans le Cambrésis, depuis l'édit de 1780, les portions ménagères n'étaient pas non plus inconnues. Dès octobre 1790, la municipalité de Noyelles-sur-l'Escaut demanda la distribution entre chefs domiciliés; elle obtint seulement la location par petites parties et aux enchères. Celle de Montay exprima aussi le vœu que des prairies fussent réparties entre les sans-propriété. Quelques communes du Cambrésis paraissent être allées plus loin. A Catillon, au printemps de 1791, on réclama le partage et, comme il y eut opposition, l'agitation fut si vive que le dossier de l'affaire fut transmis par le Département à l'accusateur public. A Cantaing, en janvier 1792, des habitants se plaignirent qu'on eût spontanément partagé les communaux. Peut-être qu'il s'agissait là de partages proprement dits. En tout cas, ces faits confirment ce que nous savons de la vente des biens nationaux et permettent d'imaginer ce qui serait arrivé si les paysans n'avaient pas trouvé le moyen de s'en faire adjuger la plus grande part.

Au Sud de la Scarpe, le régime des portions était inconnu, mais on n'oubliait pas que l'intendant avait parfois autorisé la location par portions égales et aux seuls habitants. C'est sans doute en vue de pareille opération que Bellaing demanda en 1790 à défricher une partie de son pâturage. A Bouchain, le conseil général, en conseillant la location, déclara pourtant s'en remettre aux habitants qui l'approuvèrent, le 14 février 1791, mais à condition que l'on divisât les biens en jardins d'une-demi coupe à deux coupes, de manière que tous ceux qui en désiraient un pussent l'obtenir. La municipalité de Douchy proposa aussi en 1790 de défricher les deux tiers des communaux et il se constitua aussitôt deux partis opposés qui pétitionnèrent concurremment en mai 1791; le Département maintint le pâturage moyennant redevance. En 1792, la municipalité elle-même demanda à défricher et à affermer par petites portions. Le District de Valenciennes était favorable, mais le Département maintint son arrêté; on passa outre; sur requête de plusieurs actifs, il cassa l'adjudication, mais admit qu'une partie du marais fût fermée pour l'année courante, de manière que l'herbe fût vendue au profit des habitants.

Dans tout le reste du Hainaut et principalement dans la région herbagère, c'était sur les communaux que les pauvres gens cherchaient à se bâtir une maison. En 1790, plusieurs municipalités exprimèrent le désir de les louer ou de les arrenter, en tout ou partie, pour les satisfaire. Souvent ils n'hésitaient pas à construire sans permission: à plus forte raison, en alla-t-il ainsi en 1790 et 1791, et plusieurs communes jugèrent nécessaire de prendre des mesures d'ensemble pour ne pas tout perdre. Orsinval proposa de donner à bail pour 99 ans, vingt mencaudées en quarante portions à charge d'y bâtir. Villerspol fut autorisé à louer de même cinq mencaudées à divers particuliers qui n'avaient pas d'habitation. A Bellignies, ce fut à quiconque se présentait qu'on

arrenta la terre, par demi-huitelée. La municipalité de Salesches proposa une mesure analogue à la demande d'un grand nombre d'habitants et celle de Lez-Fontaine accepta de même d'accorder des parcelles aux sans-propriété. Beaucoup d'autres municipalités concédèrent des arrentements par mesures individuelles. En général, il s'agissait des trieux qui suffisaient tout au plus aux moutons et aux chèvres. Cependant quelques municipalités louèrent en même temps leurs biens pour être défrichés et cultivés. Tel fut le cas de Bellignies et de Villerspol, comme d'Escaudœuvres, dans le Cambrésis. Mais la suppression du pâturage ne manqua pas alors de susciter les conflits habituels. A Forest, la municipalité avait proposé le défrichement en 1790; en mai 1791, elle ne proposait plus qu'une taxe de paisson, tandis que les habitants persistaient à réclamer la location en vue de cultiver; en 1792, la municipalité admit de nouveau ce plan. Mais ces transformations générales furent rarement sollicitées et le Département se montra, comme en Flandre, hostile aux nouveautés.

Néanmoins le trait le plus curieux de la région méridionale, ce fut qu'on ne se contenta pas d'arrenter: on vendit aussi et les communautés du Hainaut et du Cambrésis montrèrent un zèle extraordinaire à se dépouiller de leurs biens. Elles y furent déterminées moins par l'intérêt des acquéreurs que par leurs besoins financiers; quelquefois il leur fallait rembourser le plantis seigneurial; en 1792 et 1793, elles durent payer des volontaires pour fournir les contingents; elles désiraient diminuer leurs dettes ou distribuer des secours aux pauvres dont la situation demeura difficile au cours de ces années. En tout cas, une grande quantité de terres communes passa ainsi entre les mains des particuliers toujours par petits lots. Ces opérations servirent de complément à la vente des biens nationaux. Mais la suite montra que, néanmoins, le partage lui-même ne manquait pas de partisans.

Après la chute de la royauté, la loi du 14 août 1792, en le promettant, et celle du 28, en restituant les triages, vinrent encourager, en plus d'un endroit, le mouvement qui allait se développant depuis 1789. Comme cependant on n'avait voté qu'un principe et que la loi interprétative se fit attendre longtemps, la plupart des municipalités ne changèrent rien au régime de leurs communaux. Plusieurs même, sans souci du partage imminent, les arrentèrent alors ou les louèrent, en tout ou partie, pour une très longue durée; il y a même des exemples postérieurs à la loi du 10 juin 1793. Peut-être ignoraient-elles la loi de 1792; peut-être voulaient-elles éluder le partage; d'ordinaire, elles opérèrent sans autorisation, à la faveur de l'extraordinaire désordre administratif qui marqua l'année 1793. Ce fut probablement dans l'attitude du Département que se manifesta le changement le plus notable et il fut évidemment le résultat du renouvellement complet que subit cette administration après le 10 août. Le 27 octobre, au conseil général, on critiqua vivement l'imputation des charges communales sur le produit des biens communaux et on proposa de l'interdire. Dès le 24, le Directoire avait adjuré la Convention de fixer les modalités du partage auquel il était obligé de s'opposer provisoirement. En attendant, il cessa d'exiger l'application intégrale de l'édit de 1777; tous les domiciliés indistinctement furent autorisés à prendre possession des portions vacantes. A La Bassée, les portionnaires invoquant la loi du 14 août pour expulser les fermiers précédemment maintenus, il s'entremet pour obtenir le désistement de ces derniers. Naturellement, il autorisa le partage des triages récupérés. Alors, les adversaires des portions ménagères commencèrent à céder dans leurs dernières forteresses. A Seclin, la municipalité vota la division, le 20 mai et le 3 juin 1793.

Dans la région où ces portions avaient été établies, il est bien évident que le partage en toute propriété devait susciter



autant, sinon plus, d'inquiétudes que d'enthousiasme, parce que les bénéficiaires étaient à peu près certains d'être déposés de leur lot au cours de la nouvelle répartition. Mais, dans le Hainaut, il en alla parfois autrement. A Pecquencourt, la municipalité adressa pétition à la Convention pour qu'elle « accélérât » le partage; à Bouchain, le Département dut sommer les commissaires municipaux de suspendre le partage, commencé à la demande des habitants; à Ecaillon, la municipalité, d'accord avec la population, vendit ses waréchaix et en distribua le prix. Mais le mouvement fut particulièrement prononcé dans le district d'Avesnes. Dès le 30 septembre 1792, le conseil général décidait, à Glageon, la distribution par parties égales entre tous les habitants. A Taisnières-en-Thiérache, on adopta, le 31 janvier 1793, le partage par chefs de famille. En même temps, les biens qu'on ne jugeait pas propres au partage furent vendus. Le 9 mars, le Département dut prendre un arrêté particulier au district d'Avesnes pour ordonner de s'opposer par la force à ces opérations. Le District les annula le 24 mars, remit les occupants en possession, déclara les municipalités personnellement responsables de tout ce qui s'était fait et défendit aux autorités judiciaires de sanctionner aucune de leurs décisions. Cela n'empêcha pas Marbaix de demander le partage que le Département lui refusa et, le 25 mars, le conseil général de Dompierre n'en fit pas moins tirer les portions au sort : chaque famille de quatre personnes ou davantage en reçut une; les autres subirent une diminution proportionnelle. Les bénéficiaires furent envoyés en possession le 28 avril. Le Département ordonna des poursuites, mais le partage paraît avoir été provisoirement maintenu. A Taisnières, les habitants ne voulurent rien entendre et vendirent eux-mêmes le foin des portions qui leur avaient été assignées : la municipalité ayant voulu s'y opposer, ils se soulevèrent, ce qui entraîna l'intervention de la justice. Le partage fut



aussi proposé à Pont-sur-Sambre. Toutefois, il n'est pas certain que, dans tous ces villages, les habitants eussent l'intention formelle de conserver leurs portions à titre de propriété individuelle; car, le 25 août, quand ceux de Taisnières se réunirent pour appliquer la loi du 10 juin, ils reconnurent le partage impossible et en décidèrent la vente. En l'an III, Dompierre et Marbaix firent de même: il est vrai que les circonstances avaient changé et qu'on avait surtout besoin d'argent pour parer la disette. Mais il est probable que, même en 1793, il s'agissait surtout d'achever l'opération entreprise au cours des années précédentes pour procurer de la terre à ceux qui en désiraient et un peu d'argent aux autres.

## II. - APPLICATION DE LA LOI DU 10 JUIN 1793

Au moment où la Convention réglementa le partage, le 10 juin 1793, les circonstances en rendaient l'exécution à peu près impossible: la question ne revint à l'ordre du jour qu'au cours de l'an II et ce fut généralement en l'an III et l'an IV qu'elle reçut une solution. Ce fut alors qu'on régla enfin toutes les difficultés qui avaient si longtemps divisé les communes en les faisant sortir d'indivision. Le partage par tête était facultatif; il devenait de droit s'il était demandé par un tiers des ayants droits majeurs, mais on pouvait lui préférer la vente et le partage du prix: chaque région en décida selon la tendance qu'elle avait antérieurement manifestée.

Celle d'Avesnes, comme on l'a fait prévoir, opina pour la vente. En l'an II, neuf communes avaient voté le partage, mais l'exécution n'en est certaine que pour deux d'entre elles, Aymeries et Ohain; il est possible qu'elle ait eu lieu dans trois autres; quatre se rétractèrent en l'an III. Vingt-sept communes vendirent tout ou partie de leurs

biens et dix autres demandèrent tout au moins à les vendre. Quant à celles de la région forestière, la plupart ne modifièrent pas leurs habitudes; elles conservèrent la location et la poisson commune. Dans le Cambrésis, sept communes seulement votèrent le partage et quatre d'entre elles au moins l'exécutèrent; dans cette région, les communaux étaient en général trop exigus pour se prêter à un partage et souvent même trop peu importants pour que la vente en fût d'un grand profit.

Mais il en alla autrement dans les districts du Quesnoy et de Valenciennes. Le partage y fut voté par plusieurs villages qui avaient proposé antérieurement d'arrenter l'ensemble de leurs communaux ou dont les marais n'avaient pas encore été divisés en portions ménagères. Dans le district du Quesnoy, quinze communes se prononcèrent en sa faveur; douze l'exécutèrent et une seule se déjugea. Deux autres adoptèrent l'arrentement, le partage étant impossible; six communes votèrent la vente. Dans celui de Valenciennes, le partage fut décidé par dix-huit villages; dix-sept furent autorisés à l'exécuter. Deux autres préférèrent conserver leurs portions ménagères et sept demandèrent la vente partielle pour se procurer des ressources.

En Flandre wallonne, le partage fut réclamé par les surnuméraires qui attendaient leur portion ménagère et par les domiciliés non natifs qui n'y avaient pas droit; les portionnaires y étaient généralement hostiles, quoique plus d'un fût tenté par la perspective de devenir propriétaire. Dans le district de Lille, dix-sept ou dix-huit communes votèrent le partage et une douzaine au moins l'exécutèrent. Les autres, beaucoup plus nombreuses, gardèrent leurs portions ménagères. Dans le district de Douai, le partage fut adopté par vingt-deux communes, notamment par les anciennes paroisses artésiennes; il est probable que l'hérédité des portions en ligne directe y avaient multiplié les surnuméraires

qui, joints aux étrangers domiciliés, formèrent fréquemment une majorité. Six seulement gardèrent, par préférence, leurs portions ménagères; une autre, Marcq, choisit la vente. Plusieurs communes, telles que Sin et Bugnicourt, favorables au maintien de la jouissance en commun, ou Flines et Le-warde, qui s'arrêtèrent au partage, aliénèrent également une part de leurs biens pour des motifs financiers. La plupart de celles qui s'étaient jusque là montrées les plus hostiles à la division, avaient cédé, par exemple Sainghin-en-Weppes, Cysoing, Houplin, Seclin; ailleurs pourtant, à Pecquencourt, à Fedain, la résistance triompha définitivement.

La loi du 24 prairial an IV, en suspendant les actions judiciaires engagées en vertu de la loi de 1793, arrêta en fait son exécution. Tantôt on l'appliqua au sens étroit, en sorte qu'on laissa certains partages se poursuivre et s'exécuter; tantôt on déclara qu'elle suspendait l'exécution de la loi de 1793, en sorte qu'on interdit les partages en cours et que même, sous le Consulat et l'Empire, on l'invoqua parfois pour révoquer ceux qui avaient été achevés après sa promulgation.

L'idée de résister à une loi de la Convention, d'application facultative, mais recommandée par les révolutionnaires les plus ardents, avait certainement affaibli l'opposition: toutefois, après le 9 thermidor, l'indestructible opposition d'intérêts, dont les manifestations constituaient la vie profonde et originale des campagnes, se manifesta de nouveau. A Mecquignies, la municipalité se prononça pour la paison commune sans consulter les habitants. Les pauvres protestèrent: une assemblée fut réunie en nivôse an III, mais personne n'osa se présenter pour réclamer le partage et la municipalité fit décréter à l'unanimité une taxe de pâturage. A Marquillies et à Salomé, les agents municipaux soutinrent la cause du partage; celui de Salomé, débouté au nom de la loi de l'an IV, revint à la charge jusqu'à la fin de l'an VI;

mais d'ordinaire, leurs collègues prirent le parti contraire; la constitution de l'an III, en réduisant à deux les élus de la commune, avait souvent ramené au pouvoir la bourgeoisie rurale. A Santes, l'agent essaya de soustraire au partage plusieurs portions de biens et fut assailli, le 1<sup>er</sup> ventôse an V, par de violentes clameurs. A Onnaing, les opposants invoquèrent l'intérêt de l'élevage et l'exiguïté des lots à distribuer; l'agent proposa la location pour 99 ans et obtint une nouvelle assemblée dont on ignore l'issue. A Preux-au-Sart, la majorité avait aussi voté le partage. L'agent et l'adjoint n'en proposèrent pas moins la location, et, dans une nouvelle assemblée, obtinrent une majorité des deux tiers. Les protestations demeurèrent vaines, bien que la loi déclarât irrévocable une décision favorable au partage. De même, à Vred, le conseil général, après l'avoir ajourné de son mieux, réunit, quand il eût été adopté le 9 germinal an III, une seconde assemblée qui décida de maintenir les portions ménagères par 71 voix contre 34, puis une troisième qui confirma cette résolution, le 11 vendémiaire an V; 126 protestataires réclamèrent, mais en vain; les portions furent définitivement maintenues, le 22 pluviôse an VI. On a donc l'impression que les circonstances politiques ayant changé, la bourgeoisie rurale ou les portionnaires manœuvrèrent, quelquefois contrairement à la loi, pour circonvenir et intimider leurs adversaires et que la loi du 10 juin n'eut pas un sort beaucoup meilleur que celles qui, à la même époque, avaient visé les biens nationaux.

A Auby et à Pecquencourt, cette question troubla profondément la vie politique du village. Les portionnaires d'Auby s'élevèrent avec violence contre le partage et le conseil général se divisa; on en vint couramment aux mains; les deux partis recoururent au District, puis au thermidorien Delamarre qui finit par épurer le conseil; le partage fut alors exécuté. A Pecquencourt, la municipalité de l'an II se trouva

aux prises avec la société populaire présidée et menée par Goube, le maire de 1791, un grand fermier. Le 21 frimaire an III, un membre de la société ayant osé proposer le partage, Goube s'emporta contre la municipalité et « sa clique... peu éclairée », et ajouta que, si le partage s'exécutait, il n'y aurait bientôt plus de municipaux, car il n'y aurait plus rien à prendre. La municipalité ne fit pas voter le partage, mais ferma le marais pour vendre les herbes au profit commun, comme en 1793.

Aux bénéficiaires de portions ménagères, les partages et les ventes des biens communaux ajoutèrent un très grand nombre de petits propriétaires ou étendirent la propriété des autres. A Salesches, il y eut 394 copartageants qui reçurent chacun une verge de la première qualité ou deux de la seconde, soit deux ou trois ares par famille; à Saulzoir, 1.507 à 4 verges par tête, soit en moyenne 5 à 6 ares par famille. A Pont-sur-Sambre, on put donner de 11 à 33 verges par individu, selon la valeur des terres, et on autorisa le chef à choisir d'un seul tenant les lots qui revenaient à sa famille, comme on fit probablement aussi ailleurs. Au Rosult, il y eut 1.070 bénéficiaires, groupés en 215 familles: on trouva 15 verges  $\frac{1}{2}$  par tête, en moyenne 22 ares par famille. Les ventes donnèrent des résultats analogues; elles se firent en 127 lots à Floyon, en 312 à Sains. A Marbaix, les 97 lots trouvèrent chacun un acquéreur distinct. A Wignehies, on vendit 70 hectares à 133 acquéreurs, 118 achetèrent moins d'un hectare, 15 un peu plus, mais toujours moins de deux.

Beaucoup de ces lots paraîtront infimes; mais dans les états de sections, beaucoup de courtils ne sont pas plus grands. Le journalier bornait là son ambition pour commencer. L'histoire des biens communaux prouve une fois de plus qu'elle était néanmoins à peu près universelle. C'est un fait caractéristique que, dans les villages où il n'y avait pas eu de partage, les emprises sur les communaux aient

continué à se produire, quelquefois bien entendu au profit de gens aisés, mais souvent aussi de journaliers qui voulaient bâtir. Quant à leur capacité de tirer parti de semblables lopins, comment en douter? Le préfet du Nord, si hostile au partage des communaux, ne put pas nier, en l'an XII, que les portions ménagères, qui étaient beaucoup plus grandes, ne fussent parfaitement cultivées. On ne peut donc pas conclure, pour le département, que le partage des communaux ne fut ni désiré, ni exécuté. Si son influence n'a pas été plus étendue, c'est que, par le partage en portions ménagères, la vente et l'arrentement, on l'avait déjà devancé dans beaucoup de villages et c'est ce qui explique, jusqu'à un certain point, que dans la Flandre wallonne, les petits aient été moins empressés que dans le Sud d'acquérir des biens nationaux. La loi du 10 juin, pas plus que celles du 3 juin et du 13 septembre, n'était une mesure factice. On serait tenté seulement de regretter que la Convention n'ait pas adopté l'institution des portions ménagères, en la retouchant, pour l'étendre à toutes les communes où elle pouvait fonctionner, d'autant plus qu'elle se serait très bien adaptée à la distribution d'une partie des biens nationaux qu'elle désirait accorder aux sans-propriété. On peut assurer que le succès de pareilles dispositions dans le Nord eût été très vif; elle aurait sûrement entravé au XIX<sup>e</sup> siècle l'appel tentaculaire des villes et limité du même coup l'exploitation du prolétariat industriel.

Pour l'économiste, le partage des communaux peut sembler plus contestable. La suppression brusque du pâturage communal avait des inconvénients momentanés qu'on a déjà signalés et la crise de l'élevage fut le grand argument de l'administration préfectorale aussi bien contre l'édit de 1777 que contre la loi de 1793. D'autre part, il n'était pas niable que dans les régions à tourbières, les portionnaires eussent souvent exploité abusivement leur part au lieu de la



défricher. La loi de 1793 excluait du partage les communaux qui renfermaient des mines, combustibles et carrières dont la valeur excédait celle du sol. Le préfet déclara que cette disposition s'appliquait à la tourbe et, le 11 ventôse an XI, révoqua tous les partages de marais des arrondissements de Lille, Douai et Cambrai, c'est-à-dire à peu près tous ceux qui avaient été opérés. Mais il n'était pas exact que tous les marais fussent tourbeux et l'arrêté ne fut pas appliqué. Peu après, la loi définitive, qu'on attendait depuis l'an IV, fut enfin votée le 9 ventôse an XII; elle confirma les partages régulièrement opérés et accorda aux bénéficiaires des partages annulés la faculté de racheter leur part dans les trois mois. Il fallut donc examiner le cas de chaque commune séparément. Que les pauvres eussent intérêt à conserver leur part, ce fut une considération qui pesa dans l'esprit du préfet et des conseillers de préfecture; on répondait qu'ils seraient dédommagés par le bon marché des denrées quand on aurait restauré l'élevage. Et en conférant au préfet le choix des maires et des conseillers municipaux, la loi du 28 pluviôse an VIII avait naturellement confié le gouvernement du village aux gros fermiers et aux riches cultivateurs qui avaient intérêt à rétablir le pâturage commun ou la location: la plupart des annulations furent prononcées à la demande des conseils municipaux. Beaucoup de municipalités d'ailleurs n'avaient pas dressé d'acte notarié du partage; elles ne possédaient que des délibérations, des procès-verbaux d'arpentage ou de distribution, ou même seulement des copies. D'autres ne trouvaient rien dans leurs archives. Certaines furent accusées de les avoir expurgées à dessein. Il y eut beaucoup d'arbitraire dans les décisions du pouvoir. Le conseil de préfecture fut impitoyable, mais plusieurs communes parvinrent à faire confirmer le partage par décret impérial. Son sort dépendit généralement de la volonté des habitants et surtout des personnages influents qu'ils pou-

vaient intéresser à leur cause. On révoqua les deux partages du district d'Avesnes, deux autres dans celui de Cambrai, trois dans celui du Quesnoy, dix dans celui de Valenciennes, quatorze dans celui de Douai et sept dans celui de Lille, soit la majorité. La plupart des détenteurs n'ayant pas demandé à racheter leur part dans le délai légal se virent refuser cette faculté. Plusieurs conseils municipaux, par exemple ceux de Bouvignies, Flers, Seclin, Wavrin, demandèrent qu'on rétablît dès lors les portions ménagères. Mais le conseil de préfecture s'y refusa invariablement sous prétexte que la loi de 1793 annulait les partages antérieurs, ce qui pourtant n'empêchait pas l'administration de les laisser subsister dans les communes qui les avaient conservées. Les malheureux portionnaires qui avaient abandonné leur part afin d'appliquer la loi de 1793 furent ainsi chassés purement et simplement. De tous les propriétaires créés par la Révolution, ils furent les seuls qu'on dépouilla, pauvres gens qui avaient, de leurs mains, défriché leur terre, tandis que le gouvernement de Bonaparte laissait tranquillement tant de familles de la bourgeoisie urbaine ou rurale jouir tranquillement de biens immenses acquis sous le Directoire, directement ou par intermédiaire, à des conditions scandaleuses.

### III. - ALIÉNATION DES DOMAINES ENGAGÉS;

#### LES VENTES PARTICULIÈRES ET LES PARTAGES SUCCESSORAUX

D'autres causes encore contribuèrent à modifier l'appropriation du sol et, si leur influence fut médiocre en comparaison des précédentes, elle ne fut pas négligeable.

On observera d'abord que les détenteurs des domaines engagés en devinrent propriétaires. En 1792 et en l'an II, des lois les avaient évincés en principe, mais ils finirent par obtenir gain de cause, en vertu de la loi du 14 ventôse an VII,

sans aucun débours, si le domaine ne dépassait pas cinq hectares et ne comportait ni château, ni moulin, ni usine; en versant le quart du capital de la rente ou de l'expertise, dans le cas contraire. L'application de cette loi fut surtout l'œuvre du Consulat et de l'Empire, mais se prolongea sous la Restauration. On connaît 800 hectares qui firent l'objet d'un paiement; ils avoisinent surtout la forêt de Mormal (309 hect.), la ville du Quesnoy (192 hect.) et le bois de Phalempin (158 hect.); on ne peut naturellement évaluer l'étendue qui fut abandonnée gratuitement. Dans la région de Mormal et du Quesnoy, la plupart des bénéficiaires furent des paysans; ailleurs, des bourgeois. A la fin de l'Ancien Régime, les rôles et terriers n'accordent jamais de mention particulière aux domaines engagés qu'ils considéraient comme des propriétés. Cependant, il n'était pas vain de les débarrasser de toute servitude: un millier d'hectares sans doute furent ainsi transformés en propriétés modernes.

Plus importante fut la vente des biens de beaucoup de nobles, à titre particulier. Au premier rang, on doit placer l'aliénation des terres du duc d'Orléans par ses créanciers: il possédait dans le district d'Avesnes, environ 5.000 hectares de forêts qui furent vendues à des Parisiens, mais cédées par eux à des habitants du pays par portions très inégales. Sur ces opérations privées, l'enregistrement nous renseigne seul et on ne peut arriver à une évaluation d'ensemble parce que beaucoup de contrats ne furent point déclarés dans le Nord. Les forêts furent vendues à des bourgeois: en l'an VII, à Anor, un nommé Bacro, de Paris, en possédait 1.370 journaux, 5 à 600 hectares, qui provenaient du duc. Mais des étendues considérables furent déboisées, transformées en pâtures et revendues comme telles à des paysans. On connaît ainsi 98 rasières dans la queue de Sars, cédées à 13 habitants de Sars, Felleries et Lez-Fontaine; 16, dans le bois de Villette, à 4 habitants de Felleries. Corsange, de Chaillot,

acquéreur du tiers du grand bois du chapitre à Maubeuge, revendit par petites portions les parties défrichées. Des spéculateurs locaux se mêlèrent à ces marchés. Azambre, de Taisnières, Lenglet, de Jolimetz, Boudard, de Glageon, et Crinon, de Floyon, s'associèrent pour acheter le bois du Fresseau. La forêt d'Avesnes, en l'an XII, était ainsi en partie détruite et presque tout le reste devait bientôt avoir le même sort.

Dans toute l'étendue du département, nombre de familles nobles et même bourgeoises se défirent spontanément de leurs biens. Ces ventes commencèrent, semble-t-il, avec l'émigration et pendant la Terreur : il s'agissait parfois de ventes fictives destinées à les soustraire au séquestre. Ainsi, en l'an X, une demoiselle Carton, de Cambrai, restitua à M<sup>me</sup> de Valicourt une rasière, sise à Sancourt, qui lui avait été vendue le 12 frimaire an III, « par crainte de Lebon ». Cependant beaucoup devinrent certainement définitives ou furent consenties comme telles. Ainsi, le 21 juin 1792, Ferdinand d'Hespel vendit 13 bonniers à Chemy et à Phalempin, à un négociant de Lille, pour 74.000 l., y compris lods et ventes; Préseau d'Hugemont, ruiné, céda, le 2 fructidor an III, tous ses biens de Floyon, y compris 400 rasières de bois, à un négociant de Paris qui devait désintéresser des créanciers; à Romeries, M<sup>me</sup> d'Assignies aliéna 290 mencaudées dont 2 à Desars, de Curgies, 18 à des bourgeois et tout le reste aux paysans; dans ce village, le vicaire et plusieurs bourgeois l'imitèrent au profit des habitants; à Hordain, le 4 floréal an III, d'Harville, ci-devant marquis de Villers-au-Tertre, céda en détail une ferme de 400 mencaudées à peu près : 128 mencaudées échurent aux paysans. Mais ces ventes devinrent surtout importantes sous le Consulat, lors de la rentrée définitive des émigrés. Ils avaient besoin d'argent, soit pour leurs besoins personnels, soit pour racheter les domaines qu'il leur paraissait plus avantageux de récu-

pérer; c'est pourquoi, on les voit confirmer nombre de ventes nationales, moyennant indemnité; c'est pourquoi aussi, fait plus important, on les voit revendre immédiatement des biens qu'ils venaient de racheter; ils allèrent même plus loin et aliénèrent ceux qu'on leur avait restitués. Ainsi de 1804 à 1806, d'Hespel vendit ses terres d'Annapes; de même Huvino à Halluin, Dherbaix à Hellemmes et d'autres encore. Ce fut surtout le cas de ceux qui ne voulurent pas se réinstaller dans le pays et qui allèrent se fixer en Belgique ou dans d'autres régions de la France: les Jacops, les Imbert, les Dherbaix, les de Béthune, et aussi de nobles des Pays-Bas, le duc d'Ursel, le comte de Mérode. D'après les actes de l'enregistrement, 355 hectares furent vendus dans l'arrondissement de Lille par d'anciens nobles, pendant l'an XIII et les trois derniers mois de 1805, soit en quinze mois: 219 passèrent à d'autres familles nobles, 69 à des bourgeois, 66 à des paysans. Dans l'arrondissement de Bergues, ils vendirent, dans le même temps, 19 hectares aux bourgeois et 5 aux paysans. Quelques autres, il est vrai, achetèrent au contraire des terres, non seulement aux premiers, mais aussi à des bourgeois et à des paysans. Tout compensé, l'ancienne noblesse perdait 84 hectares dans l'arrondissement de Lille et 24 dans celui de Bergues. Or, d'après la même source, les bourgeois, à la fin du Consulat, imitaient les nobles. Dans l'arrondissement de Lille, ils vendirent, pendant ces quinze mois, 342 hectares aux paysans; dans celui de Bergues, 329. Tout compte fait, ils perdirent 191 hect. dans le premier et 290 dans le second. Les paysans en avaient gagné 275 et 314 respectivement. C'étaient donc eux qui profitaient de la mise en circulation des terres à laquelle la vente des biens nationaux et les circonstances avaient donné une vigoureuse impulsion. Si l'on en juge par certaines communes de l'arrondissement de Lille, ce mouvement se perpétua sous l'Empire; en tout cas, à la fin du Consulat, il complétait et con-

solidait les profits que les paysans avaient obtenus de la Révolution.

Quant aux arrangements familiaux, les habitudes n'avaient pas pu se transformer et, d'ailleurs, la législation successorale n'avait pas subi de modifications essentielles à part l'abolition des dispositions relatives aux fiefs. Les plus importantes avaient été la suppression de la représentation en ligne collatérale, de la règle des propres et de celle du double lien, qui suscita quelque émotion. La disparition de la première n'était pas favorable à la division de la propriété, mais elle n'était pas essentielle à cet égard. L'enregistrement, ici encore, fournit quelques éclaircissements. Il résulte de ses mentions que le paysan était accoutumé à doter ses enfants en meubles, effets ou espèces : il est très rare qu'il accorde des terres ; mais les partages de succession, bien qu'atténués par de nombreux rachats de parts, exerçaient une influence qu'accroissait considérablement l'augmentation du nombre des propriétaires. Dans l'arrondissement de Lille, pendant la période déjà indiquée, on a relevé 82 successions en 555 lots comprenant 419 hectares, dont 24 lots sont indiqués comme provenant de divisions antérieures : elles furent partagées entre 300 héritiers ; 4 autres, en 597 lots dont la contenance n'est pas indiquée, échurent à 139 héritiers ; au total les biens de 123 défunts passèrent à 439 personnes, en l'espace de quinze mois. Ces données numériques ont évidemment une base fort restreinte, mais elles permettent de conclure avec certitude, sinon avec précision, que la division des propriétés s'opérait avec une grande rapidité et que les aliénations révolutionnaires donnaient à l'égalité successorale une efficacité remarquable.



## CHAPITRE IV

### LA RÉPARTITION DU SOL A LA FIN DU CONSULAT

#### I. - LA RÉPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ

Des causes très différentes ont donc contribué, pendant la Révolution, à modifier la répartition du sol et, si l'on peut bien assurer que leur importance a été très inégale, il est impossible d'exprimer numériquement la part qui revient à la plupart d'entre elles. A chacun des documents qui ont permis d'étudier la distribution des terres à la fin de l'Ancien Régime, on voudrait donc pouvoir en comparer un autre qui daterait du Consulat ou du début de l'Empire, pour mesurer l'étendue de la transformation tout entière. Malheureusement, on ne trouve pas pour cette dernière époque l'appui que prêtaient les terriers pour la période antérieure à 1789: l'on est réduit aux états de sections de l'an X auxquels se joignent quelques matrices foncières des années suivantes. 81 communes seulement se prêtent en définitive à notre dessein; parmi elles, aucune ne représente l'ancien district de Valenciennes et une seule appartient à celui du Quesnoy. Malgré cela, on conviendra qu'il ne serait pas sage de dédaigner cette source.

Nos documents intéressent une superficie totale de près de 78.000 hectares, moins d'un septième de celle du départe-

tement. Si l'on tient compte des 4% réservés par Dieudonné pour la surface interdite à l'agriculture, les coefficients qu'on déduit de leur étude donnent pour l'ensemble du département la répartition suivante :

Paysans : 42,1% ;

Bourgeois : 28,5 ;

Nobles : 12,8 ;

Pauvres et hôpitaux : 2,5 ;

Domaine, biens communaux et divers : 10,1.

Le district du Quesnoy ayant été très favorable aux paysans dans la répartition des biens nationaux, et celui de Cambrai lui-même étant médiocrement représenté dans nos calculs, on peut admettre que le lot des paysans se trouvait en réalité supérieur. Mais telles qu'elles sont, ces proportions font ressortir pour eux comme pour les bourgeois un gain équivalent à 12% environ de la superficie du département ; les nobles auraient perdu 8% au moins ; l'ensemble des bourgeois et des nobles, constituant la bourgeoisie nouvelle, se trouverait réduit à un gain de 4%, en sorte que l'avantage des paysans serait trois fois supérieur au sien.

Lorsqu'on en vient à l'étude régionale, le premier trait caractéristique qui apparaît, c'est naturellement, d'un bout à l'autre du département, la disparition à peu près totale de la propriété ecclésiastique. Les églises, presbytères et cimetières étaient devenus propriétés communales ; plus de biens de fabrique ; dans quelques villages seulement, le Consulat avait pu restituer quelques lopins : c'est presque toujours moins d'un demi pour cent du sol, souvent moins d'un dixième pour cent. La diminution de la propriété nobiliaire est également un fait général, mais elle est très inégale. C'est dans la plaine méridionale, qu'elle paraît avoir été la plus complète : dans quatre villages étudiés, les nobles avaient perdu sept huitièmes de leurs biens. Leurs pertes avaient

été proportionnellement très fortes aussi dans la Flandre maritime et dans les régions d'Avesnes et de Maroilles. A en juger par les ventes, on peut en dire autant de celle de Bavai. Elles étaient moindres ailleurs. En Flandre wallonne et dans l'Ostrevent, d'une part, dans le Sud-Est forestier, de l'autre, la noblesse, qui avait la prépondérance en 1789, conservait un rang honorable et possédait encore à peu près le quart des terres. A Favril, Dourlers, Wallers, Pont. Quiévelon et surtout à Trélon, elle demeurait mieux pourvue que les bourgeois. Il en allait de même dans beaucoup de villages autour de Lille, à Wahagnies dans la Pévèle, à Masny dans l'Ostrevent.

A ces exceptions près, l'ascendant avait passé en général à la bourgeoisie roturière. Les gains dépendent naturellement de la quantité de biens mise en vente. Leur seule valeur relative s'élève à 10% en Flandre maritime, tandis qu'elle atteint 27% dans les villages à l'Ouest de Lille, 22% à Marchiennes, 37% dans quelques communes de l'Ostrevent voisines de Douai. Dans le pays d'Avesnes, ils témoignent, par 18%, de l'accaparement, au moins provisoire, des forêts du duc d'Orléans par la bourgeoisie. Dans le Cambrésis et autour de Maroilles, les paysans au contraire les avaient limités. Mais comme on avait vendu plus de terres dans le Sud et que les bourgeois en avaient peu en 1789, c'était dans cette région que leurs progrès paraissaient le plus sensibles. Désormais, ils y possédaient environ le quart du sol. Le changement le plus considérable se manifeste dans l'Ostrevent occidental. A Masny, Roucourt et Cantin, la moyenne est passée à 40%. Mais il a dû être aussi très important dans la vallée de la Scarpe et aux abords de Valenciennes. Malgré cela, l'importance sociale de la bourgeoisie flamande ne se manifestait pas moins clairement : dans toute la province, elle l'emportait maintenant sur la noblesse avec un tiers au moins du sol, 40% autour de Lille et dans la plaine

de la Lys, 58%, dans la plaine maritime. La différence entre le Nord et le Sud du département s'était atténuée sensiblement mais n'avait pas disparu; une moindre puissance d'achat et l'attitude des paysans avaient maintenu la bourgeoisie dans une position relativement subalterne au Sud de l'Escaut et de la Sensée.

Cette opposition subsiste si l'on envisage le sort de la bourgeoisie nouvelle, nobles et roturiers réunis, bien qu'elle eût subi naturellement des vicissitudes plus variées. Aux abords de Lille, dans la plaine de la Scarpe, dans l'Ostrevent occidental, où la bourgeoisie d'Ancien Régime avait acheté beaucoup de biens ecclésiastiques et où la noblesse avait été médiocrement atteinte, les progrès étaient sensibles. A Marchiennes, cette classe a gagné 22%; à Masny, Roucourt et Cantin, elle détient 63% du sol, en progrès de 29; à l'Ouest de Lille, 67%, en progrès de 15. Il en va de même dans plusieurs villages du Hainaut-Cambrésis. Dans la plaine maritime où la noblesse n'était pas puissante, mais n'avait pas perdu beaucoup de terre, l'avance, 8 à 9%, est également appréciable. Mais ailleurs, elle est inférieure à 8%; dans le Mélantois, le Carembault, le Ferrain, elle s'abaisse à 2 ou 3%; enfin, elle se change en perte dans la Pévèle et la région d'Avesnes et, en outre, il en va de même dans 25 de nos 81 villages éparpillés dans toutes les régions. Dans l'ensemble, on peut dire qu'en Flandre, la noblesse ayant gardé une part notable de ses domaines, les acquisitions de biens ecclésiastiques par les roturiers ont accru l'ascendant de la bourgeoisie nouvelle ou, comme dans l'Ostrevent, lui ont assuré la prépondérance; dans la plaine méridionale, où les nobles ont subi de grosses pertes, elles les ont compensées et au delà, mais sans réussir à lui donner le premier rang. Unie à la portion occidentale de la région herbagère, la plaine s'opposait ainsi au reste du département. De cette nouvelle bourgeoisie, c'était l'élément roturier qui était le plus

important par l'étendue possédée; mais ce n'était pas le seul trait qui la caractérisât; il faut ajouter que le nombre des propriétaires fonciers d'origine roturière s'était considérablement accru. Dans le Sud, où la bourgeoisie avait peu de biens en 1789, l'augmentation est même énorme: du quintuple à Marchiennes, d'à peu près le triple dans six villages du Cambrésis, de plus du double dans la région de Maroilles et aussi dans la Pévèle; même dans la région d'Avesnes et la Flandre septentrionale, elle est souvent de 40%; c'est dans le pays au bois qu'elle est le plus faible: encore s'élève-t-elle à 15% au moins. La moyenne serait de 47%: ainsi la propriété louée aux paysans se trouvait beaucoup plus divisée encore qu'en 1789 et ils ne pouvaient que s'en féliciter.

Naturellement l'étude de la propriété paysanne suggère des conclusions inverses pour la plaine méridionale et la Flandre: dans la première, elle s'est accrue beaucoup plus que celle de la bourgeoisie ancienne ou nouvelle et il en va de même pour les abords de la région herbagère, surtout à l'Ouest d'Avesnes; en Flandre, au contraire, elle s'est étendue beaucoup moins que la propriété des bourgeois roturiers; cependant, il importe de le remarquer, si, dans le pays de Weppes et la plaine maritime, ses progrès sont également inférieurs à ceux de la bourgeoisie nouvelle, dans les autres pays flamands elle prend sur elle l'avantage.

Grâce à la Révolution, une grande partie de la plaine crayeuse, plus des trois cinquièmes, avait passé aux mains des paysans. Dans certains villages, les achats de communauté portaient cette proportion beaucoup plus haut: en 1817, à Clary, ils possédaient 93% du sol; à Quiévy, 91%; à St-Aubert, 94%. A en juger par les ventes, il devait en être de même au Nord de la forêt de Mormal. La prépondérance des paysans s'était aussi fortifiée singulièrement autour de Maroilles; ils y détenaient maintenant à peu près 80% des terres; et elle avait gagné vers l'Est: de ce côté,

la zone forestière seule laissait toujours la majorité du sol aux nobles, aux bourgeois et à l'Etat; les ruraux gardaient moins du tiers, mais c'était, à la vérité, presque toute la superficie cultivable.

Vers le Nord, le bouleversement a fortement marqué l'Ostrevent et la plaine de la Scarpe; en même temps que la bourgeoisie, les paysans y avaient réalisé d'énormes progrès. A Marchiennes, où le partage des biens communaux s'était ajouté à la vente des biens de l'abbaye, leur propriété a quadruplé; à Masny, Cantin et Roucourt, plus que doublé. Mais elle était si minime sous l'Ancien Régime et la part du noble, demeurée à peu près intacte, était si considérable, qu'elle n'atteint pas néanmoins, dans l'ensemble, la moitié de la proportion du Cambrésis. Le caractère de la transformation rapproche ces régions de la plaine méridionale, mais ses résultats quantitatifs les agrègent plutôt à la Flandre.

Plus au Nord, dans la Pévèle, le Mélantois, le Carembault, où la noblesse avait été très atteinte, le paysan s'élève à peu près au niveau de la bourgeoisie nouvelle. Il la dépasse même dans certains villages de la vallée de la haute Deûle, Sainghin-en-Weppes, Wicres, Gondecourt. La propriété paysanne s'est remarquablement étendue aussi dans la plaine de la Lys et dans le pays au bois et comprend souvent plus de la moitié du sol. De tous côtés, quand on s'approche de Lille, de la Lys au pays de Weppes, du Mélantois au Ferrain, ces progrès s'atténuent. Finalement, dans la banlieue lilloise, les paysans ont eu beau doubler leur propriété, elle ne constitue guère, malgré tout, que le cinquième du sol. Tout au Nord, dans la plaine maritime, elle n'a pas gagné davantage et, proportionnellement, elle demeure, comme autrefois, plus faible que dans les autres régions (29%). Entre les différentes régions de la Flandre, les différences avaient perdu de leur éclat, mais leurs caractères respectifs n'avaient pas laissé de se conserver.



Le nombre des propriétaires ruraux s'était aussi beaucoup accru, mais dans une proportion moindre, 35% en moyenne, que celui des propriétaires bourgeois; cette augmentation est d'ailleurs inégale; elle dépasse 80% dans la plaine méridionale, mais elle tombe à 40 dans l'Ostrevent, à 22 en Flandre, à 18 au Sud de la Sambre. En général, elle est en rapport avec l'accroissement de la propriété paysanne; à Marchiennes, le nombre des propriétaires paysans a triplé; dans la Pévèle (31%) et à l'Ouest de Lille (43%), la moyenne de la Flandre est nettement dépassé. C'est parmi les catégories les plus humbles qu'on note l'augmentation absolue la plus forte. En Cambrésis, environ 63% des nouveaux propriétaires ont moins d'un hectare, et 27% moins de 5: au total: 90%; dans la plaine maritime, les proportions respectives sont 33 et 46, au total: 79%. Mais toutes sans exception ont fait des recrues et de deux sortes. Beaucoup de fermiers ont acheté leur exploitation et sont entrés de plein pied dans une des catégories supérieures ou ont passé sans transition des plus humbles aux plus hautes; cependant il y a eu également ascension de l'une à l'autre immédiatement supérieure. Bien que les petits propriétaires se soient multipliés, ils ont en effet perdu de leur importance relative. Par rapport au nombre total, la proportion des propriétaires de moins d'un hectare a diminué, sauf dans le pays au bois, et celle des propriétaires de moins de cinq a faibli au Sud de la Sambre, à l'Ouest de Lille et dans le pays au bois. Ceux de 5 à 10 hectares augmentent proportionnellement partout, sauf en Flandre maritime; au-dessus de 10 hectares, l'accroissement est presque universel et l'on voit apparaître les propriétaires de 40 à 100 hectares du Cambrésis jusqu'aux alentours de Lille, et ceux de 100 à 200 dans toute la région méridionale à partir de la Scarpe. Bien entendu, ces variations sont médiocres: dans le Cambrésis, les propriétaires de moins d'un hectare perdent 5% du nombre total au pro-

fit des autres catégories; dans l'Ostrevent, plus de 4%; dans le Mélantois et le Carembault, un peu moins; ailleurs moins de 3%; les altérations relatives des catégories supérieures s'expriment par des fractions très petites. Le fait n'en est pas moins constant et atteste que la bourgeoisie rurale s'est recrutée dans une proportion relativement plus forte que la démocratie des propriétaires minuscules.

Des observations analogues s'imposent quand on examine l'accroissement de la superficie dévolue à chacune des catégories. En valeur absolue, il est notable pour toutes, mais proportionnellement à la totalité de la propriété pay-sanne, la propriété inférieure à 5 hectares recule partout; celle de 5 à 10 augmente presque toujours en Flandre; au-dessus de 10, l'accroissement proportionnel est universel et, principalement, d'ordinaire, pour celle de 10 à 40 hectares. Comme il est naturel, ces variations sont beaucoup plus sensibles pour les superficies que pour le nombre des propriétaires, car il a suffi qu'un ou deux gros fermiers achètent leur exploitation pour modifier toutes les proportions. Dans le Cambrésis, les propriétés de moins de 10 hectares éprouvent une perte relative de 25% au profit des propriétés de 10 à 40 (15%), de 40 à 100 (7%) et de 100 à 200 (3%). A Cantin, Masny et Roucourt, en Ostrevent, leur diminution relative est de 31% à peu près, au profit de celles de 10 à 40 (22%), de 40 à 100 (2%) et de 100 à 200 (6%). Autour de Maroilles, leur perte s'abaisse à un peu plus de 10%. En Flandre, la diminution se limite généralement aux catégories inférieures à 5 hectares: elle est de 12% dans la Pévèle, au profit surtout des propriétés de 10 à 40 (7%) et de 40 à 100 (3%). Elle dépasse 28% dans le Mélantois et le Carembault tandis que les domaines de 5 à 10 hectares gagnent 9%, ceux de 10 à 40: 13%, ceux de 40 à 100: 6%. Elle diminue quand on s'avance vers le Nord: banlieue occidentale de Lille: 18%; Weppes: 9 à 10; Ferrain: 5 à 6;

Lys: 3 à 4%. Le pays au bois seul fait exception: ce sont exclusivement les propriétés inférieures à 10 hectares qui croissent proportionnellement, au détriment des plus grandes. On peut ajouter que l'étendue moyenne des catégories supérieures, à partir de 5 ou de 10 hectares s'est aussi accrue, tandis qu'elle a diminué dans les autres.

Ces transformations s'étant étendues plus ou moins à toutes les régions, la physionomie générale du département n'avait pas beaucoup changé. Dans la région qui s'étend de Lille à la limite méridionale du Cambrésis, les propriétaires de moins de cinq hectares formaient toujours l'immense majorité: 97% autour de Lille; 93, dans le Cambrésis. Si l'on veut admettre que cinq hectares suffisaient à assurer la vie d'une famille, le nombre des propriétaires indépendants allait de 3 à 6% et n'avait pas doublé; mais, au lieu de posséder environ un quart de la propriété paysanne, ils en détenaient désormais à peu près un tiers dans la Pévèle et plus généralement 40% ou davantage (42 dans le Cambrésis, 45 dans le Mélandois et le Carembault, 52 dans l'Ostrevent). L'ensemble offrait quelque ressemblance avec la région herbagère telle que nous l'avons décrite à la veille de la Révolution. Mais en fait, celle-ci gardait à peu près la même avance sur les autres, car le nombre des propriétaires de plus de cinq hectares s'y était accru parallèlement: il est supérieur à 11% dans le pays d'Avesnes et à 17% autour de Maroilles, avec les trois cinquièmes de la propriété paysanne (64% vers Maroilles). Au contraire, la différence s'est atténuée entre les régions quand on s'avance vers la Flandre septentrionale. Les propriétaires de plus de cinq hectares n'avaient pas accru aussi sensiblement leurs possessions; dans le pays au bois, comme on l'a dit, elles avaient diminué en même temps que leur nombre: le groupe de 1 à 10 hectares y avait accentué sa suprématie et conquis la majorité. Mais il y avait un tel contraste en 1789 entre la Flandre et

le Sud que toutes les transformations révolutionnaires n'avaient pu la combler.

Les deux faits essentiels sont donc le progrès de la bourgeoisie rurale et la multiplication des très petits propriétaires, c'est-à-dire d'ordre social. Le développement de la bourgeoisie rurale, des propriétaires capables de vivre sur leur propriété, est manifeste. Le régime de l'exploitation a exercé visiblement à cet égard une grande influence. Dans le Sud du département et dans la plaine maritime où les occupations étaient les plus étendues, les grands fermiers, en les acquérant, ont considérablement fortifié la propriété de 10 à 40 hectares et créé presque partout la grande propriété supérieure à 40 ou à 100 hectares. Dans le reste de la Flandre, l'exploitation étant plus divisée et la terre d'ailleurs plus productive, l'accroissement s'est souvent limité aux propriétés de 40 hectares et celles de 5 à 10 en ont pris une bonne part. Ainsi les caractères préexistants se sont perpétués. Le Nord est resté un pays de propriétaires et d'occupateurs moyens et a conservé une énorme proportion de prolétaires; sauf dans le pays au bois et la vallée de la haute Deûle, les propriétaires et les occupants nouveaux s'y trouvent moins nombreux; le Sud est demeuré un pays de grands propriétaires et de grands exploitants superposés à d'innombrables propriétaires de très petites parcelles.

Mais on n'oubliera pas que, partout, ces derniers se sont multipliés. C'est au Nord de Lille qu'à cet égard, l'amélioration est la plus médiocre: il reste généralement deux tiers au moins de chefs sans propriété, 63% dans le pays au bois, 74% dans la plaine maritime. Au Sud de la Scarpe, au contraire, près des neuf dixièmes des chefs devaient posséder un lopin et la proportion paraît demeurer très forte aussi dans la Pévèle et le Mélantois-Carembault (80%). La Révolution avait ainsi ajouté aux propriétaires ruraux un élément nouveau attaché à la propriété et à l'effort individuels, moins

encore par la possession de leur parcelle que par l'espoir de l'agrandir, maintenant que la terre pouvait changer de mains. Une partie de la bourgeoisie rurale était inévitablement destinée à passer peu à peu à la bourgeoisie citadine, mais les ouvriers agricoles fixés à la terre par la Révolution constituaient une réserve, riche d'espérances et de courage, où s'est recrutée, depuis un siècle, la classe des cultivateurs indépendants.

## II. - LA RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS

Si d'ailleurs la bourgeoisie rurale a tiré, de la transformation de la propriété, un profit relativement plus grand que les autres paysans, ceux-ci ont pris leur revanche, en quelque mesure, grâce au morcellement des exploitations.

La diminution de la superficie exploitée en fermes de plus de 40 hectares est un fait à peu près général: elle dépasse 11%, valeur relative, en Ostrevent et dans la plaine du Hainaut-Cambrésis, 21 et 25% respectivement, en valeur absolue; les exceptions se rencontrent surtout dans la région de Maroilles, le pays de Weppes et le Nord du pays au bois. Cette diminution porte toujours sur les exploitations les plus fortes: en Ostrevent, les communes étudiées la portent à 15% (plus de 50% en valeur absolue), pour les exploitations de 100 à 200 hectares, tandis que celles de 40 à 100 augmentent de 3%; dans le Hainaut-Cambrésis, celles-ci ont elles-mêmes diminué de plus de 6% (plus de 17% en valeur absolue), au profit des catégories inférieures; à Briastre, l'occupation de 269 hectares a disparu: la plus grande désormais, 117 hectares, n'en a pas absorbé la moitié. Dans la banlieue occidentale de Lille, on voit aussi disparaître les exploitations de 200 à 300 hectares formant 7% du sol. Ailleurs, la réduction est moins sensible parce que les grandes fermes étaient plus rares.



Inversement, la superficie des exploitations inférieures à 10 hectares, ou même à 40, augmente ordinairement : dans l'Ostrevent, le Cambrésis, la banlieue Ouest de Lille, ce sont les exploitations moyennes qui ont gagné le plus de terrain ; dans le Ferrain, le Mélandois-Carembault et dans la plaine maritime, celles de 10 à 40 hectares ; dans la Pévèle et quelques communes de la vallée de la haute Deûle, celles de 1 à 5. Autour de Maroilles, l'accroissement des exploitations de 10 à 40 hectares est plus général et beaucoup plus marqué certainement que pour les catégories supérieures. Dans presque toutes les régions, l'exploitation moyenne, a donc réalisé des progrès aux dépens de la grande et même, dans quelques-unes, aux dépens de la très petite dont l'importance relative a diminué dans la Pévèle, le Mélandois-Carembault et la plaine maritime. Dans le pays au bois, la transformation a été, presque partout, jusqu'à favoriser exclusivement l'exploitation inférieure à cinq hectares. A Wallers, au Sud de la Sambre, où le sol était peu productif, l'augmentation des fermes supérieures à 10 hectares, au détriment des autres, contrarie cette conclusion mais peut-être moins qu'il ne semblerait, parce qu'une exploitation moyenne n'y peut guère être inférieure à dix hectares.

Encore une fois, on constate néanmoins que le caractère des différentes régions a persisté. Dans les terroirs où les exploitations de plus de dix hectares couvraient en 1789 la majorité de la superficie, elles conservent la suprématie au début du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré une diminution qui, souvent médiocre en Flandre (la plaine maritime et le Ferrain voient même augmenter cet ensemble), dépasse 10%, de l'Ostrevent au Cambrésis. Les régions où l'on n'emportait la majorité du sol qu'en joignant à ces exploitations celles de 5 à 10 hectares présentent toujours le même caractère, tels le pays de Weppes et les alentours de Maroilles : cet ensemble s'étant accru sensiblement dans ce dernier canton, il se trou-



vait ainsi rapproché du Cambrésis, tandis que le pays de Weppes, par sa diminution, principalement imputable aux fermes de 5 à 10 hectares, tendait à se confondre avec le reste de la Flandre. Enfin la Pévèle, comme les villages de la haute Deûle, Wavrin et Sainghin, par une augmentation marquée des occupations inférieures à 10 hectares, surtout de celles comprises entre 1 et 10, accentuaient encore sur leur sol la prédominance de la petite culture. Les différences s'étaient atténuées, mais ne s'étaient pas effacées.

Comme il est naturel, la multiplication des petits propriétaires avait augmenté considérablement le nombre des exploitants. Chaque fois qu'une catégorie d'exploitations a gagné en superficie, le nombre des occupants correspondant présente une augmentation absolue : cette règle souffre d'autant moins d'exceptions et l'accroissement est souvent d'autant plus important que la catégorie considérée est plus modeste. Dans les villages de la banlieue occidentale de Lille, il est de 75% pour les occupations inférieures à un hectare ; dans le Sud du pays au bois, il est de 33 et de 26% pour celles de 0 à 1 et de 1 à 5 hectares ; dans six villages du Cambrésis, il est de 38 et de 29% pour ces deux catégories et atteint 71% pour celles de 5 à 10. Au-dessus de 10 hectares, l'augmentation absolue est moindre ou fait place à une diminution. Au total, le nombre des exploitants s'est accru de 33% dans le Hainaut et le Cambrésis, de 20% vers Maroilles, de 10 à 15% entre l'Escaut et Lille, de 16% dans le pays au bois, de 4 à 5% dans la plaine maritime. On constate d'ailleurs que le nombre des exploitations inférieures à 10 hectares a vu croître son importance proportionnelle sauf dans le Ferrain, dans le Nord du pays au bois et surtout dans la région de Maroilles et grâce, le plus souvent, à celles de moins de cinq qui, seules, présentent, à cet égard, des augmentations considérables. La proportion des exploitants de plus de cinq hectares a ainsi diminué de plus de 2% dans

la plaine maritime, le Sud du pays au bois, le Weppes et la banlieue Ouest de Lille, la plaine méridionale. Enfin si le faire-valoir direct a réalisé quelquefois des progrès dans la grande exploitation parce que de gros fermiers ont acquis les terres qu'ils louaient autrefois, c'est surtout parmi les occupants de moins de cinq hectares qu'il s'est considérablement développé; au-dessus de cinq hectares, c'est le type mixte qui s'est proportionnellement développé le plus. Dans toutes les régions, l'importance relative du fermage pur a diminué sensiblement.

Si les paysans aisés eurent donc l'avantage en ce qui concerne la propriété, c'est aux petits qu'il a été dévolu en ce qui concerne l'exploitation. C'est un fait que ne suffit pas à expliquer le morcellement des terres passées entre les mains des paysans: comme on l'a fait entrevoir déjà, les cultivateurs les plus modestes ont tiré profit aussi du morcellement des biens demeurés aux mains des bourgeois; c'est parce que les bailleurs étaient plus nombreux et qu'ils offraient des pièces de terre souvent fort petites que nombre de manouvriers ont pu en louer quelques-unes et, surtout, que beaucoup de petits ou très petits propriétaires étaient maintenant en mesure d'adjoindre à leurs biens propres un complément indispensable. Ainsi les petites ou moyennes exploitations avaient pu augmenter proportionnellement en nombre en même temps que le type mixte d'occupation.

### III. - CONCLUSION

En résumé, les cultivateurs aisés étaient devenus plus nombreux; l'étendue moyenne dont chacun d'eux disposait avait été réduite, mais ils n'en étaient pas moins riches pour cela parce qu'ils comprenaient une proportion plus forte de propriétaires ou d'exploitants mixtes qui, pour tout ou partie

de leur occupation, profitaient de la suppression de la dîme et des droits seigneuriaux et se trouvaient libérés du fermage. Cette bourgeoisie rurale était même devenue plus homogène en même temps que plus nombreuse.

Cependant le nombre et la superficie des petites et très petites occupations avaient augmenté davantage encore et les proportions s'étaient altérées à leur profit; la majorité de ces paysans étaient devenus propriétaires d'une part au moins de la terre qu'ils cultivaient; ils possédaient moins de cinq hectares et un grand nombre étaient toujours hors d'état de vivre sans ajouter à la culture le salaire du journalier ou de l'artisan, mais ils avaient obtenu, comme propriétaires ou comme locataires, le lopin qu'à la fin de l'Ancien Régime ils désiraient si ardemment.

A ces divers avantages, les deux grandes régions du département avaient très inégalement participé. La partie méridionale avait subi une véritable révolution: à côté de la bourgeoisie rurale s'était constituée une démocratie paysanne de petits exploitants vraiment innombrables et la proportion des manouvriers dépourvus de propriété avait considérablement diminué. En Flandre, la bourgeoisie rurale était plus nombreuse, non pas moins riche, mais de biens souvent moins étendus, et les fermiers y conservaient la majorité, bien que réduite. Au-dessous d'elle, une proportion de petits propriétaires bien moindre que dans le Sud et un très nombreux prolétariat rural, qui demeurait privé de terre, rappelaient les conditions de l'Ancien Régime. En 1817, le maire de Masny les décrivait dans les mêmes termes que les administrateurs d'autrefois.

La question agraire, telle qu'elle se posait en 1789, n'avait pas été résolue: on l'avait bien vu en l'an III quand les paysans du Hainaut s'étaient spontanément partagés, à titre provisoire, les biens nationaux abandonnés. Elle ne pouvait pas l'être par la bourgeoisie qui, poursuivant l'abo-

lition des formes collectives de la propriété, ne voulait pas en instituer de nouvelles et qui, d'autre part, tenait à prendre sa large part des terres que la nation s'était appropriées. Mais ces principes admis, elle avait manœuvré avec une grande habileté pour rallier à l'ordre nouveau un grand nombre de paysans. En leur abandonnant la majorité des terres aliénées et en provoquant, de fait, le démembrement de beaucoup d'exploitations, elle leur avait permis de se pourvoir individuellement, les avait séparés, par l'intérêt personnel, du prolétariat rural et avait brisé l'action collective qui semblait possible en 1789 et dont les paysans du Cambrésis et du Hainaut avaient donné l'exemple au cours des années suivantes. D'autre part, unie à ce qui restait de l'ancienne noblesse, elle constituait désormais une aristocratie foncière assez puissante pour tenir en respect, par sa dictature économique, cette démocratie rurale qu'elle avait en partie créée, mais qui, pour vivre, devait toujours lui demander du travail ou des terres à louer. Son pouvoir politique était assuré pour longtemps. Le danger qui avait menacé l'Ancien Régime subsistait pourtant : il fallait que la plèbe rurale pût manger : or, l'accroissement de la population demeurerait toujours aussi rapide. Mais déjà une autre révolution avait silencieusement commencé qui allait donner à ce problème la solution que les administrateurs de la royauté avaient entrevue et recherchée ; depuis 1789, la filature mécanique du coton avait à peu près éliminé le rouet, et, dans la bonneterie, les tricoteuses avaient, pour la plupart, disparu par la multiplication des métiers. Déjà les manufactures croissaient en nombre et la machine à vapeur y apparaissait. La grande industrie du Nord allait appeler à elle les manouvriers des campagnes et résoudre la question agraire, en attendant qu'elle en fit apparaître une autre.

## CHAPITRE V

### LA CONTRE-RÉVOLUTION PENDANT L'INVASION (1793-1794)

#### I. - LA JOINTE AUTRICHIENNE

Après la perte de la Belgique et la trahison de Dumouriez, le département du Nord fut envahi, comme on sait, par les coalisés; lorsque Condé et Valenciennes eurent capitulé en juillet 1793, les Autrichiens en particulier s'avancèrent jusqu'aux portes de Bouchain et de Cambrai et occupèrent la plus grande partie du Cambrésis avec la ville du Câteau; Le Quesnoy ayant succombé à son tour, la forêt de Mormal tomba entre leurs mains et ils franchirent la Sambre pour cerner Maubeuge. La victoire de Wattignies arrêta leurs progrès, mais jusqu'à l'été de 1794, ils gardèrent en leur pouvoir les districts de Valenciennes et du Quesnoy tout entiers, la place forte de Landrecies exceptée jusqu'à sa chute au printemps de 1794, une grande partie des districts de Cambrai et de Douai et la partie orientale de celui de Lille. Pendant un an, les Français durent assister, impuissants, au rétablissement de l'Ancien Régime par l'étranger au profit de quelques-uns de leurs compatriotes: seigneurs et prêtres réfractaires. Cette entreprise fut éphémère et l'œuvre de la Révolution n'en a pas été compromise. Mais elle exerça sur l'opinion

une influence qu'il est aisé d'imaginer et surtout, elle présente pour nous, un intérêt historique exceptionnel; car, aucune autre partie du territoire national, d'étendue comparable, n'étant restée à la discrétion de la contre-révolution pendant un si long temps, elle demeura unique.

Ce fut après la prise de Condé que le gouvernement impérial créa, pour gouverner *le pays conquis*, une administration provisoire ou *jointe* dont le chef fut le président du grand conseil de Malines et qui fut composée de trois conseillers et d'une actuaire ou secrétaire. Elle tint séance pour la première fois le 19 juillet 1793. Son autorité effective ne s'exerça jamais sur tout le pays occupé. Dans la zone où les armées étaient en contact, tout essai de gouvernement proprement dit était impossible et les chefs militaires ne lui permettaient pas d'intervenir; en outre, dans les villages occupés par les troupes prussiennes, son influence demeura nulle ou à peu près.

On sait que, depuis les conférences d'Anvers, le démembrement de la France était résolu; les Autrichiens étaient décidés à conserver le pays conquis et, s'ils s'étaient hâtés de constituer une *jointe*, c'était pour marquer, dès l'abord, qu'il était passé sous la domination impériale. Les émigrés ne l'entendaient pas ainsi et considéraient les coalisés comme les auxiliaires du roi de France. Un des premiers soins de la *jointe* fut de repousser « leurs prétentions absurdes sur l'indivisibilité de la monarchie française » et de déjouer leurs tentatives pour constituer dans le Nord « une sorte d'autorité du roi de France ». Elle refusa donc de les laisser rentrer sans distinction. Seuls, les nobles du pays furent autorisés à se réinstaller dans leurs châteaux. On avait conçu le projet d'organiser à Saint-Amand un rassemblement d'émigrés et il avait été fait à la municipalité des réquisitions au nom du roi; la *jointe* s'y opposa et fut approuvée par le gouvernement autrichien. La réinstallation des corps ecclé-



siastiques et des curés fut subordonnée à son autorisation et ceux-là seuls l'obtinrent dont le siège était déjà aux mains des coalisés. L'archevêque et les chapitres de Cambrai durent rester en Belgique en attendant que leur ville eût été conquise. En août, la jointe proposa même de rattacher les pays occupés au ressort des tribunaux supérieurs des Pays-Bas dont ils dépendaient avant la conquête française.

La restauration de l'Ancien Régime avait été décidée à Anvers. Peut-être les fonctionnaires autrichiens, pénétrés des maximes du despotisme éclairé, n'auraient-ils pas été fâchés de l'ajourner, afin de maintenir les réformes propres à fortifier l'autorité de l'Etat et à régulariser l'administration. L'abolition des privilèges financiers ne pouvait leur déplaire et, en conservant provisoirement les impôts français qu'ils trouvaient d'ailleurs bien conçus, ils la maintinrent implicitement. Le joséphisme aussi était devenu une tradition dans l'administration impériale et, quand les abbayes demandèrent leur réintégration, la jointe ouvrit des enquêtes sur leur utilité et sur l'opportunité de procéder à des réunions. Vienne avait décidé de ne rétablir que les communautés comptant au moins quatorze membres. Chacune, avant la levée du séquestre, dut se soumettre par avance aux ordres de l'Empereur, notamment en ce qui concernait les pensions à verser. Malgré tout et quels que fussent leurs projets pour l'avenir, les Autrichiens rétablirent en principe l'Ancien Régime presque sans aucun changement. Ils craignirent, en le réformant, de reconnaître, pour une part, la légitimité de l'œuvre révolutionnaire et de décourager les nobles et les prêtres qui devaient être les plus fidèles soutiens de leur domination. Dans les Pays-Bas, les anciens adversaires de Joseph II guettaient le cours des événements, critiquaient la modération de la jointe et auraient considéré toute entreprise de ce genre comme un retour aux méthodes qui avaient provoqué en 1789 l'insurrection de la Belgique.

Dès le 20 juillet, la jointe promulgua donc une déclaration de l'Empereur et Roi sur le pays conquis; les autorités d'ancien régime étaient rétablies, notamment les échevinages et les bailliages seigneuriaux, mais les anciens membres n'en devaient être confirmés qu'après autorisation de la jointe, en sorte qu'en attendant les résultats de son enquête, elle devait nommer partout des magistrats provisoires, autant que possible sur la proposition des seigneurs. Provisoirement, on continuerait à percevoir les impôts français et la monnaie française garderait cours; l'assignat même était toléré « comme marchandise ». Les lois relatives à la police générale et aux propriétés qui étaient en vigueur en 1789 reprenaient toute leur force; ainsi le terrage, les rentes seigneuriales, la dîme redevenaient exigibles; les biens nationaux non vendus furent restitués et, en principe, ceux qui avaient été aliénés devaient être repris aux nouveaux propriétaires. On réorganisa rapidement les échevinages et les bailliages seigneuriaux ainsi que quelques tribunaux royaux, par exemple la prévôté le comte et la justice prévôtale; le 15 octobre, on rétablit les maîtrises des Eaux-et-Forêts et, le 27 novembre, la maréchaussée. Pour les impôts, la jointe examina comparativement en septembre les anciens et les nouveaux impôts et, en janvier 1794, finit par se prononcer en faveur des premiers.

Leur rétablissement demeura théorique; mais, à Saint-Amand, le magistrat avait été autorisé, dès le 23 juillet, à percevoir les impôts autrefois levés au profit de la ville à condition de faire payer les privilégiés comme les autres.

La jointe cependant se rendait parfaitement compte de l'opposition qu'allaient rencontrer ces mesures et de la peine extrême qu'éprouverait par suite le gouvernement autrichien à rétablir la tranquillité et à se concilier les habitants. Elle connaissait bien les sentiments des émigrés qu'elle réintégrait dans leurs droits et qui, poussés par le besoin et l'esprit

de vengeance, accroîtraient indéfiniment ces difficultés en poursuivant sans merci leurs débiteurs. Aussi montra-t-elle dans l'application la plus grande réserve. Le gouvernement impérial lui-même avait ajourné la décision sur les biens nationaux vendus qui était la plus grave. En matière de dîme et de terrage, elle s'efforça comme lui de temporiser et, laissant seigneurs et paysans s'arranger entre eux, évita d'intervenir en faveur des premiers en leur recommandant au contraire les voies de conciliation.

## II. - LA DÎME ET LES DROITS FÉODaux

Les prêtres et les moines mirent une grande hâte à rentrer en France derrière l'ennemi; ils voulaient, disaient-ils, prendre soin des âmes abandonnées, depuis des mois, aux conseils pernicieux des constitutionnels. En faisant sa part au sentiment religieux, il convient pourtant d'observer que leur situation, dans les pays où ils s'étaient réfugiés, était presque toujours misérable et qu'ils avaient souvent quitté leur famille dans des conjonctures fort pénibles; ils avaient certainement le désir de retrouver des conditions d'existence plus supportables. Ces motifs de bonne foi auraient dû leur valoir des circonstances atténuantes aux yeux des révolutionnaires eux-mêmes quand ils leur reprochaient, ce qui n'était que trop vrai, d'avoir tiré parti des défaites de leur pays. Malheureusement, ils ne s'en tinrent pas à rentrer en France, à la faveur d'une situation qu'ils n'avaient pas créée, sinon désirée; bien qu'ils eussent toujours fait profession de soumission aux lois de la Révolution qui ne touchaient pas aux dogmes de l'Eglise et qui avaient été légalement votées et appliquées, ils applaudirent aux décisions de l'ennemi qui leur étaient favorables et ils en poursuivirent de toute leur force l'application.

Aussitôt réintégrés, à la fin de juillet et dans le courant d'août, la moisson étant très avancée sinon terminée, leur premier soin fut d'exiger la dîme. En considération de leurs besoins, la jointe autorisa même les corps ecclésiastiques qu'elle ne pouvait pas réintégrer, comme le chapitre métropolitain, celui de Sainte-Aldegonde de Maubeuge et l'abbaye d'Hautmont, à la percevoir sous réserve d'en rendre compte. Tous ceux qui auraient pu obtenir semblable permission ne la sollicitèrent pas, car tous les décimateurs n'étaient pas installés en Belgique et à portée de rentrer immédiatement. Comme le séquestre autrichien n'était pas organisé, une part notable des terres ne se virent pas réclamer la dîme en 1793 et il y en aurait eu peut-être davantage encore en 1794, car la faveur accordée par la jointe fut désavouée par le gouvernement central.

La résistance des paysans fut unanime, bien que naturellement oblique dans la plupart des cas. Certains villages prétendirent que la dîme n'était pas encore rétablie, peut-être de bonne foi, la déclaration du 20 juillet n'ayant été connue que peu à peu. D'autres contestèrent au curé le droit d'assermenter les dîmeurs, comme la jointe les y avait autorisés, au cas où l'échevinage ne serait pas encore rétabli. A Louvignies-Bavai, en avril 1794, le curé n'avait pas encore pu trouver un tourneur et le clerc lui-même, qui venait pourtant d'être réintégré et qui avait dîmé la paroisse pendant trente ans, refusa de reprendre cette fonction « par la crainte de l'effet des menaces qui lui ont été faites par le fermier et par celle du retour des Français ». « Dans presque toutes les paroisses », au témoignage de l'archevêque, on refusa la dîme sous prétexte qu'on payait l'impôt foncier dont une part la représentait. Ailleurs, on admit l'obligation mais on demanda une modération à raison des pertes de la guerre. Mais, affirma la jointe, « plusieurs particuliers, par un reste d'adhésion aux principes de la révolution... n'ont

pas voulu la payer quoiqu'elle fût rétablie ». Comme les justices seigneuriales, qui étaient seules reconstituées en août, ne connaissaient pas de la dîme, les curés ne purent les contraindre. Beaucoup de paysans purent d'ailleurs esquiver la difficulté en se hâtant d'enlever leur récolte, en sorte que les décimateurs ne trouvèrent rien dans les champs. Ils prétendirent exiger un dédommagement pécuniaire, mais on leur opposa que la déclaration du 20 juillet n'avait pas d'effet rétroactif; la jointe admit cette thèse pour les fruits récoltés avant la moisson de 1793, par exemple pour la tonte des moutons qui s'était faite au printemps, mais pour la récolte en cours, elle renvoya les parties en justice. Chaque fois d'ailleurs que des contestations lui furent soumises, elle adopta le même parti, ce qui ne fut pas du goût des décimateurs. A plusieurs reprises, elle fut sollicitée de donner un ordre aux municipalités et même aux juges de faire payer ou d'exécuter les défaillants, comme l'avait fait le Département en 1790 en envoyant la force armée dans quelques communes. Le prieur de Beaurepaire demanda même qu'ils fussent condamnés « aux peines et amendes ordinaires ». Mais elle s'y refusa toujours, déclarant qu'elle n'entendait pas connaître des oppositions. Bien mieux, elle conseilla au curé de Bettrechies d'user, de préférence, « de ménagements dans le recouvrement de ses droits et de terminer, le plus que possible, de gré à gré et à l'amiable, les difficultés »; le 14 août, à propos des habitants de Wallers qui admettaient leur dette, mais alléguaient leur misère, « considérant que le but était atteint dès que les débiteurs se soumettaient en principe », elle ordonna que les juges lui déféreraient leurs sentences avant de les faire exécuter, attendu que « s'il était important de restaurer la dîme, il ne l'était pas moins que l'empressement des décimateurs ecclésiastiques à rentrer dans la jouissance de leurs dîmes ne dégénéra point, dans bien des cas, en vexation et en oppression ». Mais il semble



qu'en général les tentatives de conciliation échouèrent devant l'obstination des paysans. Le 29 décembre 1793, le fondé de pouvoir du chapitre métropolitain déclara qu'il n'avait pu nulle part obtenir qu'on lui laissât lever la dîme, ni qu'on lui en payât la valeur en argent au moyen d'une taxe assise et levée par les municipalités; à la vérité, plusieurs notables de chaque paroisse se montraient disposés à transiger, attendu qu'il ne demandait qu'une redevance très modérée, mais leur bonne volonté se heurtait partout à l'opposition «des esprits mutins et factieux». La jointe l'autorisa à poursuivre, mais elle ne lui permit point de faire afficher l'arrêté qu'elle avait rendu en sa faveur: elle se refusa même à exercer une pression morale. Renvoyé aux tribunaux ordinaires, le clergé en obtint des sentences de condamnation, mais l'obligation d'intenter un procès à chaque cultivateur rendit, provisoirement du moins, son droit illusoire.

Naturellement les dîmes inféodées, le terrage, les rentes seigneuriales eurent le même sort que la dîme ecclésiastique. A Fenain, les habitants ne voulurent payer le terrage qu'en argent sur le pied de la convention conclue en 1791 pour trois ans, mais que le fermier regardait comme caduque parce qu'ils avaient refusé, bien entendu, de payer en 1792, en invoquant la loi du 28 août. A Flines, ils déclarèrent que le terrage avait été aboli contre indemnité par la Révolution, que le seigneur avait peut-être été remboursé et qu'il leur importait de s'en assurer: ils osèrent ajouter qu'il devait produire ses titres. Sans aller aussi loin, les paysans refusèrent en général de payer. A Chéreng, le seigneur tint son siège de rentes à la Saint-Rémy, mais personne ne se dérangea. Et les seigneurs furent traités par la jointe comme les décimateurs. Quant aux autres droits féodaux, on n'eut le temps, à peu près nulle part, d'en entreprendre la restauration.

La jointe avait cru les paysans intimidés et prêts à la conciliation. Si la Révolution eût été écrasée et la guerre ter-



minée, ils auraient évidemment cherché à transiger. Mais ils avaient entendu parler de Valmy et ils savaient que le siège de Lille avait été suivi par la victoire de Jemappes; les républicains n'avaient pas dit leur dernier mot; or, tant que rien n'était décidé, les Autrichiens voulaient d'autant moins exaspérer la population que des troubles eussent gêné leurs opérations militaires. Aussi le rétablissement de la dîme et les droits féodaux ne rapporta pas grand'chose aux privilégiés en même temps qu'elle exaspéra les colères et prépara des représailles; mais on se rend parfaitement compte de ce qui se serait passé si la Révolution eût succombé.

### III. - LES BIENS NATIONAUX

La question des biens nationaux embarrassait beaucoup plus encore l'administration autrichienne. Il n'était pas difficile de décider à l'égard des biens d'émigrés: on n'en avait encore vendu aucun; on n'eut qu'à lever le séquestre pour ceux dont les propriétaires avaient été autorisés à rentrer. Mais pour les biens ecclésiastiques, il en allait autrement. Ayant besoin d'argent, la jointe n'était pas pressée de lever le séquestre et elle n'accorda cette faveur qu'aux ecclésiastiques réintégrés, sous les conditions qu'on a dites. Elle désirait même aller plus loin et proposa, avant de leur rendre leurs biens, de les soumettre à l'impôt et de leur imposer l'engagement de dédommager les acquéreurs au cas où on leur ferait rendre les domaines aliénés. C'était en effet cette dernière opération qui lui paraissait l'écueil le plus redoutable. Plus encore que le rétablissement de la dîme et des droits féodaux, elle devait aliéner à l'Autriche d'innombrables familles et pousser à une résistance désespérée les populations qu'il faudrait soumettre encore pour atteindre Paris. Il fallait trouver un accommodement: les Français re-

vinrent qu'on ne s'était pas encore décidé à en choisir les termes.

La jointe proposa, le 8 août, de déclarer les ventes nulles, ce qui n'étonnerait personne, mais, en même temps, de laisser aux acquéreurs tous les fruits perçus, de leur rembourser les améliorations réalisées sur les fonds et tous les paiements déjà effectués, en valeur réelle toutefois. Elle montra que les acquéreurs avaient été de bonne foi, le roi ayant sanctionné les décrets, qu'il serait aussi injuste qu'impolitique de les ruiner et déclara que si le clergé se plaignait, ce serait « une ingratitude et une injustice signalées ».

Comme la jointe l'avait rappelé, en discutant à la fin de juin les modalités de la contre-révolution, on avait eu l'idée de régler cette affaire afin de pouvoir exiger l'adhésion des anciens propriétaires à la solution adoptée avant de les rétablir. On y avait renoncé pour en référer à l'Empereur; aussi la déclaration du 20 juillet était demeurée muette sur la date et les modalités de la restitution. On dut se contenter de recommander au clergé la plus grande modération à l'égard des acquéreurs et lui interdire toute entreprise contre eux. Quant aux propriétaires dont le siège était encore aux mains des Français, comme l'archevêque lui-même, ils n'obtinrent même pas ceux de leurs biens qui n'avaient pas été aliénés.

Cette politique était d'une maladresse remarquable et bien digne de la légendaire lenteur des Impériaux. Les acquéreurs, craignant le pire, demeurèrent, il est vrai, prêts à la soumission. Mais les prêtres et les moines qui auraient souscrit à tout, aux premiers jours, tant ils étaient besogneux et désireux de rentrer en France, n'attendirent même pas toujours d'être réinstallés officiellement pour se montrer « indiscrets », suivant l'expression de la jointe, et pour mépriser les conseils de modération. Elle n'avait pas prévu qu'ils s'en écarteraient si vite, mais elle n'était pas, il faut le

dire, responsable de l'ajournement : elle l'avait combattu et insista, le 8 août, pour qu'on décidât promptement. Les tribunaux allaient être rétablis. Aussitôt les propriétaires ecclésiastiques revendiqueraient par devant eux les biens aliénés, ce qui aboutirait à « ces contestations malheureuses sur le pouvoir des peuples et des nations, jusque-là souterraines, qu'une métaphysique fatale a creusées sous le trône des rois ». Il fallait écarter des tribunaux « ces discussions fatales qui ont fait la révolution et qui l'ont constamment accompagnée. Jamais les grands principes sur lesquels reposent l'obéissance des peuples et l'autorité des rois ne doivent être mis en question et nulle part il ne serait plus dangereux de méconnaître cette vérité que dans ce pays ». Il fallait de plus éviter que la jurisprudence ne devînt contradictoire. Mais à Vienne, on montra de la répugnance à sanctionner la règle uniforme proposée le 8 août en faveur des acquéreurs ; car, le 28 septembre, en maintenant qu'il fallait trancher par ordonnance la question de propriété, la jointe admit, conformément aux instructions reçues, que les acquéreurs pouvaient être traités différemment suivant que leur conduite, pendant la Révolution, prouverait soit qu'ils avaient acheté, comme beaucoup le prétendaient maintenant, pour rendre leurs biens aux anciens propriétaires lors de leur retour ou tout au moins de bonne foi, soit au contraire qu'ils n'étaient que des spéculateurs ou les suppôts des jacobins. Elle suggéra aussi un nouveau moyen conciliatoire : c'était de laisser les terres à bail aux acquéreurs qui, souvent, les restitueraient à ce prix sans contester beaucoup sur la répétition des fruits perçus, ni sur l'indemnité pour les paiements effectués. On aurait créé une commission arbitrale pour régler les différends que les intéressés n'auraient pu apaiser eux-mêmes. Mais elle ne parvint pas à tirer le gouvernement de son indécision.

Le clergé en témoigna une irritation extrême ; d'ailleurs, il protesta aussi contre les solutions envisagées par la jointe.

La situation matérielle ne l'inclinait pas à la conciliation. La dîme n'avait pas rapporté grand'chose; les gros décimateurs ne payaient pas les portions congrues et la jointe en outre les accusait de ne le vouloir pas faire, pour peser sur la volonté du gouvernement, en poussant ainsi les curés, déçus et misérables, à l'assaillir de leurs réclamations. Ce fut naturellement l'archevêque qui se chargea de résumer, au début de décembre, les protestations du clergé. En déplorant comme lui qu'on eût abouti à rien, la jointe se plaignit de « son ton altier », « de ses reproches violents et de ses menaces ». Elle s'éleva aussi contre l'appui moral que les prêtres belges donnaient en cette circonstance à leurs collègues français. Les municipalités établies par les Autrichiens, formées d'émigrés et de contre-révolutionnaires, se mirent également à manifester. En décembre, le magistrat de Valenciennes présenta requête pour exiger l'annulation sans indemnité. « Si on parle d'indemnité, on fera croire à la faction qu'on la craint, qu'on veut la ménager, ce qui ne pourra encore qu'échauffer les têtes... On va soutenir et relever les assignats avec lesquels, ils ont tout corrompu, avec lesquels ils font la guerre à toute l'Europe »; il fit imprimer sa requête et elle se répandit dans le public. Un bénéficiaire de Valenciennes, ayant attaqué un adjudicataire par devant lui, avait déjà obtenu sentence de déguerpissement. La jointe en suspendit l'exécution et interdit au magistrat de rien faire imprimer à l'exception des ordonnances de police, en déplorant l'alarme qu'on répandait parmi les acquéreurs. Dans toutes ses décisions, elle maintint ces derniers en jouissance et défendit aux ecclésiastiques pétitionnaires de les expulser.

Mais en fait, dès le premier moment, elle fut débordée. Ayant laissé rentrer les prêtres et les moines et les ayant réintégrés sans condition, elle était désarmée à leur égard. Proposant de leur rendre leurs anciennes propriétés, elle ne pouvait décemment les traduire en justice s'ils ne respec-

taient pas les acquéreurs: déjà, l'archevêque lui reprochait de traiter ses prêtres aussi mal que l'avaient fait les révolutionnaires. D'autre part, ils trouvaient des partisans dans chaque village: fermiers dépossédés, fidèles du réfractaire, gens de loi du seigneur entraînaient les paysans qui n'avaient rien acheté et jalousaient les acquéreurs. Enfin la jointe n'avait pas d'autorité dans les villages occupés par les Prussiens: à Hasnon, Rumegies, Saméon, les officiers prussiens ordonnèrent aux commissaires qu'ils avaient nommés dans les villages de saisir et de vendre la récolte des biens nationaux vendus ou les autorisèrent à le faire et, malgré les plaintes de la jointe, Cobourg ne crut pas pouvoir intervenir.

Lors de l'installation de la jointe, la moisson en effet commençait. En même temps qu'ils réclamaient la dîme, curés et moines revendiquèrent la récolte de leurs anciennes terres, la firent souvent enlever et vendre avec le concours des municipalités provisoires. Les propriétaires réclamèrent. La jointe leur donna raison, mais la vente étant opérée, elle ordonna seulement d'en séquestrer le prix et l'on peut bien croire que cette décision était de pure forme. Même l'archevêque de Cambrai, qui n'avait pas été réintégré, se permit de défendre aux acquéreurs de ses anciennes possessions d'en jouir désormais et donna procuration pour l'administration de ses domaines. Partout les anciens fermiers qui avaient renoncé à leurs baux par voie de transaction, qui avaient été régulièrement évincés par les tribunaux ou dont le bail était venu à expiration, prétendirent conserver ou reprendre leur exploitation. La jointe renvoya les acquéreurs à se pourvoir comme ils l'entendaient: c'était encore une protection nominale. En fait, les fermiers usurpateurs, soutenus par le clergé et par les autorités locales, demeuraient en possession.

Quand la récolte fut achevée et que vint le temps des labours, quelques acquéreurs demandèrent l'autorisation qui



leur fut accordée de cultiver sous garantie du remboursement éventuel des avances. Mais on put constater que beaucoup, incertains du lendemain, renonçaient à exploiter leurs terres; d'autres avaient fui avec les Français. Le 4 septembre, la jointe autorisa donc, par nécessité publique, les anciens propriétaires à faire sommation aux nouveaux de continuer la culture et, désormais, elle les autorisa à se remettre en possession des biens abandonnés. Semblablement, elle interdit aux acquéreurs de transformer les domaines acquis, de démolir une maison ou d'abattre des bois.

Finalement, le paiement des fermages fut mis en question, les termes étant échus. Les fermiers refusèrent de s'acquitter et les acquéreurs demandèrent à les poursuivre. La jointe les y autorisa d'abord, puis elle céda de nouveau. Les fermiers en effet proposèrent de verser les rendages aux anciens propriétaires ou de les consigner et, en janvier 1794, elle décida que le séquestre était de droit s'il était proposé. Enfin le 4 mars, elle expliqua qu'en laissant les acquéreurs en possession, elle n'avait pas eu l'intention, qu'on lui avait assez logiquement attribuée, de permettre à tous indistinctement de percevoir les fermages pour l'avenir. Ceux qui cultivaient eux-mêmes devaient être laissés en possession de leur récolte par justice et par politique, car il fallait assurer la culture, et par raison financière, car il aurait fallu leur tenir compte des dépenses et les frais du séquestre aurait absorbé le produit des fermages. Mais il en allait autrement pour les acquéreurs qui affermaient: les rendages qui leur étaient dûs devaient être mis sous séquestre et ceux qui avaient été payés devaient être répétés. Comme on pouvait être sûr qu'en ce cas ils ne réclameraient plus rien, la jointe proposa de commander à tous les fermiers de payer aux receveurs du domaine. Déjà, elle avait prescrit à ces derniers de dresser des états des biens vendus ou à vendre et elle jugeait ce procédé expédient, car elle manquait d'argent.



Visiblement les contre-révolutionnaires entraînaient leurs protecteurs à se montrer de moins en moins favorables aux acquéreurs. Aussi, plusieurs exemples montrent que quelques-uns de ceux-ci cherchaient à transiger. Dès le 7 août 1793, plusieurs habitants d'Erre demandèrent à reprendre à titre de bail, de l'abbaye de Marchiennes, les terres qu'ils avaient achetées. Le 4 juin 1794, un marchand de Valenciennes restitua une maison à l'abbaye de St-Jean. Le 25, la compagnie d'Anzin prit à bail du chapitre St-Géry, 161 mencaudées qu'elle avait acquises le 4 mai 1791. Il est probable qu'il y eut beaucoup de faits semblables et qu'un grand nombre d'acquéreurs n'auraient pas demandé mieux d'en faire autant. Mais le clergé, qui espérait toujours une restitution pure et simple, n'était pas unanimement disposé à un accord et les acquéreurs, d'autre part, ne se résignaient pas à tout perdre. Leur situation allait empirer, car la récolte approchait : on allait la leur disputer et ils ne disposaient d'aucun appui. Probablement, on pensait à Vienne qu'ils se lasseraient et céderaient la place ou accepteraient les conditions que le clergé leur dicterait. C'est probablement ce qui serait arrivé. Mais la Révolution triompha enfin.

On a émis l'opinion que la monarchie restaurée n'aurait pas rendu les biens de l'église, sans doute parce qu'on suppose qu'elle n'aurait pu rembourser les acquéreurs ou qu'elle aurait trouvé avantageux de vendre à son profit ce qui en restait ; on peut l'admettre, si l'on suppose également que la contre-révolution se fût faite du consentement des Français. Mais en fait, personne ne douta jamais, dans le département du Nord, qu'elle pût s'accomplir sans le concours de l'ennemi qui ramènerait le clergé et les émigrés : sous la protection des baïonnettes étrangères, ceux-ci pouvaient tout faire ; le roi restauré, plus encore que la jointe autrichienne, aurait été leur prisonnier : pas davantage n'aurait-il pu assurer aux

acquéreurs une jouissance paisible ou une juste indemnité, ni refuser à la contre-révolution triomphante l'annulation des ventes nationales.

#### IV. - LA RÉPRESSION CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

Il n'est pas douteux enfin qu'en rentrant en France, plus d'un émigré comptait non seulement restaurer l'Ancien Régime, mais tirer vengeance des révolutionnaires : ceux-ci ne se faisaient pas d'illusions à cet égard et s'enfuirent en grand nombre à l'approche de l'ennemi. Le 18 août 1793, à Taisnières-en-Thiérache, les paysans qui avaient été poursuivis naguère, à raison du vacarme de Maroilles, se firent remettre les lettres de grâce que le roi leur avait accordées, « à cause que l'on craint d'être envahi par l'ennemi » et qu'ils ne fussent désignés aux représailles, si l'on découvrait ces pièces.

Les curés, vicaires et clercs constitutionnels furent naturellement chassés des églises et des presbytères; le culte leur fut interdit; quelques-uns furent emprisonnés. Les Augustins de Valenciennes qui, au début de la Révolution, s'étaient prononcés en faveur des réformes, durent se disculper. Mais les contre-révolutionnaires auraient voulu davantage : des poursuites pour délit d'opinion, par exemple, ou une loi des suspects. La sécurité des armées d'occupation aurait pu aisément servir de prétexte à des mesures d'exception. D'innombrables dénonciations furent adressées à la jointe pour qu'elle punît en effet ou fît emprisonner comme tels les clubistes et les fonctionnaires. Les nobles ne furent pas épargnés : on en dénonça deux à Condé, le 14 août, dont l'un avait accepté d'être élu juge de paix; la procédure pré-vôtale fut reprise contre Desars-Dorimont, l'amnistie de la Constituante étant comptée pour rien, et un mandat d'ar-

rêt fut décerné contre lui le 29 août. A St-Amand, la municipalité demanda qu'on rouvrit aussi l'instruction contre ceux qui s'étaient compromis, en septembre 1792, lors de la reprise de la ville par les Français, dans le pillage des maisons des personnes « qui jusqu'alors s'étaient montrées attachées aux bons principes ». En attendant, les curés réfractaires procédèrent à la purification de leurs églises, conformément aux instructions de leurs supérieurs, et mirent en demeure les sectateurs des constitutionnels de venir à résipiscence et de faire amende honorable. En quelques circonstances, cette expiation semble avoir été accompagnée de cérémonies humiliantes. Les autorités locales obtinrent aussi des militaires l'arrestation de certains individus particulièrement signalés à l'animadversion des contre-révolutionnaires. Dans chaque village, les haines se déchaînèrent et les dossiers des émigrés ou des personnes qui furent poursuivies après la rentrée des Français signalent un grand nombre de vexations plus ou moins graves infligées aux patriotes.

Les représailles d'ordre civil ne furent pas non plus dédaignées. Des émigrés demandèrent à se faire restituer la valeur de leurs meubles par ceux qui en avaient ordonné la vente. Les échevins de Raismes proposèrent d'asseoir une taxe de 37.100 livres sur ceux qu'ils désignaient « pour s'être mal montrés pendant la révolution, en proportion des preuves plus ou moins prononcées dont ils ont signalé leur conduite ». Les tribunaux rétablis ne demandaient qu'à contribuer à la répression. Le magistrat de Valenciennes demanda que tous les jugements prononcés par la justice instituée en 1790 fussent déclarés nuls, tout au moins dans les cas où ils n'étaient pas encore exécutés. Il ne voulait pas tenir compte de la dépréciation des assignats dont la jointe avait pourtant fait dresser un tableau par la chambre consulaire. Un fermier de Salesches, ayant emprunté 20.000 livres en assignats à Delépine en 1792, se vit réclamer les intérêts

en espèces sans aucune réduction et, s'attendant à être condamné, dénonça le tribunal qui, disait-il « prend à tâche de contredire et de contrarier tout émanation d'autorité, en jetant par ses jugements absurdes l'alarme dans toute la province et le germe des plus affreuses discordes ».

A plus forte raison, les contre-révolutionnaires s'indignaient-ils de constater que leurs compatriotes n'étaient nullement soumis, ni même, parfois, intimidés. A la fin de septembre 1793, dans quantité de villages des environs de Bavai, les paysans étaient encore « fort montés » et on n'osait essayer de les désarmer. La dame de Forest se plaignait à la même époque qu'il se trouvât à Bruille « quantité de mauvais sujets plus insolents que jamais ». On s'irritait surtout de s'apercevoir, à nombre d'indices, qu'ils espéraient toujours la victoire de la Révolution. Beaucoup d'échevins refusèrent d'entrer en fonctions. A Beaudignies, deux municipalités nommées par le seigneur donnèrent leur démission. Rien ne surexcitait davantage l'esprit de vengeance que de se représenter le retour triomphant des sans-culottes aux applaudissements de ceux qui, dans le présent, se trouvaient à la discrétion de la contre-révolution. Ces mouvements passionnés qui ont tant contribué à déchaîner la terreur révolutionnaire agitaient également ceux qui l'incriminaient.

Mais la jointe n'était pas disposée à tolérer une terreur blanche. Le 29 juillet 1793, elle votait en principe qu'il fallait « restreindre les poursuites criminelles pour excès commis pendant la révolution au plus petit nombre possible et à celles seulement qui pourraient s'intenter à la charge des scélérats qui seraient demeurés dans le pays ou qui y reviendraient ». Encore moins avait-elle l'intention de poursuivre les gens à qui on ne reprochait que leurs opinions ou l'exercice de fonctions publiques. Mieux encore, elle souhaitait n'avoir pas même à intenter telles poursuites criminelles qui

lui auraient paru légitimes et « que le militaire s'occupât, à mesure qu'il entrerait plus avant en France, de repousser devant soi les individus dont la surveillance ou la punition ne ferait que donner des embarras ». Au lieu de les emprisonner, elle fit reconduire chez les Français plusieurs prêtres constitutionnels et plusieurs personnes dont les sentiments révolutionnaires n'étaient pas douteux. Elle refusa de provoquer l'extension de la juridiction prévôtale et de multiplier les procès, notamment en ce qui concernait « les paroles, espèce de délit sur lequel il faut plus souvent dissimuler que de lui donner de l'importance par l'éclat des poursuites qui d'ailleurs dégénèrent fréquemment, dans pareils cas, en vexations onéreuses aux sujets et au prince ».

Cependant, en cette matière comme à propos des biens nationaux, elle dut céder peu à peu à la pression des contre-révolutionnaires. Il lui fallait assurer l'administration. En droit, le service d'échevinage était obligatoire et elle dût sanctionner par des poursuites les refus qu'on lui dénonça. Elle avait ordonné la reddition des armes, le 26 août, et quand un suspect lui était signalé, il lui fallait bien examiner si ses opinions n'en pouvaient pas faire un agitateur ou un espion. D'autre part, elle ne pouvait pas empêcher les tribunaux d'accueillir les plaintes et il lui fallut admettre que les révolutionnaires pouvaient être déclarés civilement responsables : on pouvait ainsi, faute de les emprisonner ou de les pendre, les ruiner à coup sûr en leur imputant à crime une foule d'actes exécutés en conformité des lois de la Révolution. Le 27 mars 1794, elle finit même par adopter les vues du magistrat de Valenciennes sur les sentences des tribunaux nationaux : celles qui n'étaient pas contestées devaient être entérinées par le tribunal compétent, sans aucune mention du premier jugement, mais tout assigné pour exécution était admis à le contester et, en ce cas, la procédure était rouverte. En matière de police et de représailles, la

jointe eût été peu à peu entraînée bien plus loin qu'elle ne l'eût voulu, surtout dans le cas où les Autrichiens eussent été victorieux en 1794 : le nombre des émigrés rentrés eût grossi à vue d'œil et elle n'aurait pu les empêcher d'agir à leur gré, en invoquant les excès croissants de la terreur révolutionnaire.



## CHAPITRE VI

### LES CHARGES DU PAYSAN: L'IMPÔT ET LE SERVICE MILITAIRE

#### I. - L'IMPÔT: RÉPARTEMENT, ASSIETTE ET PERCEPTION

La Révolution a délivré le paysan de la dîme et du terrage, mais elle a augmenté l'impôt: de la façon qu'il l'a payé, on peut conclure que, pendant longtemps, le profit, pour lui, est demeuré considérable; cependant cela pouvait lui donner à réfléchir et diminuer son contentement. Les contemporains s'en avisèrent et les plaintes d'ailleurs ne manquèrent pas. C'est encore là une question fort épineuse, mais on ne peut la négliger, car, pour le paysan, elle était essentielle.

Au cours de la révolte agraire, on avait cessé de payer l'impôt, parfois d'ailleurs en invoquant la misère du temps. Dans le Sud, le bruit courait, à la fin de 1789, « qu'on ne paierait plus rien, ni dîmes, ni droits féodaux, ni impôts » et, en Cambrésis, on assura plus tard que les Etats avaient pris ceux de 1789 à leur charge. Beaucoup d'échevinages avaient cessé de dresser les rôles. Quant aux taxes indirectes, personne ne voulait plus en entendre parler. « Un seul instant a suffi, écrivait-on au duc de Croy, le 4 octobre 1789, pour dissoudre le système qui existait; Dieu sait combien de temps il faudra pour établir celui qui doit le remplacer ».

En attendant, l'Assemblée avait maintenu les anciens impôts. Mais la résistance passive continua en 1790. Les nouvelles municipalités souvent durent faire leur apprentissage et d'ailleurs, pour commencer, entreprirent généralement la révision des anciens comptes. L'opinion commune était qu'on découvrirait des malversations et des gaspillages et qu'on pourrait alléger la charge du contribuable; les privilégiés aussi allaient être imposés: pourquoi payer si on devait être dégrévé? En 1790, les villages de la châtellenie de Bourbourg refusèrent catégoriquement d'acquitter les taxes et notamment celles des watteringues, alléguant que l'exercice de 1789 avait laissé un excédent suffisant pour l'année courante. Pour les charges indirectes, c'était pis. A Caudry, on assurait que ces contributions étaient supprimées; on ne faisait plus de déclarations pour les bestiaux et pour les boissons; les employés des fermes n'osaient entreprendre les visites domiciliaires: l'Assemblée les ayant interdites pour le faux saulnage, on les regardait comme condamnées généralement, et, au surplus, on manifestait partout l'intention de s'y opposer par la force. La vente du tabac et des boissons était devenue libre, et à la frontière, la fraude même avait fait de grands progrès. En fait, ces impôts se trouvèrent abolis.

A s'en tenir aux impôts directs et aux taxes indirectes signifiées quoique non payées, le Département et les Districts lors de leur entrée en fonctions, en juillet 1790, constatèrent un arriéré de sept millions. A la vérité, on exagère le mal si on prend cette remarque à la lettre: dans l'Ancien Régime, le paiement des contributions d'une année s'opérait toujours au cours de l'année suivante et souvent beaucoup plus tard. Au 1<sup>er</sup> avril 1788, les Etats du Cambrésis n'avaient encore versé que 55.881 l. sur l'exercice de 1787 et seulement 3.800 livres sur 336.186 dues pour 1786. Il paraît cependant que nulle part en France le déficit n'était aussi grand que dans le Nord. Le Département se mit à l'œuvre en octobre; les

Districts exécutèrent ses ordres avec plus ou moins d'activité et désormais, circulaires, avis, proclamations, faisant appel à la raison, au zèle patriotique et recourant enfin à la menace se répétèrent indéfiniment pendant toute la Révolution. Ces efforts ne restèrent pas inutiles. Comme le Département l'observait, les habitants étant accoutumés à payer au moins une année en retard, il n'était pas possible d'espérer qu'ils verseraient d'un coup deux années, et, en plus, la contribution patriotique. « On ne peut extirper cet abus que peu à peu et il y faut quatre à cinq ans ». Au 1<sup>er</sup> septembre 1791, l'arriéré se trouvait ramené à 3.383.207 livres, y compris celui de 1790. En un an, on avait donc fait rentrer beaucoup plus de la moitié de ce qui était dû pour les années antérieures. En outre, on avait mis en recette les rôles d'acompte pour les six premiers mois de 1791 et ceux de la contribution patriotique. On peut donc conclure que, si la guerre n'était survenue, les prévisions du Département se seraient réalisées. En fait, elle provoqua une telle perturbation que, sous le Directoire, l'arriéré des impôts d'Ancien Régime n'était pas encore soldé et qu'on en remit au moins une part pour pertes de guerre.

Il va de soi que, pour ramener la perception à son état normal, il eût mieux valu ne pas toucher à l'organisation financière. La Constituante ne méconnut pas une vérité aussi évidente : elle ordonna de percevoir l'impôt direct en 1790 sur le même pied qu'en 1789, se bornant à y assujettir les privilégiés et, pour 1791, elle fit dresser des rôles d'acompte pour les six premiers mois en attendant l'achèvement des matrices. Mais, à moins de ne tenir aucun compte des circonstances historiques, on ne peut lui reprocher d'avoir changé les bases de l'imposition. Le paysan l'avait élue pour réformer l'organisation financière aussi bien que pour abolir la dîme et le régime féodal : les cahiers de paroisse ne laissaient aucun doute à cet égard. La révolte plus ou moins

ouverte des campagnes ne pouvait pas épargner les impôts d'Ancien Régime et l'on n'aurait pas pu prêter main-forte aux fermiers généraux sans procéder à une véritable contre-révolution. Que la Constituante ait pu exiger une taxe directe en remplacement des droits sur les cuirs, l'amidon et les huiles pour 1790, et que l'administration révolutionnaire ait pu faire rentrer une si forte proportion de l'arriéré ou dresser de nouveaux rôles sur le pied des anciens, c'est même une preuve qu'elles exerçaient un grand ascendant moral ou, si l'on préfère, que la population avaient conservé, malgré tout, quelque esprit de soumission à l'autorité. Mais les documents ne permettent pas de douter que la Constituante déçut encore une fois les paysans du Nord par la lenteur de ses réformes.

Un répartition équitable entre les communautés, tel était le vœu le plus essentiel des cahiers. Il était d'autant plus nécessaire de l'assurer que la suppression des contributions indirectes, de la corvée royale, de la milice et des fournitures militaires obligeait à augmenter les impôts directs, sans compter qu'en 1790 on exigea un subside extraordinaire, en remplacement des droits supprimés, et en outre la contribution patriotique. Les provinces qui étaient relativement épargnées jusque-là, comme le Cambrésis, avaient perdu leurs privilèges. Dans le même Cambrésis, où les octrois étaient la principale ressource des Etats, l'accroissement de la charge directe ne pouvait manquer de surprendre. A la vérité, le paysan était dégrévé quant à sa consommation, mais, à mesure que l'assignat s'avilit, les prix montèrent, en sorte que la vie ne fut pas à meilleur marché. Il faut se rappeler aussi que la suppression de la dîme devait profiter en principe au propriétaire et que les plus lourds des droits féodaux subsistaient. Au surplus, quel contribuable aurait pu faire la balance exacte des gains et des pertes? Quel paysan ne devait s'irriter en voyant sa cotisation demeurer seulement au même

taux qu'autrefois, alors qu'il avait compté qu'elle diminuerait? Il aurait donc fallu que le répartition fût à l'abri de toute critique et par conséquent ne l'exécuter que d'après les nouvelles matrices dûment contrôlées. Or, leur confection devait exiger beaucoup de temps. Déjà, la Constituante avait tardé jusqu'au 21 mai 1791 pour fixer le contingent départemental, et, dans le Nord, on ne put le répartir qu'en octobre entre les districts. A quelle date eût-il fallu ajourner cette opération si le Département n'eût pris pour base les rôles de 1790? Il ordonna pareillement aux Districts de diviser leur part entre les communes d'après la même règle. Or, ces rôles n'étaient autres que ceux de l'Ancien Régime auxquels on avait ajouté les privilégiés. Toutes les causes qui viciaient le répartition subsistèrent donc et leurs effets désastreux furent aggravés parce que leur action s'étendit à la contribution mobilière: pour la répartir, on utilisa le dénombrement des feux et des citoyens actifs opéré en 1790; on attribua un tiers de l'impôt aux feux, un tiers au nombre des actifs; le dernier fut assigné en proportion précisément des anciennes contributions. Par sa nature, il devait atteindre surtout les villes: il advint au contraire que les campagnes durent en supporter la plus grande part. Dans le district de Bergues, Dunkerque en paya un cinquième à peine, au lieu qu'elle aurait dû en supporter trois sinon quatre, attendu qu'elle possédait le tiers de la population, les trois quarts des domestiques, les sept huitièmes des chevaux taxés et les trois cinquièmes des loyers. De surcroît, tous ceux dont le revenu n'excédait pas une journée de travail et qui, dans l'Ancien Régime, étaient taxés néanmoins, furent exonérés par la Constituante. Ainsi les habitants des campagnes furent « monstrueusement » surchargés, ce qui n'empêcha pas la municipalité de Dunkerque de déclarer la perception impossible à cause de la trop grande « hauteur » de l'impôt. Entre les communautés, la répartition, d'autre part, continua de

présenter « une bigarrure gothique ». Il en résulta une infinité de réclamations; chaque municipalité s'estima fondée, jusqu'à décision, à ne pas dresser de rôle et ne s'y résigna, contrainte et forcée, qu'après de longs délais. Or, en 1792, le répartition dut se faire, toujours très tardivement, de la même manière qu'en 1791: les états de sections et les matrices n'étaient pas terminés dans toutes les communes.

Eût-on disposé des nouvelles matrices qu'elles n'auraient pas constitué, il faut le reconnaître, une base de répartition entièrement satisfaisante. Leur imperfection principale à cet égard ne résultait pas des déclarations infidèles, quant à l'étendue, que des municipalités furent accusées d'avoir acceptées les yeux fermés, mais de la détermination arbitraire du produit net imposable; on l'avait confiée aux municipalités et elles avaient intérêt à l'abaisser, car l'impôt foncier ne devait pas en dépasser le sixième; ainsi les matrices n'étaient pas réellement comparables. On aurait pu se rendre compte, dès l'abord, qu'il était absolument nécessaire de confier cette grande entreprise à des fonctionnaires spécialistes et indépendants. La Constituante paraît s'en être avisée; car, le 17 septembre 1791, elle créa, dans chaque département, des visiteurs et un inspecteur général des rôles, mais ce décret fut rapporté dès le 4 décembre 1792. Certains Districts cherchèrent alors à mettre fin tout au moins aux contestations entre leurs communes. Le 21 juillet 1792, celui de Douai décida d'envoyer, dans chacune d'elles, des experts qui vérifieraient les déclarations et l'évaluation du produit net. Après le 10 août, celui de Bergues arrêta de considérer comme provisoires les rôles de 1791 et de 1792 et de tenir compte du trop imposé en 1793: les municipalités furent autorisées à présenter leurs réclamations que des experts contrôlèrent. Le 26 décembre, le nouveau Département prit à son tour un arrêté pour réglementer la procédure en matière de dégrèvement, et enfin, le 12 juin 1793, prescrivit de faire



dans chaque canton une évaluation de toutes les propriétés foncières et mobilières. Un membre du conseil général fut envoyé dans chaque district avec ordre de s'adjoindre un membre de l'administration et un laboureur instruit; chaque municipalité devait envoyer deux de ses membres par devant eux avec tous les documents permettant d'établir l'évaluation du produit net. Malheureusement l'invasion rendit cet arrêté caduc. L'Administration centrale le reprit le 22 vendémiaire an V et un commissaire fut envoyé près de chaque administration municipale, mais le Consulat fut inauguré sans que le travail eût été achevé et sans que les protestations eussent cessé. Le nouveau gouvernement lui-même se borna, en l'an XI, à ordonner l'arpentage par section et par masse de culture ainsi que l'évaluation pour un certain nombre de communes par arrondissement, deux au moins, huit au plus; il n'en vint qu'en 1807 à ordonner d'entreprendre, aux frais de l'Etat, le cadastre qui avait été réclamé par les cahiers de 1789.

Pour la mobilière, il fut plus difficile encore de parvenir à des résultats satisfaisants parce que la guerre et l'invasion ôtèrent toute réalité aux recensements qu'on n'avait pas le temps de mettre à jour. Aussi le 9 frimaire an II, la Convention la transforma en un impôt de quotité, ce qui fit disparaître enfin tout caractère vexatoire à l'égard des paysans; elle la réduisit de plus à la moitié en ce qui concernait les taxes fixes, en sorte que leurs charges furent beaucoup diminuées. Puis le 23 nivôse an III, elle la supprima, pour l'an II, réserve faite d'un cinquième pour l'acquit des charges locales. Rétablie le 7 thermidor suivant comme cote personnelle et somptuaire, elle resta légère pour les paysans et ne reprit d'importance que le 14 thermidor an V quand on eut rétabli la taxe d'habitation. En l'an VII, l'impôt des portes et fenêtres vint réduire encore le dégrèvement. Ce dernier impôt était une taxe réelle, d'assiette facile, mais la

mobiliaire si allégée qu'elle eût été, fut répartie, jusqu'au bout, entre les communes d'après la population, c'est-à-dire de manière très injuste.

Ce fut seulement la répartition entre les contribuables d'une même commune qui se trouva dès l'abord établie sur des bases convenables par l'imposition au centime le franc du revenu net ou du loyer. La taxe personnelle fixe de trois journées de travail ne toucha pas ceux qui n'avaient pas d'autre revenu que leur salaire journalier et la proportion des non imposés devint beaucoup plus considérable. L'imposition foncière pesa uniquement sur la terre et les non propriétaires, notamment les occupés d'industrie, exclusivement assujettis à la mobiliare et aux patentes, n'y furent plus soumis arbitrairement par la municipalité, comme les court-assis dans l'Ancien Régime. Les pauvres cessèrent de payer pour les riches, d'autant plus que les contributions indirectes avaient disparu. Mais la charge des propriétaires, et des occupants par conséquent, n'en fut qu'augmentée; on comprend leurs plaintes quand ils voyaient ceux d'une commune voisine payer beaucoup moins et, de toute façon, leur opinion sur la Révolution devait s'en ressentir fâcheusement.

Malgré l'amélioration de l'assiette locale, il faut donc convenir que les révolutionnaires, loin de subordonner les recettes à la réalisation préalable d'un plan théorique, opérèrent leurs répartements sur des bases provisoires et reconnues vicieuses et ne donnèrent que très lentement et très imparfaitement satisfaction aux vœux des paysans, au moyen de vérifications et de rectifications partielles.

Une deuxième cause, plus souvent signalée, retarda la confection des rôles et la perception. Certainement, en écartant l'institution d'une administration des contributions directes, la Constituante s'était conformée à l'esprit des cahiers qui avaient demandé, pour diminuer les frais, que toute la régie des impôts fût abandonnée aux administrations lo-

cales. Mais, en tant que corps électifs, composés de paysans assujettis eux-mêmes à l'impôt, les municipalités n'éprouvaient aucun zèle à remplir ces fonctions et il se vérifia que le souci de l'intérêt général pouvait difficilement triompher de leur inertie. « Trop d'indulgence, disait le Département, trop de ménagements, trop d'intérêts et de considérations personnelles ont, dans la plupart des lieux, arrêté les opérations ». A Férin, les commissaires désignés pour former les rôles abandonnèrent le travail; les notables convoqués par le maire pour en délibérer refusèrent de s'assembler. En mai 1792, le Département dut menacer les municipaux d'Estaires de les suspendre et de faire occuper le bourg par un bataillon de garde nationale pour obtenir la confection des matrices et des rôles. D'autre part, il faut convenir que les municipalités, souvent peu instruites, ne disposant pas toujours d'un greffier capable, étaient accablées par la besogne qu'on leur imposait, à titre gratuit: rôles de 1790, supplément des privilégiés, contribution patriotique, rôle d'acompte et rôles définitifs foncier et mobilier pour 1781, division de la commune en sections, états de sections parcellaires, matrices, exigèrent en deux ans un grand nombre de calculs et d'interminables écritures. Cette observation s'étend même aux bureaux des Districts. Ce fut seulement à la fin de 1792 que les matrices foncières se trouvèrent achevées et, à cette époque, manquaient encore les matrices mobilières de 26 communes. En février 1792, le district d'Hazebrouck n'avait encore fourni que 26 rôles d'acompte de 1791 sur 55 et le district de Lille 39 sur 132. Naturellement la guerre aggrava la situation. Dans le district de Bergues, à la fin d'octobre 1793, les municipalités les plus importantes n'avaient pas encore envoyé les rôles de 1792. Mais de toutes les contributions, aucune ne fut négligée autant que la patente, surtout dans les campagnes, parce qu'elle n'était pas un impôt de répartition.

Naturellement les municipalités furent encore moins empressées à faire payer les habitants qu'à établir les rôles. Le collecteur, toujours nommé au moins disant, hésitait à poursuivre ses concitoyens et, longtemps, la rareté de la monnaie divisionnaire et des petits assignats entravèrent ses opérations. La majorité des communes n'avaient pas achevé de s'acquitter pour 1790 et, à plus forte raison pour 1791 et 1792, quand l'invasion survint. On ne s'occupa plus guère de répartir des impôts jusqu'à la fin de l'an II, à l'exception de l'emprunt forcé. Il fallut alors achever la rédaction des rôles de 1792 et entreprendre ceux de 1793. Dans les districts du Quesnoy et de Valenciennes, états de sections, matrices, rôles étaient à recommencer. Quant à la perception, elle ne fut pas abandonnée comme on aurait pu s'y attendre, mais les riches surtout payèrent, à cause de la Terreur; on recouvra ainsi presque complètement l'emprunt forcé de 1793, près de trois millions. Au 1<sup>er</sup> frimaire an III, on avait réparti un peu plus de 33 millions et demi, pour les quatre années 1790-1793, y compris la contribution patriotique, l'emprunt forcé et les sols additionnels et l'on avait recouvré à peu près 21 millions et demi. Rien que sur ceux de 1790 et la contribution patriotique, il restait dû près d'un million, environ un huitième. Or, il fallait bien reconnaître que beaucoup de communes n'étaient pas en état de s'acquitter promptement à cause des pertes de la guerre et parce que la République leur devait des sommes considérables pour fournitures de toutes sortes. La disette et la crise de renchérissement que provoqua l'abolition du maximum obligèrent en outre tout le monde à conserver les fonds disponibles pour acheter des grains. C'est pourquoi, malgré la dépréciation des assignats, puis des mandats, qui aurait permis aux contribuables de se libérer à bon compte jusqu'à la fin de brumaire an V et qui, en l'an IV, ne se trouvaient guère acceptés que par les caisses publiques, l'arriéré se trouva encore

considérable quand la crise monétaire prit fin. Aussi faut-il se garder d'exagérer le mécontentement que pouvait exciter l'augmentation des impôts, car on ne les payait point en entier et le poids réel en fut léger puisqu'on les acquittait souvent en valeur fictive. Le paiement en grains prescrit par la loi du 23 août 1793, aboli le 23 brumaire an III, rétabli le 2 thermidor suivant, ne pouvait pas être exigé en général dans un département si durement éprouvé.

En l'an V, l'Administration centrale se trouva en présence d'une situation dont tous les caractères rappelaient celle d'avant guerre. A la fin de vendémiaire, 114 communes, un peu plus du sixième, n'avaient pas encore formé les rôles de l'an III, dont 89 à la vérité des anciens districts du Quesnoy et de Valenciennes. La loi du 16 brumaire an V ordonna de former, comme la Constituante l'avait prescrit en 1791, des rôles provisoires pour l'année courante dans le délai de quinzaine et de les mettre en recouvrement. Mais les administrations des cantons ne se montrèrent pas plus zélées que les anciennes municipalités, d'autant que, désormais, plus d'une était nettement contre-révolutionnaire. Il fallut plus d'une fois rappeler à l'ordre des agents ou des collecteurs qui, par leur attitude, encourageaient la mauvaise volonté des contribuables. Bien que le Directoire exécutif fût représenté par un commissaire dans chaque canton, la loi même jugea nécessaire que l'Administration centrale y envoyât deux commissaires au moins pour mettre en train la perception de l'arriéré et des impôts de l'an V. En l'an VI, une loi du 22 brumaire constitua une première ébauche d'administration des contributions directes, mais l'agence départementale, qu'elle établit, était composée des commissaires du Directoire près des cantons : elle leur adjoignait seulement un inspecteur ; ce n'était pas ce qu'il eût fallu. La loi du 8 pluviôse an V, en accordant un dégrèvement sur l'arriéré aux départements éprouvés par la guerre vint, par surcroît, ajourner encore les versements.

Cependant celle du 16 brumaire était revenue aux procédés d'Ancien Régime pour les assurer, comme on y avait eu recours en l'an III et en l'an IV pour faire exécuter les réquisitions de grains. L'Administration centrale se mit à dépêcher des garnisaires, aux cantons récalcitrants et les administrations municipales aux contribuables défaillants. En outre, ces derniers dénoncés, l'Administration centrale décerna contre eux des contraintes, fit saisir et vendre meubles et récoltes. On s'en prit aussi aux collecteurs. Cette rigueur, inconnue depuis le début de la Révolution, mit les campagnes en rumeur et suscita une résistance qui montra clairement à quel point les ménagements s'imposaient si l'on ne voulait pas achever de discréditer le nouveau régime. En beaucoup d'endroits, personne ne se présenta pour acheter les objets saisis. Près de Solesmes, à St-Vaast, les habitants s'opposèrent par la violence à l'adjudication. Aussi, jusqu'au Consulat, bien que l'amélioration fût sensible, on ne réussit pas à faire rentrer exactement l'impôt. A la fin de l'an VI, il demeurait dû 528.513 l. sur l'an IV et les années antérieures et 778.422 l. sur le contingent de l'an V qui était de près de 7 millions. Sur celui de l'an VI, qui était un peu moindre, on n'avait reçu que 1.623.040 l.

Le Consulat se mit en mesure d'assurer la répartition des impôts et la confection des rôles avec régularité, ainsi que la perception, en créant une administration particulière dont la nécessité s'imposait depuis longtemps et il s'assura le concours plus actif des autorités locales en les désignant lui-même. Mais on aurait tort de croire qu'il put régulariser la situation avec rapidité. En l'an IX, à Maroilles, la perception n'était pas encore beaucoup plus prompte que sous le Directoire. Comme l'avait prévu le Département en 1791, il fallut quatre ou cinq ans pour faire disparaître des habitudes qui dataient de l'Ancien Régime et dont la guerre et l'invasion avaient assuré la persistance.



## II. - LE POIDS DES IMPÔTS

D'après le compte décadaire rédigé par le Département au 1<sup>er</sup> frimaire an III, on aurait réparti 6.468.497 livres pour la foncière en 1791, 1.409.722 livres pour la mobilière et 375.567 livres pour les patentes, au total 8.235.787 livres. En 1792, le total fut un peu plus élevé. En 1793, il n'atteignit pas six millions et demi, mais il s'y ajouta l'emprunt forcé, ce qui le porta à plus de neuf. En outre, on ajouta 3 sols additionnels : toutefois, les économies, assura le Département, permirent de n'employer que deux millions sur près de quatre qu'ils auraient produits. En tenant compte de la contribution patriotique, 4.210.096 livres, et du subside extraordinaire de 1790, la charge moyenne aurait été de 1790 à 1793 de 7.400.000 livres environ. Comme frais de recouvrement, le contribuable n'avait plus à rémunérer que le collecteur communal, sur le pied d'environ 1 ou 2% et les charges locales étaient en principe couvertes par les sols additionnels. Sous l'Ancien Régime, le futur département payait au moins 6 millions et demi, y compris les charges indirectes qui avaient disparu, et l'accroissement pouvait ressortir à un huitième environ.

Sous le Directoire, la charge s'accrut des emprunts forcés. Celui de l'an IV atteignit le quart au moins des contribuables ; dans les campagnes, beaucoup de petits propriétaires y furent soumis et se plaignirent amèrement de l'arbitraire qui avait présidé à sa répartition. Celui de l'an VII fut transformé, dès le 25 brumaire an VIII, par les Consuls, en une crue du quart des contributions directes, au principal, à titre de subvention de guerre. En l'an X, la contribution foncière était ramenée à 4.200.000 livres et la personnelle-mobilière à 908.000 livres, au total 5.108.000 livres :

on avait tenu compte des ruines laissées par l'invasion. Mais on exigeait les patentes avec plus d'exactitude et, en l'an VII, avait été créé l'impôt des portes et fenêtres. Les charges locales avaient beaucoup augmenté et s'accrurent encore sous le Consulat quand les communes furent astreintes à loger le curé et voulurent reconstruire leurs églises. Les centimes ne suffirent plus et beaucoup durent établir un octroi ou s'en procurer l'équivalent par une taxe de remplacement. Enfin, sous l'Empire, les contributions indirectes reparurent. On continua donc de verser des sommes à peu près pareilles.

D'une commune à l'autre, le poids des impôts varia beaucoup, même d'année en année. En 1791, le district de Douai paya 10% du contingent foncier et en l'an V, 8% seulement; le district de Bergues 10% en 1791 et 12% en l'an V, parce que la guerre l'avait moins atteint. Wormhoudt fut taxée à 36.280 livres en 1792 et à 34.765 en l'an II; Pitgam à 21.619 livres en 1791, à 18.550 livres en l'an VI, à 24.084 livres en l'an VII. De même que la charge totale, la proportion des divers impôts varia d'une commune à l'autre. La foncière constituait les deux tiers de la charge totale à Liessies en l'an IX, les trois quarts au Rosult, en l'an XI, les huit neuvièmes à Bellaing, en l'an XIV et à Hondeghehem en l'an XI, les quatre cinquièmes à Morbecque en l'an XIII. De 1791 à 1793, si l'on tient compte des impôts extraordinaires, la moyenne par tête d'habitant fut d'environ 11 livres par tête; si on les néglige et si l'on observe que la moitié du produit des sols additionnels ne fut pas nécessaire, elle aurait été de 8 l. 10 s. environ au lieu d'un peu plus de 7 livres 10 s. qu'on suppose être le taux moyen à la fin de l'Ancien Régime. Mais comme il variait plus encore en 1789 que pendant la Révolution, d'une province ou d'une paroisse à l'autre, ces moyennes n'apprennent pas grand-chose en réalité et, dans le détail, la comparaison donne des résultats très variables. Il semble qu'il y avait augmentation pour la Flandre et le

Cambrésis, diminution pour le Hainaut. Masny qui avait payé 4.466 livres en 1790 versa 9.769 en 1791, 12.002 en 1792, 10.283 en 1793, soit beaucoup plus du double; Maroilles, qui avait été taxée à 23.818 livres en 1789, sans compter l'imposition de la corvée, ne le fut qu'à 21.461 livres en 1791. Combien plus variables encore seraient les différences si on pouvait rapprocher les cotisations individuelles!

Sous le Consulat, on estimait l'impôt à la charge du fermier, foncier et portes et fenêtres, au quart du fermage: c'est à peu près l'évaluation de Dieudonné et c'était toujours sur ce pied que l'enregistrement percevait les droits; en admettant que l'impôt direct n'eût pas dépassé cette proportion à la fin de l'Ancien Régime, la surcharge aurait donc été représentée dans la région lilloise par la personnelle-mobilière qui, pour l'ensemble du département, n'était guère que le cinquième de ces deux impôts; elle n'atteignait pas cette proportion dans les campagnes, mais on peut l'adopter cependant afin de tenir compte du rétablissement partiel des taxes indirectes. En admettant que la dîme n'eût pas représenté plus du cinquième du fermage, le bénéfice du fermier, par rapport à ce dernier, aurait donc été de trois vingtièmes, en supposant qu'il ne dût rien au seigneur. A la vérité, le fermage n'avait pas encore augmenté au début du XIX<sup>e</sup> siècle et il fallait s'attendre que le propriétaire voudrait profiter de la plus-value. Mais pour la part de la terre qui était passée aux mains du paysan, l'avantage était définitif et le fermage lui-même venait s'y ajouter.

### III. - LE SERVICE MILITAIRE

Beaucoup plus impopulaires encore que l'augmentation des impôts directs furent les levées d'hommes et la conscription auxquelles la Révolution fut obligée d'avoir recours. Les

paysans du Nord, avant 1789, fournissaient des hommes à la milice mais toujours par voie de remplacement et, même au point de vue pécuniaire, c'était une charge légère. Tant que la Révolution put se borner à augmenter seulement le contingent et que les paysans trouvèrent des volontaires en consentant des primes, il n'y eut que demi-mal. Mais quand le service personnel devint obligatoire, la charge leur parut très lourde. On n'a pas le droit d'en conclure qu'ils manquaient de patriotisme ou qu'ils eussent peu d'affection pour la Révolution : le Cambrésis, qui se montra si résolu au cours de la révolte agraire et de la vente des biens nationaux, ne répugna pas moins que la Flandre aux enrôlements en masse. La Révolution se heurtait tout simplement à des habitudes singulièrement fortifiées par le souci de la conservation personnelle et il a fallu bien du temps pour que le sentiment national en vint finalement à bout.

Jusqu'à la loi du 29 septembre 1791, les gardes nationales des campagnes s'étaient principalement rassemblées pour célébrer les fêtes révolutionnaires ou pour organiser des manifestations plus ou moins légales. Tous les citoyens actifs ne se firent pas inscrire, même après la promulgation de la loi; la guerre et la déclaration de la patrie en danger survinrent sans qu'elles eussent été organisées partout. L'armement était encore plus incomplet. Le 30 juillet 1792, le District de Bergues, ayant à peu près terminé l'inscription, constatait que les trois cinquièmes seulement de ses gardes nationaux étaient pourvus de fusils.

La garde nationale n'en constituait pas moins un réservoir d'hommes où l'on commença à puiser en juin 1791. Dès le 4, l'Assemblée demandait au département 2.400 des soldats auxiliaires qu'elle avait décidé de faire désigner. Quand on connut la fuite à Varennes, tout le monde, dans le Nord, jugea imminente l'invasion autrichienne et Rochambeau demanda au Département d'appeler immédiatement 12.000

gardes nationaux. Simultanément, la Constituante mit, le 21 juin, la garde nationale en activité pour former des bataillons de volontaires, le Nord devant en fournir « le nombre que la situation exige et que sa population le permettra ». Le décret du 4 août qui fixa la levée à 169 bataillons de 578 hommes en attribua trois au Nord. Un peu plus tard, le décret du 25 janvier 1792 provoqua la réunion des gardes nationaux de chaque canton pour fournir un complément à l'armée de ligne. Désormais, jusqu'à la levée en masse, chacune des crises de la défense nationale devait provoquer de même, dans le département, une double réquisition des autorités locales et de l'assemblée nationale.

On forma sans difficulté les trois premiers bataillons du Nord à la fin d'août et en septembre 1791, mais les contingents qui avaient été assignés sur l'ordre de Rochambeau n'avaient pas été remplis, surtout en Flandre maritime. Bien qu'officiellement, le recrutement se fît dans les rangs de la garde nationale, les Districts avaient procédé comme pour la milice : ils avaient assigné leur part à chaque commune suivant sa population et il en fut toujours ainsi dans la suite parce qu'un grand nombre des passifs n'étaient point inscrits ; les gardes nationaux, inutilement rassemblés, laissèrent aux communes le soin de chercher des volontaires à prix d'argent. Le 1<sup>er</sup> juillet 1791, le District d'Hazebrouck n'en avait trouvé que 700 sur 1.200 ; « un très grand nombre de paroisses ne fournissent pas un homme » ; vingt-sept n'avaient envoyé aucune liste. Le 2 août, celui de Bergues avouait que ses efforts avaient peu de succès et craignait le désistement d'une partie des engagés. Beaucoup étaient encore chez eux en 1793, même dans les districts méridionaux. Ceux que tentait vraiment le métier des armes préférèrent souvent les corps francs dont on forma un certain nombre en 1792.

Quand la patrie eut été déclarée en danger, les lois des 8 et 22 juillet 1792 exigèrent un sacrifice plus important : le

Nord dut fournir 12.596 hommes, pour l'armée de ligne, afin de porter à 800 hommes les bataillons déjà formés et de créer ceux qu'on devait leur adjoindre. Les gardes nationaux furent convoqués à la fin d'août pour essayer de les désigner. Mais, dès le 2 août, le Département avait mis le sixième de l'effectif en activité; à la fin du mois, le district de Bergues fit partir un bataillon de 812 hommes et le quatrième bataillon, dit de Lille, fut constitué le 3.

En même temps, la première invasion autrichienne provoqua des mesures locales qui vinrent croiser les premières. Le 19 juillet, l'ennemi occupa Bavai et le bruit courut qu'il marchait sur le Quesnoy et le Câteau; il se répandit en effet dans la forêt de Mormal. A cette nouvelle, les Jacobins de Cambrai appelèrent spontanément les campagnes à se lever en masse. A leur demande, le tocsin sonna, le 20 au matin, dans tous les villages du côté de Ribécourt. « Il ne tient qu'aux municipalités de campagne de former une armée » disaient-ils au District stupéfait. Lorsqu'au début de septembre, l'armée du Nord leva le camp de Maulde pour aller renforcer celle de Dumouriez, une nouvelle invasion devint inévitable. Encore une fois, le 11, les Jacobins de Cambrai demandèrent qu'on appelât tous les hommes armés. Mais ces appels ne firent aucune impression sur les paysans. Au cours de ce mois, St-Amand, Marchiennes et pour la seconde fois, Bavai furent occupés et Lille attaquée. Le Département et les représentants prirent alors l'affaire en mains. Le 9 septembre, le premier convoqua 20.000 gardes nationaux et, le 15, les seconds ordonnèrent la levée en masse de tous les hommes valides dans les vingt-quatre heures. De nouveau, le tocsin sonna dans le district de Cambrai et les paysans se mirent enfin en mouvement: plusieurs centaines de patriotes accoururent dans la ville où l'on ne sut qu'en faire, tandis que les campagnes étaient « dans la plus grande consternation » et que « toutes les têtes étaient montées au dernier



point ». Au début d'octobre, on avait réussi dans les districts méridionaux à mettre plusieurs milliers d'hommes en état de marcher pour renforcer les troupes de La Bourdonnaie dont les préparatifs contribuèrent beaucoup à délivrer Lille.

En réalité, la levée en masse ne s'opéra point et les 20.000 hommes demandés par le Département auraient même dépassé les moyens d'organisation; on était d'ailleurs au moment des labours et des premiers battages. Mais le contingent était cette fois si important que le procédé traditionnel qui consistait à provoquer les enrôlements à prix d'argent ne put suffire: la nécessité apparut d'établir l'obligation et de fixer une règle qui permît aux municipalités de désigner ceux qui devaient partir. Le Département avait interdit de lever aucune taxe et prescrit de les élire. Cette méthode engendra naturellement des abus monstrueux; dans les paroisses aristocratiques, elle aboutit à une véritable proscription des patriotes. En Cambrésis, un grand nombre de communes protestèrent et, le 22 septembre, le District autorisa le tirage au sort. Mais les contestations ne cessèrent pas: ici, on voulut y astreindre les municipaux, les greffiers et les collecteurs qui s'y refusèrent; là, on rejeta purement et simplement ce procédé: à Cagnoncles, la municipalité fut menacée; dans le canton du Câteau, le commissaire du District courut de grands risques « puisque le peuple en état d'insurrection se portait chez lui et le menaçait dans ses propriétés ». Dans beaucoup de villages, personne ne bougea et les autres firent de leur mieux pour recruter comme de coutume une partie au moins des hommes qui leur étaient demandés, notamment en leur offrant une parcelle de biens nationaux.

L'arrivée de Dumouriez et la victoire de Jemappes ayant éloigné le péril, on renonça aux mesures adoptées en septembre. Mais il restait à fournir le contingent fixé par les lois de juillet. Dans l'esprit des populations, il se confondait

avec les 20.000 hommes requis par le Département jusqu'à ce que l'invasion fut repoussée. Comme elle l'était, il en résulta un extraordinaire imbroglio. Des municipalités observèrent que cette levée n'avait jamais été autorisée par aucune loi et renvoyèrent les garnisaires qu'on leur imposait pour les obliger à s'exécuter. Les engagés refusèrent de rejoindre. Ceux qui avaient été enrégimentés en vertu de la levée de septembre furent maintenus au corps au titre des lois de juillet : ils déclarèrent qu'ils s'en retourneraient au 1<sup>er</sup> janvier au plus tard et se mirent à désertre ; ceux qui se résignèrent réclamèrent la haute paie promise, ordinairement 15 à 25 sous par jour. Le Département avait admis qu'on l'accordât aux engagés de juillet, sur les ressources communales ordinaires et les centimes additionnels, mais les municipalités prétendaient les avoir accordées seulement à ceux de septembre, par conséquent jusqu'à la fin de l'invasion et certainement elles n'avaient pas les moyens de faire pareille dépense pour une durée illimitée. C'étaient les communes patriotes qui avaient fait le plus de sacrifices. « Elles seront en butte à la risée des autres », disait le Département.

Les difficultés se prolongèrent et finalement, en mars 1793, les événements de 1792 se reproduisirent, sans qu'on les eût résolues. Le 24 février, la Convention vota la réquisition de 300.000 hommes à prendre parmi les célibataires ou veufs sans enfant de 18 à 40 ans. Le Nord fut taxé à 6.390 hommes. Ce fut le 2 mars que le Département répartit le contingent. Mais, à ce moment même, commençait l'offensive autrichienne et le 7, les représentants ordonnèrent, de Bruxelles, qu'on leur envoyât le quart des gardes nationaux du Nord groupés en centaines. Aussitôt la confusion reprit de plus belle. Dans plusieurs villages, les jeunes gens visés par la réquisition refusèrent de participer à la levée du quart ; ailleurs ils exigèrent qu'on incorporât d'abord les hommes désignés en 1791 et en 1792 et qui étaient restés dans leurs

foyers. Dans quelques communes, le quart des gardes nationaux se présentèrent cependant volontairement. A Glageon, les jeunes gens déclarèrent vouloir partir seuls. A Hondelghem, on décida de « ménager les hommes mariés ou indispensables à la culture ». Mais ces exemples sont rares. Au contraire, Bachant, Aulnoye et Aymeries durent être soumises à la contrainte. Carnot et Lesage-Senault, ayant défendu dans le Pas-de-Calais, également astreint à l'appel du quart, de recourir à l'élection, on tira généralement au sort, en accordant une indemnité à ceux qui partaient. L'évacuation de la Belgique rendit d'ailleurs cette levée inutile, et, le 28 mars, les représentants la renvoyèrent dans ses foyers.

Mais il restait encore une fois à se procurer les hommes qui devaient être incorporés de manière permanente et déjà on en était venu à la résistance ouverte. La ville de Douai avait donné l'exemple le 17 mars. Le 5 avril, le commissaire Lenoir demanda à être remplacé : « plusieurs malveillants des communes de son arrondissement tenaient contre lui et sa famille des propos outrageants et mettaient même tout en œuvre pour soulever les esprits contre lui ». A Aubigny-au-Bac, le commissaire ne put rien obtenir des habitants assemblés qui l'injurièrent. A Ennevelin, le 16 avril, ils refusèrent pareillement de désigner les réquisitionnaires. A Hondelghem, l'émeute avait failli éclater dès mars. Dans le district d'Hazebrouck, on ne s'en tint pas à la menace. Le 14 mars, à Nieppe, le commissaire du Département faillit être écharpé. A Morbecque, les femmes s'attroupèrent, puis les hommes arrivèrent, armés de bâtons ferrés et de fléaux, criant : *vivent les aristocrates, au diable les patriotes* ; ils maltraitèrent le curé constitutionnel qui refusait de laisser sonner le tocsin. Les mêmes faits se produisirent à Steenbecque, Meteren, Merris, à Blaringhem, Boëseghem et Sercus, dans tout le canton de Steenvoorde. A Hazebrouck même, une bande de quatre à cinq cents paysans vint at-

taquer le corps de garde. Le pays au bois aurait pu devenir une Vendée si le Département n'avait pu aussitôt y expédier les gardes nationales patriotes des villes de la Lys, des troupes et même du canon.

Le choix des réquisitionnaires souleva les mêmes difficultés qu'en 1792. Dans un grand nombre de communes, les jeunes gens procédèrent à un scrutin contre lequel on formula une protestation immédiate. A Louvignies-Quesnoy, on désigna deux familles qui durent fournir chacune deux garçons, « ce qui prouve, dit le District, l'arbitraire le plus révoltant dont l'ancien régime n'offre point d'exemple ». A Radinghem, un fermier se vit enlever quatre fils et deux domestiques. A Quaëdypre, après avoir décidé d'ouvrir une souscription pour acheter des hommes, on la suspendit et on remboursa les fonds pour avoir recours au scrutin; on élut notamment deux frères « unique espoir d'un père de famille ». Le Département et les représentants hésitèrent pourtant: ils voulaient aller vite et inclinaient à prendre les hommes qu'on leur offrait. Dans le district de Bergues, les représentants ordonnèrent qu'on tirât au sort à Bergues même et qu'on validât les résultats du scrutin partout ailleurs, mais le 27 mars, le conseil général interdit l'élection. Les 26 et 28, le Département cassa les élections d'Ennevelin et de Bouvignies, puis le 18 avril approuva toutes celles qui étaient achevées, en ordonnant qu'à l'avenir on tirât au sort. Cette cote mal taillée suscita naturellement beaucoup de difficultés et de réclamations, et dans le district de Bergues, elle ne fut pas acceptée: le 19, Vermeersch, commissaire du Département, avait exigé que l'administration annulât tous les scrutins antérieurs. Mais comme toutes les municipalités, dont les élections avaient été cassées, demeurèrent désormais inertes, les Districts furent obligés de les faire comparaître avec la liste de leurs jeunes gens pour faire procéder, séance tenante, au tirage au sort. Si ce mode de désignation gagna du ter-

rain, bon nombre de communes n'en continuèrent pas moins à acheter des volontaires que des recruteurs se chargeaient de leur trouver, et des agents militaires, en recevant les recrues, acceptèrent de donner décharge, en s'obligeant à fournir, soi-disant, des remplaçants au moyen de l'argent qu'on leur versait. D'ailleurs, là où on tira au sort, on l'accorda presque toujours aux partants la même indemnité qu'aux volontaires. L'opération s'éternisa ainsi jusqu'en août et n'était pas terminée quand la levée en masse fut décrétée; mais la réquisition des 300.000 hommes ne se trouva pas annulée de ce chef puisque la levée en masse ne concernait pas les hommes de plus de 25 ans. En nivôse an IV, on discutait encore à Taisnières-en-Thiérache sur l'exécution de la loi du 24 février. De plus la levée de 30.000 hommes de cavalerie, prescrite le 16 avril 1793, s'était faite suivant le même procédé et se prolongea bien après le mois d'août: Taisnières ne s'était pas encore exécutée en ventôse an II. On continua donc à faire rejoindre des hommes de plus de 25 ans.

Au surplus, le mois d'août 1793 avait vu encore une fois les mesures locales se cumuler avec le décret de la Convention. Dès le 1<sup>er</sup> août, Lacoste et Peyssard appelaient aux armes tous les hommes non mariés de 16 à 50 ans dans les départements de la région du Nord, de la Seine-Inférieure aux Ardennes. Leur arrêté du 4 régla la réunion et mit en réquisition tous les objets nécessaires à l'habillement, les chevaux et les voitures; il prévoyait l'organisation de douze corps d'armée. Dans le Nord, à la fin d'août, les rassemblements avaient commencé: il y avait 4.000 hommes à Hazebrouck et, dans le district de Bergues, alors directement menacé, les communes de Socx et de Spycker se déclarèrent prêtes à marcher en masse. Lacoste et Peyssard, le 30 août, et les représentants à l'armée du Nord, le 4 septembre, suspendirent cette levée et la ramenèrent aux termes de la loi du 23 août.



Les municipalités commencèrent par invoquer les nécessités du battage et du labour, et l'on fut en effet obligé d'accorder ultérieurement des sursis agricoles. Beaucoup opposèrent comme d'ordinaire la force d'inertie à toutes les objurgations. Le 29 septembre, le Département sévit contre les municipaux de Gœulzin qu'il déclara traîtres à la patrie à cause de leur inaction. En général, ils dédagèrent leur responsabilité en présentant des listes sans amener les conscrits, expliquant que « la jeunesse ne se prêtait guère de voler à la défense de la patrie ». Il fallut donc envoyer partout des commissaires et la force armée. A leur approche, les réquisitionnaires se cachaient ou fuyaient. La Convention avait accordé des allocations à ceux de leurs parents que leur départ laissait dans le besoin, mais c'était la peur de la mort qui les détournait du devoir. Le 2 brumaire, on amena ainsi au District de Cambrai, deux mulquiniers de Gonnellieu qui, vers le 15 septembre, « ayant entendu dire que la gendarmerie devait les enlever », s'étaient enfuis la nuit, « ayant eu peur », dans le bois de Metz-en-Couture, puis vers Péronne, « en quête du pain où ils pouvaient en trouver, ayant soin surtout d'éviter la rencontre des municipalités »; et comme on leur reprochait leur conduite, l'un alléguait naïvement « la crainte de perdre la vie ». Pour vaincre ce sentiment, on eut donc recours aux mesures terroristes qui inspiraient plus de peur encore. Le 19 septembre, le District de Cambrai avait déclaré les réfractaires émigrés et mis leurs biens sous séquestre; c'est ce qui déterminait le père des deux jeunes gens de Gonnellieu à les rappeler pour les faire rejoindre. On s'en prit aussi aux parents: le 19 vendémiaire, le représentant Isoré en fit arrêter douze à Roubaix pour être internés à Lille et désormais, en l'an II et en l'an III, on les prit çà et là comme otages. Mais souvent, quand on avait ainsi rassemblé un certain nombre de réfractaires, on apprenait que des déserteurs venaient de rentrer



dans leurs foyers. En Flandre maritime, le mécontentement devint très vif pendant l'hiver et il y eut, paraît-il, des tentatives pour former à Watten une fédération de communes en vue de résister à la force armée. Comme l'armée du Nord campait dans le pays, toute entreprise de cet ordre était chimérique.

Il y eut beaucoup de défaillances au sein des autorités locales. Dans plus d'un village, les membres du conseil général et du comité de surveillance comptaient parmi eux des jeunes gens qu'on eut beaucoup de peine à envoyer à l'armée au cours des épurations. Ou bien leurs propres fils demeuraient tranquillement chez eux. Certains comités firent leur devoir et multiplièrent les visites domiciliaires, mais un certain nombre d'assujettis leur échappèrent toujours en se cachant ou en se portant malades, quelques-uns même en passant dans le pays occupé par l'ennemi. Les parents, cités, protestaient de leur innocence et se déclaraient incapables de les contraindre à obéir. Les plus aisés mettaient leurs enfants à l'abri, grâce à la complaisance des agents des vivres et des charrois, des entrepreneurs des travaux des routes et des fortifications. Quand les villages envahis eurent été évacués, la résistance n'y fut pas moindre et, l'armée française ayant passé en Belgique, il fut plus facile d'échapper aux recherches. Les représentants multiplièrent les arrêtés contre les réfractaires et les déserteurs que les lois des 2 fructidor an II et 10 thermidor an III visèrent expressément. Puis en l'an IV, le silence se fit peu à peu et les « lâches » purent vivre tranquilles au fond des campagnes où ils comptaient naturellement parmi les partisans les plus résolus de la contre-révolution.

Comme les contrôles de la garde nationale jusqu'à la levée en masse avaient servi de base au recrutement, la popularité dont cette institution avait joui pendant les premières années, alors qu'elle constituait un moyen de tenir

en respect ou de molester les aristocrates, s'était évanouie. La loi du 16 vendémiaire an IV avait ordonné de la réorganiser. Dans l'état troublé où se trouvait le Nord, à la suite de la disette, elle aurait permis de faire monter la garde et d'assurer la police. Un arrêté du Directoire, du 17 floréal an IV, avait même ordonné de former dans chaque canton une colonne mobile : tous ceux qui se trouveraient désignés devaient marcher au premier signal pour aller rétablir l'ordre dans les circonscriptions voisines. Mais cette disposition acheva de compromettre le service de la garde : les inscrits jugèrent qu'ils étaient ainsi menacés d'être arrachés à leurs foyers, à la première occasion, comme en 1792 et en 1793, et cette crainte était fondée ; car, au début de l'an VII, les colonnes mobiles furent mises sur pied pour être envoyées en Belgique. Aussi ni la garde, ni par conséquent les colonnes ne furent en général organisées. Même pour assurer la police locale, on ne se soucia pas de faire observer la loi et, le 11 nivôse an V, l'Administration centrale ordonna vainement de faire monter la garde et de faire des patrouilles. Ce fut seulement après le 18 fructidor que les nouvelles administrations obéirent dans une certaine mesure à l'arrêté du 27 frimaire an VI qui fut renouvelé le 3 fructidor : les troupes ayant été à ce moment rappelées pour être envoyées vers l'Italie et la Suisse, la nécessité était devenue très pressante de se procurer une force locale capable d'en imposer aux contre-révolutionnaires.

En outre, il fallait maintenant assurer de nouveau le recrutement de l'armée par application de la loi de l'an VI qui avait institué la conscription, puisque la guerre continentale avait recommencé. Or, la résistance n'était guère moindre qu'en 1793. Les jeunes gens ne se faisaient pas inscrire et les parents refusaient toute indication pour l'établissement du tableau. Il y eut beaucoup d'insoumis. L'Administration centrale ordonna de convoquer les parents pour

essayer de les persuader; mais, dès frimaire et nivôse, il fallut multiplier les mesures de rigueur. Les troupes et la gendarmerie étant peu nombreuses, la garde nationale à son tour fut mise en réquisition et ses colonnes mobiles furent envoyées d'un canton dans l'autre pour y tenir garnison dans les familles. Dans celui d'Orchies, elles refusèrent les garnisaires qui furent autorisés à saisir les grains et le bétail et à les vendre au marché. De nouveau, les insoumis et les réfractaires furent déclarés émigrés et les biens de leurs parents séquestrés. Au cours de l'été, après la loi du 28 germinal sur le complément de la levée de 200.000 hommes ordonnée le 23 vendémiaire et celle du 10 messidor qui mit en activité les conscrits de toutes les classes, l'agitation redoubla. Au moment des ducasses, réfractaires et déserteurs ne résistaient pas à la tentation de rejoindre leurs familles et la gendarmerie en profitait pour venir les arrêter. En floréal, le canton de Marcoing fit aussi incarcérer les parents pour être traduits en police correctionnelle, en vertu de la loi du 24 brumaire an VI sur le recel des déserteurs. Mais il y avait des administrations moins dévouées; celle de Cassel fit de son mieux pour entraver l'action de la colonne mobile; en général, elles éprouvaient beaucoup de difficultés pour la constituer ou pour l'installer. En fructidor, à Sainghin-en-Weppes, les parents des rebelles, qui les nourrissaient en cachette dans les communes voisines, abandonnèrent leurs maisons à son arrivée et, quand la commune, qui avait pris les frais à sa charge, voulut leur faire payer leur quote-part, ils eurent l'audace de protester et de demander décharge. Des troubles éclatèrent. Déjà en nivôse, on avait forcé la prison de Barbençon pour délivrer un conscrit. En fructidor, à Boeseghem, une bande armée attaqua les gendarmes, délivra deux ou trois jeunes gens qu'ils emmenaient et les ramena en triomphe. En vendémiaire an VIII, comme on arrêtait à Marquette deux déserteurs, l'un d'eux fut protégé

par son père : la population s'attroupa et prit fait et cause pour eux.

La grande majorité des jeunes gens fut incorporée néanmoins, mais il n'y a pas de doute que la Révolution n'en ait été déconsidérée aux yeux des indifférents, des tièdes et de beaucoup de gens qu'elle avait comblés. Avec habileté, le Consulat sépara ces derniers de la masse rurale ; en instituant le remplacement, il dispensa en fait la bourgeoisie de l'obligation ; le service militaire cessa d'être le premier des devoirs civiques ; il demeura une charge plus lourde que sous l'Ancien Régime, mais il épargna de nouveau les paysans aisés pour peser de tout son poids sur les ménagers et les journaliers, ceux qui avaient le moins profité ou qui n'avaient pas profité du tout de la Révolution.

## CHAPITRE VII

### L'AGRICULTURE JUSQU'A LA GUERRE

Le gouvernement de l'agriculture subit fort peu de modifications pendant les premières années de la Révolution. La Constituante proclama, le 5 juin 1791, que l'exploitation du sol était entièrement libre, mais, dans le Nord, elle n'était réglementée que par les baux et l'Assemblée conserva aux parties la pleine liberté d'en fixer les conditions. Les nouvelles administrations témoignèrent beaucoup d'intérêt aux questions agricoles. Sur l'ordre du pouvoir central ou de sa propre initiative, le Département ouvrit des enquêtes sur les biens communaux, la vaine pâture et l'élevage du mouton, l'administration des chemins vicinaux, l'état des plantations, les dessèchements et les défrichements, la population et la mendicité. En 1791, le conseil général du District de Lille discuta deux mémoires de l'un de ses membres sur les moyens d'encourager l'agriculture, les voies de communication et la police rurale. Enquêtes et débats sont pour nous des documents précieux, mais s'ils mirent en lumière, une fois de plus, les conflits d'intérêts, ils ne révélèrent aucun changement ni dans les vues des administrateurs, ni dans les habitudes des paysans.

Une seule des productions du département fut touchée par les réformes de la Constituante : celle du tabac, dont la

culture, l'industrie et le commerce devinrent libres dans toute la France; les Pays-Bas perdirent ainsi leur privilège, mais ils avaient craint d'être assujettis à l'ancien régime du royaume, comme les négociants de Dunkerque l'avaient demandé pour accroître l'importation des tabacs étrangers; la concurrence des autres provinces ne pouvaient de longtemps faire périlcliter la culture du tabac dans le Nord; assuré d'une main-d'œuvre et d'une technique expérimentées, il pouvait même tirer profit de l'ouverture du marché national. Quant à l'élevage, les Districts de Lille et de Douai supprimèrent le haras des Etats et les primes qui encourageaient l'élevage du cheval disparurent partout; le Département continua seulement à payer provisoirement les vétérinaires employés par les anciennes administrations et à utiliser leurs services en cas d'épizooties.

Ce fut probablement le régime commercial qui subit le plus de modifications sans toutefois qu'elles fussent bien profondes. La Constituante se montra franchement libérale et rétablit, pour le commerce des grains, le régime, exempt de toutes restrictions, adopté par Brienne, sauf en ce qui concernait l'exportation dont les circonstances l'obligèrent à maintenir l'interdiction. Le tarif du 15 mars 1791 fut favorable aux cultivateurs du Nord: la sortie des graines grasses fut désormais autorisée; celle des fourrages fut conservée; l'exportation du bétail demeura également permise à charge d'un léger droit. Le Département et les Districts manifestèrent toutefois des tendances beaucoup moins favorables aux nouveautés. Maintenir la circulation intérieure par terre, réglementer l'exportation et la circulation par mer suivant les circonstances, telle leur semblait la bonne règle et ç'avait été, comme on sait, l'avis des intendants. Sous la pression des municipalités, peu favorables à la libre circulation, et de la bourgeoisie industrielle, beaucoup plus influente auprès des administrations que les paysans, on peut même dire qu'ils



se montrèrent moins enclins que l'Ancien Régime et la Constituante à favoriser les intérêts agricoles. Les Districts répugnaient à permettre la vente des grains hors des marchés, une des libertés les plus précieuses qui eussent été accordées à la bourgeoisie rurale. Ils ne voyaient pas non plus de bon œil la création de nouveaux marchés dans les petits bourgs ruraux soustraits à leur surveillance. Après la récolte de 1790, qui fut bien supérieure à l'année courante, la circulation par mer ayant recommencé, le Département, malgré les efforts de son président, Coppens, qui défendait les intérêts dunkerquois, demanda, le 27 novembre, qu'elle fût suspendue jusqu'à ce qu'il eût constitué, dans les magasins publics, un approvisionnement de 1.500.000 sacs : ce fut la Constituante qui imposa le maintien du cabotage des grains par la loi du 7 décembre et le Comité des recherches qui défendit d'établir des greniers d'abondance. Encore les députés du Nord n'avaient-ils pas été unanimes à approuver ces décisions. La Législative ne changea pas de maximes : elle maintint la circulation par mer le 3 février 1792 et se borna, le 3 octobre 1791, à accorder des fonds pour secourir, au moyen d'achats, les départements qui étaient à court de grains.

Le Département, d'un autre côté, maintint la défense d'exporter les engrais et, le 19 novembre 1790, interdit la sortie des fourrages, bien qu'ils fussent très bon marché et malgré la protestation de plusieurs de ses membres. Ce ne fut pas sans difficultés que des négociants purent expédier à l'étranger quelques chargements de fèves à chevaux. On pouvait, il est vrai, soutenir que l'élevage était ainsi favorisé. Mais pour les graines grasses, l'intérêt des cultivateurs n'était pas douteux : cependant, quand, en 1790, l'interdiction d'exporter fut remise en question par les négociants et les paysans, l'administration ne leur fut pas favorable. Les Districts de Bergues et d'Hazebrouck les soutinrent ; mais les

fabricants, qui ne voulaient même pas admettre le transit, furent défendus par les Districts de Lille et de Douai, et le Sud du département qui ne fabriquait pas d'huile et ne produisait pas d'oléagineux se prononça dans le même sens. Le Département conclut nettement en faveur du *status quo* et maintint seulement le transit. Le tarif du 15 mars 1791 ayant annulé implicitement les interdictions d'exporter graines grasses et fourrages, il ouvrit une enquête qui donna des résultats un peu moins favorables encore à la culture : le District d'Hazebrouck demanda cette fois que les graines grasses fussent taxées à la sortie. On continua néanmoins de les vendre librement au dehors. Mais pour les fourrages, le Département prit sur lui d'en supprimer l'exportation le 27 décembre. Son arrêté fut d'ailleurs confirmé par le décret du 31 qui la prohiba, de Dunkerque à Pontarlier, non seulement pour les fourrages, mais aussi pour l'orge, l'avoine, les menus grains et les légumes.

Malgré tout, on pouvait admettre qu'il s'agissait là de mesures de circonstances et la bourgeoisie rurale, ayant maintenant une part du pouvoir politique, pouvait espérer faire peu à peu prévaloir ses vues. L'abolition de la dîme, l'acquisition d'une partie du sol par les exploitants, la liberté du commerce intérieur ouvraient à la culture des perspectives satisfaisantes ; en accroissant les profits du paysan, la Révolution devait favoriser la constitution du capital d'exploitation, ce qui était le principal moyen d'assurer le progrès agricole. Mais pour que ces espérances s'accomplissent, il fallait que l'administration nouvelle, s'affermissant, fît régner l'ordre et que la paix fût conservée.

En ce qui concerne l'agriculture, le Département et les Districts avaient à réorganiser l'entretien des travaux de dessèchement et des voies de communication et à rétablir la police rurale anéantie par la révolte agraire. La résistance passive ou l'impuissance des municipalités et l'exiguïté des

ressources leur rendirent la tâche très difficile, et quand la guerre éclata, elle n'était pas accomplie. Dans la plaine maritime, notamment autour de Bourbourg, se manifesta l'esprit de décentralisation excessive que nous avons signalé chez les municipalités rurales et qui avait été singulièrement développé par l'autonomie dont elles jouissaient depuis l'effondrement de l'Ancien Régime. Dès le début de 1790, la municipalité de Bourbourg, qui désirait hériter des fonctions de l'ancienne châellenie, se plaignit à la Constituante que la loi n'eût pris aucune disposition pour assurer l'entretien des watteringues. Lorsqu'en septembre, sur l'ordre du District de Bergues, elle entreprit de faire exécuter les travaux ordinaires et de percevoir les taxes de 1789 et de 1790, les nouvelles municipalités rurales refusèrent de payer et de reconnaître aucune autorité au watergrave de l'Ancien Régime. Elles ne manquaient pas de bonnes raisons : l'ancienne administration n'était pas exempte de reproches et, les comptes de 1789 n'étant pas apurés, on assurait qu'ils laisseraient un excédent suffisant pour 1790. L'opposition paraît avoir été conduite par Vermeersch, procureur de la commune de Bourbourg-Campagne, en partie pour des motifs politiques, les anciens administrateurs étant réputés contre-révolutionnaires. Mais les municipalités rurales voulaient surtout se débarrasser de tout contrôle et exécuter elles-mêmes sur leur territoire, en y employant leurs pauvres, les travaux qu'elles jugeaient nécessaires. Or, l'évacuation des eaux nécessitait un concert qu'une autorité centrale pouvait seule assurer. Il fallut que l'expérience vînt enseigner aux paysans que, si cette dernière méritait une réforme, elle n'avait pas été créée pour le seul profit de ceux qui la composaient et qu'ils avaient tort de vouloir la détruire.

Le Département ordonna, le 13 décembre 1790, le paiement des taxes légales : la résistance fut générale et tourna même parfois à l'émeute ; elle ne s'apaisa que difficilement ;

dans la châteltenie de Bergues, si on paya sans trop de difficulté, les sentiments n'étaient pas différents. La vérification des comptes des dix dernières années fut orageuse et dura jusqu'à la fin de l'été de 1792. En fait, le Département n'avait pas approuvé le District d'avoir donné à la municipalité de Bourbourg une autorité que la loi n'avait pas prévue et, dès le 7 décembre 1790, considérant les anciennes administrations comme abolies, il avait réuni toutes les wateringues en une seule circonscription, placée sous la direction du District, suivant la proposition de ce dernier, mais en conférant l'autonomie à ce service. Le District ordonnait les travaux et fixait l'imposition particulière; chaque municipalité était représentée par un commissaire à la reddition des comptes. Les canaux et rivières navigables, les ponts et les chemins-digues qui bordaient les watergands, jusque-là à la charge des wateringues, passèrent à celle du district entier. L'impôt fut assis désormais sur tous les propriétaires intéressés, d'après la superficie et sans aucune exemption: il fut de 10 s. à la mesure. Mais en réalité, l'ancienne régie reposait sur le watergrave, fonctionnaire technique, seul capable de juger des travaux nécessaires et d'en surveiller l'exécution. Pour donner satisfaction aux paysans, il fut supprimé. Désormais, c'étaient les municipalités qui auraient l'inspection. Le District alla plus loin encore: le 7 juin 1791, il leur prescrivit de mettre elles-mêmes en adjudication, chacune sur son territoire, les travaux qu'elles jugeraient indispensables. Il était évident que, de la sorte, la sécurité du pays serait menacée tôt ou tard. Aussi le conseil du district décida, le 19 octobre, qu'à chaque session, le directoire présenterait un devis des travaux à faire et créa un inspecteur: mais il le choisit parmi ses membres; outre que sa compétence était douteuse, rien n'était plus propre à le rendre impopulaire. Après le 10 août, quand le District eût été renouvelé, Vermeersch revint à la charge et obtint sa suppression,

le 27 octobre, comme exerçant « des fonctions arbitraires au-dessus des municipalités intéressées à cette partie essentielle de leur administration » et grevant inutilement les contribuables. Il fut remplacé provisoirement par un commissaire du District. Non content de soustraire ainsi les communes à tout contrôle, il réussit aussi à les débarrasser de toute charge. Représentant que le Département était autorisé à établir des sous additionnels pour suffire à ses dépenses et qu'il était juste que les frais d'entretien des watergands y fussent compris, il obtint l'abolition de l'imposition particulière. Le 28 février 1793, le Département, adoptant ses vues, divisa les wateringues en cinq cantons et plaça à la tête de chacun d'eux un commissaire : l'un d'eux fut Vermeersch lui-même.

On doit reconnaître qu'il eût été possible de revenir ainsi à un ordre satisfaisant. Le Département prescrivit en effet au District de se concerter avec l'ingénieur des Ponts et Chaussées, Duclos : il suffisait de lui laisser la direction des travaux ; les municipalités ne fournissant plus les fonds n'avaient plus aucun prétexte pour s'y opposer. Déjà, le Département avait mis à la charge du district en 1790 l'entretien des canaux : Duclos, qui en avait la responsabilité, avait très bien montré qu'on ne pouvait pas en séparer la régie des wateringues ; et en effet, quand on fit entrer l'eau de la mer dans le canal de Bergues, en juillet 1793, pour favoriser la navigation jusqu'à cette dernière ville, les abords furent exposés à l'inondation et les infiltrations salines menacèrent de ruiner la campagne. Malheureusement, on n'avait fait en 1792, aucun des travaux ordinaires et, à partir de 1793, la situation militaire ne permit pas d'y songer. D'ailleurs, les finances se trouvèrent compromises et le Département dût réserver aux routes les fonds disponibles. Les municipalités purent alors constater les résultats de leur victoire. Les watergands se trouvèrent abandonnés ; or, ils



ne pouvaient pas être négligés, comme d'autres travaux publics, sans que la culture ne fût gravement compromise.

Comme la région de la Scarpe n'avait pas d'administration autonome, le Département n'y rencontra pas les mêmes difficultés. Il maintint provisoirement Laurent, comme bailli des eaux. Mais le District de Douai ne donna aucun ordre, en sorte que les impositions de 1790 et de 1791 ne furent pas payées et que les travaux à la charge des riverains ne furent pas exécutés. Dès l'été de 1791, le marais des six-villes fut inondé. Le Département intervint alors pour faire rentrer les fonds et reprendre les travaux, mais on n'obéit pas. En septembre 1792, l'invasion autrichienne détruisit beaucoup de digues et de ponts en sorte qu'en février 1793, l'inondation fut considérable; elle menaçait de nouveau en juin quand les Autrichiens revinrent. Autour de Condé et de Valenciennes, l'organisation d'Ancien Régime ayant disparu, comme dans la plaine maritime, le District de Valenciennes ne réussit pas mieux à assurer l'entretien.

L'histoire des voies de communication ressemble beaucoup à celle des travaux de dessèchement. Les Districts de Bergues, d'Hazebrouck, du Quesnoy et d'Avesnes étudièrent avec soin de 1790 à 1792 les compléments que réclamait le réseau routier. On insista aussi pour que les canaux entrepris fussent achevés et on en proposa plusieurs autres. En mars et en décembre 1791, le Département dressa le tableau des travaux à exécuter et leur attribua 360.000 l. Mais ce fut très lentement qu'on travailla à classer les routes entre la nation, le département et les districts, et en attendant, l'entretien souffrit parce que l'argent et la direction manquèrent. Enfin, le 28 février 1793, le conseil général du département fixa à 658.000 l. le budget d'entretien des canaux et des routes mis à sa charge et dressa le tableau des travaux à poursuivre ou à entreprendre sur les fonds dont il disposait. Mais, le programme ainsi mis au point, on n'eut pas le temps de passer à l'exécution.



On n'avait pas laissé pourtant de reprendre en 1791 l'œuvre abandonnée depuis 1789. Au moyen notamment d'ateliers de charité subventionnés par le Département sur ses propres ressources ou sur les fonds de secours accordés par l'Etat, on travailla aux routes de Morbecque à Boëseghem, d'Avesnes à Trélon, de Cambrai à Guise, de Dunkerque à Gravelines, et aux canaux de l'Escaut à la Somme et de la Sensée. Mais, incontestablement, les réparations des routes se firent dans de mauvaises conditions : on procédait tardivement aux adjudications, presque toujours en été, en sorte que les entrepreneurs n'avaient plus le temps de se fournir des matériaux nécessaires ; insuffisamment surveillés, ils s'exécutaient mal ; on ne les payait pas non plus régulièrement et, à partir de 1792, la baisse de l'assignat les mit hors d'état de satisfaire aux conditions de leurs marchés qu'on dut les autoriser à résilier. Le District de Lille, qui avait eu la sagesse de conserver l'ancienne administration et de faire effectuer les réparations au mètre et non à l'adjudication, put conserver de bonnes routes, mais partout ailleurs on commença, au printemps de 1792, à se plaindre de leur délabrement ; déjà les mouvements de troupes contribuaient à les détériorer.

Les chemins vicinaux eurent un sort plus fâcheux encore. En 1790, le Département avait ouvert une enquête sur les moyens d'assurer leur entretien. Certaines municipalités admirèrent qu'en bonne justice, il incombait à la communauté, mais le plus grand nombre inclina, comme toujours, vers la solution qui comportait le moins d'impôts et demanda qu'il restât à la charge des riverains. Le Département ajourna la décision, en décembre.

Le code rural, du 28 septembre 1791, trancha la difficulté : les chemins que le District reconnaissait nécessaires à la communication des paroisses entre elles devaient être entretenus à leurs dépens, au besoin par une imposition addi-

tionnelle à la foncière. Le Département prit un arrêté d'exécution, le 27 janvier suivant : les municipalités devaient proposer à l'approbation du District les chemins qui tomberaient à leur charge, lui soumettre un devis, mettre les travaux en adjudication et en surveiller l'exécution. Les frais seraient imputés sur les sous additionnels. Mais ces prescriptions ne reçurent aucune application. Le District de Bergues seul paraît avoir essayé de stimuler ses municipalités : elles désignèrent le moins de chemins possible et, en mai 1793, n'avaient encore envoyé aucun devis. Bien rares furent les communes qui, comme Vieux-Berquin, demandèrent à s'imposer pour améliorer leurs chemins. La loi d'ailleurs n'avait pas fait mention des fossés et quant aux chemins ruraux proprement dits, elle les avait laissés à la charge des riverains : ils songèrent plus souvent à reprendre le terrain qu'on leur avait autrefois enlevé pour les élargir. Comme personne ne venait plus inspecter les chemins, ni les municipalités, ni les riverains n'en prirent soin. Ils n'avaient jamais été bons, mais leur état empira promptement.

C'était l'insuffisance de la police qui alarmait surtout la bourgeoisie. Le décret du 28 avril 1790 sur la chasse et le code rural du 28 septembre 1791 avaient accordé au conseil général de la commune l'autorisation de nommer un ou plusieurs gardes champêtres, mais ils ne se multiplièrent point ; bien au contraire, comme les nouvelles municipalités, ainsi que les anciennes, ne voulaient point accroître leurs dépenses locales, elles continuèrent à adjuger l'emploi au moins disant et les circonstances étaient si troublées qu'il tentait peu de gens. Certaines communes recoururent au service de garde, mais on sait quelle lourde charge il constituait : du moins, demandait-on des fusils pour être en mesure d'agir en cas de besoin. Seulement, en armant la garde nationale, on courait un autre danger : elle pouvait elle-même se rassembler pour troubler l'ordre et on n'en eut que trop d'exemples.

Le 26 octobre 1791, Briez, procureur-syndic du district de Valenciennes, exposait les objections qu'on élevait contre l'armement des paysans : il craignait les attroupements, la résistance aux ordres des administrations et au paiement des contributions. Les entraves à la circulation des grains, la dévastation des forêts, la rupture des clôtures, les manifestations d'ordre politique furent souvent le fait des gardes nationales. Le Département réclama vivement un contingent supplémentaire de brigades, lorsque la gendarmerie eut été organisée et il obtint satisfaction en 1792. Mais les gendarmes ne pouvaient être partout et il est bien certain que le problème était à peu près impossible à résoudre parce que les paysans qui se plaignaient de l'insécurité étaient souvent les premiers à troubler l'ordre, alors que, sans leur concours, on ne pouvait arriver à les protéger efficacement.

L'un des résultats les plus frappants de cette insuffisance de la police rurale fut l'extermination des arbres auxquels la guerre avait été déclarée dès le début de la révolte agraire. La loi elle-même, il faut en convenir, favorisait le déboisement. Les arbres des chemins appartenaient maintenant aux riverains : la loi du 12 septembre 1790 leur ordonnait de les remplacer à mesure qu'ils les abattaient, mais personne ne pouvait penser à les y contraindre. Un grand nombre de communes, ayant racheté des plantis seigneuriaux, les détruisirent ; avec ou sans permission, elles firent de même sur leurs communaux. Les acquéreurs de biens nationaux commençaient toujours par vendre les arbres. Mais on ne s'en tint pas là. Les plantations des grandes routes ne furent pas épargnées. A la fin de 1791, dans la seule commune de Taisnières-en-Thiérache, on avait abattu 1.621 arbres sur la route d'Avesnes à Landrecies. A Rieux, la municipalité vendit elle-même ceux de la chaussée nationale. Le Département s'était alarmé, dès 1790, mais il était impuissant : la sauvegarde de la communauté était le seul moyen qu'eût

trouvé l'Ancien Régime. La disparition des arbres fut sans doute, pour les contemporains, l'un des signes les plus apparents du triomphe de la Révolution dans les campagnes. Comme on dévastait aussi les forêts, ainsi qu'on l'a dit, c'était une importante source de richesse qu'on tarissait ainsi peu à peu.

Une autre conséquence, beaucoup plus fâcheuse aux yeux du cultivateur, fut l'insécurité du commerce des grains. Rien au monde ne pouvait rassurer le peuple des campagnes et des villes sur les effets de la circulation par mer : le moins qu'on pût dire, c'était qu'elle provoquait un renchérissement ; mais on était également persuadé, malgré les acquits et les cautions, qu'elle favorisait l'exportation : or, on se croyait sûr qu'elle continuait par terre. Les autorités, malgré leur optimisme de commande et tout en faisant la part des exagérations, estimaient au fond que ces craintes n'étaient pas vaines, et, à la fin de 1791, le Département fit rétablir un cordon de troupes le long de la frontière.

Or, on ne pouvait embarquer des grains sans les faire circuler par les canaux. En même temps, la liberté d'acheter hors des marchés multipliait les transports sur route et répandait le soupçon partout. La situation politique l'aggravait : c'était une opinion fort commune que les contre-révolutionnaires voulaient affamer le peuple et le pousser aux excès ; certainement, ils faisaient tout au moins chorus avec les mécontents pour essayer de les tourner contre le nouveau régime. Aussi, bien que la récolte de 1790 eût été excellente, la circulation fut entravée à chaque instant, non seulement dans les villes, mais dans les villages, principalement le long des canaux flamands et de la Scarpe. Finalement, en mars 1791, une terrible émeute se déclencha à Douai. La récolte de 1791 ayant été moins satisfaisante, les troubles recommencèrent de plus belle. Dès août, on pillait à Bourbourg un bateau de beurre et de fromage. Après de nombreux inci-

dents, l'émeute se déchaîna de nouveau, le 14 février 1792, à Dunkerque cette fois. La circulation par mer, bien que maintenue le 9 mars par la Législative, fut à peu près interrompue jusqu'à la récolte. Dans ces circonstances, les gardes nationales ne furent d'aucune utilité; dans les villages, c'étaient elles au contraire qui prenaient la tête du mouvement et il n'y avait d'autre ressource que d'y envoyer des troupes de ligne.

Enfin l'insuffisance de la police permit à une grande partie de la population rurale de violer impunément les règlements qu'on lui avait imposés, principalement en ce qui concernait la vaine pâture, la clôture, l'usage des biens communaux et la chasse. On a étudié déjà cette importante conséquence de la révolte agraire qui était si propre à alarmer la bourgeoisie rurale.

Cependant, il n'était pas un paysan, si ardent qu'il fût à profiter de ces circonstances, qui n'en dût souffrir quelque jour, s'il avait sa chaumière et son lopin ou seulement s'il était accoutumé à vivre régulièrement de son travail. Les règlements d'utilité générale n'étaient pas respectés et surtout la mendicité fit des progrès inquiétants parce que le chômage continuait à sévir. Les municipalités nouvelles s'en plaignirent aussi amèrement que les anciennes et ce fut ce qui détermina certaines d'entre elles à prendre quelques mesures de précautions, à nommer des gardes ou à réclamer des armes.

Les hésitations, les lenteurs, l'inexpérience des administrations nouvelles menaçaient donc à quelques égards les intérêts agricoles. Mais on aurait tort de croire qu'ils eussent, dès lors, encouru un préjudice essentiel. La production n'était nullement atteinte. Les cultivateurs avaient vendu beaucoup de grains. De septembre 1791 à avril 1792, il s'était embarqué à Dunkerque plus de 40.000 rasières. Et surtout ils en tiraient bon prix. Le blé qui s'était tenu à 14 l. l'hecto-



litre environ à Bergues jusqu'à la moisson de 1790, descendit ensuite peu à peu, malgré le commerce par mer, à 11 l. 10 s. en mai 1791; mais ensuite la hausse fut à peu près continue; malgré une détente passagère en novembre et décembre, le blé atteignit 17 l. en février et mars 1792. En 1787-88, une circulation maritime bien plus intense n'avait pas provoqué une hausse si sensible. De mai 1791 à février 1792, la récolte ayant été satisfaisante, la hausse — 6 à 7 livres — égalait celle qui s'était produite de mai 1788 à février 1789, à l'intervention d'une récolte désastreuse. Les achats des départements méridionaux auraient dû seulement soutenir les cours. En outre, cette fois, toutes les denrées agricoles augmentaient de prix en même temps.

Il est donc évident que c'était la baisse de l'assignat qui commençait à produire ses effets. Dès mai 1791, avant la fuite à Varennes, il perdait 10%; de juillet à novembre, la dépréciation se tint entre 15 et 19%; en décembre, elle s'éleva brusquement à 25 et ne cessa de croître jusqu'en mai 1792: elle atteignit alors 40%. Par la frontière belge, les espèces sortaient de France et, dans le pays même, on spéculait nécessairement à la baisse: les sentiments contre-révolutionnaires y encourageaient et les papiers saisis pendant la Terreur en fournirent de nombreuses preuves.

Favorisé par la baisse du change français, l'étranger multipliait ses achats. Les Anglais enlevaient le coton, les Hollandais les graines grasses; le bétail, le beurre, le fromage, le cuir s'exportaient en quantité. Le blé aurait pris le même chemin si on le lui avait permis et c'est ce qui alarmait avec raison la population.

A la fin de décembre 1791, les menus grains et les fourrages se virent fermer la frontière; le 14 mai 1792, la Législative interdit aussi la sortie du bétail; enfin, le 12 septembre, de tous les comestibles. Mais les autres denrées continuèrent à se vendre au dehors, malgré la guerre même. En mai 1793



encore, on dénonçait vers Anor une exportation considérable de grains et, en septembre, les cultivateurs des environs de Lille demandèrent qu'on empêchât celle des tourteaux.

Le cultivateur ne spéculait pas sur le change comme le négociant et le banquier, mais il profitait de la hausse des prix puisqu'il payait son fermage et ses impôts en assignats au pair. En outre, il thésaurisait les espèces, même le billon. Dans les campagnes comme dans les villes, on ne pouvait plus changer l'assignat de cinq livres, au début de 1792, sans une perte considérable. A Maroilles, on décida d'émettre des billets de confiance et les communes du canton de Marchiennes s'entendirent pour en faire autant. Mieux encore : quelques faits démontrent, de manière irrécusable que, dès l'été de 1791, les paysans se faisaient payer en espèces tout ou partie de leurs denrées ou faisaient deux prix, l'un en argent, l'autre en papier. Dans ces conditions, la hausse des prix leur profitait doublement, bien qu'au renouvellement des baux, les propriétaires prissent de leur côté leur sûreté.

Mais cette prospérité même comportait un double danger. Elle ne profitait qu'à la bourgeoisie rurale et dressait contre elle la plus grande partie des paysans et, péril plus redoutable, les artisans des villes. D'autre part, elle risquait de ruiner l'Etat, maintenant surtout qu'il devait faire face aux dépenses de guerre.

Pour l'une et l'autre raison, la bourgeoisie rurale était menacée d'une violente réaction et elle se produisit en effet, en même temps que les ravages de l'invasion atteignaient les sources mêmes de sa richesse.

## CHAPITRE VIII

### LE MAXIMUM ET LES PAYSANS

#### I. - LE MAXIMUM DES GRAINS ET FOURRAGES :

##### LA LOI DU 4 MAI 1793

La crise monétaire, en déterminant par l'exportation la hausse de toutes les marchandises, provoquait celle des grains, favorisée d'ailleurs par la circulation par mer. Les troubles qui en étaient la conséquence effrayaient le marchand et le cultivateur : une disette d'opinion, qui aggraverait le renchérissement, menaçait de s'ensuivre. La guerre vint porter la difficulté au plus haut point. D'une part, les troupes s'accumulèrent dans le Nord ; la consommation s'accrut ; les agents des subsistances, achetant sur place et sans discuter les prix, poussèrent à la hausse. En même temps, le discrédit de l'assignat s'accrut. Enfin, dès la fin d'avril, les déroutes de Baisieux et de Quiévrain parurent annoncer l'invasion : la circulation devint plus aléatoire encore et le cultivateur, soit qu'il craignît pour lui-même, soit qu'il espérât vendre plus cher encore, garda ses grains et attendit les événements. Ce fut alors que la liberté commerciale parut justifier les appréhensions de ses adversaires : la situation demeura normale en Flandre maritime et même le blé n'y fut pas plus cher en mai et juin qu'en février, mais en Flandre wallonne

et surtout dans le Sud, les marchés se dégarnirent; des villages s'opposèrent à ce qu'on y portât des grains tandis que d'autres se trouvaient, par là même, menacés de disette, comme les villes, et que les cultivateurs refusaient en outre de vendre à leurs propres concitoyens sinon en numéraire ou à un prix excessif. La plaine cambrésienne était atteinte, car la récolte de 1791 avait souffert des ravages des mulots: Honnecourt, Troisvilles, Villers-Outréaux, Villers-Guislain criaient famine, dès la fin de mai. Au Quesnoy, le 8 juin, la halle étant à peu près vide, les femmes vinrent représenter au District « que les habitants de la campagne s'opposaient à ce que le blé sortît de leurs villages et s'attroupaient en outre pour aller s'en faire mesurer dans les paroisses voisines »; à Romeries, Ghissignies et Englefontaine, ils l'exigeaient à main armée. Le canton de Landrecies et le district d'Avesnes, comme toujours, étaient les plus éprouvés. « Nous avons la douleur, écrivaient le 10 juin les administrateurs, de voir les habitants de nos campagnes, poussés par la faim, se soulever et aller en troupes arracher aux particuliers les grains dont ils avaient besoin eux-mêmes pour leur propre subsistance ». Le sort de Maubeuge était particulièrement fâcheux: « le peuple annonce moins de patience pour supporter ce fléau qu'il ne l'a fait en 1789; déjà il parle d'aller chez les fermiers enlever les grains de force ».

Pour éviter pareils désordres, on proposa de toutes parts d'employer la coercition à l'égard des paysans. Dès août 1791, la municipalité de Valenciennes, jugeant son marché insuffisamment pourvu, avait demandé à obliger les fermiers d'amener leurs grains à son magasin; le 3 juin 1792, le District de Cambrai, à la requête de la ville, proposa au Département d'ordonner un recensement. Le 8, celui du Quesnoy autorisa la municipalité à envoyer des commissaires chez les cultivateurs pour leur demander déclaration des grains à vendre et indication du marché où ils devaient les conduire,

« sans violer le domicile de personne non plus que la liberté de leurs opinions ». Les municipalités villageoises, quand elles n'étaient pas composées de bourgeois ruraux, avaient moins de prudence : à Troisvilles et à Villers-Guislain, elles procédèrent sans hésiter à des visites domiciliaires ; dès le 7 mai, celle de Marquette-en-Ostrevant demandait à contraindre ses fermiers de vendre aux habitants.

Le Département se contenta de décider, le 12 juin, que les commissaires des Districts procéderaient dans chaque commune à l'inventaire des grains chez les particuliers et recevraient leurs soumissions de vente. Cette mesure ne pouvait pas avoir grande efficacité ; elle ne paraît pas avoir été appliquée exactement et le District de Valenciennes, la blâmant, refusa positivement de s'y soumettre. Un peu plus tard, le 14 août, celui de Lille, qui avait déjà le 11 mai, invité les cultivateurs à mettre leurs grains à l'abri en les déposant en ville, leur adressa injonction d'amener ainsi ou de vendre au marché tout ce qui restait de vieux blés ; mais il n'eut pas plus de succès. Le Département, pas plus que le gouvernement, n'était favorable à la contrainte. Il obtint de Roland un secours de 20.000 quintaux à prendre à Nantes et au Havre, et une loi du 3 août accorda 50.000 l. pour approvisionner les places fortes du Nord : on répartit cette somme entre elles et chaque ville, pendant les mois qui suivirent la récolte, se constitua ainsi un grenier d'abondance, par des achats amiables, bien que la circulation demeurât difficile.

Mais, sur ces entrefaites, la journée du 10 août avait permis au peuple de Paris de peser sur les décisions de la Législative : ainsi fut votée la loi du 16 septembre qui autorisa le recensement des grains et leur réquisition pour garnir les marchés ; c'était rétablir l'ancien régime, comme l'avait fait Necker en 1789 ; moins la taxe, c'était aussi, déjà, la loi du 4 mai 1793. Toutefois, la mesure ne

reçut, en fait, aucune exécution. Les trois districts méridionaux seuls ordonnèrent le recensement, mais ils en chargèrent les municipalités. Celui de Cambrai, tout en les invitant en outre à requérir les cultivateurs de garnir le marché, se refusa à envoyer la force armée pour les y obliger comme la société populaire l'exigeait et Roland l'approuva sans réserve. D'ailleurs, le moment critique semblait passé. La victoire de Jemappes avait transporté l'armée en Belgique où elle vivait sur les ressources du pays. L'assignat remonta en novembre à 72 livres. Les marchés se garnirent de nouveau; en Flandre, la circulation par mer reprit en décembre et, en janvier 1793, Dunkerque expédia 8.508 rasières. Le 4 décembre 1792, la Convention rapporta la loi du 16 septembre.

Cette amélioration fut éphémère. La hausse des prix continua. En janvier 1793, le blé valait à Bergues 18 à 19 l. l'hectolitre et le procès du roi ainsi que l'imminence de la guerre avec la Hollande et l'Angleterre firent subitement s'effondrer l'assignat à 52 livres, ce qui présageait un bond énorme des cours. Les villes étaient en train de consommer les secours accordés en 1792, mais les municipalités étaient inquiètes pour l'avenir: elles s'efforçaient d'épargner leurs approvisionnements en empêchant les marchands d'acheter sur leurs marchés et la circulation demeurait gênée de toutes façons. Le 28 décembre 1792, le District de Bergues reprit à son compte des propositions déjà anciennes de la municipalité de Dunkerque et de Fockedey, autrefois membre du Département, maintenant représentant à la Convention: il demanda que les municipalités pussent recenser la récolte et emmagasiner la quantité nécessaire à leur consommation; que la vente au marché fût obligatoire et réglementée strictement; surtout que l'expédition de l'excédent, d'un district à l'autre, fût enlevée au commerce et confiée aux administrations. En février, la guerre avec l'Angleterre, en fermant la

frontière maritime, mit fin de ce côté à toutes les contestations; mais aussi, peu après, la perte de la Belgique, en ramenant l'armée sur le sol du département, provoqua une crise décisive. La hausse s'accéléra: à Bergues, le blé valut en mars 20 l. l'hectolitre; en avril, plus de 22; à Valenciennes, en mars, l'armée achetait à 25 ou 26. Comme l'assignat, en avril, perdit 55%, il n'y avait rien d'anormal, surtout en pareilles circonstances, à ce qu'on payât le blé deux fois plus cher qu'à la fin de l'Ancien Régime, mais, à ce compte, c'était à bref délai la catastrophe financière. D'autre part, comme en juin 1792, les grains devinrent rares: il fallait pourtant nourrir l'armée et les villes. Aussi, devant la Convention, les représentants à l'armée du Nord et le Département recoururent spontanément à la réquisition et à la taxation pour tout ce qui concernait les besoins militaires: le District du Quesnoy devança même les autorités supérieures. Le 12 avril, les représentants admettaient qu'on achetât de gré à gré les pailles, foins et avoines, mais ordonnaient de les enlever de force, s'il le fallait; le 13, le Département en ordonnait le recensement; le 24 enfin, d'accord avec Carnot et Duquesnoy, il taxa les pailles et les foins, à un prix d'ailleurs élevé, et ordonna de payer l'avoine au prix du dernier marché; les prix des fourrages nouveaux furent abaissés les 6 et 23 juin. En même temps, les représentants en arrivaient à la réquisition ouverte: le 24 avril, ils fixèrent un contingent de fourrages et d'avoine; le 5 mai, ils exigèrent 60.000 sacs de blé et adoptèrent aussi un maximum: le prix du dernier marché d'avril. Le 30 juillet, ils réclamèrent en sus 16.000 quintaux de blé et de seigle; le 20 août, 40.000 quintaux de blé. Cependant les préposés aux vivres n'en continuaient pas moins à acheter pour parer aux besoins urgents et les chefs de corps eux-mêmes prenaient ce qui leur manquait partout où ils le trouvaient. Aucune comptabilité n'étant possible, ce fut bientôt un incroyable désordre



qui ôta toute valeur aux décisions des représentants et du Département. En réalité, on se procura au hasard de quoi pourvoir l'armée: les cultivateurs ne s'en trouvèrent pas mieux parce qu'on leur enleva jusqu'à l'indispensable et qu'ils n'avaient aucune garantie contre l'arbitraire des préposés. Comme en outre il fallait de nouveau constituer un approvisionnement aux places fortes, qu'on avait laissées consommer celui de 1792, et d'ailleurs soustraire, autant que possible, à l'ennemi ce qui pouvait rester de ressources dans le plat pays, ordre fut donné, le 25 mars, de les amener dans les places fortes, opération qui se poursuivit, au hasard également, pendant tout l'été. Quand la moisson se trouva en train, les Districts menacés prirent de nouveaux arrêtés pour en assurer la rentrée en ville. Le 20 août, les représentants lancèrent encore une fois un ordre général; le 22 septembre, Trullard et Berlier le renouvelèrent pour tout le district de Bergues. On enleva alors les grains en gerbes; on eut naturellement beaucoup de peine à les loger et à les faire battre et on éprouva des pertes considérables. Pendant l'hiver de l'an II, on continua les razzias dans les villages qui séparaient les deux armées, les Autrichiens en faisant autant de leur côté; le bétail était emmené en même temps.

Telles furent les circonstances au milieu desquelles on eut à appliquer la loi du 4 mai 1793, qui avait institué le maximum des grains: bien que l'opinion du peuple des villes et des campagnes ne fut pas douteuse, il est digne de remarque que peu de voix se soient élevées pour le réclamer; dans le Nord, on paraît avoir admis que les prix deviendraient supportables si on supprimait la liberté commerciale; la situation géographique du département et l'activité de ses négociants expliquent aisément que, provisoirement au moins, on s'en soit tenu là. Ce furent les besoins de la défense nationale qui suscitèrent sur place la réquisition et

le maximum. La population civile ne fut appelée à en profiter que par une loi venue de Paris.

Elle avait fixé le prix, pour tout le département, à la moyenne des divers marchés tenus pendant les quatre premiers mois de 1793 : l'administration ne put la déterminer que le 30 mai ; encore les marchés des districts d'Avesnes et de Valenciennes manquaient-ils au calcul ; en outre, elle ne taxa que le froment et le seigle, le premier à 14 l. 7 d. le quintal, soit environ 22 l. l'hectolitre. Le Pas-de-Calais, plus prompt, avait taxé tous les grains et son maximum était naturellement inférieur à celui du Nord : voyant les marchés de son voisin lui enlever ses ressources, il ferma ses frontières le 11 mai, malgré la loi : en Flandre maritime, les autorités locales entravèrent dès lors par représailles les achats des Artésiens. Dans le département même, si la taxe uniforme diminuait les prix dans le Sud, elle l'éleva dans les deux districts septentrionaux : à Bergues, on avait payé la rasière 28 l. 15 s. en moyenne pendant les quatre premiers mois, tandis que le maximum fut de 31 l. 8 s. Comme d'ailleurs, on ne tenait pas compte des frais de transports, ni les cultivateurs ni les bladiers n'avaient aucune raison d'approvisionner les marchés déficitaires. Aussi le 24 juin, les représentants prirent sur eux de modifier la loi : ils ordonnèrent au Département d'établir un maximum par marché qui fut proclamé le 7 juillet : à Bergues, il ressortit à 24 l. 11 s. la rasière, la loi ayant prescrit d'abaisser de mois en mois le prix de base jusqu'à la moisson. Comme le paysan gardait le choix du marché, sauf réquisition, les villes jusque-là les mieux approvisionnées, et par conséquent à meilleur marché, à cause de leur position, auraient couru grand risque d'être abandonnées, au profit des autres, si la situation eût été normale. Mais, en fait, elles le furent toutes. Dans les districts méridionaux, qui furent progressivement occupés par l'ennemi au cours de l'été, la

réquisition militaire avait laissé peu de chose au cultivateur. La loi du 4 mai ne put jouer qu'en Flandre et dans le district de Cambrai, pour ce qu'il recevait de l'Artois et de la Picardie. Dans ces régions aussi, la réquisition avait déjà absorbé une partie du disponible. Mais on ne peut pas douter que le maximum y ait achevé de provoquer la disette. Les marchés devinrent déserts, ceux de Flandre maritime comme les autres; par elle-même la taxe ne pouvait pas avoir d'autre résultat: or, on n'avait presque rien fait pour appliquer les autres dispositions de la loi. On avait ordonné le recensement; mais ni à Douai, ni à Cambrai, ni en Flandre maritime, on ne fit de réquisitions pour les marchés. Le District de Lille fut seul à en décerner. En Flandre maritime, le Département requit bien l'excédent pour les régions déficitaires et il ordonna aux administrations de poursuivre les paysans qui ne pourraient le représenter mais il n'indiqua aucune voie d'exécution. Or, la loi présentait de graves lacunes. Elle n'avait pas défini la circonscription de marché et avait autorisé le Département à en établir d'autres; le décret du 14 août reconnut même ce droit à toutes les municipalités. Elle n'avait indiqué aucune sanction, si ce n'est la peine de mort contre ceux qui détruisaient méchamment les grains. Elle permettait au cultivateur de conserver sa consommation sans en indiquer le taux. Les non-récoltants pouvaient s'approvisionner pour un mois dans toute l'étendue de leur canton. Le décret du 1<sup>er</sup> juillet autorisa en outre départements et districts à acheter pour leurs besoins hors de leurs arrondissements chez les particuliers. Il était donc impossible de tenir comptabilité des excédents. Personne n'essaya de compléter la loi. Les administrations et les représentants, absorbés d'ailleurs par la résistance à l'invasion, pouvaient alléguer que la rentrée des denrées dans les places fortes rendait vaines les réquisitions de marché: mais l'argument ne valait pas pour toutes les régions, ni pour toutes

les communes d'un même district. Au vrai, le régime qu'il s'agissait d'instaurer troublait leurs habitudes et heurtait leur respect de la propriété. Ils éprouvaient du reste de justes scrupules à appliquer le maximum des grains quand les autres marchandises continuaient à se vendre librement. Le District de Douai ne voyait pas d'autre remède à la crise que la suppression même du maximum, au moins provisoirement, et le 27 juin, le Département adressa une pétition à la Convention pour la faire décréter. Les représentants du Nord partageaient ce sentiment. « Le maximum a tué la frontière » disait Duhem, à la tribune de l'Assemblée. A la fin de juillet et au début d'août, Valenciennes ayant capitulé, on craignit pour Lille qui n'était pas approvisionné. En même temps qu'on enlevait pêle-mêle, dans les villages, tout ce qu'on y trouvait, Duhem et Lesage-Senault à Lille, le 24 juillet, les représentants à Cambrai, le 30, et Carnot, à Cassel, le 1<sup>er</sup> août, suspendirent simultanément le maximum jusqu'à ce que les places fortes fussent garnies. On acheta à n'importe quel prix pour amener le paysan à sortir les grains de leurs cachettes, et, quand, dans la seconde quinzaine d'août, la taxe fut remise en vigueur, on paya pour les récoltes saisies en gerbes 17 l. 10 s. le quintal jusqu'au 6 septembre. Or, à ce moment, le district de Bergues fut envahi à son tour et en partie inondé, tandis que celui d'Hazebrouck était submergé par l'armée d'Houchard marchant vers Hondschoote. Après la victoire, Trullard et Berlier ordonnèrent, le 22 septembre, la rentrée générale des grains en gerbes et, le 8 octobre, dessaisirent le district au profit du commissaire-ordonnateur Vaillant qui entreprit de faire battre dans les villages : il n'y réussit pas et en octobre, la disette devint générale à Bergues et à Dunkerque. Ce fut seulement le 7 novembre qu'Isoré rendit ses pouvoirs au District et qu'on put songer à appliquer la loi. A ce moment les districts de Valenciennes et du Quesnoy, une grande

partie de ceux de Cambrai et de Douai étaient aux mains de l'ennemi, depuis longtemps déjà, et le district d'Avesnes venait d'être en partie ravagé au cours des opérations qui précédèrent et suivirent Wattignies. On peut donc dire que le premier maximum ne fut pas mis en vigueur, beaucoup moins encore par la volonté, évidente toutefois, des administrations que par suite des circonstances; en outre la récolte de 1793 se trouva en partie saccagée ou dilapidée, ce qui compromit, dès l'abord, l'application du second.

## II. - LE MAXIMUM DES GRAINS ET FOURRAGES (suite):

### LA LOI DU 11 SEPTEMBRE 1793

Cependant la Convention s'était résolue à confirmer le nouveau régime par le décret du 11 septembre et elle l'éternit en principe à toutes les denrées de première nécessité par celui du 29; ce fut à la fois un instrument de guerre et de gouvernement intérieur: l'influence du peuple de Paris était alors à son comble et, dans toute la France, il fallait satisfaire les artisans et les journaliers, surtout ceux des villes, parmi lesquels la République trouvait le plus grand nombre de ses partisans; mais pour la majorité des conventionnels, c'était un expédient: il devait permettre de nourrir l'armée, de soutenir l'assignat et de maintenir l'ordre en rationnant les Français affamés par le blocus; on y renoncerait pourtant le plus tôt possible parce qu'il supprimait la spéculation et sapait ainsi par la base la domination de la bourgeoisie. Quoi qu'il en soit, l'application en supposait un gouvernement énergique, armé de sanctions rigoureuses, mais capable aussi d'une action méthodique; elle fut l'œuvre du gouvernement de Robespierre; la loi du 11 septembre fut complétée par celles du 18 vendémiaire et du 25 brumaire an II, et les

mesures d'exécution furent spécialement confiées à la Commission des subsistances qui entra en fonctions le 1<sup>er</sup> brumaire.

Elle s'efforça de se procurer des recensements approximatifs de la récolte pour chacun des districts. Pour 1793, il était bien tard dans le Nord. Elle réussit mieux en l'an II et, en outre, ayant prescrit, en messidor, de dresser état de la superficie empouillée, elle se trouva, jusqu'à un certain point, en mesure de contrôler l'évaluation de la récolte. Personne néanmoins ne se fit illusion sur l'exactitude des renseignements transmis par les municipalités; toutes avaient intérêt à déprécier le produit de la moisson et à exagérer la quantité nécessaire aux semailles ainsi qu'à la consommation locale. Mais tout le système supposait une statistique élémentaire. La semence déduite et compte tenu, partiellement du moins, de la consommation des récoltants, la commission faisait deux parts de l'excédent: l'une était abandonnée aux non-récoltants du district, l'autre réservée à l'armée et aux districts déficitaires. C'était cette dernière qui se trouvait seule soumise à la réquisition nationale. La commission et quelquefois les représentants en disposaient par arrêtés. Bien entendu, la répartition ne put jamais s'opérer avec justice. La loi du 25 brumaire permit de requérir la quantité nécessaire aux récoltants et, à plus forte raison, aux autres: les besoins immédiats, et principalement ceux des armées, primaient tout. Comme les moyens de communication ne permettaient pas de transporter aisément les grains d'une région dans une autre, on puisa au plus près, quitte à combler plus tard le déficit, quand on le put. L'agent d'exécution fut le District qui, à partir du décret du 14 frimaire an II, fut seul compétent, à l'exclusion du Département, en tout ce qui concernait les subsistances. Il répartissait la réquisition et la faisait verser, sous la surveillance des commissaires, dans les magasins militaires. Mais les représentants et des



agents spéciaux, désignés par la Commission, durent souvent intervenir pour le stimuler. Du moins un ordre assez exact se trouva rétabli dans les réquisitions, et les préposés militaires ainsi que les chefs de troupe perdirent, en principe, toute autorité sur le cultivateur. Pour la Commission, le Nord se partagea ainsi en deux régions. Le district de Bergues et surtout celui d'Hazebrouck offraient des ressources où elle puisa assez largement : dans le premier 34.000 quintaux en faveur du district de Lille, le 14 nivôse an II; dans le second, 23.000 quintaux pour Lille à la même date, 15.000 pour le district d'Avesnes, le 14 floréal; dans tous les deux, 10.000 quintaux pour les ouvriers occupés aux travaux du port de Dunkerque, le 29 nivôse; 40.000 quintaux pour l'armée, le 20 floréal; 8.000 quintaux pour la marine, le 11 thermidor. Ils supportèrent en outre à peu près les trois quarts de la réquisition des 3 et 14 thermidor assignée, en faveur de l'armée, sur la moisson prochaine. Les six autres districts, plus ou moins envahis et dévastés, ne fournirent aux réquisitions militaires que de faibles contingents et il fallut alimenter leurs populations au moyen de réquisitions accordées sur l'Artois et la Picardie. Pour les fourrages seuls, ils furent traités comme les autres. Les exigences de la Commission furent assez exactement satisfaites en l'an II. Le 25 septembre 1793, le Département avait félicité le District d'Hazebrouck de sa générosité : après avoir livré 2.000 quintaux à la ville de Douai et 1.000 rasières au Pas-de-Calais, il avait encore fourni, du 6 août au 19 septembre, 15.890 quintaux alors que, sur la réquisition du 30 juillet, son contingent n'était que de 4.400. Il montra la même application en 1794. De même, le 11 fructidor an II, le district de Bergues, sur 68.000 quintaux, n'en devait plus que 6 à 700. Les autres districts furent moins empressés; mais leur part, beaucoup plus faible, était attendue avec beaucoup moins d'impatience. Il convient d'ajouter qu'on s'efforça d'accroître la

quantité des grains dont la République pouvait disposer, en exigeant le paiement en nature de partie au moins des fermages, des biens nationaux et des contributions; ce fut de quelque ressource en Flandre maritime et dans le Cambrésis.

Quant à la population civile, le Gouvernement révolutionnaire n'entreprit point de réglementer directement sa consommation. En principe, la loi du 25 brumaire ordonna l'amalgame des grains et la confection d'une unique espèce de pain: «le pain de l'égalité»; mais on ne prit aucune mesure nationale pour en assurer l'exécution non plus que pour rationner la population. Les moulins étaient très nombreux et beaucoup de citoyens cuisaient eux-mêmes leur pain. Il était à peu près impossible d'assurer le mélange et le rationnement. Certaines municipalités urbaines finirent par y parvenir, sous la pression de la disette en supprimant le marché et en réduisant les boulangers à la condition de simples ouvriers municipaux ou en cuisant elles-mêmes dans les manutentions militaires, mais elles n'en vinrent là que par nécessité et seulement à la fin de l'an II. La vente au marché demeura obligatoire pour les cultivateurs afin qu'on put s'assurer qu'ils respectaient le maximum, fixé, le 11 septembre, à 14 l. le quintal pour toute la France; mais, en principe, consommateurs et boulangers demeurèrent libres d'y acheter comme ils l'entendaient. Les bladiers eux-mêmes n'étaient pas exclus par la loi, bien que naturellement leur commerce fût désormais sans objet. En un mot, on s'efforça de laisser subsister les cadres économiques, évidemment parce qu'on ne jugea pas pouvoir faire autrement, mais aussi parce qu'on n'avait pas l'intention de créer un régime durable. Ce fut par exception qu'Isoré, par arrêté du 14 frimaire, établit, en faveur de Dunkerque, une réquisition sur le district de Bergues, sans tenir compte de sa circonscription de marché et, le 18 nivôse, en autorisant les mesures de cet ordre au profit des grandes communes, le

Comité de salut public manifesta ses intentions, en limitant leur effet à l'approvisionnement d'un mois.

Mais naturellement la loi du 11 septembre avait maintenu la réquisition pour les marchés : autrement, ils seraient restés vides ; et on s'appliqua à tisser autour du cultivateur un réseau de prescriptions destinées à l'empêcher de disposer clandestinement de ses grains, à un prix qui dépassât le maximum. La loi du 18 vendémiaire définit la circonscription du marché : pouvaient être requis les villages qui avaient coutume de l'approvisionner en 1789, même s'ils appartenaient à un district étranger, et il ne pouvait être établi aucun marché nouveau. Le décret du 25 brumaire défendit de tenir compte de la consommation du récoltant : tous ses grains pouvaient lui être enlevés, à charge par l'administration de lui laisser acheter ensuite la quantité nécessaire au fur et à mesure de ses besoins. Le commerce clandestin devint plus malaisé : les non-récoltants des campagnes ne pouvaient se fournir que dans leur propre commune ; les meuniers devaient être payés en argent, suivant un maximum fixé par le District, et tout commerce de grains leur était défendu. Les districts déficitaires ne pouvaient faire aucun achat, mais seulement demander un secours à la Commission par voie de réquisition. Les transports aux marchés et aux magasins s'opéraient sous laissez-passer, en sorte que toute circulation non autorisée était illégale.

L'application de cette législation incombait également aux Districts. Par arrêté du 21 septembre, le Département avait précisé le mécanisme de la réquisition de marché : elle devait être calculée pour l'approvisionnement de quinze jours, énoncé en chiffres, et la municipalité avait à envoyer au District le tableau de répartition individuelle ; les apports étaient enregistrés au marché ; les défaillants pouvaient être ainsi dénoncés et poursuivis immédiatement.

Mais c'était au District à déterminer, sous sa responsabilité, s'il y avait lieu à réquisition, si les ressources de la région permettaient de les acquitter ou s'il fallait, au contraire, solliciter des secours. Comme les besoins étaient souvent pressants, les représentants en mission les accordaient souvent par provision et plus d'un District, plus d'une municipalité même se permirent d'emprunter, de leur propre chef, aux magasins nationaux, les grains indispensables. Du District et, plus encore peut-être, de la municipalité de marché dépendaient sans réserve le prix du pain, la police de la boulangerie et de la pâtisserie, l'amalgame des grains et le rationnement. Le gouvernement économique demeura donc beaucoup moins centralisé que les lois ne le donnent à croire; sa rigueur fut plus ou moins tardive et plus ou moins sévère, suivant les ressources du pays, en sorte que, dans le département du Nord, qui comprenait des régions géographiques très différentes et où les événements militaires exerçaient une grande influence sur la situation des différents districts, le ravitaillement des villes et la situation des campagnes présentèrent, de l'un à l'autre, des différences notables.

Dans le district d'Avesnes où, dès avant Wattignies, la disette sévissait (à Trélon par exemple, tandis qu'à Anor on mangeait du pain d'avoine), les réquisitions de marché demeurèrent inutiles et les paysans comme les citadins, durent vivre sur les secours de la Commission des subsistances: ces grains étaient grevés de frais de transport et revenaient à 17 l. 10 s.; ils étaient distribués à Avesnes, puis dans les villages par la municipalité ou une commission spéciale. Bien que la moitié du district de Cambrai fût envahie, le marché de cette ville fut à peu près approvisionné jusqu'en octobre; le 11, le District lança des réquisitions pour 500 mencauds par marché, mais elles eurent peu de succès. En pluviôse seulement, il se décida à faire amener le maire et un ou deux des plus riches cultivateurs de chacune des com-

munes récalcitrantes pour leur arracher, sous menace d'arrestation, la promesse de fournir leur contingent. Ensuite, il renonça à rien tirer des campagnes. Ce qu'on avait pu mettre à l'abri de la récolte de 1793 ainsi que le produit des rendages et des impôts en nature, exigés avec quelque rigueur, permirent de nourrir la ville. A Douai, les réquisitions ne s'exécutèrent pas mieux; au début de pluviôse, on fit amener quelques maires et cultivateurs pour les relâcher aussitôt. On continua à faire enlever dans les villages les subsistances qui pouvaient y rester sous prétexte de les soustraire à l'ennemi et Douai, comme Cambrai, dut vivre sur l'approvisionnement de siège. Dès nivôse, on dût y mélanger l'orge au blé et, à partir de pluviôse, on lui attribua des réquisitions sur l'Artois. La plus grande partie du district de Lille n'étant pas au pouvoir de l'ennemi, les réquisitions y furent plus régulières et, dès octobre, on eut recours aux mesures de rigueur. Mais il fallut assigner à chacun des bourgs, Roubaix, Lannoy, Tourcoing, Armenières, La Bassée, un certain nombre de communes capables de les pourvoir; bon nombre de villages de la banlieue lilloise ne pouvaient se suffire; Lille reçut donc peu de chose. D'ailleurs, à la fin de nivôse, il devint évident qu'il restait peu de grains disponibles. Il fallut vivre aussi presque uniquement sur l'approvisionnement qu'on avait constitué avant l'hiver par des achats ou par l'enlèvement des grains en gerbes, et, dès frimaire, demander des réquisitions sur les districts voisins.

On peut donc assurer que le régime du marché ne fonctionna avec quelque régularité que dans les districts de Bergues et d'Hazebrouck. Dans le premier, les paysans s'exécutèrent assez régulièrement. Le 20 prairial, sur 57.000 quintaux requis jusque-là pour Dunkerque, l'arriéré n'était que de 8.933. Gravelines, la ville la plus isolée par sa situation géographique, ne souffrit de quelque pénurie qu'à partir de



germinal. Le District menaça plusieurs fois les maires de les faire arrêter ou d'autoriser l'envoi de la force armée, mais la menace suffit. Le représentant Laurent seul fit amener vingt-trois maires pour stimuler la livraison des réquisitions militaires. Le district d'Hazebrouck fournit docilement ce qu'on lui demanda. Au printemps, Bailleul, Estaires et Hazebrouck se plaignirent du dénûment de leurs marchés, mais on paraît y avoir remédié sans grande difficulté. Toute la Flandre maritime continua de manger son pain bis, mais de blé pur, jusqu'à l'été et, dans les villes, la réglementation ne fit guère de progrès. Mais à l'approche de la moisson, le district de Bergues fut assez soudainement atteint lui aussi par la disette parce que les réquisitions multipliées des représentants et de la Commission avaient épuisé ses ressources. En thermidor, les versements des campagnes s'arrêtèrent complètement et les villes ne vécurent plus que d'emprunts aux magasins de l'Etat. Cependant on n'eut recours à l'amalgame qu'à Gravelines et à Watten et le pain ne manqua jamais. Quant au district d'Hazebrouck, la soudure s'y opéra sans crise sérieuse.

Il va de soi que les récoltants trouvèrent, en dépit de tout, le moyen de conserver le nécessaire pour eux et pour leurs domestiques. Mais les non-récoltants des campagnes, les artisans et les journaliers, se trouvèrent dans une situation souvent pire que les citadins. Dans la plupart des villages, on leur délivra des permis d'achat et les cultivateurs, soit par crainte, soit par habitude, leur fournirent des grains; on les laissa même acheter d'un village à l'autre, en dépit de la loi, surtout en Cambrésis; quand les sans-culottes des campagnes avaient réussi à s'installer à la mairie, ils attribuaient à ces bons la même valeur qu'aux réquisitions, se plaignaient au District si on les dédaignait et les sanctionnaient même par des visites domiciliaires et l'enlèvement des grains. Mais la loi du 11 septembre, en favorisant ainsi les



manouvriers, n'avait point entendu créer en leur faveur un droit de réquisition et de préemption : le fermier qui refusait de leur vendre des grains était dans son droit. En tout cas, il était beaucoup moins périlleux pour lui de résister à la municipalité qu'au District ou au représentant et il était beaucoup plus facile à la ferme qu'au marché de vendre au-dessus du maximum.

Quand la municipalité était d'accord avec les cultivateurs, elle refusait même les permis d'achat, sous prétexte que l'excédent était requis pour les marchés ou l'armée, et renvoyait les solliciteurs au District qui les traitait généralement en séditieux. Les plus malheureux furent les non-récoltants des villages très peuplés qui étaient accoutumés d'acheter au marché urbain. Comme la ville n'avait que le strict nécessaire, ils étaient fort mal reçus et s'en retournaient souvent les mains vides; autant que faire se pouvait, on empêchait aussi les boulangers de leur vendre du pain. A mesure que l'année s'avança, la condition du journalier agricole devint ainsi fort pénible; mais, comme celle des autres habitants, elle varia d'une région à l'autre. En Flandre maritime, quelques communes seulement, Saint-Momelin, dans la vallée de l'Aa, Ghyvelde et les Moères paraissent avoir souffert. Dans plusieurs villages du district de Lille et des environs de Douai, les pauvres eurent peine à se pourvoir: dès octobre et novembre 1793, ils faisaient queue dans les fermes à Hem; à Provin, le 4 frimaire, un attroupement de femmes pillait les sacs qu'on emmenait au marché de Lille; de Sin, le 3 pluviôse, des groupes allèrent réclamer du pain au District. Dans le district de Cambrai, au moins à l'Est de l'Escaut, région des hostilités, quelques difficultés se présentèrent, surtout pendant l'été. Mais ce fut le district d'Avesnes qui fut le plus malheureux; en nivôse, on mangeait du pain d'avoine et même des glands dans plusieurs communes et la distribution des grains de secours fut amèrement critiquée,

les plus nécessiteux étant loin d'être toujours servis les premiers; toutefois la pénurie ne fut jamais comparable à celle de l'an III. On peut dire que, dans l'ensemble, le régime réussit à assurer le ravitaillement d'une manière satisfaisante, si l'on tient compte des difficultés qui résultaient de l'état de guerre et de l'invasion: or, c'était un grand bienfait puisque le pain qu'il assurait tant bien que mal au peuple lui était fourni à un prix qui correspondait à ses moyens d'achat.

Mais il fut odieux au cultivateur. Le maximum de 14 l. au quintal, soit environ 22 l. l'hectolitre, constituait pour le département une augmentation de 75% sur le prix de l'Ancien Régime. Or, l'assignat de cent livres, tombé à 24 l. en août 1793, remonta à 50 en décembre; il recommença ensuite à baisser parce que la République n'avait pas monopolisé toutes les transactions et que l'inflation, ralentie par le maximum, continuait néanmoins, mais en juin 1794 il valait encore 32 l. et en juillet 36. Il y aurait eu ainsi compensation, si le maximum des salaires avait été également observé et si le cultivateur eût continué à trouver dans les villes, en échange de ses assignats, les produits manufacturés ou les denrées dont il avait besoin. Malheureusement, tel n'était pas le cas. Ceux-là seuls trouvaient l'emploi du papier reçu en échange des grains, fourrages et bestiaux réquisitionnés, qui avaient à payer fermages, impôts ou prix des biens nationaux. Or, les réquisitions et les charrois n'étaient acquittés qu'avec beaucoup de lenteur; le 7 floréal, le district de Bergues avait un arriéré de 900.000 l.: en attendant l'assignat baissait. D'autre part, eût-il été payé en espèces sur le pied de 1787, le cultivateur se fût plaint qu'on eût enrayé la hausse dont il tirait profit et qu'on l'empêchât d'user librement de son bien par la réquisition. La Convention désavouait la loi agraire mais, par le maximum, limitait les droits du propriétaire rural: ce fut en vain que les représentants, les administrations, les sociétés populaires lui remontrèrent qu'il s'agissait

d'un expédient provisoire, que la Révolution lui avait procuré de grands avantages et qu'un sacrifice était nécessaire pour que la victoire les lui conservât; d'ailleurs, beaucoup de révolutionnaires louaient le maximum dans son principe, comme un moyen d'introduire dans la société un peu plus d'équité: on ne doit pas s'étonner qu'il ait conçu quelque inquiétude pour l'avenir; au surplus, rien ne pouvait le consoler des bénéfices qu'il ne faisait pas.

Il fut donc impossible d'obtenir la coopération volontaire des cultivateurs. Autant qu'ils le purent, ils vendirent clandestinement au-dessus du maximum. Dans le district de Bergues, ils opérèrent principalement sur le sucron qu'on n'employa guère à la panification avant l'an III et dont le trafic était par conséquent moins surveillé; ils le vendaient aux brasseurs et, le nombre des acheteurs étant médiocre, il était facile de s'entendre avec eux. Dans l'été de l'an II, on prétendit qu'au marché de Gravelines, le maximum était éludé au moyen de conventions clandestines et il est certain que les cultivateurs du canton de Bourbourg préféraient se rendre à ce marché plutôt qu'à celui de Bourbourg. Il est également certain qu'on vendait du sucron hors des marchés et qu'on le transportait sans acquit-à-caution. Pour le blé, les renseignements sont plus rares. Certains indices font supposer que l'on concluait dans les marchés des conventions secrètes qu'un simulacre de vente publique authentiquait ensuite; on accusait aussi les cultivateurs de faire acheter leurs grains par des compères. Dans le Sud du département, où les grains étaient plus rares, il est probable que le commerce clandestin était moins actif; mais, à domicile, les cultivateurs vendaient, à l'occasion, au-dessus du maximum. Il était très difficile de constater le délit ou de fournir des preuves à l'appui d'une dénonciation. Théoriquement, comme le cultivateur, en déclarant sa récolte, la prenait en charge, on pouvait l'obliger à justifier du manquant en présentant

les réquisitions ou les bons d'achat. Dans son arrêté du 21 septembre 1793, le Département avait décidé que, s'il ne pouvait produire les grains recensés, il serait poursuivi pour accaparement et destruction de subsistances, crimes punis de mort; il avait prescrit des visites fréquentes; la perquisition était même obligatoire quand la société populaire ou seulement deux citoyens la réclamaient. Mais on ne pouvait pas compter à cet égard sur les municipalités rurales: il fallait que le District envoyât des commissaires; c'était donc une mesure extraordinaire alors qu'il aurait fallu un «exercice» permanent. Au surplus, tel que le battage s'exécutait, le recensement portait nécessairement sur les gerbes et on ne pouvait pas constater le manquant avec certitude.

Exiger l'exacte livraison des réquisitions était donc le seul moyen dont disposât effectivement l'autorité pour empêcher les ventes clandestines, autant qu'il se pouvait. Comme leur objet principal était précisément de se procurer des grains et des fourrages, tous ses efforts se concentrèrent sur ce point. Mais comment distinguer le cultivateur qui cherchait à garder des denrées par des lenteurs calculées et celui qui défendait le pain des siens ou dont la défaillance s'expliquait par les circonstances? L'un et l'autre invoquaient des difficultés qui n'étaient que trop réelles. En temps normal, le cultivateur battait à son gré: il devait maintenant livrer à date fixe. Or, il manquait de main-d'œuvre. Les batteurs étaient en réquisition, mais ils étaient rares et, payés au maximum, travaillaient mal. Les chemins étaient en mauvais état; au jour fixé, la pluie ou le verglas les rendaient impraticables. Non sans raison, le paysan discutait aussi les recensements, le rendement supposé, l'évaluation de la consommation, invoquait la nécessité de payer en nature ses ouvriers, son propriétaire ou le percepteur. A défaut, il déclarait ignorer la loi, et c'était souvent la vérité.

A moins qu'on ne découvrit des grains cachés ou qu'un

cultivateur ne s'emportât jusqu'à défier l'autorité, on ne pouvait jamais assurer qu'il y avait résistance à la loi. Les municipalités rurales n'exécutaient elles-mêmes les ordres reçus qu'avec beaucoup de lenteur et dégageaient leur responsabilité en transmettant des déclarations non contrôlées et en répartissant les réquisitions sans se préoccuper de leur exécution. Plus d'une fois, ces répartitions locales suscitèrent des protestations, les municipaux étant accusés de se ménager eux-mêmes ou de favoriser leurs amis: c'était un nouveau prétexte pour ne pas obéir.

Le District eût donc été désarmé si la loi révolutionnaire n'eût établi contre les défaillants une présomption de résistance illégale. La loi du 11 septembre ordonnait de confisquer chez eux les grains qui excédaient la consommation, mesure qui les atteignait très inégalement et qui, d'ailleurs, ne pouvait assurer l'application du décret du 25 brumaire, lequel mettait en réquisition la consommation elle-même. En réalité, on dut assurer le fonctionnement du gouvernement économique par des mesures administratives arbitraires. Quand une commune se prétendait épuisée ou se montrait trop rétive, le District lui envoyait des commissaires assistés de la force armée. Alors commençaient les visites domiciliaires, les réquisitions de batteurs et de voitures, l'enlèvement des grains. Les lois terroristes fournirent les sanctions. En vertu de la loi du 17 septembre, le récalcitrant pouvait être déclaré suspect et appréhendé. Le décret du 14 frimaire destituait les municipalités coupables de résistance à la loi, c'est-à-dire de négligence ou d'inexactitude dans l'exécution des ordres reçus: or, les fonctionnaires révoqués étaient suspects. Par un arrêté du 11 frimaire, le Département avait en outre décidé qu'on poursuivrait pour conspiration celui qui s'opposerait aux réquisitions. Mais dans le Nord, les Districts et les représentants usèrent très modérément de ces pouvoirs exorbitants. Ils mesuraient les



difficultés que rencontraient les cultivateurs; ils ne pouvaient ni destituer les municipalités qu'ils n'auraient pu remplacer, ni emprisonner en masse les paysans sans compromettre la production elle-même; aussi se montrèrent-ils très patients. Dans la Flandre maritime, les Districts n'intervinrent pas dans les villages; quand Laurent lui-même fit amener les maires, il se borna à les réprimander. Dans les autres districts, le besoin rendit les exécutions militaires plus fréquentes mais les arrestations furent rares et toujours provisoires. En fait, on sévit beaucoup moins qu'en l'an III, sous le régime thermidorien. Mais c'est que la peur brisait toutes les résistances. On savait parfaitement que, dans le Pas-de-Calais, Lebon avait fait traduire au Tribunal révolutionnaire bon nombre de paysans accusés de résistance aux réquisitions ou d'infractions au maximum: ils furent toujours acquittés, il est vrai, mais la leçon n'en était pas moins sévère; l'armée du Nord cantonnait un peu partout: les soldats fréquentaient les sociétés populaires et prêtaient main-forte aux sans-culottes. Les cultivateurs pouvaient toujours craindre quelque terrible exemple: ils s'inclinèrent, mais ce leur fut une seconde raison de détester le maximum que de le voir ainsi devenir, dans beaucoup de villages, le véhicule de la terreur.

Aussi à la nouvelle du 9 thermidor, on pensa que le maximum ne survivrait pas au gouvernement qui l'avait fait respecter. En vendémiaire an III, à Saméon, un officier municipal déclara que le décret du 18 vendémiaire an II «était émané de Robespierre et qu'en conséquence, on ne pouvait pas y ajouter foi». Et en effet, le régime entra en décadence, au moment même où la pénurie qui sévissait réellement à la veille de la moisson paraissait le rendre plus nécessaire encore.

La Convention et le nouveau Comité de salut public se mirent à en modifier l'économie et donnèrent l'impression de le désapprouver et de ne tenir désormais qu'à l'exécution



des réquisitions militaires. Dès le 13 thermidor, un arrêté du Comité fut interprété dans un sens favorable aux paysans. Il déclarait bien que ceux qui n'obéissaient pas aux réquisitions devaient être déclarés suspects, mais bientôt cette menace n'allait plus effrayer personne. Beaucoup plus important parut l'article deux qui, en prescrivant de nouvelles réquisitions de marché pour le 1<sup>er</sup> fructidor, stipulait qu'elles seraient livrées « dans les marchés indiqués par le conseil général du district ». Celui de Bergues en conclut, d'une part, que l'arrêt du 18 nivôse était devenu caduc ainsi que les réquisitions d'Isoré et de Guiot en faveur de Dunkerque, et, d'autre part, que la loi du 18 vendémiaire était abrogée en fait, de sorte qu'il reconnut aux paysans le libre choix du marché: ils iraient donc de préférence à Bergues et à Bourbourg ou même dans les petits marchés d'Hondschoote, Esquelbecq et Watten où ils échapperaient à toute surveillance. Dunkerque et Gravelines étaient si bien menacées de famine qu'il n'osa s'en tenir là et, le 12 vendémiaire, en fixant les contingents, il assigna trois communes à Gravelines, deux à Watten, autorisa Hondschoote à approvisionner son propre marché, mais ordonna que tout le reste fût livré à Bourbourg, Bergues ou Dunkerque, au gré du cultivateur. Le Comité de salut public lui-même expliqua, le 25, que son arrêté n'abrogeait nullement la loi du 18 vendémiaire. Mais le District de Bergues ne changea rien à sa décision et une première brèche fut ainsi ouverte. Une autre, plus grave encore, résulta d'un autre arrêté du Comité, en date du 12 vendémiaire an III, qu'on interpréta comme permettant de ne pas obéir aux réquisitions de marché si on ne possédait de grains que pour sa consommation: il fallut confirmer, le 17 brumaire, le décret du 25 brumaire an II. En brumaire et frimaire an III, les dispositions relatives aux frais de transport, à la mouture, au maximum des meuniers furent modifiées; enfin le 19 brumaire, le maximum uniforme

pour toute la République fut remplacé par un maximum de district qui ne pouvait être inférieur à 16 l. le quintal, prix qu'adoptèrent les Districts de Bergues et d'Hazebrouck. Au surplus, dans les territoires évacués, les lois de l'an II n'ayant pas été promulguées, le maximum ne fut mis en vigueur qu'à la veille de sa suppression.

Mais ce fut surtout la fin de la Terreur qui ébranla le maximum. L'armée était maintenant en Belgique; les clubs se fermaient et la Convention devenait chaque jour plus hostile aux Montagnards. Contre ceux qui n'exécutaient pas les réquisitions de la Commission de commerce et approvisionnements, la loi du 19 brumaire an III ne prononçait plus que la confiscation des quantités requises, les peines afflictives étant réservées aux autorités négligentes ou rebelles. Et elle ne parlait pas des réquisitions de marchés. Avec la peur, les scrupules s'évanouirent et la mauvaise volonté des cultivateurs devint apparente. Lors du recensement de la récolte, des déclarations notoirement infidèles furent constatées. On vit reparaître les faits qui avaient marqué le premier maximum: dissimulation des grains, refus de battre et de livrer, résistance ouverte accompagnée d'injures et de voies de fait; on se plaignit bientôt de toutes parts que le commerce clandestin se développât à vue d'œil et que les grains fussent vendus au-dessus du maximum. Dans le District de Bergues même, les cultivateurs ne cédaient le sucron que moyennant 50 à 80 l. la rasière. Mais les Districts méridionaux étaient bien plus gravement atteints. En septembre 1794, l'assignat tombait à 30% et en décembre à 24. Non seulement les cultivateurs avaient deux prix, mais, vers la frontière surtout, ils refusaient le papier, plus généralement encore qu'avant la guerre, l'exportation en Belgique, où on le payait en espèces, étant favorisée par les réquisitions qu'y exigeaient l'armée française et ne présentant guère de difficultés. Les Districts du Quesnoy et de Valenciennes se plai-

gnirent dès septembre. Douai en octobre, Cambrai en novembre. Autour de Douai, les fermiers vendaient aux non-récoltants deux ou même trois fois plus cher qu'au marché : la rasière de Douai, maximée à 19 l. se payait 36, et ils comptaient la pousser à 50.

Chose plus grave, les municipalités rurales donnaient maintenant l'exemple de l'insubordination. Le 21 fructidor an II, le maire de Socx convoqua ses collègues du canton de Bergues, et, le 1<sup>er</sup> vendémiaire, présenta, avec celui de Quaëdyre, une requête au District en vue de faire opérer une visite dans tous les magasins de la République où, disaient-ils, on laissait dépérir les grains qu'on arrachait aux cultivateurs. Certaines continuaient à s'exécuter de bonne grâce, discutaient de bonne foi ou engageaient contre les récalcitrants des luttes parfois interminables. Mais la plupart opposaient aux Districts la force d'inertie ou même prenaient la défense de leurs administrés. On ne peut décrire d'arrestation, disait celle de Warhem, que les mal intentionnés : or, il n'y en a pas. Sans doute, avouait celle de Tétéghem, personne n'a le droit de s'approvisionner pour plus d'une décade, « mais les habitants murmurent parce qu'à leur avis, on doit les pourvoir avant tous les autres ». La municipalité d'Eringhem, requise d'arrêter le cultivateur le plus arriéré, désignait un mort ; celle de Crochte répliquait au District de venir l'arrêter lui-même : personne n'eût osé parler ainsi avant le 9 thermidor.

A mesure que les cultivateurs s'enhardirent ainsi, les Districts furent obligés de montrer plus de rigueur. Dans le district de Bergues, les réquisitions adressées dès le 27 thermidor an II n'ayant reçu que des satisfactions dérisoires, les maires et les agents nationaux furent mandés et le représentant Berlier les exhorta, le quatrième jour sans-culottide, à faire leur devoir ; le 1<sup>er</sup> vendémiaire, des commissaires furent expédiés dans les villages ; n'obtenant rien, le Dis-

trict ordonna enfin, le 16, d'arrêter un cultivateur par commune en commençant par le plus arriéré; le 22, maires et agents furent menacés à leur tour de pareil sort s'ils ne faisaient amener ces défaillants dans les quarante-huit heures. Le 4 brumaire, vingt-cinq maires furent en effet décrétés d'arrestation; le 7, nouvelle menace d'arrêter cette fois un cultivateur sur six; le 14, l'exécution en fut ordonnée. Les représentants Berlier et Ludot avouaient qu'il n'y avait pas d'autre ressource que d'employer la force. Berlier y ajoutait le 7 frimaire, non sans naïveté, la promesse de récompenses honorifiques aux cultivateurs qui satisferaient volontairement aux réquisitions. Le District d'Hazebrouck lui-même dut recourir, quoique avec plus de discrétion, à ces moyens inconnus jusqu'alors dans son arrondissement. Les autres Districts continuèrent à les employer pour autant que la pénurie qui régnait dans leurs campagnes leur permettait d'en espérer quelque résultat. L'expérience montra d'ailleurs que ces arrestations ne procuraient que peu de ressources: leur effet se limitait à peu près à l'emprisonné lui-même; il s'engageait à s'exécuter pour être délivré, mais les autres n'en étaient guère impressionnés. En attendant, le temps passait. L'exécution militaire était donc le véritable recours et par suite, elle devint d'usage courant et reçut une extension indéfinie par l'emploi des garnisaires qu'on emprunta à l'Ancien Régime. Les soldats et, plus souvent, les gardes nationaux des villes furent répartis chez les cultivateurs pour y être entretenus à leurs frais jusqu'à livraison. Le District de Bergues surtout usa régulièrement de cet expédient; le 6 brumaire, il envoya la gendarmerie à Quaëdypre; le 7, il décida que tout cultivateur arrêté serait remplacé chez lui par un soldat; le 25, la force armée alla occuper Hondschoote; le 22 frimaire, elle fut envoyée dans les six communes les plus arriérées: elle ne devait plus guère chômer de deux ans entiers. Ce moyen était très défectueux;

il ne distinguait pas entre le coupable et le malheureux; il entraînait des frais énormes; les garnisaires commettaient beaucoup d'excès et consommaient une partie des grains mêmes qu'ils venaient chercher. En outre, il n'était pas prévu par la loi: à la terreur proprement dite s'en substituait une autre, d'origine purement économique cette fois, qui fut beaucoup moins efficace, mais se prolongea beaucoup plus longtemps et ne fut pas moins détestée que l'autre.

Les ressources qu'on arracha ainsi aux paysans furent très modestes. Aussi, plus les cultivateurs échappèrent à la réglementation, plus les villes, en proie à la disette, durent au contraire la développer. Les non-récoltants des villages, comme précédemment, souffrirent plus encore que les citadins. Dès vendémiaire, on pratiqua l'amalgame dans certaines communes du district de Douai; l'Administration ayant exclu les ruraux des marchés de Douai, ils furent plongés dans la détresse. Dans tout le territoire des districts du Quesnoy et de Valenciennes, on ne vivait que des secours de la République et l'amalgame était naturellement de règle partout. Quelques municipalités rurales, composées de démocrates, entreprirent, comme les villes, de renforcer la réglementation. Elles multiplièrent les défenses de vendre aux étrangers et les réquisitions en faveur des indigents. Hamel punit d'amende ceux qui mangeaient du pain « privé » ou de blé pur; Mecquignies demanda à requérir l'excédent des fermiers et à en former un magasin. Les habitants d'Haussy auraient voulu taxer eux-mêmes les grains pour en mettre le prix en rapport avec leurs facultés. L'année 1795 s'annonçait évidemment sous de fâcheux auspices. La récolte de l'an II avait été tout à fait insuffisante et c'était ce qui expliquait en partie la résistance des récoltants. Les circonstances étaient donc bien plus fâcheuses encore qu'en 1793: les thermidoriens n'en jugèrent pas moins à propos d'abolir le maximum, le 4 nivôse an III.

## III. - LE MAXIMUM GÉNÉRAL

Tandis qu'on en venait, le 4 mai, puis le 11 septembre 1793, à proclamer le maximum des grains et fourrages, le prix des denrées et marchandises de toutes sortes n'avait pas cessé de s'élever. Pendant l'hiver de 1792 à 1793, la spéculation s'était attaquée aux combustibles et avait vendu 8 l. la rasière de charbon qu'on livrait à Anzin pour 45 s.; au cours du printemps et de l'été, les comestibles, malgré l'interdiction d'exporter, renchérirent avec une grande rapidité; la viande qui valait 9 s. au plus à Bergues en 1790 atteignit 20 s. en mai; le beurre était passé de 6 à 25 ou 30 s. en juillet 1793. Dans les villes, des troubles éclataient et les ouvriers demandaient des augmentations de salaires. Çà et là, on réclamait une taxe: la municipalité de Renlies, en mars, proposa celle de la bière; le Département, lui-même, le 17 janvier 1793, invoquant des motifs exactement conformes aux vues des démocrates sur l'accaparement, autorisa les communes à acheter elles-mêmes le charbon pour le revendre au prix coûtant. Les mêmes considérations qui avaient imposé le maximum, pour les grains et les fourrages nécessaires aux armées et à la population civile, valaient aussi pour toutes les marchandises de première nécessité. D'ailleurs, après la loi du 4 mai, ce fut un argument favori des paysans qu'ils ne pouvaient pas vendre leurs grains au prix taxé, si les marchands n'étaient pas soumis à la même règle. La Convention vota d'abord la peine de mort contre les accapareurs, le 26 juillet, puis étendit le maximum à un grand nombre de marchandises, le 29 septembre, sur le pied des prix de 1790, majorés d'un tiers.

Ce furent les Districts qui furent chargés de l'établir: la tâche était autrement ardue que pour les grains et les fourrages; pressés par les sociétés populaires, ils promulguèrent



les taxes dans le courant d'octobre, mais elles furent aussitôt critiquées avec âpreté: d'abord, elles étaient incomplètes et la loi elle-même en était en partie responsable; car elle n'avait pas énuméré avec assez de précision les marchandises à y inscrire et elle avait omis le fromage, les œufs, les légumes et les fruits. Les Districts ne s'étant pas concertés, certaines denrées étaient atteintes dans l'un et ne l'étaient pas dans l'autre. Ainsi celui de Bergues avait négligé les matériaux de construction, le bois à brûler, la tourbe; il n'avait fixé qu'un seul prix pour la viande, le poisson, la bière, les souliers, sans distinguer entre les espèces, les qualités, les tailles, tandis que celui de Lille avait dressé un tableau beaucoup plus étendu. Pour la même raison, les évaluations ne concordèrent pas; à Lille, soit qu'on eût voulu ménager les industriels, soit qu'ils eussent mal renseigné l'administration, elles furent supérieures à celles de Douai, en sorte que ce dernier district se trouva incapable de se ravitailler chez son voisin. D'autre part, la loi n'avait pas tranché des difficultés essentielles. Le maximum s'entendait-il du prix de gros ou du prix de détail? Dès le 4 brumaire, le District de Bergues signalait au Département que les marchands de gros vendaient au maximum; dans ces conditions, disait-il, le détaillant est libre de vendre au prix qu'il veut et la taxe ne sert à rien. Si le Département et les représentants avaient fixé le prix des transports pour les grains et fourrages, la loi n'avait pris aucune disposition en faveur du commerce. Or, les conditions de l'approvisionnement étaient bouleversées par la guerre: au lieu de se ravitailler en Belgique et par mer, le Nord devait acheter dans des régions plus éloignées et ne disposait plus que de la voie de terre: la majoration du tiers aurait dû s'entendre du prix de production et le transport, taxé, aurait dû s'y adjoindre. On essaya de parer à tous ces inconvénients en remaniant les tarifs et même en les portant au-dessus du taux légal: le Département fit ma-

ximer le fromage, les légumes et les fruits; Isoré autorisa le District de Lille à élever le prix de la bière. Ces flottements rendirent fort difficile l'application du premier maximum.

Dès le 11 brumaire, la Convention s'en étant rendu compte, avait ordonné d'en établir un autre, calculé au lieu de production. Chaque District devait le majorer des frais de transport, également taxés, de 5% pour le bénéfice du grossiste et de 10% pour celui du détaillant. Ce fut la commission des subsistances qui conduisit la vaste enquête; elle dura jusqu'en ventôse; le 6, la Convention ordonna l'impression des tableaux et leur envoi aux Districts pour le 1<sup>er</sup> germinal: ils auraient à terminer dans les dix jours le calcul qui leur incombait. En réalité ce fut tout au plus à la fin de thermidor que le travail fut terminé, mais on put appliquer dès germinal et floréal la taxe des denrées alimentaires. Malgré l'effort immense qu'il avait exigé, le second maximum fut bien loin de lever toutes les difficultés. A Bergues et à Lille notamment, on montra qu'il n'y avait pas concordance entre le prix des graines et celui de l'huile et du savon: le fabricant se trouvait en déficit.

En admettant même que toutes les objections de cette espèce eussent été prévues, le maximum général, comme celui des grains, devait avoir pour résultat naturel de suspendre tout trafic et toute fabrication. Le décret du 26 juillet avait puni de mort les détaillants qui, pourvus de marchandises, ne les mettaient pas publiquement et journellement en vente ainsi que les marchands de gros qui ne déclaraient pas leurs approvisionnements à la municipalité et n'en affichaient pas la liste à leur porte. Mais les réserves épuisées, la vie économique se serait trouvée suspendue si on n'avait eu recours à la réquisition. Toutefois on ne procéda point comme pour les grains et aucun droit, comparable à celui qui leur avait été accordé pour faire garnir les marchés, ne fut

délégué aux Districts. Quand les besoins de l'armée étaient si pressants, si étendus et si variés et alors que la France était en état de blocus, on comprend que le Gouvernement révolutionnaire ait voulu se réserver, en principe, le droit de puiser dans les ressources disponibles pour la pourvoir et pour alimenter les fabrications de guerre. Cependant l'armée n'absorba point toute la production nationale ni toutes les marchandises venues de l'étranger et dont il existait un stock : plus les ressources qui demeuraient à la disposition des civils se trouvaient réduites, plus il semblait nécessaire d'en organiser le rationnement. La commission intervint ainsi pour répartir, à la fin de 1793, le sucre qui était disponible à Orléans; elle fit fabriquer du savon à Marseille et le distribua aux Districts : ceux du Nord en reçurent leur part; maîtresse du commerce avec les autres, par ses agences commerciales, elle répartit aussi ce qui n'était pas nécessaire à la défense nationale. Mais elle renonça à organiser méthodiquement le ravitaillement de la population civile. Les difficultés parurent évidemment insurmontables dans l'état des transports et de la statistique. Du moins aurait-elle pu autoriser les Districts à disposer des ressources locales. Pendant l'hiver de l'an II, les municipalités, interprétant abusivement la loi du 26 juillet, prirent sur elles de recenser et de requérir les marchandises disponibles et d'en contrôler l'emploi. L'agiotage sur les graines grasses et les huiles était tel dans le Nord que les Districts s'arrogèrent le droit d'intervenir. Le 5 pluviôse, celui de Lille en subordonna la vente à une autorisation de la municipalité et ordonna de confisquer celles qui circuleraient sans acquit-à-caution. Le 4 floréal, celui d'Hazebrouck ordonna aux cultivateurs de battre leurs colzas dans les dix jours. Mais le 24 pluviôse, la Convention, redoutant toujours que les autorités locales, en utilisant les ressources du pays au profit de leurs administrés, ne vinssent à les épuiser au préjudice de l'armée, réserva expressément

le droit de réquisition à la Commission et aux corps ou aux personnes qu'elle déléguerait pour l'exercer à sa place; la Commission de commerce blâma le District de Lille et lui ordonna de laisser toute liberté au commerce. Il est bien vrai que, le 16 floréal, elle prescrivit aux Districts des département septentrionaux de prendre des mesures pour faire convertir les graines grasses en huile, de requérir au besoin les moulins et de se faire rendre compte des quantités fabriquées, mais elle se réserva le droit de les réquisitionner. Après thermidor, quand la spéculation s'enhardit visiblement, les Districts firent une suprême tentative. Le 16 vendémiaire an III, celui de Lille défendit de vendre les graines grasses et les huiles hors des marchés dont il fixa la circonscription; les fabricants furent tenus d'y vendre chaque fois les huiles disponibles; aucun particulier ne pouvait acheter sans un certificat de sa municipalité constatant ses besoins; les courtiers et facteurs étaient supprimés; le transport devait se faire sous acquit-à-caution. Celui d'Hazebrouck ordonna aussi, le 25 vendémiaire, le recensement des graines, défendit de les vendre hors des marchés, en autorisa la réquisition et requit les fabricants d'huile de rendre compte de leur fabrication tous les décadis. Mais le 3 brumaire, le Comité de salut public cassa l'arrêté du District de Lille. On fut ramené aux réquisitions illégales, mais parfois très étendues, comme celles du District de Douai en frimaire.

Non moins caractéristique fut l'attitude du gouvernement à l'égard des produits agricoles directement atteints par le maximum général et qu'on avait toujours vendus au marché: il aurait été naturel d'étendre les réquisitions établies pour les grains aux denrées de ferme et l'armée n'en pouvait pas souffrir; mais il n'en fut pas question, malgré le vœu de la population urbaine; elles étaient très difficiles à saisir, mais l'argument ne valait pas pour le bétail dont justement l'armée avait grand besoin: or, ce fut tout à fait par exception

que Guiot en requit une certaine quantité pour elle dans le courant de ventôse an II; en général, les agents des vivres achetèrent de gré à gré; pour la boucherie, le commerce en demeura toujours libre; il n'y eut même pas de maximum du bétail sur pied, ce qui rendit impossible l'application de celui de la viande.

Autant qu'on en peut juger, si le Gouvernement révolutionnaire refusa d'accorder le droit de réquisition aux Districts, ce fut donc également pour limiter les conséquences naturelles que comportait le maximum. Il semble qu'il ait voulu ménager le cultivateur et ceux des fabricants ou des marchands dont l'activité n'intéressait pas directement la défense nationale. A cet égard, les représentants ne paraissent pas avoir outrepassé leurs pouvoirs. Quand l'invasion eut pris fin, ils placèrent les mines d'Anzin sous leur contrôle et distribuèrent le charbon aux Districts, mais c'était que l'exploitation, de première nécessité à l'entrée de l'hiver, ne pouvait être promptement réorganisée sans leur intervention.

Le commerce demeurant libre, le maximum fut violé plus ou moins ouvertement. Les marchands employaient les mesures locales, alors que la taxe était calculée au poids de marc; ils falsifiaient leurs marchandises ou trichaient sur la qualité; ils spéculaient aussi sur l'ignorance du public et, bien plus encore, sur l'éternelle connivence du consommateur toujours disposé à payer n'importe quel prix plutôt que de perdre ses aises. Dès l'hiver de l'an II, des plaintes universelles constatèrent l'échec du maximum. Privées de tout droit de contrôle sur la production et la répartition, les autorités ne pouvaient exercer qu'une surveillance policière et poursuivre les contrevenants: c'étaient là des moyens très médiocres. Comme les acheteurs se plaignaient rarement ou ne pouvaient produire de témoins, il était difficile de sévir. Pour se mettre à l'abri de toute dénonciation des tiers, ache-



teur et vendeur opéraient autant que possible en tête à tête : ainsi, l'une des conséquences les plus importantes de la taxe fut de donner l'essor au commerce clandestin. Il y eut peu de poursuites et, de condamnations, moins encore. Les peines d'ailleurs étaient anodines : sous le régime de la loi du 29 septembre, une simple amende ; du moins, prononcée par le tribunal de police municipale, la répression pouvait-elle être expéditive ; avec la loi du 12 germinal, la confiscation s'adjoignit à l'amende, mais il fallut, dès lors, s'adresser au tribunal correctionnel. En cas de récidive, la peine était de deux ans de détention, mais elle exigeait l'intervention du jury d'accusation et du tribunal criminel. C'étaient trop de lenteurs et, du reste, les tribunaux ordinaires paraissent avoir été peu enclins à condamner. Seul, le refus de vendre permettait d'appliquer la terrible loi du 26 juillet. Par un étonnant arrêté, daté de Bailleul, 23 pluviôse an II, Guiot établit aussi une peine nouvelle contre « tout homme convaincu d'agiotage, d'accaparement ou de vente clandestine au-dessus du maximum » : sa maison devait être démolie. N'osant pourtant faire appliquer cette mesure par voie administrative, il renvoya plusieurs accusés au tribunal criminel, sans intervention du jury d'accusation, avec injonction de prononcer la peine qu'il avait fixée « sans aucune modification ». Mais le tribunal refusa de prendre en considération ce monument d'illégalité et relaxa les prévenus. Cependant, rien ne pouvait empêcher un comité révolutionnaire de déclarer suspects, d'arrêter et de traduire par-devant les juridictions révolutionnaires les délinquants plus ou moins convaincus. Certains chefs militaires n'hésitèrent pas non plus à menacer de les faire fusiller. Il en fut donc du maximum général comme de celui des grains : sous le régime de la Terreur, la peur d'un exemple put seule réfréner quelque peu l'audace des cultivateurs et des marchands et, après thermidor, tout espoir disparut de le faire respecter. Aussi à partir de vendémiaire an III, la hausse des denrées devint très sensible.



Même pendant la Terreur, l'application fut plus ou moins exacte suivant les lieux. Le rôle du District fut en effet à peu près nul à cet égard. La surveillance ne pouvait être exercée que par les autorités municipales en sorte qu'elle fut complètement décentralisée. Dans les grandes villes où les artisans étaient nombreux, la municipalité, le comité révolutionnaire, la société populaire, surveillés, stimulés, épurés par le District ou le représentant, étaient généralement zélés et actifs: on y fit de grands efforts pour faire observer la loi en frimaire an II, puis au printemps suivant. Il en alla de même dans beaucoup de petites villes et de bourgs ruraux. A Wormhoudt, par exemple, le 30 pluviôse, on nomma cinq commissaires pour « veiller au maximum des ventes » et le registre des actes municipaux contient bon nombre de déclarations de denrées agricoles, lin, laine, houblon, bois, tabac, qu'on ne laissait sortir que sous acquit-à-caution. Mais, dans les campagnes, la situation était exactement contraire. La plupart du temps, la municipalité était formée de cultivateurs, de marchands et d'artisans qui se ménageaient mutuellement.

Quelques villages nommèrent, à des dates souvent tardives, des commissaires aux accaparements et firent même les recensements prévus par la loi du 26 juillet; mais les reproches des Districts prouvent qu'ils n'étaient pas nombreux et que, d'ailleurs, c'était là pure formalité. Quelques délibérations témoignent même de l'indépendance ou de l'inertie des municipalités rurales. Celle de Boursies fixa le prix du charbon au-dessus du maximum du District; à Villers-au-Tertre, on arrêta, le 18 frimaire, de taxer le vin et l'eau-de-vie: on n'avait donc tenu aucun compte de l'arrêté du District. L'agent national d'Haynecourt fut dénoncé au District de Cambrai pour avoir lui-même vendu de l'eau-de-vie au-dessus du prix légal et celui de Cantaing fut cité pour avoir refusé de rendre compte de ses diligences sur

l'application de la loi. Le plus souvent, il n'y avait ni comité de surveillance, ni société populaire, ou bien ils étaient pareillement composés. Le District, saisi d'une plainte, ne pouvait que la renvoyer à la municipalité ou au juge de paix. Si les ouvriers et les ménagers étaient en nombre au sein des autorités, ils récriminaient en vain et assistaient, impuissants, aux manœuvres qui les affamaient. Ce fut, par exception, qu'ayant la majorité, ils se trouvèrent maîtres d'agir; mais ils obtinrent encore moins de résultats que les villes parce que la surveillance était plus malaisée. Presque toujours d'ailleurs la taxe demeurait inconnue du public: on n'avait souvent qu'un tableau pour toute la commune et la plupart des paysans ne savaient pas lire.

En tant que producteurs, les cultivateurs échappèrent donc, dans la mesure où ils l'osèrent, au maximum général. Pour le bétail, c'était leur droit puisque la viande seule était taxée: les mercuriales elles-mêmes des marchés sont, d'aventure, supérieures au maximum de la viande! Pour les autres denrées, ils avaient le champ libre parce qu'ils n'étaient pas obligés, comme autrefois, de vendre au marché. Ils n'avaient donc pas à se déplacer ni à courir de risques. Les fabricants d'huile, par exemple, couraient les campagnes et emmenaient eux-mêmes les graines grasses. Pour les produits de ferme, œufs, lait, beurre, fromages, volailles, et pour les légumes et les fruits, la difficulté semblait plus grande parce que, dans les villes, il fallait les vendre au détail: les marchands étaient surveillés et exposés à la réquisition: ce fut pour écouler ces denrées que se développa principalement le commerce clandestin. Beaucoup de marchands fermèrent boutique et se firent revendeurs; d'autres se mirent de la partie. Les aubergistes, comme toujours, servirent d'intermédiaires. A Volkerinckhove, en ventôse, des cultivateurs, ayant constitué un approvisionnement de beurre, en faisaient le débit. Dans les villes, il était interdit

de colporter ces denrées, mais cultivateurs et revendeurs n'en tenaient aucun compte; ou bien, ils vendaient dans les faubourgs. Bien mieux, les revendeurs ne craignaient pas de se rendre dans les marchés et d'y acheter, à la barbe des citadins, ce qui pouvait s'y trouver. Le marché de Bergues, demeuré le plus important du district, était mis par eux en coupe réglée. Pour comble, il arrivait que la municipalité urbaine, préférant être approvisionnée en fraude que de ne pas l'être du tout, intervint en leur faveur quand, par hasard, une autre en faisait arrêter quelques-uns. C'était pour combattre ces abus que certains Districts avaient voulu astreindre le cultivateur à vendre des graines grasses au marché et que, dans la région d'Hazebrouck, les villes décernèrent aussi des réquisitions de marché pour le beurre: le besoin obligeait à développer les conséquences logiques du maximum, en contrariant les intentions du pouvoir central. Mais les Districts furent désavoués et les villes n'osèrent envoyer la force armée exécuter, hors de leur territoire, une réquisition illégale.

Les marchands des villages furent moins favorisés que les cultivateurs. Eux aussi vendirent au-dessus du maximum et, dans les derniers mois de 1793, leurs affaires prospérèrent aux alentours des villes où les marchandises se cachaient, en sorte qu'on était bien aise d'aller se pourvoir au dehors à n'importe quel prix. Mais ensuite, il leur devint difficile de s'approvisionner chez les négociants des villes: les municipalités avaient saisi et réparti le contenu de leurs magasins et les marchandises qu'elles parvenaient à se faire céder par la commission des subsistances étaient distribuées sur cartes. Progressivement la ville se ferma aux étrangers et le village ne put se procurer ce qui lui était nécessaire. Bien mieux, les réquisitions de la Commission vinrent dépouiller le paysan comme le citadin: non seulement on prit les cloches et l'argenterie de l'église, mais, chez le cultivateur, la laine, le chanvre, le cuivre, les outils. En retour, il ne lui vint guère

qu'un peu de savon et de charbon. Mais le récoltant fut encore, de tous les habitants du village, celui qui souffrit le moins à cet égard. Comme on avait besoin de ses denrées, il pouvait exiger une compensation et les villes furent bien obligées de l'accorder. « Nous allons employer, écrivait la municipalité d'Armentières à celle d'Houplines, le 16 brumaire an II, un dernier moyen pour toucher votre sollicitude à notre égard : nous vous procurerons le sel, l'huile, le savon, et vous nous enverrez demain, septidi, vers les onze heures du matin, sur notre place, 20 à 24 sacs de grains »; et le 2 fructidor, le District de Valenciennes autorisait la municipalité de Bouchain à distribuer aux paysans qui lui apportaient des denrées un sac de sel à deux sous la livre. Aux mines d'Anzin, les cultivateurs qui amenaient des grains, pour nourrir les ouvriers, étaient payés en charbon et jouissaient d'un tour de faveur. Enfin les revendeurs qui pourvoyaient les villes, s'efforçaient en même temps d'y acheter ce qui manquait au paysan et de le lui apporter : c'était double bénéfice.

Les ménagers qui n'avaient pas grand'chose à vendre et les manouvriers souffrirent plus que tous les autres de la violation du maximum général comme de celle du maximum des grains. Ils s'en plaignirent parfois amèrement et, dans quelques rares communes, furent assez influents pour imiter les villes et frapper les fermiers de réquisitions. A Steenwerck, la municipalité décida, en fructidor, de perquisitionner chez eux pour connaître la quantité de beurre qu'ils fabriquaient chaque semaine. A Houplines, en thermidor, elle condamna à 20 l. d'amende un fermier qui avait refusé du beurre à un particulier. La société populaire de Fournes discuta la question et essaya d'obtenir un arrangement. Au Maisnil surtout, on distribua en floréal des bons pour acheter du beurre, avec menace, si on les repoussait, de procéder à des visites domiciliaires et de confisquer tout ce qu'on trou-

verait. Comme elle n'eut aucun effet, on requit, le 7 messidor, deux livres par vache et par décade et le comité de surveillance fit comparaître les deux fermiers les plus importants et aussi les plus obstinés. Mais, en général, les manouvriers furent impunément rançonnés et il n'est pas surprenant qu'ils se soient refusés à respecter, de leur côté, le maximum des salaires.

#### IV. - LE MAXIMUM DES SALAIRES

La loi du 29 septembre l'avait naturellement institué en même temps que le maximum général et, en le fixant à la journée de 1790 augmentée de moitié, elle en avait confié l'établissement aux municipalités: on était ainsi arrivé au terme de la décentralisation. Dans les campagnes, plus d'une se montra aussi empressée à obéir qu'elle montrait de répugnance à faire respecter les autres taxes; celle de Zeggers-Cappel l'établit le 15 octobre, alors que le District ne fixa le maximum des denrées que le 19; St-Pierrebrouck s'exécuta dès le 23. Les chiffres adoptés varièrent beaucoup, par exemple de 15 à 40 s. pour les journaliers dans le district de Bergues. Peut-être, certaines municipalités appliquèrent-elles strictement la loi en prenant d'ailleurs pour base tantôt le salaire le plus faible, tantôt le plus fort, tandis que d'autres adoptaient le prix qu'elles savaient devoir accorder pour trouver de la main-d'œuvre. Par exception, nous connaissons bien le maire de St-Pierrebrouck, Vermeersch aîné; cultivateur riche et compétent, c'était un jacobin éprouvé; or, ce fut en cette commune que le taux fut le plus bas, 15 s. On mesure ainsi les sentiments modérément généreux de la bourgeoisie rurale, même la plus dévouée à la Révolution, à l'égard des ouvriers des campagnes. Bon nombre de municipalités ne jugèrent d'ailleurs pas nécessaire de taxer



les salaires, sous prétexte, comme le dit celle de Vieux-Berquin, que chacun savait bien ce qu'il payait en 1790 : autrement dit pour laisser les cultivateurs libres de s'arranger avec leurs ouvriers, au mieux de leurs intérêts.

Certaines assurèrent que les journaliers s'étaient montrés fort satisfaits de l'augmentation accordée, mais on ne peut pas les croire sur parole. Il a pu en être ainsi à Quaëdypre où le maximum avait été fixé à 40 s. Mais à Millam, où le conseil général s'en était rapporté à la municipalité du soin de faire appliquer la majoration de moitié, il est beaucoup moins sûr que les ouvriers s'en soient contentés. Dans l'été de 1793, les salaires avaient doublé et même triplé depuis 1790 et, bien que les documents soient peu nombreux, on ne peut guère douter que la révolte agraire n'eût été le signal d'une offensive générale des manouvriers qui se regardaient comme émancipés ainsi que les autres paysans. Il est certain que le maximum réduisait les salaires, ce qui explique l'empressement des municipalités, et l'on connaît quelques exemples d'ouvriers qui, requis pour les travaux du génie ou pour le battage, se montrèrent fort mécontents ou même refusèrent de travailler au maximum. En admettant même que la taxe des denrées et marchandises eût été respectée, leurs sentiments s'expliqueraient encore : la levée en masse, les convois, l'invasion et l'émigration rendaient la main-d'œuvre si rare que les ouvriers auraient pu, en régime de liberté, accroître leurs salaires dans une proportion bien supérieure ; ils ne réfléchissaient naturellement pas que l'effondrement de l'assignat n'aurait pas tardé à pousser la hausse des denrées à un tel point qu'il leur eût été impossible d'obtenir des accroissements de salaire correspondants, comme il advint en l'an III. Pour le moment, un fait à leurs yeux primait tout : ni le cultivateur, ni le marchand ne respectaient le maximum ; en l'acceptant, il eût été dupe.

A l'approche de la moisson, le 11 prairial, le Comité de



salut public jugea nécessaire de rappeler que le salaire des moissonneurs et le prix des charrois devaient être taxés et que les Districts devaient s'assurer que la loi était convenablement interprétée. Encore une fois, les décisions des municipalités furent divergentes. A Herrin, dans le district de Lille, le conseil général refusa même d'approuver les propositions du corps municipal qu'il estimait trop élevées. Les Districts se résolurent à établir un maximum uniforme pour éviter des contestations qui auraient pu compromettre la récolte. Ils accordèrent des rétributions supérieures à celles que les municipalités avaient proposées et d'ailleurs notablement différentes de l'un à l'autre. Le District de Lille s'en tint à 22 s. 6 d. pour le moissonneur nourri; celui d'Hazebrouck donna 30 s.; à Bergues, on porta le salaire à 50 s.: la plaine maritime avait toujours été à court de main-d'œuvre; en pays reconquis, elle était devenue plus rare encore: le District de Valenciennes fixa la journée à 3 l. Dans les districts méridionaux, on dut conserver aux ouvriers le droit de se faire payer en nature et très souvent en prélevant la part coutumière de la moisson. Le Comité de salut public avait décidé, le 26 prairial, qu'en ce cas ils n'avaient droit à aucune majoration. Mais ce mode de rétribution, dans les circonstances où l'on se trouvait, était certainement le plus avantageux pour eux.

Néanmoins, la réquisition des moissonneurs, et, plus encore, celle des batteurs, rencontra beaucoup de résistance. A l'hôpital de Loos, on ne parvint pas à envoyer aux champs les journaliers qui s'étaient fait embaucher comme infirmiers, ni, dans le district de Bergues, ceux qui au moment de l'invasion, s'étaient réfugiés dans les villes. Au Maisnil, en thermidor, les batteurs ne déférèrent pas à la réquisition et ceux de Marcq touchaient 40 s. en fructidor. A St-Pierre-brouck, les moissonneurs déclarèrent qu'ils ne travailleraient pas au maximum puisqu'il n'était pas respecté à l'égard des

denrées. Il en fut de même à Esquerchin et à Auby. Le District de Cambrai adopta des arrêtés contre les coalitions d'ouvriers et contre les municipalités qui négligeaient de les dénoncer. Celui d'Avesnes leur interdit de quitter le maître qui les avait embauchés. L'un et l'autre les menacèrent du Tribunal révolutionnaire s'ils exigeaient d'être payés au-dessus du maximum. Les documents ne permettent pas de déterminer, même approximativement, dans quelle mesure on put faire respecter la loi, mais les plaintes qui se produisirent partout permettent de croire qu'on n'y réussit pas souvent. La société populaire de Frelinghien ayant dénoncé la violation continuelle du maximum des denrées au représentant Berlier, celui-ci terminait ainsi sa réponse, le 23 vendémiaire an III : « Je me permettrai une réflexion qui tombe sur les sans-culottes, c'est que, quand les cultivateurs ont besoin d'être aidés dans leurs travaux par des hommes de journée, il est à ma connaissance que ceux-ci transgressent le plus souvent la loi en exigeant un salaire plus fort que la taxe, et les autres se vengent ». Un témoignage non moins concluant est l'arrêté du Comité de salut public du 22 fructidor an II qui accorda aux batteurs un salaire égal à celui de 1790 majoré des trois quarts, s'il était payé en assignats, et d'un sixième s'il l'était en grains. Comment les ménagers et manouvriers auraient-ils pu agir autrement ? Non contents de violer le maximum des denrées, les cultivateurs, quand ils façonnaient les terres des paysans qui n'avaient pas d'attelage, ne respectaient pas davantage celui des salaires : le District du Quesnoy fut obligé d'intervenir, le 6 brumaire, et la municipalité de Flesquières, le 20 frimaire, accorda aux cultivateurs une rémunération double de celle de 1790 ; les ouvriers auraient été loin de compte s'ils s'étaient contents de la moitié en sus.

On peut donc conclure que, si les ménagers et les journaliers souffrirent plus que les autres de l'imparfaite obser-

vation du maximum et de l'insuffisance du ravitaillement, leur situation demeura supportable; malgré tout, le prix du pain augmenta moins que leurs salaires et jusqu'à l'automne, ils en eurent à suffisance; le maximum leur rendit le grand service de ralentir assez la baisse de l'assignat pour qu'ils eussent le temps d'exiger des accroissements de salaires compensateurs et ils n'allaient pas tarder, après sa suppression, à mesurer l'importance de ce bienfait.

## CHAPITRE IX

### LA DISETTE ET LA CRISE MONÉTAIRE EN L'AN III ET EN L'AN IV

#### I. - LE COMMERCE DES GRAINS, LA DISETTE ET LES PRIX

La loi du 4 nivôse an III, qui abolit le maximum, rétablit la liberté commerciale. Le changement fut particulièrement sensible pour les grains et les fourrages. Il fut de nouveau permis de les vendre hors des marchés et de les transporter sans formalités. Les réquisitions, déjà lancées par la Commission de commerce, durent être exécutées, mais l'intention de la Convention était qu'à l'avenir, on pourvût à tous les besoins par la voie des achats. L'exportation seule demeura prohibée sous peine de mort, et pour l'empêcher, l'acquit-à-caution demeura obligatoire pour tout transport opéré dans une zone de deux lieues de large le long des frontières de terre et de mer, en sorte que la libre circulation resta interdite dans une notable partie du département. On comptait néanmoins que le commerce, libéré au moment où la récolte de l'an II devenait disponible, grâce aux battages d'hiver, serait capable d'approvisionner les villes. L'événement trompa toutes les espérances.

Les marchés demeurèrent déserts parce que le cultivateur savait que la hausse était certaine pour deux raisons. La ré-

colte de l'an II, en premier lieu, avait été mauvaise et, dès l'automne, l'alarme s'était répandue. Mais surtout l'assignat s'effondra immédiatement et, l'inflation s'accéléralant, tomba en thermidor au-dessous de 3%. La hausse des prix bientôt devança la baisse du papier-monnaie. De nivôse à germinal, celui du blé tripla à Bergues et à Bourbourg, bien que la valeur de l'assignat n'eût diminué que de moitié et, à domicile, les paysans vendaient encore plus cher : en nivôse 25% et en germinal 100% au-dessus des cours. Les Belges profitaient du change. La Commission de commerce et les municipalités dépêchaient partout des commissaires qui se faisaient concurrence. Toutes les denrées agricoles se vendirent à l'avenant. A Cassel, le prix de la viande quadrupla de nivôse à prairial et la situation était pire encore dans les régions dévastées. Le cultivateur se trouva maître des prix, beaucoup plus encore que le marchand : les exigences de ce dernier étaient jusqu'à un certain point contenues dans les villes, par les objurgations des autorités et par les menaces de la population ; il ne pouvait pas refuser l'assignat sans péril. Au contraire, le cultivateur, libre désormais de vendre à domicile, abandonna progressivement les marchés et tous les efforts des villes pour l'empêcher de porter les denrées de ferme chez le client demeurèrent vains : d'ailleurs, il pouvait attendre le consommateur. Dans l'été de l'an III, il n'accepta plus que du numéraire ; à partir de nivôse an IV, et quelquefois avant, les mercuriales mêmes furent établies en valeur réelle.

Bien que le commerce du paysan fût légalement libre, il demeura en grande partie clandestin. La vente à domicile était suspecte malgré tout parce qu'elle favorisait l'exportation et elle devenait délictueuse quand elle portait sur des grains qui étaient de réquisitions, notamment, à partir de pluviôse, sur les soucions qu'on avait réservés pour la fabrication du pain et que les culti-

vateurs vendaient néanmoins aux brasseurs. On essaya de leur fermer ce débouché en défendant de brasser. Dès le 27 nivôse, le District du Quesnoy prit un arrêté à cet effet. Le Comité de salut public interdit d'employer les grains non avariés dans les brasseries, le 19 pluviôse, dans les amidonneries, le 22 ventôse, et finalement ferma les premières le 4 floréal. Mais il était beaucoup trop tard et, en fait, dans les campagnes de la Flandre maritime tout au moins, on continua de fabriquer de la bière pendant tout l'été. Dès le 26 ventôse, le représentant Guiot assurait qu'en s'y prenant à temps, on aurait épargné 50.000 quintaux dans le Nord de la France. La circulation, d'autre part, demeura difficile. Les municipalités rurales n'osaient la permettre par crainte d'émeute et beaucoup de cultivateurs qui auraient volontiers profité de la loi s'y refusèrent par peur. En vain le représentant Guiot prit-il, le 7 ventôse, un arrêté qui visait particulièrement à rétablir la libre circulation; le District de Bergues convenait qu'elle était illusoire: il n'y avait guère de troubles graves, et les grains qu'on amena de l'étranger circulèrent à peu près sans difficulté, mais personne ne s'avisaient de transporter ouvertement les grains du pays. Les bladiers ne pouvaient donc pas grand'chose pour l'approvisionnement des marchés et les villes ne pouvaient acheter dans les villages qu'avec la plus grande difficulté. « Des insurrections partielles, disait le District de Douai, le 11 germinal, mettent des entraves insurmontables à toutes espèces d'achats qu'on pourrait faire ». On peut assurer que les grains se cachèrent, se vendirent clandestinement et, par suite, s'exportèrent même, beaucoup plus qu'en l'an II.

Le triomphe même du cultivateur obligea la Convention à restreindre la liberté qu'elle venait de lui rendre. Non seulement on exigea en Flandre maritime qu'il complétât les contingents destinés à l'armée, ce qu'il fit d'ailleurs avec une grande lenteur, mais on l'astreignit de nouveau à fré-



quenter les marchés. Guiot était d'avis qu'on aurait dû prévoir combien serait « épineux » le retour à une liberté complète, prendre quelques précautions et notamment maintenir la vente au marché. La Convention elle-même n'était pas sans inquiétude, puisque la loi du 4 nivôse autorisait les Districts à prolonger, au besoin, les réquisitions de marché, mais pour un mois seulement : elle fut bien obligée de proroger cette faculté une première fois, le 3 pluviôse, jusqu'au 1<sup>er</sup> germinal, puis, le 18 ventôse, jusqu'au 1<sup>er</sup> messidor. Le 12 pluviôse, les réquisitions furent rétablies pour permettre à la Commission de commerce de pourvoir les armées et Paris et de secourir certaines régions : les districts d'Avesnes, du Quesnoy, de Valenciennes, de Cambrai et de Lille obtinrent de nouveau des assignations sur le Pas-de-Calais et la Somme.

Les Districts continuèrent donc à exiger les contingents de marché, mais, en même temps, chacun d'eux voulut tirer parti du commerce et nomma des commissaires pour acheter soit dans son arrondissement, soit chez ses voisins. On se trouva donc ramené aux errements contradictoires qui avaient rendu caduque la loi du 4 mai 1793. Et, de même que sous le premier maximum, la législation demeura incertaine. La loi du 4 nivôse n'avait pas fait mention des circonscriptions de marché, mais le 16 nivôse, elles furent confirmées : cependant le District de Bergues laissa aux cultivateurs le choix du marché qu'il leur avait accordé en fructidor. Le 11 nivôse, on avait rapporté le décret du 25 brumaire an II et autorisé les cultivateurs à conserver six mois de vivres, mais le 14, on avait annulé celui du 11 ; le même District conclut que, les marchés devant être approvisionnés pendant un mois, les paysans ne pouvaient aussi conserver que pour ce laps. Mais le 3 pluviôse, en les autorisant à demander un dégrèvement de réquisition, la Convention ne fixa aucune quantité. D'autre part, les administrations man-

quaient désormais d'autorité. La réaction thermidorienne s'affirmant graduellement, les discréditait et on attendait impatientement une nouvelle épuration. La loi du 17 septembre n'étant plus appliquée, les municipalités se laissaient destituer avec plaisir. Le représentant Guiot signalait l'affaiblissement rapide du pouvoir et demandait qu'on donnât « du nerf au gouvernement ». La loi du 3 pluviôse, en rétablissant la peine d'arrestation contre ceux qui n'exécutaient pas les réquisitions, sembla lui donner satisfaction : il en ordonna lui-même l'application à des cultivateurs de plusieurs districts. Mais c'était la même loi qui avait accordé la faculté de demander un dégrèvement aux représentants. Ils furent bientôt assaillis de requêtes que les intéressés prétendaient suspensives. De tous côtés, les signes alarmants se multiplièrent donc. Les municipalités se montraient de plus en plus rétives et entraient en conflit avec les commissaires des Districts et la force armée : en pluviôse, celle d'Hondschoote refusa de livrer aucun grain et répartit les garnisaires chez les non-récoltants ; en ventôse, les municipalités du district de Bergues multiplièrent elles-même les pétitions à Guiot pour obtenir des dégrèvements collectifs, que la loi du 3 pluviôse avait interdits ; pis encore : elles semblent s'être concertées à cet effet. A Cambrai, les 11 et 12 ventôse, le représentant Laurent tempêta contre le District et se fit fort de faire sortir les grains de leurs cachettes. Il expédia des commissaires et des troupes pour exiger des déclarations et les vérifier par des visites domiciliaires : les grains non déclarés seraient confisqués ; sur l'excédent de la consommation, il accorda droit de préemption. Mais tout ce fracas demeura inutile. On devine donc quel fut le sort du décret du 4 germinal qui mit en réquisition le cinquième des grains sans exception, moitié au profit des communes, moitié au profit de la République. Dans le district de Douai tout au moins, quelques villages en profitèrent pour mettre la main sur la part qui leur reve-

nait au profit des non-récoltants. Mais, sauf dans celui d'Hazebrouck, personne ne versa rien à l'Etat. L'arrêté du Comité de salut public qui, le 30 germinal, autorisa les visites domiciliaires demeura sans effet: le District de Bergues répondit avec raison qu'on l'avait exécuté avant la lettre. La loi du 2 prairial qui affecta le surplus de la consommation à l'approvisionnement de Paris fut plus vaine encore.

A ce moment, en effet, il n'y avait rien à tirer des campagnes: n'ayant pu obtenir de bonne grâce ce qui leur était indispensable pour nourrir leurs administrés au jour, les Districts étaient allés le prendre de force. Les garnisaires, dont la loi du 4 nivôse, pas plus que les précédentes, n'avait prévu l'emploi, ne chômèrent pas: pendant tout l'hiver, particulièrement dans ceux de Bergues, de Douai et de Lille (car, dans le Sud, il n'y a pour ainsi dire, rien à trouver), ce ne furent qu'allées et venues des troupes et de gardes nationaux qui ne quittaient un village que pour aller en occuper un autre. Dans le district d'Hazebrouck même, après avoir ménagé entre les villes et les communes qui les entouraient, des conférences où on établissait à l'amiable une sorte de concordat pour l'approvisionnement des marchés, moyennant garantie que la vente y serait libre, on dût avoir également recours à l'exécution militaire.

Mais avec le temps, ce moyen lui-même devint inopérant. Les cultivateurs préféraient nourrir les garnisaires que de livrer les grains qu'ils avaient réservés pour leur subsistance: ils les faisaient travailler et en tiraient protection contre les malfaiteurs qui se multipliaient. En germinal, le District de Bergues ne recevait plus rien; le 10, apprenant que Dunkerque commençait à recevoir des grains par mer, il s'empressa de rappeler la force armée; le marché de Bergues disparut le 17, et celui de Bourbourg, le 25. Les autres districts étaient encore plus épuisés et durent même renoncer à tout achat dans leur ressort: seul, celui d'Haze-

brouck continua à tirer quelques ressources de ses villages; encore, le 8 prairial, dut-il réduire au quart l'arriéré du marché de Cassel et autoriser la fourniture de cette fraction en fèves jusqu'à concurrence d'un tiers. Ainsi la terreur économique se poursuivit jusqu'à la veille de l'été, avec une rigueur que la terreur proprement dite avait rendu superflue en l'an II.

Malgré cela, on ne s'en trouva pas moins réduit finalement à la pénurie la plus extrême: c'était en grande partie la conséquence des intempéries qui, en Flandre, avaient endommagé la moisson de l'an II, et de la dévastation des districts méridionaux. Le district de Bergues avait souffert de la sécheresse et recueilli probablement un huitième de moins qu'à l'ordinaire, un tiers ou un quart de moins qu'en 1793; dès l'automne de 1794, la pénurie avait sévi dans les villages de la côte et de la vallée de l'Aa. Le District d'Hazebrouck avait assuré qu'il ne se suffirait pas si on exigeait l'acquit des réquisitions: or, la Flandre maritime fournit 61.000 quintaux sur celle de thermidor an II. Celui de Lille n'avait pas jugé la récolte mauvaise, « quoique moins abondante qu'elle ne l'est quelquefois »; cependant, à l'Ouest, quelques villages avaient été grêlés le 26 prairial an II et, faute de chevaux, on n'avait pu empêcher que la pluie n'endommageât les grains; enfin, dans l'Est, on s'était battu: il semble que la récolte avait été inférieure d'un quart à l'année commune. Le District du Quesnoy estimait la sienne à la moitié et celui de Valenciennes avait annoncé qu'elle ne suffirait que pour quatre mois. Aussi, dès pluviôse, on était d'accord pour reconnaître que, si on ne tirait pas de ressources de l'étranger, on n'aurait pas de pain au cours de l'été.

Heureusement, l'occupation des Pays-Bas et de la Hollande avait rompu le blocus: le cabotage était redevenu possible de la Baltique et de Hambourg à Ostende et à Dun-

kerque: pendant l'été de l'an III, le trafic à destination de Paris et du département lui-même devint très actif. On avait espéré que l'exploitation méthodique de la Belgique et de la Hollande procurerait des subsistances dont le Nord aurait sa part, mais on fut grandement déçu: les représentants y interdirent l'exportation avec autant de soin que les anciens gouvernements afin d'éviter la disette et surtout de pourvoir l'armée et les places fortes. Mais le Comité de salut public accorda de nombreuses dérogations avant de confirmer d'une manière définitive la politique des représentants par son arrêté du 18 floréal. A la vérité, la contrebande aussi se mit de la partie: dans le Hainaut, on se mit à tirer du pain et des grains de la Belgique, tandis qu'en Flandre, durant l'hiver, ç'avait été le contraire; mais on rencontrait en Belgique les mêmes difficultés qu'en France: les villageois s'opposaient à la sortie, arrêtaient et pillaient les convois tandis que les douaniers faisaient feu sur les malheureux qui emportaient du pain.

Pour trouver des fonds, bon nombre de villages des Flandres usèrent, comme les villes, de la loi du 30 germinal qui autorisait les emprunts municipaux pour achat de subsistances. Dans le district d'Hazebrouck, les communes se mirent d'accord pour charger l'administration de se procurer de l'orge destinée à l'amalgame; dans celui de Bergues, le ravitaillement devint purement municipal. Mais dans le Sud, les campagnes étaient si appauvries qu'elles ne pouvaient faire aucune avance: les Districts, puis le Département, quand on lui eût restitué ses pouvoirs, le 29 germinal, durent implorer le comité de salut public; il avait déjà, pendant l'hiver, accordé des secours aux régions dévastées; il en concéda de nouveau en vertu de son arrêté du 16 pluviôse et, le 26 thermidor, ordonna à l'agence des subsistances du Nord d'acheter à l'étranger pour dix millions de grains à remettre au Département à titre d'avance.



Pendant l'été, les souffrances devinrent grandes. En numéraire, les prix étaient à peu près les mêmes qu'en 1789, un peu moindres chez les paysans de Flandre maritime, plus élevés au contraire pour les grains étrangers. Mais la situation des journaliers était bien pire parce qu'ils étaient payés en assignats dont la chute était si rapide que les salaires ne pouvaient s'y ajuster. Le District de Bergues estimait que, par rapport à ceux de 1790, les prix étaient six fois supérieurs, les salaires cinq fois seulement. Aussi, dans les villes, des troubles éclatèrent; on dut y vendre le pain à perte et la réglementation devint beaucoup plus sévère qu'en l'an II. Dans les campagnes, les cultivateurs mangeaient à leur faim et ceux de la Flandre maritime refusaient de se prêter à l'amalgame pour leur consommation personnelle: « Ils sont libres », disait la municipalité de Teteghem. Si même ils n'avaient plus de grains à vendre, ils réalisaient de gros profits sur les fourrages, les denrées de ferme, le bétail et les oléagineux: « Ils sont à leur aise », écrivait le District de Bergues, en thermidor. Mais le sort des non-récoltants et surtout des manouvriers était digne de pitié. Car, dans les villes, les habitants étaient solidaires quand il s'agissait du ravitaillement: les riches, s'ils avaient le moyen d'acheter pour leur compte, n'y réussissaient que difficilement et, en tout cas, ne pouvaient se désintéresser de la subsistance du pauvre, étant à la merci d'une révolte; pour maintenir l'ordre aussi, les autorités supérieures s'appliquaient à pourvoir les villes. Mais, sous prétexte que les non-récoltants des villages avaient les grains à leur portée et qu'il suffisait de rétablir la liberté commerciale pour qu'ils pussent s'en procurer, on ne songeait guère à eux; il est vrai qu'ils avaient le droit d'acheter comme autrefois dans les marchés urbains, mais ceux-ci avaient disparu: les villes distribuaient les grains au fur et à mesure de leur arrivée, à l'exclusion des étrangers. Réduits à se pourvoir dans le plat pays, artisans, manou-



vriers et ménagers aussi se trouvèrent donc livrés sans réserve au pouvoir discrétionnaire des grands cultivateurs et n'obtinrent d'eux que peu de chose. Dans les régions dévastées, la municipalité recevait sa part des secours de l'État; presque tous les Districts distribuèrent aux communes rurales, pendant l'été, un peu d'orge et de seigle empruntés aux magasins militaires ou du riz livré par le commerce. A celles qui se plaignaient des grands exploitants, ils remontraient que la loi ne permettait plus de les contraindre, conseillaient de réunir des fonds et de prescrire des achats: mais les pauvres ne pouvaient souscrire aux emprunts et les cultivateurs se refusaient presque toujours à y participer. Une grande partie de la population n'était donc pas seulement réduite à l'amalgame, comme celle des villes: plus d'une fois, elle manqua de pain et dut se contenter de pommes de terre.

Aussi, nombre de municipalités rurales, soit par sympathie, soit pour maintenir l'ordre, eurent recours à la réglementation dont elles ne s'étaient pas souciées en l'an II: ce fut peut-être le trait le plus original de la période; elles établissaient un magasin, y procédaient à l'amalgame et distribuaient les grains par rations individuelles. Pour se pourvoir, elles recouraient, autant que possible, aux secours et aux achats; mais, tôt ou tard, elles en vinrent aux moyens de contrainte, même en Flandre maritime: elles adressèrent des réquisitions aux récoltants qui résistèrent souvent ou livrèrent des criblures et les balayures de leurs greniers; plus ordinairement, elles firent des visites domiciliaires et enlevèrent ce qui excédait la consommation évaluée au plus juste. Quand la municipalité demeurait inerte, des habitants la sommaient d'agir. A Provin, deux sans-culottes, anciens membres du comité de surveillance, intervinrent, en germinal, près du représentant Guiot. La loi fut donc souvent violée. Les Districts blâmèrent ces agissements, notamment

ceux du Quesnoy et de Lille, et parfois les réprimèrent; des municipalités demandèrent alors leur autorisation préalable: on ne procédait pas autrement pour arracher aux cultivateurs les grains requis en faveur des villes et il leur paraissait incroyable que les journaliers des campagnes n'eussent pas droit à la même sollicitude; les Districts cédèrent souvent; d'ailleurs la nécessité l'emportait et, dans plus d'un village, on passa outre.

De toutes façons, la misère fut grande. On vit des municipalités taxer les grains, mais, en général, elles n'osèrent pousser l'illégalité à ce point et les payèrent au prix courant. Or, les salaires augmentaient plus lentement encore dans les campagnes que dans les villes et, dès germinal, Guiot écrivait que la situation des ouvriers faisait frémir. Heureusement, ils étaient nourris quand ils travaillaient: mais il restait à pourvoir leurs familles et l'industrie étant en plus mauvaise situation encore que l'agriculture, le chômage était très fréquent. Aussi, comme en 1789, les désordres se multiplièrent dans les campagnes au cours de l'été. Non contents de s'attrouper pour arrêter les grains de réquisition ou dûment achetés chez les fermiers, les paysans menacèrent ces derniers d'incendie ou de pillage. Plus d'une fois, ils prirent à partie la municipalité, l'accusant de ménager les récoltants ou de vendre trop cher; quand elle restait sourde à leurs plaintes, ils se chargèrent eux-mêmes de visiter les greniers et se partagèrent les grains en les taxant. D'autre part, la mendicité, isolée ou en troupe, alla se développant. Dès frimaire an III, le district de Bapaume annonçait à celui de Cambrai que des « brigands » se répandaient dans la campagne. A l'approche de la moisson, l'inquiétude redevint universelle. Tandis que les cultivateurs eux-mêmes, manquant de fourrages, fauchaient les grains de mars en vert, on pillait les champs de pommes de terre et les potagers. Merlin et Delamarre prirent, le 7 messidor, un arrêté pour

la protection des moissons : ils ordonnèrent à chaque municipalité de nommer un garde champêtre et aux commandants de place d'envoyer des troupes dans les villages, ainsi qu'on l'avait fait en 1789. Comme les administrateurs d'Ancien Régime, ils déclarèrent les communautés responsables des dommages dont les propriétés auraient à souffrir. La plupart refusèrent de recevoir les détachements, craignant d'être obligées de les nourrir, et voulurent se garder elles-mêmes. Mais la récolte ne se fit pas sans encombre. Près de Solre-le-Château, les gardes champêtres tuèrent à coups de fusil un malheureux qui coupait des épis la nuit ; les règlements de glanage ne furent pas respectés et on ne put empêcher des gens réputés aisés et les citadins eux-mêmes d'aller y participer.

Il fallut bien reconnaître qu'on avait commis une erreur insigne en détruisant l'œuvre du Gouvernement Révolutionnaire avant qu'une bonne récolte eût ramené une prospérité relative. Les Districts, épurés par Delamarre et devenus thermidoriens à leur tour, le reconnurent implicitement et, de leur côté, le Comité de salut public et la Convention se déjugèrent une fois de plus : depuis le 1<sup>er</sup> messidor, le droit de réquisition pour les marchés n'ayant pas été prorogé, la liberté commerciale, en théorie, était redevenue complète ; mais, en thermidor, ils rétablirent officiellement la réglementation. Pour l'an IV, en effet, les pronostics étaient encore plus pessimistes que pour l'an III : la récolte avait été bien inférieure à celle de l'an II ; les pluies qui avaient nui à la moisson, en 1794, s'étaient prolongées pendant l'automne et avaient entravé les semailles ; de frimaire à ventôse, il gela et les colzas furent anéantis. A partir d'avril, il plut sans discontinuer et les grains de mars ne réussirent pas. La moisson elle-même se fit par un temps froid et humide qui la retarda beaucoup. En outre, ce fut en 1795 que la crise agricole battit son plein. Dans le district de Bergues, on

pensait avoir recueilli 200.000 quintaux de blé, un peu plus de la moitié d'une année commune, moitié moins qu'en 1793. En fructidor, on dépassa nettement les prix de 1789. L'assignat baissait toujours : en vendémiaire an IV, de 2,10 à 1,50; en brumaire, de 1,30 à 0,80; à la fin de frimaire, la coupure de 100 l. valait 11 s.; à la fin de nivôse, 10; en ventôse, 7. A partir du 19 frimaire an IV, les mercuriales de Cassel ne connurent plus que les prix en numéraire; au même moment, autour de Maubeuge, on annonçait de toutes parts que l'assignat n'avait plus cours : partout les salariés élevaient des plaintes déchirantes. En établissant, le 3 messidor, l'échelle de proportion; en exigeant, le 2 thermidor, le paiement en nature de la moitié de la foncière et des fermages, la Convention avait consacré la ruine du papier-monnaie; mais ainsi, et particulièrement par cette dernière mesure, elle avait rendu plus problématique encore l'approvisionnement des marchés.

Elle essaya pourtant d'éviter la réquisition et rétablit seulement, le 4 thermidor, l'interdiction de vendre hors des marchés : seuls les non-récoltants des villages et des bourgs ruraux gardèrent le droit d'acheter chez le cultivateur, pour un trimestre au plus. Cette mesure demeura sans effet. En fructidor, dans le district de Douai, les bladiers achetaient, comme devant, chez le paysan. Le même mois, le District de Bergues instituait la réglementation la plus rigoureuse qu'on eût encore vue : il requit les cultivateurs pour les marchés sans leur laisser le choix entre eux, comme il l'avait fait depuis l'an II, ordonna expressément de réserver le seigle et l'orge pour la fabrication du pain, défendit aux habitants des villes de s'approvisionner pour plus d'une semaine; le produit de la récolte devait être estimé suivant des règles minutieuses et le cultivateur en serait responsable. La municipalité de Dunkerque avait réclamé des mesures plus sévères encore et d'aucuns avaient même proposé de rétablir le maximum. Mais la disposition la plus neuve de l'arrêté interdit aux

non-récoltants des campagnes de se pourvoir eux-mêmes où que ce fût : chaque municipalité rurale formerait à leur intention un magasin garni pour cinq jours seulement. Il s'agissait de supprimer tout trafic clandestin et de réserver aux villes la faculté de partager exactement avec les villageois les quantités disponibles qui devaient être épuisées au printemps. Cependant les journaliers des campagnes n'auraient pu que gagner à cette extension de la réglementation. Mais le Département annula ces dispositions illégales. Le district d'Hazebrouck demanda également sans succès à réquisitionner la récolte d'orge.

Toutefois, le Comité de salut public s'était rendu compte que la loi du 14 thermidor était insuffisante et, le 1<sup>er</sup> fructidor, sans qu'aucune autre fût intervenue, il accorda de nouveau aux Districts, et pour toute l'année, le droit de réquisition pour les marchés. En commentant cet arrêté, la Commission des approvisionnements recommanda de ne pas consulter les besoins des consommateurs mais les ressources des cultivateurs, de manière à les épuiser, leur consommation réservée, et à les soustraire au commerce clandestin : c'était aller plus loin que le Gouvernement Révolutionnaire. Le 7, le Comité de salut public autorisa officiellement, pour la première fois, l'emploi de la force armée pour l'exécution des réquisitions. A la vérité, il avait beaucoup atténué ses rigueurs en laissant aux récoltants le choix du marché et le District de Bergues qui, au premier abord, n'avait pas voulu l'accorder et avait maintenu, le 18, la répartition arrêtée en thermidor, dut battre en retraite et autoriser le versement à Bergues du contingent destiné à Dunkerque.

Partout, les marchés n'en demeurèrent pas moins à peu près déserts. Il fallut en venir, encore une fois, aux moyens de coercition et, plus encore que l'hiver précédent, les cultivateurs résistèrent obstinément. Dans le district de Bergues, ils revendiquèrent énergiquement le choix du marché que le



District avait en somme refusé. Dans les deux districts de la Flandre maritime, la répartition du contingent suscita des protestations innombrables fondées sur l'insuffisance de la récolte et sur l'inexactitude des évaluations opérées d'après le recensement des grains sur pied.

Ici, les cultivateurs accusaient les municipalités de faire des répartitions arbitraires; là, on les voyait refuser de pourvoir les non-récoltants et vendre clandestinement; certains menaçaient de ne plus labourer; les plus riches nourrissaient la force armée plutôt que de céder. Plusieurs fois, la population se mit de la partie et s'opposa au départ du contingent. Les municipalités discutaient longuement avec les Districts et en venaient à la résistance ouverte. Celle d'Hondschoote reprocha à l'administration «son acharnement» à la dépouiller. Le 10 vendémiaire an IV, une scène violente mit aux prises, à l'hôtel de ville, les gardes nationaux de Dunkerque et plusieurs habitants notables; le 13, il y eut des attroupements. Dans le district de Cambrai, à Cantaing, un cultivateur, qui s'opposait à l'enlèvement, fut tué d'un coup de fusil. Il était certain que, dans le Sud, la loi ne pourrait donner que de médiocres résultats et les Districts ne se faisaient pas d'illusions: dès le 20 vendémiaire, Roger-Ducos et Delamarre avaient autorisé les cultivateurs à acheter de gré à gré leurs semences, et le 27, un arrêté du Comité de salut public accorda à toutes les communes des quatre districts méridionaux le droit d'acheter tous les grains nécessaires à leur consommation chez les cultivateurs et dans les marchés de la Somme, de l'Aisne et de la Belgique. Mais, partout, on comptait principalement sur ceux que le Comité de salut public avait promis, le 26 thermidor, d'acheter à l'étranger.

Cependant, la Convention s'était décidée à prendre à son compte les mesures adoptées par le Comité et la loi du 7 vendémiaire an IV vint mettre fin au chaos où la législation se



débattait depuis le 4 nivôse an III. Elle défendait d'acheter hors des marchés, avec exception en faveur des non-récoltants, mais aussi des bladiers opérant sans magasin et pourvus d'un certificat de la municipalité qui attestait les besoins de leurs clients. Aucun citoyen ne pouvait non plus acheter au marché sans un pareil permis et seulement pour sa consommation personnelle jusqu'à la moisson. La réquisition était confirmée, l'emploi de la force armée autorisé, le choix du marché retiré aux cultivateurs. Des sanctions — confiscation des grains, amende, prison — étaient prévues contre les délinquants et contre les municipalités requises, en cas de négligence ou de refus. Cette loi était, sinon la plus rigoureuse, du moins la plus complète qu'on eût encore votée et les difficultés qui s'étaient présentées depuis celle du 4 mai 1793 s'y trouvaient résolues presque toutes. Les Districts se mirent en devoir de l'appliquer en brumaire, mais à peine eurent-ils adopté leurs premiers arrêtés qu'ils disparurent : la Constitution de l'an III venait d'entrer en vigueur ; en les supprimant, elle compromit sans remède l'application de la loi du 7 vendémiaire.

Les administrations municipales de canton en effet ne tinrent nullement la place du District ; ce dernier était supérieur aux municipalités et coordonnait leur activité ; les premières n'avaient pas d'existence propre, étant constituées par les agents municipaux ou leurs adjoints ; elles étaient égales entre elles et n'avaient à obéir qu'à l'administration centrale du département ; elles avaient peu de cohésion, car les agents étaient peu enclins à se rendre au chef-lieu de canton et chacun préférait que l'administration municipale s'effaçât pour demeurer seul maître de sa commune. Comme dans les premières années de la Révolution, le fédéralisme l'emportait et, en fait, la décentralisation était plus complète encore. Or, les agents étaient presque toujours de gros cultivateurs, des « matadors », comme on les appelait en Flandre maritime,

ou des hommes que ceux-ci avaient fait élire. L'administration des campagnes était donc passée aux mains de la bourgeoisie rurale. Les bourgs, dans l'assemblée, n'avaient qu'une voix contre douze ou quinze aux villages. Pour comble, on avait donné aux grandes villes, une administration particulière, les séparant du canton qui les approvisionnait. Dans la Flandre maritime où, avant 1789, la ville administrait le plat pays, la révolution administrative était particulièrement saisissante. En ce qui concernait les subsistances, la conséquence était évidente : l'exécution des réquisitions de marché incombait aux cultivateurs eux mêmes sans que les villes eussent aucun droit de leur donner des ordres et sans autre recours que l'Administration centrale qui résidait à Douai et ne pouvait se prononcer qu'après enquête. D'ailleurs, l'administration départementale avait toujours été la plus favorable de toutes à la liberté commerciale et la nouvelle perpétua la tradition.

Entre les villes et les campagnes désormais bien armées pour se défendre, la lutte devint donc plus âpre que jamais, particulièrement en Flandre maritime où il restait une quantité appréciable de grains, tandis que, dans les autres régions, l'enjeu s'évanouit promptement. Les administrations municipales s'empressèrent de contester les répartitions laissées par les Districts et s'arrogèrent le droit de les modifier, tandis que les villes en demandaient la confirmation, en dépeignant leur terrible situation. Dunkerque obtint ainsi satisfaction le 29 brumaire et fut autorisée à envoyer des batteurs et la force armée dans les cantons d'Hondschoote et de Wormhoudt qui lui avaient été assignés et qui protestèrent avec véhémence : la loi du 7 vendémiaire ne permettait l'envoi de batteurs et de voitures que si les détenteurs de grains avaient refusé de les donner et celui de la force armée que s'il y avait résistance. Depuis 1793, le retard était réputé opposition et la force armée ouvrait toujours la marche :

pour la première fois, les campagnes signalaient l'illégalité dont elles souffraient depuis si longtemps; elles dénoncèrent à l'envi les abus des garnisaires et les frais dont on les accablait. Vers la fin de frimaire, l'Administration centrale s'émut enfin et commença à détruire l'œuvre des Districts. Le 23, elle modifia la répartition entre les communes du canton de Wormhoudt et le 28 suspendit les versements de celle de Rexpoède. Un mois encore s'écoula et les arrêtés qui avaient fixé les contingents furent tout entiers mis en question. Le président du Département, Dekytspotter, fut chargé de parcourir la Flandre maritime et d'examiner les doléances des municipalités. Finalement, dans l'ancien district de Bergues, l'Administration centrale établit, le 13 ventôse, une nouvelle répartition pour six marchés seulement; encore, à l'exception du canton de Wormhoudt, les communes prétendirent-elles qu'elles étaient ainsi dispensées de fournir l'arriéré et continuèrent-elles à ne livrer qu'à la force armée: la réquisition du 13 ventôse ne fut même pas entièrement exécutée. Dans l'ancien district d'Hazebrouck, Cassel et Hazebrouck conclurent, comme en l'an III, des arrangements amiables avec les cantons qui les entouraient; mais Bailleul, Estaires, Merville luttèrent contre les leurs, comme Dunkerque plus au Nord. Armentières soutint une lutte interminable à la fois contre son canton rural et contre Bailleul, pour lui disputer quelques communes; en même temps Armentières et Bailleul livraient assaut à Steenwerck, gros village riche en blé qui avait été doté d'une administration municipale particulière. En résumé, les cultivateurs demeurèrent maîtres de la situation; les administrations municipales n'exercèrent aucune surveillance sur le commerce clandestin et furent même incapables, bien qu'elles s'en plaignissent à l'occasion, d'empêcher l'exportation. Les brasseries s'étaient rouvertes sans permission: Delamarre, le 16 brumaire, l'Administration centrale, le 25, ordonnèrent l'application de

l'arrêté du 4 floréal, mais il fallut accorder un délai; la fermeture définitive ne fut décidée que le 4 pluviôse; or, à ce moment, Dunkerque obtenait du ministre de l'Intérieur l'autorisation de brasser les grains d'importation et, de plus, les Belges venaient vendre la bière qu'ils fabriquaient avec des sucrons achetés en France et passés en fraude: le 27 ventôse, l'Administration centrale rouvrit les brasseries et peu à peu les amidonneries. Les cultivateurs furent donc sollicités de toutes parts et vendirent à loisir une grande partie de la récolte de l'an III, à des prix qui, du printemps à l'été de l'an IV, égalèrent en Flandre maritime les cours les plus élevés de juillet 1789, environ 28 l. l'hectolitre. A partir de germinal, les villes les plus favorisées ne reçurent plus rien des campagnes. Elles souffrirent cependant beaucoup moins qu'en l'an III, parce qu'on avait commencé beaucoup plus tôt les achats à l'étranger.

Quant aux non-récoltants des campagnes, on ne put les nourrir que par les mêmes procédés que l'année précédente et leur situation ne s'améliora pas. En Flandre, certains agents eurent recours à la réquisition et à la force armée pour obtenir, en leur faveur, un peu de grains des cultivateurs; quelques-uns continuèrent à pratiquer l'amalgame et le rationnement. A l'approche de l'été, d'autres durent à leur tour en venir aux visites domiciliaires. Le prix des grains suscita plus d'une fois des difficultés: les cultivateurs acceptèrent en général la mercuriale de la ville la plus proche avec une prime pour les plus beaux grains; mais, dans le canton de Bergues, on dut la leur imposer, illégalement d'ailleurs. En plusieurs villages, ils n'admirent les demandes de l'agent qu'en en réservant le bénéfice aux indigents, en sorte que le ravitaillement fit place à la simple assistance. Dans la région méridionale, l'an IV ne vit aucune modification au régime de l'an III: les non-récoltants qui ne pouvaient acheter pour leur compte furent réduits à la

part que la municipalité leur assignait dans les secours qu'elle recevait du Département.

La crise se termina enfin au cours de l'été de 1796. Déjà le mandat qui avait succédé à l'assignat, en germinal, ne valait plus que 8% dans la première décade de thermidor; on ne payait plus qu'en numéraire et les salaires pouvaient se remettre en harmonie avec le prix du pain; mais ils n'eurent pas à s'élever pour y réussir: la moisson s'annonçait excellente et ce fut le pain qui baissa. Dès la mi-prairial, le marché de Bergues était convenablement garni de sucron que les cultivateurs, craignant l'effondrement des cours, s'empressaient enfin d'amener; en messidor, les boulangers trouvaient à s'approvisionner; en thermidor, les dernières craintes s'évanouirent et les villes s'empressèrent de renoncer à toute réglementation, bien avant que la loi du 21 prairial an V n'en vînt décréter officiellement l'abolition.

## II. - LES PROFITS DES CULTIVATEURS

En résumé, les réquisitions militaires ayant pris fin, on peut assurer qu'en l'an III, et surtout en l'an IV, la vente des grains et des fourrages dédommagea, au moins en partie, les cultivateurs des sacrifices que le maximum leur avait imposés; non seulement, ils élevèrent leurs prix, mais, très souvent, ils vendirent contre espèces. Même sous le régime du maximum, leur sort n'était pas aussi pitoyable qu'on pourrait le croire. A part les grains et fourrages, ils demeurèrent maîtres d'exiger de leurs produits les prix qu'ils voulaient, soit que la loi les y autorisât, soit qu'elle n'eût pris aucune mesure pour les empêcher. Et sur les assignats qu'ils recevaient pour les denrées maximées, ils ne perdaient pas autant qu'ils se plaisaient à le dire, car le papier avait gardé son pouvoir libérateur et tous ceux qui avaient des



impôts, des fermages et des biens nationaux à payer ou des capitaux à rembourser en pouvaient tirer parti. La Constituante avait même accordé un avantage précieux aux fermiers de biens nationaux en décidant, le 12 septembre 1791, que tous leurs baux seraient payés en espèces, donc en assignats. Il est vrai qu'en 1793 et au début de l'an II, la Convention essaya d'annuler le privilège dont jouissaient, par devers l'Etat, les producteurs agricoles en leur imposant le paiement en grains des fermages nationaux et des impôts arriérés, ainsi que des deux tiers des contributions de 1793. Ces décrets reçurent un commencement d'exécution; en Cambrésis, surtout, pendant l'hiver de l'an II, ils devinrent un des moyens qu'on employa pour alimenter les villes. Mais il fallut bien laisser aux cultivateurs assez de grains pour qu'ils pussent, en théorie du moins, pourvoir les non-récoltants de leurs villages et le District en autorisa beaucoup à se libérer en assignats, donnant ainsi au décret du 16 brumaire une interprétation que la Convention adopta elle-même le 28 thermidor: à partir de ce moment, les fermiers nationaux et les contribuables purent payer en papier dès que leur municipalité leur accordait un certificat constatant qu'ils n'avaient de grains que pour leur consommation: il n'était pas difficile de l'obtenir. Les propriétaires particuliers furent également victimes de la catastrophe monétaire, surtout en Flandre. Dans le Sud, les baux, il est vrai, comportaient souvent le paiement en nature; mais, pendant la Terreur, ils ne purent guère faire valoir leurs droits sans s'exposer à une accusation d'avilir l'assignat en le refusant ou d'accaparer les grains en les exigeant; quand la crise des subsistances commença en l'an III, les blés de rendage furent souvent arrêtés et les réquisitions de marché permirent d'ailleurs aux fermiers de se déclarer incapables de se libérer.

Ce fut seulement le 3 messidor an III, quand la Convention, abandonnant la monnaie révolutionnaire, adopta



l'échelle de proportion que les profits des cultivateurs menacèrent de diminuer : cependant, cette échelle leur laissa encore une marge appréciable et, pour les biens nationaux, il fut accordé un délai pendant lequel les acheteurs s'empresèrent de s'acquitter. Le 2 thermidor, la restriction devint plus sévère, car les impôts et les fermages de toutes espèces devinrent exigibles en grains, pour moitié, à la valeur métallique de 1790. Ce fut seulement à la fin de l'an IV que l'on commença à exiger le paiement intégral du montant réel des impôts ; au début de l'an V, il fallut renoncer à toute spéculation de cette nature et, le 18 prairial, les contributions redevinrent exigibles en numéraire. Mais le cultivateur, pendant tout l'an IV, avait pu profiter de la dépréciation des mandats, tandis qu'il avait déjà rétabli à son profit les paiements en espèces. Les fermiers de biens nationaux furent encore plus favorisés ; car un article de la loi du 2 thermidor an III fut interprété comme maintenant à leur profit le mode de paiement institué en thermidor an II, en sorte qu'à défaut de grains, ils furent admis à s'acquitter en papier jusqu'à la loi du 8 messidor an IV qui leur imposa le droit commun : or, dans le Nord, il fut naturellement impossible de leur refuser cette faveur, et, dans les régions dévastées, ils furent même exonérés totalement. Il importe d'ajouter que les biens nationaux étaient d'ailleurs loués à très bas prix, car on ne les accordait ordinairement que pour un an. En fructidor an II, le District d'Hazebrouck, qui avait jusque-là fait des baux de trois ans, s' alarma de la spéculation à laquelle cette location donnait lieu : le preneur ne mettait aucun engrais ou bien ne se portait adjudicataire que pour sous-louer ; il décida de ne plus consentir que des baux d'une année, puis le 27 germinal, jugeant que le mal ne pouvait guère ainsi que s'aggraver, il en fixa la durée à neuf.

Quant aux particuliers, il leur fut également malaisé d'obtenir en l'an IV le paiement de la moitié des fermages

en grains et ils durent subir pareillement les conséquences de l'effondrement du mandat territorial. Ils ne commencèrent à respirer qu'en l'an V; il n'est pas étonnant qu'ils aient pris leurs précautions pour l'avenir, à mesure que les baux venaient à échéance, en essayant de faire cultiver à part de fruits ou plutôt en imposant le fermage en nature: sous le Consulat, ce dernier mode était même devenu beaucoup moins rare en Flandre qu'en 1789. Mais la conséquence la plus imprévue peut-être de la crise monétaire fut le remboursement des rentes dont la constitution, sous l'Ancien Régime, équivalait dans les campagnes au prêt hypothécaire. Dès 1792, l'Etat, comme aux droits des corps ecclésiastiques supprimés, les fabriques, les tables des pauvres et les particuliers virent les rachats se multiplier et ils devinrent innombrables au cours des années qui suivirent, ainsi qu'en témoignent les archives de l'enregistrement. Certains créanciers, pour éviter la ruine, accordèrent une réduction de la rente; heureusement pour beaucoup d'entre eux, la crise agricole et la disette empêchèrent nombre de petits propriétaires de profiter des circonstances; on voit, dans les mêmes archives, que l'on s'abstint prudemment de leur réclamer les arrérages jusqu'à la fin de la crise: alors les poursuites commencèrent. Naturellement la perte subie par les créanciers engendra, au cours des années suivantes, un resserrement extraordinaire des fonds et une augmentation démesurée du taux de l'intérêt, mais le bénéfice réalisé par les paysans n'en était pas moins acquis. Or, des particuliers qui furent atteints, la plupart étaient certainement des bourgeois et, sur ce point encore, ce fut la classe paysanne qui fut favorisée.

Une grande réserve s'impose donc quand on décrit les maux que la guerre, la réquisition, le maximum et la crise monétaire infligèrent aux paysans. Le sort des cultivateurs fut naturellement très inégal; peu réussirent évidemment à

profiter de toutes les chances favorables et à éviter tous les maux qui menacent les hommes en pareille crise; tous souffrirent certainement de l'incertitude: c'en fut assez pour que ce temps leur laissât mauvais souvenir; mais, on n'en peut douter, le nombre ne fut pas médiocre de ceux qui purent compenser leurs pertes par quelque fructueuse opération ou qui, même, tout compte fait, se trouvèrent plus à l'aise qu'auparavant. Seuls les manouvriers, les petits ménagers, tous ceux qui n'avaient pas grand'chose à vendre ou à payer souffrirent sans réserve; le maximum leur avait permis de vivre tant bien que mal, à peu près comme autrefois: la crise qui suivit sa suppression les atteignit cruellement; ils n'eurent de compensation d'aucune sorte.

### III. - LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE

L'influence du maximum sur la production agricole ne pouvait pas être favorable; mais, comme on le verra, le Gouvernement Révolutionnaire ne toléra pas qu'on laissât volontairement les terres en friche et l'on connaît au moins un exemple d'un fermier du Cambrésis qui fut exécuté pour avoir refusé de labourer celles des ménagers. La peur qui fit respecter la taxe empêcha également que la culture fût délaissée. D'autre part, la crise agricole, née de la guerre, fut si grave qu'elle masque à nos yeux la dépression qui a pu être la conséquence du maximum. Inversement, elle ne permet pas d'apprécier si le retour à une liberté relative des conventions a encouragé la production. Les variations, de ce chef, durent être minimales. Ce sont les ravages de la guerre et l'influence des saisons qui expliquent principalement l'inégalité des récoltes de 1793 à l'an IV et même, si importants que fussent les premiers, c'est la seconde qui continua de

jouer le rôle principal, comme sous l'Ancien Régime : la récolte de l'an III fut mauvaise parce que le temps ne la favorisa pas ; celle de l'an IV fut bonne, bien que les dommages fussent loin d'être réparés. La crise eut aussi des conséquences d'ordre social puisqu'elle favorisa les uns et ruina les autres ; mais l'étude en excéderait les bornes naturelles de ce livre et la mesure en serait certainement impossible. Elle laissa enfin un souvenir durable chez les paysans et elle exerça sur leur opinion, à l'égard de la Révolution, une influence profonde qu'il importe d'indiquer.

Il n'y a aucune doute que, dans l'esprit de la bourgeoisie rurale, dont la transformation révolutionnaire avait favorisé les progrès, la République tout au moins en fut pour longtemps discréditée. Fermiers et cultivateurs firent peu de cas des profits qu'ils avaient réalisés en violant le maximum ou en tirant parti de la crise monétaire : ils ne se souvinrent que des réquisitions et des bénéfices qu'ils n'avaient pas pu faire. Ils gardèrent le sentiment que la République les avait sacrifiés aux villes par des mesures dictatoriales, en violation de l'égalité et de leurs droits de citoyens. Trop souvent, les municipalités urbaines les avaient traités de manière insultante. Le 16 brumaire an II, la municipalité d'Armentières avait prévenu celle d'Houplines que, si elle n'envoyait pas de grains, le peuple irait les prendre de force et on sait que ce n'était pas une vaine menace. Le 4 floréal an III, la municipalité d'Orchies reprochait à celle de Landas sa « cupidité », sa « punique insouciance » et son « inhumanité » et, ne pouvant, disait-elle, nourrir 3.000 soldats qui, de passage, devaient cantonner dans le pays, elle lui promettait de lui en envoyer la moitié. Comme les campagnards avaient répliqué « qu'ayant bien logé et nourri les Autrichiens pendant un certain temps, ils auraient bien aussi nourri leurs frères », elle mettait sa menace à exécution et joignait l'ironie à l'injure : « Ne voulant point vous priver de ce plaisir, nous

avons engagé le général de vous accorder votre demande », en excitant les soldats à traiter Landas en pays conquis. Point de recours possible. Les autorités supérieures, civiles aussi bien que militaires, depuis les Districts jusqu'aux représentants, constatant, à regret certes, que les proclamations bienveillantes et les exhortations conciliatrices demeuraient sans effet, ne cessaient aussi de menacer, et la force publique, loin de protéger le cultivateur contre le citadin, ne paraissait dans le village que pour lui arracher ses denrées.

Tant que le Gouvernement Révolutionnaire demeura aux mains des Montagnards et même bien longtemps après le 9 thermidor, les cultivateurs tremblèrent, non seulement pour leurs intérêts immédiats et pour leurs personnes, mais pour leur propriété. La République n'ayant d'autre ressource que l'assignat, quiconque éludait la réquisition et le maximum était un ennemi public, en sorte que le riche devint suspect. Mieux encore, les ouvriers et les petits propriétaires eux-mêmes demeuraient attachés à l'idée du juste prix qui revenait à limiter le droit de propriété. Depuis qu'on avait établi l'égalité politique, beaucoup de républicains, tout en condamnant la loi agraire, s'effrayaient des dangers auxquels la richesse concentrée en un petit nombre de mains pouvait exposer la liberté, la sûreté et la vie même de la grande majorité des citoyens. Dès le 17 janvier 1793, le Département exprimait fortement cette opinion et elle réapparut plus d'une fois en l'an II dans les déclarations des autorités. Elles ne cessèrent d'invectiver contre « l'égoïsme aristocratique » des cultivateurs et les représentants firent écho en incriminant « leur conduite anti-civique et vraiment contre-révolutionnaire ». Le 9 frimaire an III encore, à Valenciennes, Lacoste et Roger-Ducos signalaient que « les citoyens des campagnes si favorisés par la révolution... sont devenus, en grande partie, notamment dans le pays reconquis, des citoyens ingrats qui exposent leurs frères à manquer de pain pour



satisfaire un vil intérêt ». Le maximum apparaissait ainsi, non plus seulement comme un instrument de guerre, mais comme une mesure d'ordre social et la première manifestation d'une politique hostile à la bourgeoisie, notamment au grand producteur rural.

Mais ce qui probablement alarma et irrita plus encore le cultivateur, ce fut l'attitude des ménagers et des manouvriers qu'il avait jusque-là tenus dans sa dépendance. Eux aussi sans doute se sentaient atteints par les exigences des villes. Plus d'une fois, ils arrêtaient et se partageaient les grains préparés pour le marché et les exploitants détournaient assez facilement leur colère contre les autorités ou ceux qui les avaient aidées. En nivôse an II, une femme de Cuincy qu'ils accusaient de les avoir dénoncés pour accaparement et d'avoir ainsi provoqué l'enlèvement des grains et la disette, était « aboyée » à chaque pas. En se fermant et en repoussant le pauvre peuple des campagnes, la ville faisait ainsi le jeu de la bourgeoisie rurale. Malgré tout, on sentait bien que c'était le riche qui violait le maximum avec le plus de profit, soit comme consommateur, soit comme vendeur. « Nous croyons que tout tombe entre les mains et sur la table des riches, disait le comité révolutionnaire de Bierne, et que le respectable et utile ouvrier est souvent en peine de se procurer le simple nécessaire. Nous croyons que tous les bons républicains en ont eu la triste expérience ». L'agent national de Watten, constatant la « renchère » des denrées, malgré le maximum, par la faute du commerce clandestin, concluait : « C'est ce qui fait que beaucoup de braves sans-culottes sont obligés de s'en passer et celui qui est riche, à quelque prix que ce fût, cela ne le dérange pas ». Sans doute, le maximum était, en son principe, un legs du passé, mais jamais on n'avait entendu l'autorité elle-même dénoncer le cultivateur et le riche et inviter le peuple, au nom du salut public, à les surveiller et à les dénoncer. Ainsi en-



couragés, les journaliers et les ménagers s'élevèrent à l'envi contre les fermiers qui leur refusaient des grains ou qui exigeaient du numéraire et manifestèrent une confiance naïve en l'efficacité des interventions législatives. Après avoir signalé les abus, ceux du comité de Bierne invitaient le District à les faire « disparaître du sol qu'habite la sainte égalité; ...c'est ce qui ne nous paraît pas bien difficile, attendu que vous êtes dépositaires des lois de la république...; sûrement, la Convention nationale n'a rien laissé d'imparfait ni à désirer sur un objet si conséquent et si salutaire ». Le 3 brumaire an III, l'agent national de Sainghin-en-Weppes souhaitait que les cultivateurs fussent exclus des municipalités. A Halluin, en germinal an III, ce fut l'instituteur qui tint la plume et qui, tout en condamnant la terreur, dénonça en leur nom la tyrannie nouvelle: « Nous demandons que les nouveaux despotes subissent la même peine que leurs ancêtres: ces nouveaux despotes sont les fermiers-cultivateurs...; les agriculteurs tirent leurs fruits du journalier ». Beaucoup plus grave d'ailleurs que ces menaces verbales fut l'attitude des manouvriers qui émirent la prétention de discuter le taux de leurs salaires et refusèrent individuellement ou collectivement de travailler, si on ne leur accordait satisfaction. A ces différents signes, on reconnaît que la crise économique amplifiait singulièrement la répercussion de la crise politique; en se prolongeant, elle éveillait l'esprit de classe au sein du prolétariat rural; ce n'était pas assez pour l'attacher à la Révolution: en renonçant au maximum, elle acheva d'abandonner les salariés à leur sort; ils tombèrent alors, en l'an III, dans un abîme de misère, où ils en vinrent presque toujours à regretter l'Ancien Régime: la Révolution fut désormais pour eux l'époque où on n'avait pas de pain. Ainsi chaque classe avait ses raisons, mais le mécontentement fut universel, sous le Directoire, et la République en porta la peine.

## CHAPITRE X

### LA CRISE AGRICOLE

#### I. - ORIGINES DE LA CRISE

Ce fut en l'an II qu'elle devint manifeste, mais, dès 1792, plusieurs de ses causes furent à l'œuvre. La guerre atteignit peu à peu tous les éléments de la production, et les plus essentiels peut-être : l'attelage et la voiture sans lesquels le labour et le transport des engrais étaient impossibles, furent les premiers atteints. L'armée n'avait pas d'autres moyens de transport que le chariot du paysan et, dès le début, les convois militaires constituèrent un fardeau accablant pour les départements de la frontière. Les réquisitions de grains et de fourrages attirent plus aisément l'attention, mais elles eurent bien moins d'influence sur la culture que celle des charrois.

Même en temps de paix, les corvées militaires étaient aussi préjudiciables au paysan que celle des routes et, dès son installation, le District de Douai avait résolu d'y pourvoir par des marchés conclus de gré à gré par adjudication ; en novembre 1792, celui d'Avesnes réussissait encore à en passer un pour satisfaire aux demandes. Mais le décret du 25 avril ordonna le recensement des chevaux et des voitures et autorisa les commissaires ordonnateurs à présenter les ré-

quisitions aux Districts: dès lors, elles furent incessantes jusqu'en l'an IV. Quand il s'agissait d'établir un parc permanent, on s'adressait au Département qui faisait la répartition entre les districts. Les voitures devaient être attelées à deux ou quatre chevaux, couvertes de leur toile, munies de paille et de vivres pour un temps déterminé et menées, bien entendu, par un paysan qui restait attaché à leur sort tant qu'elles demeuraient à l'armée. On réquisitionnait aussi des chevaux harnachés pour l'artillerie. Mais, très souvent, les commissaires, les généraux, les chefs de corps s'adressaient directement aux Districts et même aux municipalités, en sorte que la région méridionale fut immédiatement surchargée. En août 1792, le district de Cambrai avait un millier de voitures à quatre chevaux en service depuis plusieurs mois; pendant le seul mois de février 1793, celui du Quesnoy en fournit 500; du 9 août 1793 au 30 nivôse an II, la commune de Taisnières-en-Thiérache fit 255 convois. La situation fut aggravée par les exigences entièrement inusitées des administrations civiles: de 1792 à l'an IV, ce furent les paysans qui durent aller quérir les grains de secours principalement destinés aux grandes villes; en l'an II, on vit même reparaître la corvée des routes. Le Gouvernement Révolutionnaire essaya de soulager le paysan: un arrêté du Comité de salut public, le 22 nivôse an II, ordonna de fixer les relais de manière que le paysan ne s'éloignât pas de plus de dix lieues de son domicile. Quand on eût créé la Commission des transports, le 14 ventôse, pour achever d'en faire une entreprise d'état, un décret du 18 germinal lui ordonna de faire construire 6.000 voitures pour le transport des fourrages et, en attendant, d'en louer ou d'en acheter; mais il fallut bien lui conserver le droit de réquisition, en réduisant toutefois les relais à 5, 6 ou 7 lieues. Dans le Nord, tout au moins, ces dispositions demeurèrent d'ailleurs sans effet. Au contraire, la charge du paysan fut encore accrue par la préparation de

la campagne de l'an II. Au début de germinal, Laurent à Maubeuge, Choudieu et Richard à Réunion-sur-Oise, prirent simultanément des arrêtés pour assurer les charrois: Laurent ordonna un recensement général des voitures et mit en réquisition tous les corps de métier pour les réparations; Choudieu et Richard en demandèrent 300 au département; ce ne fut qu'entrée de jeu; outre les parcs permanents, il fallut assurer tous les transports extraordinaires de vivres, d'armes, de munitions, de bois destinés aux fortifications et au chauffage des troupes. En Flandre maritime, Guiot autorisa en outre l'appel de la moitié des chevaux pour conduire à Dunkerque les arbres destinés à la marine. Le 12 germinal, le District d'Hazebrouck avait 2.000 chevaux en service, et, à la fin de floréal, les trois quarts au moins du nombre total; en fructidor encore, sur 4.504 chevaux, celui de Bergues en avait plus de 2.000 à l'armée. La situation ne s'améliora pas beaucoup en l'an III, bien que les troupes fussent passées en Belgique. Le 17 ventôse, le District de Douai jugea possible de dissoudre sa permanence, mais les parcs de Lille et de Bergues ne furent supprimés que le 18 frimaire an IV. Et on n'en continuait pas moins d'exécuter des transports militaires, tandis que les exigences des administrations civiles croissaient: pendant tout l'an III, le transport des grains arrivés par mer pour Paris et les villes de la région, et, durant l'été, les travaux des routes exigèrent un grand nombre de voitures, au point que, pour épargner les campagnes, les Districts durent exiger qu'on s'en prît aux voitures de roulage. En l'an IV, le transport des grains ne fut guère moins absorbant et dès frimaire, puis en floréal, les militaires exigèrent le rétablissement des parcs permanents. Ce fut seulement le 17 vendémiaire an V que l'Administration centrale s'insurgea: elle refusa de permettre de nouvelles réquisitions attendu qu'on n'avait payé aucun des convois qu'elle avait ordonnés.

Ceux de l'armée ne furent pas seulement les plus nombreux, mais de beaucoup les plus impopulaires. Les transports de grains et les corvées de routes étaient d'une durée limitée et les Districts les payaient régulièrement. Mais au service des troupes, le paysan, en dépit de toutes les assurances officielles, ne savait jamais où il allait, ni pour combien de temps il partait, ni même s'il reviendrait; car, lorsqu'on l'adressait au magasin voisin, le préposé, pour éviter un transbordement, pouvait l'obliger à continuer jusqu'au front où il était exposé à tous les hasards de la guerre: il était comme incorporé; aussi le cultivateur trouvait difficilement des conducteurs pour le remplacer; valets et journaliers ne répugnaient pas moins que lui à quitter leurs foyers. Le charretier obtenait difficilement pour lui et pour son attelage les rations prévues par la loi; d'autre part les convois furent taxés avant tout le reste: la loi du 26 avril avait ordonné au Département d'en fixer le prix; enfin, le paiement était très tardif, ce qui, en l'an III surtout, le réduisit à rien.

Jusqu'à la fin de 1793, les cultivateurs cherchèrent souvent à se faire remplacer à prix d'argent: la spéculation s'en mêla naturellement et les rouliers de profession en profitèrent pour exagérer leurs prix. Mais tôt ou tard, il fallut que chacun partît à son tour et l'ordre de départ suscita dans les villages plus de difficultés encore que la répartition des réquisitions. Il aurait fallu qu'une liste fût soigneusement tenue à jour et les municipalités n'en dressaient pas ou ne la publiaient pas; elles s'exposaient ainsi à commettre de bonne foi des injustices et surtout elles s'attiraient le soupçon; d'ailleurs, il n'est pas douteux que beaucoup favorisaient leurs amis. La durée du service aux parcs permanents excitait surtout les récriminations, car le malheureux charretier y attendait souvent fort longtemps qu'on vînt le remplacer.

Aussi, même en l'an II, il se trouva des cultivateurs pour refuser, quelquefois avec obstination et insolence, de partir en convoi. La loi du 26 avril 1792 n'avait prévu aucune sanction : aussi, dès octobre 1792, on eut recours à l'exécution militaire ; ce furent les convois qui motivèrent donc à la fois les premières réquisitions et le premier emploi de ces garnisaires qui devaient devenir bientôt d'un si grand usage pour l'enlèvement des grains. Les municipalités elles-mêmes punissaient quelquefois les récalcitrants parce qu'en cette circonstance, d'autres devaient partir à leur place. Plus habilement, les cultivateurs ne remplaçaient pas les bêtes qu'ils avaient perdues ou même vendaient leurs attelages au risque de ne pouvoir labourer. Le représentant Laurent leur défendit de les faire sortir ainsi de leur commune et le District d'Hazebrouck, la municipalité de Wormhoudt arrêterent que ceux qui avaient coutume d'employer des chevaux seraient requis comme s'ils les eussent possédés encore.

A mesure que le temps passa, la charge s'accrut davantage encore qu'on ne l'a dit, pour ceux qui avaient gardé leurs bêtes, parce que le nombre en diminuait rapidement. La mortalité était très forte. En outre, après avoir réquisitionné les chevaux de luxe et les chevaux de trait qui n'étaient pas employés à l'agriculture, la Convention finit, le 17 vendémiaire an II, par exiger des paysans six chevaux au moins par canton, puis, le 21 germinal, un cheval sur vingt-cinq pour organiser le service des transports, sans d'ailleurs que le cultivateur fût, de ce chef, soulagé le moins du monde à cet égard. De nouveau, en l'an IV, une loi du 14 pluviôse enleva un cheval sur trente. Pour le district de Bergues, il en résulta que de 5.231 chevaux qu'il possédait en 1792, 3.448 seulement restaient en ventôse an III, soit une diminution de 34%.

Le bétail ne souffrit guère moins. Les réquisitions générales le touchèrent peu, mais le troupeau subit de grosses



pertes chaque fois qu'on évacua des villages à l'approche de l'ennemi. Les cultivateurs fugitifs eurent grand'peine à loger leurs animaux dans les endroits où ils s'installaient et on n'hésitait pas à leur faire payer très cher le service qu'on leur rendait : le District d'Avesnes dut établir en leur faveur un maximum spécial ; aussi beaucoup s'en défirent à vil prix. L'armée, d'autre part, acquit de gré à gré un grand nombre d'animaux et le 29 pluviôse, Guiot eut même recours à la réquisition qui fut appliquée pendant deux décades. De même, le Comité de salut public requit, le 22 germinal an II, un cochon sur huit pour préparer les salaisons nécessaires à la marine ; mais on dut reconnaître que leur nombre avait beaucoup diminué ; en frimaire an III, dans le district de Lille, il n'en restait plus qui eussent plus d'un an ; la réquisition fut levée le 8 pluviôse. Il va de soi que les Autrichiens opéraient de même dans le pays occupé et il n'est guère besoin d'observer que la volaille fut l'objet d'un massacre général dont les effets étaient encore visibles sous le Consulat. Autant que les circonstances, les réquisitions de fourrage contribuèrent beaucoup à diminuer le cheptel qu'on se trouva incapable de nourrir ; ce fut probablement pourquoi on n'eut pas besoin de réquisitionner le bétail ; si on recourut plus que jamais à la vaine pâture et si on saccagea les bois, ce fut aussi, dans quelque mesure, pour sauver ce qui restait du troupeau.

La ferme ayant désormais moins de chevaux et de bœufs, moins de paille aussi, la fumure s'en ressentit. Le blocus également atteignit la culture : on ne pouvait plus tirer de cendres de la Hollande et les faux et les piquets, qui venaient d'Allemagne, finirent par manquer. Mais en outre, dans plusieurs parties du département, la guerre fut plus néfaste encore en ruinant la ferme elle-même et son outillage, la récolte sur pied, la forêt, la route. Les inondations stratégiques firent de grands dégâts. En août 1793, pour protéger

Dunkerque, on inonda la partie orientale de la plaine maritime et notamment les Moères. Dans la plaine de la Scarpe, Français et Autrichiens provoquèrent l'extension des eaux. A Vred, on perdit ainsi les récoltes de 1793 et de 1794; en l'an III, le mal n'était pas réparé, loin de là; les digues étaient en tel état que de temps en temps des irruptions nouvelles l'aggravaient. Sur tout le front de bataille, dans toute l'étendue du territoire envahi, en 1792 et en 1793, autour de Quesnoy, de Valenciennes et de Condé, assiégées à deux reprises, les destructions furent considérables. De nombreux villages furent pillés et quelques-uns à peu près détruits: Elincourt, Villereau furent incendiés par les Autrichiens; Prisches eut 413 maison brûlées ou dévastées, Ferrière-la-Grande, 81, Boussu, 83. En ce cas, il fallut, après la victoire, rebâtir la ferme et reconstituer l'outillage en même temps que le cheptel. En l'an II, la récolte fut en partie saccagée au cours des opérations dans l'Est et le centre du Cambrésis, dans les districts du Quesnoy et de Valenciennes: celui du Quesnoy estima la perte au tiers; les pâtures furent horriblement dégradées par les cantonnements. Les forêts subirent des injures de conséquence plus durable encore. Français et Impériaux s'y retranchèrent, y firent des abatis énormes pour les travaux des places fortes. Les plantations des routes ne furent pas épargnées. Aux réquisitions des militaires, les représentants et la Convention ajoutèrent des coupes générales extraordinaires pour les besoins de la marine, les réparations des routes, le chauffage des troupes et de la population civile. Isoré en autorisa une dans la forêt de Nieppe, le 27 frimaire an II; le 13 pluviôse, la Convention étendit la mesure à toutes les forêts, même privées, et la Commission de commerce en frappa le produit de diverses réquisitions. Aux prélèvements régulièrement ordonnés, se joignirent ceux des soldats et des particuliers agissant pour leur propre compte: on abattit pour se chauffer tous les

arbres qu'on put et, au milieu de la confusion générale, les déprédations commencées en 1789 cessèrent même d'attirer l'attention.

L'état des routes aussi empira promptement. En mai et décembre 1792, en février 1793, on avait dû accorder des subsides particuliers aux départements frontières. Mais après la campagne de 1793, on put craindre que la circulation ne devînt impossible. Dans le district d'Avesnes, les routes de Landrecies et de La Capelle étaient dans un tel état que l'armée n'aurait pu se déplacer, l'artillerie et les charrois se trouvant immobilisés. A l'Est de Bergues, on avait pratiqué sur les routes des coupures devenues infranchissables pendant l'hiver et les ponts étaient rompus. Une loi du 16 frimaire ordonna d'exécuter les réparations et, en nivôse, le Comité de salut public envoya des commissaires pour les surveiller; le Département ordonna de comprendre dans les travaux les chemins vicinaux indispensables à l'armée, bien qu'ils fussent à la charge des communes. On laissa aux Districts la faculté de les mettre en adjudication, mais cette méthode demeura inefficace. Un arrêté du Comité de salut public, du 18 nivôse, et une loi du 4 pluviôse autorisèrent la réquisition des ouvriers, des charrois et des matériaux nécessaires. Malgré cela, on ne put faire que des améliorations de fortune, au moyen de cailloutis hétérogènes, de fascines et même de terre. Le 28 nivôse an III, pour limiter les dégradations, le Département rétablit les anciens règlements sur le roulage, limita le chargement et ordonna de fermer les barrières pendant le dégel. Tout se trouvait à recommencer et le travail n'était guère moins urgent parce qu'il fallait que le transport des grains importés fût possible. La Commission des travaux publics accorda quelques fonds et la loi du 12 pluviôse attribua dix millions aux routes de toute la République: il en revint peu de chose au Département qui, dans le cours de l'été, dut demander de nouvelles avances. Au printemps, on avait

réalisé peu de progrès, et le 14 germinal, le représentant Pérès fut envoyé dans le Nord pour activer les travaux. De nouveau, le 1<sup>er</sup> prairial, il ordonna de recourir à la réquisition et autorisa le Département à taxer les prix; il employa aussi les prisonniers de guerre et la main-d'œuvre militaire. Une fois de plus, on mit les municipalités en demeure de réparer leurs chemins. Le succès fut fort médiocre: on se heurta à l'inertie obstinée des cultivateurs et des ouvriers, ceux-ci refusant de travailler au prix fixé et réclamant des rations en nature. Les canaux furent plus négligés encore que les routes: les services réguliers de coches d'eau étaient interrompus; en frimaire an III, pour assurer le transport des charbons, les représentants durent réquisitionner les bélandres et créer, à Condé, un bureau de navigation.

Enfin, en 1793, la main-d'œuvre commença à devenir rare dans les campagnes et, dans la tourmente, le chef lui-même de l'exploitation disparut plus d'une fois. Les levées d'hommes n'en furent pas la seule cause; l'agriculture ne perdit guère moins de travailleurs par la réquisition des charretiers et des ouvriers de toutes sortes. C'était en effet l'habitude d'appeler aux travaux militaires tous les hommes valides sous le nom de pionniers et l'armée de la Révolution conserva également sur ce point les coutumes de l'Ancien Régime. En 1792, en 1793 et pendant l'hiver de l'an II, elle en employa un grand nombre et aucun district ne fut épargné: celui d'Hazebrouck, qui n'avait pas de place forte, eut à travailler au camp de Cassel; mais en outre, les pionniers durent souvent s'éloigner beaucoup. Le 15 mai 1793, on en demanda 6.000 au district de Cambrai pour les fortifications de Valenciennes, 8.200, le 4 juin, pour celles de Cambrai, 1.200, le 11, pour Bouchain: il ne put les fournir tous; en nivôse an II, le représentant Bar demanda 1.200 pionniers, à répartir sur tout le département, pour travailler sur la rive droite de la Sambre. Aux levées de pionniers, s'ajouta celle

des ouvriers pour l'abattage des bois et les travaux des routes, sans compter naturellement les ouvriers qualifiés. La « pionnerie » excita les mêmes craintes que les convois et, contre les municipalités, les mêmes accusations; elle constitua une nouvelle injustice à l'égard des campagnes, les citadins échappant à cette servitude; mais, dans les villages mêmes, outre qu'elle servit quelquefois de prétexte à brimer les adversaires des municipaux, elle pesa surtout sur les ménagers et les manouvriers: les cultivateurs qui faisaient les convois y échappaient naturellement et prétendaient en délivrer leurs domestiques, mais en outre les membres du conseil général et du comité révolutionnaire, le maître d'école, le greffier, le curé réclamaient aussi l'exemption à raison de leurs fonctions, ainsi que les charrons, les maréchaux, les chirurgiens à cause de leur profession. Plusieurs communes cédèrent aux réclamations populaires et, le 20 mai 1793, le Département défendit d'inscrire les membres du conseil général, le curé, les charrons, les maréchaux et un domestique par charron ou par troupeau. Mais sa décision ne mit fin ni aux abus ni aux réclamations.

Beaucoup plus dommageable encore fut le déracinement de la population rurale. Dès 1792, les Autrichiens occupèrent Bavai, Marchiennes, St-Amand et les villages environnants: ceux qui s'étaient compromis en quelque manière en faveur de la Révolution s'enfuirent; ce fut bien autre chose encore en 1793, car les haines de partis s'étaient singulièrement envenimées. D'ailleurs, les paysans qui n'avaient rien à craindre à cet égard fuyaient naturellement devant l'invasion. Enfin, on encouragea l'évacuation en invitant les paysans à rentrer leurs grains dans les places fortes avec autorisation de puiser ensuite dans les quantités qu'ils avaient amenées ce qui était nécessaire à leur consommation, puis en enlevant d'autorité le bétail et la récolte de 1793. Un grand nombre de réfugiés refluèrent donc dans les villes et dans les départements voisins. La Convention leur accorda des



secours. On essaya aussi de les utiliser sans qu'ils paraissent s'y être toujours prêtés de bonne grâce: en l'an II, quand les bras manquèrent pour la moisson, on ne réussit pas à y envoyer les manouvriers réfugiés: ils préféraient rester dans les villes où ils étaient exempts des corvées dont les paysans étaient accablés. Leur état moral doit être pris en considération: traités avec méfiance ou exploités par la population, aigris par leur malheur, ils se regardaient comme créanciers de la Révolution. Malgré tout, on en vint à leur adresser d'amers reproches et à leur refuser tout secours pour les contraindre au travail. Même employés, ils n'en firent pas moins défaut dans les villages où ils ne purent rentrer peu à peu qu'en l'an III.

D'autre part, l'arrestation des suspects et l'émigration enlevèrent aux campagnes, même dans les régions que l'ennemi n'atteignit pas, une partie de leur population et notamment, fait particulièrement grave, des chefs de culture, fermiers ou cultivateurs aisés. La levée en masse détermina plus d'un homme, dans toutes les classes sociales, à passer en pays envahi ou ennemi pour échapper au service militaire. Les grands fermiers des nobles et du clergé, suspects aux terroristes, émigrèrent en nombre. D'autres furent arrêtés ou même exécutés. Des acquéreurs de biens nationaux eux-mêmes ne furent pas épargnés. Quand les Autrichiens se retirèrent, les contre-révolutionnaires les suivirent. Mais en outre, la Convention avait mis hors la loi ceux qui avaient accepté de remplir des fonctions publiques sous l'autorité de la jointe; beaucoup avaient cédé malgré eux; les uns, épouvantés, s'enfuirent devant les Français; les autres furent arrêtés et mis en accusation. Avec une rigueur implacable, les administrateurs de l'an II poursuivirent de même tous ceux que la peur ou le hasard avaient chassés de leurs demeures vers les pays occupés ou contraints de rendre service à l'ennemi: entre les deux armées, beaucoup de villages avaient subi les incursions des Autrichiens et un grand



nombre de paysans étaient exposés à se voir accusés de complaisance à leur égard, avec d'autant plus de facilité que le grief était, maintes fois, articulé à bon escient; dans la zone d'opération, d'autres avaient fui et furent portés émigrés; il en fut de même dans le pays reconquis, nombre d'habitants ayant passé d'un village dans un autre moins exposé ou étant allé chercher du travail ailleurs. Tous les districts furent atteints de manière ou d'autre: à Hondeghem, 17 cultivateurs, artisans ou journaliers furent rayés ou amnistiés de l'an III à l'an X; à Vieux-Berquin, 28 en l'an III et en l'an IV; à Vred, 15 en l'an III; à Pecquencourt, 24 de l'an III à l'an XIII.

Mais les districts méridionaux, particulièrement ceux du Quesnoy et de Valenciennes, furent incomparablement plus éprouvés que la Flandre. « Nous avons vu, disait le District de Valenciennes, le 18 messidor an II, une multitude de traîtres abandonnant la république qu'ils ont trahie, un grand nombre d'individus sans caractère dont les caresses perfides sont autant d'impostures contre-révolutionnaires et qui sont disposés à se ranger lâchement sous les drapeaux du vainqueur quel qu'il soit; nous avons vu une immense quantité de propriétés nationales abandonnées...; des récoltes immenses appartiennent à la république par l'émigration de presque tous les riches cultivateurs ». Les conséquences économiques de cette émigration furent naturellement désastreuses. Non seulement la main-d'œuvre manqua, mais un grand nombre d'exploitations se trouvèrent désertées. Que le cultivateur fût propriétaire ou fermier, la récolte et le mobilier vif et mort appartenaient à la nation et on les vendit le plus vite possible pour en éviter la perte ou la dilapidation. Même dans les cas où on put vendre le fonds, on n'eut pas toujours la sagesse d'y joindre la garniture, en sorte que ceux qui reprirent l'exploitation la trouvèrent dépouillée à la veille des labours.

## II. - LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE ET LA CULTURE

Heureusement, toutes ces causes de décadence n'entrèrent pas en action simultanément avec la même intensité et ce fut surtout après la victoire qu'on en ressentit les effets. Toutefois, dès le début de 1793, on aperçut le danger : déjà, il ne manquait point dans le Sud de terres incultes et les semailles de mars pouvaient être compromises par les charrois qu'exigeait l'armée de Belgique. Quelques Districts et aussi certaines municipalités entreprirent d'y pourvoir. Le 18 décembre 1792, le District de Cambrai ordonnait aux communes de faire cultiver les terres en friche aux frais de qui il appartiendrait et le 13 mars 1793, celui de Bergues invitait les paysans à s'entraider dans les travaux de la terre, en l'absence les uns des autres. Mais en ce domaine, la réquisition n'était pas encore légale et, le 25 mars, en chargeant les municipalités de faire ensemençer les biens abandonnés par les émigrés, la Convention ne leur en indiqua pas les moyens. Or, celle de Walincourt constatait le 14 avril, que les fermiers refusaient de cultiver les terres des ménagers demeurées en friche et qu'on excitait les cultivateurs à abandonner l'exploitation des biens nationaux vendus : elle agréa l'offre d'un fermier de Dehéries d'occuper à Walincourt une charrue, à condition qu'on lui accordât la vaine pâture pour ses moutons. Le 3 juin, celle de Selvigny, ayant requis vainement les fermiers de cultiver dix-neuf mencaudées incultes, en vertu d'un nouvel arrêté, adopté, le 15 mai, par le District, réclama le droit de les y contraindre. Les circonstances imposaient en effet la réquisition et, encore une fois, on devança la loi. Ce fut le District d'Hazebrouck qui, le 9 mars, pour assurer les semailles du printemps, en assumait hardiment la responsabilité : il ordonna aux municipalités de

réunir leurs cultivateurs et de les inviter à façonner les terres des absents; à défaut de volontaires, elles devaient en charger les plus aisés et ceux dont les travaux étaient le plus avancés, en les engageant à s'exécuter gratuitement; s'ils exigeaient une rétribution aux frais de l'absent, elles devaient la fixer: en fait, c'était déjà le maximum. Du premier coup, cette administration avait ainsi établi dans son arrondissement, l'organisation que la Convention n'imposa que le 16 septembre: elle y ajouta seulement le droit de requérir les journaliers et, pour les Districts, l'autorisation d'avancer les fonds en vue de restituer aux terres abandonnées l'attirail indispensable. Elle établit aussi des sanctions; un décret du 23 nivôse régla en outre le mode de rétribution du cultivateur requis. Mais il n'encourait, en cas de refus, que 500 l. d'amende; cette menace ne pouvait pas l'impressionner beaucoup. L'agent national du district de Bergues, dénonçant, le 1<sup>er</sup> pluviôse, «l'indifférence, l'égoïsme et, ce crime plus grand encore, le mépris ou l'oubli des lois» n'hésitait pas à déclarer que «l'énergie révolutionnaire devait faire décréter acquises à la nation toutes les terres qui, avant le mois de mai, n'auraient pas été ensemencées ou plantées de quelque production de première nécessité», tout au moins de pommes de terre. Comme toujours, la loi des suspects permit de suppléer à l'insuffisance des sanctions légales. Les Districts multiplièrent les injonctions et les délibérations «foudroyantes», et dans le Cambrésis, l'exécution du fermier Carpentier, de Villers-Guislain, qui avait refusé, dès longtemps, de labourer les terres des ménagers sans-culottes, fut une leçon qui intimida les plus récalcitrants. L'intérêt particulier vint en aide au Gouvernement Révolutionnaire: beaucoup de cultivateurs, destitués de tout moyen, demandèrent eux-mêmes qu'on donnât des ordres à leur municipalité; les sociétés populaires, les comités révolutionnaires montrèrent beaucoup de zèle à réprimer les négligences qui

risquaient de provoquer la disette dans leurs communes. Les comités urbains s'en mêlèrent : celui de Dunkerque mit en branle les comités ruraux. Dans le district d'Hazebrouck, non contents d'assurer les semailles, ceux-ci veillèrent même parfois à ce qu'on procédât aux sarclages ordinaires.

Il était beaucoup plus malaisé de fournir aux cultivateurs les moyens qui leur manquaient puisque, simultanément, les réquisitions les leur enlevaient. Mais on leur fit quelques concessions. Le décret du 18 vendémiaire an II accorda un sursis de trois semaines, pour les semailles, aux jeunes gens de la levée en masse. Les communes s'empresèrent de réclamer leurs concitoyens. Mais, au moins dans les districts de Bergues et d'Hazebrouck, les représentants Trullard et Berlier décidèrent qu'on se bornerait à mettre à la disposition de chaque District les travailleurs que les bataillons de réquisition qui cantonnaient sur son territoire jugeraient possible de lui accorder : c'était remplacer les sursis par des équipes agricoles. Le 6 pluviôse, le Comité de salut public autorisa de même les représentants à accorder, aux cultivateurs, charrons et maréchaux à incorporer, un sursis pour les semailles de printemps, mais il rapporta cette mesure, dès le 21 ventôse, parce qu'on en abusait « étrangement ». Au début de l'an III, on utilisa aussi les prisonniers de guerre, principalement pour le battage des grains. Il fallut trouver aussi des expédients pour fournir des chevaux. L'agent national du district de Bergues accorda des réquisitions au profit de quelques communes sur d'autres plus favorisées ou plus avancées dans leurs travaux. Le Comité de salut public mit les chevaux fatigués ou à réformer à la disposition des cultivateurs en leur accordant 30 s. par jour et chargea les sociétés populaires de faire réserver à ces animaux des pâtures convenables ; mais il dut les rappeler le 20 thermidor, car il s'aperçut qu'ils étaient mal nourris et surchargés de travail et, le 10 vendémiaire an III, en ad-

mettant que ce système fût maintenu, il supprima l'indemnité. On dut aussi s'occuper des semences. Le 14 et 15 germinal, le District de Bergues décida d'en constituer un magasin au moyen de réquisitions appropriées; la Commission d'agriculture procura des graines de lin provenant de prises et, le 8 fructidor, un arrêté du Comité de salut public, dont on usa beaucoup, permit d'acheter les grains de semence hors des marchés. Au moment de la fenaison et de la moisson surgit une difficulté inattendue: on manqua de faux et de piquets; il en vint, en thermidor, de Nancy, par voie de réquisition.

Malgré les circonstances défavorables, la Convention et ses Comités s'efforcèrent même de continuer les dessèchements et de favoriser les progrès techniques. On essaya, dans les districts d'Avesnes et de Cambrai, d'appliquer la loi du 14 frimaire an II sur le dessèchement des étangs: il semble qu'on n'aboutît que pour une partie des étangs de Vaucelles. La Commission des subsistances multiplia les enquêtes: la plupart avaient pour objet de perfectionner les statistiques qui servaient de base au gouvernement économique, mais quelques-unes aussi, comme celle de pluviôse an II sur les engrais, poursuivirent des fins moins immédiates. En ventôse, elle demanda également aux Districts de désigner chacun un cultivateur éclairé pour correspondre avec elle sur les moyens de développer l'élevage. Elle reprit les tentatives de l'Ancien Régime pour vulgariser les procédés les plus perfectionnés de la technique agricole en envoyant au Département 55 collections de la *Feuille du cultivateur*. Le Département lui-même acheta l'*Annuaire du cultivateur*. La Commission d'agriculture et des arts l'invita de même à envoyer des élèves aux écoles vétérinaires et le représentant Laurent renouvela les prescriptions relatives aux épizooties en recommandant de les lui signaler pour qu'il pût envoyer sur place les vétérinaires de l'armée. La pénurie fit plus que tous ces



efforts pour encourager certaines innovations. Les districts de Douai et de Cambrai firent prendre des renseignements sur l'emploi des tourteaux à la nourriture du bétail et il paraît avoir fait alors des progrès. Le maximum et la réquisition des grains poussèrent les paysans à essayer ou à développer d'autres cultures, notamment le sucron et les oléagineux. La pomme de terre surtout gagna beaucoup de terrain; principalement dans les districts méridionaux où elle était encore peu cultivée. Certains de ces changements parurent même, de bonne heure, alarmants et provoquèrent des tentatives de réglementation. Le 10 octobre 1793, sur l'intervention du comité de surveillance de Lille, le District arrêta que les cultivateursensemenceraient en blé non seulement les terres qui devaient l'être suivant l'usage, mais encore toutes celles qui avaient reçu deux labours depuis la récolte. Le Comité de salut public n'osa s'engager dans cette voie et, le 13 germinal, cassa les arrêtés du District de Dieppe et du Département de Seine-Inférieure qui avaient pareillement défendu de planter en colza plus d'un vingtième des terres; il recommanda cependant de veiller à ce qu'onensemencât en grains autant d'arpents au moins que par le passé et, en l'an III, l'abus se développant, le District de Bergues en délibéra: mais la réglementation rencontra dans son sein une vive opposition. Berlier trancha la question, le 5 brumaire, par une recommandation conforme à celle du Comité, mais en menaçant les récalcitrants de les faire déclarer suspects. En germinal an II, sur la demande de la société populaire d'Hazebrouck, le District invita les communes à faire remplacer le tabac par des pommes de terre, de l'avoine et de l'orge et il paraît que Guiot avait songé à prendre un arrêté à cet égard. Le retour à la liberté commerciale explique que la réglementation ne se soit pas développée. Quand à l'élevage, on se borna à prendre des mesures pour empêcher d'abattre les animaux trop jeunes et les brebis pleines.



La propagande n'était pas un moyen à dédaigner, mais il est certain que les circonstances ne se prêtaient guère aux perfectionnements et qu'elle eût échoué sur le point essentiel qui était d'empêcher la diminution des emblavures. Laisés à eux-mêmes, les paysans auraient certainement réduit leurs cultures. Ce fut la Terreur qui donna aux recommandations du Gouvernement Révolutionnaire une efficacité satisfaisante : il put ainsi limiter strictement l'affaiblissement de la production et obliger le cultivateur à faire l'effort qu'imposaient les besoins de la Révolution. Dans toutes les parties du département qui n'avaient pas été dévastées, on réussit à préparer convenablement la récolte de l'an II; si elle ne fut point aussi satisfaisante qu'en 1793, les intempéries en furent principalement la cause.

Au contraire, dès que la réaction thermidorienne fit sentir ses effets, les difficultés commencèrent et bien que le Département et les Districts eussent invité les municipalités à assurer les semailles, les cultivateurs se mirent à refuser de cultiver les terres des autres; les comités de surveillance et les sociétés populaires avaient disparu ou se trouvaient sans autorité et les municipalités se demandaient si elles avaient conservé le droit d'employer la contrainte. Le 26 vendémiaire an III, le District d'Hazebrouck leur avait de nouveau ordonné de faire visiter les terres, chaque décade ou chaque mois, par trois cultivateurs patriotes et de faire mettre en état celles qui auraient été négligées : les défaillants seraient déclarés suspects et leurs récoltes confisquées; mais, le 26 brumaire, le maire de Féchain ayant demandé l'intervention du District de Douai, dans une circonstance semblable, s'entendit répondre que « la peur n'était plus à l'ordre du jour », qu'aucune loi n'autorisait l'arrestation des récalcitrants et qu'on ne pouvait pas forcer un particulier à employer ses chevaux ailleurs que sur sa terre. Il ne fut plus question ensuite de surveiller les travaux des champs.

L'abolition du maximum, à la vérité, permit à l'intérêt particulier de jouer de nouveau son rôle, mais on aurait bien fait de ne pas supprimer tout contrôle; il y avait encore beaucoup de biens nationaux en location et leurs fermiers n'avaient pas toujours motif de se montrer consciencieux. Malgré tout, en l'an III, il y avait peu de terres incultes en Flandre, à part la portion du district de Bergues qui demeurait inondée: le climat encore une fois fut responsable de la mauvaise récolte.

### III. - LES RÉGIONS DÉVASTÉES

Tout autre fut naturellement le sort des régions plus gravement atteintes par l'invasion. En l'an II, le district du Quesnoy avait laissé en friche du cinquième au quart des terres habituellement cultivées. Il n'est pas certain que les pertes en chevaux fussent supérieures à celle des districts non envahis: dans le même district, tout au moins, elle n'était que d'un tiers, comme dans celui de Bergues. Mais il n'en était pas moins vrai que certains villages avaient été cruellement éprouvés et partiellement détruits. Les archives des administrations montrent toutefois que c'étaient les conséquences de l'émigration qui leur paraissaient principalement redoutables.

Le 26 thermidor an II, le District de Valenciennes nomma quelques commissaires « agents économes d'exploitations rurales » et leur confia quelques grandes fermes avec mission d'assurer la récolte, de prendre soin du bétail et de préparer les semailles. Cependant il jugeait également impossible d'exploiter de cette manière toutes les exploitations abandonnées, « presque tous les laboureurs » ayant passé à l'ennemi, et de trouver à les louer, telles quelles. Certains pro-

priétaires demandèrent à les reprendre, mais le droit au bail du fermier émigré était devenu bien national et le District ne pouvait l'abandonner. Le District de Cambrai, non moins embarrassé, décida, le 4<sup>e</sup> jour sans-culottide, d'en passer location sans tenir compte des délais légaux et les représentants Lacoste et Briez étendirent cette faculté, le 15 vendémiaire, aux cinq districts méridionaux: la veille, ils en avaient décidé de même pour toutes les terres abandonnées ou dont propriétaires et locataires se refuseraient à entreprendre la remise en état dans les trois jours de la sommation. Mais, comme l'avait prévu le District de Valenciennes, il fut impossible de trouver preneurs pour les grandes exploitations. Déjà, en l'an II, le District de Douai avait alloti des biens d'émigrés pour les louer. Celui de Cambrai prescrivit, par l'arrêté déjà cité, de diviser, autant que possible, les biens par lots de trois arpents au plus. Les municipalités au surplus prirent d'elles-mêmes l'initiative de les répartir entre les habitants: à Fenain, le 8 vendémiaire an III, on donna deux coupes, avec préférence pour ceux qui n'avaient aucune exploitation. A Jolimetz et dans le canton de Feignies, le District du Quesnoy autorisa également la location parcellaire. Le 19 fructidor an II, il jugeait même que le seul remède serait de permettre à quiconque de cultiver ce qu'il pourrait moyennant trois livres de rendage par mesure. D'après le District de Valenciennes, beaucoup de particuliers s'attribuèrent d'ailleurs spontanément la culture des terres qui les tentaient, sans toujours réussir à les mettre effectivement en valeur. D'autre part, il s'alarma du prix élevé qu'on offrait au cours de certaines adjudications; il y voyait la preuve qu'on projetait de vendre les récoltes au-dessus du maximum et aussi, probablement, qu'on escomptait la baisse de l'assignat. Il décida donc, le 3 brumaire, de retirer la location aux municipalités et d'en charger des commissaires: ils laisseraient aux patriotes les biens

qu'ils étaient en mesure d'exploiter, en les obligeant à se pourvoir, pour moitié, de mauvaises terres, le tout au prix courant, et s'arrangeraient pour que les parties non affermées fussent disposées de telle sorte qu'on put en former des exploitations et leur trouver preneurs, même hors du district. Ces faits n'intéressent pas uniquement la reconstitution des pays dévastés : ils montrent, une fois de plus, que la Révolution n'avait point donné à la question agraire la solution radicale que souhaitait la masse paysanne ; bien qu'on eût partagé beaucoup de terres nationales, la division de l'exploitation demeurerait très insuffisante et les Districts, qui connaissaient bien leurs administrés, mirent à profit leur désir, toujours aussi vif, d'obtenir quelque parcelle, pour assurer provisoirement, tant bien que mal, la culture des terres abandonnées ; la méthode employée par la municipalité de Fenain fut particulièrement significative et on constate de nouveau à quel point le mode de vente des biens nationaux, pratiqué sous le Directoire, a lésé les paysans.

Malgré tous les efforts, on ne parvint pas à cultiver tous les biens d'émigrés, faute de moyens. En ventôse an III, beaucoup étaient encore incultes dans le canton de Landrecies et, le II vendémiaire an IV, six communes du district de Cambrai dénonçaient l'abandon de plusieurs centaines de mencaudées. Au début de l'an V, il y avait encore dans le district de Valenciennes, au moins une grande ferme qui n'était pas occupée. En l'an VII même, il restait quelques terres en friche dans la région du Câteau. Une impérieuse nécessité exigeait donc qu'on limitât étroitement l'application des lois répressives dans les régions reconquises et qu'on provoquât par une amnistie conditionnelle la rentrée des paysans fugitifs plutôt que vraiment émigrés. Les commissaires des Districts et les comités de surveillance avaient arrêté en masse les suspects : ils furent assez rapidement libérés ; à la suite d'une pétition de 88 communes du Hainaut,

un décret du 18 frimaire autorisa Lacoste et Roger-Ducos à mettre hors de cause ceux qui ne leur paraîtraient pas dans le cas d'être traduits par devant le Tribunal révolutionnaire ou le tribunal criminel et ils avaient déjà fait procéder à un triage des prisonniers au Quesnoy et à Valenciennes. Dès vendémiaire, le Département raya d'autre part de la liste des émigrés beaucoup de gens qui avaient simplement changé de résidence dans l'intérieur de la zone envahie ou qui avaient abandonné leurs demeures à la veille d'un combat, comme les habitants de la région de Dourlers au moment de Wattignies. Le cas des hommes qui avaient accepté d'exercer des fonctions sous la domination étrangère était plus grave, parce que les lois étaient formelles. Leur nombre était si considérable que, le 19 vendémiaire, la Convention créa pour les juger une deuxième section au tribunal criminel. L'opinion leur était unanimement favorable, bien qu'il y eût parmi eux des contre-révolutionnaires avérés qui n'allaient le cas de force majeure que pour se tirer d'affaire. Mais on ne pouvait pas les atteindre sans condamner une foule de malheureux, réellement innocents. Le District du Quesnoy intervint en leur faveur et le tribunal criminel provoqua un décret du 7 frimaire qui l'autorisa, contrairement à celui du 26 frimaire an II, à poser la question « intentionnelle » et à juger avec pleins pouvoirs : il les acquitta dès lors en masse. Un autre décret, du 21, lui permit de même de mettre en liberté tous les accusés de délits contre-révolutionnaires, sans les faire passer en jugement, s'il n'y avait pas commencement de preuve, si les renseignements de leur municipalité ou du comité de surveillance étaient bons et si les accusations ne pouvaient comporter peine afflictive ou infâmante : il put étendre encore les mesures d'indulgence que Lacoste et Roger-Ducos avaient été autorisés à prendre. Mais pour ceux qui avaient réellement émigré, les difficultés furent plus grandes.



La société populaire de Douai intervint, le 8 nivôse, en faveur des paysans et des artisans dont on avait déjà commencé à vendre les maisons dans le district et une pétition fut adressée à la Convention. La loi du 22 nivôse autorisa la rentrée de ceux qui se présenteraient avant le 1<sup>er</sup> germinal et qui prouveraient leur profession manuelle par l'attestation de huit témoins. Mais beaucoup ne se rassurèrent pas vite ou ne purent pas rentrer dans le délai prescrit, soit qu'ils n'eussent pas connu la loi assez promptement, soit que l'ennemi se fût opposé à leur départ. Ce fut après les journées de prairial qu'ils commencèrent à affluer : mais il était trop tard et le décret du 22 prairial qu'ils invoquaient souvent ne leur était pas applicable. Le District de Douai provoqua de nouveau une mesure de clémence : il les autorisa à rentrer provisoirement et fit approuver sa décision par Merlin et Delamarre, le 4 messidor. Le District du Quesnoy l'imita le 2 fructidor. Une nouvelle loi du 4<sup>e</sup> jour complémentaire donna enfin satisfaction aux réclamations, en accordant à ceux qui étaient rentrés, sans avoir pu se conformer à celle du 22 nivôse, un délai de deux décades pour s'exécuter. Leur cause avait été compromise par des émigrés, certains même nobles ou prêtres, qui, en réalité, n'étaient pas visés par la loi, mais qui, pour la circonstance, se prétendaient cultivateurs ou assuraient vivre du produit de leur travail : ils se procuraient assez facilement des attestations ; mais, le 19 messidor encore, le Département rappelait qu'elles devaient être certifiées par la municipalité et le comité de surveillance, car le Comité de sûreté générale s'était plaint de cet abus. Ces formalités mêmes ne manquèrent point cependant d'être très nuisibles à certains cultivateurs qui auraient dû profiter de la loi et qui, dans leur commune, rencontraient l'hostilité de leurs adversaires politiques ou personnels. L'exemple de Bocquet, laboureur à Noyelles-sur-Sambre, est particulièrement caractéristique. Ayant fui lors du blocus de Maubeuge,



il ne rentra qu'en thermidor an III. Le District d'Avesnes lui accorda sa radiation provisoire le 17 vendémiaire an IV. Avant de l'approuver, l'Administration centrale demanda l'avis du canton. Bien que l'ancienne municipalité de Noyelles lui eût donné un certificat favorable, le canton déclara que sa pétition était périmée, la loi du 4<sup>e</sup> jour complémentaire n'accordant que deux décades, et qu'au surplus Bocquet était réellement un contre-révolutionnaire. L'Administration centrale maintint néanmoins la radiation, à titre provisoire, le 2 floréal. Mais quand il demanda paiement de ses dommages de guerre, et un dégrèvement sur ses contributions de l'an IV, le canton persista dans son hostilité et, le 18 prairial an V, il fut débouté. Survint le 18 fructidor : sa radiation provisoire fut annulée et, bientôt après, le conflit de Lebon avec Groslevin et les jacobins du pays aggrava sa situation. Ce fut seulement après les élections de l'an VI que la nouvelle municipalité cantonale lui donna gain de cause. Au surplus, un assez grand nombre de paysans ne purent pas profiter de la loi du 4<sup>e</sup> jour complémentaire. Rayés provisoirement, leur sort se retrouva mis en suspens par le coup d'état de fructidor ; plus d'un ne fut amnistié qu'en l'an X et certains même ne rentrèrent pas avant le Consulat. Enfin, ceux qui avaient tiré parti, dès le premier moment, de la loi du 22 nivôse, avaient trouvé souvent leurs biens vendus : la loi ne leur accordait que le remboursement du prix de vente, sous déduction des frais ; et au taux où se trouvait réduit l'assignat, ils n'en n'étaient pas moins ruinés. Les plus heureux furent ceux qui purent rentrer en possession des propriétés qui demeuraient sous séquestre, mais il fallait acquitter les frais et maintenir les baux : ce fut seulement le 18 prairial, qu'un décret en autorisa la résiliation ; encore le fermier dût-il être indemnisé à moins que la moitié des fruits ne lui fût abandonnée. On peut donc dire que ce fut seulement au cours de l'an IV

que les conséquences les plus néfastes de l'émigration paysanne commencèrent à s'atténuer.

En l'an III, l'application de la loi du 16 septembre aurait donc été particulièrement indispensable et les Districts du Quesnoy et de Valenciennes essayèrent d'y recourir. Le 24 ventôse, le second défendit à tout cultivateur d'employer ses chevaux à des transports particuliers, surtout en dehors de sa commune, et de réserver tous ses moyens à la culture. Dès le 6 brumaire, le District du Quesnoy avait prescrit de requérir les fermiers qui avaient terminé leurs semailles d'assurer l'emblavement des terres incultes dont la déclaration était obligatoire à peine d'arrestation. Il taxa en outre les travaux à exécuter. Quelques jours après, il ordonna expressément l'observation des lois des 16 septembre 1793 et 23 nivôse an II dans les communes de Salesches et d'Escarmain où les cultivateurs se montraient récalcitrants. Mais on n'alla pas plus avant. Les Districts de Cambrai et d'Avesnes n'invoquèrent pas ces lois; le District de Valenciennes ne les nomma pas expressément et, en germinal, celui du Quesnoy lui-même se borna, pour les semailles du printemps, à inviter les municipalités d'y pourvoir. L'abolition du maximum et la crise monétaire aggravèrent la situation. Ceux qui avaient des chevaux exercèrent dès lors un véritable monopole. Il devint impossible de remployer les secours payés en assignats, d'acheter avoine et fourrages pour le bétail et même de se procurer des semences. Aussi la culture demeura en mauvais état pendant l'an III. Dans le district du Quesnoy, un tiers des semailles d'hiver ne purent se faire. Encore une partie de celles qui s'exécutèrent furent-elles trop tardives. Au printemps, la terre ne put être ni fumée, ni nettoyée, ni même labourée convenablement. Nulle part la disparition prématurée du régime de l'an II ne fut plus fâcheuse que dans les régions dévastées.

Le gouvernement et les représentants essayèrent du moins

de leur procurer quelques moyens de culture, principalement des animaux parce qu'ils pouvaient distribuer des chevaux réformés ou des prises de guerre et qu'ils comptaient tirer quelques ressources des Pays-Bas. De l'armée de Sambre-et-Meuse, le département reçut en l'an III différents envois de chevaux, de bovins et de moutons qu'on répartit entre les communes; bien que le nombre en fût tout à fait insuffisant, les municipalités ne s'empressèrent pas, en général, d'en prendre livraison: ils étaient en mauvais état et jugés trop cher; les Districts alors les vendirent aux enchères. Dans les villages plus empressés, le partage, comme toujours, donna lieu à des difficultés: les représentants avaient accordé la priorité à ceux qui, pendant l'invasion, s'étaient réfugiés en France, puis aux citoyens pourvus d'un certificat de civisme, enfin aux indigents; on accusa certaines municipalités de partialité et notamment de laisser les bénéficiaires revendre les animaux qui leur avaient été attribués. Au début de l'an IV, arrivèrent enfin de Hollande les étalons des écuries du prince d'Orange et on essaya de reconstituer un haras dans chaque district, mais sans succès: ils furent vendus plus ou moins promptement après la suppression de ces circonscriptions. Pour la reconstruction des bâtiments et la réfection des instruments aratoires, on obtint seulement, le 28 pluviôse an III, le droit d'importer en franchise les bois belges, et, le 4 fructidor, l'attribution des fers que la République conservait dans ses magasins de Dunkerque. Les usines de Trélon et de la région de Maubeuge furent autorisées, en même temps, à consacrer leurs efforts aux besoins locaux, si bien qu'en pluviôse an IV, le Département renonça aux fers de Dunkerque. En somme, la population dut chercher à se pourvoir comme elle put. A la fin de l'an III, les grands cultivateurs avaient déjà réussi à repeupler en grande partie leurs écuries et leurs étables; mais la crise fut beaucoup plus longue pour les ménagers; en l'an VII, dans

les cantons de Prisches et de Walincourt, on n'avait pas encore réparé les pertes.

On ne peut pas douter que beaucoup de cultivateurs n'aient été très embarrassés en l'an III et que la misère des journaliers n'ait été réelle en l'an IV encore dans les régions dévastées. Néanmoins, il ne faut pas oublier que les documents n'enregistrent que leurs plaintes et qu'en les transmettant au pouvoir central, les administrations avaient une tendance naturelle à exagérer les difficultés. En réalité, les dommages n'étaient pas tels que l'agriculture ne put se relever très vite : deux ans après le commencement de la crise, la récolte de l'an IV fournit assez de ressources pour que la pénurie cessât et que le blé revint au prix de 1787 : l'hiver qui suivit ne fut dur à passer que dans la région d'Avesnes qui ne s'était jamais alimentée par elle-même : or, à s'en tenir aux documents antérieurs, on gagerait que le pays était voué à la disette pour de longues années. L'industrie demeura beaucoup plus languissante, et dans le département tout entier : en sorte que, sur ce point encore, ce furent les ménagers et les journaliers qui furent le plus atteints. Mais l'agriculture se serait relevée très vite, même en l'an III, si la République, qui abandonnait à l'initiative privée la restauration des régions dévastées, avait pu rembourser rapidement la valeur des dommages de guerre.

La Législative avait accordé 150.000 l. le 16 octobre 1792 pour secourir les victimes du pillage de l'ennemi ; mais le Département les employa indistinctement à réparer les dommages de guerre et à secourir les réfugiés. A la fin de l'an II, les pertes de 1792 n'étaient pas encore remboursées. En 1793, les décrets du 27 février et du 14 août promirent solennellement une indemnité aux victimes de la guerre, mais instituèrent le contrôle par l'Etat des estimations, abandonnées jusque-là aux municipalités : le Conseil exécutif fut chargé d'envoyer des commissaires dans les communes pour liquider

sur place les décomptes : il n'en nomma deux pour le Nord que le 29 brumaire. Les procès-verbaux devaient être envoyés aux Comités des secours et des finances qui demanderaient les fonds nécessaires. Le travail fut nécessairement très lent et un nouveau décret, le 26 floréal, chargea les Districts de faire procéder à l'apurement par des délégués choisis dans les communes qui n'avaient pas souffert. Mais, effrayée par les conséquences financières de la libéralité que les autorités locales n'allaient pas manquer de témoigner, la Convention décida, le 16 messidor, qu'aucune indemnité définitive ne serait accordée sinon par décret après examen des dossiers par la Commission des secours publics et rapport concerté par elle avec celle des finances : on maintint seulement les secours provisoires pour lesquels le décret du 14 ventôse avait prévu 20 millions ; cette somme fut accrue par beaucoup d'autres mesures particulières. Ces secours provisoires accordés par le Département et les représentants furent distribués un peu au hasard, pour remédier aux maux les plus immédiats et les plus pressants, principalement aux indigents ou pour l'achat de subsistances. Au 1<sup>er</sup> frimaire an III, le Département avait distribué 1.405.673 l. pour les dommages de 1792 et de 1793, mais les Districts avaient également reçu des secours particuliers, notamment ceux de Lille et de Bergues. Dans les pays dévastés, les états de pertes ne furent établis qu'en l'an III : le District de Valenciennes ne désigna ses commissaires que le 24 pluviôse. L'examen des dossiers à Paris fut naturellement plus lent encore. Sur ces entrefaites, l'assignat perdit toute valeur et la République se trouva sans ressources. Le Directoire ordonna alors, le 29 ventôse an IV, de ramener les estimations à la valeur de 1790. Les municipalités qui avaient pris pour base les tableaux du maximum n'avaient qu'à réduire les états d'un quart, mais pour les autres tout était à recommencer.



Les paiements furent retardés plus encore par le manque de fonds. Le cinquième jour complémentaire, le District de Bergues avait reçu des états de pertes pour un montant de près de 6 millions et demi : il en avait reçu deux ; il prévoyait qu'au total on lui réclamerait douze millions. Or, on payait d'abord les plus pauvres en sorte que les aisés n'obtenaient que de faibles acomptes : dans le canton de Maroilles, le 19 nivôse an IV, ils n'avaient pas encore touché le quart de leurs demandes. Il fallait en outre, pour être admis à l'indemnité, obtenir un certificat de civisme : comme il était délivré par l'autorité locale, des inégalités criantes se trouvèrent ainsi légitimées, sans que les griefs fussent toujours fondés, sans même que la passion politique fût toujours le motif exclusif des préférences qu'on manifestait. La liquidation définitive ayant lieu à Paris, les gens qui avaient des relations, par exemple les commissaires que les administrations chargeaient de missions, en profitèrent pour se faire régler leurs indemnités avant les autres : dès la fin de l'an III, le District de Bergues protesta vigoureusement contre ces agissements qui déconsidéraient profondément le régime. Mais en l'an VI encore, un « négociant parisien » offrait ses services au canton de Bergues pour le recouvrement des dommages qui lui restaient dûs, moyennant une commission de 20% en cas de succès. Or, jusqu'en l'an V, ce fut un grand avantage d'être payé rapidement puisque le papier-monnaie se dépréciait de jour en jour : il est certain qu'en fait, un grand nombre de sinistrés ne reçurent que de faibles sommes et que le emploi à l'identique leur fut complètement impossible. La loi du 19 vendémiaire an VI institua un mode nouveau, que le rétablissement des paiements en espèces avait rendu indispensable : le ministre de l'Intérieur reçut en tout et pour tout, 7 millions et demi à distribuer aux départements éprouvés, ceux de l'Ouest étant mis à part et dotés de 3 millions et demi. Il fut chargé de la



vérification des dommages et il la restitua aux Administrations centrales. La liquidation se poursuivit jusqu'au Consulat. Avec la crise commerciale et monétaire, avec la disette, la répartition si lente et si incomplète des dommages de guerre, si injustement accordée surtout, compta parmi les causes principales qui détachèrent beaucoup de paysans du nouveau gouvernement.

#### IV. - L'ADMINISTRATION ET L'AGRICULTURE SOUS LE DIRECTOIRE ET LE CONSULAT

La détresse financière qui avait compromis la restauration des pays dévastés continua d'exercer pendant toute la période du Directoire son action néfaste; elle rendit vains, en grande partie, les efforts des administrations pour faire fonctionner normalement les différents services publics qui intéressent la prospérité des campagnes.

Les ministres du Directoire, comme les Commissions de l'an II, cherchèrent à encourager l'agriculture et n'épargnèrent pas non plus les enquêtes et les circulaires. Le 3 floréal an VI, il fut recommandé à l'Administration centrale de favoriser le rétablissement des sociétés d'agriculture; le 19 frimaire an VII, elle désigna six personnes de Douai et des environs en les chargeant de s'adjoindre telles autres qu'elles voudraient et de nommer des correspondants cantonaux. La société fut installée le 30 germinal. En l'an VI et en l'an VII, le ministre provoqua des enquêtes dans les cantons sur les améliorations apportées à l'élevage et sur le progrès des plantations. On essaya aussi de tirer parti de la fête décadaire consacrée à l'agriculture le 10 messidor de chaque année. Au cours de la cérémonie, les cultivateurs qui s'étaient distingués étaient cités en exemple; en l'an VII, ils reçurent comme récompense des collections de la *Feuille du*

*cultivateur*. On demanda aux municipalités d'envoyer la plus belle toison et des échantillons de laine pour être exposés à la fête célébrée à Paris. La société d'agriculture fut invitée à s'associer à ces recherches. C'était un premier essai de comice agricole, à la fois local et national. Quelques cantons s'y intéressèrent. A Ghyvelde, l'agent obtint la création d'une prime en faveur des plantations. Malheureusement, la tentative se trouvait associée aux fêtes décadaires qui, dans l'état de l'opinion, apparaissaient comme des manifestations politiques auxquelles les paysans ne participaient guère. Le Consulat, qui les supprima, ne paraît pas avoir repris, sous une autre forme, les concours locaux et annuels essayés par le Directoire.

Des tâches plus pressantes s'imposaient d'ailleurs à l'administration. Il fallait avant tout dessécher les régions inondées, rétablir les voies de communication, réorganiser la police rurale et assurer la sécurité : en un mot, les mêmes nécessités qui sollicitaient l'attention des premiers fonctionnaires de la Révolution, entre 1790 et 1792, exigeaient, plus impérieusement encore, celle des agents du Directoire. Ce n'étaient pas les lumières, ni le zèle qui leur manquaient. Mais la tâche était devenue beaucoup trop lourde et les obstacles s'étaient accrus. D'abord l'argent faisait défaut et, sans lui, le succès était impossible. D'autre part, comme on l'a déjà montré, l'action de l'Administration centrale sur les municipalités de canton, formées de paysans, était faible et les commissaires du Directoire étaient plutôt des agents de renseignement que d'exécution. Enfin le gouvernement central n'inspirait pas confiance : les mesures révolutionnaires, d'ordre politique, surtout à partir du 18 fructidor, donnaient à penser qu'un jour ou l'autre, on verrait reparaître les réquisitions et le maximum ; les premières d'ailleurs ne cessèrent jamais complètement : les parcs de Bergues, Lille et Dunkerque, rétablis en l'an IV, existaient encore en

l'an V et le 15 pluviôse an VI on réquisitionna un cheval sur trente; toutes les suggestions de l'Etat prêtaient au soupçon et, plus que jamais, chaque village, ne pensant qu'à soi, était porté, du premier mouvement, à la résistance passive. Ce fut pour cette raison que le Consulat marqua une ère nouvelle. Il ne poursuivit pas d'autres fins que le Directoire; il ne surmonta pas les difficultés sans beaucoup de lenteur. Mais, outre qu'il désarma peu à peu beaucoup d'adversaires politiques, il parvint graduellement à se faire mieux obéir en restaurant la centralisation, en ôtant aux paysans le droit de s'administrer eux-mêmes et en réorganisant la répression. Alors les besoins des cultivateurs purent être assez promptement satisfaits.

Au moment où la Constitution de l'an III fut mise en vigueur, les travaux de dessèchement avaient fait peu de progrès. En l'an III, on avait pu mettre fin à la plupart des inondations stratégiques, mais les fossés n'étant pas faucardés régulièrement et les digues étant dégradées, souvent rompues, l'irruption des eaux recommençait continuellement dans la plaine de la Scarpe et dans celle de l'Escaut et de la Haine. Le 12 nivôse an IV, l'Administration centrale convoqua les commissaires des cantons de la Scarpe qui convinrent de la nécessité d'entreprendre un travail d'ensemble et d'en mettre les frais à la charge des communes, comme étant d'intérêt local: elles feraient les avances et furent autorisées provisoirement à percevoir une taxe. Le Corps législatif, saisi de la question, fixa l'imposition à 20.000 livres, le 14 fructidor an V; la demande devait être renouvelée chaque année et il y fut de nouveau satisfait le 23 prairial an VII. Le 4 fructidor an IV, l'Administration centrale rétablit un préposé nommé par elle et chargé de dresser les devis; le 16 messidor an V, on lui confia également la surveillance des travaux et la direction des écluses. Les premiers devaient être mis en adjudication: après avoir consulté les

cantons, l'Administration en fixait la date et les comptes lui en étaient soumis. Mais l'impôt rentra d'autant plus difficilement qu'on imposa toutes les terres sans distinction et que les municipalités montrèrent une inertie inconcevable: il fallut les contraindre elles-mêmes à l'action par l'envoi de garnisaires. Aussi les travaux n'avancèrent guère et l'an VII ayant été fort pluvieux, les inondations recommencèrent. Au début de l'an VIII, le préposé jugeait la situation alarmante: les digues étaient à relever et à élargir sur 16 kilomètres et 18 à 20.000 mesures de terre étaient menacées de submersion. Ce fut sous le Consulat que l'affaire se régla définitivement: un arrêté préfectoral du 23 frimaire an X confia les travaux aux Ponts-et-Chaussées qui, dans le courant de l'année, assurèrent l'évacuation des eaux stagnantes. Les frais furent mis à la charge non des communes, mais des seuls propriétaires intéressés et le préfet s'attribua le droit de nommer cinq répartiteurs parmi eux et trois percepteurs, la région étant divisée en trois sections. Pour les dessèchements de l'Escaut et de la Haine, une loi du 4 pluviôse an VI autorisa le rétablissement de l'association des intéressés disparue en 1789. Le régime définitif fut également fixé par le préfet, le 23 thermidor an VIII et les 3 et 9 floréal an IX: il demeura plus conforme aux principes de la Révolution. Les propriétaires de chaque commune nommaient des délégués en nombre proportionné à la surface intéressée et ceux-ci, assemblés, élixaient des syndics chargés de la perception des taxes et de l'administration, toutes leurs décisions étant subordonnées à l'approbation préfectorale.

Dans les wateringues, les difficultés furent plus grandes encore. Ce fut seulement dans l'hiver de l'an III que l'autorité militaire autorisa l'évacuation des eaux. Encore, les eaux saumâtres continuèrent-elles à imprégner beaucoup de terres qui demeurèrent impropres à la culture: on s'en plaignait toujours en l'an VII. Dès messidor an II, le District

avait ordonné le faucardement des watergands; mais, en vertu de l'arrêté du 28 février 1793, c'était le Département qui devait fournir les fonds. Or, la Commission des travaux publics refusa de l'approuver et accorda seulement, le 12 floréal an III, 31.000 livres sur les 510.000 attribuées au Nord pour la navigation. Vers le même temps, les adjudicataires des travaux refusaient de les exécuter à cause de la hausse des prix; le 18 thermidor, le District ordonna donc aux municipalités d'en désigner de nouveaux et d'avancer les fonds. Le 11 fructidor, il critiqua d'ailleurs très vivement l'arrêté de 1793, déclara indispensable d'en revenir à une imposition locale et prescrivit en effet de répartir le montant des adjudications sur les terres intéressées au marc la livre de l'imposition foncière de 1789. Mais la formation des administrations de canton remit tout en question. Elles se plaignirent des inondations pour demander un dégrèvement de contributions; mais, en même temps, celle du canton de Bergues invita l'Administration centrale à conserver l'entretien à sa charge; quelques-unes, en attendant, entreprirent certains travaux à leurs frais, mais d'autres protestèrent. Comme un concert était nécessaire, les municipalités de Bourbourg et du canton de Bergues prirent l'initiative de conférences entre les délégués des cantons: mais celui d'Hondschoote se refusa absolument à créer une administration commune, n'ayant, disait-il, aucun intérêt aux travaux opérés dans l'Ouest, il prétendait demeurer autonome. En l'an V, l'Administration centrale, après enquête, aboutit aux mêmes conclusions que l'ancien District: l'arrêté du 28 février 1793 fut rapporté « comme contraire aux dispositions des lois et à la constitution » et tous les frais mis à la charge des propriétaires intéressés; leurs terres ayant été imposées sur le même pied que les autres, on leur accorda un dégrèvement équivalent aux taxes levées depuis l'an III pour l'entretien des watergands. Un impôt de 40.000 livres fut autorisé par les lois des



14 fructidor an V et 23 prairial an VII. Provisoirement, la région fut divisée en trois arrondissements, puis en quatre, le 15 nivôse an VI. A leur tête, l'Administration centrale plaça des préposés nommés après concours: eux aussi dressaient les devis et surveillaient les travaux mis en adjudication par arrondissement. Mais la loi du 4 pluviôse an VI compromit cette organisation en accordant aux propriétaires le droit de se réunir pour délibérer sur leurs intérêts communs, sous réserve d'avertir le canton et de faire ratifier leurs décisions par l'Administration centrale; leurs agents ou syndics furent investis du droit d'ester: il ne se créa point dans le Nord d'organisation nouvelle, mais les contestations reprirent de plus belle; le canton d'Hondschoote continua à protester; les taxes rentrèrent difficilement; l'an VI s'écoula sans qu'on eût fait les travaux nécessaires; en l'an VII, les inondations recommencèrent et cependant, en thermidor, on n'avait encore adjugé que le faucardement de quelques canaux qui s'exécutait d'ailleurs fort mal, faute de paiement.

L'arrêté préfectoral du 28 fructidor an VIII mit fin aux discussions: il rétablit l'autonomie des sections. Mais le 8 floréal an IX, le préfet s'attribua, comme dans la région de la Scarpe, la désignation des cinq commissaires qu'il chargea de remplir les fonctions attribuées en l'an VI à l'assemblée des propriétaires en autorisant seulement ceux qui possédaient plus de 200 mesures à s'agréger à la commission. Ce régime autoritaire fut abandonné le 21 floréal an X: tous les propriétaires de cent mesures au moins furent réunis chaque année, par section, avec un délégué de chaque conseil municipal, pour délibérer sur l'administration et nommer deux syndics. Puis, le 16 fructidor an XII, l'arrêté rendu en l'an X pour la vallée de la Scarpe fut étendu aux wateringues. Ainsi l'administration du Consulat n'hésita guère moins que celles qui l'avaient précédée: seulement, elle ne se donna le choix qu'entre des solutions autoritaires et, chemin faisant, fit exécuter les travaux.



A cette époque, les Moères se retrouvaient dans l'état où d'Hérouville les avait laissées en 1783: l'épuisement des eaux amenées en 1793 avait été achevé en l'an V, mais tous les arbres avaient péri et les cultures étaient encore peu étendues. Le 28 nivôse an XII, un arrêté ordonna de reconstruire l'écluse de Coebergher à Dunkerque, afin de continuer le dessèchement: on dut rejeter encore une fois la protestation des communes à wateringues qui prétendaient n'y pas contribuer. D'ailleurs, pour tout ce qui concernait le service des eaux et la navigation, l'organisation était encore à mettre au point. En l'an XII, le préfet critiquait avec raison son état chaotique: plusieurs écluses demeuraient aux mains du génie militaire et, pour les autres, le service était assuré par les départements. Dans l'un et l'autre cas, le Nord était exposé à de graves accidents; le génie et les départements belges ne se prêtaient pas facilement aux mesures que sa situation réclamait.

Les forêts et plantis n'étaient pas en meilleur point que les dessèchements. En l'an IV, les dilapidations qui avaient commencé en 1789 continuaient toujours. Dans les bois de Flines, on en venait à abattre la futaie; dans ceux de St-Amand et du Cambrésis, on opérait à main armée; les municipalités des cantons se gardaient d'intervenir et, entre communes, on faisait de ces bois «un partage de famille»; les gardes se déclaraient impuissants et certains concouraient au pillage; d'ailleurs, on n'exerçait aucune poursuite. En l'an V, l'administration forestière reprit quelque assiette, bien que les gardes fussent toujours mal payés. L'Administration centrale vit affluer les demandes tendant au maintien du droit de paisson dans les forêts devenues presque toutes nationales: elle exigea des titres. Parmi les paysans, le mécontentement fut grand: un des profits les plus clairs de la révolte agraire s'évanouissait ainsi. Il fallut accorder bon nombre de permissions. Le 23 vendémiaire an VIII, un

attroupement de femmes armées de fourches délivrait encore un voleur de bois que les gendarmes avaient arrêté à Mecuignies; en l'an XII, Dieudonné reconnaissait que le nombre des procès-verbaux était encore très faible et la surveillance insuffisante. La situation n'était guère meilleure dans les dunes: les concessions accordées sous l'Ancien Régime y avaient été contestées pendant toute la Révolution et les oyats dévastés.

Sous le Directoire, le gouvernement multiplia les exhortations pour que du moins les cultivateurs plantassent dans leurs jardins et leurs vergers: en l'an VII, à la fête de l'agriculture, on cita quelques exemples heureux. Mais en général, les tentatives furent découragées par les dommages que l'on causait impunément aux arbres des particuliers comme à ceux de la nation et, en outre, on manquait de ressources. En l'an V, le gouvernement avait abandonné à la ville de Valenciennes les arbres qui subsistaient dans la pépinière de Raismes et mis le terrain en vente. En l'an VIII, on entreprit de faire replanter les routes par les adjudicataires des barrières, mais le succès fut mince. L'administration reprit le travail sous le Consulat; mais en l'an XII, les grandes routes ne possédaient pas le tiers des arbres nécessaires. L'arrêté préfectoral du 23 floréal an XI décida que les riverains planteraient le long des chemins vicinaux, avant le 1<sup>er</sup> floréal an XV, les espèces étant déterminées par le conseil municipal; une prime serait accordée pour les arbres qui, au bout de trois ans, seraient d'une belle venue. Les municipalités devaient planter leurs places et leurs flégards. Mais le trait essentiel était le rétablissement de la sauvegarde des communautés: sur ce point aussi, on se trouvait ramené à l'Ancien Régime.

Pour les routes, les mêmes causes produisirent des effets comparables. Pour celles qui étaient à la charge de la nation, l'Administration centrale s'efforça de faire respecter les règle-

ments sur le roulage rétablis en principe en l'an III et réclama des fonds que le gouvernement promit. Au printemps de l'an V, les approvisionnements étaient faits et les ingénieurs firent commencer les travaux. Mais le 22 prairial, l'entrepreneur Quenesson, se trouvant en avance de 50.000 livres et ne recevant plus rien, déclara qu'il était obligé de les suspendre. Le 7 nivôse an VI, l'Administration centrale était réduite à exposer aux habitants du Nord que le gouvernement, toujours incapable de tenir sa promesse, avait invité les administrations municipales, par une proclamation du 22 frimaire, à reprendre l'entretien au moyen de souscriptions ou de corvées volontaires! Un peu auparavant, le 14 brumaire, une loi avait rétabli les péages aux barrières afin de pourvoir aux dépenses des routes: c'était faire revivre les entraves à la circulation que les cahiers avaient si vivement critiquées. Les paysans furent atteints: le canton de Bergues fit remarquer qu'il n'était pas juste qu'ayant cinq kilomètres à faire pour aller à la ville, un laboureur payât comme le voyageur qui en parcourait cent, qu'on le faisait payer quand il arrivait aux barrières de Bergues par les chemins vicinaux, qu'on allait faire renchérir encore les engrais. Malgré l'institution de ces redevances, tout ce que put faire l'Administration centrale, en l'an VII, fut de réparer les plus mauvais pas. Le Consulat s'écoula sans qu'on fît beaucoup de progrès. En l'an XI, 101 barrières, qu'on adjugeait depuis l'an VIII, rapportaient plus de 400.000 francs; en l'an X, on avait pu recommencer à travailler aux routes de Paris à Mons, Ostende et Anvers; mais le préfet, en l'an XII, demandait 800.000 francs pour achever la réfection du réseau entier.

Pour les chemins vicinaux, la réforme envisagée au début de la Révolution et réalisée dans quelques communes fut abandonnée. Le 1<sup>er</sup> germinal an IV, l'Administration centrale décida que les riverains exécuteraient désormais les ré-

parations ordinaires et le curement des fossés avant le 20 floréal, faute de quoi la municipalité y procéderait à leurs frais et les ferait condamner, au profit des pauvres, à une amende de vingt-cinq journées de travail au maximum. Les réparations extraordinaires, déterminées par la municipalité, seraient mises en adjudication et payées par la communauté. Le 7 thermidor an V, les administrations de canton furent invitées à faire restituer les emprises. On trouve bien, çà et là, dans leurs délibérations des ordres conformes à ces prescriptions, mais il n'est que trop certain qu'ils furent très imparfaitement exécutés et il n'en alla pas autrement sous le Consulat. Le 13 floréal an IX, le préfet réglementa de nouveau l'entretien et il le fit vérifier par ses commissaires; mais en vendémiaire an XI, comme l'un d'eux s'était rendu à Rumegies, il fut injurié et maltraité; la même année, Boissier, dans sa réponse à l'enquête de Bottin, attestait que les maires ne faisaient pas mieux que leurs prédécesseurs: « tout est tombé en ruines; rien ne se fait; dans très peu de temps, cette contrée ne sera plus qu'un cloaque ». Cependant la statistique préfectorale assurait, l'année suivante, que deux ans suffiraient pour tout rétablir: il faut entendre évidemment que les chemins se retrouveraient dans le même état qu'en 1789, c'est-à-dire fort mauvais encore.

Ce fâcheux état des chemins vicinaux n'était qu'un témoignage, entre beaucoup d'autres, du relâchement de la police rurale. Le Directoire et l'Administration centrale sentirent fort bien la nécessité de la rétablir. L'administration rappela aux municipalités les lois sur la chasse; la loi du 24 pluviôse an IV réglementa l'échenillage. Mais tout dépendait du zèle des municipalités, de la nomination et, plus encore, de la rémunération régulière de gardes champêtres; ceux-ci mêmes avaient besoin d'être aidés de temps à autre par les gendarmes: or, ils étaient en petit nombre et n'avaient pas de chevaux. On continua donc à se plaindre des délits

ruraux jusqu'au Consulat: ce fut alors qu'on remit en vigueur les lois sur la clôture et les anciens règlements relatifs à la vaine pâture pour effacer les dernières traces de la révolte agraire.

Sous le Directoire, les cultivateurs eurent un bien autre sujet d'inquiétude: la mendicité, qui avait fait de si grands progrès en l'an III, tendait toujours à dégénérer en brigandage; en l'an IV, il prit des proportions désastreuses; tandis que les sommeurs multipliaient les incendies, il se forma des bandes de malfaiteurs, auxquels un de leurs procédés favoris valut le nom de chauffeurs, mais qui se signalèrent aussi par d'épouvantables assassinats. La vallée de l'Aa, les cantons d'Haubourdin, de Quesnoy, de Roubaix et de Tourcoing, la région de Condé et de St-Amand se plaignirent particulièrement; le Hainaut et le Cambrésis surtout furent épouvantés par les exploits de la bande dirigée par le fameux Moneuse qui finit par être capturé en l'an V et qui fut décapité à Mons avec un de ses complices. Il y eut un assez grand nombre d'exécutions capitales et il semble que les crimes atroces furent un peu moins fréquents en l'an VII; mais le canton de Bergues, par exemple, continuait à souffrir, à ce moment et en l'an VIII, de la mendicité et du vagabondage. L'Administration centrale avait un autre motif de s'inquiéter: l'insuffisance de la police laissait carte blanche aux émigrés et aux prêtres réfractaires; l'exécution des lois relatives aux passeports et à la surveillance des hôtes de passage étant confiée aux municipalités, elles demeuraient lettre morte. Aussi essaya-t-elle de remettre, comme on l'a dit, la garde nationale en activité et de la transformer en colonnes mobiles; elle y réussit après le 18 fructidor; mais, bien qu'elle eût invoqué la nécessité de réprimer le brigandage, ces troupes servirent surtout à faire rejoindre les conscrits et à intimider les contre-révolutionnaires. Sous le Consulat, le service de la gendarmerie rede-

vint effectif, mais la criminalité demeura très forte. En l'an XII, Dieudonné attribuait un sixième des incendies à la malveillance. En l'an IX, on avait capturé une bande dont le chef fut guillotiné; mais en l'an X, les sommations recommencèrent: à ce moment sévissait une terrible crise de cherté et les causes qui avaient développé le brigandage étaient toujours en action. Ce fut très lentement que l'Empire réussit à rétablir un ordre semblable à celui qui régnait avant la Révolution.

## V. - L'AGRICULTURE À LA FIN DU CONSULAT

Les graves imperfections de l'action administrative sous le régime directorial ne sont que trop évidentes et ce fut seulement à la fin du Consulat que l'amélioration devint visible. Pourtant l'agriculture ne cessa pas de faire des progrès et il n'est pas douteux que, si les ménagers et les journaliers continuèrent à souffrir, la bourgeoisie rurale ne jouît d'une grande prospérité.

Les arbres épars et les bosquets avaient en grande partie disparu et on peut dire que le défrichement, poursuivi depuis tant de siècles, était arrivé à peu près à son terme. Les prairies, au contraire des bois, avaient gagné du terrain: c'était une des conséquences de la vente des biens nationaux et du partage des communaux; le très petit propriétaire ou occupateur avait souvent plus de profit à élever un peu de bétail qu'à faire labourer sa terre par le cultivateur. A Ennevelin, l'étendue s'en était accrue de moitié. Il est vraisemblable que les potagers et même les vergers avaient dû s'étendre aussi pour la même raison. Enfin la petite culture avait fait des progrès sensibles. Dans l'arrondissement de Lille au moins, la culture à bras avait pris une grande extension. Le



nombre des charrues à un cheval s'était aussi accru, tandis que celui des charrues à deux chevaux diminuait. A Ennevelin, 87 bonniers étaient cultivés à bras en l'an IX contre 76 en 1789; il s'y trouvait 27 charrues à un cheval au lieu de 21 et 44 à deux chevaux contre 49: au total, la garniture des fonds se trouvait d'ailleurs augmentée d'une charrue et de quatre chevaux. La Pévèle, il est vrai, n'avait pas été très éprouvée par la guerre: cet exemple prouve du moins que, dans le Nord, l'extension de la petite exploitation n'avait pas nécessairement entraîné une réduction de l'outillage et, certainement, elle valait à la terre des soins plus attentifs encore. Pas davantage n'avait-elle suspendu le progrès des cultures riches empruntées à la région lilloise. La guerre, il est vrai, les avait beaucoup favorisées: débarrassées de la concurrence des huiles hollandaises, les graines grasses avaient quadruplé leur prix. Aussi la production du colza s'était accrue dans les arrondissements de Dunkerque et de Douai; la navette s'était introduite dans ceux d'Avesnes et de Cambrai; la culture de l'œillette s'était beaucoup développée, depuis 1789, non seulement en Flandre wallonne, mais dans le Hainaut et le Cambrésis; celle de la cameline, devenue importante dans l'arrondissement de Lille, gagnait aussi vers le Sud. Le lin lui-même, s'il avait continué à perdre du terrain dans la région lilloise, en avait gagné dans la Pévèle et son domaine s'était agrandi. A Ennevelin, en Pévèle, la superficie cultivée en colza s'était accrue de moitié et en lin d'un tiers, tandis que les céréales diminuaient légèrement; à Pecquencourt, dans la vallée de la Scarpe, le seul changement notable signalé en l'an IX, par rapport à 1789, était le progrès du colza au détriment du haricot. En l'an VI, la guerre contre les Etats-Unis avait provoqué aussi l'extension du tabac dans les districts méridionaux. La pomme de terre surtout, depuis l'an II, faisait des progrès rapides. La statistique de l'an XII mentionne expressément l'introduc-

tion de chacune de ces cultures dans l'arrondissement d'Avesnes, c'est-à-dire évidemment dans la région située au Nord de la Sambre qui avait autrefois constitué la plus grande partie du district du Quesnoy et qui, en 1789, demeurait encore réfractaire à l'exemple de la Flandre. La culture de la garance, depuis la disparition des primes et des exemptions, avait été abandonnée; mais à Onnaing, vers l'an VII, on avait entrepris celle de la chicorée, succédané du café, dont les progrès furent prompts et qui était destinée sous l'Empire à une grande prospérité. Enfin les cultures fourragères, encouragées par la cherté du bétail, s'étaient également étendues: la betterave et le chou-collet s'étaient introduits dans les anciens districts de Douai et de Valenciennes.

La diminution du cheptel, à laquelle on attribuait volontiers le renchérissement des comestibles, fit l'objet de plaintes réitérées lors de l'enquête de l'an IX et fut, comme on l'a dit, le grand argument invoqué contre le partage et le défrichement des communaux. Mais la Révolution n'avait fait à cet égard que poursuivre la réduction de l'élevage extensif entreprise par l'Ancien Régime: cette réduction avait même été atténuée, en beaucoup d'endroits, par la violation des règlements sur la vaine pâture et la reprise du pâturage dans les forêts. En réalité, la diminution du troupeau était due surtout à la guerre et aux épizooties et, en l'an IX, les pertes étaient déjà en grande partie réparées: Boissier reconnaissait que, dans la région de Bergues, le mal s'atténuait et aurait bientôt disparu. Il est sûr d'ailleurs qu'en certains villages, la division du sol avait favorisé le progrès de l'élevage: à Ennevelin, on nourrissait 120 chevaux en l'an IX au lieu de 116 en 1789, 545 vaches et bœufs au lieu de 528, 69 veaux au lieu de 58 et l'on produisait 387 quintaux de beurre au lieu de 300. Les moutons étaient en diminution, mais c'était là un phénomène qui n'était pas nouveau;

c'était à la crise due à l'invasion qu'on pouvait rapporter au contraire celle des porcs et de la volaille.

Sans nul doute, les progrès de l'agriculture résultaient principalement, comme avant 1789, de la hausse des denrées. Après la crise de l'an III et de l'an IV, on ne revint, suivant l'habitude, aux prix d'autrefois que par exception. En l'an V, le blé descendit à 14 l. 10 s. l'hectolitre à Bergues; en l'an VI, il tomba à 13 l.; mais aussitôt après, en l'an VII, il revint à 17 l. Ensuite une nouvelle crise de cherté commença: en l'an X, elle ramena les prix au niveau de 1789, et il en alla de même les années suivantes; la circulation avait repris et on vendait librement des grains dans la Belgique devenue française; les genièveries étaient devenues très nombreuses; en outre au printemps de l'an VII, la réquisition sema l'alarme et elle reparut de nouveau au début de l'an XII. L'hectolitre dépassa 17 l. et finit par approcher de 23 l. en l'an VIII; après être descendu au-dessous de 22 l. en l'an IX, il progressa, en l'an X, jusqu'à 26 l. 10 s. Le blé s'était donc mal vendu sous le Directoire et c'est ce qui avait contribué sans doute au marasme de l'agriculture, mais il se vendit très cher sous le Consulat et ce fait a une certaine importance politique, car la bourgeoisie rurale juge volontiers le régime aux bénéfices qu'elle réalise sous sa domination. Les autres produits agricoles eurent pareille fortune. La botte de lin valait 20 s. au marché de Bergues au printemps de l'an IV; en l'an IX, elle se vendit de 20 à 30 s.; en l'an X, de 30 à 36 s. La pièce de beurre coûtait de 12 à 20 s. en l'an IV; elle atteignit 30 s. dans l'hiver de l'an XI. Les fourrages qui se traitaient à 30 l. le quintal en 1790 étaient tombés à 16 l. 10 s. au printemps de l'an IV; pendant l'hiver ils se tinrent entre 30 et 40 l.; en l'an XI, ils étaient à 44 l. 10 s. En l'an IX, Boissier estimait la hausse à un tiers au moins par rapport à 1789, plus souvent à 50% ou davantage, suivant les denrées. A ce moment, la crise de

cherité avait commencé, mais on se montrera sûrement très modéré en évaluant le renchérissement à 25% en moyenne et il importe de remarquer que les graines grasses se vendaient quatre fois plus cher.

L'augmentation des prix étant d'ordre général, le cultivateur en supportait les conséquences pour une part : l'entretien des bâtiments, les engrais et les semences lui coûtaient plus cher; le charron et le maréchal lui prenaient davantage. Dieudonné ne parle même du renchérissement que pour s'apitoyer sur le sort de l'exploitant, obligé à de telles avances; Boissier affirme même que l'amendement et la fumure en étaient diminués. D'autre part, la hausse des salaires aussi s'était consolidée dans une certaine mesure. Il ne faut pas oublier que la nourriture en constituait généralement la plus grosse part; la fraction payée en argent accusait, suivant Boissier, une augmentation de 50%. Mais plusieurs municipalités de la région de Bergues furent moins pessimistes que lui et la statistique de l'an XII la ramène, pour l'ensemble du département, à 30% : bien que le préfet s'élevât avec vivacité contre les exigences des salaires, elle ne correspondait guère qu'au renchérissement moyen des denrées; certainement, ceux qui n'étaient pas nourris ou payés en nature n'y trouvaient pas leur compte et, en tout cas, les journaliers souffrirent beaucoup, encore une fois, de la crise de l'an X. Si, d'autre part, on examine les dépenses de l'exploitation de seize bonniers qui avait déjà servi de base aux calculs de Montlinot et que Dieudonné reprit comme exemple, on constate que les salaires en espèces des domestiques de la ferme et des artisans qui concouraient à l'entretien constituaient seulement 11 à 12% des dépenses, les engrais et les semences 18 à 19%; le bénéfice du fermier, tous frais faits et ses dépenses personnelles acquittées, s'élevait en l'an XII à 1.282 francs, soit 12,37% de la dépense totale. D'après cela, si l'on admet que les salaires et les

denrées avaient pareillement augmenté de 25% en moyenne, depuis 1789, le calcul montre que les estimations de Dieudonné n'auraient fait ressortir pour cette dernière année, les charges de toutes sortes étant supposées les mêmes, qu'un bénéfice de 671 francs, soit 7,70 de la dépense totale. Celle-ci comprend les produits de la ferme qui étaient consacrés à la nourriture du bétail et des exploitants, estimés au prix que le cultivateur en aurait tiré s'il les eût vendus: c'est pourquoi la proportion du profit ne progressait de 1789 à l'an XII que de 4,6%, alors que l'encaisse net augmentait du double. A chaque crise de cherté, la même équivoque ne manque jamais de mettre en conflit citadin et paysan: la comptabilité de ce dernier est irréprochable, et il prétend que l'accroissement de ses profits est très faible; mais il n'en est pas moins vrai que l'argent liquide dont il dispose augmente dans une proportion beaucoup plus forte, en sorte que son pouvoir d'achat et son rôle social deviennent sensiblement plus importants. A coup sûr, la bourgeoisie rurale profitait de la hausse des denrées.

Or, les charges foncières n'étaient pas demeurées les mêmes: la dîme et les redevances féodales, pour ne pas parler des rentes foncières proprement dites, avaient disparu, sans que l'augmentation de l'impôt compensât complètement l'allègement qui en résultait. Accroissement du revenu, diminution des charges: normalement, le fermage aurait dû être plus élevé à la fin du Consulat qu'en 1789. Ainsi en était-il, d'après Dieudonné, pour les labours de première et de deuxième qualité dans l'arrondissement de Lille et surtout dans celui d'Hazebrouck. Les baux enregistrés indiquent aussi une légère hausse dans le premier: 9.047 hectares en l'an XIV étaient loués en moyenne 75 fr. 90, charges non comprises, et 2.316 hectares, 102 fr. 90, impôt compris, soit 75 fr. 60 en le déduisant; or en 1788, les baux du tabellion font ressortir une moyenne de 74 l. 9 s., impôt en sus. Si



l'on en croit Boissier, il en était de même dans l'arrondissement de Dunkerque, mais ses affirmations ne furent pas adoptées par Dieudonné qui conclut au statu quo et elles ne sont point confirmées par les baux enregistrés en l'an XIV qui manifestent au contraire une diminution par rapport à ceux de 1791-92. Quant à la région méridionale, le taux paraît être demeuré invariable. La population, qui avait légèrement diminué dans l'ensemble du département, avait pourtant augmenté dans les campagnes : la crise industrielle, la pénurie et le haut prix des denrées, les difficultés d'ordre politique avaient ramené dans les villages beaucoup d'ouvriers et aussi des propriétaires. Il est cependant possible que la demande de terres en location eût diminué : beaucoup de cultivateurs étant devenus propriétaires, il leur fallait un peu moins de terres pour vivre ; beaucoup de journaliers, par le partage des communaux, la vente des biens nationaux et le morcellement des exploitations avaient obtenu en toute propriété ou en location la parcelle qui était proportionnée à leurs moyens ; ceux qui cherchaient à s'établir préféraient peut-être l'achat d'une terre à la location, à cause de la baisse, très forte, de la valeur vénale. Enfin, la crise industrielle déprimait peut-être aussi ceux des manouvriers qui, n'ayant pu tirer aucun profit de la Révolution, auraient dû, en temps normal, continuer à solliciter les propriétaires. Il est possible aussi que la détérioration des fonds, au cours de la crise agricole, ait provoqué, dans beaucoup de régions, la stagnation des fermages. Mais on ne peut guère douter non plus que la crise politique et sociale n'ait contribué largement à empêcher les propriétaires d'user de leurs droits. L'insécurité des campagnes ne provenait pas seulement des mendiants et des vagabonds et les sommeurs n'étaient pas tous des brigands : des acquéreurs de biens nationaux eurent des difficultés avec leurs locataires et on signala en l'an VII, puis sous l'Empire, de nombreux faits de mauvais gré. On peut



ajouter encore que beaucoup de nouveaux propriétaires devaient se trouver satisfaits des anciens taux de fermage : la terre avait subi en effet une dépréciation énorme. D'après la statistique de l'an XII, elle était de 25 à 30% en Flandre, de 40 à 50% dans le Hainaut et le Cambrésis. Les actes enregistrés dans l'arrondissement de Lille en l'an XIII donnent pour 1.668 hectares, une moyenne de 2.212 fr. 75 contre 2.931 l. 14 s. en 1788, soit une diminution de peu inférieure à 25%, ce qui confirme une fois de plus l'enquête de Bottin. Cette baisse s'explique facilement par la vente des biens nationaux et par le haut prix de l'argent qui détournait les fonds disponibles vers les placements mobiliers; mais il n'en résultait pas moins que, sans augmentation des fermages, le revenu foncier avait été porté à 5 ou 6% et il était bien entendu infiniment supérieur pour les acquéreurs de biens nationaux.

Quoi qu'il en soit, il est incontestable que les fermages n'ayant guère changé, le fermier gagnait plus d'argent à la fin du Consulat qu'une quinzaine d'années auparavant : certainement cet avantage devait varier d'une région à l'autre et il devait être d'autant moins sensible que l'occupation était plus petite. « Les locataires assidus au travail, disait Boissier, se soutiennent lorsqu'ils sont exempts d'accidents, élèvent leur famille et n'acquièrent d'autre aisance que celle de pouvoir établir leurs enfants dans le même état; peu d'entre eux s'enrichissent ». Il est bien évident que la Révolution n'avait pas pu faire du fermage une spéculation lucrative, mais cette constatation ne justifie pas le ton chagrin du mémoire de Boissier, et Bottin, dans la statistique de l'an XII, lui a répondu indirectement; après avoir essayé d'évaluer le profit du fermier, il ajoute : « Il y aurait une réponse bien plus péremptoire encore à faire à ceux qui se plaisent à atténuer les produits de l'agriculture : entre les mains de qui sont passées depuis dix ans et passent encore

tous les jours les propriétés foncières rurales? n'est-ce pas celles des habitants des campagnes? donc il y a des bénéfices, des épargnes à faire dans la culture; argument sans réplique»; en effet, et qui se trouve confirmé par ce que nous avons dit de l'acquisition de la terre par les paysans, au moment où paraissait le livre de Dieudonné. Mais, dans ces conditions, il n'est pas besoin d'insister sur l'amélioration que la Révolution avait assurée à tous les paysans qu'elle avait débarrassés du fermage même, en leur permettant d'accéder à la propriété.

## CHAPITRE XI

### LA COMMUNE RURALE PENDANT LA RÉVOLUTION

#### I. - LES CLASSES RURALES; LE PROLÉTARIAT ET L'ASSISTANCE

En dépit de la crise que nous venons de décrire, il résulte évidemment de toute notre étude que la bourgeoisie du village sortit de la Révolution plus riche, plus puissante et aussi plus nombreuse. Certes les grands fermiers, autrefois au service des ecclésiastiques et des nobles, étaient un peu plus rares, mais les cultivateurs indépendants, souvent propriétaires d'une partie de leur exploitation, s'étaient multipliés. L'abolition de la dîme et des redevances foncières leur avait assuré des avantages que l'augmentation des impôts n'avait atténués qu'en partie et que le fermage, demeuré à peu près invariable, n'avait pas encore restreints. Propriétaires ou locataires, ils profitaient du renchérissement des denrées. Dans l'avenir le fermage devait croître, mais la liberté commerciale, l'augmentation de la population et la protection douanière ouvraient au producteur agricole une perspective indéfinie de bénéfices compensateurs. Sur les ménagers et journaliers, l'autorité économique de la bourgeoisie rurale demeurait intacte et la Constitution de l'an III lui avait rendu l'administration du village: le Consulat allait la lui

conserver avec bien plus de stabilité encore. Un grand nombre de ménagers qui avaient amélioré leur situation et de journaliers, devenus propriétaires ou locataires de quelque parcelle, constituaient maintenant comme une petite bourgeoisie rurale que ses intérêts détachaient du prolétariat agricole et qui, tout en conservant des tendances démocratiques, devait, pour l'essentiel, faire cause commune avec les cultivateurs et les fermiers. La guerre avait causé trop de dommages pour qu'au début du Consulat, les conditions d'existence se trouvassent sensiblement modifiées. Cependant, à certains signes, on reconnaît que, sous le Directoire, elles avaient recommencé à s'améliorer; outre les progrès agricoles signalés par Dieudonné, c'est un fait certain que les maisons couvertes en tuiles étaient plus nombreuses en l'an X qu'en 1789 et, à en juger par les rôles et les états de sections, il semble que les cultivateurs qui, ayant cédé leur exploitation, vivaient en « rentiers » durant leurs vieux jours, étaient devenus un peu moins rares.

La question agraire cependant n'était pas résolue: la grande majorité de ceux qui, en 1789, n'avaient pas assez de terre pour vivre indépendants, demeuraient dans la même condition, surtout en Flandre. Du bouleversement social, ils n'avaient presque rien tiré. La Révolution avait sanctionné les atteintes portées par la monarchie à ce qui restait de la vie rurale communautaire; elle avait maintenu la clôture et s'était efforcé de faire disparaître les communaux; la propriété individuelle, sous sa forme romaine définitivement triomphante, condamnait sans retour comme criminelles les pratiques du mauvais gré et la tendance, plus ou moins consciente du journalier, à taxer les denrées et à augmenter les salaires. Les troubles avaient longtemps masqué ces résultats de la Révolution: mais sous le Directoire et le Consulat, le rétablissement progressif de l'ordre les fit clairement apparaître.

Loin d'avoir profité de la Révolution, le prolétariat agricole en avait beaucoup souffert. La crise industrielle qui avait compté parmi les causes de la révolte agraire avait été considérablement aggravée et indéfiniment prolongée. La baisse du change, il est vrai, était venue favoriser l'exportation en 1791, mais la consommation intérieure avait été atteinte dans ses modalités par la ruine des privilégiés et, en Flandre, la concurrence anglaise continua ses ravages jusqu'à la guerre. Le commerce des toilettes, dans le Cambrésis, l'industrie du bois joli dans le Sud du Hainaut, celle du lin dans toute la Flandre demeurèrent dans le marasme et on s'en plaignit amèrement à la fin de 1790, lors de l'enquête sur la mendicité. Naturellement la guerre, les réquisitions, le maximum et l'émigration achevèrent de ruiner l'industrie qui se releva plus lentement que l'agriculture. Si le reculement des barrières avait maintenant ouvert l'ancienne France aux négociants du Nord, l'annexion de la Belgique causa un préjudice considérable à plus d'une entreprise, notamment à la quincaillerie.

En l'an X, les mines et carrières, la petite métallurgie et surtout les textiles, dont l'importance était si grande pour les campagnes, accusaient une diminution très marquée de la production et du nombre des ouvriers. Les carriers de grès étaient réduits au quart de leur effectif; à Marly, la clouterie était anéantie; les manufactures de linge de table à Merville, celle de toile à voile à Coppenaxfort avaient disparu. En Flandre, le lin de gros, la toile et la blanchisserie se trouvaient atteints. On produisait 1.700.000 kilos de fil de gros contre 2 millions en 1789, et le nombre des métiers avait diminué de 300. Le lin de fin souffrait beaucoup plus encore. A Somain, on ne trouvait plus que 26 marchands au lieu de 150 et 60 ouvriers au lieu de 450; la production des toilettes avait diminué d'un tiers. Certaines industries, au contraire, avaient prospéré: le nombre des forges, des tui-

leries, des huileries, des moulins, des brasseries s'était accru. Il était né des entreprises nouvelles: la fonderie de cuivre de St-Saulve, longtemps alimentée par le métal des cloches, la faïencerie de Ferrière-la-Petite; au lieu des trois distilleries de Dunkerque, il y en avait maintenant 72, réparties dans tout le département, la plupart dans les villages. Et surtout l'industrie du coton avait fait d'étonnants progrès. En Cambrésis, la filature se substituait à celle du lin. A Roubaix, les étoffes de coton triomphaient des lainages et les premières manufactures apparaissaient dans les bourgs ruraux: il s'en était installé une à Seclin; elle occupait 90 ouvriers en l'an IX: les hommes y gagnaient 22 à 26 s. par jour et, aux pièces, jusqu'à 3 livres. La paix eût rétabli sans doute promptement la prospérité industrielle: il n'en était pas moins vrai que, pendant la décade révolutionnaire, journaliers et ménagers, réduits en grand nombre au chômage, avaient cruellement souffert.

La population, d'autre part, avait augmenté dans les campagnes; à partir de l'an II, des ouvriers et même des bourgeois s'y étaient installés parce qu'on y vivait plus tranquille et, en année normale, à meilleur compte. Surtout, les mariages étaient maintenant plus nombreux et plus hâtifs encore qu'avant la Révolution parce que les jeunes gens comptaient ainsi échapper au service militaire. A Pecquencourt, au cours de l'an IX, il y avait eu deux mariages et sept naissances de plus qu'en 1789; le nombre des ménages avait augmenté de 27 depuis cette dernière année et celui des habitants était passé de 953 à 1.211. Les causes démographiques de la crise rurale continuaient donc à faire sentir leur action. Combinée au chômage, elle avait empêché les salaires ruraux de croître. Il est vrai que, depuis l'an II, on ne cessait de se plaindre des exigences des artisans; Boissier et Dieudonné ont enregistré les griefs des employeurs et critiqué durement l'avidité des ouvriers; mais c'est partialité de



classe: toutes les indications de la statistique de l'an XII prouvent que les salaires avaient simplement suivi le renchérissement des denrées; et, d'ailleurs, les mêmes hommes constatent en d'autres endroits, avec complaisance du reste et pour en rejeter la faute sur la Révolution, que le chômage était fréquent sous le Consulat et que l'ouvrier rural avait plus de peine à vivre. Boissier assurait que, dans l'ancien district de Bergues, la moitié de la population mendiait en l'an IX: il exagérait certainement; mais tous les documents donnent à penser que les mendiants étaient plus nombreux sous le Directoire qu'à la fin de l'Ancien Régime: ainsi s'explique l'insécurité des campagnes. Or, le Consulat ne fut nullement favorable à la classe ouvrière: ce fut une époque d'extrême cherté et le prix du blé fut en l'an X plus élevé qu'en 1789 même; qu'il n'en soit résulté aucun trouble, c'est même la preuve la plus éclatante de l'autorité qu'avait acquise le gouvernement de Bonaparte.

Jamais l'assistance ne fut donc plus nécessaire que de 1789 à l'Empire. Mais jusqu'en l'an II, la Révolution ne l'améliora pas et, indirectement, elle la restreignit même. Le régime semi-patriarcal avait pris fin dont plus d'un village avait joui; les avantages que le pauvre tirait du décimateur ou du grand propriétaire ecclésiastique étaient en réalité bien faibles; il est vain de s'extasier sur l'abondance et la régularité de leurs aumônes: partagées entre les nécessiteux d'un village, elles entretenaient leur misère sans les aider à en sortir; le dur égoïsme de la bourgeoisie, en créant du travail, leur a été plus utile. Le Département s'efforça, en 1791 et 1792, de secourir les journaliers en ouvrant des ateliers de travaux publics; mais il n'en est pas moins vrai que, de 1789 à 1792, ils virent brusquement se tarir une de leurs ressources et la suppression des aumônes fut un des principaux arguments de la contre-révolution qui espérait ainsi ameuter les pauvres et même alarmer les cultivateurs obligés

de combler le déficit. De fait, on voit les villages voisins des abbayes, même ceux qui, en 1789, étaient allés les attaquer, Crévecœur et Honnecourt, Vred, Flines, Raismes et Hérin, réclamer des autorités nouvelles la conservation des avantages que leurs anciens maîtres accordaient à leurs pauvres. Le Département invita les municipalités à produire leurs titres et, admettant provisoirement, par nécessité politique, que les distributions provenaient de fondations quand elles étaient périodiques, accorda des fonds en 1791 et 1792 pour les continuer. Mais, en 1793, il n'en fut plus question et, quant aux aumônes casuelles, on refusa, dès l'origine, de les prendre en considération. Or, la réforme des impositions et leur recouvrement tardif vinrent en même temps tarir les ressources des pauvretés, les anciennes tailles d'aumône étant maintenant perçues comme centimes additionnels. En outre la liberté de domicile souleva des difficultés préjudiciables à beaucoup d'assistés. Comment obliger désormais une commune à nourrir les originaires qui s'étaient installés ailleurs, sans aucune formalité, conformément à la loi? Pourtant, malgré l'avis du district d'Hazebrouck, le Département, en février 1791, maintint d'abord le concordat de 1750. Le 26 mars 1793 seulement, il déclara que toute commune devait assister ceux qui avaient pris domicile sur son territoire depuis un an et un jour : en principe, telle fut désormais la règle ; mais, en réalité, les municipalités coupèrent souvent les vivres aux étrangers et, même après la loi du 24 vendémiaire an II, elles s'efforcèrent, au besoin par la force, d'empêcher l'installation des individus qu'elles regardaient comme indigents. Sous la Restauration encore, les maires n'avaient pas renoncé à exercer leur ancien pouvoir.

En l'an II, le sort des pauvres fut aggravé encore par l'incorporation aux domaines nationaux des biens de charité. A la vérité, dans le Nord, ils ne furent pas tous vendus. Les Districts envahis ne les aliénèrent pas et la loi ne fut

pleinement appliquée que dans la Flandre maritime en sorte que le dommage fut limité. Mais, à partir de 1793, les revenus furent très irrégulièrement perçus en sorte que, pour les indigents, la privation fut partout à peu près pareille. Les tables des pauvres furent du reste moins heureuses que les hospices des villes : la loi du 16 vendémiaire an V ne les admit point au remplacement des biens vendus et le Consulat ne leur accorda, en vertu de la loi du 15 brumaire an XI, que des parcelles insignifiantes.

Cependant, après avoir repris, le 24 vendémiaire, les mesures adoptées par l'Ancien Régime contre les mendiants professionnels, lesquelles d'ailleurs ne reçurent aucune exécution dans le Nord, le Gouvernement Révolutionnaire avait promulgué la loi du 22 floréal an II qui mettait l'assistance à la charge de la nation. Il s'agissait de soustraire les pauvres à la tutelle de la municipalité, c'est-à-dire des cultivateurs aisés qui fournissaient les fonds d'assistance et de leur procurer une sécurité qui leur faisait défaut, tant qu'ils ne recevaient que des secours précaires : inscrits au Grand Livre de la bienfaisance nationale, ils auraient droit à une allocation régulière. Le district divisé en arrondissements, on nommerait dans chacun d'eux un officier de santé appointé et pourvu d'une petite pharmacie, pour assurer l'assistance médicale gratuite, laquelle comportait en outre une allocation particulière. La loi fut exécutée dans une partie au moins du département. Le 25 fructidor, par exemple, le district de Bergues avait désigné des médecins ; c'était chose faite, le 19 messidor, à Hazebrouck et, dans ce district, le 21 fructidor, les listes d'assistés étaient terminées : le versement du semestre d'avance eut lieu le cinquième jour complémentaire. Le 14 messidor, le District d'Avesnes nommait des commissaires pour aller exécuter le travail dans les communes. Dès le début, des abus se manifestèrent. A Bambecque, l'agent national s'inscrivit lui-même, « fort modestement » comme

le remarqua ironiquement l'agent national du district, avec le maire, des officiers municipaux et d'autres habitants, rentiers et cultivateurs: « C'est une liste des patriotes indigents et non des patriotes opulents que le comité de salut public vous demande ». En même temps, on avait dressé les listes des parents des défenseurs de la patrie qui avaient aussi droit aux secours. Mais l'application fut aussitôt compromise par la pénurie financière. Au district d'Hazebrouck, le 9 pluviôse an III, la Commission des secours publics n'avait accordé que la moitié des fonds de l'année; on put encore payer le second semestre, le 19 ventôse, mais le district de Bergues n'avait encore rien obtenu le 16 thermidor et dut prendre dans sa caisse les fonds indispensables: « Etait-il juste, écrivait-il, de détruire l'ancien régime de nos hôpitaux, de nos tables des pauvres avant d'en avoir organisé un nouveau? » Heureusement, les autres districts furent moins touchés, parce qu'ils ne vendirent pas tous les biens de charités villageoises et que les secours accordés, à raison de leur situation, furent distribués aux indigents. Mais, dans ce cas comme dans l'autre, la dépréciation de l'assignat rendit illusoire les envois de l'Etat. On doit dire cependant que le mal a été exagéré parce que le fermage des biens de charité payés en assignats n'aurait pas rapporté davantage.

L'expérience fut courte. Le 29 fructidor an III, la vente des biens des pauvres fut suspendue et l'assistance redevint, comme auparavant, service municipal. Chaque commune revint à sa coutume immémoriale. En Flandre, on rétablit le werckebroot ou on perçut des centimes additionnels. La charge demeura fort lourde. En 1792, à St-Jans-Cappel, on avait dû imposer 12 s. 9 d.  $\frac{1}{2}$  par livre, à Oudezeele, 6 s. 2 d.  $\frac{7}{8}$ , à la Gorgue, 19 s. 17 d.  $\frac{1}{2}$ . Dans le Cambrésis et le Hainaut, on se servit du revenu des biens communaux quand il en restait ou on eut recours aux collectes volontaires. Ce fut seulement sous le Consulat qu'après l'organi-

sation des bureaux de bienfaisance, créés en principe par la loi du 7 frimaire an V, l'administration préfectorale entreprit d'étendre à toutes les communes le régime déjà pratiqué dans la plupart des villages flamands et de les obliger à s'imposer pour secourir leurs pauvres.

Pour le journalier et le petit ménager, la Révolution avait donc passé comme un ouragan : lorsque la bourgeoisie rurale se plaignait des maux qui résultaient des circonstances, on pouvait lui rappeler tous les avantages que la Révolution lui avait assurés ; mais que répondre aux doléances des ouvriers des champs ? dans les premiers temps, ils s'étaient trouvés débarrassés de certaines charges féodales et d'une grande partie des impôts, principalement des indirects, d'où était résulté une certaine diminution de prix de certaines denrées ; mais cette amélioration avait été éphémère à cause de la crise monétaire et des charges nouvelles, nées de la guerre ; le Consulat rétablissait les octrois, en attendant que l'Empire instituât les droits réunis ; le pauvre allait payer de nouveau, en même temps qu'il supporterait le poids de la conscription. Or, pour tous ceux qui n'avaient pu obtenir une quantité raisonnable de terre, la situation matérielle et sociale se retrouvait la même qu'à la fin de l'Ancien Régime. De n'être plus soumis au seigneur pour se trouver uniquement assujéti au bourgeois rural ou urbain, ce n'était pas même pour les paysans un changement considérable ; car, en fait, avant 1789, c'était déjà du grand cultivateur et du négociant qu'ils recevaient le salaire dont ils vivaient : ils restaient dans le même état de dépendance ; il n'est pas étonnant que leur esprit, bien qu'il ne soit pas toujours demeuré insensible à l'idéalisme révolutionnaire, ait gardé l'habitude de la soumission et n'ait pu s'attacher, de manière durable, à l'œuvre politique de la Révolution.



## II. - LE RÉGIME ÉLECTORAL ET L'ADMINISTRATION DU VILLAGE

Les faits montrent cependant qu'en 1789 les droits politiques ne laissaient pas indifférents les ménagers et les journaliers. Sous l'Ancien Régime, les assemblées de paroisse n'étaient pas rares et, dans quelques cahiers, la bourgeoisie rurale avait demandé l'établissement d'un cens; quand la Constituante l'eût établi, il rencontra une vive opposition. De même qu'elle ne fit rien pour libérer les manouvriers de la sujétion sociale, de même on peut dire qu'elle en décût plus d'un en lui refusant l'égalité politique; dans le village, elle alla même jusqu'à restreindre leur droit: la loi municipale du 14 décembre 1789 réduisit l'assemblée de paroisse à n'être plus qu'une simple réunion publique pour l'exercice du droit de pétition, en sorte que l'administration communale se trouva exclusivement attribuée à la bourgeoisie rurale. Les paysans flamands ne paraissent pas avoir protesté; mais ceux de langue française, principalement dans les pays qui avaient pris part à la révolte agraire, ayant entendu parler des droits de l'homme et du citoyen et s'étant spontanément constitués en gardes nationales, avaient naturellement compris que tous seraient citoyens actifs, sinon éligibles, et prendraient part, tout au moins, au gouvernement du village. « Le peuple de Marchiennes et particulièrement la garde nationale, écrivait de Warengnien, commissaire pour la formation des nouvelles autorités, le 23 mai 1790, sont persuadés que les droits de l'homme attribuent à tout individu le droit de voter dans les assemblées et ce préjugé est si fort qu'il y a lieu de craindre qu'il soit très difficile de le vaincre ». C'est ce qu'on put constater dans beaucoup d'assemblées primaires. Le malheur des temps détourna très vite l'attention du peuple des campagnes vers les soucis d'ordre



matériel; mais il n'en est pas moins certain que, dès 1790, on l'encouragea et on l'obligea même, au nom de la loi du 22 décembre 1789, à s'écarter de la vie politique.

Au début de 1790, la valeur locale de la journée de travail fut fixée par les municipalités, c'est-à-dire par les anciens échevinages des paroisses dont les dispositions, en général, n'étaient pas démocratiques. Comme les rôles d'impositions étaient nombreux, il était bien difficile au paysan illettré de savoir s'il était actif ou non. Le vingtième qu'il payait pour son propriétaire ne devait pas entrer en ligne de compte, ni, en Flandre maritime, le moulage qui représentait un impôt indirect. Les domestiques de ferme, à l'exception des maîtres valets, étaient en outre exclus de droit. La proportion des passifs fut donc très forte. A Erquinghem-le-Sec, village de 51 feux, il n'y eut que 23 actifs. Mais, dans beaucoup de villages, les passifs prétendirent participer à l'élection des municipalités. Ceux de Marchiennes donnèrent l'exemple aux paroisses des alentours: les échevinages de Marchiennes-campagne et d'Alnes s'en plaignirent à l'Assemblée nationale. A Raismes, malgré les échevins, la journée fut abaissée de 20 s. à 17 s. 6 d. A Avesnes-lez-Aubert, au son du tocsin, ils s'ameutèrent en armes, envahirent l'église et prirent part aux opérations: les femmes mêmes voulurent voter; ce n'est pas le seul lieu où elles aient prétendu à l'égalité: à Cysoing, on admit les veuves sans aucune contestation. Les conditions d'éligibilité furent violées plus souvent encore. Dans les petits villages, si on en avait tenu compte, on n'aurait pas pu trouver un nombre suffisant de municipaux. A Erquinghem-le-Sec et à Hallennes-lez-Haubourdin, on convint que tous les actifs seraient éligibles. A Hamel, le procureur et plusieurs notables n'étaient pas en règle avec la loi et on élut maire un avocat qui n'avait ni 25 ans accomplis, ni l'an et jour de domicile: mais «il était seul capable d'être maire»; «il est essentiel d'observer,

exposa le conseil général à l'Assemblée, que, si on devait se conformer rigoureusement à ces différents points, le décret touchant la constitution des municipalités serait pour nous inexécutable ». Beaucoup de passifs participèrent de même aux assemblées primaires qui choisirent les électeurs et, à plus forte raison, aux élections de la garde nationale, puisque la loi conserva à ceux qui avaient déjà servi le droit d'y demeurer. Les protestations et les rapports des commissaires restèrent sans effet.

Les élections partielles de novembre 1790 se firent dans les mêmes conditions, mais les nouvelles municipalités furent souvent plus conciliantes. A propos de l'enquête sur la mendicité, elles eurent à dénombrer les chefs qui ne payaient pas d'impôt ou qui ne payaient qu'une ou deux journées. Des réponses qui paraissent dignes de confiance, il résulte que la majorité des chefs étaient actifs à la fin de 1790 et que, dans certains villages tout au moins, ils l'étaient tous. Restaient naturellement exclus les fils au pain de leur père et la plupart des domestiques de ferme. Sans aucun doute, les municipalités rurales avaient fixé la journée bien au-dessous du maximum de 20 s. indiqué le 15 janvier 1790 par la Constituante : à Marchiennes, elle fut abaissée à 12 s. 6 d. La loi du 13 janvier 1791 chargea le Département d'en déterminer le taux sur la proposition des Districts : il la fixa, le 27 octobre 1791, à 15 s. dans les campagnes et à 20 s. dans les villes : aussitôt, lors du renouvellement partiel de novembre, les contestations se multiplièrent, d'autant plus que la question religieuse avait constitué deux partis dans chaque village. Le Département annula nombre d'élections illégales. A Marchiennes et à Pecquencourt, les patriotes représentèrent qu'ils allaient être mis en minorité. Ce fut sans doute pour cette raison que, le 8 février 1792, le Département consentit à abaisser la journée à 15 s. dans les bourgs de 2.500 à 20.000 habitants et à 12 s. 6 d. dans les

campagnes; pour la même raison, les patriotes veillèrent à n'admettre, comme actifs ou au moins comme éligibles, que ceux qui étaient inscrits comme gardes nationaux: à Erquinghem-le-Sec, en novembre 1791, dix actifs seulement remplissant cette condition, ils furent tous déclarés éligibles bien que plusieurs n'eussent pas le cens nécessaire. En somme, le régime censitaire ne fonctionna pas régulièrement. Et les formalités compliquées prévues par la Constituante ne furent pas davantage observées. Très souvent les assemblées primaires furent « tumultueuses » et il y eut même des élections « par acclamation ».

Au début de 1790, on vota avec empressement. Mais dès novembre, les abstentions devinrent nombreuses. A Fressain, aucun actif ne se présenta. Le 22 février 1791, le Département menaça la commune de Cantin de la réunir à sa voisine si un nombre suffisant de citoyens ne venait à l'assemblée. C'est que Fressain et Cantin étaient violemment hostiles aux prêtres constitutionnels: évidemment les réfractaires avaient donné le mot d'ordre. A mesure que la lutte devint plus vive, la crainte de se compromettre éloigna de plus en plus des assemblées électorales.

Bien que beaucoup de passifs eussent voté, ce fut la bourgeoisie qui forma les premières municipalités. Ce que le village possédait de bourgeois proprement dits y entra souvent: le curé, par exemple, comme notable, quelquefois comme officier municipal ou même comme maire; en cette dernière qualité, l'ancien seigneur demeura, dans quelques paroisses, le maître du pays. Mais, presque partout, ce fut la bourgeoisie rurale qui prit le pouvoir. Elle ne s'installa pas toujours sans difficulté. Les anciens échevins, les collecteurs, les greffiers lui firent souvent mille chicanes, refusant de lui remettre les clefs du ferme et faisant disparaître les titres, rôles et papiers de la commune. Un membre du District de Lille qui avait, sous l'Ancien Régime, la collecte

de cinq ou six paroisses donna l'exemple de la résistance. Les nouveaux maîtres ripostèrent en exigeant d'eux reddition des comptes pour les dix dernières années, conformément à la loi, mais leur apprentissage administratif leur fut d'autant plus pénible que beaucoup n'avaient qu'une instruction fort sommaire et se trouvaient incapables de participer effectivement à l'examen des lois et des instructions des corps supérieurs ainsi qu'à la rédaction des actes. Dans beaucoup de communes, après l'enthousiasme et l'orgueil du premier moment, ils se dégoûtèrent vite de leurs charges. Les anciens échevins recevaient des vacations : à présent, il fallait exercer gratuitement. La municipalité de Vendegies-sur-Ecaillon se démit sans vergogne parce qu'elle ne recevait pas de traitement et le District d'Avesnes émit le vœu qu'il en fut attribué un aux municipaux. Les querelles personnelles, puis bientôt la question religieuse disloquèrent beaucoup de corps qui n'auraient pas eu trop de toutes leurs forces pour suffire à leur tâche et, dans son ignorance de la loi, la majorité n'hésita pas, çà et là, à destituer les opposants : la municipalité de Catillon cassa un des officiers, celle de Douchy un notable, le conseil d'Hon-Hergies, son maire ; à Bouvignies, à Fourmies, à Mecquignies, ce fut le procureur qui entra en lutte avec la municipalité. Plus fréquemment, la municipalité fut découragée par l'indiscipline de la garde nationale qui agissait comme puissance indépendante et surtout par la difficulté de régler les conflits d'ordre religieux. En avril 1792, la municipalité de Montigny-en-Cambrésis demanda à se retirer « attendu qu'elle est continuellement troublée dans ses fonctions tant par menaces qu'autrement ». A partir de la fin de 1791, en même temps que les annulations d'élections, les démissions se multiplièrent et l'administration municipale devint très instable.

Au surplus, la Constituante, s'inspirant d'ailleurs des cahiers, l'avait voulu ainsi : le conseil général était renou-

velable tous les ans par moitié. Le Département avait d'abord décidé que les sortants n'étaient pas rééligibles; le Comité de constitution lui donna tort; mais, dans la majorité des villages, comme il n'y avait pas assez d'hommes capables pour que le renouvellement fût effectif, ces élections fréquentes ne pouvaient avoir aucun intérêt et engendrèrent vite l'indifférence. S'il y avait remplacement, les municipaux n'avaient pas le temps de se mettre au courant, d'autant plus que la production législative était extrêmement abondante.

Les conditions de la vie municipale furent transformées en théorie, après le 10 août, par l'introduction du suffrage universel; mais, en fait, il ne fonctionna point régulièrement. D'abord, les fils de famille ne furent point, en principe, admis au vote. D'autre part, il y eut des municipalités qui exclurent une partie des nouveaux électeurs: à Auby, on refusa d'accepter les mendiants; 82 citoyens contestèrent l'élection de novembre 1792 et elle fut annulée par le Département. Mais, surtout, les circonstances éloignèrent des assemblées un grand nombre de citoyens; les patriotes refusèrent de laisser voter les inciviques qui, antérieurement, n'avaient pas prêté serment dans les assemblées ou ne s'étaient pas inscrits à la garde nationale et, à plus forte raison, ceux qui, lors de l'invasion de septembre, s'étaient compromis en faveur de la contre-révolution. La crainte aussi multiplia les abstentions. A Hem-Lenglet qui, en 1791, avait 92 actifs, il n'y eut que 22 votants le 25 novembre 1792. A Cuincy, 78 actifs avaient comparu le 3 février 1790; le 11 novembre 1792, il n'en vint que 28. A Hondeghem, village de 311 feux, le maire fut élu, le 4 novembre, par 87 voix sur 88. Dans la réalité, ce qui caractérisa les élections de septembre à la Convention et celles de novembre qui renouvelèrent en totalité les municipalités, les Districts et le Département, ce fut beaucoup moins l'avènement du suf-



frage universel que la dictature des patriotes. La proclamation de l'égalité politique eut surtout pour effet de renforcer ces derniers dans les assemblées et les municipalités, en rendant éligibles les pauvres, les « gens à tablier », la « lie du peuple », la « populace », comme on le représenta en l'an III : « la plupart des anciennes municipalités et des comités révolutionnaires étaient composés de la plus grande lie du peuple et des intrigants, des personnes sans principe, vivant sous l'empire de l'opinion et de la passion ». Au reste, beaucoup de ces nouvelles municipalités n'eurent pas une existence légale bien longue : dans les districts envahis, elles furent destituées par l'ennemi ; dans le reste du département, elles furent épurées en tout ou partie par les commissaires des représentants du peuple, sans que la source de leur recrutement fut, à la vérité, modifiée. Puis, en messidor an III, les thermidoriens procédèrent à leur tour à de nombreuses « régénérations » en sens inverse. Sous la Terreur, personne n'osa protester ; mais en l'an III, plusieurs citoyens à Wallers, 72 autres à Mouchin réclamèrent le droit d'élire leur municipalité : bien que ces bouleversements continuels eussent certainement répandu le scepticisme, l'atonie n'était pas devenue universelle.

Mais elle avait fait de grands progrès et les élections de l'an IV, souvent troublées par les haines nées du régime terroriste, ne réunirent pas un grand concours. Le 15 brumaire, à Hem-Lenglet, il n'y eut que 18 votants. Beaucoup d'élus refusèrent les fonctions municipales ou furent destitués pour n'avoir pas voulu prêter le serment de haine à la royauté.

Il semble que les élections de germinal an V, sur lesquelles le clergé réfractaire et les contre-révolutionnaires fondèrent de grands espoirs, attirèrent plus de monde : il y eut cette fois 45 présents à Hem-Lenglet. Mais presque aussitôt, le 18 fructidor ramena le régime de l'an II : sur 54 mu-



nicipalités de cantons ruraux, 43 furent destituées en tout ou en partie et leurs membres remplacés par arrêtés des autorités supérieures. Par surcroît, la Constitution de l'an III avait conservé le renouvellement partiel annuel et l'instabilité redevint la règle. Il est vrai que, dans chaque commune, il n'y avait plus qu'un agent et un adjoint, en sorte que le remplacement devenait moins difficile: ils furent régulièrement choisis dans la bourgeoisie rurale, parmi « les matadors » et leurs clients; mais, de la sorte aussi, la commune perdit toute vie réelle; car les agents délibéraient entre eux au chef-lieu de canton, loin de leurs administrés et, en fait, se trouvaient maîtres absolus; la municipalité cantonale se réunissait rarement et n'exerçait sur ses membres qu'un contrôle illusoire: la Constitution de l'an III avait en fait établi le pouvoir discrétionnaire de la bourgeoisie rurale et c'était en vain qu'elle avait accordé le droit de vote à tous les contribuables sans exception; la vie publique, dans le village, n'ayant plus pour support l'activité municipale, fut beaucoup moins active que sous le régime de la loi de 1789. En fait, le Consulat qui nomma lui-même le maire et le conseil municipal, s'il anéantit, à cet égard, toute perspective de progrès dans l'avenir, ne changea pas grand'chose à l'état présent. Mais il donna à l'administration du village la stabilité qui lui manquait depuis 1789 et qui avait contrarié la formation d'une élite capable d'exercer le gouvernement local et de fournir ensuite aux assemblées supérieures des membres compétents: c'était une nécessité extrêmement pressante, aussi bien dans l'intérêt général de la prospérité publique que pour éduquer politiquement les paysans.

L'instabilité fut donc le caractère le plus remarquable des municipalités révolutionnaires. Malgré tout, on observera que la partie la plus riche et la plus instruite de la bourgeoisie rurale avait pu s'initier à la vie publique: les assemblées de districts et de département lui avaient emprunté

bon nombre de leurs membres; elle avait fourni même quelques représentants du peuple. Bien que la bourgeoisie urbaine eût été naturellement beaucoup plus favorisée et que le vœu des cahiers qui voulaient réserver aux paysans la moitié des sièges du Tiers Etat n'eût reçu aucune satisfaction, c'était un fait essentiel d'avoir vu des paysans accéder aux fonctions publiques. Les délibérations des administrations cantonales montrent que, dans la plupart des villages, il y avait, à la veille du 18 brumaire, des hommes qui avaient pris l'habitude d'administrer, qui connaissaient les lois, qui même étaient pénétrés des principes constitutionnels et savaient à l'occasion les invoquer pour juger les ordres du pouvoir central. Le régime de l'an VIII rendit avec raison à la commune son gouvernement autonome qu'on lui avait enlevé en l'an III; à ce gouvernement, il donna la stabilité que la Révolution avait si singulièrement compromise en se laissant aveugler par le désir d'appeler rapidement la totalité des actifs à s'exercer successivement à l'administration; malheureusement, on voit clairement qu'il anéantit dans les campagnes en supprimant l'élection et la discussion, les fruits qu'une éducation pénible commençait à produire.

### III. - L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

Du mode de recrutement des municipalités et, en même temps, des circonstances, il résulta que l'administration du village fit peu de progrès, au point de vue technique, pendant la Révolution: les paysans avaient arraché le pouvoir aux gens du seigneur et ils en usèrent pour revendiquer contre ce dernier les biens et les droits dont ils s'étaient crus dépouillés injustement, mais ils administrèrent de la même façon que leurs prédécesseurs. Ainsi les Districts et le Département s'efforcèrent, presque toujours en vain, de les

amener à constituer un budget communal, en les obligeant à distinguer entre les impositions d'Etat et les centimes additionnels destinés au District et au Département, d'une part, et, de l'autre, les centimes réservés à la commune. Le village continua la plupart du temps à se regarder comme une communauté solidaire en face des autorités supérieures, à mettre par conséquent dans la même bourse les impôts à payer hors de son territoire et les ressources qu'il pouvait consacrer à ses dépenses propres et à acquitter pêle-mêle, au fur et à mesure, les dettes de toutes sortes, sans prévision et en ajustant au contraire, tant bien que mal, l'année suivante, les recettes au déficit constaté. Tant que la recette de l'impôt demeura confiée au collecteur municipal, il fut impossible de faire disparaître cette confusion. Ce fut par l'institution du percepteur que le Consulat parvint enfin à créer des finances proprement municipales : le contribuable payant directement au Département et à l'Etat ce qu'il leur devait, la commune comprit alors que la solidarité d'autrefois n'existait plus, en ce qui la concernait, que pour ses dépenses propres ; n'ayant plus à administrer que ses recettes particulières et se trouvant débarrassée de l'établissement des rôles, elle se décida, sous la direction des préfets, à établir un budget.

Les dépenses locales avaient considérablement augmenté : les frais de bureau devinrent beaucoup plus considérables, car la Révolution multiplia les enquêtes, les états de toute espèce, et la correspondance administrative devint extrêmement active ; l'établissement des états de sections, des matrices et des rôles, le port des décrets devinrent des charges onéreuses ; les députations furent très fréquentes. Aux anciens chapitres de dépenses s'en ajoutèrent de nouveaux : écharpes des municipaux, corps de garde, fusils et drapeau de la garde nationale, fêtes révolutionnaires, registres de l'état civil et traitement de l'officier public, abonnement,

sous le Consulat, au Bulletin des lois. Quand la crise monétaire eût provoqué la hausse des prix et que cette dernière se fût consolidée, les dépenses traditionnelles elles aussi s'accrurent d'autant. On ne peut douter que le poids croissant de ces « mauvais frais », n'ait contribué à rendre impopulaire la réforme municipale et à déconsidérer les nouveaux administrateurs; car beaucoup de gens ne manquèrent pas d'attribuer cette augmentation à leurs malversations, surtout quand ils choisissaient parmi eux les collecteurs, comme plusieurs municipalités de canton essayèrent de le faire au début du Directoire. Il en est peu de prouvées, mais l'absence de toute prévision, de toute comptabilité rigoureuse et de tout contrôle effectif favorisa certainement le gaspillage. Sous la réaction consulaire, bien des communes se virent en outre réclamer par les seigneurs des biens qu'elles leur avaient fait ôter par les juridictions révolutionnaires et on reprocha amèrement aux municipalités électives les dépenses engagées en pure perte. Comme il fallut enfin réparer ou reconstruire l'église et loger le curé, les finances municipales furent très souvent en mauvais point. Le préfet obligea les municipalités à combler le déficit par l'institution d'un octroi sur le bétail ou les boissons: on le transforma généralement en une taxe d'abonnement qui vint s'adjoindre aux centimes additionnels et aux revenus communaux ordinaires; la bourgeoisie rurale se débarrassa ainsi des centimes qui avaient beaucoup accru ses charges pendant la Révolution et fit de nouveau contribuer les pauvres.

Au reste, quand la gestion municipale proprement dite n'était pas attaquée, la moralité des municipalités n'en était pas moins contestée en tout ce qu'elles avaient dû faire pour exécuter les ordres des autorités supérieures: enlèvement de l'argenterie des églises et des objets requis chez les particuliers; répartition des convois et des contingents de grains et de fourrages; dénonciation des suspects et des émigrés et

mise sous scellés de leurs mobiliers; paiement des secours et des indemnités. Le soupçon était invincible quand des individus avaient personnellement à se plaindre d'injustice et quand un municipal avait gagné à la Révolution. Les accusations paraissent avoir été monnaie courante et n'épargnaient pas les représentants considérés comme « pères de voleurs ». Ainsi les municipalités révolutionnaires ne furent guère moins critiquées que les anciens échevinages et encore les griefs politiques vinrent-ils s'adjoindre à ces accusations. La réaction consulaire put invoquer les propres récriminations des paysans pour les déclarer incapables de choisir leurs administrateurs.

On peut dire aussi que toutes les municipalités rurales conservèrent, pendant la Révolution, cette tendance à l'autonomie presque absolue, cet esprit d'hostilité contre les autorités supérieures et de jalouse rivalité à l'égard des communautés voisines qui étaient si manifestes à la fin de l'Ancien Régime : si le fédéralisme n'a jamais été une doctrine, il n'en est pas moins vrai que les Montagnards avaient parfaitement raison de dénoncer l'esprit fédéraliste. La Constituante lui avait fait des concessions très étendues. Percevant les impôts, disposant de la garde nationale, la municipalité demeura, en outre, comme sous l'Ancien Régime, un tribunal de simple police et, dans son ignorance de la séparation des pouvoirs, édicta souvent pour sanctionner ses propres règlements des peines qu'elle prononçait ensuite elle-même; enfin le canton avait son juge de paix qui remplaçait les anciens baillis seigneuriaux. Dès 1790, le Département et les Districts dénoncèrent à l'envi « l'indépendance » des nouvelles municipalités et « l'espèce d'anarchie » qu'elle engendrait naturellement. Nous l'avons vu se manifester dans les domaines les plus divers, à propos des travaux de dessèchement et de la réparation des chemins qui intéressaient pourtant directement les paysans, comme de la perception des



impôts et de la fourniture des réquisitions. Même patriote, la municipalité rurale chercha toujours à donner le moins possible, n'obéit que s'il lui plaisait et ne voulut collaborer avec aucune de ses voisines, de peur d'être dupe; les paysans n'avaient pas encore pris conscience des inconvénients qui pourraient en résulter pour eux et ils n'étaient pas habitués encore à la discipline nationale, lorsque la Révolution, aux prises avec ses ennemis, fut obligée de les contraindre à la coopération: en discréditant les autorités républicaines, la Terreur, devenue ainsi indispensable, compromit cependant pour longtemps l'éducation civique du village et la Constitution de l'an III, en supprimant le district et en confédérant les communes rurales, aggrava le mal. Le Consulat, il est vrai, sut les plier de nouveau à l'obéissance, mais il n'y réussit qu'en les asservissant à nouveau.

Pareillement, dans la commune, l'égoïsme borné du fermier et du cultivateur n'avait point cédé. Ni le besoin d'assurer la sécurité des récoltes, ni l'imperfection des voies de communication n'avaient pu le décider à entretenir sérieusement à frais communs une police rurale suffisante ou des chemins vicinaux en nombre convenable; sous le Consulat, comme sous Louis XVI, le mot d'ordre était toujours: chacun pour soi. Aux fonctions que la commune assumait en 1789, une seule adjonction s'opéra et elle fut imposée par le pouvoir central: le 20 septembre 1792, la Législative lui céda en effet l'état civil; elle fut obligée de nommer un officier public chargé de tenir les registres moyennant rétribution: en 1792, ce fut très souvent le curé ou le clerc; à partir de l'an II, le maire ou un membre du conseil général; désormais, les actes furent ordinairement dressés, jusqu'au Consulat, avec beaucoup de négligence. Il parut même, en l'an II, que l'autorité municipale allait perdre deux de ses attributions essentielles, l'assistance et l'enseignement: les cultivateurs eussent vu, sans déplaisir, l'État en assumer les



dépenses, mais ce changement fut éphémère; l'assistance dès l'an III, puis, en l'an IV, la rémunération des instituteurs retombèrent à leur charge. L'échec de ces deux réformes fut un fait capital: celle de l'assistance eût, jusqu'à un certain point, diminué la sujétion des manouvriers à l'égard de la bourgeoisie rurale; celle de l'enseignement était indispensable si l'on voulait entreprendre l'éducation des paysans: en leur abandonnant le maître d'école, la Révolution renonça à en faire de véritables citoyens.

#### IV. - L'ÉGLISE ET L'ÉCOLE

Tout autant qu'à sa conception routinière de l'administration municipale, le paysan du Nord demeura attaché à ses habitudes et continua de considérer l'église comme le centre de la vie collective du village. Ce fut dans l'église que, dans plus d'une commune, se tinrent les assemblées électorales; ce fut à l'église que tous les villages manifestèrent, jusqu'à la fin de 1793, leur attachement à la Révolution par des messes solennelles et des *Te Deum*. Le curé ne fut pas toujours admis dans le conseil général; mais, comme prêtre, il demeura aussi étroitement associé qu'auparavant à la vie du paysan. L'idée que l'état civil et l'école pussent être laïcisés ne vint à l'idée de personne. Les règlements des nouvelles municipalités sanctionnèrent le respect dû à la religion et aux offices divins; certains prescrivirent le chômage dominical et punirent le jurement et le blasphème; les cabarets furent fermés pendant la messe comme devant et les propos «incendiaires» contre la religion furent dénoncés. Il fallut intervenir parfois pour assurer des funérailles décentes aux non catholiques.

L'intérêt même qu'excitèrent la question du casuel et de la police de l'église montre la place que les cérémonies du

culte continuèrent à occuper, pendant les premières années de la Révolution, dans les préoccupations des paysans. Le Département consacra, le 3 mars 1792, l'abolition du casuel et ramena aux tarifs coutumiers les droits dûs aux fabriques: les municipalités s'étaient souvent arrogé le droit de les diminuer et plusieurs prirent des arrêtés pour interdire toute distinction entre les fidèles, riches ou pauvres, lors des baptêmes, des mariages et surtout des funérailles.

Les paysans ne voyaient certainement aucun inconvénient aux transformations qui avaient atteint le haut clergé et ils ne s'émouvaient guère des plaintes des curés qui avaient perdu à échanger les biens de cure contre un traitement: leur zèle à supprimer le casuel permet d'assurer qu'ils jugeaient le revenu de leurs curés suffisants. Il est même bien probable que, sans s'y intéresser beaucoup, ils n'auraient pas vu de mauvais œil une réforme qui leur aurait donné voix dans le choix de leurs pasteurs: le cahier de Mortagne avait proposé d'associer les paroissiens à leur nomination. Mais étant très attachés à leurs prêtres, les protestations de ces derniers contre la Constitution civile émurent beaucoup d'entre eux, créèrent deux partis dans chaque village et commencèrent à aliéner une partie des ruraux à la cause de la Révolution.

Toutefois, elle souffrit beaucoup moins encore du schisme que de la déchristianisation. Après la déportation des réfractaires, plus d'une commune qui leur était restée fidèle préféra accepter un constitutionnel que de se passer de prêtre; la suppression du culte ne fut jamais l'œuvre que d'une minorité et, presque toujours, elle fut imposée par les autorités urbaines et les représentants. A Lederzeele, commune passionnément réfractaire, la poignée de patriotes qui exerça le pouvoir en l'an II défendit, tant qu'elle le put, son curé constitutionnel. C'est un fait certain que le réfractaire parti, la majorité des paysans s'accommodèrent de son rival: on

mesure par là leur attachement aux cérémonies religieuses et la faute énorme, beaucoup plus grave que la Constitution civile elle-même, que constituèrent les mesures dirigées contre les prêtres fidèles à la nation, au moment même où les campagnes, faute de mieux, se résignaient à les accepter.

Les tentatives de la Révolution pour créer un nouveau foyer de vie collective par des cérémonies patriotiques ne réussirent point parce qu'elles parurent ainsi dirigées contre l'Eglise. De 1790 à 1792, les paysans s'étaient associés de grand cœur aux fêtes révolutionnaires; on célébra, surtout en 1790, la fête de la Fédération avec une grande ferveur, mais elle associa étroitement le clergé aux manifestations civiques. Voici la description qui nous a été laissée pour Frelinghien par le notaire Blanquart, commandant de la garde nationale: la journée commença par une messe solennelle; la municipalité s'y rendit entre deux haies des gardes nationaux; le reste de la garde suivait avec le drapeau tricolore et celui des confréries qui devait être déposé dans l'église, conformément au décret. Après la messe, on revint sur la place. Comme Blanquart était à Paris où il représentait sa compagnie, sa femme, armée d'un fusil, l'épée en bandoulière, réclama le droit d'exercer le commandement à sa place. Le procureur de la commune prononça un discours, puis on prêta le serment civique: des vieillards, des infirmes se firent amener pour jurer fidélité à la nation. Aussitôt après, les cloches se mirent à sonner; le canon tonna et M<sup>me</sup> Blanquart, commandant sa troupe, lui fit exécuter différentes évolutions et des feux de file. On dressa ensuite des tables sur la place et, chacun apportant des victuailles, on dîna en commun; une quête fut faite pour les pauvres. A la fin du repas, le curé prit la parole et invita les paroissiens à le suivre à l'église où il chanta le Te Deum. Après quoi les cloches se remirent en branle et la poudre parla de nouveau. Le registre de la municipalité

d'Houplines nous a transmis un récit analogue et il a certainement une valeur d'ordre général. En 1792, quand les patriotes plantèrent, en grand nombre, des arbres de la liberté, ils les firent bénir par le curé. En novembre encore, plus d'un village fêta, dans les mêmes conditions, la victoire de Jemappes et la conquête de la Belgique. Le 18, à Villers-Guislain, ce fut à l'église que la cérémonie eut lieu : après la messe, le principal discours fut prononcé par le curé ; le maire prit ensuite la parole pour encourager tous les hommes en état de porter les armes à voler au secours de la patrie. Alors deux citoyens se mirent au lutrin et entonnèrent « l'himne marceloise » que la plupart des habitants entendirent ainsi pour la première fois. Suivit, dans l'église même, le repas civique.

Mais, quand le calendrier républicain vint opposer les fêtes décadaires aux fêtes religieuses, quand on voulut obliger les paysans à chômer le décadi et à travailler le dimanche, la résistance fut universelle. A la vérité, on aurait tort de la croire uniquement inspirée par des motifs de conscience : on bouleversait ainsi toutes les habitudes ; les patriotes eux-mêmes ne se résignaient pas à ne se reposer que tous les dix jours et les cabaretiers ne trouvaient pas leur compte à ce nouveau régime. Mais on eût cédé avec moins de répugnance si le clergé eût consenti à dire la grand'messe le décadi. Les fêtes décadaires n'attirèrent jamais que peu de gens et par le contraste même, celles de l'église acquirent plus de prestige.

L'influence éducative des sociétés populaires fut plus faible encore. Elles furent assez nombreuses dans les villages en l'an II, mais la date même de leur constitution atteste qu'elles ne furent pas de création spontanée : elles durent généralement leur existence aux commissaires des représentants, des Districts ou des sociétés urbaines. Au point de vue politique, elles avaient l'avantage de grouper

les patriotes, mais aussi elles les excitaient à se montrer « exclusifs » et apparurent comme des comités de parti qui ne pouvaient exercer aucune action persuasive sur ceux qui n'étaient pas déjà convaincus. D'autre part, il y avait peu de gens dans les campagnes qui fussent capables d'instruire leurs concitoyens dans ces réunions. Plus d'un prêtre constitutionnel y entra et aurait pu assumer ce rôle : mais là encore, le mouvement de déchristianisation priva la République de leur concours. Aussi, tous les renseignements qu'on possède sur l'activité de ces sociétés prouvent qu'elle fut médiocre : les séances se passaient à lire les lois ou à renouveler le bureau ; on aurait pu y discuter les questions de politique locale, mais déjà le conseil général et le comité de surveillance, composés des membres de la société, s'en étaient occupés, avec l'avantage de pouvoir prendre des décisions obligatoires.

Restait l'école : mais le conflit religieux porta un coup fatal à la création d'un enseignement national. Aux yeux des paysans, l'école avait pour principale raison d'être l'étude du catéchisme et le personnel dont on disposait avait été formé par l'Église. D'accord avec le clergé constitutionnel, l'école aurait pu devenir un instrument d'enseignement civique en même temps qu'elle aurait pu s'assigner comme but la formation intellectuelle. Mais, du jour où il fallut choisir entre l'école et l'église, la grande majorité des paysans, habitués à tenir l'enseignement lui-même pour peu de chose, n'hésitèrent pas un instant. De surcroît, la réforme de l'enseignement, tout autant que celle de l'assistance, était subordonnée avant tout aux ressources financières, en sorte qu'elle fut abandonnée presque aussitôt entreprise : or, elle exigeait un long délai, tant pour la construction de locaux et l'édition de livres appropriés que pour la formation d'un personnel compétent : ainsi faut-il admirer qu'elle ait reçu un commencement d'exécution plutôt que de s'appliquer à montrer qu'elle n'eût presque aucun effet.



Pendant les premières années de la Révolution, les écoles ne subirent aucun changement. Le Département se borna à reconnaître au conseil général le droit de nommer le contre-maître d'école. A Saint-Vaast, les habitants protestèrent contre cette nouvelle amputation des droits de la communauté qui, jusque-là, avait élu le clerc. Le conseil général étant subordonné au District et au Département, la nomination de l'instituteur se trouva ainsi soumise, au moins en cas de conflit, à la ratification de l'autorité supérieure et on connaît un exemple où elle s'opposa à la destitution arbitraire du clerc régulièrement nommé. Entre la commune et le clerc, le contrat demeura tel quel. A Glageon, le clerc se débarrassa, le 24 mai 1792, de l'obligation de porter l'eau bénite le samedi avec l'assentiment des habitants qui reconnurent qu'il valait mieux faire la classe : mais le cas paraît unique. A côté du clerc tenant école publique, le Département ne s'opposa pas d'ailleurs à ce qu'on ouvrît des écoles privées pourvu que la municipalité et le curé eussent attesté la capacité et les bonnes mœurs du maître. Quant à améliorer l'enseignement, personne ne semble y avoir pensé. En 1793 encore, les contrats étaient conçus dans les mêmes termes qu'autrefois et le catéchisme demeurerait le seul livre de l'élève. En 1791, le conflit religieux commença de faire sentir ses effets. Le maître d'école dut se prononcer presque toujours entre les deux curés et se mit ainsi à dos une partie des habitants ; en général, les deux prêtres ne souffraient point qu'il demeurât neutre et l'Assemblée elle-même ne le lui permit pas : le 22 mars 1791, elle lui imposa le serment. A la vérité, les municipalités ne se pressèrent point de le lui faire prêter et, le 10 septembre, le directoire du département décidait même que les institutrices n'y étaient pas astreintes. Ce fut seulement le 14 décembre que le conseil général l'exigea de tous les membres de l'enseignement, sans en exempter les instituteurs privés. Mais tous ne furent pas



mis en demeure de s'exécuter. Le 19 avril 1792, le procureur-syndic du district de Bergues se plaignait que plusieurs municipalités n'eussent pas obéi et, après le 10 août, le Département décida, le 22, que l'arrêté du 14 décembre serait exécuté à la rigueur et que les écoles non conformistes seraient fermées. Comme les clercs étaient payés par les municipalités ou par les parents, aucun document ne permet de dire combien d'entre eux avaient juré, mais il est certain que, dans un très grand nombre de villages, il y eut conflit. Quand la municipalité était patriote, elle remplaça le clerc réfractaire: dès novembre 1791, celle de Mons-en-Pévèle prétendit l'expulser de la maison d'école. Mais très souvent, il n'en alla pas de même: à Thun-Saint-Martin, aussi tard que le 12 décembre 1792, une partie des habitants s'opposèrent à la nomination d'un nouveau clerc. Quand la municipalité était de connivence avec le réfractaire, le clerc récalcitrant put narguer le constitutionnel en continuant ses fonctions. Dans les villages où il avait juré contre le vœu de la municipalité, son office fut officiellement supprimé ou on cessa de le rétribuer. A Beaucamps, le curé réfractaire s'efforça de lui enlever ses élèves et on peut être sûr que le cas ne fut pas unique. Même parmi les enfants il y eut bientôt « division d'opinion ». De toutes façons, soit à l'école, soit à l'église, l'instituteur perdit une part de ses émoluments. Pour achever de l'accabler, le procureur-syndic du district de Douai émit la prétention de lui faire payer patente, de manière à pouvoir autoriser indirectement les réfractaires à tenir école. Mais le directoire rejeta cette prétention, le 30 juin 1792, par un long arrêté où il dévoilait le plan contre-révolutionnaire. Un mois après, le 31 juillet, un membre du conseil général du même district proposa d'obliger les municipalités à rétribuer le clerc-instituteur. On ajourna. Mais le 20 septembre, il fut ordonné de les payer comme d'usage. Seulement le traitement fixé était ordinairement de

médiocre importance et les rétributions casuelles échappaient à l'autorité. On ne peut donc pas douter que, de 1791 à 1793, il y eut un certain affaiblissement de l'enseignement, non que les écoles se fussent fermées: constitutionnelle ou réfractaire, la municipalité conservait presque toujours un clerc, mais beaucoup de parents cessèrent d'y envoyer leurs enfants. Il est également regrettable que, pendant cette période, on n'ait pas pris de mesures efficaces pour sauvegarder l'avenir en réservant à l'enseignement les immeubles nationaux qui auraient pu lui convenir: dans les villages, à la vérité, cette précaution n'aurait guère été efficace. La Convention fut plus imprudente encore en nationalisant, le 8 mars, les biens des établissements d'enseignement: elle s'engagea en retour à payer les instituteurs, mais on n'en vendit pas moins, çà et là, des maisons d'école qui, sous aucun prétexte, n'auraient dû être aliénées. La loi du 10 juin, en autorisant les communes à vendre les biens communaux qui n'étaient pas susceptibles de partage, ne fit pas moins de mal: en l'an III, au moment de la disette, on mit aux enchères des maisons d'école pour acheter des grains. Enfin, après la suppression du culte, on aliéna, plus d'une fois, des presbytères que la loi, en principe, avait réservés aux instituteurs.

Par la loi du 30 frimaire an II, la Convention essaya enfin de réorganiser l'enseignement. Il fut déclaré libre avec rétribution d'État proportionnelle au nombre des élèves. Mais le droit d'enseigner était subordonné à l'obtention du certificat de civisme et la suppression du culte ayant été réalisée à la même époque, l'enseignement se trouva laïcisé. Il devint gratuit et obligatoire pour l'enfant pendant trois ans au moins. Il paraît certain que, dans nombre de communes, personne ne fit la déclaration légale qui permettait de demander à l'État le traitement promis. Naturellement, on manqua partout d'institutrices puisque, dans l'Ancien Ré-

gime, l'école était généralement mixte et que, d'ailleurs, les filles la fréquentaient moins encore que les garçons. Dans les districts de la Flandre maritime, une loi du 8 pluviôse compléta la précédente, en ordonnant aux représentants de nommer, sur présentation des municipalités, dans le délai de dix jours, un instituteur de langue française. On ne put naturellement observer ce délai, mais on procéda à un certain nombre de nominations, même dans les villages. En vérité, les circonstances expliquent aisément que, rapportée au bout d'onze mois d'existence, la loi du 30 frimaire n'ait pu être exactement appliquée; encore, dans les districts envahis, ne put-elle commencer à l'être qu'à partir de messidor: on devrait plutôt s'étonner que, dans les conditions où se trouvait le pays, on ait pu, dans le district du Quesnoy, procéder à 34 nominations de messidor an II à frimaire an III. D'autre part, les certificats de civisme ne s'accordaient pas à la légère. Enfin la situation offerte aux instituteurs nationaux n'était pas propre à éveiller les vocations: ils n'étaient pas logés, ne pouvaient tenir pension, donner des leçons, ni recevoir de gratifications; ils étaient réduits à une rémunération de 20 l. par élève; comme l'enseignement était libre, c'était un traitement aléatoire, en admettant même que l'obligation fut observée. De plus, ils étaient placés sous le contrôle de la municipalité et des parents: dans l'état de l'opinion, ils avaient à craindre mille vexations. Le curé constitutionnel, obligé d'abandonner ses fonctions, aurait volontiers tenu école en attendant des temps meilleurs; la loi du 30 frimaire ne s'y opposait pas et il fut accepté par exemple à Flesquières, à Caudry et à Guesnain, mais ailleurs on fit des objections tirées de la loi du 8 pluviôse qui défendait de choisir des prêtres: le District de Douai s'opposa ainsi à la nomination des ex-curés d'Erquerchin et de Masny. On peut assurer que, dans la plupart des cas, le clerc demeura en place. C'est pourquoi, dans plus

d'un village, on ne put nommer d'instituteur public: s'il était réfractaire, la municipalité n'aurait pu le désigner sans risque et il n'y avait personne pour le remplacer. Il ne convient pas d'en conclure que l'enseignement, même donné publiquement, ait, en ce cas, disparu. A Steenbecque, le 23 ventôse an II, le comité de surveillance fit comparaître Thérèse Maerle qui continuait en pleine Terreur à tenir école, sans avoir fait de déclaration et sans recevoir aucun traitement de l'Etat. Elle n'avait pas davantage prêté le serment constitutionnel et était « plaine de fanatisme ». Comme on lui demandait de quel droit elle enseignait, elle répondit, sans s'émouvoir, que « c'était avec la permission et don de Dieu ». Le comité lui ordonna de se soumettre à la loi ou de fermer son école. A quoi elle répliqua bonnement « que, pour le profit qu'elle en tirait, elle n'en tiendrait plus ». La plupart du temps, les clercs réfractaires enseignaient à domicile: de la sorte ils étaient à peu près à couvert, mais les pauvres ne recevaient plus aucune instruction. L'enseignement public eut donc un succès très variable suivant la concurrence secrète qu'il rencontra, mais toujours fort médiocre. Au début de l'an III, à Lauwin-Planque, l'instituteur avait 15 élèves sur 60 inscrits; à Raimbeaucourt, sur 100 enfants d'âge scolaire, il y avait 17 inscrits. Même en temps normal, il aurait été très difficile d'amener à l'école les enfants qui n'y venaient pas avant 1789: on s'en rend compte aujourd'hui. Mais il n'y a aucun doute que beaucoup de parents préféreraient que leurs enfants demeurassent illettrés plutôt que de les envoyer à l'école publique, « sous le prétexte, disait le comité d'Estaires, le 25 germinal an II, qu'ils ne savent quelle instruction ils doivent recevoir » ou « qu'on n'enseigne plus les dogmes absurdes du culte catholique », disait le District de Cambrai qui ordonna, bien inutilement, le 26 vendémiaire an III, de poursuivre les défaillants. Ce n'était pas qu'on donnât aux enfants un enseignement propre

à alarmer les consciences. Les maîtres n'avaient pas changé et ils n'étaient pas capables de s'élever à des considérations qui prêtassent à la controverse. La Convention avait promis des livres élémentaires, mais on disposa tout au plus de l'annuaire du cultivateur : on s'en tenait comme auparavant à la lecture, à l'écriture et aux quatre règles. Bien mieux, il est certain que les maîtres ne laïcisèrent généralement leur enseignement qu'après le commencement de la déchristianisation et sous la pression de la terreur : aussitôt après le 9 thermidor, le catéchisme et la vie des saints réapparurent partout dans le district d'Hazebrouck. Mais on avait dû supprimer les emblèmes religieux et il n'en fallait pas davantage.

En tout cas, si l'on voulait maintenir cette école, la loi du 30 frimaire apparaissait mal venue. Il était indispensable de recruter des instituteurs dignes de leur mission : avant tout, il fallait donc créer des écoles normales et, pour leur trouver des élèves, accorder aux maîtres un logement et un traitement fixe, les soustraire en outre à l'autorité municipale. Ce fut ce que Lakanal essaya de faire par les lois des 9 et 27 brumaire an III. Mais si les Districts du Nord envoyèrent à Paris quelques hommes qui suivirent, pendant quatre mois, les cours normaux ouverts à leur intention, il ne fut point créé d'école normale dans le département. Encore est-il évident qu'elle n'aurait pu fournir une première génération d'instituteurs avant un an au moins. Or, dès frimaire, on nomma les jurys d'instruction désormais chargés de désigner maîtres et maîtresses et ils fonctionnèrent à partir de nivôse. Les candidats furent donc de même origine : la seule différence fut que, cette fois, on admit les prêtres sans difficulté. Dans le district d'Avesnes où prêtres et clercs constitutionnels avaient été les plus nombreux, on trouva 60 candidats pour 50 écoles. Mais au Quesnoy, on ne put nommer que 37 instituteurs sur 45 ; à Lille, 92 sur 161 ; à Hazebrouck, 38 sur 49 ; à Bergues, 24 seulement.



Pour les institutrices, ce fut bien pis encore : il y eut 6 candidates à Avesnes et aucune à Bergues ; au Quesnoy, on nomma 5 institutrices alors qu'il en fallait 45 ; le district de Lille fut le plus favorisé : on en trouve 52 pour 161 écoles. Les examinateurs furent d'ailleurs d'accord pour constater la faiblesse de ceux mêmes qu'ils admettaient. Ultérieurement, on assura parfois que la sécurité accordée aux maîtres avait diminué leur zèle. En fait, les avantages qu'on leur avait accordés se trouvèrent à peu près illusoire : dans plus d'une commune, on leur contesta le presbytère occupé par la municipalité, le curé, l'ancien clerc ou loué au profit de la commune ; il fallut que le District de Douai intervint pour les autoriser à demander à leurs élèves 10 s. par mois pour le chauffage ; surtout, la dépréciation des assignats réduisit leur traitement à rien au cours de l'an III : souvent même il ne fut pas payé. Enfin, à partir du printemps, les circonstances politiques devinrent franchement défavorables à l'école publique : un grand nombre de réfractaires étaient rentrés et avaient rétabli le culte ; ils avaient aussitôt ouvert les hostilités contre elle, avec l'appui des municipalités renouvelées par les thermidoriens. Le District d'Hazebrouck régénéré n'hésita pas à décréter, le 4 thermidor, la suppression des institutrices et même, pendant la moisson, celle des instituteurs qui n'avaient pas 25 élèves. Dans le canton de Lannoy, les communes avaient rétabli officiellement les clercs réfractaires dans leurs anciennes fonctions et l'opinion considérait si bien leurs écoles comme les véritables écoles publiques que, le 18 frimaire an IV, l'administration municipale demanda si le traitement prévu par la loi du 27 brumaire ne devait pas leur être payé au préjudice des instituteurs nommés par le jury ! On comprend que beaucoup de maîtres qui auraient volontiers accepté d'enseigner à l'école publique aient trouvé plus de tranquillité et de profit à tenir école libre dont l'ouverture n'était plus soumise à aucune



formalité: la loi elle-même avait d'ailleurs réduit beaucoup de communes à n'en pas avoir d'autre, car elle n'avait accordé en principe qu'une école par mille habitants. Dans le district d'Avesnes, pour 93 communes, le jury avait proposé 40 écoles et la commission d'instruction publique en re-trancha 16. Naturellement, les communes privées d'école publique conservèrent leur clerc. En brumaire an IV, la municipalité d'Etrœungt demanda la permission, que le District lui refusa, de rétribuer un instituteur particulier et celle de Felleries, sans consulter personne, en établit deux auxquels elle accorda le presbytère et un traitement, en leur donnant des instructions qui ne laissent aucun doute sur le caractère de leur enseignement.

Comme celle qui l'avait précédée, la loi du 27 brumaire an III ne demeura en vigueur qu'une année. Le 3 brumaire an IV, la Convention réorganisa pour la troisième fois l'enseignement. Il n'aurait pas été inutile de retoucher la loi de l'an III pour rendre à chaque commune son école publique et, surtout, pour organiser l'école normale qui était la pierre angulaire de l'édifice. Mais la nouvelle loi abandonna au contraire l'œuvre à peine entreprise, pour raison d'économie. L'instituteur n'avait plus droit qu'au logement ou à une indemnité représentative que l'Administration centrale fixa à 200 l. L'ancien écolage rétabli fut fixé, dans le Nord, à 40 s. par mois, un quart des élèves pouvant en être exempté par l'administration cantonale. Avec la gratuité, l'obligation fut abandonnée. L'Administration centrale ne se pressa pas d'appliquer la loi: elle procéda à une enquête préalable; en fructidor an IV, les jurys d'instruction n'étaient pas tous formés et le nouveau régime ne fonctionna qu'en l'an V. Naturellement, il donna des résultats encore moins satisfaisants que le précédent. Le jury d'Avesnes, par exemple, proposa 76 écoles pour 126 communes et n'eut à juger que 30 candidats et 4 candidates: les clercs et les prêtres consti-

tutionnels continuèrent à fournir la majorité des élus. Mais l'Administration centrale refusa de nommer les prêtres qui exerçaient le culte. La situation morale des instituteurs publics empira encore parce que les administrations de canton, beaucoup plus indépendantes que les anciennes municipalités, purent les brimer impunément. Certaines proposèrent à l'Administration centrale des instituteurs qui n'avaient pas subi l'examen; d'autres, qui avaient déjà des maîtres régulièrement nommés, voulurent en désigner d'autres: on devine pourquoi; d'autres encore prétendirent conserver leurs anciens instituteurs et destituer ceux qu'on leur avait envoyés. Dans la moitié des communes, l'occupation des presbytères suscita des difficultés de toutes sortes. Plusieurs agents en expulsèrent l'instituteur. A Seclin, on ne put jamais parvenir à persuader l'agent de l'y installer. Souvent, pour avoir la paix, le maître consentit à le partager avec le curé, le garde, la municipalité, quelquefois avec un cabaretier, locataire de la commune. Ceux qui n'obtinrent pas de logement ne reçurent pas davantage l'indemnité promise; quant à l'écolage, ils durent accepter ce qu'on voulait bien leur accorder. Jusqu'au 18 fructidor, les conflits d'origine religieuse furent nombreux et parfois violents en Flandre maritime. A Wallon-Cappel, l'instituteur fut expulsé du presbytère à l'instigation des réfractaires. A Renescure, il fut violemment attaqué, parce qu'il n'allait pas à la messe. Pour garder leurs élèves, les maîtres ménagèrent la chèvre et le chou. En vertu de la circulaire du 3 frimaire an VI, ils prêtèrent le serment de haine à la royauté, mais, disait Groslevin, « ils n'en deviendront pas plus républicains pour cela ». Et, en effet, d'un autre côté, ils enseignaient dans les mêmes conditions que leurs concurrents comme le prouva l'enquête ordonnée, le 20 fructidor an V, par François de Neufchâteau. Les municipalités de canton qu'on venait de régénérer admirent qu'ils étaient peu républicains, conser-

vaient leurs anciens usages et notamment employaient les anciens livres, le catéchisme, la Vie des saints, parce que les parents n'en voulaient pas d'autres: «ils paient aux instituteurs, disait celle de Seclin, et se croient en droit de faire instruire leurs enfants à leur guise». Que pouvaient ces pauvres maîtres? Celui de Sainghin-en-Weppes, qui fut destitué en l'an VII, convenait qu'il n'enseignait pas les principes républicains parce qu'il aurait perdu tous ses élèves et quelques-uns même se compromirent en faveur du culte secret des réfractaires. Malgré toutes leurs concessions, la prospérité des écoles privées ne cessait de croître, non pas seulement en Flandre maritime, mais un peu partout. La loi du 17 pluviôse an VI les avaient soumises à la surveillance des administrations municipales, mais c'était par exception qu'on y pénétrait; le 21 floréal an VI, l'Administration centrale ferma celle de Marcoing où aucun enfant n'avait pu dire ce qu'étaient les droits de l'homme et du citoyen: ce fut l'unique mésaventure de ces institutions.

Les administrations républicaines du Nord se rendirent bien compte qu'il aurait fallu rétablir le traitement des instituteurs; mais le Directoire, plus pauvre que jamais, ne toucha point à la loi du 3 brumaire an IV; Bonaparte l'abrogea par celle du 11 floréal an X et les communes rentrèrent en possession du droit de nommer librement leur contre-maître d'école. A ce moment, Dieudonné notait l'existence d'une école publique dans 658 communes sur 671, mais partout elle était redevenue ce qu'elle était en 1789.

Les pauvres certainement ne s'étaient pas intéressés à la réforme qui, avec celle de l'assistance, aurait constitué le plus clair des profits qu'ils eussent pu tirer de la Révolution. L'une et l'autre échouèrent principalement faute d'argent. Sans doute, les maîtres manquaient, mais une part essentielle de la réforme était d'en former. Si l'effort aussi manqua de persévérance, on le dut à la réaction thermidorienne qui contribua puissamment à faire échouer la loi de l'an III.

Enfin, il est évident que la suppression du culte en l'an II eut une influence déplorable : l'enseignement laïque aurait eu moins de peine à naître, s'il avait pu invoquer la neutralité bienveillante d'un clergé constitutionnel. Ainsi, l'histoire de l'enseignement dans les villages est un fragment de celle de l'opinion pendant la Révolution.

La grande majorité des paysans du Nord avait donc traversé la tourmente sans que leurs habitudes d'esprit eussent été modifiées. Le fait est particulièrement évident en Flandre maritime où la révolution agraire n'avait pas touché la masse et que l'ignorance du français séparait du reste du pays. Le paysans connaissent-ils la Révolution ? demandait le ministre de l'intérieur aux municipalités en 1793. Assez, répondait prudemment celle de Saint-Jans-Cappel ; « pas fort, convenait celle de Flêtre ; ils s'appliquent à leur travail pour vivre » ; « ils l'ignorent, déclaraient franchement celles de Hondegheem et de Méteren ; ils sont absorbés par leurs travaux » et le quart d'entre eux, à Hondegheem, la plupart, à Méteren, ne savaient pas le français. En l'an III, dans le district d'Avesnes, on ne parlait pas autrement des paysans de plusieurs villages : « les habitants de Beaufort ne sont ni patriotes, ni aristocrates » ; ceux d'Eclaibes « ne sont pas de grands patriotes » ; ceux de Semousies « ne savent pas ce que c'est qu'une révolution et dont ils sont en arrière » ; surtout on y marque une grande insouciance pour l'instruction : à Saint-Rémy-Chaussée, « ce sont de bonnes gens, mais pas fort instruits ». Cependant, dans la région méridionale du département, malgré l'attachement à la religion traditionnelle, une méfiance instinctive subsista contre le clergé qui avait essayé de rétablir la dîme et de reprendre les biens nationaux avec le concours de l'étranger et, dans la bourgeoisie rurale, un certain nombre lui demeurèrent médiocrement sympathiques. L'éducation civique du paysan n'en demeurait pas moins tout entière à faire.

## CHAPITRE XII

### LA COMMUNE RURALE PENDANT LA RÉVOLUTION (suite): DIVISIONS ET LUTTES POLITIQUES

#### I. - JUSQU'À LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ

Jusqu'au mois d'août 1790 et même jusqu'à la fin de l'année, la lutte se poursuivant contre le décimateur et contre le seigneur, l'esprit de classe continua d'unir la grande majorité des paysans. Les réformes de la Constituante étaient bien lentes et bien incomplètes au gré du peuple des campagnes, mais, tout enfiévré encore de sa victoire, il demeurait confiant et ses espérances n'étaient pas encore déçues: il ne payait plus rien ou peu s'en fallait et la vente annoncée des biens nationaux excitait l'enthousiasme; ni la dépendance politique que la Constituante avait imposée aux passifs, ni la servitude économique où la bourgeoisie rurale entendait les maintenir ne paraissaient définitives aux ménagers et aux journaliers. Les patriotes des villes groupés en unions ou sociétés se tenaient en relations étroites avec ceux qui, dans les campagnes, avaient préparé les élections aux états généraux pour renseigner et stimuler les paysans: on répondait volontiers à leur appel. De jan-

vier à avril, ils s'efforcèrent de faire élire des municipalités et des électeurs de bon aloi, sans réussir pleinement, il s'en fallut de beaucoup, à écarter les contre-révolutionnaires. Ils encouragèrent aussi la formation des gardes nationales. « Ce qui met le comble à ma joie, écrivait Hannoie, patriote d'Avesnes, au médecin Lebon, de Floyon, c'est que le feu du patriotisme gagne le cœur des habitants de nos campagnes; nos environs sont pleins de gardes nationales. Floyon en a donné l'exemple. Vous savez sans doute que Bevière est capitaine: il a déjà acheté l'habit et l'épaulette; Adrien Lequeux est colonel; on va travailler à leurs drapeaux et je ne manquerai pas d'assister à la bénédiction. Etroëungt, Fourmies, Anor, Wignehies, Dompierre, Marbaix, Maroilles, Prisches, Cartignies s'enrégimentent et, le 14 juillet prochain, toutes les gardes nationales se réuniront pour célébrer le grand jour et s'unir plus intimement encore ». En attendant, celles du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme se fédérèrent à Lille, le 6 juin: les villages du Nord y envoyèrent un homme sur cent. Le 14 juillet, la fête fut célébrée dans tous les villages avec un empressement qu'on ne peut mettre en doute.

Cependant la contre-révolution ne désarmait pas. La résistance officielle entreprise à la fin de 1789 avait pris fin, mais on comptait la recommencer par le moyen des nouvelles assemblées et, comme on l'a vu par l'exemple de la municipalité de Douai, cet espoir n'était pas entièrement vain: la décentralisation administrative l'encourageait; mais il est certain qu'en 1790, c'étaient les villes, non les campagnes, qui inquiétaient les patriotes: l'intérêt des paysans était trop évident; ils étaient en communion avec les Amis de la Constitution à Lille et à Cambrai et la propagation, de plus en plus active, des brochures hostiles à la Révolution les atteignait difficilement. Toutefois, les propos allaient leur train et les nobles n'étaient pas les derniers à s'emporter



contre l'Assemblée. « Savez-vous, disait Duchambge de Noyelles au maire d'Houplines, en mars, que les maires seront les premières victimes si la contre-révolution a lieu? qu'il y en a déjà plusieurs qui se sont sauvés chez l'étranger? Savez-vous que la noblesse et le clergé ne souffriront jamais cette révolution? Savez-vous que le roi est forcé à sanctionner tout ce que veut l'Assemblée nationale parce qu'il n'est pas libre? Que tous les honnêtes gens gémissent de la tyrannie de cette Assemblée nationale? ». Le haut clergé n'était pas seul à récriminer. Les curés étaient ébranlés. Beaucoup, il est vrai, avaient vu leur traitement augmenté, mais certains regrettaient la situation indépendante que leur procuraient la dîme et les biens de cure et en condamnaient publiquement la suppression. Renaut, lui-même, député à l'Assemblée et qui devait être bientôt un des chefs du clergé constitutionnel, écrivait, le 24 octobre 1790: « C'est bien contre mon opinion qu'on a dépossédé les titulaires ecclésiastiques de leurs biens et de leurs revenus ». Le 16 novembre 1789, il s'était alarmé de la publicité accordée aux cultes non catholiques et le rejet de la motion de dom Gerle provoqua une recrudescence de mécontentement: les curés de Cambrai blâmèrent leur collègue Bracq de ne pas l'avoir soutenue. Plusieurs curés se montrèrent mal disposés pour les nouvelles municipalités; celle de Raimbeaucourt se plaignit du sien dès mars: « Ce sont des hydres attachées à l'ancien régime »; à Reumont, il fit payer la messe et le Te Deum du 14 juillet et déclara qu'il avait prêté bien malgré lui le serment civique; à Eswars, la municipalité voulut, en retour, le forcer à monter la garde; à Ostricourt, le conflit devint aigu à la fin de l'année. Les religieux étaient quelquefois plus ardents encore.

Les bruits de complot contre-révolutionnaire commencèrent à courir dès la fin de 1789. On racontait qu'il y avait des armes et qu'on rassemblait des partisans aux châteaux

de la Rianderie à Lécuse, de la Marck à Raismes, de Croy à Bonsecours et que les régiments étaient travaillés en vue d'une révolte qui permettrait de les diriger sur Paris, avec la complicité des chefs militaires et notamment d'Esterhazy. Il passait de l'argent et des fusils en Belgique et on pensait qu'ils étaient destinés à des troupes contre-révolutionnaires. En fait, les ennemis des patriotes ne pouvaient rien sans le concours de l'Autriche, mais il est vrai qu'ils se remuaient et qu'ils intrigèrent en Belgique pour essayer d'obtenir des concours armés. Les péripéties mal connues de la révolution des Pays-Bas accrurent les craintes. Les Vonckistes se réfugièrent dans le Nord au début de l'été de 1790 et les autorités brabançonnaises les dénoncèrent aux Amis de la Constitution, pour leur nuire, comme des ennemis de la liberté. Les réfugiés se répandirent dans les campagnes en exigeant des vivres et de l'argent et, en attendant qu'on essayât de les utiliser, pour envahir la Belgique, on les regarda avec soupçon, car ils pouvaient être les agents d'un coup de main.

Aux contre-révolutionnaires, les patriotes rendirent coup pour coup. Ils les accusèrent de fomenter les troubles, les rendirent responsables des émeutes agraires, de la sortie du numéraire et du chômage, assurèrent qu'ils accaparaient les grains; en avril, de nombreux incendies ayant éclaté autour de Douai, on les leur attribua. Mais ce que retenaient de tout cela la masse des gens, attachés avant tout à la tranquillité, c'était que les deux partis s'acheminaient peu à peu vers un conflit violent et que leur intérêt leur commandait de se tenir à l'écart. Ainsi l'unanimité qui avait réuni tous les paysans tendit peu à peu à disparaître: une minorité s'engagea de plus en plus dans la voie révolutionnaire et y suivit ses chefs jusqu'au bout, tandis que les autres, sans cesser d'être sympathiques aux réformes qui leur avaient profité, rentraient dans une prudente neutralité.

D'autres causes encore travaillaient à désagréger le bloc paysan. Les grands fermiers ne se consolaient pas d'avoir perdu la perception de la dîme et du terrage et redoutaient le morcellement de leur exploitation ou l'augmentation de leur rendement. Le chômage mécontentait sourdement les pauvres et la suppression des aumônes ecclésiastiques ouvrait à la propagande contre-révolutionnaire des oreilles complaisantes. Mais surtout la bourgeoisie rurale était inquiète. Par l'abolition du pouvoir seigneurial, elle avait entendu que le sien deviendrait incontesté. « Je crus longtemps, disait un patriote de Coutiches, en l'an III, que c'était le vrai patriotisme qui les animait; mais le temps fit voir que c'était la pure ambition de dominer le petit et l'intérêt ». En beaucoup de villages, il est vrai, elle avait obtenu gain de cause aux élections, mais les prétentions des passifs rendaient son autorité précaire; tout le régime agraire était mis en conteste et les campagnes étaient dans un état d'agitation et d'insubordination qui la remplissait de crainte pour sa domination économique. Les patriotes se rendaient bien compte de cet état d'esprit. Or, l'état de dépendance où se trouvaient les journaliers et les ménagers permettait malgré tout aux cultivateurs de faire prévaloir, dans une grande mesure, leur volonté: la minorité révolutionnaire fut ainsi portée à combattre la domination sociale de la bourgeoisie rurale et à en délivrer les salariés; il suffisait que la bourgeoisie rurale fut amenée à prendre parti, sur un point, contre l'Assemblée, pour que le conflit social apparut, comme une conséquence naturelle de la lutte politique, et pour que la classe rurale, jusqu'ici unanime contre l'ancien régime, se divisât sans remède.

## II. - JUSQU'À LA GUERRE; LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ

Ce fut la Constitution civile du clergé qui provoqua cette scission en groupant tous les mécontents autour du curé réfractaire. Le paysan n'avait point prêté l'oreille aux plaintes de son curé et ne s'apitoyait pas sur son sort, encore moins sur celui du haut clergé ou des moines; les difficultés dogmatiques que suscitait la Constitution ne l'intéressaient pas beaucoup non plus: le Tiers Etat de Mortagne avait même demandé, dans son cahier, que les curés fussent présentés aux collateurs par le peuple; après la déportation des réfractaires, beaucoup acceptèrent le constitutionnel; mais si une minorité patriote devint rapidement anti-cléricale et se passa sans difficulté de prêtres, la grande majorité voulait un curé et elle était très attachée à celui qui était en fonctions. Tant qu'il demeura en place, la Constitution civile n'eut pas grande importance pour le paysan et il n'en conçut que peu d'inquiétude. Mais quand il dut choisir entre le réfractaire et le constitutionnel, il s' alarma, non seulement parce que sa formation intellectuelle l'obligeait à prendre parti et à s'affliger du schisme, mais parce que sa sécurité était compromise par le choix lui-même qui l'incorporait à l'un des deux partis extrêmes.

Or, le plus grand nombre des curés du Nord refusèrent le serment prescrit par le décret du 27 novembre ou ne le prêtèrent qu'avec restriction. Ce fut dans la région herbagère qu'il y eut le plus d'assermentés, au moins les deux tiers des curés en fonctions, à ce qu'il semble; partout ailleurs, il y en eut peu; le Hainaut et le Cambrésis ne furent pas plus favorisés que la Flandre. On peut croire qu'ils eussent été plus nombreux si les évêques n'étaient vigoureusement intervenus. Celui d'Arras fit circuler secrètement

une exhortation aux curés et leur notifia la restriction qu'ils devaient apporter au serment s'ils le prêtaient. Un certain nombre de prêtres hésitèrent certainement à rompre avec la Révolution et, peut-être aussi, devant la perspective de se trouver, du jour au lendemain, sans ressources; ils jurèrent, puis se rétractèrent, quelquefois sous la pression de leurs collègues et, surtout, quand le pape, en avril, se fut enfin publiquement prononcé. Le curé d'Aubers jura ainsi avec restriction, puis la retira et enfin la rétablit. L'élection de l'évêque Primat, sur laquelle le Département avait compté pour obtenir la soumission du clergé paroissial, fut de nul effet.

On ne trouva pas facilement des remplaçants, ni même beaucoup d'électeurs pour les nommer. Dans les districts les plus favorisés, on put seulement pourvoir aux cures; beaucoup de constitutionnels durent biner, et il ne resta presque plus de vicaires. Toutefois, au cours de l'année 1791, on procéda à l'évacuation de la plupart des monastères et un certain nombre de religieux acceptèrent d'entrer dans le nouveau clergé, bien que le paiement irrégulier des traitements fût peu propre à les y encourager et fournit une arme de plus aux réfractaires. Mais, dans bon nombre de paroisses, l'insermenté demeura en fonctions pendant des mois et quelquefois, comme à Villers-au-Tertre, jusqu'à l'internement à Cambrai, ordonné le 30 avril 1792.

Les plus ardents continuèrent, comme ils l'avaient fait depuis l'origine, à publier les mandements des anciens évêques et à prêcher contre la Constitution civile ou même la révolution en général. Aux discours s'ajouta la distribution d'imprimés, venus de Paris ou rédigés dans le pays, et de chansons qui ridiculisaient les constitutionnels. Dans le village où on lui avait donné un successeur, le réfractaire évacua le presbytère, parfois de bonne grâce, parfois aussi en le dégradant (du moins l'en accusa-t-on) et, s'installant chez

un particulier, continua d'exercer son ministère; contrairement à la loi, il remplissait les fonctions paroissiales et administrait les sacrements. Assurément, d'aucuns, de nature paisible, se contentaient d'accomplir ce qu'ils regardaient comme leur devoir, sans chercher noise à leur rival; mais leur présence même excitait leurs partisans; beaucoup d'autres certainement s'appliquaient à lui rendre la vie impossible et, dès le 17 juin 1791, le Département exprimait l'avis que si l'on voulait rétablir l'ordre, il faudrait les éloigner de leur ancienne paroisse. Comme le réfractaire, le constitutionnel avait une haute idée de sa dignité; comme lui, il advenait qu'il fût emporté ou pointilleux. En butte aux avances, voyant sa messe désertée, il ne s'abstenait pas toujours d'exercer des représailles et il en avait les moyens. La loi du 13 mai autorisait le réfractaire à dire la messe: le constitutionnel lui refusait les clefs de l'église ou de la sacristie, défendait au clerc de sonner les cloches et de l'accompagner à l'autel; parfois il l'interrompait. Ordinairement, comme l'attestent de nombreuses requêtes, les deux prêtres ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur les heures: la municipalité intervenait en faveur de l'un ou de l'autre et le conflit peu à peu s'envenimait.

Derrière eux, le village se partagea en deux camps et quelquefois aussi la municipalité et le conseil général. Personne ne peut douter que les scrupules de conscience y aient contribué, mais ce fut aussi affaire de politique, d'intérêt et de dépendance sociale. Ceux qui étaient attachés de sentiment ou d'intérêt à la Révolution prirent parti pour le constitutionnel et regardèrent les autres comme des contre-révolutionnaires, fait très grave qui devait vicier l'application, dans les villages, de la loi des suspects. « On dira sans doute, écrivait, en l'an III, le patriote de Coutiches, précédemment cité, que ce n'est pas aller à la messe qui est un acte de vrai civisme; que de ne point avoir paru comme les



autres au renouvellement de la cure, ce soit encore une marque d'incivisme; non et j'en demeure d'accord; mais aussi je soutiens qu'un vrai patriote aurait fait tout cela par rapport à son amour pour les principes constitutionnels et enfin pour la liberté. Je soutiens toujours que ceux qui ne les ont pas voulu reconnaître, à cause de la part de qui ils venaient, sont des aristocrates. Et voilà la preuve: si on leur permettait de ravoir ce vieux curé, ils se casseraient les jambes à courir au devant, et cependant il n'y a que monseigneur Cobourg qui peut en être le rameneur; donc il faut qu'ils désirent nécessairement l'ennemi et le voir, pour ce faire; ainsi font-ils ». Les amis des réfractaires étaient pareillement guidés fort souvent par le ressentiment de quelque dommage éprouvé à la suite de la Révolution; dans leurs rangs vinrent se placer un grand nombre de fermiers et de cultivateurs aisés et ils n'hésitèrent pas à se servir de l'autorité sociale qu'ils détenaient: « Il fallut se servir de son autorité sur ceux qui vivaient du travail de leurs mains et il fallut leur défendre d'aller à la messe de l'intrus... sous peine de ne plus leur donner à vivre et de les mettre à la porte, s'ils y allaient; et on le fit même, dans bien des fermes ». Tandis que, comme marguilliers, ils refusaient quelquefois de fournir au constitutionnel le pain et le vin de messe, ils supprimaient tout secours, comme pauvriseurs, aux indigents qui n'allaient pas à la bonne messe. En 1793, le curé de Marquette-en-Ostrevant, signalant qu'il y avait une centaine de suspects dans sa paroisse, ajoutait que quinze à vingt seulement méritaient d'être arrêtés: « les autres sont des domestiques, des ouvriers, des journaliers, les esclaves, en un mot, des premiers, qui se plaisent à vivre dans l'esclavage et auxquels on ne saurait faire connaître le prix de la liberté républicaine ». Les contre-révolutionnaires assurèrent que leurs adversaires des villes usaient de corruption, par exemple à Fontaine-Notre-Dame, pour gagner le

populaire, mais il est évident que la bourgeoisie rurale avait beaucoup plus beau jeu. Il est donc certain que la ligne de démarcation des deux partis ne correspondit pas à celle des classes; pourtant, il n'est pas douteux que, jusqu'à l'invasion au moins, le parti constitutionnel, dans beaucoup de communes, surtout dans le Sud, se recruta principalement dans le menu peuple, tandis que le réfractaire trouvait son appui le plus solide dans une partie de la bourgeoisie rurale qui lui amenait une partie des ménagers et des manouvriers placés dans sa dépendance.

Quand la municipalité elle-même était composée des partisans du réfractaire, il n'est pas surprenant que l'installation du constitutionnel ait été souvent difficile. A Felleries, Quiévelon et Berlaimont, à Hornaing et à Féchain, à Caëstre et Ledringhem, son arrivée suscita des troubles ou bien, accablé d'injures et de menaces, il dut se retirer; en plusieurs lieux, il fallut faire intervenir la force armée. Ailleurs, la municipalité refusa d'accueillir son serment, lui refusa un vicaire et surtout, en coupant les vivres à son clerc, lui rendit très difficile la célébration des offices; en même temps, elle protégeait le réfractaire par tous les moyens: il en résultait des incidents continuels. A Felleries, le 20 mai, la municipalité déclarait prendre sous sa protection le vicaire constitutionnel que l'on menaçait; le 10 juillet, le curé refusa l'entrée de la sacristie à un réfractaire qui ne lui avait pas demandé la permission d'officier: des habitants le contraignirent à livrer les clefs et la municipalité les obligea à faire réparation; mais le 16 octobre, le curé interrompit le réfractaire, à l'offertoire, sous prétexte qu'il voulait prêcher: alors la municipalité dévoila son véritable sentiment et, assurant que les heures avaient été fixées d'accord avec lui, blâma son «inconduite qu'elle regardait avec mépris» et qui avait suscité dans l'église «une révolte effroyable». A Onnaing, le curé Verdavaine fut installé le 4 juin. Dès le

7, il invitait le maire à constater qu'on avait enlevé les huiles saintes. Comme il n'avait pu trouver de vicaire, la municipalité autorisa l'ancien à remplir les fonctions paroissiales. Pour l'en empêcher, il fit mettre une seconde serrure à la sacristie : elle la fit enlever. Verdavaine mourut peu après ; dès octobre, son successeur demandait au District de retirer à la municipalité la deuxième clef de l'église et de la sacristie, et au vicaire la seconde boîte aux saintes huiles qu'elle lui avait remise, d'obliger ses rivaux à lui demander la permission de dire la messe, de leur défendre les sonneries, d'interdire à un réfractaire de Quarouble de venir officier dans sa paroisse. La municipalité répliqua qu'il l'avait injuriée et laissé ses partisans sonner « les trépas des aristocrates », puis aller « faire des avanies à la porte du vicaire ».

Mais on aurait tort d'imaginer qu'il en allait de même partout et que tous les villages fussent acquis d'emblée au clergé réfractaire. A Villers-Guislain, le vicaire n'ayant pas juré, la municipalité, à la demande du curé, lui interdit toutes fonctions pastorales, le 30 mai ; à Cuincy, la municipalité reçut le constitutionnel avec les honneurs habituels ; à Aix et à Hamel, elles demandèrent un curé assermenté. Celle de Capinghem dénonça le réfractaire pour avoir « insinué que le serment tendait à renverser la religion » ; celle d'Ostricourt, pour avoir excommunié ses adversaires ; celle de Lompret pour avoir attaqué la Constituante, « douze cents gueux et d'esprit pervers qui enchaînent notre bon roi » ; dans ce village, une émeute faillit éclater, parce que le réfractaire avait excité le peuple contre un récollet patriote qui, venu de Lille avec plusieurs soldats de la garnison, lisait à sa place, sur l'ordre du maire, deux proclamations patriotiques. Mais souvent, ce fut la garde nationale ou les patriotes attroupés qui s'attaquèrent aux réfractaires et à leurs partisans. A Bertry, le 22 mai, les anciens curé et

vicaire furent sommés de déguerpir; un de leurs amis fut molesté et, après promenade en musique, on décapita, comme aristocrate, un mannequin de paille après avoir planté une potence sur la place. Même en Flandre maritime, les patriotes réagirent vigoureusement. A Looberghe, en novembre, la municipalité, malgré le constitutionnel, interdit au réfractaire de dire la messe et lui refusa le pain et le vin. A Ledringhem, une partie de la garde nationale entra en conflit avec la municipalité. Les autorités judiciaires, qui s'abstenaient de poursuivre les réfractaires à raison de leurs prédications séditeuses, agirent souvent contre les amis des constitutionnels. Le commissaire du roi vint occuper militairement Bertry aux frais de la commune; celui de Lille, Wiart, adressa aux municipalités une circulaire menaçant de la marque et des galères tous fauteurs d'attroupements contre les réfractaires et leurs fidèles.

Ce fut la fuite à Varennes qui acheva d'opposer les deux partis et en fit des ennemis mortels. Personne ne pensa dans le Nord que le roi fût parti sans s'être assuré, au préalable, le concours de l'étranger dont on attendait l'intervention de jour en jour, maintenant que les Autrichiens avaient reconquis la Belgique. Toutes les villes fortes fermèrent leurs portes et prirent des dispositions militaires pour repousser un coup de main. Jusqu'au fond des campagnes, l'émotion fut profonde et quelques registres de délibérations en ont gardé le souvenir. A Hem-Lenglet, le 23, la municipalité fit sonner le tocsin et lut aux habitants assemblés les lettres du District: «et avons prié de suite tous les citoyens de notre commune de se tenir sur ses gardes et de soutenir courageusement la liberté que nous avons conquise. Après lesquelles (lettres), les citoyens ont déclaré qu'ils étaient prêts de maintenir de toutes leurs forces les intérêts de la nation ». Et à Wormhoudt, en plein pays flamand, la municipalité mit, le 26, la garde nationale sur pied, avec ordre d'arrêter

tous les suspects qui voudraient sortir du royaume et envoya demander des armes. Naturellement, les réfractaires, considérés comme les chefs naturels de la contre-révolution, et aussi les seigneurs, supportèrent, une première fois, le contre-coup de l'exaltation nationale. A Haspres, à la nouvelle de la fuite du roi, la garde se porta « à des excès très répréhensibles » contre les religieux de la prévôté. A Iwuy, le 1<sup>er</sup> juillet, elle manifesta contre les sœurs que le Département avait dispensées du serment. A Coutiches et à Mastaing, en juillet, à Fournes, Roncq, Quesnoy, on troubla violemment le culte des réfractaires. Des citoyens actifs de Lille et de divers chefs-lieux de canton prièrent l'Assemblée de les éloigner de leur ancien domicile et, le 10 juillet, le District de Douai proposa au Département de les interner dans cette ville. Il refusa mais, dès le 25 juin, il avait ordonné la fermeture des oratoires, qui ne fut d'ailleurs pas exécutée, et, le 3 août expulsa les réfractaires du Câteau; des lettres du député Renaut firent courir le bruit qu'il allait prendre une mesure générale.

En réalité, sous l'influence de la réaction qui suivit la journée du Champ de Mars, le Département se mit à tergiverser pitoyablement. Le 1<sup>er</sup> septembre, il démentit hautement l'intention qu'on lui attribuait et, rappelant que la loi du 13 mai autorisait le réfractaire à dire la messe, il stipula que l'heure en devait être fixée de gré à gré ou, à défaut, par la municipalité. Il ajouta que le réfractaire pouvait utiliser les ornements et vases sacrés, si cette dernière le lui permettait. Mais le lendemain, sur les réclamations des patriotes, il se contredit et déclara qu'il n'avait pas entendu imposer cette dernière obligation aux constitutionnels. Le 31 octobre, il défendit au réfractaire d'officier en même temps que son adversaire, mais il rouvrit provisoirement les oratoires. L'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre, qui ne contenait pas un mot de blâme à l'adresse des réfractaires, n'en laissa pas

moins l'impression que le Département les considérait comme les victimes de leurs rivaux, et les municipalités aristocrates s'en prévalurent pour imposer aux constitutionnels un règlement du service paroissial. Aussi la session du conseil général, fin novembre et décembre 1791, fut orageuse. Le roi venait de refuser sa sanction au décret contre les insermentés. Les patriotes obtinrent d'abord qu'on protestât, puis la majorité se déjugea et décida seulement l'envoi d'une députation. L'arrêté du 10 décembre ordonna qu'entre sept et onze heures le réfractaire ne pourrait dire la messe et la faire sonner qu'avec la permission du constitutionnel et à l'heure fixée par lui. On convint de dresser la liste des insermentés et d'enquêter sur leur attitude. Il fut défendu aux religieux de quitter leur couvent, sauf pour un mois de vacance au maximum et encore sans porter leur costume et en rapportant un certificat de bonne conduite de la municipalité. Le 14, les clercs furent astreints au serment. Mais cet arrêté ne fut pas appliqué avec plus d'exactitude que les autres.

Malgré l'apparente réconciliation du roi et de l'Assemblée nationale, l'inquiétude, dans ce pays si exposé, ne put se dissiper; les contre-révolutionnaires attendaient l'invasion pour le printemps au plus tard et en menaçaient ouvertement les patriotes pleins d'anxiété et de haine. Les curés constitutionnels eux-mêmes n'obéirent point partout au Département et la fixation des heures de messe demeura, en beaucoup d'endroits, une source de difficultés.

Il est impossible de se former une idée de la force numérique des deux partis et on éprouve même beaucoup de difficulté à tirer du chaos des incidents, dont nous ne connaissons certainement qu'un petit nombre, quelques notions sur leur répartition géographique. Souvent d'une commune à l'autre, la situation se modifiait et les influences personnelles jouaient un rôle considérable. On peut dire que la



Flandre maritime était favorable aux réfractaires, tandis que les patriotes l'emportaient dans la région herbagère du Sud-Est. Dans la zone intermédiaire, il y avait des flots réfractaires comme le Sud du district de Douai, mais, en général, la variété et l'incertitude étaient grandes. En tout cas, il importe de ne pas se représenter la proportion des forces d'après ce qu'on sait de la période thermidorienne et directoriale. Les circonstances matérielles n'avaient pas encore engendré la dépression et la lassitude et, bien que la contre-révolution fut très puissante dans le Nord, les patriotes y étaient nombreux et résolus.

Même en Flandre maritime, il n'était guère de villages qui n'eût les siens, bien que souvent réduits à l'impuissance. A Ledringhem, le greffier dirigea la lutte contre le constitutionnel qui n'avait pas reçu ses lettres d'institution et finit par s'en aller en février 1792 : les réfractaires reprirent possession du presbytère. Aux demandes d'explication la municipalité opposa un silence obstiné. Au milieu d'avril, quand le constitutionnel revint pour être installé officiellement, elle s'y refusa ; les habitants, de nouveau, le traitèrent « de manière insolente et désordonnée » et il dut repartir. Cette fois, le District envoya des commissaires et la force armée. Encouragés, les patriotes empoignèrent le curé réfractaire et faillirent lui faire un mauvais parti. La lutte se transporta sur le terrain judiciaire, et, en décembre, les patriotes profitèrent des circonstances pour faire payer aux municipaux, de leur poche, les frais de l'occupation. Un habitant fut condamné pour injure au constitutionnel ; puis le maire fit condamner ce dernier même. A Lederzeele, le vicaire réfractaire était le vrai maître de la paroisse. Le 11 janvier 1792, le curé constitutionnel déclara qu'il allait le remplacer. Le dimanche 15, la municipalité l'empêcha de dire la messe pour assurer la place au vicaire. Le juge de paix et la garde nationale de Watten, appelés par les patriotes, intervinrent :

le maire, le procureur et un notable furent arrêtés, poursuivis et acquittés à Bergues; les deux premiers furent suspendus par le Département et, en mars, la gendarmerie vint de nouveau protéger le curé. Au contraire, en février 1792, à Esquelbecq, et aux environs, des attroupements se formèrent, visant les réfractaires, l'ancien seigneur et les grands cultivateurs aussi, car on pillait quelques granges. Le 2 mars, on dut envoyer de la cavalerie. A ce moment, dans beaucoup de villages, les patriotes entreprirent de planter des arbres de la liberté: ce fut le signal de troubles graves. Le 14 mars, à Rexpoëde, après la fête, on alla, sous la direction du procureur de la commune, arracher les aristocrates de leurs demeures pour les traîner, en chemise, baiser l'arbre national. Le désordre continua le lendemain: un garçon brasseur blessa grièvement un de ses agresseurs d'un coup de pistolet, puis se sauva en Belgique; beaucoup d'habitants furent mis à rançon. La gendarmerie occupa le village, le 21, mais la fermentation demeura grande. Des troubles semblables se produisirent à Wormhoudt, à Zeggerts-Cappel et dans plusieurs autres villages. Visiblement leurs auteurs furent, en grande majorité, des hommes du peuple que surexcitaient d'ailleurs la cherté croissante des grains et de toutes les denrées. Plus au Sud, une émeute avait éclaté à Vieux-Berquin en novembre 1791, tandis que les gardes nationaux d'Hazebrouck et de Merville intervenaient dans les campagnes en faveur des patriotes, jusqu'à la réorganisation des compagnies en 1792.

Il semble bien en effet que les patriotes devenaient plus nombreux et il est certain qu'ils trouvaient plus d'appui dans les rangs de la bourgeoisie rurale dès qu'on atteignait les pays de langue française. Le pays de Weppes paraît avoir été, dès lors, peu favorable à la Révolution; en novembre, il fallut des troupes pour installer le curé de Fromelles. Mais un grand nombre de réclamations prouvent

que dans tout le district de Lille, le culte réfractaire était souvent gêné. Dans le Ferrain, les gardes nationales de Quesnoy et de Roncq furent l'objet de plaintes continuelles. A Roncq, le 16 octobre 1791, le conseil général interdit aux réfractaires de dire la messe; l'ex-curé d'Ascq fut molesté en avril 1792. De même, le 12 mars, la garde nationale de Mons-en-Pévèle s'opposa à l'enterrement d'un fermier qui n'assistait pas régulièrement à la messe du constitutionnel: 25 cavaliers accoururent; on sonna le tocsin; les paysans d'Ostricourt, de Moncheaux et de Thumeries vinrent soutenir ceux de Mons; l'officier réussit à les calmer et à les renvoyer. Il paraît que la garde nationale «avait offert d'abandonner son opposition moyennant une certaine somme d'argent et que ce n'était pas la première fois qu'elle tentait, par la même voie, de mettre, en quelque manière, les morts à contribution». On peut en conclure que le recrutement du parti patriote se faisait de même façon qu'en Flandre maritime. Au Sud et au Sud-Est de la Pévèle, dans la région des abbayes, les réfractaires, au contraire, tenaient tête. A Coutiches, la bourgeoisie rurale était de tout cœur avec eux; à Flines, les désordres étaient continuels: ils furent tels, le 5 octobre 1791 et le 21 février suivant, qu'une information fut ouverte; quatre journaliers qui s'étaient contredits dans leurs dépositions furent condamnés, le 15 avril 1792, à six ans de gêne. A Saméon, on en était aux violences: la municipalité et la garde nationale entravaient le culte opposant; trois incendies se déclarèrent chez les patriotes et furent attribués aux aristocrates. Des perquisitions furent opérées et firent découvrir un autel chez le vicaire, un autre dans une grange. En novembre 1791, le Département envoya des troupes, ordonna aux réfractaires de s'éloigner à cinq lieues et engagea des poursuites que le tribunal du district de Valenciennes, très aristocrate, fit tourner contre les patriotes: le procureur de la commune et un garde national furent arrêtés.

Le Sud du district de Douai était un violent foyer d'agitation contre-révolutionnaire. A partir d'octobre, Cantin se trouva sans curé constitutionnel et une émeute y éclata en décembre contre le curé qui binait. Il en était de même à Montigny où le curé de Pecquencourt fut maltraité, le 6, en venant dire la messe. Celui de Lécuse était l'objet de tels sévices que le tribunal du district ouvrit une information. Dans la nuit du 13 au 14 novembre, le presbytère fut forcé, complètement dévasté et les actes de catholicité détruits. A Féchain, l'ancien seigneur était propriétaire d'une grande partie du terroir; sa femme «dévotée de l'ex-curé» était «possédée du démon du fanatisme et de la contre-révolution»; on n'y trouvait que trente à quarante patriotes et ils n'avaient pas pu former la garde nationale; tous les autres habitants, municipalité en tête, suivaient la messe réfractaire et ne présentaient à l'intrus aucun enfant à baptiser. Comme ailleurs, le réfractaire damnait ses adversaires et déclarait que l'Eglise était administrée par des voleurs et des larrons. Le constitutionnel pourtant tenait bon et il avait acheté des biens nationaux dans sa paroisse. Le 4 septembre 1791, sous prétexte qu'il n'avait pas remis à temps les clefs de l'église à son rival, la municipalité y pénétra et fit forcer la porte de la sacristie. Après la messe, elle ferma l'église et y mit un garde. Les patriotes se plaignirent et le Département ouvrit une enquête mais, après avoir ordonné le départ du réfractaire, il le laissa en place. Au début de mars 1792, on signalait de divers côtés, qu'un mouvement semblait se préparer à Féchain, mais il ne voulut pas non plus suspendre la municipalité. A Aubigny, le constitutionnel ne fut pas moins ferme mais fut plus heureux: le 12 décembre, le réfractaire finit par lui céder la place. Non loin de là, à Eswars, dans le district de Cambrai, il n'y avait pas non plus de constitutionnel; le réfractaire y était tout puissant et plusieurs nobles se remuaient beaucoup à Thun et à Eswars

même. En décembre le curé de Thun-l'Evêque, en janvier 1792 celui de Cuvilliers furent copieusement injuriés, couverts de boue et lapidés, sous l'œil complaisant de la municipalité, chaque fois qu'ils vinrent dire la messe ou porter les sacrements. A ce moment, la plantation des arbres de la liberté surexcitait les passions comme dans la région de Bergues et l'on en vint aux mains à Roost et à Waziers.

Les villages, souvent, étaient plus partagés dans le Cambrésis et le Hainaut septentrional. A Onnaing, où la municipalité était aristocrate, une partie de la garde nationale aidée par celle de St-Saulve enleva, le 10 décembre au soir, les deux réfractaires et les conduisit à la frontière pour les expulser de France : les postes les délivrèrent. Le 25 mars 1792, à l'appel des patriotes, des gardes nationaux de la garnison de Condé vinrent planter un arbre de la liberté ; le lendemain, jour de l'Annonciation, ils empêchèrent le réfractaire de dire la messe et chassèrent les fidèles de l'église. La garde nationale de Mastaing interdit aussi le culte réfractaire en novembre 1791. Le District de Cambrai, signalait, le 7 février 1792, « les troubles qui règnent dans la plupart des communes par le fanatisme, la résistance à la loi et la révolte qu'y suscitent les prêtres non sermentés » ; mais, comme on le vit après la déclaration de guerre, les patriotes n'y manquaient pas non plus.

Quant à la région herbagère, elle possédait tout au moins des groupes de communes résolument révolutionnaires. A Dompierre, l'application de l'arrêté du 2 septembre provoqua une émeute en octobre 1791 ; la dame de Poix fut menacée de violences si elle laissait sa chapelle ouverte au public. A la suite d'une querelle entre aristocrates et « démocrates », à Aulnoye, le 31 décembre 1791, des patriotes de ce village se rendirent à Berlaimont, le jour de l'an. La municipalité avait pris des mesures d'ordre de concert avec le chef de la garde nationale, Scorpion, ancien bailli du comte



d'Egmont et considéré comme le chef de la contre-révolution. Le soir, la garde entra en conflit avec les paysans et fit feu. Au cours de l'échauffourée, deux paysans furent tués et Scorion blessé mortellement. La municipalité fit couper le pont. Six ou sept des villages voisins se soulevèrent en masse au son du tocsin, le 2 janvier, pour aller, disaient-ils, au secours des patriotes de Berlaimont et occupèrent ce bourg où ils pillèrent les maisons des aristocrates. L'émotion paraît s'être propagée dans toute la région. Quelques jours après, à Vieux-Mesnil et à Hergnies, la garde nationale, excitée, assurait-on, par le constitutionnel, voulut piller deux ou trois fermes et, en mars, les dragons y étaient encore; le 22 janvier, à Anor, un attroupement menaça la maison d'un aristocrate; en mars, le réfractaire de Gussegnies se plaignit d'être molesté par les habitants. Toutefois il y avait aussi des paroisses réfractaires.

L'idée qui avait surgi, dès juin 1791, d'éloigner les insurmentés de leurs anciennes paroisses, fit naturellement des progrès. Le Département, on l'a vu, malgré sa modération, avait adopté ou envisagé lui-même cette mesure à propos des villages particulièrement troublés. Des municipalités y eurent recours, de leur propre chef, pour éviter des troubles. A Quesnoy-sur-Deûle, le 2 octobre 1791, une partie des habitants s'étant soulevés contre l'ex-curé, la municipalité lui ordonna de quitter la France. L'ex-vicaire de Wormhoudt ayant rencontré le constitutionnel qui portait le viatique refusa de s'agenouiller: «il est passé devant le saint et auguste sacrement, comme un huguenot, sans faire aucune révérence; il n'a même quitté son chapeau»; une partie de la population le menaça; la municipalité lui conseilla de quitter la paroisse et, sur son refus, le fit expulser par la garde nationale «avec tous ménagements et égards possibles», le 13 décembre. Mais d'autres n'avaient pas besoin qu'on leur forçât ainsi la main. En janvier 1792, celle de Lal-



laing menaça un religieux de le faire expulser; en mars, celle de Forest, dans le district du Quesnoy, obtint du juge de paix injonction au vicaire de quitter la commune; en avril, celle de Villers-en-Cauchies demanda au District de faire déguerpir curé et vicaire. On allégua plus tard que le vicaire de Fretin avait été expulsé, en avril, par la municipalité et que celui d'Ennetières-en-Weppes, réfugié à Englos, en juillet 1791, pour fuir les sévices de quelques individus, en avait été chassé, le 1<sup>er</sup> mars 1792, par la municipalité d'Englos et un grand nombre d'habitants d'Ennetières.

La dépréciation des assignats, le renchérissement général, les troubles agraires qui avaient marqué la moisson de 1791 contribuaient à surexciter les patriotes, mais, dans l'ensemble, les circonstances étaient certainement propres à favoriser les progrès des « aristocrates » et des « fanatiques »; les tièdes attribuaient le manque de numéraire, le chômage et la cherté à la Révolution; l'augmentation des impôts directs irritait beaucoup de gens de la classe moyenne; le relâchement de l'administration et de la police, un sentiment d'insécurité générale alarmaient la bourgeoisie rurale; nombre de ses membres cessaient de s'occuper des affaires publiques et abandonnaient les fonctions municipales. « Ceux mêmes qui en ont été plus amateurs au commencement paraissent en être excessivement dégoûtés » écrivait-on de Merville, le 16 février 1792. Dès la fin de 1790, à Taisnières-sur-Hon, le Jolimetz, Lesdain, Cantin, Fressain, la municipalité s'était démise ou n'avait pu être renouvelée ». De mars à juin 1791, sept officiers municipaux et le procureur de Steenwerck s'étaient retirés. Le 6 mai 1791, lors de l'installation des nouveaux élus, le maire et trois officiers de Féchain en firent autant. A Bondues, le 29 avril, un officier et le procureur les imitèrent en déclarant expressément que leur conscience ne leur permettait pas de concourir à l'exécution des décrets de l'Assemblée « contraires à la religion

catholique, apostolique et romaine ». Le nombre des votants diminuait aussi beaucoup dans les assemblées primaires : mais ce n'était pas le parti aristocratique qui en était affaibli. Les élections municipales de novembre 1791 furent donc très disputées. Dans beaucoup de villages, on en vint aux mains et les Districts durent y envoyer des commissaires et même des troupes. Tantôt, comme à Sebourg, le maire, le curé constitutionnel et la garde nationale expulsèrent les aristocrates ou, comme à Bourghelles, le ci-devant seigneur et le curé réfractaire ; tantôt les aristocrates l'emportèrent ou bien, comme à Mazinghien, on élut deux municipalités. Bon nombre d'élections furent annulées et un plus grand nombre contestées. L'inobservation du cens motiva beaucoup de ces requêtes. Visiblement la bourgeoisie rurale s'efforça de le faire respecter, en partie pour consolider son autorité, en partie évidemment parce que le caractère démocratique du parti patriote s'affirmait en beaucoup d'endroits. A Bry, le maire requit des troupes pour expulser les passifs. Quand on appliqua la loi du 14 octobre 1791 sur la réorganisation de la garde nationale, on en profita, au moins dans les villes, pour les exclure également et pour les désarmer, notamment à Cassel, à Merville et à Hazebrouck où il en résulta des troubles dans le courant d'avril 1792.

On connaît assez bien l'histoire du village de Cantin, dans le district de Douai ; à la vérité, c'était l'un des plus contre-révolutionnaires du département et il ne peut pas être pris pour type ; les journaliers n'y justifièrent pas longtemps la défiance des aristocrates et la garde nationale renonça, dès 1790, à y jouer aucun rôle ; mais, à défaut d'autre, elle donne une idée assez vivante de la politique villageoise. En 1790, la journée avait été fixée à 10 s., c'est-à-dire au minimum, ce qui avait donné 62 actifs dont 34 éligibles ; le procureur et cinq notables furent élus néanmoins en violation des conditions de cens. La première mu-

nicipalité engagea la lutte contre Rémy, le ci-devant seigneur. Mais les partisans de ce dernier conservaient beaucoup d'influence car, en août 1790, il y avait déjà quatre officiers démissionnaires. D'autre part, tandis que la municipalité, prenant des mesures de police, ordonnait de monter la garde, elle accueillait la formation de la garde nationale avec plus de résignation que de plaisir. Le 14 novembre 1790, on compta 65 actifs dont 25 seulement éligibles; en outre plusieurs déclarèrent ne pouvoir accepter de mandats; il est au moins probable que le seigneur et le curé y étaient pour quelque chose. Comme il y avait 19 sièges à pourvoir, on ne put procéder aux élections. Peu après, le curé refusa le serment; de nouvelles démissions se produisirent, deux notables refusèrent de participer aux délibérations et finalement, le 14 février 1791, tout le conseil général déclara se retirer. Ceux qui avaient tenu bon jusqu'au bout, des patriotes évidemment, avaient représenté que la journée effective était de 7 patards, soit 8 s. 9 d. et avaient proposé d'adopter ce cens. Le District céda. Le 6 mars 1791, on put ainsi convoquer 77 actifs dont 34 éligibles; mais il n'en vint pas la moitié; il n'y eut que 30 votants pour l'élection du maire et leur nombre tomba ensuite à 22. Ils nommèrent un ardent patriote, l'aubergiste Lévêque, qui avait reçu une bonne instruction à en juger par son écriture. Mais le procureur Goguillon ne tarda pas à se déclarer en faveur du réfractaire. Le 29 mai, comme le constitutionnel n'avait pas de vicaire, le conseil chargea l'ancien curé et son neveu de dire la seconde messe moyennant 15 livres par mois; en juillet, le constitutionnel refusa les clefs: le conseil le requit de les livrer; le 16, le calice et les ornements avaient disparu: le conseil ordonna une enquête et avertit le District; le constitutionnel interdit de sonner la seconde messe: le 3 août, le conseil défendit de lui obéir et fit faire des clefs pour le réfractaire; à chaque reprise, ce fut le procureur qui

convoqua l'assemblée et, le 15 juillet, le maire ne comparut pas. De guerre lasse, le constitutionnel abandonna la partie et se fit nommer à Rumegies; victorieux, le réfractaire reprit possession du presbytère. Cette fois le conseil s'émut, mais le procureur déclara que c'était lui-même qui le lui avait ordonné et, comme on proposait de le dénoncer à l'accusateur public, il se retira avec un autre membre. Le conseil ne poussa pas l'affaire: il avertit seulement le District; le curé de Gœulzin fut autorisé à biner, mais le réfractaire resta maître du terrain.

Aux élections de novembre 1791, le parti aristocratique triompha complètement et ce fut le mayeur de l'Ancien Régime qui fut élu maire. Peu après, il parla avec mépris de son prédécesseur qui avait perdu « la confiance publique » « par une mauvaise éducation », « par une mauvaise conduite, étant malintentionné ». Le 24 décembre, l'évêque Primat étant sur le point de se rendre à Cantin, on prévint le District qu'un rassemblement considérable s'y était formé dans l'église. Il y envoya immédiatement un de ses membres avec un détachement. Le jour de Noël, Lévêque, accusé d'avoir dénoncé la commune, fut menacé et le District dut rendre la municipalité responsable de sa personne et de ses biens. Son auberge demeura le quartier général des patriotes et des brabançons réfugiés et le maire usa de son pouvoir de police pour le gêner dans son commerce. L'hostilité contre les constitutionnels continua de se manifester: c'était maintenant le curé d'Aubigny qui binait à Cantin; il gardait, sur l'ordre du District, les clefs de l'église qu'il confiait à son clerc. La municipalité protesta contre cette faveur accordée à « un particulier » et les fit reprendre; citée par le juge de paix, elle refusa de comparaître et accusa le curé d'avoir refusé d'enterrer l'enfant d'un des officiers « en insultant le maire et vomissant des injures contre les lois et le reste de la municipalité »; elle refusa de livrer les cloches comme in-

dispensables aux offices. Finalement, un réfractaire, natif du lieu et parent d'un municipal, d'ailleurs aubergiste lui-même et concurrent de Lévêque, se remit à exercer toutes les fonctions paroissiales, bien qu'on eût substitué le curé d'Estrées à celui d'Aubigny. Le District et l'accusateur public conclurent à suspendre la municipalité. Le Département s'y refusa. Ce fut la crise de l'invasion qui trancha la question. Le 13 septembre, le District nomma une nouvelle municipalité; Lévêque rentra à la mairie avec le clerc constitutionnel; on le chargea de nommer un procureur et un greffier et de désarmer les suspects. Mais le 27, les habitants refusèrent de fournir le contingent de gardes nationaux, requis le 9, tant que la municipalité et le District ne marcheraient pas les premiers.

### III. - LES ÉCHECS D'AVRIL ET LA PREMIÈRE INVASION

Comme à Cantin, la guerre donna en beaucoup de villages, sinon dans tous, la prépondérance aux patriotes plus ou moins prononcés. Dans un département exposé à l'invasion, il était particulièrement indispensable que toutes les administrations fussent composées de gens sûrs et il était difficile de laisser dans les campagnes les prêtres réfractaires; plus d'un assurément ne s'était rangé qu'à regret dans l'opposition et tous n'étaient pas hommes de combat mais, même à leur corps défendant, ils faisaient le jeu de la contre-révolution; il n'était pas nécessaire que les autres excitassent à la rébellion; il suffisait qu'ils exploitassent contre le nouveau régime les charges que la guerre imposait aux paysans en les plaignant d'avoir à les supporter: la défense nationale s'en trouvait compromise; on ne peut pas douter que les plus modérés ne fussent, comme nous disons, «défaitistes». Aussi, dès que les patriotes connurent les

échecs de Baisieux et de Quiévrain, ils s'en prirent à eux, plus encore qu'aux seigneurs, et traitèrent leurs fidèles en suspects. A Lille, le curé Saladin fut massacré. Le même 30 avril, la garde nationale de Beaudignies arrêta un réfractaire et l'amena au Quesnoy où il faillit subir le même sort. Au cours du mois de mai, dans plusieurs villages du Cambrésis, cette même troupe, souvent avec l'approbation des municipalités, désarma les suspects, les maltraita et pilla leurs demeures. Au Câteau, le 19, le maire et le procureur appelèrent au secours des patriotes les gardes nationaux des villages du canton qui accoururent, molestèrent les aristocrates et dévastèrent leurs maisons. L'émotion ne paraît même pas avoir épargné la Flandre maritime. A Oxelaëre, le 13 mai, la municipalité requit la gendarmerie de protéger la neuvaine annuelle contre les « malintentionnés ». A la nouvelle des échecs d'avril, le District de Douai avait aussitôt demandé, encore une fois, qu'on internât les réfractaires à Douai. Si modéré qu'il fût, le Département ne demeura pas insensible aux craintes des patriotes et, le 30 avril, motivant sa décision par la nécessité d'éviter aux réfractaires le sort du malheureux Saladin, il leur ordonna, à titre provisoire, de se rendre à Cambrai sans délai et d'y demeurer jusqu'à nouvel ordre. Bien que le nouveau décret de la Législative contre ces prêtres n'eût pas obtenu la sanction royale, l'arrêté du Directoire fut maintenu et le conseil général l'approuva à l'unanimité, le 27 juillet, en constatant qu'il avait ramené la tranquillité. Un nombre considérable de prêtres émigrèrent alors; des autres, tous n'obéirent pas. Dans le district de Douai, par exemple, plusieurs curés et vicaires, notamment ceux de Fressain, Féchain, Lauwin, Marcq et Brunémont déclarèrent qu'ils ne pouvaient quitter leurs ouailles parce qu'ils n'avaient pas été remplacés. Le curé de Fressain s'était contenté de se retirer à Courcelles, dans le Pas-de-Calais, d'où il continuait de venir, trois ou



quatre fois par semaine, dans sa paroisse où il avait conservé son habitation et ses domestiques. D'autre part, les anciens fonctionnaires qui, seuls, étaient astreints au serment, se trouvaient visés uniquement. Les autres prêtres, et notamment les religieux, demeurèrent donc dans les campagnes: or, un grand nombre étaient réfractaires de cœur en sorte que les troubles ne cessèrent pas complètement.

Ni la journée du 20 juin, ni même celle du 10 août n'ont laissé de traces dans les actes des municipalités rurales qui nous ont été conservés. On sait seulement que l'aristocratique municipalité de Féchain cessa dès lors de publier les décrets de la Législative et s'abstint de faire connaître les documents trouvés aux Tuileries. Il est probable que les patriotes furent eux-mêmes surpris et troublés par la chute de la royauté et que les prêtres constitutionnels surtout ne purent dissimuler leur consternation. Mais, dans le Nord, tout le monde était beaucoup plus préoccupé de l'invasion qui était imminente et qu'on croyait devoir être décisive. Le 19 mai, le canton de Bavai avait déjà été occupé. Certaines municipalités n'hésitaient pas à témoigner de leur patriotisme: celle de Wallers-Trélon, en revendant, le 8 juin, les biens nationaux qu'elle avait achetés, chargea l'un des bénéficiaires de « quatre messes chantées pour la conduite de l'armée française »; le 28 juin, celle de Landas condamna un habitant à trois jours de prison, 12 livres d'amende et 4 l. 13 s. de dépens « pour s'être ingéré, au mépris des lois, de tenir des propos de mépris contre la cocarde nationale »; celle de Cuincy fit exposer au District les tables où elle avait fait graver la déclaration et vint les prendre, le 22 juillet, pour les placer dans l'église. Quand on eût levé, le 7 septembre, le camp de Maulde et envoyé à Dumouriez la plus grande partie de l'armée du Nord, les Autrichiens occupèrent Bavai de nouveau, les abords de Condé et de Valenciennes, le canton de St-Amand et la ville elle-même, dès

le 8, Orchies, Marchiennes, le Nord et l'Est du District de Lille et, à la fin du mois, attaquèrent cette dernière ville. Dans plusieurs villages, les patriotes résistèrent. Sur la Lys, Deulémont ne bougea pas et laissa enlever les armes de la garde nationale, mais Frelinghien se défendit : treize paysans furent faits prisonniers à la redoute du pont rouge et les Autrichiens menacèrent le village d'incendie et de massacre général. On fit également feu sur eux à Hergnies et dans les villages environnants. Le 3 février 1793, un décret déclara que la commune d'Hasnon avait bien mérité de la patrie pour son attitude devant l'ennemi.

D'autre part, un certain nombre de paysans obéirent, comme on l'a vu, à la levée du 9 septembre ; on trouva assez facilement des volontaires pour former les corps francs et même, moyennant des primes, quelques bataillons. Mais la masse ne dissimula pas sa répugnance pour le service militaire et, la plupart du temps, garda une prudente réserve. Les aristocrates ne cachaient pas leur intention de tirer vengeance de leurs adversaires en les dénonçant aux Autrichiens. Ils avaient toujours été tenus au courant des préparatifs de l'ennemi. Le 24 juillet 1792, le prince de Robecq annonçait l'invasion prochaine à Decool, de Morbecque, son receveur, qui n'avait jamais cessé de lui faire passer ses revenus, et le 10 septembre le Département reçut de Rohan, l'ancien archevêque, une lettre qui le menaçait de sa vengeance prochaine, en se référant à la proclamation de Brunswick. On avait imprimé et répandu cette dernière. Les aristocrates des campagnes ne pouvaient pas rendre à l'ennemi les mêmes services que ceux des places fortes et notamment ceux de Valenciennes qui contribuèrent si efficacement à la reddition de la ville en juillet 1793. Cependant, à Quarouble, l'un d'eux assura, dit-on, que si quelqu'un s'opposait à l'entrée des impériaux, il ferait feu sur lui ; un autre, à Hergnies, déclara que les gardes nationaux qui tiraient sur l'ennemi

étaient des gueux et des pouilleux : l'un de ces patriotes fut maltraité et dut s'enfuir. En tout cas, ils accueillirent l'ennemi avec de grandes manifestations de satisfaction : à Hergnies, ils arborèrent le drapeau blanc au clocher. A Quiévrechain, le procureur s'écria que, maintenant, la nation était au diable. Ils s'emparèrent des fonctions municipales ou les conservèrent pour servir de leur mieux les vainqueurs. Certains se compromirent plus encore en leur servant de guides. Par dessus tout, ils cherchèrent à molester leurs adversaires. A Hergnies, le garde-chasse du duc de Croy avait annoncé qu'il notait les patriotes, que son maître reviendrait et les tuerait tous. En plusieurs endroits, ils les dénoncèrent aux autorités autrichiennes et un certain nombre émigrèrent, lors de la retraite de ces dernières, parce qu'ils craignirent d'être poursuivis à leur tour.

Pendant ce temps, dans le reste du département, l'invasion déterminait les mêmes conséquences que dans le reste de la France. A Cambrai, le 29 août, à la nouvelle de la capitulation de Longwy, les Jacobins firent battre la générale; les réfractaires internés furent arrêtés et peu s'en fallut que les massacres de septembre ne fussent devancés dans cette ville. Ils firent sonner le tocsin dans les villages et y provoquèrent le désarmement des suspects. En même temps ils appelaient les paysans à se lever en masse et stimulaient les préparatifs militaires. L'assemblée électorale, réunie au Quesnoy, le 2 septembre, suspendit le maire et s'empara de l'autorité départementale. Les commissaires de la Législative dénoncèrent, le 9, la trahison des aristocrates dans le pays occupé et, en premier lieu, « l'âme féroce et sanguinaire des anciens prêtres réfractaires... qui se montrent audacieusement et effrontément à la tête des Autrichiens ». Ils destituèrent plusieurs administrateurs et un assez grand nombre de municipalités rurales. Le Département les imita. L'assemblée électorale, le Département, les représentants

nommèrent des commissaires qui se répandirent dans les districts. Dans celui du Quesnoy, Paillot et Bouly, de Saulzoir, procédèrent à des visites domiciliaires et arrêtaient les suspects dans les villages. On peut dire qu'en septembre et octobre 1792, se manifesta déjà l'anarchie administrative qui caractérisa l'été et l'automne de l'année suivante. En octobre, une division de gendarmes nationaux commit de graves abus aux environs de Cambrai et massacra deux personnes, le 11, dans la ville même. En même temps, la levée des 20.000 gardes nationaux, du 9 septembre, la levée en masse, du 15, et la loi du 16 sur la réquisition des grains étaient le prélude des grandes mesures de défense nationale qu'on devait appliquer en 1793. Enfin la terreur fit son apparition. Une loi du 27 août avait ordonné de désarmer ceux qui ne s'étaient pas inscrits pour la défense de la patrie et, après la retraite des Autrichiens, les conventionnels firent ouvrir par les commissaires des Districts une enquête dans les pays évacués. On a conservé le procès-verbal de celle qui eut lieu dans la région de Condé et de Saint-Amand. Toutes les langues ne se délièrent pas car l'ennemi pouvait revenir, mais à Onnaing on dénonça 65 suspects, à Hergnies 48, la plupart pour adhésion au culte réfractaire ou pour propos contre-révolutionnaires: ce sont aussi les motifs qui furent allégués le plus souvent en 1793 et en l'an II.

Quant au clergé, ce furent les lois de la Législative qui permirent de le frapper. La loi du 26 août bannit tous les réfractaires, sauf les infirmes et les sexagénaires qui furent internés dans un couvent de Douai. Les prêtres et les religieux qui n'avaient pas été astreints au serment du 27 novembre 1790 furent soumis, le 14 août, au serment civique. Un certain nombre s'exécutèrent et, parmi eux, on compta des ecclésiastiques dont l'orthodoxie ne peut pas être mise en doute, notamment Maillet, moine de Vaucelles, qui fut exécuté en l'an II, et Lempereur, prieur de Maroilles, qui

fut fusillé en l'an VI. Mais l'archevêque de Cambrai interdit de prêter ce serment et les obligea à se rétracter secrètement par devers lui, tandis que l'évêque de Tournai, tout en le défendant, admettait qu'il n'y avait pas eu faute à céder. Or, la loi permettait de déporter aussi les prêtres qui n'avaient pas été invités à prêter le serment de 1790, en cas de trouble ou seulement sur la demande de six citoyens du département. Refuser le serment du 14 août, c'était se désigner pour le bannissement. Ce serment lui-même d'ailleurs ne suffit pas à protéger tous ceux qui le prêtèrent. En outre, les formalités protectrices de la loi, si minimales fussent-elles, ne furent même pas respectées. Beaucoup de demandes de déportation furent formulées par des militaires cantonnés dans le pays mais qui n'y avaient pas domicile légal.

La victoire de Jemappes détendit toutefois la situation. Les autorités légales reprirent leur autorité. La levée en masse fut rapportée et le recrutement se ralentit. La loi du 16 septembre fut abrogée. Aucune poursuite ne fut exercée contre les suspects et un vif mouvement d'opinion contesta la déportation des prêtres. Le District de Cambrai décida, le 21 octobre, de les laisser rentrer sans prendre un arrêté régulier. De Douai, le 10 décembre, dix citoyens, au nom de « tous les fermiers et simples particuliers des villes et communes des départements du Pas-de-Calais et du Nord », demandèrent leur rappel à la Convention, étant suffisant de leur interdire les fonctions publiques. A Hazebrouck, quelques jours après les premières déportations, un membre du District obtint qu'on défendît aux gardes nationaux et malintentionnés d'obliger « des citoyens à entendre la messe, malgré la déclaration des droits de l'homme qui entend que chacun est libre de suivre le culte auquel il est attaché, même de n'en suivre aucun ».

La crise laissa néanmoins des traces profondes. Les patriotes, encouragés par la victoire, la célébraient dans des



fêtes où l'on chantait la Marseillaise et ils ne renonçaient pas volontiers à se venger de leurs ennemis. La Convention avait ordonné de renouveler les corps administratifs, ce qui était une conséquence naturelle de la proclamation du suffrage universel. En pareilles circonstances, comme on l'a dit, les patriotes furent à peu près seuls à voter; dans beaucoup de communes, ils refusèrent l'accès des assemblées électorales à ceux qui avaient été dénoncés comme suspects et le Département approuva leur conduite. Ils s'emparèrent donc du Département, de la plupart des Districts et de beaucoup de municipalités. Aussi le mouvement en faveur des déportés fut-il vigoureusement enrayé. Le Département ouvrit une enquête sur l'attitude du District de Cambrai et, le 14 janvier, cassa la décision du 21 octobre: les déportés furent sommés de repartir. De février à juillet 1793, un certain nombre de prêtres qui n'avaient pas été bannis ou qui étaient rentrés demandèrent à rester en France: en général, le Département rejeta leurs requêtes; malgré tout, il subsista dans le Nord des réfractaires et des ecclésiastiques qui n'avaient pas prêté le serment du 14 août; autant qu'ils le purent, ils continuèrent à célébrer secrètement le culte, malgré tous les risques et avec un zèle inlassable. En avril 1793, l'ancien curé d'Eswars officiait dans une cave; un certain nombre furent dénoncés en mai et juin dans le district de Lille; quelques-uns furent arrêtés ou sommés de quitter la France; d'autres, peu à peu, émigrèrent. Ce fut, semble-t-il, en Flandre maritime, qu'ils tinrent bon le plus longtemps. En février, des déportés ou des émigrés paraissaient de temps à autre dans les environs de Bergues; quelques-uns disaient la messe à Watten et à Holque. A Pâques 1793, ils administrèrent les sacrements à Lederzeele. Un réfractaire fut arrêté à Bambecque le 21 mai. On allait aussi entendre la messe en Belgique. Tout le canton de Watten demeurait troublé; à Hondschote, les patriotes demandèrent



une garnison en décembre 1792 et, le 12 mars 1793, les aristocrates maltraitèrent un factionnaire de la garde nationale, en criant : « Tuez-le; nous allons en donner autant au citoyen curé ». Dans le district d'Hazebrouck, de nombreuses municipalités s'opposèrent, parfois avec menaces, à la descente des cloches.

Le Département avait prescrit, le 27 décembre 1792, d'arrêter les déportés qui subsisteraient sur le territoire français et de les poursuivre. On ne se montra pas très rigoureux tout d'abord. Mais la loi du 18 mars, en prononçant la peine de mort contre ceux qui rentraient en France et celle du 23 avril qui déporta les ecclésiastiques en défaut d'avoir prêté le serment demandé en août 1792, achevèrent de ruiner le culte réfractaire. Un moine de Phalempin, qui avait émigré en mai 1792, Christophe Nisse, fut exécuté à Lille, le 8 juillet 1793, et l'ex-curé de Crochte qui était rentré avec les Autrichiens, fut pris et fusillé à Bergues, le 8 septembre. Après la loi des 29 et 30 vendémiaire an II, il devint en fait impossible à un non-conformiste, même s'il avait prêté le serment du 14 août, de célébrer le culte, même secrètement, et, à vrai dire, de rester dans le pays, sinon en se cachant soigneusement; bien peu durent y réussir.

Plutôt que d'être privés de prêtres, les paysans acceptèrent alors les constitutionnels, même dans les villages de la Flandre maritime. En janvier, le District d'Hazebrouck se hâta d'en nommer autant qu'il put. Le curé de Meteren, qui avait été mal accueilli à la fin de ce mois, tout au moins par le maire, fut cité avec éloges par la municipalité, en août, et on l'élut président du comité de surveillance. A Bierne, le 18 septembre, un capucin se présenta comme desservant et la municipalité demanda à l'évêque de le nommer curé, trouvant nécessaire « d'avoir un prêtre ». A Oxelaëre, où il n'y en avait plus depuis la déportation, la municipalité et le comité de surveillance, réunis le 25 septembre, sur les

observations des habitants « qu'il serait urgent d'avoir un curé », décidèrent de nommer eux-mêmes, comme tel, le vicaire de Bavinchove. On aurait pu encourager ces dispositions conciliantes, mais, déjà, le clergé constitutionnel était menacé à son tour.

Il est certain qu'à combattre les privilégiés, puis les réfractaires, certains patriotes avaient été conduits peu à peu à s'attaquer au catholicisme et à tenir contre lui des propos « incendiaires ». Mais il est probable que les constitutionnels s'attirèrent surtout l'hostilité des révolutionnaires en condamnant les innovations qui avaient suivi le 10 août et principalement l'institution de l'état civil, le 20 septembre, puis l'interdiction de tenir des registres de catholicité et de publier des bans de mariage, le 22 janvier suivant. Le 4 juillet 1793, au comité de surveillance d'Ebbalinghem, un membre critiqua vivement le curé parce qu'il continuait à enseigner que le mariage religieux était essentiel et publiait les bans. Il lui reprocha aussi de conserver le costume ecclésiastique, de s'approprier les cires et de faire payer, comme par le passé, les services funèbres, bien qu'un décret du 7 septembre 1792 eût interdit aux fonctionnaires ecclésiastiques de recevoir un casuel et ordonné aux tribunaux de district de les condamner, de ce chef, à la destitution. Il semble même que ce curé tendait à rentrer dans la communion romaine ou qu'il était brouillé avec l'évêque, car on assura qu'il avait défendu aux enfants de se faire confirmer par ce dernier, sous peine de ne pas être admis à la première communion. Il est vraisemblable aussi que des constitutionnels blâmèrent le 10 août, la mort du roi et la proscription de la Gironde, car on en arrêta quelques-uns pour motifs politiques : le District de Cambrai fit incarcérer, le 23 juillet, le curé de Cattenières « qui manifestait l'incivisme le plus criant » ; celui d'Avesnes, un prêtre de Cartignies qu'il destitua, le 17 juin, de ses fonctions d'officier public ; celui de

Bergues, le vicaire de Killem, le 16 mai, puis le 10 juin, et à la fin de l'année, des curés manifestèrent leur hostilité au gouvernement révolutionnaire. Enfin le clergé constitutionnel tendait à se désagréger : soit par rancune contre leurs paroissiens, soit par ambition, soit pour ménager les révolutionnaires, certains de ses membres, prenant le contre-pied des précédents, s'engageaient de plus en plus dans la politique extrémiste et allaient bientôt en donner des preuves mémorables. Dès février 1793, le curé de Rumilly avait annoncé sa résolution de prendre femme. La municipalité le lui défendit et demanda sa destitution en même temps que la population l'insultait et se livrait contre lui à des voies de fait. Le ministre de l'intérieur, consulté, répondit cependant qu'un curé avait le droit de se marier. Mais le clergé constitutionnel demeurait fidèle aux dogmes et à la discipline traditionnels. La discorde le menaçait donc en même temps qu'il était en butte aux soupçons des patriotes, au moment même où la disparition des réfractaires paraissait assurer son triomphe.

Pendant que ces derniers s'éloignaient, l'un après l'autre, des villages, le terrorisme peu à peu recommençait à menacer leurs partisans. Les événements parisiens y contribuèrent sans doute, mais ils ont laissé peu de traces dans les documents campagnards. Il ne nous est parvenu aucun témoignage de l'impression que laissa aux paysans la nouvelle de la mort du roi. Elle n'est probablement pas sans rapport avec l'incident qui se produisit à Meteren, le 27 janvier, lors de l'installation du curé constitutionnel : au moment où le couteur chantait le « *salvum fac gentem* », le maire l'interrompit en s'écriant à plusieurs reprises : « Je vous défends de chanter cela ». On peut se représenter aisément la consternation, non seulement des contre-révolutionnaires, mais de beaucoup de patriotes, sincères mais modérés et amis de la tranquillité, car un pareil événement ne pouvait

que présager des bouleversements plus terribles encore. Quant à la journée du 2 juin, aucune trace non plus n'en est restée et on peut tenir pour certain qu'elle compta pour peu de chose dans les préoccupations des paysans du Nord : à ce moment l'invasion se développait et elle avait pour eux une bien plus grande importance. Quelque influence que les nouvelles de Paris aient pu exercer sur l'esprit des révolutionnaires urbains et, par leur intermédiaire, sur les chefs des patriotes ruraux, ce furent les événements locaux, et principalement la situation militaire, qui déterminèrent surtout leur conduite.

#### IV. - LA SECONDE INVASION; LA TERREUR

Les résistances opposées au recrutement, et notamment les troubles de la Flandre maritime en mars, présentaient avec le début de l'insurrection vendéenne une ressemblance qui ne pouvait qu'exciter les passions. Mais ce furent les échecs et la trahison de Dumouriez qui leur donnèrent libre cours et, comme en 1792, le terrorisme se développa à mesure que se multiplièrent les mesures exceptionnelles de défense nationale. Dans le courant d'avril, on entreprit des visites domiciliaires chez les suspects pour les désarmer. Dès le 1<sup>er</sup>, le District de Cambrai envoyait un détachement chez le seigneur de Thun-St-Martin : l'arbre de la liberté avait été coupé dans ce village et les habitants s'obstinaient à ne pas assister à la messe constitutionnelle. Le 25, le District d'Avesnes dressa une liste de suspects et un révolutionnaire du crû, Meriaux, de Mairieux, qui était devenu colonel d'un corps franc de hussards noirs, ordonna leur déportation dans le Pas-de-Calais.

A mesure que l'ennemi s'avança, souvent accompagné et guidé, assurait-on, par des émigrés et des réfractaires, et

que la contre-révolution s'opéra dans les villages occupés, la colère s'exaspéra. Les réfugiés vinrent renforcer les patriotes et les surexciter. Ils furent singulièrement encouragés aussi par la présence des troupes qui ne quittèrent plus le département jusqu'à Fleurus. Leurs adversaires, d'ailleurs, également enhardis par l'arrivée imminente des coalisés, ne laissèrent pas de manifester leurs sentiments. A la fin de juin, cinq cultivateurs de Steenvoorde furent arrêtés pour avoir attaché la cocarde tricolore à la tête d'un âne qu'ils promènèrent jusqu'à Eecke. Le 10 août, comme Duquesnoy passait sur la place de Winnezele, le chirurgien du village, Thomas Durannel, se mit à crier : « Vive le roi, vive la reine ! » ; on lui dit : « Crie plutôt : vive la république ! » ; mais il s'entêta et répéta sa manifestation. A Faumont et à Gœulzin, l'arbre de la liberté fut coupé. En juin, le curé constitutionnel de Marquette-en-Ostrevant signalait que « les ennemis intérieurs, voyant l'ennemi à notre porte, sont enragés. La liste des citoyens et des autres est envoyée pour la deuxième fois à l'ennemi » et les suspects disaient que, si on les dénonçait, ils mettraient le feu au village.

Le décret du 2 juin qui ordonna l'arrestation des suspects donna une certaine impulsion à la répression. Les comités de surveillance, créés le 21 mars, devinrent un peu moins rares dans les villages ; la plupart n'avaient qu'une existence nominale, mais quelques-uns prirent leurs fonctions au sérieux. Le 17 juin, celui de Godewaersvelde dénonça, pour propos contre-révolutionnaires, deux habitants que le District fit arrêter le 9 juillet. Du 21 au 27 juin, celui de Steenvoorde dressa une liste de 42 suspects dont 16 cultivateurs au moins, 6 journaliers et 4 domestiques ; celui de Raimbeaucourt en dénomma 17, le 21 juin. Quelques municipalités prirent l'affaire en main. A Capinghem, plusieurs personnes furent emprisonnées, le 23 juin, par ordre du conseil général. En quelques endroits, les particuliers in-

tervinrent. A Meteren, ils obtinrent la suspension de la municipalité depuis longtemps dénoncée comme incivique. Les paysans des environs de Dourlers s'ameutèrent contre Bady, comte de Normont et seigneur du lieu, commandant général des gardes nationales du district : sa vie fut menacée et il fallut garder militairement son château qu'on voulait piller et brûler. Le décret avait contribué à donner le branle, mais il y avait une grande part de spontanéité dans ces mouvements, car les Districts n'encouragèrent nullement la répression. La municipalité d'Erquinghem sur la Lys ayant fait apposer les scellés chez la comtesse Déliot, ci-devant dame du lieu, le procureur-syndic du district l'en réprimanda en lui rappelant les bienfaits et les témoignages de civisme de cette personne et en observant que les opinions religieuses n'étaient pas visées par le décret. La municipalité de Doignies ayant déclaré, le 16 juillet, avoir trouvé chez M. de Coupigny des armes à feu et des attributs anti-constitutionnels, le District de Cambrai, après l'avoir fait amener, le mit en liberté, l'accusation, aussitôt vérifiée, s'étant trouvée ridicule : il s'agissait de trois vieilles coulevrines, de fusils de rempart hors d'usage, de sept fusils et de quatre pistolets « invalides » ; les paysans avaient pris une vieille carte de la terre-sainte et un tableau généalogique pour des armoiries et avaient incriminé une fleur de lys « servant à la pâtisserie ». Carnot ne se montra pas moins réservé. Ce fut lui qui reçut, le 22 juillet, à Bergues, le procureur de Quaëdypre amenant une troupe de suspects escortés de gardes nationaux ; comme il s'enquérât des motifs de suspicion, le procureur répondit qu'il « ne devait pas les détailler ». Carnot lui remontra que le décret ne devait pas servir à satisfaire des ressentiments particuliers.

Au reste, ces excès de zèle paraissent avoir été exceptionnels. Dans la plupart des communes, on déclara qu'il n'y avait point de suspects ou bien on ne délibéra même



point. « Quant aux personnes suspectes d'aristocratie et d'incivisme, écrivait le curé de Marquette-en-Ostrevant au procureur-général-syndic, le 20 juin, vous n'en trouverez peut-être pas à Bouchain et assurément pas dans les autres communes où vos ordres sont parvenus. La raison en est simple: c'est que Bouchain est un vrai foyer d'aristocratie qui infecte toutes les communes de son arrondissement qui y vont chercher des lumières »; le conseil général de Marquette, assemblé, répondit en effet négativement, malgré quatre opposants. Outre l'aristocratie déclarée, la crainte des représailles, les liens de famille, les amitiés personnelles, une juste modération à l'égard de compagnons de travail longtemps estimés, un sentiment plus humain encore de pitié et de sympathie pour ceux qu'on risquait d'arracher à leur femme et à leurs enfants contribuèrent souvent à refréner les colères. Peut-être même les municipaux de Taisnières-en-Thiérache ne furent-ils pas seuls soucieux de respecter les droits civiques de leurs concitoyens. Le 18 juin, le conseil général avait dressé en ce village une liste de contre-révolutionnaires: « Quoique les opinions religieuses soient libres, les personnes ci-jointes s'étant retirées de leur église leur paraissent suspectes, d'autant plus qu'avant c'étaient les plus dévôts ». Mais le 23 il annula son arrêté, « ayant reconnu que la cause de suspicion y énoncée était rejetée par les droits de l'homme, article X », et la population ayant été invitée à dénoncer les suspects, « personne n'a rien dit ». A deux pas de l'ennemi, alors que leurs adversaires faisaient des vœux pour lui et pouvaient devenir ses complices, l'hésitation de ces paysans à violer, au nom du salut public, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen ne laisse pas d'être émouvante.

Tant que l'armée du Nord tint le camp de Famars, aussi longtemps surtout que Condé et Valenciennes résistèrent, il semble que le péril n'apparut pas dans toute son étendue. Mais quand ces deux villes eurent capitulé en juillet, les

coalisés se mirent en mouvement. Le Quesnoy succomba à son tour le 19 août; l'armée du Nord se retira derrière la Scarpe; les Autrichiens s'avancèrent vers la Sambre et vers Cambrai, tandis que les Anglais, les Hollandais et les Hanovriens, entrant en Flandre maritime, menaçaient Bergues et assiégeaient Dunkerque. Ce fut alors que la crise se déchaîna et elle fut d'autant plus violente que la situation n'était pas moins terrible dans le reste de la France. Les mesures de défense nationale, la réquisition des 300.000 hommes, le maximum avaient si mal réussi jusqu'ici que l'emploi de la contrainte paraissait indispensable; le mouvement qu'on a coutume d'appeler hébertiste l'emportait à Paris et il put faire prévaloir ses vues dans le Nord par l'intermédiaire de certains représentants en mission. Depuis février, un nombre croissant de conventionnels avaient été envoyés dans le département, mais ils s'étaient principalement occupés de l'armée. Il en fut autrement de ceux qui accoururent de Paris à partir de juillet.

Les circonstances de la chute de Valenciennes leur firent attacher une grande importance à l'épuration des autorités et à l'arrestation des suspects. Quelques-uns, comme Trullard et Berlier, dans le district de Bergues, bornèrent leurs mesures aux exigences locales de la défense, mais d'autres, comme Elie Lacoste et Peyssard, adoptèrent des dispositions générales qui déchaînèrent partout la terreur, et un peu plus tard, Châles et Isoré organisèrent en Flandre un véritable mouvement hébertiste, caractérisé par la création d'une armée révolutionnaire et la déchristianisation systématique. Ces divers représentants agirent souvent sans se concerter et même entrèrent en conflit. Au-dessus des pouvoirs locaux, chacun d'eux constitua un pouvoir ambulant auquel on pouvait appeler, si l'on avait la chance de l'atteindre. Au point de vue de la police comme au point de vue administratif, toute autorité régulière disparut en fait et l'anarchie devint incroyable.

La Terreur eut vraiment pour origine l'arrêté promulgué le 4 août par Elie Lacoste et Peyssard qui, en même temps qu'ils ordonnaient la levée en masse, prescrivirent l'arrestation générale des suspects dont on n'avait encore désigné qu'un petit nombre, en les désarmant souvent, mais sans les incarcérer : ils devaient être désormais envoyés sous bonne garde à l'arrière de l'armée et internés. C'est dans le district d'Hazebrouck que l'application de cet arrêté nous est le mieux connue par les registres des comités de surveillance qui nous sont parvenus en assez grand nombre. Lebas et Duquesnoy, envoyés en mission le 2 août, s'y trouvèrent quelques jours après l'expédition de l'arrêté du 4. L'invasion menaçait et il y avait dans tous les bourgs du pays des aristocrates déterminés. Ils les firent immédiatement enlever à Cassel, à Bailleul et à Steenvoorde, bourgs les plus proches de la frontière et les envoyèrent à Arras. Le 16, ils reconstituèrent le comité de surveillance d'Hazebrouck ; sous l'impulsion de Verswisch, curé de la ville, ce comité stimula ceux des villages qui lui adressèrent leurs suspects sans indiquer les motifs d'accusation ; il ne montra pas moins d'arbitraire qu'eux : les uns furent mis en liberté, d'autres gardés en prison, d'autres encore emmenés à Béthune, Doullens et Arras. Hentz, qui, à la fin d'août, remplaça Lebas, étendit à tout le district les pouvoirs du comité d'Hazebrouck et ne fit qu'aggraver le mal. Le 14 septembre, le curé de Merville, Jacquez, invita le comité à venir opérer dans sa ville et y déclencha ainsi un désordre épouvantable qui dura jusqu'en nivôse. Mais, dès le 15 septembre, Hentz et Duquesnoy, avertis des abus qui se multipliaient, chargèrent Makereel, le nouveau maire de Cassel, d'épurer tous les comités des districts d'Hazebrouck et de Bergues. Circulant de village en village, il se fit en outre remettre les listes de suspects, indiquer les motifs à l'appui, règle que la Convention imposa seulement le 17 frimaire, et fit remettre en li-

berté un certain nombre de personnes. Au début d'octobre, Isoré, très hostile au clergé, intervint à son tour. Le comité d'Hazebrouck fut épuré, Werwisch arrêté et envoyé à Paris où il fut guillotiné. Jacquez, curé de Merville, et Matthys, curé de Bailleul, furent ultérieurement emprisonnés et, le 16 octobre, Isoré chargea Makereel de conférer avec le District sur le sort des détenus. Mais la loi du 17 septembre était entrée en vigueur: en octobre, les arrestations recommencèrent de plus belle. Par surcroît, Isoré n'était nullement un indulgent. D'accord avec Châles, installé dans le district de Lille, il créa, le 10 brumaire, une armée révolutionnaire à laquelle il adjoignit un tribunal révolutionnaire et dont les détachements se répandirent non seulement dans ce district mais dans celui de Douai et dans la Flandre maritime jusqu'à Dunkerque: elle sévit surtout dans les villes, principalement contre les riches, mais elle s'assigna une autre tâche qui fut « l'extinction du fanatisme » et, par sa seule présence, accentua la terreur dans les villages dont plusieurs virent leurs curés arrêtés. Pour comble, Lebon avait été envoyé, une seconde fois, le 8 brumaire, dans le Pas-de-Calais, notamment pour rétablir la situation à Aire; le 23 brumaire, sa mission fut étendue aux départements voisins; il fit du comité d'Aire un foyer d'action révolutionnaire qui rayonna dans le district d'Hazebrouck; les commissaires de ce comité y vinrent précipiter la déchristianisation.

Les registres des comités fournissent quelques renseignements sur les arrestations; les unes eurent lieu en août: 12 à Bavinchove le 25, 40 à Morbecque le 29; mais beaucoup d'autres ne furent exécutées qu'après la loi du 17 septembre: 9 à Oudezeele les 20 et 25, 12 à Steenvoorde le 24, 31 à Steenwerck le 10 octobre, 11 à Ste-Marie-Cappel le 11 octobre. Le silence de ces registres n'est nullement une preuve qu'aucune rigueur n'ait été exercée; mais on sait que certains villages furent épargnés: à Thiennes, le 13 brumaire,

personne n'avait été emprisonné; les motifs, encore exprimés à Markereel, furent presque toujours la sympathie témoignée aux réfractaires ou des propos contre-révolutionnaires plus ou moins caractéristiques. Quelques traits de vengeance personnelle se décèlent aussi. A Morbecque, le 25 octobre, les griefs furent plus sérieux car les suspects étaient les auteurs de l'émeute de mars contre le recrutement: cependant 31 suspects seulement sur 40 furent incriminés de ce chef; à sept autres on ne reprochait que de ne pas avoir fréquenté la messe du constitutionnel et ils furent mis en liberté. Que beaucoup de communes aient sacrifié leurs suspects pour obéir à l'arrêté des représentants, surtout pour dégager leur responsabilité, un fait curieux en témoigne: celles de Blaringhem et de Lynde les envoyèrent reprendre à la prison d'Hazebrouck et les mirent en liberté; le comité d'Hazebrouck leur ordonna, le 12 septembre, de les ramener; celle de Wallon-Cappel les conserva en les mettant à l'amende. A Thiennes, le 27 brumaire, le comité dénonça un chirurgien, mais, le 28, deux de ses membres lui signèrent «innocemment» un certificat de civisme: il n'en fut pas moins arrêté le 3 frimaire.

Dans le district de Bergues, il semble que la Terreur fut d'abord moins violente. Beaucoup de communes n'avaient pas de comités ou ne les formèrent que tardivement: Zeggars-Cappel, le 17 juillet; Lederzeele, le 18 août, Esquelbecq et Bourbourg-Campagne, en octobre. On arrêta cependant des suspects en août: ceux de St-Pierrebrouck furent libérés par le District, les 12 et 16 de ce mois; à Lederzeele, 19 furent décrétés le 25. Mais le siège de Dunkerque ne manqua pas de pousser à la rigueur. Après la victoire d'Hondschoote, on poursuivit plusieurs habitants du canton qui, pendant l'occupation, avaient formé de nouvelles municipalités et on sévit aussi ailleurs: à Bierne 27 personnes, sans compter leurs enfants, furent déclarées suspectes le 5 octobre; à Es-



quelbecq 9, le 10 octobre; à Wormhoudt, 26; à Zeggers-Cappel, un homme et une femme qui avaient en leur possession deux brochures des réfractaires. Les arrestations furent assez nombreuses pour que Trullard et Berlier chargeassent aussi, le 27 vendémiaire, les comités de Dunkerque et de Bergues de les réviser: comme dans le district d'Hazebrouck, on mit en liberté un grand nombre de détenus; les dix-neuf de Lederzeele furent ainsi renvoyés le 7 brumaire, les motifs ayant été jugés insignifiants; le 25 frimaire, Esquelbecq n'avait plus aucun habitant en prison; une partie des suspects de Wormhoudt ne furent pas conservés non plus. En outre, on sait qu'il ne fut désigné personne à Bollezeele, Bourbourg-Campagne, Volkerinckhove et Watten.

On possède moins de documents locaux pour les campagnes des districts de Lille et de Douai, mais il est certain que les événements y suivirent la même marche. A Cassel, on avait fait un terrible exemple en la personne de Lenglé de Schoebecque, l'ancien subdélégué général; à Armentières, on en fit un autre dont pâtirent surtout quatre bourgeois d'entre 36, arrêtés le 16 juin et le 15 septembre. Plusieurs ci-devant seigneurs furent dénoncés ou arrêtés dans les villages. Comme en Flandre maritime, on agit plus ou moins vite suivant les communes. Ainsi à Raimbeaucourt, le comité avait établi une liste de 17 suspects, le 20 juin, mais ce fut seulement le 14 octobre que six furent arrêtés sur l'ordre du conseil général de la commune; un mois après, on indiqua les motifs de suspicion et la liste fut allongée de douze noms: mais les individus dénoncés demeurèrent cette fois chez eux, soi-disant en surveillance, et le 18 frimaire, le comité demanda le retour de trois des six détenus. Comme on le voit, ce ne fut pas toujours le comité qui se montra le plus rigoureux; à Waziers, le 30 juin, à Gœulzin, le 5 octobre, ce fut de même le conseil général qui désigna un certain nombre de suspects à interner à Douai.



Dans la région d'Avesnes, le District lui-même se chargea d'appliquer, le 28 août, l'arrêté du 4 aux nobles et à leurs agents. Dans cet arrondissement, il ne se constitua fort tardivement que douze comités dont cinq dans le canton de Trélon: le District en empêcha la constitution dans les petits villages. Dans beaucoup de communes, on arrêta aussi les fidèles des réfractaires et ils furent remis en liberté au cours de l'hiver « d'après le témoignage des meilleurs patriotes ». L'esprit dont la municipalité de Taisnières avait témoigné ne laissa donc pas de persister. Dans le district de Cambrai, qui était directement sous la main de Lacoste et de Peyssard dont le quartier général était Arras, on paraît avoir mis beaucoup de lenteur à exécuter leur arrêté: les suspects réunis à Cambrai ne furent expédiés à Compiègne que dans la nuit du 17 au 18 octobre, à la suite de l'intervention du Département qui avait envoyé un de ses membres, Fliniaux, pour surveiller et épurer les administrations, et des représentants Bollet et Laurent à qui on avait dénoncé Lallier, secrétaire de la municipalité et plusieurs individus de Noyelles demeurés en rapport avec l'émigré Leroideville. Laurent se rendit à Cambrai, le 15, et y fit venir le tribunal criminel: Lallier fut exécuté le 31 et Cureur, ménager à Noyelles, concierge et receveur de l'émigré, eut le même sort en ventôse. Le conseil général d'Eswars, pour avoir accordé un certificat de civisme à Villavicencio, reconnu suspect, fut décrété d'arrestation par le District; à Paillencourt, sur la dénonciation de Camuzet, les Thieffry et la municipalité furent également incarcérés.

Les commissions militaires condamnèrent à mort un certain nombre d'habitants des campagnes pour espionnage ou pour intelligences avec l'ennemi, mais, pendant cette période, la terreur se borna en somme, dans les villages, à des arrestations dont la grande majorité furent assez brèves: des autres, les plus malheureux furent ceux qui avaient eu la

mauvaise chance d'être expédiés à l'arrière où ils se trouvèrent exposés dans la suite aux investigations de Lebon et où ils furent, en tout cas, retenus jusqu'à la fin de l'an II; mais, proportionnellement au nombre des suspects, ils ne constituèrent qu'une petite minorité.

Il est important de remarquer que l'hostilité au culte constitutionnel avait été dans un grand nombre de cas, le seul motif de l'incarcération: l'abolition de ce culte, qui fut le résultat le plus grave du mouvement terroriste, n'en est que plus remarquable. Le sentiment des villages n'était pas douteux. En brumaire et en frimaire, des municipalités, d'accord avec les curés, continuèrent à s'opposer à la descente des cloches et nulle part, on n'avait encore procédé à l'inventaire du mobilier des églises, ordonné en 1792. La déchristianisation fut imposée d'abord aux villes; puis, par les autorités urbaines et l'armée révolutionnaire, aux paysans eux-mêmes. Le mouvement paraît avoir commencé à Cambrai, au moment de la mission de Fliniaux et de l'arrivée de Laurent: le 11 octobre, le District ordonna d'enlever l'argenterie et les cuivres des églises, en n'y laissant subsister que « ce qui est absolument nécessaire aux cérémonies d'un culte aux abois et que la loi paraît tolérer encore » et le 12, il fut proposé d'interdire le culte public. Cependant la fermeture des églises n'eut lieu qu'à la fin de brumaire; le culte de la raison fut ensuite institué au début du mois suivant. Simultanément, les curés furent mis en demeure de cesser leurs fonctions. Instantanément, le mouvement gagna les villages. En Flandre wallonne, ce fut la création de l'armée révolutionnaire qui donna le signal. Il en fut de même dans le district d'Hazebrouck où l'épisode fut particulièrement violent: le 22 brumaire, la société populaire d'Armentières abolit le culte. Déjà l'arrestation de Verwisch et de ses amis avait ébranlé, en octobre, le clergé constitutionnel. Les délégués d'Isoré firent incarcérer plu-

sieurs autres curés de la vallée de la Lys; puis, dans la nuit du 6 au 7 frimaire, la société d'Armentières décréta la même mesure à l'égard de ceux de son canton tout entier, de Nieppe, Fleurbaix et Steenwerck. Au même moment, dans le district de Lille, les dénonciations se multipliaient contre les curés « non abjurés ». L'armée s'avancant vers Dunkerque, le district de Bergues fut atteint à son tour, mais moins gravement. L'Administration ordonna, le 18 frimaire, aux municipalités de détruire tous les signes extérieurs du culte et de vendre les chapelles pour être démolies et désaffectées; on ferma aussi l'église dans plusieurs villages.

Les curés constitutionnels ne pouvaient résister sous le régime de la loi des suspects et du décret du 30 vendémiaire qui les soumettait eux aussi à la déportation sur la demande de six citoyens. L'évêque Primat vint déclarer, le 24 brumaire, aux membres du Département, qu'il ne voulait plus être considéré « comme évêque, mais comme leur frère, comme un vrai sans-culotte ». La plupart des prêtres se contentèrent de donner leur démission ou de remettre leurs lettres de prêtrise. Les plus audacieux stipulèrent qu'ils resteraient jusqu'à ce que la Convention eût statué. Mais quelques-uns aussi abjurèrent positivement « l'état de prêtre pour ne professer d'autre religion que la philosophie et la saine raison », ou même se marièrent comme celui de Rumilly et celui de Wallers, alors réfugié à Fromelles. Le 21 frimaire, le curé de Frelinghien dénonça même son propre vicaire qui « perpétuait le fanatisme dans les fermes ». Mais la suppression du culte fut bien loin d'être générale et beaucoup de curés continuèrent à le célébrer. Les paysans n'avaient pas tous un grand attachement pour eux, mais la fermeture des églises les blessa gravement; l'enlèvement des objets consacrés au culte et de tout le mobilier atteignait tout autant les amis des réfractaires qui comptaient les voir revenir un jour. Des communes osèrent protester et seule,

la présence des troupes empêcha les troubles. Malgré tout, il y eut à Blaringhem un attroupement contre le curé abdicataire : le comité d'Aire prévenu, le 10 frimaire, envoya un détachement et fit arrêter quarante personnes dont Isoré ordonna le transfert à Arras.

On sait que Robespierre et le Comité de salut public réagirent de leur mieux et firent maintenir la liberté des cultes, le 16 frimaire. La formation de l'armée révolutionnaire et l'anarchie qui se développait les alarmèrent. Nulle part ailleurs, un soulèvement de paysans n'eût été plus désastreux. De son côté, le Département, qui avait vu destituer le procureur-général-syndic et plusieurs de ses membres, leur envoya Fliniaux qui n'était pas suspect de modérantisme mais qui combattit énergiquement la politique d'Isoré et de Châles, ce qui lui valut bientôt d'ailleurs d'être lui-même arrêté. Dès le 2 frimaire, Guiot fut envoyé dans le Nord ; le 18, on lui adjoignit Hentz. La veille, un décret avait supprimé l'armée révolutionnaire. Au début de la troisième décade de frimaire, le mouvement hébertiste se trouva enrayé : Châles ne tarda pas à être rappelé, le 27 nivôse, et Isoré fut envoyé surveiller les réquisitions pour l'approvisionnement de Paris. Dès le 23 frimaire, Hentz et Guiot, « considérant que la chute de la superstition doit être l'ouvrage de la raison et du développement des lumières », ordonnèrent de mettre en liberté « les prêtres et les citoyens détenus pour le seul fait de l'exercice du culte » : c'est ce que Makereel avait déjà commencé à faire en Flandre maritime ; il continua et fut imité tout au moins par le District d'Avesnes. En outre, les représentants ordonnèrent à toutes les autorités de se conformer au décret du 16 frimaire et de respecter la liberté des cultes. Aussitôt, surtout dans le district d'Hazebrouck, le mouvement de réaction s'accrut et on essaya de rouvrir les églises. Or, tout en se débarrassant de l'armée révolutionnaire qui les avait brimés et des agita-

teurs étrangers au département qui l'avaient dirigée, tout en libérant les détenus, les patriotes, devenus anticléricaux, n'entendaient pas laisser le culte se rétablir; ils craignirent sans doute aussi que la réaction ne s'en tînt pas là. Guiot et Hentz tinrent compte de ces sentiments et, le 4 nivôse, à Lille, ils décidèrent que les églises qui avaient été fermées le resteraient; tout rassemblement ou assemblée de section ou de commune, comme il s'en était formé à Merville, fut interdit, à peine de suspicion. Mais déjà, le Comité de salut public, assailli des réclamations des représentants disgrâciés, des chefs de l'armée révolutionnaire incarcérés et de leurs amis parisiens, s'était alarmé du modérantisme de Guiot et ne cessa plus de lui manifester sa défiance. Prieur de la Côte-d'Or, St-Just et Lebas, Choudieu et Richard furent successivement envoyés dans le Nord; Guiot, plusieurs fois rappelé, ne se maintint qu'à grand'peine et en conçut une violente hostilité contre Robespierre. Il donna pourtant des gages aux partisans des mesures extrêmes, peut-être par prudence, mais, en somme, il ne se départit pas de sa modération relative et la chute des hébertistes lui permit de poursuivre de nouveau dans les villes de la Flandre ceux qu'on pouvait regarder comme leurs amis.

Son action s'exerça surtout en Flandre et nous est assez bien connue dans les deux districts septentrionaux. Le 27 pluviôse, à Bailleul, il constitua une commission de cinq membres auxquels il confia, dans celui d'Hazebrouck, les pouvoirs les plus étendus: épuration des autorités, arrestation des suspects et propositions de mise en liberté, exécution des réquisitions et du maximum, etc. Elle poursuivit l'œuvre entreprise par Makereel, l'un de ses membres, en septembre, interrompue par l'arrivée de l'armée révolutionnaire, et reprise en nivôse. Mais les espérances des adversaires de la Terreur ne furent pas pleinement réalisées. Il y eut de nom-



breuses libérations, mais une partie des détenus à l'intérieur ne revinrent pas et, dans certains villages, il y eut au contraire de nouvelles arrestations. Ainsi à Morbecque, quatre personnes furent libérées le 28 pluviôse par Makereel et 13 autres par Guiot le 9 germinal, mais le 30, on recueillait les motifs de suspicion contre cinq autres et contre la famille de Decool, ancien receveur du prince de Robecq, toujours détenus: Decool lui-même fut décapité à Arras, le 25 ventôse an II. Certains comités se prononcèrent pour la clémence. Le 16 messidor, celui de Steenbecque se prononça favorablement sur le compte de la municipalité et de toutes les personnes qui paraissaient douteuses et, le 5 thermidor, envoya des commissaires à Arras «réclamer la liberté de nos frères». D'autres au contraire s'obstinèrent. Celui de Steenwerck, d'accord avec la municipalité, dénonça, le 4 ventôse, 21 suspects qui furent envoyés à Hazebrouck, et, le 2 floréal, constata avec amertume qu'après avoir procédé, à trois reprises, à des arrestations, il avait toujours vu relâcher les prisonniers sans qu'on lui dît pourquoi. Celui de Buysscheure ne cessa de demander, mais inutilement, qu'on vînt chercher les «inciviques»: «nous devons ôter les ordures pour être tranquilles; ne modérez pas: nous connaissons notre endroit». A Caëstre, la municipalité fit publier, en nivôse, qu'elle allait porter émigrés trois suspects qui avaient fui lors des arrestations de septembre; aussitôt ils revinrent. Le 8 ventôse, les commissaires de Guiot les décrétèrent de nouveau de prise de corps, mais on ne les emmena que le 27 germinal. Le comité et la municipalité d'Ebblesghem se signalèrent en confisquant, le 8 pluviôse, conformément au décret du 1<sup>er</sup> août 1793, la ferme de M. de Stappens, les armoiries qui en décoraient la porte n'ayant pas été martelées. Certains registres, comme celui de Steenbecque, contiennent des enquêtes qui constituent des témoi-



gnages édifiants sur les racontars qui provoquaient dans les villages des dénonciations et sur la difficulté qu'éprouvaient les autorités à obtenir des témoignages concordants.

Dans le district de Bergues, Guiot laissa aux comités de Bergues et de Dunkerque l'autorité que Trullard et Berlier leur avaient conférée et, d'après son autorisation, le District nomma, le 28 messidor, des commissaires pour épurer les municipalités. Il n'était pas besoin d'un travail de révision aussi étendu que dans la région voisine. On ne connaît guère que la commune de Lederzeele pour avoir continué de se montrer rigoureuse. Le 17 pluviôse, le comité fit arrêter de nouveau deux suspects, libérés en brumaire, et un autre, le 8 floréal. Il fit comparaître un grand nombre d'habitants pour les interroger sur leurs habitudes religieuses, en présence du curé constitutionnel qui menaçait, paraît-il, ceux qui ne venaient pas à sa messe et ne faisaient pas leurs pâques. La situation du district de Lille paraît avoir été comparable à celle du district d'Hazebrouck. Le 3 nivôse, le comité chargé, à Lille, d'examiner les prisonniers, invita le District à mettre en liberté vingt-deux femmes d'Herlies qu'un commissaire de cette administration avait fait incarcérer pour la seule raison qu'elles n'allaient pas à la messe du constitutionnel : mais le 23 germinal, cinq habitants de la même commune étaient encore détenus pour le même motif. Dans le district de Douai, Guiot chargea le comité du chef-lieu, le 18 nivôse, de nommer huit citoyens auxquels il confia le même pouvoir qu'à la commission d'Hazebrouck, et, en pluviôse, le District fit observer au comité que ses décisions « respiraient un certain modérantisme ». Celui de Lallaing, aussitôt installé, le 27 brumaire, se montra remarquablement soucieux de protéger la liberté individuelle et d'appliquer la loi dans son véritable esprit. Le conseil général avait fait arrêter onze personnes. Il lui demanda ses motifs et si le juge de paix avait informé. Bien que ce dernier

n'eût pas à intervenir dans une affaire de sûreté générale, il finit par consentir à entendre les témoins conjointement avec un membre du comité. Saisi de l'enquête, le comité décida, le 21 nivôse, de mettre tous les suspects en liberté; celui de Douai lui en rendit un, mais de ceux qui avaient été envoyés à Doullens il ne revint que des évadés et Lebon ne répondit pas à la requête. Les commissions militaires continuèrent à condamner quelques paysans pour émigration ou espionnage, mais aucun, en Flandre, ne comparut devant les tribunaux révolutionnaires par ordre de Guiot ou des autorités locales.

Cependant Lebon avait été confirmé dans son autorité sur le Nord et le Pas-de-Calais, le 9 nivôse; rappelé le 30 pluviôse, il y revint le 12 germinal. Mais il n'était pas en bons termes avec Guiot qui, dès le 12 thermidor, s'empressa d'envoyer au Comité de salut public, une dénonciation qu'il avait reçue contre lui. Aussi son action en Flandre ne se fit guère sentir, sauf dans le district de Douai: en germinal et floréal, l'administration y réagit quelque peu contre l'indulgence qu'elle avait reprochée au comité du chef-lieu et fit notamment arrêter bon nombre de suspects à Aubry, le 29 floréal. Le 4 prairial, elle désigna des commissaires qui se mirent à parcourir les campagnes pour vérifier l'exécution des lois sur les émigrés et les suspects. Quelques jours après, une foule de prisonniers affluèrent de toutes parts. A Sin, les 12 et 13 prairial, on enleva 25 personnes. Presque toutes avaient été arrêtées pour propos ou liaisons plus ou moins contre-révolutionnaires, pour s'être démis des fonctions municipales, pour être parents d'émigrés ou pour attachement au catholicisme. C'était l'expérience du mois d'août 1793 qui recommençait. A Sin, le comité local réagit aussitôt: il requit la municipalité de lui communiquer ses motifs et convoqua la société populaire et les habitants qui, le 18, déclarèrent les accusés innocents. Le District lui-même, effrayé, arrêta de siéger sans désespérer pour faire compa-

raître les détenus et, dès la fin du mois, il les avait déjà relaxés presque tous. Malheureusement, il n'en fallut pas davantage pour semer la panique. Le 16, on annonçait que huit familles de Monchecourt avaient émigré; il y en eut beaucoup d'autres et le District de Douai fut immédiatement dénoncé à Guiot.

Dans le Pas-de-Calais, Lebon n'avait pas épargné non plus, dans les campagnes, les fidèles des réfractaires, mais il avait aussi entrepris de faire observer le maximum et les réquisitions, en sorte que plusieurs paysans avaient été traduits, de ce chef, devant le tribunal d'Arras qui se montra d'ailleurs indulgent en ces sortes d'affaires; surtout, Lebon s'inspira de considérations sociales et, pour les raisons dont nous avons parlé, déclara la guerre à la bourgeoisie rurale, comme à celle des villes. En pluviôse et en ventôse, on dressa la liste des gros fermiers et des principaux contribuables; les grands acquéreurs de biens nationaux furent également en butte au soupçon. La richesse ne fut pas un chef d'accusation, mais elle attira l'attention sur son détenteur dont la conduite, depuis le début de la Révolution, était examinée avec un soin particulier, ce qui coûta la vie à plusieurs cultivateurs. Or, une partie des mesures prescrites par Lebon fut étendue au Nord: le 10 ventôse, il réclama la liste des parents et fermiers d'émigrés avec renseignements sur leur attitude. En outre, St-Just et Lebas, qui déjà le 16 pluviôse, avaient renforcé les mesures terroristes en ordonnant l'arrestation de tous les nobles dans le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme, invitèrent Lebon, le 10 floréal, à se transporter à Cambrai, place qui était très exposée comme Landrecies et dont la population et les autorités, à tort ou à raison, ne leur paraissaient pas très sûres. Lebon arriva dans cette ville, le 16 floréal, avec une section du tribunal d'Arras et y fit procéder, du 21 floréal au 8 messidor, à 149 exécutions dont un certain nombre seulement attei-

gnirent des habitants du Nord, car on amena à Cambrai beaucoup de détenus du Pas-de-Calais. Les paysans fournirent un contingent assez important d'accusés et, pendant cette période, la terreur certainement régna dans les villages du Cambrésis et dans le Sud du district de Douai; elle gagna peu à peu vers le Nord-Est à mesure que les Autrichiens se retirèrent: car, dans les villages évacués, les motifs de suspicion et d'accusation étaient plus nombreux encore que dans les autres; les documents locaux nous manquent, mais l'énorme émigration que la peur engendra parmi les ruraux ne laisse pas de doute sur leur effroyable panique et nous connaissons assez bien les jugements du tribunal de Cambrai pour en comprendre les motifs. Pas plus qu'en Flandre, les simples propos ou l'attachement aux réfractaires n'amenèrent les paysans du Cambrésis devant lui: les poursuites politiques furent dirigées contre des nobles, des bourgeois et des prêtres. A Arras, une femme qui était accusée « d'avoir cherché à dissoudre la société populaire de Fressain », fut bien mise en accusation, mais on l'acquitta le 7 prairial. La terreur fut provoquée par l'application rigoureuse, dont témoigne un certain nombre de condamnations, des lois répressives qui, prises à la lettre, entraînaient des sanctions terribles. Le 26 floréal, Charlotte Piéron, femme de Jean-Pierre Leroy, dénoncé lui-même par la municipalité d'Honnecourt et détenu à Compiègne, fut condamnée à mort pour avoir enterré des titres féodaux. Quatre jours auparavant, cinq paysans d'Avesnes-le-Sec avaient été décapités pour avoir accepté d'exercer les fonctions municipales sous l'autorité autrichienne: ce jugement était conforme à la loi qui défendait de poser en pareil cas la question « intentionnelle », mais il était propre à épouvanter d'innombrables personnes qui avaient cédé à la force majeure. Les condamnations les plus significatives furent celles de Jacques et Armand Carpentier, père et fils, fermiers à

Villers-Guislain, dénoncés par les autorités locales pour avoir refusé d'aller aux convois et surtout de labourer les terres incultes et « peut-être même les leurs d'ici trois ou quatre ans, c'est-à-dire jusqu'au moment où ils espéraient que la république serait totalement détruite ». Leur cas était aggravé par le fait qu'ils étaient fermiers d'émigrés et qu'ils n'avaient jamais caché leur attachement aux anciens propriétaires privilégiés. Dans le Cambrésis, des fermiers avaient refusé de bonne heure, ainsi qu'on l'a dit, de contribuer à cultiver les biens nationaux vendus, soit par mauvais gré, soit par esprit de contre-révolution et ils avaient étendu ce refus aux terres des ménagers et des journaliers. Les deux hommes furent décapités le 17 prairial : ce fut un exemple — unique dans le département — qui montre comment la terreur permit d'assurer le fonctionnement du régime économique exceptionnel organisé par le gouvernement révolutionnaire ; quoique d'une grande rigueur, il était certainement conforme à l'esprit du système. Beaucoup d'autres paysans furent également exécutés pour émigration et pour faits de guerre : espionnage et intelligence avec l'ennemi ; les circonstances qui motivèrent leurs condamnations sont généralement inconnues, car il ne reste des procès que les jugements sommairement motivés ; l'épouvantable arbitraire dont Lebon et le tribunal firent preuve à l'égard de certains accusés nobles et bourgeois donne lieu de craindre que ces paysans aient été frappés parfois avec une rigueur aveugle, mais les motifs invoqués étaient légalement incontestables et, à cet égard, le Cambrésis ne se distingue pas de la Flandre où les commissions militaires ne se montrèrent pas plus indulgentes. Aussi, les travaux des juridictions répressives mériteraient-ils une nouvelle étude, car les auteurs qui les ont décrits énumèrent pêle-mêle les condamnations de toutes sortes et, pour accroître l'impression d'horreur, pratiquent en somme cet amalgame qu'on reproche si justement aux



tribunaux révolutionnaires. Pour nous en tenir aux paysans du Nord, on peut estimer excessive la sévérité dont il fut fait usage à leur égard; on peut aussi critiquer la procédure expéditive du tribunal de Cambrai comme celle des cours martiales; mais il ne ressort pas des jugements qu'on les ait frappés pour simple délit d'opinion; dans ce dernier cas, on s'en tint à l'arrestation; comme dans la Flandre, le Cambrésis conservait en thermidor un certain nombre de ses habitants à Arras, Doullens et Compiègne.

Quant au district d'Avesnes, on peut dire qu'il constitua une troisième région: après Wattignies, on entreprit de rechercher et de poursuivre ceux qui, pendant les opérations, s'étaient enfuis vers des villages évacués par les Français et que l'on considérait comme passés à l'ennemi, mais Laurent leur accorda une amnistie. En ventôse et en germinal, on amena au comité d'Avesnes quelques habitants des campagnes qui furent emprisonnés plus ou moins longtemps. Mais si la Terreur n'atteignit pas, semble-t-il, un très grand nombre de personnes, elle tira son originalité de la dictature exercée par une petite bande de gros fermiers et de leurs parents ou amis, en possession des fonctions municipales et chargés de missions par le District, sous la direction du procureur-syndic Groslevin; dans l'application des lois révolutionnaires, il y a de fortes présomptions qu'ils commirent beaucoup d'abus pour en tirer des profits personnels.

Entre Guiot et Lebon, l'opposition se retrouve en ce qui concerne la politique religieuse, mais elle fut plus théorique que réelle et, en fait, la déchristianisation se poursuivit partout jusqu'à la fin de l'an II. En principe, il ne paraît pas contestable que Guiot fût enclin à la tolérance. Le 26 germinal, se trouvant au District de Bergues, les administrateurs l'assurèrent que l'esprit public était « disposé vers la révolution », mais ajoutèrent « qu'il y avait encore du fanatisme »; à quoi il répondit « que la raison le détruirait et



qu'il préférerait voir dire une messe que de déguster le peuple de ses bonnes dispositions ». Bien mieux, il reprochait aux constitutionnels de chercher à intimider le paysan, quelquefois avec l'appui du comité de surveillance, comme nous avons dit qu'il advint à Lederzeele, pour l'obliger d'adhérer à son culte. « On tourmente les habitants des communes sous prétexte qu'ils n'ont pas assisté aux messes de leurs curés constitutionnels », écrivait-il le 14 messidor. De même, quand fut établi le culte de l'Etre suprême, tout en l'approuvant du bout des lèvres, il exprima la crainte qu'on y trouvât un nouveau moyen de brimer le paysan s'il ne s'y associait pas. C'était avant tout un politique qui lui demandait principalement d'obéir docilement. Néanmoins, il semble avoir cru naïvement que, les réfractaires étant éliminés, il suffisait maintenant de ne plus soutenir ou de supprimer les constitutionnels pour que les croyances religieuses s'évanouissent. « La superstition s'éteint dans les campagnes et les prêtres perdent leur empire... J'en ai fait arrêter quelques-uns, jamais comme disant des messes, mais parce qu'ils agitaient les esprits et qu'ils travaillaient sourdement à la contre-révolution... aucune commune ne les a réclamés ». Il suffisait donc que le curé constitutionnel reprochât à ses paroissiens leur indifférence ou qu'il se lamentât sur la décadence de sa religion pour s'exposer à des poursuites. Mais si la commune ne le réclamait pas, les paysans le regrettaient, sauf les amis obstinés du réfractaire : pour eux, la perte du constitutionnel constituait une revanche. C'est ce que Guiot ne paraît pas avoir aperçu. Toutefois, on ne peut s'empêcher de penser qu'en favorisant ainsi la disparition du culte, alors qu'en nivôse il s'était efforcé d'arrêter la déchristianisation, il cherchait à désarmer la méfiance qu'il avait éveillée parmi les révolutionnaires du pays et, par suite, au sein des comités. En tout cas, dans ses instructions à ses commissaires du district d'Hazebrouck, le 27 plu-

viôse, il spécifia qu'ils auraient à transformer en édifices d'utilité publique, après en avoir fait enlever le mobilier, non seulement les églises fermées mais aussi celles dont les curés avaient abdiqué. Il abandonna les constitutionnels aux entreprises des comités de surveillance extrémistes et les Districts leur devinrent systématiquement hostiles. Auprès des patriotes qui se disaient « à la hauteur de la révolution », le culte de l'Être suprême lui-même n'eut guère de succès dans le Nord; les églises restèrent toujours pour eux, jusque sous le Directoire, « le temple de la raison ».

Dès le 27 nivôse, le conventionnel Carpentier dénonça au District d'Hazebrouck le curé d'Haverskerque, son propre village, qui, le jour de Noël, avait dit au prêche que « les riches n'avaient pas de religion, que le peuple seulement était religieux, qu'il défendrait son curé contre la force armée et qu'il était heureux de ces journaliers parce que, sans eux, tout était perdu ». Carpentier assura que plusieurs curés distribuaient de l'argent aux ouvriers pour les porter à s'armer contre les propriétaires et les cultivateurs. Il est fort probable, en effet, que ceux-ci n'étaient pas enclins à soutenir les constitutionnels parce qu'ils préféraient les réfractaires. Le curé d'Haverskerque fut décrété d'arrestation. Le 5 prairial, ceux de Wallon-Cappel et de Staple furent dénoncés à leur tour: le comité de Staple était intervenu en faveur du sien, en le comblant de louanges, et avait protesté parce qu'on ne lui avait pas payé son traitement; l'argent manquait certainement et, au surplus, Guiot jugeait probablement expédient de supprimer le budget des cultes. Pour faire vivre leur curé, les habitants avaient alors levé une taxe; les deux prêtres furent arrêtés et demeurèrent en prison jusqu'en fructidor. Il en alla pareillement dans le district de Bergues. Le 18 ventôse, l'administration ordonna de nouveau de faire disparaître les signes extérieurs. Dans le canton d'Hondschoote, les militaires, qui avaient formé dans ce bourg une

société populaire, continuèrent à déchristianiser les villages. L'église d'Hondschoote fut fermée, mais à Killem, Rexpoëde et Warhem, il y eut messe carillonnée à la Noël et, le 9 ventôse, la société dénonça de nouveau le maire de Warhem qui tolérait le culte public. Le 21, à la demande du comité de Ledringhem, le District fit arrêter le curé de ce lieu qui avait pourtant abdicqué. A Saint-Pierrebrouck, le curé déclarait, paraît-il, que la France était plongée « dans la misère et l'impiété » et cherchait à faire remplacer l'agent national pour « maîtriser » le conseil général : le District ordonna, le 26 ventôse, de l'arrêter et de fermer l'église. Vancappel, curé de Tétéghem, eut un sort plus funeste. Accusé d'avoir « poussé son immoralité jusqu'à imputer de prétendus péchés aux pères et mères qui ont leurs enfants aux frontières et prêcher qu'on ne voit plus que des autels brisés, des prêtres chassés, enfin que la religion est à bout », ce qui fut confirmé par la municipalité, il fut renvoyé par le District au comité de surveillance, puis au tribunal révolutionnaire de Paris qui le condamna à mort le 1<sup>er</sup> thermidor. Le 4 messidor, le curé de Quaëdypre qui, capturé par les Autrichiens en 1793, venait à peine de reprendre son poste, fut arrêté à son tour pour avoir « déjà manifesté l'esprit de fanatisme et essayé de semer la discorde parmi les habitants ».

On comprend aisément que les abdications aient continué. Le curé de Saint-Pierrebrouck se démit ainsi le 22 prairial. Ailleurs, le curé suspendit le culte ou disparut. A Watten, le 2 messidor, la municipalité fit enlever la croix du clocher et, le 21, le curé déclara qu'il cesserait désormais de dire la messe ; le mobilier de l'église fut inventorié pour être envoyé à Bergues. A Bierne, le 28, le curé n'était plus dans la commune. A Cappellebrouck et à Coudekerque, le constitutionnel était mort et n'avait pas été remplacé, en floréal. Enfin à Mardyck, le culte fut supprimé par les habitants. Il n'en continua pas moins à être pratiqué dans beaucoup

de communes de la Flandre maritime pendant toute la Terreur, bien qu'il perdît peu à peu du terrain. A Rubrouck, le 3 ventôse, l'église était toujours ouverte et les délégués de Guiot permirent qu'on continuât de dire la messe, moyennant que le culte ne devînt pas « l'objet de la division et de la discorde ». A Bierne, le desservant, qui avait obtenu ses lettres de nomination le 1<sup>er</sup> frimaire, officia plusieurs mois. Le 25 pluviôse, la société populaire de Bourbourg annonça des attroupements dans plusieurs villages et la réouverture des églises. En messidor, les habitants de Quaëdypre s'agitaient à même fin. A Watten, le même mois, des « harpies » maltraièrent les patriotes qui voulaient faire interrompre le culte et qui y réussirent. Le curé de Lederzeele fut dénoncé, le 15 thermidor, par le comité d'Aire, pour s'être fait escorter, le 25 messidor, par la garde nationale, que commandait son frère, jusqu'à Nieurlet où il allait dire la messe : il cessa enfin ses fonctions le 22 thermidor. A Grande-Synthe, l'église ne fut fermée qu'en vendémiaire an III. Or, dès le 8 fructidor, le comité de surveillance de Cappelbrouck autorisait une assemblée populaire, sans consulter la municipalité, et le maire était contraint de livrer les clefs de l'église et le mobilier mis sous scellés lors de la mort du curé ; au même moment, on célébrait de nouveau la messe à Killem et à Quaëdypre : le culte ne disparut donc jamais complètement ; en outre beaucoup de communes, comme on put le constater en l'an III, conservèrent le mobilier de leurs églises, les vases sacrés et les ornements sacerdotaux.

En Flandre wallonne, les événements prirent le même cours. Plusieurs constitutionnels furent arrêtés sous un prétexte ou sous un autre : celui de Prêmesques, le 10 ventôse, pour avoir célébré la messe les jours ouvrables, c'est-à-dire pour n'avoir pas respecté le décadi, celui d'Houplin, le 6, pour avoir dissimulé une partie des objets du culte ; celui

d'Erquinghem-Lys, invité par la municipalité sur l'initiative du comité à cesser de dire la messe, fut aussi incarcéré, probablement pour n'avoir pas obéi; le comité de Seclin fit enlever celui de Noyelles, le 25 ventôse, par mesure de sûreté; le comité de Lille interna aussi comme suspect celui de Bachy: le culte ayant été supprimé, il avait dit qu'il célébrerait la messe chez lui et que la liberté du culte serait rétablie un jour ou l'autre. D'autres abdiquèrent. Enfin les curés d'Armentières, de Sailly et du Maisnil furent décapités à Paris, les deux premiers pour introduction de faux-assignats, le dernier pour intelligence avec la comtesse de Lauraguais condamnée avec lui, le 18 pluviôse. Comme, en Flandre maritime, les autorités locales agirent différemment suivant les villages. Les comités de Prêmesques et de Noyelles certifièrent que leurs curés étaient de bons patriotes. La municipalité d'Aubers se plaignit que son curé déprêtrisé eût annoncé qu'il allait former une société populaire et requérir quatre cents hommes pour anéantir le fanatisme. Le comité d'Halluin fut plus formel encore: la commune ayant été dénoncée parce que le culte y persistait, il écrivit à Guiot: « Nous professons le catholicisme » et, invoquant la loi du 16 frimaire et le propre arrêté du représentant, déclara que, la nation salariant un curé, on avait le droit d'exiger qu'il remplît ses fonctions. Cette requête est postérieure au 20 prairial. On sait également que le curé d'Annappes officiait toujours le 15 ventôse, et qu'à Ostricourt, bien que le culte eût cessé d'être public, le curé bénit les rameaux, chanta les ténèbres, le vendredi saint, et dit la messe à huis clos, le jour de Pâques. Le 22 germinal, Guiot assurait que, dans ce district, on ne disait plus la messe que dans deux ou trois communes; on voit par l'exemple d'Halluin qu'en tout cas, elle persista longtemps; à Fromelles, la vente des objets et effets « superstitieux » n'eut lieu que le 9 thermidor. Le culte s'affaiblit peu à peu de la même manière dans le dis-



trict de Douai. Le 25 nivôse, en apportant les vases sacrés à l'administration, un membre du conseil général de Raimbeaucourt demanda à conserver un calice de cuivre « conformément au vœu des habitants » qui, évidemment, voulaient que le curé continuât de dire la messe. On l'invita à ne rien laisser dans cette église « qui pût alimenter encore le fanatisme et la superstition et à la transformer en temple de la raison ». Il répondit que tels étaient ses principes et qu'il tâcherait de les faire partager à ses collègues. On voit qu'ainsi le District ne donna point d'ordre. Mais, le 5 germinal, il fit arrêter le curé de Lallaing qui, d'accord avec la municipalité, avait résisté à toutes les mesures hostiles au culte : ce curé était secrétaire du comité, dont nous avons constaté la modération ; ses collègues protestèrent énergiquement de son patriotisme et réclamèrent sa mise en liberté. A Sin, le 2 floréal, le culte continuait toujours sans que la municipalité eût même fait l'inventaire du mobilier. A Monchecourt, il subsistait au moins un récollet qui « entretenait le fanatisme » : ici, ce fut la municipalité qui pria le commandant des hussards cantonnés à Cantin de l'en débarrasser ; il s'empessa de le faire conduire à Douai. Il semble que l'installation de Lebon se fit sentir dans cette région au point de vue religieux comme en ce qui concernait les suspects : en prairial, les commissaires du District vérifièrent dans les villages l'enlèvement des objets cultuels. Ce fut le 13 prairial que l'église de Lambres fut disposée, « en conséquence », pour les fêtes décadaires : le 19 messidor, le presbytère était vide par suite de la démission du curé ; le curé de Thun, qui s'était réfugié à Cuincy et y pourvoyait au culte, abdiqua dès prairial mais, le 6, on lui loua le presbytère, ce qui manifeste assez le sentiment des habitants. Le curé d'Estrées ne céda qu'à la fin de prairial ; le curé de Féchain, qui avait tant souffert des ennemis de la Révolution, ne se résigna que le 2 thermidor. Jusqu'à l'arrivée de



Lebon, le District de Cambrai ne paraît pas non plus avoir entrepris d'interdire positivement le culte dans les villages; de pluviôse à floréal, les abdications demeurèrent cependant plus nombreuses, à ce qu'il semble, que dans les autres districts. Le 18 nivôse, le conseil, à Hem-Lenglet, avait sommé le curé d'interrompre ses fonctions. Toutefois, dans un village de municipalité aussi ardente que Villers-Guislain, le curé constitutionnel disait toujours la messe le 21 ventôse: il ne quitta la place qu'au début de floréal. Mais à partir de la fin de ce mois, la situation se modifia; le 27, le District prescrivit aux municipalités de lui envoyer tout ce qui pouvait rester de métaux et d'objets d'art, puis de vendre les autels «et tous les restes du culte superstitieux» à l'exception des bancs et des chaises qu'on devait conserver pour les assemblées du peuple. Le 2 prairial, il ordonna d'abattre les croix et autres signes extérieurs sur les clochers. On n'exécuta pas toujours ces ordres sans incidents: à Fressies, le commissaire du District fut invectivé. De nouveaux curés abdiquèrent, comme dans la région de Douai. L'exemple du curé de Vitry-en-Artois avait réduit tout le monde au silence: expulsé de son presbytère, après avoir abjuré, il s'était d'abord réfugié à Cambrai, puis avait essayé ensuite de rentrer dans sa paroisse en déclarant qu'il dirait sa messe, que la loi le lui permettait, ce qui était exact; mais il avait compromis sa position en déblatérant sur le compte de Lebon, ce qui permit de l'incriminer pour propos contre-révolutionnaires: il fut exécuté le 17 floréal. Cependant les curés d'Honnechy et de Gonnelleu n'abdiquèrent qu'après le 9 thermidor et il est possible, quoique peu probable, qu'ils eussent continué à officier jusque-là.

Quant au District d'Avesnes, il avait au contraire adopté une attitude qui contraste avec celle des autres administrations. Pour lui, l'arrêté de Guiot demeura lettre morte. Le 20 nivôse, il interdit positivement tout culte public, spécia-

lement les sonneries de cloches, et ordonna de faire disparaître les signes extérieurs. La société populaire fut autorisée à envoyer des commissaires dans les villages pour « aider » les municipalités. Un certain nombre de curés avaient abdiqué ou abdicuèrent ensuite; mais d'autres résistèrent. Le 20 germinal, Pierrard, de Saint-Aubin, vint annoncer au comité d'Avesnes que, le matin, le curé Bonnaire avait interpellé le maire, après la lecture des lois, pour lui demander, au nom de la commune, s'il entendait maintenir la religion catholique: au cas contraire, il renoncerait à ses fonctions. Le maire déclara que, personnellement, il n'entendait pas soutenir le culte et que ceux qui y tenaient n'avaient qu'à l'exercer privément et à payer le curé. Bonnaire répliqua qu'il était payé par l'Etat et que ce qu'il demandait c'était un local et tout ce qui était nécessaire pour la célébration des offices. Pierrard intervint pour objecter que c'était aux catholiques à y pourvoir. L'assemblée était très nombreuse, Bonnaire ayant convoqué ses partisans. On s'écria que « le représentant du peuple ferait bien mieux de s'occuper des affaires de la guerre que du culte catholique ». L'après-midi, le conseil général s'assembla et Pierrard fut insulté par plusieurs habitants: le comité décida que le curé serait mis en état d'arrestation. Il résulte de cette discussion que le District et les plus modérés des patriotes hostiles au catholicisme avaient entendu instituer, de leur propre autorité, le régime de la séparation, sans prétendre empêcher le culte lui-même. Mais, d'une part, le District ne fut pas obéi: on voit que le curé et les catholiques de Saint-Aubin ne comprenaient pas grand'chose à cette distinction; d'autres curés aussi continuèrent à officier comme devant; le 22 germinal, la société populaire d'Avesnes dénonça au comité de surveillance celui de Liessies qui avait publié le mandement de carême et le dimanche, 17, prêché « le catalogue, libelle contenant des maximes contraires à l'esprit

public » et invité les fidèles « à prier pour le pape »; le 10 prairial, la même société déclara au District que le culte se continuait dans plusieurs villages; à Trélon, où l'église était fermée, le maire avait été sommé, avec menaces, de laisser le curé continuer ses fonctions. D'autre part, on le voit par ces exemples, la plupart des révolutionnaires, sous prétexte de défendre le culte public, entendaient priver les catholiques de l'église et tout au plus tolérer des oratoires où le prêtre ne pourrait réunir que quelques fidèles et qui n'auraient même pas de caractère permanent. La résistance plus ou moins ouverte qu'ils rencontrèrent les détermina à recourir à une mesure plus radicale que partout ailleurs: sur la plainte du 10 prairial, le District décida incontinent que tous les prêtres qui n'avaient pas abdiqué seraient déportés à quinze lieues des frontières et à dix lieues au moins de leur commune. De nouvelles abdications se produisirent naturellement, mais le 1<sup>er</sup> messidor, à la requête du procureur-syndic Groslevin, il fut décidé que les prêtres qui s'étaient démis quinze jours au moins avant l'arrêté seraient seuls exemptés de la déportation. Il ne nous est pas possible de dire si cet arrêté fut exécuté, mais il est probable que la suppression du culte en dût au moins résulter.

A la question religieuse s'associa intimement l'introduction du calendrier républicain. La loi s'était bornée à imposer le chômage du décadi aux fonctionnaires. Mais on n'en prétendit pas moins l'imposer à tous et pour déraciner les habitudes dominicales, on exigea que le curé transportât au décadi la grand'messe paroissiale. Certains acceptèrent et, d'ailleurs, il n'était pas difficile pour eux de tourner la difficulté; ce l'était autrement d'empêcher les fidèles de venir à la messe le dimanche alors qu'ils n'y venaient pas le décadi, mais le curé pouvait décliner toute responsabilité à cet égard. Les révolutionnaires furent donc obligés de s'en prendre à la population et rien ne pouvait être plus dangereux pour

eux que de vouloir ainsi changer des habitudes invétérées. Il devint aussi coupable de ne pas chômer le décadi qu'il l'avait été jusque-là de travailler le dimanche; il fut désormais coupable aussi de chômer et de porter « des habits de parade » le dimanche et les jours de fête catholique. Le boucher de campagne qui continuait à tuer le vendredi pour porter le lendemain à la fermière le pot-au-feu du dimanche, le cabaretier qui donnait à danser, ce jour-là, ou ne donnait pas, le décadi, devinrent suspects. Les patriotes eux-mêmes trouvèrent cette prétention insupportable et, malgré tous les efforts, les infractions furent innombrables. Les municipaux eux-mêmes ne venaient pas tous, le décadi, au « temple de la raison » pour entendre la lecture des lois; des comités de surveillance continuèrent à régler leurs séances sur l'ancien calendrier et les agents de la république laissaient chômer leurs ouvriers le dimanche. Enfin, au changement de calendrier s'associa celui du nom de certaines communes, la plupart du temps quand elles empruntaient celui d'un saint.

Bien que la dissolution de l'armée révolutionnaire eût ôté à la Terreur le caractère apparemment militaire qu'Isoré et Châles avaient entrepris de lui donner, on ne saurait contester que l'armée n'ait continué à lui donner le concours le plus efficace. Sa présence empêcha toute résistance et enhardit les patriotes des campagnes et des villes; en outre, les propos et l'exemple des militaires les poussèrent quelquefois aux mesures extrêmes. La majorité des soldats faisaient silencieusement leur devoir et plus d'un exemple montre que, dans leurs rangs, il ne manquait pas de contre-révolutionnaires; cependant l'armée de l'an II comptait une minorité extrêmement remuante de révolutionnaires ardents. La société populaire d'Hondschoote, qui fut seule en ce lieu à réclamer l'application des lois, montre bien l'importance de leur action: régénérée par eux, le 29 frimaire, elle ne

compta jamais, parmi ses membres, qu'un petit nombre de civils; le comité de surveillance n'y vint jamais; elle disparut dès qu'en floréal, les troupes se furent portées en avant. Quelques descriptions de fêtes révolutionnaires témoignent également de l'appui que les soldats prêtaient aux jacobins locaux. Aussi étaient-ils redoutés et détestés non seulement par les aristocrates mais par tous les modérés: le 24 germinal, le comité de Bailleul protesta contre les imputations formulées par eux contre lui à la société populaire et demanda à Guiot de venir «fermer la bouche à ces éternels aboyeurs de militaires trompés par des hôtes où ils mangent ou dont ils caressent les filles».

Il n'en est pas moins certain qu'il existait dans presque tous les villages, même en Flandre maritime, quelques hommes qui poursuivirent, avec une ardeur souvent maladroite, l'application des mesures terroristes. Certains, enivrés de leur pouvoir ou enclins à la violence par tempérament, se répandirent en propos menaçants et insultants, l'obligation de porter la cocarde tricolore leur permettant de prendre à parti jusqu'au simple passant, et se rendirent insupportables aux patriotes eux-mêmes par leurs allures autoritaires. A Blaringhem, par exemple, Bucaille, faiseur de bas au métier et greffier, dénonça la commune au comité d'Aire au moment de la déchristianisation et en provoqua l'occupation par la troupe; Lagniez et Makereel le firent mettre en état d'arrestation, le 9 ventôse, et le comité, convenant qu'il avait toujours été «bon» au point de vue politique, ajouta: «ce dernier trait le dément et, depuis lors, il voulait dominer et être le maître de tous». D'autres, plus nombreux, appliquèrent docilement les lois mais en s'efforçant, avec un succès inégal, de ménager les personnes et en contrecarrant quelquefois les violents. Il est sûr que, s'ils l'avaient pu, ils auraient conservé le curé constitutionnel et se seraient efforcés de maintenir l'union entre les patriotes



ou même de gagner les tièdes et les indifférents. A Villers-Guislain, le 21 ventôse, la municipalité fit planter un arbre de la liberté, conformément au décret du 3 ventôse : au pied de l'arbre, on dressa l'autel de la patrie ; le curé y dit la messe et fit ensuite « sa motion civique à tous les assistants ». On fit ensuite « le serment d'oublier toutes les haines particulières et n'en conserver que pour les aristocrates qui sont les ennemis de notre sublime constitution ». La municipalité de Taisnières et les citoyens de Saint-Aubin dont nous avons parlé auraient certainement adhéré à cette manifestation et aussi la municipalité de Troisvilles qui, le 19 vendémiaire an III, décidait d'acheter une mencaudée de biens nationaux à tous les citoyens qui servaient dans les armées de la république pour être occupée par leurs parents ou louée à leur profit jusqu'à leur retour : « considérant que les défenseurs de la réquisition de notre commune méritent autant de récompenses qu'ils ont de zèle de défendre le bien public, nous croyons être un de nos plus grands soins de chercher le moyen de leur faire profiter des douceurs républicaines ». Mais la politique que Guiot lui-même laissa imposer à ces patriotes les réduisit à n'être qu'une minorité. Ce fut pour quoi on ne réussit jamais, dans beaucoup de villages, à créer des municipalités et des comités parfaitement sûrs. Les épurations, d'ailleurs faites bien souvent avec légèreté, par des commissaires qui ne connaissaient pas les localités, n'y pouvaient rien. Bon gré mal gré, municipalités et comités terroristes aliénèrent à la République et, par voie de conséquence, à la Révolution elle-même, la grande majorité des paysans, en arrêtant plus ou moins arbitrairement les suspects et en abolissant le culte. Surent-ils du moins rendre de véritables services ? Pour ce qui est de la police, il est hors de doute que leur surveillance, jointe à la crainte qu'ils inspiraient, a contribué à empêcher les paysans ou les bourgeois ruraux dévoués à la contre-révolution d'exciter par



leur propagande des mouvements populaires comme celui qui s'esquissa à Blaringhem et celui dont on surprit les préparatifs à Arnèke, au cours d'une visite domiciliaire. Ils rendirent impossible cette circulation mystérieuse des adversaires du régime qui devint si active dès l'an III. Ils s'appliquèrent assez généralement à rechercher les faux assignats, à faire rejoindre les conscrits, fabriquer le salpêtre et cultiver les terres; mais tous ne montrèrent pas le même zèle. Et pour ce qui fut du maximum et des réquisitions, les paysans qui les composaient, étant atteints personnellement, ne se décidèrent eux-mêmes à faire leur devoir que contraints et forcés. Mais ils auraient pu rendre tous ces services sans qu'on leur conférât une autorité si absolue. Et d'autre part, si la correspondance des Districts et notamment de l'agent national de celui de Bergues montre qu'on fut bien loin d'être toujours contents d'eux, leur bonne volonté ou leur esprit politique n'en étaient pas seuls cause. Si l'on ne trouvait pas toujours assez de patriotes pour former comités et conseils, on avait plus de peine encore à en découvrir qui fussent assez instruits et assez-capables pour administrer, d'autant que les patriotes se recrutaient principalement, à cette époque, en dehors de la bourgeoisie rurale. « Les hommes actifs et intelligents sont rares dans les campagnes, écrivait-on de Bergues, et il est à craindre que ce manque ne cause du retard dans l'exécution des lois révolutionnaires ».

Mais l'opinion publique ne leur aurait su aucun gré d'appliquer ces lois avec plus d'exactitude encore car, ainsi qu'on l'a montré, toutes imposaient au paysan des sacrifices considérables, l'emprunt forcé, le maximum, les réquisitions et le service militaire, ou des réformes qui contrariaient ses habitudes et ses croyances, comme celle de l'enseignement; tout au plus aurait-il vu de bon œil la transformation de l'assistance, si les fonds avaient été abondants. Lorsqu'on

veut se rendre compte de la transformation de l'opinion dans les campagnes, de 1793 à l'an III, les vexations contre les personnes n'offrent en réalité qu'un intérêt secondaire : la plupart des suspects étaient des fidèles des réfractaires que la terreur ne fit pas changer d'opinion : elle leur concilia seulement la sympathie de beaucoup de personnes ; la suppression du culte eut beaucoup plus d'importance, en rejetant vers les réfractaires les paysans qui se seraient accommodés des constitutionnels. Mais la désaffection n'aurait jamais été si profonde sans l'accroissement formidable des charges du paysan qui résulta des besoins de la défense nationale et sans la crise agricole qui résulta des ravages de la guerre et qui compromit les résultats matériels de la Révolution. On se plaint, disait Guiot, le 3 thermidor, que les paysans du Nord ne sont point à la hauteur de la Révolution, mais « je suis bien convaincu que, si les hommes à belles phrases qui les accusent éprouvaient le quart d'un pareil traitement, ils deviendraient des contre-révolutionnaires ». A la fin de l'an II et surtout en l'an III, le paysan, riche ou pauvre, calcula qu'il avait perdu au change ou qu'il avait beaucoup moins gagné qu'il n'avait espéré. La désaffection de la bourgeoisie rurale s'étant manifestée la première, le gouvernement révolutionnaire chercha à gagner les ménagers et les manouvriers en modifiant les conditions de vente des biens nationaux, en partageant les biens communaux, en réformant l'assistance et l'impôt, en les introduisant dans les municipalités et les comités de surveillance d'où ils pouvaient, dans une certaine mesure, commander aux fermiers et aux cultivateurs. Mais les réformes, incomplètement appliquées ou abandonnées faute d'argent, ne purent exercer sur le prolétariat rural une attraction profonde ; il eût fallu au moins lui partager purement et simplement ce qui restait de biens nationaux ; de ce qu'on lui accorda, il ne tira pas assez de profit pour contrebalancer les

sacrifices dont il prenait sa large part et les souffrances que lui infligèrent, en l'an III, le chômage et la disette; faute d'instruction, il ne put exercer le pouvoir qu'on lui offrait et, presque toujours, il ne demeura pas moins attaché à l'église que le cultivateur. La politique du gouvernement révolutionnaire eut donc pour principal résultat d'accentuer le conflit social qui, à la fin de l'Ancien Régime et dans les premières années de la Révolution, se dessinait au sein du peuple des campagnes. La bourgeoisie rurale se prononça contre une république démocratique qui ne lui assurait pas le gouvernement du village, la soumettait politiquement à ceux qu'elle regardait comme des inférieurs et menaçait ainsi son pouvoir social. On discerna très bien dans le Nord où tendait le gouvernement de Robespierre. Critiquant le partage des biens communaux, le procureur-général-syndic écrivait en l'an III: « Robespierre commençait alors sa domination et il lui importait, pour l'étendre, de se former des sectaires dans les communes des campagnes ». L'armée révolutionnaire avait fait de la guerre aux riches un des articles essentiels de son programme, et les représentants, Isoré, Lebon, Laurent et Guiot lui-même manifestèrent des sentiments d'hostilité à leur encontre. Le partage des communaux mais, surtout, comme on l'a montré, le maximum, mirent le conflit en pleine lumière. Dans beaucoup de villages, on vit les cultivateurs afficher leur mépris pour les autorités locales de l'an II composées de « gens à tablier », de « la lie du peuple », de « la populace », de « gens sans aveu » et les humbles eux-mêmes s'associèrent à cette réprobation: les membres des comités recevaient une indemnité de 3 l. par jour, ce qui leur attirait beaucoup de jaloux, même parmi les patriotes des municipalités dont les fonctions étaient gratuites; ces derniers étaient d'ailleurs soupçonnés de profits illicites; au surplus, les hommes du peuple ont souvent vu de mauvais œil leurs pareils s'élever au-dessus

d'eux et il leur a été très difficile de se déshabituer de leur sujétion séculaire au riche. Le régime démocratique s'étant ainsi discrédité, la bourgeoisie put utiliser la réaction thermidorienne pour reprendre peu à peu son autorité et, derrière elle, le contre-révolutionnaire et le prêtre réfractaire se trouvèrent en mesure de reprendre l'offensive.

## V. - LA RÉACTION THERMIDORIENNE

Tout d'abord le 9 thermidor n'entraîna guère de changement dans le Nord : le tribunal de Cambrai avait rendu sa dernière sentence le 9 messidor ; un décret du 21 messidor avait déjà ordonné de mettre en liberté les cultivateurs sous certaines conditions et ce fut seulement le 26 thermidor que tous les représentants furent rappelés à la Convention ; mais surtout la terreur étant née de l'invasion, il n'était pas possible qu'elle n'entrât pas en recrudescence au moment où celle-ci ayant pris fin, les vainqueurs se trouvaient en mesure de rechercher ceux qui avaient pactisé avec l'ennemi. Dès le 14 thermidor, le district du Quesnoy avait nommé des commissaires pour enquêter dans les villages ; tous les autres l'imitèrent et, de Lille à Avesnes, toutes les administrations virent affluer quantité de prisonniers ; de contre-révolutionnaires réellement compromis, il ne s'en trouvait guère dans les villages car ils avaient fui, mais tous ceux qui avaient exercé des fonctions publiques sous l'autorité des Autrichiens tombaient sous le coup de la loi et, outre les cas ordinaires de suspicion, les relations inévitables avec les troupes d'occupation et les prêtres qui étaient rentrés sous leur protection provoquèrent beaucoup de dénonciations. Les patriotes qui avaient été molestés ou menacés pendant l'invasion et les réfugiés qui rentraient chez eux n'inclinaient pas à l'indulgence et ce fut justement à eux qu'on remit l'autorité locale.

Berlier qui fut envoyé pour remplacer Guiot en Flandre, le 4 fructidor, et Roger-Ducos qui fut chargé de la réparation des dommages de guerre à Landrecies et dans les districts du Sud, le 15 vendémiaire an III, étaient des modérés, mais Jean-Baptiste Lacoste, nommé, le 4 fructidor, pour surveiller les opérations de siège, était moins disposé à la clémence et fit appliquer les lois contre les émigrés et les déportés aux prêtres et aux religieux qu'on put saisir à Valenciennes.

Toutefois, en ce qui concerna les paysans, Lacoste lui-même ainsi que les Districts s'effrayèrent tout aussitôt du nombre des prisonniers et, comme en 1793 et en l'an II, se hâtèrent de prendre des dispositions pour les libérer le plus vite possible. Le 5 vendémiaire an III, Lacoste créa à Valenciennes une commission pour en opérer le tri. Une sous-commission travailla au Quesnoy. Un grand nombre furent renvoyés devant les comités de surveillance pour être libérés ou traduits tout au plus en justice municipale. D'autres, notamment les municipaux qui tombaient sous le coup des lois de septembre 1793 et frimaire an II, furent déferés au tribunal criminel du Nord. Seuls les émigrés, les prêtres et religieux émigrés ou déportés furent, avec les espions, traduits, au nombre d'environ deux cents, devant la commission militaire instituée à Valenciennes, le 1<sup>er</sup> vendémiaire, qui en fit exécuter soixante dont seulement douze laïques.

La répression s'énerva très vite. Dès messidor, dans le canton de Maroilles, on avait libéré ceux qui avaient fui au moment de Wattignies et qu'on avait entrepris de rechercher à nouveau. Le 7 fructidor, les comités de surveillance avaient été supprimés dans les villages; les municipalités qui avaient été réinstallées étaient celles de 1793 et l'épuration en demeura très incomplète. A partir de vendémiaire, les arrestations se firent plus rares et quand Lacoste, d'accord avec Berlier, demanda, le 25, aux municipalités le tableau de ceux



qui les avaient remplacés pendant l'invasion, pour compléter les poursuites, elles répondirent avec une grande lenteur et généralement pour attester qu'il n'y avait contre eux aucune charge. Le tribunal criminel gagna du temps en préparant les dossiers et on demanda à la Convention des éclaircissements qui permirent d'acquitter en masse. Le tribunal criminel admit même que l'exercice des fonctions paroissiales sous la domination de l'ennemi n'avait pas été visé par la loi et que la rentrée des ecclésiastiques émigrés ou déportés en territoire occupé ne pouvait être assimilée à la rentrée sur le territoire français; si contestable qu'elle fût, cette interprétation le mit en mesure d'acquitter plusieurs prêtres qui lui avaient été amenés et qui se trouvaient dans le même cas que les condamnés de Valenciennes. Enfin un décret du 18 frimaire, rendu sur la pétition de 88 communes, autorisa les représentants à libérer les suspects. Ainsi la terreur ne prit point, comme on l'avait pu craindre, une physionomie plus terrible qu'auparavant; mais la peur avait provoqué, parmi les paysans des pays occupés, une émigration qui imposa à beaucoup d'entre eux les épreuves les plus pénibles, qui ruina presque tous ceux qui s'y étaient résolus et qui, enfin, les rejeta pour toujours dans le parti de la contre-révolution.

Dans tout le reste du département, le 9 thermidor ne changea rien, tout d'abord, aux errements antérieurs. Le 26 encore, le comité de Ste-Marie-Cappel faisait arrêter comme suspect le secrétaire-greffier. Mais le rappel de Lebon et l'arrestation de ses amis à Cambrai ne tarda pas à donner l'impression que la terreur était finie et, en fructidor, on commença à libérer les détenus à Arras, Doullens et Compiègne; toutefois, les derniers ne revinrent qu'à la fin de l'hiver. De même, les comités de surveillance des villes du Nord se mirent à relâcher, mais plus rapidement, leurs détenus; le 23 fructidor, le District de Cambrai s' alarma même



de l'indulgence du sien qui, en vendémiaire, fut dénoncé à la Convention, pour avoir délivré des prévenus d'émigration. Les patriotes n'étaient certainement pas sans inquiétudes, comme en témoigna, le 18 fructidor, une proclamation de Berlier. Le programme de ce représentant était de limiter la réaction aux terroristes les plus compromis, de ne point inquiéter les autres et de réunir tous les républicains pour empêcher la contre-révolution de prendre la direction du parti thermidorien. Au premier moment, il sembla qu'il avait réussi. Il croyait avoir retrouvé dans le Nord « tout le feu patriotique et tout l'enthousiasme du 14 juillet 1789 ». Le 20 frimaire an III encore, les 59 membres de la société populaire d'Arleux, en félicitant la Convention d'avoir mis fin à la Terreur et en déclarant détester « une minorité turbulente d'intrigants et de dominateurs », continuaient à jurer mort aux tyrans et la priaient de les recevoir « sur le sommet de la sainte montagne ».

Pourtant, la question religieuse demeura un germe de division. Ceux qui s'étaient prononcés pour la suppression du culte constitutionnel demeuraient en place et n'avaient pas changé d'opinion. Dans les pays évacués, l'enlèvement des cloches et des objets du culte faisait sensation. A Bellignies, la municipalité et les habitants s'y opposèrent. Le District de Douai s'efforçait de faire évacuer les presbytères. On continuait à fermer des églises et des curés abdiquaient : le curé de Bettrechies, le 28 thermidor, celui de Gonnelieu, le 8 fructidor. Mais de même que « l'aristocratie », le « fanatisme » avait été encouragé par la révolution du 9 thermidor. Le 28 fructidor, l'agent national de Waziers convoqua, de son propre mouvement, les habitants et leur demanda s'ils avaient l'intention de renoncer au culte, auquel cas « ils perdraient bientôt leur église » ; la municipalité refusa de participer à la délibération en opposant une adresse de Berlier : beaucoup répliquèrent « qu'on n'était

pas tenu de se conformer à des arrêtés ». A Aubry, la municipalité refusa de faire évacuer la cure. Le 9 fructidor, le District de Lille faisait arrêter deux prêtres qui avaient fait rouvrir des églises et y avaient dit la messe. A Quaëdypre et à Killem, le culte recommença dès ce même mois et l'agent national du District se plaignit vivement à Berlier le troisième jour sans-culottide. Le 2 vendémiaire, le comité d'Hazebrouck signalait des « assemblées nocturnes fanatiques ». Le 21 fructidor, Berlier invita « les habitants des campagnes » à ne pas se laisser séduire par « les fanatiques » malveillants qui les engageaient à « célébrer le dimanche et à abandonner le décadi ». Les récalcitrants, à cet égard, devenaient en effet de plus en plus nombreux. A Marquette-en-Ostrevant, on avait refusé de transporter des grains le jour de l'Assomption. Le 14 vendémiaire, le District d'Hazebrouck remarquait que presque personne ne travaillait le dimanche. A Fourmies, le quatrième jour sans-culottide, la municipalité renouvela l'ordre de porter la cocarde, de chômer le cinquième jour et d'assister à la fête décrétée par la Convention en menaçant du tribunal révolutionnaire « ceux et celles qui auront l'air de s'endimancher, comme aussi ceux qui disent que les décadis vont être supprimés : nous devons regarder ces sortes de gens là comme partisans des scélérats de prêtres, Pitt et Cobourg ».

La loi du troisième jour sans-culottide avait supprimé le traitement des curés constitutionnels et les avait réduits au culte privé. Leurs adversaires persistèrent donc plus que jamais à les chasser des églises. Dans le district de Bergues, l'agent national provoqua un arrêté du Département, du 8 vendémiaire, qui ferma celle de Grande-Synthe. Le curé de Bollezeele, annonça le 6 brumaire, qu'il abandonnait ses fonctions. Ainsi fit également le curé d'Honnechy, dans le district de Cambrai, le 22 vendémiaire. Le 14 vendémiaire, l'agent national du district de Bergues demanda à Berlier

de faire fermer toutes les églises et d'éloigner les curés de leurs paroisses. Ainsi on voulait maintenant appliquer aux constitutionnels le régime institué en 1792 contre les réfractaire.

Mais les paysans passèrent outre : ils n'entendaient rien à cette liberté du culte qui les privait de leurs églises. En Flandre maritime, un grand nombre se rouvrirent au contraire. Les administrations virent avec stupéfaction des prêtres étrangers à la région remplacer ceux qui l'avaient quittée. Probablement la plupart n'étaient même pas des constitutionnels, mais des ecclésiastiques qui n'avaient pas été soumis au serment de 1790 et qui avaient prêté celui de 1792, ou encore des prêtres belges. Le 18 brumaire an III, le District d'Hazebrouck, malgré le silence de Berlier, ordonna l'arrestation des prêtres de neuf paroisses et ne les mit en liberté, le 2 frimaire, que sous promesse de s'en éloigner dans les vingt jours. Des commissaires allèrent fermer les églises et épurer les municipalités coupables. Le 22 nivôse, le District de Bergues décida aussi l'arrestation des prêtres qui célébreraient publiquement le culte et l'aliénation du mobilier de toutes les églises. On ne sait s'il y eut effectivement des arrestations, mais les troupes furent envoyées partout pour fermer les sanctuaires. A Zeggers-Cappel les femmes s'attroupèrent à cette occasion le 27 nivôse.

A défaut de culte public, le culte privé se développa et on chercha parfois à le contrarier indirectement : le 30 pluviôse an III, le comité de Bailleul ordonna de lui amener ceux qui portaient « publiquement une croix de cendres sur le front ». Dans le reste du département, l'agitation paraît avoir été moindre que dans la Flandre maritime, mais le culte se réorganisa aussi plus ou moins secrètement. Le 27 nivôse an III, les anciens curés constitutionnels de Thun et de Maulde avertirent le District de Valenciennes que leurs collègues de Lecelles et de Rumegies mariaient et disaient

la messe chez eux. Ils faisaient « même payer cinq sous pour y assister ». Ordre fut donné de les arrêter et on leur défendit de quitter Valenciennes. En pluviôse, le District d'Avesnes envoyait enquêter à Berelles et dans les communes voisines de la frontière où des moines venaient, probablement de Belgique, célébrer le culte et prêchaient, disait-on, contre la République. En nivôse, à Roncq, dans le district de Lille, le curé constitutionnel fut arrêté pour avoir dit la messe devant trois cents personnes dont l'agent national, qui partagea son sort. Le 14 pluviôse, ce fut le tour d'un moine d'Anchin qui officiait à Ostricourt. Au même moment, le comité de Béthune assurait à celui de Lille que des réfractaires avaient reparu dans son arrondissement et que l'un d'eux avait célébré la messe à Annœullin dans la nuit du 28 au 29 nivôse.

De manière générale, l'évolution de l'opinion suivit la restauration du culte. Dès nivôse, l'agent national du district de Valenciennes, à propos d'un incident survenu à Haspres, observait que, dans presque toutes les communes, les suspects mis en liberté relevaient la tête « pour narguer les patriotes ». Quand la loi du 22 eut autorisé la rentrée des paysans émigrés, un certain nombre purent en profiter et vinrent renforcer l'opposition. Guiot, qui avait été renvoyé en Flandre, le 25 frimaire, n'avait pas tardé à s'alarmer et avait donné de la publicité à l'arrêté du Comité de salut public, du 12 nivôse, qui défendait « les rassemblements ayant pour objet le fanatisme ou le royalisme ». Et le 24, reprenant la proposition faite à Berlier, il écrivait : « Je prévois... que je serai forcé de faire venir dans les chefs-lieux de district les prêtres agitateurs » en sollicitant l'approbation du comité qui se tut. Le 12 ventôse, il se plaignait de l'atonie de l'esprit public : « Je ne retrouve plus ces sentiments purs et généreux, ces élans de patriotisme qui ont caractérisé les premières années de la révolution. Personne ne la combat,

mais personne ne la soutient ». La disette sévissait, l'abolition du maximum, ruinant l'assignat, déchaînait la hausse des denrées; c'était la misère pour la grande majorité des paysans. Faute d'argent, la réforme de l'assistance et de l'enseignement échouaient; les dommages de guerre n'étaient pas payés. Le découragement et la lassitude désarmaient les plus fidèles et tournaient la masse contre la République.

Comme les républicains de l'an II n'avaient cessé de combattre le rétablissement du culte, la loi du 3 ventôse constitua pour eux une véritable défaite. Assurément, elle interdisait encore le culte public; la commune ne pouvait lui accorder aucune subvention; l'église demeurerait désaffectée et le presbytère restait à l'instituteur. Mais la liberté du culte privé n'en était pas moins proclamée et surtout, la distinction entre réfractaires et constitutionnels était officiellement abolie: aux uns et aux autres, on ne demandait plus que la nouvelle déclaration de soumission aux lois par-devant la municipalité. Le rétablissement du culte fit dès lors des progrès rapides. La meilleure preuve en est que, malgré la loi, des églises se rouvrirent en plusieurs villages et qu'on s'y remit à dire la messe comme devant. Pour aider le clergé local, arrivèrent de Belgique des prêtres, envoyés comme missionnaires, qui allaient d'une paroisse à l'autre: du moment qu'ils étaient munis d'un passeport, n'étant ni déportés ni émigrés, ils avaient peu à craindre. « Les communes, rapportait Guiot, le 2 germinal, s'emparent de force des ci-devant églises ou les municipalités écrivent insolemment aux Districts qu'elles entendent que les clefs leur en soient remises sous peu de jours, sinon qu'elles ne répondent pas que les habitants n'en jettent la serrure par terre ». Le Département, rétabli dans ses pouvoirs par la loi du 28 germinal, invita les Districts, dès le 2 floréal, à faire observer la loi et, le 13, à faire expulser les prêtres belges en leur en déniaient le bénéfice. Circonstance plus grave encore: les déportés



s'aventuraient à rentrer; le 23 ventôse, plusieurs étaient signalés dans la région d'Erquinghem-le-Sec: le réfractaire d'Hallennes y officiait dans les fermes. Il ne semble pas que beaucoup de prêtres eussent encore fait la déclaration de soumission: les registres municipaux qui nous restent n'en mentionnent aucune. On n'est donc renseigné que par les conflits qui se produisirent çà et là. Le 7 germinal, le curé constitutionnel de Lecelles fut de nouveau amené au District: interné dans la ville par ordre du représentant Pérès, il en était sorti après la loi du 3 ventôse, attendu que « cet ordre ne pouvait avoir de force que jusqu'à la loi sur la liberté des cultes »; il avait dit la messe à Saméon: ordre lui fut donné de rester à Valenciennes jusqu'à nouvelle décision. Le 20 prairial, le District du Quesnoy mit en liberté les curés de Mecquignies et de La Longueville qu'il avait fait arrêter pour avoir officié dans les églises de ces villages. Le 12 floréal, le maire et l'agent national de Raimbeaucourt convinrent que le curé exerçait publiquement le culte dans l'église et « qu'il y restait quelques ornements ». Le 30 germinal, la municipalité de Neuville-en-Ferrain délibéra ne point s'opposer à ce qu'on rouvrit l'église et les habitants adressèrent pétition, le 28 floréal, au représentant Delamarre qui, le 19 germinal, avait remplacé Guiot: le 6 prairial, le District de Lille ordonna de la fermer et d'arrêter le maire et le prêtre. Le 16 floréal, il avait lancé un mandat semblable contre le curé de Bousbecques qui persistait à officier et refusait de quitter le presbytère. La municipalité d'Armentières condamna aussi à 200 l. d'amende deux « chefs » de « rassemblements privés » qui ne lui avaient pas été déclarés. Comme toujours, la Flandre maritime se montra la plus hostile à la loi. Le 7 floréal, le District d'Hazebrouck fit arrêter et expédier ensuite à Douai un prêtre belge qui venait d'arriver aux environs de cette ville et officiait publiquement sans même avoir fait viser son passeport:



« Depuis cinq heures du matin, le peuple y accourt et fait un rassemblement de plus de six mille personnes ». Dès le 26 ventôse, le District de Bergues constatait que des églises s'étaient rouvertes et qu'on y célébrait la messe le dimanche, sans que le mobilier eût été enlevé. Le 19 floréal, l'agent national de Wylder expliqua qu'il était, avec le maire, en butte à l'inimitié du conseil général parce qu'ils voulaient maintenir la fermeture et expédier le mobilier à Bergues: on avait passé outre et rétabli le culte. Les membres du conseil ripostèrent que leurs adversaires avaient « totalement perdu la confiance publique » et mirent sur le tapis l'arbitraire qu'on leur reprochait dans les réquisitions de grains. Le 5 prairial, deux habitants de Broxeele vinrent réclamer les clefs des coffres où on conservait, dans la sacristie, les ornements sacerdotaux, à un officier municipal, de la part du curé; le 6, ce fut le tour de cinq femmes qui le traitèrent de voleur d'église et d'aristocrate: injure bien curieuse et qui témoigne à la fois de l'impopularité de ceux qui auraient voulu rétablir l'Ancien Régime agraire et du caractère profondément plébéien de ce mouvement religieux. A Herzelee aussi, l'église avait été rouverte. L'agent national, à la suite d'un arrêté de Delamarre, invita le curé à respecter la loi: le 18 prairial, ce dernier vint apporter les clefs au maire; mais, en même temps, on sonna le tocsin; un grand nombre de femmes, armées de bâtons, s'attroupèrent et les reprirent; le lendemain, la foule vint demander qu'on laissât l'église ouverte. Le même jour le tocsin aussi à Looberghe.

Florent Guiot, aux derniers jours de sa mission, n'avait pu se dissimuler qu'en exploitant ce mécontentement populaire, on parvenait à menacer bel et bien la République elle-même. Il signalait, le 29 ventôse, que des bandes parcouraient les villages pour mettre, disaient-ils, les citoyens à la hauteur et pour chasser les terroristes. Le recrutement pous-

sait beaucoup de gens à entrer dans le mouvement. La plupart des attroupés étaient des jeunes gens de la réquisition. Dans les villes, la pénurie, excitant des troubles, donnait beau jeu aux agitateurs. On disait qu'il fallait un roi pour faire vivre le peuple et la cocarde tricolore était dénoncée, à l'égal du bonnet rouge, comme un insigne terroriste. Des bruits de contre-révolution couraient. Au début de germinal, dans le district de Douai, on racontait que Pichegru était passé à l'ennemi avec 15.000 hommes, que les armées battaient en retraite et qu'on travaillait à rétablir les camps de Maulde et de César. Les prêtres annonçaient que la Convention allait rappeler les déportés. Invoquant la loi du 22 nivôse, un grand nombre d'émigrés, qui n'étaient ni artisans ni cultivateurs, rentraient dans le département. Guiot, désespéré, conseillait de vendre les églises le plus vite possible, « à des particuliers qui pourraient les employer à leur culte », préférant, disait-il, le culte public et surveillé au culte secret. « Il ne faut pas se le dissimuler, nous sommes placés entre l'anarchie du terrorisme et celle du royalisme. Je n'aurais pas cru que cette dernière espèce d'anarchie eût encore tant de partisans ». Son optimisme avait duré bien longtemps!

Cependant les républicains n'avaient pas cessé de conserver le pouvoir. Seul, le District de Cambrai, où les terroristes s'étaient particulièrement compromis avec Lebon, semble avoir fermé les yeux sur les progrès de la réaction. Mais les journées de germinal et de prairial et la terreur blanche qui en fut la conséquence les chassèrent des administrations. Le 25 germinal, le Département avait transmis la loi du 21 qui prescrivait le désarmement des terroristes transformés, à leur tour, en suspects: elle eut peu d'effet. Mais en prairial, l'autorité se trouva aux mains de Delamarre, thermidorien de droite, auquel on adjoignit Merlin. Comme il y avait eu quelques troubles dans les villes, ils

prescrivirent de Lille, le 26, l'exécution de la loi de germinal et édictèrent contre les désarmés des mesures de sûreté générale; ils entreprirent aussi une épuration générale des autorités supérieures et n'épargnèrent pas les municipalités rurales. Le désarmement s'opéra dès lors dans un certain nombre de villages soit que le conseil y eût été renouvelé, soit qu'il obéît, comme toujours, aux ordres reçus. Il y eut même quelques violences individuelles. A Villers-Guislain, dans la nuit du 20 au 21 thermidor, le procureur de la commune fut blessé d'un coup de fusil; le 9 fructidor, le fils du guillotiné Carpentier frappa d'un coup de trique la femme de l'ancien maire, en l'injuriant: « Tueuse de gens, égorgeuse de gens; ton mari n'est qu'un tueur de gens ». Mais la formation des nouvelles administrations de département et de districts eut surtout pour conséquence de laisser le champ libre aux émigrés et aux déportés. Parmi les nouveaux fonctionnaires, plusieurs avaient des parents proscrits. Le 4 messidor, les représentants autorisèrent la rentrée provisoire de ceux qui invoquaient la loi du 22 nivôse, sans avoir pu le faire dans le délai prescrit. Ils accordèrent la radiation provisoire à d'autres émigrés nobles ou bourgeois et admirèrent, comme l'avait fait le tribunal criminel, qu'il n'y avait pas émigration dans le fait d'avoir passé en Belgique, bien qu'elle fût occupée par l'ennemi, attendu qu'elle avait été annexée à la France au début de 1793. Les émigrés rentrés furent aussitôt si audacieux que plusieurs des administrations nouvelles qui, malgré leur modération, n'en demeuraient pas moins attachées à la Révolution, s'en alarmèrent. Le 25 thermidor, le Département décida d'interner ceux qui invoquaient la loi du 22 prairial ou tout au moins de les maintenir chez eux en état d'arrestation. Mais d'autres au contraire, comme le District de Valenciennes, étaient de connivence avec les émigrés, au point que le Comité de sûreté générale lui dépêcha un de ses agents: on ne

lui permit pas d'agir et le District prit hautement la défense de ses protégés.

Quant aux prêtres, beaucoup demandèrent à être relevés de la déportation irrégulièrement prononcée et les autres rentrèrent sans permission. On en inquiéta quelques-uns. Le 7 fructidor, le District de Valenciennes fit amener le curé réfractaire d'Hélesmes qui invoqua la loi du 11 prairial et l'invitation que lui avait adressée la municipalité et fut renvoyé au tribunal criminel. Le 25 vendémiaire an IV, on annonça au District du Quesnoy que des lettres anonymes sommaient des municipalités de reconnaître l'ancien archevêque. Il envoya arrêter quatre prêtres à Feignies, Neuf-Mesnil et La Longueville; on n'en put saisir qu'un et c'était un constitutionnel qui avait pu demeurer à Feignies pendant l'occupation, puis avait fui en Belgique, par peur, devant les Français.

Une autre conséquence de la réaction fut la loi du 11 prairial qui, en conservant au culte son caractère privé, lui restitua les églises non aliénées, c'est-à-dire toutes celles des villages. La loi du 7 vendémiaire an IV confirma, en les rassemblant, les dispositions des lois de ventôse et de prairial. L'église devait servir à la fois au constitutionnel, au réfractaire et au culte décadaire et le curé demeura privé, en principe, du presbytère. Mais une fois réinstallé dans l'église, il était à prévoir qu'on réussirait moins encore à empêcher le culte de redevenir public et les difficultés qui avaient résulté, en 1791, de la cohabitation des deux clergés ne pouvaient pas manquer de se reproduire. A la fin de l'an III et au début de l'an IV, dans un grand nombre de villages, des prêtres firent alors la déclaration légale aux municipalités et les habitants réclamèrent l'église dans la forme prévue par la loi. La plupart du temps, les registres de délibérations ne disent pas quelle était l'origine du prêtre. Le clergé constitutionnel n'était pas au complet en 1793; beaucoup de ses

membres, après avoir cessé leurs fonctions, avaient quitté leur paroisse où ils ne trouvaient aucun appui. D'autres avaient renoncé à la prêtrise. Il est certain que dans la majorité des cas, ce furent les prêtres réfractaires ou les soumissionnaires de 1792 qui se réinstallèrent. Tous ne firent pas sans difficulté la déclaration. A Hondeghem, le 22 thermidor, un déporté stipula qu'il n'obéissait que par autorisation de ses supérieurs, qu'il limitait expressément sa soumission aux lois civiles et qu'il n'en pourrait résulter « aucune nécessité de communiquer spirituellement ni d'avoir des temples communs avec des prêtres qui ont adopté la ci-devant constitution civile du clergé qu'il persistait à regarder comme séparés de sa communion, soit avec des ministres d'aucun autre culte ». Et d'autres ne se soumirent pas : le 16 brumaire an IV, le Département ordonna de poursuivre le curé de Raimbeaucourt qui officiait sans avoir fait de déclaration. Plus nombreux que les constitutionnels, les prêtres romains n'étaient pourtant pas en mesure de pourvoir toutes les paroisses. Aussi les prêtres belges se firent de plus en plus nombreux. Merlin et Delamarre eux-mêmes ne voulurent pas les tolérer : le 7 messidor, ils ordonnèrent d'arrêter ceux qui n'étaient pas munis d'un passeport constatant un motif légitime. Mais les administrations qu'ils avaient nommées n'étaient pas de cet avis. Le District de Lille observait, le 12, à la municipalité de Tourcoing : « C'est une opinion impolitique et désastreuse que celle qui tend à établir que la faveur des lois françaises ne peut s'étendre qu'à des citoyens nés français ». Et le Département opposa aux représentants que l'exercice du culte était un motif légitime. Merlin répondit évasivement qu'il fallait faire respecter, « au moins dans son esprit », la loi du 6 septembre 1793 sur les étrangers, c'est-à-dire qu'il voulait subordonner l'entrée des prêtres belges à leur neutralité politique. Le 12 thermidor, le Comité de législation confirma l'arrêté. Mais ainsi inter-



prété, son exécution dépendait des dispositions des administrateurs. Aussi, le 12 fructidor, Perrin des Vosges, envoyé en mission dans le Nord, le 29 thermidor, ordonna l'expulsion pure et simple, dans les trois jours, de tous les prêtres belges, sans distinction. En Flandre maritime, les plaintes furent très vives. La municipalité d'Hazebrouck déclara que cette mesure anéantissait la liberté des cultes et le District décida de consulter le Comité de législation. On doit croire que l'arrêté ne fut pas exécuté.

Quant à la distinction du culte privé, les paysans ne s'en soucièrent pas plus qu'auparavant. Ce fut souvent la municipalité qui prit officiellement en main la réinstallation du curé. Le 24 messidor, celle de Taisnières-en-Thiérache convoqua les habitants pour leur demander « s'ils ne voudraient pas reprendre un prêtre ». Le 2 thermidor, les municipalités d'Aibes et de Quiévelon firent également des offres à l'ancien curé de Dimont. On a déjà vu que la municipalité d'Hélesmes avait rappelé son curé déporté. Le 28 frimaire an IV, celle de Somain envoya un député solliciter un prêtre de venir s'installer dans la paroisse. En même temps, elles essayèrent d'accorder une subvention aux pasteurs. A Taisnières, on lui offrit une partie de regain autrefois accordée au vicaire. Aibes et Quiévelon accordèrent le logement, deux muids de blé et cinq de grains à brasser. Dans le district d'Hazebrouck, on perçut des taxes pour payer le curé. Les Districts s'opposèrent à cette violation trop apparente de la loi. Plusieurs municipalités réclamèrent aussi, vainement d'ailleurs, les ornements du culte précédemment livrés à l'administration supérieure. A plus forte raison, s'opposèrent-elles à la vente de ceux qu'elles avaient conservés. Quant aux presbytères, bon nombre avaient été repris par les curés. Enfin le culte fut célébré publiquement, la messe étant sonnée et le clergé sortant de l'église en habits sacerdotaux aux jours habituels. Les Districts de Bergues et d'Hazebrouck essayèrent vainement de s'y opposer.



Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les républicains, même en Flandre maritime, n'acceptèrent pas le nouveau régime sans résistance. Le 11 thermidor, la municipalité de Lederzeele, qui n'avait pas encore été épurée, procédant à la réorganisation de la garde nationale en vertu de la loi du 23 prairial, eut l'audace d'en exclure 48 citoyens qu'elle déclara suspects. Le District de Bergues la fit désarmer elle-même et demanda son remplacement au Département. Le 4 fructidor, il proposa d'étendre cette mesure à « quelques municipalités de campagne qui, par les réclamations qui s'élevèrent contre elles, paraissaient avoir été et être encore infestées des principes du terrorisme ». Le 22 thermidor, un membre du district d'Hazebrouck, sous prétexte qu'aucun signe extérieur ne devait marquer les édifices du culte, observa que « plusieurs communes laissaient subsister de telles inscriptions inventées par le tyran Robespierre et avaient un oubli et une insouciance égale à l'égard du bonnet de la liberté placés dans des endroits publics à la couleur de la tyrannie » : il fut ordonné de les faire disparaître. Le 27 fructidor, le même District interdit, fait plus significatif encore, de poursuivre ou d'inquiéter les anciens réfractaires. Lors de l'assemblée primaire du canton de Blaringhem pour la désignation des électeurs, le président élu, Lagniez, et le secrétaire furent des terroristes désarmés. Dans le District de Lille, le rétablissement du culte provoqua des troubles. A Fretin, le 22 thermidor, le « ministre » fut outragé ainsi que la municipalité ; le 3 fructidor, il fallut envoyer des troupes à Lannoy ; le 9, le District constata que « l'exercice des cultes éprouve la plus grande opposition ». Or, dès la fin de fructidor et le début de l'an IV, les terroristes cessèrent d'être traités en suspects : du moins, le Département fit réarmer bon nombre d'entre eux. La journée du 13 vendémiaire diminua l'influence des thermidoriens de droite et, le 3 brumaire, la Convention ordonna

de remettre en application les lois contre les émigrés et les déportés. La constitution de l'an III ne paraît avoir éveillé aucunement l'attention dans les campagnes du Nord mais, au moment où le Directoire prit le pouvoir, la réaction avait perdu l'appui qu'au cours de l'été, elle avait obtenu des autorités supérieures.

## VI. - LE DIRECTOIRE

Aux élections de brumaire an IV, les choix furent très mêlés. Dans quelques cantons, les républicains tinrent tête : à Steenvoorde, ils vinrent en armes et exclurent les parents d'émigrés. Ailleurs ils furent eux-mêmes proscrits : à La Bassée, ils furent chassés par la foule où figuraient un grand nombre de femmes et de jeunes gens de la réquisition, sous la conduite d'un réfractaire, aux cris de : « Tue hardiment, frappe ; à bas les jacobins, les terroristes, les buveurs de sang ». « Nos municipalités, écrivait, le 18 janvier 1796, Poncin, ancien constituant et maire de Bouchain, sont les unes bonnes, les autres non ; la plupart encore peu éclairées ». A Abscon, elle est « mauvaise et virulente d'aristocratie » ; Escaudain, Hordain, Douchy, Hornaing vont mal ; Lourches est détestable. Outre celle de La Bassée, beaucoup de municipalités de la Flandre maritime, Bailleul, Hazebrouck, Blaringhem, Wormhoudt, Watten furent dénoncées au début de l'an V. Nombre d'autres, même dans la région d'Avesnes, comme celle de Solre, justifèrent les plaintes des commissaires du Directoire et la situation empira beaucoup après les élections de germinal an V. Les commissaires étaient généralement des républicains sûrs, mais ils étaient impuissants : il n'y avait pas d'autre recours que l'Administration centrale. Le commissaire y était Groslevin, un terroriste violemment hostile aux contre-révolutionnaires et au clergé ;

mais les cinq administrateurs étaient des modérés qui ne prêtèrent à ses objurgations qu'une oreille médiocrement complaisante.

Aussi l'évolution commencée en l'an III se poursuivit dans les campagnes, avec cette différence que la terreur blanche ne put se développer et que l'autorité supérieure, sans montrer beaucoup de vigueur, cessa du moins d'encourager la réaction. L'Administration centrale continua de rayer provisoirement les émigrés, en grand nombre, en vertu des lois de 22 nivôse et 22 prairial. Groslevin n'obtint contre eux aucune mesure, même pour la surveillance de ceux qui demeuraient en instance de radiation. Beaucoup de prêtres furent également relevés de la déportation. Ceux qui étaient internés à Douai furent mis en liberté le 8 pluviôse an V, conformément à la loi du 14 frimaire. Les réfractaires valablement déportés rentrèrent sans être inquiétés. Groslevin demanda inutilement leur internement le 14 vendémiaire an V. Les prêtres belges persistèrent à circuler : on ne prit contre eux que des mesures très rares et sans gravité.

Les prêtres qui étaient en règle avec la loi purent donc continuer à rétablir le culte et il demeura public en dépit de la loi du 7 vendémiaire. Les sonneries furent particulièrement dénoncées. Le 12 ventôse an IV, l'Administration centrale ordonna de descendre les cloches à l'exception d'une seule. Il en résulta çà et là des troubles : dans le canton de Templeuve il fallut envoyer la troupe pour disperser les rassemblements. Mais, de toute façon, les sonneries continuèrent. A Wormhoudt, en ventôse, « la classe du petit peuple » s'obstinait à les exiger et injuriait l'administration. Après les élections de l'an V, on se remit à faire des processions et à fêter les dédicaces. Les corporations d'archers et d'arbalétriers se rétablirent et y participèrent avec tambours et drapeaux. Elles reprirent l'habitude de s'assembler chaque dimanche. Le culte décadaire fut complètement

abandonné. Depuis l'an III, les marchés avaient été rétablis aux jours ordinaires.

Le clergé constitutionnel s'efforça de reprendre son assiette. Au début de l'an III, l'évêque Primat était rentré à Cambrai, mais il n'avait pu reprendre possession de la cathédrale et finit par s'installer à Lille où il officiait dans l'église Saint-André. Dans son propre clergé, des curés critiquaient vivement son attitude pendant la terreur. En l'an V, il put cependant tenir un synode qui désigna Besse pour représenter le département au synode national de l'an VI. Ce dernier élut Primat archevêque de Lyon et le remplaça par Schelle, curé de Saint-Eloi à Dunkerque. Dans les communes où il subsistait un constitutionnel, les conflits ne manquèrent pas de recommencer chaque fois qu'un romain vint s'y installer. A Halluin, la municipalité accorda à ce dernier trois heures le matin et trois l'après-midi « ainsi qu'ils se pratique dans les autres communes »; mais, après les élections de l'an V, le nouvel adjoint lui ordonna, le 4 thermidor, de dire la messe à six heures et demie et l'agent refusa de se mêler de l'affaire: des habitants se plaignirent, y compris l'agent et l'adjoint sortants. D'une façon ou d'une autre, le constitutionnel avait donc été considéré comme le curé en quelque sorte officiel et c'était le romain qui avait été réduit à la portion congrue. Mais il est certain que, dans beaucoup de communes, c'était ce dernier qui était au contraire favorisé. Souvent l'instituteur public était lui-même obligé de lui abandonner le presbytère ou de lui servir de clerc et, à Herlies, l'agent et l'adjoint firent de leur mieux pour gêner le culte constitutionnel.

Quant aux prêtres émigrés ou déportés qui n'avaient pu obtenir leur radiation, le culte régulier leur demeurait difficile, car ils étaient à la merci d'un acte de rigueur. Aussi n'apparaissaient-ils souvent dans une commune que pour disparaître aussitôt après avoir dit la messe et, plus ordinairement,

rement, officiaient chez des particuliers. Ils portaient avec eux les vases et ornements nécessaires: c'étaient les curés « à la valise »; ils tenaient secrètement des actes de catholicité et, de Belgique, les autorités ecclésiastiques organisèrent systématiquement leurs « missions » à partir de l'an V. Le vicaire de Nomain, Hauwel, vécut ainsi caché chez sa sœur de 1795 à 1798, ne sortant qu'en secret, jusqu'à ce qu'enfin il fût pris et fusillé en l'an VII. Le prieur de Maroilles, Lempereur, qui avait passé en Belgique pendant l'occupation, revint s'installer dans sa famille à Viesly, en thermidor an III, et opéra sans trop se cacher dans un grand nombre de communes voisines: il invoquait la jurisprudence du tribunal criminel et des représentants thermidoriens qui ne considéraient pas comme émigrés ceux qui avaient circulé dans les territoires occupés demeurés nominalemeut français, et le juge de paix, saisi de son cas, déclara en pluviôse an IV qu'il n'était pas émigré. Les plaintes furent nombreuses contre les agissements de ces prêtres et contre les municipalités qui fermaient les yeux, ne renseignaient pas le commissaire local ou s'arrangeaient pour qu'il ne trouvât personne s'il s'avisait d'amener la force armée; cependant l'Administration centrale ne sévit que rarement. Le 25 germinal an IV, Groslevin lui dénonça l'administration du canton de La Bassée où, sauf l'agent de Wicres, tous les municipaux étaient coalisés pour favoriser les prêtres déportés ou émigrés. Il revint à la charge le 23 vendémiaire an V et signala en outre cinq cantons de la Flandre maritime comme particulièrement séditionnaires. Le Département se borna à envoyer un enquêteur à La Bassée et à faire comparaître l'administration, le 11 brumaire. Trois agents furent suspendus puis destitués. Le 4 ventôse an V, l'agent et l'adjoint de Rumegies eurent le même sort pour avoir toléré des rassemblements « inconstitutionnels ». En nivôse, le canton de Watten était si troublé qu'il avait fallu y envoyer la force



armée. Après les élections de l'an V, il n'y eut plus aucune tentative de répression malgré les réquisitions de Groslevin, et le 7 fructidor, les lois contre les réfractaires furent rapportées, ce qui marqua le terme de l'évolution.

Au culte des prêtres romains, particulièrement au culte secret, notamment dans les cantons de La Bassée et de Watten, s'associa, sans aucun doute, une propagande politique très active. Dès l'an IV, à La Bassée, Seclin, Solre, plusieurs élus refusèrent le serment de haine à la royauté. Le 29 prairial an IV, le canton d'Honsdchoote stigmatisa « l'esprit désorganisateur du gouvernement actuel dans lequel la cupidité et l'agiotage répandent la résistance et la désobéissance à l'exécution des lois et des arrêtés émanés des autorités constituées ». A La Bassée, lors de la fête du 9 thermidor an IV, on cria : « Vivent les chouans ! à bas la république ! vive le roi ! ». Une femme de quatre-vingts ans qui logeait le constitutionnel riposta : « A bas les chouans ! » et fut mise en prison. Des manifestations royalistes se produisirent souvent dans ces cantons lors des rassemblements que provoquait le culte privé. Au début de l'an V, les processions en armes se multiplièrent dans le canton de Watten. Les élections de l'an V furent désastreuses pour les républicains. A Watten, le chef des royalistes fut nommé électeur et s'adressant aux patriotes s'écria : « Maintenant nous vous tenons et nous allons vous mener plus dur que vous ne nous avez menés ». Le préposé à l'enregistrement avait dit publiquement qu'un roi valait mieux que cinq. On coupait les arbres de la liberté. Les patriotes étaient injuriés, molestés, mis à l'index. A Villers-Guislain, de nouveau, l'ancien maire et l'ex-agent municipal ne pouvaient obtenir qu'on labourât leurs terres et leur successeur demeurait sourd à toutes leurs plaintes. Les administrations de canton laissaient tomber en désuétude, non seulement les lois sur les émigrés, les réfractaires et le culte, mais aussi celles qui concernaient les réquisitionnaires et les déserteurs.



A la fin de l'été 1797, on était donc peu à peu revenu à la situation de l'an III, quand le 18 fructidor vint rendre encore une fois l'autorité aux républicains et rétablit les lois terroristes qui venaient d'être abrogées : la loi du 19 accorda seulement un délai de quinze jours pour quitter la France aux émigrés et aux déportés. Et cette fois, ils en usèrent dans une certaine mesure. L'Administration centrale avait été renouvelée et Groslevin était toujours là pour la stimuler. Le 16 vendémiaire an VI, les biens des émigrés qui n'avaient pas été rayés définitivement furent remis sous séquestre ; le 21 brumaire, on en fit autant pour ceux des ascendants et des co-propriétaires d'émigrés dont un grand nombre avaient obtenu jouissance provisoire de la totalité sans satisfaire exactement aux prescriptions légales. Le 24 vendémiaire, ordre d'expulsion fut signifié à tous ceux qui n'avaient pas réclamé le bénéfice de la loi du 22 nivôse elle-même avant le 26 floréal an III : cet arrêté, disait Groslevin « délivrera le département d'une quantité considérable d'émigrés qui sont presque tous parvenus à se placer dans le temps utile de cette loi que des administrations municipales coupables leur ont trop facilement appliquée ». Une commission militaire fut établie à Douai, le 25 vendémiaire, pour juger les émigrés qui ne se seraient pas retirés de France. Les haines qu'avaient éveillées avant la Révolution le prieur de Maroilles et dont Groslevin, originaire de la région, se fit l'auxiliaire, le désignèrent pour servir d'exemple, d'autant plus qu'il avait refusé le serment de haine à la royauté ; la commission militaire refusa d'admettre que la Belgique, bien qu'annexée à la France, ne fût pas terre d'émigration, aussi longtemps qu'elle était restée aux mains de l'ennemi : arrêté le 16 vendémiaire, il fut exécuté le 4 brumaire.

Les administrations municipales furent épurées et réorganisées en grand nombre. Par arrêté du 26 nivôse, les commissaires reçurent ordre de poursuivre tous ceux qui avaient

donné asile aux émigrés, aux réfractaires et déportés, ou permis de célébrer les cérémonies du culte dans leurs habitations. Tous les prêtres dont la situation était régulière furent soumis au serment de haine à la royauté et, en principe, ceux qui le refusèrent se trouvèrent exposés à être internés à Douai ou expédiés à la Guyane : Groslevin ne voulait pas d'autre alternative. Le Directoire avait été investi en outre du droit de déporter de même tous les prêtres qui compromettraient la tranquillité. Enfin le même arrêté du 26 nivôse ordonna l'application des dispositions légales relatives au culte.

En réalité, l'Administration centrale, comme le Directoire lui-même, n'appliqua point à la lettre ces mesures draconiennes. Le pouvoir discrétionnaire qu'elles procuraient sur les suspects suffit pour réfréner dans une certaine mesure, par la terreur, l'activité qu'ils avaient précédemment manifestée. Les émigrés le plus en vue reprirent le chemin de l'exil, mais un grand nombre demandèrent à être admis à rester en surveillance et obtinrent satisfaction, principalement ceux qui pouvaient à bon droit invoquer la loi du 22 nivôse. Le 14 brumaire, par 15 voix sur 22, l'administration du canton de Bouchain décida qu'aucun émigré ne serait expulsé : près de deux mois après le 18 fructidor ils étaient donc encore chez eux. Les quinze furent suspendus par l'Administration centrale puis destitués, mais ailleurs on adopta, sans mot dire, la même conduite, car le 25 prairial an VI, l'Administration centrale signalait à Paris qu'elle était saisie d'un grand nombre de réclamations de la part d'émigrés qui n'étaient pas encore partis, et le 6 thermidor, elle signifiait aux cantons que le ministre de la police avait interdit leur mise en surveillance et qu'ils avaient quinze jours pour quitter le pays. On n'en constata pas moins, en l'an VII, que la loi du 22 nivôse continuait à jouer son rôle tutélaire.

Après les élections de l'an VI, une loi du 18 messidor ordonna des visites domiciliaires pour arrêter les émigrés et déportés, ainsi que les prêtres qui n'auraient pas prêté le nouveau serment, et le Directoire accorda des récompenses aux dénonciateurs. On put constater alors que les prêtres non plus n'avaient pas tous obéi à la loi; car on en saisit quelques-uns, tout au moins au Sud de la Lys; en Flandre maritime, on ne connaît pas d'arrestations, bien qu'ils y fussent certainement plus nombreux qu'ailleurs. La commission militaire eut à examiner leur cas et ce fut ainsi qu'on fusilla le vicaire de Nomain, le 1<sup>er</sup> pluviôse an VII. Le 22 frimaire, le Directoire avait prononcé la déportation à la Guyane d'un ex-dominicain de Lille. En outre le département cessa désormais de recevoir des missionnaires belges, le Directoire ayant fait déporter à la Guyane 8.235 prêtres des Pays-Bas, à partir du 14 brumaire an VII; toute l'année durant, on les vit défiler sous bonne garde. Mais parmi les prêtres qui furent arrêtés, en l'an VII, quand les visites domiciliaires recommencèrent, il est probable qu'il y avait encore des réfractaires déportés ou émigrés.

Quant aux insermentés qui n'étaient ni l'un ni l'autre mais qui n'avaient pas juré haine à la royauté, il en resta jusqu'à la fin du Directoire, mais ils durent se cacher de nouveau et renoncer à officier en public. Cependant il est douteux que, sauf au lendemain du 18 fructidor, on ait très régulièrement déféré ce serment aux prêtres; tout au moins les délibérations qui font souvent mention des déclarations de l'an III et de l'an IV en contiennent-elles très peu pour les années suivantes, bien que les constitutionnels tout au moins aient certainement accepté de jurer. Les insermentés redevinrent donc des curés « à la valise » et un certain nombre furent arrêtés et emprisonnés jusqu'à la veille du Concordat.

De la sorte, les églises se trouvèrent encore une fois l'apanage à peu près exclusif des constitutionnels et, comme il n'en existait pas dans beaucoup de villages, nombre d'entre elles furent abandonnées de nouveau. L'Administration centrale, en cette occurrence, agit exactement comme les républicains de l'an II : elle ne fit rien pour aider les constitutionnels ; non seulement elle empêcha les communes de les subventionner directement ou non, ce qui était conforme à la loi, mais elle destitua les prêtres qui avaient été nommés agents municipaux ou instituteurs, quand, en même temps, ils continuaient à officier, bien que la loi n'eût rien prononcé à cet égard. Ces curés avaient peine à vivre : en l'an VII, celui d'Honnecourt était épicier ; d'autres furent officiers publics ou greffiers ; un bon nombre gardèrent longtemps une partie au moins du presbytère et auraient bien voulu pouvoir être instituteurs. Ce clergé ne pouvait guère se recruter et l'Administration centrale, par surcroît, le décima ; un certain nombre de ses membres furent arrêtés pour s'être opposés à l'application des lois sur le culte et les curés de Wazemmes et d'Hondschoote furent déportés à la Guyane.

Groslevin, compromis par l'affaire des biens nationaux, avait cédé la place, mais son successeur, François, n'était pas moins hostile que lui au clergé. Il fit appliquer de son mieux les dispositions qui interdisaient la publicité du culte. Dès l'été de l'an VI, il fut évident que les paysans avaient repris à cet égard toutes leurs habitudes, un instant abandonnées en fructidor. Le 8 prairial, il ordonna de nouveau de faire disparaître les croix qui pouvaient subsister sur les clochers ainsi que les calvaires et les statues sur la voie publique et de cesser les sonneries. Les signes extérieurs devinrent certainement plus rares, mais pour les sonneries, elles recommencèrent continuellement. Dans les derniers mois de l'an VII, l'organisation du culte décadaire provoqua une nouvelle atteinte au culte catholique : l'Adminis-

tration centrale ordonna d'en faire disparaître tous les signes dans le temple décadaire, c'est-à-dire, en fait, dans toutes les églises. Le 29 messidor, l'administration municipale de Steenwerck tourna la difficulté: elle décida de diviser l'église en deux parties: l'une, petite, pour le culte, l'autre, pour le décadi, où tout signe religieux disparaîtrait; un rideau devait les séparer. Pour atteindre les curés constitutionnels, on chercha d'autre part à vendre autant que possible les presbytères: en l'an VI et en l'an VII, on aliéna impitoyablement tous ceux qui n'avaient pas été affectés à l'instruction publique, la commune n'ayant pas obtenu d'école publique. Mais on sacrifia aussi une partie des autres: ceux que l'instituteur n'occupait pas effectivement et même quelques-uns que l'instituteur habitait, mais sans avoir d'élèves. On vendit ainsi environ 360 presbytères ruraux, c'est-à-dire plus de la moitié, dont quelques-uns seulement furent acquis par le curé lui-même. Enfin, on en vint à la mesure suprême qui était de vendre les églises à charge de les démolir, seul moyen de supprimer à peu près sûrement le culte public; on n'aliénait pas le terrain qu'occupait l'église, mais le seul bâtiment qui devait être rasé à l'exception, presque toujours, du clocher, réservé comme support de la cloche et de l'horloge communales ou pour les besoins de la télégraphie optique. Ces ventes ne pouvaient pas avoir d'intérêt fiscal: elles furent consenties à des prix dérisoires. En outre, on sacrifiait, en même temps que le culte catholique, le culte décadaire qui n'avait pas non plus d'autre asile. Mais l'impossibilité de réduire les paysans au culte privé ou de les amener à renoncer à toute vie religieuse fit dédaigner ces inconvénients.

Plus de 400 églises paroissiales, soit plus des deux tiers, furent ainsi vendues, principalement en l'an VII. Parmi les acquéreurs, on retrouve tous les spéculateurs notoires de l'époque. Les lillois Pinart, Desoubry, Corrège, en ache-



tèrent respectivement 33, 24 et 26; Bernard, de Prisches, 7; Lemaire, de Troisville, 13. Autant qu'ils le purent, ils firent immédiatement enlever, avant tout paiement, ce qui pouvait se vendre aisément sans exiger beaucoup de main-d'œuvre. L'émotion fut profonde. Quelques municipalités protestèrent. Le 6 thermidor an VII, celle du canton de Bergues exposa que l'église d'Armbouts-Cappel avait été adjugée 42 livres numéraire, celle de Cappelle pour 130 livres en bons, équivalant à 1 l. 10 s. en espèces, et représenta que ces édifices étant utilisés conformément aux lois, ces ventes étaient « contraires à l'esprit public, en ce que les citoyens étaient privés du local qui, de tout temps, était réservé pour célébrer leur culte et tenir les assemblées politiques »; elle adressa une pétition au corps législatif. La population, en plusieurs endroits, s'opposa à la démolition. L'agent de Bierne fut suspendu, le 30 fructidor, à raison de sa conduite à l'égard de l'acquéreur. A Villers-Sire-Nicole, à Beaufort, à Pont-sur-Sambre, à Naves et à Neuville, il y eut des attroupements contre les « voleurs d'église ». Pour sauver l'édifice ou ce qui en restait, un grand nombre de communautés ou de sociétés d'habitants traitèrent avec le spéculateur. De la sorte, le but qu'on se proposait ne fut pas atteint; on avait seulement permis à ce dernier de rançonner les paysans, sans profit pour l'Etat. A Aibes, on vit même les habitants décider, le 16 prairial an VII, de vendre la maison d'école « pour payer l'église ». Une conséquence aussi paradoxale condamne l'opération qui l'avait provoquée en même temps que cette résolution nous éclaire merveilleusement sur l'état d'esprit des paysans. De même que des prêtres continuèrent à être arrêtés jusqu'en l'an X, de même les églises vendues continuèrent à se dégrader ou à être progressivement démolies jusqu'au Concordat. Alors seulement, le préfet fit pour suivre rigoureusement les acquéreurs qui ne s'étaient pas acquittés, prononça leur déchéance quand il lui fut possible



et mit à leur charge les dégradations : mais la plupart n'étaient pas solvables. Les églises et les presbytères demeurés disponibles furent alors attribués au clergé ; les autres communes entreprirent de reconstruire leur temple et pour loger le curé, comme on leur en avait fait l'obligation, bâtirent un nouveau presbytère ou rachetèrent l'ancien.

Non contente d'exaspérer ainsi les paysans, l'Administration centrale les taquina aussi de toutes manières en entreprenant, à partir du 18 fructidor, de faire respecter le décadi. Le 13 frimaire an VI, elle se contentait encore d'interdire les marchés ce jour-là et tout travail sur la voie publique : elle excepta toutefois les marchés de comestibles ; le 17, elle rappela aux instituteurs qu'ils devaient fermer leur école le décadi et enseigner le calendrier républicain. Comme elle ne pouvait s'appuyer sur aucune loi, dès qu'il ne s'agissait pas des fonctionnaires publics, il lui était particulièrement difficile de se faire obéir et le 14 pluviôse, elle dut maintenir les marchés à leurs anciennes dates. Quand elle eût ouvert une enquête, le 18 floréal, sur les difficultés qui s'opposaient à l'observation du décadi, plusieurs administrations lui représentèrent en effet que, pour les vaincre, des lois étaient nécessaires : il fallait mettre tous les actes de la vie collective en concordance avec le nouveau calendrier et obliger tous les cantons à se conformer à la réglementation adoptée. « Si un canton, observa celui de Seclin, tient ferme pour l'exécution des lois et si ceux voisins sont insouciants, il s'ensuit de là que les ennemis du gouvernement trouvent une grande facilité à corrompre l'homme crédule et a lui persuader que le tout ne s'opère que d'après le caprice de tel ou tel homme en place, et de là des murmures et un dégoût absolu pour tout ce qui tient à l'établissement des plus sages institutions ». Plusieurs administrations répondirent que le décadi s'observait et qu'ils n'avaient reçu aucune plainte ; mais d'autres, plus sincères, ne cachèrent

pas que le paysan avait l'habitude de chômer le dimanche et qu'il serait bien difficile de l'en faire départir. Outre qu'un travail de neuf jours consécutifs, que la bourgeoisie régnante jugeait excellent au point de vue économique, semblait excessif à tous, on se heurtait toujours à la question de la grand'messe. Le canton de Landrecies ne doutait pas qu'en interdisant aux curés de la dire le dimanche et en établissant, en même temps, pour tout le monde, l'obligation de chômer le décadi, on arriverait à des résultats satisfaisants. Mais, par respect pour la liberté des cultes, il n'osait intervenir. Le canton de Seclin, moins scrupuleux, avait pris un arrêté à cet égard : « Il n'est pas à notre connaissance qu'on y ait contrevenu jusqu'à présent, mais nous savons que, dans certaines communes, le ministre s'est trouvé seul à l'église pour chanter les vêpres le jour de décadi ». Et il signalait que, pendant ce temps, à Baisieux, dans le canton de Lannoy, on sonnait la messe le dimanche. En continuant dans cette voie, l'administration de Seclin aurait pu être amenée à traiter en suspects ceux qui n'assistaient pas aux offices du décadi et à travailler à la restauration du culte qu'on cherchait, par ailleurs, à affaiblir !

Les préoccupations de l'Administration du Nord n'étaient pas d'ordre local et le Directoire les partageait. Les lois souhaitées ne tardèrent pas. Dès le 14 germinal, le Directoire prit un arrêté qui ordonnait de régler les marchés, le départ des diligences, l'ouverture des écluses, les spectacles d'après le nouveau calendrier, de dater de même les baux et contrats, les journaux, les affiches, etc. Les lois des 17 thermidor et 23 fructidor consacrèrent ces dispositions et rendirent le chômage du décadi obligatoire pour tous : interdiction de tous actes judiciaires, de tous travaux à la vue du public, à l'exception des semailles et des récoltes ; obligation de clore boutiques et ateliers, la vente des comestibles et des produits pharmaceutiques étant seule autorisée. L'Administra-

tion du Nord promulgua des arrêtés exécutoires, mais une foule de difficultés d'application se manifestèrent qu'une circulaire du ministre de la police essaya de régler, le 26 frimaire an VII: tout travail était interdit à la vue du public, mais le tisserand et le forgeron, qui auraient cru respecter la loi, en fermant leurs portes, n'en étaient pas moins punissables, si le bruit du métier ou du marteau les dénonçait; on pouvait semer et moissonner le décadi, mais il était « absurde » d'imaginer que tous les travaux relatifs à ces opérations, comme le labourage, fussent permis, surtout si le cultivateur continuait à chômer le dimanche; de même plantation n'était pas semaille: on pouvait donc semer le colza le décadi, mais non pas le repiquer. On se représente aisément la casuistique chicanière qui allait se développer et les innombrables ennuis qui devaient en résulter pour chacun des paysans.

Les administrations municipales adoptèrent, au cours de l'an VII, de multiples arrêtés pour faire observer ces prescriptions, mais ne cachèrent pas que c'était sans grand succès. Semailles et récoltes étaient d'excellents prétextes à fermer les yeux. Dans le canton de Bergues, ces deux périodes furent fixées de manière à englober un total de huit mois.

En même temps, la loi du 13 fructidor an VI avait ajouté aux sept fêtes nationales, instituées le 3 brumaire an IV, les fêtes décadaires. Chaque décadi, on devait lire au temple les lois et arrêtés et célébrer les mariages; les instituteurs devaient y amener leurs élèves; la séance comportait un discours ou une lecture sur les actes de vertu civique, l'agriculture et les arts mécaniques. La circulaire du 26 frimaire an VII ordonna de réunir ce jour-là les gardes nationaux pour escorter les municipaux. Certains cantons ajoutèrent l'obligation d'arborer le drapeau tricolore. Pour les grandes fêtes, les cantons alléguèrent généralement qu'ils manquaient de fonds, ce qui n'était que trop vrai. Les plus

zélés s'efforcèrent surtout de donner quelque éclat à la fête de l'agriculture, le 10 messidor. En l'an VI, celui d'Hondschoote réquisitionna vingt-neuf chariots ou instruments aratoires pour organiser un cortège et institua 150 l. de prix en faveur d'un tir à l'arc ouvert aux citoyens actifs et à leurs fils. En fait, ces cérémonies ne trouvèrent guère d'assistants et se réduisirent ordinairement à la lecture des lois devant quelques personnes. « Nous ne vous dissimulons pas, écrivait le 22 floréal an VII, l'administration du canton d'Estourmel, que les institutions républicaines, malgré nos soins, ont bien de la peine à entrer dans le goût de nos administrés et que les fêtes que nous nous efforçons de faire solenniser ne présentent que peu de concours ». Les fêtes décadaires paraissaient ridicules au paysan par comparaison avec les cérémonies du culte et le chômage du décadi l'alarmait comme une mesure anti-religieuse.

Bien que les lois de l'an VI n'eussent point parlé du dimanche et des fêtes catholiques, ni défendu de les fêter, les administrations en effet les interprétèrent comme si elles en eussent ordonné ainsi. Le commissaire du département prescrivit de faire promettre aux curés de célébrer leurs fêtes le décadi et le quintidi et de ne pas célébrer le dimanche avec plus de pompe que les autres jours. Dans le canton d'Hondschoote, cinq au moins y consentirent, le 18 fructidor an VI. Mais certainement la soumission fut loin d'être générale. Le 3 pluviôse an VII, le président du canton de Templeuve ayant rappelé l'obligation d'observer le décadi, le curé de Sainghin-en-Mélantois le traita d'anarchiste, ce qui provoqua, semble-t-il, son arrestation. Les commissaires poursuivirent aussi les cabaretiers qui donnaient à danser le dimanche et firent fermer leurs établissements. Ils protestèrent, soutenus par certaines municipalités, et le ministre de la police admit, en fructidor an VII, qu'ils n'encouraient aucune peine si, donnant des divertissements

le décadi, ils en donnaient indistinctement tous les autres jours. Chose plus grave encore, ce ministre avait interdit, le 26 frimaire précédent, tout rassemblement pour les fêtes patronales et l'Administration centrale entreprit de proscrire toutes les réjouissances traditionnelles. Le 13 pluviôse an VII, elle interdit les mascarades du carnaval. Dès le 17 prairial an VI, elle avait défendu les feux de la St-Jean et de la St-Pierre qu'on avait recommencé à allumer en l'an V; à la St-Jean, l'agent de Bermerain fut l'objet de violences parce qu'il faisait exécuter cet ordre. Le 5 prairial an VI, l'Administration ordonna de dissoudre les compagnies d'archers, d'arbalétriers et d'arquebusiers, rétablies depuis l'an IV, et dont les rassemblements marquaient les fêtes traditionnelles; bien que le tir lui-même, s'il n'y avait point d'organisation corporative, n'eût rien d'illégal, le canton de Râches prescrivit la destruction des berceaux. On ne réussit de la sorte qu'à multiplier les contraventions dans certains cantons. Le 1<sup>er</sup> et le 10 vendémiaire an VII, le commissaire du canton d'Haubordin en fit dresser 92 pour inobservation du décadi et le 20, 52 autres. La plupart des délinquants étaient des fabricants d'huile dont les ouvriers refusaient de chômer, attendu que dans les cantons voisins on continuait à travailler. Et le commissaire reconnaissait que les moulins avaient tourné dans toutes les communes des cantons de Seclin, Lannoy et La Bassée. Le tribunal remit l'amende pour cette fois et se contenta de condamner aux frais, à l'exception de deux récalcitrants qui furent punis. Le 9 vendémiaire, un dimanche, treize cultivateurs de Santes avaient chômé; le 10, ils avaient travaillé. Les concours à l'arc et à l'arbalète continuaient tous les dimanches. Or, un an après, le 4 fructidor an VII, la situation n'avait pas changé: le 1<sup>er</sup>, un dimanche, on avait dansé dans un cabaret d'Esquermes; il y avait eu un défi d'archers à Wavrin et on avait fêté la « carmesse » de Sequedin: les



cabaretiers alléguèrent qu'ils faisaient comme partout ailleurs. Dès le 4 prairial an VI, le canton de Landrecies avait parfaitement caractérisé la situation et permis de prévoir le résultat de cette politique : « L'observation exclusive du calendrier républicain... est pour les trois quarts des simples un objet de scandale... L'exhortation prête à rire au plus grand nombre..., malgré qu'en général les neuf dixièmes de notre canton soient les amis sincères de la république » ; mais ces hommes qui n'avaient pas d'hostilité préconçue contre le régime, on les vexa par ces mesures auxquelles ils n'arrivaient pas à comprendre que son salut pût être attaché.

Les manifestations royalistes de l'an V paraissent avoir été refrénées par le 18 fructidor. Mais « l'influence du royalisme » demeura inquiétante, non par elle-même, mais parce que tous les mécontents votaient naturellement pour l'opposition de droite. Le 23 ventôse an VI, en vue des élections, l'Administration centrale changeait le lieu de réunion des assemblées primaires dans vingt-cinq cantons pour les soustraire à la pression qu'elle redoutait, et l'année suivante, elle maintint ces transferts, « attendu que les mêmes considérations subsistent encore ». « Bien que les élections de ces deux années eussent été moins défavorables aux républicains, plus d'un agent municipal fut encore suspendu ou révoqué pour tolérance à l'égard des « inciviques ». Les mesures contre les anciens terroristes furent infiniment plus rares, et pour cause. Dans quelques cantons, l'agitation paraît avoir recommencé très vite. Le 25 prairial an VI, l'administration du canton de Marcoing assurait que « l'hydre hideuse du royalisme et la secte hypocrite du fanatisme lèvent une tête altière et non moins déhontée qu'avant le 18 fructidor » ; les agents étaient insultés et menacés et plusieurs n'osaient plus venir aux séances. La situation des patriotes ne s'était pas améliorée et, dans l'hiver de l'an VI, on refusait toujours à Villers-Guislain de labourer leurs terres. En thermidor an VII,



le commissaire de ce canton attestait de même qu'ils étaient constamment molestés. Les attentats contre les arbres de la liberté paraissent s'être multipliés en beaucoup d'endroits. D'autres cantons, Bergues, Phalempin, Solre, attestaient au contraire en fructidor qu'ils jouissaient de la tranquillité la plus profonde.

L'an VII ne vit point de troubles graves, comme la Vendée et le Sud-Ouest, mais il n'y a pas de doute qu'à la veille du 18 brumaire, l'opinion des campagnes ne fût très défavorable au Directoire. Depuis le 18 fructidor, le régime de l'an II paraissait ressusciter progressivement. Le conflit religieux s'exaspérait par les mesures terroristes contre les prêtres, la vente des églises et les règlements sur le décadi. Et le pire fut qu'en l'an VII, le paysan se vit imposer les mêmes charges qui l'avaient tourné contre le gouvernement révolutionnaire. La guerre ayant recommencé, le Directoire dut faire appliquer la loi de l'an VI sur la conscription : aussitôt en l'an VII, réfractaires et déserteurs errèrent à travers les campagnes ; pour les rechercher, on mit en mouvement les colonnes mobiles et l'on vit reparaître les garnisaires dans les villages. Le Nord ne fut pas menacé d'invasion mais, en brumaire an VII, l'insurrection ayant éclaté dans la Flandre belge, toutes les colonnes mobiles furent mises en activité et une partie d'entre elles entrèrent en Belgique. L'alarme fut brève, mais les souvenirs de mars 1793 avaient été fâcheusement réveillés. Puis, vinrent l'emprunt forcé et, pour comble, au cours du printemps et de l'été, la réquisition des grains et fourrages, de fâcheuse mémoire ; l'administration du canton de Bergues protesta solennellement contre cette dernière mesure adoptée par le Directoire sans qu'elle eût été autorisée par une loi. Enfin, le 26 thermidor, une loi permit, comme en l'an VI, les visites domiciliaires pour la recherche des émigrés et des conscrits.

On s'explique aisément que la nouvelle du 18 brumaire ait été accueillie avec satisfaction. Comme après le 9 thermidor, on admit que la chute du gouvernement directorial entraînerait le rappel de toutes les mesures qu'on détestait et, seuls, quelques républicains comme les membres de l'Administration centrale et le commissaire du département furent « navrés » du coup d'état.



## CONCLUSION

A la fin de l'Ancien Régime, les provinces qui allaient former le département du Nord paraissaient remarquablement prospères à l'économiste et au politique. L'agriculture flamande pouvait être donnée en modèle à la France entière; la plaine méridionale et le Nord de la région herbagère, encore attachés à la jachère, se mettaient pourtant à son école; au Sud de la Sambre, surtout dans le pays de Maroilles, l'élevage procurait une certaine aisance; aux confins de la Flandre et du Hainaut, la zone des marais, demeurée longtemps arriérée, se transformait rapidement. Depuis longtemps, les Pays-Bas ne connaissaient plus, à proprement parler, la disette qui sévissait, de temps à autre, dans certaines régions de la France. Nulle part, sans doute, les fermages n'étaient aussi élevés; nulle part non plus la terre ne valait si cher. Un économiste tel que Young s'étonnait que la petite culture obtint de pareils résultats, mais il lui fallait bien se rendre à l'évidence. D'autre part, l'industrie, bien que gênée par la barrière douanière qui la séparait du marché national, continua ses progrès jusqu'en 1787 et elle demandait aux campagnes une main-d'œuvre de plus en plus abondante. L'administrateur se félicitait de cette prospérité générale qui lui permettait d'augmenter les impôts ou qui, tout au moins, accroissait leur produit; il constatait avec satisfaction que la population se multipliait

rapidement : la main-d'œuvre se trouvait à bon marché ; les contribuables et les jeunes hommes que l'armée pouvait éventuellement s'incorporer devenaient de plus en plus nombreux ; la puissance de l'Etat en était fortifiée : le despotisme éclairé avait ainsi réalisé sa fin suprême.

La formation d'une bourgeoisie rurale de grands fermiers, dans le Sud, et de cultivateurs aisés, partiellement propriétaires, en Flandre ; l'existence même d'une démocratie paysanne de petits ménagers possesseurs d'une parcelle de terre, notamment dans le pays au bois et dans la région herbagère, témoignaient aussi d'un certain progrès social. La bourgeoisie rurale ne constituait qu'une petite minorité, mais elle s'enrichissait, grâce à la hausse des denrées qui résultait naturellement de l'augmentation de la population, des progrès de la vie urbaine et surtout de la liberté accordée au commerce agricole et du développement remarquable des voies de communication. D'autres mesures, adoptées par le pouvoir central à la sollicitation de l'aristocratie, après avoir surpris la bourgeoisie rurale ou l'avoir troublée dans ses habitudes, ne laissaient pas de lui profiter également. La clôture limitait la vaine pâture dont le domaine se rétrécissait d'ailleurs à mesure que la jachère disparaissait ; le défrichement et la location des communaux en supprimaient la jouissance collective et en préparaient l'appropriation individuelle. Par la coutume du mauvais gré, le fermier demeurerait certainement attaché, tout au moins dans le Sud, aux conceptions qui restreignaient les droits du propriétaire ; mais, à l'égard de la masse rurale, le bourgeois des campagnes se prévalait désormais de la notion moderne de la propriété et, de plus en plus, il la faisait sienne, à mesure qu'il parvenait à s'attribuer une portion importante du terroir.

Si puissante pourtant que fût notre région comme unité collective, si favorable même qu'y fût la situation d'un certain nombre de paysans, le malaise social n'en était pas

moins profond dans les campagnes car l'immense majorité des ruraux se composait de ménagers qui ne pouvaient vivre sans un gain d'appoint ou de journaliers qui subsistaient exclusivement de leurs salaires: il n'y avait pas un dixième des chefs de famille qui fussent indépendants. Matériellement, ils étaient atteints par le chômage saisonnier; moralement, ils se trouvaient dans la dépendance, non seulement de l'aristocratie, mais de la bourgeoisie rurale et citadine, presque toujours soutenues par le pouvoir royal; l'administration d'Ancien Régime était dure aux pauvres: elle les laissait injustement accabler dans la répartition des charges publiques ou exclure de la jouissance des biens communaux; elle intervenait non pour les instruire, ou pour les faire assister régulièrement, mais seulement pour les poursuivre quand la mendicité, mal endémique, dégénérait en brigandage et excitait les plaintes de leurs maîtres. Certes, elle désirait qu'ils eussent du pain et, grâce aux progrès de l'agriculture et de l'industrie, ils parvenaient en effet à se nourrir tant bien que mal, en temps normal; mais cette amélioration même, en favorisant la multiplication de l'espèce, posait de nouveau le problème à mesure qu'il semblait résolu, empêchait que la condition du paysan ne s'élevât en assurant la stagnation des salaires et aggravait prodigieusement le danger d'une crise éventuelle de l'industrie ou de la culture qui réduirait aux abois une population immense.

Qu'en pareille conjoncture, la bourgeoisie urbaine, grâce aux circonstances politiques, fût amenée, comme il advint, à proposer aux paysans, soulevés par la misère, la transformation du régime, on pouvait être certain que l'aristocratie privilégiée se trouverait d'avance désignée à leurs coups et que la bourgeoisie rurale ferait cause commune avec la plèbe villageoise pour assurer sa ruine. La dîme et les redevances foncières dues aux seigneurs constituaient pour le propriétaire des charges d'autant plus insupportables qu'elles pa-



raissaient injustifiables, les décimateurs ne remplissant qu'imparfaitement les charges qui semblaient leur incomber naturellement et les théories des juristes sur la directe seigneuriale étant pour le paysan un verbiage inintelligible ou de mauvaise foi. Le simple fermier n'était pas atteint directement par elles, mais il les regardait avec raison, quand elles étaient perçues en nature, comme une entrave intolérable aux progrès de l'agriculture. En faveur des privilèges financiers, on ne pouvait avancer aucun argument. Le pouvoir administratif du seigneur privait la bourgeoisie rurale du libre gouvernement du village qui, à ses yeux, lui revenait de droit; sa juridiction était devenue odieuse par les exactions qu'elle engendrait; l'un et l'autre se trouvaient particulièrement compromis, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, parce que, sous leur couvert, le maître de la paroisse, poussé par la nécessité d'accroître son revenu, avait étendu ses plantis, imposé la banalité, abusé du droit de chasse, usurpé les biens communaux.

A la vérité, l'abolition de la dîme et des droits du seigneur devait profiter surtout à la bourgeoisie rurale, mais un autre motif encore dressait les paysans contre l'aristocratie: le désir d'acquérir la terre; pour le bourgeois rural, les profits étaient de peu s'ils ne lui permettaient pas d'arrondir son bien; pour le ménager ou le journalier, que l'industrie n'avait pas encore déraciné, nul autre moyen, semblait-il, d'améliorer son sort que d'obtenir une parcelle à cultiver. Or, bien que, dans certaines régions, le pays au bois en Flandre, la région d'outre Sambre et principalement les environs de Maroilles, en Hainaut, les paysans possédassent la moitié du sol ou davantage, ils n'en avaient pas en moyenne le tiers et, dans plusieurs contrées, comme la vallée de la Scarpe ou l'Ostrevent, leurs biens étaient beaucoup moins étendus encore. La bourgeoisie rurale, acquise déjà au régime de la propriété individuelle moderne, ne pouvait pas

menacer les terres de la bourgeoisie urbaine et de la noblesse, mais les domaines du clergé, au moins un dixième du sol en Flandre, d'un quart à la moitié dans le Sud, étaient tout désignés pour fournir aux paysans le moyen de se pourvoir.

Cependant, entre la Flandre et le Hainaut-Cambrésis, la différence était très accusée. Dans toute la région méridionale, le régime féodal était très oppressif; dans la plaine et, à un moindre degré, dans le pays herbager, les domaines ecclésiastiques offraient une proie magnifique. La bourgeoisie rurale ne comprenait qu'un petit nombre de grands fermiers: la masse rurale constituait une démocratie de ménagers et de journaliers, pourvus d'un lopin en toute propriété, en arrentement ou en location, unis, non seulement par l'identité de la condition, mais par la pratique de la vaine pâture et du glanage, par l'usage des communaux ou, dans la plaine, par l'exercice d'un même métier, la mulquinerie. Forte solidarité paysanne, oppression féodale, vastes domaines à exproprier, tout se réunissait pour favoriser la révolte agraire. Au contraire, en Flandre, le seigneur était moins redouté, le terrage peu connu, et même ignoré en Flandre maritime; la banalité était plus rare, le plantis ne causait aucun dommage; la dîme elle-même, adjudgée chaque année par lot, était certainement moins nuisible et, en Flandre maritime tout au moins, les décimateurs supportaient plus de charges qu'ailleurs. Les domaines du clergé étaient relativement peu étendus: la prépondérance appartenait à la noblesse d'origine bourgeoise ou à la bourgeoisie urbaine elle-même. En outre, dans une partie de la Flandre wallonne, les portions ménagères avaient provisoirement satisfait ménagers et journaliers. Il n'y avait pas jusqu'à l'impôt qui ne fût aussi moins lourd, sinon par comparaison avec le Cambrésis, relativement épargné, du moins par rapport au Hainaut qui était atteint par la corvée: en Flandre maritime, aucune terre même ne jouissait d'exemption.

D'autre part, la bourgeoisie rurale était ici singulièrement développée déjà. Les grands fermiers, comparables à ceux du Cambrésis, étaient bien plus rares, mais, censiers ou propriétaires, les cultivateurs indépendants étaient beaucoup plus nombreux et ils éprouvaient peu de sympathie pour les journaliers qui constituaient, en Flandre, un véritable prolétariat, sans occupation indépendante, fût-elle réduite à une chaumière et à son courtil. Ce n'était pas qu'ils n'eussent leurs griefs: ils étaient menacés par les grands fermiers qui absorbaient les petites fermes; mais il leur était difficile de s'unir à la plèbe et, en Flandre maritime, l'une et l'autre classe, parlant flamand, étaient en outre séparées des paysans de la Flandre wallonne et de l'Artois. Faible solidarité villageoise, oppression féodale moins sensible, médiocre étendue de la terre à partager: autant de freins à l'action paysanne.

Si l'Ancien Régime était moins menacé en Flandre que dans le Hainaut-Cambrésis, c'était donc que ses traits essentiels s'y étaient estompés déjà et que la structure sociale, déjà moderne, y divisait les ruraux en classes hostiles. Il est donc évident qu'il aurait pu échapper à une subversion totale en dissociant le bloc paysan dans la région méridionale et en accentuant, dans la Flandre, les caractères qui marquaient déjà ce pays. Il pouvait se concilier la bourgeoisie rurale en abolissant les privilèges d'impôts, en supprimant ou en atténuant le pouvoir administratif et judiciaire du seigneur, en réglementant certains droits féodaux comme la chasse, en organisant le rachat des autres, en prescrivant la commutation en argent des redevances perçues en nature. Ce n'eût pas suffi toutefois dans le Hainaut et le Cambrésis: il était indispensable d'y procurer à cette classe rurale la force numérique qui lui faisait défaut en faisant accéder à la propriété une partie des ménagers et des journaliers par l'aliénation des terres du clergé. Par la division des do-

maines, d'autres, demeurant privés de propriété, auraient pu du moins obtenir une exploitation à bail. Tous, en outre, auraient eu l'espérance de pouvoir un jour acquérir une portion de ces biens désormais exposés à changer quelque jour de maître. En tout cas, les déshérités se fussent trouvés, comme en Flandre, sans chefs et sans appui.

A en juger par la solution qu'il adopta en Flandre wallonne à l'égard des marais communaux, on serait porté à croire qu'il eut le sentiment du danger et qu'il entrevit les mesures à prendre: les portions ménagères satisfirent le prolétariat rural et cet usufruit de la terre, subordonné à l'exploitation personnelle et qui réservait la propriété du fonds à la collectivité, s'accordait parfaitement avec ses idées traditionnelles; l'Ancien Régime faisait d'une pierre deux coups: il se conciliait les pauvres laborieux et instituait une forme de propriété qui répugnait à la bourgeoisie et qui pouvait l'empêcher de collaborer avec le paysan. Mais, en réalité, les desseins de l'administration royale n'étaient pas si profonds: elle voulut tout simplement faire accepter le triage; comme l'édit de clôture, le défrichement des communaux lui fut suggéré par les seigneurs du pays qui cherchaient un profit immédiat et, si elle adopta leurs propositions, ce fut pour les enrichir et pour améliorer en même temps le rendement des impositions. La liberté commerciale elle-même, en accroissant le revenu foncier devait profiter à l'aristocratie bien plus encore qu'au paysan, du moment qu'elle gardait la terre. Assurément, le clergé eût pu consentir à la commutation de la dîme et à l'aliénation de ses biens contre une dotation mobilière, sans voir diminuer son revenu; la noblesse eût trouvé, par le rachat des droits féodaux, des capitaux que l'industrie du Nord eût fait abondamment fructifier. Mais ces sacrifices comportaient deux conséquences: d'une part, il fallait que l'aristocratie se résignât à voir diminuer progressivement sa suprématie dans une société où

l'argent deviendrait la principale mesure des valeurs; de l'autre, qu'elle se mît en devoir de faire valoir ses capitaux et en quelque sorte, à travailler, au lieu d'attendre ses revenus des paiements automatiques des paysans. Elle ne voulait pas se plier à ces nécessités et le roi ne pensa pas à l'y soumettre.

Non seulement il ne put donc conjurer la crise, mais il la précipita. Comme le problème des charges de la culture n'avait pas été abordé, ce fut en vain qu'il favorisa, indirectement, la bourgeoisie rurale par la clôture, les défrichements et la liberté du commerce des grains; elle demeura résolument hostile à l'aristocratie. Et, en même temps, la situation de la masse rurale fut aggravée par ces réformes. Il n'y eut pas jusqu'à l'accroissement de la population, dont l'administration royale se félicitait, qui ne contribuât au même résultat, et aussi l'augmentation des impôts que celle de la richesse paraissait légitimer. En Flandre, tout au moins, la concentration des exploitations, favorisée par les progrès de la bourgeoisie rurale, concourut également à surexciter les esprits. Finalement, la crise de chômage engendrée par le traité de 1786 et l'exportation inconsidérée des grains à la faveur de l'édit de 1787 portèrent l'irritation à son comble et mirent la régime à la merci d'une mauvaise récolte.

Mais il ne se trouvait pas seul menacé par la crise agraire. Quand on embrasse à la fois le tableau que nous avons tracé de la société rurale à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et l'histoire du XIX<sup>e</sup>, on se rend compte que, pour la bourgeoisie entière, sa solution était d'extrême urgence. La masse rurale n'était pas hostile au principe de la propriété individuelle, mais elle la limitait étroitement et demeurerait très attachée aux conceptions coutumières. Dans sa situation, les droits collectifs, vaine pâture et regain, glanage, droits d'usage dans les forêts et les biens communaux, avaient une extrême impor-



tance et, à ses yeux, équivalaient à une co-propriété du fonds. Bien mieux, elle n'admettait pas que le propriétaire eût la liberté de louer son bien comme il l'entendait et prétendait faire revivre en Flandre ou instituer en Hainaut-Cambrésis une réglementation des exploitations. Elle ne voulait pas non plus entendre parler de la liberté commerciale, surtout en ce qui concernait les subsistances : une taxation des denrées et des fermages lui paraissait légitime ; en un mot, elle demeurait hostile à la notion moderne de propriété et s'opposait, inconsciemment, à l'avènement du capitalisme. Obscurément, elle comprenait qu'elle faisait seule les frais de toutes les améliorations sociales que provoquait la liberté économique et qu'elle n'en retirerait qu'un bénéfice aléatoire, le taux du profit demeurant intangible aux yeux du capitaliste tant que les salaires peuvent supporter les sacrifices que les crises imposent périodiquement à la collectivité. Dès lors, une révolte agraire, au cas où la masse des paysans deviendrait maîtresse de la situation, pouvait compromettre le triomphe de la bourgeoisie et instituer un régime où la propriété, sans être contestée en principe, serait destituée en grande partie de ses prérogatives juridiques et, par conséquent, de son efficacité économique. Les célèbres articles que Robespierre proposa d'ajointre en 1793 à la déclaration des droits peuvent donner une idée des principes que les paysans auraient fait prévaloir et, pour les détails d'application, les vues de la plèbe rurale sur les droits collectifs, les vœux des cahiers sur la limitation des exploitations, le maximum enfin indiquent dans quel sens on les aurait interprétés. Or, l'évolution de la société rurale était dominée par le facteur démographique : les journaliers qui n'avaient ni propriété ni exploitation se multipliaient avec une rapidité extrême et les échevinages flamands, qui voyaient croître proportionnellement leurs dépenses d'assistance, s'ils n'apercevaient pas toute l'étendue du péril, s'en



plaignaient amèrement. En supposant que la situation fût demeurée normale, leur masse n'aurait guère tardé à devenir capable d'une poussée irrésistible. D'autre part, la révolution industrielle était imminente dans le Nord et allait puiser dans leurs rangs les éléments constitutifs d'un prolétariat industriel plus redoutable encore parce que l'usine allait l'agglomérer, l'habituer à la vie collective, le discipliner pour l'action révolutionnaire. Il est facile d'imaginer ce qui aurait pu résulter, par exemple en 1848, de la conjonction des efforts parallèles des deux prolétariats si une forte bourgeoisie rurale ne se fût constituée, depuis longtemps déjà, aux dépens de l'un d'eux. Il est même permis de supposer que la doctrine de Babeuf n'aurait pas été sans action sur les paysans de la plaine picarde dont elle ne faisait que développer logiquement les vues, si les transformations révolutionnaires n'eussent déjà exercé leur influence conservatrice. La bourgeoisie ne les opéra point seulement pour ruiner l'aristocratie, mais pour se sauver elle-même.

Envisagée ainsi dans ses causes, la Révolution française apparaît, pour ce qui concerne les paysans, comme une révolution sociale. Ses modalités et ses résultats furent différents en Flandre et en Hainaut, comme l'état de ces provinces permettait de le prévoir. La Flandre flamingante demeura calme et attendit les lois de l'Assemblée nationale. Mais la partie de la Flandre où l'on parlait français s'agita violemment contre la dîme et ne la paya que partiellement. Le Hainaut et le Cambrésis se soulevèrent ouvertement, puis, par une résistance passive évidemment concertée, ruinèrent spontanément l'ancien régime agraire. Lorsqu'on mit en vente les biens du clergé, les paysans de Flandre essayèrent de les acquérir individuellement : entrant ainsi en concurrence avec les bourgeois, déjà si puissants dans cette province, ils ne purent obtenir que la moindre part ; ceux du Cambrésis et du Hainaut, après avoir espéré qu'on les leur

offrait à bas prix, s'opposèrent par la force, lorsqu'ils les virent mis en adjudication, à l'intervention des bourgeois et des grands fermiers et réussirent de la sorte à se pourvoir largement. L'invasion limita ensuite les profits des paysans, malgré les lois de 1793; puis, sous le Directoire, la bourgeoisie reprit l'avantage. Mais, dans l'ensemble, entre les deux régions, la différence ne s'effaça point. La Flandre demeura un pays de propriété bourgeoise, les paysans, malgré leurs progrès, ne l'emportant que dans le pays au bois; les deux classes rurales, la bourgeoisie des cultivateurs, à la fois fermiers et propriétaires, et le prolétariat des journaliers privés de terre y demeurèrent en présence. Le Cambrésis et le Hainaut appartinrent désormais, pour la plus grande part, à la démocratie rurale des ménagers et des journaliers propriétaires, en majorité, de leur chaumière et de quelque lopin. Des chefs de famille du département, une trentaine de mille sans doute, furent mis en possession de biens nationaux; un tiers accédaient pour la première fois à la propriété. En même temps, la division des domaines entraînait celle des exploitations, non pas au point que l'auraient souhaité les paysans, mais suffisamment pour ajouter aux propriétaires nouveaux nombre d'occupeurs à bail.

Ayant arraché le pouvoir aux mains défaillantes du roi, la bourgeoisie réalisa ainsi, à une époque où elle demeurait possible, l'opération qui était indispensable, non seulement pour assurer la ruine de l'aristocratie, mais pour sauver, en quelque sorte, sa propre existence et mettre à l'abri de toute contestation sérieuse la propriété, telle qu'elle la concevait. En abolissant les droits féodaux, la dîme et les privilèges financiers, elle rangea pour toujours les bourgeois ruraux dans le parti de l'ordre. Mais ce résultat était peu de chose au prix de celui qu'elle obtint en accroissant leur nombre par la vente des biens nationaux et en multipliant les petits propriétaires et les fermiers qui, sans se trouver tout à

fait indépendants, se trouvèrent invinciblement attachés au régime qu'elle avait institué. Et cependant, elle était bien loin d'avoir distribué aux paysans toute la terre qu'elle avait attribuée à la nation; elle avait su en conserver une part considérable et maintenir la grande propriété foncière ainsi que la grande exploitation, avec toutes les conséquences qui en résultent au point de vue social. Telle apparaît la révolution agraire: non seulement conservatrice, mais aussi modérée dans ses effets, en dépit des apparences, et comme une transaction entre la bourgeoisie et la démocratie rurale.

\* \* \*

Cependant la Révolution, par ailleurs, fut aussi politique: elle se proposa de remettre le gouvernement aux mains des Français eux-mêmes, dans la persuasion que, par la discussion et par la délibération en commun, ils sauraient établir des lois justes et convenables auxquelles ils obéiraient librement. Ce n'était pas uniquement la philosophie du siècle qui portait ses partisans à mettre leur confiance dans la raison et dans la solidarité nationale. L'unité nationale n'était pas une perspective lointaine, encore moins une chimère; la lutte contre l'aristocratie, redoutable encore, semblait propre à la fortifier; l'intérêt, autant que le sentiment, devait porter tous les citoyens à s'associer pour défendre la liberté nouvelle et à consentir quelques sacrifices pour défendre le patrimoine commun.

L'enjeu était d'un tel prix qu'au premier moment, l'appel parut entendu: la fête de la Fédération ne fut point pour le paysan du Nord une froide cérémonie et il y participa de tout son cœur. A ses yeux pourtant, elle ne scella qu'un pacte d'alliance entre les villages pour achever la ruine de la classe ennemie. Lorsqu'il s'agit d'assurer la vie quotidienne de l'Etat nouveau, il se trouva incapable de renoncer

à son égoïsme traditionnel. La monarchie avait peu à peu incorporé les provinces belgiques à la nation par la centralisation, mais ç'avait été malgré elles et, bien que leur autonomie fut loin d'avoir complètement disparu à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le pouvoir des intendants ne leur paraissait pas moins insupportable. Donner le moins possible à l'Etat et même à la province, obligée d'en subir les exigences; repousser instinctivement les innovations qui émanaient d'eux parce qu'il y voyait le prétexte de charges nouvelles, tel était le principe du paysan, qui ne s'accordait que trop bien avec l'égoïsme individuel. Dans le village même, le pouvoir local, étant aux mains du seigneur et servant à l'occasion d'instrument à l'intendant, ne se trouvait guère moins suspect et la vie municipale était réduite au strict minimum. En créant l'unité nationale, la monarchie n'en avait pas moins exploité le paysan au profit de privilégiés et elle ne lui rendait pas en services l'équivalent de ce qu'elle tirait de lui: ainsi, à mesure que la vie commune sous l'autorité d'un même maître tendait à rapprocher les Français, la résistance passive à ses exigences encourageait le particularisme. Le paysan ne pouvait pas perdre en un jour les habitudes, plus que séculaires, qu'il avait ainsi contractées, d'autant plus que son instruction était faible ou nulle: l'appel de la Révolution ne fut pas entendu; le curé était le seul maître qui eût pu entreprendre, avec quelque chance de succès, de le lui expliquer et de commencer son éducation civique, mais il n'y était pas toujours enclin et, bientôt, la Révolution rompit avec lui. Ainsi la vie municipale fit peu de progrès et, chaque village ne pensant qu'à soi, le régime fédéral s'instituant en fait, l'administration générale, les finances, la circulation des grains, le maintien de l'ordre souffrirent de graves atteintes, au moment même où on faisait profession d'un dévouement sans réserve à la chose publique: c'est que le paysan songeait au profit qu'il

allait tirer de la ruine de ses anciens maîtres sans cesser de se refuser, autant qu'il se pouvait, comme sous l'Ancien Régime, à prendre sa part des charges communes. Ce fut pis encore, et son affection même pour le nouveau régime se refroidit, quand il s'aperçut qu'il gagnait moins qu'il n'avait cru. Ceux qui n'acquirent point de terre et qui n'étaient pas déjà propriétaires risquaient de ne pas profiter de l'abolition de la dîme et des droits féodaux; les impôts, en certains cas, paraissaient devoir s'alourdir; les fermiers de biens nationaux envisageaient une augmentation du prix des baux; rien ne dut être aussi nuisible à la Révolution que l'habileté même avec laquelle la bourgeoisie, en mettant les biens nationaux aux enchères, au lieu de les répartir à bas prix, sut se réserver le moyen d'en acquérir une grande partie; aucun doute possible: à beaucoup de ruraux, la Révolution, dans ces conditions, ne pouvait procurer aucun bénéfice immédiat et tangible. Quand, de surcroît, elle les obligea à choisir entre elle et le curé, ils commencèrent d'hésiter ou se reprirent tout à fait.

Cependant la Révolution, bientôt, se trouva aux prises avec l'étranger accouru au secours de l'aristocratie: dans le Nord, le rétablissement de l'Ancien Régime par les Autrichiens manifesta leur collusion avec le clergé réfractaire, les seigneurs et leurs partisans. Le gouvernement révolutionnaire sauva le paysan de la servitude, mais il n'y put parvenir sans son concours et il lui fallut l'exiger. On vit donc ressusciter les procédés autoritaires de l'Ancien Régime et jusqu'à l'emploi des garnisaires ou la détention arbitraire. Le paysan se vit imposer le service militaire obligatoire, auquel la monarchie n'avait jamais osé recourir, et les réquisitions les plus étendues qu'on eût jamais vues. Le blocus contraignant la France à se contenter de ses propres ressources et la dépréciation de l'assignat déchaînant un renchérissement qui compromettait l'ordre public, en même temps que les finances, il fut soumis à la taxation et perdit



en principe la libre disposition de ses denrées. Une répression impitoyable le réduisit à l'obéissance. Et, en même temps, la guerre, ravageant les villages et ruinant la culture, le condamna au chômage ou à l'exil, à la misère, puis à la famine : les profits matériels que les plus heureux avaient tirés de la Révolution parurent s'évanouir. A l'égard de la République, il n'avait aucune idée préconçue et, du moment que le roi faisait cause commune avec l'aristocratie et avec l'étranger, il eût accepté sans doute le gouvernement nouveau. Mais il le jugea par ses fruits, comme l'Ancien Régime, sans s'inquiéter de ses fins et sans vouloir examiner si la République eût pu, en tolérant son égoïsme et sa désobéissance, lui épargner le retour du décimateur et du seigneur dont il ne voulait pourtant à aucun prix. Ainsi, sans avoir pu vaincre la République, ces derniers pourtant assurèrent sa ruine, en la contraignant à s'aliéner ceux qu'elle défendait et qui, seuls, pouvaient la faire vivre.

En s'acharnant à exterminer ses adversaires, elle acheva d'irriter le paysan : après le réfractaire le constitutionnel même fut proscrit. Du moins, espéra-t-elle gagner la plèbe rurale et tourner à son profit le conflit qui la mettait aux prises avec la bourgeoisie des grands cultivateurs et des riches fermiers. Mais la bourgeoisie la plus radicale ne pouvait leur partager les terres qui demeuraient à la disposition de la nation sans avilir davantage encore l'assignat et sans risquer de compromettre sa propre domination. Les mesures démocratiques, comme l'instruction gratuite et obligatoire, la réforme de l'assistance, ne pouvaient avoir d'effets qu'à longue échéance, en admettant qu'elles pussent être vraiment efficaces tant que le prolétariat des campagnes n'aurait pas commencé à se libérer du joug et obligé ses maîtres à le traiter moins durement. Accablé bientôt par le chômage et la disette, il se déroba : tous ceux qui, au cours de la crise, n'avaient pas acquis un peu de terre supportèrent, en pure perte, ses conséquences onéreuses et la République demeura



pour eux un mot vide de sens qu'ils associaient néanmoins à la misère et au service militaire. De la politique sociale du gouvernement révolutionnaire, il ne resta qu'un grief de plus dans l'esprit de la bourgeoisie rurale.

Avec la République, l'œuvre politique de la Révolution se trouva condamnée. D'aucuns ne manquent pas d'en conclure, plus ou moins explicitement, qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les paysans du Nord regrettaient l'Ancien Régime tout entier. Mais c'est oublier que, pour eux, la Révolution ne fut jamais un bloc; c'est oublier surtout la haine qui avait maintenu l'union entre les paysans aussi longtemps que l'aristocratie avait pu conserver son pouvoir. En réalité, cette haine, à la fin de la Révolution, demeurait aussi vivace qu'aux anciens jours et des années s'écoulèrent sans que s'effaçât le souvenir des temps détestés. Si considérable que fût le nombre de ceux qui en avaient profité, la vente des biens nationaux trouvait des détracteurs parmi les paysans. Mais aucun, si attaché qu'il eût été au curé réfractaire ou même à la personne de l'ancien seigneur, de si bon cœur qu'il eût vu revenir le roi, ne regretta jamais la dîme et les droits féodaux. En 1820, s'étant opposé à la réclamation de deux propriétaires qui prétendaient s'emparer de flégards, en alléguant qu'ils se trouvaient en bordure de leurs terres, le conseil municipal d'Auby, nommé par le préfet du roi restauré et peu suspect de sentiments républicains, nous laissait ce témoignage irrécusable: « Si ce droit avait existé au temps de la féodalité en faveur des seigneurs, le conseil l'ignore; mais la révolution, qui a écrasé la tête de ce monstre, n'a sans doute point laissé subsister cet abus qu'il aurait enfanté ». Les paysans du Nord avaient souffert de ses exigences et de ses erreurs, mais ils approuvèrent toujours la Révolution d'avoir extirpé de leurs villages la domination de l'aristocratie.

# INDEX



PRÉFACE . . . . .	p.	v
INTRODUCTION . . . . .		xi
BIBLIOGRAPHIE DES SOURCES MANUSCRITES . . . . .		xiii

## PREMIÈRE PARTIE

### LES PAYSANS À LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

#### CHAPITRE PREMIER. Le pays et son administration:

I. Les régions naturelles . . . . .	p.	3
II. Les anciennes provinces et le département . . . . .		9

#### CHAPITRE II. La répartition du sol:

I. La propriété: Répartition d'ensemble . . . . .		13
II. La propriété: Répartition régionale . . . . .		15
III. Division de la propriété . . . . .		31
IV. Répartition des exploitations; morcellement parcellaire . . . . .		41
V. Ceux qui n'avaient ni propriété ni exploitation; proportions réelles des propriétaires et des exploitants . . . . .		52
VI. Comment évoluait la répartition du sol? . . . . .		54

#### CHAPITRE III. Les droits collectifs et les limites de la propriété individuelle:

I. Les biens communaux . . . . .		72
II. La vaine pâture . . . . .		90
III. Les droits d'usage dans les forêts . . . . .		100
IV. Le glanage . . . . .		101
V. Le « mauvais gré » des fermiers . . . . .		103

VI. Le démembrement des exploitations . . . . .	p. 107
VII. La crise agraire . . . . .	110

#### CHAPITRE IV. Les charges du paysan: La dîme et les droits féodaux:

I. La dîme . . . . .	115
II. Les droits féodaux: La justice . . . . .	127
III. Les droits féodaux ( <i>suite</i> ): Redevances personnelles; péages et tonlieux; banalités; chasse et pêche; plantis . . . . .	136
IV. Les droits féodaux ( <i>suite</i> ): Les droits réels . . . . .	146
V. Les droits féodaux ( <i>suite</i> ): Les droits casuels . . . . .	154
VI. Aggravation des droits féodaux . . . . .	157

#### CHAPITRE V. Les charges du paysan (*suite*): Les impôts:

I. L'autonomie financière . . . . .	172
II. Les impôts directs . . . . .	175
III. Les privilèges; le répartition et l'assiette . . . . .	182
IV. Les impôts indirects . . . . .	189
V. Accroissement et poids des impôts . . . . .	193

#### CHAPITRE VI. L'agriculture à la fin de l'ancien régime:

I. La production . . . . .	197
II. Le gouvernement de l'agriculture . . . . .	222
III. Défrichement et dessèchements . . . . .	224
IV. Tentatives pour encourager les progrès de l'agriculture . . . . .	230
V. Les forêts et les plantations . . . . .	236
VI. Les voies de communication et les transports . . . . .	239
VII. Le commerce agricole . . . . .	256
VIII. Le prix . . . . .	268
IX. Conclusion: La question des charges du paysan . . . . .	272

#### CHAPITRE VII. Le fermage - Le revenu foncier:

I. Le fermage et les baux . . . . .	274
II. La valeur vénale des terres et le revenu foncier . . . . .	282
III. Le revenu du paysan . . . . .	284

#### CHAPITRE VIII. Le prolétariat des campagnes - La main-d'œuvre agricole et les industries rurales - L'assistance publique et la mendicité:

I. La main-d'œuvre agricole . . . . .	289
II. Les artisan et les marchands . . . . .	292

III.	Les industries rurales . . . . .	p.	294
IV.	L'assistance . . . . .		308
V.	La mendicité . . . . .		313
CHAPITRE IX. La vie du paysan a la fin de l'ancien régime:			
I.	La domination de la bourgeoisie rurale : . . . . .		321
II.	La vie matérielle . . . . .		324
III.	La vie collective . . . . .		331
IV.	L'école . . . . .		339
V.	Les cahiers: état d'esprit et vœux du paysan . . . . .		343

## DEUXIÈME PARTIE

## LES PAYSANS ET LA RÉVOLUTION

## CHAPITRE PREMIER. La fin de l'ancien régime agraire:

I.	La disette . . . . .	p.	359
II.	La disette dans les campagnes et ses conséquences . . . . .		366
III.	Les soulèvements agraires . . . . .		376
IV.	Les nouvelles municipalités et le décret du 15 mars 1790 . . . . .		394
V.	Disparition progressive des droits féodaux en 1791 et 1792 . . . . .		410
VI.	Les lois de 1792 et de 1793 . . . . .		416
VII.	A qui profita la suppression de la dîme et des droits féodaux? . . . . .		422
VIII.	L'autre aspect de la révolte agraire: la reprise des droits collectifs . . . . .		424

## CHAPITRE II. La division du sol: Vente des biens nationaux:

I.	Les préliminaires . . . . .		431
II.	La première période des ventes: La répartition des terres ecclésiastiques . . . . .		440
III.	La première période ( <i>suite</i> ): Estimations, prix et paiements . . . . .		466
IV.	La deuxième période des ventes: Ses caractères . . . . .		477
V.	La deuxième période ( <i>suite</i> ): Application des lois de 1793 . . . . .		484
V.	La deuxième période ( <i>suite</i> ): Les résultats . . . . .		493
VI.	La troisième période des ventes . . . . .		498
VII.	La troisième période ( <i>suite</i> ): Les résultats . . . . .		509



VIII. Résultats généraux de la vente des biens nationaux	514
IX. La question des biens d'émigrés et la véritable répartition des biens nationaux . . . . .	525
CHAPITRE III. La division du sol ( <i>suite</i> ): Le partage des biens communaux; les domaines engagés; les ventes particulières; les partages successoraux:	
I. La question des biens communaux jusqu'à la loi du 10 juin 1793 . . . . .	531
II. Application de la loi du 10 juin 1793 . . . . .	544
III. Aliénation des domaines engagés; les ventes particulières et les partages successoraux . . . . .	551
CHAPITRE IV. La répartition du sol à la fin du Consulat:	
I. La répartition de la propriété . . . . .	556
II. La répartition des exploitations . . . . .	566
III. Conclusion . . . . .	569
CHAPITRE V. La contre-révolution pendant l'invasion (1793-1794):	
I. La jointe autrichienne . . . . .	572
II. La dîme et les droits féodaux . . . . .	576
III. Les biens nationaux . . . . .	580
IV. La répression contre-révolutionnaire . . . . .	587
CHAPITRE VI. Les charges du paysan: L'impôt et le service militaire:	
I. L'impôt: répartition, assiette et perception . . . . .	592
II. Le poids des impôts . . . . .	604
III. Le service militaire . . . . .	606
CHAPITRE VII. L'agriculture jusqu'à la guerre . . . . .	620
CHAPITRE VIII. Le maximum et les paysans:	
I. Le maximum des grains et fourrages: La loi du 4 mai 1793 . . . . .	635
II. Le maximum des grains et fourrages ( <i>suite</i> ): La loi du 11 septembre 1793 . . . . .	644
III. Le maximum général . . . . .	663
IV. Le maximum des salaires . . . . .	674
CHAPITRE IX. La disette et la crise monétaire en l'an III et en l'an IV:	
I. Le commerce des grains, la disette et les prix . . . . .	679

II.	Les profits des cultivateurs . . . . .	p. 698
III.	Les conséquences de la crise commerciale et économique . . . . .	702
CHAPITRE X. La crise agricole:		
I.	Origines de la crise . . . . .	707
II.	Le gouvernement révolutionnaire et la culture . . . . .	719
III.	Les régions dévastées . . . . .	725
IV.	L'administration et l'agriculture sous le Directoire et le Consulat . . . . .	736
V.	L'agriculture à la fin du Consulat . . . . .	747
CHAPITRE XI. La commune rurale pendant la Révolution:		
I.	Les classes rurales; le prolétariat et l'assistance . . . . .	756
II.	Le régime électoral et l'administration du village . . . . .	765
III.	L'administration municipale . . . . .	773
IV.	L'église et l'école . . . . .	778
CHAPITRE XII. La commune rurale pendant la Révolution (suite): Divisions et luttes politiques:		
I.	Jusqu'à la Constitution civile du clergé . . . . .	794
II.	Jusqu'à la guerre; la Constitution civile du clergé . . . . .	799
III.	Les échecs d'avril et la première invasion . . . . .	818
IV.	La seconde invasion; la Terreur . . . . .	829
V.	La réaction thermidorienne . . . . .	865
VI.	Le Directoire . . . . .	881
CONCLUSION . . . . .		901







HD644.8 L43 J757



a39001



001938904b





